

HINCMAR
Archevêque de Reims
845 - 882

Tome II

*Thèse pour le Doctorat d'Etat ès-lettres et sciences humaines
présentée devant l'Université de Paris - Sorbonne*

par Jean DEVISSE
chargé d'enseignement à l'Université de Paris VIII

Genève, Librairie Droz S.A. - 1976

TRAVAUX D'HISTOIRE ETHICO-POLITIQUE

XXIX



Digitized by the Internet Archive
in 2026

HINCMAR
Archevêque de Reims
845 - 882

Tome II

*Thèse pour le Doctorat d'Etat ès-lettres et sciences humaines
présentée devant l'Université de Paris - Sorbonne*

par Jean DEVISSE
chargé d'enseignement à l'Université de Paris VIII

Décembre 1972

HINCMAH

Archevêque de Reims

845 - 882

Tome II



There is a small library stamp in the bottom left corner of the page.

The stamp is circular and contains the text 'UNIV. LEIDEN BIBL.'.

The stamp is purple and is located in the bottom left corner of the page.

The stamp is circular and contains the text 'UNIV. LEIDEN BIBL.'.

The stamp is purple and is located in the bottom left corner of the page.

CHAPITRE VII

Qu'est-ce que l'Eglise ?

Jusqu'aux interventions de toute nature de Nicolas I^{er} dans la vie de l'Eglise occidentale ¹, Hincmar de Reims n'a guère eu l'occasion de définir ce qu'était, pour lui, l'Eglise. Sa conception s'est développée, nuancée, au cours des conflits importants qui l'ont opposé aux papes, à des suffragants, à des clercs, entre 853 et 876 : elle doit donc beaucoup, une fois encore, aux circonstances.

Elle n'est pas, pour autant, simplement opportuniste. Si elle comporte plus d'un aspect contestable dans le détail, elle a, d'ensemble, une importance très réelle et qui ne saurait être négligée, comme on l'a fait trop souvent, à cause des erreurs incontestables commises par son auteur.

Il convient, pour comprendre et sans tenir compte de la chronologie, de se demander, tout d'abord, quelle a été cette vue d'ensemble, progressivement cristallisée ; les conflits avec Nicolas I^{er}, ceux qui ont suivi, au-delà de la mort de ce pape, deviennent plus intelligibles grâce à cette mise au point liminaire.

¹ Avant 860, les relations avec Rome sont très faibles. Depuis Fulkrich, nul appel d'une sentence d'Hincmar n'a plus été porté à Rome. Léon IV et Benoît III ne sont pas fortement intervenus, quelque désir qu'en ait eu le premier, dans la vie des royaumes issus de Verdun. Tout change avec Nicolas I^{er}. Contre le juridisme ou le moralisme du prélat, les Lorrains, Charles le Chauve parfois, Rothade de Soissons, les clercs déposés en 853, Hincmar de Laon, vont en appeler à l'autorité de Rome. Les réponses qu'oppose le métropolitain de Reims à ses adversaires, ses lettres à Rome, sont autant de jalons de la mise en forme de ses idées, particulièrement en 863, 865, 868, 869, 870 et 871.

I. — LA STRUCTURE DE L'ÉGLISE TERRESTRE :

monarchie pontificale,
démocratie épiscopale ou oligarchie des métropolitains.

L'Eglise est, depuis la Renaissance au moins, organisée sous une forme monarchique² ; sous la direction du pape, elle constitue une société cléricale hiérarchisée, hétérogène à la société laïque. Historiquement, ces voies n'étaient pas les seules ouvertes à l'Eglise. Elle pouvait ne pas se confondre avec le clergé. Elle pouvait s'organiser de manière souple autour des diocèses ou de regroupements régionaux de diocèses, sous la prééminence non prépondérante du successeur de Pierre. Rien, justement, n'était réglé à l'époque d'Hincmar. L'Eglise, tout d'abord, n'est pas encore, très spécialement pour Hincmar, restreinte à l'ordre ou aux ordres cléricaux. Elle est l'immense corps de ceux qui ont cru ou croient dans le Christ³, quel qu'il ait été et quel que soit leur statut social terrestre. A ce titre, elle n'a qu'un seul *souverain*, le Christ-roi, dont toutes les hiérarchies terrestres ne sont que les ministres⁴. Il convient de ne jamais perdre de vue cette idée : l'unité fondamentale de l'Eglise dépend du Christ, de sa volonté de diriger les hommes, non point du pouvoir ou de la volonté d'un homme quel qu'il soit. Ce sentiment de l'unité essentielle de l'Eglise, Hincmar le ressent très vivement, tant au plan spirituel⁵ qu'au plan

² Cette tendance date cependant de loin : elle correspond au goût, affirmé très tôt, de voir les territoires rassemblés, sur terre, en un petit nombre de mains et si possible une seule, tel que l'affirme un sermon de Léon le Grand (Sermon LXXII, PL 54, 422) : « Il convenait tout spécialement à l'œuvre *divinement préparée* que de nombreux royaumes soient réunis en un seul empire afin qu'une prédication générale pût atteindre rapidement tous les peuples que le gouvernement d'une seule ville tenait groupés ». A la Rome impériale, la Rome pontificale succédait tout naturellement comme chef — caput — de l'organisation mondiale.

³ PL 125, 458 : « Haec quoque sancta ecclesia habuit semper in fide salutis una pro temporum uarietate disparia sacramenta ; uidelicet quia a mundi exordio usque ad tempora datae circumcisionis uel hostiarum oblationibus uel certe sola fidei uirtute, suas suorumque animas creatori commendantes a priori reatus uinculis absoluerunt curabant » : Hincmar va là, on le voit, dans la voie du relativisme sacramentel.

⁴ On retrouvera cette idée dans tous les développements qui suivent. Voir Congar, *Ecclésiologie*, op. cit., p. 169-170.

⁵ PL 125, 817 : « Ecclesiam corpus Christi in cuius unitate eidem Christo per fidem quisque incorporetur, multis in scriptura uocatur nominibus, ut est regnum caelorum, mulier, sponsa, uxor, columba, dilecta, uinea, ouis, ouile, ciuitas, turris, columna, firmamentum, domus, templum, corpus Christi, sagma, nuptiae, caeua et aliis quae lector forte poterit inuenire », cité par Y. Congar, p. 99. Cette Eglise-là est diffuse aux quatre coins de l'Univers terrestre ; elle ne saurait se confondre avec un territoire donné ; PL 125, 419 : « Quadripartita autem uestis domini (il s'agit de la tunique sans couture du Christ) quadripartitam eius figurauit ecclesiam, toto scilicet qui quatuor partibus constat terrarum orbe diffusam et omnibus eisdem partibus aequaliter, id est concorditer, distributam ».

doctrinal⁶ ou au plan matériel⁷. A la limite, ce «diffusionisme» divin par la volonté et l'enseignement du Christ et par l'action de l'Esprit se rapproche curieusement de la volonté de théocentrisme qui se manifeste dans l'Islam. Dieu a cependant voulu que, sur terre, certains des ministres qui représentent le Christ soient pourvus d'une charge particulière : les clercs sont les ministres spirituels de l'ordre divin. Il y a donc, sur terre, une ecclesia visible qui se distingue de la respublica⁸ sans en être pour autant séparée. Cette Eglise visible se divise en ordres ou constitue un ordre⁹ ; les fonctions les plus importantes y sont exercées par l'office des évêques¹⁰. Dès lors, sans oublier jamais que l'Eglise n'est ni uniquement un ordre de clercs ni uniquement l'office épiscopal, Hincmar est amené à attacher beaucoup d'attention à ce dernier, c'est-à-dire à examiner ce qu'est dans les faits et ce que devrait être, selon lui, la hiérarchie de l'Eglise terrestre¹¹. Ici interfèrent l'histoire telle qu'elle s'est déroulée et telle qu'Hincmar en imagine le déroulement.

Dans les faits, jamais l'Eglise n'a été, avant le IX^e siècle, une monarchie. Elle avait même pris, au VII^e siècle, au moins en Occident, une certaine coloration anarchique. L'effort des papes des V et VI^e

⁶ L'Eglise ne s'exprime pleinement, au niveau de la doctrine, qu'en assemblée très large (Congar, p. 170) : Hincmar reprend la définition du Concile de Francfort qui décrit l'universalité de l'Eglise : « multitudo unitatum uertente in unum collecta » (Congar, p. 271. La source du « conciliarisme » (K.K. Morrison, *The two Kingdoms Ecclesiology in Carolingian Political Thought*, Princeton 1964, insiste beaucoup sur cette notion — et sur le mot) est là. Le concile — ou le synode régional — est, pour Hincmar, comme pour ses contemporains, l'instrument privilégié de l'action divine dans la vie ecclésiale : d'où l'importance de l'ordo de celebrando concilio (Congar, p. 134) dans les manuscrits du IX^e siècle.

⁷ Hincmar s'est montré particulièrement sensible, sur le plan le plus concret, aux signes de l'unité. Elle seule, par exemple, garantit l'exécution des sentences d'excommunication d'un diocèse à l'autre (voir PL 125, 1023 sq.) : Hincmar se plaint beaucoup qu'il suffise de changer de diocèse pour échapper à toute pression. Nous avons déjà vu qu'il avait probablement inspiré la législation des accords de Meersen sur les extraditions, qui s'inspire du même esprit. Au total, la conformité à la décision prise, quel qu'en soit le niveau, est le signe sûr de l'appartenance à l'Eglise.

⁸ PL 126, 185 : « ...episcopalem auctoritatem et regalem potestatem... ecclesiam et republicam... ».

⁹ Voir chapitre VI, p. 614 sq. Il faut ajouter à tout ce que nous avons écrit plus haut que le prélat connaissait, selon toute vraisemblance, un apocryphe hiéronymien (A.W. Kalf, *Pseudo-Hieronymi De septem ordinibus ecclesiae*, Ettal, 1938) dans lequel le mot ordo sert à désigner les grades ecclésiastiques.

¹⁰ Voir chapitre VI.

¹¹ A aucun moment, notons-le dès maintenant, nul ne se préoccupe, au IX^e siècle, du clergé non épiscopal. Les simples prêtres constituent une troupe anonyme à laquelle personne n'entend déléguer de pouvoir réel. Les Fausses Décrétales servent à l'émancipation de l'épiscopat en face des prétentions des métropolitains, mais elles se révèlent plus conservatrices encore que toute la législation antérieure à l'égard des prêtres.

siècles se trouvait pratiquement anéanti à la fois par l'anarchie occidentale et par les ruptures orientales. Les prétentions romaines demeurent ¹² mais Gélase a échoué dans sa tentative de les faire admettre par l'Orient ¹³. En Occident, l'impossibilité ou s'étaient trouvés les successeurs des papes du V^e siècle de faire sentir matériellement le poids de leur influence avait restreint celle-ci à un prestige, incomparable à l'époque de Grégoire le Grand, mais essentiellement moral. Et chaque région avait vécu dans un isolement relatif, au VII^e siècle plus encore qu'au VI^e, au prix d'innovations disciplinaires locales de valeurs inégales ¹⁴.

Pour reconquérir une réelle suprématie, l'évêque de Rome devait, au sortir du VII^e siècle, échapper à la tutelle byzantine, faire front à la pression militaire des Lombards, accroître les revenus dont il pouvait disposer ; l'alliance avec les Carolingiens et le contrôle plus strict des territoires et biens pontificaux ont résolu ces trois problèmes. Charlemagne s'est montré un maître assez pesant pour l'évêque de Rome ; mais il a donné aussi à la papauté, non sans improvisations ¹⁵, la chance d'imposer la liturgie et le droit canon qu'avaient choisis les successeurs de Pierre. Même si ces mesures ont lentement pénétré ¹⁶, elles ont, à la longue, imposé l'usage romain en Occident, de l'Elbe à l'Ebre ¹⁷. Avec le droit est réapparu le juridisme romain, un moment éclipsé et l'alliance avec le pouvoir impérial a permis au pape de l'imposer. Le IX^e siècle marque une vive renaissance de la primauté juridictionnelle de Rome, premier pas vers une monarchisation du pouvoir dans l'Eglise qu'achèveront Grégoire VII et ses successeurs. La réelle valeur des pontifes au IX^e siècle — spécialement de Nicolas I^{er} — a fait réapparaître le prestige moral et spirituel dont avait joui Grégoire le Grand. Mais le nouvel équilibre interne de l'Eglise ne va pas sans

¹² « *Prima sedes a nemine iudicetur* », dit un apocryphe symmachien (J. Gaudemet, *L'Eglise dans l'empire romain*, p. 420) ; Léon le Grand décrit son siège comme celui « cui datum est ut caeteris praemineret » (Gaudemet, p. 430).

¹³ Voir J. Gaudemet, op. cit., p. 435.

¹⁴ Y. Congar, *L'Ecclésiologie*, op. cit., étudie longuement (ch. VII, p. 131 sq.) les relations de l'épiscopat et de la primauté romaine ; il passe un peu trop sous silence cette période d'éclipse de l'influence romaine.

¹⁵ C. Vogel, *Introduction aux sources de l'histoire du culte chrétien au Moyen Age*, Spolète, 1966, en a donné d'intéressants exemples (p. 101 sq.).

¹⁶ Au prix de sérieuses révisions pour la liturgie. Nous avons déjà montré dans quelques cas, combien lente était, en fait, la pénétration du droit canonique d'inspiration romaine.

¹⁷ Sans doute ne faut-il pas, contrairement à une mode récente, attribuer cet effort d'unification à une perspective « augustiniste » conçue dès longtemps. Mais bien davantage au réalisme légaliste des pontifes du IX^e siècle assurés de leur indépendance territoriale et financière et capables de saisir toutes les occasions d'affirmer, dans les faits, le droit de Rome à la direction générale de l'Eglise, du moins en Occident.

problèmes : la réserve de fait, pour Rome, de toutes les grandes causes ecclésiastiques et laïques et du couronnement impérial, n'est pas admise sans réticence, voire sans résistance.

Il faut, selon nous, remonter à Léon IV — bien plus qu'à l'incolore Grégoire IV — pour déceler les origines de cette renaissance pontificale. Dans un Occident unifié, nul plus que Léon IV ne sait déjà imposer l'arbitrage et le recours à Rome. Nul, non plus, n'a davantage, depuis l'alliance du milieu du VIII^e siècle, cherché à échapper au contrôle exclusif des maîtres de cet Occident, pour renouer avec l'autre part de l'Eglise universelle, Byzance. Nul probablement — mais, répétons-le, l'étude reste à faire — n'a mieux joué du droit, et romain et canonique, pour asseoir ses prérogatives¹⁸. Tout cela préfigure le prestigieux pontificat de Nicolas I^{er}¹⁹.

Cet effort de centralisation romaine de l'Eglise, diamétralement opposé à la dispersion du VII^e siècle, pouvait, à l'époque, être contesté : l'Eglise peut tout aussi bien prendre la forme d'une étroite association, autour de Rome, d'autorités très décentralisées. A l'exception de l'anarchie que personne ne défend plus, bien des conceptions de l'organisation structurelle de l'Eglise sont apparues au IX^e siècle. On a souvent voulu voir dans Hincmar un adversaire de Rome²⁰, voire un gallican avant la lettre²¹. Ces conceptions sont ridicules et ne résistent pas à l'examen. Encore faut-il savoir comment l'archevêque concevait le rôle de Rome dans l'Eglise terrestre. Dès sa profession de foi, il avait manifesté sa volonté de soumission à Rome²². Les jalons sont ensuite

¹⁸ Nous sommes très proches des positions fort intéressantes de Pier Silverio Leicht (*Lineamenti del diritto a Roma del IX al XII secolo*, Bologne 1947) qui décèle une réelle persistance du droit romain à la base de la renaissance du IX^e siècle. L'auteur insiste, à juste titre selon nous, sur l'importance de ce droit à l'époque de Léon IV (p. 564). Voir aussi A. Rivier : *La science du droit dans la première partie du Moyen Age*, *Revue Historique du Droit*, 1877, p. 146 et, bien entendu, l'ensemble des travaux de J. Gaudemet et les références qu'ils apportent ; voir en particulier, *L'Eglise dans l'empire romain*, p. 28 sq. et p. 471 sq. Une récente et intéressante étude de H.M. Klinkenberg (*Die Theorie der Veränderbarkeit des Rechtes im frühen und hohen Mittelalter*, *Miscellanea Mediaevalia*, *Veröffentlichungen des Thomas-Instituts der Universität zu Köln*, VI, *Lex et Sacramentum im Mittelalter*, 1969, p. 157-188) montre bien l'importance de l'époque que nous évoquons ici (p. 167).

¹⁹ Pages intéressantes sur ce pape dans Y. Congar, *L'Ecclésiologie*, op. cit., p. 206-226. Congar insiste à juste titre sur le fait que Nicolas I^{er} n'a pas revendiqué le *dominium mundi*, mais a bel et bien constitué les atouts conduisant à la monarchie pontificale (cf. p. 207-208-216).

²⁰ En 869, Hincmar de Laon a vainement, accusé son oncle de mépriser les enseignements du siège apostolique. Bonne mise au point d'ensemble : Y. Congar, op. cit., p. 166-177.

²¹ Voir H. Schrörs, *Hincmar*, op. cit., p. 263 et l'introduction ci-dessus.

²² MGH 2 : « Beato uero Petro, uicario eius, debitam subiectionem et obsequium... me exhibiturum profiteor ».

réguliers, clairs, immuables ²³ : dès 856-7 apparaissent le titre de « mère de toutes les Eglises » dans le *praedestinatione*, la reconnaissance du rôle décisif de Rome en matière de dogme, la reconnaissance, au même moment, du caractère privilégié de l'installation de Pierre à Rome, donnant à la ville le primat sur toute autre, l'affirmation que l'enseignement romain suffit à tout chrétien. La même année, cet « adversaire de la primauté romaine » insiste sur l'idée qu'il faut recourir à Rome pour tout cas épineux. En 864, au moment où commencent de durables difficultés avec Nicolas I^{er}, Hincmar reconnaît la nécessaire soumission de tout évêque à Rome, à cause de la primauté de Pierre ²⁴ ; il admet que le pape peut aller contre toute décision qui lui est soumise ²⁵. En 868, c'est toujours de la même manière qu'il parle de Rome, mère de toutes les églises ²⁶ ; en 870, il décrit la majesté de cette primauté ²⁷ : il convient que chaque évêque prie très spécialement pour le succes-

²³ 852 : PL 125, 786 : « ...de urbe Roma orbis scilicet capite... » ; 856-857 : MGH 48 : « constat illud esse uerum atque catholicum quod ipsa mater omnium ecclesiarum et uniuersalis ecclesia duxerit ad probandam ». 860 : PL 125, 88 : « Sancta romana ecclesia nos in fide genuit, catholico lacte alerit, uberibus caelo plenis ad solidum cibum nutriuit, disciplina orthodoxa ad perfectum uirum perduxit et ad alios instruendum sua probatione instituit atque in doctrinali cathedra fautore et adiuuante domino, sublimando constituit », PL 125, 170 : « primae et sanctae sedis romanae... », PL 125, 211 : « consulentes ante omnia sicut et prima est in toto orbe, omnium ecclesiarum mater, sanctam catholicam et apostolicam romanorum ecclesiam... », PL 125, 212 : « quae non ab homine neque per hominem sed Dominum Iesum Christum... ita et haec sancta sedes omnium ciuitatum meruit principatum » ; PL 125, 214 : « piis et deuotis atque catholicis hoc potest et hoc debet sufficere quod omnium ecclesiarum mater, sancta catholica atque apostolica docet romana ecclesia... » ; PL 125, 352 : « in urbe Roma, orbis scilicet capite indeque per totum mundum... » (Hincmar parle de la diffusion de la Vérité) ; PL 125, 434 : « Ait enim idem catholicae et apostolicae sanctae sedis romanae omnium scilicet ecclesiarum in toto orbe terrarum matris atque magistrae pontifex ». 860 : MGH 76 : « De omnibus dubiis uel obscuris quae ad rectae fidei tenorem uel pietatis dogmata pertinent, sancta romana ecclesia, ut omnium ecclesiarum mater et magistra, nutrix ac doctrix, est consulenda et eius salubria monita sunt tenenda, maxime ab his qui in illis regionibus in quibus diuina gratia per eius praedicationem omnes in fide conueniunt et catholico lacte nutriunt... » ; PL 125, 623 : les termes mêmes de la citation précédente sont repris. 862 : MGH Capitularia II, 161 (texte de Savonnières) : « Illa etiam sancta et prima in toto orbe terrarum sedes... ». 863 : MGH 123 : Rome a reçu la « sollicitudo omnium ecclesiarum » (c'est là un thème emprunté à Léon le Grand : cf. J. Gaudemet, *L'Eglise dans l'empire romain*, p. 429) et « mère et maîtresse de toutes les églises » enseigne celles-ci. 863 : MGH 138 : « ...ad apostolicam et primam in toto orbe terrarum sedem ».

²⁴ 864 : MGH 151 : « Omnes senes cum iunioribus scimus nostras ecclesias subditas esse romanae ecclesiae et nos episcopos in primatu beati Petri subiectos esse romano pontifici ».

²⁵ MGH 155 : « ut primae sedis et matris ac magistrae omnium ecclesiarum... ».

²⁶ PL 125, 1038.

²⁷ PL 126, 456 : « ...sed uno tamen pastore ac pastorum principe Christo unitate fidei in ouili uno conclusa, suscipere meruit prima sedes et omnium ecclesiarum in toto orbe terrarum mater atque magistra... ».

seur de Pierre²⁸. En 871, les termes habituels reviennent sous sa plume²⁹ ; il écrit, la même année, à Adrien « pape du premier siège de l'Eglise apostolique et universelle³⁰. En 876, il rappelle que Rome a la charge de toutes les églises³¹. Jamais son attitude ni l'expression qu'il en donne ne varie, même au cœur des difficultés qui l'opposent à Nicolas I^{er}³².

On a parfois pensé qu'Hincmar avait poussé fort loin l'insolence à l'égard de ce pape ; nul n'est mentionné, après sa mort, avec plus de respect³³. Sans aucune arrière-pensée, l'archevêque de Reims, fils de la réforme carolingienne, admet donc le primat romain, comme il admet le droit imposé par Rome à tout l'Occident³⁴. Sur ces points, nulle discussion, nulle divergence d'interprétation ne sont concevables.

Les choses changent si l'on aborde « l'histoire » de cette primauté telle que la voit le prélat. Il a, en 860, à plusieurs reprises, exposé comment la direction du monde chrétien est passée de Jérusalem à Rome : la première, à cause de son infidélité, a perdu son rang³⁵. Dieu lui-même a désigné Rome pour nouvelle tête de l'Eglise³⁶. Pierre a reçu le pouvoir de lier et de délier ; du fait de ce pouvoir, ses successeurs ont primauté sur toutes les églises et cette primauté contraint tout chrétien à vérifier constamment s'il se trouve en communion à la foi de Rome et en obéissance à ses décisions³⁷. Par là, l'Eglise est

²⁸ PL 126, 339.

²⁹ PL 126, 609 : « ... quae est omnium ecclesiarum in toto orbe terrarum mater et magistra et cuius pontifex patriarcha est patriarcharum et primas primum cunctarum prouintiarum... ».

³⁰ PL 126, 641 : « ... primae sedis apostolicae et uniuersalis ecclesiae papae ».

³¹ PL 126, 191 : « ... a sede apostolica cui sollicitudo et praelatio omnium ecclesiarum in primatu est sancti Petri collata... ». Des formules comparables se trouvent aussi PL 126, 190. Voir Y. Congar, op. cit., p. 151 sq.

³² En 876, Hincmar ne met aucun obstacle à l'adoption des canons de Pavie par le synode de Ponthion (Mansi XVII A, 312) ; or ces canons rappellent avec vigueur la primauté d'honneur de Rome et la nécessité de l'obéissance.

³³ 871 : PL 126, 612 : « Nicolaus papa, sanctae memoriae... » ; dans une lettre sans aucun caractère officiel, en 872 (PL 126, 226) : « ... in epistola beatae memoriae Nicolai papae ». Dès 869 : PL 126, 308 : « Sanctae memoriae domino papae Nicolao » et col. 310 : « bonae memoriae Nicolai papae ».

³⁴ Tout enseignement venu de Rome est reçu par lui avec respect. On a déjà vu, on va retrouver la place que tient la pseudo lettre de Gélase « de libris recipiendis » dans la construction de ses thèses (voir Dobschütz, p. 32-33).

³⁵ Thème largement développé, PL 125, 211-212.

³⁶ Une citation du pseudo Anaclet (Fausses Décrétales) sert à l'établir : « ... non ab apostolis sed ab ipso domino saluatore nostro primum obtinuit... » (PL 125, 213).

³⁷ 871 : PL 126, 610 : « Sed isdem baetus Petrus... gratialiter clauis regni caelorum et primum iudicariae potestatis et curam pascendarum ouium dominici ouilis accepit ; et in primatu illius successores ipsius in sede eius acceperant : ut omnes per orbem credentes intellegant quia quicumque ab unitate fidei uel societatis illius quolibet modo semetipsos segregant, tales nec uinculis peccatorum absolui, nec ianuam possunt regni caelestis ingredi ».

une à la surface de la terre³⁸. Plus que quiconque, les évêques doivent veiller à sauvegarder cette unité que cimente la primauté romaine, sans chercher à agir à leur guise³⁹. Au moment où il quittait Antioche, Pierre a créé un évêque pour lui succéder et institué un siège. Alexandrie, de même, doit son origine au Prince des Apôtres⁴⁰. Le mouvement étant ainsi amorcé, les successeurs de Pierre ont créé quantité de rouages locaux au fur et à mesure que s'étendait l'Eglise. Historiquement — si l'on peut définir par ce mot la description du prélat ! — les évêchés sont donc tous de création romaine⁴¹.

Primauté romaine, origine romaine des évêchés, Hincmar devrait tirer de ces deux postulats une vision monarchique de l'Eglise. Il n'en est rien. Si Pierre a créé les sièges et désigné les personnes, l'apostolicité des évêques, affirmée déjà par le Concile de Paris en 829⁴², permet de faire remonter à la Pentecôte le partage entre Pierre et ses successeurs d'une part, les Apôtres et leurs successeurs d'autre part, du pouvoir plein et entier de lier et de délier⁴³. Quelques approximations historiques de plus conduisent à l'image d'une Eglise où, Pierre ayant, quant à lui, gardé le pouvoir suprême des clefs, symbole de sa primauté, voulue

³⁸ MGH Capitularia II, p. 444 : « ecclesia Dei quae in suo (Hludouuici) regno ac regnis nostrorum principum una est... ». Nous l'avons vu invoquer cette unité à propos du divorce de Lothaire II (PL 125, 699).

³⁹ PL 126, 610 : « In cuius solius catholicae ecclesiae unitate, quae per haereses et scismata non est diuisa, ut uera sunt sacramenta, ita uera sunt ligamenta atque solutiones... et domus Dei quae clauis regni caelorum accepit ac potestatem ligandi et soluendi. Hunc domum si quis corrigenem corripientemque contempserit, praecipitur a domino ut sit sicut ethnicus et publicanus ».

⁴⁰ 870 : PL 126, 335-336 : « Hunc enim Ignatium beatus Petrus, quando Romam petiit, Antiochae pro se ordinauit episcopum. Et licet beatus Petrus *antea in Antiocha sederit* quam Romam uenerit unde Marcum Alexandriam misit... ». Même description, moins complète, MGH 123, en 863. Hincmar s'inspire ici très visiblement du Pseudo Gélase, de libris recipiendis (Dobschütz, p. 32-33). Il glose, aussi, le canon 6 du concile de Nicée, dans sa version romaine (Dionysio-Hadriana, PL 67, 149).

⁴¹ Nul évêché, en Occident, qui n'ait une origine romaine, pas même ceux de la lointaine Bretagne ou de l'Hibernie : MGH 124.

⁴² MGH Concilia I, p. 610-611 : les évêques sont désignés comme « successores apostolorum » ; Ibidem, p. 673 (canon VIII) : « Licet enim sanctorum praecedentium sacerdotum uita et meritis longe inferiores simus, idem tamen sacrum ministerium, quod indigni suscepimus, non minoris auctoritatis et dignitatis existit... ».

⁴³ Hincmar se sert, pour établir ces passages, de deux séries de textes. Des extraits du sermon 83 de Léon le Grand (PL 54, 430) fréquemment invoqués (870 : PL 126, 362, 609 ; 872-873 : PL 124, 893, 894 ; 876-877 : PL 125, 1107 ; ? : PL 126, 243). Le principal de ces extraits dit : « transiuit quidem etiam in alios apostolos ius istius potestatis et in omnes ecclesiae principes decreti huius constitutio commeauit... ». Bien entendu, il use aussi de Jean XX 22-23 : « Accipite Spiritum Sanctum... » qui fonde la théorie du passage du pouvoir de lier et de délier à l'ensemble des Apôtres. La thèse de l'égalité absolue des Apôtres se trouve déjà dans le de unitate ecclesiae de saint Cyprien qu'a lu Hincmar.

par Dieu ⁴⁴, les évêques, successeurs des Apôtres ont, sous le contrôle du pape, le pouvoir de lier et de délier ⁴⁵. Hincmar, parfois, étend fort loin la concession de ce pouvoir : « l'autorité de lier et de délier a été donnée à chacun de ceux qui sont désignés (pour exercer un ministère) dans l'Eglise, en fonction des fautes et de la pénitence » ⁴⁶. Dans la primitive Eglise, d'ailleurs, comme l'apprennent les épîtres de Pierre et de Jean, on ne distinguait pas entre prêtres et évêques ⁴⁷. Serions-nous sur la voie d'une démocratie ecclésiale, très décentralisée ⁴⁸ ?

L'Eglise, cadre collectif de la chrétienté ne saurait être, dans l'action, décentralisée et égalitaire à l'extrême. En face du péché, la responsabilité intrinsèque des clercs de tous rangs est égale, chacun est comptable devant Dieu de l'usage qu'il fait du pouvoir de lier et de délier. Mais il existe, inéluctablement, une hiérarchie des responsabilités et des devoirs qui établit entre les divers niveaux de cette hiérarchie des éléments d'originalité. Le successeur de Pierre, établi par décret divin dans une primauté inattaquable, est aussi responsable de toute l'Eglise et de tout le peuple chrétien devant Dieu. Entre les clercs et Rome apparaissent nécessairement des échelons de décision et de jugement. Certes, il existe un ordre commun à tous les évêques, mais certains ont été désignés, par la législation canonique et par les décisions de Rome, pour détenir des pouvoirs supérieurs à ceux des autres évêques, tant et si bien que « si un ordre est commun à tous les évêques, la même dignité ne leur est cependant pas commune à tous » ⁴⁹. Des textes précis établissent comment et par qui doivent être ordonnés et jugés les clercs ⁵⁰, qui a la prééminence sur les autres

⁴⁴ PL 126, 362.

⁴⁵ 877 : PL 125, 799 : « Beatus Petrus apostolus cuius uice in ecclesia funguntur episcopi... ». PL 126, 609 : « Manet ergo Petri priuilegium ubicumque ex ipsius fertur aequitate iudicium... ».

⁴⁶ PL 126, 609 : « Omni igitur electorum ecclesias, iuxta modum culparum uel poenitentiae, ligandi ac soluendi datur auctoritas ». Hincmar rejoint ici la position de Paul Diaque (cité par Congar, op. cit., p. 148) : « etiam nunc in episcopis et presbyteris omni ecclesiae officium idem committitur ».

⁴⁷ PL 126, 319 : « Qui scilicet episcopi et presbyteri in primordio nascentis ecclesiae et usque ad non paruum temporis progressum, uno nomine in singulis officiis uocabantur... ».

⁴⁸ C'est un peu la réponse que suggère Y. Congar (op. cit., p. 172) lorsqu'il dit qu'Hincmar « a l'idée de ce que nous appelons aujourd'hui la collégialité épiscopale. Il voit l'Eglise comme un troupeau dirigé par des pasteurs formant comme un troupeau unique sous le pastorat transcendant du Christ et habités par la sollicitude de toutes les Eglises ». S'il s'agit de l'Eglise spirituelle que nous avons d'abord évoquée, nous pouvons retenir l'idée ; s'il s'agit de l'Eglise terrestre, elle nous paraît éloignée du réel.

⁴⁹ PL 126, 326 : « Quod si ordo generalis est omnibus episcopis, non tamen communis est dignitas omnibus ».

⁵⁰ Ibidem : « ... qui, quales et qualiter et a quibus debeant ordinari et qualiter quique in suis officiis debeant ministrare ».

dans des cadres institutionnels strictement définis ⁵¹. On voit s'esquisser la thèse : il existe un rouage provincial essentiel, intermédiaire entre Rome et la grande masse des évêques. L'Eglise terrestre est une aristocratie hiérarchisée où les métropolitains, juste au dessous du pape, tiennent le haut du pavé.

Des textes gênent cependant Hincmar : Rome, Alexandrie, Antioche, ont reçu titre et privilèges de primaties ⁵² : elles ont eu sous leurs ordres des métropolitains ⁵³. Pour tourner cet obstacle qui aboutirait à créer un autre échelon, intermédiaire celui-là entre les métropolitains et Rome, Hincmar va dépenser des trésors de sagacité et de mauvaise foi et s'enfermer, nous le verrons plus loin, dans une démonstration sans issue : tantôt, pour lui, les primats sont confondus avec les vicaires désignés de temps à autre par Rome, tantôt ils en sont séparés vigoureusement, tantôt certains métropolitains seulement sont primats, tantôt Hincmar s'enferme dans l'assimilation automatique des uns aux autres. Ce combat est l'un des plus douteux qu'il ait menés et nous allons y revenir. Il n'en reste pas moins que l'échelon fondamental de toute l'organisation ecclésiastique est, pour le prélat, *la province*, à la tête de laquelle le métropolitain s'est vu reconnaître des droits très précis par les canons ⁵⁴. Devant le métropolitain, tous les évêques sont responsables de leur gestion temporelle et spirituelle.

Monarchie pontificale fondée sur les privilèges moraux et juridiques auxquels prétendent les successeurs de Pierre mais jamais encore réalisée, égalité très large des évêques successeurs des Apôtres sous la direction morale de Rome, qui n'a, en fait, jusque là jamais abouti qu'à la dispersion de l'Eglise en cellules isolées, structures provinciales fondamentales, adaptée aux temps, à la difficulté des communications, telles sont, au IX^e siècle, trois des solutions concevables pour la structure globale de l'Eglise terrestre. Entre les trois, l'histoire n'a pas encore tranché. Rome, bien entendu, cherche à contrôler le plus

⁵¹ PL 126, 386 : « ...sed essent in singulis prouintiis singuli quorum inter fratres haberetur prima sententia et rursus quidem in maioribus urbibus constituti sollicitudinem susceperent ampliorem, per quos ad unam Petri sedem universalis ecclesiae una conflueret... ».

⁵² MGH 122-123, en 863.

⁵³ MGH 123 : « Qui sub cura sua primas designatarum prouintiarum plures metropolitanos et non primates habet ».

⁵⁴ MGH 123 : « Et similiter ex antiquo aequa consuetudo est romano episcopo ut apud caeteras prouintias suis priuilegia seruentur ecclesiis, quin metropolitanis (cet ajout est d'Hincmar) sicut sunt quaedam prouintiae specialiter designatae de quibus ad romani pontifices ordinationem ordinandi et ad eius dispositionem disponendi et ad synodum eius conueniant uel consulto eo ipsius aut responsalis eius, qui uices ipsius tenet, si ad romanum pontificem propter longinquitatem peruenire non possunt, sententiam praestolentur ». Hincmar a dû, pour établir ce droit, torturer quelque peu les textes.

étroitement possible les églises locales. Elle avait trouvé dans la réapparition d'un empire une solution apparemment satisfaisante. Certes, Charlemagne s'était posé en « rector ecclesiae », mais aucun de ses successeurs n'a eu la puissance nécessaire pour donner un contenu à cette prétention. Le morcellement de l'empire a détruit, cependant, l'atout majeur de la papauté : Léon IV a encore vécu dans l'illusion qu'il lui suffisait de correspondre avec Lothaire I^{er} pour imposer ses volontés ; Nicolas I^{er} a constaté, lui, que la puissance pontificale ne pouvait plus passer, d'abord, par les voies politiques⁵⁵ et que c'était au sein même de l'Eglise visible qu'il lui fallait gagner la partie contre les forces centrifuges. Ce pape du milieu du IX^e siècle ne s'est pas aventuré sur des terrains glissants, comme naguère Grégoire IV. Il est intervenu, avec un constant succès, dans des questions religieuses où son autorité s'est accrue sans qu'aucune réplique réelle puisse être trouvée par les princes ou par les évêques. Hincmar lui-même reconnaît, par la soumission qu'il a, en définitive, montrée envers Nicolas I^{er}, qu'il sait bien que tout, en définitive dépend de Rome. Tout enseignement ou tout jugement peuvent être soumis à son examen⁵⁶ ; seule Rome garantit les privilèges de chaque église⁵⁷ ; seule elle fixe, par son autorité doctrinale⁵⁸ les vérités à enseigner⁵⁹ ; seule elle a le pouvoir de créer de nouveaux évêchés⁶⁰. Mais l'autorité de Rome ne doit pas, pour autant, s'exercer quotidiennement et encore moins arbitrairement. Le clergé local demeure, au contact des réalités, mieux placé que quiconque pour connaître de la quasi totalité des questions

⁵⁵ L. Halphen avait beaucoup insisté, sans doute trop, dans son ouvrage sur Charlemagne, sur l'aspect politique de l'influence de Nicolas I^{er}.

⁵⁶ MGH 154 : lettre à Nicolas I^{er} : « Et haec dico non... praeiudicans summae sedis apostolicae et sancti apostolatus uestri potestatem in aliquo, cui in omnibus sum, ... oboedire paratus ; sed quia summae auctoritati uestrae obsequium praestare me puto cum ea quae sentio, aut ad probationem aut ad correctionem humiliter sapientiae uestrae magisterii pando ».

⁵⁷ MGH 158 : « Sciens priuilegium metropolitanae sedis remorum... in summo priuilegio sanctae sedis romanae manere et priuilegium esse sedis romanae... ».

⁵⁸ Comparant l'autorité de Grégoire le Grand et d'Augustin, Hincmar écrit du premier qu'il est « posterior tempore sed prior loco », PL 125, 422. Rappelons qu'il se méfie de Fulgence de Ruspe parce qu'il n'a pas trouvé mention de ses œuvres dans le de libris recipiendis du Pseudo-Gélase. Au contraire, saint Augustin est apprécié comme « doctor famosissimus et ab apostolica sede receptissimus » (PL 126, 397 en 870 et PL 125, 1105, à la fin de la vie d'Hincmar).

⁵⁹ PL 126, 231-232 : « Quatinus ab huius sanctae sedis auctoritate nostra sana, ... intellegentia confirmatur a qua fidei ac religionis sumpsit initium et cottidie, gratia Deo, sumit augmentum... ».

⁶⁰ Hincmar cite, pour en admettre le contenu, la Décrétale d'Innocent I^{er} à Decentius Eugubinus qui fonde ce droit exclusif (Dionysio-Hadriana C. 1 et suivants, cités en 858, 863, 871).

qui peuvent surgir ⁶¹ : la thèse constante du prélat rémois est qu'un jugement rendu conformément à l'enseignement de Rome et aux canons dont celle-ci a imposé l'observance ⁶² est excellent dans presque tous les cas. Le métropolitain est là pour en surveiller, s'il y a lieu, avec le concours des évêques, la régularité, c'est-à-dire la conformité aux textes reçus ⁶³.

Rome, si elle le désire ou si appel est fait vers elle, juge *après coup* la gestion du métropolitain et des évêques ; elle ne doit pas se substituer à eux, qui sont ses égaux en dignité. Aussi hostile que l'était naguère l'Eglise carolingienne toute entière aux interventions excessives de Rome ⁶⁴, Hincmar aboutit à une conception moderne de la structure de l'Eglise. La loi y est assez universellement connue et uniforme pour qu'elle serve de régulateur quasi automatique à la vie quotidienne des diocèses. Quelques rares cas peuvent, parfois, nécessiter l'intervention de Rome, mais il est exceptionnel qu'un litige n'ait pas été prévu par les canons. Hincmar accepte l'unité de l'Eglise par la conformité à l'enseignement doctrinal et juridictionnel romain, non l'unité de direction et de jugement depuis Rome ⁶⁵.

Nous ne sommes pas certains, compte tenu de ce qu'est alors le monde, qu'il ait aussi tort que bien des historiens l'ont prétendu. Il a, en somme, inventé la « principauté territoriale » au sein de l'Eglise.

Bien entendu le droit écrit, librement choisi et accepté par Rome ⁶⁶

⁶¹ Dans ce domaine comme dans bien d'autres, le Rémois est très sensible à la nécessaire proximité physique des cadres civils et religieux : pour bien administrer, pour bien défendre, pour bien juger, il faut être proche de ceux que l'on administre, juge et défend.

⁶² PL 126, 390, il conseille à son neveu, pour être sûr de ne pas errer dans l'administration de son diocèse : « ... suscipe ad instructionem illas epistolas, quas beatissimi papae diuersis temporibus ab urbe Roma pro diuersorum patrum consolatione dederunt, legendas uenerabiliter, et serua sacra concilia, quae sedes apostolica et omnis sequitur ecclesia, inuiolabiliter ».

⁶³ Ceux-ci semblent, pour Hincmar, définir très clairement les responsabilités et les droits, par exemple pour les métropolitains, PL 126, 427 : « ... quoniam alia sunt quae metropolitanus sine consilio atque consensu omnium coepiscoporum prouintiae agere non debet, sicut causas accusantis episcopum, ad discutiendum, uel ipsum canonicè iudicandum, siue noxium uel purgatum decernere, uel in loco decedentis episcopi ordinare, et de quibus cumque nouiter emergentibus causis, uel dubiis aut obscuris ; et alia sunt, de quibus certa et expressa in sacris regulis habemus iudicia, quae refragari uel conuelli non licet, sed sine retractatione exequi auctoritas et ratio ipsa compellit ».

⁶⁴ Voir PL 126, 180.

⁶⁵ Bien entendu, il n'est pas question, pour autant, de voir percer sous ce désir de ne laisser au pape qu'un contrôle a posteriori de la gestion des provinces, la moindre préfiguration du gallicanisme.

⁶⁶ PL 126, 373-375 : Hincmar étudie l'exemple du concile de Chalcédoine pour justifier le plein droit qu'avait Rome de n'en point tout admettre. Il pousse très loin l'analyse de l'exemple choisi : ce n'est pas parce que, très légitimement, Rome

s'impose à celle-ci comme à chaque clerc⁶⁷, sans adjonctions ou innovations. Hincmar reconstitue ce qu'il pense avoir été l'histoire de cette législation. Lorsque l'Eglise est sortie de la clandestinité, nombre de problèmes étaient à régler : le culte, le dogme, l'organisation de la hiérarchie, le foisonnement des hérésies ont contraint à réunir de grands conciles. Rome, bien entendu, en a pris l'initiative⁶⁸. Elle a classé les textes issus de ces conciles qui étaient recevables et ceux qui ne l'étaient point⁶⁹ ; elle a aussi accordé ou refusé le titre d'universel aux conciles⁷⁰. Même s'ils n'ont pas été universels, mais s'ils ont été réunis avec l'approbation de Rome ou en présence de ses légats, des conciles régionaux n'ont pas moins d'importance et Rome en a reçu la législation⁷¹. Par la suite, Rome encore a rassemblé en collections

a rejeté comme mauvais certains passages rédigés à Chalcédoine, qu'il faut refuser l'ensemble du concile : « Quia uero sedes apostolica canones Chalcedonensis concilii praeter illud unum capitulum in XVII recapitulatum, quod contra Nicaenos canones est constitutum, recipiat... ».

⁶⁷ Léon le Grand, dont la correspondance est très attentivement lue par le prélat, s'est lui-même donné pour le défenseur du droit des conciles contre les « innovations » orientales.

Hincmar cite (PL 125, 88-89, 123 ; MGH 76, 124 ; PL 126, 390) un texte très formel (Dionysio-Hadriana : introduction de la Décrétale d'Innocent à Decentius Eugubinus) sur l'obligation de recevoir et de respecter l'enseignement romain. Il dit (PL 126, 271) : « Sicut beatus papa Innocentius docet, oportet nos hoc sequi quod ecclesia romana custodit... » (on notera le mot *custodit*). Les Décrétales d'Innocent et de Célestin imposant la conformité doctrinale aux textes reçus par Rome sont encore citées PL 125, 213. — PL 125, 205 : « ... sicut in praecedentibus duo capitula ex synodo Palaestina coniunctim posuit et superflue interseruit, quasi non sufficeret quod apostolica sedes ad sufficientiam edidit... ».

⁶⁸ PL 126, 359 : « Sine speciali iussione sedis apostolicae regulariter congregari non poterant neque possunt ». N'oublions pas que nous sommes, en 870, en pleine discussion avec Byzance sur ce point. Mais c'est adopter sans esprit critique une version aussi peu historique que possible ! Celle-ci permet à Hincmar de reconnaître une grande valeur au concile de Francfort, réuni « iussione apostolicae sedis » (PL 126, 360). Il n'est pas besoin d'insister longtemps sur le nombre d'erreurs historiques que contient le raisonnement d'Hincmar (voir J. Gaudemet, *L'Eglise dans l'empire romain*, p. 216 sq.). Mais dans ce cas, ses erreurs sont d'autant plus intéressantes qu'elles vont, totalement, dans le sens où souhaite aller Rome.

⁶⁹ PL 126, 375 : « Et cum isdem beatus Gregorius saepe in suis epistolis dicat ita se quatuor synodos recipere sicut quatuor Euangelia... ».

⁷⁰ PL 126, 361.

⁷¹ PL 126, 361 : « Claret etiam hac de causa, ut praedixi, uniuersales ac generales synodos nominari, cum plures episcopi, quam in quibusdam praefatis synodis fuerint congregati, apostolicae sedis iussione et imperiali conuocatione : sicut Sardicencis synodus, in qua ab Hesperiiis partibus plusquam trecenti conuenerunt episcopi. Et in Africanis synodis, cum legatis apostolicae sedis celebratis, interdum amplius quam ducenti fuerint congregati episcopi ; non tamen inter illa uniuersalia concilia computentur, cum constet esse catholica et a sede apostolica atque uniuersali ecclesia receptissima ». On notera les deux exemples choisis : Sardique et les conciles africains. Ce n'est pas par hasard. Au contraire, nous semble-t-il, Hincmar qui les connaît et les cite n'attache pas la même valeur aux canons espagnols, l'Hispana n'ayant pas fait l'objet d'approbation explicite de Rome et les conciles de Tolède ayant été réunis sans son approbation.

les canons conciliaires ; ces collections doivent être reçues et vénérées⁷². S'il leur arrive, peut-être, de sembler se contredire, c'est un effet des circonstances qui ont conduit à leur rédaction, mais les canons présentent, sur le fond, une unité remarquable⁷³. Ils obligent toute l'Eglise et chaque clerc ; nul ne peut n'en recevoir que certaines parties ; nul n'en peut forger d'autres à sa convenance⁷⁴. Les ignorer est la plus grave des fautes⁷⁵. En respecter à la lettre les prescriptions conduit à appliquer, par une procédure quasi automatique⁷⁶, les sanctions qu'ils prévoient, sans outre-passer jamais la lettre de leur texte⁷⁷. Que viendrait faire Rome dans une procédure si simple et si évidente : l'existence de l'échelon métropolitain permet de vérifier la conformité aux canons des jugements épiscopaux et d'en redresser les éventuelles déficiences. Quelle garantie Hincmar ne trouve-t-il pas dans cette réunion d'un nombre assez grand d'évêques sous la présidence de leur métropolitain⁷⁸. Cette garantie rend inutile tout appel *direct* à Rome avant jugement : ces appels sont destructeurs de tout ordre local. Les appels a posteriori doivent être, eux aussi, strictement limités. Les

⁷² PL 126, 445, en 870 : « ... in nostris codicibus quos ab apostolica sede maiores nostri acceperunt, sequendos per ordinem usque ad Africanum concilium (il s'agit de la Dionysio-Hadriana) pro canonibus recipiendis uenerandis... ».

⁷³ 870 : PL 126, 354 : « Unde sunt plura non solum in canonibus atque in romanorum pontificum decretis, sed in ueteris ac noui testamenti sanctis scripturis eodem Spiritu inspiratis quo et sacri promulgati sunt canones, quae quidem inter se contraria esse uidentur, et non sibimet sunt contraria, sed pro temporum et rerum ac qualitate causarum disposita uel disponenda ».

⁷⁴ PL 126, 448 : « Uelis nolis, dit Hincmar à son neveu, illi erunt canones quos catholica ecclesia canones uocat et non erunt illi canones quos tua socordia canones aduoces... ».

⁷⁵ Hincmar cite à douze reprises, entre 866 et 881, le canon 20 (Dionysio-Hadriana) du décret de Célestin I^{er} : « nulli sacerdoti suos liceat canones ignorare... ». Ses reproches à son neveu sont constants sur ce point ; ne pas respecter les canons revient à se priver de sa charge épiscopale (PL 126, 414). Pour Hincmar, le codex canonum est aussi un codex episcopalis (MGH 212, en 867).

⁷⁶ Hincmar insiste, comme le faisait Gélase, sur ce caractère d'automatisme : PL 125, 419.

⁷⁷ PL 126, 253 : « Et post hoc iuramentum non interrogamus de concubitu presbiteri cum quacumque femina, quia nec hoc canones habent... ».

⁷⁸ Qu'il s'agisse des grands conciles ou des synodes régionaux, Hincmar cite volontiers Mathieu XVIII 16 : « In ore duorum uel trium testium omne uerbum consistere debere » (PL 125, 490, 1043 ; PL 126, 390, 606) ou Mathieu XVIII 19 : « Si duo ex uobis consenserint supra terram de omni re super terram fiat illis » (860 : PL 125, 749 ; 876 : PL 126, 206 ; 881 : PL 126, 114) ; plus volontiers encore Mathieu XVIII 20 : « Ubicumque fuerint *duo uel tres* in nomine meo congregati illi ero in medio eorum » ; la simple lecture de l'Hispana lui a fourni des exemples fondamentaux de l'utilisation de ce texte comme base de l'institution conciliaire (en 572, Braga II, Vivès p. 78 : en 589, Tolède III, Vivès p. 111 ; puis, après une longue éclipse, en 682, Tolède XII, Vivès p. 450 ; en 693, Tolède XVI, Vivès p. 515 et en 694, Tolède XVII, Vivès p. 522). Plus récemment, le concile de Francfort a repris la formule pour souligner l'importance de sa réunion : MGH Concilia Aevi Karolini I, p. 143.

canons, là encore, apportent des solutions approuvées par Rome. L'une est proposée par le canon 7 de Sardique⁷⁹. Si Rome n'a point admis ce concile sans réserve, elle l'a tout de même admis⁸⁰. Une autre solution provient des conciles d'Afrique⁸¹ également incorporés à la Dionysio-Hadriana. C'est ici le lieu de souligner l'attachement attentif d'Hincmar à la législation africaine⁸² : d'instinct ou par réflexion, il est sensible à l'attitude de cette église, aussi soucieuse de consolider l'unité catholique que de sauvegarder son autonomie⁸³. Cette attention prêtée aux canons africains explique en partie, croyons-nous, l'erreur commise par Hincmar sur le rôle des primats. Les procédures de Sardique et d'Afrique ont un point commun, essentiel aux yeux d'Hincmar ; elles ne remettent pas la décision à un seul⁸⁴. Le pape, tout successeur de Pierre qu'il soit, toute respectable que soit sa primauté, peut, s'il est seul, se tromper⁸⁵. Hincmar n'admet même pas la pleine auctoritas législative revendiquée cependant par les papes depuis Léon le Grand⁸⁶ ; leurs décrétales, rappelons-le, ne sont, à ses yeux que des arrêtés d'application de la législation conciliaire. Si une cause réellement nouvelle surgissait dans la chrétienté — Hincmar n'envisage jamais explicitement l'hypothèse tant elle lui semble improbable — nul doute que la réunion d'un concile serait, à ses yeux, la meilleure solution ;

⁷⁹ Dionysio-Hadriana, citée par Hincmar : 864 : MGH 154 ; 865 : Annales de Saint-Bertin, Grat, p. 118-119 ; 871 : PL 126, 306 ; 875-877 : PL 126, 234.

⁸⁰ Hincmar sait opposer ce canon aux prétentions romaines lorsqu'il juge celles-ci excessives : PL 124, 886. Il connaît bien le contexte de lutte entre Byzance et Rome dans lequel s'inscrivent les décisions de Sardique (PL 126, 370-372). La plus remarquable illustration de la procédure de Sardique se trouve PL 126, 305 sq. Nous y reviendrons.

⁸¹ Afrique C. 63 (Dionysio-Hadriana), qui prévoit la procédure par juges élus, laquelle n'est susceptible d'aucun appel ; c'est la procédure rencontrée dans le cas d'Ebon, on s'en souvient. C'est celle qu'a choisie Hincmar en 853 à Soissons, celle qu'il conseille pour Etienne.

⁸² Il la cite très abondamment tout au long de sa vie et souligne sa valeur (PL 126, 334 en 870 ; PL 126, 212) ; dans les Annales de Saint-Bertin, elle n'apparaît que dans la partie rédigée par Hincmar. A son neveu, il en recommande la lecture, soulignant qu'elle est reçue par Rome : « Lege brevium Africae prouintiae canonum sedi apostolicae missum et ab eodem sede corroboratum... » (PL 126, 420) ; il s'agit vraisemblablement du Codex canonique ecclesiae africanae de 419. Voir J. Gaudemet, *L'Eglise dans l'empire romain*, p. 36 et 422.

⁸³ Ch. Courtois, *Les Vandales et l'Afrique*, p. 143. Voir aussi Cl. Lepelley, *Saint Léon le Grand et l'église maurétanienne, primauté romaine et autonomie africaine au Ve siècle*, Mélanges Ch. Saumagne, Cahiers de Tunisie 1967, p. 189-204.

⁸⁴ Dans le de diuortio (PL 125, 749), il écrit : « Quod singularitas non habet, pluralitas obtinet ».

⁸⁵ Nous retrouverons, au niveau des faits, l'application de ces principes.

⁸⁶ Sur le pouvoir législatif du pape : J. Gaudemet, p. 222 sq. qui adopte peut-être un point de vue trop tranché et ne distingue pas assez nettement, dans les initiatives pontificales, la part du *choix* dans les textes conciliaires (cf. Gaudemet, p. 229) et celle de la création d'un droit nouveau (cf. p. 229 sq.).

mais il ne refuse pas de porter ces causes nouvelles devant le pape. L'avenir, ici, l'intéresse moins que le passé puisque ce passé garantit l'équilibre des structures ecclésiales qu'il souhaite voir maintenues durablement.

Tout se passe comme si, au sortir de la clandestinité où la persécution l'avait condamnée à vivre, l'Eglise, par un vaste effort collectif, voulu par Rome et dont les résultats ont été triés par elle, s'était donné un corps de règles juridiques strictes et immuables. Ces vénérables canons obligent les hommes à travers les siècles, pape en tête, et jamais « divinisation » du droit n'a été plus radicalement affirmée. Rome, dont le pouvoir a été énorme aux origines de cet effort, a, nécessairement, vu *dépérir* ce pouvoir les siècles passant, sa seule liberté consistant en une exégèse des textes insuffisants, non dans la création d'un droit déjà à tout jamais fixé. Du même coup, à l'Eglise de l'invention s'est substituée celle de la gestion et le pape n'est plus que le premier et le plus vénéré des gestionnaires, lesquels sont autant de conservateurs de la doctrine et du droit. Si elle n'est nulle part explicitement et globalement exposée comme nous venons de le faire, la conception de l'Eglise et du rôle qu'y joue Rome est évidente chez Hincmar.

Au moment même où Hincmar exprime ces vues, elles sont attaquées de deux côtés : par l'action centralisatrice de Nicolas I^{er}, par la doctrine nouvelle que tendent à répandre les Fausses Décrétales⁸⁷. On verra

⁸⁷ Loin de nous l'idée de vouloir relancer un débat, au total stérile, sous la forme où il a été mené, sur l'origine de ces textes. Il faut cependant bien remarquer que tout n'est pas dit, loin de là, sur cette question ni sur l'intérêt de ces faux. Le droit canon occidental est avant elles, il faut l'avouer, peu cohérent — les discussions procédurières du IX^e siècle le montrent bien — et peu complet. Les Fausses Décrétales constituent un effort pour remédier à ces défauts, tout autant que pour imposer une conception nouvelle des rapports entre Rome et les évêchés. Récemment, sur ce sujet : R. Grand, *Nouvelles remarques sur l'origine du Pseudo-Isidore, source du Décret de Gratien*, *Studia Gratiana*, III, Bologne 1955, p. 1-17 ; S. Williams, *The Pseudo-Isidorian Problem today*, *Speculum* 1954, p. 702-707 ; J.-J. Ryan, *Observations on the pre Gratian canonical collections. Some recent works and present problems*, Congrès de droit canonique médiéval. Louvain et Bruxelles 1959 ; Y. Congar, op. cit., p. 228. Tout récemment surtout, un double effort est apparu pour reprendre cette question à la base. L'un émane de la savante plume de H. Fuhrmann (*Einfluss und Verbreitung der pseudo-isidorischen Fälschungen, Schriften der Monumenta Germaniae Historica*, 1972, dont il a déjà été question et sur quoi nous aurons plusieurs fois à revenir). L'autre est fort différente : Williams Schafer (*Codices Pseudo-Isidoriani, A paleographical-historical Study, Monumenta iuris canonici Series C : Subsidia* vol. 3, Fordham University Press, New-York 1971) s'est efforcé de préparer une réédition des textes publiés jadis par Hinschius. L'auteur a rassemblé 80 manuscrits et 47 collections d'excerpta qui constituent, bien évidemment, une base beaucoup plus sûre de discussion que celle dont s'était servi Hinschius. Parmi les codices retenus par W. Schafer, plusieurs, assurément, mériteraient d'être comparés aux versions, citées par Hincmar, des Fausses Décrétales. C'est par exemple, pour des raisons différentes, le cas des

ailleurs quelle attitude le prélat a adoptée à l'égard de ces dernières ⁸⁸ : n'en retenons pour le moment qu'un aspect. Elles ont, dit-il, été écrites avant les grands conciles — Hincmar ne met donc pas en cause leur historicité — à divers moments, en vue de répondre aux questions des chrétiens et d'aider les clercs ⁸⁹. Les conciles les ont reprises et triées et les ont débarrassées des contradictions dues à la nécessité de répondre à des correspondants très divers sur des cas différents ⁹⁰. Les canons en ont retenu l'essentiel ⁹¹ et dispensent donc d'y recourir dans le détail. Hincmar fournit un exemple précis : après Anaclet, au temps du pape Jules, *mais avant Nicée*, plus rarement après le concile, certains ont dit que les procès faits aux évêques devaient venir, avant jugement, devant le siège romain. Après Nicée, Innocent en a disposé tout autrement et décidé que les affaires ne viendraient à Rome qu'une fois jugées, pour examen du jugement ⁹². L'argumentation historique est subtile et habile, l'exemple fourni convaincant, Hincmar a su tourner avec élégance les difficultés que présentaient les Fausses Décrétales. C'est aussi une réplique de bon aloi aux remarques du pape qui, en 865, a reproché aux évêques de Francie occidentale de ne pas recevoir certaines décrétales sous prétexte qu'elles ne figurent pas dans les collections canoniques, si l'on admet que Nicolas I^{er} parle alors des faux ⁹³.

numéros 55 (Reims 612), 57 (Rome Vallicelliana D. 38) et 67 (Vatican Latin 630). Ces informations sont parvenues trop tard à notre connaissance pour que les comparaisons soient menées. En tout état de cause, d'ailleurs, il conviendra d'attendre, pour étudier le degré d'originalité éventuel des citations hincmariennes, la publication d'une édition critique complète de ces textes fort mal connus.

⁸⁸ Voir chapitre IX et Appendice III.

⁸⁹ Hincmar répète souvent : « Ipsas autem epistolas, ut praedixi et saepe dicere necessitas ipsa compellit, pro diuersorum patrum consolatione diuersis temporibus datas a sede apostolica... », PL 126, 446. Il paraphrase ainsi de très près le Pseudo-Gélase (Dobschütz, p. 39) IV, 195.

⁹⁰ PL 126, 385 : « Nam et beatus Gelasius easdem epistolas, non solum sacris canonibus in quibusdam aduersas, sed etiam sibi ipsis diuersas ostendit, cum dicit, illas diuersis temporibus pro diuersorum consolatione datas... Si enim quaedam ex his, quae in quibusdam illis epistolis continentur, tenere et custodire uelle inceperimus, contra alia plurima illarum epistolarum facere incipiemus ».

⁹¹ PL 126, 385 : « suis temporibus congruentes fuerunt donec per sacra concilia patres nostri in unum conuenientes... mensuras usque in finem saeculi leges coniderunt ».

⁹² 870 : PL 126, 355 : « Sed et post Anacletum, quidam ante Nicaenum concilium Iulius autem, quidam post Nicaenum concilium, iudicia episcopum ante diffinitionem ad sedem apostolicam referri iusserunt. Innocentius uero et successores eius, postquam a sacris conciliis et romanas sedis pontificibus de certis capitulis expressius fuerunt decreta iudicia, de dubiis uel obscuris ante iudicium, de certis autem atque decretis... post episcopale iudicium secundum sardicensis canones, sub gestorum testificatione ad sedem apostolicam referri iusserunt... ».

⁹³ C'est l'hypothèse de P. Fournier : *Etude sur les Fausses Décrétales*, *Revue d'Histoire ecclésiastique*, 1907, p. 21. On sait que nombre de Décrétales de papes des V^e et VI^e siècles circulaient — voir Appendice III — soit isolément, soit dans d'autres collections que la Dionysio-Hadriana ; il est concevable que Nicolas I^{er} ait voulu désigner celles-ci tout autant que les Fausses Décrétales. C'est d'ailleurs, semble-t-il, la conclusion d'ensemble qui ressort de l'étude de P. Fournier.

Ainsi, toute l'époque antérieure aux grands conciles est-elle frappée de caducité par ceux-ci : n'ont-ils pas décidé qu'à l'avenir toutes les affaires importantes devraient être traitées par des synodes de divers niveaux ⁹⁴ et non point par un seul.

A l'aide de ses arguments « historiques », par l'appel à une législation d'origine romaine qu'il connaît incomparablement, Hincmar pense avoir démontré clairement que, contre le double danger de l'arbitraire monarchique et de l'éparpillement anarchique si chaque évêque vit comme il l'entend, la structure d'équilibre la plus adaptée aux temps est la province dirigée par un métropolitain. Il a su trouver dans les canons, nous le verrons, de fort nombreux et fort bons textes en faveur de sa thèse. Celle-ci, au demeurant, était conforme au bon sens au IX^e siècle. Dans la situation que connaît alors l'Occident, il n'était pas plus raisonnable de centraliser le pouvoir dans l'Eglise que de rassembler tout le regnum entre les mains d'un seul prince : les exigences locales, les difficultés de l'information et des communications imposent le règlement local des problèmes locaux ⁹⁵. Cependant, pour éviter le retour à la dispersion, l'unité doit être fermement assurée dans l'Eglise ; elle l'est par le sentiment d'appartenir au peuple chrétien, mais plus encore par le respect d'une loi uniforme. Chaque évêque est responsable de l'exécution des prescriptions canoniques dans chaque diocèse, réserve faite des erreurs qu'il faut sanctionner et des droits que l'histoire a créés pour ses supérieurs de la province. Aucune autre attitude n'est raisonnable : voit-on Hincmar, en 858, demander conseil à Rome au moment de l'invasion !

II. — HINCMAR ET NICOLAS I^{er}

Les relations du grand pape qu'a été Nicolas I^{er} avec l'Occident ont été, en volume, beaucoup moins importantes que ses relations avec l'Orient ; parmi les affaires occidentales qu'il a évoquées, deux concernent Hincmar. Elles ne sont point, en importance ou en signification universelle, de tout premier ordre. Mais, d'une part elles évoquent bien la mise en pratique, face à celles du pape, des idées du prélat que nous venons d'esquisser, d'autre part la participation du roi à la seconde a donné à celle-ci un relief plus considérable.

Hincmar, dans ces deux affaires, ne fait certes pas constamment bonne figure, mais il n'y joue pas non plus, compte tenu de tout ce

⁹⁴ On retrouve ici le goût d'Hincmar pour les solutions collectives. Il cite de fort bons textes : par exemple PL 126, 358 : Nicée c. 5, Dionysio-Hadriana.

⁹⁵ On s'en aperçoit, sur le plan militaire, lorsque Jean VIII, oublieux des problèmes de l'ensemble de la chrétienté, ne cherche plus qu'à faire défendre l'Italie centrale par Charles le Chauve.

que nous venons d'exposer, le rôle assez noir qu'on a parfois voulu lui attribuer. Le pape, tout remarquable qu'il ait été, tranche dans des conditions contestables des causes dont il est incomplètement informé.

A) *A propos de Rothade de Soissons :*

Avant 858, en 858 même, Rothade, nous l'avons dit, avait souvent été rappelé à l'ordre pour des négligeances canoniques, pour son inclination à prendre contact avec Louis le Germanique ou pour son éventuelle complaisance envers Gottschalk.

Le conflit prend un tour aigu en 861. Rothade, dans des conditions qui nous échappent, dépose un prêtre jugé par lui indigne ; ce prêtre fait appel de la sentence auprès d'Hincmar ; celui-ci casse le jugement de son suffragant⁹⁶. Rothade refuse de se soumettre ; il est exclu de la communion de son métropolitain jusqu'à complète soumission⁹⁷. En 862, Rothade se présente devant un synode tenu à Pîtres⁹⁸ ; l'excommunication est confirmée. Rothade fait appel à Rome. Au cours de l'été 862, l'évêque toujours insoumis⁹⁹ est déposé à l'issue d'une procédure de contumace par un synode épiscopal tenu dans les environs de Soissons. Nicolas I^{er} ordonne peu après d'envoyer Rothade à Rome avec ses accusateurs ; son ordre n'est pas exécuté durant l'année 863. En 864, Robert, évêque du Mans¹⁰⁰, prend la tête d'une mission envoyée à Rome par Charles pour soumettre diverses questions au pape. Rothade l'accompagne. L'ambassade est mise dans l'impossibilité de traverser les Alpes¹⁰¹ ; Robert regagne son siège. Rothade séjourne, seul, à Besançon, six mois durant. Par Coire, il gagne enfin Rome¹⁰². A en croire les Annales que rédige Hincmar, les évêques de Lotharingie et

⁹⁶ Nous sommes loin de partager la belle assurance de certains auteurs du XVII^e siècle qui voyaient dans le prêtre déposé un criminel avéré, dans Hincmar un fourbe complice de ce prêtre et dans Rothade un saint... !

⁹⁷ Annales Bertiniani, 861, p. 87.

⁹⁸ Annales Bertiniani, 862, p. 91.

⁹⁹ Hincmar ne le ménage pas dans les Annales ; p. 92 : « nous Pharaon propter sui cordis durtiam... homo mutatus in beluam... ».

¹⁰⁰ Il n'est pas particulièrement bien disposé à l'égard d'Hincmar, ce dernier ayant fait pression sur le roi pour empêcher la remise du monastère de Saint-Calais à l'évêque, comme le lui reproche Nicolas I^{er} à l'automne 863 (MGH EAK IV, p. 626).

¹⁰¹ Sur cet épisode : Parisot, p. 260 sq. Il n'y a pas qu'un invraisemblance dans l'affirmation que le passage des Alpes est alors périlleux : cf. Parisot, p. 262. En 867 encore, Hincmar signale dans les Annales qu'il a dû faire parvenir ses lettres à Rome en revêtant ses clercs de l'habit de pèlerin « propter contrarium uitandas insidias... », Annales Bertiniani, p. 138. Pour 864, du reste, Hincmar signale l'interdiction faite au pape par Louis II d'envoyer des légats à Charles le Chauve (Annales, p. 115).

¹⁰² Annales Bertiniani, p. 112.

ceux de Francie orientale lui auraient alors donné leur appui¹⁰³. Au bout de six mois de séjour, nul accusateur ne s'étant présenté contre lui, Nicolas I^{er}, après examen par un synode romain¹⁰⁴ casse la décision de Soissons et rétablit l'évêque dans son évêché¹⁰⁵. En 865, la grande ambassade dirigée par Arsène qui a ramené Teutberge à Lothaire, ramène aussi Rothade. Cette décision est violemment contestée par Hincmar dans les Annales de Saint Bertin. Il y note que Rothade « canoniquement déposé par les évêques de cinq provinces, a été restitué (par le pape) non point régulièrement, mais par voie d'autorité » ; le pape n'a usé ni de la procédure du canon 7 de Sardique, ni du renvoi devant les juges de Soissons, en présence d'un légat¹⁰⁶. La réaction d'Hincmar se comprend plus aisément lorsqu'on se souvient que Nicolas I^{er} vient, en déposant de son propre chef deux métropolitains, de réaliser une considérable extension de ses prérogatives¹⁰⁷ ; l'acte n'a pas suscité qu'approbation et l'organisation d'une résistance collective à de tels empiètements est certaine¹⁰⁸.

Une lettre du pape, transmise par Arsène, informe Hincmar que Nicolas frappera d'anathème quiconque s'opposerait à la réintégration

¹⁰³ Annales Bertiniani, p. 112. Nous sommes au cœur de la crise lorraine. L'hostilité à Hincmar, et à Charles aussi, s'explique facilement. Le récit de ces événements que contient le Liber Pontificalis (II, p. 162, note 58) et les lettres de Nicolas I^{er} confirment que des interventions ont eu lieu à Rome contre Hincmar. Le rédacteur romain connaît peu ou pas l'archêque (« quidam... Hincmarus ») et affiche beaucoup de dédain à son égard. Nicolas I^{er} (Jaffé n° 2712 et 2713) a été saisi (« fidelium multorum exinde dolentium audit ueraci », « Uicini uestri complurimi ») par des démarches favorables à Rothade. Celles-ci sont probablement venues surtout de Lotharingie.

¹⁰⁴ Mansi XV, 679 sq., synode du 21 janvier 865. La dignité épiscopale avait été rendue à Rothade dès Noël 864.

¹⁰⁵ La décision est arbitraire, en droit canonique, ce n'est pas douteux. Le pape, cependant, avait attendu longtemps. Il est non moins important de remarquer que Rothade avait proprement disparu de Francie occidentale depuis un an, sans que, probablement, personne ait eu connaissance de son sort. Peut-être enfin Hincmar, s'il a été informé de sa présence à Rome et du désir du pape de trancher, n'a-t-il pas pris très au sérieux l'idée que le pape irait contre des décisions régulièrement acquises en deux synodes.

¹⁰⁶ Annales Bertiniani, p. 119. Nicolas I^{er} a quelques raisons de se méfier de ses légats.

¹⁰⁷ Parisot, p. 235 sq., a raison d'y insister : la législation canonique en vigueur ne permet que très difficilement de fonder la décision du pape. Voir J. Gaudemet, *L'Eglise dans l'empire romain*, p. 365-366.

¹⁰⁸ Chapitre V. Il y a, outre le précédent de Gunther et Theutgaud, celui de la déposition d'Hériman de Nevers (Mansi XV, 607-608), dans laquelle le pape est aussi intervenu avec fracas. Dès 863, Hincmar a souligné l'importance du canon 28 de Carthage (Dionysio-Hadriana) qui limite beaucoup les appels ultra-montains (MGH 130, cité à nouveau en 870, PL 126, 397).

de Rothade. Ce dernier est tout simplement réinstallé sur son siège épiscopal par Arsène, sans que soit interrogé par le légat un seul des évêques qui l'avaient déposé¹⁰⁹.

Hincmar s'est incliné ; il est impossible de savoir s'il a repris des relations canoniques avec l'évêque, qui est du reste mort en 869. Mais il a gardé une vive amertume de l'affaire. En 871, écrivant à Adrien II, à propos d'un autre procès soumis à Rome, celui d'Hincmar de Laon, il demande au pape s'il ne convient pas d'attendre tout simplement que Rome rétablisse ce dernier¹¹⁰... et rappelle que l'envoi à Rome des accusations contre Rothade avait été impossible compte tenu des circonstances¹¹¹. Tels sont les faits que l'on peut reconstituer.

Les prises de position sont plus importantes. Nous avons conservé le texte de la plainte déposée par Rothade, six mois après son arrivée à Rome, contre la procédure suivie¹¹². Cette plainte s'en prend vivement à Hincmar par des attaques assez perfides, mais aussi assez conformes à l'image que pouvaient avoir de lui tous ceux que lassait son intransigeance. Rothade insiste sur l'orgueil et la volonté de puissance du prélat¹¹³. C'est à lui seul qu'est attribuée toute une série de décisions hostiles à l'évêque : 1°) le synode (de Pîtres) avait accepté de laisser partir Rothade à Rome, Hincmar a profité d'une maladie du coévêque pour lui fixer un délai très court de départ ; bien des évêques étaient décidés à ne pas participer à sa condamnation ; l'un deux spécialement : malheureusement, il vient de mourir...¹¹⁴ ; 2°) Rothade a regagné Soissons où tous les moyens de pression possibles ont été employés par Hincmar — qui n'a pas hésité à manœuvrer le roi — pour l'empêcher de partir¹¹⁵ ; 3°) Hincmar a fait courir le bruit que Rothade demandait que le procès contre lui soit réitéré¹¹⁶ : jamais l'évêque n'a

¹⁰⁹ Annales Bertiniani, p. 119.

¹¹⁰ PL 126, 640 : « ... aut sine audientia in restitutione manere iubeatur... ».

¹¹¹ PL 126, 640.

¹¹² PL 119, 747-752 ou Mansi XV, 681 sq.

¹¹³ PL 119, 747 : « quasi omnium dominus praesidens ac praeualens ». PL 119, 751 : « Tamquam imperator triumphans et tamquam summus pontifex ecclesiae... ». Voilà qui n'était pas de nature à arranger les choses auprès du pape !

¹¹⁴ La consultation des actes de Pîtres rend perplexe ; ne sont morts entre 862 et 864, parmi ceux qui étaient présents, à l'exception d'un évêque de Mâcon, que quatre prélats de l'Ouest (Saintes, Avranches, Evreux, Coutances). Faut-il penser à l'évêque de Mâcon, dont l'attitude favorable à Rothade se comprendrait assez aisément ?

¹¹⁵ PL 119, 749.

¹¹⁶ On verra en effet qu'Hincmar attribue à Rothade un libelle aux évêques lorrains demandant — il ne donne pas la précision mais elle est rendue probable par le contexte — qu'un autre jugement intervienne.

envisagé d'accepter des juges élus¹¹⁷, il a uniquement demandé d'aller à Rome ; 4°) Lorsqu'a été réuni le nouveau synode (de Soissons) Rothade sommé de comparaître par Hincmar a refusé, l'appel à Rome se substituant, pour lui, à tout autre jugement possible¹¹⁸. Rothade glisse au passage un argument très déplaisant pour Hincmar : tous les évêques sont égaux devant Rome¹¹⁹. Hincmar a renouvelé deux et trois fois la sommation à comparaître¹²⁰, sans parvenir à ses fins ; 5°) Une entrevue obtenue de Charles a prouvé que le roi subissait la pression constante d'Hincmar¹²¹ ; 6°) l'endurcissement de Rothade a conduit Hincmar à ordonner qu'il soit enfermé dans une cellule¹²². Hincmar s'en est alors donné à cœur joie : « il s'est fait gratuitement mon accusateur, témoin et juge... »¹²³ ; si bien qu'on a pu condamner Rothade sur des mensonges¹²⁴ ; la sentence a été apportée par trois évêques en larmes sur l'ordre d'Hincmar¹²⁵ ; 7°) après la condamnation, on a tout essayé pour amener Rothade à renoncer à son appel à Rome ; contre les canons, qui interdisent dans un tel cas de remplacer l'évêque destitué, on a choisi un successeur et toute manifestation en faveur de Rothade a été interdite¹²⁶. Mais le plus grave n'est probablement pas là. Cet Hincmar, coupable de tout, est aussi un violateur impudent des canons. Il l'a montré dans ce cas, mais en bien d'autres occasions aussi, où Rothade s'est efforcé de le supporter, avec peine cependant¹²⁷. N'a-t-il pas restauré sans l'avis de Rome(!) un prêtre déposé comme indigne par 33 évêques et chassé, un dimanche, le successeur que Rothade lui avait donné, non sans l'avoir « genitalibus detruncatus ». Cette fois, Rothade va un peu loin... Hincmar a tout de même une autre stature. L'accusation n'a jamais été reprise par Rome.

¹¹⁷ On reconnaît là une démarche probable d'Hincmar : la résistance de l'évêque a probablement conduit son métropolitain à conseiller l'adoption de la procédure africaine : que Rothade dépose plainte canonique contre le jugement qui l'a frappé et choisisse ses juges. N'oublions cependant pas que nul argument n'était plus susceptible d'être entendu par Nicolas I^{er}, cette procédure étant évidemment diamétralement opposée à celle des appels directs à Rome qu'il cherchait à imposer.

¹¹⁸ On retrouve ici l'affrontement que nous avons analysé entre l'appel avant et l'appel après jugement local.

¹¹⁹ PL 119, 750.

¹²⁰ Application stricte du droit canon.

¹²¹ Le roi a déclaré se soumettre totalement aux dispositions des évêques. Rothade n'en peut dire plus.

¹²² Application des décisions prises en 852 par les statuts synodaux.

¹²³ PL 119, 750 : « ...factus est gratis meus ipse accusator, ipse testis, ipseque iudex... ». Retenons l'expression, nous la retrouverons sous la plume du pape.

¹²⁴ PL 119, 751 : « ...illa quae malitiose ad meam uideo damnationem esse reperta... non uera esse pronuntio ».

¹²⁵ PL 119, 751 : « ...sicut illis iniunctum fuerat... ».

¹²⁶ PL 119, 752.

¹²⁷ PL 119, 747 : « quantum poteram illum tolerans in his si nequaquam pro suo libitu acquiescere nolui quae sacris perpendebam auctoribus esse contraria... ».

Le ton larmoyant du libelle respire l'insincérité et il est bien difficile de considérer Rothade comme l'innocente victime qu'il prétend être. A parcourir le sommaire des lettres que lui a adressées son métropolitain avant 862, on constate que, sans arrêt, l'évêque fait fi de toutes les règles d'administration si chères à Hincmar ¹²⁸, qu'il n'hésite pas devant les abus de pouvoir ¹²⁹. Si l'on ajoute ceci à ce que nous savons déjà des variations possibles de Rothade au moment de la restitution puis de la seconde fuite d'Ebon, de son inclination à rallier la cause du Germanique en 858, du soutien plus ou moins clandestin qu'il a peut-être donné à Gottschalk, le tableau n'est pas engageant. Et il n'est pas complet, on va le voir. C'est cependant sur ce libelle que sont fondées deux réactions du pape. Celle qui l'a conduit à restaurer Rothade, peut-être frappé d'une sentence excessive par le synode de 862, mais incontestablement très peu soucieux d'administrer correctement son diocèse ¹³⁰. Celle aussi qui a entraîné une hostilité réelle à l'égard du métropolitain décrit sous de si désastreuses couleurs ; Nicolas ne devait pas en retenir les excès, mais il a été sensible à l'accusation portée contre Hincmar d'abuser de son pouvoir de métropolitain et de faire fi des droits de Rome.

Pour Rothade, semble-t-il, ce qui comptait le plus, au moins depuis 858, était d'interdire toute ingérence métropolitaine dans son diocèse. Pour cela, les idées nouvelles de l'égalité de tous les évêques devant Rome et du caractère suspensif de toute procédure assurée par un appel préalable au pape étaient fondamentalement utiles. Mais ces théories nouvelles étaient justement celles qu'Hincmar pouvait le moins admettre.

L'attitude du métropolitain nous est, à l'origine de cette affaire, totalement inconnue. Il a fait confiance aux deux synodes qui ont condamné Rothade, mais nous ne possédons plus les textes qui ont

¹²⁸ MGH 56 : avertissement direct que doit donner Hincmar aux doyens du diocèse de Soissons : MGH 55 : Rothade a négligé de venir à un synode, ordre lui est donné de s'y faire au moins représenter « ut res canonice diffiniri ualeret » ; MGH 35 : Rothade néglige la réorganisation souhaitée de Saint Médard de Soissons..., etc...

¹²⁹ MGH 41 : Godold a été injustement écarté de la communion épiscopale et fait appel au métropolitain ; MGH 41 : des prêtres ont été injustement privés par Rothade des biens de leurs églises. Hincmar menace : « et quia irrationabiliter sinodi mandata tractauerat, nisi se corrigeret, canonicae ultionis delegat interminationem ». MGH 55 : le synode de Quierzy a tranché en faveur d'Adalold qui avait porté plainte contre Rothade. Le de ecclesiis et capellis d'Hincmar (cf. MGH 52 sq) nous en apprend plus sur cette affaire : Rothade avait exigé d'Adalold une somme qui n'était nullement due : Hincmar avait en vain tenté d'imposer raison à l'évêque et il a fallu l'intervention du synode de 858 pour régler l'affaire.

¹³⁰ Faut-il attribuer ce fait à l'âge de Rothade ? Il appartient à la génération épiscopale qui précède celle d'Hincmar. Il est évêque depuis 833 environ et meurt en 869. Cette génération, à laquelle appartient aussi Prudence de Troyes, semble avoir eu un moindre souci des règles canoniques que la suivante.

été vraisemblablement présentés par lui à cette occasion. Un premier exposé de sa position date de 863¹³¹ ; il est capital. Il s'agit d'un mémoire dont la destination demeure inconnue¹³². Ce mémoire comprend deux sections qui ne nous semblent pas devoir être considérées de la même manière. La deuxième concerne plus directement Rothade ; on y reprend, dans un ordre d'ailleurs plus logique, bon nombre de textes déjà cités dans la première. La première ne serait-elle pas une simple collection d'excerpta rassemblant la documentation nécessaire à la rédaction de la seconde ? Cette dernière nous paraît avoir eu, seule, valeur officielle.

On a dit au métropolitain que Rothade condamné avait fait appel à des évêques d'une province voisine et que ceux-ci, sans consulter Rome, se soucient de réouvrir le procès¹³³. Nul évêque, dit Hincmar, ne peut dépendre de deux métropolitains¹³⁴. Chaque métropolitain a charge de sa province et d'elle seule¹³⁵. Aucun évêque ne peut passer d'une province à l'autre sans autorisation de son métropolitain¹³⁶. Si

¹³¹ Nous ne sommes pas enclin, la destination de ce texte étant difficile à déterminer, à maintenir strictement la date de février-mars proposée par Perels. Mais le texte est de 863.

¹³² Schrörs n'a pu utiliser les deux fragments en question. Retrouvés par Perels, ils ont été publiés par lui, pour la première fois en 1922. Ils figurent dans l'édition des lettres d'Hincmar, MGH, p. 112-140. Le manuscrit source — unique — (Bruxelles Gheyn 2606, olim 5413-22, IX^e siècle) ne fournit que de fragiles indices. C'est un manuscrit hincmarien très mal organisé (les numéros des quaternions le montrent : 22 v. : VI ; 41 v. : IIII ; 78 v. : II ; 86 v. : III ; 94 v. : IIII ; 100 v. : VI). Les deux mémoires se trouvent dans la première partie du manuscrit : fol. 15-33 et 34-41 v. Il est très difficile de découvrir la destination de ces textes. Ils sont postérieurs à la déposition de Rothade et se situent dans cette année 863, vide d'événements. La présence de la lettre à Arduic et Theutgaud (MGH n° 164, p. 141-142) sur le folio de garde du manuscrit permettait de hasarder l'hypothèse que les mémoires furent préparés en vue de la participation éventuelle d'Hincmar au synode de Metz.

¹³³ Sérieux indice en faveur de l'hypothèse que nous formulons d'une destination lorraine, MGH 153. A son habitude, Hincmar est clair jusque dans l'emploi des modes verbaux pour souligner les nuances de sa pensée. Il n'est pas sûr qu'il y ait eu appel, mais il doit prendre position pour le cas où il en serait ainsi. Une fois encore la vérité est difficile à cerner. Hincmar n'a aucun intérêt à envenimer par une accusation gratuite, les relations difficiles qu'il entretient depuis 860 avec les évêques lorrains et qui ne sont point son fait. A un moment où Rome paraît encore hésiter, il est dangereux de laisser le concile de Metz s'emparer de la cause de Rothade ; la situation étant mauvaise entre Louis le Germanique et Charles à ce moment, c'est toute la querelle sur Ebon qui peut, une fois encore, rebondir. Perels (Neues Archiv, 1922, tome 44, p. 43 sq.) pensait qu'il n'y avait pas eu appel de Rothade mais estimait aussi que les Lorrains s'étaient emparés de cette occasion de gêner au maximum leur collègue rémois.

¹³⁴ MGH 136, avec force garants canoniques excellents.

¹³⁵ MGH 136, avec le même luxe de citations topiques.

¹³⁶ Ibidem.

un évêque déjà jugé s'estime injustement condamné, le canon 7 de Sardique indique la procédure à suivre¹³⁷ ; s'il désire l'intervention de Rome, il doit écrire à Rome et à Rome seule¹³⁸. Tout est dit et le reste du mémoire n'est que l'illustration, très riche en références, de ces points successifs.

En fait, l'essentiel de la démonstration vise non point à empêcher un appel de Rothade à Rome, mais à lutter contre les prétentions de Trèves à une supériorité traditionnelle sur Reims¹³⁹ et à s'emparer, sous le couvert de cette supériorité, de la cause déjà jugée de Rothade. Ne l'oublions jamais, c'est en luttant contre Trèves qu'Hincmar a voulu placer son siège sous la seule dépendance et sauvegarde de Rome. Ni Cologne ni Trèves n'ont jamais joui d'un privilège qui contraindrait Reims à leur obéir¹⁴⁰. Cependant, depuis son installation à Trèves en 851, Theutgaud, successeur d'Hetti, avait émis la prétention de soumettre Reims à l'autorité de son siège et Hincmar avait dû réagir avec fermeté¹⁴¹. La question de la supériorité éventuelle d'un siège sur l'autre était donc brûlante et chacun cherchait à se donner le maximum de garanties dans ce domaine. Quelle occasion offrait à Theutgaud la possibilité d'évoquer le procès de Rothade¹⁴² ! Contre Theutgaud, un « historique » de l'évolution des primaties est tenté. L'essentiel figure

¹³⁷ MGH 136. Le canon est aussi cité dans le premier fragment, MGH 130. Si un évêque estime que sa cause a été injustement tranchée, c'est à ceux qui ont examiné l'affaire de transmettre sa réclamation à Rome. Si Rome estime qu'il faut reprendre le procès, Rome désigne les juges.

¹³⁸ Ibidem. Ayant cité le canon de Sardique, Hincmar écrit : « Non enim alterius ciuitatis episcopo ex hoc aut honorem deferre aut scribere iubent canones nisi romano pontifici ». Voir aussi MGH 137.

¹³⁹ Voir récemment : H. Fuhrmann, *Einfluss und Verbreitung der pseudo-isidorischen Fälschungen*, 1972, p. 197 sq.

¹⁴⁰ MGH 136 : « Nunquam autem Treuerenses uel Colonenses episcopi habuerunt quatenus nos eis subdere regulariter debeamus ». Cette mise en cause, assez gratuite de Cologne constitue, pour nous, un troisième indice en faveur de l'hypothèse que le mémoire hincmarien visait la Lorraine et probablement le synode de Metz.

¹⁴¹ Voir H. Schmidt, *Trier und Reims im ihrer Verfassungsrechtlichen Entwicklung bis zum Primatialstreit des IX. Jahrhunderts*, *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Kanonistische Abteilung* XVIII 1929, p. I-III. MGH 33 : « ... de primatu quem deferri ab eo debere scripserat ille sedi Treuironum insinuans in eadem sedi a sede Remorum nunquam fuisse deletum... » dit Flodoard. La menace inquiète assez Hincmar pour le conduire, nous le verrons, à demander à Rome des garanties écrites de l'indépendance de Reims.

¹⁴² Si la défense d'Hincmar repose sur un certain nombre d'approximations historiques plus que contestables, l'interprétation que donnait H. Schmidt (op. cit., p. 110) de l'attitude du prélat nous paraît irrecevable : Hincmar n'aurait voulu s'affranchir de la tutelle de Trèves que pour mieux imposer la primatie rémoise sur le royaume de Charles. On verra plus loin ce qu'il faut penser de cette affirmation.

dans le premier des deux textes de 863. Il a existé, dans l'Eglise ancienne, des primats à Rome¹⁴³, à Alexandrie et à Antioche¹⁴⁴ ; en Occident, les métropoles constituent, cependant, la seule base constante de l'organisation interne de l'Eglise¹⁴⁵. Les métropolitains ont reçu des conciles des garanties et des devoirs qu'ils doivent respecter et faire respecter : ils jugent leurs évêques¹⁴⁶ et le seul juge de leurs jugements est Rome¹⁴⁷. Hincmar cite même un extrait des Fausses Décrétales favorable à sa thèse¹⁴⁸. Un autre passage de la pseudo-décrétale de Jules I^{er} ramène le prélat au cœur du débat : un évêque mécontent du jugement porté par son métropolitain, dit le texte, peut faire appel *au primate* ou à Rome.

Hincmar n'élude pas la difficulté : nous allons bientôt le voir porter tout son effort sur la définition « historique » des primaties, afin d'écarter toute prétention de Trèves¹⁴⁹.

Dans l'instant, c'est à Rome qu'il confie le soin de protéger Reims des empiètements éventuels de la métropole voisine. Il semble, pour

¹⁴³ Ce primate est le premier de tous : MGH 122.

¹⁴⁴ MGH 123.

¹⁴⁵ MGH 127 sq. Pour Hincmar, il en est ainsi, au moins depuis la réorganisation de l'Eglise d'Occident au VIII^e siècle (p. 126-127).

¹⁴⁶ Sardique, c. 9, MGH 129.

¹⁴⁷ Grégoire le Grand, cité MGH 129.

¹⁴⁸ Pseudo-Jules, canon du Pseudo Concile de Nicée, Hinschius p. 469, cité MGH 131.

¹⁴⁹ H. Fuhrmann, *Einfluss und Verbreitung*, op. cit., p. 122, semble penser que Nicolas I^{er} a construit sa conception de la primatie (cf. MGH EAK VI, p. 366, cité par H. Fuhrmann p. 112, note 179) *en réaction contre celle d'Hincmar*. C'est, nous semble-t-il, aller un peu loin et toujours dans la voie traditionnelle d'une vive hostilité à Hincmar.

De quels documents disposait, éventuellement, en 863-864, le pape Nicolas I^{er} pour apprécier l'attitude de l'archevêque ? On peut répondre presque à coup sûr que le pape n'avait en mains, s'il les avait lues, que les lettres adressées par Hincmar à Léon IV (MGH 34) et à Benoît III. Les mémoires de 863 n'avaient pas Rome pour destinataire, si nous ne nous trompons point, et il y a fort peu de chances que Nicolas I^{er} en ait pris connaissance, sinon très tardivement. Dans les lettres adressées par Hincmar au pape à partir de 863, on ne retrouve pas un exposé complet sur ce problème. Hincmar n'a donné un tour réellement systématique — et relativement public — à ses idées — d'ailleurs variables — sur les primaties que lors du conflit qui l'a opposé à son neveu en 868-870. A ce moment, Nicolas I^{er} était mort et des fragments au moins des Fausses Décrétales circulaient déjà depuis longtemps. C'est donc, nous semble-t-il, d'une partie seulement du « système hincmarien » que Nicolas I^{er} a eu connaissance. Et de la partie la moins contestable : Rome, en la personne de Benoît III, avait accordé à Reims une protection spéciale contre les prétentions de Trèves, que Nicolas I^{er} n'a d'ailleurs jamais révoquée, protection sur laquelle Hincmar fonde l'idée que, *dans le cas spécifique de Reims*, primatie et métropole coïncident. Nous sommes ici très loin encore de l'aventureuse recherche générale sur les primaties dont, pensons-nous, Rome n'a pas eu connaissance.

le moment, évident que le pape ne peut qu'approuver la procédure, en tous points régulière, contre Rothade ; tout au plus, s'il la conteste, y a-t-il toute chance pour qu'il se conforme aux canons. C'est donc à Nicolas I^{er}, dans la lettre qui accompagne l'envoi des actes du synode où a été déposé Rothade¹⁵⁰, que le prélat demande de confirmer et d'amplifier le privilège d'immédiateté accordé à Reims par son prédécesseur, Benoît III. Contre Trèves, Hincmar joue pleinement la carte de la soumission à Rome ; il soumet au pape le dossier du procès contre Rothade et accepte la procédure d'appel voulue par ce dernier¹⁵¹. La déception allait être grande pour l'archevêque ; Nicolas I^{er} ne l'a pas suivi sans réserve dans son désir d'assurer l'immédiateté des métropoles et les privilèges de Reims¹⁵².

Nous venons de le voir, en février-mars 863, Hincmar a fait parvenir à Rome, par l'intermédiaire d'Odon, évêque de Beauvais, avec mission

¹⁵⁰ Lettre à Nicolas I^{er}, MGH 121. Hincmar fait allusion à l'envoi des actes dans le deuxième fragment du mémoire (MGH 138) et cite la liste des canons qui ont été utilisés pour la procédure contre Rothade. Au passage, il combat l'usage fait des décrétales (fausses) des papes Jules et Victor pour établir que nul évêque ne peut être déposé sans l'autorisation de Rome (MGH 139) (MGH 139-140) ; ces textes l'embarrassent un peu et il doit leur opposer un raisonnement médiocre qui n'a rien à voir avec celui qu'il oppose, en 870, à son neveu.

¹⁵¹ Hincmar préfère évidemment ne pas évoquer la procédure des canons africains ; même s'il est minime, le risque existe que le pape saisisse les Lorrains du procès en révision ou que Rothade « élise » pour juges des évêques lorrains. La solution romaine est en tout cas préférable. Sauf à prévoir — c'est toujours l'hypothèse défavorable — une hypocrisie monstrueuse de l'archevêque, ceci nous paraît fonder l'hypothèse qu'Hincmar n'a pas donné suite à l'action ouverte à Rome pour des raisons indépendantes de sa volonté.

¹⁵² Hincmar revient, dans une lettre de 864 à Nicolas I^{er} (MGH 157), sur l'idée que la seule « supériorité » de Trèves ou de Reims sur sa métropole comprovinciale est de préséance : le plus anciennement ordonné des deux métropolitains l'emporte sur l'autre. C'est désormais la doctrine constante : en 869, Hincmar la confirme, lors du couronnement de Charles à Metz (PL 125, 805) : « ... hac priuilegii conditione seruata ut qui prior de Remensi et Treuirensi episcopis fuerit ordinatus, prior etiam habeatur... ». En mai 870, Hincmar a été conduit à intervenir profondément dans la métropole de Trèves : l'archevêché était vacant depuis la déposition de Theutgaud (Hincmar s'en plaint dans l'Annale de 866, Grat, p. 126). Dans des conditions canoniquement régulières mais politiquement contestables, en 870, Bertolf est choisi par les métropolitains de Reims, Lyon, Besançon, Tours, Vienne et Sens, pour occuper le siège. Hincmar se justifie par une lettre, contresignée par ses collègues, de tout abus de pouvoir, auprès de Louis le Germanique (PL 126, 262-264). Comme d'habitude, sa justification est fondée sur les canons : il n'y avait pas, dans la province de Trèves, assez d'évêques suffragants pour choisir le successeur de Theutgaud (la situation n'est pas nouvelle !) ; les évêques ont fait appel à Hincmar (« Treuerensis prouintiae episcopi a *primato* — on notera le mot — prouintiae Remorum solatium sacrae ordinationis (il s'agit de Bertolf) secundum sacras regulas quaesierunt »). Hincmar rappelle à cette occasion (col. 262) que le plus anciennement ordonné des deux métropolitains l'emporte sur l'autre en préséance.

de les commenter au pape ¹⁵³, les actes du synode qui a déposé Rothade. Nicolas I^{er} répond à cette démarche en exigeant l'envoi de l'évêque accompagné d'un dossier plus complet ¹⁵⁴. En possession de la missive pontificale, Hincmar saisit le synode de Verberie, en octobre 863, des ordres reçus. Il rend compte à Nicolas I^{er}, sa lettre étant accompagnée d'une autre, écrite par Charles le Chauve ¹⁵⁵. Rothade, cependant, ne peut partir immédiatement, pour une raison qu'Hincmar a exposée à Rome ¹⁵⁶.

Le 30 novembre 863, à Auxerre où Charles le Chauve avait convoqué Hincmar ¹⁵⁷, est arrivé de Rome un messenger du roi, Liudon, porteur de nouvelles lettres pontificales. L'archevêque, traité de bavard, y était passablement plus mal traité que naguère. Hincmar répond au début de 864 ¹⁵⁸. Au risque de lasser son correspondant ¹⁵⁹, il reprend le dossier de Rothade de fond en comble. Il annonce aussi l'envoi de ses représentants, non point comme accusateurs, mais au contraire pour supporter l'accusation de Rothade et des évêques voisins¹⁶⁰. Il manifeste une totale soumission au pape : égaux au successeur de Pierre en honneur, les métropolitains ne le sont pas en pouvoir ¹⁶¹ ; comme le dit Léon le Grand ¹⁶², une fois portée une sentence contre leurs frères,

¹⁵³ Le fait est rappelé dans le mémoire dont nous parlons en ce moment (MGH 122) ; ce détail suffit à dater le mémoire postérieurement à février-mars 863. « Sed et de synodo apud Suessionis habita, de qua factione cuiusdam clerici nostri qui a nobis neglegentiis suis territus aufugerat, quiddam ibi sub quadam dubitatione est positum, hic frater ac filius noster uobis rei ueritatem potest narrare, qui eidem synodo interfuit et adhuc in nomine abbatis subscripsit ».

¹⁵⁴ Ceci est aussi rapporté par Hincmar, en 864 (voir note suivante).

¹⁵⁵ Voir la lettre à Nicolas I^{er} au début de 864, MGH 146.

¹⁵⁶ MGH 146.

¹⁵⁷ Celui-ci n'est visiblement pas fâché, au passage (MGH 146) de souligner que le roi l'a appelé pour effectuer une médiation entre son fils Charles et lui-même et qu'il a donc bien d'autres préoccupations que Rothade.

¹⁵⁸ MGH 144-163. Le prélat soumet au pape l'examen de sa conduite dans trois cas : l'usurpation d'Hilduin à Cambrai, le scandale soulevé par Baudoin, Gottschalk.

¹⁵⁹ MGH 147.

¹⁶⁰ MGH 147 : « ...mittimus uicarios nostros non ut accusatores ad confligendum, nesciunt aut scire non uolunt, accusati... ». Habileté, une fois de plus ? Ou attitude sincère de défense contre une série d'attaques injustes ? Les vicaires en question faisaient évidemment partie de l'expédition dirigée par Robert, évêque du Mans. Dans l'ambassade figuraient un coévêque de la province, non nommé (MGH 151) et les vicaires d'Hincmar.

¹⁶¹ Hincmar cite Léon le Grand (Décret c. 41, Dionysio-Hadriana) : « ... et inter baetissimos apostolos in similitudine honoris fuit quaedam discretio potestatis et cum omnium par esset electio, uni tamen datum est ut caeteris praemineret », MGH 148. Ce texte est encore cité par Hincmar : 863, MGH 132 ; 869, PL 126, 536-537 ; 870, PL 126, 326-327.

¹⁶² MGH 148 : « ... quorum inter fratres haberetur prima sententia et per quos ad unam beati Petri sedem uniuersalis ecclesiae cura conflueret... ».

ils doivent faire rapport à Rome. Rothade, plus soucieux de commander que d'obéir aux canons, a mérité d'être déposé, après plusieurs années de vains avertissements ¹⁶³. J'ai, dit Hincmar, en raison de la gravité d'une telle sanction, longtemps différé d'y recourir, mais j'ai dû aussi prendre en considération le sort des âmes confiées à l'évêque et dont j'étais responsable. Déféré devant le synode, l'évêque a préféré accuser son métropolitain ¹⁶⁴. Hincmar avait obtenu pour l'évêque, s'il était jugé et déposé, une abbaye ¹⁶⁵, de telle sorte que cet homme qui avait l'habitude des délices de la vie, n'en fût point séparé, mais aussi qu'il cessât de mettre en danger l'Eglise dont il avait la charge ¹⁶⁶. Puis, finalement, plus dur qu'un roc ¹⁶⁷, il est sorti du synode comme un fou ¹⁶⁸ devant les paysans et d'innombrables témoins présents, négligeant les exhortations du roi et des évêques en larmes.

Tout au long de la lettre, les détails défavorables à l'évêque déposé s'accumulent. Il mène une vie négligée et inutile au sacerdoce ¹⁶⁹. Il est si peu recommandable que, si d'aventure il était restauré, nulle responsabilité dans le sort des âmes que lui confierait le pape ne saurait être encourue par son métropolitain ¹⁷⁰.

¹⁶³ MGH 148. Nous savons qu'Hincmar dit vrai. Le pape ne le savait pas.

¹⁶⁴ Ibidem. Le récit est sobre et clair. P. 152, Hincmar parle d'un libelle d'accusation de l'évêque contre lui et du recours à des juges élus ; Rothade, nous le savons, nie les avoir acceptés.

¹⁶⁵ Rothade ne nie pas ce fait ; il prétend qu'il a été l'objet d'un chantage ; il n'aurait l'abbaye que s'il signait l'acte de déposition. L'accusation qu'il porte paraît vraisemblable.

¹⁶⁶ MGH 149 : « .. quatinus qui in deliciis uitam semper perduxerat non frangeretur, tantum, ut seditiosus et molestus ecclesiae, cui praefuerat, esse non decertaret ». Tenons-nous le mobile le plus profond de l'attitude de Rothade ? Les faits dont parle plus loin Hincmar tendent à donner quelque vraisemblance à l'accusation.

¹⁶⁷ MGH 151 : « ... durior saxo.. ».

¹⁶⁸ MGH 150 : « ... ut maniacum... ».

¹⁶⁹ MGH 150 ; de même MGH 155 : « ... non solum inutilitatem uerum et noxietatem in Rothado... ».

¹⁷⁰ MGH 151. Position bien imprudente et certainement agaçante pour Nicolas I^{er}, mais phrase bien conforme à tout ce que nous savons du sens de la responsabilité chez Hincmar ; la violation flagrante des canons que constituerait le retour de Rothade n'entraînerait que la responsabilité pontificale. Hincmar précise : « Et cum omnes in istis regionibus sciant quam negligens et contemptor sacrorum canonum et quamdiu et quam patienter atque benigne fuerit toleratus et a quam inuitis, quia se corrigere noluisset, secundum sacras regulas sicut eos intelleximus (sage restriction) fuerit iudicatus nullam habere possemus uerecundiam de restitutione illius si foret facta a uestri summi pontificatus potestate... ». De telles phrases, la non-venue des légats rémois annoncés, ont dû, avec le bienveillant concours de Rothade, convaincre le pape que son correspondant était un fourbe et un mégalomane donneur de leçons.

Hincmar s'en prend à d'autres adversaires. L'affaire, dit-il, en serait peut-être restée là si des évêques des royaumes voisins n'avaient convaincu Rothade de faire appel pour obtenir sa restitution ¹⁷¹.

L'affrontement des deux thèses de l'évêque et du métropolitain est aussi celui de deux procédures.

Rothade prétend avoir lancé son appel à Rome avant tout jugement. Sans faire référence aux Fausses Décrétales, il retient l'idée qu'elles défendent : un tel jugement est suspensif de tout autre.

Hincmar affirme que l'évêque a choisi, au synode, des juges élus pour son accusation contre le métropolitain de Reims ; ce dernier s'est strictement conformé aux canons africains ¹⁷².

Ou bien le métropolitain ment : Rothade n'a pas accepté cette procédure, le dossier emporté par Odon ne mentionne pas les actes qu'évoque ici Hincmar ; celui-ci se place dès lors dans une position très dangereuse : le pape peut le convaincre de mensonge ¹⁷³. Ou bien Hincmar dit vrai et Rothade a menti au pape ; ce dernier a rétabli un évêque contestable et contesté. Les textes ont disparu. La vraisemblance, une fois encore, nous conduit à penser que le rigorisme hincmarien habituel tend à accréditer bien plus les versions de l'archevêque que celle de son suffragant ¹⁷⁴ ; nombre de collègues d'Hincmar pouvaient démentir ses allégations, s'il avait inventé de toutes pièces cet épisode.

Un point d'accord cependant : la procédure, n'a, en définitive, pas abouti ; Rothade a refusé, au dernier moment, de signer le libelle d'ac-

¹⁷¹ MGH 149. Hincmar dit : « Sed ut dicunt qui hoc se scire testantur... ». A la fin de cette lettre, Hincmar dit même qu'il a entendu parler d'une démarche des Lorrains contre lui à Rome, MGH 159 : « De gestis uero a Rothado post excommunicationem suam in prouintiali sinodo compilatis, quae per uicinos nostros ad uos in derogationem nostram peruenisse audiuius... ». Autrement dit, depuis 862, une certaine guerre de propagande se développe entre Reims et les Lorrains, dont le but est d'obtenir l'appui du pape à l'une des parties.

¹⁷² MGH 150 : « ...omnes pene in istis prouintiis sciant quia secundum Carthaginenses et Africanos canones et decreta beati Gregorii electorum se commisit iudicio... » et MGH 159 : « Rationem denique quam reddidi coram electis iudicibus, de quibus per libellum prouocationis ad electorum iudicium fueram a Rothado impetitus, ipsi, uenerabiles episcopi uestrae auctoritati transmittunt ». Première mention de la procédure, p. 147, avec appel aux canons 63 et 89 d'Afrique (ce sont en effet les canons dont il est plusieurs fois question dans l'œuvre du prélat : c. 63 : MGH 131 ; c. 89 : PL 125, 1064 et PL 126, 584).

¹⁷³ Ce qu'à aucun moment le pape n'a fait. Nicolas I^{er} a reproché à l'archevêque sa dureté, l'application automatique des canons, son intransigeance sur les privilèges de Reims, non point des erreurs graves de procédure.

¹⁷⁴ Nous n'avons, au cours de notre enquête, jamais pris Hincmar en flagrant délit de mensonge grave, encore moins de stupidité !

cusation ¹⁷⁵. On a alors entamé contre lui une procédure de contumace. Il n'est pas apparu possible au roi et aux évêques présents, pour respecter les canons, de l'envoyer à Rome sans qu'un jugement ait été régulièrement prononcé. Dans un cas différent, le pape aurait été conduit à trancher non par voie de justice mais par voie d'autorité ¹⁷⁶.

Les lettres apportées par Liudon le 30 novembre demandaient la réintégration de Rothade en attendant le jugement final. Il a été impossible de donner satisfaction au pape. Rothade avait déjà été remis à la garde de ceux qui devaient le conduire à Rome. Eloigné de son propre diocèse par l'appel du roi, Hincmar ne pouvait réunir ses collègues ; or, il était impossible de réintégrer Rothade sans le concours, au moins, de ceux qui l'avaient déposé ; les quelques évêques présents étaient pressés de regagner leurs diocèses pour faire face au danger normand. Ceux qu'Hincmar avait pu interroger dans l'entourage du roi avaient déclaré qu'ils ne décelaient pas chez Rothade « une vie et une intelligence telles et une telle attention au ministère sacré, qu'ils osassent, eux, se mêler de cette question » ¹⁷⁷ ; Rothade avait mené une vie peu recommandable avant sa déposition, qu'en serait-il de lui restauré ¹⁷⁸ ?

Hincmar a parlé de cette affaire au roi ; si lui-même avait pris la décision de rappeler Rothade, alors que les autres évêques ne connaissaient pas les ordres de Rome, quelles accusations n'aurait-on pas fait courir contre lui de retenir le Soissonais au mépris des privilèges pontificaux. D'ailleurs, si Hincmar avait parlé aux évêques, qui connaissaient aussi bien Rothade que lui, de le restaurer, ils lui auraient ri au nez et l'auraient estimé fou ¹⁷⁹ ; plus de cinq cents personnes ont été témoins du fait que le missus du roi a rapporté devant le synode un calice sacré orné de pierres précieuses que l'évêque avait donné en gage à un cabaretier et à une tenancière de taverne ; elles savent qu'il a remis des couronnes d'argent à un Juif, qu'il a dissimulé l'existence de biens ecclésiastiques pour les faire exploiter clandestinement à son profit, qu'il a détourné des vases d'argent d'un poids respectable et qui appartenaient depuis longtemps à son église, qu'il a dilapidé selon sa fantaisie, sans le consentement de son métropolitain, ni celui de ses

¹⁷⁵ MGH 152 : « Postea autem sua sponte in libello suae professionis per quem ad electorum iudicium prouocauit, haec se obseruasse impudenter, quia scientibus cunctis mendaciter, sinodo misit et sic ad iudicium prouocauit ; quae se seruaturum, ne iudicaretur, subscribere detractauit ».

¹⁷⁶ MGH 152 : « Sed si in nostra, rex et episcopi, permaneremus sententia, Romam iret antequam uinceretur, et quando illic ueniret, his per nostram iussionem cum uobis foret nobis nolentibus absolutus, suscriberet... ».

¹⁷⁷ MGH 149 : « responderunt non se scire talem uitam atque intelligentiam taleque studium sui ministerii in eo fuisse ut in hoc se miscere auderent... ».

¹⁷⁸ Ibidem.

¹⁷⁹ MGH 150.

évêques, ni des prêtres de son diocèse ou d'un trésorier, des biens amassés par ses prédécesseurs ou remis par des fidèles¹⁸⁰. Ce sont là, évidemment, de graves accusations et il est à peu près exclu qu'Hincmar ait pu les porter sans fondement. L'archevêque refuse toute réintégration provisoire et laisse au pape, mieux informé, la responsabilité de restaurer, par un acte d'autorité, un évêque que ses collègues ont, en connaissance de cause, déposé¹⁸¹.

Pour que le pape comprenne bien l'enjeu du débat, Hincmar lui rappelle que, s'il est du devoir des inférieurs d'obéir aux supérieurs, il n'est pas moins du devoir de ces derniers de veiller aux droits de leurs subordonnés et de maintenir l'ordre voulu par Dieu¹⁸². L'archevêque est prêt à obéir¹⁸³, mais il ne peut taire ce que lui dicte son devoir¹⁸⁴ devant la menace d'un acte d'autorité du pape¹⁸⁵; ce dernier, en allant contre une procédure canonique, briserait le nécessaire et unanime respect dû aux règles, ouvrant la voie à toutes les désobéissances¹⁸⁶. Viennent ensuite certaines menaces précises : le pape doit bien savoir quelles conséquences risque d'avoir une éventuelle restauration autoritaire de Rothade. A l'avenir, Hincmar devrait lui soumettre d'innombrables cas de violation des canons, commis dans sa province et auxquels il aurait été hors d'état d'apporter un remède¹⁸⁷; si les coupables voulaient bien aller à Rome, le pape dans sa sagesse dirait ce qu'il faut faire; s'ils refusaient, Hincmar serait sans pouvoir sur

¹⁸⁰ MGH 150.

¹⁸¹ L'argumentation est captieuse à souhait : comment, dit Hincmar, sans s'élever contre les privilèges de Rome, ne pas envoyer au pape un évêque qu'il a convoqué et qui a demandé à comparaître devant lui, les seuls cas d'empêchement prévus par les canons étant l'infirmité ou quelque grave obstacle (MGH 151). En somme, c'était transformer l'appel au jugement du pape en un voyage vers le tribunal du pape, le droit de réviser une sentence en la cassation autoritaire de cette sentence. Dans le cas de Rothade, Nicolas I^{er} n'a pas vu le danger; il a donné dans le panneau. Quelques années plus tard, on le verra, il sait beaucoup mieux se défendre contre le trop habile procédurier qui vit à Reims.

¹⁸² MGH 153-154 : « ... qualiter minores potioribus debeant oboedire et potiores minoribus prouidere et ordo a Deo dispositus ab omnibus et in omnibus ualeat conseruari ».

¹⁸³ MGH 154. Le même engagement est pris par Charles le Chauve, quelle que doive être la décision pontificale, *ibidem*. MGH 155 : Hincmar supportera éventuellement la décision « aequo animo ». MGH 156 : « ... non recalcitrabo ».

¹⁸⁴ MGH 154 : prêt à obéir, Hincmar est libre de dire : « ... quae sentio aut ad probationem aut ad correctionem humiliter sapientiae uestri magisterii pando ». Rome n'a jamais admis très facilement une telle liberté de langage.

¹⁸⁵ MGH 154. A Nicolas a été proposé (152) l'exemple de Pierre qui, interrogé, répond non point selon son autorité, mais selon la raison (« non ex potestate sed ratione »). L'égalité entre les Apôtres, prédécesseurs des évêques, lui est même rappelée (p. 152-153).

¹⁸⁶ MGH 153.

¹⁸⁷ MGH 156.

eux¹⁸⁸. Le métropolitain, démuné de l'autorité indispensable, ne porterait plus aucune responsabilité. S'il appartient au pape de veiller à ce que les coévêques ne soient pas injustement jugés par leurs métropolitains, il ne lui appartient pas moins d'empêcher ceux-là de mépriser, contre les règles, leurs métropolitains¹⁸⁹. Au demeurant, si la procédure de l'appel direct l'emportait, à quoi bon s'obstiner plus longtemps à fournir l'intense travail que l'on fournissait jusque là dans les synodes provinciaux¹⁹⁰ ? Cette série de phrases n'était évidemment pas de nature à plaire au pape. Il allait les garder en mémoire et reprocherait bientôt à Hincmar de n'avoir jamais pour souci que la sauvegarde de ses privilèges.

Le débat de fond est très clair. Hincmar expose, sans la systématiser jamais, sa conception du fonctionnement de l'Eglise telle que nous avons tenté de la restituer. L'échelon métropolitain, qui permet de régler les affaires locales rapidement et dans la clarté, sans aboutir à l'éparpillement que postulerait l'égalité totale de tous les évêques, est d'institution canonique¹⁹¹. De même est canonique le règlement, dans chaque province, au cours des synodes biannuels ou annuels, de tous les litiges locaux avant tout appel extérieur des sentences rendues¹⁹². Or le mouvement en cours, et dont les jalons sont très visibles¹⁹³, tend à détruire le fonctionnement des mécanismes métropolitains par deux voies, momentanément accordées en leurs objectifs et cependant divergentes : l'autonomie de chaque évêque dans son diocèse, le pape étant le seul supérieur reconnu¹⁹⁴ et la nouvelle vigueur de la juridiction pontificale qui, l'action de Nicolas I^{er} le montre partout — et surtout en Grèce — méconnaît le plus souvent les échelons intermédiaires et cherche à régler, jusqu'au détail, les questions locales.

La position d'Hincmar, pour défensive et « conservatrice » qu'elle apparaisse, est sage ; elle seule allait, en fait, garantir l'Eglise, dans le

¹⁸⁸ MGH 156 : « qui si ire uoluerint, uestra sancta sapientia, quid inde melius uiderit, decernere procurabit. Si autem ire noluerint, faciant quod sibi utile iudicauerint ».

¹⁸⁹ MGH 157 : « Ea propter, sicut uestrae discretioni prouidendum est ne subiecti episcopi a metropolitans irregulariter contempnantur ».

¹⁹⁰ MGH 157 : « Quibus se de reliquo uerba iniquorum praeualuerint aduersum nos... non erit necesse de prouintialibus sinodis, in quibus hactenus laborauimus, magnopere laborare... ». L'argument ne manque ni de logique ni de bon sens.

¹⁹¹ Les textes surabondent et Hincmar a toujours sur les utiliser avec intelligence. Les plus intéressants proviennent du concile d'Antioche et des canons africains. Voir MGH 154.

¹⁹² Sur ce point aussi, les canons qu'invoque Hincmar sont de très réels et sérieux garants de la valeur de son raisonnement.

¹⁹³ Déposition autoritaire des métropolitains de Cologne et de Trèves, intervention de Nicolas I^{er} dans le détail de la vie du royaume, désir de donner à l'appel de Rothade un caractère suspensif de toute autre procédure...

¹⁹⁴ Mouvement qui ne peut que ramener l'anarchie antérieure à 750, les liaisons avec Rome étant ce qu'elles sont.

nouvel effondrement de Rome au X^e siècle, contre l'émiettement total. Mais Nicolas I^{er} n'était pas homme à admettre une telle situation ; il a, lui, à reconstituer le réseau de direction de la chrétienté par Rome, comme il doit reconstituer les archives de l'église romaine. Il ne peut avoir d'autre attitude qu'offensive ¹⁹⁵.

Hincmar est trop intelligent pour achever la partie de sa lettre consacrée à Rothade sur des phrases malsonnantes. Vient maintenant l'expression d'une totale soumission à Rome. Il ne peut prendre, bien sûr, par respect des canons, une autre attitude que celle qu'il prend. Il demande seulement que « la compassion montrée par votre autorité à Rothade soit de telle nature qu'elle ne dissolve pas la vigueur ecclésiastique... que la miséricorde qui lui est due et les moyens nécessaires à sa vie ne lui soient pas refusés, mais aussi que son exemple ne conduise pas beaucoup d'autres à l'imiter... » ¹⁹⁶ ... « Vous verrez, vous, ce qu'il y a de mieux à faire dans ce cas ; nous avons à comprendre, nous, ce que Dieu veut, à travers votre jugement » ¹⁹⁷. Car les jugements des successeurs de Pierre ne peuvent être injustes ¹⁹⁸. Hincmar veut enfin attirer l'attention du pape sur des faits qu'il estime inouïs. On a voulu le contraindre à faire partir Rothade par la menace d'une excommunication ¹⁹⁹ ; le pape sait bien que seul un pécheur peut être ainsi frappé ²⁰⁰.

Les relations épistolaires entre les évêchés d'Occident et Rome sont très affectées par les hasards des voyages ²⁰¹ et la mauvaise volonté

¹⁹⁵ Ce n'est point là pour Hincmar celle qu'il convient à Rome d'adopter ; en 865, Hincmar parle dans les Annales d'une lettre apportée par Arsène « plenam terribilibus et a modestia sedis apostolicae antea inauditis maledictionibus... » (Annales Bertiniani, Grat, p. 121).

¹⁹⁶ MGH 158 : « ...uidelicet ut sic Rothado ab auctoritate uestra compassio exhibeatur ut uigor ecclesiasticus non dissoluatur, et sic uigor ecclesiasticus conseruatur ut debita misericordia et necessaria sufficientia ei non denegetur quatinus nec ipsius exemplo ad excedendum alii prouocentur ».

¹⁹⁷ MGH 158 : « Uos uidebitis quid inde facto melius erit, et nobis in iudicio uestro uidendum est quid Deus uelit ».

¹⁹⁸ Ibidem.

¹⁹⁹ La menace (cf. MGH Epistolae Hincmari, note 6 p. 145) paraît avoir beaucoup impressionné son destinataire ; en 864, Hincmar qui dit se sentir proche de la mort — le détail est intéressant ; il concerne, une fois encore, l'espérance de vie d'un homme du IX^e siècle ; Hincmar n'a pas encore 60 ans et sa longévité l'étonne — ne veut pas mourir séparé de Rome (MGH 145).

²⁰⁰ MGH 157.

²⁰¹ MGH 158-159, Hincmar cite un exemple intéressant. Alors qu'il va, en décembre 863, d'Auxerre vers la Loire, il est rejoint par un homme de l'oncle de Charles le Chauve, Rodolphe. L'homme informe Hincmar que Louis le Germanique a confié à Rodolphe un porteur de lettres venu de Rome avec des textes de Nicolas I^{er} ; Rodolphe est chargé de faire parvenir ce courrier à Charles le Chauve. Mais le messenger venu de Rome était accusé auprès du roi occidental de fraude sur les biens et trésors de son église ; il a préféré s'enfuir et on n'a plus eu de nouvelles ni de lui-même ni des lettres dont il était porteur.

de ceux qui contrôlent les passages alpins ; certes ces arguments vont dans le sens souhaité par Hincmar — Rome qui ne peut être correctement informée sans que de très graves difficultés en résultent dans les royaumes pour les évêques convoqués et les porteurs de lettres, ne doit intervenir que très exceptionnellement mais il est difficile d'échapper totalement à l'idée que la sécurité des communications était très relative et que nombre de documents ont dû disparaître de ce fait, sans parvenir jamais à leurs destinataires. Peut-être tenons-nous ici l'explication la plus vraisemblable des inlassables *répétitions* d'une lettre à l'autre, de la part du pape comme de l'archevêque.

Une fois de plus nous nous trouvons dans une sorte de pirandellisme historique, qu'explique assez la vie hasardeuse du monde carolingien. Vue de Reims, la lettre de 864 nous paraît excellente et dénuée des insolences qu'un dangereux esprit d'adulation à Rome a parfois conduit à y découvrir, sans tenir compte ni du temps, ni des circonstances. Elle a le même ton intransigeant et ferme que tous les textes que nous avons déjà étudiés ; elle définit des principes, même si l'échec est certain. Pour Hincmar et pour ses collègues, il est très dangereux — et la suite ne leur donnera pas tort — de voir Rome remettre en cause la législation qu'elle a, elle-même, imposée à l'Occident depuis Boniface ; très dangereux de la voir casser le jugement régulier et collectif de Rothade ; c'est donner une prime à la désobéissance aux canons ²⁰².

Nicolas I^{er}, quant à lui, ne pouvait lire cette missive sans une très vive irritation. Pris déjà dans les démêlés les plus délicats avec Byzance, accaparé par l'épineux problème du divorce lorrain, saisi de toutes parts de plaintes et d'appels, il a certainement, d'abord, été agacé par la longueur excessive du document. Mis en éveil par l'indiscipline des deux métropolitains lorrains, il n'a certainement pas pour cette caste

²⁰² MGH 154 : « Si uero sine ulla satisfactione tam diutini contemptus sacrorum canonum et sedis apostolicae decretorum ac suae metropolis priuilegii atque sinodali iudiciorum (c'est tout un : l'ordre dans l'Eglise), quibus nec oboedire nec se oboediturum de cetero profiteri uel subscribere uoluit et absque professione uel subscriptione suae correctionis et oboedientiae coram fratribus suis... mox uestrae *potestati* placuerit illum restituere... ». Hincmar considère comme très sérieuse toute désobéissance aux canons : cf. MGH 132, en 863. Toutes les monarchies médiévales ont tenté d'utiliser les révoltes et les appels des plus bas échelons de la hiérarchie contre les échelons intermédiaires entre les plus bas et elles. Ainsi de Rome, de la tentative de Conrad II au XI^e siècle, de Louis IX au XIII^e. Mais les conditions générales sont totalement différentes au IX^e et au XIII^e siècles. Au IX^e, dans une société en très difficile stabilisation, les cadres intermédiaires, laïques ou ecclésiastiques, aident, pourvu qu'ils soient fidèles au roi, à la consolidation sociale ; il en est de même dans la structure de l'Eglise. Au XIII^e siècle, souvent, pour les cadres laïques au moins, ils sont un frein à toute évolution ; ils sont devenus immobiles et abusifs. Nous n'écartons pas l'idée que la tentative de monarchisation de l'Eglise entamée par Nicolas I^{er} ait été un facteur de désordre pour le siècle suivant.

qui lui semble orgueilleuse²⁰³ et frondeuse de son autorité, la moindre sympathie ; la défense de l'échelon métropolitain a dû l'irriter beaucoup plus que le convaincre. Le refus enfin de coopérer à la recherche d'une solution *charitable* pour Rothade, comme il le demandait dans ses premières lettres à Hincmar, l'a évidemment d'autant plus décidé à faire acte d'autorité que les représentants de l'archevêque de Reims ne se sont jamais présentés à Rome malgré une longue attente.

Le rétablissement autoritaire de Rothade découlait de cette situation.

Avant d'en venir à un autre conflit beaucoup plus retentissant, où le roi Charles allait jouer un rôle qui ne le grandit pas, force est bien de souligner qu'Hincmar s'est incliné, comme il l'avait promis, devant la volonté pontificale. A l'opposé de la persistante révolte des métropolitains de Cologne et de Trèves, il a maintenu, et il devait maintenir par la suite, une intégrale soumission à Rome.

B) A propos des clercs d'Ebon :

L'affaire de Rothade avait mis en lumière des divergences d'interprétation sur des principes entre deux hommes également intransigeants. Celle des clercs d'Ebon fournit l'occasion d'une attaque générale, Charles en tête, contre le métropolitain qui dominait la Francie occidentale depuis près de vingt ans et l'occasion de réveiller des querelles que l'on croyait éteintes²⁰⁴. On se souvient²⁰⁵ qu'en 853 un important synode de cinq provinces réuni à Soissons avait tranché, non sans délibérations contestables²⁰⁶ mais selon une procédure canonique formellement irréprochable, le cas des clercs ordonnés par Ebon au moment de sa provisoire réinstallation sur le siège de Reims. Vulfade, l'un des clercs, malade, n'avait pas assisté au synode ; il avait seulement signé les divers actes de procédure du procès canonique. Les clercs ayant été destitués, Hincmar, à la demande du synode, leur avait rendu la communion que ce même synode leur avait enlevée. Les événements de 853, par eux-mêmes, comportaient déjà bien des ambiguïtés et pouvaient recevoir, sous des éclairages différents, des inter-

²⁰³ A lire, isolée de tout le contexte de l'œuvre d'Hincmar, la lettre que nous venons d'étudier, celle-ci dégage en effet une insupportable impression d'orgueil et parfois même de suffisance. Elle n'a plus du tout la même signification replacée dans l'ensemble des textes hincmariens. Nous le savons, Nicolas I^{er} ne pouvait le savoir, encore qu'il ait fini par changer d'attitude en face d'Hincmar.

²⁰⁴ Voir P. Zumthor, *Charles le Chauve*, op. cit., p. 172-173.

²⁰⁵ Chapitre I.

²⁰⁶ En particulier lorsque les évêques restaurateurs d'Ebon et présents au concile avaient, Hincmar ne présidant pas le concile, usé d'un argument d'autorité révoltant pour dissimuler leur propre probable culpabilité dans la restitution d'Ebon, celle-ci étant désormais considérée comme tout à fait irrégulière (voir ch. I).

prétations presque opposées. Ce qui n'allait pas manquer de se produire, dès que la position d'Hincmar semblerait moins solide. Mais surtout, dans la mesure où la pierre angulaire du procès des clercs avait été la double procédure de déposition et de restitution d'Ebon, réouvrir le débat sur les clercs conduirait inévitablement à réouvrir aussi le plus ancien. Toute la question de la légitimité des actes d'Hincmar se trouvant alors remise en cause, les amis de Gottschalk ne pouvaient manquer d'en tirer parti et les Lorrains d'exploiter plus ou moins discrètement la mésaventure du Rémois.

Rome n'avait pas pris de décision claire sur les actes de 853. La réponse de Léon IV aux demandes d'Hincmar sur ce point ne nous est parvenue que très fragmentairement²⁰⁷. Benoît III avait donné à Hincmar, non sans réserve²⁰⁸, l'approbation tant de fois souhaitée des décisions de 853.

A l'instigation de Rothade peut-être, de Charles probablement, Nicolas I^{er} reprend toute l'affaire en 865. En 866 il écrit à Hincmar. Il a fait rechercher dans les archives romaines²⁰⁹ la trace d'instructions éventuelles de Rome à Hincmar sur ces clercs ; il n'a rien trouvé²¹⁰. Le pape a relu les actes de 853. Il en a retiré la conclusion que les clercs ont été irrégulièrement privés de leur grade. Cependant, il ne

²⁰⁷ Amman, *L'époque carolingienne*, p. 287. Une autre lettre sur le même sujet, envoyée par le pape aux évêques de Francie occidentale, ne nous est pas parvenue : cf. MGH 194 ; il s'agit de celle où Léon IV convoquait Hincmar à un synode présidé par des légats pontificaux. Sur cette affaire : Amann, p. 287, 368, 388 sq.

²⁰⁸ Nous ne sommes pas d'accord avec Amann (note 3, p. 388) qui estime que la formule de Benoît III marquant quelque réserve : « si les choses sont ainsi que tu nous les a exposées... » n'est qu'une clause de style.

²⁰⁹ Celles-ci sont en grand désordre ; Nicolas I^{er} dit lui-même qu'il doit compter sur le hasard ou la providence pour y trouver ce qu'il cherche (Mansi XV, 738). Le pape fait, cependant, un effort considérable pour réorganiser ses archives. Il a demandé aux évêques de Francie occidentale de lui faire parvenir un dossier complet de copies de tous les textes concernant Ebon et Hincmar (Mansi XV, 742). De tels détails laissent à penser que dans nombre de cas Rome était conduite à juger sur les seuls témoignages oraux, non sur des dossiers complets. L'initiative du pape n'a pas été sans influencer Hincmar ; celui-ci a laissé des dossiers d'archives fort bien faits, qu'a utilisés Flodoard. Paléographiquement, la plupart de ces dossiers — dont nous parlerons ailleurs — se rattachent à la plus récente époque du pontificat hincmarien. Il serait intéressant d'étudier si, dans l'ensemble des métropoles et évêchés d'Occident, une orientation comparable vers la constitution d'archives locales ne découlerait pas de l'exemple romain.

²¹⁰ Sans aucun doute, Hincmar avait, à un moment quelconque, rappelé qu'il avait soumis à Léon IV pour lui demander conseil le cas des clercs (voir MGH 33). Nicolas répond vraisemblablement à cette information. Mais il peut aussi le faire, spontanément, parce qu'il lui paraît inconcevable — tant le progrès de la centralisation romaine est rapide — qu'une décision aussi grave que la déposition des clercs ait été prise sans un ordre romain.

met personne en accusation et ne veut pas les restaurer indûment ²¹¹. Il demande un nouvel examen de toute l'affaire. Si la conscience d'Hincmar lui interdit de procéder, seul, à la restitution des clercs, que Rémi de Lyon, Adon de Vienne et Wenilon de Rouen se rendent à Soissons pour en juger avec les autres évêques ²¹². Le pape, cette fois, se montre soucieux de respecter les formes ; sa décision n'en est pas moins prise : s'il apparaît au synode que la cause des clercs est juste, il doit procéder sur le champ à leur réinstallation ; si des difficultés apparaissent, le procès sera repris à Rome. Aucune excuse, aucun retard, ne seront admis. Les actes intégraux du synode devront, en tout cas, être envoyés à Rome ²¹³. Hincmar, dit le pape, a là une belle occasion de faire briller sa charité ²¹⁴. La lettre montre le chemin parcouru depuis deux ans par la réflexion papale. Il n'est plus question de procéder par décision autoritaire comme dans le cas de Rothade ; les prérogatives locales sont sauvegardées, mais le pape n'en impose pas moins l'orientation qu'il croit juste.

Nicolas I^{er} a fait suivre sa lettre à Hincmar d'une autre, où il rappelle ses intentions, à Erard de Tours ²¹⁵.

Une missive de Charles le Chauve au pape ²¹⁶ montre quel est le climat quelques semaines avant le synode. Le roi a fait, comme le pape le lui demandait, pression sur Hincmar ; il n'affiche qu'une relative confiance dans les bonnes paroles et les dispositions aimables du prélat ²¹⁷. Pour ne pas subir l'influence du Rémois (!), Charles s'est

²¹¹ Mansi XV, 705 : « Uerum nos nec hos interim iustificamus, nec hoc quemlibet condemnamus, nec facile uocem istorum spernimus, nec reuerentiam tuam improuide reprehendimus... ».

²¹² Mansi XV, 705 : « Iam uero si flecti ad hoc te munda conscientia non permittit... ». Cette phrase n'a rien, nous semble-t-il, ni d'ironique, ni de comminatoire. Elle montre que, depuis 865, passée la colère, Nicolas a réfléchi au sens de la longue missive que lui a envoyée Hincmar en 864. Il comprend que l'archevêque hésite à effectuer *seul* la restitution qu'il souhaite : « ... si restitutione praefatorum consentire solius tuae auctoritatis causa ueris... », Mansi XV, 707.

²¹³ Mansi XV, 707.

²¹⁴ C'est toucher le point sensible ; face aux exigences des canons, Hincmar n'est pas charitable.

²¹⁵ Mansi XV, 710-712. La question des relations de Tours et des évêchés bretons devant venir devant le synode, il est normal que Nicolas I^{er} écrive à l'archevêque, auquel il n'avait tout d'abord pas songé. La lettre répète les propositions faites à Hincmar ; il semble au pape que la conscience du métropolitain pourrait et devrait lui dicter la restauration pure et simple. Mais il conçoit que des scrupules l'en empêchent. Dans ce cas, le synode devra les restituer. Nicolas annonce l'envoi de lettres similaires aux provinces concernées et précise que Rémi de Lyon a la responsabilité de convoquer le synode.

²¹⁶ Mansi XV, 707-709.

²¹⁷ Mansi XV, 708 : « ...dulcibus... uerbis... quid tamen sub melle lateat adhuc ignoramus ». La perfidie est d'autant plus forte que le roi déclare que tout le monde d'autre part, est unanime à vouloir restaurer les clercs !

efforcé de le voir le moins possible... L'objet réel de la lettre royale n'est pas là. Rodolphe de Bourges vient de mourir. Tout le monde désigne Vulfade, l'une des clercs en cause, comme le meilleur successeur²¹⁸ ; s'il n'était disponible, dit-on au roi, il faudrait aller le chercher dans un autre royaume. Charles a besoin de placer auprès de son très jeune fils Charles un conseiller en qui il ait confiance : Vulfade est l'homme rêvé. Le roi demande donc que le sacre épiscopal de Vulfade ait lieu dès que le synode aura pris fin²¹⁹.

Hincmar a exécuté les ordres pontificaux ; nous gardons mention d'une lettre à Rémi de Lyon invitant celui-ci et ses évêques au synode ordonné par le pape²²⁰.

Le synode s'ouvre à Soissons le 18 août 866²²¹ ; sept²²² archevêques et vingt-huit²²³ évêques y siègent en présence du roi. Hincmar a préparé quatre mémoires destinés à être lus devant le synode²²⁴. Ce sont quatre exposés fort clairs et remarquablement argumentés. Ce ne sont pas, cette fois, directement des textes de procédure : Hincmar n'est ni accusé ni accusateur.

Le premier²²⁵ parle cependant — incorrigible Hincmar — de la procédure en cours. Il a reçu, comme chacun, des instructions auxquelles il ne songe nullement à s'opposer. Il accepterait volontiers, si le synode le juge utile, l'envoi au pape des documents qu'il présente²²⁶. La

²¹⁸ Il a tout de même été expulsé du siège de Langres en 857 pour son installation non canonique dans cette ville dont l'évêque venait de mourir !

²¹⁹ Mansi XV, 708. Au fond, tout le problème est là pour Charles. Son hostilité à Hincmar, des mois durant, provient de l'hostilité supposée de ce dernier à Vulfade. Pour imposer l'homme qu'il a choisi, le roi n'hésite pas à réouvrir tout le dossier de 853 et, bien plus encore, celui de l'installation d'Hincmar à Reims ; nous avons déjà eu l'occasion de traiter de cet aspect du problème (ch. I).

²²⁰ Schrörs, *Regesta* n° 191. Lettre dont la mention est oubliée dans l'édition des *Monumenta*.

²²¹ Il convient de noter la fréquence des réunions à Soissons sous Charles le Chauve. Sans doute les bâtiments disponibles étaient-ils commodes.

²²² A ceux qu'avait prévus Nicolas I^{er} sont venus s'ajouter Frotaire de Bordeaux, pour des raisons qui nous échappent, et Erard de Tours (dont la métropole était représentée au synode de 853) ainsi qu'Egilon de Sens (Sens était aussi représentée en 853) ; on peut penser qu'Hincmar a voulu reconstituer ainsi le tribunal de 853. Liutbert de Mayence est aussi associé aux travaux du concile à la demande de Charles le Chauve qui avait sollicité l'octroi du pallium pour lui (Mansi XV, 728).

²²³ Dont Rothade de Soissons.

²²⁴ Ils nous ont été conservés par le très important manuscrit Laon 407. Les textes se trouvent MGH 173-187.

²²⁵ MGH 174-177.

²²⁶ MGH 174. La formulation est maladroite. Elle prête le flanc à l'accusation de suffisance : « Et si hanc, quae sequitur, breuem responsionem, quantum ex me est, ad apostolica scripta uideritis uobis sufficere, non ingratum forte habebitur quod uel rem pertinentia succinctissime refero ».

situation n'en est pas moins paradoxale. Lui, archevêque de Reims, doit, d'ordre de Rome, se justifier devant ses collègues, alors qu'un privilège romain, accordé par Benoît III et confirmé par son successeur ²²⁷ met Reims hors de tout autre jugement que romain ; qu'importe : Hincmar ne signale ce fait que pour éviter au synode de tomber sous le coup de l'anathème qui menace les violateurs du privilège rémois. Vulfade et ses frères, au demeurant, n'ont pas été jugés par lui ²²⁸, ni par la province de Reims, mais par un synode de cinq provinces. Le pape a ordonné de réouvrir cette affaire et institué un nouveau tribunal ²²⁹. Si on découvre de bonnes raisons canoniques de modifier la sentence ²³⁰, Hincmar apporte son consentement ²³¹. Il convient du moins que ce que l'on va décider ait une totale cohérence et soit inattaquable à l'avenir ²³². Hincmar prend d'autant plus volontiers cette position conciliante que, dit-il, il a déploré plus que quiconque la sanction de 853 ²³³ ; pourtant, il n'a pas cru pouvoir se permettre alors de passer outre à un jugement synodal ²³⁴. De même respectera-t-il scrupuleusement celui qui, éventuellement, déferait ce qu'a fait le premier ²³⁵. Soumission est donc

²²⁷ MGH 175 : Hincmar tient à déposer devant ses collègues, sceaux intacts et texte correct : « ... uelut hic potestis retexere et sigilla eorum salua ac incorruptas scripturas atque subscriptiones ualeitis inspicere ».

²²⁸ MGH 175 : « Non iudicaui... nec etiam cum iudicibus eorum subscripsi », va répéter inlassablement Hincmar. En octobre 867, il rappelle qu'il a présenté le texte du jugement de 853 aux évêques du synode de 866 « ... cum subscriptionibus episcoporum qui eis subscripserunt, sine mea subscriptione... », MGH 219.

²²⁹ MGH 175.

²³⁰ MGH 177 : « Si a uobis fienda canonice inuenta et patrata fuerit ». C'est d'ailleurs ce que le pape lui-même a recommandé dans la lettre de convocation au concile que cite Hincmar : « quae statuta (de praefatis uiris) uiolanda non ducat, nisi forsan sacris legibus inueniantur aduersa » ; la thèse pontificale est inverse de celle d'Hincmar (la dégradation a été illégale, d'où l'inversion du raisonnement, mais les attendus sont les mêmes).

²³¹ MGH 175. Par désir de concorde et de paix, Hincmar veut collaborer à cette recherche commune. Qu'on le sache bien, il ne veut résister ni au pape, ni à ses collègues (MGH 177). La rédaction des Annales (Grat, p. 128) le montre moins souple et moins bien disposé à l'égard de Vulfade surtout.

²³² MGH 177 : « necesse est ut ea hinc decernatis ne aut in questionem reueniant aut occasio exinde alicuius praesumptionis exurgat aut illa dissoluere temporibus nostris uel successorum nostrorum oporteat... ». En effet, comme l'a écrit le pape Symmaque : « non potest ex parte firmum esse quod generalitatis tangit iniuriam... ».

²³³ MGH 175 : « quorum salubrem ac regularem statum et cupiui et cupio et quaesiui et quaeso et de quorum deiectione dolui satis et doleo, quia nemo maius dispendium de illorum deiectione habet quam ego ».

²³⁴ MGH 176. L'argument est difficilement acceptable même en droit : de quoi les clercs étaient-ils coupables, même si Ebon l'était ? On en revient à la séance où, par un tour de passe-passe inadmissible, les évêques avaient éludé la vraie question : si les clercs croyaient en la légitimité de la réinstallation d'Ebon, ils étaient irréprochables et leur ordination valable. Une fois encore, le formalisme juridique masque l'essentiel à Hincmar.

²³⁵ MGH 177.

annoncée à la procédure voulue par le pape et à son résultat, mais aussi aux inévitables canons : Hincmar est fidèle à toutes ses positions.

Le deuxième texte ²³⁶ concerne Ebon. Les clercs ont insisté dans leur lettre d'appel au pape sur la légitimité de leur ordination par Ebon ²³⁷ au moins autant que sur l'iniquité de la sentence de 853. Il faut donc bien revenir sur l'ensemble de l'affaire. Le prédécesseur d'Hincmar a, bien entendu, été légitimement privé de son siège ²³⁸ ; déposé, il a perdu la fonction épiscopale et pas seulement son siège ²³⁹ : même arbitrairement réinstallé, il ne pouvait plus ordonner de prêtres ²⁴⁰. A quoi bon revenir encore sur cette question ²⁴¹. Visiblement, l'archevêque redoute, à un moment où Charles se montre hostile, que son ordination soit remise en cause : il se défend d'avoir été en 845 « inuasor sedis » ²⁴². Il revient sur l'inattaquable régularité de son élection ²⁴³, sur les privilèges obtenus de Rome, qui constituent autant d'actes de reconnaissance de sa légitimité ²⁴⁴. Il place le respect de ses droits sous la sauvegarde de Rome.

Hincmar songe autant à se défendre — Nicolas I^{er} dira : à défendre ses privilèges — qu'à la cause en discussion. Le prélat demande à ses collègues de n'oublier aucun des éléments en jeu : le privilège de Reims, la légalité impeccable de la procédure de 853, mais annonce aussi, à nouveau, son intention de coopérer à la recherche et à la mise en œuvre d'une solution « à cette seule condition — mais je sais que vous y tendez vous-mêmes par la volonté et la réflexion — que demeure la

²³⁶ MGH 177-182.

²³⁷ MGH 191. Hincmar a même appris que Vulfade — qui ne l'a cependant jamais fait en sa présence — déclarait qu'Ebon avait été irrégulièrement destitué et très régulièrement réinstallé.

²³⁸ MGH 177-178. Une fois encore, Hincmar évite de parler des canons d'Afrique, la procédure étant déplaisante pour le pape, ou plutôt, Hincmar ne souhaitant pas que d'autres provinces transmosanes soient éventuellement saisies en appel par le pape de questions rémoises. Est-ce, dès lors, à Hincmar que revient l'initiative de la transformation des références canoniques que nous avons notées au chapitre I ?

²³⁹ MGH 177.

²⁴⁰ MGH 179. L'argumentation est, sur le fond, discutable. Elle est inopérante en l'espèce. Si les clercs ont cru ou pu croire à la validité de leur ordination, aucun reproche ne peut leur être fait.

²⁴¹ D'autant que cette cause est frappée par la prescription trentenaire que reconnaît l'Eglise : toujours le légalisme ! MGH 179 : « Sed et de eo omnem questionem secundum leges ecclesiasticas et mundanas quas probat ecclesia, qui damnatus fuit anno incarnationis dominicae DCCCXXXV indictione XIII... iam tricennale et amplius eo tempus excludit ».

²⁴² MGH 177.

²⁴³ MGH 180-181.

²⁴⁴ MGH 181 : pallium accordé par Léon IV ; privilège de Benoît III, confirmé par Nicolas I^{er}.

stabilité des règles et le privilège du siège apostolique, et que l'on cherche avant tout à éviter notre commun péril »²⁴⁵. Le texte suivant fournit la solution proposée par Hincmar et qu'allait adopter le synode, à la stupeur et à la colère du pape. C'est celle qu'il avait proposée pour Rothade, mais éclairée d'attendus nouveaux. Le jugement de 853 porté — par d'autres que lui, il le répète²⁴⁶ — contre les clercs est totalement régulier. Se déjuger reviendrait à violer les canons²⁴⁷, ce qui aurait les plus dramatiques conséquences : bien des prêtres, désormais, agiraient à leur guise²⁴⁸.

Mais il existe dans l'Eglise une voie qui n'est pas celle du droit mais de la miséricorde. Innocent I^{er}²⁴⁹ écrit que là où la première observation a été plus dure, la seconde, la miséricorde intervenant, doit être plus indulgente ; Léon le Grand²⁵⁰ ouvre la porte à la révision, dans certains cas, en fonction des nécessités. Hincmar, surtout, va fournir à ses collègues la référence qui leur permet d'admettre le point de vue du pape sans prendre la responsabilité de l'acte : le concile de Nicée a usé d'indulgence à l'égard des clercs ordonnés par Mélèce après sa condamnation²⁵¹. Si, sans toucher à ce qui a été très régulièrement décidé en 853, le pape modifie, par miséricorde et indulgence, la sentence antérieure, tout le monde pourra l'accepter²⁵². Hincmar, lui, ne fera nulle opposition. Administrateur dans l'âme, pasteur au contact d'une société difficile à moraliser, Hincmar a le souci de n'affaiblir aucune des règles sur lesquelles se fonde un difficile équilibre social. C'est donc à Rome — et à elle seule — comme dans le cas de Rothade mais avec des nuances de vocabulaire intéressantes puisqu'il n'est plus question d'arbitraire et de force, qu'il appartient de modifier la sentence

²⁴⁵ MGH 182 : « ...ea tamen condicione quod et uos uelle et studere cognosco, ut regularum status et sedis apostolicae priuilegium maneat et commune periculum nostrum uitari praeualeat ».

²⁴⁶ MGH 183 : « Ubi eos non iudicaui nec cum iudicibus eorum subscripsi ».

²⁴⁷ On en revient à l'idée que la stricte observance des canons ne laisse, au plan du droit, qu'une possibilité : la cassation pour vice de forme.

²⁴⁸ MGH 185 : en usurpant les ordres sacrés, en les recevant irrégulièrement, en les exerçant malgré un interdit. Dans de tels cas, tout l'ordre ecclésiastique serait mis en cause.

²⁴⁹ MGH 182 : Dionysio-Hadriana, canon 22 : « obseruatio prior durior posterior, interueniente misericordia, inclinatio est ».

²⁵⁰ MGH 182 : Dionysio-Hadriana, canon 14 : « quia sicut quaedam sunt quae nulla possint ratione conuelli, ita nonnulla sunt, aut pro consideratione aetatum aut pro necessitate rerum, oporteat temperari ».

²⁵¹ MGH 183 : Hincmar cite ici l'*Historia tripartita* de Cassiodore (cf. MGH 183, note 13).

²⁵² MGH 183 : « si illi placet... sententia de his fratribus propter misericordiam per indulgentiam immutetur... et aliter decretum confirmetur nobisque tenendum mandetur... et uestra fraternitas qui eosdem fratres iudicastis... consenserit atque decreuerit ».

en se gardant d'entraîner la désagrégation du corps canonique. Involontairement, c'est à peu près sûr, l'archevêque est dès lors conduit à reconnaître à Rome un pouvoir exceptionnel fondé sur sa primauté. Rien ne permet de dire qu'Hincmar accepte toutes les conséquences positives de la reconnaissance d'un tel « droit de grâce » au pape ; au contraire, il ne cesse de suggérer que celui-ci prend une lourde responsabilité morale en violant la lettre de textes dont il est le gardien. Dans les faits, pourtant, le rejet vers Rome de cette responsabilité constitue bien le fondement d'un droit exceptionnel et souverain à réformer tous les jugements. De toute façon, pour Hincmar, l'« échelon local » de l'Eglise que constitue une métropole ne peut se permettre de telles transgressions ; il lui revient de faire respecter rigoureusement le droit rassemblé et imposé par Rome.

Hincmar allait gâcher la forte impression produite sur son auditoire — la lettre synodale d'envoi des actes le prouve — par son quatrième texte ²⁵³. Le sérieux, le scrupuleux archevêque doit encore verser une pièce au dossier ; elle concerne Vulfade. Le siège de Charles le Chauve étant fait, la lecture est accueillie par des murmures et ne peut être poursuivie jusqu'au bout ²⁵⁴.

Nous en conservons, nous, la trace écrite. L'archevêque ne pouvait se taire ; muet, il trahissait son devoir et on le lui aurait reproché ; parlant, il a l'air de se poser en adversaire de Vulfade et on va l'accuser de rancune ²⁵⁵. Pour l'essentiel, Vulfade a suivi et doit suivre le sort de ses frères. Mais, dans son cas, l'ancienne occupation du siège vacant de Langres pose un problème supplémentaire ²⁵⁶. Il a, par sa faute, encouru une double sanction : la dégradation, selon le concile de Chalcédoine ²⁵⁷ et l'impossibilité, selon celui d'Antioche, de recevoir jamais un grade sacré ²⁵⁸. Privé de la communion, il a fait pénitence et on la lui a rendue. Il a alors signé un libelle, que l'archevêque présente au concile, par lequel il s'engageait, sous serment prêté par la Trinité, à n'aspirer plus jamais ni nulle part à un grade ecclésiastique et à n'avoir aucune attitude susceptible de troubler l'ordre et la paix sacerdotale ²⁵⁹ ;

²⁵³ MGH 185 à 187.

²⁵⁴ Le manuscrit Laon 407 (cf. MGH 185) signale que « quelques-uns étant scandalisés par elle, elle ne peut être entièrement lue ». (*Quibusdam scandalizantibus non est perlecta*).

²⁵⁵ MGH 185 : « Quod inuitus dico et suppressere in totum non audeo ne forte mihi ab his qui hoc sciunt imputetur quod calliditate aliquę occultauerim ueritatem... » ; MGH 187 : « Haec non per malitiam dicta, sed ne ut putarentur per uafriciam tacita, ad uestram notitiam necessarium duxi perducere ».

²⁵⁶ Il a, de plus, usé à son profit et à celui des siens des biens de cet évêché.

²⁵⁷ Canon 10, Dionysio-Hadriana, cité MGH 186.

²⁵⁸ Canon 4 paraphrasé, Dionysio-Hadriana, cité MGH 186.

²⁵⁹ MGH 186 : « In quo (libello) sub iureiurando per sanctam trinitatem unius deitatis professus est se numquam et nusquam ad sibi interdictam praesumptionem et ad graduum ecclesiasticorum administrationem ulterius adspiraturum neque aliam huiusmodi temeritatem qua pax ecclesiae ualeat perturbari et quies sacerdotalis possit inquietari, scienter uel libenter ulterius moliturum ».

ce libelle a été déposé par Vulfade en présence du roi, de Pardule de Laon, de Guntbert d'Evreux et d'Enée de Paris. Vulfade risque donc le parjure ²⁶⁰. On comprend la fureur de Charles ; mais aussi les prochaines réserves du pape sur Vulfade. Faut-il penser que l'archevêque cherche, en gênant l'accession de Vulfade à Bourges, à empêcher la promotion d'un rival, à ennuyer Charles, si peu loyal à son égard dans cette affaire ? Toute son attitude au concile et ensuite plaide contre cette interprétation. Il a, du reste, un autre moyen, canonique, de mettre des obstacles à l'élection de Vulfade : celui-ci appartient à la province de Reims ²⁶¹ et son métropolitain, obligatoirement consulté, peut refuser son accord ²⁶².

Les coévêques, les métropolitains présents ont adressé au pape, à l'occasion de l'envoi des actes, une lettre synodale ²⁶³. Hincmar, disent les rédacteurs, a tenu, avec attention et simplicité « à ajouter la présence de sa sainteté à notre unanimité » ²⁶⁴. Il est bien vrai qu'il ne pouvait, de sa seule autorité, casser les décisions unanimes d'un synode de cinq provinces, alors que lui-même n'avait ni suspendu, ni jugé, ni déposé les clercs, ni signé l'acte de dégradation avec leurs juges ²⁶⁵. Le synode, le dossier examiné, a reçu la proposition du pape. Il la lui retourne, favorablement appréciée, pour qu'il prenne, lui qui est plus éclairé que les évêques assemblés, la décision finale ²⁶⁶. Il faut bien admettre qu'une telle assemblée, capable de manifester son hostilité à la lecture du texte concernant Vulfade, ne s'est pas servilement alignée sur la position du Rémois, dont, d'ailleurs, les textes ne sont pas repris. Il existe, c'est sûr, un problème de l'autorité très exceptionnelle que devait avoir la personne d'Hincmar ; souvenons-nous que Charles a préféré le fuir avant le concile, de peur d'être influencé par lui ! Souvenons-

²⁶⁰ La question est effectivement grave s'il s'agit d'un serment prêté « per sacra ».

²⁶¹ MGH 185 : Vulfade a été tonsuré dans le diocèse de Reims. Il a été plusieurs années lecteur au cours des offices.

²⁶² Hincmar, mis plus tard, comme Rome, devant le fait accompli de l'installation à Bourges du nouveau protégé du roi, n'a usé d'aucun moyen d'y faire obstacle. Sans doute estime-t-il que les décisions du synode de 866 l'ont déchargé de toute responsabilité et que c'est, une fois encore, au pape qu'il appartient de prendre ses responsabilités. Dans les Annales, cependant, il ne cache pas sa façon de voir. Charles a agi en plein arbitraire « ante causae diffinitionem arbitrato suo », contre toutes les lois ecclésiastiques (Grat, p. 129) ; Vulfade a été « pro ordinatione episcopali maledictione indutus... » (p. 130). Dieu a manifesté son jugement : l'évêque consécrateur Adon de Limoges a été pris de fièvre au cours de la cérémonie et il est mort après (ibidem).

²⁶³ Mansi XV, 728 sq.

²⁶⁴ Mansi XV, 728 : « ...deute suae sanctitatis nostrae unanimitati exhibuit praesentiam ». Charles le Chauve, dans une lettre au pape (Mansi XV, 734-735) apporte un témoignage comparable : le prélat a été remarquable de sérieux, de douceur et d'obéissance aux ordres de Rome.

²⁶⁵ Mansi XV, 728 : c'est adopter totalement le point de vue du Rémois.

²⁶⁶ Mansi XV, 730 : proposition faite par Hincmar dans son troisième mémoire.

nous du retournement en sa faveur, au synode de Douzy de 860, des évêques méridionaux. Ce magnétisme personnel n'explique pas tout ; le reste de l'épiscopat n'était pas universellement composé de lâches ni de médiocres. Or, à aucun moment, en 866, au plus fort de la crise qui menace l'autorité et même la stabilité du métropolitain de Reims, alors que l'on sait que le pape lui est défavorable et le roi hostile²⁶⁷, aucun de ses collègues n'a, dans le royaume de Charles, ouvertement pris position contre lui. Il y a là, déjà, un indice de l'autorité de cet homme, trop peu soucieux des contingences pour plaire toujours, trop inflexible pour n'être pas redouté, trop intransigeant pour n'être pas détesté, mais qui a joui de l'incontestable respect de ses pairs. De plus, la solution qu'il a proposée convient probablement fort bien aux évêques alors en place et qui se soucient de ne pas laisser se développer jusqu'à un degré excessif l'intervention du pape dans leurs affaires.

Quelques textes d'Hincmar permettent d'achever de cerner les causes de son comportement. Il ne faut point chercher, dans la lettre envoyée le 1^{er} septembre 866 au pape, autre chose qu'un document de circonstance²⁶⁸. Le ton est respectueux, humble même. Que le pape n'accuse pas le métropolitain de désobéissance pour n'avoir pas osé restituer lui-même les clercs²⁶⁹. Certes le pape avait ordonné au synode d'opérer la restitution et la solution adoptée n'est pas conforme aux instructions reçues. Hincmar n'y insiste pas, bien entendu, mais il supplie Nicolas de lui faire tenir sa décision et il l'appliquera scrupuleusement²⁷⁰. Si le pape tend la main aux clercs, les évêques la tendront aussi²⁷¹ ; Hincmar, lui, s'en réjouira²⁷². Egilon de Sens, chargé de porter à Rome les actes du concile et la lettre synodale, transmettra aussi cette missive et sera le porte-parole d'Hincmar auprès du pape.

Les textes²⁷³ destinés à Egilon²⁷⁴ sont beaucoup plus importants.

Deux d'entre eux concernent le sort réservé à Gottschalk et l'enseignement du moine. Ils sont, l'un et l'autre, destinés à l'information

²⁶⁷ MGH 195 : « ...quia commotum dicitur habere suum animum erga me multis ad eum contra me scribentibus et mihi derogantibus... » ; c'est toujours la thèse du complot lorrain... MGH 196 : Hincmar sait que le pape est très irrité contre lui. MGH 195 : il a appris que Nicolas 1^{er} demandait au roi de ne pas protéger éternellement l'archevêque. La brouille avec Charles, ancienne en ses racines et durable en ses effets, sera analysée au chapitre IX.

²⁶⁸ Nous verrons pourquoi dans les textes adressés à Egilon.

²⁶⁹ MGH 188 : « Unde humiliter obsecro ne pro inoboedientia mihi reputatis quoniam eos non statim restitui ».

²⁷⁰ MGH 189.

²⁷¹ MGH 188.

²⁷² MGH 189 : « ...et statui eorum congaudeo ».

²⁷³ MGH 190-194 ; 194-196 et 196-201.

²⁷⁴ Métropolitain de Sens depuis un an, à ce moment.

d'Egilon et ne doivent être communiqués à personne²⁷⁵. Hincmar veut connaître la position de Rome sur ces points : Guntbert, moine d'Hautvillers, vient de s'enfuir porteur d'un appel de Gottschalk au pape²⁷⁶. Or l'archevêque a trouvé, dans l'Annale de 859, écrite par Prudence, un passage qui tendrait à prouver que Nicolas admet la « *gemina praedestinatio* »²⁷⁷. Egilon, avec beaucoup de discrétion pour éviter tout scandale si cette information est inexacte, devra cependant en informer le pape, afin de permettre à celui-ci, s'il le désire, de faire cesser cette rumeur²⁷⁸. Si, au contraire, Nicolas souhaite rouvrir le débat, qu'il le fasse ; Hincmar, lui, ne veut plus en entendre parler²⁷⁹. Un résumé de la doctrine du moine est joint, que l'archevêque a dicté très rapidement, juste avant le départ du messenger vers Egilon, après avoir reçu la nouvelle de la fuite de Guntbert²⁸⁰.

Le troisième texte adressé à Egilon est le plus intéressant. L'archevêque a constitué un véritable dossier de documents dont son collègue devrait avoir une connaissance parfaite²⁸¹ afin de pouvoir répondre à toutes les questions du pape mais aussi de démentir tous les bruits qui circulent à Rome²⁸². Un exemplaire de la lettre de

²⁷⁵ MGH 196 : « ... de aliis quae scribo mihi uerbis uobiscum conferre non licuit, quae puto, sed et ista quae secuntur, ut in talium manus non ueniant unde scandalum possit oriri ».

²⁷⁶ L'événement vient de se produire (MGH 194). Depuis le succès de Rothade, tous ceux qui ont à se plaindre d'Hincmar se précipitent à Rome.

²⁷⁷ Annales Bertiniani (Grat, p. 82), reproduite MGH 196.

²⁷⁸ MGH 196 : Hincmar n'a trouvé nulle part ailleurs mention de cette opinion du pape. Il faut donc l'en informer et s'informer auprès de lui de son fondement. Cette attitude nous semble fort correcte.

²⁷⁹ MGH 195. Les phrases d'Hincmar sont sévères pour une éventuelle adhésion de Nicolas à la doctrine de Gottschalk. Cette fois on peut aisément donner raison à Hincmar. Après des années de discussion et de lutte, un synode très général a, en 860, à Douzy, adopté une doctrine qui fait maintenant autorité et qui s'éloigne de la *gemina praedestinatio* d'Isidore et de l'enseignement de Gottschalk, pour se rapprocher de ceux du concile d'Orange et attribué à saint Célestin. Il est évidemment absurde qu'un homme seul, fût-il pape, puisse aller là contre !

²⁸⁰ MGH 201 : « *necessarium duxi accito notario uel haec parua et tumultuario sermone, quae mens ori suggessit emissa, uestrae sapientiae intimare* ».

²⁸¹ MGH 190 : « *Et necesse uobis erit, ut ipsa capitula bene cognita habeatis et memoria teneatis, quae sparsim in ipsis epistolis continentur* ».

²⁸² A lire Hincmar, on a le sentiment qu'un véritable « groupe de pression » lorrain s'emploie, dans l'entourage du pape, à le dénigrer ; il faut bien, dans cet esprit accoutumé à trouver l'explication du mal dans le diable, incarner les périls et trouver une cause à des reproches qu'il ne peut songer à expliquer par la seule réaction du pape. Encore une fois, son aveuglement en ce qui concerne l'impeccabilité de quiconque respecte le droit canon le conduit probablement à grossir sinon à inventer ce complot. Il n'en écrit pas moins : « ... ut si illi quos scitis, more suo, sua dicta inuoluere uoluerint, habeatis ueritatem quam illis respondere possitis » (MGH 190). Egilon doit être ferme : « *quia scitis quales sunt quidam* » (MGH 192).

Nicolas à Charles, que n'avait pas demandée Egilon, un de la lettre du pape à Hincmar, un de celles qu'il a adressée aux métropolitains avant le synode et un capitulaire résumant toutes les lettres envoyées par Rome à Hincmar²⁸³ sont joints.

Mais l'archevêque n'envoie pas les mémoires qu'il a présentés le 16 août²⁸⁴. Il n'est pas souhaitable, explique-t-il, que le pape prenne argument d'une divergence entre les membres du synode sur Vulfade pour différer la restitution de celui-ci ; il convient que le roi reçoive, sur ce point, satisfaction²⁸⁵. Hincmar dicte très précisément à Egilon sa conduite et ses paroles²⁸⁶. Après un large historique allant de la déposition d'Ebon au synode de 853²⁸⁷, non sans avoir fixé au passage l'interprétation de certains textes²⁸⁸, il recommande à Egilon de dire très fermement que « vous avez trouvé Ebon justement et très régulièrement déposé et irrégulièrement restitué » ; et les clercs justement jugés par le synode de cinq provinces²⁸⁹. Cependant, compte tenu des précédents canoniques cités par la lettre synodale de 866 et que rappelle Hincmar, les évêques réunis ont estimé possible la restitution des clercs par un acte de miséricorde papale²⁹⁰. Nul n'y mettra obstacle et l'on ne saurait mieux faire²⁹¹. Hincmar, lui, écrit au pape une lettre totalement conforme aux décisions du synode afin que nul texte venant

²⁸³ Ce texte a, semble-t-il, disparu.

²⁸⁴ MGH 190.

²⁸⁵ MGH 190 : « ... si ostensa fuerint apostolico aut romanis, ut aliquam dubitationem possint adferre domno apostolico, quasi contentiones inter nos fuerint in restitutione Uulfadi et una cum uestro missatico suspecta synodi et mea epistola fiat inde aliquod impedimentum et dilatio et ea quae senior noster cito optinere uult de ipso Uulfado ». L'argumentation d'Hincmar est, une fois de plus, ambiguë. Était-il nécessaire de rappeler que la sentence qui avait frappé Vulfade naguère devant le synode, pour n'en plus parler au pape ? Est-ce la position conciliante d'un homme qui cherche à ne pas nuire à Vulfade ? celle d'un avocat malheureux qui a vu son texte repoussé par le synode ? s'abrite-t-il derrière l'absence de lecture de ce texte comme excuse à sa concession ? Cherche-t-il avant tout à empêcher le pape de se mêler de trop près des affaires du royaume ? interprète-t-il alors le sentiment de ses collègues et du roi ?

²⁸⁶ MGH 192 : il s'aperçoit qu'il va bien loin dans cette voie. Qu'Egilon, dit-il, ne prenne pas ces recommandations pour l'affirmation d'une supériorité à son égard. Si l'archevêque de Reims se trouvait dans la position de messenger de celui de Sens, il aimerait recevoir des instructions très précises. Il n'en écrit pas moins : « uerba autem quae uos firma habere debitis... iste sunt » !

²⁸⁷ MGH 191-192.

²⁸⁸ MGH 192. Il estime que les privilèges de Benoît et de Nicolas ont ratifié à la fois la déposition d'Ebon et la déposition des clercs ordonnés par lui. Nicolas I^{er} est, on va le voir, à juste titre, d'un autre avis.

²⁸⁹ MGH 192.

²⁹⁰ MGH 192 : « per indulgentiam et auctoritatem ipsius... ».

²⁹¹ MGH 192.

de lui n'apparaisse contraire aux vœux des évêques et du roi²⁹². Il n'en pense pas moins ! Il n'a fait, en 853, comme aujourd'hui, aucun commentaire sur la sentence ; pourtant le pape ne peut procéder par une autre voie que de miséricorde, car la sentence de 853 a été reconnue par deux privilèges émanant de Rome. Comment pourrait-elle juridiquement délier ce qu'elle a lié²⁹³. Egilon doit attirer l'attention du pontife sur le fait que l'on murmure, en Francie, que l'instabilité de la première sentence conduit inévitablement à celle de la seconde²⁹⁴. Déjà la porte est ouverte à tous les abus, déjà les jugements des évêques et du pape sont déformés par la volonté du roi, par la haine, la cupidité ou la pusillanimité²⁹⁵. Hincmar, assez perfidement, suggère que le pape pourrait, lui aussi, connaître de désagréables surprises, lui qui a signé l'excommunication de Gunther²⁹⁶. L'attitude de Rome, que Nicolas ne l'oublie pas, influence celle de beaucoup d'hommes, plus enclins à pécher impunément qu'à observer volontairement une discipline quelconque²⁹⁷. Egilon reçoit mission de ne pas suivre le pape au cas où celui-ci voudrait ouvrir un débat sur la sentence de 853 ; le synode n'avait pas reçu mission de réexaminer celle-ci, mais de découvrir les voies ouvertes à la réintégration des clercs²⁹⁸. Les évêques rassemblés ont découvert un moyen d'effectuer celle-ci ; ils en font part au pape. En fait, conclut Hincmar, toute cette affaire n'aurait jamais été ravivée — elle ne concerne que neuf clercs — si Charles ne désirait faire de Vulfade un évêque²⁹⁹.

Cette fois, la méfiance d'Hincmar est en éveil à l'égard de Rome. Egilon devra veiller à ce que nul piège ne soit introduit dans les réponses du pape³⁰⁰. Qu'Egilon expose à Nicolas, qui a reproché à

²⁹² MGH 193 : « ...et nullum ego scriptum mittam nec aliud uos portatis nisi quod cum rege et cum episcopis nobis conuenit... ».

²⁹³ MGH 193 : « .. ut non nos sed ipsius auctoritas, si uolerit, soluat et inmutat suam sententiam quam ligauit et confirmauit ».

²⁹⁴ MGH 193.

²⁹⁵ MGH 193 : « ...quia nihil est firmum quod egimus, sed sicut uult rex et sicut nos aut odium mouet aut gratia aut cupiditas aut timiditas, ita et nostra et apostolicae sedis uadunt iudicia ».

²⁹⁶ A ce moment, l'affaire lorraine n'est pas terminée ; l'attitude de Charles, éloigné d'Hincmar, n'est pas totalement sûre.

²⁹⁷ MGH 193.

²⁹⁸ Une fois encore, Hincmar interprète à la lettre les instructions pontificales : MGH 193.

²⁹⁹ MGH 193 : « De quorum restitutione, si Uulfadus in causa non foret, satis ecclesia indurere potuisset qui intra canonicos et monachos urbanos et parrochianos una cum Uulfado non sunt amplius quam nouem ». Curieuse réaction en face de l'injustice commise, mais aussi indice qu'un sort non cruel avait été réservé aux clercs déposés.

³⁰⁰ MGH 193.

Hincmar une dureté de pharaon³⁰¹, que l'archevêque a toujours bien traité les clercs en question, avant et après le synode³⁰².

C'est un Hincmar moins sympathique qu'en d'autres occasions que nous découvrons ici. Jamais la marge n'est plus étroite que dans ce cas entre le calculateur fourbe et le prélat intransigeant. Les défauts d'Hincmar obscurcissent la logique et la fermeté de ses positions. Il ne veut pas céder à la pression royale ; il préfère abandonner toute responsabilité et même renoncer au bénéfice d'un beau geste à l'égard des clercs ; pour sauver l'autorité métropolitaine, il assure au pape d'exorbitants pouvoirs ; dans l'adversité, il se décharge sur autrui de ses responsabilités. Dans les trois cas, les failles du caractère sont apparentes. Elles ne sont pas évidentes. Contre Charles, contre Nicolas, il essaie de maintenir la légitimité intangible de son ordination, des privilèges obtenus de Rome, de la sentence de 853 — qu'il n'a peut-être pas totalement approuvée à l'époque. Il s'agit moins d'entêtement que d'empêcher la réouverture d'un débat vain et grave, qui risque, si sa propre légitimité est remise en cause, de ruiner tous les actes de son administration depuis 845. Charles, on l'a vu, en définitive, a été sensible à ce danger et a cherché à tourner la difficulté³⁰³ ; les clercs d'Ebon, eux, ont remis la question de la réinstallation de leur consécrateur en discussion, dès l'origine du nouveau débat ; Nicolas I^{er} a demandé un dossier complet ; c'est là le signe d'une possible révision arbitraire de tout ce qui a été fait depuis 845. Le débat est global et Hincmar n'y peut répondre que par une défense globale de ses droits, argumentée et étayée de garants inattaquables. Dès lors, formellement, il a raison et l'on ne peut toucher à l'un des éléments de cet explosif dossier sans tout remettre en cause. L'inflexibilité sur les principes rencontre évidemment l'intérêt personnel de l'archevêque ; elle ne peut dissimuler les faiblesses, les médiocrités de certaines réactions ; elle correspond à la seule attitude globale concevable, du point de vue rémois, *et une fois de plus les collègues d'Hincmar l'ont suivi*.

Une fois encore, à l'interprétation rémoise s'oppose celle du pape : les lettres qu'a écrites Nicolas I^{er} en réponse aux décisions de Soissons donnent la mesure de son irritation³⁰⁴.

³⁰¹ MGH 193.

³⁰² Il semble effectivement qu'au niveau matériel il en a été ainsi. Mais Hincmar ne s'est jamais préoccupé, dans ce cas plus que dans d'autres, des tourments moraux qu'avaient pu endurer ces clercs. Il est vrai que dans une perspective eschatologique, tout cela est de faible importance ! Au plan humain, Hincmar manifeste à plein un tempérament politique qui a traversé les siècles : périssent les hommes pourvu que les principes soient saufs.

³⁰³ Voir chapitre I.

³⁰⁴ Lettre aux évêques du synode, Mansi XV, 738 sq (décembre 866) ; lettre à Hincmar, Mansi XV, 745 sq. ; lettre à Charles le Chauve, Mansi XV, 753-754 ; lettre aux clercs, Mansi XV, 754-755.

Les évêques n'avaient pas à procéder comme ils l'ont fait mais seulement à restaurer les clerics, *puisque le jugement de 853 était injuste*. Le pape a retrouvé les actes de 853 ; ils sont bourrés d'irrégularités. Vulfade considéré comme présent et ayant signé était absent et malade³⁰⁵ ; Hincmar a joué tous les rôles, accusé, accusateur, juge, tour à tour³⁰⁶ ; les clerics, accusateurs au départ se sont retrouvés accusés. Il est inconcevable qu'ils n'aient pas fait immédiatement appel³⁰⁷. Hincmar prétend que Rome a approuvé les actes de 853. C'est faux. Léon IV lui a demandé l'envoi d'actes du synode, rédigés par d'autres que lui, il ne les a jamais obtenus. Léon IV est mort sans avoir pu donner suite³⁰⁸. Benoît III, circonvenu par le Rémois, a admis de lui faire parvenir un privilège, mais il a fait expresse réserve des droits du siège de Rome. Sur l'affaire des clerics, il a également été très prudent, n'accordant son approbation que si les choses se sont bien passées comme le dit Hincmar³⁰⁹. Loin de tenir compte de cette restriction, Hincmar a mêlé, qu'ils aient ou non été approuvés par Rome, tous les textes selon ses intérêts³¹⁰. Il n'a cessé d'importuner le prédécesseur de l'actuel pape de réclamations contre les appels que multipliaient les clerics déposés³¹¹.

Puisque les évêques ont pris position, le pape prend ses responsabilités. Nul ne porte d'accusation contre les clerics³¹² et les évêques

³⁰⁵ L'information a été fournie au pape par une lettre de Charles le Chauve (PL 124, 874). Elle n'est que partiellement exacte (voir chapitre I).

³⁰⁶ On retrouve là les formules de Rothade. L'accusation n'est pas fondée.

³⁰⁷ Mansi XV, 739. En fait, on s'en souvient, Hincmar leur avait proposé d'adopter la procédure des juges élus prévue par les canons africains et qui n'autorise pas l'appel. Ils avaient accepté. En 866, personne ne veut se souvenir de ce « détail », surtout pas Nicolas I^{er}.

³⁰⁸ Mansi XV, 739.

³⁰⁹ Mansi XV, 741 : « Si ita est nostroke ut scriptis praesulati intimasti... ». Nicolas accuse même Hincmar d'avoir fait gratter des mots. Ce qui est inexact. En fait, le pape ne peut l'ignorer — et il cherche lui aussi par une argumentation captieuse à éviter le reproche — que Benoît III, *en possession des actes*, n'a pas jugé utile de réouvrir ce débat. Sur ce point, la position romaine est très faible et il est normal qu'Hincmar fasse du privilège de Benoît III la pièce maîtresse de sa propre argumentation.

³¹⁰ Mansi XV, 741.

³¹¹ Voici un point sur lequel nous n'avons pu trouver aucune trace de l'affirmation du pape. Celle-ci s'oppose totalement à la thèse d'Hincmar selon laquelle l'affaire n'a été réouverte qu'à cause de la faveur dont jouit Vulfade auprès de Charles. Une fois encore, la position pontificale nous paraît faible. Rome, en la personne de Nicolas I^{er} avait, à nouveau, confirmé les décisions de Benoît III en faveur d'Hincmar (Amann, p. 388) ; comment le scrupuleux Nicolas aurait-il pris une telle position en faveur d'un prélat aussi notoirement insupportable à son prédécesseur qu'il essaie de l'insinuer en 866 ?

³¹² Mansi XV, 742. En l'absence des quatre textes d'Hincmar, le pape a en effet quelques raisons de penser que la volte face est scandaleuse et qu'elle couvre un complot des évêques pour éviter l'examen au fond d'une affaire dont ils ne sont pas très fiers.

ont eux-mêmes suggéré au pape leur réintégration ; celle-ci est juste, il l'ordonne ³¹³. Si, sous un an, aucune réclamation n'intervient contre les clercs ³¹⁴, la réintégration prendra son plein effet.

Pourtant Nicolas n'est pas satisfait ; il avait demandé un dossier, chronologiquement classé, sur Ebon : où est celui-ci ³¹⁵ ? L'examen, au fond, de la validité de la déposition d'Ebon devait avoir lieu : on n'en a rien fait. Les évêques réunis à Soissons ont donc lamentablement failli à leur tâche. De plus, il chantent les vertus d'Hincmar, sur lequel il y a beaucoup à dire ³¹⁶. Ils ont même, ce qui est encore plus grave, prêté la main à la promotion d'un de ces clercs que le pape avait interdite au roi ³¹⁷ ; il convenait au moins de consulter Rome ³¹⁸.

C) Point culminant de la tension : 866-867 :

De son côté, Hincmar n'est évidemment pas ménagé ! Jamais lettre plus désagréable et plus brutale n'a dû lui parvenir. Son attitude, dit le pape, a été d'un bout à l'autre désastreuse, à l'exception peut-être de la soudaine miséricorde dont il a fait preuve à Soissons ³¹⁹. Nicolas I^{er} reprend consciencieusement l'analyse des irrégularités commises en 853 : s'il voulait les relever toutes, le parchemin lui manquerait plus vite que les mots ³²⁰. Après ce pseudo-jugement, Hincmar n'a cessé de s'opposer aux appels en révision des clercs ; Léon IV, las de son attitude

³¹³ Mansi XV, 743. Les clercs n'ont fait montre que d'obéissance et d'humilité (Mansi XV, 745).

³¹⁴ C'est évidemment un délai inadmissible pour le roi soucieux d'imposer Vulfade à Bourges.

³¹⁵ Mansi XV, 744. Le pape ne cache pas son opinion sur le caractère au moins contestable de la déposition. Il justifie, de manière très intéressante la mesure prise par Serge II contre Ebon en exposant que, conformément au canon 5 de Nicée, le pape n'avait pas voulu recevoir dans sa communion un clerc déposé par d'autres évêques, tant que le procès ne serait pas achevé. Le pape de l'époque était d'autant plus tenu à la réserve en face d'Ebon que celui-ci cherchait visiblement à opposer l'évêque de Rome aux autres.

³¹⁶ En l'absence d'informations très complètes, le pape accuse l'archevêque d'avoir suspendu les clercs, refusé leur restitution, arrêté leurs appels à Rome (Mansi XV, 743). Les choses sont moins linéairement évidentes et Hincmar s'est strictement conformé aux conseils des uns et aux décisions des autres. S'il a montré peu de charité à l'égard des clercs, du moins au plan de l'injustice commise, il n'est pas, nous l'avons vu, l'auteur de cette injustice. Une fois encore l'éloignement joue un rôle déformant très grave dans les interprétations respectives de l'attitude du pape par l'évêque et du prélat par le pontife.

³¹⁷ Mansi XV, 709 en août 866 : « ...uos ad iustam deiectorum reuelationem inuitauimus, non ad immaturam erectionem eorum prouide prouocauimus... ».

³¹⁸ Mansi XV, 744.

³¹⁹ Mansi XV, 745.

³²⁰ Mansi XV, 746. Suit une liste fort complète des fautes relevées.

se préparait à réouvrir le procès lorsqu'il est mort ³²¹. Benoît a cédé aux pressions du prélat ; mais ce dernier, chaque fois qu'il a fait usage du privilège accordé en a déformé ou tronqué le texte ; il en a même fait gratter des passages ³²².

Nicolas s'est abstenu d'accuser l'archevêque de faux et usage de faux par esprit de modération ; il maintient qu'il a tronqué le privilège de Benoît III ³²³ et qu'il en a fait disparaître le passage suspensif de l'approbation des décisions de 853. Hincmar, dit le pape, aurait même tenté de s'abriter derrière le privilège extorqué pour échapper aussi à la juridiction de Rome ³²⁴ ; le pape voit là une preuve que le prélat n'a recherché ce texte que pour rendre irréformable, même par Rome, l'injustice commise à l'égard des clercs ³²⁵. Qu'Hincmar ne nie pas être seul responsable ; les clercs n'ont cessé de le désigner comme l'auteur unique de leurs malheurs ; son acharnement, grâce aux privilèges, à empêcher la révision de leur procès, trahit son attitude ³²⁶.

³²¹ Mansi XV, 754. Nous apprenons au passage bien des détails que cette lettre est seule à nous apporter et qui, s'ils sont exacts, ne plaident pas en faveur d'Hincmar, c'est un fait.

³²² Rien ne permet de donner raison à Nicolas I^{er}. Et Hincmar va relever avec vivacité ces accusations injustes. Au folio 105 R du manuscrit Laon 407, de la main d'Hincmar selon toute vraisemblance, la copie de la lettre du pape est précédée de la mention : « Haec epistola aliter ueritatem interpretatur quam ueritas ipsa se habet ». Un constant quiproquo, une fois encore, est à relever : le pape parle d'une lettre synodale où il est dit qu'Ebon n'a été déposé qu'à cause de la défaveur de l'empereur : la mémoire du pape est infidèle : c'est Charles le Chauve qui a parlé de cela au pape. Si bien qu'Hincmar n'a d'autre hypothèse à formuler, devant l'affirmation du pontife que de penser à une falsification de la lettre synodale par le porteur (MS Laon 407, 114 R : « portitor falsauit epistolam synodi et ideo Nicolaus ista respondit »). Est-il besoin de souligner, une fois encore, combien, dans de pareilles conditions d'information et d'échange de correspondance, les risques de malentendus graves étaient énormes.

³²³ Le privilège est un peu comme l'Arlésienne : on en parle sans le voir jamais. Hincmar, sollicité de l'envoyer à Rome en 863 — il nous le dit en 867, dans une lettre à Nicolas où il cite un extrait de sa lettre, perdue, de 863 — a préféré ne pas se dessaisir de l'original. Il a envoyé une copie et a prié le pape de confronter celle-ci à l'exemplaire qui figure inévitablement dans les archives romaines (MGH 121-122). En 866, Nicolas I^{er} a retrouvé le double. L'accusation de falsification n'est pas fondée. Le pape a seulement pu imaginer, par les conséquences qu'ont tirées les évêques réunis à Soissons des informations données par Hincmar à ce sujet, que l'archevêque avait présenté un document falsifié.

³²⁴ Mansi XV, 748. Cette accusation est totalement dénuée de fondement. Bien sûr le pape n'a pas en mains les textes d'Hincmar qui règlent cette question et qu'a entendus le synode.

³²⁵ Nous savons, nous, que c'est par crainte des prétentions de Trèves, qu'Hincmar a tellement insisté pour obtenir ce privilège. L'opposition à la thèse globale d'Hincmar est donc absolue. Le pape est incontestablement injuste dans ce cas et ne devait pas, mieux informé, tarder à revenir sur ses préventions ; il est encore sous le coup des conversations avec Rothade et des lettres de Charles le Chauve.

³²⁶ Mansi XV, 750. L'argument est bon et Hincmar y prête évidemment le flanc. Reste à savoir si c'est Hincmar ou le métropolitain de Reims qui recherchait

Lorsque le pape a eu connaissance de l'appel des clercs, il n'a pu y rester insensible ; il a recherché la meilleure procédure de révision. Et voilà que le synode lui écrit maintenant qu'ils sont dignes de leur grâce : « nous ignorons comment pourraient être innocents, en droit, ceux qui les ont déposés, si est reconnue, avec l'approbation de tous, l'innocence de ceux que l'on a jadis déposés ³²⁷ » — Hincmar n'a jamais rien fait pour leur venir en aide, par sécheresse de cœur et interprétation erronée des canons ; Nicolas I^{er} a mis le doigt sur le reproche qui peut le plus justement être fait à Hincmar, celui de formalisme juridique³²⁸ : Hincmar songe plus à défendre les privilèges de son siège qu'à se montrer humain et charitable ³²⁹. La même sécheresse est d'ailleurs reprochée au synode, qui n'a pas trouvé un mot à dire sur l'injustice de la déposition d'Ebon³³⁰. Comment Hincmar a-t-il pu se taire, lui aussi³³¹,

la confirmation d'une décision qui n'apportait aucun avantage à Hincmar mais que devait obligatoirement rechercher le métropolitain. Mais Nicolas reprend l'avantage lorsqu'il accuse Hincmar d'indécence ; il proclame aujourd'hui avoir toujours voulu agir en leur faveur ; où sont les traces de ses démarches (Mansi XV, 750). Lorsqu'il s'indigne que, dans la lettre synodale, on n'ait pas trouvé un mot pour déplorer l'injustice commise à leur égard (Mansi XV, 751), il est moins heureux ; c'est ne pas avoir compris la teneur même du raisonnement présenté.

³²⁷ Mansi XV, 750 : « Ergo si innoxii sunt illi quondam depositi ab unanimitate omnium approbati, qui deposuerant quomodo sint innoxii iure nescimus ». Certes, l'argument est très fort ; il vient inévitablement s'opposer, la détruisant, à la défense globale que fait Hincmar des décisions de 853. Nous avions signalé (chapitre I) que la manœuvre des évêques, en 853, ne pouvait, tôt ou tard, qu'aboutir à une telle remise en question. Et sur ce point, Hincmar est très attaquant ; il a toléré l'injustice de la procédure de 853, parce qu'elle aboutissait à empêcher la réouverture du difficile débat sur Ebon. En 866, le pape a vu la faille.

³²⁸ Mansi XV, 751 : « Uerum si ita sacros canones intellexisti cum illos iudicasti, saltem hoc ipsum diceres et quod hinc nos censuissimus utpote maioris auctoritatis, amplecti contenderes ». L'attaque reprend quelques lignes plus loin à propos d'Ebon.

³²⁹ Mansi XV, 752. Ici le pape franchit à nouveau la limite du discutable. Le formalisme d'Hincmar porte *globalement* sur le maintien de tout ce qui s'est passé depuis son arrivée à Reims, et qu'il a cherché à faire garantir par Rome, non point sur les seuls privilèges, obtenus pour sa métropole d'ailleurs et non pour lui-même.

³³⁰ Mansi XV, 751 : « Per talem confessionem quam Ebo fecisse praetenditur nemo canonicae damnationi subicitur ». Il est permis de douter que le grand pape soit ici tout à fait serein et impartial : on trouve dans sa propre correspondance orientale (Mansi XV, 194) un exemple strictement comparable à celui d'Ebon, d'évêque déposé à la suite d'une confession. De plus, rien de ce que nous avons pu découvrir sur Ebon lui-même, sur son attitude ou son procès, ne justifie l'indulgence de Nicolas I^{er}. Sur les hommes il s'est souvent trompé, qu'il s'agisse de Rothade, d'Ebon, d'Hincmar lui-même ou de certains orientaux.

³³¹ Mansi XV, 751 : « Quod si tu taces, non silere possumus ». Le pape, informé par la seule lettre de Charles le Chauve, juge ici en historien fort éloigné des mobiles, des causes et des dessous mouvants d'une pareille affaire. Il n'est pas en mesure de comprendre ce que fut la situation de l'empire en 830-835. Il n'est que de rapprocher ce passage, écrit avec la sérénité d'une bonne conscience, du récit fait par Hincmar, en 866, de la déposition de Louis le Pieux (MGH 179-180). drame toujours présent à plus d'un esprit, pour mesurer la différence des points de vue entre un témoin et celui qui n'a qu'une connaissance indirecte et tardive des faits.

alors que le synode se déshonorait sur ce point ? Hincmar a annoncé l'envoi d'une lettre ; le pape ne l'a pas reçue. Pourquoi d'ailleurs une simple lettre pour la restitution des clercs, alors que l'archevêque a écrit des volumes pour assurer la stabilité de la sentence de 853³³². Gonflé peut-être d'une vaine gloire, l'archevêque, a-t-on dit au pape, se servirait fort irrégulièrement du pallium qui lui a été concédé³³³. Le pape ne veut pas tirer parti contre Hincmar de tous ces griefs³³⁴ ; il a voulu, par charité, l'avertir rudement. Il lui laisse un an pour reconnaître les torts qu'il a eus à l'égard des clercs³³⁵.

A Charles, le pape expose qu'Hincmar a caché une partie des textes³³⁶ et présenté faussement l'attitude de Rome, en prétendant qu'elle pouvait se contredire et acceptait de contrevenir aux canons³³⁷.

Il était urgent, dans ce long et rude débat, qu'Hincmar renversât à son profit une situation dangereuse. Six mois plus tard³³⁸, sa lettre au pape est probablement l'une des meilleures qu'il ait écrites. Elle devait conduire Nicolas à modifier son jugement et c'est justice. Elle est suivie d'une seconde en octobre³³⁹, étroitement apparentée à la première. Hincmar a reproduit de très longs passages de la première dans la seconde, comme s'il avait peur que la première ne soit pas parvenue à Rome. Une troisième missive, en novembre, est adressée au Bibliothécaire Anastase³⁴⁰.

³³² Mansi XV, 752.

³³³ Mansi XV, 753.

³³⁴ Mansi XV, 751 : « Nam et Ebonis causa et istorum clericorum negotium, quae prima transierunt, ut tibi cautelam non discrimen tribuant anhelamus » ; de fait, la lettre aux clercs (Mansi XV, 755) leur demande d'oublier le passé et de manifester respect et obéissance à Hincmar. Les clercs manifestent un total esprit de soumission et de respect à Hincmar dans la lettre qu'ils envoient au pape, en réponse à la sienne (Mansi XV, 785-786).

³³⁵ Mansi XV, 752.

³³⁶ Mansi XV, 753.

³³⁷ Une fois de plus, l'absence des textes présentés par Hincmar au synode se fait sentir. Leur lecture par le pape aurait conduit celui-ci au moins à nuancer son jugement.

³³⁸ Il n'a reçu qu'en mai 867, à Samoussy, la lettre du 6 décembre 866 qui lui était destinée. Il répond en juillet, une première fois : MGH 205-207.

³³⁹ MGH 217-223.

³⁴⁰ MGH 223-225. Sur cet étonnant personnage : Amann, p. 289 et 397 sq. Comme le rappelle Congar (*Ecclésiologie du Haut Moyen Âge*, op. cit., p. 206), Anastase a rédigé une part importante de la correspondance de Nicolas I^{er}. On peut penser cependant qu'il s'agit plutôt de la correspondance orientale. Peu importe ; au moment du danger, Hincmar retrouve le réflexe de ses débuts : il s'adresse à un membre influent de l'entourage. Hincmar lui écrit en novembre 867, en 868 (Schrörs 223) et en 871 (Schrörs 316) ; le Bibliothécaire exerce encore une forte influence sur Adrien II.

Hincmar — c'est exact — n'a eu connaissance qu'avec six mois de retard de la lettre du pape, et aussi de celle qui était destinée aux évêques. Il n'a pu, accaparé comme tous ses collègues après la conférence de Metz ³⁴¹ par la préparation d'une campagne militaire contre les Bretons et les Normands ³⁴², trouver jusqu'à présent — début juillet — le temps de répondre. Et il redoute de laisser s'écouler le délai d'un an que le pape lui a accordé ³⁴³. Seul le poids de ses péchés peut lui avoir mérité de tels reproches ³⁴⁴. S'il pouvait se trouver, en présence du pape, il se prosternerait à ses pieds jusqu'à recevoir sa bénédiction ³⁴⁵ ; il en est empêché par la maladie ³⁴⁶ et l'exigeant service du roi ³⁴⁷. Hincmar sait bien ce qui lui a valu l'apostolique semonce : la rouille de son propre esprit mais aussi la passion d'une faction acharnée ³⁴⁸. Si, dit-il, j'étais tel qu'on m'a décrit à vous, je mériterais de bien plus sévères châtiments qu'une lettre même très dure ³⁴⁹ ; heureusement, je ne suis pas tel, aux yeux de Dieu, que l'on me dépeint aux oreilles humaines ³⁵⁰. Sous Charles et Léon, déjà, jeune alors dans sa

³⁴¹ Il s'agit de l'entrevue de 867 : voir Calmette, *La diplomatie carolingienne*, op. cit., p. 107.

³⁴² Voir Annales de Saint-Bertin 867. Cette Annale, beaucoup plus courte et sèche que celles des années précédentes, laisse en effet l'impression qu'Hincmar manque de temps. Il y a même, pour cette année-là et contrairement à l'habitude du rédacteur, des trous chronologiques importants (par exemple du 1^{er} août au 25 octobre). Hincmar souligne la lourdeur de la charge militaire : « ...secundum nostrarum regionum grauem consuetudinem » (MGH 206).

³⁴³ Hincmar redoute de ne pouvoir faire parvenir rapidement sa lettre : les princes lui sont hostiles (MGH 206 : « quoniam propter insidias principum mihi infestorum quibus ad sua uota placere non uideo, aperte non ualui, modo quo potui transmittere maturavi ») ; il a choisi d'envoyer quelques moines, déguisés en pèlerins (Annales Bertiniani, p. 138) pour transmettre sa lettre au pape, « propter contrariorum uitandas insidias ».

³⁴⁴ MGH 206 : « ...tantas et tales increpationes indignitati meae a dignitate uestra inlatas inueni, sicut peccata mea merentur ».

³⁴⁵ MGH 206 : Hincmar invoque le chapitre 71 de la règle de saint Benoît.

³⁴⁶ MGH 206 : « ...infirmirate attritus... ».

³⁴⁷ MGH 206.

³⁴⁸ MGH 206-207 : « Scio enim quia nisi multam rubiginem in me conspiceret fictor meus, non totiens ista purgationis ex apostolicae sedis auctoritate quorundam factione aduersus exiguitatem meam commota tam duriter conflaret et utinam expurgaret ». Hincmar a déjà connu un tel acharnement contre lui au début de son épiscopat, lorsque Lothaire avait été injustement prévenu contre lui. MGH 201, il dit clairement que les reproches du pape viennent de ce qu'il a été prévenu contre Hincmar « ... commotio animi uestri erga humilitatem meam non est uestris propriis motibus sed alienis procedat suggestionibus ». La formule est trop maladroite pour un habile.

³⁴⁹ Encore une présomption de la sincérité d'Hincmar dans tous ces débats. Un coupable hypocrite et retors éviterait une telle position.

³⁵⁰ MGH 207 : « non talis sum in oculis diuinis qualis depingor in auribus humanis ».

charge, il avait supporté d'incompréhensibles reproches. Il n'a cependant jamais dévié de la totale obéissance au siège apostolique, ni méconnu les droits de Rome, « mère et institutrice de toutes les églises »³⁵¹. Il retrouve aujourd'hui la même hostilité « chez votre sainte et très prudente simplicité » ; on l'accuse de ruse et de cruauté. Jamais pourtant, jusqu'ici, un tel reproche ne lui a été fait ni dans sa province ni dans les églises voisines³⁵². Si quelqu'un était en mesure de se plaindre auprès du pape de tels crimes, que ne l'a-t-il fait ?

« Je vous dit toutes ces choses, seigneur et père très saint avec une totale contrition d'âme et toute l'humilité dont je suis capable, afin que vous les receviez, lourdes de la lourdeur du cœur qui les dicte, sans dédain... »³⁵³. Que le pape sache qu'à aucun instant, en nul point si petit fût-il, l'archevêque n'a voulu et ne veut résister à l'obéissance due à l'autorité apostolique³⁵⁴.

Ce long, humble et assez beau préambule achevé, le prélat reprend point par point les questions soulevées par la lettre du 6 décembre 866. Effectivement, le dossier concernant Ebon n'a pas été envoyé. Hincmar fournit toutes les informations dont il dispose³⁵⁵. Le pape pourra, à loisir, confronter les documents que lui envoie le prélat et ceux que contient le *scrinium* romain³⁵⁶. Le long exposé sur Ebon ne nous apprend évidemment rien que nous ne sachions³⁵⁷. Il est conforme à

³⁵¹ MGH 207.

³⁵² MGH 207 : « De quibus uitis in istis partibus ecclesia mihi commissa sed nec uicinae ecclesiae aduersum me hactenus fuere conquestae sed nec modo conuerentur ».

³⁵³ MGH 207 : « Haec, domine et pater sanctissime, cum omni animi contritione et quanta possum humilitate deosco, ut pensantes quanto cordis merore sint dicta, non aspernenter accipiat... ». Hincmar dira, à la fin de cette longue missive qu'il a écrit sincèrement, non point par esprit de controverse mais parce que la vérité soulage, comme Nicolas lui-même le lui avait écrit (MGH 217).

³⁵⁴ MGH 208.

³⁵⁵ On sent son inquiétude s'accroître sur ce point au cours de l'été. En juillet, il se contente d'envoyer au pape sa version des faits. En octobre, il expose qu'il est très difficile, à cause des invasions, de réunir les évêques à ce sujet (MGH 218). En octobre même, cependant, un synode se réunit à Troyes (Annales Bertiniani, p. 137) : « ubi quidam episcopi... gratia regis Karoli Uulfado fauentes, quaedam contra ueritatem et canonum sacrum auctoritatem aduersus Hincmarum moliri coeperunt » ; le synode s'est ouvert sur une attaque violente contre Hincmar. Visiblement, certains évêques cherchent alors à plaire à Charles le Chauve en accablant le Rémois et à profiter des mauvaises dispositions du pape contre lui. Jamais, depuis 850, on a été aussi près de rouvrir le dossier d'Ebon. Les choses se sont ensuite arrangées pour Hincmar : cf. Amann, p. 393.

³⁵⁶ MGH 208.

³⁵⁷ MGH 208 sq. C'est évidemment une belle occasion pour Hincmar de faire montre, une fois de plus, de sa virtuosité de canoniste. Les canons d'Afrique qui font problème pour Rome sont passé sous silence.

la version qu'Hincmar ne peut pas n'en pas retenir et qui diffère, ab ovo, de celle du pape par la certitude que la déposition d'Ebon était juste et que la procédure employée à été régulière. Sur ce point, Hincmar ne fait aucune concession au point de vue exposé par Nicolas I^{er} en décembre. Il tient toujours, visiblement, à ce qui est, en Francie occidentale, une intouchable vérité, faite de respect à la mémoire de Louis le Pieux, de fidélité à Charles, occasion de la révolte, de conviction aussi que la remise en cause de cette vieille affaire aurait de très graves conséquences : s'il était acquis qu'Hincmar a été, durant vingt ans, un inuasor sedis, toute l'Eglise de Francie se trouverait alors bouleversée³⁵⁸. Hincmar suggère très clairement qu'il serait de l'intérêt de tous de laisser cette question en l'état³⁵⁹ ; tous ceux qui avaient, jadis, rendu leur communion à Ebon sont morts, à l'exception de Rothade ; il ne reste plus de ceux qui ont fait Hincmar archevêque que ce même Rothade et Erpoin de Senlis³⁶⁰ ; on trouverait à grand peine des témoins de ces événements anciens. Suit, bien entendu, l'historique que nous connaissons³⁶¹ de l'élection, de l'ordination et des premières années du pontificat d'Hincmar³⁶². Hincmar a exécuté fidèlement les ordres du pape³⁶³, mais il tient encore à justifier son attitude à l'égard des clercs. Deux mois ne s'étaient pas écoulés depuis son ordination que ses consécrateurs lui faisaient un devoir de régler la situation des clercs ordonnés par Ebon³⁶⁴. En octobre une précision complémentaire est fournie : Vulfade, à cette époque, était absent de la province. Il est rentré moins d'une année après le synode de Meaux ; Hincmar l'a accueilli avec bienveillance ; le roi le lui ayant demandé, l'archevêque a confié le clerc à Charles³⁶⁵...

³⁵⁸ MGH 209 : « Quamuis in istis prouintiis, Remorum scilicet, Treuirorum, Rotomagensium, Turonensium, Senonum, Bituricensium, Burdegalsensium, non facile plures inueniri possint episcopi uel presbiteri aut diacones qui, aut ab illis non sint ordinati qui in Ebonis depositione fuerunt... aut qui in ordinatione mea consentientes non subscripserunt seu qui a me aut ab illis non sint ordinati... ».

³⁵⁹ MGH 208 : lui-même n'aurait jamais osé réouvrir le débat ; il aurait craint de s'attaquer à un mort. Mais il n'a pas la présomption de résister à l'ordre donné par le pape dont la sagesse dépasse toute autre et l'autorité domine la sujétion des autres évêques.

³⁶⁰ MGH 209.

³⁶¹ Chapitre I.

³⁶² MGH 209-212.

³⁶³ MGH 206 : « ... quod decreuistis libenter amplexi sumus ». MGH 212 : « ... increpationes uestras non neglegenter sed diligenter suscipio et praeceptiones obedienter obaudio ullo dolo in restitutione praedictorum fratrum... ex beniuolam mente consensi et simpliciter ac sine ullo dolo scripsi... ».

³⁶⁴ MGH 212. En octobre, Hincmar précise que Pardule lui avait fermement conseillé de suspendre les clercs, dès le retour du synode de Meaux (MGH 218).

³⁶⁵ MGH 218-219. L'intérêt du roi pour Vulfade remonte donc à 850. Ceci éclaire l'attitude de Charles par la suite. Les crises qui ont secoué le royaume de 857 à 860 ont interdit que fût jamais posée cette question. Charles a dû céder

Après la mort d'Ebon, les clercs ont demandé à être examinés par un synode ; bien des gens pressaient alors Hincmar de les dégrader. L'archevêque a autorisé leur comparution à Soissons ; il a facilité l'accès au synode à tous ceux d'entre eux qui vivaient dans son voisinage³⁶⁶ ; il leur a conseillé — il ne le nie pas — de présenter un libelle de réclamation au synode³⁶⁷. Ils n'ont été l'objet d'aucune pression³⁶⁸ ; Hincmar n'a ni rédigé, ni signé leur libelle³⁶⁹. Comme le métropolitain était mis en cause, il a choisi des juges élus, conformément aux canons et à l'interprétation qu'il a cru pouvoir en tirer³⁷⁰. Il a, ensuite, estimé qu'il devait respecter la sentence portée tant qu'une autorité supérieure n'en donnerait point une autre³⁷¹. Le pape Léon, qui ignorait l'impossibilité où se trouve un évêque de se rendre à Rome sans l'accord du roi, a demandé l'envoi auprès de lui d'un certain nombre de participants au synode et suspendu la décision jusque là³⁷². Un évêque du royaume de Lothaire³⁷³ a suggéré alors à l'empereur de faire pression sur le pape pour qu'il refuse sa sanction aux actes de 853³⁷⁴. Hincmar a obtenu de Lothaire qu'il modifie du tout au tout ses demandes. Léon IV est mort avant tout achèvement de la discussion en cours. C'est le pape Benoît III qui accueillit l'ambassade envoyée par Hincmar pour porter la lettre impériale. Le pape répondit par le privilège. Rien d'autre n'est connu d'Hincmar jusqu'à la lettre du présent pape ordonnant la réouverture du dossier des clercs.

Hincmar ne dit pas un mot du reproche fait par le pape d'avoir jugé

lorsque Vulfade a été chassé de Langres, si tant est que les deux hommes aient eu alors partie liée. Le calme revenu dans son royaume, Charles, lassé de la tutelle autoritaire d'Hincmar, a repris le dessein d'aider Vulfade.

³⁶⁶ Précisions fournies par la lettre d'octobre (MGH 219). Faut-il penser que Charles a protégé Vulfade de la comparution, ce qui, là encore, éclairerait les phrases d'Hincmar déclarant que si Vulfade n'avait pas été en cause, la question n'aurait jamais été réouverte ?

³⁶⁷ De fait, l'allocution d'Hincmar à Soissons est très claire (Mansi XIV, 982) : « Quapropter, fratres et filii, oportet uos secundum ecclesiasticam auctoritatem reclamationem uestram libelli serie allegare, cumque uestris manibus roboratum synodo sacras porrigere, ut conuenienter et canonice uobis ualeat responderi ».

³⁶⁸ MGH 212 : « ... non coactis ».

³⁶⁹ MGH 212.

³⁷⁰ MGH 213 : « ... secundum canones sicut eos intelleximus ».

³⁷¹ MGH 213.

³⁷² MGH 213. Hincmar reprend le fragment d'une lettre de Léon IV qui n'est connue que par les extraits que Nicolas I^{er} et lui-même en citent. Le pape ajoutait trois autres raisons de suspendre sa décision : nulle lettre impériale n'accompagnait l'envoi des actes de Soissons, nul légat de Rome n'avait assisté au concile, les clercs avaient fait appel au pape.

³⁷³ Ebon de Grenoble pour Schrörs, op. cit., p. 67, note 72.

³⁷⁴ MGH 213.

Vulfade absent ; sans doute estime-t-il que la précaution prise par lui de lui faire signer, à l'abbaye où il était malade, le libelle d'accusation, suffit à écarter le reproche³⁷⁵. La réponse du prélat est, sur ce point, peu satisfaisante pour le pape. A aucun moment, même s'il répète qu'il a regretté la sentence de 853, il n'estime celle-ci injuste³⁷⁶. Il se borne à enregistrer — l'aveu serait déconcertant si l'archevêque portait une responsabilité dans la déposition — que le synode a admis leur réintégration, les clercs n'ayant été reconnus coupables d'aucune faute qui leur soit propre ; ayant ignoré qu'Ebon était condamné³⁷⁷, ils ne se sont pas présentés inopportunément à l'ordination — nul n'y contredit — mais, appelés et élus, ont obéi »³⁷⁸.

Le pape n'a pas reçu la lettre que lui envoyait le prélat³⁷⁹ ? Celui-ci en cite des passages³⁸⁰. Il n'avait pas scellé la lettre en question parce que le synode n'avait pas cru devoir sceller la sienne, le messenger étant un archevêque³⁸¹.

Quant au privilège, Hincmar se défend, sans peine et avec clarté, de l'accusation de l'avoir falsifié. Il a d'ailleurs pris soin d'en envoyer

³⁷⁵ Voir chapitre I.

³⁷⁶ Surprenante attitude dont il faut bien rechercher le fondement. Peut-être les choses s'éclaircissent-elles si l'on admet que les clercs n'ont pas été condamnés, en définitive, pour s'être indûment fait ou laissé ordonner par Ebon, *mais pour avoir accusé sans preuve des évêques*. Nous avons dit à quel point cet artifice de procédure paraît suspect. Faut-il penser qu'Hincmar, par solidarité épiscopale, a couvert ce tour de passe-passe ; si les clercs disaient vrai, il fallait ouvrir un procès contre les évêques. Ou qu'il a tenté, ayant rendu la communion aux clercs, d'adoucir leur sort. Il y a, c'est sûr, une faille importante dans son attitude à cette occasion. Il est vrai que, pour lui, comme, semble-t-il pour d'autres prélats, la déposition des clercs allait de soi, Ebon n'ayant pu, irrégulièrement restitué, les ordonner ! On retombe dans l'incertitude.

³⁷⁷ En octobre, la formulation est plus claire encore : « credentes uidelicet eum canonicè restitutum ». Hincmar, visiblement, a eu peur que le pape trouve trop faible sa première expression.

³⁷⁸ MGH 214 : « Quia enim nullo crimine proprio denotati, nescientes Ebonem dampnatum non importune ad ordinationem, sicut ipsi dicunt et non est qui contradicet, se ingesserunt, sed electi uocati oboedierunt ».

³⁷⁹ Il s'agit de la lettre du 1^{er} septembre 866, envoyée avec les actes de Soissons par l'intermédiaire d'Egilon. Peut-être l'archevêque de Sens a-t-il tout confondu, et, impressionné par les conseils prodigués par Hincmar (MGH, p. 190 sq.) de ne rien laisser entre les mains du pape qui pût jouer contre l'archevêque de Reims, a-t-il omis, volontairement ou non, de remettre à celui-ci la lettre qui lui était destinée. Pour Hincmar, l'explication est d'un autre ordre.

³⁸⁰ MGH 214 : preuve, parmi d'autres, qu'il gardait un double des lettres importantes.

³⁸¹ MGH 214 : « ducens incongruum ut, quoniam archiepiscopus de ipsa synodo... ad uos mittebatur, quasi incredulo epistola sigillata committeretur ».

encore une copie ³⁸² par l'intermédiaire d'Egilon. Et, rappelle-t-il, il a montré l'original au concile en même temps que le privilège de Nicolas. On a constaté que les sceaux étaient intacts ainsi que l'écriture et la lecture totale a été faite ³⁸³. Le synode, rappelle Hincmar, a du reste pris soin, dans la lettre adressée à Nicolas, de rappeler que, par respect des droits du siège romain, la sentence définitive revenait au pape, « ce que le synode ne vous aurait pas écrit si je ne leur avais présenté des privilèges authentiques » ³⁸⁴.

Hincmar a-t-il jamais, par son attitude, mérité l'accusation de se servir des privilèges obtenus par son église pour échapper à l'autorité de Rome ? « Jamais, dit-il, ce sentiment n'est monté en mon cœur ; autant qu'il m'en souviennne, je me suis toujours montré, selon mon savoir et mon pouvoir, fidèle, dévoué, humble et soumis au siège apostolique et à ses recteurs ; je suis et demeurerai tel, Dieu aidant » ³⁸⁵.

Il aurait suffi à Hincmar des droits que reconnaît Rome à chaque métropole, par les canons et les décrétales, si sa province ne se trouvait divisée entre deux royaumes et soumise à deux rois, si les biens qui lui sont confiés n'étaient, eux, placés sous le pouvoir de plusieurs princes et si, les princes tenant pour nuls tous les anciens textes qui concernent ces droits, l'église de Reims n'en retirait rien ou presque ³⁸⁶.

Du port du pallium, enfin, il peut attester et faire attester qu'il n'abuse pas : il le porte le jour de Noël et le jour de Pâques ³⁸⁷. Il est

³⁸² MGH 215. Intéressante précision de vocabulaire : Hincmar appelle « exemplar » une copie.

³⁸³ MGH 215.

³⁸⁴ MGH 216 : « Quod synodus uobis non scriberet, si integra priuilegia eis non ostendissem ».

³⁸⁵ MGH 216 : « hoc numquam in cor meum ascendit, qui semper et apostolicae sedi et eius rectoribus, postquam me nosse potui, pro meo scire et posse fidelis et deuotus et humilis ac subiectus extiti, sum et adiuante domino permanebo ».

³⁸⁶ MGH 216. L'explication est d'une extrême importance. Elle justifie toute l'attitude d'Hincmar cherchant à sauver sa province du démembrement, des vengeances de Lothaire ou de Louis sur les biens de Saint-Rémi, et non point à tirer un avantage personnel quelconque d'une supériorité quelconque. Ici son attitude est très convaincante.

³⁸⁷ MGH 216. La lettre de Léon IV concédant l'usage du pallium (MGH EAK V, p. 592) donne raison à Hincmar ; il a reçu le droit de porter le pallium lors des grandes cérémonies liturgiques, pour la consécration des coévêques, et à toutes les occasions où la chose serait souhaitable. Le pape est allé très loin : « ... pallio quod cotidianis usibus uobis permisimus... » et insiste sur le caractère tout à fait exceptionnel de la concession. On peut aisément imaginer comment les bruits répandus à Rome contre Hincmar proviennent d'un ou plusieurs évêques, ignorants du contenu de la missive de Léon IV et comparant l'usage plus restreint fait par d'autres métropolitains à celui qu'en fait Hincmar.

en effet, tant l'accaparent les soucis les plus divers, rarement présent à Reims au moment des autres fêtes où le port du pallium est autorisé. Il sait d'ailleurs que le pallium n'est pas une distinction personnelle mais qu'il honore le siège métropolitain³⁸⁸ ; c'est pour cette raison qu'il en use en présence de ceux qui dépendent de son autorité métropolitaine, alors qu'il sait bien que ce pallium ne le rend pas plus grand aux yeux de Dieu.

Quelle attitude dois-je prendre, dit enfin Hincmar ; Egilon a reçu instruction de restituer les clercs dans leur grade, non point de les laisser accéder à des grades supérieurs, que convient-il de faire le cas échéant si l'un d'eux est choisi ?³⁸⁹

Octobre 867 : les envoyés d'Hincmar ne sont toujours pas rentrés de Rome³⁹⁰. Le prélat, inquiet, sans indication sur l'accueil réservé à sa missive par le pape³⁹¹, écrit à nouveau à l'approche de l'expiration du délai d'un an. Actard de Nantes est, cette fois, le porteur. Aux quelques détails près que nous avons relevés, c'est d'une simple copie de la lettre de juillet qu'il s'agit. Hincmar a seulement raccourci son texte, se souvenant des reproches du pape sur sa prolixité, et fait disparaître les passages les plus personnels de la première missive.

Le synode réuni à Troyes en novembre 867 a été, on l'a vu, très agité. Les actes en ont disparu et il est bien difficile de savoir quels courants, violents et contradictoires, se sont affrontés. Le synode a repris, une fois de plus, toute la discussion sur la déposition d'Ebon, sans doute en vue d'établir le dossier à envoyer à Rome. On a vu resurgir le document qui, en 853, avait servi de base à l'accusation des clercs contre les évêques. Et, une nouvelle fois, on l'escamote, pour faire confiance à Rothade, dont l'honnêteté est plus que suspecte mais qui a reçu l'appui du pape deux ans plus tôt. Rothade a affirmé, devant le synode, n'avoir jamais assisté à la cérémonie de restitution d'Ebon³⁹².

³⁸⁸ MGH 216 : « Non enim usum pallii esse meae dignitatis puto sed genii sedis metropolis esse cognosco ».

³⁸⁹ Peut-être, au total, ce paragraphe vise-t-il à apaiser la conscience du prélat concernant Vulfade.

³⁹⁰ Annales Bertiniani (Grat, p. 138).

³⁹¹ Une réponse est arrivée peu après, selon les Annales, où Nicolas se déclarait satisfait des explications fournies, ce que rend très vraisemblable son attitude à partir de ce moment, la lettre étant cependant perdue (Annales Bertiniani, p. 138). Hincmar a, en octobre, quelques raisons de se méfier. Charles, à en croire les Annales, lui est de plus en plus hostile à la fin de cette année 867. Et cette fois, il semble bien que le prélat n'ait pas tort.

³⁹² C'est Hincmar qui fournit cette information (MGH 224). L'attitude de l'évêque de Soissons est, au total, extrêmement suspecte. Il a joué un rôle important sous Ebon, son nom figure dans les diverses versions du document soumis à Soissons en 853 par les clercs déposés à l'attention du synode. Il a tout intérêt à ce que jamais un tel document ne puisse être placé sous les yeux de Nicolas I^{er}, dont la réaction serait vraisemblablement violente deux ans après la restitution, imposée par lui, de l'évêque de Soissons.

Le document en cause constitue évidemment l'une des clés de cet interminable débat : on devine l'effet que produirait sur le pape sa production si les noms seuls des évêques restaurateurs d'Ebon y figuraient, même sans leurs signatures. Le refus de faire parvenir à Rome ce texte explosif pèse lourd contre les évêques qui ont participé au synode de 853, plus encore peut-être contre Rothade dont l'intérêt est, deux ans après une restitution ordonnée par Rome, de ne pas prêter le flanc à la colère pontificale. Tout compte fait ce document n'est, au contraire, que peu défavorable à Hincmar. On comprend que le synode de Troyes ait été traversé de courants violemment contradictoires avant d'arrêter une solution commune sur cet important document. Il faut enfin ajouter, et cela donne au débat un tour beaucoup plus relatif, qu'en définitive, aujourd'hui encore, l'authenticité du texte en question demeure très douteuse. L'attitude d'Hincmar n'est pas facile à discerner, en l'absence des actes du synode. L'archevêque a peut-être été partisan de l'envoi de ce texte, par rigueur : dans ce cas, il est compréhensible que les évêques menacés aient fait front contre lui. Mais peut-être aussi Hincmar a-t-il accepté que le document ne soit pas transmis : l'intérêt de sa métropole commandait qu'il en fût ainsi ; mais c'était de sa part, adopter une attitude contraire à celle que, d'ordinaire, nous lui avons vu prendre lorsque les principes sont en jeu. En tout cas la décision de ne pas transmettre ce texte dangeureux n'émane pas du seul Hincmar : le synode a fini par estimer que la sagesse était de ne pas fournir au pape une telle occasion de bouleverser l'église de Francie occidentale ; les réactions intéressées de ceux qui font appel à Rome se heurtent à d'autres intérêts qui, eux, vont dans le sens de la résistance à l'exaltation de la monarchie pontificale.

Et sans doute faut-il voir dans ces contradictions, la cause des affrontements violents qui ont marqué le synode de novembre 867.

Après celui-ci, amer et inquiet ³⁹³, Hincmar reprend une habitude de ses débuts. Il écrit ³⁹⁴ à un membre influent de l'entourage du pape Anastase, à qui il fait parvenir quelques cadeaux ³⁹⁵.

³⁹³ Annales Bertiniani, p. 138 : « Karolus autem, immemor fidelitatis atque laborum quos eius honore et regni obtentu sepefatus Hincmarus per plures annos subierat.... ». MGH 223 : « Multis infirmatibus et anxietatibus pressus... ».

³⁹⁴ Il ne reste qu'un fragment de la lettre : MGH 223-225.

³⁹⁵ MGH 225 : Hincmar n'avait pas prévu qu'Actard se rendrait à Rome. Il n'a pas pris, lors de son voyage vers Troyes, de cadeaux dignes de son destinataire. Il lui envoie cependant une « crusna » (sans doute une sorte de pelisse Du Cange : creusna) faite de peaux et de pièces d'étoffe multicolores.

Le prélat fait part de sa perplexité à Anastase, les lettres du pape ne constituent jamais une réponse exacte à celles d'Hincmar³⁹⁶. Il soupçonne — c'est toujours la même explication — que ses lettres parviennent à Rome falsifiées³⁹⁷.

Aussi, cette fois, le synode ayant lui-même pris la décision de sceller les actes qui doivent être portés à Rome par Actard, l'archevêque envoie un double de tous les textes, pour plus de sûreté — Dieu le protège de ses amis³⁹⁸ — par l'intermédiaire de ce même Actard, fort recommandé à Anastase³⁹⁹. Hincmar signale à ce dernier que l'on a en vain cherché trace de la lettre, présentée par Vulfade à Troyes, par laquelle Grégoire IV aurait autorisé Ebon à changer de siège⁴⁰⁰ : en existe-t-il un exemplaire à Rome ?

Dans les Annales de Saint-Bertin⁴⁰¹, Hincmar accuse Charles, furieux de n'avoir pas vaincu l'archevêque au synode, d'avoir fait briser les sceaux de la lettre synodale pour relire celle-ci ; ne la trouvant pas à son goût, le roi aurait dicté une autre lettre, comportant sa propre version des faits⁴⁰². La lecture de la lettre royale ne permet pas de retenir l'hypothèse du complot contre lui à laquelle semble tellement croire Hincmar.

³⁹⁶ Celui-ci semble ne pas s'apercevoir que, du fait des points de départ très différents et des itinéraires mentaux des deux hommes, la même constatation peut fort bien être faite aussi dans l'autre sens.

³⁹⁷ MGH 223.

³⁹⁸ C'est Charles le Chauve qui est ici visé. Hincmar répète que les princes sont hostiles parce qu'il ne veut pas en passer par leurs volontés.

³⁹⁹ MGH 224-225.

⁴⁰⁰ Il s'agit d'un faux (voir chapitre I). Vulfade a présenté ce texte à Troyes. Hincmar est hors d'état d'établir si le texte est ou non authentique et nous nous trouvons ici encore, en présence de l'attitude d'« honnêteté par défaut » que nous signalions un peu plus haut. Sans aucun doute Vulfade, s'il faut admettre qu'il cherchait à nuire à Hincmar — ce qui reste à démontrer — n'aurait pas produit ce texte s'il l'avait *su faux*, puisqu'il allait dans une direction en fait favorable à Hincmar.

⁴⁰¹ Annales Bertiniani, Grat, p. 178.

⁴⁰² Effectivement, Charles a fait écrire au pape une longue lettre que nous avons utilisée (chapitre I) (cf. Mansi XV, 796 sq.). Elle établit, concernant l'historique des faits, une version laïque différente, bien sûr, de la version des clercs. Les points communs sont cependant plus nombreux que les divergences. En particulier, un égal et inébranlable respect à la mémoire de Louis le Pieux, donc une appréciation également sévère de l'attitude d'Ebon, se retrouve dans l'un et l'autre textes ; aucun souci de nuire à Hincmar, ni à la légalité de son ordination, n'apparaît chez Charles ; tout au plus peut-on noter que le roi fournit au pape quelques détails sur Vulfade présentés d'une façon telle qu'ils suggèrent en effet qu'Hincmar est de mauvaise foi. Charles se justifie aisément de l'envoi d'une lettre séparée : le pape lui avait aussi demandé un rapport sur Ebon. Même si elle est portée à tort, l'accusation d'Hincmar contre le roi montre au moins à quel point le prélat est, à ce moment, tenu à l'écart des décisions et de la correspondance royales.

La lettre synodale elle-même porte trace des discussions qui ont eu lieu. On s'est « habilement » tiré de la difficulté posée par le consentement de certains évêques à la restitution d'Ebon par une phrase vague⁴⁰³ ; c'est là, visiblement, le résultat d'un compromis permettant d'éviter le pire. Hincmar a dû céder — d'où la rectification apportée en octobre à ses termes de juillet⁴⁰⁴ — sur la légalité de l'ordination des clercs ; la reprise en mains du diocèse par Ebon s'est faite « les évêques suffragants étant présents et rassemblés »⁴⁰⁵ ; les clercs étaient fondés à croire que tout se passait régulièrement.

Actard, porteur de tant de textes dont les auteurs pensaient qu'ils étaient contradictoires, arrive à Rome après la mort de Nicolas I^{er}. Adrien II, d'emblée, devait rassurer tout le monde en renonçant à poursuivre l'enquête sur Ebon, en acceptant l'installation de Vulfade à Bourges et en félicitant les évêques réunis à Troyes de leur zèle à satisfaire son prédécesseur⁴⁰⁶. Hincmar, de son côté, a respecté l'ordre de restaurer les clercs.

D) Détente entre Hincmar et Rome :

Les relations finales entre Nicolas I^{er} et Hincmar ont été d'une anémité que ne laissent pas prévoir les échanges de lettres précédentes. Sans doute, plus complètement informé, le pape a-t-il estimé que le métropolitain de Reims, remarquablement obéissant au total, ne méritait pas la rigueur jusque là manifestée. Le pape, d'autre part et surtout, était beaucoup plus attentif aux responsabilités de son siège dans le schisme menaçant à l'est qu'aux quelques soubresauts de l'Eglise occidentale. Sa correspondance atteste qu'il a d'ailleurs manifesté autant d'intransigeance autoritaire à l'est qu'à l'ouest. Les difficultés avec Byzance avaient repris au VIII^e siècle à propos du Filioque ; elles se sont multipliées au milieu du IX^e et Nicolas I^{er} se trouve en présence de l'irréductible opposition du Patriarche Photios⁴⁰⁷. L'été de 867 mar-

⁴⁰³ Mansi XV, 792 : la restauration a été effectuée « avec le consentement et la coopération d'un nombre appréciable d'évêques... ».

⁴⁰⁴ Voir note 377.

⁴⁰⁵ Mansi XV, 792.

⁴⁰⁶ Lettre aux évêques, Mansi XV, 821-824 ; lettre au roi, Mansi XV, 824-825.

⁴⁰⁷ L'affrontement avec celui-ci est certainement pour beaucoup dans le raidissement du pape à l'égard de tous les pouvoirs intermédiaires entre les évêques et lui. Sur la tension entre Rome et Byzance : Amann, p. 472 sq. Depuis 860, le pape consacre le meilleur de son temps à ce problème ; il s'ensuit parfois un certain retard dans sa correspondance occidentale.

que le point chaud de la crise. Celle-ci comporte des aspects secondaires, telles les différences de traditions ⁴⁰⁸, mais, essentiellement, des aspects politiques et canoniques ⁴¹⁰.

Au printemps de 867, le patriarche interdit les usages romains qui ont pénétré chez les Bulgares ⁴¹¹ ; durant l'été, un synode dépose Nicolas I^{er} ⁴¹² ; en septembre, une ambassade grecque vient signaler cette déposition à Louis II et à l'impératrice ⁴¹³ ; à en croire une lettre du Patriarche Ignatios, rétabli en fin d'année après la déposition de Photios, ce dernier aurait même tenté de nouer alliance contre Nicolas I^{er} avec les évêques lorrains ⁴¹⁴. Dans cette situation urgente, le pape se tourne vers les évêques occidentaux fidèles à l'obéissance. Le 23 octobre il envoie à Hincmar, spécialement chargé d'en assurer la diffusion dans le royaume de Charles ⁴¹⁵, une lettre tendant à souder autour du pape, qui semble redouter les dissidences ⁴¹⁶, l'union contre les Grecs de toute l'Eglise latine. Chaque métropolitain aura pour tâche, entouré de ses coévêques, de rechercher les meilleures réponses à apporter aux Grecs ⁴¹⁷. Hincmar passait, sans transition, des reproches

⁴⁰⁸ Dans une lettre de 861 (V. Grumel, *Regestes*, p. 80, n° 469), Photios a insisté sur l'idée qu'en dehors de l'uniformité canonique, qui est essentielle, la diversité des traditions est saine.

⁴⁰⁹ L'effort fait par Rome pour convertir les Bulgares ; la demande d'appui de Photios à Louis II au début de 867 (cf. V. Grumel, *Regestes*, p. 88, n° 479).

⁴¹⁰ La volonté de Nicolas I^{er} d'en finir avec l'indépendance du patriarcat byzantin par une application stricte des textes.

⁴¹¹ V. Grumel, *Regestes*, p. 88, n° 480 ; une lettre encyclique de Photios aux patriarches orientaux au début de l'été dénonce l'introduction des habitudes romaines suivantes : diminution de la longueur du carême, hostilité au mariage des prêtres, faible rôle des prêtres par rapport aux évêques, usage du Filioque. Photios a reçu d'Italie une lettre d'appel contre l'évêque de Rome (cf. Grumel, *Regestes*, p. 88-89, n° 481).

⁴¹² Amann, p. 481-482.

⁴¹³ Le pape se trouve donc en danger d'être pris entre une révolte des prélats occidentaux et l'offensive de Photios. Il faut tenir compte de tels faits pour comprendre à la fois sa rigueur dans le jugement des métropolitains d'Occident et le retournement de son attitude à l'égard d'Hincmar lorsque, en 867, il a acquis la certitude que celui-ci n'est pas un adversaire de Rome.

⁴¹⁴ Grumel, *Regestes*, p. 102, n° 514.

⁴¹⁵ MGH *Epistola aevi Karolini V*, p. 601 sq. Mission confiée à Hincmar, p. 608.

⁴¹⁶ MGH EAK, p. 605 : prenez garde, leur dit le pape, dans ce combat, « uos in nullo a capite, id est a sede Petri dissidere... ». C'était la thèse d'un livre très inégal (J. Haller, *Nikolaus I und Pseudo Isidor*) que le pape avait conduit toute sa politique occidentale en fonction de ses relations avec Byzance. La démonstration, malheureusement, n'était pas à la hauteur des hardiesses envisagées. Victime d'une lecture trop peu critique d'Hincmar, Haller prêtait au pape le noir dessein de déposer le Rômois en plein accord avec Charles (p. 92).

⁴¹⁷ MGH EAK, p. 604. Les termes ont dû combler Hincmar de joie : « Unde unusquisque uestrum, qui metropolitana iura sortitus est, iunctis sibi fratribus et coepiscopis suis qui sub se sunt... ».

amers de 866 à une mission de confiance, assortie de la reconnaissance de l'autorité du métropolitain sur ses coévêques ⁴¹⁸. Il n'a pas résisté au plaisir de reproduire le passage qui le concerne dans les Annales ⁴¹⁹.

Le 13 décembre, Hincmar lit, en présence du roi, la lettre du pape aux évêques présents au palais de Corbény ⁴²⁰ ; il en fait tenir aussitôt le texte aux autres métropolitains. Le 29, il adresse à Odon de Beauvais — et, selon Flodoard, à chacun de ses coévêques — une lettre fixant la tâche à laquelle les appelle le pape ⁴²¹ ; il convient tout d'abord de rechercher dans les Ecritures les éléments d'une réponse aux Grecs, puis de se réunir pour confronter les résultats de l'enquête et élaborer la réponse au pape ⁴²². En décembre encore, Hincmar évoque, en écrivant à Erard de Tours, cette même mission à eux confiée par Rome ⁴²³.

La mort de Nicolas I^{er} ⁴²⁴, le rétablissement du Patriarche Ignatios ont vidé la démarche de son contenu. En Francie, Hincmar et son entourage poursuivent cependant leur effort. A des dates difficiles à préciser de l'année 868, Hincmar revient sur la question à trois reprises dans des lettres à Odon de Beauvais ⁴²⁵. Mais les textes nous manquent dans deux cas sur trois ⁴²⁶. Nous apprenons qu'Odon a réuni un ensemble de textes et les a fait parvenir à Hincmar ⁴²⁷ ; grâce à Dieu, les deux hommes sont d'accord ; Hincmar qui, comme toujours, manque de temps, n'a pu lire attentivement le libelle d'Odon ; il l'a simplement parcouru en notant les points sur lesquels il pense différemment de l'évêque ; il a fait relever ces points pour les soumettre à Odon ⁴²⁸. Le dernier écho de ce vain effort se retrouve dans le texte fort long

⁴¹⁸ Soit sincèrement, soit parce que les circonstances l'y contraignent, Nicolas I^{er} renie ainsi une part importante des tendances pseudo isidoriennes manifestées les années précédentes.

⁴¹⁹ Annales Bertiniani (Grat), p. 139.

⁴²⁰ Annales Bertiniani, p. 140. Précieux renseignement sur la durée de transmission du document : daté du 23 octobre, celui-ci est parvenu à son destinataire cinquante jours plus tard, puisqu'il le lit le jour même où il le reçoit.

⁴²¹ MGH 225-226.

⁴²² MGH 226. Nous avons aussi conservé la lettre adressée à Jean de Cambrai (MGH 226-227) et mention de celle qui fut envoyée à Rothade (MGH 227).

⁴²³ MGH 228.

⁴²⁴ En décembre 867.

⁴²⁵ L'édition des MGH s'arrête au numéro 210 des *Regesta* établis par Schrörs. Nous citerons désormais les textes utilisés et non édités, sous la référence de Schrörs, lequel renvoie à Flodoard.

⁴²⁶ Schrörs, 220, 221 et 224.

⁴²⁷ Schrörs, 221.

⁴²⁸ Schrörs, 224. Cette lettre, que n'a pas connue Schrörs, a été retrouvée par Perels et Nelly Ertl dans le manuscrit Gand 239. Elle a été éditée par Dom Lambot, *Revue bénédictine*, XLVI, 1934, p. 269.

qu'Hincmar consacre à l'examen des fautes de son neveu ⁴²⁹. Les lectures faites à l'occasion de l'enquête ordonnée ont fourni à Hincmar des textes dont il ne manquerait pas de faire usage, trois ans plus tard. Jamais le grand pape que fut Grégoire I^{er} n'a recherché une domination universelle ⁴³⁰ ; il a au contraire insisté sur l'unité de l'Eglise et la coopération des pouvoirs patriarcaux qu'elle implique ⁴³¹. Les citations assemblées dégagent en vif relief la modestie de Grégoire opposée à l'orgueil du patriarche de Byzance, mais surtout, soulignent à nouveau que la primauté de Rome, incontestable, n'est pas une supériorité d'origine et d'essence ⁴³². Si le pape, comme le dira en 870 le même Hincmar, est primat des primats et patriarche des patriarches, il n'est pas un monarque universel.

La longue crise, qu'il faut suivre pas à pas pour en pénétrer le sens, entre Hincmar et Nicolas I^{er} nous a apporté une moisson importante de renseignements. A aucun moment, nous n'avons trouvé l'archevêque en état de révolte contre Rome ; son attitude, claire dès 860, n'a pas dévié au plus fort de la tension. A aucun moment non plus, il n'a renoncé à la vision qu'il a de l'Eglise, des niveaux hiérarchiques qu'elle comporte nécessairement et de la nature de leurs relations.

L'exceptionnelle personnalité de Nicolas I^{er}, l'exploitation par ce grand pape des tendances apparues à Rome sous Léon IV, en particulier son effort pour imposer le retour à la centralisation régie par le droit écrit, ont, au cours de la décennie 860-870, modifié l'image de l'Eglise chez les clercs carolingiens. Il est assez peu exact de penser que les Fausses Décrétales ont joué un grand rôle, à ce moment, sauf chez leurs partisans en Francie ⁴³³ ; Rome n'en a guère tiré parti. Mais l'esprit d'intervention centralisatrice du pape, l'offensive qu'il a menée contre les métropolitains estimés abusifs ont provoqué un choc en retour puissant dans toute l'Eglise occidentale.

⁴²⁹ PL 126, 389-390 : Hincmar évoque la lettre de Grégoire le Grand à Secundinus et Serenus de Marseille sur les Images et résume la position du problème.

⁴³⁰ Hincmar cite Grégoire le Grand (PL 126, 348) : « Meus namque honor est honor universalis ecclesiae meus honor est fratrum meorum solidus vigor ». « Sed nullus unquam decessorum meorum hoc tam profano uocabulo uti consensit quia uidelicet si unus patriarcha uniuersalis dicitur, patriarchorum nomen caeteris derogatur ». Seule l'Eglise est universelle.

⁴³¹ PL 126, 346 : lettre de Grégoire le Grand à Jean de Constantinople : Pierre, Paul, André, ... « in membris sunt ecclesiae constituti et nemo se unquam uniuersalem uocari uoluit ».

⁴³² PL 126, 348 : « Nam si unus, ut putat, uniuersalis est restat ut uos episcopi non sitis », dit encore Grégoire le Grand.

⁴³³ P. Fournier, *Etude sur les Fausses Décrétales*, *Revue d'histoire ecclésiastique*, VIII 1907, p. 19 sq. Nicolas I^{er}, à la différence des utilisateurs des Fausses Décrétales, cite souvent des textes antérieurs à la Dionysio-Hadriana, mais il les cite

On s'est parfois demandé si Hincmar n'avait pas cherché, avant 860, à organiser la solidarité des métropolitains en face de Rome⁴³⁴ ; nous n'avons retrouvé aucun indice concluant d'une telle tentative.

Après la mort de Nicolas I^{er}, nous allons le voir, l'insistance mise à défendre l'échelon métropolitain est singulièrement accentuée. Hincmar, en effet, redoute le déséquilibre qu'introduirait l'excès de centralisation dans l'Eglise ; mais, bien plus encore, les désordres qu'entraînerait un excès d'indulgence par relâchement de l'autorité du droit. Il redoute — là comme ailleurs — l'arbitraire de la décision individuelle prise sans consultation et sait que les éléments d'une information complète ne peuvent être réunis loin des régions où se posent les problèmes. La géographie politique exige la déconcentration des pouvoirs du pape entre les mains de représentants locaux de son autorité.

L'Eglise ne peut être une monarchie⁴³⁵ ; la loi y harmonise les décisions que la dispersion risquerait de rendre disparates ; le pape y demeure tête et arbitre suprême, soit en respectant la loi, soit en faisant usage d'une miséricorde qui n'appartient qu'à son siège.

Hincmar a obéi⁴³⁶, peut être en pensant qu'il ne s'agissait que d'un mauvais moment à passer, aux décisions de Nicolas I^{er}. Mais, on l'a déjà vu à propos des interventions d'Adrien II en 869 dans l'affaire lorraine, le prélat n'est pas, pour autant, disposé à laisser le pape intervenir sans cesse, en particulier dans le domaine temporel.

avec leurs références exactes au lieu de les attribuer aux papes anciens. Au fond — on ne l'a jamais remarqué — la curiosité d'esprit du pape rejoint exactement celle que nous avons découverte chez Hincmar à l'occasion des affaires de mariage. Chose remarquable, il y a souvent coïncidence entre les citations extérieures à la Dionysio-Hadriana, chez Hincmar et chez Nicolas I^{er}. Jamais le pape n'a critiqué Hincmar sur ce plan.

⁴³⁴ Les lettres aux métropolitains des autres provinces sont relativement nombreuses et elles se rapportent toujours à des faits ou demandes précis. Citons, sans ordre : lettre à Rodolphe de Bourges, avant 866 (MGH 172) : sur des excommunications ; lettre à Erard de Tours (855-867, MGH 201) : sur des problèmes techniques de pénitence ; lettre à Landramne de Tours (avant 850, MGH 11) : en réponse à un conseil demandé ; lettres à Rémi de Lyon en 860 (MGH 107) : sur le synode de Douzy ou, en 857 (MGH 50) : sur Isaac de Langres. Ces quelques exemples, s'ajoutant à ceux que nous avons cités au chapitre I montrent bien qu'aucune tentative systématique n'y apparaît de nouer des relations privilégiées et régulières entre métropoles. Encore moins de préparer une fronde anti-romaine.

⁴³⁵ A Rome, l'idée d'une continuité de volonté et de politique apparaît, sur un autre plan ; Adrien II, parlant de son prédécesseur et soulignant que si les papes passent, la papauté demeure, écrit, dès son premier contact avec les évêques de Francie occidentale (Mansi XV, 822) : « Sed quod ille non egit, ecce non agimus. Quia potius quod illa perficere deliberauerat nos ecce Deo auctore suppleauimus. Non quippe est diuersitas operis ubi est cura eademque concordia uoluntatis... ».

⁴³⁶ Lettres à Hilmerad d'Amiens (avant 871 et, plus probablement, entre 865 et 867, sans que la date puisse être précisée avec certitude) et à Magenard, prévôt

Le poids des habitudes anciennes aidant, Hincmar écrit, au nom de l'empereur Charles, en 877 au pape Jean VIII, une lettre qui tend à fixer une position claire ⁴³⁷. Rarement un tel luxe de citations canoniques ou juridiques a été invoqué ⁴³⁸ pour définir les pouvoirs respectifs, dans l'Eglise, des divers échelons et les pouvoirs respectifs de l'Eglise et du roi. Sans que Rome, bien entendu, l'ait ordonné ou même recherché, dit le rédacteur officieux, les appels se sont multipliés vers elle depuis quelques années, créant une situation qu'il est impossible de laisser se perpétuer ⁴³⁹ : évêques et métropolitains seraient en perpétuel déplacement s'ils devaient se rendre à Rome pour présenter toutes les causes qui y sont envoyées en appel ⁴⁴⁰. Le paradoxe veut donc que seuls les accusés puissent s'y rendre ; ils en reviennent absous ; l'autorité épiscopale est bafouée tandis que Rome acquiert la réputation d'en prendre à son aise avec les canons ⁴⁴¹. Or les évêques sont les successeurs des Apôtres comme le pape ⁴⁴². Jamais le roi ⁴⁴³, soucieux de faire respecter leur autorité ⁴⁴⁴, n'a cherché à entraver leur gestion lorsque celle-ci était régulière et conforme aux canons. Il s'est borné à assurer le respect de ces derniers et la nécessaire obéissance à Rome. Moyennant quoi, l'ordre régnait. Il convient de le restaurer. Les canons disent clairement quelles sont les règles ; s'ils sont mal interprétés, que le pape l'explique et aide à réformer les erreurs ⁴⁴⁵. Un évêque doit être jugé par les évêques de sa province réunis sous la présidence du métropolitain ⁴⁴⁶. Nul ne doit rechercher un jugement hors de sa province ; pour les causes majeures un appel à Rome n'est éventuellement possible qu'après jugement ⁴⁴⁷. Les canons

de Saint-Riquier (MGH 201, n° 190 et 191) qui transmettent aux correspondants la teneur d'une pénitence imposée par le pape à un moine meurtrier d'un de ses frères. Pour ne rien dire, évidemment, des cas de Rothade et des clercs d'Ebon.

⁴³⁷ PL 126, 230, 244. L'accord de Charles est important à constater. Il n'entend pas laisser administrer son royaume depuis Rome.

⁴³⁸ Trente trois textes canoniques, quatre juridiques, à quoi s'ajoutent douze textes patristiques de portée canonique. Une cédula contenant des extraits de capitulaires était jointe à la lettre (PL 126, 231) ; nous ne l'avons pas conservée.

⁴³⁹ PL 126, 232. La troisième session du synode de Ponthion, en 876, a été consacrée à examiner les appels à Rome lancés par les prêtres des différentes provinces (Annales Bertiniani, Grat, p. 203).

⁴⁴⁰ L'argument est puissant.

⁴⁴¹ PL 126, 240.

⁴⁴² PL 126, 232-233.

⁴⁴³ Rédacteur supposé, rappelons-le.

⁴⁴⁴ PL 126, 232.

⁴⁴⁵ PL 126, 232. Hincmar en revient à la thèse qui lui est chère : si des textes existent, sur lesquels tout le monde peut être d'accord, il suffit de les suivre rigoureusement pour que l'Eglise soit bien gérée.

⁴⁴⁶ PL 126, 234.

⁴⁴⁷ PL 126, 236.

fixent avec précision les règles d'appel⁴⁴⁸. Prêtres et diacres sont jugés par le synode provincial que préside le métropolitain⁴⁴⁹. L'appel, dans leur cas, ne peut venir que devant ce même synode⁴⁵⁰ ; jamais Rome, au moins en Gaule, n'a songé à encourager une autre procédure⁴⁵¹ ; un appel direct à Rome viderait les synodes provinciaux de tout contenu et conduirait au désordre⁴⁵². Le très gros avantage des appels locaux, dans le cas des prêtres mais aussi dans celui des évêques, découle de ce que la cause peut être réexaminée, en présence de témoins, aux lieux même où l'infraction a été commise⁴⁵³. Il ne saurait y avoir à Rome, la distance jouant, de telles garanties. Bien entendu, la primauté romaine est entière et le pape a le droit d'évoquer toutes les causes épiscopales, mais il serait bien inspiré en n'usant qu'exceptionnellement de ce droit⁴⁵⁴ et en aidant à la consolidation des prérogatives des sièges locaux, même lorsque la fixation de ces droits par l'écrit est récente⁴⁵⁵. Le respect des textes peut seul assurer l'ordre ; l'empereur les respecte, le pape doit faire de même⁴⁵⁶. Que Rome aide Charles à mettre un terme à la présomption de certains coupables qui s'abritent derrière les appels au Siège de Rome⁴⁵⁷, en ne rendant ses arrêts qu'avec une extrême prudence en cas d'appel ; de même faut-il longtemps réfléchir avant de lancer une excommunication⁴⁵⁸. Au niveau des circonstances et de la pratique judiciaires, Hincmar a placé sous la plume de Charles un excellent résumé des thèses qu'il a peu à peu dégagées de ses affrontements avec Nicolas I^{er}.

⁴⁴⁸ PL 126, 234 sq. : Sardique, canons 3 et 7, Nicée, canon 5. Hincmar ne cache pas sa préférence pour les canons de Sardique ; une étude comparative le conduit à affirmer qu'Innocent I^{er} a été plus fidèle à ces canons qu'à la législation nicéenne (PL 126, 236). Hincmar n'hésite pas à mentionner encore les canons africains qui interdisent l'appel (PL 126, 239).

⁴⁴⁹ PL 126, 236-238.

⁴⁵⁰ PL 126, 238-239.

⁴⁵¹ PL 126, 240.

⁴⁵² PL 126, 240.

⁴⁵³ PL 126, 240 : « Unde, sicut praemisimus, legum et canonum conditores prudentissime iustissime uiderunt quaecumque negocia in suis locis ubi orta sunt finienda, et per expressa regularum iudicia discretissime iudicanda et post iudicium consecranda ».

⁴⁵⁴ PL 126, 240-241.

⁴⁵⁵ PL 126, 241.

⁴⁵⁶ PL 126, 242-243. On imagine le plaisir qu'a dû prendre Hincmar à faire passer sous une plume impériale cet ensemble d'idées qu'il défendait en ordre dispersé depuis plus de dix ans.

⁴⁵⁷ Hincmar cite des exemples très topiques (PL 126, 240). Il est frappant de constater que le même mal qu'au temps de la confraternité, la fuite de tribunal en tribunal, est ici dénoncé. L'un des articles les plus soigneusement rédigés au cours des conférences de Meersen en 851 et 853 visait à garantir l'extradition des coupables qui cherchaient refuge chez les parents de leur roi. Cette rencontre indique assez que l'argumentation d'Hincmar n'est pas gratuite et que la possibilité de l'impunité existait pour les coupables de tous genres, à la faveur des fuites ou des appels hors des ressorts régionaux.

⁴⁵⁸ PL 126, 244.

L'inertie historique a certes diminué le nombre des empiètements pontificaux après la mort de Nicolas I^{er} ⁴⁵⁹. Mais l'utilisation de *l'appel comme moyen d'échapper au jugement* a considérablement augmenté et cette situation nouvelle permet à Hincmar de poser, en 877, des principes que Nicolas I^{er} aurait probablement jugés irrecevables.

III. — PRIMATS ET METROPOLITAINS DANS L'EGLISE

Nous avons déjà vu comment l'« histoire » explique, pour Hincmar, ce qu'est le droit canon et ce qu'est la primauté pontificale. Le prélat a recherché aussi dans l'histoire telle qu'il la voyait, c'est-à-dire d'après les canons ⁴⁶⁰, les réponses aux questions qu'il se posait sur l'échelon provincial et sa place dans l'Eglise ⁴⁶¹. Les plus importants combats menés par Hincmar ont porté sur ce point. Avec des chances très inégales, il s'est enfermé dans une impasse à propos des primaties et a fourni, au contraire, une démonstration remarquable des droits des métropolitains. Pour comprendre ses erreurs mêmes, pour apprécier l'importance de ses démonstrations, il faut avoir présent à l'esprit le désordre institutionnel auquel ses contemporains et lui-même devaient faire face.

A) Héritages contradictoires :

L'apport des siècles antérieurs est double : c'est, d'une part, celui d'une série de traditions historiques particulièrement désordonnées et contradictoires, d'autre part celui de l'interprétation de ces traditions par la législation canonique des grandes collections imposées ou tolérées par Rome. Il y avait de quoi se perdre et hésiter, d'autant plus d'ailleurs, que l'on avait de plus amples connaissances. Tel est bien, justement, le cas d'Hincmar.

Rome est « mère et institutrice de toutes les églises, dans le monde entier ; son pontife est patriarche des patriarches et primats des primats de toutes les provinces ». Lorsqu'il résumait ainsi en 871, une série de réflexions sur la hiérarchie de l'Eglise, le prélat soulevait des problèmes

⁴⁵⁹ Ne retenons que les cas qui intéressent Hincmar : en 868-870, il ordonne à Ragenelin de Noyon de se plier aux décisions du pape le concernant (Schrörs, n° 262) ; en mai 869-870 (?), Rome renvoie à Charles un prêtre venu faire appel contre Erpoin de Senlis en demandant qu'Hincmar fasse examiner le litige par un synode provincial (MGH EAK VI, p. 733) ; voir aussi Schrörs n° 265-266-267. La correspondance d'Hincmar avec Rome se réduit en volume après 868.

⁴⁶⁰ Mgr Lesne, à propos du canon 9 du concile d'Antioche (*Hiérarchie épiscopale en Gaule*, op. cit., p. 124 note 2) reproche à Hincmar d'avoir donné aux canons une valeur obligatoire et permanente alors qu'ils faisaient face à des situations provisoires : c'est oublier que, pour Hincmar, l'essentiel est bien là : les canons inspirés par l'Esprit sont éternels.

⁴⁶¹ Nous avons décrit les aspects théoriques de sa position ci-dessus, p. ?

historiques dont il ne semble même pas avoir jamais soupçonné l'importance. Depuis ses origines, l'Eglise a grandi par mutations régionales successives plus ou moins brutales, accompagnées de schismes plus ou moins totaux. Elle n'a jamais eu, encore, au milieu du IX^e siècle, d'ordonnement institutionnel clair et uniforme.

La géographie des plus anciens évêchés la qualifie comme un fait méditerranéen ; jusqu'à Grégoire le Grand, elle a eu des pôles rivaux à Byzance, à Antioche et Alexandrie, en Afrique du Nord⁴⁶², à Rome et leur rivalité a interdit toute unité réelle et toute uniformité. Les conciles des IV^e et V^e siècles ont, en triant, enregistré, sans pour autant les transformer en institutions permanentes, les situations de fait et tenté de clarifier les relations entre patriacats rivaux.

Les cassures et les crises des VI^e et VII^e siècles ont fait dériver loin l'un de l'autre un Orient, où l'Eglise devenue melkite a souffert énormément de cette prise en mains, et un Occident où l'anarchie était devenue la règle quasi générale. Dans cet Occident, cependant, l'église espagnole a développé au fil de ses conciles⁴⁶³, en toute autonomie⁴⁶⁴, une organisation un peu différente des autres et une législation abondante en détails importants. En Gaule, la désorganisation relative due aux migrations de peuples a été parachevée par les partages de territoires et le désordre aristocratique du VII^e siècle. Les vacances de sièges multipliées, la disparition de toute hiérarchie, le développement anarchique des traditions locales imposeront un total remodelage de l'église franque.

A ces églises anciennes, qui ont progressivement dérivé de l'obéissance stricte au patriarcat romain, adoptant des structures et des règles plus ou moins originales, se juxtapose, à partir de 650 environ, un autre type d'église : missionnaire, elle retrouve fatalement les traditions de l'époque apostolique et s'organise autour d'un personnage muni de pouvoirs forts. L'église anglo-saxonne en est, bien sûr, l'exemple, autour

⁴⁶² Qui occupe une place tout à fait à part et remarquable. Avec un énorme nombre d'évêques (600 dit Christian Courtois, *Les Vandales*, p. 137 ; 430 dit plus récemment J. Gaudemet), elle avait, de très loin, le plus fort pourcentage d'évêques par millier de fidèles. Ch. Courtois (p. 137) signale que dès 390, le concile de Carthage cherchait à enrayer cette inflation et que Léon le Grand se plaignait que l'on créât des évêques là où des prêtres auraient suffi. Cette église, de plus, manifestait un vif esprit d'indépendance, tant à l'égard de Rome qu'à celui de Byzance, brillait par la richesse d'une tradition intellectuelle et dogmatique supérieure à celle de Rome et enrichissait la chrétienté d'une riche collection de canons. Les rouages institutionnels d'une telle église ne pouvaient être et n'étaient pas évidemment strictement comparables à ceux de bien d'autres régions.

⁴⁶³ Dès 300-306, le concile d'Elvira a montré la vigueur de cette église, avant même la grande rencontre chrétienne de Nicée.

⁴⁶⁴ J.M. Lacarra : *La Iglesia visigoda en el siglo VII y sus relaciones con Roma*, *Settimane di Studio, Spolète*, tome VII, 1960, p. 353-385.

d'un, puis de deux pôles. Romaine d'origine, d'esprit, par fidélité, cette église ne l'est pas dans ses traditions ; elle invente à son tour son droit et son vocabulaire, tout en demeurant plus liée à Rome qu'aucune autre. Son modèle est transporté en Germanie, par Boniface essentiellement, en même temps que sont renoués les liens de dépendance à l'égard de l'organisation et de la loi canonique voulues par Rome. Avec cette transgression anglo-saxonne sur le continent, le vocabulaire et les institutions insulaires s'implantent en Germanie et en Gaule, cependant que triomphe, aussi, l'exclusive reconnaissance des droits canoniques romains.

L'Eglise carolingienne est, en fait, le confluent de la plupart des évolutions séparées dont il vient d'être question, à l'exception de l'orientale. Son droit canonique, apparemment clair puisque venu de Rome, ne l'est pas autant qu'on le souhaiterait et bien des traditions le compliquent encore qui n'y sont pas directement inscrites. La Dionysio-Hadriana mêle les institutions méditerranéennes anciennes que décrivent les canons et la vision qu'en ont eue les papes, mais aussi les traditions africaines, fort différentes. L'Hispana, que Rome ne condamne pas, apporte d'autres textes, espagnols ou gaulois, qui parlent en d'autres termes des mêmes choses et en termes identiques de choses différentes. La tradition anglo-saxonne ajoute ses originalités.

Or c'est à ces textes, faute de connaître l'histoire réelle que nous évoquions, qu'Hincmar, qui les connaît bien, et tous, demande la solution de quelques problèmes et surtout quelques définitions claires. Faisons comme lui et demandons-nous qui sont, pour le prélat du IX^e siècle, compte tenu des sources dont il dispose, un primat, un métropolitain, un archevêque.

Primat ⁴⁶⁵, en Afrique, désigne une distinction honorifique qui n'est pas attachée à un siège, à l'exception de Carthage ; cette distinction revient, dans chaque province, au plus anciennement élu des évêques ⁴⁶⁶. Le primat de Carthage, jamais désigné sous le nom de patriache est primat des primats du diocèse d'Afrique ⁴⁶⁷. Notons que primat = pro-

⁴⁶⁵ Le recours au Dictionnaire de Droit canonique de R. Naz (VII, p. 214) nous a permis de mesurer la prudence de l'auteur de l'article consacré à ce mot : il a soigneusement évité tous les pièges que pose l'histoire ancienne de cette institution en n'en parlant pas. Au contraire, l'excellent article de H. Fuhrmann (*Studien zur Geschichte mittelalterlichen Patriarchate*, 2^e partie, *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte KA*, 1954, p. 1-84) apporte beaucoup de clarté dans ce débat très compliqué.

⁴⁶⁶ Ch. Courtois, *Les Vandales et l'Afrique*, p. 142-143.

⁴⁶⁷ L'Eglise d'Afrique est très hostile à toute ingérence juridictionnelle de Rome dans l'activité des primats. Le canon 17 du concile de 418 et le canon 138 du code des conciles d'Afrique interdisent tout appel à Rome (J. Gaudemet, *L'Eglise dans l'empire romain*, p. 398). Notons qu'Hincmar n'a jamais retenu ces deux canons évidemment condamnés par Rome. Pour saint Augustin (Ep. 43, 53, 88, *Contra Cresconium* 3.27.30), c'est le doyen des évêques d'un pays qui est ainsi désigné.

vince et primat des primats = diocèse ; nous retrouverons ces mots, bien entendu. En Orient, le mot n'a jamais connu un emploi important. Nicée ⁴⁶⁸ qui établit la primauté d'Alexandrie et d'Antioche, ne désigne les deux personnages que comme évêques. L'usage a bien davantage imposé le terme de patriarche que celui-là. En Espagne, le mot rarement utilisé disparaît après 600. Primat désigne, de fait, le métropolitain de Tolède, mais les textes ne le disent jamais ⁴⁶⁹. En 561, le concile de Braga, sous l'influence d'un évêque étranger à l'Espagne ⁴⁷⁰ use du mot primat en le liant d'ailleurs à métropolitain. En 691, le troisième concile de Saragosse ⁴⁷¹ confond totalement primat et métropolitain ⁴⁷². En Angleterre le mot n'existe pas.

Des textes orientaux, Hincmar va donc tirer très difficilement une notion claire de ce que sont le primat et le patriarche. D'où son attention aux textes africains qui, eux, sont plus précis.

Métropolitain, reconnaît J. Gaudemet ⁴⁷³, est un mot dont le contenu est extrêmement flou dans l'histoire ancienne de l'Eglise ; il a varié, même en Occident, de siècle en siècle, en fonction des situations et des personnes ⁴⁷⁴.

En Orient, les conciles de Nicée et d'Antioche, essentiellement ⁴⁷⁵, ont, en fonction de situations locales, défini les prérogatives des métropolitains : réunir une ou deux assemblées de la province chaque année, visiter les évêques, leur accorder consentements de gestion et autorisations nécessaires à tous leurs actes. Mais les conciles n'ont jamais clairement défini la charge de métropolitain comme un rouage hiérarchique stable de l'Eglise.

L'Espagne a connu de significatifs changements. Le second concile de Tolède (527) parle du privilège métropolitain qui est alors transporté de Carthagène à Tolède ⁴⁷⁶ ; un seul l'exerce sur toutes les

⁴⁶⁸ Canon 6, Dionysio-Hadriana.

⁴⁶⁹ Le canon 6 du XII^e concile de Tolède, en 681 (Vivès, p. 393-394), qui est le plus explicite sur la primatie de fait, parle seulement du *pontife* de Tolède.

⁴⁷⁰ Braga I, canon 6, Vivès, p. 72 : « item placuit ut conseruato metropolitani episcopi primatu... ». Martin de Braga est, on le sait, originaire de Pannonie et nourri, par conséquent, de droit oriental.

⁴⁷¹ Vivès, p. 476, canon 2.

⁴⁷² C'est tout justement au même résultat que va parfois parvenir Hincmar.

⁴⁷³ *L'Eglise dans l'empire romain*, op. cit., p. 381 sq.

⁴⁷⁴ Ibidem, p. 388.

⁴⁷⁵ Lesne, *La hiérarchie épiscopale*, op. cit., p. 6. Nicée, canons 4 et 7 ; Antioche, canons 9, 16 et 19 qui sont de très loin les plus précis et canons 11, 13, 14, 15, 20 ; le concile de Chalcédoine, dans ses canons 12 et surtout 19, est également important.

⁴⁷⁶ Bien entendu, il s'agit du privilège jusque là reconnu à Carthagène, alors occupée par les Byzantins : en 516, l'évêque de Carthagène signe seul comme métropolitain au concile de Tarragone. Sur les métropolitains en Espagne : Magnin, *L'Eglise wisigothique*, p. 126 sq.

églises espagnoles. La législation de Braga, en 561 et 572, sous l'influence des textes orientaux, renverse cette tradition : le métropolitain est le chef de la province, hors de la présence de qui aucune ordination n'est valable ⁴⁷⁷. La nouvelle conception se répand assez vite parce que, dès le troisième concile de Tolède (584), les évêques de Mérida, Tolède, Bétique, Narbonne, Braga, signent, dans cet ordre, les actes du concile comme métropolitains ⁴⁷⁸. L'ordre de préséance varie, jusqu'en 656 où, pour la première fois, le tolédan arrive à la première place qu'il ne quitte plus ensuite ⁴⁷⁹. A partir de 666 et jusqu'à la fin de l'époque wisigothique, la législation est de plus en plus précise sur les droits des métropolitains ⁴⁸⁰, le concile de Tolède XII, en 681, estimant bon de rappeler qu'un métropolitain dirige une province ⁴⁸¹. En trois étapes successives, la législation espagnole a rejoint la tradition orientale mais aussi précisé les pouvoirs territoriaux et le cadre géographique de l'activité du métropolitain.

L'Afrique n'a pas, elle, utilisé ce mot ⁴⁸² ; l'Angleterre très peu. En Gaule, malgré les efforts des conciles ⁴⁸³, l'échelon métropolitain a perdu son importance dès la fin du IV^e siècle ⁴⁸⁴ et le mot sa signification ⁴⁸⁵. La tradition écrite ne fournit donc que des éléments épars et contradictoires à Hincmar qui cherche si avidement des notions simples et claires.

Archevêque n'est pas un mot plus simple à définir ⁴⁸⁶. L'Orient a très tôt usé de ce terme pour désigner les titulaires des sièges d'Alexan-

⁴⁷⁷ Braga II, 572, canon 3. Bien entendu, toutes nos références renvoient à l'édition de J. Vivès, ici p. 87. Voir aussi le canon 4.

⁴⁷⁸ Vivès, p. 136.

⁴⁷⁹ Tolède X, Vivès p. 319.

⁴⁸⁰ Mérida 666, canon 4 : définit le pouvoir territorial du métropolitain et ses relations avec les coévêques ; Tolède XI, 675, canon 2 : augmente le pouvoir du métropolitain sur les coévêques ; Tolède XIII, 683, c. 12, accorde au métropolitain le droit d'évoquer une cause en instance devant un coévêque, si appel est fait à son jugement : ce texte se comprend parfaitement dans le contexte espagnol, totalement détaché de Rome à ce moment ; le canon 14 du même concile renforce les obligations d'obéissance des coévêques. Les conciles de Tolède XV en 688 et Saragosse III en 691 n'apportent que des textes assez généraux sur les métropolitains.

⁴⁸¹ Vivès, p. 405.

⁴⁸² J. Gaudemet, op. cit., p. 381. L'Afrique utilise les mots suivants : *senex*, *primas*, *episcopus primae sedis*, qui désignent d'ailleurs des réalités assez différentes de ce que couvre « métropolitain ».

⁴⁸³ Lesne, *Hiérarchie*, op. cit., p. 13 sq.

⁴⁸⁴ Narbonne n'a retrouvé son rang de métropole qu'en 813 (Lesne, p. 70).

⁴⁸⁵ Lesne, op. cit., p. 18-19. Saint Boniface signale que, depuis plus de 80 ans, il n'y a plus en Gaule d'« archevêques ».

⁴⁸⁶ *Dictionnaire de Droit canonique*, article *archevêque*, tome I, p. 927-931 ; A. Testi-Resposi, *Archiepiscopus*, *Bulletin du Cange*, 1926-1927, p. 5-11, apportent des éléments fondamentaux.

drie, Antioche, Ephèse, Césarée et Constantinople⁴⁸⁷ ; le concile de Chalcédoine a rendu cet usage officiel pour Rome, Alexandrie, Constantinople, Antioche, Jérusalem, Césarée, etc... et cette habitude de vocabulaire s'est maintenue ; mais la multiplication des sièges qui revendiquent ce titre conduit peu à peu les plus importants à l'abandonner au profit de « patriarche »⁴⁸⁸. En Occident, l'évolution est très différente. Le latin a d'abord mal adopté ce mot grec⁴⁸⁹. Le contenu hiérarchique et juridique est très flou⁴⁹⁰. Rome s'y montre défavorable, en définitive, dans la mesure où ses adversaires — tel l'archevêque de Ravenne — cherchent à imposer le titre⁴⁹¹. L'Espagne n'use qu'une fois du mot⁴⁹². Seule l'Angleterre adopte le titre flottant et lui donne un contenu plus stable. Ni primat ni métropolitain, l'archevêque y a d'abord été le chef de l'Eglise anglo-saxonne : l'équivalent de Tolède en Espagne. Archevêque serait donc, immédiatement assimilable à métropolitain !

Comme si les choses n'étaient pas assez embrouillées, deux textes non canoniques achèvent de les compliquer. Isidore de Séville a écrit⁴⁹³ : « l'ordre des évêques est quadripartite, c'est-à-dire partagé entre les patriarches, les archevêques, les métropolitains et les évêques » : le patriarche est le successeur d'un Apôtre (Isidore cite Rome, Antioche, Alexandrie), l'archevêque⁴⁹⁴ remplace un apôtre et dirige métropolitains et évêques, les métropolitains dirigent les provinces et aucune initiative n'est autorisée, dans celle-ci, sans leur concours⁴⁹⁵. La *Notitia dignitatum*, dont le IX^e siècle fait grand usage, n'arrange rien. Les mots diocèse, cité, province, lui sont empruntés, qui semblent fournir des cadres commodes. Si la résidence d'un évêque par cité est généralement

⁴⁸⁷ Naz, p. 927.

⁴⁸⁸ Naz, p. 929.

⁴⁸⁹ Blaise, *Dictionnaire latin-français des auteurs chrétiens*, op. cit., p. 95, le mentionne dans le Code de Justinien (I - 1-7). Isidore de Séville (*Origines*, Lindsay, VII, XII) dit : « Archiepiscopus graeco uocabulo quod sit summus episcoporum ». Si nous ne nous abusons pas, Grégoire le Grand use du mot dans sa correspondance avec Augustin. Naz, p. 930 : l'Afrique l'emploie peu volontiers jusqu'au VI^e siècle.

⁴⁹⁰ Grégoire le Grand donne ce titre à quelques évêques : Cagliari, Corinthe, Thessalonique, Salerne, probablement pour respecter les usages orientaux, mais il le refuse à Ravenne qui le revendique.

⁴⁹¹ A. Testi-Responsi, op. cit. : le mot est d'usage courant à Ravenne au VI^e siècle.

⁴⁹² Concile de Mérida 666, cité par Naz, p. 930.

⁴⁹³ *Origines*, Lindsay VII, 4 sq.

⁴⁹⁴ On s'étonne que le métropolitain de Tolède, dès lors, n'utilise pas ce titre. Isidore ne l'a-t-il pas emprunté à une source insulaire ? A. Mundo (*Il monachesimo nella penisola iberica*, *Settimane di Studio*, IV, *Spolète*, p. 86) signale un évêché et un monastère fondés en Galice au VI^e siècle par des moines celtes ; l'évêque « breton » Mailloc assiste en 572 au II^e concile de Braga.

⁴⁹⁵ *Origines*, Lindsay, VII, 4 sq.

admise⁴⁹⁶, la carte des provinces est beaucoup plus sujette à variations en fonction des partages, si l'on n'y prend garde. La Notitia est muette, bien sûr, sur le personnage qui dirige la province.

Tel est, pour Hincmar, l'héritage écrit. Encore avons-nous légèrement triché : en particulier en ce qui concerne les archevêques, le prélat ignore plus d'un détail que nous avons signalé. Tant de lectures de tant de bons textes conduisaient à une confusion dangereuse : ces traditions peuvent tout justifier, y compris la suprématie de Trèves, ville impériale, sur Reims. Sans aucun doute, tenons-nous une clé qui permet de comprendre Hincmar. Devant ce désordre, il n'est que deux recours sûrs : les canons orientaux — qui, au demeurant, sont les plus favorables aux métropolitains en dehors de l'Hispana — et le recours à Rome, fondatrice du statut de chaque ecclesia.

Plus concrètement et plus immédiatement compréhensible, l'évolution de l'Eglise carolingienne n'apporte pas, elle non plus, des informations très claires au prélat. La réforme de l'Eglise occidentale par les Carolingiens a associé les instructions venues de Rome, la Dionysio-Hadriana et les habitudes anglo-saxonnes sans que l'amalgame ait été parfaitement assuré. Willibrord et Boniface ont reçu le titre d'archevêque et le droit de consacrer les évêques ; en 732, Boniface a reçu le pallium⁴⁹⁷. Pépin, cherchant à restaurer une hiérarchie au nord de la Loire, installe trois archevêques dans trois villes métropolitaines : Rouen, Reims, Sens⁴⁹⁸ et Boniface leur fait parvenir le pallium⁴⁹⁹ ; cependant leur autorité sur la province semble nulle⁵⁰⁰. Aucune réponse claire ne peut être donnée à la question de savoir quels sont les rapports entre le titre — archevêque —, la fonction assumée par la ville — métropole — et le ressort provincial : en 760, l'évêque — simple évêque — de Reims, Wilchaire, est donné pour archevêque des Gaules⁵⁰¹ ! Boniface, lui, n'a jamais reçu de siège métropolitain ancien et n'a pas

⁴⁹⁶ Hincmar le dit, PL 126, 211.

⁴⁹⁷ Désormais l'envoi du pallium par Rome est le signe, de plus en plus admis par tous au IX^e siècle, du choix d'un archevêque. Mais nul ne saurait dire encore clairement, lorsque vit Hincmar, si la distinction va à l'homme ou au siège qu'il occupe. Hincmar, lui, nous l'avons vu, l'attribue sans hésiter au siège.

⁴⁹⁸ Hinschius, *System des katholischen Rechts*, p. 8.

⁴⁹⁹ Hincmar raconte à sa façon toute cette histoire : MGH 125 sq.

⁵⁰⁰ Hinschius, p. 8. Le concile de 747 fait effort pour définir le rôle des archevêques comme celui d'intermédiaires entre les évêques et le pape (Lesne, p. 49). Mais nul ne précise si ce sont des intermédiaires permanents, si leur qualité reste attachée à leur siège ou si ce sont des délégués provisoires. En fait, le droit canonique classique répond très imparfaitement à ces questions et le caractère exceptionnel de la mission de Boniface en Germanie ne permet pas, lui non plus, de clarifier cette situation. Si bien que les évêques usent de cette imprécision pour ne pas obéir.

⁵⁰¹ Lesne, p. 61.

connu la stabilité ; en 784, Angilramne de Metz, en 801, Théodulf d'Orléans, plus tard Drogon de Metz sont archevêques à titre personnel⁵⁰². En 755, Pépin le Bref complique encore les choses en réinstallant des évêques métropolitains qui ne recherchent pas le titre archiepiscopal⁵⁰³. Lorsque commence le règne de Charlemagne, la situation est très confuse : un archevêque peut aussi bien contrôler plusieurs provinces qu'être simple prélat de cité, le ressort de la métropole n'est évident pour personne. On conçoit quels désordres et quelles rivalités peuvent découler de cette situation.

Charlemagne a tenté de mettre un peu d'ordre⁵⁰⁴ ; de graves surprises l'attendaient : Trèves, en 812, n'a plus de suffragants⁵⁰⁵, même si ses aspirations au rôle de métropole et peut-être à mieux encore demeurent intactes en vertu de son passé. Les canons orientaux remis en honneur, les évêques suffragants hésitent beaucoup à obéir⁵⁰⁶. L'institution du siège métropolitain occupé par un archevêque atteint, cependant, après 820, une stabilité croissante⁵⁰⁷.

Peu de temps après, en 845, Hincmar devient archevêque de Reims et métropolitain de province, dans ce contexte récent et fragile encore. A peu près cinq ans plus tard, selon le plus grand nombre d'historiens jusqu'ici, paraissent les Fausses Décrétales qui remettent en cause cet équilibre⁵⁰⁸. Contre les abus de pouvoir attribués aux métropolitains — et particulièrement à Hincmar — les évêques, soucieux avant tout

⁵⁰² Lesne, p. 70-71. Lesne conclut : tous les métropolitains au début du IX^e siècle sont archevêques, mais tous les archevêques ne sont pas métropolitains. L'étude détaillée vaudrait d'être faite.

⁵⁰³ Lesne, p. 53. Faut-il voir dans ce geste, comme Lesne le suggère, un désir de ne pas placer la hiérarchie renaissante dans une dépendance trop étroite de Rome ?

⁵⁰⁴ Lesne, p. 62 sq. L'idée d'un *siège métropolitain* l'emporte sur celle de dignité personnelle. C'est un pas vers la territorialisation des fonctions religieuses qui doit faciliter l'adoption de la notion de *continuité de gestion*, les hommes passant.

⁵⁰⁵ Lesne, p. 68.

⁵⁰⁶ Lesne, p. 76. En 829 encore, il ne se tient pas un synode annuel dans chaque province (Lesne, p. 84-85) ; mais l'habitude est prise, dans les synodes généraux, de regrouper les évêques autour de leur métropolitain.

⁵⁰⁷ Léon IV a accordé aux métropolitains (Lesne, p. 140-144) le contrôle des monastères de la province. Le concile de Meaux-Paris (845-846), c. 31, recommande que soient préservés pour les *sièges métropolitains* (*metropolitanis sedibus*) leurs antiques droits et que les évêques comprovinciaux affichent à l'égard de ces sièges le respect qui leur est dû (MGH Capitularia II, p. 406).

⁵⁰⁸ H. Fuhrmann : *Studien zur Geschichte mittelalterlichen Patriarchate*, 2^e partie, op. cit., met remarquablement en lumière l'important apport des Fausses Décrétales dans la transformation de la notion de primat et la manière dont l'archevêque de Trèves se servit des tendances nouvelles pour affirmer son hégémonie sur les deux Beligues.

d'assurer leur indépendance à l'égard de quiconque, se servent du recours romain et font, du coup, basculer l'Eglise entière du statut de confédération souple de métropole qu'elle était en train d'inventer à celui de monarchie autoritaire. Les tendances romaines, affichées depuis Léon IV, rencontrent la faveur des évêques tout comme l'usage que font ceux-ci de textes faux reçoit à Rome un écho favorable.

B) Primats, métropolitains, archevêques :

Pressé par ces interprétations variées, gêné par l'imprécision des textes, Hincmar cherche avant tout, dans un premier mouvement, à lutter contre la dangereuse conception de la primatie que tente de faire triompher Theutgaud⁵⁰⁹ et qui assurerait à celui-ci la suprématie sur Reims, l'appel des clercs d'Ebon, le droit d'intervenir dans le royaume de Charles⁵¹⁰. Sans jamais rechercher à cette occasion un avantage personnel⁵¹¹, Hincmar a constamment lutté contre la pression de son voisin de Trèves. Il ne nous appartient pas ici de reprendre l'étude des relations entre les deux métropoles⁵¹², ni de rechercher si les prétentions de l'une et de l'autre étaient ou non fondées⁵¹³, mais seulement de retenir les éléments de cette querelle qui éclairent et parfois expliquent les attitudes du Rémois. Très tôt, Theutgaud a voulu imposer à l'archevêque nouvellement élu de Reims une forme de contrôle au nom de la comprovincialité. Hincmar a vu dans cette attitude un péril majeur : le siège de Trèves appartenait à un autre royaume que celui de Charles et risquait, en fonction de son passé, d'élever des prétentions de plus en plus fortes au contrôle de la province voisine. Il fallait couper court tout de suite à une subordination canoniquement injustifiable, politiquement dangereuse, caractériellement insupportable. Le conflit est devenu plus âpre après 860, lorsque les deux prélats ont été séparés par l'affaire du divorce de Lothaire II et Hincmar a dû, alors, plus d'une fois, se féliciter d'avoir, en prenant les devants dès 853, enlevé à Trèves un moyen de pression extrêmement

⁵⁰⁹ Voir H. Fuhrmann, op. cit., p. 36, qui souligne justement tous les dangers que pouvait représenter pour le Rémois le triomphe de la thèse de Theutgaud.

⁵¹⁰ La tension qui règne entre les deux royaumes à l'occasion du divorce de Lothaire II, la haine manifestée par les archevêques de Cologne et de Trèves à Hincmar, le peu de solidité du caractère de Theutgaud, laissent à penser qu'Hincmar n'était pas mal fondé à éviter à tout prix le succès de l'interprétation du métropolitain de Trèves qui voulait contrôler les évêchés des deux Belges ; cette lutte est importante : elle a conduit Hincmar à se séparer, sur ce point comme sur tant d'autres, de la législation pseudo-isidorienne, qui prévoit qu'un primat exerce son autorité sur plusieurs provinces (Fuhrmann, op. cit., p. 41).

⁵¹¹ Ainsi pensait déjà Lesne (*Hiérarchie épiscopale*, op. cit., p. 175-176).

⁵¹² H. Schmidt : *Trier und Reims*, op. cit. et E. Lesne, *Hiérarchie épiscopale*, op. cit., p. 240.

⁵¹³ H. Fuhrmann : article cité, p. 12-13, expose les thèses de Trèves ; voir aussi p. 35 sq.

dangereux. A tort ou à raison — et il semble bien que ce n'ait pas été sans raisons — Hincmar a vu la main de son collègue de Trèves dans les difficultés qui ont surgi, dans sa province, après 862. Son comportement envers Theutgaud s'est, dès lors, fait plus rude et sa thèse plus offensive.

Ainsi s'explique, nous l'avons déjà dit, la hâte apportée par le prélat à solliciter de Rome une sorte de privilège d'immédiateté. Il l'a demandé à Léon IV et l'a obtenu de Benoît III. Ce premier péril conjuré avec l'aide de Rome, Hincmar va garder en mémoire *qu'un primate ne peut en aucun cas contrôler plusieurs provinces* : tout un pan de l'héritage canonique lui est, dès lors, interdit. L'effort d'Hincmar va se poursuivre en deux directions parallèles mais non confondues de 860 à sa mort. L'une, qui a la lutte contre Trèves pour origine, vise à établir que Reims est aussi un siège primatial ; l'autre tend, après 869 surtout, à définir comme institutionnelle l'existence de l'échelon métropolitain dans la hiérarchie de l'Eglise ⁵¹⁴.

Dans les deux cas, partant de définitions floues et de présupposés dictés par la situation dans laquelle se trouvait son siège, le prélat s'est souvent et fortement trompé, nous allons le voir. Il n'en reste pas moins que le plus réel bon sens inspire ses attitudes, compte tenu des situations du IX^e siècle. Une fois de plus la politique très existentielle qu'Hincmar applique aux conditions dans lesquelles il vit, le conduit à solliciter, pour justification idéologique de ses affirmations, des textes qui correspondent à de toutes autres situations historiques. On peut déplorer cette habitude intellectuelle, pas tellement éloignée après tout de celle de tous ses contemporains, mais non accuser le prélat de falsification ou de captation de textes, nous en verrons des exemples.

Fort de privilèges octroyés par Rome ⁵¹⁵, conscient du rayonnement historique de Saint-Rémi, Hincmar va d'abord s'efforcer d'établir que Reims est un siège primatial et que son primat est métropolitain de la province. L'affirmation que Reims est primatie apparaît dès 853 ;

⁵¹⁴ Y. Congar, *L'Ecclésiologie du Haut Moyen Age*, Paris, 1968, p. 137, estime qu'Hincmar a mené un combat d'arrière-garde en faveur des métropoles. Nous ne partageons pas cette opinion ; entre les deux ossifications des structures ecclésiales, le choix n'était pas évident en faveur de la monarchie pontificale et le long intervalle qui va de la mort de Jean VIII aux papes du XI^e siècle montre assez quel rôle « accidentel » éminent ont joué les personnalités de Léon IX, de Nicolas I^{er} et de Jean VIII.

⁵¹⁵ Bien loin de chercher à échapper à l'autorité de Rome, comme Nicolas I^{er} l'en a accusé à tort, Hincmar voit dans ce siège le seul recours contre les prétentions de Trèves et la seule vraie garantie des privilèges qu'il a fait reconnaître à son siège : MGH 158, 864 : « ... sciens priuilegium sanctae sedis romanae manere et priuilegium esse sedis romanae, si sua auctoritate priuilegium sibi subiectas sedis fecerit uigere et studuerit confirmare ». Le privilège obtenu de Benoît III avait, pour un temps, sauvé Hincmar.

Hincmar n'y renoncera jamais. En 853, à Soissons, l'archevêque déclare choisir trois juges élus, saufs en tout le primat de l'église métropole et les droits qui sont attachés par les canons à ce siège métropolitain comme à tout autre ⁵¹⁶. Ainsi Reims est plus qu'une métropole ordinaire ⁵¹⁷. Ecrivant, à peu près au même moment, à Léon IV pour lui demander assistance contre les prétentions de l'archevêque de Trèves, Hincmar, à en croire Flodoard, parlait « des privilèges de l'église de Reims, qu'elle a détenus dès les origines lorsque les sièges ont commencé à détenir des privilèges ; ... l'évêque de Reims a toujours été primat entre les primats et l'un des plus anciens primats des Gaules et ... n'a jamais eu de supérieur en dehors du pontife romain ⁵¹⁸ ». Ce texte formel est adressé à un pape dont Hincmar avait déjà pu mesurer la rigueur voire la brutalité et qui, lui aussi, a acquiescé pour une large part aux thèses du prélat ⁵¹⁹.

Vient ensuite l'appel maladroit à l'« histoire ». Dieu — par l'intermédiaire de Rome, on va y revenir — a réparti les primaties ⁵²⁰ : comme toute autre partie de l'ordre social, celle-ci est donc intouchable sous peine de péché ⁵²¹. Pourtant les conciles orientaux montrent bien que les patriarcats qui comprennent parfois plusieurs métropoles dans un

⁵¹⁶ Mansi XV, 984. Vient ensuite la réserve explicite des droits de Rome.

⁵¹⁷ Fliche (*La Primatie des Gaules*, op. cit., p. 329) souligne la confusion qui entoure le mot « primas » au début du siècle. L'épithaphe de Drogon (MGH *Scriptores* XXIV, p. 545) donne celui-ci pour « primas cis Alpes » ; cette mention — et quelques autres — explique, au moins en partie, l'assimilation qu'allait faire Hincmar entre primatie et vicariat.

⁵¹⁸ MGH 34 : « de priuilegiis huius remensis ecclesiae, quae habuit ab initio quo priuilegia sedes habere coeperunt ; et quia remorum episcopus primas inter primates semper et unus de primis Galliae primatibus extitit nec alium se potiorum praeter apostolicum presulem habuit... ».

⁵¹⁹ De toute évidence, Rome avait bien plus intérêt à admettre les positions d'Hincmar dans ce domaine, à réduire la notion de primat à un simple niveau honorifique et à l'enfermer dans une seule province, réservant aux vicariats le rôle de coordinateurs des provinces, qu'à admettre l'hypothèse défendue par Theutgaud, d'un primat, rouage nouveau dans l'Eglise, contrôlant plusieurs provinces. Nous n'excluons pas que les prétentions de Theutgaud sur ce plan soient en partie responsables de la rigueur manifestée contre l'archevêque de Trèves par Nicolas I^{er} et aussi qu'elles aient provoqué, après les grandes crises de 866, le retour de faveur d'Hincmar auprès du pape.

⁵²⁰ PL 126, 420 en 870 : « primates prouintiarum a Domino constituti » ; MGH 131 : « Sic et quicumque nostrum dignatione diuina primates prouintiarum constituti... ». C'est aussi une idée que l'on trouve dans les *Fausse Décrétales* (H. Fuhrmann, article cité, p. 17) que le nombre des primats est « *denumeratus* ». Mais la doctrine des *Fausse Décrétales* sur les rapports entre les primats et métropolitains va à l'encontre de celle d'Hincmar (Fuhrmann, p. 24).

⁵²¹ Aussi, quelles qu'aient pu être les oppositions à sa thèse, Hincmar a-t-il inlassablement répété, dans ses textes, l'expression du primat détenu par l'évêché de Reims : 870 : PL 126, 421 ; PL 126, 203 en 876 ; 877 : PL 126, 231.

seul ressort⁵²² ne sauraient être confondus avec les métropoles. Par contre, pour Hincmar, primaties et patriarchats ne sont pas d'essence différentes⁵²³. Ces deux *dignités* sont conférées par Rome en vertu de privilèges explicites. On le voit, sur ce plan, Hincmar est beaucoup plus « romain » que sur celui de la législation canonique, beaucoup plus romain que la plupart de ses contemporains d'ailleurs aussi. Dans la mesure même où un primat n'est qu'un *métropolitain privilégié*, il n'existe aucune difficulté, pour Hincmar, à confondre les deux mots⁵²⁴. Écrivant en 860 à Rodolphe de Bourges et Frotaire de Bordeaux, le Rémois leur déclare : « Vous qui êtes (titulaires) des premiers sièges du royaume aquitain⁵²⁵ ». La formulation, très ambiguë, conduit tout de même à l'équivalence automatique : primat = métropolitain⁵²⁶. Hincmar ne cherche jamais à faire de la notion de primat un rouage nouveau de la hiérarchie, établissant ainsi des supermétropolitains qui seraient supérieurs aux autres. Cette nouvelle dignité — exemplaire et exceptionnelle — ne confère qu'un privilège, ne dépendre que de Rome, et quelques droits canoniques internes à la province qu'Hincmar croit pouvoir reconnaître⁵²⁷, non point des droits sur d'autres que les évêques

⁵²² PL 126, 190 : « Et quia sancta romana ecclesia... plures metropolitanos in speciali sua diocesi habet... similiter et Alexandrina ecclesia in sua diuersi sed et Antiochena sedes nonnullos metropolitanos in sua diocesi habet... ». En 870, ayant cité une décrétale d'Innocent I^{er} au patriarche d'Antioche, il écrit encore (PL 126, 320) : « Et inde promulgauit de ordinatione metropolitanorum quorum plures ipsa (Antiochena) ecclesia subiectos sibi habet sicut et Alexandrinus episcopus ex antiqua consuetudine ».

⁵²³ Une note marginale du manuscrit Paris BN Latin 2865, folio 70 R, note que nous pensons autographe d'Hincmar, dit : « patriarche uel pr(i)mates duobus nominibus funguntur officio un(i)us prim(a)tus » ! c'est donc bien d'une *dignité* qu'il s'agit.

⁵²⁴ Bien des textes canoniques, on l'a vu plus haut, en particulier ceux de l'Hispana, conduisent à la confusion des deux fonctions.

⁵²⁵ MGH 107 : « uos qui primarum sedium regni aquitanici estis... ».

⁵²⁶ D'autres textes renforcent cette impression : Gundlach, p. 99 : « Sed quoniam durum ualde uidetur ut metropolitanus uel primas prouintiae » ; Gundlach, p. 99-100 : « Si autem et inter episcopos prouintiae de parrochia uel de alio colibet negotio orta fuerit questio, primas prouintiae... » ; 870 : PL 126, 339 : « qui a primate suae metropolis ordinantur » ; PL 126, 340 : « per primatem eius (prouintiae) » ; ibidem : « si primas forte non essem » ; 876 : PL 126, 191 : « qui et primates multoties in sacris canonibus appellantur (il s'agit bien sûr des métropolitains) ».

⁵²⁷ A ce point de son raisonnement, Hincmar s'est enfoncé lui-même dans une impasse : les métropolitains qui sont aussi des primats sont, pour lui, reconnaissables à ce que « ... sine consultu alterius aut suffraganeos ordinant aut a suffraganeis ordinantur » (MGH 127). En somme, tout métropolitain jouissant des prérogatives canoniques normales est, à ce compte, primat. A moins que sa province ne compte un trop petit nombre de suffragants. Mais on est loin, alors, du privilège exceptionnel de Saint-Rémi ! Nous y reviendrons.

du ressort ⁵²⁸. A tout moment, il a su distinguer les droits attachés au siège métropolitain des privilèges reconnus à Reims par Léon IV et Benoît III. C'est donc en pleine connaissance de cause qu'en 870, lors du violent débat qui l'a opposé à son neveu, il a insisté sur l'intime union, à Reims, de la primatie et de la métropole ⁵²⁹ ; il l'a fait, bien entendu, comme chaque fois qu'il rencontrait la contestation, avec un esprit de système outrancier. Ainsi, pour se prémunir contre les prétentions de Trèves, le métropolitain de Reims invente une équivalence entre primatie et siège métropolitain, sans parvenir à un choix clair entre deux solutions qui apparaissent tour à tour sous sa plume : 1°) tout métropolitain est primate en sa province et ne dépend que de Rome — ce qui achèverait de fonder sa conception de la province comme échelon essentiel de la vie de l'Eglise ; 2°) n'est primate qu'un métropolitain qui a reçu de Rome le privilège d'immédiateté : ce qui détruit la thèse de l'équivalence des provinces comme niveau hiérarchique en face de Rome et, implicitement, suggère que d'autres échelons hiérarchiques peuvent exister entre le métropolitain ordinaire et le pape. Hincmar, on le verra, a senti le danger de laisser ouverte une telle interprétation. En tout cas, il n'a jamais cherché à user de sa « primatie » à l'extérieur

⁵²⁸ Hincmar rappelle à son neveu qu'il n'existe pas d'autre primate supérieur à plusieurs diocèses que le vicaire de l'Apôtre. A Adrien II qui l'a qualifié, en 870, de « supérieur par l'honneur et la dignité » aux autres évêques du royaume de Charles, il réplique que « par la dignité et l'honneur du siège, il ne se reconnaît pas davantage supérieur aux autres métropolitains que par les connaissances et le mérite » (PL 126, 178 : « ... et non dignitate ac honore loci priorem caeteris metropolitans me esse cognosco... »). A plusieurs reprises, il affirme se contenter parfaitement, quant aux droits reconnus par les canons, de ceux qui s'attachent à son siège métropolitain : 870, PL 126, 339 : « quia sufficiunt mihi quae per sacros canones unicuique sunt metropolitano collata... » ; 876, PL 126, 204 : « ...sufficit... praesignato remorum ecclesiae seruienti quae per sacros canones et decreta sedis romanae pontificum unicuique sunt metropolitano collata ».

⁵²⁹ PL 126, 311 : « Et si accusandus fueris, accusator tuus ad me primatem prouintiae de te accusationem debet deferre » ; 315 : « ...apud me primatem prouintiae querelam deposuerit... » ; 338 : « tibi ostendet primatem esse huius prouintiae illum qui in sede beati Remigii est ordinatus episcopus ... » ; 340 : « si aliis primas forte non essem tibi tamen primas esse debueram ; nam signaculum primatus mei tu es quem sine interrogatione primatis alterius cum consensu coepiscoporum remensis prouintiae potui ordinare episcopum » ; 428 : « praeter me primatem tuum ». Nous n'avons relevé ici que les citations concernant le mot primate. Pour métropolitain, elles sont beaucoup trop nombreuses. Un assez bel exemple de l'alignement d'un mot sur l'autre est fourni PL 126, 297 : Hincmar vient d'user largement et abusivement des textes orientaux sur les métropolitains, il passe soudain au canon 43 d'Afrique qui parle des convocations effectuées par le primate de la province.

de sa province ⁵³⁰ : elle lui sert uniquement contre Theutgaud ⁵³¹. Ainsi son rude et long effort, qui aboutit à une impasse et à d'innombrables contradictions, n'a, en fait, qu'un but, protéger sa province — et non sa personne comme le dit Fuhrmann ⁵³² — de toute ingérence autre que celle de Rome. La logique de son système le conduit à faire des provinces, dirigées par des métropolitains, les correspondants immédiats de Rome dans tout le monde chrétien d'Occident.

Ses idées se sont pas à pas développées. En 858, commentant le canon 9 de Chalcédoine, il n'expliquait pas clairement si les métropolitains étaient ou non sur le même plan que les primats — ce que le texte ne permet pas de dire — ou si les primats chefs de diocèses étaient assimilables à Rome, ce que suggère le texte ⁵³³ : sa religion n'est pas faite. Le premier exposé d'ensemble date du mémoire de 863 sur Rothade. Rome a confié à Alexandrie et à Antioche — dont les titulaires sont désignés comme primats, non comme patriarches — la surveillance de plusieurs métropoles ⁵³⁴. Jérusalem se trouve dans la situation exceptionnelle d'être patriarcat ou primatie mais non point métropole ⁵³⁵. A travers les informations fournies par les canons orien-

⁵³⁰ Ayant installé Bertolf à Trèves en 870, Hincmar écrit à Louis le Germanique. Les signataires de cette lettre (Hontheim, *Historia Trevirensis diplomatica* I, p. 212 sq. ; Schrörs 281, Flodoard in Sirmond, ep. II, 840) sont prestigieux et respectés : Rémi de Lyon, Arduic de Besançon, Erard de Tours, Adon de Vienne, Egilon de Sens. Seule la comprovincialité ancienne des deux métropoles de Trèves et de Reims est invoquée et l'impossibilité où l'on était dans le ressort de Trèves, de trouver le nombre d'évêques nécessaires à la consécration de Bertolf. Mais il n'est à aucun moment question de la primatie rémoise : c'était cependant le moment où jamais de rechercher une éclatante revanche sur les prétentions de Theutgaud. En fait, ce n'est jamais à la personne de Theutgaud qu'il s'en est pris ; il a voulu combattre un danger pour sa province démembrée en 863 et ne plus laisser remettre en cause la légitimité de son ordination. Verdun postule la confraternité, l'ordination de 845 postule la conception du rôle du métropolitain qu'a défendue Hincmar.

⁵³¹ C'est aussi l'opinion de H. Fuhrmann, lorsqu'il souligne, p. 36, l'importance pour les adversaires d'Hincmar, du succès de la conception peuso-isidorienne de la primatie. Pour Fuhrmann, qui n'est pas loin de chercher les faussaires parmi les clercs d'Ebon, comme pour nous, les relations entre Reims et Trèves commandent tout le système de pensée, défensif, de l'archevêque de Reims : sur ce système, Fuhrmann, p. 37 sq.

⁵³² Op. cit., p. 42.

⁵³³ Gundlach, p. 99 : « Quodsi aduersus eiusdem prouintiae metropolitanum episcopus uel clericus habet querelam, petat primum dioceseos aut sedem regiae urbis quae nobis est Roma ». D'autres canons, plus souvent cités par Hincmar et plus volontiers, n'accordent pas une telle concession.

⁵³⁴ MGH 122.

⁵³⁵ L'archevêque apprécie avec sévérité la révolte de l'évêque de Jérusalem contre son métropolitain. En 870, il est plus modéré : il cite le canon 7 de Nicée qui a permis au hiérosolymitain d'être compté parmi les patriarches et les primats, « sauve la dignité propre de sa métropole » (PL 126, 343). En 870, Byzance est, à son tour, citée comme exemple de primatie sans métropole (PL 126, 343).

taux, Hincmar introduit donc, pour l'Orient, une confusion entre les sièges patriarcaux, qui ont existé et le titre primatial qu'il leur accorde. Les primats ne sont évidemment pas de simples métropolitains⁵³⁶. Comme en Orient jadis, Rome a désigné, en Occident, certaines provinces⁵³⁷ privilégiées, auxquelles, à cause de l'éloignement⁵³⁸, des tâches particulières ont été confiées ; *ce sont les primaties*. Toutes n'ont pas reçu des missions identiques⁵³⁹. Les évêques d'Arles⁵⁴⁰, de Vienne⁵⁴¹, puis Boniface⁵⁴² ont tenu ce rôle en Gaule ; d'autres l'ont fait en Hibernie ou en Bretagne⁵⁴³. En Afrique, les primats de Carthage et leurs collègues ont joué le même rôle⁵⁴⁴. C'est tout confondre : vicariats, légations exceptionnelles, primaties à l'ancienneté de l'Afrique, privilèges accordés à certains sièges⁵⁴⁵ ; mais tout n'est-il pas expliqué et justifié par le « *sed non uniformiter* » par quoi Hincmar a caractérisé les délégations romaines !

On voit bien à quoi tend le raisonnement : au-delà des oppositions de mots qui gênent sa thèse et que pour une fois il néglige, triant parmi les canons ceux — et il y en a — qui vont dans son sens, le prélat n'a d'autre ressource, puisque c'est Rome qui a accordé à Reims le privilège d'immédiateté, que de magnifier Rome comme conservatrice des rouages institutionnels voulus par les canons et comme organisatrice des situations privilégiées qui s'attachent à certains sièges : la fidélité à Rome de l'archevêque de Reims n'est pas gratuite : hors d'elle une partie importante de ses moyens de défense disparaît.

⁵³⁶ Celui d'Antioche contrôle cinq métropoles.

⁵³⁷ Nouveau jeu sur les mots : ce qui est diocèse ou groupe de provinces en Orient n'est plus que province ici. Il écrit en 876 : PL 126, 202 : « ... de priuilegiis singularum metropolitanum, scilicet primatum prouintiarum ». En 863 les choses ne sont pas encore aussi avancées.

⁵³⁸ Nul évêché d'Occident n'a été institué hors de la volonté de Rome (MGH 124). Mais les titulaires des évêchés lointains ne peuvent se rendre à Rome : « quia propter longinquitatem omnes hae prouintiae ad ordinationem apostolici papae et ad annuas romanas synodos conuenire non possunt... » (MGH 124).

⁵³⁹ MGH 124 : « Et quia p(rop)ter longinquitatem omnes hae prouintiae... sedes dioceseos primates per diuersas prouintias constituit, suosque uices eis *sed non uniformiter* commisit » : c'est confondre maintenant la primatie et le vicariat.

⁵⁴⁰ MGH 124-125.

⁵⁴¹ MGH 125.

⁵⁴² MGH 125-127.

⁵⁴³ L'Espagne est totalement absente des « reconstitutions historiques » d'Hincmar.

⁵⁴⁴ Nouvel exemple de confusion dû au nominalisme d'Hincmar et à son manque de réflexion historique : les textes obligent !

⁵⁴⁵ H. Fuhrmann (article cité) avait, sur ce point, justement critiqué l'attitude d'Hincmar, mais, nous semble-t-il, sans chercher à trouver les causes de telles erreurs.

L'archevêque en vient aux temps présents. Les primats qu'il y décrit ressemblent comme des frères aux métropolitains⁵⁴⁶. Les explications deviennent de plus en plus laborieuses. Les primats ne seraient-ils pas reconnaissables, entre les métropolitains auxquels ils ressemblent tant, par l'octroi du pallium ? Une autre difficulté surgit : des évêques, de simples évêques, ont reçu le pallium ; ce sont, dit Hincmar, ceux que les Grecs appellent « *secundi metropolitani* » !

En 863, donc, le prélat, qui cherche à défendre sa métropole à la fois contre Rothade et contre Theutgaud⁵⁴⁷ aboutit, ayant lu trop rapidement les conciles africains⁵⁴⁸ pour lesquels il professe une grande vénération⁵⁴⁹, à des formulations plus hasardeuses, ambiguës, contradictoires⁵⁵⁰.

Il ne nous semble cependant pas possible d'affirmer que le prélat interdit tout déplacement hors de sa province, au nom de cette autorité primatiale, comme le fait H. Fuhrmann⁵⁵¹. Si nous ne nous trompons pas, c'est toujours en invoquant la nécessité de l'autorisation royale et non point de la sienne, qu'Hincmar explique pourquoi un évêque ou un prêtre n'ont pu se rendre librement à Rome. Reconnaître les erreurs réelles d'Hincmar ne doit pas conduire à l'accabler d'accusations excessives.

En 870, les perspectives ont assez subtilement changé. Theutgaud a disparu et, avec lui, les prétentions de son siège. Depuis sept ans et sans susciter, sur le fond, de remontrances romaines, Hincmar a dit et répété que son siège est primatial puisqu'il ne dépend que de Rome. Il s'est habitué à une confusion que rien n'imposait et ne justifiait. Depuis plus de deux ans, son propre neveu s'en prend à ce que l'archevêque considère maintenant comme essentiel et démontré. Contre Hincmar de Laon, un nouvel échelon dans « l'escalade primatiale » de

⁵⁴⁶ MGH 127 et ci-dessous.

⁵⁴⁷ Celui-ci n'a-t-il pas montré l'exemple en s'intitulant « *primas Belgicae Galliae* » (Mansi XV, 645).

⁵⁴⁸ MGH 129 : « Unde et Africanum concilium ad Coelestinum papam scribit dicens : « *Decreta Nichena siue inferioris gradus clericos siue episcopos ipsis suis metropolitans apertissime commiserunt* » : dans ce texte, Hincmar a cru trouver l'équivalence qu'il cherchait : Rome appelle métropolitains ceux que les Africains nomment primats.

⁵⁴⁹ Il dépeint, en 876, Saint-Rémi comme « *Africanum canonum et apostolica fultus auctoritate* ».

⁵⁵⁰ Ce qui donne, historiquement, une vraisemblance beaucoup plus fondée aux reproches qu'allait faire Nicolas I^{er} à l'archevêque, de chercher avant tout à défendre ses privilèges. Pour les contemporains, qui ne disposaient pas de l'ensemble du panorama de la vie et de l'œuvre du Rémois et qui ne jugeaient ses actes que coup après coup, la vraisemblance a dû aller dans le sens décrit par le pape.

⁵⁵¹ *Einfluss und Verbreitung*, op. cit., p. 113.

Reims va être franchi. Hincmar va chercher, maintenant, à fonder l'ancienneté de la primatie rémoise sur le prestige de Saint-Rémi pour mettre fin à la révolte d'un siège suffragant presque aussi ancien que Reims ⁵⁵².

Hincmar use alors de deux textes sur lesquels l'érudition des détecteurs de faux s'est penchée avec gourmandise : la lettre interpolée du pape Adrien I^{er} à Tilpin, évêque de Reims ⁵⁵³ et le pseudo-privilege de Saint-Rémi ⁵⁵⁴. On a — à une époque où il était de bon ton de placer sous la plume d'Hincmar tous les faux du IX^e siècle — attribué l'interpolation de la première ⁵⁵⁶ et la rédaction du second à Hincmar.

L'utilisation de ces deux textes demande à être analysée simultanément. Le prélat a mentionné, en 870, l'existence de la lettre à Tilpin ⁵⁵⁷, *sans en citer le texte*. En 876, il n'en fait plus mention. A ces deux dates, au contraire, il cite le privilege d'Hormisda à Saint-Rémi in extenso. La discrétion dans le premier cas est étonnante à deux titres. Hincmar n'a pas l'habitude de négliger un texte qui sert puissamment son argumentation. Or, c'est bien le cas de la lettre à Tilpin. Il pourrait y trouver d'excellents passages. Tilpin y est dit « primat de ce diocèse » ⁵⁵⁸ ; métropole et premier siège de son diocèse — il faut lire province dans la langue du IX^e siècle ⁵⁵⁹ — Reims reçoit en la personne de Tilpin et en celle de ses successeurs une totale garantie de stabilité ; seule Rome est supérieure à Reims ⁵⁶⁰. Or Hincmar, en 870, ne cite que par allusion un tel texte et, en 876, il s'abstient d'en faire usage. Comment, en effet, utiliser un document dans lequel il est écrit, sous la signature d'un pape, à l'adresse d'un prédécesseur d'Ebon que garantie est donnée aux prélats rémois contre toute déposition sans jugement

⁵⁵² Toute une partie de la querelle entre l'oncle et le neveu porte, à grand renfort de *Notitia Dignitatum*, sur les dates respectives des deux évêchés et sur la puissance ancienne des deux cités ! On en retrouve l'écho, plus tard, dans « l'humiliation » imposée par Saint-Rémi à l'évêque de Laon Génébaud, dont la conduite laissait fort à désirer (voir Uita Remigii et chapitre XI). Nous sommes là aux origines — vers 868 — de la préparation de la Uita Remigii. Sur l'usage de la *Notitia* par Hincmar : Lesne, op. cit., p. 89-91.

⁵⁵³ PL 96, 1212-1215. Voir Lesne : *La lettre interpolée d'Adrien I^{er} à Tilpin, Le Moyen Age*, 1913, p. 393 sq.

⁵⁵⁴ Cité deux fois par Hincmar : PL 125, 338-339 en 870 et PL 126, 195-196 en 876.

⁵⁵⁶ E. Lesne : *Histoire de la propriété ecclésiastique*, tome II, p. 17, note 2, attribue à Hincmar la falsification de cette lettre.

⁵⁵⁷ PL 126, 339 : « sed et Adrianus papa Tilpino praedecessori nostro talia suae auctoritatis priuilegia et sibi commissa ecclesiae dedit, sicut scripta quae habemus demonstrant ».

⁵⁵⁸ PL 96, 1214.

⁵⁵⁹ L'emploi du mot n'est pas hincmarien dans ces conditions.

⁵⁶⁰ PL 96, 1214 : « sed in sola subiectione romani pontificis permanens ».

canonique *et* sans l'avis de Rome ⁵⁶¹ ; imagine-t-on, en 870 encore, le danger que faisait courir à Hincmar la citation d'un tel passage, capable de réveiller d'un seul coup toute la querelle sur le procès d'Ebon et sa propre ordination ⁵⁶². Comment, plus encore, en citer même l'existence dans un document qui devait être lu par le pape, en 876 !

Nous sommes conduits, logiquement, à rejeter l'idée qu'Hincmar est l'auteur de l'interpolation constatée par Mgr Lesne dans cette lettre ⁵⁶³ : aurait-il forgé un texte aussi dangereux pour lui pour le plaisir de ne pas s'en servir ? L'interpolation date soit de l'époque d'Ebon, soit de celle où les clercs déposés ont réouvert le dossier d'Ebon contre Hincmar ⁵⁶⁴.

Ce texte intéressant mais dangereux a fort probablement aidé Hincmar à affirmer le caractère primatial de son siège ⁵⁶⁵, mais le texte lui-même était condamné à la clandestinité. Le prélat en a donc forgé un autre, au demeurant infiniment plus anodin, mais qu'il a paré de tous les prestiges en faisant de saint Rémi son destinataire ⁵⁶⁶. Il s'agit cette fois de projeter dans le passé, au profit d'un saint dont l'exaltation ne fait que commencer sous la plume d'Hincmar, un privilège récemment reconnu par Rome pour faire échapper l'immédiateté acquise aux dangereuses fluctuations du temps présent : une fois encore, Hincmar manipule l'histoire pour assurer la stabilité de l'actuel. Le pape Hormisda a donc, par la plume d'Hincmar, confié à saint Rémi une délégation de

⁵⁶¹ Ibidem : « Et te aut futuris temporibus remensem episcopum et primatem illius diocesis non praesumat neque ualeat unquam aliquis de episcopatu deiicere sine canonico iudicio et neque ullo iudicio sine consensu romani pontificis si ad hanc sanctam sedem romanam appellauerit in ipso iudicio... ». Nous ne pouvons exclure l'idée que — si l'interpolation avait déjà eu lieu en 835 — cette difficulté explique, à elle seule, le recours à la procédure des canons africains contre Ebon, afin d'enlever à celui-ci toute possibilité d'appel à Rome. On voit quelles lueurs jette ce document sur la période qui précède l'arrivée d'Hincmar à Reims.

⁵⁶² S'y trouvait aussi l'interdiction de diviser la province rémoise, qui pourrait être un argument puissant en faveur d'Hincmar, mais aussi conduire à remettre en question le règlement de 843.

⁵⁶³ Sur ce point, comme sur plusieurs autres d'ailleurs, nous sommes en désaccord avec H. Fuhrmann (*Einfluss und Verbreitung der pseudo-isidorischen Fälschungen*, op. cit., p. 117).

⁵⁶⁴ L'allusion au caractère suspensif d'un appel à Rome est assez inimaginable sous la plume d'Hincmar. Par contre, elle correspond bien à l'attitude d'Ebon et à celle de ses clercs. Mieux encore, évidemment, à celle des suffragants révoltés d'Hincmar, Rothade de Soissons et Hincmar de Laon.

⁵⁶⁵ Si nous ne nous trompons pas, celui-ci est donc déjà invoqué dans la province rémoise *avant* 845.

⁵⁶⁶ La paternité de ce texte est, cette fois, incontestable. Le style ressemble à celui de l'archevêque. Mais — et c'est plus important — le modèle existe : c'est la lettre d'Hormisda à Salluste, évêque en Espagne (*Hispana* n° 95) et voilà une nouvelle fois soulignée l'importance de la collection *Hispana* pour Hincmar.

pouvoir dans le royaume de Clovis⁵⁶⁷. Cette délégation n'est consentie que « saufs les privilèges des métropolitains »⁵⁶⁸. Faux avéré, c'est un faux innocent. Il marque, en 870, le point de départ d'une évolution de l'esprit du prélat, qui va se développer jusqu'à la Uita Remigii et dont nous aurons à reparler. Ce faux, en somme, n'apporte à Reims et à son archevêque qu'une dignité accrue pour le siège par le truchement de son plus illustre titulaire⁵⁶⁹.

Pourtant le rêve ne l'emporte pas encore. Hincmar revient à son ancien sujet. Il identifie trois niveaux dans la hiérarchie de l'Eglise, en dehors de Rome : les évêques, les métropolitains ou archevêques, les primats ou patriarches⁵⁷⁰. Cette fois, c'est sur « l'échelon supérieur » — les patriarches — et non plus comme en 863 sur l'échelon métropolitain, qu'Hincmar aligne les primats. Mais certains métropolitains sont primats de province⁵⁷¹ : ils se reconnaissent au droit qu'ils ont d'ordonner métropolitains, archevêques et évêques sans nulle intervention extérieure⁵⁷² et à l'octroi du pallium par le pape. Hincmar use,

⁵⁶⁷ PL 126, 195 : « Uices itaque nostras per omne regnum... Hludouuici quam... ad fidem... conuertisti... praesenti auctoritate committimus ». C'est une de ces délégations de contenu variable dont il était question en 863.

⁵⁶⁸ PL 126, 195 : « ...saluis priuilegiis quae metropolitanis decreuit antiquitas ». Clause très logique en fonction de ce que nous savons être la position d'Hincmar.

⁵⁶⁹ C'est le sens du combat contre Hincmar le Jeune : « Si... aduersum me rebellare non times, time tamen rebellare aduersus beatum Remigium ».

⁵⁷⁰ PL 126, 341 : « Rebellantes quoque episcopi aduersus metropolitanos siue archiepiscopos suos (his duobus nominibus huius excellentiae dignitas designatur) itemque metropolitani uel archiepiscopi aduersus primates uel patriarchos qui in his duobus nominibus uno prioratu funguntur ». Cette dernière expression est importante. Nous pensons qu'elle appartient à ce que J. Jolivet a fort heureusement appelé le platonisme grammatical du IX^e siècle (*Quelques cas de « platonisme grammatical »*, op. cit.) ; le mot important : prioratus, sedes, est susceptible de recevoir des applications de détail variables, il n'en garde pas moins sa réalité et sa valeur essentielles. Ainsi s'explique, pour nous, l'apparente, la déconcertante flexibilité du contenu que donne Hincmar au mot *primat* : l'essence de la chose seule compte, à savoir la délégation immédiate par Rome d'un privilège particulier assorti de devoirs spéciaux.

⁵⁷¹ PL 126, 341 : « Sed et quidam archiepiscopi uel metropolitani primates prouintiarum multoties in sacris canonibus inueniuntur... ». Hincmar se trouve toujours dans la zone d'incertitude qu'il a créée.

⁵⁷² Cette affirmation est, en ce qui concerne les métropolitains que pourrait ordonner le primat, difficilement explicable. S'agit-il d'une post justification du rôle joué dans l'installation de Bertolf de Trèves ? Ce serait alors un simple mouvement d'orgueil. Car on ne trouve aucune trace d'ingérence d'Hincmar dans les affaires d'une province autre que la sienne qui ne soit totalement justifiée par le droit canon (Lesne l'avait à juste titre souligné, p. 176-178). Hincmar lui-même cite très volontiers la lettre de Grégoire le Grand à Augustin de Cantorbéry (voir par exemple PL 126, 342) qui interdit à Augustin de se mêler des affaires des Gaules. Les métropolitains du royaume de Charles ont visiblement et constamment respecté et soutenu Hincmar ; ils n'auraient pas manqué de s'insurger contre toute prétention de sa part à « faire des métropolitains ». Cette mention demeure donc assez difficilement explicable.

pour définir la coutume en Gaule, dans les Belges et en Germanie, d'une phrase très difficile à interpréter, mais que l'on peut comprendre ainsi : le plus ancien des métropolitains est primat⁵⁷³. Sans qu'il soit possible d'être plus clair, on peut penser qu'en 870, Hincmar estime que, dans la situation actuelle de l'Eglise, bon nombre de métropolitains sont primats, mais que l'identité entre les deux fonctions et titres n'est ni obligatoire, ni constante. Sa pensée nous semble s'être légèrement décalée depuis 863, en fonction peut-être de l'éminente dignité qu'il confère à son siège avec le concours involontaire d'Hormisda et de saint Rémi. Le flou, qu'il maintient probablement avec quelque malice, lui permet de cumuler pour les « primats métropolitains » les avantages qu'accordent aux primats les canons d'Afrique⁵⁷⁴ et aux métropolitains les textes de la Dionysio-Hadriana⁵⁷⁵, les décrétales de Grégoire le Grand ou le recueil qui en circule déjà⁵⁷⁶.

⁵⁷³ PL 126, 342 : « Inter quos... haec conditio seruatur ut qui prius fuerit ordinatus prior habeatur ». La phrase peut recevoir trois interprétations différentes entre lesquelles nous ne parvenons pas à choisir définitivement :

1° Le plus âgé des métropolitains est automatiquement primat. Ce serait une référence inconsciente aux habitudes africaines, mais aussi une totale contradiction apportée à l'idée soulignée vivement en 863 que les primats sont désignés par Rome ; commode pour Hincmar en 870, cette affirmation justifierait rétrospectivement les prétentions de Trèves.

2° Il s'agirait non point d'une primatie, au sens où Hincmar l'a entendu en 863, et où il s'efforce de l'établir pour Reims, mais seulement d'une préséance (*prior*) et la phrase revêtirait alors une bien moindre importance et toutes les difficultés signalées dans le premier cas disparaîtraient. Mais on voit mal ce que viendrait faire cette phrase dans le cours du raisonnement hincmarien.

3° En sollicitant beaucoup le texte, on pourrait penser que la plus anciennement instituée des métropoles est siège primatial par rapport aux évêchés créés ensuite (Lesne suggère, p. 92, une telle interprétation, en général, pour Hincmar comme pour Raban Maur, mais il nous paraît aller bien loin dans l'utilisation de la *Notitia Dignitatum* comme source principale d'Hincmar). Ce serait rejoindre l'« historique » de 863, dans une large mesure ; mais c'est aussi faire dire aux mots ce qu'ils ne disent pas et il est bien rare qu'on soit conduit à le faire dans un texte d'Hincmar où tout est calculé et précis.

Nous serions assez tentés, au total, par la deuxième interprétation : le texte même d'Hincmar lui donne du corps, puisqu'une incise souligne que les primats, de ce point de vue, sont dans la même situation entre eux que les évêques : « inter quos sicut et inter reliquos episcopos... ». Hincmar a été sensible aux questions de préséance ; en 876, il proteste, dans les *Annales* de Saint-Bertin, au nom de la préséance à laquelle il a droit, contre la place d'honneur accordée à Anségise (bien entendu, il s'agit toujours de la préséance due à son siège, et non à sa personne). Mgr Lesne avait, comme nous l'avons fait nous-mêmes tenté de découvrir, à l'aide des signatures des actes conciliaires, si des règles claires de préséance existaient. Nos conclusions rejoignent les siennes : beaucoup de variations, le plus souvent explicables, existent dans l'ordre des signatures : en 863-864, par exemple, Wenilon et Hincmar étant présents, c'est tantôt l'un, tantôt l'autre qui signe le premier. On ne peut tirer aucune règle définitive d'un examen rapide.

⁵⁷⁴ Longuement cités PL 126, 342.

⁵⁷⁵ PL 126, 343 sq.

⁵⁷⁶ En 876, Hincmar dit avoir lu les textes dont il parle « ... in epistolis beati Gregorii ex Regesto... », PL 126, 190.

L'utilisation, non critiquée, de textes et de références historiques contradictoires⁵⁷⁷ a engendré une sorte de monstre hiérarchique qui n'existe que dans l'esprit du prélat mais qui a de bonnes apparences de clarté au milieu du contemporain désordre institutionnel⁵⁷⁸.

En tout cas la pensée est maintenant fixée : métropolitains, archevêques et primats constituent un seul ordre⁵⁷⁹ ; mais les primats jouissent, dans le cadre d'une province et par décision historique de Rome, de privilèges exceptionnels et irréversibles. Ils sont, en particulier, en rapport immédiat avec Rome. Les autres, tous les autres, métropolitains et archevêques compris, doivent obéissance à ces primats⁵⁸⁰. On comprend mieux à quel point l'historicité de la délégation à saint Rémi devient, insensiblement, l'élément dominant du dossier de la primatie rémoise : ainsi Reims sous Hincmar peut-elle échapper en partie à la logique et intégrale dépendance de Rome à laquelle l'archevêque a dû consentir, en opposant aux prétentions éventuelles du successeur de Pierre les décisions de tel de ses prédécesseurs en faveur du plus glorieux des évêques de Reims. En tout cas l'assimilation des métropolitains aux primats et l'assurance que Reims est une primatie sont suffisamment passées dans les mœurs pour qu'Hincmar puisse donner le métropolitain de Reims comme primat de sa province sans que personne, au synode de Douzy d'août 871, le lui reproche⁵⁸¹.

⁵⁷⁷ Hincmar répète souvent, en 863, en 867, en 870 par exemple, que les contradictions ne sont pas graves, qu'il s'agit de textes qu'approuve l'Eglise. Les Ecritures, les canons présentent, il le sait, d'apparentes contradictions. Dieu et Rome ayant admis qu'il doit en être ainsi, il faut admettre cette situation. Tout change lorsqu'il ne s'agit pas de textes officiels. On voit à quel point Hincmar est un militant fidèle d'une ligne officielle, le contraire d'un déviationniste par réflexion individuelle.

⁵⁷⁸ Il ne faut tout de même pas oublier que, sur les débris de l'Eglise barbare morcelée, chacun, depuis le milieu du siècle, rêve éveillé aux structures hiérarchiques de son choix. Les Faussaires, Nicolas I^{er} ont construit une Eglise qui n'avait, au départ, guère plus de consistance historique que celle d'Hincmar. Cette disponibilité institutionnelle, si remarquable dans l'Eglise à ce moment, n'est jamais soulignée par les historiens pour qui il était fatal que l'on aboutît un jour à la monarchie de Grégoire VII. Chacun alors compose des monstres à l'aide d'extraits de textes à qui l'on fait dire ce que l'on veut ; l'extraordinaire mosaïque des Fausses Décrétales laisse, de ce point de vue, une impression de liberté et d'imagination. Mais Nicolas I^{er} n'a pas fait preuve de moins d'imagination en réinterprétant le passé gélasien dans un contexte politique tout différent. Chacun alors s'invente une légitimité. Hincmar a fait comme tant d'autres et sans beaucoup moins de garants et de vraisemblance.

⁵⁷⁹ PL 126, 343 : « In quo metropolitanum et archiepiscoporum atque primum ordine ».

⁵⁸⁰ Ajoutant encore à la confusion née de tant de textes authentiques et contradictoires, le prélat n'hésite pas à invoquer l'autorité de Fausses Décrétales attribuées à saint Clément (PL 126, 329 sq.), à Zéphyrin (PL 126, 332-333) et à citer un texte très peu connu de Pélage II (PL 126, 333-334).

⁵⁸¹ PL 126, 597.

En 876, enfin, dans la compilation canonique consacrée à la défense des droits des métropolitains contre la création d'une primatie en faveur d'Anségise de Sens⁵⁸², Hincmar a repris l'exposé de ce qu'il estimait être une vérité démontrée, puisque sortie des canons.

Rome autant qu'Antioche ou Alexandrie est une primatie ; elle compte dans son ressort plusieurs métropolitains⁵⁸³. Cette situation est assez exceptionnelle. Certes, en Occident, des délégations de pouvoir ont été successivement accordées à certains évêques ; parmi eux d'ailleurs Hincmar, aidé par la pseudo-lettre d'Hormisda, place désormais saint Rémi, nouvel athlète du Christ à qui Rome confia, au temps de Clovis, la responsabilité de réorganiser les évêchés du Nord, sans mettre fin pour autant au vicariat d'Arles⁵⁸⁴. Certes saint Boniface, lui aussi, a été l'un des « chargés de mission » de la papauté⁵⁸⁵. Mais, en Gaule, la forme normale des délégations romaines est celle des « primaties métropolitaines » dont l'idée germait en 870⁵⁸⁶ et qu'Hincmar défend aujourd'hui avec vigueur contre une délégation de pouvoir réclamée par l'empereur et accordée par Rome⁵⁸⁷.

Au passage, bien entendu, les privilèges exceptionnels accordés par Rome au siège rémois au cours du IX^e siècle⁵⁸⁸ sont encore une fois invoqués pour empêcher la création d'un rouage intermédiaire entre Reims et Rome⁵⁸⁹.

Ainsi, l'entassement des erreurs de détail a conduit Hincmar à une position sans issue. Au demeurant, il n'en attendait rien. La *Uita Remigii*

⁵⁸² PL 126, 189-210.

⁵⁸³ PL 126, 190 : l'exemple romain fournit à Hincmar une illustration occidentale de sa thèse.

⁵⁸⁴ PL 126, 200 : confusion facilitée par le fait qu'Arles ne se trouvait pas dans le royaume de Clovis. Ainsi se trouve superbement illustrée la diversité des missions pontificales dont parlait Hincmar en 863 et magnifiée la gloire rémoise.

⁵⁸⁵ PL 126, 201.

⁵⁸⁶ PL 126, 191. Elles sont, bien entendu, assimilées à Antioche et Alexandrie. Cette déformation ne nous paraît pas née d'une volonté de falsification. Hincmar reconstruit tellement, par totale ignorance de l'histoire pré-chrétienne, l'histoire ancienne de l'Eglise autour de Rome que lui échappe totalement l'importance des patriarches orientaux. Il est, de ce point de vue, un bon exemple de l'important fossé culturel qui sépare déjà, au IX^e siècle, l'Occident et l'Orient et la culture nouvelle de la culture antique. Hincmar reprend ici une partie de son texte de 870 : PL 126, 191 = PL 126, 341-342.

⁵⁸⁷ Nous aurons à revenir sur l'aspect événementiel de cette question.

⁵⁸⁸ PL 126, 202 sq. Lesne signale (op. cit., p. 242, note 3) que le privilège de Benoît III comporte ce passage : « Te qui primas ipsius prouintiae esse dignosceris... ». Voir PL 126, 203.

⁵⁸⁹ L'illogisme apparent d'Hincmar qui s'oppose à la création par Rome d'une nouvelle délégation de pouvoir, différente des précédentes, repose sur la certitude d'être suivi par les autres métropolitains, comme le montre bien le synode de Ponthion de 876.

illustrerait bien mieux que le faux attribué à Hormisda l'incomparable gloire du fondateur du siège ; la lutte contre Trèves, contre les partisans d'Ebon, contre Hincmar de Laon étant achevée, Hincmar n'avait plus à poursuivre une enquête qui nous semble, au total, plus circonstancielle qu'essentielle, même à ses yeux, et où nous avons retrouvé sa déconcertante fidélité à la lettre des textes ⁵⁹⁰.

C) Le reproche de falsification fait à Hincmar :

H. Fuhrmann a vivement reproché à Hincmar d'avoir, pour étayer ses thèses, falsifié les textes canoniques ⁵⁹¹. Nous voudrions esquisser, dans ce domaine, une réponse d'ensemble aux affirmations de H. Fuhrmann. Nous ne le ferons que sous forme d'hypothèses appuyées sur un certain nombre d'indices, pour des raisons que nous dégagerons finalement.

Notons tout d'abord que l'accusation de falsification porte, selon le témoignage même des textes relevés par H. Fuhrmann, sur cette affaire de primatie dont nous venons de montrer à quel point elle est incertaine.

1° H. Fuhrmann signale des transformations — réelles — dans les fausses Décrétales d'Anaclet et d'Etienne. Deux remarques s'imposent, d'inégale valeur. Hincmar, on l'a vu, n'attache pas au texte des Décrétales, même authentiques, une valeur fondamentale. Cet argument n'a pas en soi grande valeur mais il faut en tenir compte lorsqu'il s'agit d'apprécier la fidélité aux textes reproduits. De plus, ces textes n'apportent pas, eux non plus, une clarification décisive de la question. Ils vont dans le sens des primaties à contrôle provincial multiple cher à

⁵⁹⁰ Il n'est pas mauvais de rappeler que ses incertitudes, ses indécisions proviennent justement du respect scrupuleux de textes très contradictoires, et non point d'un esprit de système ou de falsifications délibérées.

⁵⁹¹ Continuateur de la tradition érudite allemande, H. Fuhrmann n'abandonne pas un seul point des anciennes accusations contre le prélat, faussaire notoire (*Einfluss, op. cit.*, p. 116, note 164) ; H. Fuhrmann reconnaît toutefois que l'examen des méthodes de travail d'Hincmar pourrait conduire à certaines révisions (ibidem, p. 115 et note 162 p. 115). Il n'en affirme pas moins que l'une des spécialités du prélat consiste à modifier subtilement le contenu d'un texte pour lui faire dire le contraire de ce qu'il disait (ibidem, p. 117). Les exemples viennent, dans cet ouvrage, p. 118 sq. H. Fuhrmann donne d'ailleurs déjà lui-même (p. 120) l'exemple d'une citation « déformée » dont l'origine se trouve dans un codex consulté par Hincmar (note 174, p. 120).

Déjà, dans son article sur les patriarchats (*Studien zur Geschichte...*), H. Fuhrmann avait relevé d'autres exemples de modifications de citations qu'il reprochait à Hincmar : p. 39 par exemple : Pseudo-Anaclet : « Sed illae urbes quae praefatis et priscis temporibus primatem tenuere episcopum, patriarcharum aut primum nomine fruuntur... » devient (PL 126, 332) : « Sed illae urbes... tenuere archiepiscoporum, patriarcharum aut primum fruuntur ». Ou encore Pseudo-Etienne : « Reliqui uero qui ceteros... ciuitates adepti sunt non primates sed aut archiepiscopi aut metropolitani uocentur » = PL 126, 333 : « ...adepti sunt non primates aut archiepiscopi sed metropolitani uocentur... ».

Theutgaud mais auquel Nicolas I^{er} n'apporte pas du tout son appui. Une lettre du pape à Hincmar comporte la très précise référence à la fonction de « primat de la province rémoise » qui conforte, contre les textes anciens, la position d'Hincmar⁵⁹². Nous le reconnaissons volontiers, ces arguments sont assez spécieux, de notre point de vue, si nous leur reconnaissons une pleine valeur pour Hincmar.

D'autre part, nous sommes encore aujourd'hui hors d'état de connaître la version de ces Fausses Décrétales que possédait Hincmar. Cet argument-ci est, à nos yeux, beaucoup plus puissant que le précédent et nous y reviendrons dans un instant.

2° Une autre modification de texte est signalée par H. Fuhrmann⁵⁹³. Elle mérite attention, une fois encore, à deux niveaux différents.

Hincmar — c'est sûr — a ajouté un fragment de sa propre main au texte authentique⁵⁹⁴. De notre point de vue, il y a falsification. Dans la situation du IX^e siècle, telle que nous l'avons définie plus haut, il y a substitution d'une description jugée compréhensible par les contemporains et historiquement fondée — l'identité métropolitain - primat - à une autre, totalement inassimilable — le patriarche de région supérieur au métropolitain. Il est important de comprendre pourquoi Hincmar a modifié ce texte et pourquoi, semble-t-il, personne n'a protesté autour de lui.

Il y a plus. Nous avons signalé, dès 1962⁵⁹⁵, d'une part qu'Hincmar n'avait pas utilisé la *lex romana canonice compta*, d'autre part, que les versions de l'*Epitome Iuliani* qu'il citait étaient venues tardivement — après 865 — à sa connaissance, sous une forme moins sûre que tant d'autres textes scrupuleusement reproduits. Nous attendons l'examen de toutes les sources de ses emprunts que l'on pourra encore retrouver au prix d'enquêtes comparables à celles que nous avons menées⁵⁹⁶ pour conclure définitivement sur l'exemple relevé par H. Fuhrmann.

⁵⁹² MGH EAK VI, p. 366 : « primatem ipsius prouintiae sanctae memoriae praesules predecessores nostri confirmauerunt » ; texte cité par H. Fuhrmann, *Studien zur Geschichte*, article cité, note 132, page 42).

⁵⁹³ H. Fuhrmann (*Einfluss und Verbreitung*, op. cit., p. 120) a retrouvé un des textes dont nous signalions (*Hincmar et la loi*, p. 39, n° 2) que nous l'avions en vain recherché. Il s'agit d'un extrait de l'*Epitome Iuliani* qui se trouve dans la *Lex Romana canonice compta* (E.J. Const, CXV [462] 36). H. Fuhrmann écrit qu'Hincmar a tellement falsifié le texte qu'on ne le reconnaît plus.

⁵⁹⁴ « Metropolitanus uel primas prouintiae de ecclesiastico iure uel de aliis negotiis inter conquirantes audiat et legibus... » (PL 126, 602 en 871) remplace un texte fort différent : « ... de ecclesiastica iure uel de aliis negotiis prius metropolitanus eorum cum aliis quibusdam concilii sui considerans rem iudicet ; et si non adquiescat utraque pars iudicatis, tunc beatissimus patriarcha illius regionis inter ipsos audiat et quod ecclesiasticis canonibus et legibus... ».

⁵⁹⁵ *Hincmar et la loi*, op. cit., p. 14 et p. 22.

⁵⁹⁶ Voir Appendice III : la série de textes reproduits exactement mérite tout de même quelque considération dans ce débat ! Et aussi la fidélité fréquente, dans l'erreur de détail, aux sources reconnues.

3° Nous adoptons cette attitude avec d'autant plus de détermination que nous avons nous-mêmes relevé d'autres cas intéressants. L'impression d'un très réel désordre du vocabulaire, générateur de contradictions et de déformations, est confirmée par eux ; peut-être faut-il encore y ajouter des erreurs dans les leçons manuscrites dans le plus ancien codex qui contient les textes de 868-870⁵⁹⁷.

Quelques pages après la « falsification » signalée plus haut, du Pseudo-Etienne, Hincmar écrit un membre de phrase qui entre en pleine contradiction avec cette « falsification »⁵⁹⁸.

Le cas du canon 19 de Carthage (D.-H.) est plus déconcertant encore, sans que l'on ait en général relevé l'usage qu'en fait Hincmar. Le canon authentique de la Dionysio-Hadriana parle de **primats par province**⁵⁹⁹. Voici donc un exemple particulièrement dangereux pour la thèse hincmarienne et qu'il conviendrait de falsifier⁶⁰⁰.

En 868, la citation de ce canon comporte une fois *primates*, une fois *primatem*⁶⁰¹ ; curieuse falsification qui place l'authentique, sous les yeux du lecteur, à côté du faux. En 870, on croit tenir, d'après la Patrologie, la preuve que la « falsification » est devenue habituelle⁶⁰² ; mais lorsqu'on se reporte au manuscrit, la transcription fautive n'existe que dans un des deux cas⁶⁰³ ; le manuscrit ramène à la situation de 868. Une dernière citation en 876⁶⁰⁴, il est vrai, comporte simplement *primatem*.

⁵⁹⁷ Paris B.N. Latin 2865, IX^e siècle, vraisemblablement écrit vers 870-875 à peu près.

⁵⁹⁸ PL 126, 341 : « aduersus metropolitanos siue archiepiscopos suos his duobus nominibus huius excellentiae dignitas designatur ».

⁵⁹⁹ Dionysio-Hadriana, PL 67, 190 : « Quisquis episcoporum accusetur ad *primates prouintiae* ipsius causam deferat accusator ».

⁶⁰⁰ Les manuscrits dont il dispose fournissent *primates* (Berlin 1741, 74 r et Paris 12445, 65 r).

⁶⁰¹ PL 125, 1060 (*primates*) et 1068 (*primatem*).

⁶⁰² PL 126, 305 et 342 : *primatem*.

⁶⁰³ Le manuscrit B.N. Latin 2865 comporte d'intéressantes variations : fol. 22 v. la citation en cause comprend le mot *primatem*, mais, au folio 65 v., on trouve l'authentique *primates*. Ces deux versions différentes se retrouvent dans l'autre manuscrit des 55 Capitula (Vatican Pal. Lat. 296) aux folios 33 v. et 48 v. C'est donc bien de propos délibéré qu'Hincmar a utilisé ces deux versions différentes. Il paraît tout de même difficile de penser qu'une volonté de falsification lui étant attribuée, il aurait commis l'imprudence de fournir quelques pages plus loin la version qui permettait de le confondre ! Comme en 868, les deux versions différentes du concile de Carthage c. 19 indiquent seulement, à nos yeux, l'hésitation d'Hincmar sur le mot *primat*, non un désir de falsification. Il a d'ailleurs continué à employer la version « *primatem* » en 876 (PL 126, 198, confirmé par le manuscrit de Bâle o. II 29, cinquième fragment, fol. 8 v.). Au demeurant, la citation faite (PL 126, 342) du canon 17 de Carthage (D.H.) achevait de créer le trouble : « Ut unaquaque prouintia propter longinquitatem *primatem* habeat proprium... ».

⁶⁰⁴ Cette fois, la falsification délibérée aurait été encore plus maladroite qu'en 870 puisque le texte était destiné à connaître une large publicité.

Quelle ne fut pas notre surprise en constatant que la Dacheriana fournissait la citation exacte — avec primatem — qu'utilise Hincmar⁶⁰⁵ et que, de ce fait, celui-ci était lavé du soupçon de falsification.

Notre hypothèse d'ensemble est dès lors la suivante : le débat entre conceptions est, au IX^e siècle, beaucoup plus ample et beaucoup plus fondé sur les textes qu'on ne l'a en général pensé⁶⁰⁶. Mais ces textes sont extrêmement mal fixés, encombrés de versions contestables et contestées. Nous ne nous étonnons pas qu'Hincmar *qui n'utilise jamais en tant que telle* la collection pseudo-isidorienne, ait pu posséder et citer des fragments des pseudo-décrétales comportant des variantes importantes par rapport au texte finalement fixé par les faussaires. Nous constatons que, mis en présence de deux versions différentes du canon 19 de Carthage, Hincmar les cite l'une et l'autre, d'après deux collections reçues, comme naguère il a signalé son trouble devant le titre augustinien « de bono uel dono perseuerantiae »... ! Nous en tirons la conclusion non point qu'il falsifie à loisir les textes — l'accusation ne peut être retenue si l'on reconnaît à Hincmar un peu de logique et de bon sens — mais qu'il participe plus ou moins volontairement à la lente élaboration de textes qui ont fini par constituer le recueil des Fausses Décrétales, à partir des versions contradictoires et souvent très médiocres dont disposaient les clercs carolingiens vers 830. Bien loin de partir de positions figées dans les textes, nous pensons que le grand débat sur l'Eglise auquel Hincmar a tellement apporté d'éléments de discussion⁶⁰⁷ a contribué à la clarification de ces textes et à la fixation définitive de la doctrine des faussaires. Pour apprécier pleinement la valeur de notre hypothèse, il faudra reprendre *tous* les textes canoniques en cause. les dater et les analyser. Après cet effort seulement il sera raisonnable d'envisager de conclure et pour les Fausses Décrétales et pour Hincmar.

Dans l'état actuel de l'information que nous avons pu rassembler et critiquer, nous ne pouvons prouver qu'il n'y a pas de falsification,

⁶⁰⁵ Voir Appendice III.

⁶⁰⁶ Voir Appendice III sur la recherche des Décrétales.

⁶⁰⁷ Nous voudrions simplement rassembler ici les textes que cite Hincmar, en 870, en provenance du code des canons d'Afrique, PL 126, 342 : « De quibus primatibus et Africae prouintiae concilia dicunt (DH, Carthage c. 19) : « Quisquis, inquiens, episcoporum accusatur, *ad primatem prouintiae ipsius causam deferat accusator* ». Et item (DH, Carthage c. 19) : « Qui prouocandum putauerint, *ad primates suarum prouintiarum*, sicut et de episcopis saepe constitutum est, prouocent ». Et item (DH Afrique c. 92) : « Quod si et ab eis, scilicet uicinis episcopis prouocandum putauerint, non prouocent nisi ad Africana concilia uel ad *primates prouintiarum suarum* ». Et item (DH, Carthage c. 17) : « *Ut unaquaeque prouintia propter longinquitatem primatem habeat proprium*. Placuit ut Mauritania Sitifensis, ut postulauit primatem prouintiae Numidia, ex cuius coetu separatur, suum habeat primatem, quem consentientibus omnibus primatibus prouintiarum Africanarum, uel omnibus episcopis, propter longinquitatem habere permissa est ».

mais nous pensons que de réelles falsifications auraient été plus logiquement, plus soigneusement, plus systématiquement conduites que celles qui viennent d'être examinées. Les contradictions mêmes d'Hincmar, qui cite tout autant la Dacheriana que l'Hispana, qui peut trouver dans une « décrétale » du IX^e siècle confirmation de ce que lui apportent — ou de ce qu'il fait dire ? à — des décrétales fausses plus anciennes, nous conduisent à penser qu'il n'y a pas de sa part falsification délibérée, mais usage de textes peu cohérents encore.

Du moins la thèse de la primatie de Reims a-t-elle eu assez de résonnance pour que l'écho s'en répète encore au XVIII^e siècle ⁶⁰⁸.

D) Des droits des métropolitains :

La défense des droits des métropolitains revêt un tout autre intérêt⁶⁰⁹. Elle a cependant souffert des critiques justifiées que l'on a portées contre les « démonstrations » qui précèdent. Au demeurant les deux séries de textes s'entrecroisent souvent de manière dangereuse pour Hincmar. En 863, Rothade et les Lorrains ; en 870, Hincmar de Laon ; en 876, Anségise ont, à des titres et selon des modalités divers, semblé mettre en cause la métropole rémoise. En fait, l'attaque n'a été forte qu'entre 869 et 876 ⁶¹⁰ ; comme l'a justement souligné Lesne, elle n'est que locale ⁶¹¹ et ne représente pas du tout un courant d'ensemble de l'épiscopat carolingien.

Hincmar a donné à l'administration de sa province un style ⁶¹² qui explique les révoltes de Rothade et d'Hincmar de Laon. Le premier

⁶⁰⁸ Reims, B. Municipale, MS Nouveau fonds, 1642.

⁶⁰⁹ Il faut, sur ce sujet, revenir fréquemment à l'excellente étude de Mgr Lesne : *La hiérarchie épiscopale en Gaule*, op. cit., p. 89 sq. Elle nous dispense de plus d'un développement.

⁶¹⁰ Mansi XV, 795 : en 876, des évêques demandent à Jean VIII, au concile de Troyes, d'agir contre certains métropolitains « ita ut nec... praeter consultum romani pontificis, de gradu suo quilibet episcoporum deiiciatur... ».

⁶¹¹ Une phrase de Lesne mérite d'être soulignée (p. 214) : « Au cours d'un épiscopat de trente sept ans, cet archevêque a rencontré parmi ses suffragants deux rebelles que tous les autres ont désavoués ». Lesne fait remarquer à juste titre (p. 211 sq.) que les relations de la plupart des coévêques avec Hincmar ont été excellentes et que le clergé de la province paraît avoir apprécié l'attitude du prélat et fait appel à lui contre des évêques abusifs. Voir Lesne p. 205.

⁶¹² On l'étudiera en détail au chapitre X. Nous sommes loin, sur ce point, de souscrire au jugement de Lesne (p. 167 sq.) qui considère Hincmar comme un monarque en sa province. Autoritaire, oui, cassant, oui, se mêlant de tout, oui, décidant seul, jamais. Le fait remarquable est justement qu'Hincmar ait su, chaque fois que les canons le lui imposent, consulter largement avant toute décision.

s'est insurgé contre la personne du métropolitain, sans user des Faux Isidoriens, le second au contraire a cru trouver à Rome, à l'aide de la législation nouvelle, un appui inconditionnel contre son oncle ⁶¹³.

Avec l'exigence de voir ériger un vicariat sur toute la Francie occidentale, en 876, c'est l'ensemble de « l'échelon métropolitain » qui est en cause.

Depuis 850 au moins, conciles et capitulaires carolingiens ont imposé l'existence du rang administratif métropolitain. Chacun — dit Lesne avec vraisemblance ⁶¹⁴ — s'imagine, dès lors, que cette situation est fort ancienne et va de soi. Les témoignages abondent qui manifestent la vitalité de cette institution ⁶¹⁵. En 858, Louis le Germanique a cherché à obtenir l'adhésion des trois métropolitains soumis à Charles ; en 867, on s'en souvient, c'est aux métropolitains que Nicolas I^{er} confie le soin d'élaborer les réponses à adresser aux Grecs. En 869, Liutbert de Mayence mène avec autorité la lutte contre Charles le Chauve pour la succession de Gunther à Cologne ⁶¹⁶. Le 25 mars 871, Adrien II adresse à Hincmar une lettre qui constitue une reconnaissance formelle du rôle des métropolitains ⁶¹⁷.

On a pour habitude — et Lesne n'a pas manqué à la règle — de relever trois ou quatre citations plus ou moins critiquables pour mettre à mal l'énorme travail d'information accompli par le prélat autour du thème des métropolitains. C'est s'interdire de comprendre pourquoi les textes d'Hincmar ont eu, au total, l'audience qu'ils ont eue.

En 863, vingt-trois textes canoniques sont invoqués pour défendre la fonction et les prérogatives de métropolitain. L'un émane des Fausses

⁶¹³ Lesne, p. 190 sq. et 222 sq. C'est une offensive solitaire et fort égoïste que mène l'évêque de Laon. Il n'a jamais songé, par exemple, à prendre part aux conflits qui concernaient les clercs d'Ebon ou Rothade. Rappelons encore que cette tentative laonnoise, probablement grossie à l'excès par les historiens, pouvait espérer rencontrer, dans le courant de monarchisation ouvert à Rome depuis Léon IV, un écho favorable.

⁶¹⁴ L'historique assez personnel que reconstitue Hincmar confirme en grande partie les vues de Lesne. N'oublions pas, toutefois, que cette démonstration aurait été inutile si les choses étaient aussi automatiques que l'a pensé Lesne.

⁶¹⁵ En dehors des exemples que nous citons, Lesne souligne (p. 85), à juste titre, que l'habitude est bien ancrée désormais de faire figurer les évêques autour de leur métropolitain dans les conciles. Les métropolitains signent toujours les actes les premiers.

⁶¹⁶ Lesne, p. 279-280.

⁶¹⁷ MGH EAK VI, p. 734 : « Fidelium relatione comperimus quod tua fraternitas debitam uigorem in prouintia remensi non agitans multa reprehensione dignissima a tuis comprountialibus conualescent... ita omnium omnino comprountialium tuorum synodice, saluo sanctae romanae ecclesiae priuilegio, rescescunt utia... ».

Décrétales ⁶¹⁸ ; Lesne a souligné cet emprunt ⁶¹⁹ en reprochant à Hincmar de faire à cette occasion appel à un canon du pseudo-concile de Nicée. Mais, une fois encore, Hincmar cite une décrétale — fausse — comme un texte important, non décisif ⁶²⁰, et il le cite sous le nom de Jules I^{er}, non point sous la référence de Nicée ⁶²¹. Sept textes sont excellents ⁶²², qui fondent valablement l'autorité du métropolitain sur la province ⁶²³ ; sans qu'il soit nécessaire d'utiliser le Pseudo-Jules, un autre texte établit les règles du jugement comprovincial ⁶²⁴ et trois fixent les règles de l'appel, objet du litige ⁶²⁵. Des dix textes fondamentaux que nous avons soulignés, plusieurs réapparaissent en 870, mais les deux africains sont alors abandonnés ⁶²⁶.

En 870, un nouvel effort, remarquable, est accompli : aux textes anciennement invoqués s'en ajoute une vingtaine qui sont presque tous

⁶¹⁸ Pseudo-Jules : « Si (episcopi) metropolitanum aut iudices suspectos habuerint aut infestos senserint apud primatem dioceseos aut apud Romae sedis pontificem iudicentur » (MGH 129) ; et « Salua apostolicae ecclesiae auctoritate nullus episcopus extra suam prouintiam ad iudicium deuocetur. Sed uocato eo canonicis in loco omnibus congruo tempore synodali ab omnibus comprouincialibus episcopis audiatur, qui concordem super eum canonicamque proferre debent sententiam » (MGH 131).

⁶¹⁹ Lesne, op. cit., p. 145, qui reprend la critique de Schrörs (op. cit., p. 366).

⁶²⁰ Voir note 618.

⁶²¹ Il le dit les deux fois (MGH 129 et 131). Mais il semble nous manquer d'autres allusions à cette même lettre.

⁶²² MGH 130 : Hilaire, Collection d'Arles, Ep. 8 ; Léon à Théodore de Fréjus, c. 1, Quesnelliana 70 et Hispana 70 ; Antioche c. 9 D.-H. ; Boniface, c. 4, D.-H. ; Antioche, c. 13, D.-H. ; Célestin, c. 17, D.-H. ; Chalcédoine, c. 19, D.-H.

⁶²³ Les deux meilleurs sont le canon 9 d'Antioche (D.-H.) sans cesse repris par Hincmar (857-858 : Gundlach, p. 98, 112, 120 ; 863 : MGH 130, 137 ; 869 : PL 126, 513, 524, 530, 535 ; 870 : PL 126, 392, 397, 540 ; 871 : PL 126, 595, 598 ; 877 : PL 126, 237 ; 881 : PL 126, 245, paraphrases : PL 125, IIII ; PL 126, 422, 568, 596) et la décrétale de Célestin I^{er} (D.-H.) c. XVII : « Iuxta decreta canonum unaquaque prouintia suo metropolitano contenta sit », souvent reprise, elle aussi (863 : MGH 130, 136 ; 869 : PL 126, 535 ; 870 : PL 126, 305, 392 ; 876 : PL 126, 190 ; 877 : PL 126, 238).

⁶²⁴ Antioche c. 15 (D.-H.), cité MGH 131.

⁶²⁵ Sardique c. 3 (D.-H.) : « Si aliquis episcopus iudicatus fuerit in aliqua causa et putat se bonam causam habere, ut iterum concilium renouatur, si uobis placet, Sancti Petri apostoli memoriam honoramus ut scribatur ab his qui causam examinarunt Iulio romano episcopo ; et, si iudicauerit renouandum esse iudicium renouetur et det iudices ; si autem probauerit talem causam esse ut non refricentur ea quae acta sunt quae decreuerit confirmata erunt » (MGH 131) ; Carthage c. 26 (D.-H.) : qui confie le jugement d'appel aux évêques voisins et interdit les appels à Rome (MGH 130) ; Afrique c. 63 (D.-H.) : qui fixe la procédure des juges élus et interdit d'en appeler de leur sentence (MGH 131).

⁶²⁶ La procédure africaine, si chère à Hincmar — il l'applique sans cesse à toute cause jusqu'à la fin de sa vie — est de plus en plus critiquée par Rome. Il n'est pas bon de sembler trop y tenir.

d'excellente venue⁶²⁷. L'un d'eux, qui définit le synode parfait comme celui où siège un métropolitain, a évidemment la faveur du prélat⁶²⁸. Les jugements comprovinciaux et les appels à Rome retiennent l'attention comme en 863. Un excellent texte d'Innocent à Victrice de Rouen⁶²⁹ a été découvert : il fixe clairement les étapes du jugement et de l'appel. Pour le reste, on retrouve les solutions de 863 avec un changement important pour les textes africains⁶³⁰.

En 876, à l'occasion du synode de Ponthion, les perspectives sont très différentes. Il s'agit moins de fixer une fois de plus les droits des métropolitains, particulièrement en matière de jugements, que d'insister sur le fait qu'il n'existe aucun rouage institutionnel entre les métropolitains et le pape.

Les canons 9 et 13 d'Antioche⁶³¹ sont là pour rappeler l'ancienneté des métropoles et certaines règles de leur fonctionnement. Pour les jugements provinciaux et les appels, on retrouve la décrétale d'Innocent à Victrice de Rouen, préférée maintenant au canon 3 de Sardique⁶³²,

⁶²⁷ Retenons essentiellement : Hilaire aux évêques des diverses provinces des Gaules, Collection d'Arles, ep. 86 (PL 126, 296) ; Symmaque à Aeonius d'Arles (Collection d'Arles) (PL 126, 297) ; Antioche c. 19 (D.-H.) (PL 126, 297) ; Afrique c. 43 (D.-H.) (PL 126, 297) ; Célestin c. 17 (D.-H.) (PL 126, 305) ; Boniface c. 3 (D.-H.) ; Carthage c. 19 (D.-H.) (les deux col. 305) ; Boniface c. 4 (D.-H.) (PL 126, 320-321) ; Léon à Anastase de Thessalonique c. 32 (D.-H.) (PL 126, 322) ; Zosime, Ep. aux évêques des Gaules (Collection d'Arles) (PL 126, 342) ; Hilaire, Ep. 8, (Collection d'Arles) (PL 126, 342) ; Innocent à Victrice de Rouen (Hispana) c. 2 (PL 126, 343) ; Léon à Théodore de Fréjus (Quesnelliana) c. 1 (PL 126, 343) ; Léon à Anastase c. 40 (D.-H.) (PL 126, 345) ; Léon à Rusticus de Narbonne c. 14 (D.-H.) (PL 126, 356) ; Nicée c. 5 (D.-H.) (PL 126, 358).

⁶²⁸ Antioche, c. 16 (D.-H.), cité neuf fois entre 856 et 881, parfois par paraphrase.

⁶²⁹ D.-H. c. 10 ; PL 126, 320 : « Si quae causae uel contentiones inter clericos tam superioris ordinis quam etiam inferioris fuerint exortae, ut secundum synodum Nicaenam, congregatis eiusdem prouintiae episcopis iurgium terminatur... Si quae autem maiores causae in medio fuerint deuolutae, ad sedem apostolicum... post iudicium episcopale referatur ». On peut hésiter sur « episcopale » bien entendu. Ce texte a été repris en 876, PL 126, 202.

⁶³⁰ Sardique c. 3 et 4 (D.-H.), PL 126, 305 ; Carthage III c. 10, Hispana PL 126, 308.

⁶³¹ PL 126, 193 et 196, appuyés de quelques textes déjà cités en 863 et 870 (Boniface à Hilaire de Narbonne, D.-H., c. 4, col. 189 ; Célestin c. 17, D.-H., col. 190 ; Chalcédoine c. 19, D.-H., col. 196) et de quelques nouveaux (Chalcédoine, c. 1, D.-H., col. 197 ; Afrique, c. 53, D.-H., col. 197 ; Milève, c. 14 ; Hispana, col. 197 ; Pélage I^{er} à Childebert, Collection d'Arles, col. 197).

⁶³² On peut voir dans l'abondance des décrétales citées à la fois l'effort de lecture accompli par Hincmar à la suite de l'apparition, sous la plume de son neveu, d'une grande quantité de fausses décrétales, et aussi le désir de lutter à l'aide des armes mêmes de ses adversaires, contre l'abondance des références aux textes pontificaux qui caractérise les années 865-880.

et la législation africaine⁶³³. Lesne⁶³⁴ met en cause l'archevêque : il aurait, pour faire plus vrai, accolé un extrait du canon 4 de Nicée à un autre extrait du canon 6 du même concile⁶³⁵. Il faut, une fois encore, examiner la portée de l'accusation. 1° Hincmar n'introduit pas, comme il le fait souvent, cette citation par une référence précise, mais seulement par « comme le synode mystique de Nicée a décrété »⁶³⁶ ; 2° des constructions du même genre existent pour d'autres textes et l'on ne semble pas en faire grief à Hincmar⁶³⁷. 3° il faudrait qu'Hincmar soit bien naïf pour penser qu'une « falsification » aussi grossière échapperait au roi et au synode de Ponthion⁶³⁸ ; 4° se scandaliser de ce rapprochement souligne seulement que l'on n'a plus présente à l'esprit la démonstration d'Hincmar sur les primats et métropolitains : elle est fausse, mais, lui paraissant vraie, elle fonde son droit à rapprocher ces deux textes ; 5° en fait, Lesne comme Schrörs ont attaqué Hincmar en falsification sur quelques point de détails isolés de leurs contextes, selon les habitudes des érudits du XIX^e et du début du XX^e siècles, plutôt qu'ils n'ont cherché à comprendre les raisons des attitudes qu'ils réprouvent chez le prélat.

Les canons et les décrétales établissent, pour Hincmar, d'irréfutable et d'indéformable manière, les droits et les devoirs des métropolitains, comment Rome pourrait-elle défaire ce que Rome a fait ?⁶³⁹ : vingt-cinq extraits de décrétales montrent l'attachement des papes à la législation canonique, tout spécialement à celle de Nicée⁶⁴⁰ : ces textes sont excellents et choisis avec soin. Adrien II voudrait-il aller, sous l'impulsion de son impérial partenaire, contre la volonté de ses prédécesseurs ? La décision d'un seul — ce qui serait le cas si une primatie était accordée à Anségise — ne vaut jamais celle d'un groupe : Hincmar

⁶³³ PL 126, 198 : Carthage c. 19 et Afrique c. 63-67-87, D.-H.

⁶³⁴ Lesne, *Hiérarchie épiscopale*, op. cit., p. 145, note 5, qui reprend Schrörs p. 366. Voir aussi Lesne, p. 246-247 et note 3 p. 347.

⁶³⁵ PL 126, 189 : « Antiqua consuetudo seruetur per Aegyptum, Libyam et Pentapolim ita ut Alexandrinus episcopus horum omnium habeat potestatem quia et urbis Romae episcopo parilis mos est. Similiter autem et apud Antiochiam caeterasque prouintias suis priuilegia seruentur ecclesiis » + c. 4 : « Firmitas autem eorum quae geruntur per unamquamque prouintiam metropolitano tribuatur episcopo ».

⁶³⁶ PL 126, 189.

⁶³⁷ Conciles africains, PL 126, 198 et PL 126, 305.

⁶³⁸ Quelques lignes plus loin (PL 126, 191), Hincmar cite le canon 6 *seul* : quelle imprudence s'il avait recherché, plus haut, un effet facile grâce à une tricherie.

⁶³⁹ L'argument est puissant : il constitue le fondement, nous le savons, du respect du droit écrit chez Hincmar (voir chapitre VI). Il conditionne toute une attitude mentale en face du changement.

⁶⁴⁰ PL 126, 190-195 et 198-209 pour l'essentiel.

soude la résistance collective à l'initiative de Charles le Chauve en citant le canon 3 de Nicée ⁶⁴¹. Anségise ayant produit un édit impérial lui accordant sa dignité nouvelle, il est rappelé qu'une décision laïque ne peut modifier la vie interne de l'Eglise ⁶⁴².

Ainsi, paradoxalement, c'est beaucoup moins dans le texte de 876, malgré le titre qu'on lui donne traditionnellement, que dans celui de 870 contre Hincmar de Laon qu'il faut rechercher la doctrine du Rémois sur l'échelon métropolitain dans l'Eglise. Lesne a donné de celle-ci un exposé complet qui nous dispense d'y revenir en détail sauf à en signaler les grandes lignes et à signaler les points où nous sommes en désaccord avec cet historien.

Son élection ayant été approuvée par tous les suffragants de la province ⁶⁴³, le métropolitain prépare, sans le conseil de quiconque, l'élection à un poste comprovincial vacant ; il ordonne et sacre l'élu en présence de tous les coévêques, après un examen canonique minutieux ⁶⁴⁴ ; son autorisation est nécessaire pour l'ordination, où que ce soit, d'un clerc issu de sa province ⁶⁴⁵. Il préside le synode métropolitain, réuni une fois par an en principe ⁶⁴⁶, qui, selon le canon 16 d'Antioche n'a pleine valeur que sous sa présidence. Tous les évêques sont tenus d'assister au synode, d'y avoir fait connaître par écrit leur avis ou d'y être canoniquement représentés. Le synode, en effet, où siègent, s'il faut en croire Nicolas I^{er}, les plus brillants représentants de la province, mêmes laïques ⁶⁴⁷, regroupe tous ceux qu'il plaît au métropolitain d'y inviter en dehors de ceux dont la présence est obligatoire. Le synode a trois fonctions essentielles : enseigner ⁶⁴⁸, préparer avec le métropolitain les réponses de la province à de plus larges assemblées ⁶⁴⁹, juger tous les cas qui lui sont soumis ⁶⁵⁰. Son travail, préparé par les services qui entourent le métropolitain, conduit à des décisions qui engagent tous les participants et que doivent ratifier les absents. Fonctionnant normalement, le synode provincial, tel que le décrit Hincmar, serait

⁶⁴¹ PL 126, 208 (en 870, il l'avait déjà cité PL 126, 297) : « Si duo aut tres propter contentiones proprias contradicunt, obtineat sententia plurimorum ».

⁶⁴² PL 126, 909-910.

⁶⁴³ Lesne, p. 93. Même les Fausses Décrétales l'admettent : le litige porte sur les prérogatives judiciaires du métropolitain.

⁶⁴⁴ Lesne, p. 108 et 114.

⁶⁴⁵ Lesne, p. 100.

⁶⁴⁶ Lesne, p. 149 à 149.

⁶⁴⁷ Lesne, p. 150 et note 3 : lettre de Nicolas I^{er} à Adon de Vienne.

⁶⁴⁸ Lesne, p. 151.

⁶⁴⁹ Lesne, p. 151-152.

⁶⁵⁰ Lesne, p. 152-153.

bien une institution fondamentale de la vie de l'Eglise⁶⁵¹. Le métropolitain impose son pouvoir d'enquête, dans toute la province, à la recherche des fautes à punir⁶⁵². Juge, il peut évoquer tout progrès en cours devant un de ses évêques⁶⁵³. En appel, il reçoit les plaintes des clercs et des moines qui ne peuvent se rendre à Rome⁶⁵⁴. Pour l'appel des sentences rendues par le synode provincial que préside le métropolitain, Hincmar marque, nous le savons, une prédilection certaine pour la procédure africaine des juges élus, procédure sans appel. Il ne peut tourner les canons 3 et 7 de Sardique qui prévoient explicitement l'appel à Rome⁶⁵⁵, mais il a cru trouver dans la décrétale d'Innocent I^{er} à Victrice de Rouen une excellente garantie : l'appel ne peut être suspensif du jugement local⁶⁵⁶.

La conception d'Hincmar est donc, pour ce qui est des métropolitains, parfaitement cohérente. Qu'il ait ou non⁶⁵⁷ « inventé » l'échelon provincial qu'ils dirigent, les textes fournissent assez d'indications importantes pour étayer son argumentation. Celle-ci, à n'en pas douter, trouvait un écho favorable chez les autres métropolitains du royaume⁶⁵⁸ et même, parfois et jusqu'à un certain point, à Rome, tant il était important de renforcer les structures locales de l'organisation ecclésiale. On a trop souvent vu dans l'affaire de la primatie d'Ansgise⁶⁵⁹ un simple affront à Hincmar et une marque du triomphe des idées romaines⁶⁶⁰. Le débat n'a pas porté sur de tels sujets. Hincmar ne

⁶⁵¹ Nous verrons plus loin comment Hincmar en use comme chef de province.

⁶⁵² C'est là une extension abusive des pouvoirs du métropolitain que ne prévoient pas les canons. Voir Lesne, p. 142-144.

⁶⁵³ Hincmar a tiré cela de la législation espagnole. Mais le métropolitain s'arroge ainsi un droit qu'il refuse, à l'échelon supérieur, au pape. L'argument de *l'éloignement* joue à plein contre Rome.

⁶⁵⁴ Lesne, p. 137. On a vu se dégager nettement cette idée dans la lettre rédigée au nom de Charles le Chauve (voir ci-dessus).

⁶⁵⁵ Lesne, p. 137 n° 6, accuse Hincmar d'avoir détourné de son sens le canon 3 de Sardique en prévoyant que l'appel doit être envoyé vers Rome par le tribunal, non par le condamné ; le texte de Sardique nous paraît formel et favorable à l'interprétation qu'en donne le prélat ; le canon dit en effet : si l'évêque condamné fait appel, « ut scribatur ab his qui causam examinerunt ». Lesne, p. 137, lui reproche là encore d'avoir ajouté au canon 3 une précision qu'il ne contient pas : qu'au tribunal d'appel siègent de nouveaux juges mais aussi des anciens ; en fait, Hincmar n'a pas du tout raisonné comme le lui reproche Lesne : il s'est contenté (PL 126, 234) d'accoler au canon 3 de Sardique le canon 7, qui, en effet, prévoit une telle *possibilité* mais ne la rend pas obligatoire. Une fois de plus Hincmar est victime d'un procès d'intention.

⁶⁵⁶ Lesne, p. 137, qui n'a pas noté l'utilisation de ce texte, nous semble-t-il.

⁶⁵⁷ Schrörs, p. 323 : oui ; Lesne, p. 183, non.

⁶⁵⁸ Lesne en convient (p. 107).

⁶⁵⁹ Les aspects événementiels de la question seront examinés dans le chap. IX.

⁶⁶⁰ C'est oublier que Charles tenait visiblement beaucoup plus que le pape à l'adoption de cette mesure.

conteste pas la nécessité de délégations locales de pouvoir par Rome : il est aussi impossible d'administrer toute l'Eglise depuis Rome que tout l'empire depuis Soissons ou Quiersy. Hincmar est sensible à l'asphyxie progressive de l'Occident au fur et à mesure que se développent les appels vers Rome. Les circonstances, non la doctrine, le conduisent, comme l'empereur d'ailleurs, à refuser de continuer dans cette voie du dessaisissement par Rome des tribunaux locaux. Mais il n'admet pas que la délégation de pouvoir soit confiée à un seul homme, la collégialité demeurant à ses yeux la règle d'or pour toute décision importante, à l'exception de Rome. Le temps du vicariat n'est plus, pour Hincmar, puisque les sièges métropolitains, dont certains sont primatiaux, ont reçu, en fait, les pouvoirs que détenaient vicaires et primats de l'ancienne histoire. L'organisation ecclésiale est entrée dans une phase *normale* de développement après des siècles de construction hasardeuse, par la volonté et sur les instructions de Rome. Rome doit respecter ce qu'elle a édifié : les appels doivent être transmis pour les prêtres au niveau métropolitain, pour les évêques, après examen par les assemblées régionales, à Rome, mais de manière exceptionnelle : c'est la doctrine même de la lettre écrite sous le nom de Charles le Chauve en 877 ⁶⁶¹ et l'on n'a jamais songé qu'en 877 Charles avait admis de signer la missive énonçant ce qu'il avait voulu détruire en 876 !

L'Eglise visible, au total, repose donc, comme tout le reste de la société humaine, sur le respect même des textes qui en régissent l'existence. Toute la discussion entre Hincmar et les partisans des Fausses Décrétales tourne apparemment là autour. Pour l'archevêque, le droit sacré est celui des canons : il fixe inéluctablement des droits et des devoirs de tous ordres à tous les membres de l'office épiscopal : l'Eglise n'est ni en devenir ni en mutation : elle est née au IV^e siècle de la volonté des pères conciliaires et ne doit plus changer que par des décisions exceptionnelles de Rome, fondées cependant sur ces mêmes canons. Pour les partisans de l'adaptation de l'Eglise à une vie nouvelle, les Fausses Décrétales établissent un nouveau droit, meilleur que l'ancien et l'Eglise doit changer au fur et à mesure que la société dans laquelle elle s'incarne change. Mais il est bien symptomatique de l'état d'esprit de toute l'intelligenza carolingienne que ce changement ne puisse être garanti que par des textes *antérieurs aux conciles*, pour qui joue donc la majesté de l'ancienneté historique, au moins autant que l'autorité pontificale. La querelle entre Hincmar et ses adversaires se résume en un débat de chronologie.

Pour Hincmar, la vie locale est si compliquée que jamais aucun échelon, laïque ou religieux, trop éloigné ne peut valablement être informé du détail des événements. C'est donc localement qu'il convient,

⁶⁶¹ PL 126, 230-244.

le plus souvent possible, de trancher toutes les questions qui se posent. La conformité des jugements locaux à des lois universellement admises garantit suffisamment contre l'arbitraire et l'erreur. Si des jugements provinciaux doivent être réformés, ils doivent l'être après leur prononcé et de préférence par une discussion sur le fond entre Rome et l'instance concernée : à la méthode adoptée en 863 pour restaurer Rothade, Hincmar préfère visiblement celle de 866 concernant les clercs d'Ebon. Survienne une crise très grave, qui pose certaines questions incomplètement résolues par le droit canon, il faut faire appel à la fois au pape et à l'autorité du plus grand nombre. Tel a été le cas du divorce de Lothaire II.

L'Eglise d'Hincmar est une hiérarchie ⁶⁶² rigoureuse appuyée sur des textes intangibles, où l'ordre règne grâce à la discipline de chacun envers ces textes. Elle est conçue, nous semble-t-il, beaucoup plus en fonction des réalités du IX^e siècle, les attendus canoniques ayant donné une apparence de raison à ce qui était une nécessité circonstancielle, qu'en fonction d'un raisonnement institutionnel sérieux. Elle n'en ouvrirait pas moins l'une des voies où pouvait valablement s'engager l'Eglise ⁶⁶³ : celle d'une vaste fédération de puissantes provinces dans une impressionnante unité doctrinale et canonique.

Le roi, jusqu'ici en est absent. Hincmar l'exile-t-il totalement de la vie de l'Eglise ?

⁶⁶² En 870, Hincmar écrit à son neveu (PL 126, 313) : « Si in causis dubiis uel obscuris aliquid dubitas, me debes interrogare ; et si ego nesciero ego apud alios uel si necesse fuerit apud sedem apostolicam debeo requirere et tibi absoluere. Tu autem sine me de causis generalibus nec etiam ad sedem apostolicam debes requirere antequam studeas me inde consulere... ».

⁶⁶³ A ce titre encore une fois, nous ne pensons pas exact de dire qu'Hincmar n'a mené qu'un combat d'arrière-garde.

CHAPITRE VIII

Du roi

A quelque rang que Dieu les ait placés dans la hiérarchie ecclésiastique, les clercs demeurent des hommes, coupables, mortels, justiciables de Dieu et des autres hommes à raison de leurs fautes. L'humilité imposée aux personnes a permis à Hincmar d'exalter les fonctions qu'elles remplissent, quoiqu'indignes, dans l'organisation sociale voulue par Dieu. Ces fonctions sont essentielles à la vie de la société ; les hommes qui les occupent un bref instant ne sont rien que les ministres de Dieu dans ces fonctions : rien par eux-mêmes et rien pour eux-mêmes.

S'il a dû, très largement innover en ce qui concerne les structures de l'Eglise, Hincmar possédait presque certainement un large dossier de définitions du pouvoir royal élaboré progressivement par les générations précédentes¹. Sur ce dossier, nous possédons nous-mêmes une si

¹ L'Espagne, tout d'abord, pour ne pas remonter à l'époque d'Ambroise ou d'Augustin, apporte une moisson importante. Les conciles de Tolède IV, VI et VIII constituent un premier ensemble important et que connaît assurément Hincmar. Isidore de Séville a, lui aussi, défini la fonction royale (voir M. Reydellet, *La conception du souverain chez Isidore de Séville*, Isidoriana, Léon 1961, p. 457-466). De Rome, c'est essentiellement par la lettre de Grégoire le Grand à Reccarède qu'Hincmar reçoit un regard sur cette question.

Les décennies proches d'Hincmar, enfin, surabondent en ouvrages d'édification. Des lettres d'Alcuin à Charlemagne, certainement importantes pour l'image que notre archevêque s'est faite du roi (voir L. Wallach, *Alcuin et Charlemagne, Studies in Carolingian history*, Ithaca 1959) au de institutione laicali et au de institutione regia de Jonas d'Orléans, en passant surtout par le concile de Paris 829, l'héritage est imposant. On n'en finirait pas d'aligner les textes qui le décrivent plus ou moins complètement : il nous paraît convenable d'en retenir un ancien (A. Verminghoff, *Die Fürstenspiegel der Karolingerzeit, Historische Zeitschrift*, XXXIX, 1902, p. 193-214, en particulier p. 207-211, simplement descriptif) et un récent (J.M. Wallace-Hadrill, *The Via Regia of the Carolingian Age, Trends in Medieval political Thought*, Oxford 1965, p. 22-41) qui marque bien le chemin accompli en un demi-siècle par de telles études et fait remarquablement et brièvement le point.

abondante littérature, qu'il peut paraître présomptueux ou inutile d'écrire encore sur ce sujet².

Il n'est pas inutile, avant d'en venir aux définitions d'Hincmar, d'analyser succinctement le contenu de l'héritage écrit que ses prédécesseurs ont placé sous ses yeux et ce que le prélat estime, dans l'ensemble, devoir en retenir. Le premier trait général frappant est une méfiance totale à l'égard d'une monarchie absolue³. Ministerium humain, la royauté ne peut donc, en soi, être parée d'aucun droit ni d'aucun prestige : elle n'est qu'une délégation divine au gouvernement des affaires temporelles et ne confère ni droits ni privilèges personnels⁴. Pourtant Hincmar n'insiste jamais sur ce vocabulaire. La notion de

² L'école historique allemande s'est fait une spécialité des discussions sur la nature du pouvoir impérial et royal. Elle a donc consacré de très nombreux traités à l'examen des questions qui vont ici nous retenir. Il a été important pour nous de consulter : F. Kämpers, *Rex et sacerdos, Historisches Jahrbuch*, XLV, 1925, p. 495-515 ; E. Ewig, *Zum christlichen Königsgedanken im Frühmittelalter, Vorträge und Forschungen*, III, 1956, p. 7-73 ; H.H. Anton : *Fürstenspiegel und Herrscherethos in der Karolingerzeit*, Bonn 1968. Nous ferons souvent référence à ce dernier ouvrage dans les pages qui suivent, tant il est riche de citations et de références. Anton étudie longuement le ministère royal et nous y reviendrons. Sur le « vicaire de Dieu », plusieurs passages de son ouvrage sont à retenir ; sur Hincmar, p. 293 sq., et plus généralement sur l'attitude de l'Eglise : p. 373 sq. Sur Hincmar en général, Anton, p. 281-355. Et sur l'ensemble des idées dégagées, p. 357-338. Bien entendu, on trouvera, au fur et à mesure, d'autres références ; mais ces trois ouvrages nous semblent très caractéristiques et le dernier résumé, au fond, l'acquis d'un demi-siècle de recherche allemande.

Bien entendu, l'ouvrage classique de H.M. Mitteis, *Der Staat des hohen Mittelalters*, première édition, Weimar 1944, demeure important pour notre sujet. Voir enfin : W. Dürig : *Der theologische Ausgangspunkt der mittelalterlichen liturgischen Auffassung von Herrscher als vicarius Dei, Historisches Jahrbuch*, 1958, p. 174-187, spécialement de la page 177 à la page 187. Les Français n'ont apporté que des contributions isolées à ce thème de réflexion. L'article de L. Halphen, *L'idée d'Etat sous les Carolingiens, A travers l'histoire du Moyen Age*, Paris 1950, p. 92-104, demeure utile. Et nous avons eu souvent recours aux belles études de M. David, auxquelles nous ferons plus d'une fois allusion.

Enfin, il nous est récemment venu des Etats-Unis une enquête intéressante mais trop théorique à nos yeux, de K.K. Morrison : *The two Kingdoms, Ecclesiology in Carolingian political Thought*, Princeton 1964.

Au total le plus grand nombre de ces études nous paraît avoir trop peu souvent franchi la limite de la description institutionnelle théorique pour se hasarder sur le terrain, combien plus mouvant mais plus vivant, de la science politique.

³ H. Clavier (Théocratie et monarchie selon l'Evangile, *The sacral Kingship*, Rome 1959, p. 449 sq) a très justement développé cette idée : le pouvoir de l'homme en tant que tel ne peut être sacralisé. Il ne peut être revêtu que d'un *ministerium* provisoire qui fait de lui un subordonné de Dieu sans faire des autres hommes ses dépendants muets. Il faudra attendre le XII^e siècle pour lire sous la plume de Gottfried de Viterbe, à l'adresse de l'empereur Henri VI (MGH 55, XXII, p. 39) : « deus es et de prole deorum » (cité par Clavier, op. cit).

⁴ Intéressant article de M. Maccarone (*Il sovrano « vicarius Dei » nell'alto medioevo, The sacral Kingship*, p. 581-594) qui fournit les textes les plus intéressants pour la période antérieure à Hincmar.

ministerium est présente, chez lui, concernant le roi, bien plus souvent que le mot ; quant à « uicarius », il ne l'emploie pas, malgré les précédents⁵ ; moins encore leur accorde-t-il la valeur sacramentelle que le X^e siècle va leur donner, surtout à « vicaire », dans la titulature royale ou impériale⁶. Sur ce plan, comme sur tant d'autres, le prélat n'accorde à aucune créature humaine le respect et la déférence qui ne sont dus qu'à Dieu et à sa volonté. De la même façon, s'il s'est parfois laissé aller aux habitudes de plume de son entourage, à propos du rapport du nom du seigneur — dominus — accordé au roi avec celui de Dieu, Hincmar n'accorde pas à ces figures de style l'importance que lui donnent nombre de ses contemporains⁷.

Hincmar n'a attaché que très peu d'importance à la fonction et au titre impériaux : c'est un homme d'après Verdun⁸ ; la division du royaume n'est pas, loin de là, dénuée d'avantages si elle comporte de

⁵ H.H. Anton, op. cit., p. 373 note 80, cite saint Ambroise, souvent repris par les auteurs des siècles suivants : « Rex enim adoratur in terris quasi uicarius Dei ; Christus autem post uicariam, impleta dispensatione, adoratur in caelis et in terra ».

⁶ H.H. Anton, p. 299-300. Anton a noté — avec trop d'insistance — l'emploi du mot « vicaire » par Hincmar (p. 293). Il reconnaît aussi, il est vrai, qu'Hincmar, pourtant rédacteur de prières du sacre dans de nombreux cas, n'a pas incorporé l'expression à ses prières (p. 299). Mais il n'a rien tiré d'une comparaison qu'il suggère lui-même. Hincmar ne désignerait, en fait, qu'une seule fois dans un *texte conciliaire* (nous avons déjà souligné à plusieurs reprises qu'à notre avis, ces textes n'avaient jamais Hincmar pour rédacteur *unique*), à Pîtres en 862 (MGH Capitularia II, p. 305) : « Quoniam Deus qui essentialiter est rex regum et dominus dominantium participatione nominis et numinis Dei, id est potestatis suae, uoluit et esse et uocari regem et dominum pro honore et uice sua regem in terris » : la formulation, très nuancée, est éloignée de celle de saint Ambroise. Elle l'est aussi de celle du concile d'Aix 862 (Mansi XV, 611, cité par Anton note 94, p. 376) : « ... ut rex regum Christus qui sui nominis uicem, illi contulit in terris... », où l'affirmation est plus directe. Il y a plus : Anton a lui-même signalé (note 100, p. 377) l'emploi de « uicarii Dei » par Hincmar en sept autres occasions (PL 125, 65, 653, 700, 709 ; PL 126, 177 ; MGH 80 ; MGH Capitularia II, p. 432 ; la référence à PL 125, 799 est, ici, non utile car elle porte sur un texte différent) ; mais c'est *toujours* — c'est nous qui soulignons — pour désigner, alors, les évêques. Il faut ajouter encore PL 126, 14 : « Et rectores ac pastores ecclesiarum ut patres et Christi uicarios colite ». A huit reprises donc, Hincmar désigne par les mots « vicaires de Dieu » les évêques ou le pape ; une seule fois il utilise — si le passage est de lui — la même appellation s'agissant du roi. Nous savons que jamais il n'a sacralisé la fonction, encore moins la personne des évêques jusqu'à les élever au-dessus du reste des hommes ; comment en serait-il autrement concernant le roi ? Anton lui-même note d'ailleurs (p. 294) qu'Hincmar insiste sur l'idée que le roi est l'égal des autres hommes.

⁷ PL 125, 700 : « ... a cuius nominis deriuatione Christi domini appellantur, populi regimine sublimati et honorati esse *desiderant*, cuius honore et amore atque timore participatione magni nominis domini et reges uocantur », dit Hincmar, qui ajoute aussitôt : « *cum sint homines sicut et caeteri* ». Sur le nom du roi : Anton, p. 384 sq.

⁸ PL 125, 746 : « Unum regnum... quamquam per plures regni principes et ecclesiarum praesules gubernacula moderentur ».

forts inconvénients. Hincmar prend son parti du gouvernement local⁹ aussi bien en matière de vie politique que de vie religieuse : le texte cité établit entre les deux situations un parallèle qui ne laisse aucun doute. L'important est évidemment que le regnum conserve, dans l'essence, son unité politique et religieuse¹⁰. Si bien que nous ne savons pas ce qu'Hincmar pense du pouvoir impérial. Il semble bien que, pour lui, l'empereur, après la mort de Lothaire 1^{er}, soit un roi local qui a reçu une dignité supplémentaire, rien de plus¹¹. Consciemment ou non, l'archevêque a dérivé très vite des conceptions de 817 vers le système de la confraternité dont il est certainement l'un des inventeurs et l'un des gardiens les plus vigilants. Dans ce cas aussi, l'unité du royaume est consacrée par le respect d'une même loi et d'engagements mutuels fixés d'un commun accord : le texte est préférable à la force.

De fortes divergences apparaissent quant au degré d'utilité du pouvoir royal dans le domaine temporel. Isidore de Séville¹² insiste constamment sur l'aspect coercitif de ce pouvoir. L'époque carolingienne a de plus en plus mis l'accent sur la valeur *d'exemple social* que revêt ce pouvoir¹³ et souligné les vertus *positives* du roi, la justice et la piété, là où Isidore insistait plus sur la dureté à quoi elles conduisaient le roi¹⁴. Hincmar, sur ce point, n'est d'aucune originalité par rapport aux autres écrivains carolingiens¹⁵.

⁹ On voit bien quelle est sa position en 869. Il expose clairement qu'il est nécessaire de couronner à nouveau Charles le Chauve détenteur *d'un nouveau* royaume. Le pouvoir royal n'est pas une dignité abstraite et extensible : il s'exerce sur un territoire précis. PL 125, 806 : « Et quia, ut in sacris historiis legimus, reges quando regna obtinuerunt, singulorum regnorum sibi diademata imposuerunt, non incongruum uidetur istis uenerabilibus episcopis, si uestrae unanimi placet, ut in obtentu regni, unde uos illum sponte conuenistis, et uos ei commendastis, sacerdotali ministerio ante altare hoc coronetur, et sacra unctione Domino consecratur. Quod si uobis placet propriis uocibus consonare. Et in hoc conclamantibus omnibus, dixiti idem episcopus : Agamus ergo unanimiter Deo gratias, decantantes : Te Deum laudamus ».

¹⁰ Ce qui permet à Hincmar d'écrire en 881 (PL 125, 1085) : « ... in ista particula regni ».

¹¹ Hincmar désigne Louis II comme « imperator Italiae » (Annales Bertiniani, Grat, 865, p. 122 ; 866, p. 126 ; 873, p. 192).

¹² M. Reydellet, op. cit., p. 457-458. *Origines*, IX, 3, 5 : « Regiae uirtutes praecipuae duae : iustitia et pietas ». Le IX^e siècle suit, en gros, cette définition, en particulier Jonas d'Orléans. Voir Anton, p. 301 sq. Le concile de Paris 829 (MGH EAK I, p. 649) s'en contentait ; Hincmar, toujours réticent à l'égard d'Isidore, ne l'emprunte même pas.

¹³ Voir en particulier L. Wallach, op. cit., et E. Ewig, op. cit.

¹⁴ *Origines*, IX, III 5 et *Sentences*, II, 49 : « Regiae uirtutes praecipuae duae : iustitia et pietas ; nam iustitia per se seuera est » (Reydellet, p. 462).

¹⁵ Surabondantes démonstrations de ce point de vue dans les ouvrages cités en note 2, p. 672.

Tous les auteurs s'accordent pour considérer que le roi n'est roi que pour autant qu'il gouverne selon les principes du christianisme¹⁶ et en respectant les lois signées par lui-même ou par ses ancêtres¹⁷. Dans ces deux cas, Hincmar reprend les thèmes transmis par ses prédécesseurs et amplifie considérablement le second.

Sur de telles définitions générales, Hincmar n'a, le plus souvent, rien d'autre à dire que ses prédécesseurs et il s'inscrit, seulement, dans un courant moins pessimiste que l'isidorien et plus conforme aux réactions générales du clergé carolingien telles que les ont résumées Jonas d'Orléans et le concile parisien de 829.

Mais le prélat éprouve le besoin d'insister, pour ses lecteurs, sur quelques points qu'il estime, sans doute, insuffisamment développés chez d'autres auteurs. Tout d'abord, il décrit l'aspect « historique » de la question. La venue du Christ a introduit dans le monde une cassure irréversible. Dès lors, le prélat n'est pas, comme tant d'autres clercs carolingiens, attentif aux moindres détails de l'Ancien Testament pour y découvrir les normes de la vie politique. S'il n'est indifférent à aucun des exemples que lui apporte l'Ancien Testament — ceux des rois, ceux des prophètes, ceux des juges — ceux-ci ne sont cités que comme des exemples, rarement comme des prototypes totalement transportables¹⁸. Sur ce point encore, toute la philosophie de l'histoire¹⁹ du prélat affleure. S'il y a eu, avant la chute d'Adam, un état de nature où tous les hommes devaient être libres et égaux, la faute adamique a irréversiblement cassé le temps de l'éternité et les hommes, désormais coupables, subissent les conséquences du péché. Dans l'univers de l'incertitude et du doute que symbolisent les figures contraires

¹⁶ Tous reprennent la formule tirée d'Horace : « Rex eris... si recte facias » (Épîtres I-I-57) paraphrasée sous des formes diverses. Par exemple : Isidore (Origines, IX, III 4) : « Rex eris si recte facias ; si non facias non eris » ; Alcuin (Épître à Eberhard, MGH EAK II, p. 51) : « A regendo uero rex dicitur et qui bene regit... » ; (Épître à Aedilburge, fille d'Offa, ibidem, p. 458) : « Quia reges uobiscum tyranni facti sunt non rectores nec ut olim reges a regendo sed a rapiendo dicuntur » (Anton, op. cit., p. 395, note 168). Voir sur ces thèmes : Jozsef Balog, note importante dans *Speculum* 1928, III, p. 580-582.

¹⁷ L'idée provient essentiellement d'Espagne : Isidore, Sentences III, 51 (cité par Reydellet, p. 462) : « Iustum est principem legibus obtemperare suis » ; et aussi Conciles de Tolède.

¹⁸ Sur ce point, nous nous séparons, pour ce qui est d'Hincmar, de la tendance des historiens contemporains à considérer l'Ancien Testament comme un modèle constamment présent à l'esprit des clercs carolingiens. Ni les citations scripturaires ni les conceptions politiques d'Hincmar ne nous conduisent à pareille conclusion. De même faut-il relire avec un regard critique ce que dit M. Bloch (*Rois thaumaturges*, p. 73) de la confusion entre rex et sacerdos.

¹⁹ Bien entendu, la seule histoire digne d'être écrite est celle de la réalisation dans le temps du dessein divin de rédemption.

d'Abel et de Caïn, l'homme n'a plus eu pour rejoindre un Dieu muet que la liberté d'examiner sa conduite au plus profond de sa conscience ²⁰.

La venue du Christ a introduit la seconde grande cassure dans l'histoire des hommes. Le Christ a apporté à ceux-ci le moyen d'être à nouveau associés, dans le futur, à l'éternité de Dieu. Du coup, le Christ a fait cesser, par son enseignement, la situation de détermination individuelle des normes de la conduite qui était, depuis Adam, la seule chance que l'âme ait eue de rejoindre Dieu. Mais ce cadeau divin aux hommes s'est évidemment accompagné de l'exigence que tous les humains se conforment aux règles sociales qu'apportait le Christ sur terre et acceptent désormais qu'un ordre social cohérent et voulu par Dieu succédât au désordre individuel préalable. Après le Christ, rien de ce qui était possible avant lui n'est plus concevable.

Hincmar connaît et cite le de anathematis uinculo de Gélase I^{er}. Il a lu un passage où le pape souligne que, *avant la venue du Christ*, des hommes auraient été revêtus de pouvoirs apparemment identiques à ceux qu'exercent aujourd'hui à la fois les rois et les prêtres : ainsi de Melchisedech ²¹. Le Christ a clos cette époque ; il a été le dernier et le seul total roi-prêtre ²². Après lui, aucun roi n'est plus prêtre et aucun prêtre ne peut plus revendiquer la fonction royale.

On ne saurait trop insister sur cette idée, qui est à la base de toute la philosophie du pouvoir en Occident durant dix siècles au moins. Séparée totalement de toute responsabilité pastorale directe et de toute responsabilité théologique ²³, la fonction royale est désormais indissociable de la conception de la société à laquelle conduit « l'histoire ». Il faut qu'un seul soit, à la tête de la société humaine, responsable

²⁰ Hincmar évoque ce temps, en 840, lorsqu'il écrit : PL 125, 746 : « Tentantes temporis nostro pestilentissimo illud superinducere quando neque rex neque dux in populo illo erat unusquisque faciebat quod sibi rectum uidebatur ».

²¹ PL 59, 108-109. Sur Melchisedech, Anton, p. 56.

²² L'idée revient sans cesse sous la plume du prélat. Voir par exemple PL 124, 892 ; PL 125, 1007 et 1071 ; elle est apparue sous sa formulation carolingienne en 844 à Yütz (Anton, p. 281), c'est-à-dire à peu près au moment où Hincmar arrive à Reims. Élément sans aucun doute le plus intéressant, l'archevêque est tout aussi capable d'opposer cet argument aux clercs, au pape en particulier (PL 124, 892), qu'aux laïcs.

²³ Voir Y. Congar, p. 262-264 et, plus longuement, p. 249-327. Bien entendu, il n'est pas inutile de le redire pour éviter toute confusion, il n'y a pas égalité de responsabilités, donc de poids moral entre les deux offices : Hincmar rappelle volontiers la décrétale de Gélase à Anastase : « In quibus tanto grauius pondus est sacerdotum quanto etiam pro ipsis regibus hominum in diuino reddituri sunt examine rationem ». Il n'hésite pas, en 876, à écrire à Charles le Chauve que celui-ci n'avait pas à lui imposer de serment : « Nosti... quoniam licet praesideas humano generi dignitate rerum tamen praesulibus diuinarum deuotus colla submittis... ». Il s'agit d'un extrait de la décrétale de Gélase à Anastase cité PL 125, 1125. Voir aussi PL 125, 769.

de la conduite de tous. Cette fonction est consubstantielle à la société ; il n'est plus possible de s'en passer. Tout au plus peut-on admettre qu'elle soit assurée collectivement, tout en veillant qu'elle ne soit jamais confisquée au profit des personnes. Exercé dans la droiture, ce pouvoir justifie l'exercice monarchique ; corrompu par les excès de celui qui l'assume, il devient tyrannie ou permet à nouveau le retour à l'anarchie individuelle. Dès lors, le partage des responsabilités décrit par Gélase²⁴ est tout à fait logique ; pour Hincmar, la communion des deux offices est aussi nécessaire que leur coopération²⁵.

Il est intéressant de confronter ce que pense Hincmar de l'origine du pouvoir royal, que nous venons de décrire, avec ce qu'en pensent deux de ses contemporains, Raban Maur et Jean VIII. Pour le premier, le pouvoir royal est d'institution humaine²⁶. Jean VIII en 878, dans une allocution prononcée au concile de Troyes, propose une toute autre interprétation : Rome a créé tous les rois, les juges et les clercs du monde entier²⁷. Les divergences sont, on le voit, essentielles. Le pape laisse déjà percer une prétention théocratique, Raban Maur déséquilibre toute la majestueuse conception gélasienne. Seul Hincmar est fidèle à celle-ci²⁸ et nous pouvons dès lors présenter que le prélat va être sensible à toute forme de déséquilibre entre les deux offices « chargés

²⁴ « Duo sunt quibus », texte auquel Hincmar revient sans cesse. Une excellente analyse en a été donnée par Y. Congar, *L'Éclésiologie*, op. cit., p. 254 sq. Hincmar cite Gélase en 858 : MGH 53 ; 860 : PL 125, 688 - MGH 84 ; 863 : MGH 139 ; 868 : PL 125, 1057 ; 871 : PL 124, 84, 891, 892, 893 ; 872 : PL 126, 229 ; 875 : PL 125, 982 ; 876 : PL 125, 1125 - PL 126, 209-210 ; 877 : PL 126, 233 ; 880 : PL 125, 995 ; 881 : PL 125, 1009, 1088 - PL 126, 119.

²⁵ 881, PL 126, 248 : « Non attendens quia sic ab ipso Christo summo pontifice rege regum sunt distincta potestatum officia, ut spiritalibus actio a carnalibus distaret in causibus et militantes Deo minime se negotiis saecularibus implicarent ; ac uicissim non illi rebus diuinis praesidere uiderentur qui essent negotiis saecularibus implicati ».

²⁶ Lettre à Brunward, abbé d'Hersfeld (MGH, ep. AK III, p. 528) : « Magistratum politicum ab hominibus esse cum ab ipso Deo habeat originem. Sic enim inquit : duae dignitates atque potestates inter homines constitutae reperiuntur. Una ex humana inuentione reperta, hoc est imperialis atque regalis. Altera uero ex diuina auctoritate instituta, hoc est sacerdotalis. Quarum una hominum corpora paret ad mortem altera animas nutrit ad uitam » et ailleurs : « Regalem potestatem non ex diuina sed humana auctoritate esse... ». Bien entendu, il ne peut s'agir que des formes du pouvoir puisque Raban Maur ne saurait aller contre l'enseignement de l'Épître aux Romains.

²⁷ Mansi XVII A, 347 : Rome... « quae et nos religioso utero genuit, reges terrae et omnes populi principes et omnes iudices terrae sacrique confratres et sacerdotes Dei... ».

²⁸ Anton, op. cit., p. 206, fait remarquer à juste titre que le concile de Paris 829 a remis en honneur la doctrine gélasienne éclipsée depuis longtemps. Il souligne aussi que le même concile a cité Fulgence de Ruspe qui établit l'autonomie de chacun des pouvoirs dans sa sphère propre : « quantum pertinet... ad huius temporis uitam, in ecclesia nemo pontifice potior et saeculo christiano imperatore nemo celsior inuenitur ».

du monde par le Christ »²⁹. S'il est voué par sa conception même de l'origine du pouvoir royal à donner à celui-ci un relief que lui refusent les autres auteurs, Hincmar n'en insistera que davantage, comme il l'a fait pour les clercs, selon l'esprit même de la législation tolédane³⁰ sur la distinction fondamentale entre la fonction devant laquelle tout doit plier et la personne qui n'est rien³¹. L'attitude en face de Lothaire II trouve ici sa pleine explication.

Le clerc apporte à la société, qu'il cogère avec le roi, l'information dont elle a besoin pour survivre en Dieu. Le roi assure la rectitude de la conduite des hommes et aide ainsi le clerc à les guider vers le salut. Le clerc redresse les erreurs par les sanctions correctives, le roi en combat les effets sociaux par le glaive judiciaire³² ; leurs efforts sont indissociables³³.

Plus concrètement encore, l'office épiscopal gère l'ordre ecclésiastique, l'office royal la *res publica*³⁴, notion qu'Hincmar a lentement maîtrisée³⁵.

²⁹ Nous sommes, avec Hincmar, très loin de ce que, bien trop schématiquement, Mgr Arquillière a appelé *l'Augustinisme politique*. Hincmar, en particulier, ne reprend jamais les définitions isidoriennes (Arquillière, p. 39) dans lesquelles l'auteur voyait une des meilleures expressions de l'Augustinisme. Dans ce domaine comme dans les autres, on ne gagne rien aux schématisations construites sur quelques indices. Si des étiquettes devaient à tout prix être découvertes, nous retiendrions bien plus, pour Hincmar, celle de pélagianisme politique que celle d'augustinisme, sûr que cette expression n'a ni moins ni plus de sens que l'autre et qu'en tout cas elle correspond mieux à la conception des rapports entre offices qu'a exposée le prélat.

³⁰ VIII^e concile de Tolède, 653 (Vivès, p. 291) : « Regem etenim iura faciunt non persona quia nec constat sui mediocritate subdi sublimitas honore... ».

³¹ Il convient d'insister beaucoup sur cette distinction, toujours très claire chez Hincmar.

Elle se retrouve même dans les prières de couronnement (MGH Capitularia II, p. 457 et 461) de Charles le Chauve et de Louis le Bègue : « ... ungat te *in regni regimine*... » dit Hincmar, et non point « que l'onction te fasse roi ».

³² PL 125, 772 : « Quoniam episcopalis auctoritas praedicando uita et uerbo et regia dignitas regendo ac corrigendo praesse et prodesse omnibus debent... episcopus medicinali mucrone... et rex iudicali gladio... ».

³³ PL 126, 325 : « ... caelestem ac terrenum principatum cunctam uidelicet rempublicam regens et uniuersalem militiam tam caelestem et spiritalem quam terrenam et temporalem distinctis in ordinibus disponens ac moderans... ».

³⁴ PL 126, 181 : « ... et petite dominum apostolicum ut, quia rex et episcopus simul esse non potest et sui antecessores *ecclesiasticum ordinem, quod suum est et non rempublicam quod regum est, disposuerunt*... ».

³⁵ Le mot a d'abord été utilisé dans des consultations juridiques : 868 : PL 125, 1051, 1056, 1062, 1063, 1064 ; 869 : PL 126, 96 ; 870 : PL 126, 314. Il est, à partir de 870, d'un emploi plus fréquent et plus clair : PL 125, 963, 978, 996, 1016, 1071, 1073, 1077 ; PL 126, 231 et 571. Voici donc encore un exemple de fixation du vocabulaire, chez Hincmar, après 870. Parfois encore, il désigne l'ensemble des chrétiens, clercs et laïcs (PL 126, 325) ; parfois il équilibre l'*ordo ecclesiasticus*, parfois l'*ecclesia* (PL 126, 184).

Saint Augustin refusait à l'Etat romain, injuste parce que païen et destructeur du peuple, le droit de se donner pour une *res publica*³⁶. L'évêque d'Hippone rêvait d'une république qui n'aurait plus d'autre ciment que la loi du Christ et d'objectif que son salut éternel. Hincmar, d'une certaine manière vit dans ce climat : le peuple n'est plus en divorce avec l'appareil politique qui le dirige : l'un et l'autre sont membres de l'Eglise mystique. La notion de *res publica* s'est donc lentement installée dans la pensée du prélat rémois. Après 870, elle est tout à fait claire : chaque prince dirige³⁷, dans une unique *res publica*, avec l'aide de ministres laïcs³⁸ et ecclésiastiques éventuellement³⁹, la fraction territoriale du peuple chrétien que Dieu a confiée à son administration ; elle est l'incarnation locale des responsabilités de direction temporelle du peuple chrétien. A la limite elle n'est que gestionnaire, toute décision politique importante nécessitant évidemment le concours des deux offices à une commune décision éclairée par l'enseignement du Christ⁴⁰.

L'office laïc que dirigent les rois est donc nettement distinct de l'office des clercs. De très lourdes responsabilités incombent au roi, à qui revient le soin de toutes les affaires terrestres, en collaboration d'intention avec l'Eglise. Il faut, évidemment, pour remplir cette mission, des hommes d'une exceptionnelle qualité morale.

I. — REGIA DIGNITAS⁴¹

Le clergé carolingien a excellé dans la composition des miroirs moraux destinés aux princes⁴² : il était nécessaire de procéder ainsi pour déraciner définitivement la morale païenne du pouvoir fondée

³⁶ Augustin définit le peuple comme fondé par le sentiment commun d'obéir à un droit juste (Cité de Dieu XIX 21) : là où l'Etat, par l'injustice de ses lois, détruit ce sentiment commun, il ne saurait y avoir de « chose du peuple ». La modernité des définitions augustiniennes laisse rêveur l'homme du XX^e siècle.

³⁷ PL 126, 314 : « ... relicto ecclesiastico, publico iudicio uidelicet principalis potestatis reipublicae praesidentis... ». Hincmar emprunte l'expression *regalis potestas* à Gélase. Il la transforme parfois en *principalis potestas*.

³⁸ Les mots *ministri reipublicae* apparaissent souvent ; par exemple PL 125, 1056 en 870, PL 125, 963 en 876 ; PL 125, 996 et 1071 ; et, déjà en 858, Gundlach, p. 123.

³⁹ PL 126, 571.

⁴⁰ Il ne faudrait guère pousser l'analyse pour découvrir dans cette structure politique des analogies intéressantes avec celle des Etats modernes à parti unique.

⁴¹ Pour Hincmar ces mots ont un sens très fort. Ne dit-il pas à Charles, en 868, (PL 125, 1040) : « *episcopali et spiritali unctione regiam dignitatem potius quam terrena potestate consecuti estis* ». L'onction par le chrême correspond exactement à la collation spirituelle de cette dignité (PL 125, 923).

⁴² Avant l'ouvrage récent de H.H. Anton, une abondante littérature, dont il fournit la bibliographie, avait déjà été consacrée à ce sujet, essentiellement en anglais et en allemand. L'ouvrage d'H.H. Anton résume fort heureusement et fort

sur la force, qu'avaient, volens nolens, transportée avec eux les rois germaniques. Les vertus à proposer aux rois des VIII^e et IX^e siècles ne pouvaient pas davantage se rattacher directement à l'héritage politique romain. Elles devaient être trempées à l'eau du christianisme. La qualité de la réflexion s'améliore au fil des années et des générations jusqu'à Hincmar⁴³ : la Cité de Dieu suffisait encore à l'époque de Charlemagne ; il ne saurait plus en être ainsi en 850.

Dans ce domaine encore, Hincmar n'est pas absent au rendez-vous. Les indications relatives à la fonction royale sont, de 860 à 881, éparpillées dans toute son œuvre⁴⁴. Pourtant c'est dans un texte spécial, composé à la demande de Charles le Chauve et connu sous le titre de « de cauendis uitiis et uirtutibus exercendis »⁴⁵, qu'il est convenu, le plus souvent, de rechercher la pensée hincmarienne sur le pouvoir.

Le roi, sans doute inquiet de ce que lui disent les clercs, à propos de sa conduite peut-être et en tout cas à propos de celle de Lothaire II, consulte l'un des plus savants évêques de son royaume sur la valeur des œuvres de miséricorde et sur la lettre écrite jadis à Reccarède par Grégoire I^{er}.

La date du de cauendis est difficile à établir avec certitude⁴⁶ : il paraît raisonnable de retenir la datation de Schrörs, soit 869. La

clairement tous les précédents, en apportant, avec beaucoup de lucidité, un classement excellent à une matière confuse. Il constitue une introduction commode à la période où vit Hincmar et nous dispense de plus d'un développement sur les prédécesseurs de l'archevêque.

⁴³ H.H. Anton considère à juste titre que celui-ci est le plus remarquable auteur politique du IX^e siècle sur bien des points.

⁴⁴ Le de diuortio, le de regis persona en particulier comportent nombre de mentions qui concernent l'aspect de la question que nous abordons ici.

⁴⁵ PL 125, 857-930. Nous avons déjà souligné l'importance de la tradition manuscrite de ce traité (voir chap. VI). C'est cependant l'un des textes les moins personnels du prélat. Il a du reste parfois été attribué à Grégoire le Grand, du simple fait que la lettre commentée était placée en tête des manuscrits. Il faut, pour rendre sa souplesse à un traité qui paraît avoir été écrit au courant de la plume et surtout par associations d'idées successives, supprimer les sous-titres abusifs qui le défigurent dans la Patrologie ; les manuscrits les plus anciens témoignent que c'est là une innovation absurde : la coupure arbitrairement pratiquée, entre les capitula VII et VIII de la Patrologie (col. 912), à l'intérieur d'une citation cohérente de Grégoire le Grand, est révélatrice de cet excès de zèle. Rendu à son unité, le texte reprend l'allure d'une libre méditation. Il faut aussi en détacher la lettre d'envoi (PL 125, 857-863) abusivement intitulée préface par la Patrologie. Nous citons sous le nom de *de cauendis*.

⁴⁶ Von Noorden l'avait daté des années 850 : il croyait y reconnaître, dans les passages consacrés à l'Eucharistie, une polémique contre Jean Scot Erigène. Schrörs a très savamment rejeté cette datation (note 33, p. 388) et proposé, d'après le contenu de l'ouvrage, l'année 869. Plus récemment, C. Lambot (*Opera Godescalci*, p. 331 et K. Vielhaber (*Gottschalk*, p. 323, note 77) sont revenus à une hypothèse voisine de celle de Noorden et ont proposé 853.

Les éléments favorables à une date ancienne sont valables mais non décisifs : le

structure du traité est inhabituelle dans les textes de ce genre : elle doit tout, probablement, aux préoccupations personnelles d'Hincmar et aux questions qui lui ont été posées. Les vices à fuir sont analysés d'abord⁴⁷ ; puis, après un développement sur les serments⁴⁸, les « œuvres de miséricorde » sont abordées⁴⁹ : il s'agit, en l'espèce, d'un long exposé sur la morale de l'intention à quoi s'enchaîne une méditation sur l'Eucharistie⁵⁰. C'est assez dire que le traité n'a pas tout à fait la découpe de ceux d'Alcuin ou de Jonas d'Orléans. Les auctoritates tiennent une place fondamentale et le raisonnement du prélat sert uniquement à les relier⁵¹. Grégoire le Grand est de loin le plus sol-

relatif désordre, l'absence de références pour les citations, les allusions à l'Eucharistie, l'usage de la locution « sancti qui iam in caelo cum Deo regnant » (col. 900) rapprochent ce texte de ceux qu'Hincmar a composés de 850 à 857 et qui présentent en effet des caractéristiques comparables. La présence de citations tirées de classiques latins ne constitue pas un argument à retenir : le traité contre Hincmar le Jeune, en 870, le de regis ministerio, postérieur en tout cas à 860, en comportent aussi. Les arguments en faveur de la date proposée par Schrörs pèsent d'un poids plus fort : Hincmar reprend ici un passage, très développé dans le de diuortio, sur les péchés de chair (PL 125, 864) en le résumant visiblement par rapport à un texte plus ancien : le côté « sombre » du traité où Hincmar exalte la pénitence et le rôle des larmes correspond mieux à la période postérieure à 860 qu'à la précédente ; le recours à de très nombreuses citations de Grégoire le Grand correspond probablement à un moment de grande lecture des œuvres de celui-ci. Or en 869-870, Hincmar recourt volontiers au grand pape pour neutraliser les efforts de son neveu et, d'une manière générale, la dernière partie de la vie d'Hincmar est marquée par un appel de plus en plus insistant aux textes de Grégoire.

Le texte lui-même fournit un indice, fragile mais intéressant. Hincmar déclare avoir composé le de cauendis après une conversation, à *Senlis* (PL 125, 857), au cours de laquelle le roi l'avait interrogé sur les œuvres de miséricorde : Charles avait prié l'archevêque de rassembler des textes sur ce sujet.

Or les rencontres entre le roi et le prélat à Senlis ne sont pas très nombreuses et l'une d'elles convient très bien : en septembre 869, Charles, qui se prépare au couronnement de Metz, est réconcilié avec Hincmar (voir chap. V et IX) ; une telle conversation sur un tel sujet, à ce moment, est très vraisemblable. Il est tout aussi vraisemblable qu'après Metz, Hincmar, durant l'hiver 869-870, ait composé un texte qui est, dans ce contexte, d'une grande actualité.

⁴⁷ PL 125, 863-882. Un texte dont le de cauendis uitii se rapproche un peu, sans lui ressembler cependant beaucoup est la lettre d'Alcuin à Aethelbert (MGH EAK II, p. 49 sq.).

⁴⁸ PL 125, 882-888.

⁴⁹ PL 125, 888-912.

⁵⁰ PL 125, 912-930.

⁵¹ Les citations occupent plus de la moitié de l'ensemble du texte.

licité⁵², puis Bède⁵³, St Jérôme⁵⁴, St Augustin⁵⁵, St Ambroise⁵⁶, la Bible⁵⁷ fournissent un lot impressionnant de citations.

La lettre d'envoi du de cauendis constitue un résumé du texte. Hincmar a cherché à rédiger un traité de réflexion et d'édification⁵⁸; Charles, magnifiquement doté par Dieu quant à l'intelligence⁵⁹ doit, en raison de ses dons, s'efforcer plus que quiconque d'échapper aux pièges de l'attachement à la terre⁶⁰; il devra rendre des comptes à un Dieu exigeant⁶¹. Que le roi médite constamment sur sa conduite et ne cherche jamais les faciles approbations du monde : seule compte la gloire de l'âme⁶². L'idée centrale, surtout, est que la droiture de l'intention est la seule réelle voie d'accès au salut : toute forme de négligence ou d'hypocrisie en écarte⁶³.

C'est sur ce même thème que le prélat entame le commentaire proprement dit de la lettre de Grégoire le Grand : les œuvres de miséricorde dont il a été question à Senlis ne sauraient être exclusivement

⁵² 82 citations (Moralia : 39, Homélies sur Evangiles : 26 + 1 reprise), Pastoral : 12, Dialogues : 2, Homélies sur Ezéchiel : 2, Epîtres : 1) qui sont toutes *nouvelles* dans l'œuvre d'Hincmar et qui ont très rarement été reprises par la suite ; on mesure par là l'originalité de ce travail de documentation et le temps que le prélat y a vraisemblablement consacré.

⁵³ Homélies : 4 citations.

⁵⁴ 3 citations dont 1 reprise d'un texte plus ancien.

⁵⁵ 2 citations dont 1 Pseudo.

⁵⁶ 2 citations dont 1 reprise.

⁵⁷ Sur les 170 citations directes de la Bible que contient le texte, 110 apparaissent pour la première fois dans l'œuvre du prélat et seront, en général, rarement reprises ensuite. C'est dire, sur ce point encore, quel remarquable effort de lecture a accompli Hincmar. Ce sont tout particulièrement les passages réservés à la pénitence et à l'Eucharistie qui fourmillent de textes excellents et nouveaux, empruntés en particulier à saint Jean. Les emprunts aux Psaumes, réputés davidiens, sont un hommage indirect à la sagesse d'un roi-modèle. Il faut cependant signaler que, dans un nombre non négligeable de cas, Hincmar a emprunté les citations nouvelles en question aux œuvres patristiques qu'il a lues et citées.

Il n'en reste pas moins, à la lumière des renseignements qu'apporte l'examen de toutes les citations, qu'on comprend l'intérêt accordé par les contemporains et par les générations qui ont suivi à ce traité d'Hincmar.

⁵⁸ PL 125, 860 : « Sicut enim in libro medicinali corporis passiones et earum curationem inueniuntur ita et in diuinis eloquiis animae passiones et earum curationes reperiuntur ».

⁵⁹ PL 125, 853 : « ... quam Deus talento intellectus magnifice et potenter ditauit ».

⁶⁰ Ibidem : « ... nolite in sudario religatum in terra illud abscondere, id est in terrenis tantum actibus implicare... » (PL 125, 899 : « Nam si pro Christo corpus non ponimus, salutem animae non impetramus »).

⁶¹ PL 125, 859 : « ... cui inde rationem estis reddituri in conspectu totius humani generis et angelorum atque archangelorum ».

⁶² PL 125, 860-861.

⁶³ Tout le début de la lettre porte sur ce thème essentiel, PL 125, 857-859.

matérielles. Il ne saurait y avoir contradiction ou même décalage entre la croyance extérieurement affichée et la vie menée ⁶⁴, et l'on ne peut jamais racheter ses fautes par des moyens matériels que ne mettrait pas en valeur l'intention de revenir à Dieu ⁶⁵. La conduite du roi *comme celle de n'importe quel chrétien* est entièrement dominée par la nécessité de la tension constante vers Dieu. C'est en effet, au niveau de la terre, *dans la conscience de l'homme* que se joue le débat métaphysique entre le diable et Dieu ⁶⁶. L'enseignement divin qu'il faut lire et méditer doit aider à gagner ce combat ⁶⁷. Il appartient à *chacun*, sur terre, de préparer sa vie future par la constante conformité de sa conduite à la volonté du Christ, afin de mourir réconcilié ⁶⁸ ; sans trop compter ici-bas sur les autres, dont les prières peuvent, tout au plus, aider l'homme après sa mort.

Le ton est ici très différent de celui des miroirs antérieurs, simples exhortations énumératives signalant les fautes les plus graves qu'il faut éviter à tout prix et les vertus conseillées ⁶⁹. Hincmar veut aller plus loin. La fonction du roi sert d'exemple à toute une société qui modèle sa conduite sur la sienne ⁷⁰. Il doit donc comme homme, être plus impeccable que quiconque ⁷¹. Les défauts à éviter, les vertus à exercer ne sont point différents pour lui de ce qu'ils sont pour les autres, mais

⁶⁴ PL 125, 868 : « Qui ergo in Christum iam credidit sed adhuc auaritia lucra sectatur, in superbia honoris extollitur, inuidiae facibus inardescit, libidinis se immunditia polluit, prospera quae in mundo sunt concupiscit, Iesum in quo credidit sequi contemnit ».

⁶⁵ PL 125, 864 : Hincmar cite les *Moralia* (XII, 23) : « nam qui et semper paccare uult et quasi semper eleemosynam largiri frustra pretium tribuit quia non redemit animam quam a uitiiis non compescit ». PL 125, 909 : « Quid enim illi prodest qui se diabolo et sua donat Deo. Misericordiae enim opera quisque a se incipere debet, ut prius se Deo et postea sua Domino tribuat ».

⁶⁶ PL 125, 897-900 et 908-912. PL 125, 897 : « Et quatuor modis peccatum perpetratur in corde quatuor consumatur in opere. In corde namque suggestionem delectationem consensum et defensionis audacia perpetratur et quod omni culpa fit grauius etiam de commissio uitio superbitur (Hincmar suit ici les *Moralia*). »

⁶⁷ PL 125, 909. Les affirmations sont d'une puérile simplicité : les pensées coupables ne hantent que les esprits impurs !

⁶⁸ PL 125, 911-912.

⁶⁹ En 813, le concile de Chalon (MGH *Concilia* I, p. 279) c. XXXII explique que le confesseur du roi — comme tout autre — doit éclairer son pénitent : « ... ut de octo principalibus uitiiis sine quibus in hac uita difficile uiuitur confessionem faciat ». Les huit péchés majeurs se trouvaient déjà mentionnés dans les Pénitentiels. Il suffit de leur opposer les huit vertus antagonistes pour aider le prince à se diriger.

⁷⁰ PL 125, 626. MGH 78 : « ... ut a subiectis omnibus ualeant conspici et ad speculi uicem habere ».

⁷¹ Une faute pardonnable chez tout autre devient inadmissible chez un roi : PL 125, 761 : « quia melius profecto talis fuerat ut in priuata uita degeret quam in principatu positus se imitabilem in culpa caeteris demonstraret... Cuius tanto est culpa grauior et erit cruciatio durior quanto excedenti est facultas liberior ». Le pouvoir accroît les occasions de pécher mais aussi facilite la dissimulation du péché.

il doit porter ses vertus à un grand point de perfection par un constant souci de conformer sa conduite à celle du Christ. Le roi, lui aussi, est un miroir dans lequel une société révèle la valeur de son recteur par ses propres comportements. Encore une fois le raisonnement est global et ne laisse aucune échappatoire.

Hincmar a le souci de dépasser les exercices d'école antérieurs et de faire œuvre personnelle, sans renoncer pour autant, bien sûr, à l'appui des indispensables auctoritates. Une fois encore il révèle l'acuité de ses analyses psychologiques. La colère, dit-on à juste titre, est un vice à fuir ⁷² certes, elle est dangereuse lorsqu'on s'y abandonne, mais la colère que provoque le zèle à poursuivre le péché procède du bien, non du mal ⁷³, il faut en demeurer maître mais ne pas la laisser s'apaiser tant que le mal n'est pas déraciné ⁷⁴.

Les prédécesseurs d'Hincmar avaient cherché à exalter les vertus royales par excellence ⁷⁵, à souligner tel défaut particulièrement dangereux et qu'il convient de fuir ⁷⁶. L'archevêque de Reims se préoccupe beaucoup moins d'ajouter à une telle série, déjà longue, que de dégager ce qui caractérise réellement la situation présente, à partir de la question posée par Charles. On ne trouve pas chez lui le savant équilibre entre huit vices et huit vertus ⁷⁷ pas davantage un classement, devenu traditionnel, des uns et des autres. Pour lui, à travers St Paul, la cupidité est la racine de tous les maux ⁷⁸. L'attachement aux choses terrestres est déjà de la cupidité ; la convoitise de biens autres que ceux que Dieu a confiés à chacun est finement décrite et condamnée ⁷⁹. C'est un vice social par excellence parce que, de là, découlent l'écrasement des pauvres et l'arbitraire dans le gouvernement ⁸⁰.

⁷² PL 125, 878 : elle détourne de la sagesse et de la science, rompt la concorde entre les hommes : 879 : elle dévore l'esprit de celui qui s'y abandonne. Hincmar conseille, pour s'en guérir, d'observer à quel point elle est hideuse chez les autres et d'en mesurer les effets.

⁷³ PL 125, 880.

⁷⁴ PL 125, 881. Bien entendu la pauvreté du vocabulaire d'analyse psychologique est patente. Mais il nous semble déjà important que l'archevêque réagisse ici contre les idées toutes faites que les moralistes contemporains ont répandues.

⁷⁵ E. Ewig : *Zum christlichen Königsgedanken im Frühmittelalter*, 1956, p. 19-20 et p. 41 sq. H.H. Anton, passim. Grégoire le Grand le premier a insisté sur l'importance de l'humilité (Anton, p. 364 ; voir aussi p. 304 sq.).

⁷⁶ Augustin dénonce l'orgueil — que soigne l'humilité — comme le vice le plus dangereux pour l'homme en général, pour le roi en particulier.

⁷⁷ Celles-ci sont presque escamotées : Hincmar leur substitue les longs développements sur l'intention, que nous avons évoqués.

⁷⁸ I Timothée VI 10, déjà souvent évoqué par nous dans l'œuvre du prélat. PL 125, 869 : « quoniam auaritia non una quaelibet sed ea culpa est de qua omnes oriuntur ».

⁷⁹ PL 125, 868-869. L'insatisfaction qui découle de la cupidité est intelligemment éclairée.

⁸⁰ PL 125, 870-871.

L'appétit sans limite se transforme chez certains en un orgueil sans bornes, qui leur fait rechercher l'adulation et rejeter le conseil⁸¹. D'autres s'abandonnent à une gloutonnerie sans frein et à la luxure⁸²; d'autres encore à l'envie⁸³, à la colère⁸⁴; toutes ces fautes ont une seule et même racine : l'attachement excessif aux biens transitoires de cette terre, qui fait les tyrans⁸⁵. Les fautes de l'esprit, si elles portent atteinte aux autres, ne sont pas moins graves; par exemple, certains minimisent à tort les effets de la curiosité⁸⁶; elle efface, à elle seule, bien des qualités et conduit aisément à desservir autrui. En règle générale, nul ne doit se mêler des affaires des autres, sauf en deux cas : lorsqu'il s'agit de délibérer sur un péché public pour le corriger et lorsqu'il est possible d'éviter, par un avertissement, à une personne de se laisser contaminer par le péché d'une autre⁸⁷. Dans tous les autres cas, la curiosité, fille de la cupidité, mène à la médisance et au témoignage détestable : témoigner à la légère ou faussement est bien entendu un péché grave.

Il n'est pas moins coupable de se laisser aller à prêter des serments à tort et à travers. Le serment, acte très solennel⁸⁸ ne doit intervenir qu'à bon escient; il faut le respecter, une fois prêté même lorsqu'un ennemi est en cause⁸⁹. Au passage, Hincmar dénonce quelques habitudes contemporaines : la restriction mentale au moment du serment, le serment par personne interposée, qui en disent long sur les ruses auxquelles donne lieu cette opération judiciaire ou politique⁹⁰.

On voit à quel point il est arbitraire d'avoir rangé le de cauendis parmi les miroirs de prince; c'est en fait un traité circonstanciel de portée sociale générale; sans aucun doute, si Hincmar avait voulu

⁸¹ PL 125, 872-873.

⁸² PL 125, 874-875. Violente attaque contre l'abus du vin et, généralement, de la nourriture, un excès de gourmandise ayant été l'occasion de la chute d'Adam (PL 125, 876).

⁸³ PL 125, 875.

⁸⁴ PL 125, 878 sq.

⁸⁵ PL 125, 872 : « *Honorum sublimium infulas appetit exaltari successibus exquirat totumque quod esse desiderat sibi apud semetipsum in cogitationibus depingit. Iam quasi tribunal possidet iam sibi parere obsequia subiectorum uidet iam caeteris eminet iam mala inrogat aliis quia inrogauerint recompensat... Iam alia conculcat alia subleuat, iam de conculcatis satisfacit odiis iam de subleuatis recipit fauores* ».

⁸⁶ PL 125, 886.

⁸⁷ PL 125, 887.

⁸⁸ PL 125, 883 : « ... non considerandum cui sed per quem iuraueris », dit Hincmar citant saint Jérôme.

⁸⁹ PL 125, 883.

⁹⁰ PL 125, 884.

écrire un « miroir », l'aurait-il construit autrement : comme toujours, il n'a pas eu le temps de faire mieux que répondre à l'urgence d'une situation.

Dans la lutte contre les vices et les tentations, il faut à l'homme des appuis et des moyens. La fin du traité leur est consacrée. L'homme peut, par les œuvres, par la charité, se placer dans des conditions générales nécessaires à la non-tentation ou au salut ; seul il ne peut échapper à l'enfer⁹¹. La conversion totale vers Dieu permet à la grâce de venir au secours de l'homme⁹². Certes les saints peuvent et doivent être pris comme intercesseurs⁹³. Mais nulle voie n'est plus sûre que la pénitence et l'Eucharistie, mises par Dieu à la portée des hommes pour leur réconfort et leur réconciliation⁹⁴. L'Eucharistie scelle le pardon mais elles constitue aussi l'épreuve sans pardon pour qui l'aborde d'un cœur sans sincérité⁹⁵.

Il faut chercher ailleurs que dans le de cauendis les traits épars d'une conception morale plus précise de ce qu'est la dignité royale. Et, dans ce domaine aussi, pour légèrement original qu'il soit dans la forme, Hincmar rejoint, quant au fond, tous ses prédécesseurs chrétiens⁹⁶.

⁹¹ Longuement, complaisamment décrit, PL 125, 888-896, à l'aide de citations de Grégoire le Grand.

⁹² PL 125, 904-907.

⁹³ PL 125, 900-903.

⁹⁴ Le long développement sur ce thème n'est guère original en matière de pastorale ou de théologie. Hincmar y affirme le caractère *matériel* de la *transsubstantiation* et en pousse l'analyse très loin. Le Christ s'est fait nourriture pour les anges et les esprits célestes : tous s'en rassasient et il demeure intact (PL 125, 920) ; est-ce un point de départ pour les légendes médiévales dont celle du Graal ? Hincmar se réclame du de mysticis et sacramentis de saint Ambroise (col. 925 sq.) pour établir la présence réelle.

⁹⁵ PL 125, 925 : « qui autem mysterium unitatis et non tenet uinculum pacis non mysterium accipit pro se sed testimonium contra se ».

⁹⁶ Le texte le plus élaboré, avant lui, est le de Institutione regia de Jonas d'Orléans. Des idées sont fréquemment communes aux deux hommes, tant elles sont « dans l'air » ; cependant Hincmar ne s'inspire jamais directement du D.I.R. Reviron (*Jonas d'Orléans*, Paris 1930) a montré (p. 47 sq.) que le texte de Jonas est un doublet de quelques passages du concile du Paris 829, document fondamental celui-là, pour le pouvoir politique au IX^e siècle. Reviron définit bien l'auteur qu'il étudie lorsqu'il le dépeint comme « ...un évêque qui écrit sur la politique, plutôt qu'un politique chrétien » (p. 58) ; « Jonas se pose en conseiller responsable plutôt qu'en homme d'Etat... (qui) voit son devoir — qui est de faire avancer le règne de la justice par la modification des consciences... — plutôt que du droit possible d'intervenir dans un domaine moins exclusivement religieux » (p. 87). Ce sont là des phrases qui pourraient aussi bien s'appliquer à Hincmar. L'ampleur de l'information recherchée par Jonas, telle que le catalogue des lectures établi par Reviron (p. 61-69) permet de la reconstituer, montre que ces hommes ont voulu réunir, sur un sujet qui ne comporte pas encore, à ce moment, une abondante littérature chrétienne, le plus d'idées possible. Jonas, de ce point de vue, est plus riche qu'Hincmar, en ce qui concerne les Pères, beaucoup moins pour le droit canon.

On retrouve enfin, nous nous y attendions, les allusions aux vertus royales fondamentales : au couple stéréotypé « iustitia-pietas », Hincmar préfère certes des formulations plus personnelles : sans mansuétude, patience et charité, le roi ne peut mériter le Ciel ; quitte à insister, séparément, sur la justice⁹⁷ et la piété. Bien entendu aussi, Hincmar maintient le caractère interventionniste du pouvoir royal que suppose la phrase empruntée à Horace : « Rex eris... »⁹⁸. *L'action* est nécessaire à prouver la valeur de qui est revêtu de la dignité royale. Un roi moine serait tout aussi mal venu qu'un évêque ascète et solitaire.

Hincmar, enfin, comme tous ses prédécesseurs, place volontiers sous les yeux de Charles le Chauve ou de ses successeurs, les exemples royaux que constituent, à des titres divers : David, Salomon⁹⁹ et Théodose¹⁰⁰.

Dans tous ces domaines, on le voit, l'archevêque n'est pas d'une originalité remarquable, même s'il traite avec une acuité neuve les thèmes anciens.

II. — REGIA POTESTAS

Les très prudents Bénédictins qui, au XVIII^e siècle, ont rédigé l'Histoire littéraire de la France, ont défini avec quelques réserves la position d'Hincmar sur le pouvoir royal : n'étaient-ils pas, eux, habitués à une toute autre sorte de monarchie ! « On voit par quelques autres de ces écrits qu'il avait une juste idée... de la roïauté, au dessus de laquelle il ne met que Dieu seul. Il est vrai qu'en cet endroit il semble avancer une opinion peu exacte, à l'égard d'un roi qui ne ferait pas son devoir... »¹⁰¹.

⁹⁷ Ce mot doit être entendu dans son acception la plus large : est juste le roi qui obéit aux prescriptions de l'Évangile.

⁹⁸ La formule reparait chez Hincmar. Dans la version qu'il cite en 881 (PL 125, 1016), elle est tirée d'Isidore (Origines IX, III 4). Mais, nous l'avons vu, Hincmar l'a souvent lue chez d'autres auteurs.

⁹⁹ Il est tout de même intéressant de constater que figuraient dans la bibliothèque du prélat un certain nombre de Commentaires sur les Livres des Rois : ceux de Bède (Reims 118), de Raban Maur (Reims 129) et de Jérôme (Reims 118). Il paraît à peu près certain qu'Hincmar a lu tous ces commentaires et aussi celui de Grégoire le Grand sur le même sujet. Peut-être le fait que dans le Reims 118, rédigé probablement sur la demande du diacre Hincmar le Jeune avant d'être remis à Notre-Dame de Reims, se trouvent rassemblés plusieurs Commentaires sur les Livres des Rois confirme-t-il que ce manuscrit a été préparé à la suggestion de l'archevêque au moment où il préparait les premiers traités sur les questions relatives au pouvoir royal (entre 857 et 860). Rappelons que notre hypothèse de datation du 118 (Appendice IV) est : 850-858. Peut-être aussi à cette occasion Hincmar a-t-il lu le commentaire sur le Lévitique de Claude de Turin qui se trouve dans le Reims 123.

¹⁰⁰ Anton, op. cit., p. 419 sq. Pour Hincmar : p. 347-353.

¹⁰¹ Histoire littéraire de la France par des religieux bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur, tome V, Paris 1740, p. 591.

L'originalité d'Hincmar est beaucoup plus nette dans ce nouveau domaine que dans le précédent¹⁰². On chercherait en vain, cependant, un exposé systématique de ses idées : il faut glaner les pièces dispersées du puzzle à travers une bonne partie de l'œuvre¹⁰³. Il est normal qu'il en soit ainsi : définir théoriquement le pouvoir royal ne revient pas, directement, à un membre de l'ordre ecclésiastique. A celui-ci incombent seulement deux devoirs : rappeler sans cesse l'enseignement moral du christianisme, norme de vie quotidienne politique ou privée, examiner les violations des règles définies par cet enseignement et tenter d'en dégager les remèdes.

Jonas ni Hincmar n'ont la capacité d'abstraction et de généralisation qui conduit aux définitions constitutionnelles positives auxquelles nous sommes accoutumés : le seul « manuel de droit constitutionnel » dont dispose un prélat du IX^e siècle est l'*Hispana*. Les seules définitions du pouvoir royal auxquelles nous puissions prétendre de la part d'Hincmar sont le plus souvent négatives et circonstanciées. Certes, il existe déjà une « politique tirée de l'Écriture »¹⁰⁴ ; mais c'est par rapport aux fautes commises par le roi, en général, que les définitions apparaissent plus ou moins complètement. Pendant longtemps au fond, et nul ne s'en indigne de ceux qui reprochent si fort à Hincmar d'avoir reconstitué une hiérarchie irréaliste de l'Eglise à travers des canons détournés de leur signification existentielle, la théorie politique médiévale s'est contentée de répéter un certain nombre d'exempla, tirés, eux aussi, de situations plus ou moins mythiques (Ancien Testament) ou très occasionnelles (l'empire chrétien). C'est en fonction de ces exempla que se définirent les normes du pouvoir justement exercé. Il ne s'agit là ni de théorie politique ni de science politique.

Le mot « roi » vient de « agir avec rectitude », a rappelé le Concile de 829. S'il gouverne avec piété et en plein accord avec la morale

¹⁰² Situons la tout de suite. Hincmar est beaucoup plus proche de Sedulius Scot que de Jonas d'Orléans, fidèle quant à lui aux positions isidoriennes (Reviron, *Les idées politiques*, op. cit., p. 147, pour la distance que prend Hincmar par rapport à Isidore). Sedulius Scot : PL 103, 324 : « Deo amabilem regnatorem quem diuina ordinatio tamquam uicarium suum in regimine ecclesiae suae esse uoluit et potestatem ei super utrumque ordinem praelatorum et subditorum tribuit ».

¹⁰³ Cette dispersion appelle quelques réserves critiques. Dans chaque situation dont il a eu à connaître, le prélat a défini un aspect de ses idées adapté à la situation en cause. Plus dur dans le de diuortio parce que Lothaire déshonore, à ses yeux, la fonction royale, il défend âprement celle-ci dans la correspondance avec Adrien II. Il est plus rationnel avant 876 qu'après : il voit, après cette date, se dégrader les rouages sociaux et cherche à imposer une image simplifiée du pouvoir royal qui ne correspond pas exactement à ce qu'il pensait et écrivait quinze ou vingt ans plus tôt. Il faut donc toujours apprécier les opinions émises à l'aide de correctifs critiques adaptés à la situation.

¹⁰⁴ H.H. Anton, op. cit., p. 361-362 étudie fort en détail l'usage que le prélat fait de la Bible dans ce domaine.

chrétienne, le détenteur du pouvoir est pleinement « rex »¹⁰⁵ ; s'il s'écarte de ces voies, il devient tyran. Pour claire qu'elle paraisse, la formule de 829 laisse dans l'ombre quelques problèmes essentiels de science politique : comment devient-on roi ? Et comment peut — ou doit — cesser la tyrannie ? On peut déduire de cette formule le droit — pour qui ? — de déposer et de juger le détenteur du pouvoir pour non conformité au contrat politique. Mais la déposition de Louis le Pieux a tellement choqué bon nombre d'esprits qu'elle a stérilisé la réflexion dans cette direction. Jamais, ni Hincmar ni d'autres ne s'efforcent de définir ce qu'est le contrat *politique* et avec qui il est passé. Les liens du rex avec la res publica ne sont pas davantage éclairés par le IX^e siècle que la notion même de tyrannie.

Beaucoup plus timidement, la réflexion des clercs carolingiens s'est appliquée à définir la référence de responsabilité du « rex ». Pour beaucoup d'évêques lorrains, précurseurs inconscients de la monarchie absolue, le roi n'est justiciable que de Dieu¹⁰⁶. Hincmar, on l'a vu, rejette cette réflexion comme sacrilège¹⁰⁷, mais, tout autant, il refuse l'arbitraire qui a présidé à la déposition de Louis le Pieux. Entre ces pôles contraires, sa voie est originale, mais dans ce seul domaine limité.

Si l'on tente de donner un tour théorique à sa pensée qui ne l'est point, on peut ainsi formuler sa doctrine : le roi *élu par Dieu dans le pouvoir* est lié, comme chaque homme mais à un degré plus haut qu'impose sa charge, par un contrat moral avec Dieu ; mais, et c'est là qu'éclate l'originalité du prélat, le roi prend aussi des engagements contractuels avec les hommes et les institutions humaines. L'un de ces engagements, moral tout d'abord, est le respect des lois¹⁰⁸ et l'on comprend mieux, désormais, pourquoi Hincmar a fait de la promesse du sacre un préalable à l'onction à partir de 869¹⁰⁹ ; le roi prend aussi des engagements à l'égard de ceux qui lui sont fidèles et ces engagements sont le fondement même de l'ordre social¹¹⁰. Cet ordre étant

¹⁰⁵ L'idée vient, à travers le concile de Paris 829, des conciles de Tolède IV et VI au moins autant que d'Isidore. Le concile de 829 a rappelé la formule complète : « Rex... a recte agendo... ; si enim pie et iuste et misericorditer regit, merito rex appellatur ; si his caruerit, non rex sed tyrannus est » (MGH Concilia I).

¹⁰⁶ Anton a largement résumé (p. 360 sq.) tout ce qu'il faut retenir de l'usage fait, au IX^e siècle, de la doctrine de l'Épître aux Romains sur l'origine divine de tout pouvoir.

¹⁰⁷ PL 125, 756. Voir chapitre V.

¹⁰⁸ Nous savons pourquoi Hincmar raisonne ainsi (voir ch. VI). Il le dit très clairement, en 881 : PL 126, 119 : « ...Uos elegi ad regimen regni *sub conditione debitas leges seruandi* ».

¹⁰⁹ Dans cette perspective, il est permis de contredire M. David qui écrivait (*La souveraineté et les limites juridiques du pouvoir*, Paris 1954, p. 121) : « il est permis de douter qu'(Hincmar) a eu (sur les limites susceptibles d'être imposées au pouvoir laïc)... une pensée bien originale et surtout très cohérente ».

¹¹⁰ Voir chapitre IV.

voulu par Dieu ¹¹¹, la rupture de ces engagements constitue de la part du roi une violation de l'ordre divin. On peut donc devenir tyran en ne respectant pas la loi morale ¹¹², en violant les lois humaines ¹¹³, en négligeant les promesses faites ¹¹⁴.

La violation des règles morales chrétiennes est une faute personnelle trop grave pour qu'il soit nécessaire d'insister ; la violation des lois humaines est punie par ces lois mêmes : homme comme les autres, le roi est passible des mêmes sanctions légales que les autres hommes ¹¹⁵. Pour le roi, comme pour tout autre, la seule manière d'échapper à toutes les lois, et divines et humaines, est de les respecter scrupuleusement ¹¹⁶. Le roi a certes le droit, après consultation, de faire la loi, s'il la fait conforme à la morale chrétienne. Mais ensuite, le contenu de cette loi, le respect que lui porte le roi et qu'il lui fait porter, les jugements qu'il rend ou fait rendre d'après elle, rien n'échappe à Dieu : tout entrera en ligne de compte dans le jugement global que Dieu portera sur la gestion de la charge royale par la personne à qui elle est confiée ¹¹⁷. Le roi, selon Hincmar, n'est ni libre de se conduire comme il lui plaît, ni libre d'agir arbitrairement ¹¹⁸, ni libre de revenir sur ses engagements. *Il n'est pas plus absolu que de droit divin*. A aucun moment le prélat ne saurait admettre ni l'arbitraire royal ni la « raison d'Etat ».

¹¹¹ Voir chapitre VI.

¹¹² Les rois ont pour devoir primordial « d'adhérer à Dieu » comme dit le Pseudo-Cyprien. Voir PL 126, 98.

¹¹³ PL 125, 700 : « ... intellegant et credant se in oculis Dei priuari regii nominis et officii dignitate, quando si illud placitum Deo fuit quod manu firmauerant, faciunt contra manus suae conscriptionem licet illud nomen usurpent ante oculos hominum terrena et instabili potestate... ».

¹¹⁴ Encore une fois, la médiocrité du vocabulaire trahit Hincmar. Mais il a fort clairement senti que les excès du pouvoir, l'arbitraire, étaient des causes de déséquilibre politique grave au même titre que l'inconduite personnelle des rois. Et c'est là une grande nouveauté au IX^e siècle. On a vu des exemples précis de l'opinion d'Hincmar sur ce point (ch. IV). Voir encore : PL 125, 1080 et Capitulaire de Pitres 869 c. 3 (MGH EAK II, p. 333) ; et aussi : J. Devisse, *Consilium et auxilium*, op. cit.

¹¹⁵ PL 125, 700-701, 704, 844-845, 851.

¹¹⁶ PL 125, 757 : « ... et si seipsum secundum uoluntatem Dei regit... tunc rex est et nullorum legibus uel iudiciis nisi solius Dei subiacet... » ; Ibidem : « ... et quicumque rex ueraciter rex est legi non subiacet quia lex non est posita iusto sed iniustus... ». Voir aussi PL 125, 759. Sur ce point, Hincmar s'écarte totalement de la tradition ambrosienne, telle que l'a décrite R. Palanque.

¹¹⁷ PL 125, 701.

¹¹⁸ Hincmar a ici une position strictement parallèle à celle qu'il a adoptée vis à vis du pouvoir pontifical : le roi comme le pape peuvent, à titre exceptionnel, prendre des décisions individuelles ; ils doivent en tous cas éviter de détruire, par celles-ci, l'obéissance due aux lois.

Mais Hincmar ne va pas au-delà. A aucun moment il n'esquisse la possibilité d'un contrôle effectif sur les actes du roi au niveau laïque¹¹⁹. La décision royale n'est jamais mise en cause que par sa qualification morale : au roi reviennent et la totale liberté de décider et l'initiative de la loi, sans contestation possible, à la seule condition que tous ces actes de fonction soient conformes au christianisme. L'archevêque, toutefois, sait bien que, dans ce cas comme dans tous les autres, la décision d'un seul est toujours moins sage que la décision concertée. Il en revient donc, par un raisonnement strictement parallèle à celui qu'il a adopté pour l'Eglise, à souhaiter que les décisions graves soient élaborées par consultation. On a parfois voulu voir dans cette attitude la préfiguration d'une curia féodale : il s'agit beaucoup plus simplement, du moins tant que vit Charles le Chauve¹²⁰, d'une incitation à prendre conseil pour recevoir aide et de l'application à la politique des passages de Mathieu souvent évoqués pour l'Eglise¹²¹ ; Dieu qui crée tout n'inspire-t-il pas la bonne politique au même titre que le bon droit canon¹²².

Après la mort de Charles le Chauve¹²³, la pensée d'Hincmar a

¹¹⁹ Il sera question plus loin des contrôles religieux qui s'exercent sur l'action du roi.

¹²⁰ Charles est, jusqu'à l'aventure italienne et malgré les brouilles, le roi selon le cœur d'Hincmar. Nulle question importante — surtout théologique — n'est abordée par lui sans prendre très largement conseil. Nous n'avons gardé, le plus souvent, que les réponses de l'archevêque aux enquêtes royales ; mais leur texte même, souvent, permet de comprendre que bien d'autres ont dû affluer vers le roi. Maint détail nous prouve qu'autour de Charles, et dans tous les domaines, les discussions allaient bon train. Mais le *palais* n'est pas encore *cour*, au sens que devait prendre ce dernier mot au cours du Moyen Âge. Hincmar a rarement accusé Charles d'arbitraire — on verra un exemple intéressant sur ce point au chapitre IX — même lorsqu'il n'était pas d'accord avec la décision finale du roi.

¹²¹ Mathieu, XVIII 16-19. Sur les conseillers, leur nécessité et les qualités qu'ils doivent avoir : PL 125, 837-839, à travers saint Ambroise. Hincmar disposait d'ailleurs sur ce sujet d'une littérature totalement dénuée de relief où figuraient peut-être les lettres de Saint-Rémi de Reims à Clovis (Anton, op. cit., p. 50). Voir aussi PL 125, 1013 sq.

¹²² Plus le temps a passé, au cours de nos recherches, plus nous avons été sensible à l'importance des formules consacrées par Hincmar au rôle du *conseil* dans la gestion des affaires humaines (voir : Essai sur une expression qui a fait fortune : *consilium* et *auxilium*, article cité). S'il nous paraît toujours que le prélat est, de très loin, celui qui, au IX^e siècle, a le plus multiplié les phrases intéressantes sur ce point, il convient aussi de rappeler que Sedulius Scot (*Liber de rectoribus christianis*, cité par Anton, p. 266, note 587) écrit aussi : « ... cum seniorum et prudentium consilio et iudicio... » ; or, précise Anton, l'expression proviendrait d'une source insulaire que Sedulius Scot est seul à utiliser.

¹²³ Insistons sur cette idée que, sur ce plan comme sur tant d'autres, et en dehors même des éléments circonstanciels, la pensée du prélat s'est lentement approfondie, la réflexion et les lectures aidant. Il y a loin des premières remarques de 858-860 aux développements des dernières années. Au début, et malgré l'importance des passages du *de diuortio* consacrés au roi, Hincmar est proche des enseignements du concile de Paris 829. Il cite souvent alors des textes « classiques », dont nous

sans aucun doute subi une mutation sur ce point ¹²⁴. Des rois jeunes, inexpérimentés et contestés gouvernent désormais ¹²⁵ ; ils commettent parfois des fautes graves qu'Hincmar condamne. Leur *imposer* des conseillers sages — l'archevêque a, bien évidemment, vocation à jouer ce rôle ! — fait partie du devoir d'Etat pour le métropolitain rémois. En 881, le concile de Ste Macre ¹²⁶ inscrit, sur recommandation d'Hincmar, le recours aux conseils d'autrui comme la voie la plus sage pour gouverner ¹²⁷.

La marge d'initiative royale est donc considérable, lorsque le roi se conforme à l'éducation chrétienne qu'il a reçue ; elle diminue lorsqu'il est « jeune d'esprit » et peut apporter le désordre au peuple qu'il doit gouverner par les foudres de sa jeunesse. Le pouvoir royal, clé de voûte de l'ordre terrestre voulu par Dieu est donc lui-même tenu en équilibre, volontairement ou par contrainte, dans la voie chrétienne. S'il s'y tient, il a une autorité sur les sujets qu'Hincmar ne conteste jamais ¹²⁸. Le pouvoir royal est, pour Hincmar, beaucoup plus majestueux et beaucoup plus fort que pour les représentants de la tradition isidorienne ¹²⁹. Il est au fond très proche de la manière dont Louis IX, quatre siècles plus tard, en a vécu l'exercice. Tout est nuances dans cette conception, puisque ce pouvoir, clé de voûte d'un équilibre, est lui-même en équilibre : la fonction est socialement indispensable à

n'avons pas retenu l'étude ici : par exemple, Traité VI sur l'Evangile de saint Jean, 25-26, de saint Augustin : 857-858, MGH 53-54 ; 868 : PL 126, 184 ; 869 : PL 125, 1051. Et idem VII, II : cité MGH 54, PL 125, 1052. Voir encore PL 125, 839.

¹²⁴ Il nous faudra y revenir au chapitre XI.

¹²⁵ Hincmar cite désormais Sirach : « Uae terrae cuius rex iuuenis est et cuius principes mane comedunt » et précise : « et attendite quia non detestatur scriptura aetate iuuenem, sed moribus et uita atque stultitia, quae nulli consilii gravitate deprimuntur ». A roi léger, conseil imposé : ici apparaît le XIII^e siècle anglais !

¹²⁶ Qu'Anton considère à tort comme l'expression la plus complète des idées politiques d'Hincmar. Il en est l'expression finale, les circonstances ayant profondément modifié l'équilibre antérieur et de la société et du pouvoir, et c'est tout autre chose.

¹²⁷ C'est d'ailleurs respecter les Ecritures : PL 125, 1085 : Ecclésiastique XXXII 24 : « Omnia fac per consilium et post factum non paenitebis », Proverbes I 5 : « Audiens sapiens sapientior erit et intellegens gubernacula possidebit », Proverbes XI 14 : « Ubi non est gubernator populus corruet : salus autem ubi multa consilia ». Dès 877, Hincmar a écrit à Louis le Bègue pour lui reprocher de ne pas prendre conseil : PL 125, 988 : « Quia sicut per multos audiui, multum deperit de utilitate in isto regno pro eo quia consilarii quod sciebant bonum et utile dicere non audebant nec ut dicerent locum habebant ».

¹²⁸ Nul ne peut usurper la fonction royale ou chercher à égaler la puissance du pouvoir royal sans se rendre semblable à Lucifer, car, dit Hincmar, « nous ne pouvons être tous rois » (PL 125, 1125). Quiconque n'est pas désigné par Dieu pour occuper la fonction royale est « subiectus » (MGH 78), quel que soit son rang.

¹²⁹ S'il faut en croire Mgr Arquillière (*Augustinisme politique*, op. cit., p. 142 sq.) ; mais il n'est pas impossible que, sur ce point comme sur certains autres, les interprétations de l'auteur soient trop systématiques.

l'ordre ¹³⁰, mais la personne du roi, soigneusement distinguée de la fonction ¹³¹, peut aller contre l'ordre et l'équilibre par ses décisions arbitraires ou sa conduite personnelle. Lorsque cette situation apparaît, il faut rétablir l'équilibre rompu et nous aurons à y revenir.

Tant que le roi joue son rôle d'équilibrant social, l'obéissance absolue lui est due par chacun. A la fonction sociale correctement incarnée, les subordonnés, de tout office et de tout ordre, doivent les formes d'obéissance auxquelles les engage, dans le vaste contrat de société voulu par Dieu, le rang auquel ils sont placés. Très concrètement, Hincmar n'a cessé de donner l'exemple d'une telle soumission aux exigences du contrat, sur le plan des prestations militaires dues au roi, en particulier ¹³². Obéir au roi qui est réellement roi, c'est obéir à Dieu ¹³³. Nulle part Hincmar ne donne de cette situation une description plus profonde que dans les lettres adressées à Adrien II, soit en son nom propre, soit au nom de Charles ¹³⁴. Le pape a voulu excommunier le roi, à la suite des affaires lorraine et de Laon ¹³⁵. Jamais Charles n'a été convaincu d'une quelconque culpabilité ¹³⁶. Il faut, bien sûr, faire la part, chez Hincmar, de l'hostilité traditionnelle du clergé carolingien à une intervention pontificale dans les affaires du royaume occidental ;

¹³⁰ C'est elle que désigne le vocabulaire consacré : Rex et dominus. Sur ce dernier mot, revoir MGH Capitularia II, p. 305, dans un capitulaire de Pîtres vraisemblablement inspiré par Hincmar. Celui-ci revient à l'emploi du mot dominus pour désigner le roi : PL 125, 695 et 700 (pour Lothaire II), MGH 190 (pour Charles), PL 125, 1013 (en 881). Le mot n'est pas encore fixé par l'usage de façon stricte : Hincmar lui-même est ainsi désigné par l'évêque de Théroutanne (Mansi XVI, col. 568). Au contraire, Hincmar s'est révélé réfractaire à l'emploi du mot senior à partir du moment où celui-ci a pris un contenu préféodal : en 857, il désigne, logiquement, par ce mot, Lothaire I^{er}, frère aîné de Charles (MGH Capitularia II, p. 294) ; mais en 876 (PL 125, 1125), il refuse ce titre à Charles le Chauve « qui est iunior aetate ».

¹³¹ L'idée se trouve aussi chez Jonas d'Orléans (Reviron, p. 82) mais elle n'est pas aussi clairement exploitée. Nous verrons plus loin quelle semble être, pour nous, la source commune des deux hommes.

¹³² Le prélat indique, dans le de ecclesiis et capellis (Gundlach, p. 135), qu'une part de la dîme doit être affectée à l'entretien des « ... militantibus qui sub nomine casatorum censentur... ». Il est vrai que ces « militantes » défendent d'abord les biens de l'Eglise. L'étude de F. Prinz (*Klerus und Krieg im früheren Mittelalter*, Stuttgart 1971) nous a montré, très en détail, que l'archevêque s'est toujours acquitté scrupuleusement des obligations militaires qui lui incombaient envers le roi.

¹³³ PL 126, 98.

¹³⁴ Au nom de Charles : PL 124, 876-881 et 881-896 ; l'attribution à Hincmar est abondamment confirmée par la comparaison des citations et les ressemblances de style. Lettre d'Hincmar : PL 126, 174-186.

¹³⁵ Voir chapitres V et IX.

¹³⁶ PL 124, 877 : « nec confessus, nec accusatus » ; PL 124, 881 : « ... regio nomine ac culmine sublimatum et, quod is maius est christianum, catholicum fidei orthodoxae cultorem, sacris litteris ac legis tam ecclesiasticis quam saecularibus ab infantia eruditum, nullo crimine in audientia episcopali legaliter ac regulariter accusatum minime autem conuictum ».

lorsqu'il s'agit de juger un roi accusé régulièrement, le pape n'est qu'un évêque comme les autres ¹³⁷ ; il revenait donc à Hincmar, le cas échéant, de lancer une accusation contre Charles ¹³⁸. L'intérêt actuel des phrases hincmariennes n'est pas là. C'est contre un roi chrétien, érudit et respectueux de toutes les règles ¹³⁹, que le pape a osé proférer la menace de l'excommunication sans jugement. Ce faisant, il a outrepassé ses droits et versé, à son tour, dans l'arbitraire ¹⁴⁰ : l'équilibre collectif qui fonde l'ordre humain joue une fois de plus. Le pape a indûment usé de cette menace pour imposer sa volonté ¹⁴¹. Il a ainsi manifesté son mépris de la fonction royale ¹⁴² et usurpé un droit de censure abusif, alors qu'il est là pour conseiller et corriger la conduite des rois et les aider à se maintenir dans la voie droite ¹⁴³. Pour aller au-delà, il fallait suivre une toute autre procédure ¹⁴⁴. Sinon, en calomniant le roi, on affaiblissait la fonction royale ; jamais le prédécesseur d'Adrien II, au plus fort de la lutte qui l'a opposé au roi pécheur Lothaire II, n'a commis cette erreur ¹⁴⁵.

¹³⁷ Voir PL 124, 881.

¹³⁸ Le pape n'en disconvient pas formellement, puisqu'il reproche à Hincmar de ne l'avoir pas fait.

¹³⁹ C'est, on s'en souvient, la thèse que défend Hincmar pour excuser l'entrée de Charles en Lotharingie : il y a été appelé par un certain nombre de Grands et il est parti pour les protéger des désordres intérieurs et extérieurs.

¹⁴⁰ PL 124, 879, « Charles » écrit : « Non me sed se a catholica et apostolica communione sequestrat ».

¹⁴¹ PL 124, 878 : « Nec talis est doctrina catholica ut probere uel huiusmodi causa rex, corrector iniquorum, a sedis apostolicae communione debeat separari ». Hincmar s'en donne à cœur joie ; il a l'occasion de stigmatiser un de ces abus de pouvoir pontificaux dont il estime avoir été victime quelques années plus tôt. La lettre est précise, froide et violente. Comment un roi qui n'a pas été convaincu d'aucune faute et que Rome traite de parjure et de tyran pourrait-il accepter ces insultes sans s'avouer, du même coup, coupable. Aucun des prédécesseurs d'Adrien n'avait osé adopter une telle attitude et usurper « regni et saecularia negotia » (PL 124, 877).

¹⁴² PL 124, 880 : « ... quae me regem a Deo constitutum et gladio ex utroque parte acuto ultore scilicet nocentium et defensore innocentium... rei atque damnati atque anathematizate fautorem esse praecipit, iubens ut... ». Charles est tout prêt à respecter Rome, non à accepter les yeux fermés l'arbitraire pontifical (PL 124, 883). Que Rome commence par montrer envers le roi la déférence qu'ont montrée ses prédécesseurs envers ceux de Charles et que fassent de même tous les autres clercs : « et apostolicae sedis pontifex et reliqui Domini sacerdotes nobis quae a Deo sunt constituta exhibeant » (PL 124, 877). Ibidem : « Seruate ergo nostrae regiae potestati quae nostra sunt et liceat nobis seruare uestrae pontificali auctoritate quae nostra sunt ». Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, Charles a laissé passer ces phrases et Rome ne lui en a pas tenu rigueur ; elles semblent même y avoir accru la réputation de fermeté du roi.

¹⁴³ PL 124, 877.

¹⁴⁴ PL 124, 877.

¹⁴⁵ PL 124, 877. Hincmar insiste beaucoup : jamais la fonction royale n'a été mise en cause : « nam decessor uester beatae memoriae Nicolaus de publico adulterio nepotem quondam nostrum Hlotharium deprehensum regiae potestati honorem

On touche ici aux conséquences les plus intimes de la nécessaire collaboration des deux offices. Et à la limite — difficilement franchissable — du droit des clercs à *déposer* ou à *punir* un roi ; Hincmar est marqué par l'expérience des inconvénients apportés à la vie du peuple chrétien, alors qu'il était jeune moine, par l'humiliation inconsidérée du pouvoir royal.

Mais il existe aussi, dans l'attitude d'Hincmar lui-même, une confirmation qu'il s'est plié à l'attitude qu'il impose ici à l'évêque de Rome. En 868, au cours du conflit violent entre Charles et Hincmar de Laon¹⁴⁶, le roi a été conduit à prendre à l'égard de l'évêque une attitude *injuste* au regard des lois, même si elle était *justifiée* par l'attitude du jeune Hincmar. L'oncle reprend vivement le roi ; mais à aucun moment il ne peut *désolidariser* l'action de l'office épiscopal de celle de l'office royal, donc condamner le roi ; son seul devoir est de *l'avertir*, de telle sorte qu'il fasse cesser ce qu'il y a de scandaleux dans sa conduite. La fonction de *conseil* se trouve à nouveau exaltée, le sens de la sanction ecclésiastique à l'égard du roi éclairé et la lettre à Adrien justifiée. Hincmar, en effet, déclare alors au roi, impeccable sur tous les autres points de sa vie : « ... *nous* serons condamnés (vous et nous) par un juste jugement, du fait que vous avez condamné ce frère par un jugement injuste¹⁴⁷ ».

C'est justement à l'affaire laonnaise, prétexte partiel à l'irritation du pape contre Charles, que, après Lesne¹⁴⁸, on a souvent coutume de rattacher un passage de la lettre « de Charles » à Adrien II ; tout en tirant de ce rattachement des conclusions que nous estimons excessives et même erronées.

« Charles » écrit : « Nous, rois des Francs (nous ne sommes pas) les vidames des évêques, mais les seigneurs de ce monde... »¹⁴⁹. Lesne, et beaucoup l'ont suivi, a vu dans le « *domini terrae* » l'affirmation d'un droit de propriété sur tous les biens ecclésiastiques et a réduit, de ce fait, la portée de l'expression à une médiocre contestation. Nous pen-

conseruans, non taliter in suis apostolicis litteris appellauit sicut nos appellatis, quem nec confessum nec conuictum tenetis, nec illum excommunicauit sicut nos sine auctoritate et ratione excommunicandus minatis ». Hincmar met en parallèle l'excès actuel avec la discrétion habituelle des prédécesseurs d'Adrien II : « ... ipsa sancta sedes cum modestia et discretione semper corripere et salubriter corrigere secundum uniuscuiusque personam et ordinem solita fuit... » (PL 124, 882).

¹⁴⁶ Voir chapitre IX.

¹⁴⁷ PL 125, 1055 : « ... iusto iudicio damnabimini pro eo quod fratrem iniusto iudicio condemnastis... ».

¹⁴⁸ *Histoire de la propriété ecclésiastique*, II 2, p. 28. Il s'agit de la gestion provisoire confiée à Charles par le pape au moment du procès d'Hincmar de Laon.

¹⁴⁹ PL 124, 878 (repris col. 886) : « ... ex regio genere progeniti non episcoporum uicedomini sed terrae domini ».

sons que cette interprétation est fausse. D'abord, il paraît difficile qu'Hincmar ait pu accepter de lui donner forme, même sous un autre nom que le sien, étant donnée la doctrine constante que nous lui avons vu soutenir sur les biens ecclésiastiques¹⁵⁰. Ensuite Hincmar utilise autre part¹⁵¹, et sans ambiguïté possible, la même formule pour désigner le seigneur de *cette* terre — par opposition à Dieu, maître de l'Univers — d'où notre traduction fort éloignée de celle qu'avait effectuée Mgr Lesne¹⁵². Certes, « le roi » refuse d'être un fourrier de l'évêque de Laon en gérant les biens de l'évêché en attendant les décisions romaines. Mais l'affirmation du prestige du pouvoir royal va bien au-delà et elle ne signifie pas une revendication de propriété que personne alors n'aurait admise dans le royaume.

Egal strictement aux autres hommes¹⁵³ en face de Dieu¹⁵⁴ en tant que personne et par là nécessairement humble¹⁵⁵, le détenteur du pouvoir royal se trouve, *dans sa fonction* élevé au dessus de tous et nanti de moyens puissants d'action, que même l'Eglise ne doit ni gêner ni refuser, tant que le roi n'est pas un tyran.

L'exégèse hincmarienne de Gélase aboutit à un équilibre réel dans la cogestion, la coresponsabilité et la communion des deux offices, séparés depuis le Christ, qui se partagent, dans des domaines divers, la direction du peuple chrétien.

¹⁵⁰ Dès lors, nous rejetons l'idée d'un « virage » d'Hincmar à cette occasion, qui était celle de Mgr Lesne ; celui-ci prétendait, pour plus de commodité, que la lettre où se trouve la première mention (PL 124, 878) n'avait pas été rédigée par Hincmar : les comparaisons de citations ne permettent pas de retenir cette hypothèse et nous rejetons aussi l'idée qu'Hincmar aurait *repris* cette théorie dans la seconde lettre.

¹⁵¹ PL 125, 833 : « non assentiatio uidelicet adulatio principi ac domino terrae placere debet... » : il ne peut s'agir en aucun cas de propriété terrienne. Nous savons d'ailleurs déjà quel sens précis Hincmar donne à *dominus*.

¹⁵² Il avait traduit « seigneur de la terre » au sens de propriétaire.

¹⁵³ Hincmar y insiste constamment dans le de diuortio. Voir en particulier MGH 76-77. M. Bloch (*Rois thaumaturges*, op. cit., p. 65) avait fait remarquer que, dans le de ordine palatii, l'archevêque — c'est la seule fois où la chose se produit — écrit, usant d'une image romaine, « In sacris eius obtutibus ». L'expression, Marc Bloch le soupçonnait, provient d'une source (voir ch. XI).

¹⁵⁴ L'archevêque de Reims connaît un texte fondamental sur ce point, qu'il ne cite cependant pas : C. de Tolède VIII, Vivès, p. 291 : « Regem etenim *iura faciunt non persona*, quia nec constat sui mediocritate subdi sublimitatis honore : quae ergo honori debent honori deseruiant et quae reges adcumulant (il s'agit des biens) regno relinquunt... ».

¹⁵⁵ Anton, op. cit., p. 364, cite cet excellent texte de Grégoire le Grand : « Seruata autem auctoritate regiminis, ad cor nostrum sine cessatione redeamus et consideremus assidue quod sumus aequaliter cum caeteris conditi non quod temporaliter caeteris praelati ».

Il reste apparemment peu de choses chez Hincmar de l'idée isidorienne ou même grégorienne ¹⁵⁶ de la subordination du pouvoir royal, créé pour servir l'Eglise.

Il est temps de se demander si cette originalité d'Hincmar est réelle, s'il a ou non innové, s'il a découvert ailleurs l'essentiel de ses positions. On fait traditionnellement appel, pour éclairer les conceptions du rémois, à un apocryphe célèbre, souvent cité par le Concile de 829 : le de duodecim abusivis saeculi du Pseudo-Cyprien. Malheureusement, les emprunts, indéniables, à ce traité ¹⁵⁷ s'appliquent mieux à l'exercice du ministère royal, dont il sera question plus loin, qu'à la structure du pouvoir.

D'où Hincmar pouvait-il donc, éventuellement, tirer les éléments de sa réflexion dans ce domaine ? D'abord, bien entendu, de la tradition germanique pour laquelle un chef temporel puissant, régulateur social et créateur d'ordre et de paix, est nécessaire à la vie physique du groupe. Mais le roi d'Hincmar est moins chef de guerre que dans les sociétés germaniques classiques et ses rapports avec les sujets ne sont plus essentiellement, en théorie du moins, des rapports de force. Le roi chrétien n'est ni un chef populaire ¹⁵⁸ ni un élu de l'aristocratie. Le christianisme, en diminuant le nombre de candidats aptes au métier royal, a rendu indispensable une bonne connaissance par ceux-ci des règles, propres au monde chrétien qui conditionnent l'exercice juste du pouvoir. Les clercs ont, dès lors, vocation à instruire et à informer le détenteur de la charge royale ¹⁵⁹.

¹⁵⁶ Voir, par exemple, *Moralia* LXXXI, début du Livre, et in *Psalmus Poenitentiale* V, PL 79, 611.

¹⁵⁷ Hincmar, de plus en plus à la fin de sa vie, a cité le Pseudo-Cyprien de préférence à tout autre texte. Il préfère, alors, mettre l'accent, sans vains débats théoriques, sur les devoirs du roi-ministre et ce texte lui fournit des illustrations claires et connues de chacun. Mais dans les quelques cas où la structure du pouvoir royal préoccupe le prélat, le Pseudo-Cyprien ne joue aucun rôle.

¹⁵⁸ Hincmar ne nierait pas ce qu'Alcuin écrivait à Charlemagne (MGH EAK II, p. 199) : « *Populus iuxta sanctiones diuinas ducendus est non sequendus... Nec audiendi qui solent dicere « uox populi uox Dei », cum tumultuositas uulgi semper insaniae proxima sit* ». Hincmar peut d'ailleurs trouver la version romaine de cette affirmation dans la *Dionysio-Hadriana* : Célestin c. 22 : « *Quod docendus sit populus non sequendus* ».

¹⁵⁹ C'est là ce que, à tort croyons-nous, parce qu'avec beaucoup d'esprit de système, Mgr Arquillière avait nommé l'augustinisme politique. Nous ne pensons pas, quant à nous, qu'il s'agisse d'un effort doctrinal concerté de la part des clercs, mais d'une construction empirique, progressivement et inégalement réalisée. Les vues exposées par Mgr Arquillière dans un article plus récent (*L'essence de l'augustinisme politique, Augustinus Magister II*, Paris 1954, p. 991-1001) sont plus nuancées. L'auteur explique d'abord que la théorie qu'il a énoncée ne se trouve pas dans Augustin lui-même (p. 992) : cela aurait dû le conduire à une revision encore plus totale de sa thèse.

A partir de là, il nous paraît évident que c'est à la tradition wisigothique, à travers l'Hispana, qu'Hincmar a fait le plus largement et le plus constamment appel. Tout part, bien entendu, du IV^e Concile de Tolède ¹⁶⁰. Il nous semble que l'on a souvent analysé ce texte de manière insuffisante, lorsqu'on a voulu y voir l'affirmation d'une totale mainmise de l'Eglise sur le pouvoir royal en Espagne.

Le royaume wisigoth vient alors de traverser des années confuses où les historiens se plaisent à voir les conséquences d'un inexplicable et inexplicable retournement de l'attitude de Svintila, devenu tyran après avoir été un excellent roi ¹⁶¹. Svintila, qu'Isidore appelle « prince des peuples et père des pauvres » ¹⁶² a été un grand souverain, unificateur de la péninsule ; mais il a commis l'erreur d'associer son fils au trône ¹⁶³, mettant ainsi fin aux changements de famille régnante qui n'avaient pas cessé depuis Reccarède ¹⁶⁴. L'aristocratie wisigothique cherche avant tout à empêcher l'installation d'une royauté héréditaire, qui, avec l'appui de l'Eglise, serait trop puissante à ses yeux : elle veut maintenir ouverte la classique compétition pour le pouvoir entre quelques familles. Les aristocrates du Nord-Est du royaume, sous la conduite de Sisenand et avec le bienveillant concours de Dagobert I^{er} se soulèvent victorieusement contre Svintila. L'aristocratie impose Sisenand. Après coup, la « tyrannie » du déposé servira d'excuse au nouveau roi.

Sisenand recherche tout de suite et la légitimation de son coup de

¹⁶⁰ 633, Vivès, p. 217-218 sq.

¹⁶¹ Luis G. de Valdeavellano, *Historia de Espana*, I 1, p. 302. Même cet excellent historien ne se pose aucune question ; pour lui, depuis Reccarède, la succession au trône ne pose plus de problèmes, l'Eglise assurant la régularité des opérations (p. 295). C'est transposer à la fin du VI^e siècle une situation qui n'a commencé d'être vraie qu'après 633.

Les historiens se contentent trop souvent d'explications « courtes » : la « médiocrité » des Mérovingiens, la « pusillanimité » de Louis le Pieux, l'« incapacité » des derniers Carolingiens à combattre les Normands, la « tyrannie » soudaine de Svintila sont de ce type ; ces mythes dispensent de rechercher des explications plus profondes.

¹⁶² Valdeavellano, p. 302.

¹⁶³ Ibidem.

¹⁶⁴ A Reccarède a succédé Vitteric qui a fait tuer le fils de Reccarède, en 601. Vitteric est mort, à son tour, victime d'un complot, en 610. Gundemar lui a succédé jusqu'en 612 où une élection par les Grands a amené Sisebut sur le trône. Sisebut est mort, probablement empoisonné, en 621, pour être remplacé par Svintila, après une courte et infructueuse tentative pour imposer le fils de Sisebut, Reccarède II. Aucun roi depuis Reccarède n'est parvenu à imposer l'hérédité. Toutes les successions se sont faites par des violences, plus ou moins camouflées par l'élection. L'aristocratie semble y trouver son compte, qui fomente régulièrement révoltes et complots pour empêcher une famille royale de dominer, de manière décisive, toutes les autres.

force et l'alliance de l'Eglise. Il convoque un concile de réforme¹⁶⁵ ; orfèvre en la matière, il fait interdire aux clercs tout contact avec l'étranger !¹⁶⁶.

Le canon 75 du concile de 633 est célèbre¹⁶⁷. Il condamne la désobéissance au roi lorsque celle-ci met en cause les serments de fidélité qui lui ont été prêtés. L'émeute est, dans ce cas, sacrilège ; et plus encore le régicide. L'effort de l'Eglise porte donc sur un point précis : empêcher que les successions soient préparées, comme cela a été le cas depuis cinquante ans, par des révoltes et des coalitions d'aristocrates. A ce mal endémique elle entend substituer une nouvelle procédure : l'arbitrage par l'élection¹⁶⁸. La décision est adoptée par tous les présents et couverte, pour l'avenir, par un triple anathème et l'excommunication des contrevenants. On a voulu faire dire à ce texte ce qu'il ne dit pas : l'Eglise aurait alors *imposé* l'élection, cherchant, par son arbitrage, à dominer le pouvoir royal. C'est l'inverse qui s'est produit, dans l'immédiat : à l'abri du canon en question, l'hérédité a momentanément triomphé¹⁶⁹ et assuré, trente années durant, un éclat sans pareil à la monarchie wisigothique¹⁷⁰. L'intervention de l'Eglise a donc substitué à l'épreuve de force, sorte de rite de conquête du pouvoir qui n'est point sans relents magiques, la concertation pacifique qui évite au royaume de périodiques déchirements. Mais elle n'a pu *imposer* l'élection et celle-ci est devenue *exceptionnelle* dans la désignation des derniers rois wisigoths. L'Eglise, au contraire, s'est condamnée, par la position prise en 633, à lier son sort à celui d'un roi *juste* selon ses critères, même s'il déplaît à l'aristocratie. C'est assez exactement ce qui s'est passé au moment où Chindaswinthe a si remarquablement exterminé l'ancienne aristocratie wisigothique¹⁷¹, supprimant pour un temps toute force cohérente d'opposition à la monarchie

¹⁶⁵ Vivès, p. 186-187. Le concile a adopté une ample série de canons destinés à assurer l'unité du royaume, sur lesquels il y a beaucoup à dire. C'est le prix payé par Sisenand pour l'alliance du clergé, mais c'est aussi — et probablement d'initiative royale — la première législation de répression très dure contre les Juifs. L'acte de 633 est le résultat d'évidents marchandages et le texte porte trace des compromis intervenus, en particulier sur le plan politique.

¹⁶⁶ Canon 30, Vivès, p. 230.

¹⁶⁷ Vivès, p. 217-218.

¹⁶⁸ « Sed defuncto in pace principe, primates totius gentis cum sacerdotibus successorem regni concilio communi constituant ut dum unitatis concordia a nobis retinetur, nullam patriae gentisque discidium per uim atque ambitum oriatur ».

¹⁶⁹ Si une élection a lieu en 636, le pouvoir, revenu par la force en 642 à Chindaswinthe, est passé sans difficulté à son fils Receswinthe.

¹⁷⁰ En 672, les Grands ont rompu cette tradition en élisant Wamba dès la mort de Receswinthe. En 680, sans régicide, on a pu éliminer Wamba au profit du docile Erwig ; c'en est fini de la monarchie : Erwig a *proposé*, pour lui succéder, son gendre Egica.

¹⁷¹ Valdeavellano, *Historia de Espana*, I 1, p. 304.

naissante. La concession au roi, en 646, du droit de confisquer les biens des séditionnaires a renforcé l'alliance de la monarchie et de l'Eglise. Celle-ci a trouvé, il est vrai, dans Receswinthe, le modèle des rois chrétiens. Le règne de Receswinthe est unanimement considéré comme le plus remarquable de l'histoire wisigothique. Les transformations légales qu'il a introduites pouvaient faire de la monarchie wisigothique la première grande monarchie médiévale. Les troubles intérieurs dus à la nouvelle aristocratie de fonction et les invasions qu'ils ont permises en ont décidé autrement.

Après 633, la même ligne politique a été maintenue par l'Eglise : il est interdit de tuer le roi ou de chercher à le renverser par la force ¹⁷² : la *fonction royale* est donc placée, par l'Eglise, hors d'atteinte des remous sociaux ; il n'est toujours pas question d'imposer l'élection ¹⁷³. L'Eglise wisigothique n'a eu recours volontiers ni à l'hérédité ni à l'onction ; elle est soucieuse, seulement, de transformer les rapports sociaux en interdisant l'arbitrage de la violence et en dégageant le pouvoir royal des remous médiocres du quotidien.

Elle est cependant allée plus loin dès 633. Si un roi oublie les devoirs de sa charge au point de sombrer dans les vices et d'imposer arbitrairement et cruellement son pouvoir, « qu'il soit condamné par une sentence d'anathème, par le Seigneur Christ, et qu'il reçoive sa séparation de Dieu et son jugement pour avoir mal agi... » ¹⁷⁴ ; aucune intervention humaine n'est nécessaire ¹⁷⁵. L'Eglise, à l'avenir, dira sim-

¹⁷² Voir Tolède V, 636 c. 4, Vivès, p. 228. Ce concile oblige tous les suivants à relire chaque fois les décisions de 633. Tolède VII, 646, c. 1 : frappe les clercs qui voyagent clandestinement pour comploter contre les Goths ou contre le roi ; la révolte ou la sédition sont punies de la confiscation des biens et de l'excommunication perpétuelle. Tolède X, 656, c. 2 (Vivès, p. 310) : condamne la violation des serments de fidélité au roi.

¹⁷³ On ne saurait interpréter dans ce sens le canon 3 du V^e concile de Tolède qui interdit toute ambition au titre royal à deux catégories de personnes : « quem nec electio omnium prouehit nec Gothicae gentis nobilitas ad hanc honoris apicem trahit... ». Nous ne sommes pas d'accord avec plus d'un point de vue défendu par J.O. Rovira (*La Iglesia visigoda y los problemas de la sucesion al trono en el siglo VII*, *Settimane di Studio*, Spolète 1960, p. 333-351), mais l'auteur montre clairement que l'Eglise ne s'est pas opposée à l'hérédité et qu'elle a gardé une grande souplesse en face des diverses formules pacifiques de succession.

¹⁷⁴ Vivès, p. 220 : « Ut si quis ex eis (regibus) contra reuerentiam legum superba dominatione et fastu regio in flagitiis et facinore sine cupiditate crudelissimam potestatem in populis exercuerit, anathematis sententia a Christo domino condemnatur et habeat a deo separationem atque iudicium propter quod praesumpserit praeu agere et in perniciem regnum conuertere ». On notera les rencontres de vocabulaire avec Hincmar : la révérence due aux lois, le « praeu agere » qui s'oppose au « recte agere » qui fait le roi. On trouvera, sur le fond, d'autres ressemblances encore.

¹⁷⁵ Une subtilité trop peu remarquée du canon 75 de Tolède crée une situation nouvelle : un roi déposé, dans les conditions qui viennent d'être décrites, pour tyrannie, perd le pouvoir non seulement pour lui-même mais pour tout son lignage : les assistants ont promis, en 633, de ne plus soutenir un quelconque parent de Svintila.

plement *si le roi est juste ou injuste*, tout le reste allant de soi. Mais c'est aussi l'Eglise, arbitre de la conformité des uns et des autres aux lois édictées, qui frappe d'anathème ou d'excommunication les révoltes injustifiables.

Tant que le roi est roi selon l'Eglise, même si certaines de ses actions violentes aboutissent à des formes d'arbitraire et même s'il établit une monarchie héréditaire, il a l'appui de la législation et du clergé ¹⁷⁶.

Les choses ont changé à nouveau en Espagne, toujours à suivre l'Hispana, le jour où les clercs se sont à nouveau sentis solidaires de l'aristocratie ¹⁷⁷ laïque contre la monarchie. Unis, les deux groupes ont imposé au roi l'abandon des moyens de pression qui avaient assuré son indépendance durant la brève et brillante période monarchique. Le jour où la confiscation des biens des agents du pouvoir n'est plus possible en aucun cas ou presque ¹⁷⁸, la monarchie meurt et le pouvoir royal passe sous le contrôle des deux aristocraties. Il perd la partie dès ce moment et les conséquences finales de 711 ne sont que l'épilogue de sa déchéance. Les conciles de Tolède apportent encore une idée importante à la réflexion des clercs carolingiens : celle de la séparation stricte de la fonction et de la personne royale ¹⁷⁹, mais il est vrai dans des conditions très différentes de celle que connaît le IX^e siècle. C'est

¹⁷⁶ On reconnaît là une des positions que nous avons établies chez Hincmar.

¹⁷⁷ Sur cette aristocratie et ses profondes transformations au VII^e siècle : Cl. Sanchez-Albornoz : *El Aula Regia y las asambleas políticas de los Godos, Cuadernos de historia de Espana*, V, Buenos Aires, 1946, p. 5-110, qui insiste sur le renouvellement qui s'est produit dans son recrutement après les terribles purges qu'ont fait subir Léovigild et Receswinthe à la vieille aristocratie militaire. La nouvelle aristocratie de fonction ne devait, au demeurant, pas se révéler moins avide que l'autre. Il y a, de ce point de vue, plus d'un point commun entre la Gaule et l'Espagne aux VII^e et VIII^e siècles.

¹⁷⁸ XIII^e concile de Tolède, canon 2, Vivès, p. 416-419, qui accorde aux Grands du palais un avantage inouï : la garantie de ne plus être jugés arbitrairement mais aussi celle de ne pas voir leurs biens saisis avant jugement par un tribunal composé... de Grands. La négociation a été délicate : en échange de cette concession majeure, qui rendait à l'aristocratie la possibilité de comploter en toute impunité, le concile a accordé la protection de l'Eglise aux biens et aux personnes de la famille du roi. Les complots ont immédiatement repris et les évêques ne sont plus les derniers à y figurer. Erwig n'a survécu qu'en composant sans cesse avec les Grands.

¹⁷⁹ Distinction qui apparaît sous l'un des rois les plus faibles du VI^e siècle, Chintila (V^e concile de Tolède 636, canon 2, Vivès, p. 228, qui garantit les personnes privées des parents du roi contre vengeances et exactions. La protection assurée aux personnes privées — à la descendance en particulier — de l'entourage royal contre les vengeances que pourraient leur attirer l'exercice de la fonction royale par leur parent est répétée par le canon 4 du XII^e concile de Tolède (Vivès, p. 419-421).

enfin, encore une idée wisigothique que d'assurer lorsque règne l'ordre, la stabilité sociale par le respect du statut des personnes et des biens qu'elles ont reçus pour le service de la collectivité sur l'ordre du roi ¹⁸⁰.

Il est difficile de ne pas être frappé par les convergences entre les textes espagnols et les idées d'Hincmar. Sens d'un Etat fondé sur le respect des lois divines et humaines, transmission du pouvoir, fonction sociale majestueuse, dans l'ordre et la paix, séparation de la fonction royale et de la personne du roi, stabilité garantie par le roi des statuts personnels et sociaux, tout cela se retrouve ici et là. Et nous sommes en droit de penser que la lecture de l'Hispana a été, plus d'une fois, décisive pour Hincmar. Malheureusement, penser n'est pas prouver. L'archevêque n'a jamais cité le canon 75 du IV^e concile de Tolède ¹⁸¹ ; il cite souvent l'Hispana qu'il connaît bien ¹⁸² ; il n'a, sauf erreur de notre part, jamais fait référence à ces textes lorsqu'il parlait du pouvoir royal. Il est impossible d'imaginer qu'Hincmar qui possède, lit et cite cette collection n'ait pas été frappé par les textes importants qu'elle contient. Nulle part ailleurs il ne pouvait découvrir les points de départ de plus d'un de ses raisonnements. Mais nous ne pouvons pas prouver l'influence certaine et directe. Peut-être l'archevêque n'a-t-il pas voulu citer une collection tolérée mais non recommandée par Rome ; peut-être la situation très marginale de l'Eglise espagnole dans l'Eglise universelle l'a-t-elle conduit à user avec précautions de tels textes *surtout lorsqu'ils concernaient* les offices dirigeants du monde chrétien ; peut-être les situations espagnoles du VII^e siècle lui ont-elles semblé trop éloignées des situations carolingiennes pour que les transpositions soient sans danger ; peut-être enfin en est-il de l'Hispana, manuel politique, comme de certains textes de Grégoire le Grand ou de Bède, tellement présents à l'esprit d'Hincmar qu'il oublie d'y faire référence lorsqu'il s'en sert et même parfois lorsqu'il les cite. Le choix des hypothèses est large, mais laisse insatisfait. Il n'en va pas autrement, d'ailleurs, pour l'ensemble du monde carolingien. L'étude de l'influence qu'a pu exercer l'Hispana sur le clergé franc reste toute entière à faire.

¹⁸⁰ Tolède V, 636, c. 6, Vivès, p. 228 : le roi doit garantir ce respect : celui-ci encourage les agents du pouvoir à demeurer fidèles. On sait ce qu'il en est advenu en Espagne et ce qu'il va en advenir en Gaule après 875 !

¹⁸¹ Pour un homme qui prend les textes à la lettre, celui-ci ne saurait évidemment s'appliquer rigoureusement aux cas carolingiens.

¹⁸² Par exemple le XIII^e concile. Comment une phrase comme celle-ci (Vivès, p. 412) : « Nec enim fas est quemquam etiamsi bonum sit opus sine concilio agere », n'aurait-elle laissé aucune trace chez lui ? Et pourtant, même en 881, il ne la cite pas.

Nous n'avons ni une enquête sérieuse sur la tradition manuscrite, ni les œuvres des auteurs qui pourraient nous renseigner ¹⁸³, ni les monographies ¹⁸⁴ qui combleraient nos curiosités ¹⁸⁵.

Ainsi Hincmar, s'il ne les a pas empruntées, pour une part, à la législation espagnole — et notre conviction est qu'il l'a fait — aurait retrouvé assez remarquablement un certain nombre d'idées énoncées par celle-ci. Il a en tout cas choisi parmi elles celles qui pourraient s'appliquer à la vie carolingienne et il les a intelligemment développées jusqu'à constituer un corps doctrinal diffus mais original.

Il reste à se poser d'essentielles questions et à savoir comment l'archevêque y répond. Qui fait le roi et comment : que se passe-t-il si le roi devient tyran ; qui alors le juge et comment ? ¹⁸⁶.

L'onction distingue ceux qui sont choisis par Dieu pour une tâche exemplaire ¹⁸⁷. Le roi n'est que l'un des oints du Seigneur : l'onction marque à la fois la spécificité de son pouvoir et l'identité de sa fonction exceptionnelle avec celles des évêques ¹⁸⁸. Dieu choisit le roi ¹⁸⁹, le clergé l'oint ¹⁹⁰. C'est pour insister sur ce caractère qu'en 869 Hincmar, au moment de sacrer Charles à Metz, rappelle une « histoire » qui lui a été souvent reprochée avec une ironie assez féroce.

¹⁸³ Aucun texte de Théodulf d'Orléans ne nous informe, par exemple.

¹⁸⁴ L'ouvrage de Mgr Bressoles sur Agobard n'apporte rien ; Reviron note, sans plus, (p. 65), que des influences espagnoles ont pu s'exercer sur l'auteur du de institutione laicali. Même Anton (op. cit., p. 60 sq.) consacre peu de place à la législation tolédane.

¹⁸⁵ L'influence de l'Hispana sur le concile de Paris 829 est parfois reconnue mais n'a pas été systématiquement étudiée.

¹⁸⁶ Sur ces points, et surtout sur le second, avant même d'ouvrir la discussion, nous sentons bien que la position du prélat ne peut rejoindre celle de l'Hispana.

¹⁸⁷ PL 125, 700 : « ... qui sacro peruncti sunt chrismate, quod a Christi nomine nomen accepit (encore une participation magique par le nom), qui exinde unxit sacerdotes, prophetas reges et martyres ».

¹⁸⁸ Gélase n'est pas loin.

¹⁸⁹ Pour Hincmar, la question de l'élection par les laïcs ne se pose plus. Ce rite social ne saurait avoir que la valeur d'une approbation — strictement obligatoire — du jugement divin. On sait ce qu'il en est, dès la mort de Charles le Chauve, dans ce domaine. Mais notre but n'est pas, ici, d'étudier la dynamique politique des rapports de force au IX^e siècle, mais de dégager la théorie hincmarienne du pouvoir, pour autant que cette théorie ait existé comme tout cohérent.

¹⁹⁰ Y. Congar (op. cit., p. 283) remarque à juste titre que « l'intervention sacerdotale dans le sacre manifestait seulement ce que Dieu lui-même opérait ». Sur ce point, nous sommes d'accord avec Y. Congar, contre l'opinion de M. Bloch (*Rois thaumaturges*, p. 71-73) qui oubliait, lorsqu'il citait Hincmar, la rigoureuse séparation établie par celui-ci entre rex et sacerdos. Le pape Jean VIII, nous l'avons vu plus haut, a une autre interprétation du sacre.

Clovis, « ancêtre de Charles », a été oint par Rémi à l'aide d'un chrême miraculeusement apporté du ciel et dont Hincmar possède encore un échantillon ¹⁹¹.

La part faite de l'orgueil rémois, du désir de « faire un roi », des circonstances politiques scabreuses qui obligent à découvrir un moyen exceptionnel de frapper les imaginations, au-delà de la maladroite fable, il reste que le prélat manifeste ainsi, très physiquement, que c'est Dieu lui-même qui oint Charles par son intermédiaire ¹⁹². L'onction ne prend pas, sous la plume d'Hincmar, cependant, le caractère de sacrement conférant des pouvoirs supra-humains qu'elle revêtira à l'époque des Capétiens. Elle est le signe visible de l'élection divine et conduit l'Eglise à donner son appui à celui qui l'a reçue contre les compétiteurs et les fauteurs de troubles. Elle précède la remise de la couronne ¹⁹³ et les autres insignes du pouvoir. Surtout, elle scelle le contrat entre l'homme et la fonction dont il est désormais chargé, entre l'homme et Dieu ¹⁹⁴ : il doit désormais être un exemple vivant.

¹⁹¹ PL 125, 806. La légende de la Sainte Ampoule a suscité une littérature abondante et pas toujours intéressante. M. Bloch (*Les Rois thaumaturges*, Paris 1924, p. 224-229) avait esquissé une hypothèse beaucoup moins défavorable à Hincmar que toutes celles des historiens allemands de la fin du XIX^e siècle : il doutait formellement qu'Hincmar ait pu, par naïveté, imprudence ou cynisme, inventer cette légende en 869 et montrer la fameuse ampoule sans qu'aucune voix s'élève contre lui. En 1946, F. Baix (*Sources liturgiques*, art. cit.) a apporté un très important complément au dossier et montré que l'archevêque avait probablement trouvé dans la liturgie rémoise le thème en question. Récemment, Sir F. Oppenheimer (*The legend of the Sainte Ampoule*, Londres 1953) a repris tout le dossier et conclut, lui aussi (voir en particulier ch. I), à l'existence d'une tradition rémoise antérieure à Hincmar.

¹⁹² Hincmar, par là, contredit la thèse romaine où la part humaine devient fondamentale dans la consécration du roi ou de l'empereur.

Les positions adoptées par Hincmar en 881 pourraient apparemment être opposées à notre interprétation. Hincmar insiste, alors, à plusieurs reprises, sur la supériorité, enseignée par Gélase, de l'ordre ecclésiastique et surtout de l'office pontifical sur l'office royal. Mais il convient d'examiner de près les termes dont il se sert : lui-même, dit-il, et les autres fidèles, ont élu Louis III « *ad regimen regni* » (PL 126, 119). Hincmar ne dit pas « *in regno* », formule dont il se sert pour qualifier l'opération divine. PL 125, 1009, il écrit ou fait écrire par le concile de Sainte-Macre : « et tanta est dignitas pontificum maior quam regum, quia reges in culmen regium *sacrantur* a pontificibus, pontificum autem a regibus *consecrari* non possunt ». Les mots disent qu'il ne s'agit que d'une comparaison entre actes humains d'où l'essentiel — l'action de Dieu — est momentanément évacué. Formellement, les deux mots de sacrer et consacrer dépeignent un cérémonial, non une *élection* ou l'onction. C'est un constat matériel que donne ici Hincmar, non une théorie de la collation du pouvoir qu'il établit.

¹⁹³ D'autres personnages que le roi ou l'empereur sont, dès ce moment, couronnés. En 876 (Annales Bertiniani, Grat, p. 200) Boson vient d'être envoyé en Italie « *corona ducali ornato* ».

¹⁹⁴ Elle revêt, de ce fait, une valeur solennelle, sur laquelle, une fois, en 868, l'archevêque insiste : « *quia enim post illam unctionem... episcopali et spiritali unctione ac benedictione regiam dignitatem potius quam terrena potestate consecrati*

Dès 869, Hincmar, maître de l'ordo, a inclus dans la liturgie du sacre un autre contrat, humain, celui-là, sous la forme de la promesse faite par Charles ¹⁹⁵.

Dieu donc et Dieu seul fait le roi, avec l'aide visible de l'office sacerdotal.

Le roi choisi par Dieu peut, à l'usage, devenir un tyran ¹⁹⁶. Le problème du roi injuste ¹⁹⁷ a beaucoup préoccupé les penseurs chrétiens : tous ont apporté la même réponse. Juste, il règne par Dieu, injuste, il règne à cause des péchés du peuple ¹⁹⁸. Ce dernier membre de phrase bloque toute possibilité de révolte violente : ni le tyrannicide, ni même la déposition par la force ne sont admissibles ¹⁹⁹. Le raisonnement invisible d'Hincmar est évident : si la société se dérègle au point que les péchés du peuple l'emportent, la faute en incombe au roi, régulateur social et fléau de Dieu pour les pécheurs. Le mauvais roi est donc, en définitive, la cause même des dérèglements sociaux qui le conduisent dialectiquement à la tyrannie ; par l'exemple (Lothaire II), par la violation des promesses faites ou des lois (Charles le Chauve en 868), le roi a rompu, avant ou après certains désordres, les barrières qui maintiennent l'équilibre social : la société subit un tyran qu'elle a dialectiquement provoqué et la tyrannie peut avoir pour effet de briser en partie les pécheurs ; il est impensable pour Hincmar qu'une société entière se révolte contre l'ordre voulu par Dieu et détruise l'équilibre

estis attendere subtili intellectu debetis quoniam ad diffinitiones sancti spiritus... excepti non estis... ». Il est cependant difficile de donner à cette formule le sens que lui donnait Marc Bloch (op. cit., p. 71).

¹⁹⁵ M. David : *La souveraineté et les limites juridiques du pouvoir monarchique du IX^e au XV^e siècle*, a très justement dégagé l'importance de cette innovation (p. 127) et souligné la ressemblance entre la promesse royale et la profession épiscopale (p. 90). Cet auteur a fort bien vu le cheminement de Coulaines à Metz, mais il n'y a pas deviné l'action d'Hincmar. Il n'a pas davantage compris, faute d'avoir pu éclairer l'ensemble de la pensée du prélat, les fondements métaphysiques de ces actes sociaux.

En 881 (David, p. 129) Hincmar rappelle à Louis III la valeur de la professio qu'il a signée.

¹⁹⁶ C'est-à-dire, rappelons-le, violer le pacte moral qui le lie à Dieu, violer les lois humaines, ne pas respecter ses engagements.

¹⁹⁷ Anton, op. cit., p. 377 sq. et aussi p. 295-296.

¹⁹⁸ Hincmar traduit explicitement cette idée : PL 125, 703 : « ... rex a Deo uel ad gratiam uel propter peccata populi constitutus ». PL 125, 834 : « ... cum boni reges regnant sicut Dei gratia boni sunt ita et Deo agente regnant, sicut ipse dicit « Per me reges regnant ! » ; et cum mali reges regnant, sicut mali sunt suo uitio ita et regnare permittuntur diuino iudicio interdum occulto sed nunquam iniusto, sicut scriptum est « qui facit regnare hypocritam propter peccata populi ». Facit, dictum est, ex iustitiae retributione... ». Isidore de Séville (cité par Anton, op. cit., p. 56, note 54) disait : « Reges quando boni sunt muneris est Dei, quando uero mali sceleris est populi ».

¹⁹⁹ Anton, p. 297 et 383, l'a bien vu, sans rechercher les causes de cette position d'Hincmar.

ancien. Toute révolte humaine est donc coupable²⁰⁰ puisque tout pouvoir vient de Dieu. Mais il est d'autres voies de recours contre le tyran. Hincmar suggère d'abord, mais il n'y insiste jamais, que l'obéissance individuelle peut trouver ses limites lorsque le tyran va contre l'enseignement du Christ²⁰¹. Bien entendu, c'est aux clercs qu'il revient de prendre position contre le tyran. Ils sont les conseillers, constamment sur la brèche, du bon roi²⁰². Ils sont aussi, tout naturellement les examinateurs de la conduite du roi injuste²⁰³. Hincmar combat, nous le savons, l'idée que le roi ne puisse être mis en cause par des inférieurs humains, s'ils ont la charge supérieure de l'aider à retrouver la voie du salut. Encore convient-il que les clercs agissent avec le souci constant de ne pas humilier la fonction royale, en s'en prenant uniquement à la personne coupable du roi. Ils doivent agir d'abord par le conseil, puis, s'il y a lieu, s'informer par une enquête rigoureusement conduite²⁰⁴ des fautes éventuellement reprochées au roi. On passe ainsi du conseil au jugement²⁰⁵. La procédure ayant été régulière, contre un roi dont la culpabilité est établie, Hincmar, nous le savons, admet l'usage de l'excommunication²⁰⁶. Elle n'est pour lui qu'une sanction médicinale, capable de ramener l'égaré à la pénitence qui rétablira tous les équilibres rompus²⁰⁷.

²⁰⁰ PL 125,, 835, expression très claire de l'opposition à la révolte.

²⁰¹ Il rappelle (PL 126, 98), selon les Actes des Apôtres (V, 29), qu'il convient en tout cas bien plus d'obéir à Dieu qu'aux hommes. Plus explicitement en 860 : PL 125, 688 : « Caesari quidem nummum tributum et pecuniam, honorem debitum quamdiu ipse Dominum fideliter honorauerit et uectigal; Deo autem decimas primitias oblationes ac uictimas atque continuam seruitutem ».

²⁰² PL 125, 979 : « In ueteri namque populo Samuel propheta cuius locum in ecclesia nunc tenent episcopi ». « Qui uos audit me audit », répète-t-il sans cesse, avec Luc X 16, à ses lecteurs (858 : PL 126, 23 ; 860 : PL 126, 129 ; MGH 80, PL 125, 758-759 ; 875-877 : PL 126, 238 ; 880 : PL 125, 991 ; 881 : PL 125, 1090 ; 882 : PL 125, 1073 ; ? : PL 125, 1012).

²⁰³ PL 125, 757 : « Et apostolica auctoritas commonet ut et reges etiam oboediant praepositis suis in Domino, qui pro animabus eorum inuigilant, ut non cum tristitia hoc faciant ». PL 125, 758 : les prêtres ne sont-ils pas « throni Dei in quibus Deus sedet et per quos sua decernit iudicia ». C'est l'un des avantages de la royauté que de permettre, en frappant le roi coupable, de corriger tous ceux qui modèlent leur attitude sur la sienne. Car, dit Hincmar à travers le Pseudo-Grégoire à Félix de Sicile (PL 125, 654) : « Dum enim unus corripitur plurimi emendantur ».

²⁰⁴ C'est essentiellement dans la lettre à Adrien II au nom de Charles le Chauve que cette procédure est largement étudiée (PL 124, 886 sq.) avec, comme toujours, un grand luxe de fort bonnes références juridiques et canoniques. Faute de respecter ces règles strictes, l'accusation mal fondée s'effondre d'elle-même et fait perdre à l'accusateur tout droit de poursuivre (voir PL 126, 177 : lettre à Adrien II).

²⁰⁵ Ainsi, une nouvelle fois, le prélat se soucie-t-il d'empêcher l'accusation arbitraire ; cela ressort très clairement de la lettre adressée à Adrien II au nom de Charles le Chauve (PL 124, 877) : la tyrannie du roi ne peut être unilatéralement dénoncée, il faut la prouver par les voies du droit.

²⁰⁶ Cas de Louis le Germanique en 859 et de Lothaire II menacé par le pape.

²⁰⁷ Bien sûr le prototype est la pénitence imposée par saint Ambroise à Théodose (voir une excellente analyse dans H.H. Anton, p. 353-354). Mais Hincmar évoque aussi la pénitence de Louis le Pieux (PL 125, 757) sans la trouver anormale.

Ainsi toute politique se trouve-t-elle ramenée à des vues simples. Ou bien elle maintient l'immobile ordre voulu par Dieu, dans la paix sociale : le roi est alors juste et les quelques excès dus au diable sont jugulés par lui ; ou bien le roi va, personnellement, par la violation des lois ou des promesses, contre cet ordre et cette paix : toute erreur est alors un péché, puisque l'ordre social est en cause, et doit être traitée selon la procédure habituelle. La politique s'apprécie aux balances de la morale chrétienne. Hincmar se trouve ramené à un raisonnement qu'il connaît bien. Si le pécheur cède, l'ordre réapparaît. S'il s'endurcit, il se condamne lui-même ²⁰⁸ par l'automatique application des sanctions édictées par Dieu dans les Ecritures et par les conciles dans les canons : ainsi de Lothaire II. Il n'est donc nécessaire ni de déposer le roi coupable, ni de se révolter ; Dieu fera justice mieux que quiconque ici bas ²⁰⁹. Et, en attendant, les évêques sont mieux placés que quiconque pour dire à chacun ce qu'il convient de faire ; nous sommes ramenés à notre analyse de la société ; les rapports entre pouvoirs, offices et ordres sont aussi clos que la vie de cette société elle-même.

Ainsi le roi fait librement ce qu'il ne peut pas ne pas faire : sa puissance est grande tant qu'il est roi. Devenu tyran, il détruit l'ordre qu'il devait sauvegarder et se condamne lui-même parfois sans recours ²¹⁰.

En dehors même du jugement divin, il est encore un point qu'Hincmar reprend, après Jonas d'Orléans ²¹¹, à la tradition espagnole, à l'occasion de l'affaire lorraine ²¹², le roi injuste prive sa descendance de tout droit

²⁰⁸ En aucun cas, contrairement à ce qu'écrivait M. David (op. cit., p. 125), les clercs ne jugent et ne déposent le roi. Là n'est pas la question et Hincmar n'envisage pas cette hypothèse. Le texte cité par M. David, qui date de 859, met clairement les choses au point : « A qua consecratione uel regni sublimitate subplantari uel proici a nullo debueram, saltem sine audientia et iudicio episcoporum quorum ministerio in regem sum conseruatus... ; quorum correptionibus et castigariis iudiciis me subdere fui paternis paratus et in praesenti sum paratus » : il ne s'agit point d'un jugement au sens juridique du mot mais de l'éventuelle imposition d'une pénitence, dont l'effet pourrait être — ou non — l'abandon de la charge qu'il occupe par le roi pénitent. Ce sont là des relations moins simples que les apparences judiciaires ne conduisent à le penser, entre le roi et les évêques, et le précédent de la pénitence de Louis le Pieux est là pour nous éclairer sur leur sens.

²⁰⁹ C'est dans ce sens et non point comme l'a compris H.H. Anton, qu'il faut lire la lettre de Jean VIII à Charles le Chauve : « uere enim, filiorum karissime, *cor uestrum in manu Dei est...* » (Anton, p. 358). Hincmar rappelle sans cesse à ses correspondants royaux qu'en définitive c'est au jugement divin que, bons ou mauvais rois, ils auront affaire ; voir PL 125, 1012-1013.

²¹⁰ Qu'on se souvienne de la « damnation » de Charles Martel.

²¹¹ Reviron, p. 79 et 81. P. 77, citation de DIR VII : « Aucun roi ne doit dire qu'il tient son royaume de ses ancêtres, mais il doit croire humblement qu'il le tient en vérité de Dieu ». A contrario, la justice du roi fonde, selon Jonas, le droit à succéder de ses descendants (Reviron, p. 139).

²¹² PL 125, 758.

à régner ²¹³. Ce qui pose, dans le monde carolingien, le problème plus large de l'hérédité. Celle-ci n'est habituelle ni au monde romain ni au monde germanique. A y regarder de près, l'ordre pontifical de ne plus choisir de rois en dehors de la famille carolingienne ne l'établit pas strictement : car c'est encore d'une *famille large* qu'il s'agit, non de celle que s'efforce de faire triompher l'Eglise d'Occident au IX^e siècle. Au fond, 752 marque une révolution familiale, non une révolution institutionnelle. Avec plus d'apparat, une famille large succède à une autre. La pratique du pouvoir par les Carolingiens a imposé une hérédité de fait jusqu'en 815 que l'Ordinatio imperii a cherché à transformer en règle. Mais 817 n'a pas suffi à effacer des siècles d'habitudes différentes : les Grands ont eu, probablement, le sentiment de ne pas contrevenir aux ordres pontificaux, en déplaçant leur fidélité d'un Carolingien à un autre. Pour les intellectuels carolingiens, au milieu du IX^e siècle, le regnum, qui est un, est gouverné solidairement par une famille, sans que les membres de celle-ci soient, ad aeternum, installés dans une région donnée ²¹⁴. Il conviendrait de rechercher, à chaque vacance, le meilleur titulaire possible de la fonction royale. Il convient en tout cas de demeurer attaché au meilleur roi possible, surtout lorsque celui-ci est en place. La fidélité de 858 va à un homme ²¹⁵, nous l'avons vu ; elle va aussi à la manière dont il s'acquitte de sa fonction. Mais elle connaît, en 876, nous le verrons, non point une éclipse mais des restrictions mentales. Et plus tard, Hincmar n'hésite pas à se rallier à Charles le Gros, meilleur protecteur possible pour de trop jeunes rois. Cette fidélité est donc plus contractuelle, elle aussi, que spontanée. Elle va à la manière dont le roi est roi plus qu'à sa personne ²¹⁶. S'il a exercé correctement son pouvoir,

²¹³ Hincmar trouve dans le Pseudo-Cyprien, de duodecim abusiis, cap. 9, un garant de sa position : « Super omnia uero regis iniustitia non solum praesentis imperii faciem fuscant, sed etiam filios suos et nepotes ne post se regni haereditatem teneant obscurat », PL 125, 770.

²¹⁴ Evidemment l'apparition des liens bilatéraux de dépendance pré-féodale va tout à fait à l'encontre de cette manière de voir. Il s'agit ici de l'une des plus éclatantes contradictions politiques du IX^e siècle au niveau théorique. Dans la pratique des relations de force, la conciliation est très aisée : la fidélité est accordée au « carolingien » capable d'apporter à chacun de ses dépendants le maximum d'avantages.

²¹⁵ On ne peut nier, contradictoirement à l'idée de la fidélité contractuelle, l'attachement spontané, sentimental, d'Hincmar à une famille. En 869, il n'hésite pas plus à rattacher Louis le Pieux à Clovis qu'à faire descendre du ciel la Sainte Ampoule ! (PL 125, 806). Cette approximation historique là n'est probablement pas aussi grave que l'autre ; Léon Levillain (*La charte de Clotilde, Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1944, p. 18-19 et 32 à 38) a établi des relations intéressantes entre les deux familles. Mais sans doute Hincmar les connaissait-il mal ou pas du tout.

²¹⁶ Le ministère royal mérite quotidiennement au roi, par la façon dont il l'exerce, que sa personne reste digne du pouvoir dont elle est revêtue : « Quia nemo amplius delinquit in populis quam qui peruersa agens ordinem principatus usurpat... » (PL 125, 761).

il ne convient pas de se détacher de sa famille : l'hérédité est alors, potentiellement, celle des vertus, non celle du sang. L'absence de vertu fait perdre tout droit à la transmission héréditaire ²¹⁷.

La correction du pouvoir royal par l'office épiscopal qui était discrètement mais fermement reprochée à Hincmar par les Bénédictins, en 1740, est la pièce la plus faible de tout l'édifice politique rémois. Pas au sens où les Bénédictins du XVIII^e siècle l'entendaient... cependant ! L'unicité essentielle du pouvoir délégué à deux offices par le Christ rend impossible la rupture totale de solidarité entre ces pouvoirs ²¹⁸. Ni l'un ni l'autre ne peuvent *politiquement* trancher le cas de l'autre. Les clercs ne peuvent déposer le roi. En définitive, l'absence de toute séparation réelle à l'intérieur de la notion de pouvoir interdit d'autre recours que la violence pour défaire le pouvoir royal. Et Hincmar, vertueusement, adopte à l'égard du régicide une position qui vient de Tolède et que seul le XVI^e siècle remettrait réellement en cause. La voie est donc ouverte et au conflit sans solution entre les deux offices et, sur terre, à la monarchie absolue que refuse Hincmar, mais contre laquelle il n'a prévu que le frein abstrait du respect des contrats.

III. — MINISTERIUM REGALE ²¹⁹

Reste à savoir quelles sont les tâches assignées par Dieu au ministre chargé des affaires temporelles.

Hincmar emprunte à Grégoire le Grand ²²⁰ cette définition générale : « Grande est la puissance temporelle qui a, auprès de Dieu, mérite de sa bonne administration du gouvernement ». Le ministère royal c'est l'administration des choses, non l'innovation et l'invention politique.

« Et nous lisons dans l'histoire sacrée des rois que les princes des prêtres lorsqu'ils sacraient les rois dans le royaume par l'onction sacrée, en leur posant sur la tête une couronne significative de victoire, leur plaçaient dans les mains la loi afin qu'ils sachent comment se diriger eux-mêmes et corriger les pervers et diriger les bons dans la voie

²¹⁷ Fort curieusement Charles Maurras a redécouvert cette idée à notre époque, lorsqu'il établissait sa théorie d'une monarchie moderne.

²¹⁸ Hincmar, tout en rééquilibrant les rapports entre les deux offices, pense comme Grégoire le Grand (*Moralia* XVIII que le prélat a relevé dans le MS Paris 12445, fol. 216 r.) que : « Sic itaque sic sanctae ecclesiae membra debent et officio esse distincta et caritate coniuncta ».

²¹⁹ Si le mot « ministerium » n'est pas aussi souvent employé par Hincmar que par le concile de Paris 829 ou par Jonas d'Orléans, il n'est cependant pas absent de son œuvre pour désigner la fonction royale ou celle des évêques. Le mot date du IV^e concile de Tolède (*Ewig, Zum christlichen*, op. cit., p. 34).

²²⁰ Grégoire le Grand, *Moralia*, cité PL 125, 836.

droite ²²¹ » ; celui-là est vraiment roi qui se dirige lui-même, qui dirige ses pensées, ses paroles et ses actes selon l'autorité divine ²²². La tâche du roi est de se diriger lui-même... de corriger les pervers et de gouverner avec droiture ²²³.

Telles sont les bases du ministère royal ²²⁴ ; elles découlent clairement de la nature même du pouvoir royal.

Charles le Chauve, une nouvelle fois, est à l'origine de la rédaction d'un traité d'Hincmar ²²⁵. Ce texte n'a pas connu la fortune du de cauendis et nous n'en possédons aucune tradition manuscrite.

Schrörs ne l'a pas travaillé avec beaucoup d'attention ; il lui accordait un prix et une qualité qu'il est loin de mériter ²²⁶. G. Laehr, le premier, a attiré l'attention sur quelques particularités de composition qui méritent d'être examinées de plus près encore ²²⁷. Laehr a noté l'étroite parenté entre des capitula contenus dans un manuscrit pari-

²²¹ PL 125, 995 : « Et in sacra regum historia legimus, quia principes sacerdotum quando sacra unctione reges in regnum sacrabant, coronam significantem uictoriam ponentes super capita eorum, legem in manum eius dabant, ut scirent qualiter seipsos regere, et prauos corrigere et bonos in uiam rectam debent dirigere ». Augustin disait : « Rex enim a regendo uocatur » (Cité de Dieu, V 12). Isidore de même « non autem regit qui non corrigit » (Origines IX 3-1, cité par Anton, p. 56). *Les Disticha Catonis* (Anton, note 131, p. 385) : « Tu si animo regeris rex es, si corpore seruus ».

Le concile de Paris 829 (MGH Concilia II, p. 651) : « Regale ministerium specialiter est populum Dei gubernare et regere cum aequitate et iustitia et ut pacem et concordiam habeant studere ». Sur le ministère royal : Anton, p. 404-409.

²²² PL 125, 759 : « Ille ueraciter rex est qui se suasque cogitationes uerba et actus sub diuino rexerit nutu ».

²²³ PL 126, 13.

²²⁴ Excellente analyse dans Anton, op. cit., p. 400 sq. Peut-être cependant, sur ce point précis du vocabulaire, Anton accorde-t-il une originalité excessive à Hincmar.

²²⁵ De regis persona et regio ministerio, dans l'édition Migne, PL 125, 833-856. Nous le citerons sous le titre : de regio ministerio ou D.R.M.

La date de ce travail est, une fois encore, difficile à établir. Schrörs et von Noorden ont songé à 873, en liaison avec la révolte de Carloman (Schrörs, note 26, p. 385). C'est évidemment l'hypothèse à quoi conduit aisément une bonne partie du contenu. On pourrait aussi penser, pour les mêmes raisons, à 868-871, au moment où le roi connaît des difficultés croissantes avec ses fils ; ou même au terrible hiver 858-859 puisqu'Hincmar s'efforce de réveiller les ardeurs belliqueuses du roi. Mais les raisons de renoncer à la datation proposée par Schrörs (873) ne nous semblent pas suffisantes pour que nous établissions une autre hypothèse.

Rappelons que nous avons déjà fait appel à ce traité dans notre chapitre VI.

²²⁶ Op. cit., p. 383-386.

²²⁷ G. Laehr : *Ein karolingischer Konzilsbrief und der Fürstenspiegel Hincmars von Reims*, *Neues Archiv*, tome XV, 1933, p. 106-134. Repris par H.H. Anton, op. cit., p. 198 sq., qui fournit, en outre toutes les autres références bibliographiques utiles.

sien ²²⁸ et le de regio ministerio ; troublé par elle, il a été conduit à l'hypothèse que ces capitula constituaient probablement le brouillon préparatoire du de regio ministerio ²²⁹, après avoir examiné rapidement l'autre hypothèse qui attribuerait ces capitula à Jonas d'Orléans. Il n'y a pas lieu de retenir l'hypothèse de Laehr. Le manuscrit ²³⁰ n'est en rien comparable à ceux qui étaient rédigés à Reims à l'époque d'Hincmar ; il ne porte aucune trace de travail par le prélat ²³¹ il faut donc écarter l'idée que ces capitula ont préparé le D.R.M. De même ne peut-on retenir celle qu'ils ont été rassemblés par un lecteur de ce traité ²³². Les parentés sont cependant telles ²³³ qu'il faut bien admettre que, pour une large part — mais pas pour la totalité du texte ²³⁴ — ces capitula ont constitué l'armature du traité d'Hincmar.

Il faut ici se souvenir des quelques mots placés en tête du D.R.M. par le rédacteur : « il vous a plu de me consulter sur certains capitula » ²³⁵ ; l'hypothèse qui vient à l'esprit est évidemment que ce sont les capitula du manuscrit parisien qu'Hincmar définit ainsi ²³⁶. Hincmar déclare s'être mis au travail, non point pour commenter lui-même ces textes, mais pour rassembler brièvement à leur sujet ce que disent les

²²⁸ B.N. Latin NA 1632 fol. 68 sq. La collection contient de curieux titres, dont Hincmar ne dit rien : fol. 71 v. : Paulinus Nolane sedis episcopus ad Carolum imperatorem ! par exemple.

²²⁹ Article cité, p. 119.

²³⁰ La paléographie n'est pas rémoise (a ouvert, ligature ct) ; la préparation du parchemin et le format pas davantage. Ce manuscrit est certainement composite. Du folio 1 au 67, un premier ensemble est constitué par des œuvres de Bède (on note, fol. 31 v. : Liber Bosonis, si quis eum abstulerit anathema sit ; fol. 56 v. : q VI. Au folio 68 r. commence un ensemble où se trouvent les textes dont il va être question ici (folio 75 v. : q : 1, fol. 83 v. : q. 2, fol. 91 v. : q. 3, fol. 99 v. : q. 4 ; c'est donc bien un autre ensemble que celui du début). Au folio 106 apparaît un troisième ensemble, qui, au contraire des précédents qui sont du IX^e siècle, est plutôt du X^e et qui n'a pas de rapports intéressants avec l'œuvre d'Hincmar.

²³¹ Hincmar a souvent laissé, dans les manuscrits qu'il a fait rédiger ou qu'il a lus, des traces importantes de ses lectures. Nous en reparlerons.

²³² L'absence de sept ou huit textes qui figurent dans les capitula et pas dans le D.R.M., la modification subie par plusieurs autres dans l'emploi qu'en fait Hincmar, interdisent d'accorder crédit à cette possibilité.

²³³ Voir G. Laehr, op. cit., p. 114 sq.

²³⁴ Les capitula 1, 4, 15, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 30 de l'édition Migne, soit près de la moitié, n'ont pas de rapport, direct ou indirect, avec les capitula en question.

²³⁵ PL 125, 833 : « super quibusdam capitulis me consulere uobis placuit ».

²³⁶ Ils se trouvent, dès lors, comme le pensaient Laehr et quelques-uns de ses prédécesseurs, rattachés plutôt à l'époque antérieure à Hincmar. Il devient très légitime que le roi, saisi de cette collection parfaitement anonyme, ait voulu en faire évaluer la valeur par l'un de ses conseillers les plus instruits.

Ecritures et les Pères ²³⁷. Les preuves existent de l'utilisation par Hincmar : les textes patristiques du manuscrit parisien sont, en général, repris dans le même découpage, *avec les mêmes lacunes* ; l'archevêque a utilisé pour son capitulum VII ²³⁸, le 3^e du manuscrit parisien, — ou d'une collection similaire bien entendu — et pour son capitulum IX, le 4^e ²³⁹, mais il a placé entre les deux, fort logiquement, un extrait remanié du capitulum 22 de la collection, pour en faire son VIII^e ²⁴⁰ ; il a ainsi détruit, sans s'en apercevoir, la continuité des références : s'il est bien vrai que le texte cité dans le capitulum VII sort, comme il l'indique, de la Cité de Dieu, il n'en est rien pour le VIII, cité sans aucune référence ²⁴¹ ; et la mention « in eodem libro » pour le IX devient apparemment absurde ²⁴², si l'on oublie la manière dont les textes ont été entrecoupés par l'archevêque.

Mais il existe aussi des preuves d'un travail attentif sur les textes consultés et commentés. Les références, souvent peu claires dans la collection, sont presque toujours vérifiées et clarifiées ²⁴³ : l'introduction du capitulum est développée à l'aide d'exemples personnels à Hincmar ²⁴⁴ ou par la refonte plus ample des idées trop vagues que contenait le texte proposé ²⁴⁵ ; des textes complémentaires sont cités ou évoqués ²⁴⁶ ; Hinc-

²³⁷ PL 125, 833 : « sed qui in scripturis sacris et per catholicos doctores *inde* loquatur spiritus sanctus... ». Hincmar, contrairement à ce qu'avait compris Laehr (p. 119), ne déclare pas avoir rassemblé *tous* les textes qu'il cite mais avoir rassemblé *à leur sujet* (inde), en les reprenant éventuellement s'il le juge bon, tout ce que leur doctrine a de recevable. La forme composite du D.R.M. s'éclaire par là : il a repris, en les déplaçant parfois, une part importante des 24 capitula, mais il a enrichi leur doctrine d'apports tout à fait nouveaux pris aussi bien, en effet, dans l'Ecriture que chez les Pères.

²³⁸ PL 125, 840.

²³⁹ PL 125, 841.

²⁴⁰ PL 125, 840.

²⁴¹ Comme dans la collection d'ailleurs.

²⁴² Laehr et Anton (p. 299, note 766 pour ce dernier) ont reproché à Hincmar une *erreur* de référence pour le capitulum VIII : c'est un reproche sans portée, il ne fournit *aucune* référence pour ce capitulum et c'est la comparaison du VII et du IX seule qui conduit à en supposer une ; mais l'origine de la bévue est, nous venons de le voir, explicable autrement, cette bévue confirmant l'emploi un peu maladroit de la collection par Hincmar : c'est d'une erreur de *montage* qu'il s'agit.

²⁴³ Son capitulum V (col. 839) reprend le I de la collection et ajoute la référence qui ne s'y trouvait pas (Laehr, p. 120 et 121) ; de même que pour son c. VI (= 2 de la collection, Laehr p. 120 et 122), pour le IX (6 de la collection), le XI (7), le XII (5). Il y a un exemple inverse : pour le cap. XXIV (col. 850) Hincmar se trompe et n'a pas vérifié l'origine du texte, cependant indiquée par la collection.

²⁴⁴ Cap. XIV (col. 843) à comparer avec le c. 16 de la collection (Laehr, p. 121 et 123).

²⁴⁵ Exemple très intéressant : c. XIV (col. 844) à comparer avec le c. II de la collection.

²⁴⁶ C. X (col. 842) un texte paraphrasé de saint Jérôme qui est excellent ; C. XVII (845) la 36^e Homélie sur l'Evangile de Grégoire le Grand, si connue, dit Hincmar, qu'il est inutile de la citer.

mar évite de reprendre une formulation qui le gêne et développe, sous une forme qui lui est plus familière, la même idée ²⁴⁷. Le plus souvent, au total, il s'est contenté, les références étant clarifiées, de souder le titre contenu dans la table des titres de la collection et le texte patristique cité dans le corps même de celle-ci ²⁴⁸, rapprochant parfois deux capitula ²⁴⁹, déplaçant certains fragments et bouleversant à son gré l'ordre des textes qui lui ont été soumis. Hincmar n'a pas fait que retravailler et reclasser les textes qui lui étaient envoyés ²⁵⁰ ; il a effectué à cette occasion, des recherches personnelles et apporté textes ²⁵¹ et développements inédits. Encore que composé, une fois de plus, « sur commande », ce traité concerne directement l'aspect des activités royales dont nous parlons maintenant. L'archevêque se propose trois buts : parler de la personne du roi dans la res publica, de la miséricorde royale et enfin du châtimement à réserver à certains coupables ²⁵².

Sur la personne et la fonction royale, le prélat est ici plus complet que dans le de cauendis. Juste nécessairement, le roi doit être humble ²⁵³, posséder piété et rectitude de vie et aussi la science de diriger les

²⁴⁷ Cap. 14 de la collection : « Quod ueritas predicata in cordibus auditorum gemino modo operatur » ; on sait la méfiance du prélat pour le mot « geminus ». Il exclut donc ce libellé (cap. 18, col. 845).

²⁴⁸ Cap. 31, col. 855, il cite, sans s'en apercevoir, en l'empruntant tel à la collection, un passage dont la dernière phrase n'est pas dans saint Augustin.

²⁴⁹ Cap. XVIII, PL 126, 845-846 = cap. 14 et 17 de la collection ; cap. XXIV (col. 850) = cap. 15 et 8.

Les modifications apportées par Hincmar, les erreurs de Sirmond, ont conduit H. Anton (op. cit., p. 299 note 766) à prendre à son compte des indications erronées ; nous tenterons de redresser ces très légères erreurs lors de la réédition prévue des textes d'Hincmar.

²⁵⁰ Il en néglige totalement plusieurs, soit qu'ils lui paraissent faire double emploi (cap. 8 sans son titre), soit parce qu'ils ne se raccordent pas du tout au sujet traité (cap. 17), soit parce qu'il développe de toute autre manière les thèmes qu'ils évoquent (cap. 18, 19, 21, 23).

²⁵¹ Treize textes patristiques nouveaux apparaissent (Augustin : I, qui montre la fidélité du prélat au titre contenu dans son manuscrit — Reims 393 — pour le de dono perseuerantiae, Ambroise : 6, Jérôme : 2, Prosper : 1, Grégoire le Grand : 2, Jean Chrysostome : 1). Le Pseudo-Cyprien (cité par le cap. 9, d'après le texte du concile de Paris 829, col. 835-836) fournit deux citations nouvelles. Trois citations canoniques et trois scripturaires de grande ampleur complètent le tableau. Tandis que six citations patristiques, deux canoniques et quatorze scripturaires se retrouvent dans des œuvres antérieures d'Hincmar.

²⁵² PL 125, 833 : « Primo quidem de persona regis et regio ministerio in generali reipublicae causa ; deinde quae debeat esse discretio in misericordia ; et de ultione specialium personarum ». Une fois encore, le sujet sera donc incomplètement traité, en fonction des questions posées.

²⁵³ PL 125, 837, Hincmar, d'après la collection consultée, cite les *Moralia* (XXVI, 26) d'où l'on peut extraire cette belle maxime : « Subtilissima namque ars vivendi est culmen tenere gloriam reprimere, esse quidem in potentia sed potentem se esse nescire ».

autres²⁵⁴. De tels rois²⁵⁵ conformes aux desseins divins doivent régner longtemps et largement²⁵⁶. Cette première partie admise, ces principes généraux énoncés, Hincmar, à grand renfort de citations patristiques et scripturaires comme toujours, construit les réponses aux questions posées. Celle-ci ne sont pas formulées mais on peut aisément les reconstituer : est-il légitime pour un roi chrétien de mener une guerre offensive ? Dieu permet-il jamais à un homme de tuer un homme ? Dieu n'interdit-il pas le métier des armes ?²⁵⁷. Nous connaissons déjà les réponses à ces questions²⁵⁸ : Hincmar ne peut admettre la passivité, de quelques prétexte qu'elle se colore, devant l'invasion païenne et, de proche en proche, il justifie le métier des armes. Celui-ci ne déplaît pas à Dieu, mais le roi est seul responsable des vies qu'il expose et de celles qui seraient injustement anéanties au cours d'une guerre injuste, chez ceux qui le servent et chez les adversaires.

On a certainement conseillé à Charles de se montrer très circonspect — il ne l'a guère été durant les quinze premières années de son règne — en matière de châtiments capitaux, spécialement lorsque ses proches sont en cause. Hincmar répond, sur ce point aussi, d'une manière qui déconcerte un peu le lecteur moderne. Le roi doit savoir sévir. D'abord en faisant les lois indispensables à la lutte contre toutes les exactions²⁵⁹, puis en les

²⁵⁴ PL 125, 839 et Augustin, Cité de Dieu, V 24, d'après la collection.

²⁵⁵ Les bons rois (dit Augustin) (ibidem) se reconnaissent : « si suam potestatem ad Dei cultum maxime dilatandum maiestatis eius famulum faciunt ; si Deum timent, diligunt, colunt ; si plus amant illud regnum ubi non timent habere consortes, si tardius uiuicant, facile ignoscunt, si eandem uiuictam pro necessitate regendae tuendaeque reipublicae non pro saturandis inimitiarum odiis exercent ».

²⁵⁶ PL 125, 240 : « diu longe lateque », expression empruntée à la collection soumise à Hincmar par Charles.

²⁵⁷ Nous avons déjà évoqué ces questions, du point de vue social (voir ch. VI). Elles tournent incontestablement autour d'un des problèmes dont les clercs carolingiens ont certainement beaucoup parlé depuis le VIII^e siècle, l'homicide sous toutes ses formes. Où s'arrête la répression de la violence ? La volonté de la faire disparaître dans la vie sociale ne conduit-elle pas à la passivité, à la pusillanimité ? Pour un monde aussi troublé que celui du IX^e siècle, ce sont évidemment des questions cruciales.

²⁵⁸ Chapitre VI.

²⁵⁹ PL 125, 846 : Augustin (ad Bonifacium, Ep. 185, d'après la collection) : « Quomodo ergo reges Domino seruiunt in timore nisi ea quae contra Domini iussa fiunt religiosa seueritate prohibendo atque plectendo ? Aliter enim seruit quia homo est aliter quia etiam rex est. Quia homo est si seruit uiuendo fideliter, quia uero etiam rex est, seruit leges iusta praecipientes et contraria prohibentes conuenienti uigore sanciendo ». Hincmar a trouvé dans ce texte confirmation de ses positions : le roi est homme et roi devant Dieu, et doublement responsable à ce double titre ; la loi définit ce qu'il faut faire et sanctionne les contraventions à ce qu'elle prescrit. Un peu plus loin, Hincmar va citer le 12^e capitulum du Pseudo-Cyprien : « Duodecimus abusionis gradus est populus sine lege : qui dum edicta et legum scita contemnit per diuersas errorum uias eundo perditionis laqueum incurrit ».

appliquant sans faiblesse²⁶⁰ à tous les « improbi »²⁶¹. La rigueur, dans la justice, est un devoir essentiel du ministère royal²⁶². L'archevêque — peut-être par souvenir des conséquences de la trop grande indulgence de Louis le Pieux — s'efforce de déconseiller la pusillanimité à son royal lecteur²⁶³. La miséricorde est une arme à double tranchant : appliquée aux repentants, elle est bonne, à ceux qui feignent seulement le repentir, elle est criminelle. Le roi doit se garder des criminels qui cherchent, par la flatterie, à endormir sa juste indignation²⁶⁴ et ne point lier amitié avec eux²⁶⁵. Il dispose d'un moyen sûr d'apprécier leur sincérité à renoncer à leurs défauts : avertis à deux ou trois reprises, placés au pied du mur, s'ils refusent de s'amender, ils doivent être abandonnés au châtiment légitime²⁶⁶. Celui-ci peut être la mort : un prince chrétien ne doit pas renoncer à la donner dans des cas extrêmes²⁶⁷. La torture elle-même est légitime si elle est prévue par les lois²⁶⁸. Sans

²⁶⁰ PL 125, 244-245 : Augustin, Ep. 93, d'après la collection et mention de la 36^e Homélie sur les Evangiles de Grégoire le Grand. PL 125, 851 : « Igitur aut a populo promulgatae iustae leges seruandae aut a principe iuste ac rationabiliter sunt in quolibet uindicandae ».

²⁶¹ PL 125, 845-46 : Augustin, Cité de Dieu IX 5, d'après la collection.

²⁶² PL 125, 845 : « ... non odii sui rancore uel uindicta suae liuore sed amore iustitiae et diuinae uindictae Christo seruiat... ».

²⁶³ PL 125, 856 : l'exercice du ministère royal est ainsi résumé : « Ad exemplum Moysi et amet pie et saeuia districta ». Sans doute le ton, assez pénible parfois à découvrir sous une plume épiscopale, est-il dû au désir de contrebalancer, dans l'esprit de Charles, l'influence de conseillers trop pacifiques. Le ministère royal ne doit être humilié en aucun cas, s'il est juste ; et il doit être sévère, parfois, pour être juste. Hincmar invoque le témoignage de saint Ambroise : Commentaire sur le psaume 118, VIII 25-26-27 : « est iusta misericordia et est etiam iniusta misericordia », PL 125, 846.

²⁶⁴ PL 125, 847-848.

²⁶⁵ PL 125, 848-849.

²⁶⁶ PL 125, 847 : « ... si euangelice et secundo ac tertio correptus non se correxerit qui ab illo sicut ethnicus et publicanus haberi praecipitur, legis seueritatem a principe necesse est sustinere cogatur ne qui sibi consulere nolu in pace uiuere uolentibus nocere possit ». Hincmar oppose la formule canonique des trois avertissements à des textes scripturaires qui paraîtraient encourager les opérations dilatoires.

²⁶⁷ PL 125, 249-250. C'est encore à saint Augustin qu'il est fait appel (De sermone Domini in monte, I, d'après la collection). Mais aussi à Innocent I^{er} (D.H. c. 25) : « ... utique post baptismi regenerationem a principibus poscere mortem alicuius vel sanguinem de reatu : quam rem principes numquam sine conditione concedant sed ad iudices commissam ipsa uel crimina semper remittunt ut, causa cognita, uindicentur quaecumque quaesitori fuerint delegata aut absolutio aut damnatio pro negotii qualitate profertur et dum legum in impios exerceret auctoritas, erit dictator immunis » (PL 125, 851).

²⁶⁸ PL 125, 851 : Innocent à Exupère de Toulouse (DH., c. 23) : « Quaesitum est super his qui post baptismum administrauerunt et aut tormenta sola exercuerunt aut etiam capitalem protulere sententiam. De his nihil legimus a maioribus definitum. Meminerant enim a Deo potestates has fuisse concessas et propter uindictam noxiorum gladium fuisse permissum et Dei ministrum esse datum in huiusmodi uindicem... ».

hésiter, au nom des lois et des canons, Hincmar accepte cet héritage douteux du monde romain. Face aux endurcis, on n'a plus d'autre ressource que cette extrême sévérité. Tout au plus devra-t-on leur concéder la pénitence avant la mort s'ils la demandent²⁶⁹. On reste confondu à la lecture de ces lignes. Toute la rigueur juridique, toute la sécheresse de cœur du prélat lorsque les principes sont en cause s'y épanouissent librement. Bien sûr, il convient de se souvenir de son analyse sociale, une fois encore : les pécheurs endurcis²⁷⁰ adhèrent au diable et s'enferment dans leur propre jugement. Aucun ménagement n'est donc concevable puisqu'ils ont choisi le diable et que le combat de celui-ci est incessant contre l'ordre social. Pour ceux qui s'endurcissent et qui sont assimilables aux hérétiques, aux schismatiques, aux contempteurs des lois et des canons, il est légitime de les retrancher de la communauté humaine, leur sort étant totalement entre les mains de Dieu²⁷¹. Les proches du roi ne sauraient échapper à la règle générale. Là aussi le roi doit être exemplaire — c'est déjà Corneille et Montherlant ! — : Dieu n'a pas épargné son fils²⁷². Ni confession, ni discussions ou négociations ne doivent empêcher le procès et, s'il y a lieu, la sanction²⁷³. Si le coupable a des complices, cela doit conduire à une sévérité accrue : une décrétale ne dit-elle pas que « le crime n'est pas en effet amoindri mais s'accroît lorsque de privé il devient général »²⁷⁴. Toute faiblesse retentit sur le peuple qui en est l'innocente victime²⁷⁵.

Si le prélat achève en souhaitant qu'un équilibre soit judicieusement établi entre justice et charité²⁷⁶, il n'en a pas moins émis quelques formules sur lesquelles vit encore notre conception du droit pénal le

²⁶⁹ PL 125, 851-852.

²⁷⁰ Hincmar est très concret à leur égard, comme à celui de leurs complices ou de ceux qui leur cherchent des excuses en négligeant de les corriger (PL 125, 855).

²⁷¹ On leur concède la pénitence in articulo mortis pour ne pas concourir à leur damnation.

²⁷² PL 125, 855.

²⁷³ PL 125, 854 : « ... praeponderare debet pax ecclesiae uniuersalia et soliditas generalis dilectioni etiam dilecti multo magis autem degeneris filii ».

²⁷⁴ PL 125, 856 : Lettre du temps du pape Vigile : « Non enim crimen minuitur sed accrescit cum generale fit ex priuato ». Hincmar ne cite ce texte qu'à partir de 866 et tout spécialement en 869 et 870 ; c'est un bon indice supplémentaire pour la datation du *de cauendis*.

²⁷⁵ PL 125, 854. PL 125, 855 : « Nam in sacra historia legitur, quod Heli filios suos uerbis quidem corripuit, sed seueritate discretionis ut debuit non correxuit. Unde ipsi filii sui in bello occisi sunt, et arca Dei capta est et maxima caedes in populo facta est ; et ipse Heli de sella cecidit et fractis ceruicibus cum sacerdotii principatu etiam uitam perdidit ».

²⁷⁶ PL 125, 856 : « ... ut in boni rectoris pectore sit uirga distractionis sit et manna dulcedinis ; sit districtio uirgae quae feriat, sit et consolatio baculi quae sustentat ; sit amor sed non emolliens ; sit uigor sed non exasperans ; sit zelus sed non immoderate saeuens ; sit pietas sed non plus quam expediat parcens ». Il s'agit là, probablement, d'une paraphrase lointaine de Grégoire le Grand (*Moralia* XX 5).

plus répressif. Voici donc dessinées déjà quelques tâches du ministère royal : faire la guerre pour dilater et protéger le royaume, faire régner la justice avec sévérité sans tenir compte des personnes ni des rangs.

A l'intérieur du royaume, le roi est « créateur d'ordre ». Par la loi qu'il fait et par la correction de tous ceux qui violent les lois humaines ou la loi divine ²⁷⁷ : *Corrigere, correctio*, sont des mots fréquents, chez Hincmar comme chez ses contemporains. Mais il ne va jamais jusqu'à voir dans la fonction coercitive la raison même d'exister du pouvoir royal, comme le fait Isidore de Séville ²⁷⁸ ; sur ce point comme sur tant d'autres, il est beaucoup plus optimiste que l'Espagnol. La coercition n'est pas un but en soi : elle vise à assurer l'ordre et la paix. Et, dans ce domaine, la coopération des deux ordres est bien entendu indispensable, sans que jamais les domaines de compétence puissent être confondus ²⁷⁹. Le roi, en dehors de ses propres responsabilités, doit aider l'Eglise si les moyens de lutte contre le désordre qu'elle emploie ne viennent pas à bout des résistances ²⁸⁰. La personne des clercs n'est pas à l'abri de toute action royale : les voyages des évêques sont, en tout temps, surveillés par le roi et soumis à autorisation lorsqu'il s'agit d'un voyage *ad limina* et Hincmar ne s'en scandalise jamais. Un clerc coupable, pourvu que les formes juridiques nécessaires soient respectées, n'est pas à l'abri d'une accusation royale.

Il reste quelque chose de l'ancienne conception germanique dans le ministère royal chrétien : Dieu a confié au roi une tâche de protection générale. D'abord sur les sujets qui lui sont confiés : en 859, l'archevêque n'a pas hésité à écrire à Charles que cette protection justifie seule les cadeaux et les aides de toutes sortes que lui apportent ses fidèles ²⁸¹. En 868, Hincmar définit le ministère royal comme

²⁷⁷ Le devoir de correction est même l'une des raisons pour lesquelles le roi doit être exemplaire. PL 125, 626 : « ...deuitare quae in subiectis pro ministerio sibi a Deo imposito necesse erit corrigere... ».

²⁷⁸ Sentences (PL 83, 717) : « Inde et in gentibus principes reges qui electi sunt ut terrore suo populos a malo coercerent atque ad recte uiuendum legibus subderent ». Hincmar écrit tout de même (PL 125, 886) que le roi est « ...corrector iniquorum et districtor reorum ac secundum leges ecclesiasticas atque mundanas ultor criminum... » et en 887 (PL 125, 810) : « ...regia uirtute ab improbis defendas prauos corrigas rectos ut uiam rectam tenere possint tuo iuuamine dirigas... ».

²⁷⁹ Hincmar reprend saint Ambroise : au roi le palais, aux clercs les églises (PL 125, 981-982).

²⁸⁰ PL 125, 1080, Hincmar cite un capitulaire de Charles (853 Soissons, c. 10) : « et quos per excommunicationem episcopus adducere non potuerit, ipsi regia auctoritate et potestate ad paenitentiam uel rationem atque satisfactionem adducant ».

²⁸¹ MGH 65 : « ...impium est de regno sibi subiecto dona et seruitia a subiecto exigere et eis quae illi placent iubere atque disponere et quae Deo displicent non prohibere et amonere ».

protecteur ²⁸². En 876, il désapprouve l'aventure impériale qui éloigne Charles des régions où, normalement, il doit défendre ses sujets. A la fin de sa vie, Hincmar insiste aussi sur la nécessaire protection de l'Eglise par le roi ²⁸³. Protection, dans ce dernier cas, ne signifie pas intervention. Nous avons eu déjà l'occasion de constater combien le prélat est attaché à la liberté des élections épiscopales ; il en est ainsi jusqu'à son dernier souffle. Sans doute convient-il de retenir un texte de 881 qui fixe très clairement sa doctrine et annonce Yves de Chartres : lorsqu'un siège est vacant « que les évêques élisent (un clerc) qui se montrera utile à la sainte Eglise et au royaume, fidèle et dévoué coopérateur à l'égard du roi. Que, le clergé et le peuple ayant accordé leur consentement, les évêques vous l'amènent afin que, *selon votre ministère, vous placiez à sa disposition les biens et les richesses de l'Eglise que le Seigneur vous a confiés pour les défendre et les protéger* ; qu'ensuite vous l'envoyiez, avec une lettre accordant votre consentement au métropolitain et aux évêques de la province où il doit être ordonné... » ²⁸⁴.

La liberté de l'élection se trouve directement liée à la difficile question des biens ecclésiastiques. Hincmar a pris, dans ce domaine comme dans biens d'autres, des positions très réalistes. Le roi doit assurer la défense du royaume : il peut, à ce titre, placer, dans des conditions contractuelles très claires, des « homines militares » sur des biens ecclésiastiques ²⁸⁵ ; de même est-il normal que les biens en question versent les dons annuels au roi en échange de la protection qu'il leur accorde contre les dangers extérieurs et intérieurs ²⁸⁶. Hincmar, les formules que nous venons de citer le montrent, reconnaît au roi, dans le principe, un droit de contrôle sur les biens ecclésiastiques : il les a reçus du Seigneur pour les défendre et les protéger, et les confier

²⁸² PL 126, 221 : « non praecipiat nobis habere regem qui nos in sic longinquis partibus adiuuare non possit contra subitaneos et frequentes paganorum impetus... ».

²⁸³ PL 126, III : « regiam potestatem non ad solum mundi regimen sed maxime ad ecclesiae praesidium esse collatum » (Cité par Anton, p. 344). Voir Anton, op. cit., p. 312 sq. et Ewig, *Zum christlichen*, op. cit., p. 30 sq. Ces affirmations n'apparaissent pas aussi péremptoirement à l'époque de Charles le Chauve ; mais au moment où, nous le savons, tous les traits du tableau s'assombrissent et s'accusent.

²⁸⁴ PL 126, 110 : « Et sicut sacrae leges et regulae praecipunt, archiepiscopis et episcopis collimitanearum dioceseon electionem concedere dignemini, ut undecumque secundum formam regularem electionis *episcopi* talem *eligant* qui et sanctae ecclesiae utilis et regno proficiuus et uobis fidelis ac deuotus cooperator existat. Et consentientibus clero et plebe eum uobis adducant, ut secundum ministerium uestrum res et facultates ecclesiae, quas ad defendendum et tuendum uobis Dominus commendauit, *suae dispositioni committatis*. Et cum *consensu ac litteris uestris eum ad metropolitanum episcopum ac coepiscopos ipsius dioceseos, qui eum ordinare debent transmittatis*, et sic sine scandali macula ad sanctum sacerdotium prouehatur ».

²⁸⁵ PL 125, 1050. Voir Lesne II 2, p. 79-80.

²⁸⁶ Ibidem.

à l'évêque. Il ne s'agit pas d'une propriété personnelle : le roi ne peut y tailler des bénéfices comme il l'entend ²⁸⁷. Quelques textes éclairent cette situation, qu'a fort judicieusement étudiés Lesne : un capitulaire de Quiersy ²⁸⁸ précise que les biens en question doivent être traités comme ceux qui appartiennent au fisc ; Hincmar en 868 précise son accord avec cette position : l'Eglise possède par concession juridique des princes ²⁸⁹. Ce principe établi, les biens passés dans la gestion ecclésiastique ne peuvent jamais faire retour au monde laïque, nous l'avons vu. Le roi n'en dispose donc pas comme propriétaire. Il en assure la régulière transmission et la régulière collation comme représentant temporel de Dieu. Dès lors l'évêque, avec l'accord de son métropolitain, est libre, pour le service du peuple chrétien, d'accorder au roi le droit de disposer, sous contrat de précaire, l'installation d'hommes de guerre sur des biens momentanément affectés à cet usage par l'évêque. Et ces biens doivent rapporter à l'évêque un cens annuel. C'est d'ailleurs pour reconnaître la licéité de tels contrats que le roi Pépin, jadis, a, en imposant nones et dîmes au peuple chrétien, réparé les injustices comises par son père ²⁹⁰.

Pour toutes les tâches que comporte son ministère : justice, défense, protection des faibles, le roi dispose de ministres de la res publica ²⁹¹. Sur ce point, la pensée du prélat est d'une absolue banalité. Il ne dit jamais plus, dans des textes très dispersés, que Jonas d'Orléans en un seul ²⁹². Les ministres constituent pour Hincmar, l'entourage direct du roi dans le palais ²⁹³ : il y inclut rarement les agents royaux, ducs, marquis et comtes. Les qualités que souhaite, chez eux, le prélat ne sont, après tout, référence chrétienne en plus, que celles que tout théoricien du pouvoir souhaite découvrir chez les agents de ce pouvoir. Le roi doit les surveiller tout spécialement car il est, bien entendu,

²⁸⁷ Hincmar le précise très nettement en 881 (voir Lesne II 2, p. 65).

²⁸⁸ Lesne, p. 48.

²⁸⁹ Lesne, p. 61 : PL 125, 1051 : « Et per iura regum ecclesia possidet possessiones ». L'archevêque précise (PL 126, 184) que pour cette raison les évêques doivent au roi obéissance.

²⁹⁰ PL 126, 15. Cf. E. Perels : *Die Ursprünge des karolingischen Zehntrechten, Archiv für Urkundenforschung III*, 1911. On sait à quel point cette doctrine a été reçue par le X^e siècle. Sur ces questions, excellents développements dans Lesne, II 2, p. 240 sq.

²⁹¹ Ainsi sont-ils nommés dès 858 : Gundlach, p. 123.

²⁹² Revirion, p. 92. Anton, op. cit., note 57, p. 368 (il s'agit des ducs et comtes) : « scientes se ad hoc positos esse ut plebem Christi sibi natura aequalem recognoscant eamque clementer saluent et iuste regant non ut dominantur et affligant neque ut populum Dei suum estimant aut ad suam gloriam sibi illum subiiuant quod non pertinet ad iustitiam sed potius ad tyrannidem et iniquem potestatem ».

²⁹³ A ce titre, ils occupent une place éminente dans le de ordine palatii. L'analyse de ce texte sera effectuée dans le chapitre XI, tant il nous semble caractéristique de la fin de la vie du prélat.

responsable devant Dieu, de leur gestion. Dernier trait du réalisme parfois déconcertant d'Hincmar : il faut choisir des ministres puissants ; leur fortune personnelle les met à l'abri des tentations ; leurs biens, éventuellement, peuvent être saisis s'ils sont infidèles ²⁹⁴.

En fait, nous le mesurons bien à la fin de ce parcours, Hincmar n'est pas un théoricien du pouvoir politique. Aucune de ses analyses n'est conduite systématiquement à un terme logique ou à un épanouissement abstrait ²⁹⁵. Pourtant, et sans doute un peu plus que la plupart de ses contemporains, le prélat reflète fidèlement les contradictoires pulsions d'un monde plus intuitif qu'intellectuel sur ce point. Si, comme nous le croyons profondément, toute la science politique européenne trouve dans le IX^e siècle ses racines les plus profondes, le débat politique est encore, à ce moment, dans la saison hivernale des cheminement confus.

Trois composantes majeures, au moins, fournissent une trame enchevêtrée au « portrait du roi ».

Un texte, la chose est frappante, retient l'attention du prélat autant que tous les autres réunis. C'est le Pseudo-Cyprien, où s'exprime largement la vieille conception du pouvoir pharaonique. Lorsque le roi n'est pas en tous points fidèle à ses devoirs, le royaume est totalement perturbé, la paix rompue, les récoltes diminuent, les maux les plus divers obscurcissent la prospérité du royaume, la mort des enfants s'accélère, les raids des ennemis se multiplient, les bêtes sauvages tuent les troupeaux, en hiver comme au printemps des tempêtes se lèvent, terre et mer cessent de fournir leur aide, la foudre détruit récolte et fruits ²⁹⁶. Hincmar n'est pas seul à retenir la vieille chanson

²⁹⁴ PL 125, 698-699.

²⁹⁵ Ne retenons, pour le moment, qu'un exemple. Hincmar trouvait, dans l'*Hispana*, une théorie toute faite de la distinction entre les biens affectés à l'exercice du pouvoir et ceux que possédait, à titre individuel ou familial, le détenteur provisoire de ce pouvoir. Le prélat, nous le verrons (chapitre X) a su exprimer vigoureusement la nécessité d'une telle distinction pour les clercs. Au contraire, jamais il n'a dit explicitement que le roi n'est propriétaire ni des biens du royaume ni de ce *regnum*. Sans doute l'opinion courante était-elle, autour de lui, peu favorable à une telle théorie ; sans doute aussi suffisait-il, pour Hincmar, de rappeler périodiquement que tout bien, finalement, est « de Dieu ». Et le prélat s'est contenté de conseils (voir chapitre IV), très médiocres politiquement, visant à conduire le roi à un usage modéré des biens mis à sa disposition.

²⁹⁶ Cité, par exemple, PL 125, 835 : « Qui uero regnum non secundum hanc legem dispensat multas nimirum aduersitates imperii tolerabit. Idcirco enim pax saepe populorum rumpitur et offendicula etiam de regno suscitentur, terrarum quoque fructus diminuuntur et seruitia populorum praepediuntur, multi et uarii dolores prosperitatem regni inficiunt, carorum et liberorum mortes tristitiam conferunt, hostium incursus prouintias undique uastant, bestiae armentorum et pecorum greges dilacerant, tempestates ueris et hiemis turbantur, terrarum quoque fecunditatem et maris ministeria prohibent et aliquando fulminum ictus segetas et arborum flores et pampinos exurant ».

qui vient du fond des âges. Le Concile de 829 avait aussi cité le Pseudo-Cyprien. Et Alcuin, méditant sur les justifications de l'imperium princier n'avait pas été, lui non plus, insensible à cette conviction que le roi est une sorte de régulateur suprême de tout l'équilibre humain²⁹⁷. Pour Hincmar, cette puissance physique et quasi magique du roi n'est pas moins forte que pour ses prédécesseurs²⁹⁸, son insistance à citer le de duodecim abusiis le montre. A suivre cette voie, on insiste fort sur la totale responsabilité du prince, mais aussi sur l'imperium sans limite qui constitue la contrepartie légitime de cette responsabilité.

Cette responsabilité pourrait n'être que physique ; elle doit s'inscrire dans le dessein chrétien. L'imperium pourrait être absolu ; il doit être entièrement soumis à la volonté de Dieu. Ainsi apparaît la deuxième composante, qui modifie radicalement l'héritage magique et qu'assume d'ailleurs le Pseudo-Cyprien : le roi n'est pleinement roi que si tous ses actes sont conformes à l'enseignement chrétien. Ainsi apparaissent de nouvelles ambiguïtés, de nouvelles difficultés. Il n'existe aucun moyen de connaître les desseins de Dieu : nous y avons insisté, ce monde vit un combat métaphysique dont la portée et les péripéties lui échappent totalement. Dès lors, la porte est ouverte à la post-justification de toute attitude royale, comme elle l'est, pour Hincmar, à la post-justification de toute guerre. Les clercs ne sont là que pour apprécier les *péchés* du roi, par rapport à un code moral rudimentaire mais strict, non pour l'aider à définir une politique. En définitive, il est possible à un hypocrite habile de régner avec un plein succès, dans cet univers à la fois rigide et très mal surveillé. Il est vrai que, pour Hincmar, une telle situation n'est pas très grave : Dieu qui connaît cet hypocrite le jugera, même s'il échappe à tout jugement humain !

Bien d'autres déviations, au demeurant, menacent ce pouvoir surveillé par une faible minorité, cléricale, de la population ; déviations que vont illustrer les siècles suivants.

Equilibre cosmique ou étroite soumission à la volonté de Dieu constituent des référents non tangibles pour le pouvoir royal. Or, troisième et essentielle dimension du IX^e siècle, les puissants sont assez puissants pour imposer au roi au moins certaines formes contractuelles de l'exercice du pouvoir ; le clergé, Hincmar en tête, est assez réaliste pour admettre que l'idée contractuelle est un excellent moyen de limiter l'arbitraire royal et la toute-puissance de l'imperium.

²⁹⁷ Épître à Ethelred de Northumbrie, MGH EAK p. 51 : « Legimus quoque (l'éditeur n'avait pas retrouvé la source : c'est de toute évidence du 9^e degré du Pseudo-Cyprien qu'il s'agit) quod regis bonitas totius est gentis prosperitas, uictoria exercitus, aeris temperies, terrae habundantia, filiorum benedictio, sanitas plebis ».

²⁹⁸ Les Annales de Saint-Bertin (Grat, p. 29) apportent, avant Hincmar, un témoignage de plus de cette croyance. Une vision attribuée au roi Aetheluuulf montre que les péchés du roi et du peuple ont conduit à la stérilité des fruits les promesses merveilleuses des fleurs printanières.

Cependant, très tôt, le contrat a pris, par la faute de Charlemagne surtout, une valeur privée et sociale destructrice de l'équilibre politique. Ce danger de rupture de l'équilibre au profit des grands qui se profile derrière cette autre forme du contrat interdit à tout jamais à Hincmar d'explorer plus avant l'hypothèse contractuelle politique. Elle est pourtant présente, vivante contradiction aux deux précédentes, au cœur de son œuvre et de sa pensée politique, comme les regna le sont, réalités tangibles, au cœur de l'empire, image idéale de l'unité chrétienne.

Ainsi placé au point de rencontre de composantes contradictoires, le pouvoir royal que décrit Hincmar se rapproche davantage de l'une ou de l'autre de ces composantes selon les moments mais sans que jamais soient oubliées les contradictions. Hincmar n'a pu aller au-delà de constats circonstanciels pour accéder à une théorie. Il n'aurait pu formuler celle-ci qu'en brisant l'image contradictoire et en choisissant explicitement entre les composantes contradictoires. Il n'a pas choisi cette voie et il s'est condamné à ne prêter aucune attention aux moyens dont doit disposer un pouvoir pour gouverner. Ni les biens nécessaires pour solder les services, ni la construction d'un appareil d'Etat n'ont retenu son attention. Non point, comme on le dit souvent, parce qu'il est pré-féodal, mais parce qu'un roi-moine doit puiser en lui et en quelques sages conseillers le moyen de diriger le peuple qui lui est confié.

Un tel personnage, dont tout dépend sur terre, doit cependant être humble devant Dieu et devant les autres hommes, non ambitieux, non cupide. Aux vertus du parfait chrétien, le roi doit joindre les qualités du guerrier et la rigueur inhumaine du justicier. Mais Hincmar n'a jamais soupçonné que le roi pût avoir besoin de disposer des moyens nécessaires à un chef d'Etat. C'est en définitive par le cheminement féodal des rapports de force militaires que se constitue d'abord l'état médiéval, au-delà de son apparente destruction par la société féodale, non point par l'analyse des clercs.

Et cependant, malgré les contradictions et les difficultés d'exécution pour qui est roi, cette image hincmarienne, par l'exigence qu'elle comporte, a séduit les siècles suivants²⁹⁹. Le roi carolingien idéal est demeuré un modèle pour les dynasties suivantes, jusqu'au XIII^e siècle : le plus parfait roi selon Hincmar n'est-il pas Saint-Louis ?

Et pourtant, dès 876, cette image ne correspond plus, dans les faits, à rien de réel. Nul prince n'a le prestige, l'autorité nécessaire à remplir comme le veut Hincmar le pouvoir royal. Chez celui-ci les définitions théoriques vont donc céder le pas à un réalisme morose d'un style

²⁹⁹ A. Fliche : *La querelle des investitures*, p. 135, signale l'influence d'Hincmar sur le de regia potestate et sacerdotali dignitate d'Hugues de Fleury (1103-1104).

nouveau. Au roi chef d'office et coopérateur dans le Christ au salut des hommes, va succéder un chef de clientèle à qui il va désormais être indispensable de faire respecter d'abord les privilèges et les droits de ceux qui estiment que la fidélité à Dieu passe avant celle qu'ils doivent au roi³⁰⁰.

A partir de 876, au plus tard, Hincmar n'est plus certain que l'office royal n'échappe pas à la coopération souhaitée avec le sacerdotal pour rechercher plutôt l'alliance, immédiatement et concrètement nécessaire, des détenteurs réels de la puissance sociale, les aristocrates. Sans renoncer à la théorie, l'archevêque déplace ses définitions, désormais, en fonction des circonstances.

³⁰⁰ Importante formule, dès 877, dans une lettre à Louis le Bègue (PL 125, 988) : « ut concordiam... inter fideles Dei et uestros haberi et uigere quantum potueritis satagatis... ». Il est vrai que cette collaboration cordiale n'est encore envisagée qu'au niveau des conseillers royaux.

Hincmar et Charles le Chauve : la fin des illusions

La brève et profonde entente de 858 à 860 a rapidement fait place à un certain froid.

Charles le Chauve, peu soucieux de subir l'influence exclusive d'un unique conseiller, applique, lui aussi, la théorie hincmarienne de la collégialité, en matière de décisions politiques. Il s'emploie, savamment, à contrebalancer les influences qui s'exercent autour de lui et sauvegarde ainsi une liberté de décision qui ne se dément jamais. L'homme, secret dans ses desseins, rapide dans leur exécution, se confie peu et n'a probablement confiance qu'en peu d'hommes. Hincmar, visiblement est éloigné de la faveur, et même souvent de la présence royale, de longues années durant, à partir de 863. L'influence de conseillers plus jeunes, la carte romaine jouée à plein par Charles, rendent apparemment, inutile le vieillissant Rémois. On ne se prive pas, dans l'entourage du roi — nous l'avons vu à propos du second procès des clercs d'Ebon — de lui manifester une vive hostilité personnelle : jamais du moins, sa fonction et la façon dont il l'exerce ne sont en cause dans le royaume occidental. Les années 865 à 868 sont les plus pénibles dans les relations entre les deux hommes.

La disparition de Nicolas I^{er}, la succession lorraine et un grave conflit entre Charles et l'évêque de Laon rapprochent momentanément les deux personnages. De 869 à 871, à nouveau, l'éclat du conseiller rémois est grand dans l'entourage royal. C'est aussi le moment où se déploie le plus totalement sa science canonique, aux prises avec une redoutable offensive des « néo-canonistes » qui s'appuient sur les Faus-ses Décrétales.

Les relations entre Hincmar et son roi se dégradent à nouveau après 875, lorsque le dossier italien et impérial devient la principale préoccupation royale. 876 marque la rupture par Charles des ménagements qu'il avait plus ou moins maintenus envers l'archevêque. Hincmar, amer, déçu de voir le roi sur lequel il comptait trahir son devoir auprès de ses sujets pour courir vers l'Italie, commence à désespérer de voir le royaume sauvé des invasions et maintenu dans la paix. 876 annonce l'évolution finale de sa pensée.

I. — 863-868 : LES ANNEES CREUSES

Dès qu'il a pris la mesure de la personnalité de Nicolas I^{er}, Charles le Chauve a cherché à se rapprocher du pape. La déférence qu'il lui manifeste, sincèrement ou par intérêt, se traduit par de grands compliments¹. Les interventions pontificales dans la vie du royaume sont incessantes après 863 et Charles les encourage². A partir de 865 et jusqu'à la mort de Nicolas I^{er}, ce qui n'était qu'entente entre les deux hommes devient alliance. Il ne nous appartient pas, ici, de rechercher les causes de l'attitude royale ; on ne peut, cependant, depuis l'attaque contre le royaume de Charles de Provence, négliger l'hypothèse qu'un « dessein italien » est déjà né chez Charles. Celui-ci, en tout cas, a trouvé en Nicolas I^{er} un interlocuteur apparemment moins raide, plus puissant et plus éloigné qu'Hincmar. Il joue à merveille de ce moyen de pression qu'est une alliance de rechange contre son propre clergé, comme il joue de son frère contre son neveu le cas échéant. Mais il a certainement aussi une sincère admiration pour l'exceptionnelle personnalité du pape. Charles, flatté de l'attention que lui accorde Nicolas I^{er}, prend une « dimension européenne » qui dépasse son petit royaume : son ambition éveillée au moins après 865, le conduit à ménager le nouvel interlocuteur « universel » qu'il a su se donner, de préférence au faiseur de sermons rémois, trop souvent opposé à la « realpolitik » royale. Deux conceptions de la vie de l'Occident commencent à s'opposer. Pour Hincmar, il convient de respecter³, grâce au système de la confraternité, les petits royaumes issus de Verdun ; sans doute estime-t-il qu'ils sont beaucoup plus aisés à gérer par les rois eux-mêmes et beau-

¹ Mansi XV, 796 : « uestrae prae ceteris reuerentiae pontificatus regia colla submittere, uestrisque saluberrimis monitis aurem cordis ad obtemperandum humillime deuotione subdere... ». Le pape est décrit comme « ...solidissimam ancoram... paxillum immobilem in quo sarcinam dependere nostrorum ualeamus peccaminum... ». Ce sont là termes rares sous la plume royale.

² Le pape écrit à Etienne, devenu comte d'Auvergne (862-863, MGH EAK IV, p. 623) pour exiger réparation, en présence de ses légats, en faveur de l'évêque expulsé de Clermont ; à Charles (MGH EAK, 273-274), il conseille la réconciliation avec Baudoin et Judith (son argumentation déplaît fort à Hincmar ; il faut, dit le pape, redouter, à force de rigueur, de voir Baudoin passer aux Normands. Charles l'écoute et Hincmar désapprouve, on le sait) ; Charles, que le pape appelle « excellentissimus rex » (MGH EAK V, p. 314, en 865) a consulté Nicolas I^{er} sur l'attitude à adopter à l'égard de ceux qui protègent Engeltrude, femme de Boson : le pape répond par l'intermédiaire d'Hincmar et donne des ordres précis. Les problèmes soulevés depuis des années par la très mauvaise gestion de l'évêque de Nevers, Heriman (voir MGH Capitularia II, synodes de Soissons et de Verberie en 853 sur cette question, et Mansi XV, 607-608 sur les interventions du pape) ont été réglés comme le pape l'entendait.

³ Dans l'affaire lorraine, on s'en souvient, dès que la réunification de la province rémoise est assurée, ou, si l'on veut être indulgent envers Hincmar, dès que Charles le Chauve a occupé des territoires où il n'a pas été appelé par les Grands, le prélat critique fortement l'attitude de son roi.

coup plus aisés à encadrer par une Eglise territorialement organisée, qu'un vaste empire. Charles, au contraire, commence à rêver de réunifier l'empire, au moins pour une large part : ses qualités, la prudence qu'il a toujours manifestée, l'approbation que lui accorde, à l'exception du trop rigide Rémois, l'ensemble de son clergé, le poussent à s'estimer digne de revêtir aussi la fonction impériale. Hincmar n'approuve jamais cette ambition, « démesurée » par rapport aux problèmes qui se posent localement et aux moyens dont dispose Charles. En plus des divergences sur l'affaire lorraine⁴, des oppositions perceptibles dès 857 entre le « réalisme » du roi et le « moralisme » du prélat⁵, de la brouille provoquée par la faveur accordée à Vulfade, il nous paraît vraisemblable que les conceptions fondamentales de ce que devrait être la direction de la société occidentale s'écartent de plus en plus, chez les deux hommes.

Le long éloignement de la faveur royale, de 865 à 868 au moins⁶, n'empêche pas le prélat, invariablement fidèle à son roi d'ailleurs, d'apporter son concours à l'administration du royaume et à la vie de l'Eglise de Francie occidentale⁷.

Entre 860 et 862, un grand conflit a éclaté à Sainte-Radegonde de Poitiers à l'occasion d'une difficile succession abbatiale. Charles le Chauve a chargé Frotaire de Bordeaux, Erard de Tours et Engenold

⁴ E. Dümmler, *Geschichte des ostfränkischen Reiches* (II, p. 149 sq) avait, avec beaucoup de clairvoyance, discerné les variations de la politique royale à partir de 865. Nous sommes totalement d'accord avec l'argumentation présentée. Les libertés prises par Charles en matière d'attribution d'abbayes ou de gestion de biens ecclésiastiques coïncident avec l'éclipse de l'influence d'Hincmar. Au besoin le roi n'hésite probablement pas à jouer de l'ambition du propre neveu de l'archevêque, évêque à Laon et courtisan palatin, pour garder un moyen de pression sur le Rémois. Les Annales de Saint-Bertin, durant quatre ou cinq ans, reflètent la froideur des jugements hincmariens sur Charles. 867 est une année particulièrement vide.

⁵ Charles, cependant, sait, l'occasion se présentant, admirablement user de ce moralisme ; la condamnation de Lothaire II par Rome lui en ayant ouvert la possibilité, le roi n'hésite pas à en revenir aux thèses hincmariennes, après des mois de marchandage avec l'entourage de Lothaire II.

⁶ Les lettres échangées sont rares durant quatre ou cinq ans. Hincmar reprend l'habitude de ses débuts de passer par l'intermédiaire des conseillers du roi. Charles, lui, se plaint des perpétuels sermons de l'archevêque : PL 126, 97 : « Audiui denique quosdam (!) reprehendere nos episcopos et dicere quod uolumus tota die per scripturas parabolare ». Les rencontres sont rares et toujours provoquées par une affaire en cours où Hincmar fait figure d'accusé, de 865 à 868. Sans doute faut-il rattacher à l'été de 868 une lettre recommandant au roi de bien recevoir des princes étrangers (Schrörs n° 263).

⁷ Nous savons qu'Hincmar considère l'obéissance au roi comme essentielle : il apporte son concours aux travaux du pont de Pitres en 864 et 868 (F. Lot, *Le Pont de Pitres, Le Moyen Age*, 1905, p. 4, notes 1 et 5).

de Poitiers⁸ de contrôler la régularité de l'élection. Hincmar intervient auprès de Frotaire et de la fille de Charles, moniale à Poitiers, pour que les canons soient respectés et la paix sauvegardée⁹.

Hincmar avait choisi pour succéder au sage Pardule, évêque remarquable qui avait illustré son siège, un garçon dont tout laisse à penser qu'il l'avait très soigneusement préparé à ses futures responsabilités¹⁰. Intrônisé en 858¹¹, Hincmar le Jeune, neveu du Rémois, avait été semble-t-il, élu régulièrement sans plus de scandale et de pression que les autres clercs proches du pouvoir et l'on est mal fondé à reprocher à Hincmar un népotisme dont il allait être la plus durable victime. Notons tout de suite deux traits qui dominent tout le duel qui a opposé les deux hommes : Hincmar a véritablement et profondément aimé son neveu, qu'il a cherché à protéger le plus longtemps possible des rigueurs royales ; l'archevêque n'a pas hésité à appliquer, quoi qu'il en eût, la loi canonique dans toute sa rigueur le jour où Hincmar le Jeune s'est révélé incapable de s'amender. Les deux attitudes méritent d'être dégagées d'entrée de jeu ; elles illustrent bien la netteté du comportement du prélat, conforme, lorsque ses affections sont en cause, aux conseils qu'il donne aux autres. Tout au plus peut-on tout de suite se demander si le prélat, une fois encore, n'a pas, par la géométrie de son raisonnement juridique, tendu plus que de raison une situation difficile et si, par volonté de n'encourir pas le reproche de protéger son *neveu*, il n'a pas abandonné un peu trop unilatéralement l'*évêque* à la vindicte royale.

Cette bataille n'est pas importante seulement parce qu'elle complète, d'un trait supplémentaire, le portrait psychologique du prélat : elle

⁸ Evêque de 860 à 871. Il a participé, cette dernière année, au jugement d'Hincmar de Laon à Douzy (en août) mais n'a pas signé les actes du synode ; peut-être est-il mort à ce moment.

⁹ MGH 116 et 117 (Schrörs, 153 et 154).

¹⁰ Hincmar a remis au jeune prélat, le jour de sa consécration, « *Regula Pastoralis una cum libro sacrorum canonum...* » (PL 126, 292 et PL 126, 558). Le recueil canonique n'est autre que le manuscrit Paris BN Latin 12.445 : aux preuves que nous avions accumulées en 1962 (voir J. Devisse : *Hincmar et la loi*, p. 54 sq.) s'en ajoute une encore. Hincmar ordonne à son neveu, en 870 (PL 126, 334) de se reporter au codex où il trouvera le texte nécessaire pour constater que Laon n'a pas été érigé en même temps que Reims. Or le texte existe au fol. 10 du manuscrit parisien ; et c'est le seul cas, pour les manuscrits originaires de Reims, où nous l'ayons rencontré. Le déroulement de la longue querelle qui va opposer le Rémois à son neveu de 869 à 871 surtout révélera plus encore avec quel soin Hincmar avait veillé à l'instruction de ce dernier. Il le lui rappelle, en 870 toujours : « *Recordare quando haec et plura hinc tibi dixi et traditione historiae ueteris cum mihi eras dulcissimus filius* ».

¹¹ Voir E. Amann, *L'Eglise carolingienne*, p. 403 sq.

permet aussi de mesurer comment il envisage les rapports concrets du sacerdoce et du pouvoir royal lorsqu'ils entrent en conflit grave.

Rien ne laissait apparemment prévoir une brouille entre l'oncle et le neveu lorsque celui-ci, en 866, commença à en prendre à son aise avec les ordres qu'il recevait de son métropolitain. Le moment est propice : Hincmar et son roi sont en froid à cause de l'affaire lorraine, Charles se sert de Nicolas I^{er} contre l'insupportable Rémois, le printemps a été consacré à la préparation du synode interprovincial convoqué par le pape pour en finir avec le dossier des clercs d'Ebon, la suprématie pontificale s'affirme de plus en plus, tandis que circulent avec un succès croissant, parmi les évêques, les Fausses Décrétales. Hincmar — c'est une convocation de routine canonique — a donné ordre à l'évêque de Laon de se rendre à Beauvais le 7 juillet pour l'ordination de Jean, évêque de Cambrai¹². Il a renouvelé la convocation le 13 juillet¹³ sous une forme assez peu canonique d'ailleurs, ce qui laisse à penser que le prélat ne s'attend à aucune mauvaise volonté de la part de son neveu : le rendez-vous suivant est fixé au 21 juillet, au monastère de Saint-Pierre aux Bois¹⁴.

L'archevêque a été ensuite totalement absorbé par l'été difficile qu'il a passé¹⁵, puis par les rebondissements de l'affaire lorraine. Nous n'apprenons qu'en 870¹⁶ que le neveu n'a donné aucune suite, non plus, à la deuxième convocation. On a dû ordonner Jean sans son assentiment, mais en respectant les canons. Hincmar a dû s'engager après des évêques à redresser la conduite non canonique de son sufragant. Le neveu profite à plein de la défaveur de son oncle et de sa propre audience auprès du roi¹⁷ pour se libérer d'une tutelle jugée insupportable. Mais nous n'entendons plus parler de conflit ouvert

¹² MGH 172. Hincmar parle à nouveau de cette affaire en 870 : PL 126, 297 et en 876 : PL 126, 569. Voir aussi Mansi XVII, 584 B et de même pour la lettre suivante.

¹³ MGH 173. Hincmar de Laon n'a pas exécuté la démarche canonique, normale s'il était empêché, d'envoyer un vicaire ou des lettres d'approbation. Hincmar est pressé d'ordonner Jean sur le siège, longtemps vacant, de Cambrai.

¹⁴ A Isle sur Epte (Cottineau, *Répertoire topo-bibliographique*, tome I, col. 1464) près de Gournay (cf. F. Lot, *Une année du règne de Charles le Chauve*, p. 12, note 3).

¹⁵ Voir chapitre VII.

¹⁶ PL 126, 297-298. L'affaire devient, en 870, l'un des éléments du lourd dossier réuni contre l'évêque de Laon en 871 (PL 126, 569), une des pièces de la procédure d'accusation.

¹⁷ Les relations entre l'évêque et Charles sont longtemps excellentes. Hincmar nous apprend, en 870 (PL 126, 295) que son neveu a accepté, sans consulter son métropolitain, des charges au palais et une abbaye située dans une autre province (PL 126, 296) ; une fois encore les griefs de l'archevêque sont excessifs et ses garants canoniques un peu insuffisants.

entre le métropolitain et l'évêque jusqu'au printemps de 868. S'il censure fréquemment les écrits de son suffragant, Hincmar ne tient pas à divulguer les fautes et les remontrances concernant un neveu qu'il aime et qu'il protège¹⁸. Le prélat est d'ailleurs trop accaparé par les difficultés qu'il rencontre à Rome et auprès de Charles pour prêter attention à ces débats subalternes.

Les événements changent soudain totalement de cours et de portée lorsque, au printemps de 868, éclate un conflit très vif entre le roi et l'évêque de Laon. L'occasion en est fournie par l'un des innombrables incidents relatifs aux biens d'Eglise qui parsèment ce siècle. Charles à remis à l'évêque de Laon, sur la demande de celui-ci, une villa naguère confisquée. Hincmar le Jeune a aussitôt confié cette villa, comme bénéfice, au roi qui y a installé un fidèle : Nortmann. Charles accusera toujours l'évêque d'avoir cherché à s'emparer, en plus des terres restituées à bon droit, de cinq manses fiscaux ; l'évêque accusera perpétuellement Nortmann d'être un « raptor facultatum ecclesiasticarum » pour avoir repris ces cinq manses ; inextricable débat qui tourne tout de suite à l'aigre : il s'achèvera par la déposition d'Hincmar le Jeune. Hincmar va prendre position, en fonction de son devoir de métropolitain, tantôt contre son roi, tantôt contre son suffragant. Une nouvelle avalanche de textes en résulte¹⁹ que l'archevêque, instruit par les récentes difficultés avec Rome de la nécessité de garder des archives complètes²⁰, va conserver avec soin.

A quelques nuances près, la description d'ensemble de cet interminable conflit a été clairement faite par Mgr. Amann²¹ : nous y revenons le plus souvent possible. Mais nous développerons beaucoup tout ce qui concerne la participation de l'archevêque à ces débats.

868 : le roi cite l'évêque de Laon devant son tribunal : il l'accuse d'avoir procédé à des confiscations abusives de bénéfices dépendant de son diocèse et confiés à des hommes du roi. Aucun coévêque n'a été

¹⁸ Hincmar fait encore allusion à ce moment des relations avec son neveu dans une lettre de 871 au pape (PL 126, 185-186).

¹⁹ Plus d'une trentaine de lettres d'Hincmar, un volumineux mémoire rappelant les fautes accumulées par son neveu (connu sous le nom de Traité en 55 capitula : PL 126, 279-494), un réquisitoire contre le suffragant coupable (871, PL 126, 566-634), mais aussi une série de textes capitaux à l'adresse de Charles le Chauve (868 : PL 125, 1035-1070) sont à nouveau sortis de la plume du prélat.

²⁰ Les années 865-870 ont joué un rôle important dans la réorganisation de la bibliothèque et des archives rémoises, en liaison évidente avec les grandes difficultés alors rencontrées. Rappelons, par exemple, que, selon nous, en 868 les mémoires lus à Pitres ont été immédiatement intégrés à un manuscrit rémois (Berlin Philipps 1741, fol. 1 à 18) en compagnie des textes de référence qui avaient servi à les préparer (cf. J. Devisse, *Hincmar et la loi*, p. 53).

²¹ *L'Eglise carolingienne*, p. 403-411.

averti ; pas davantage le métropolitain. Le refus de comparaître est sanctionné par la saisie des revenus de l'évêché de Laon par Nortmann²². Dès qu'informé, le métropolitain de Reims écrit à Charles²³ et effectue une enquête détaillée²⁴ ; il prépare activement un dossier à remettre au roi au cours d'un synode, à Pîtres, durant l'été. Les textes d'Août 868 comptent parmi les plus intéressants d'Hincmar²⁵. Ils comportent deux morceaux très différents. Les quaternions et le rouleau ont été vraisemblablement remis au roi dès l'ouverture du synode²⁶. Charles ayant décidé d'en différer la lecture aurait rappelé que, comme ses prédécesseurs, il entendait contraindre les évêques à rendre des comptes lorsqu'ils confisquent des bénéfices à leurs détenteurs²⁷. Le prélat a prononcé une allocution — l'admonition — pour contraindre le roi à prendre connaissance de son dossier.

Suivons au plus près les démonstrations de l'archevêque. Son enquête a révélé des faits inadmissibles de la part du roi — et aussi, mais il n'en est pas question à ce moment, de la part de l'évêque —. Le prétexte à la rapide escalade judiciaire à laquelle a procédé Charles est exposé par Hincmar : passant par les terres de Laon, le roi a été saisi d'une plainte contre l'évêque émanant du fils d'un certain Liudon²⁸ ; ce garçon aurait reçu, en échange d'un cadeau, le bénéfice qu'avait tenu son père et que l'évêque lui avait confirmé. Sans raison explicable,

²² Amann, p. 403, Annales Bertiniani, Grat, p. 150. Nous sommes en juillet ; le roi traverse l'évêché de Laon, s'arrêtant dans les propriétés royales avant de gagner Pîtres.

²³ Nous l'apprenons en août : PL 125, 1035.

²⁴ Ibidem.

²⁵ PL 125, 1035-1070. Ils sont divisés en trois morceaux : a) des quaternions : PL 125, 1035-1060 ; b) un rouleau de parchemin : PL 125, 1060-1065 ; c) une admonition orale. Ces textes ont été très mal édités par Sirmond et la Patrologie. La consultation des manuscrits : Berlin Philipps 1742, fol. 7 v. - 16 v. et Paris 12445, fol. 204 v. - 208 v., tous deux du IX^e siècle ; Barcelone, Archives de la Couronne d'Aragon 4^o fol. 55 - 60 v., XI^e siècle (ce dernier grâce aux dossiers des MGH) nous a permis de rétablir plusieurs passages manquants et de rectifier des transcriptions défectueuses.

²⁶ La hâte du prélat se devine : les textes ont été transcrits sur deux ensembles différents de parchemin : des quaternions et des rouleaux. On s'explique bien, dès lors, qu'Hincmar ait fait recopier le tout dans le manuscrit Berlin 1741.

²⁷ Renseignement fourni par le manuscrit du XI^e siècle seulement : « ... dicens hanc legem habuisse decessores suos reges et se uelle habere ut episcopi in suo palatio apud saeculare iudicium reddant rationes, si hominibus suis beneficia tulerint... », ce qui le rend évidemment un peu suspect.

²⁸ Nous apprendrons un peu plus tard que Liudon est en fuite depuis plusieurs années et qu'il a trouvé refuge auprès de Lothaire II. Serait-ce cet homme qui sert d'intermédiaire entre Hincmar de Laon et le roi de Lotharingie, puisque Charles le Chauve va bientôt aussi accuser l'évêque de chercher à fuir, lui aussi, en Lotharinge ?

Hincmar de Laon a ensuite révoqué la concession²⁹. Charles s'est violemment et indignement emporté³⁰ et s'est laissé aller à insulter publiquement un évêque. Il a cité Hincmar de Laon, à l'insu de tous les coévêques, à comparaître en personne ou par l'intermédiaire d'un avocat devant le tribunal royal³¹. L'évêque s'est excusé — et il a eu raison — de ne pouvoir se rendre à pareille convocation. Fait inouï, on a alors exigé de lui le paiement d'une amende³². Le roi ayant, à nouveau et vainement, requis l'avocat épiscopal, Charles a ordonné la confiscation de tout le temporel de Laon, à l'exception de la cathédrale, de la demeure de l'évêque et du cloître des clercs³³. Le comte de Laon a placé ces biens sous le ban royal. Le chancelier royal a appris à l'archevêque comment le roi a suivi jusqu'au détail l'exécution de la mesure pour contraindre l'évêque à capituler³⁴. Charles, dit Hincmar, s'est ainsi conduit comme nul, avant lui, n'avait osé le faire³⁵ : comment, ayant agi ainsi, pourrait-il désormais frapper ceux qui ne respectent ni les clercs ni les biens d'Eglise³⁶ ? Le premier devoir de Charles, maintenant, est de ne plus céder aux impulsions coléreuses qu'encourageant chez lui de mauvais conseillers³⁷. Il lui faut maintenir sa réputation de roi fidèle à ses devoirs envers l'Eglise³⁸ : des bruits fâcheux ne se répandent-ils pas déjà à son propos dans les royaumes voisins et jusqu'à Rome³⁹ Hincmar, au passage, entre pour la première fois dans la peau d'un géronte⁴⁰ : il faut écouter les conseillers âgés. Archevêque responsable, le prélat ne peut se taire⁴¹ mais il entend n'intervenir que comme métropolitain, non comme oncle⁴².

²⁹ PL 125, 1036 : « et deinde ab eo inrationabiliter tulerit ».

³⁰ Ibidem.

³¹ PL 125, 1037.

³² Ibidem.

³³ PL 125, 1035.

³⁴ Ibidem.

³⁵ PL 125, 1038.

³⁶ On retrouve la définition de base du ministère royal : comment châtier chez les autres les fautes que l'on commet soi-même ?

³⁷ PL 125, 1052-1053. Il convient de noter, une fois de plus, l'impulsivité de Charles en face de toute forme d'opposition.

³⁸ PL 125, 1052.

³⁹ PL 125, 1037 : l'allusion est habile en plein développement de l'affaire lorraine.

⁴⁰ PL 125, 1052-1053. Il y reviendra en 870.

⁴¹ PL 125, 1053-1054. PL 125, 1055 : « ... aut iusto iudicio damnabimini pro eo quod fratrem iniusto iudicio condemnastis aut iuste iudicantibus nobis iustitia respondebit... ».

⁴² PL 125, 1059. On doit, nous semble-t-il, admettre la sincérité du prélat. Dès ce moment, l'évêque refuse la procédure que conseille le métropolitain et, s'appuyant sur les Fausses Décrétales (Amann, p. 404) fait clandestinement appel à Rome.

Charles ayant effacé ce qu'il a fait indignement, il va convenir ensuite que la procédure normale en tel cas soit adoptée : c'est, une fois encore, de procédure ⁴³ qu'il est question.

C'est un fait neuf, inédit sous le ciel, qu'un évêque ait été dépouillé de ses biens sans aucun accord ecclésiastique par un jugement de laïcs ⁴⁴ : tous les textes les plus solennels, les plus reçus, condamnent cette attitude ⁴⁵. Aucun doute n'est en effet possible, tous les textes brillamment rassemblés par Hincmar condamnent la procédure improvisée par le roi. Charles lui-même, n'a-t-il pas solennellement promis de respecter les droits des églises, à Beauvais en 845 ⁴⁶, à Quiersy en 858 ⁴⁷ ? Force est de rappeler au roi, puisqu'il l'a oublié, l'ensemble de la législation sur les biens d'Eglise qu'il avait promis de respecter ⁴⁸ : à tout ce que nous connaissons déjà, le prélat ajoute quelques textes canoniques remarquablement sélectionnés et qui condamnent la confiscation dans les formes où le roi l'a effectuée ⁴⁹. Vient ensuite un développement plus neuf et plus important sur le jugement des clercs. Quatre textes de droit romain d'abord, établissent un principe intangible : un clerc ne peut être cité devant un tribunal laïque ⁵⁰ ; un extrait des Fausses Décrétales va dans le même sens ⁵¹.

⁴³ Le roi avait cependant sous les yeux un excellent modèle à suivre. Un conflit a opposé — nous n'en saurons jamais davantage — deux hommes libres, Amalbert et Ariulf à Hincmar de Laon : on a débattu de cette cause « non in loco publico sed in priuati examine et familiari » et l'on est parvenu à une solution. Est-ce de ce même Amalbert qu'il est question en 870 (PL 126, 898-899) ; est-ce lui qu'Hincmar de Laon a excommunié dans des conditions obscures ? Sur cette affaire : PL 125, 1035.

⁴⁴ PL 125, 1038.

⁴⁵ Suit un impressionnant chapelet de textes en effet décisifs : Code théodosien XVI 2-8 et XVI 2-16 (PL 125, 1038) ; CT XVI 2-26, 2-29, 2-30, 2-31, 2-34 (PL 125, 1039) ; Anségise 1 77 (PL 125, 1040). Hincmar utilise à cette occasion (PL 125, 1047) un texte sur lequel nous hésitons. Il est très proche de divers passages de Benoît le Lévite, relatifs à l'*exceptio spoli* (B.L. III LXXXVII, CCX, CCXI, etc...). Mais Hincmar le cite sous la référence « in decretis sedis romanae pontificum » ; c'est dès lors plutôt à la Pseudo-Décrétale de Félix (Hinschius Ep. II, p. 201) qu'il faut songer ; elle n'est cependant pas citée littéralement : une fois de plus les versions d'Hincmar ne sont pas celles d'Hinschius, s'il ne s'agit pas d'une paraphrase.

⁴⁶ Le texte des engagements royaux est reproduit : PL 125, 1041-1042.

⁴⁷ Texte également cité PL 125, 1042.

⁴⁸ PL 125, 1043-1044.

⁴⁹ PL 125, 1044-1045.

⁵⁰ CT XVI 2-12, 2-23, Constitutions Sirmond c. 3, CT CVI 2-41 (PL 125, (PL 125, 1045-1046). Viennent ensuite : CT XVI 2-47 (PL 125, 1047) et 2-38 (PL 125, 1046 et 1048).

⁵¹ Pseudo-Etienne (Hinschius, p. 181-182) cité PL 125, 1046 : référence bien inutile puisqu'elle n'ajoute rien aux excellents textes qui précèdent. Hincmar ne se sert qu'accessoirement du canon 9 de Chalcédoine, si intéressant cependant pour l'histoire du for ecclésiastique, probablement parce qu'il le trouve très insuffisamment radical. Il le cite PL 125, 1062.

Le droit civil, le droit canonique en ont décidé ainsi à cause de la majesté de la fonction du clerc⁵². Et tout évêque qui accepterait un jugement laïc serait mis en accusation par l'Eglise⁵³. Nul, enfin, ne peut s'emparer des biens épiscopaux⁵⁴, surtout en l'absence de tout jugement. Hincmar de Laon, dans la forme, a eu raison, le roi a eu tort.

Sur le fond, à condition de respecter toutes les règles juridiques, une solution peut être trouvée. Il est légitime que des biens ecclésiastiques soient remis en bénéfice « *propter militiam* », soit par un ordre royal, soit sur décision de l'évêque⁵⁵. Il convient dans ce cas que les « *homines militares* » qui reçoivent ces bénéfices aient à cœur de servir non seulement le roi mais aussi l'église qui les reçoit⁵⁶. Lorsqu'un fils succède à un homme qui a consciencieusement rempli ce double devoir, la remise du bénéfice au fils est normale⁵⁷. Il est toujours normal⁵⁸, si un litige survient entre l'*homo militaris* ainsi pourvu et l'évêque, que, toutes les voies de conciliation ayant été explorées, le laïc porte plainte devant le roi.

A partir de ce moment, le devoir du roi est clair. Il doit d'abord protéger l'intégrité des biens de l'Eglise⁵⁹. Ensuite adopter une procédure telle que la vérité éclate en tout cas⁶⁰. En un tel cas, le roi devait envoyer un ou plusieurs missi pour enquêter discrètement⁶¹ : ainsi aurait-on évité d'offenser peut-être inutilement un clerc et peut-être

⁵² PL 125, 1049.

⁵³ Collection parallèle à la collection Pithou : Lettre de Léon le Grand à Sarmacionus, texte contenu dans les manuscrits Berlin 1741 et Paris 12445, qui sont rémois : extrait cité PL 125, 1047 (repris col. 1060). Le lieu normal de jugement pour un évêque est un tribunal ecclésiastique. PL 125, 1064 : « ... quia episcopi non in consistorio regum non in praetorio iudicum nec nisi ab episcopis aut in synodo aut in priuato loco a primatibus deputatorum aut a se electorum iudicum iudicio debent aut possunt regulariter iudicari ».

⁵⁴ « Quia sunt Deo dedicata » (PL 125, 1048), ils ne peuvent évidemment être intégrés au fisc.

⁵⁵ Bien entendu, une telle disposition ne peut intervenir que lorsque tous les autres besoins de l'évêché sont satisfaits : « ... dispositis quae sunt ecclesiae ac suis, ecclesiasticorum nihilominus et pauperum hospitumque subsidiis... » (PL 125, 1050).

⁵⁶ PL 125, 1050.

⁵⁷ Ibidem. C'est le cas de Liudon.

⁵⁸ « Non abhorret a ratione » écrit Hincmar, PL 125, 1050.

⁵⁹ PL 125, 1051 : « Quia sicut res et facultates ecclesiae sunt episcopo ad disponendum ac dispensandum commissae, ita regiae potestati commissae sunt ad defendendum atque tuendum ».

⁶⁰ PL 125, 1051 : « Quoniam in palatio a reclamante diuulgatum est quod iniuste fecerit/episcopus, bonum est ut eius innocentia, si iuste egit, etiam saecularibus innotescat ».

⁶¹ « non in publico sed in priuato loco ».

aussi de soutenir un homme qui ne le méritait pas. L'enquête achevée, la cause devait être portée devant un tribunal ecclésiastique : même si le guerrier avait menti, justice aurait été rendue avec sérénité ⁶² ; il y a dans les canons, tous les moyens de punir un clerc coupable et dans les capitulaires, de même pour un laïc ⁶³. Seul le respect des lois permettait et permettra de sortir de l'impasse où Charles s'est enfermé, croyant peut-être se trouver au-dessus des lois ⁶⁴ : nul n'y échappe, est-il encore une fois rappelé ⁶⁵, et nul n'échappe au jugement dernier ⁶⁶.

Le rotulus joint constitue simplement un aide-mémoire concernant certains points développés dans le premier document, en particulier les règles de jugement, spécialement lorsque l'accusé est un évêque ⁶⁷.

Charles ayant écarté ces textes et réaffirmé qu'il voulait faire respecter ses droits, plus brièvement et plus durement l'admonition archiepiscopale, après remise d'un texte par l'évêque de Laon ⁶⁸, rappelle au roi les devoirs de sa charge. L'argument fondamental est toujours identique : le roi est prisonnier des textes. Les prédécesseurs de Charles ont mis un point d'honneur à respecter les lois que respectaient leurs prédécesseurs et celles qu'ils signaient eux-mêmes ⁶⁹. Charles n'a-t-il pas multiplié les promesses de respect à l'église, à ses membres et à ses biens : à Coulaines en 843 ⁷⁰, à Beauvais en 845 ⁷¹, à Meerssen en 851 ⁷², à Soissons en 853 ⁷³, à Quiersy en 858 ⁷⁴, à Brienne la même année, lorsqu'il demandait l'aide du clergé contre son frère, à Coblençe

⁶² PL 125, 1051 : la procédure des juges convient exactement à ce genre de procès.

⁶³ PL 125, 1054. Hincmar résume remarquablement (1054) tout ce qu'il aurait fallu faire et ce que l'on n'a pas fait.

⁶⁴ PL 125, 1055. Tout ce qui a été décidé contre les lois doit être cassé : PL 125, 1055.

⁶⁵ Voir *Hincmar et la loi*, p. 81 sq.

⁶⁶ PL 125, 1053-1054.

⁶⁷ Il s'agit essentiellement de citations : Dionysio-Hadriana : Carthage c. 19 et 30, Afrique c. 71, 88 (paraphrasé), 89, Chalcédoine c. 9 ; Hispana : III^e concile de Carthage c. 9 et 10, Innocent à Victrice de Rouen, c. 3 ; Léon le Grand (lettre reproduite dans MS Berlin 1741, Paris 12445), lettre à Sarmacionus. C. Théodosien IV 17-3, IV 17-5, IX 1-10, XVI 2-12, Nouvelle Marcien II, Nouvelle Valentinien XXXV, « Paul » V 4-12, 5-1, 15-6, Anségise I, 8, 28, 38, 77 ; III, 31, 34.

⁶⁸ Mansi XVII, 779. Voir Amann, p. 404.

⁶⁹ PL 125, 1065-1066.

⁷⁰ PL 125, 1066.

⁷¹ Ibidem.

⁷² Ibidem.

⁷³ PL 125, 1067.

⁷⁴ Ibidem.

en 860⁷⁵. Or les textes établissent des règles simples qu'il faut rappeler au roi qui veut les ignorer. Nul évêque ne peut être jugé par un tribunal laïque, quel que soit le litige en cause⁷⁶ ; un évêque ne peut être accusé que devant le métropolitain ou devant le primat⁷⁷ et dans sa propre province à l'exclusion de toute autre⁷⁸ ; le jugement rendu, l'évêque, s'il le désire, ne peut faire appel qu'à Rome⁷⁹.

Hincmar a eu gain de cause : Charles a restitué les biens confisqués et un synode de la province de Reims a été convoqué pour connaître du litige⁸⁰. Mais l'attitude de l'évêque de Laon a compromis ce succès⁸¹.

Dès ce moment, Hincmar se méfie des foudrues de son neveu et des manœuvres secrètes que celui-ci multiplie. Il n'en poursuit pas moins son enquête. En Août, il a laissé entendre au roi que Liudon et les accusateurs de l'évêque sont tels qu'ils n'auraient pas été admis, les lois étant respectées, même pour un témoignage devant un tribunal⁸². Au cours de l'été, Hincmar demande à l'évêque de Beauvais de calmer Charles et son entourage, le prélat étant empêché de se déplacer par la maladie⁸³ ; l'évêque est aussi prié de sonder le roi à propos d'une menace d'excommunication que le prélat est amené à envisager⁸⁴. Une lettre de Septembre nous en apprend davantage⁸⁵. Charles, toujours très irrité, n'a pas effectué une restitution totale⁸⁶ et l'entourage pousse le roi à passer outre aux exhortations des clercs qui passent leur temps

⁷⁵ PL 125, 1068.

⁷⁶ PL 125, 1068 : l'acceptation d'un jugement laïque par un clerc entraîne sa déposition : le III^e concile de Carthage, c. 13 est formel sur ce point.

⁷⁷ PL 125, 1068.

⁷⁸ PL 125, 1069.

⁷⁹ PL 125, 1068.

⁸⁰ Amann, p. 404.

⁸¹ Amann, p. 404-405. On trouve dans les Annales de Saint-Bertin (Grat, p. 151-152) le reflet de l'opinion d'Hincmar sur l'attitude de son neveu. Charles, est-il dit, est très irrité contre l'évêque « quia Romam sine illius conscientia miserat et epistolae pro quibus non conuenerat obtinuerat... ». L'évêque a boudé le roi « ... amplius quam episcopalis grauitas postulat... ».

⁸² PL 125, 1038.

⁸³ Schrörs, n° 221.

⁸⁴ Ibidem. Elle a déjà été évoquée, vaguement, en août à Pîtres : PL 125, 1038.

⁸⁵ Schrörs 215, révision du texte par N. Ertl, MS Barcelone, Couronne d'Aragon 40, fol. 62-63. PL 126, 94-99. Son début révèle que le prélat garde le contact de manière continue avec le roi à propos de cette affaire. Hincmar écrit aussi, à propos de Liudon et des suites de la querelle, à Lothaire II (Schrörs 216). Nous utilisons, à partir d'ici, grâce à l'obligeance des Monumenta Germaniae Historica qui ont bien voulu nous en communiquer le dossier, les révisions effectuées, en vue de la publication de la deuxième partie de la correspondance d'Hincmar, par N. Ertl et E. Perels, sur manuscrits.

⁸⁶ PL 126, 95. Bien entendu les textes juridiques nécessaires sont mis sous les yeux de Charles.

à bavarder par Ecriture interposée⁸⁷. L'archevêque oppose fort clairement à cette occasion, la politique du bon plaisir, subjectivement encouragée par n'importe quel conseiller improvisé, à celle que fonde la stricte observance des textes dont la majesté et l'origine divine imposent le respect, textes dont les clercs sont les gardiens attentifs⁸⁸. Hincmar n'a pas osé, en Août, communiquer les résultats de son enquête au roi, occupé alors à recevoir des Aquitains⁸⁹. Il y a plus de quatre ans que Liudon a commis, dans la province de Reims, un homicide involontaire ; Lothaire II l'a, contre les traités, admis à une fonction dans son entourage. Hincmar a tout fait, au cours des entrevues qui ont rapproché Charles de son neveu, pour empêcher que les hommes de Charles ne déclenchent une vengeance traditionnelle (faida). Malgré ses efforts et les dispositions ouvertes de Liudon, aucune suite n'a, jusqu'ici, été donnée⁹⁰ : Liudon est toujours passible d'un jugement par contumace. Or, l'un des hommes qui veulent poursuivre vengeance contre lui, Boson, est détenteur d'un bénéfice royal dans le diocèse de Reims : l'affaire concerne donc doublement Hincmar⁹¹. Le métropolitain n'attendra que jusqu'au début de Novembre⁹² pour se saisir de la cause si le roi n'agit pas ; il excommuniera alors ceux qui refusent de revenir à la paix⁹³ jusqu'à complète soumission de leur part aux injonctions de la loi du Christ. Ainsi Liudon, homicide involontaire, mais tout autant ses adversaires qui veulent détériorer la paix, sont-ils disqualifiés par les lois romaines pour porter accusation contre quiconque⁹⁴.

Désapprouvant, nous le saurons peu à peu, l'insubordination de son neveu, le métropolitain n'en a pas moins défendu avec vigueur et succès l'évêque illégalement malmené par Charles ; il y allait, une fois encore, du respect des principes sur quoi est fondée la société humaine.

⁸⁷ PL 126, 98 : « parabolare per scripturas... ». L'accusation nous vaut un nouvel exposé sur l'importance des Ecritures (col. 98) et, plus largement, sur celle de l'écrit comme base indispensable de fonctionnement d'une société (ibidem).

⁸⁸ PL 126, 97-98 : « Et dominus ad prophetam : « audiens nuntiabis eis ex me » (Ezéchiel 37-7) : « ex me, inquit, id est quae ego in scripturis loquor, et non ex te, id est ex tuo animali et carnali sensu ». Nouvelle occasion, pour le prélat, d'opposer deux conceptions de l'exercice du pouvoir royal.

⁸⁹ PL 126, 97. Les Annales de Saint-Bertin (Grat, p. 151) précisent en effet que « sed et in eodem placito rex markiones, Bernardum scilicet Tolosae et iterum Bernardum Gothiae itemque Bernardum alium suscepit ».

⁹⁰ PL 126, 97-98.

⁹¹ PL 126, 97.

⁹² PL 126, 97 « in die missa sancti Remigii ».

⁹³ PL 126, 97. L'excommunication, une fois encore, est utilisée comme instrument de paix sociale. C'est d'elle qu'Hincmar a demandé à Odon de Beauvais d'entretenir le roi.

⁹⁴ Voir PL 125, 1045-1046 : Code Théodosien, XVI 2 12, 23, 41. Constitution Simond c. 3.

II. — LE RETOUR MOMENTANE DE LA FAVEUR ROYALE

A) Rupture entre le métropolitain de Reims et l'évêque de Laon.

869 est marqué par de profondes transformations dans les rapports du roi et de l'archevêque de Reims. Nicolas I^{er} est mort ; la succession lorraine s'ouvre. Charles a besoin d'Hincmar à la fois pour jouer avec honneur ses cartes dans l'ancien royaume de son neveu et, comme métropolitain, pour enrayer la révolte de l'évêque de Laon, révolte qui pourrait être dangereuse en cas de conflit avec Louis le Germanique. Hincmar n'a pas apprécié la longue disgrâce injustifiée qui vient de le frapper et où l'accord entre son roi et le pape a significé pour lui des mois de péril et de travail. Il accueille fort bien le retour de faveur dont il est l'objet. Sans renier un mot de tout ce qu'il a écrit à propos de Lothaire II, ne voit-il pas s'ouvrir l'occasion inespérée de réunifier sa province mutilée en 843. Le retour en grâce se mesure à de nombreux signes. D'abord dans la législation royale : le capitulaire de Pîtres de 869⁹⁵ porte à nouveau la marque hincmarienne⁹⁶, sans que pour autant bien sûr, l'archevêque en soit l'unique rédacteur⁹⁷.

⁹⁵ MGH *Capitularia* II, p. 332 sq.

⁹⁶ Le capitulum 3 reprend le c. 6 de Meerssen 852 ; on y ajoute une tournure bien hincmarienne : « competentes leges tam mundanas quam ecclesiasticas... ». Dans le capitulum 4 aussi, les lois font leur réapparition : « secundum sacras leges tam mundanas quam ecclesiasticas et secundum capitula aui et patris nostri... ». C. 5 : « sicut sacrae leges tam mundanae quam ecclesiasticae et capitula aui et patris nostri decernunt ». C. 6 : « sacrae leges quas ecclesia catholica probat et seruat » (sur l'expression cf. J. Devisse, *Hincmar et la loi*, p. 76 avec quelques fautes d'impression dont nous nous excusons). Le capitulum I précise toute une série de garanties contre l'arbitraire royal : ce sont les idées de 858 qui réapparaissent. Le capitulum 9 sort des textes hincmariens eux-mêmes (de ecclesiis et capellis et remontrances au roi de 869). Les expressions suivantes sont d'Hincmar et nous les avons déjà rencontrées : « qui cum Deo in caelis regnant (MGH, p. 335), « quoniam sanctae trinitatis una est natura, uoluntas et operatio » (MGH p. 355 - voir chap. II et IV), « et inde aut sponte confessus aut aperte conuictus fuerit » MGH p. 336). Le canon 10 recommande la modération dans l'emploi de l'excommunication et déclare « ut nemo episcopus, nemo presbiter excommunicat aliquem antequam causa probetur » ; c'est encore une expression d'Hincmar (MGH p. 335). Le vocabulaire est hincmarien jusque dans le détail, on retrouve le « scire et posse » dont il use parfois (voir J. Devisse : *Essai sur une expression qui a fait fortune*, p. 187). Les citations elles-mêmes sont très proches de celles d'Hincmar : Anségise I 84 = Hincmar, Gundlach ; p. 117-118 ; Anségise I 142 : non ; Anségise II 34 = Gundlach, p. 117 ; les lettres de Grégoire le Grand V 58 et IX 218, souvent citées par Hincmar sont ici paraphrasées ; Josué VII 13, Mathieu VII 2, Psaume 105 3, sont aussi cités par Hincmar.

⁹⁷ Les capitula 10 et 11 ne nous semblent pas de lui. Le 2 n'est certainement pas de lui, ni le 12.

Hincmar n'a pas laissé passer l'occasion d'imposer au roi, à Metz, la promesse du sacre qui, dans l'esprit du prélat, doit garantir, à l'avenir, les sujets lorrains de toute violation arbitraire des lois⁹⁸.

La correspondance, elle aussi, porte la marque d'un temps nouveau. Charles, tout d'abord, nous l'avons vu, confie le soin de répondre aux incendiaires missives venues de Rome à l'incendiaire plume du Rémois. De nouveau l'activité épistolaire de l'archevêque est mise au service du roi. A l'évêque de Senlis, Erpoin, ordre est donné d'exécuter une ordonnance royale⁹⁹. Le monastère de Corbie doit retenir un moine qui s'était enfui sans permission, en attendant que le roi et le métropolitain décident de son sort¹⁰⁰ ; Fulcrum, moine de Corbie, est muni des conseils indispensables à l'occasion d'une élection abbatiale autorisée par le roi¹⁰¹ ; même Vulfade de Bourges, récemment distingué par la faveur royale, est le destinataire d'une consultation canonique sur les hommes qui, par imprudence, donnent la mort à leur femme¹⁰².

Adventius de Metz, depuis longtemps correspondant et quelque peu complice du Rémois, reçoit, lui aussi, des lettres importantes en 871 et 872¹⁰³.

Fort subtilement, ce nouveau climat a modifié les rapports d'Hincmar avec son neveu et conduit à une brouille entre le neveu et l'oncle, assez unilatérale de la part du premier. Nous ne discernons jamais qui a *commencé* à se séparer de l'autre et si réellement la nouvelle faveur

⁹⁸ Ainsi la promesse de 869 faite très solennellement en faveur des nouveaux dépendants de Lotharingie vient-elle compléter les promesses successives de 843, 845, 851, 853, 858 et 860, dont le prélat rappelait solennellement la teneur à Charles un an plus tôt. Pour le prélat, ce réseau d'engagement du roi garantissait la stabilité des diverses parties du royaume qu'il contrôlait. Charles, lui, n'a probablement guère apprécié l'acte de 869 : en 876 on le verra prendre une revanche morale sur Hincmar en imposant à celui-ci un serment de fidélité, qu'à son tour le prélat devait peu goûter.

⁹⁹ Schrörs 321.

¹⁰⁰ Schrörs 331. Une autre lettre (Schrörs 332) montre que les instructions ont été scrupuleusement suivies.

¹⁰¹ Schrörs 340.

¹⁰² Schrörs 395.

¹⁰³ Schrörs 317 : Hincmar demande ce que le pape a écrit au sujet de Bertolf de Trèves ; Schrörs 318 : l'évêque de Metz sert d'intermédiaire dans un échange de lettres entre Louis le Germanique et Hincmar ; Schrörs 319 : réponse à Adventius après le retour de son ambassade à Rome, porteuse du pallium pour Bertolf de Trèves ; le Rémois demande à l'évêque de Metz de travailler à la concorde entre les rois ; Adventius avait demandé à Hincmar de lui envoyer un mulet : l'archevêque de Reims ne se sert pas de telles montures et ne peut répondre à la demande ; Schrörs 322 : exhorte Adventius à montrer plus de réserve dans le maniement de l'excommunication.

du roi pour l'archevêque a joué un rôle déterminant. Cette faveur n'a, en tout cas, jamais conduit le métropolitain à abandonner l'évêque à la fureur royale.

En 869, le roi et l'évêque de Laon se retrouvent face à face avec la même hargne que l'année précédente. Charles, est sur le point de réaliser un mauvais scénario : « arrestation dans la cathédrale » ; les comtes qu'il a envoyés en troupe restreinte — scara — renoncent au dernier moment à forcer les portes de Ste-Marie de Laon pour y saisir l'évêque. Charles ne désarme pas pour autant : il entend faire juger Hincmar de Laon pour refus d'obéissance¹⁰⁴. L'évêque, lui, met son diocèse en expectative d'interdit : la mesure doit prendre automatiquement effet si, au synode provincial de Verberie où il est convoqué le 24 avril, Hincmar de Laon se voit privé de sa liberté ou si l'on refuse de le laisser partir pour Rome¹⁰⁵. Le métropolitain, une fois encore, tente d'empêcher l'irréparable. Mais il n'adopte pas la même attitude en face des deux adversaires. Charles est roi et, jusqu'ici, après la remontrance de 868, scrupuleusement respectueux des droits de l'Eglise : il suffit de *l'empêcher de se livrer aux excès* auxquels certains le pressent et dont les évêques ont heureusement enrayé l'exécution, et de le ramener au calme. Dans sa tâche d'apaisement, l'archevêque, une fois encore, réussit : le synode de Verberie ne prononce aucune sentence définitive contre Hincmar de Laon¹⁰⁶. Mais Charles a tout de même fait placer l'évêque en résidence surveillée à Servais ; il est impossible, tant les événements se précipitent alors, de savoir si Hincmar a ou non désapprouvé cette contrainte physique. Assigné à résidence le 25 mai, l'évêque de Laon a mis à exécution sa décision du 18. A partir du 27, aucun service religieux n'est plus assuré dans son diocèse, aucun sacrement dispensé ; l'évêque lui-même ne dit plus la messe à Servais. A une révolte persistante contre son roi, Hincmar de Laon ajoute maintenant une décision canoniquement inadmissible. Hincmar, retenu à Reims par les rhumatismes qui le torturent entre fin Avril et fin Mai, passe par l'intermédiaire d'Odon de Beauvais pour informer le roi et s'informer de ses intentions. La datation de ces lettres est le plus souvent difficile¹⁰⁷.

¹⁰⁴ Annales Bertiniani (Grat, p. 152) : il impose un serment exceptionnel de fidélité à tous les hommes libres du diocèse de Laon. Les difficultés attendues en Lotharingie rendent évidemment Charles extrêmement soucieux d'éviter à tout prix une sédition dans la région de Laon.

¹⁰⁵ Le synode diocésain où Hincmar de Laon a pris cette position date du 18 avril (voir PL 126, 512).

¹⁰⁶ Ce dernier n'en garde aucune reconnaissance à son métropolitain : toutes les discussions de Verberie sont pour lui sans objet puisqu'il a fait part de son désir de plaider sa cause devant le tribunal romain et qu'à ses yeux cet appel est suspensif de toute autre procédure.

¹⁰⁷ Hincmar le Jeune va se servir, en 871, du contenu de l'une de ces lettres pour accuser son métropolitain d'avoir poussé le roi à le faire arrêter.

Dans une première, vraisemblablement antérieure même à Verberie, Hincmar souhaite qu'Odouin calme le roi ¹⁰⁸ de telle sorte que celui-ci n'en vienne pas, par simple emportement, à commettre des actes impardonnables contre l'Eglise et l'ordre épiscopal ¹⁰⁹. Le prélat se défend de prendre position en faveur de la personne de son neveu ¹¹⁰ — plaise au Ciel qu'il ne l'ait jamais rencontré — mais cherche à éviter au roi, dans l'accomplissement de son ministère, une faute que personne ne saurait pardonner ¹¹¹.

Quatre autres missives encore, en 869, partent, sur le même sujet, vers l'évêque de Beauvais ¹¹².

Un autre échange de lettres a lieu, au même moment, entre Charles et Hincmar. Charles le Chauve a communiqué au métropolitain les textes échangés entre le roi et l'évêque de Laon ¹¹³. Le roi a convoqué, sans préciser la date, l'archevêque de Reims à Senlis : le prélat se rendra à Codicianum, villa proche de Soissons ¹¹⁴ le 25 Mai, et de là apprendra

¹⁰⁸ Le résumé de Flodoard et les extraits conservés ne vont pas du tout dans le sens des accusations portées par l'évêque de Laon contre l'archevêque.

¹⁰⁹ Schrörs, 230 ; fragment dans Mansi XVI, 617 ; texte revu par N. Ertl sur le manuscrit Paris BN Latin 1594, fol. 62-62 v. (IX^e siècle).

¹¹⁰ Hincmar, nous l'apprendrons plus tard, a été accusé de népotisme (PL 126, 440) : « Reputatur etiam mihi quod te nepotem meum gratia propinquitatis episcopum ordinauerim, quasi non et alii per me sint ordinati episcopi qui non sunt mihi carne propinqui ; et nolunt attendere mihi hoc repertantes quia non impedit ad quamquam ordinandum carnis propinquitas, si ordinandus fuerit electus et petitus secundum ecclesiasticas regulas ».

¹¹¹ Mansi XVI, 617 : « Et haec non dico pro persona Hincmari — quem utinam non uidissem et non sicut Deus Iudam per prouidentiam sed sicut homo per improvidentiam ordinaui... Sed pro ipso seniore nostro, ne in suo ministerio et in ecclesia et in generali ordine episcopali et in his qui alterius socordia perire possunt, ipse taliter peccat ut in Deum, quod absit, offendet ». Les positions sont claires : dès le printemps 869, la personne d'Hincmar de Laon est indéfendable, mais sa fonction le protège d'un certain nombre d'actes arbitraires auxquels le roi, quoi qu'il en soit, ne doit pas se laisser aller. Hincmar décrit ailleurs (Schrörs 231, Mansi 617, révision par N. Ertl dans le même manuscrit parisien que 230) l'évêque de Laon comme aveuglé par l'orgueil : « Multum timeo ac doleo ne forte *isdem filius meus ac frater noster* propter arrogantiam a domino per electionis iudicium nesciatur quam per humilitatem ipse scire non appetit... » (on notera les nuances de vocabulaire soulignées par nous et le sentiment d'impuissance qu'exprime déjà le prélat à ce moment).

¹¹² Schrörs 231, 250, 264, 270.

¹¹³ Hincmar nous l'apprend en mai (Schrörs, Mansi XVI, 616-617 ; texte révisé par N. Ertl sur Paris BN Latin 1594, 60-61). Les textes ont été envoyés, dit Hincmar, « ut de his considerarem, sed non iussistis ut uobis inde responderem ».

¹¹⁴ Le choix est bon. La villa se trouve à proximité des voies romaines qui se dirigent vers le sud et vers le nord.

où se trouve le roi ¹¹⁵. Le roi, d'autre part, a finalement insisté pour connaître, par écrit, sans préciser l'usage qu'il entend faire de la réponse sollicitée ¹¹⁶, l'opinion d'Hincmar sur toute l'affaire. L'archevêque accède à la demande royale ¹¹⁷. L'évêque de Laon dit-il n'est plus soumis à personne et espère parvenir à se libérer de tout autre jugement que celui de Rome ¹¹⁸. Sur le fond, le métropolitain refuse de se prononcer : Charles connaît aussi bien que lui les canons en cause et sait bien que seul un synode peut, éventuellement, recevoir la plainte royale ; pour bien marquer qu'il n'entend cautionner aucun coup de force, Hincmar accompagne probablement sa lettre d'un extrait du rotulus de 868 ¹¹⁹. L'archevêque pousse les précautions encore plus loin. L'affaire lui est si pénible que si Charles, comme il semble le souhaiter, organise une entrevue entre l'évêque et son métropolitain, ou bien Odon de Beauvais qui en est tout à fait capable, peut remplacer ce dernier si la maladie le retient à Reims, ou bien, Hincmar étant présent, qu'il soit aussi fait appel à des évêques expérimentés, capables « d'amener cette bête brute à son salut » ¹²⁰ et d'éviter le péril personnel qu'il court et celui qu'il fait courir à son ministère ¹²¹ : le neveu est condamné, l'évêque défendu.

Les textes adressés par l'archevêque à Hincmar de Laon et à son clergé ont un autre relief : c'est ici le métropolitain, responsable de sa province, qui s'exprime. Certains clercs et le peuple de Laon ont adressé à Reims, après le 27 Mai, une missive alarmée ¹²². Hincmar répond le 31 ¹²³. Après l'historique des événements, il condamne violem-

¹¹⁵ De tels détails qui nous paraissent montrer clairement qu'il n'y a pas contact physique entre Hincmar et le roi, des semaines durant, et que Charles laisse même le prélat dans l'ignorance des décisions qu'il prend ou envisage de prendre, nous semblent aussi détruire totalement la thèse du neveu selon laquelle l'oncle est à l'origine de ses malheurs.

¹¹⁶ PL 126, 604 et Mansi XVI, 616 : « Et non demonstratis utrum uobis quid mihi ex litteris Hincmari uideatur respondeam an quid Hincmaro ex his respondendum sit quod mihi uidetur scribam ». On reconnaît le souci de précision et aussi le désir de ne pas se laisser engager à la légère : Hincmar n'a rien oublié !

¹¹⁷ PL 126, 604 et Mansi XVI, 616, texte révisé par N. Ertl (Paris BN Latin 1594, 61 v.).

¹¹⁸ « ... laborat ut nulli subiectus sit ».

¹¹⁹ Mansi XVI, 617 r. = PL 126, 261-262 = PL 125, 1064-1065.

¹²⁰ C'est l'expression qu'Hincmar de Laon relèvera, tronquée, en 871.

¹²¹ « ... ut etiam alii de fidelibus uestris sociis nostris episcopis ibi adessent qui periti sunt ad hanc bestiam capiendam ad ipsius salutem, ne in perniciam suam captionis retia transilire et sibi periculum et alii impedimentum et sacerdotali ministerio uituperium possit aliquod facere ».

¹²² Hincmar nous apprend que les clercs se sont concertés dès le 28 mai.

¹²³ Schrörs 235, Mansi XVI 809-812, PL 126, 511-514, texte révisé par N. Ertl sur le manuscrit Vatican Palatin latin 296 (fol. 1-2) (XI-XII^e siècle) et sur deux autres manuscrits.

ment la décision du 18 Avril exécutée le 27 Mai ¹²⁴. Rappelant au passage les droits des métropolitains, il loue le zèle des clercs. De par l'autorité que lui confèrent les canons, le métropolitain envoie à l'évêque de Laon une lettre lui enjoignant de délier ce qu'il a lié. Si l'évêque devait refuser ou différer d'obéir, le métropolitain ordonne la reprise intégrale et attentive de toutes les activités du culte. Si l'un des clercs devait être frappé par l'évêque pour son obéissance au métropolitain, qu'il en appelle à ce dernier. La lettre à l'évêque de Laon est importante ¹²⁵. Elle a été écrite très vite, dans un mouvement d'indignation qui rend le style très différent de celui des autres missives ¹²⁶, les auctoritates sont rares, probablement citées de mémoire. Hincmar n'en néglige pas pour autant de réparer l'oubli commis par un scribe trop pressé dans une lettre précédente ¹²⁷. Après l'habituel rappel des faits ¹²⁸, le prélat s'attriste : celui qui était, pour lui, un fils spirituel a pris une décision sans précédent ¹²⁹. Il a ainsi montré bien plus de souci des choses de la terre que de celles du ciel ¹³⁰. Depuis quatre jours toute activité liturgique a cessé dans le diocèse de Laon, la cause de ce trouble étant d'ordre purement temporel. A en croire les clercs de Laon, leur évêque leur a donné ordre de maintenir ces dispositions jusqu'à ce que lui-même, libéré, s'adresse à eux de vive voix, ou jusqu'à ce que Rome prenne, par écrit, d'autres dispositions ¹³¹. L'évêque ne reconnaît donc plus aucune autorité à la métropole de Reims : c'est aller contre toutes les décisions de l'Eglise et Rome ne le suivra pas. L'attitude adoptée par l'évêque est, pour Hincmar, pire que celle des païens persécuteurs :

¹²⁴ PL 126, 513.

¹²⁵ Schrörs 234, Mansi XVI 812-822, PL 126, 515-526, révision par N. Ertl sur les mêmes manuscrits que pour le n° 235.

¹²⁶ Le style est hâché, incisif. Ayant cité un fragment de la 3^e Epître de Saint Pierre (le Christ, lorsqu'on le maudissait « non maledicebat, cum pateretur non comminabatur, tradebat autem iudicanti se iniuste »), Hincmar poursuit : « tradebat autem et non excommunicabat neque maledicebat » (PL 126, 516) : son neveu aurait été bienvenu de s'inspirer d'un tel exemple.

¹²⁷ Hincmar apporte un soin scrupuleux à restituer (PL 126, 530) ce passage oublié : « Ex hoc capitulo quaedam sunt quae tibi in praemissa rotula scribenda dictaui, sed notarius augustia temporis coactus celeriter scribens intermisit. Sed ea quae tibi scripseram, ad meum opus diligentius scribere iubens de tabulis releuari feci, uidelicet... » ; suit le passage sauté.

¹²⁸ PL 126, 515.

¹²⁹ PL 126, 515 : « ...ex intimo uiscerum dolore peccatis meis reputo quod tu talia, filius meus, in tempore isto nouitatis praesumptione... agis, qualia nunquam ullus episcoporum legitur praesumpsisse ». L'histoire abonde en exemples de disciples du Christ incarcérés et qui ont gardé leur dignité.

¹³⁰ PL 126, 517.

¹³¹ PL 126, 518 : « ...usque dum te ipse uiua uoce cum eis loquereris aut litterae a sede apostolica ecclesiae laudunensi mitterentur ».

eux tuaient les corps, lui condamne les non- baptisés¹³², les morts sans réconciliation, clercs ou laïcs, à la damnation¹³³. L'archevêque n'abandonnera plus cette attitude, jusqu'à la déposition de son suffragant : Il a mis en péril les âmes que Dieu a confiées à son ministère¹³⁴. Le métropolitain a le droit de casser des décisions injustes et aucun des coévêques ne peut prendre une décision grave sans son avis¹³⁵. Que l'évêque de Laon, mieux informé maintenant, réforme lui-même une décision inouïe¹³⁶, évitant ainsi toutes les complications spirituelles et temporelles qui s'annoncent, sinon le métropolitain s'en chargera en vertu de l'autorité que lui confèrent les textes¹³⁷.

L'évêque ne répond pas à celui dont il a rejeté l'autorité.

Quelques semaines plus tard, Hincmar adresse à son suffragant une deuxième sommation¹³⁸, après avoir, nous l'avons vu, suspendu les effets de la sentence épiscopale. L'archevêque remonte dans le passé : avant même le synode de Verberie, l'évêque de Laon utilisait l'excommunication hors de raison¹³⁹ ; depuis il a ajouté à ces anciens excès celui de l'interdit¹⁴⁰. Même s'il a, désormais son oncle en horreur, il ne devrait pas négliger les avertissements de son métropolitain à qui il a promis obéissance¹⁴¹. Hincmar a donc logiquement donné l'ordre de

¹³² Le refus du baptême est, bien entendu, pour Hincmar, le crime le plus grave pour tout homme, a fortiori pour tout clerc. Il cite (PL 126, 519-520) d'excellents textes canoniques à l'appui de son opinion et un décrétale de Grégoire le Grand (à Jean de Larissa, MGH Ep. III 7, chapitre I, p. 166-168).

¹³³ « Pro tuis iniuriis », l'évêque a mis en balance toutes les destinées spirituelles du diocèse (PL 126, 517).

¹³⁴ Hincmar, nous ne pouvons en douter, est sincère. Il pense que son neveu risque de sombrer dans l'hérésie à maintenir semblable attitude. Et il aligne des preuves puissantes : « Qua de re, frater, uide ne tu sis homicida et etiam homicidarum homicida, quia sacramenta caelestia plebi subtrahi facis sine quibus uiuere non potest... ».

¹³⁵ PL 126, 523-524.

¹³⁶ PL 126, 525 : « Propterea, frater carissime, rogo, hortor, deprecor et quanta possum dulcedine ac humilitate exposco et metropolitana auctoritate commoneo ut... sicut uis grauis oneris a me impositam tibi sarcinam ferre, ita non audeas aliis importabile pondus imponere ».

¹³⁷ PL 126, 525-526.

¹³⁸ Schrörs 237, PL 126, 526-531. Texte revu par N. Ertl (Vatican Palatin 296, 6 v. - 9, et un autre manuscrit). La lettre ne peut, comme l'indiquent la Patrologie et les manuscrits, dater du 25 mai. Il y a là une faute de copiste évidente : il faut lire (PL 126, 531) : « Data VIII Kal. Jul... » et la date exacte est : 24 juin.

¹³⁹ PL 126, 526. Les faits durent depuis près d'un an.

¹⁴⁰ Ce qui empêche de retenir la datation du 25 mai.

¹⁴¹ PL 126, 527 : « Et si me digne propter indignitatem meam despicias, tamen professionis ac subscriptionis tuae memor non debueras mihi qualicumque metropolitano tuo debitam oboedientiam denegare quam a tuis subditis etiam in his perniciosis tuis iussionibus exis » : l'argument ne manque ni de poids ni de bon sens.

lever l'interdit ¹⁴² ; l'évêque, nouveau docteur, bien loin d'obéir, a décidé, contre l'enseignement de l'Eglise, de ne plus chanter la messe ni d'y assister ¹⁴³. L'archevêque supplie à nouveau son neveu de renoncer à cette attitude ¹⁴⁴ car refuser la pénitence est une hérésie connue : celle des Novatiens ¹⁴⁵ et refuser le baptême à des enfants en danger de mort, c'est se couper de l'Eglise ¹⁴⁶. Le métropolitain avait envoyé des clercs à Laon : ils ont appris que l'évêque souhaitait que son oncle ne le contraignît point à répondre tant qu'il serait détenu et qu'il ne portât aucun jugement ou préjudice relatifs à sa personne ou à son diocèse ¹⁴⁷. Le prélat admet, bien entendu, de ne pas porter préjudice à l'évêque et à son diocèse ¹⁴⁸, mais non point de suspendre la cassation d'une sentence inique ¹⁴⁹ ; il est, au degré supérieur à celui de l'évêque, lui aussi responsable des âmes que l'interdit condamne à la mort. A la demande de le laisser partir à Rome formulée par l'évêque, le métropolitain répond que les lettres authentiques venues de Rome ne lui ont nullement intimé l'ordre d'y envoyer l'évêque pour y être jugé.

Cette fois, il semble bien que nous prenions aisément Hincmar en flagrant délit de mensonge : une lettre de 868, envoyée par Adrien II à l'archevêque ¹⁵⁰ ordonne l'envoi de l'évêque de Laon avant le 1er Août. Le texte même de la lettre pontificale apporte cependant la solution de ce problème ¹⁵¹ : fort habilement, Hincmar de Laon n'a demandé au pape, lorsqu'il s'est plaint, au cours de l'été 868, de la saisie de son temporel, que l'autorisation de faire à Rome un voyage ad limina ¹⁵² ; il n'est pas alors question, contrairement à ce que laissait supposer Amann, d'un *appel*, au sens juridique du mot, encore que, pour l'évêque, sa demande de voyage suspende, automatiquement, toute action contre lui. Hincmar de Reims peut donc, à bon droit, se plaçant au point de

¹⁴² PL 126, 527 : « Quapropter iterata commonitione pro loci mei officio te conuenire congruum duxi, suadens ut quod male ligasti dissoluas ».

¹⁴³ PL 126, 528.

¹⁴⁴ PL 126, 529 : « Unde frater, moneo te iterum paterna et fraterna dilectione atque auctoritate metropolitana, resipisce ab hoc praua intentione... ».

¹⁴⁵ PL 126, 529.

¹⁴⁶ PL 126, 529 : « Et non baptizare paruulos in mortis periculo constitutos scisma est maximum ab uniuersali ecclesia ».

¹⁴⁷ PL 126, 529.

¹⁴⁸ PL 126, 530 : « quod enim petisti ut praeiudicium tibi uel parrochiae tuae non inferam, obaudio ».

¹⁴⁹ PL 126, 530.

¹⁵⁰ PL 122, 1280-1281.

¹⁵¹ Amann, p. 404, n'en a pas vu la portée.

¹⁵² PL 122, 1280 : « Inlustrem Hincmarum lugdunensem episcopum desiderio uisendorum sanctorum apostolorum liminum anhelantem... » : la lettre ne parle de rien d'autre. Durant l'absence de l'évêque, le roi et l'archevêque devront veiller à l'intégrité des biens du diocèse.

vue juridique pur, affirmer qu'il n'y a eu ni appel à Rome¹⁵³, ni ordre romain de soumettre l'affaire au tribunal du pape¹⁵⁴. Bien entendu, Hincmar n'est nullement favorable à une nouvelle immixtion pontificale dans les affaires du royaume et de sa province. Même s'il déclare accepter l'envoi de n'importe qui à Rome¹⁵⁵, il sait fort bien que la décision royale bloquera sa propre autorisation. Mais, contrairement aux apparences immédiates, il ne ment pas, en 869, lorsqu'il affirme n'avoir pas reçu l'ordre de transférer l'affaire de Laon à Rome.

Quelques jours plus tard, fin Juin, Hincmar s'adresse à nouveau aux clercs du diocèse¹⁵⁶. Ceux-ci sont visiblement divisés sur la conduite à tenir¹⁵⁷ ; le métropolitain n'en prend pas moins, à titre provisoire, devant l'obstination du suffragant, les dispositions nécessaires au retour à la vie liturgique et sacramentelle normale dans le diocèse ; *mais il prend grand soin de préciser que ces dispositions prendront fin après la libération de l'évêque ou après une décision à prendre avec les coévêques provinciaux*¹⁵⁸.

On dit souvent¹⁵⁹ qu'Hincmar a purement et simplement annulé la décision de son neveu. C'est solliciter le sens du texte : il en a suspendu le cours jusqu'à ce que des événements nouveaux interviennent. En fait, par la force des choses, en 870 et en 871, la décision du métropolitain

¹⁵³ Il le dit dans la lettre dont il est actuellement question, PL 126, 531 : vingt évêques présents à Verberie peuvent attester que l'évêque de Laon n'a lancé aucun appel régulier à Rome ; au demeurant, puisque aucune *sentence* n'a été portée contre lui, il n'y a pas situation ouvrant la possibilité d'un appel !

¹⁵⁴ De fait, en 869, Adrien II, accaparé par la succession lorraine ne proteste pas contre la non-venue de l'évêque ad limina. Les extraits de ses lettres à Hincmar, connues par ce dernier (Amann, p. 405), portent sur d'autres questions. On comprend mieux, ces précisions apportées, ce que va faire Hincmar en 870 : l'appel à Rome apparaît et disparaît, chez Hincmar de Laon, selon son bon plaisir, en fonction de ce qu'il croit être le meilleur pour sa réussite.

¹⁵⁵ PL 126, 531 : « Ceterum nec tibi nec cuiquam alio Romam ire quantum ex me est contradico ».

¹⁵⁶ PL 126, 531-533. Schrörs 338, texte révisé par N. Ertl.

¹⁵⁷ Sans doute, une partie des clercs de Laon ayant suivi les injonctions de leur évêque (PL 126, 532), le métropolitain a-t-il attendu de convaincre l'ensemble des prêtres laonnais pour user des armes canoniques et suspendre la décision malencontreuse d'Hincmar le Jeune.

¹⁵⁸ PL 126, 533 : « donec aut praefatus frater noster, pastor scilicet uester, respectu diuino et indulgentia principis uobis restitatur — Hincmar n'approuve donc pas la détention — aut fratrum et coepiscoporum nostrorum consilio ac consensu atque salubri tractatu inueniam et uestrae in domino unanimitati renuntiem, qualiter et uobis decreto secundum sacras regulas sit agendum ».

¹⁵⁹ Amann, en particulier, p. 405.

a été *implicitement approuvée* par les coévêques ¹⁶⁰, mais elle ne peut être considérée comme un acte arbitraire du seul métropolitain de Reims.

L'interdit de 869 va laisser de durables traces dans la mémoire d'Hincmar : le rappel de ces faits tient une large place dans le traité en 55 capitula de 870 ¹⁶¹ ; ils constituent la base des capitula 5-6-7-8 du réquisitoire canonique de 871 ¹⁶².

Le 23 Août, nouvelle lettre à l'évêque de Laon ¹⁶³ ; Hincmar, qui a rencontré son neveu en présence du roi, doit partir pour Metz ; il demande à nouveau à son suffragant de revenir à l'obéissance et de répondre à toutes les lettres qui lui ont été envoyées. Peut-être est-ce à ce moment que le métropolitain de Reims dit aussi à Adventius de Metz toutes les déceptions qu'Hincmar de Laon a causées à son oncle ¹⁶⁴. L'échange de lettres et de propos entre l'oncle et le neveu, au cours de l'été 869, laisse l'impression d'une certaine détente. Cette apparence ne correspond à aucune réalité. Tout au contraire l'attitude du suffragant prend à ce moment une importance et une signification nouvelles : Hincmar le Jeune cherche à invoquer, contre la pratique des canons dans laquelle excelle son métropolitain, un droit nouveau favorable aux évêques. Il fait parvenir aux clercs de son diocèse une collection d'extraits de Fausses Décrétales, susceptible, selon lui, de combattre victorieusement les arguments rémois ¹⁶⁵. En même temps, il prépare, contre son métropolitain, une autre collection, précédée d'une introduction en vers, qu'il remet au roi en Novembre, à Gondreville ¹⁶⁶. Ce sont encore, pour l'essentiel, les Fausses Décrétales qui en constituent l'armature ¹⁶⁷.

¹⁶⁰ Au total, l'interdit n'a été effectif que cinq jours, nous dit Hincmar lui-même : PL 126, 613, et nul ne lui reproche, à Attigny ou à Douzy, qu'il en ait été ainsi.

¹⁶¹ PL 126, 407-416.

¹⁶² PL 126, 572-575.

¹⁶³ Schrörs 239, Mansi XVI 828-829 (et non point 818 comme l'a indiqué Schrörs), PL 126, 533-534 ; texte révisé par N. Ertl et G. Laehr sur Vatican Pal. Latin 296 (fol. 10).

¹⁶⁴ Schrörs 254.

¹⁶⁵ Il en est question sous la plume d'Hincmar en 871 : cf. PL 126, 501.

¹⁶⁶ Voir PL 126, 501. Hincmar le Jeune, nous l'apprenons en 870, a refusé d'adresser la parole à son oncle, déclarant attendre que celui-ci reconnaisse ses erreurs : PL 126, 290 : « ...exiguitatem meam adire mihique pacis osculum dare noluisti, non dicam magnum sed miserum multis spectaculum praebuisti ».

¹⁶⁷ Voir H. Fuhrmann, *Zur Überlieferung des Pittacioli Bischof Hinkmars von Laon* (869), *Deutsches Archiv für Erforschung des Mittelalters*, XXVII 1971, p. 517-524.

Hincmar répond le surlendemain : à cette collection inacceptable, il en oppose une autre ¹⁶⁸ qui, bien entendu, établit fermement les droits des métropolitains sur les coévêques ¹⁶⁹. Sans doute aussi le métropolitain a-t-il adressé à l'évêque un nouvel aide-mémoire sur toute l'affaire ¹⁷⁰.

Le débat a changé, pour une part, d'objet : au conflit entre le roi et l'évêque se superpose et presque se substitue un conflit doctrinal opposant la nouvelle législation qui libère les évêques de toute tutelle des métropolitains à celle qu'Hincmar défend et expose remarquablement.

870 : les mois d'hiver, peu propices aux déplacements, sont consacrés par le métropolitain et son coévêque à des joutes canoniques à propos de quelques cas litigieux. Niuinus ¹⁷¹, qu'Hincmar de Reims a excommunié pour sacrilège ¹⁷², a reçu des biens de l'évêché de Laon ¹⁷³, en échange d'un cadeau ¹⁷⁴. Les informations reçues sont inexactes, répond le neveu ¹⁷⁵ : Niuinus n'a jamais été accusé que par l'archevêque ; pour se conformer aux ordres reçus, l'évêque l'a convié à un serment purgatoire avec douze cojureurs ; au jour et lieu dit, Niuinus était présent, mais ni l'archevêque ni ses accusateurs ¹⁷⁶ ; au lieu de participer à un procès régulier, l'archevêque de Reims a excommunié Niuinus, ordonné son départ immédiat et lui a interdit d'emporter quoi que ce soit. En ce qui concerne les biens en cause, l'argumentation est savamment floue. Le métropolitain a été mal informé ¹⁷⁷. Niuinus a cédé des biens qui lui étaient incommodes, parce qu'éloignés, à l'évêque qui en possédait déjà d'adjacents ¹⁷⁸ ; Niuinus aurait d'ailleurs,

¹⁶⁸ Schrörs 242, Mansi XVI, 829-831, PL 126, 634-637 ; elle contient à peu de chose près les canons que nous avons déjà examinés. Voir ch. VII.

¹⁶⁹ PL 126, 635.

¹⁷⁰ Il en est question en 871, PL 126, 625-626.

¹⁷¹ Lettre d'Hincmar de Reims, 13 février 870. Schrörs 275, PL 126, 279-280, révision effectuée par N. Ertl sur cinq manuscrits.

¹⁷² Niuinus a enlevé une moniale après l'avoir déshonorée. Il s'est enfui hors de la province et refuse toute pénitence. Comme il n'est pas de la province de Reims, Hincmar lui a simplement interdit l'accès de celle-ci par l'excommunication.

¹⁷³ « dici a multis audio », dit Hincmar. Hincmar (de Laon) trafique donc des biens ecclésiastiques « ad turpis lucri praeium... », PL 126, 279.

¹⁷⁴ « in altera prouintia res proprietatis in pretium... ».

¹⁷⁵ PL 124, 979.

¹⁷⁶ La tentative était habile de déplacer vers le tribunal épiscopal cette cause que les canons, indiscutablement dans ce cas, réservent au métropolitain : deux esprits également procéduriers s'affrontent désormais.

¹⁷⁷ Admirable fiction. L'évêque, comme son oncle, tire à fleurets mouchetés. « J'ai entendu dire », dit le premier ; « on vous a mal informé », dit le second, qui, le contexte le prouve, est persuadé que son oncle le persécute et qui ne se prive pas de le lui laisser entendre.

¹⁷⁸ PL 124, 980.

finalement, remis ces biens à un autre ¹⁷⁹. Au demeurant, l'évêque n'a jamais remis à des parents ou à quiconque un bénéfice sur les biens de Laon que sa décision ne fût utile à la res publica ou à son église ¹⁸⁰ ; si des bruits défavorables courent, sur ce point, à son sujet, il est prêt à se justifier, pourvu qu'une accusation formelle soit articulée ¹⁸¹ ; d'ici là ces accusations gratuites ne sont que calomnieuses ¹⁸². En somme, sur le fond, dans une affaire probablement délicate, où il n'a certainement pas tous les torts, l'évêque répond tout de même par un faux-fuyant : les leçons de son oncle et maître n'ont pas été perdues. Autre affaire, autre échange de lettres. Bertricus, frère de Niuinus, a été chassé de la province sur ordre d'Hincmar de Reims pour adultère et inceste ; souvent invité à se corriger, il a refusé ¹⁸³. L'évêque répond par des plaintes et des questions ¹⁸⁴. Le métropolitain de Reims est seul à critiquer son suffragant dont chacun reconnaît les bonnes intentions ¹⁸⁵ et qui remplit correctement sa charge ¹⁸⁶. Bertricus n'a pas de statut sur lequel l'évêque puisse fonder une attitude : peut-il être reçu en dehors du diocèse de Reims ¹⁸⁷ ? Est-il pécheur public ou privé ? Faut-il l'excommunier publiquement et lui imposer la pénitence ? La méfiance à l'égard du métropolitain, fondée sur les Fausses Décrétales, a rejoint l'aversion à l'égard de l'oncle. Le 20 Mars 870 encore, Hincmar ouvre un nouveau dossier ¹⁸⁸ : un prêtre de Laon, Hadulf, arbitrairement expulsé du diocèse par l'évêque de Laon, a porté plainte devant le métropolitain. Celui-ci exhorte son coévêque à pardonner et à se réconcilier avec Hadulf à l'approche de Pâques ¹⁸⁹. L'évêque répond et accepte l'une des solutions proposées ¹⁹⁰ : Hadulf se retirera, dans le diocèse de Laon, dans un lieu convenant à son ministère. Comme tant d'autres, ces affaires trouveront écho dans les grands textes de 870 et 871.

¹⁷⁹ Ibidem.

¹⁸⁰ Ibidem.

¹⁸¹ PL 124, 981. Il va préciser (982-983) qu'une telle accusation n'est recevable que devant tous les coévêques et que ce tribunal doit être animé de l'esprit de charité.

¹⁸² PL 124, 984. L'évêque va faire un considérable effort pour regrouper des textes qui frappent les calomnieux de peines sévères. Il en trouve un dans les *Capitula Angilramni*, dont nous aurons à reparler. Ce n'est pas la première fois que l'intrépide archevêque frôle l'accusation de calomnie, nous le savons.

¹⁸³ Hincmar à Hincmar de Laon, 13 février, PL 126, 280.

¹⁸⁴ PL 124, 979-986.

¹⁸⁵ PL 124, 979.

¹⁸⁶ PL 124, 982.

¹⁸⁷ On voit la portée de la question (PL 124, 984-986) : c'est ramener Reims à un simple statut diocésain. Implicitement, Hincmar de Laon reconnaît que Bertricus réside dans son diocèse.

¹⁸⁸ Schrörs 276, PL 126, 280-281, révision par N. Ertl sur Paris BN Latin 5095, fol. 82 r. et v.

¹⁸⁹ Le 26 mars.

¹⁹⁰ PL 124, 985-986.

Au printemps, les relations s'enveniment encore. Entre les deux hommes, dont l'habileté rhétorique et le goût de la procédure sont égaux, les arguments vont désormais être échangés sur un mode blessant : chacun cherchant — et trouvant — les points faibles de l'autre. Mais le combat est inégal. Le jeune évêque, beaucoup moins rigoureux dans son attitude que dans ses paroles, doit tout au roi et à Hincmar : leurs défaveurs conjuguées ne sont pas compensées par la sympathie du reste de l'épiscopat. L'évêque cherche à user d'un droit nouveau, que même Rome n'ose soutenir ouvertement et le droit canonique traditionnel fourmille de textes de valeur à lui opposer.

Hincmar de Reims poursuit l'étude des cas où son neveu s'est fourvoyé. Il a interdit¹⁹¹ l'exercice du culte à un prêtre régulièrement installé le 4 Février par l'archevêque de Reims dans l'église de la villa de Folembay : celle-ci, située dans le diocèse de Laon, dépend de celui de Reims¹⁹². L'occasion du conflit paraît être une brouille entre le détenteur bénéficiaire de la villa, Sigebert, le propre beau-frère de l'évêque de Laon¹⁹³, et ce dernier, pour des raisons obscures. Hincmar souligne qu'il n'a jamais cherché, lui, à gêner la vie des églises qui, dans son diocèse, dépendent de celui de Laon¹⁹⁴ ; il attend la récipro-

¹⁹¹ Schrörs 278, Mansi XVI, 832-838, PL 126, 537-545 ; texte révisé par N. Ertl sur deux manuscrits.

¹⁹² Les habitants de la villa ont porté plainte devant le métropolitain : depuis le 4 février, le culte n'est plus assuré, leurs enfants ne sont plus baptisés (PL 126, 537), deux habitants sont morts sans sacrement (col. 540) (on peut mesurer la conséquence de la doctrine carolingienne, étroitement appliquée : il n'est pas possible de faire appel à *un autre prêtre* qu'à celui qui a été légitimement installé). Or, Hincmar de Laon avait donné son accord, en décembre 869, à l'installation de ce prêtre (col. 539). Maintenant, il prétend subordonner Folembay à l'église de Coucy (col. 538) ; et depuis plus de trente ans — ce qui assure la prescription (col. 539) — cette église est indépendante dans une villa indépendante (long historique de la succession des prêtres, col. 538-539). Normalement dotée de biens, cette église est viable (540) et donc intouchable comme le prouvent les canons gaulois et bien d'autres textes.

¹⁹³ PL 126, 540. Sigebert a été pourvu de ce bénéfice par Hincmar (col. 538). C'est vraisemblablement le même personnage que celui à qui Hincmar écrit, à une date inconnue (Schrörs 515) pour lui reprocher d'avoir porté préjudice à un prêtre et celui dont il est à trois reprises question dans le Polyptyque de Saint-Rémi de Reims (Guérard 1843) sous le nom de Sigebert de Trépail (p. 100 : une servante de Sigebert tient, par précepte royal, un fragment de manse à Condé-sur-Marne ; p. 103 : une autre, dans les mêmes conditions, à Morizelle ; p. 104, un serf, toujours dans les mêmes conditions, à Couvercy). Est-ce le même personnage qui prête serment à Charles le Chauve, par l'intermédiaire d'Hincmar missus, en 854, à Reims ? (MGH Capitularia II, p. 278).

¹⁹⁴ PL 126, 544.

cité¹⁹⁵ et non pas l'évocation de droits historiques incertains¹⁹⁶. Le métropolitain, — ce fait semble exact — a toujours consulté, comme les canons l'y obligent, les évêques des diocèses où se trouvent des paroisses qui dépendent de lui avant d'y nommer un prêtre¹⁹⁷ ; le respect des règles ne doit pas être unilatéral. Hincmar de Laon viole avec désinvolture les canons en cherchant à réunir sous l'autorité d'un seul prêtre les deux églises de Folembay et de Coucy¹⁹⁸ ; de même en citant irrégulièrement à comparaître le prêtre de Folembay¹⁹⁹. La lettre s'achève de manière abrupte : « Tu as entendu ce que je veux, réfléchis à ce que tu vas faire »²⁰⁰.

Le 11 Mai, nouvelle lettre²⁰¹. L'évêque affecte tantôt une soumission pleine d'ironie à son métropolitain, tantôt un dédain total des conseils et des ordres de celui-ci²⁰² : Hincmar n'a pas voulu la guerre d'écrits qui se développe, mais il ne peut demeurer muet ; il est responsable de son suffragant et doit l'avertir, point par point, de ses erreurs ; il ferait d'ailleurs de même pour tout évêque dont la conduite serait comparable à celle de son correspondant. Que le jeune Hincmar cesse donc de se prendre pour une victime et de crier à la persécution : il est seul responsable par ses fautes des maux qui l'accablent²⁰³. Il se plaint indûment d'être accusé à tort sans jamais apporter une preuve à l'appui de ses plaintes ; il perd ainsi tout droit d'accuser lui-même²⁰⁴. Qui

¹⁹⁵ PL 126, 543.

¹⁹⁶ PL 126, 544-45. L'évêque se lance à ce moment dans une recherche « historique » qui va lui coûter de rudes volées de bois vert de la part de son oncle : celle de l'indépendance de Laon par rapport à Reims. Par des raisons « historiques » comparables, il essaie de regrouper certaines paroisses : on sait l'horreur d'Hincmar pour ce genre de décisions.

¹⁹⁷ PL 126, 541.

¹⁹⁸ Nous retrouvons ici un thème connu : PL 126, 542 : « ... sicut nobis pro nostro libitu non licet parrochias rusticanas antiquitus constitutas sine ratione seu diuidere, ita etiam non licet confundere ».

¹⁹⁹ PL 126, 543-544.

²⁰⁰ PL 126, 545 : « Audisti quid uolo, uide quid agas ».

²⁰¹ Schrörs 279, Mansi XVI, 838-855, PL 126, 545-566, révision par N. Ertl sur deux manuscrits.

²⁰² PL 126, 546. Le ton n'est pas malveillant : cette rixe est dommageable à tous et inutile : « rixam inferre non uolo sed tamen a te uenientem non deuito quia non ualeo nec etiam audeo pro loci mei officio... ». Suit une interminable homélie sur le devoir d'obéissance à son métropolitain. A ce moment, Hincmar compose le traité en 55 capitula : certaines citations et certains arguments sont communs aux deux textes. La lettre est bourrée de réminiscences littéraires qui mériteraient une étude particulière.

²⁰³ PL 126, 550 à 554.

²⁰⁴ PL 126, 560.

donc l'a accusé de quoi ? On a, justement, toujours évité tout procès et son métropolitain s'est borné à l'informer des fautes qu'il commet ²⁰⁵. Au lieu de s'en corriger, l'évêque s'est lancé dans une stérile querelle de textes ; bourrée d'interprétations fallacieuses et de débats oiseux ²⁰⁶.

Hincmar en donne, en effet, de convaincants exemples, jusque dans le moindre détail, à propos de l'affaire de Folembay et du prêtre desservant qui y a été installé ²⁰⁷, affaire qui a donné lieu à une vive polémique écrite. Le ton de l'archevêque est cassant, comme à l'accoutumée ; sur le fond, lorsqu'on compare ses textes à ceux de son neveu, il est difficile de ne pas donner raison à l'oncle.

B) Conflit ouvert entre Reims et Laon.

Juin 870 : pour la première fois, au synode d'Attigny, le conflit entre le métropolitain et l'évêque devient public. Le synode est cependant convoqué essentiellement pour juger Carloman, fils de Charles le Chauve et moine gyrovague ²⁰⁸ : il groupe donc les métropolitains et coévêques de six provinces, plus quelques évêques isolés. Nous ne possédons plus les actes d'Attigny ²⁰⁹. Plusieurs plaintes, nous l'apprenons en 871, ont été déposées contre Hincmar de Laon. Son métropolitain a composé contre le coévêque insubordonné un énorme mémoire dont il donne lecture. Mais tout se passe comme si Hincmar avait mis en place une machinerie de moyens de pression pour contraindre son neveu à céder et à revenir sans qu'il soit besoin de procès, à l'obéissance due au roi et au métropolitain. Il obtient d'ailleurs le résultat recherché : l'évêque, par une double promesse, s'engage à l'obéissance, désormais, envers ses deux supérieurs ²¹⁰. Aussitôt fait, il s'enfuit et conteste la validité des engagements qu'il vient de prendre ²¹¹.

²⁰⁵ PL 126, 560. Sur ce point Hincmar de Reims est fondé à protester contre l'attitude de son neveu. Il se défend avec vigueur d'avoir été accusateur : PL 126, 562.

²⁰⁶ PL 126, 564 : « Non bene intellegis quia non bene uis quod tibi bene et recte scripsi... ». Hincmar rompt d'ailleurs la discussion : il répondra publiquement et plus largement au cours du prochain synode.

²⁰⁷ PL 126, 565-566.

²⁰⁸ On retrouvera, plus loin, cette question. Sur Attigny : Amann, p. 405-406.

²⁰⁹ Sur le synode d'Attigny : P. R. Mc Keon, *Le concile d'Attigny (870), Le Moyen Age*, 1970, p. 401-426. L'auteur annonce une monographie sur Hincmar de Laon qui sera, évidemment, la très bienvenue puisqu'elle fournira beaucoup d'informations que nous n'avons pu retenir ici.

²¹⁰ Annales Bertiniani, Grat 170-171 : « Ego Hincmarus ecclesiae... a modo et deinceps domno seniori meo Karolo regi fidelis et oboediens ero secundum ministerium meum sicut homo seniori suo et episcopus quilibet per rectum suo regi fieri debet, ac privilegio Hincmari metropolitani remorum ecclesiae secundum sacros canones et decreta sedis apostolicae ex sacris canonibus promulgata pro scire et posse me oboedire uelle profiteor et subscripsit ». La cédule est écrite, dit Hincmar, de la main même de l'évêque. Or elle contient deux formules décisives : la recon-

Le traité de 870 est certainement l'un des plus ennuyeux qu'ait composé Hincmar, tant s'y mêlent à des passages remarquables considérations personnelles et morceaux de rhétorique. Ce texte a été rédigé en plusieurs fois et il se ressent de cette absence d'homogénéité. Les 42 premiers capitula datent très vraisemblablement de l'hiver 869-870²¹². Le ton est dur, peu enclin à la conciliation en général ; les citations sont surabondantes et leurs références sont précisées avec soin. Les chapitres 43 et 44 constituent une adjonction tardive à l'ensemble. Ils reprennent entièrement les exposés sur Niuinus et Bertricus²¹³, leur texte est moins travaillé, les références sont absentes ou incomplètes, ce qui est exceptionnel dans cet ouvrage, des arguments déjà développés précédemment sont repris, des auctoritates à nouveau citées. La fin du traité est d'un ton plus âpre, plus résigné à l'inévitable rupture et au procès canonique ; depuis le capitulum 47, les citations ont retrouvé leur appareil d'identification. Sans aucun doute, Hincmar, qui a fait précéder son travail d'une introduction versifiée et d'une table des matières, l'a aussi divisé en 55 capitula pour assurer une plus forte cohésion à cet ensemble disparate²¹⁴.

L'organisation logique du texte est différente. Les neuf premiers chapitres concernent des questions en litige au cours des années 868 et 869. Les chapitres 10 à 27 tournent autour de la collection de textes extraits des Capitula Argilramni et des Fausses Décrétales que l'évêque de Laon a ordonné à son clergé de signer. Les chapitres 28 à 33 concernent l'interdit lancé en 869 sur le diocèse. Du chapitre 34 au 42ème : longue réfutation de la collection remise à Gondreville. Les chapitres

naissance du privilège métropolitain et, ce qui est plus net encore, l'acceptation de la théorie d'Hincmar sur les relations entre les Décrétales et les canons conciliaires (et decreta...) ; sur ces deux points, l'évêque a totalement cédé.

²¹¹ Son oncle, cette fois, à juste titre, tire argument de la signature accordée pour accuser l'évêque d'aller contre ses propres engagements écrits, ce que condamnent les canons africains. Sur les suites, Amann, p. 405-406.

²¹² Hadulfus n'a pas encore été chassé par son évêque (ce qui s'est produit, nous le savons par la correspondance d'Hincmar, vers février-mars 870). Il est donné, dans l'introduction de ce texte, pour archiprêtre de Laon. Ce qu'il n'est plus en 870. Le chapitre 42 s'achève sur un appel à la réconciliation et à la paix qui formerait très valablement la fin du texte entier si des faits nouveaux n'avaient contraint Hincmar à ajouter un long supplément à ce premier ensemble.

²¹³ PL 126, 443 sq. : il s'agit évidemment d'une réponse, point par point, à la réponse du neveu (PL 124, 979) analysée ci-dessus. Dès lors cette partie du texte ne peut être antérieure à mars 870. Les ajouts qui alourdissent le Traité, à partir du capitulum 43 en rendent la consultation laborieuse. On y trouve, mêlés de fragments canoniques importants, les griefs du métropolitain contre son neveu, l'« historique », cher à Hincmar, de l'église et de son droit.

²¹⁴ PL 126, 501 : novembre 870 : « Inde in Attiniaco remensis parrochia, tibi coram episcopis dedi libellum in quinquaginta quinque capitulis... ».

43 et 44, nous l'avons dit, nous semblent avoir été ajoutés après coup en tête d'un ensemble qui va jusqu'au dernier capitulum et qui résume, reprend, développe les griefs du métropolitain.

Il ne saurait être question de suivre pas à pas la démarche du prélat, dans ce dédale de citations, de souvenirs personnels, d'incises ; ce texte est justiciable d'autres techniques. Nous en avons déjà résumé les éléments essentiels relatifs à l'Eglise, au droit canon, à la loi, nous lui emprunterons plus tard, des éléments intéressant la culture d'Hincmar. Ici, il suffit d'en redessiner les thèmes fondamentaux.

1° : Les griefs :

Au cœur de tout le débat se trouve évidemment le reproche de chercher par tous les moyens à se soustraire à l'autorité légale du métropolitain²¹⁵ : par là il viole sa promesse d'obéissance²¹⁶ et les canons²¹⁷.

Les violations du droit canon sont multifformes²¹⁸. Charge acceptée au palais sans l'avis du métropolitain²¹⁹, abbaye reçue sans celui de l'évêque dans le diocèse de qui elle se trouve²²⁰, fréquents séjours dans cette abbaye toujours aussi illégalement²²¹, absence irrégulière et inexcusée à l'ordination de l'évêque de Cambrai²²² sont reprochés à l'évêque. Puis, encore, ses abus de pouvoir : excommunication de ressortissants d'autres provinces²²³, d'un moine de Saint-Denis très régulièrement

²¹⁵ Voir plus particulièrement PL 126, 292 et le cap. VI (p. 310 sq.).

²¹⁶ La rupture d'un engagement pris est stigmatisée par un canon de Carthage : « Si quis contra suam professionem uel subscriptionem uenerit in aliquo, ipse se honore priuabit ». D.H. c. 13, cité en 866 : MGH 186 ; en 868 : PL 125, 1040 ; en 870 : PL 126, 414 ; en 871 : PL 126, 575 ; en 876 : PL 125, 1128 ; en 881 : PL 126, 115 et PL 125, 1094 (et sous forme allusive : 860 : PL 125, 409 ; 870 : PL 126, 292 ; 871 : PL 126, 589 et 627).

²¹⁷ Qui, bien sûr, établissent l'autorité du métropolitain : voir PL 126, 303, 310 sq., 421 sq., 427 sq. Col. 292 : le jour de son ordination, Hincmar a remis à son neveu « ...librum sacrorum canonum... obtestans ut ita quantum tibi Deus scire et posse daret, seruare inuiuendo docendo et iudicando sicut ibidem descriptum erat et ipsos libros sub testimonio diuino... te ita obseruaturum consensione tua confirmasti... ».

²¹⁸ PL 126, Hincmar s'en prend à son neveu : il a omis, reproduisant la phrase célèbre de saint Célestin : « Nulli sacerdoti liceat canones suos ignorare », de reproduire le mot *suos* : c'est bien la preuve de la légèreté avec laquelle il considère les canons. Alors que, dit Hincmar : « ...canones et regulae sunt sacerdotum eo modo sicut lex Moysi dicitur et lex Iudaeorum... Aut ergo quilibet non est sacerdos et sui non sunt canones aut qui sacerdos est sui sunt canones... ! ».

²¹⁹ PL 126, 295.

²²⁰ PL 126, 296.

²²¹ PL 126, 296-297.

²²² PL 126, 297-298.

²²³ PL 126, 299.

envoyé à Laon par le roi ²²⁴, d'un homme de Reims, Amalbertus, illégalement convoqué devant le tribunal de l'évêque ²²⁵. Hincmar de Laon n'a pas hésité à convoquer son oncle devant un tribunal à propos de Niuinus, alors que le métropolitain avait tout au plus à informer son évêque et celui-ci à suggérer, éventuellement, des solutions ²²⁶. L'évêque a encore voulu empêcher le versement, historiquement et légalement inattaquable, de la dîme d'une curtis ²²⁷ au prêtre de Juvigny qui dépend de Reims ²²⁸. Hincmar de Laon, pris au piège de ses intrigues, a cherché l'appui de la justice séculière contre son métropolitain ²²⁹. Lorsque le roi, furieux de son attitude en général, a cherché à le ramener à la raison, l'évêque s'en est pris au comte de Laon, Nortmann. Il a alors fait secrètement appel au conseil de Rome, sans en parler au roi à qui le lie un serment ²³⁰ ni à l'archevêque de Reims, alors que nul procès n'était envisagé ou en instance contre lui et que, a fortiori, nulle condamnation ne le frappait ²³¹.

L'accusation de simonie est plus grave encore ²³². Mais nul grief ne retient plus longtemps l'attention du prélat que celui qui porte

²²⁴ PL 126, 315. Ni Hincmar de Reims ni Odon de Beauvais ne sont parvenus à le faire revenir sur sa décision. Il n'a cédé qu'à la pression du roi et de quelques évêques, signifiant bien par là qu'il n'obéit que lorsque ce n'est pas son métropolitain qui lui donne des conseils ou des ordres.

²²⁵ PL 126, 298. Amalbertus, homme libre du diocèse de Reims (qui a confirmé son serment de fidélité à Charles le Chauve en 854 (MGH Capitularia II, 278) est peut-être aussi celui qui signe comme témoin l'un des inventaires du polyptyque de Saint-Rémi (Guérard, p. 58), a épousé une femme du diocèse de Laon ; Hincmar de Laon l'a excommunié à la suite d'une plainte de son épouse (PL 126, 298 et 365). Sans doute n'a-t-il rien de commun avec un homonyme, qui serait le fils de Liudon dont il a été question plus haut (voir PL 125, 1035 sq.). Il existe peut-être un troisième personnage du même nom, comte celui-là, à qui Hincmar écrit en 876-877 (Schrörs, 408).

²²⁶ PL 126, 442.

²²⁷ Attola. L'exemple d'Attola est, en dehors du contexte actuellement en œuvre, intéressant. Hincmar fournit une description très précise de la curtis (PL 126, 294 sq.) ; et aussi de la rotation des comtes qui détiennent Juvigny et Attola en bénéfice : la moyenne de leur séjour est brève : cinq ans (PL 126, 294).

²²⁸ Hincmar absent — il est à Metz — le prêtre chargé de cette région du diocèse a interdit de dire la messe à Attola — mais pas l'exercice des autres sacrements — laissant aux paroissiens la liberté de se rendre à Juvigny (PL 126, 293), tant que la question de la dîme ne serait pas réglée et jusqu'au retour du métropolitain. Il a été question de cette affaire à Gondreville, par l'intermédiaire de Wenilon de Rouen (PL 126, 290). Il s'agit d'un nouvel épisode de la petite « guerre des paroisses » entre les deux hommes.

²²⁹ PL 126, 313-314.

²³⁰ PL 126, 315.

²³¹ PL 126, 314-315.

²³² Il a reçu des cadeaux « per diuersas ocasiones graues » (PL 126, 485) ; « a multis enim dicitur quod uix pauci aut potius nulli apud te quiddam beneficii nisi praemii datione praevalent obtinere » (PL 126, 486) ; le roi lui-même s'en est plaint dans une lettre que cite l'archevêque (PL 126, 487-488). Le reproche apparaît déjà PL 126, 424-426.

sur l'interdit de 869. Assimilable à une excommunication « *ab officio ecclesiastico* » de l'ensemble de son clergé²³³, il ne peut trouver aucun répondant dans les textes que respecte l'Eglise²³⁴. Le métropolitain avait, par droit et charité, le devoir d'annuler cette décision injuste et illégale²³⁵ tout en respectant les canons²³⁶ ; après enquête, il a rendu la communion aux clercs²³⁷. Sur un tel cas, la législation canonique est claire : point n'était besoin de consulter les évêques puisqu'il ne s'agissait pas de *juger* l'évêque, mais de casser une décision illégale²³⁸. S'il fallait en venir à un jugement, les évêques seraient associés²³⁹. Ayant refusé le baptême aux enfants, Hincmar le Jeune s'est assimilé à Pélage²⁴⁰ ; et aux Novatiens par le refus de la pénitence et du viatique aux mourants²⁴¹. Le refus de sépulture n'est d'ailleurs pas moins coupable²⁴². Il a mis le comble à ses imprudences en imposant à ses clercs, pour garantir l'autorité de sa sentence, la signature d'une cédula canonique dont la doctrine est indéfendable²⁴³, la signature de cette cédula conditionnant, désormais, le maintien de la communion avec lui²⁴⁴. Tentateur²⁴⁵ cherchant à attirer ses clercs dans le schisme²⁴⁶, il a ainsi cherché à ériger son diocèse en église indépendante de tous sauf de Rome²⁴⁷. L'orgueil le dispute, chez lui au schisme, à l'hérésie et à la désobéissance ! Mais — c'est la grande faiblesse d'Hincmar de Laon — pour se libérer de la tutelle de Reims, l'évêque ne dispose que de textes de second ordre : les Fausses Décrétales²⁴⁸. Le prélat a beau jeu de

²³³ Hincmar a trouvé ce biais juridique de l'assimilation à une excommunication abusive pour casser la décision ; voir PL 126, 403.

²³⁴ PL 126, 397-402.

²³⁵ PL 126, 407.

²³⁶ PL 126, 409.

²³⁷ PL 126, 410.

²³⁸ PL 126, 416.

²³⁹ Sur tous ces points, l'argumentation d'Hincmar est remarquable. Il maîtrise, mieux encore qu'en 860, la procédure judiciaire et la science canonique. Voir PL 126, 423 sq.

²⁴⁰ Nous connaissons bien, maintenant les raisons de ces assimilations. Voir PL 126, 412-413 et 469-483 où l'argumentation est beaucoup plus étoffée.

²⁴¹ PL 126, 413.

²⁴² PL 126, 416.

²⁴³ PL 126, 423. Il en est à nouveau question col. 460 sq.

²⁴⁴ PL 126, 428.

²⁴⁵ Le mot est employé PL 126, 461.

²⁴⁶ L'accusation se trouve PL 126, 461.

²⁴⁷ PL 126, 429.

²⁴⁸ Nous avons dressé le catalogue des citations en question (PL 124, 979-986, 985-994, 993-1002, 1001-1026, 1027-1070) : une cinquantaine de citations sortent des Fausses Décrétales, dont plus de 35 appartiennent à des textes attribués aux papes antérieurs au IV^e siècle. Les Canons des Apôtres sont cités une fois (c. 41),

reprocher à l'évêque d'avoir oublié le droit canon ²⁴⁹ qu'il lui a cependant scrupuleusement enseigné, et de déformer les textes ²⁵⁰. Il fait confiance à des textes peu sûrs ²⁵¹ et a composé deux collections de canons, telles qu'aucun évêque n'en approuverait la doctrine ²⁵². Il faut opposer à ces nouveautés indigentes la massive autorité des traditions saines. Que le neveu n'accuse pas pour autant son oncle de nier, par là, la primauté du siège de Pierre ²⁵³ ; l'archevêque respecte et Rome et les décrétales ²⁵⁴ ; encore ne faut-il pas tout confondre. A cette place, le prélat développe « l'historique » du droit canon que nous connaissons déjà ²⁵⁵ : les décrétales ne sont que les « décrets d'application de la législation conciliaire ». Gélase ne le dit-il pas lui-même fort clairement ²⁵⁶. Rome a donné l'exemple de la suppression de textes anciens qu'imposait le respect des codices actuellement en usage en Gaule ²⁵⁷. Seuls ces canons font autorité ; tout le reste ne peut être reçu qu'avec

Antioche (c. 24 et 25) deux fois, Chalcédoine (c. 6 et 8) deux fois, Sardique une fois ; Léon le Grand deux fois dont une d'après le manuscrit Paris 12445, Hadrien I^{er} une fois et Nicolas I^{er} une fois. Ce qui représente une soixantaine de textes connus et cités dont 80 % sont des faux.

²⁴⁹ La chose est d'autant moins pardonnable que l'archevêque a régulièrement constitué des collections sur des sujets divers pour son neveu. Il y fait allusion en 869, PL 126, 527 : « ...de quibus praecepta euangelica atque apostolica et sanctorum decreta tibi direxi... ». Nous pensons que nombre de ces collections figurent dans le manuscrit Paris BN Latin 12445.

²⁵⁰ PL 126, 316, 366 sq., 393 sq. PL 126, 323 : « His, frater, appone sensum tuum... et non errabis neque diffles per uanas autumationes tuas quibus es quasi uento pastus... dum tuis compilationibus... incumbis... (ainsi tombent dans l'erreur ceux qui, au lieu de lire les autorités avec sincérité et respect)... ad semetipsos recurrunt et ideo magistri erroris existunt quia ueritatis discipuli non fuerunt » ; à l'activité fractionnelle, Hincmar le Jeune ajoute le déviationnisme personnel !... Ainsi en est-il de tous ceux qu'aveuglent les idées préconçues : PL 126, 351 : « Sicut hoc quod dominum dicit [Ego et Pater unum sumus], Arius dictum de unitate substantiae [unum] intellegere noluit, Sabellius ad personarum proprietatem [sumus] non retulit... ».

²⁵¹ Voir par exemple : PL 126, 373-374, l'attaque contre les *Capitula Angilramni* dont l'archevêque souligne les contradictions et les dissonances (cf. J. Devisse, *Hincmar et la loi*, p. 35-38). Voir aussi PL 126, 351 et 377, et col. 378, contradiction entre les capitula 37 et 73 des CA, et col. 379, défiance à l'égard des faux isidoriens.

²⁵² PL 126, 456.

²⁵³ PL 126, 455 sq. Nous savons, sur ce point, à quoi nous en tenir sur la doctrine du prélat.

²⁵⁴ PL 126, 448.

²⁵⁵ Voir chapitre VI.

²⁵⁶ Pseudo-Gélase, de libris recipiendis, cap. 3 : cité ou paraphrasé sans cesse dans ce texte. Voir PL 126, 377, 384, 385, 444, 446, 448. Tous ces extraits sont pris dans une version identique à celle du manuscrit Paris BN Latin 12445, fol. 131 v.

²⁵⁷ PL 126, 445.

vénération²⁵⁸. Les décrétales, qui commentent les canons, ne sauraient entrer en contradiction avec eux²⁵⁹, mais elles entrent fréquemment en contradiction les unes avec les autres, puisqu'écrites à des moments fort divers et pour répondre à des besoins très différents²⁶⁰ ; elles n'ont, de ce fait, pas reçu le même type d'approbation, surtout pour les plus anciennes, que les canons²⁶¹. Et après tout l'Eglise est faite de traditions vénérables et qui n'ont pas force de loi : Cyprien n'est-il pas dans ce cas, lui dont l'autorité était si remarquable sans qu'il se soit jamais pris, pour autant, pour toute l'Eglise à lui seul²⁶². Même les conciles ont fait l'objet d'un examen sévère de la part de Rome qui n'a pas, automatiquement, tout reçu : Chalcédoine n'a été ni totalement ni sans difficultés admis²⁶³. Sardique n'est admis que par l'Occident²⁶⁴,

²⁵⁸ Chose étonnante, sur ce point précis, l'opinion si publiquement exprimée par le prélat n'a pas, semble-t-il, entraîné de controverse ni même de discussion, alors qu'elle va tout à fait à l'encontre, s'agissant des rapports entre canons conciliaires et décrétales authentiques, de l'enseignement de saint Augustin (voir J. Gaudemet, *L'Eglise dans l'empire romain*, p. 146-147).

²⁵⁹ C'est parfois le cas des Fausses Décrétales et Hincmar ne se prive pas de le faire remarquer.

²⁶⁰ Cet argument est remarquablement habile. Hincmar écrit : « Quantum enim distet inter illa scilicet concilia, quae custodienda et recipienda decreuit, et inconvulsa firmaque deinceps patres catholici manere uoluerunt, et illas epistolas, quae diuersis temporibus pro diuersorum consolatione datae fuerunt quas uenerabiliter suscipiendas dicit, nemo in dogmatibus ecclesiasticis exercitatus ignorat », PL 126, 385. Et encore (PL 126, 386) : « ... ita salua reverentia sedis apostolicae dico, quia si illa, quae in eisdem epistolis continentur, et sui temporibus congrua fuerunt, subsequentibus temporibus, ita ut eis continentur, omnia et insimul custodiri ualerent et seruari ac teneri congruerent, patres nostri, catholici uidelicet doctique pontifices, in conciliis sacris leges mensuras usque in saeculi finem non conderent ». De fait, chaque fois qu'il cite les Fausses Décrétales, Hincmar se garde de leur donner les noms solennels qu'il réserve aux canons. Elles sont citées sous le nom du pape et souvent avec les références à la lettre considérée. En 876 encore (PL 125, 1103), il écrit à leur propos : « ... scriptum namque est in quodam sermone, *sine excerptoris nomine* de gestis sancti Siluestri excerpto, quem Isidorus episcopus Hispalensis collegit cum epistolis romanae sedis pontificum, a sancto Clemente usque ad beatum Gregorium... » : voilà une raison de plus de se défier d'Isidore de Séville, auteur décidément peu sûr ! Comment Hincmar soupçonnerait-il l'ampleur de la falsification ?

²⁶¹ Hincmar utilise, pour leur dénier le nom et la valeur de canons, un texte qu'il détourne de sa signification historique : la lettre de Gélase à Fauste (PL 56, 630, canon 3 ; cette lettre figure dans Isidore Mercator) où le pape refuse de recevoir comme canons des textes orientaux et qui contient cette phrase : « Insi sunt canones qui appellationes totius ecclesiae ad huius sedis examen uoluere deferi » ; les Pseudo-Décrétales n'ont pas reçu — pour cause — la sanction de Rome, l'argument est donc bon.

²⁶² PL 126, 388-389 : « Cyprianus enim sanctae ecclesiae uniuersitas non fuit sed in eius uniuersitate permansit ».

²⁶³ PL 126, 370 : bien entendu, il s'agit de combattre une citation faite par l'évêque.

²⁶⁴ PL 126, 377.

les remarquables canons d'Afrique n'ont pas une portée œcuménique. Or — nous y voilà — les canons les plus recevables fondent les droits des métropolitains et organisent clairement la convocation et le jugement éventuel de leurs coévêques : c'est en s'appuyant sur eux qu'Hincmar a agi ²⁶⁵. Vient ensuite — on s'en doutait — l'explication « historique » de la hiérarchie, selon Hincmar ²⁶⁶, à grand renfort de citations. Reims est glorieusement établie, antérieure dans le temps et supérieure par l'honneur, face à Laon ²⁶⁷, simple municipe jusqu'à ce que Saint-Rémi y ait installé Saint-Génébaud ²⁶⁸.

Entrer en rébellion c'est donc, pour l'évêque de Laon, aller contre l'histoire, les canons, l'Eglise et, s'il faut un argument plus lourd encore, contre Rome qui a sanctionné les canons !

2^o : Les reproches :

Plus personnels, ils sont moins susceptibles de devenir des chefs d'accusation.

L'évêque a planté une banderille ²⁶⁹ au flanc de son oncle : deux des jugements de celui-ci n'ont-ils pas été cassés par Rome ²⁷⁰ ? Le prélat reprend toute l'histoire de Rothade et de Vulfade et s'en tire très bien : comment l'évêque n'a-t-il pas vu, avant d'écrire, que, puisque, chaque fois, tous les coévêques ont participé aux décisions et les ont signées, c'est aussi sa décision qui a été cassée par Rome ²⁷¹.

²⁶⁵ PL 126, 359.

²⁶⁶ Voir chapitre VII. PL 126, 391 sq.

²⁶⁷ PL 126, 377. Voir F. Vercauteren, *Etude sur les ciuitates de la Belgique Seconde*, Bruxelles 1934, p. 324-335 : l'auteur date de 511 environ le démembrement du diocèse de Reims qui a conduit à la création de l'évêché de Laon.

²⁶⁸ PL 126, 333 sq. C'est l'amorce d'un futur développement de la Uita Remigii. Pour Hincmar, évidemment, l'histoire des relations de Reims et de Laon se résume à celle de la création de l'évêché par saint Rémi, puisque celle-ci assure, mieux encore que l'histoire romaine des deux cités, la supériorité de Reims. La création de l'évêché date, en fait, probablement des débuts du VI^e siècle, mais les listes épiscopales ne sont sûres qu'à partir du milieu de ce siècle et, en effet, avec Saint-Génébaud. La ville a été très active comme atelier monétaire aux VI^e et VII^e siècles, puis comme centre de copie de manuscrits au VIII^e siècle. A ce dernier titre, elle n'est pas sans influence, c'est sûr, sur Hincmar lui-même. Mais ces considérations n'entrent pas, dans l'instant, en ligne de compte.

²⁶⁹ Une autre un peu plus loin dans le texte (PL 126, 382) : Hincmar le Jeune a accusé son oncle de ne pas respecter les canons — les Fausses Décrétales en l'occurrence pour l'essentiel — parce qu'ils mettent en cause la régularité de son ordination : « quia uestrae ordinationi contradicunt ». C'est dire qu'en 870, Hincmar le Jeune se compte au nombre des partisans d'Ebon !

²⁷⁰ PL 126, 303.

²⁷¹ PL 126, 303 sq.

Bien qu'il ait reçu une formation canonique à l'époque où il n'était encore, jeune homme, qu'un neveu cher au cœur de l'archevêque²⁷², l'évêque de Laon refuse de voir dans les conseils que ne peut pas ne pas lui donner son métropolitain, autre chose que des menaces ou des jugements²⁷³. Il n'a tenu aucun compte des efforts déployés par son oncle à Pitres en 868 et à Verberie en 869 pour empêcher qu'un procès illégal soit ouvert contre lui²⁷⁴. Au contraire il accuse son oncle de monter la tête du roi contre l'évêque, ce qui — nous le savons et Hincmar le dit justement — est faux²⁷⁵ ; si le prélat pensait avoir mal agi envers son neveu, il s'en accuserait pour décharger sa conscience²⁷⁶, mais il n'en est rien. Pourquoi, dès lors, le neveu a-t-il fui l'oncle aussi vite que la dignité épiscopale le lui permettait, à chaque occasion²⁷⁷ en se plaignant d'être persécuté par lui ? Il va jusqu'à accuser son métropolitain de déformer les Ecritures²⁷⁸ : si l'évêque en apporte la preuve, le métropolitain corrigera ses fautes ; en attendant, le seul examen des rouleaux et quaternions récemment remis par le jeune évêque fournit une bonne quantité de déformations et de textes dont le sens est détourné²⁷⁹.

Le jeune homme, imprudent et inexpérimenté, s'est laissé entraîner dans un engrenage de fautes à l'égard du roi²⁸⁰, d'où il n'a pas su, ou pas voulu sortir²⁸¹ et qui le conduira, s'il n'y veille, aux châtiménts

²⁷² PL 126, 437 ; col. 377 : « cum mihi eras dulcissimus filius » ; col. 453 : « frater et dulcissime fili ». Le ton est réellement affectueux dans les passages où Hincmar évoque ces souvenirs. Nul doute que cette « trahison » d'un être en qui il avait placé de grands espoirs n'ait contribué au détachement total du prélat en face des sentiments humains qu'il manifeste après 870.

²⁷³ PL 126, 462 : « Et quia ego monendo et tu resistendo luctari coepimus, et puto in hac luctatione non ante sextam aut septimam uel usque ad decimam uolutionem patieris succumbere... iam subitus iacens, uictum te dicere non dignaberis, et quae ad tuam instructionem et correptionem tibi scripta sunt non ad aedificationem suscipies sed ad contentionem exaggerare studebis... ».

²⁷⁴ PL 126, 315.

²⁷⁵ PL 126, 438.

²⁷⁶ PL 126, 438-439 : « Caeterum si me contra auctoritatem et debitam fraternae dilectionis unanimitatem, quae... te mihi reputasse audiui egisse recognoscerem — quia inde salubrem indulgentiae medicinam expeterem — non pro humano sed pro diuino timore et fraterno amore ac propria salutatione ».

²⁷⁷ PL 126, 314.

²⁷⁸ PL 126, 440.

²⁷⁹ PL 126, 441 sq.

²⁸⁰ PL 126, 459 : « ... cum sine causa... contra dominum regem te inrationabiliter erexisti ».

²⁸¹ PL 126, 459-460 : « a quo peccato quia per humilitatis debitam et rationabilem satisfactionem noluisti respicere, exegisti ut ageret et agi praeciperet in te, unde amplius furore exagitatus te contra illum commoneris ; qua commotione deuictus in peccatum subsequens incidisti, ut perniciosas excommunicationum maledictiones in eos etiam qui erga te non peccauerunt exeres... », etc...

terrestres et célestes ²⁸². La racine de toutes les erreurs du jeune homme est l'orgueil. Ce « doctor nouus » veut tout connaître sans avoir appris et conduit ceux qui le suivraient à l'hérésie ²⁸³ ; seul, il s'oppose, sans hésiter, à tout l'enseignement de l'Eglise ²⁸⁴ ; il en vient à écrire n'importe quoi et menace l'unité de l'Eglise ²⁸⁵. Son désir de paraître s'exprime jusque dans son attitude physique ²⁸⁶, dans l'affirmation qu'il sait pouvoir vaincre et le roi et le métropolitain ²⁸⁷, l'étalage qu'il cherche à faire d'une culture qu'il n'a pas et d'abord en grec ²⁸⁸, d'une inutile préciosité formelle ²⁸⁹. Son arrogance étant la racine de ses fautes, c'est à la corriger, d'abord, que l'évêque de Laon devrait s'employer ²⁹⁰.

3^o : *Appels à la raison et à la réconciliation* :

S'il accepte de se corriger, l'évêque peut encore, par la pénitence appropriée, échapper à un jugement. Les passages que consacre l'archevêque à ces tentatives de conciliation sont beaux ; ils rappellent, par le

²⁸² PL 126, 463 : « et idcirco si, quod non opto sed timeo, in hac dementia sicut coepisti uolueris perseuerare, ne amplius contra uerbosum studeam contendere uerbis sed ista aut ad correctionem aut per aliorum iudicium ad tuam reuictionem sufficere ualeant... ». L'endurcissement dans ses péchés le conduirait à d'autres châtiments, 464 sq.

²⁸³ PL 126, 351 sq.

²⁸⁴ PL 126, 484 sq., 487 sq.

²⁸⁵ PL 126, 433. N'a-t-il pas composé et remis à Gondreville des quaternions qui sont autant de pièges pour le lecteur non averti (col. 299-301).

²⁸⁶ PL 126, 492.

²⁸⁷ PL 126, 382 sq., 457 sq.

²⁸⁸ PL 126, 448 : à l'occasion de ce reproche, Hincmar expose comment ses contemporains usent du grec et de l'hébreu ; PL 126, 449 : « De hebraea uero lingua alleluia et osanna atque amen, propter auctoritatem primae linguae usi fuerunt. Nos etiam moderni glossarios graecos, quos suatim lexicos... uocari audiuius sed et sapientium scripta de nominibus abstrusis habemus et adeo sensatuli sumus, ut nostras dictatiunculas eo usque circumducere et producere possimus quatinus uerba graeca uel obstrusa de glossariis assumpta in admirationem uel stuporem nescientibus seu scalpantes aures habentibus proferre possimus... » ! Ainsi fait Hincmar de Laon, qui n'est pas épargné : PL 126, 448 : « qui enim linguam in qua natus es non solum non loqui uerum nec intellegere nisi per interpretem posses (précieux renseignement) cum suppeterent sufficienter uerba latina quae in his locis ponere poteras, ubi graeca et obstrusa et interdum scottica et alia barbara... nothata atque corrupta posuit... ea quae dicere uoluisti graeca uerba quae ipse non intellegis inconuenientissime posuisti sed ad ostentationem... ». Et Hincmar de rappeler des souvenirs, précieux pour l'histoire de la culture au IX^e siècle : « Hunc namque morem etiam a pueritia habuisti et his quae te dictare rogabam, maxime autem in uersibus et praecipue in figuris porphyriacis, in quibus uerba linguae alienae atque obstrusa impropria et utilitate sensus carentia... studiose ponebas ». Hélas, Hincmar laisse faire, pensant que le temps corrigerait ce défaut. Peut-être est-ce à ce goût que nous devons la présence, dans le manuscrit Paris BN 12445, d'un intéressant glossaire germanique-latin.

²⁸⁹ PL 126, 383.

²⁹⁰ PL 126, 490 sq. et 434-435.

ton, l'affectueuse correspondance de 859 avec Charles. L'évêque de Laon l'a-t-il oublié ? Aucune attaque ne vise sa personne, seule est critiquée la façon dont il exerce son ministère²⁹¹ : qu'il efface par la pénitence les fautes commises contre le roi et contre son métropolitain qui est aussi son oncle²⁹² et il verra revenir la concorde²⁹³. Qu'il pense donc à l'heureux temps de sa jeunesse²⁹⁴, fuie les mauvais conseillers²⁹⁵ et pense à Dieu²⁹⁶. Personne ne le méprise, ni ne condamne sa jeunesse²⁹⁷ : il s'est envolé trop tôt du nid et n'a pas résisté aux tentations du monde²⁹⁸. Nul passage, peut-être, n'est, au total, plus sincère que celui-ci : « Dis-moi, frère et fils, qu'ai-je donc exigé d'autre de toi, après que tu as été fait évêque et nanti de richesses terrestres, si ce n'est que tu te conduises de manière à plaire à Dieu en vivant comme doit vivre un évêque ; et que tu te rendes respectable aux yeux des hommes par ta gestion épiscopale. Pour quelles raisons me suis-je élevé contre toi si ce n'est parce que je voulais te voir attentif à l'hon-

²⁹¹ PL 126, 437 : « Ego, crede mihi, non tecum sed cum tuis improbabilibus moribus et actuum motibus de quibus te saepe et uerbis et litteris reprehendi et castigavi et ut doleo, dolui discordiam habeo ».

²⁹² PL 126, 439 : à ce titre, que l'évêque de Laon le veuille ou non, la mauvaise réputation qu'il s'est faite rejaillit sur son oncle : personne ne veut admettre que son comportement n'était pas déjà tel, au moment de son ordination, que l'archevêque de Reims aurait dû refuser celle-ci. PL 126, 454 : « Et noli te extollere contra maternam metropolim tuam generalem totius provinciae sollicitudinem et contra paternam nutritoris et ordinatoris tui benignitatem, quam tibi cum caeteris... sine difficultate cupiunt adhibere ».

²⁹³ PL 126, 437 : « Fac quod salubriter tibi cupio et tuo conuenit ministerio et me placabilem ac praestabilem in cunctis habebis ». PL 126, 455 : « scio tamen quia seruando est mihi in corde humilitas et quando causa exigit, in regimine disciplinae miscenda est lenitas cum seueritate ».

²⁹⁴ PL 126, 455 : « ... cum quanta quiete a tumultu cogitationum, quibus nunc in diuersas distenderis degebas in primis diebus quando ad episcopatum uenisti, cum quanta benignitate a domno rege suscipiebaris, quanta dulcedine mea fruebaris, quanta unanimitate cum fratribus et coepiscopis nostris utebaris, cum quanta amore a palatinis et ab aliis huius terrae hominibus colebaris, cum quanta amoris reuerentia a tibi commissis sed et a nostris, a quibus et cum quibus et inter quos nutritus fuisti uenerabar, antequam immoderatus amor saeculi tibi inreperet... ».

²⁹⁵ PL 126, 456 : « ... si qui sunt qui te hortantur in hac pertinacia quam indebite et sine ulla necessitate assumpsisti et in qua permanes pertinere, non pro tua salute neque pro tuo honore hoc faciunt ».

²⁹⁶ PL 126, 493 : « Habe semper ante mentis oculos quam terribilis iudex noster sit in consiliis super filios hominum et quam districtus ad iudicandum ueniet... ». PL 126, 484 : « Noli negligere gratiam quae in te est, quae data est tibi per prophetiam et impositionem manuum presbyterii ».

²⁹⁷ PL 126, 443 ; PL 126, 440 : « Si haec frater tibi in aliquo dura sunt, quae non sunt dicta in ea intentione ut uelim, quod absit, in aliquo tuam damnationem uel deshonorationem, sed potius salutem et correctionem... ».

²⁹⁸ PL 126, 453.

neur de la gravité épiscopale devant Dieu pour ton salut et devant le siècle ». Mais le jeune âge de l'évêque a eu raison de ses résolutions : maintenant le temps est venu de s'éveiller d'un rêve : il n'est pas permis d'être toujours un adolescent ²⁹⁹.

Vains efforts ; Hincmar de Laon n'a modifié son comportement ni à l'égard du roi ni à l'égard du métropolitain de Reims, malgré les promesses signées à Attigny. Le procès est inévitable.

870 s'achève sur de nouveaux et inutiles échanges de lettres et sur de nouveaux incidents. Deux démarches de l'évêque auprès du métropolitain, l'une écrite ³⁰⁰, l'autre par personne interposée ³⁰¹, une demande : le droit d'aller à Rome. Le métropolitain, après consultation de plusieurs évêques, répond en Août ³⁰². Nouvel historique de la querelle avec Charles : Hincmar de Laon, loin d'améliorer sa position, produit maintenant de mauvais documents et affiche une impatience stérile ³⁰³. Qu'il attende le prochain synode de la province où ces questions seront évoquées ³⁰⁴.

Charles le Chauve, excédé, convoque à Senlis, pour le 1^{er} octobre, le métropolitain et l'évêque ³⁰⁵ : ce dernier se dérobe une fois de plus. Mais, dans le même mois, il passe huit jours à Reims en compagnie du roi, de l'archevêque et de légats pontificaux, sans parler de son désir d'aller à Rome ³⁰⁶.

²⁹⁹ PL 126, 483 : « Dic frater ac fili, quid aliud a te exegi, postquam episcopus factus es, nisi ut Deum haberes placabilem, et episcopaliter uiuens, et episcopalem habitudinem gerens, te hominibus faceres uenerabilem ? et pro quibus me contra te commoui, nisi quia talem coram Deo ad salutem, et coram saeculo ad honorem episcopali grauitati et ordini debitum esse cupiebam, et esse commonebam ? et tibi hoc esse graue uidebam : at hoc quidem tibi graue hactenus esse potuit, et propter aetatem et quia saeculi huius instabilitatem, ac mutabile et fragile sit, eatenus non cognouisti. Nunc autem hora est iam nos de somno surgere. Et non debemus esse semper iuuenes, sicut hos malus semper est uitululus. Nemo adolescentiam tuam contemnat, sed exemplum esto fidelium in uerbo, in conuersatione in caritate, in fide, in castitate ».

³⁰⁰ PL 126, 586, Mansi XVI 856-857. Hincmar le Jeune envoie un nouveau texte canonique, son « pittaciolus » : voir Amann, p. 406-407.

³⁰¹ Le 15 juillet, par l'intermédiaire du prévôt de Laon, Haddon (PL 126, 589 et, plus largement, 494-495) : il s'agit aussi, cette fois, de la reprise des discussions sur les biens de Laon avec le roi.

³⁰² PL 126, 494-498.

³⁰³ PL 126, 497-498.

³⁰⁴ PL 126, 498.

³⁰⁵ PL 126, 604 et PL 126, 506 et 587.

³⁰⁶ PL 126, 506 et 587.

Novembre : dernier échange de lettres. Une d'Hincmar de Laon à son métropolitain ³⁰⁷, qui provoque une réponse ³⁰⁸. L'archevêque, découragé, souhaiterait vivre loin d'un neveu qui n'a cessé de le poursuivre de récriminations et d'injustes accusations. Depuis Attigny, il a encore ajouté des fautes nouvelles à l'égard des hommes du roi et n'a pas renoncé à son mépris pour Reims : n'est-il pas allé jusqu'à exiger de son oncle la garantie de ses privilèges ³⁰⁹ - Parjure, puisqu'il a violé son serment au roi ³¹⁰, il a peut-être bien aussi arraché des biens qui n'appartenaient pas à son église, en chassant les hommes du roi qui y étaient installés ³¹¹, sans attendre, une fois encore, que la justice soit régulièrement saisie ³¹² et alors qu'une autre affaire est en cours de liquidation, malgré l'opposition de l'évêque, par la procédure des juges élus ³¹³. L'évêque, enfin, continue à multiplier les faux-fuyants, exigeant toujours de partir pour Rome ³¹⁴ mais recherchant aussi les tribunaux les plus divers pour régler ses affaires, sans consulter, bien entendu, ni son métropolitain, ni ses coévêques ³¹⁵.

A l'automne, le métropolitain, enfin, répond aux lettres venues de Rome en 869 et 870, tant sur l'héritage lorrain que sur le cas d'Hincmar de Laon. Il a exécuté l'ordre reçu et a transmis, autant qu'il était en mesure de le faire, les lettres pontificales aux autres métropolitains ³¹⁶. Le pape lui a enjoint d'excommunier Nortmann ³¹⁷ : Hincmar n'en a rien fait. Le pape est très mal informé ³¹⁸ : rien de ce que

³⁰⁷ PL 124, 985 sq.

³⁰⁸ Schrörs 288, 13 novembre 870 ; Mansi XVI, 856-864, PL 126, 498-509 : lettre incomplète aujourd'hui.

³⁰⁹ PL 126, 502 : Hincmar cite le texte que son neveu a voulu lui faire signer.

³¹⁰ PL 126, 504.

³¹¹ PL 126, 504 sq. Hincmar admet donc que les biens laïcs, eux aussi, ne peuvent être accaparés par la violence, même par des clercs : cette constatation est réconfortante lorsque l'on se souvient de son âpreté à défendre les biens d'Eglise.

³¹² Hincmar a ici une position très remarquable : « ... eumdem Nortmannum qui ipsas res a te regi concessas per regis beneficium retinebat, uiolenter et sine regis auctoritate ac uerbo uel litteris expulisti, expulso illo illas inuasisti et in eas intrasti ac possedisti, cum sint leges et regulae, sit etiam rex portans gladium ad uindictam malefactorum, sint episcopi et canones ad iudicanda crimina sacrilegorum ; ut si ipse Nortmannus peruasor rerum ecclesiasticorum foret, gladio id est uindicta regia puniretur, si sacrilegus comprobatus esset episcopali et canonico iudicio iudicaretur. Sunt etiam iudices et sunt leges quorum et quarum iudicio, si quia forte tibi et ecclesiae tibi commissae iniusta, factum erat, legaliter et regulariter emendantur ».

³¹³ PL 126, 504-505.

³¹⁴ PL 126, 505-506.

³¹⁵ PL 126, 507.

³¹⁶ PL 126, 185.

³¹⁷ Ibidem.

³¹⁸ Ibidem : « Sicut audio iudico et uos sicut audistis scripsistis ».

lui a écrit l'évêque de Laon n'est exact ³¹⁹. Le métropolitain n'accepte pas d'avantage le reproche articulé contre lui de n'avoir apporté aucun secours à son coévêque : une fois de plus le pape est mal informé. De même ne peut-il reprocher à Hincmar le fait qu'Hincmar de Laon ne s'est pas rendu à Rome : ne sait-il pas qu'il faut une autorisation royale pour un tel déplacement ³²⁰ ?

Rome encore apporte, au printemps de 871, deux éléments nouveaux à la vie du royaume. D'une part, même si elle est formulée d'une manière peu agréable pour l'archevêque, une approbation de fait de ses thèses puisqu'il est reproché à l'évêque de Laon de négliger ses devoirs à l'égard de son métropolitain ³²¹. D'autre part une intervention particulièrement désastreuse dans le dramatique conflit qui oppose Charles à son fils révolté Carloman ³²².

Les méfaits de Carloman, clerc, avaient conduit ses complices rémois à l'excommunication par l'archevêque de Reims. Celui-ci a obtenu l'approbation de cette sentence par tous les coévêques sauf celui de Laon. Il écrit à celui-ci le 31 Janvier, pour demander la lettre canonique d'acquiescement ³²³. Le 2 Février, le prévôt de Laon, Haddon, rend visite à Hincmar de Reims à qui il apporte de nouveaux textes, mais non la lettre souhaitée ³²⁴. En Avril, le métropolitain demande à nouveau l'approbation de la sentence contre Carloman ³²⁵ ; le 5 Mai l'évêque envoie un nouveau messenger à son métropolitain, sans la lettre ³²⁶. Aux trois sommations qui sont canoniquement de rigueur, l'évêque a négligé de répondre, se rendant, par là même, complice de Carloman.

³¹⁹ Bien entendu, Hincmar reproduit sa version des faits, telle que nous la connaissons déjà : PL 126, 125. Dans la lettre écrite au nom de Charles le Chauve (PL 124, 890), le prélat va plus loin : il justifie la mise en résidence surveillée, Hincmar de Laon étant devenu un exemple de désordre social.

³²⁰ PL 126, 186 : « uestra sciat auctoritas quia nec praedictum Hincmarum nec etiam quemlibet episcopum dioceseos Remorum, minime autem aliarum prouintiarum episcopos, nisi dommus rex illis praeceperit, Romam uel in aliquam partem, mea commendatione mittendi habeo potestatem ; nec ipso ego ultra fines sui regni absque illius scientia progredi ualeo... ».

³²¹ Amann, p. 407.

³²² Amann, p. 407-408. On reviendra plus loin sur cette question.

³²³ Mansi XVI, 606.

³²⁴ PL 126, 595.

³²⁵ Ibidem. Voir aussi Mansi XVI, 606-608, du 19-IV. Cette lettre est très conciliante : l'archevêque est prêt à modifier les termes de la sentence si l'évêque lui propose valablement une modification. Mais Hincmar, aussi, répond par une longue réfutation (PL 126, 602-605) aux accusations de son neveu et incite celui-ci à la pénitence et au respect des promesses d'obéissance signées à Attigny.

³²⁶ PL 126, 595.

Le roi et le métropolitain sont las de l'anarchique résistance du Laonnais ; les évêques ne soutiennent pas celui-ci ³²⁷. Le moment est venu d'un procès canonique. Le synode est prévu pour Août à Douzy ³²⁸. Le 14 Mai ³²⁹, Hincmar y convoque son suffragant, au moment même où une nouvelle plainte est articulée contre celui-ci : Hincmar de Laon retient en prison un diacre, Bertaire, qui a fait appel au tribunal provincial ³³⁰. Un échange de correspondance encore, le 15 Juin ³³¹ et au début Juillet ³³² précède la dernière convocation du synode ³³³.

C) Procès d'Hincmar de Laon :

Le procès de Douzy nous est intégralement connu, les actes en ayant été soigneusement conservés, évidemment par les soins d'Hincmar. Il constitue, pour le IX^e siècle, le modèle le plus achevé d'un procès canonique sur plainte royale que nous connaissions et mérite dès lors d'être soigneusement examiné. Son contexte a été très clairement décrit par Mgr. Amann et nous ne nous y arrêterons pas ³³⁴.

Disons dès maintenant que trois grandes idées se dégagent de ce long affrontement.

A priori la « culpabilité » de l'évêque de Laon est certaine. Sa culpabilité matérielle, prouvée par un certain nombre de témoignages, pèse beaucoup moins lourd que l'autre : son refus d'entrer dans le double système de l'obéissance au roi et de la conception des structures ecclésiastiques que lui proposent ses contemporains dit assez qu'il est « étranger

³²⁷ Amann, p. 408.

³²⁸ Voir Amann, p. 408.

³²⁹ PL 126, 566. Texte révisé par N. Ertl sur Paris BN Latin 1594 fol. 6 v.

³³⁰ PL 126, 566 : nouvelle démarche d'Hincmar le 10 juin.

³³¹ PL 126, 566 : rotulus d'Hincmar le Jeune.

³³² PL 126, 567 : réponse du métropolitain.

³³³ Schrörs 313, 5 juillet, Mansi XVI 582, PL 126, 567, texte révisé par N. Ertl : Paris BN Latin 1594, 6v. - 7. Il y est fait mention de lettres arrivées de Rome : ce sont évidemment celles où Rome reproche à l'évêque son insubordination envers son métropolitain. Une lettre du même moment, Schrörs 311, PL 126, 509-511, montre le degré de lassitude du prélat devant les incessants assauts de son neveu : Hincmar se défend, à juste titre, de mériter l'accusation portée contre lui de mépriser les textes et les ordres de Rome. Hincmar n'espère plus qu'en une intervention divine pour ramener son évêque à la raison : PL 126, 510 : « ... orans et quando scit et quando uult et sicut uult te conuertat ad uerae pacis et dilectionis atque debitae oboedientiae et me liberet a labiis iniquis et a lingua dolosa ».

³³⁴ p. 408.

à l'ordre social ». Donc à l'avance condamné³³⁵. Ce qui, d'ailleurs, ne diminue en rien les fautes concrètes que, dès lors, dans un engrenage parfaitement cohérent, il a commises³³⁶.

Ce procès illustre, ensuite, remarquablement ce que nous pressentions de l'intime coopération des justices dans le monde carolingien.

Enfin, surtout peut-être, l'honnêteté de l'archevêque de Reims y éclate, dans le respect de la procédure, plus encore qu'en toutes les occasions précédentes. Elle le mène, avec une parfaite sérénité, à être excessif ou injuste dans ses accusations ou dans sa défense, avec la totale certitude de faire son devoir.

Ouvert au début d'Août, le synode³³⁷ groupe huit archevêques³³⁸, quatorze évêques³³⁹ et les représentants de huit autres³⁴⁰.

On a d'abord pris connaissance des lettres apportées de Rome par Actard de Nantes³⁴¹. Rome — c'est Anastase qui a rédigé la lettre³⁴² — reproche au clergé carolingien l'ouverture d'une action contre Hincmar

³³⁵ A nos yeux, il l'a parfaitement compris et son refus de répondre, au-delà de l'insolence et de l'incohérence qu'il couvre parfois, correspond à la certitude que seul le pape, en effet, aborderait ce procès avec un état d'esprit *totalelement différent* de celui des carolingiens. Ici, je crois, nous touchons du doigt l'affrontement entre deux conceptions du droit carolingien, deux conceptions des hiérarchies ecclésiastiques, mais, surtout peut-être, entre la société, puissamment façonnée par la parole et l'exemple du Rémois et de son royal partenaire et une autre, que les interventions de Nicolas I^{er} ont permis d'entrevoir mais qui s'est refermée sur le monde carolingien après la mort du pape. Il ne s'est trouvé personne, à Douzy, en dehors de quelques clercs de Laon, pour défendre l'évêque ou tenter de comprendre son attitude : c'est une société close qui, avec une totale bonne conscience, l'a condamné.

³³⁶ La matérialité des faits est prouvée à plusieurs reprises.

³³⁷ Mansi XVI 578-688.

³³⁸ Les signatures apposées aux actes permettent de dénombrer tous les participants. Reims, Besançon, Lyon, Bordeaux, Bourges, Trèves, Rouen, Sens, sont représentées par leurs archevêques.

³³⁹ Tongres, Meaux, Metz, Chartres, Beauvais, Noyon, Cambrai, Orléans, Châlons, Soissons, Verdun, Paris. L'évêque de Poitiers, Engenold, est présent au moment du jugement, ne signe pas les actes, mais signe la lettre d'envoi à Rome en septembre. Le cas d'Actard de Nantes va être évoqué dans une note suivante.

³⁴⁰ Amiens, Senlis, Bayeux, Toul, Troyes, Auxerre, Nevers.

³⁴¹ Mansi XVI, 569 sq. La situation d'Actard est très intéressante à souligner. Il est en instance de déplacement de Nantes à Tours, mais l'approbation pontificale n'est pas encore acquise. On ne lui donne donc pas son titre d'évêque de Nantes : il signe, comme évêque, sans lieu de résidence, tout de suite après les huit métropolitains. Au moment du jugement, on lui donne un nouveau titre « *episcopus prouintiae Turonensis* » ; mais il ne signe pas la lettre d'envoi des actes à Rome, afin d'éviter toute réaction contre un empiètement sur les prérogatives du pape. De tels détails nous semblent plus révélateurs que les protestations officielles, du respect que portent, dans le fond et dans la forme, à la primauté romaine et, sans aucun doute avec le plein accord d'Hincmar, les évêques réunis à Douzy en 871.

³⁴² Amann, p. 409.

le Jeune et souligne que le Siège apostolique a, seul, la sérénité nécessaire pour trancher une telle question ; toute procédure doit donc être suspendue et l'évêque envoyé à Rome ³⁴³. Il n'en est pas question, répliquent les présents : il convient de respecter les canons, jugement local d'abord, appel à Rome ensuite ³⁴⁴. Le roi dépose une plainte écrite en plusieurs exemplaires ³⁴⁵ et en donne lecture, les évêques présents devant tout d'abord se prononcer sur la recevabilité de la plainte. Sept chefs d'accusation ³⁴⁶ sont retenus : violation de la fidélité due au roi ; calomnies contre le roi auprès du pape ; complot avec Lothaire II dans le royaume duquel l'évêque aurait cherché à fuir ; malgré l'interdiction faite à tout homme libre de quitter le royaume, envoi de deux de ces hommes à Rome, alors qu'ils ont prêté serment de respecter l'interdiction ; violation de la promesse d'Attigny ; affirmation non fondée du désir constant d'aller à Rome ; soulèvement des hommes libres du diocèse lorsque le roi, *regio more*, l'a convoqué au présent synode. Sur tous ces points les évêques se prononcent ³⁴⁷. Hincmar de Laon a prêté un serment ³⁴⁸ : il est impossible de le laver de l'accusation de parjure ³⁴⁹. Sur la révolte contre le roi à propos des biens de Laon, les prélats sont circonspects : la révolte est une affaire qui concerne le droit laïque. Ils peuvent seulement en dire ce qu'en disent les canons ³⁵⁰ : ceux-ci condamnent le clerc coupable de rébellion. Hincmar a disposé inconsidérément des biens de son évêché : il est mal placé pour protester

³⁴³ Mansi XVI, 569 : Anastase reprend donc à son compte la doctrine des Fausses Décrétales ou, plus exactement peut-être, prolonge les raisonnements de Nicolas I^{er}.

³⁴⁴ C'est l'attitude même d'Hincmar.

³⁴⁵ Quelques jours plus tard, on en communique un à l'évêque de Laon qui refuse ensuite de s'en dessaisir.

³⁴⁶ Mansi XVI, 578-580.

³⁴⁷ Mansi XVI, 643-658. L'argumentation est très fouillée. On sent la main d'Hincmar dans les textes ; mais il n'est certainement pas seul à répondre.

³⁴⁸ En fait, un long incident oppose l'évêque d'une part, Charles et Hincmar qui préside le synode d'autre part, sur le contenu de ce serment (Mansi XVI, 668 sq) : pour l'évêque ce serment ne peut l'entraîner au parjure : il n'a pas été prêté sur les Evangiles. Hincmar de Reims est d'un avis opposé : il y a parjure. car le serment a été prêté « *super sacrosancta* » (PL 126, 571).

L'affaire demeure obscure pour nous. Hincmar n'a cessé de proclamer qu'il faut éviter au maximum de prêter des serments pour éviter les parjures — signe à peu près certain que les uns et les autres n'étaient pas rares — mais il a aussi protesté, particulièrement après 870 il est vrai, contre le fait que le roi imposait aux évêques de prêter serment ; on en verra plus loin un exemple fameux. A quel titre et à quel moment l'évêque de Laon avait-il prêté serment (ce que lui-même reconnaît avoir fait) ?

³⁴⁹ Mansi XVI, 644.

³⁵⁰ Mansi XVI, 645-649.

contre ce que sa témérité a déclenché ³⁵¹. Hincmar de Laon, c'est vrai, a écrit au pape — ses lettres ont été lues à Quiersy (en 868) en présence de l'archevêque : cependant s'il ne peut apporter la preuve des accusations contre le roi, il est un menteur et un falsificateur ³⁵². L'envoi des hommes libres hors du royaume est une faute grave : c'est au roi de mesurer le degré de responsabilité de l'évêque ³⁵³. La sédition finale est probablement l'acte le plus répréhensible qu'il ait commis, car l'Eglise enseigne la soumission au pouvoir ³⁵⁴ : Hincmar le Jeune aurait dû, évêque, penser qu'il risquait de faire couler le sang ³⁵⁵. La plainte royale est donc recevable, mais les évêques n'ont pas en main tous les éléments d'un jugement : la personne de l'évêque de Laon paraît justiciable de peines que le roi peut suggérer.

Siégeant comme tribunal ecclésiastique, le synode rappelle tout de même l'ensemble des opérations de procédure engagées jusque là ³⁵⁶. Le long, le dense témoignage de l'archevêque de Reims va, évidemment faire pencher la balance ³⁵⁷. La structure de ce texte est remarquable de simplicité et d'efficacité. Plus sobre qu'à l'ordinaire, à quelques passages près, l'archevêque articule d'abord les accusations puis présente les textes qui frappent celui dont la culpabilité, à leur propos, est reconnue ³⁵⁸.

Un court préambule justifie la tenue d'un synode ³⁵⁹, rappelle que le métropolitain a communiqué à l'évêque toutes les informations nécessaires ³⁶⁰ en lui enjoignant de préparer soigneusement sa défense pour

³⁵¹ Mansi XVI, 649-650.

³⁵² Mansi XVI, 651-653.

³⁵³ Mansi XVI, 653-654.

³⁵⁴ Mansi XVI, 654-657.

³⁵⁵ Mansi XVI, 657-658.

³⁵⁶ En l'espèce les citations à comparaître, régulièrement envoyées à l'évêque de Laon : Mansi XVI, 658-660.

³⁵⁷ PL 126, 566-634.

³⁵⁸ Moins nombreux que d'ordinaire et très bien choisis, ces textes, une fois encore, révèlent la maîtrise du droit canon à laquelle est parvenu Hincmar. Hincmar cite, de plus, un grand nombre de lettres échangées durant le déroulement de toute cette affaire et que nous avons étudiées.

³⁵⁹ PL 126, 566.

³⁶⁰ Toutes les plaintes qui avaient été canoniquement déposées contre l'évêque de Laon au synode d'Attigny ont été renouvelées. Une lettre du pape est venue ordonner de régler les affaires en cours dans la province : de fait cette lettre existe (PL 122, 1306) et Hincmar la cite correctement. On ne peut s'empêcher de penser qu'il y a, à ce moment, à Rome, deux administrations pontificales qui s'ignorent : celle d'Anastase le bibliothécaire, qui fait exploser des menaces terribles sur la tête du roi et d'Hincmar, et celle, beaucoup plus conciliante, du pape lui-même. La lettre dont il est ici question se rattache bien plus à la tendance pontificale qu'à celle d'Anastase. Elle contredit curieusement celle qui a suscité, au début du synode, une manière de scandale.

le procès désormais impossible à éviter, demande le secours des prélats présents ³⁶¹.

Sauf dans quelques cas, sur lesquels nous reviendrons, le métropolitain est très rapide sur tous les chefs de plaintes antérieures à Attigny : charge palatine et abbaye acceptées sans l'accord du métropolitain ³⁶², non présence inexcusée à l'ordination de Jean de Cambrai ³⁶³, excommunications imprudentes ³⁶⁴, argumentation sur l'interdit de 869 et les mesures que celui-ci a conduit l'archevêque à prendre ³⁶⁵.

Le sort réservé à la cédula canonique dont la signature a été imposée au clergé de Laon ³⁶⁶ est plus remarquable. Hincmar se livre ici à un certain nombre d'effets oratoires dont la portée est évidente : si ce n'est pas Odon de Beauvais qui les lui a soufflés, on en retrouve l'écho direct dans le jugement que celui-ci porte à la fin du procès ³⁶⁷. En introduisant dans une cédula dont la signature par ses clercs conditionnait le maintien de la communion entre leur évêque et eux, une phrase ³⁶⁸ menaçant les délateurs de leur couper la langue ou la tête, il s'est privé de son honneur d'évêque : aucun clerc ne peut participer à un homicide ³⁶⁹.

Des griefs anciens sont précisés. La révolte initiale contre le roi, déjà injustifiable, est exposée, cette fois, en détail ³⁷⁰ : mieux informé,

³⁶¹ PL 126, 568-569, cap. 1 et 2.

³⁶² PL 126, 561, cap. 3.

³⁶³ PL 126, 571, cap. 4.

³⁶⁴ Cap. 5-6-7-8 - PL 126, 572-574. Hincmar ajoute, col. 613, une formule frappante : « ... non poterat fieri ut in tam ampla parrochia sicut illa est quia specialiter subiaceret lauduni municipio, per quinque circiter dies quibus, eo modo sicut praemisi, fuerat conligata, quia eam antea metropolitana sollicitudine euangelica et apostolica atque canonica et apostolicae sedis auctoritate absolvere non concurri, plures sine baptismo et absque communionis gratia non obierint ; de quibus quicumque saluati sunt saluantis est donum, qui autem perierunt *perditoris et pereuntium fuit meritum* ». La question va rebondir sur un autre plan : cf. cap. 29-30-31.

³⁶⁵ Cap. 9, PL 126, 574-575. Mais, visiblement, la question a été réglée à Attigny et le débat ne portera plus sur le droit qu'avait l'archevêque de procéder comme il l'a fait.

³⁶⁶ PL 126, 577-581 : cap. 11. Hincmar introduit ici la critique développée en juin 870 : « In quibus sententias inter se dissonas et contra euangelicam et apostolicam atque catholicam et apostolicae sedis auctoritatem inmiscuit ».

³⁶⁷ Mansi XVI, 674.

³⁶⁸ Extraite des *Capitula Angilramni*.

³⁶⁹ PL 126, 579 : « Hic autem nullo committente neque iubente, gratis subscripsit ut delatori aut lingua capuletur aut caput amputetur et qui uoluerit fieri socius huius disciplinae nec habeatur particeps communionis suae ». Ce sont effectivement les termes dont l'évêque s'est servi.

³⁷⁰ PL 126, 570, cap. 4.

Hincmar ne défend plus linéairement ses positions de 868 ; Hincmar le Jeune a eu tort de refuser de répondre aux convocations du roi, lorsqu'il ne s'agissait pas de citations à comparaître ³⁷¹ devant un tribunal laïque. Le développement consacré aux événements de 868 nous révèle, pour la première fois, quelle violence a revêtue la lutte entre l'évêque et les envoyés du roi : Hincmar de Laon a lancé l'anathème contre ceux-ci ³⁷².

L'accusation d'avoir falsifié des textes canoniques est fondée sur des exemples ³⁷³.

Le seconde partie de la déposition est consacrée aux événements survenus depuis un an : le reproche d'avoir désobéi au métropolitain y constitue à nouveau une trame constante. Les développements de cette seconde partie sont en général plus logiques, mais moins denses et moins intéressants que les précédents ³⁷⁴.

Des griefs nouveaux apparaissent. Trois, qui sont fort importants, sont antérieurs à Attigny.

Il y a bien eu, dit le métropolitain, complot avec Lothaire II ³⁷⁵ : Hincmar de Laon a cherché à faire sortir des hommes libres du royaume. La preuve qu'il fournit est troublante mais non décisive : c'est un extrait d'une lettre d'Hincmar de Laon à Charles ³⁷⁶ ; détachée de

³⁷¹ PL 126, 570 : « Et post haec quia, sicut ei praecepit, ad domnum regem uenire non uoluit nec aduocatum suum, qui de rebus pecuniariis contra conquiritos aduersus eum rationem redderet misit, nec electorum iudicium iuxta leges et regulas expetere uoluit, quorum iudicio causae finirentur... ».

³⁷² PL 126, 571.

³⁷³ PL 126, 581, cap. 12. Hincmar va un peu loin, mais l'honnêteté du neveu est réellement en cause. Plusieurs autres exemples, intéressants, de falsification (PL 126, 599) ou de lecture tendancieuse (PL 126, 595-596) sont encore fournis par Hincmar ; il est certain que le neveu prend souvent ses désirs pour des réalités. Voir encore PL 126, 626.

³⁷⁴ Par exemple le capitulum 22, col 597-600 où Hincmar étudie l'attitude d'Hincmar de Laon tout au long des heurts avec Carloman : alors qu'il n'avait pas apporté son appui à l'excommunication, l'évêque a trouvé bon de protester lorsque l'archevêque a réconcilié Carloman et ses complices sans son accord sur le territoire du diocèse de Laon. Nous y reviendrons.

A Attigny, en 870, dit Hincmar, plusieurs évêques dont Ottulf de Troyes (évêque depuis quelques mois seulement à cette époque) ont entendu le Laonnois murmurer à plusieurs reprises, durant la lecture du mémoire de son oncle : « quod pluram bucam de aqua non ualerent illa quae legebantur » : est-ce là un signe de soumission à la métropole de Reims ? (PL 126, 625).

³⁷⁵ PL 126, 571 et 586.

³⁷⁶ PL 126, 571 : « Deo teste uobis loquor : potius eligo extra uestrum degere regnum quam in uestro talis apparere quosdem nosco sussurare ».

tout contexte et susceptible de recevoir plusieurs interprétations³⁷⁷, cette présomption allait suffire aux évêques assemblés. L'évêque — ceci est certainement exact — a gêné le départ auprès du roi des hommes libres convoqués par celui-ci³⁷⁸. Enfin, sur le conseil, semble-t-il, de Wénilon de Rouen et d'Enée de Paris — qui ne sont pas épargnés au passage, encore que la remontrance soit discrète — l'évêque a pris un nouvel engagement de fidélité au roi, sans en parler, bien entendu, à son métropolitain ; bien entendu aussi, il a violé cet engagement comme les autres³⁷⁹.

Cinq grands points sont retenus, au fil des textes d'Hincmar de Laon sur lesquels est fondée l'accusation, comme essentiels : les controverses autour d'Attigny et de ses suites, les mensonges de l'évêque de Laon sur Nortmann, homme du roi et comte de Laon, l'attitude prise par l'évêque dans le cas de l'excommunication de Carloman, une série d'accusations contre le métropolitain, et surtout, à nouveau, les efforts faits par Hincmar de Laon pour se soustraire aux conséquences de son acte irréfléchi de 869, lorsqu'il a lancé l'interdit sur son diocèse³⁸⁰.

1^o) Après Attigny. L'évêque s'est enfui avant la fin des débats³⁸¹, interrompant ainsi les procédures en cours. Il a bien sûr cherché toutes sortes d'excuses à sa fuite³⁸², en particulier son appel à Rome³⁸³, dont il n'avait pas soufflé mot au synode³⁸⁴ pas plus qu'il n'en a parlé depuis, à quatre reprises³⁸⁵. Cet appel à Rome, qui a été annoncé à l'archevêque après la fuite de l'évêque par deux documents écrits³⁸⁶, n'est en fait qu'un bon prétexte. L'évêque prétend que des lettres du pape l'ont convoqué à Rome, Hincmar n'a rien vu de tel³⁸⁷. En fait, chaque fois que les discussions reprennent, dans le calme, avec le roi, on n'entend plus parler de l'appel à Rome³⁸⁸. Hincmar de Laon avait sollicité de

³⁷⁷ Il peut s'agir de la volonté de se retirer à Rome ou d'un souhait formulé très théoriquement par un jeune homme, impulsif et imprudent, tout autant que de l'annonce, assez stupide en l'occurrence, d'un prochain départ auprès de Lothaire II. A vrai dire, cette accusation soude trop d'intérêts convergents du roi et du métropolitain pour qu'elle ne soit pas suspecte.

³⁷⁸ PL 126, 571.

³⁷⁹ PL 126, 575-577, cap. 10.

³⁸⁰ Comme à Attigny, ce dernier point est l'élément central du débat pour le métropolitain, qui attache beaucoup moins d'importance aux relations avec Charles.

³⁸¹ PL 126, 582-584.

³⁸² PL 126, 584-585.

³⁸³ PL 126, 586.

³⁸⁴ PL 126, 586.

³⁸⁵ PL 126, 586. Hincmar confirme les déclarations du roi sur ce point.

³⁸⁶ PL 126, 586.

³⁸⁷ PL 126, 587.

³⁸⁸ PL 126, 587.

son oncle, à Attigny, des juges élus, capables de régler les différends qui opposent l'évêque au roi³⁸⁹ : les premières questions posées ont trouvé une solution : Hincmar avait tort et l'on a restitué les biens qu'il avait injustement fait occuper³⁹⁰ ; mais bien des points sont demeurés en suspens. Deux mois après le synode, l'évêque a demandé au roi de nouveaux juges élus, parmi lesquels des laïcs figuraient³⁹¹ ; il a ainsi violé les canons qui interdisent à un clerc d'être jugé par des laïcs³⁹². La reprise de son attitude de violence à l'égard du roi, le mépris affiché pour les instructions du métropolitain, constituent des violations flagrantes de la promesse solennellement signée par Hincmar de Laon à Attigny³⁹³. Depuis, Hincmar de Laon dit que la signature lui a été extorquée par la force royale et la ruse métropolitaine³⁹⁴. Le roi, répond Hincmar, est présent ; il a ses témoins, il répliquera à l'accusation comme il l'entendra³⁹⁵. Quant à lui, l'archevêque rapporte ce qui s'est passé, par une description prise sur le vif comme il lui arrive parfois de le faire. Au sortir d'une session du synode d'Attigny, le 15 Juin au soir, après le départ du roi, Hincmar s'entretient, dans une maison, près d'une fenêtre, avec Odon de Beauvais. Frotaire de Bordeaux et Enée de Paris rejoignent les deux hommes et déclarent qu'Hincmar

³⁸⁹ PL 126, 583 et 587. Les juges étaient Actard de Nantes, Raginelm de Noyon et Jean de Cambrai.

³⁹⁰ PL 126, 583.

³⁹¹ PL 126, 591 : Helmigaire, qui perçoit les tonlieux du marché palatin, Flotaire et Ursion, maires de villae royales.

³⁹² PL 126, 591-592.

³⁹³ PL 126, 626 : « Ego Hincmarus Laudunensis ecclesiae episcopus a modo et deinceps domno seniori meo Karolo regi sic fidelis et oboediens secundum meum ministerium ero sicut homo suo seniori et episcopus per rectum suo regi esse debet. Ac privilegia Hincmari metropolitani prouintiae Remorum ecclesiae secundum sacros canones et decreta sedis apostolicae ex sacris canonibus promulgata, pro scire et posse me oboediturum profiteor et subscribo ». La signature avait eu lieu le 16 juin « coram omnibus qui adfuerant episcopi et coram domno rege... et domno regi ac mihi porrexerit et ei in synodo exemplar illius donauit » (PL 126, 625). « Et tunc domnus rex pacem illi dedit et ego post illum » (PL 126, 624). Sur la date où a été pris ce double engagement : Mc Keon, *Le concile d'Attigny, Le Moyen Age*, 1970, p. 411 sq.

³⁹⁴ L'accusation apparaît, rapportée par Hincmar, PL 126, 588. Elle est commentée cap. 32-33-34, PL 126, 623-628. En réalité, on peut risquer une hypothèse qui éclaire cette affaire. L'évêque de Laon, on l'a vu, n'a écouté que d'une oreille distraite et probablement en ricanant le long exposé que constituent les 55 capitula. Il n'a probablement pas saisi quelle était la portée de l'argumentation de son oncle. Sinon comment expliquer qu'il ait pu ruiner sa propre thèse en signant — il n'y a pas de discussion sur ce point — un texte où figurait une phrase définissant les décrétales comme « ex sanctis canonibus promulgata » ? Sans doute s'est-il rendu compte après coup de la portée de l'acte qu'on lui avait fait signer, d'où l'accusation de ruse. Elle n'est objectivement pas fondée, la suite va nous l'apprendre ; elle est subjectivement, chez cet être instable et impulsif, tout à fait compréhensible.

³⁹⁵ PL 126, 623-624.

de Laon souhaite signer un acte de soumission au roi et d'obéissance canonique à son métropolitain, de telle sorte que la concorde soit rétablie³⁹⁶. Hincmar de Reims reçoit cette annonce avec joie et on lui amène l'évêque, qui s'entretenait avec d'autres évêques près d'une autre fenêtre. Le neveu demande à s'entretenir seul à seul avec son oncle. Les deux hommes s'isolent à l'extérieur de la demeure. Hincmar le Jeune fait part de son scrupule à s'engager envers Reims : il connaît son oncle, mais ne sait pas qui sera son successeur... Hincmar laisse à son neveu le choix du texte qu'il signerait ; l'évêque demande que le métropolitain dicte ce texte. Tous deux reviennent à la fenêtre où conversent Enée et Odon : Odon est chargé d'aller chercher des tablettes où inscrire le texte que devra signer Hincmar. Les deux Hincmar établissent ensemble ce texte qu'Odon prend sous la dictée. Hincmar laisse à son neveu la possibilité de changer tout ce qu'il veut : il en use³⁹⁷. L'archevêque demande à Odon d'apporter le texte sur parchemin le lendemain pour la signature au synode. Hincmar le Jeune, prétextant la fatigue et souhaitant se faire soigner demande que la transcription du texte soit immédiatement faite. On va chercher le parchemin et l'encrier nécessaires. Durant ce temps et tandis qu'il l'ausculte, Enée convainc l'évêque de Laon d'attendre le lendemain pour signer. Le lendemain, en plein synode, l'évêque prend la plume tendue par Odon et signe : la paix est rétablie. « C'est, dit Hincmar, par une fraude de ce genre que j'ai extorqué sa signature³⁹⁸ ». Avant l'ouverture de la session, il est vrai, reconnaît Hincmar, Harduic de Besançon avait remis un billet secret du neveu, mais l'archevêque n'a pas eu le temps d'en prendre connaissance à ce moment : il l'a lu alors qu'il rentrait chez lui accompagné par Ottulf.

Connaissant ces hommes nous pouvions nous y attendre : l'évêque de Laon accuse son métropolitain d'avoir modifié, durant la nuit, le texte qu'innocente victime l'évêque a signé le lendemain matin³⁹⁹ ; L'archevêque nie évidemment et accuse l'évêque d'avoir délibérément violé l'engagement pris, tombant ainsi sous le coup du droit canonique⁴⁰⁰.

³⁹⁶ PL 126, 624.

³⁹⁷ PL 126, 624 : « Et dixi illi ut quicquid ibi uellet aut mutare aut subtrahere aut addere, faceret, sicut et factum est ».

³⁹⁸ PL 126, 624. Il y a lieu d'ajouter foi au récit d'Hincmar. Ces faits ont eu trop de témoins pour qu'il lui soit possible de mentir. Ce qui ne veut pas dire, les caractères et les attitudes étant ce qu'ils sont, que l'évêque de Laon ment, lui non plus.

³⁹⁹ Par des voies que, sauf erreur de notre part, P.R. Mc Keon ne semble pas avoir explorées, nous arrivons donc à la même conclusion que cet auteur : la cédula a été signée le 16 juin, non le 25.

⁴⁰⁰ Dionysio-Hadriana, Carthage c. 13 .

2^o) Nortmann. L'évêque de Laon a clamé jusqu'à Rome que le comte était un envahisseur de biens ecclésiastiques. L'enquête a prouvé que c'était faux ⁴⁰¹. Nortmann, de plus, n'a fait qu'obéir aux ordres du roi ⁴⁰².

3^o) Carloman. Quatre admonitions ⁴⁰³ n'ont pas obtenu l'approbation canonique souhaitée à l'excommunication, non point de Carloman lui-même, qui n'appartient pas à Reims mais à Sens ⁴⁰⁴, mais de ses complices ressortissant à la province de Reims ; excommunication dont le texte écrit a été communiqué à tous les autres métropolitains ⁴⁰⁵. L'évêque a fini par répondre cependant qu'il n'avait pas à donner son avis puisque au mépris des canons, son oncle n'avait pas estimé bon de le consulter avant la sentence ⁴⁰⁶. Piqué au vif Hincmar glose savamment le 9ème canon du concile d'Antioche invoqué par son neveu : il démontre sans peine que celui-ci en a en effet détourné le sens en invoquant une obligation de consulter *tous* les coévêques que ne comporte pas le texte. Le prélat a consulté tous ceux qui étaient à ses côtés : son neveu, une fois de plus, avait préféré s'enfuir ⁴⁰⁷.

⁴⁰¹ L'argument est intéressant, car, en 868, Hincmar avait, sur ce point, pris fait et cause en faveur de son neveu.

⁴⁰² Autre argument intéressant : le roi, en tout état de cause, serait le seul responsable. L'« invasor » ordinaire est celui qui agit pour son propre compte ; le cas royal doit être analysé avec plus d'attention. Nortmann, aux dires d'Hincmar, a attiré tout de suite l'attention du prélat sur ce point. PL 126, 585-586 : mis en présence de la menace d'excommunication que l'archevêque lui a transmise, sur l'ordre du pape, Nortmann a répondu « coram plurimis episcopis... ut pro amore et honore Dei et sancti Petri ac domni apostoli, illum non excommunicarem quia nec meus parrochianus erat et ipsas res non inuaserat ; et habebat inde auctorem qui illi eos beneficiauit et si ipse suus auctor eas illi contradiceret, nihil postea se inde praesumeret ». Mais cet argument déplace la responsabilité sans aller au fond du débat : Charles a-t-il ou non repris un bien de Laon, indûment et violemment ? Pour ce qui est de Nortmann lui-même, le synode va s'en tenir à une attitude très sophistiquée que propose Hincmar : l'évêque de Laon n'avait pas disposé des biens en cause de manière canonique, il est donc mal venu de protester contre ce qui lui est arrivé ! (Mansi XVI, 649) ; il déclare ne pouvoir se taire, en l'occurrence, sans sacrilège : « quid fecit quando illam contra competentem reuerentiam a sibi commissa ecclesia irregulariter abrogauit ? » (col. 650) ; même s'il est victime et si la plainte qu'il a élevée était fondée, il y a des lois pour défendre les biens en cause « non uiolenter aut... praesumptione » (ibidem).

⁴⁰³ PL 126, 593.

⁴⁰⁴ PL 126, 594.

⁴⁰⁵ PL 126, 594. Le texte en question va fournir de bons arguments à Hincmar.

⁴⁰⁶ PL 126, 595.

⁴⁰⁷ PL 126, 597 : « non saepe memoratam excommunicationem... sine caeterorum qui adfuerunt et adesse uoluerunt uel adesse potuerunt consilio uel consensu exerceri ; et aliorum qui tunc adesse non potuerunt, consensum et consilium requisui et oboedienter ab illis datum et missum recepi. Ab eo autem, qui adesse potuit et adesse non uoluit... consensum requisui ».

4^o) Accusation de l'évêque contre son métropolitain. Sur la mauvaise lecture d'un passage d'une lettre du métropolitain au roi, Hincmar de Laon à qui l'on avait probablement communiqué cette information verbalement, a accusé l'archevêque d'avoir incité Charles à l'enfermer, le livrant ainsi au roi ⁴⁰⁸. L'accusation est formelle ⁴⁰⁹, Hincmar ne peut la laisser passer ⁴¹⁰. S'il a commis une telle faute, il doit l'expier, mais si son neveu ne peut fournir les preuves de ce qu'il avance, il n'est qu'un calomniateur ⁴¹¹ et doit être puni comme tel ⁴¹². Hincmar invoque, éventuellement, le témoignage du roi et de trois évêques ⁴¹³ : il entend que l'enquête canonique sur ce sujet — qui est possible puisqu'il y a des témoins — établisse s'il est coupable ou si l'évêque est un calomniateur ⁴¹⁴. Il cite aussi ses propres lettres, que nous avons étudiées plus haut et qui, en effet, lui donnent raison. Hincmar a d'autant moins

⁴⁰⁸ PL 126, 601. Il y aurait là matière à plaisanterie, si Hincmar ne prenait la chose, comme toujours, très au sérieux. Il a écrit, on s'en souvient (voir note 121) : « ... qui periti sunt ad hanc bestiam capiendam *ad ipsius salutem* » ; de bonne ou de mauvaise foi, le neveu a supprimé ou l'on a supprimé en lui rapportant ce texte les trois derniers mots qui lui donnent son sens et sur lesquels Hincmar, bien sûr, appuie sa défense (PL 126, 604). Hincmar, selon son neveu, aurait aussi traité ce dernier de rhinocéros dans une lettre à Odon. L'archevêque déclare n'avoir pas retrouvé le passage incriminé, mais qu'après tout traiter un tel homme de rhinocéros n'a rien de coupable ! (PL 126, 605).

⁴⁰⁹ PL 126, 604, citation d'Hincmar de Laon : « *suadente ac immo compellente me tradendo ut a regia potestate manciparetur custodiae* ».

⁴¹⁰ PL 126, 603 : « *Dicit namque, suum me traditorem id est proditorem, uidelicet episcopum episcopi delatorem* »... « *Unde et signa litterarum mearum quibus recognoscerem me suum traditorem mihi isdem frater noster ad comprobationem producit...* », PL 126, 606. Hincmar, avec une probable ironie, demande qui a transmis ces informations orales ou écrites à l'évêque. C'est évidemment quelqu'un de l'entourage du roi ou le roi lui-même et l'effet d'audience ainsi obtenue gêne évidemment aussi un éventuel défenseur d'Hincmar le Jeune. Il y a en tout cas toujours des gens, dans l'entourage du roi, qui n'aiment guère le prélat !

⁴¹¹ PL 126, 604.

⁴¹² Ibidem et 605 : longue série de textes qui punissent cette faute. On a évidemment un peu le sentiment, à voir ces hommes s'accuser de parjure, d'hérésie, de calomnie et de tant d'autres « crimes », qu'ils se prennent très au sérieux et n'ont guère de sérénité. Il faut cependant, sans renoncer au relativisme doucement sceptique de notre siècle, apprécier, justement, le sérieux apporté par ces « néophytes » à appliquer à la lettre un christianisme encore tout neuf socialement.

⁴¹³ PL 126, 604 : « *quia nullus eo melius scit si ipsum fratrem nostrum tradi et ei suasi uel consilium illi dedi siue consensum praeui ut eum regia potestate manciparet custodiae* ». PL 126, 606. Hincmar raconte ce qui s'est passé avant l'arrestation de son neveu : « *Si autem quiddam de traditione illius uel de custodiae mancipatione cum domno rege aliquid locatus fui non solum domnus rex hoc nullius sapit ueram et isti religiosi episcopi Odo et Ottulfus atque Hildeboldus ueritatem nobis pro amore ipsius ueritatis possunt edicere et me aut noxium aut innoxium de hac calomnia pronuntiare* ».

⁴¹⁴ PL 126, 606. PL 126, 607, Hincmar hausse le ton : « *et si fortassis idem frater, Hincmarus ideo subscripsit... ut delatori... aut lingua capuletur aut caput amputetur, quatenus in me, quem suum delatorem postea scripsit haec uindicta procederet* ».

apprécié cette accusation que son neveu a bien précisé qu'il avait agi de la même manière à l'égard de Rothade : que l'évêque se souvienne bien, réplique l'archevêque, qu'il n'est pas un acte concernant Rothade qu'il n'ait lui-même souscrit ⁴¹⁵. Bien entendu aussi, l'évêque accuse son oncle de mépriser les droits du siège apostolique et d'avoir négligé les ordres que celui-ci lui donnait. Le prélat répond par une longue profession de foi en la primauté d'honneur de Rome ⁴¹⁶, sans revenir en arrière de la doctrine que nous connaissons. Que l'évêque produise les preuves de ses accusations ⁴¹⁷ : s'il en est incapable, dans ce cas encore, il n'est qu'un calomniateur ⁴¹⁸. Hincmar s'efforce, enfin, de faire justice de l'accusation de n'avoir pas communiqué à son neveu des lettres pontificales qui lui étaient destinées ⁴¹⁹.

La lourde responsabilité encourue par l'évêque pour son imprudent interdit de 869 le gêne. Il cherche tous les moyens de dégager sa responsabilité ⁴²⁰. Sa plus subtile tentative, qui s'appuie sur un passage des Fausses Décrétales ⁴²¹, consiste à démontrer que son *intention* était utile, même si l'action a été dangereuse, puisqu'il s'agissait de faire reculer le roi ⁴²² : Hincmar n'admet ni que Charles ait eu tort, ni donc que l'intention de le faire reculer soit recevable. Quatre autres tentatives ne connaissent pas un meilleur sort. Rome, dit l'évêque, approuverait les décisions prises si Hincmar le Jeune pouvait s'en expliquer : s'agissant de l'interdit, où prend-il le droit d'accuser Rome d'approuver le refus du baptême ? ⁴²³ ; s'agissant de Nortmann, comment

⁴¹⁵ PL 126, 606.

⁴¹⁶ PL 126, 608-611.

⁴¹⁷ PL 126, 608 : « Unde quia scriptura qua me frater Hincmarus calumniatus est, impraesentiarum habetur : aut producantur ab accusatore aduersum me legales et regulares testes, uel scriptura qua me de hac calumnia... utpote absurdam praedicare ».

⁴¹⁸ PL 126, 608 sq. Hincmar est prêt à un débat public avec le diacre Berthaire, dont Hincmar de Laon affirme qu'il lui a rapporté des propos d'Hincmar de Reims fondant cette accusation.

⁴¹⁹ PL 126, 611-612. S'il s'agit de la lettre de 868, Hincmar de Laon a probablement raison cependant : c'est la seule dont son oncle ne parle jamais ! Schrörs 285 reprend dans Flodoard une lettre de juin 870 transmettant à Hincmar de Laon des instructions pontificales ; nous n'en savons pas plus.

⁴²⁰ PL 126, 621-622 essentiellement.

⁴²¹ Pseudo Alexandre, cité dans un extrait d'une lettre de l'évêque, PL 126, 622.

⁴²² PL 126, 623.

⁴²³ PL 126, 612-613 : « Audiuimus namque quia sanctae memoriae Nicolaus papa, sancta romana ecclesia in afflictione posita, auctoritate ueteris et noui testamenti in ieiunio et fletu ac planctu, in cinere et cilicio letanias indixerit. Sed a nullo audiuimus quia causa suarum de ipsis apostolicae sedis iniuriarum et ipsius sedis apostolicae, paruulos in discrimine mortis positos baptizari et obeuntibus atque petentibus ultimam poenitentiam et uiatici muneris communionem et mortuis sepulturam negari praeceperit ».

Rome pourrait-elle approuver une excommunication fondée sur un mensonge ? ⁴²⁴. Hincmar de Laon prétend n'avoir fait que suivre l'exemple ⁴²⁵ et l'enseignement reçu de son oncle ⁴²⁶ : au synode d'en décider. L'évêque a même tenté son oncle en lui offrant sa soumission en échange de la destruction par le feu des pièces relatives à l'interdit ⁴²⁷ : là encore la réplique est sans appel. L'évêque n'a pas hésité, enfin, pour se justifier à fabriquer de fausses décisions du synode de Toul de 859 : Hincmar n'a aucune peine à démontrer qu'il s'agit d'un faux grossier ⁴²⁸. Même les erreurs ou les fantaisies grammaticales sont, comme à Attigny, passées au crible ; l'évêque de Laon ne forge-t-il pas des mots nouveaux : auctor, cursor, sont, grammaticalement, condamnés au masculin, le jeune Hincmar n'hésite pas cependant à forger auctrix ⁴²⁹.

Convoqué à trois reprises à Douzy, l'évêque de Laon n'a pas répondu ⁴³⁰. Il connaît les canons et dès lors sa responsabilité est totale ⁴³¹. Que les choses désormais aillent leur chemin ⁴³² ; il peut et doit être jugé comme contumace ⁴³³.

A ce stade du procès, Hincmar de Laon s'est rendu à Douzy ⁴³⁴. Le déroulement et l'aboutissement des débats ne sont pas moins intéressants que tout ce qui précède ⁴³⁵. Lorsque enfin l'évêque accepte de compa-

⁴²⁴ PL 126, 614.

⁴²⁵ L'affaire d'Attola que nous avons exposée à propos du synode d'Attigny réapparaît ici comme fond de tableau : PL 126, 615-617. Là encore Hincmar n'a pas de peine à rétablir les faits réels.

⁴²⁶ Hincmar de Laon a trouvé excellente cette parade. Elle ne peut le conduire loin, car Hincmar est en mesure de produire les collections imposantes de canons authentiques qu'il a communiquées à son neveu. En définitive, il met superbement le synode en demeure de trancher : PL 126, 620 : « Unde uestra fraternitas inter me et illum discernat atque decernat ut si ego, licet me mendaciter talia illum docuisse uel hortatum fuisse, sicut ipse dicit, confiterer, reus criminis episcopatum deberem amittere. Quid ille mereatur qui mendaciter me calumpniatur non solum participem uerum et auctorem in his suis impiis excommunicationibus esse ».

⁴²⁷ PL 126, 621-622.

⁴²⁸ PL 126, 589-590. Voir Mansi XVI, 527 sq.

⁴²⁹ PL 126, 612.

⁴³⁰ PL 126, 628 : les trois convocations canoniques se trouvent dans Mansi XVI, 658 sq. L'évêque multiplie les artifices de procédure pour retarder le procès.

⁴³¹ PL 126, 631.

⁴³² PL 126, 633. Il pourra ensuite, s'il le veut, conformément aux canons, faire appel de la sentence à Rome. Hincmar, lui, n'a parlé que par devoir de métropolitain et non point par animosité personnelle (631).

⁴³³ PL 126, 629-630.

⁴³⁴ Tout le début du synode est occupé par des tractations (Mansi XVI, 660-661) concernant la comparution physique de l'évêque.

⁴³⁵ Mansi XVI, 660 sq.

raître⁴³⁶, c'est pour refuser de répondre aux questions concernant la plainte royale : Charles le Chauve l'a, dit-il, totalement dépouillé⁴³⁷. Le lendemain, l'évêque affirme l'illégalité de la procédure suivie : il n'est, depuis son appel, justiciable que de Rome⁴³⁸ ; le synode lui oppose, bien sûr, la législation traditionnelle. Le roi accuse l'évêque d'avoir dilapidé le trésor donné par lui-même et la reine, sous l'épiscopat de Pardule, à Sainte-Marie de Laon⁴³⁹ ; l'enquête immédiate révèle qu'en effet l'évêque de Laon a dissimulé des objets appartenant à ce trésor. L'impulsif évêque, condamné sur ce point, restitue immédiatement une croix d'or qu'il portait sur lui⁴⁴⁰ ; une fois encore on peut croire à sa maladroite sincérité plus qu'à une machiavélique malhonnêteté. L'évêque refuse ensuite de répondre au métropolitain, « parce qu'il a une affaire en cours contre lui »⁴⁴¹ : Hincmar réplique en ne fermant pas la porte à l'appel vers Rome, mais en le subordonnant, bien entendu, à la poursuite et à l'achèvement du procès en cours⁴⁴². L'obstination

⁴³⁶ On lui a laissé, au moment où il est arrivé, vraisemblablement un ou deux jours pour prendre connaissance des textes l'accusant et préparer sa défense. L'évêque a répondu par un nouveau rouleau exposant ses positions. Il se pose en accusateur du roi : le synode lui a envoyé trois clercs : Raginelm, évêque de Noyon, Wenilon, prêtre, et Bernon, diacre, pour lui exposer qu'il ne peut être reçu comme accusateur, étant lui-même accusé (Mansi XVI, 660-661).

⁴³⁷ Mansi XVI, 662 : « ... ideo nihil in hoc synodo respondebo ». Le lendemain, un de ses clercs confirme l'accusation portée contre le roi, suscitant ainsi un violent incident (Mansi XVI, 662). Et le roi de s'expliquer (663) : il a, en effet, dû confisquer les biens parce que l'évêque s'en servait pour acheter le départ d'un certain nombre d'hommes libres hors du diocèse. Charles a voulu empêcher l'évêque de s'enfuir avec le trésor de l'église de Laon, mais il a interdit qu'on l'arrête ou qu'on exerce la moindre violence à son égard. Des témoins confirment les déclarations royales. Les clercs laonnais présents maintiennent leur accusation : l'évêque a été totalement dépouillé. Une discussion pénible oppose Charles à l'évêque à propos de la fortune que celui-ci possédait à son entrée en charge : il n'avait pas un denier, dit Charles, et il doit tout à son oncle (664). L'archevêque, sans parvenir à custodier, nie qu'il en ait été ainsi.

⁴³⁸ Mansi XVI, 662. Hincmar de Reims qui préside interroge l'évêque : « Frater Hincmare, habemus Sardicensis canones a sede apostolica confirmatos qui dicunt de quibus ac qualiter episcopus appellare debeat sedem apostolicam. Haec quae legis, ubi inuenisti ? Qui respondit : Felicis papae sunt uerba. Cui synodus sancta dixit : Responde in hac synodo sicut praecipiunt regulae, de tibi obiectis... » ; le dialogue de sourds, on le voit, se poursuit.

⁴³⁹ Mansi XVI, 663. Voir E. Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique*, III, p. 162-163.

⁴⁴⁰ Mansi XVI, 665.

⁴⁴¹ Mansi XVI, 665 : « Tua iussione non respondebo nec iudicium tuum recipiam quoniam aduersum te habeo ; unde apostolicam sedem appello ». L'évêque précise quelques instants plus tard : « quoniam aduersum illum habeo quia me a rege in custodiam mitti fecit ».

⁴⁴² Mansi XVI, 666 : « Frater Hincmare, secundum praeceptionem domini Hadrianae papae, esto oboediens iuxta sacras regulas tuo metropolitano et ad obiecta responde, saluo sedis apostolicae proclamandi iudicio sicut ipsa domni papae iubet epistola ; et sic tua uota fuerunt, implere non differes ».

de l'évêque conduit Hincmar à demander le témoignage royal ⁴⁴³ : celui-ci est accablant pour Hincmar de Laon : si le métropolitain n'était pas constamment intervenu pour l'en dissuader, voilà deux ans que le roi aurait enfermé Hincmar de Laon sous une surveillance très étroite ⁴⁴⁴. Un long débat, au cours duquel plusieurs évêques témoignent, lave l'archevêque de tout soupçon : son suffragant sera jugé comme calomniateur ⁴⁴⁵.

L'interrogatoire d'Hincmar de Laon commence. Il refuse de répondre sur le serment prêté au roi : ce serment, dit-il, n'a pas été prêté sur les Evangiles ; il n'en a plus le texte sur lui, il s'expliquera volontiers devant le pape ⁴⁴⁶. Les témoins sont d'un avis opposé : le serment a été prêté « per sacra » ⁴⁴⁷. L'évêque s'enfermant dans le silence ⁴⁴⁸ — il ne reconnaît pas la compétence de ce tribunal — la procédure de contumace est alors entamée. Les témoins défilent donc, qui confirment les accusations du roi et du métropolitain ⁴⁴⁹.

Hincmar de Reims, qui préside, interroge les membres du synode après avoir résumé les chefs d'accusation ⁴⁵⁰. Les réponses méritent d'être citées. Harduic de Besançon retient : s'est mêlé des affaires séculières, a provoqué une sédition, mérite la déposition, sauf en tout le jugement du siège apostolique ⁴⁵¹ ; Frotaire de Bordeaux : a violé les serments au roi, parjure, s'est emparé des biens royaux : déposition et anathème ; Vulfade de Bourges : retient à peu près les mêmes chefs d'accusation que Frotaire, y ajoute la calomnie à l'égard du roi : déposition ; Bertolf de Trèves : violation du serment et incitation à la désobéissance : déposition ; Adalbert de Rouen : ajoute le sacrilège à d'autres chefs précédemment retenus de culpabilité : déposition ; Ansegise de Sens : retient la violation des promesses d'Attigny : déposition ; Actard de Tours ⁴⁵² : a violé son engagement écrit de fidélité : déposition ;

⁴⁴³ Mansi XVI, 666 : « Domne rex, peto dignitatem uestram ut coram ista sancta synodo dignetur clementia uestra dicere si meo consilio uel meo consensu, sicut frater Hincmarus super me dicit, eum in custodia aliqua religestis uel misistis ».

⁴⁴⁴ Mansi XVI, 666.

⁴⁴⁵ Mansi XVI, 667.

⁴⁴⁶ Mansi XVI, 668.

⁴⁴⁷ Mansi XVI, 669.

⁴⁴⁸ Il se borne à manifester sa présence en se mettant à hurler sans retenue (Mansi XVI, 670).

⁴⁴⁹ Mansi XVI, 669-670.

⁴⁵⁰ Mansi XVI, 671.

⁴⁵¹ Mansi XVI, 671 : cette dernière formule sera répétée par presque tous ceux qui prennent la parole.

⁴⁵² Mais Actard, qui n'est pas encore officiellement installé à Tours, ne signe pas la sentence de déposition. Il porte les actes à Rome (PL 126, 635). Sur Actard, voir PL 126, 641-642. La mention d'Actard à cette place dans les actes laisse supposer que cette version a été rédigée après l'installation du prélat à Tours.

Francon de Tongres : sédition et résistance au roi : déposition ; Hildegaire de Meaux a la même position que Francon ; Adventius de Metz : a excommunié des clercs non coupables et n'a pas obéi à son métropolitain : déposition ; Gilbert de Chartres : a interdit le baptême aux enfants et le viatique pour les mourants et la sépulture, n'a pas obéi aux ordres du métropolitain : déposition ; Odon de Beauvais : a osé retenir, lui évêque, qu'il faut couper la langue ou la tête aux délateurs : déposition ; Raginelm de Noyon : a adultéré le sens des Ecritures : déposition ; Engenold de Poitiers : contempteur des droits de son métropolitain : déposition ; Jean de Cambrai : constamment indiscipliné devant le roi et son métropolitain, s'est lui-même condamné à la déposition ; Gauthier d'Orléans : s'est rendu coupable de nombreux excès que condamnent les canons : déposition ; Willebert de Chalons : malgré les avertissements, ne s'est pas corrigé : déposition ; Hildebald de Soissons : son refus de répondre, dans un jugement régulier, conduit à sa déposition par coutumace ; Bérard de Verdun : malgré l'avis formel du pape a refusé d'obéir à son métropolitain : déposition ; Engelvin de Paris : s'est lui-même séparé, par ses actes, de la charge épiscopale ; Bricus, coévêque de Tongres : a agi contre les règles sacrées et persiste dans sa coutumace : déposition ⁴⁵³.

Les métropolitains ⁴⁵⁴, fidèles à la lettre même de la procédure — il s'agit d'un procès canonique sur plainte royale — n'ont retenu que les accusations portées par le roi. Les évêques, au contraire, sont plus sensibles à l'aspect canonique du jugement ⁴⁵⁵, tout particulièrement les suffragants d'Hincmar.

Hincmar de Reims a toujours redouté de devoir en venir là où il est arrivé maintenant : prononcer la sentence de déposition, mais l'una-

⁴⁵³ Mansi XVI, 671-675. Le texte des actes est intéressant à confronter avec le récit que donne, des mêmes événements, dans son appel au synode de Troyes de 878, l'évêque déposé (PL 124, 1071-1072) : « Iudicium praefatus archiepiscopus super me imposuit ut ab episcopali remouendus essem officio. Sed alii gemebant flebantque, inter quos nullum merebar pati inimicum. Scripta quidem ab eodem archiepiscopo ipsis imposita manibus tenentes sed ore proferre nolentes, inuiti uix uerba singultiebant, aditum tamen ad sedem apostolicam minime sperantes mihi posse denegari : unde « saluo per omnia sedis apostolicae iudicio » ipsi finem lectionis terminauere ». Ce dernier détail authentifie les attendus et les sentences mentionnés dans les actes du synode.

⁴⁵⁴ L'un d'eux, Rémi de Lyon, n'assistait pas au jugement (Mansi XVI, 671) ; il a lu et signé les actes après coup : « relegi consensi et subscripsi » (Mansi XVI, 677) ; ce détail enlève beaucoup de poids à l'argumentation présentée en 876 par l'évêque déposé ; on voit mal comment Hincmar aurait imposé à Rémi de Lyon une telle démarche.

⁴⁵⁵ Deux d'entre eux seulement sur treize (si l'on excepte Actard) retiennent des actes d'insubordination à l'égard du roi. Un évêque, Engenold de Poitiers, a jugé mais ne signe pas les actes. Il est cependant d'accord avec les décisions prises puisqu'il signe, en septembre, la lettre d'envoi au pape (Mansi XVI, 678).

nime réponse des évêques l'oblige ; s'il prononce le jugement de déposition le suivront-ils ? Les membres du synode ayant répondu oui, un par un, les sentences sont lues par le diacre Adalgaire : Hincmar est privé de toutes fonctions ecclésiastiques ; réserve est faite des privilèges du Siège apostolique ⁴⁵⁶.

L'épilogue de l'affaire est connu ⁴⁵⁷ : il n'apporte plus guère de renseignements intéressants ⁴⁵⁸. La lettre par laquelle l'archevêque communique au pape, en dehors de la missive officielle, les décisions prises à Douzy ⁴⁵⁹ nous apprend encore un certain nombre de choses relatives à l'attitude de l'évêque de Laon ⁴⁶⁰. Enfin une lettre rédigée au nom du roi comporte la particularité de n'avoir pas été intégralement recopiée dans l'exemplaire définitif destiné au pape : un long passage a été volontairement omis ⁴⁶¹. La partie la plus intéressante du texte qui n'a pas été envoyée à Rome relate les négociations très laborieuses qui ont été entamées entre Charles et les hommes libres du diocèse de Laon que l'évêque avait envoyés dans le royaume de Louis le Germanique ⁴⁶² porteurs de trésors appartenant à l'église de Laon. Un marchandage a eu lieu, à en croire Hincmar : les évêques du royaume du Germanique n'auraient accepté de souscrire à la condamnation de l'évêque de Laon et d'abandonner les fugitifs qu'ils protègent qu'à la condition que les évêques du royaume de Charles, qui avaient jugé Hincmar de Laon à Douzy reconnaissent, eux, la validité de l'élection

⁴⁵⁶ PL 126, 634-635.

⁴⁵⁷ Amann, p. 409-410.

⁴⁵⁸ Lettre du synode à Adrien (6 novembre) (PL 126, 635-641 - Mansi XVI, 678-680).

⁴⁵⁹ Schrörs 315, PL 126, 641-648, Mansi XVI, 682-688 ; texte révisé par N. Ertl sur le manuscrit Paris BN Latin 1594, fol. 162-179.

⁴⁶⁰ L'évêque a dilapidé le trésor de Notre-Dame de Laon, en particulier les garnitures précieuses placées devant l'autel principal par Pardule ; il en a fait faire des gaines d'épées, des ceintures et des liens pour des sandales. L'archevêque précise qu'il a reçu la parole du roi d'adoucir la retraite de l'ex-évêque : on verrait bientôt ce qu'il devait en être de cette promesse. La lettre d'Hincmar constitue un résumé très clair de toute l'affaire. Elle révèle, d'autre part, que de simples prêtres continuent à faire appel à Rome des sentences qui les frappent.

⁴⁶¹ Manuscrit Paris BN Latin 1594, folio 191 v., avec une mention marginale qui nous paraît être de la main d'Hincmar : « ab isto signo sequens signum, quae interposita sunt non fuerunt missa in epistola Romam directa ». De fait, l'édition de Sirmond (et par voie de conséquence celle de Migne) omet le long passage en question.

⁴⁶² Paris Latin 1594, fol. 192 r. : « Sed etiam et quos locando conducere et sibi conciliare uoluit in regnum fratris nostri Hludouici cum thesauro et facultatibus ecclesiasticis furtim direxit. Qui usque hodie contra custodiam publicam et contra quietem ecclesiasticam ad uicem ipsius Hincmari moliuntur et sub quorundam episcoporum regni praedicti fratris nostri protectione ac patrocinio contra leges et canones degunt... ».

de Willebert à Cologne⁴⁶³. C'est donc un épisode assez sordide des relations entre Carolingiens que l'on évite de placer sous le regard du pape. Hincmar multiplie les références, selon son habitude, pour prouver qu'il était impossible d'accepter un tel marché⁴⁶⁴. Cette affaire est évidemment liée aux négociations très difficiles qui ont eu lieu entre les deux frères après la mort de Lothaire II et à l'occasion desquelles, en effet, l'élection de Willebert a été vivement contestée par Charles et ses partisans lorrains. On peut penser que le roi a aisément pris son parti de cette élection lorsque les accords ont été passés avec Louis⁴⁶⁵. D'autre part, le roi a plus facilement pardonné aux hommes libres — guerriers dont il a tant besoin — qu'à Hincmar de Laon, suprême responsable de leur attitude. L'ordre de supprimer le passage en question dans la lettre destinée au pape se comprend fort bien s'il émane du roi lui-même. Soucieux d'effacer les traces d'un — un de plus — marchandage diplomatique au cours duquel, une fois encore, les principes chers à Hincmar ont dû être singulièrement malmenés, Charles ne s'est certainement pas soucié dans ce cas plus que dans d'autres, de la consultation très motivée que le prélat avait rédigée pour expliquer au pape que le pardon était impossible pour les hommes de Laon, voleurs et sacrilèges.

Hincmar n'a pas poursuivi son neveu de sa vindicte ; au contraire, il paraît bien avoir cherché à adoucir son sort personnel⁴⁶⁶. Mais la déposition ne pose aucun problème moral au prélat : c'est un homme devenu indigne de la *fonction* qui lui avait été confiée dans la société qui en est déchargé et qui doit y être remplacé par un autre. Pour l'homme, clerc, donc conuersus, l'affaire est sans conséquences ni sur son genre de vie, sauf s'il garde le goût, condamnable, des biens terrestres, ni sur son salut puisque, au contraire, il va se trouver, désor-

⁴⁶³ Folios 192 r. et v. : « Qui episcopi (Hludouuici) quando cum praefato fratre nostro proxime locuti fuimus et eosdem fures et periurios atque sacrilegos ab illo repetiuimus, damnationi praedicti Hincmari subscribere uoluerunt et ad hoc se obtulerunt eo condicione ut episcopi qui in synodo residentes eundem Hincmarum regulariter iudicauerunt ordinationi, Uuiliberti quem ipsi Agripinensi Colonia ordinauerunt subscriberent ».

⁴⁶⁴ Folios 193 r. et v. Le texte que nous analysons ici s'intercale dans PL 124, 895, entre les mots « comprobabimus » et « Tamdem quia... ».

⁴⁶⁵ Sur toute cette négociation : Calmette, *Diplomatie carolingienne*, op. cit., p. 121-127. Willebert n'a jamais compté au nombre des amis — pas même des correspondants — d'Hincmar. Il est donc difficile de dire avec netteté si le prélat rémois cherchait, dans le passage inédit que nous venons d'analyser, à contester l'élection d'un adversaire personnel, d'un rival politique ou d'un adversaire de son roi.

⁴⁶⁶ Lettre à Anastase Bibliothécaire, Schrörs 316. Lettres à Isembert, ami de l'archevêque (Schrörs 422, 873-878) demandant d'aider Hincmar le Jeune.

mais, placé dans de meilleures conditions pour l'assurer ⁴⁶⁷. Après une longue hésitation, Rome finit par approuver la procédure de Douzy ⁴⁶⁸. A son retour d'Italie, Charles, glorieux empereur, fait aveugler son ancien adversaire, maintenant déposé et réduit à l'impuissance ⁴⁶⁹, sans que la moindre complicité puisse être reprochée à l'archevêque de Reims. Le siège de Laon est, en 876, pourvu d'un nouveau titulaire, Hedenulf ⁴⁷⁰.

Les Annales de Saint-Bertin ⁴⁷¹, plus prudemment que celles de Saint-Vaast ⁴⁷², mentionnent qu'un vif mouvement en faveur de l'aveuglé a conduit les évêques à souhaiter une solution canoniquement dangereuse mais humainement séduisante ⁴⁷³. Hincmar ne manifeste qu'assez peu d'enthousiasme : son neveu s'est présenté en accusateur hargneux contre lui ⁴⁷⁴. Une fois de plus, à la tendresse que, peut-être, l'oncle aurait gardée pour le neveu, s'oppose l'autorité de la chose jugée et la sanction méritée par un mauvais exercice du ministère sacré. Le pape n'a voulu ni désavouer son approbation antérieure des actes de Douzy, ni désavouer l'archevêque de Reims, ni rétablir le condamné.

⁴⁶⁷ Au demeurant, la « grande politique » ne permet plus à Charles et à Rome de s'intéresser à un homme qui n'a que trop fait parler de lui : la succession impériale est en vue.

⁴⁶⁸ Lettre de Jean VIII à Hincmar, Mansi XVIII, 575. On a, jusque là, scrupuleusement évité de préjuger de la position finale du pape : en 875, Hincmar de Laon approuve (« Hincmarus Laudunensis ecclesiae episcoporum minimus roborauit », Mansi XVII, A, 300) la confirmation des privilèges de l'abbaye de Tournus. (Il est encore mentionné comme évêque de Laon dans un autre acte du même concile : Mansi XVII, A, 302). Il paraît évident que Jean VIII a accordé à Charles, devenu empereur, la déposition refusée ou différée jusque là.

⁴⁶⁹ Mansi XVI, 722. Cet acte de cruauté ne grandit pas le roi. Il a du reste déjà procédé ainsi à l'égard de son propre fils Carloman : Flodoard HRE MGH SS XIII, p. 509 : « ... insuper et comprehensum oculis priuari iussit ».

Les Annales de Saint-Vaast (citées in Annales Bertiniani, Grat, p. 229, note 1) disent que Boson a aveuglé l'ancien évêque.

Ces « détails » éclairent d'un jour assez sinistre les raisons qu'avait Hincmar de Reims, en 868, de protéger son neveu contre la colère violente de Charles et d'apaiser le roi, en 870 et 871, de chercher à éviter le jugement qui ouvrirait la porte à la vindicte royale.

⁴⁷⁰ Mansi XVII, A, 305-306 et lettres d'Hincmar à Charles, Schrörs, 403 et 404.

⁴⁷¹ Grat, p. 228-229.

⁴⁷² Grat, p. 229, note 1 : Hincmar de Laon aurait été innocenté par le concile de Troyes et aurait reçu le droit de dire la messe.

⁴⁷³ L'évêque aurait reçu une partie des revenus du diocèse et aurait célébré le culte, sans que l'ordination d'Hedenulf soit remise en cause. Celui-ci paraît du reste avoir voulu faciliter une réinstallation de son prédécesseur, par une démission que le pape refuse.

⁴⁷⁴ On se souvient du libelle dont il a été question plus haut et qui rend Hincmar seul responsable de tout ce qui est arrivé.

On a autorisé celui-ci à dire la messe publiquement et à bénir le peuple de Laon. Peu de temps après, l'ancien évêque meurt sans avoir obtenu davantage ⁴⁷⁵.

D) *Hincmar conseiller du roi en 870-871 :*

L'entente apparemment retrouvée entre Charles et Hincmar de Reims a procuré à l'archevêque, à coup sûr, la joie intense de consacrer la rupture avec la politique précédemment suivie à l'égard de Rome par le roi. Charles le Chauve, une première fois, a confié au prélat le soin de répondre aux reproches pontificaux après le couronnement de Metz ⁴⁷⁶. Après le synode de Douzy, le roi confie aussi à Hincmar le soin de rejeter les démarches romaines relatives à l'attitude royale en face de l'évêque de Laon. Hincmar ne se prive pas d'exploiter les possibilités que lui apporte cette double invite ⁴⁷⁷. Aux arguments de procédure ⁴⁷⁸, il ajoute de vifs reproches sur le style violent des textes pontificaux ⁴⁷⁹; le roi ne peut rester silencieux en face d'accusations si injustes : ce serait reconnaître tacitement qu'elles sont fondées ⁴⁸⁰. Que le pape

⁴⁷⁵ Il nous reste une très intéressante version laonnaise de toute l'affaire qui a opposé l'oncle et le neveu, le métropolitain et le coévêque. Elle se trouve dans le manuscrit Paris BN Latin 5099, donné par Didon à Notre-Dame de Laon. Sur l'ordre de Didon, vraisemblablement, un dossier qu'il serait très intéressant de travailler en détail a été constitué à l'aide de longs passages des principaux documents échangés durant trois ou quatre ans entre Laon et Reims.

⁴⁷⁶ Voir chapitre V.

⁴⁷⁷ Des deux lettres concernant cette question l'une seulement est traditionnellement attribuée à la plume d'Hincmar. La comparaison des citations, celle du style ne permettent aucun doute : elles ont toutes deux été rédigées par le métropolitain de Reims. PL 124, 881-896 et PL 124, 876-881.

⁴⁷⁸ Le roi n'a été ni convaincu ni confessé devant aucun tribunal des accusations portées contre lui par le pape (PL 124, 881). On tient Charles pour coupable et cependant on lui demande d'user de son autorité pour envoyer l'évêque à Rome ! (886) : ce serait un crime que d'user d'un pouvoir aussi coupable que le pape le prétend pour un acte aussi odieux ! (893). Le pape a menacé Charles d'excommunication si les biens de l'évêque de Laon ne lui étaient pas immédiatement restitués (878).

Jamais Nicolas I^{er} n'a osé procéder contre Lothaire II, pécheur public, même aux pires moments « sicut nos sine auctoritate et ratione excommunicandos minatis » (PL 124, 877).

⁴⁷⁹ « Le roi » avait d'abord refusé de considérer comme authentiques, pour cette raison, les premières lettres qui lui étaient parvenues (882). On le traite de « presque tyran, perfide, voleur de biens ecclésiastiques », etc... (882). Rome donne le conseil d'accepter d'un cœur léger les remontrances faites ; peut-on avoir cette attitude en face de telles accusations qu'aucune preuve ne vient étayer ! (883). PL 124, 885 : les lettres envoyées « indebita increpatione os nostrum oppilare studuerunt ». Si au moins le pape avait formulé ses accusations au conditionnel (886)... Quelle démenche a donc saisi le rédacteur de telles missives ?

Les arguments sont repris PL 124, 876.

⁴⁸⁰ PL 124, 884.

écrive selon son ministère et ses lettres seront reçues avec déférence ⁴⁸¹. Mais qu'il n'oublie pas, non plus, ce qu'est la fonction royale ⁴⁸². Sur le fond, c'est une fin de non-recevoir totale : le procès de Douzy a été mené régulièrement ; il ne peut être recommencé à Rome mais seulement selon les canons de Sardique ⁴⁸³. « Charles » se montre plus souple sur les points de détail, tout en réservant, sur le fond, son opinion sur l'attitude scandaleuse du pape ⁴⁸⁴.

C'est aussi en s'opposant à l'attitude de Rome qu'Hincmar a aidé le roi à venir à bout de l'insurrection de Carloman. Charles partant pour assiéger Vienne ⁴⁸⁵ a confié au prélat un rôle essentiel ⁴⁸⁶. Il doit convoquer un synode où juger Carloman et inciter les laïcs à lui résister, ceci avant Noël ⁴⁸⁷. Hincmar a soulevé contre la date prévue de nombreuses objections ⁴⁸⁸ : la proximité de Noël ne convient pas pour une telle réunion ; Carloman a été ordonné à Meaux, il dépend de Sens, Hincmar ne peut entamer une procédure contre lui ; il ne sert à rien d'envisager un synode si, en même temps, la force militaire n'est pas employée pour mettre Carloman à la raison ⁴⁸⁹. Il convient à la fois d'apaiser Charles et d'amener Carloman à abandonner la révolte. Hinc-

⁴⁸¹ PL 124, 884 : « Mandate et scribite quae uestro et nostro ministerio congruunt... et alacri mente gratoque animo recipiemus ».

Hincmar joue avec habileté du ton de la correspondance antérieure entre Nicolas I^{er} et Charles le Chauve : PL 124, 888 : « Nos autem auctoritatem uestram iudicaturam potius credimus ut ea sequamur quae decessores ac praedecessores uestri... scripserunt quam illa quae *scriptor* saepedictae epistolae ex nomine uestro nobis directae confinxit ». En fait, Hincmar n'est pas loin de la vérité, le pape n'est pas, en effet, directement le rédacteur : Anastase a préparé le texte incendiaire qu'a reçu Charles.

La réponse suivante revient sur le même thème : « ...neque decessores ac praedecessores uestri nostris decessoribus ac praedecessoribus talia impeerunt uel mandauerunt » (PL 124, 876). Voir aussi PL 124, 879.

Hincmar se laisse aller lui aussi, à beaucoup de violence : quiconque accuse sans preuve de pareille façon « non me sed se a catholica et apostolica communione sequestrat ».

⁴⁸² Voir chapitre VIII.

⁴⁸³ PL 124, 895-896. De même, PL 124, 880.

⁴⁸⁴ PL 124, 878 sq.

⁴⁸⁵ Annales Bertiniani, Grat, p. 178.

⁴⁸⁶ Le ton des lettres d'Hincmar sur ce sujet ne laisse aucun doute.

⁴⁸⁷ Schrörs 290 et Schrörs 291, lettres très courtes, à Engelramne (c'est probablement celui qui a été choisi en 865 par Louis le Germanique comme garant de l'accord avec Charles, qui négocie en mars 870 l'accord de partage de la succession lorraine avec le même Louis et qui passe en 875 dans le royaume de Louis), à Adelelme et Gosselin sur le même thème. Une autre lettre encore au même moment : Schrörs 295.

⁴⁸⁸ Schrörs 290.

⁴⁸⁹ « si alia potestas illi non contradicet ». Hincmar reconnaît, ipso facto, la faiblesse d'une sanction ecclésiastique que n'appuie pas le bras séculier.

mar craint d'ailleurs qu'une « mobilisation » ne soit une nouvelle occasion de désordre. Hincmar conseille⁴⁹⁰, aux trois comtes déjà avertis par une autre lettre, de ne pas mettre le peuple en mouvement avant d'avoir un plan d'action concerté et avant d'avoir pris contact avec Carloman. Hincmar n'a pas exécuté l'ordre royal. Il cherche avant tout une réconciliation entre Charles et son fils⁴⁹¹ : il demande à Carloman de se rendre à Saint-Médard en attendant le retour du roi⁴⁹² ; en même temps il conseille la clémence à celui-ci⁴⁹³. Charles rentre du Sud plus vite que prévu⁴⁹⁴ ; Hincmar sent que des instructions nouvelles vont être données ; il écrit au comte Ardoïn⁴⁹⁵ pour lui demander de poursuivre les démarches auprès de Carloman en attendant ces instructions. Charles, à son habitude, veut régler cette question au plus vite : il a 47 ans et n'aime guère l'opposition. Hincmar vieillissant — il a environ 64 ans — n'est plus accordé au rythme des décisions royales.

Le 31 Janvier 871, tout est réglé⁴⁹⁶ : Carloman et ses complices sont excommuniés⁴⁹⁷. L'excommunication accomplie, Hincmar remplit ses devoirs canoniques. Hincmar le Jeune, on le sait, est trois fois prié d'approuver la sentence⁴⁹⁸. Nous avons conservé, parmi celles qu'il a envoyées aux métropolitains, la lettre destinée par Hincmar à Rémi de Lyon⁴⁹⁹ ; elle est, comme toujours, un modèle de précision. Quatre

⁴⁹⁰ Schrörs 292.

⁴⁹¹ Schrörs 294 : Hincmar informe deux comtes d'une mission qu'il doit remplir de la part de Charles auprès de Carloman.

⁴⁹² Schrörs 293.

⁴⁹³ Schrörs 296.

⁴⁹⁴ Annales Bertiniani, Grat, p. 179 : le roi regagne Saint-Denis aussi vite que possible en janvier.

⁴⁹⁵ Ardoïn fait partie de la délégation royale chargée, en 870, des négociations avec Louis le Germanique. Schrörs 295, janvier 871 et non décembre 870 comme le pensait Schrörs.

⁴⁹⁶ Flodoard, HRE MGH SS XIII, 509, écrit : « *Sed rex — Charles s'oppose ainsi à la politique de conciliation du prélat — eumdem filium suum cum suis postea excommunicari fecit ab episcopis totius regni pro malis quae relinquere nolebat, insuper et comprehensum oculis priuari iussit* ».

⁴⁹⁷ Annales Bertiniani, Grat, p. 180-181. Hincmar précise que l'excommunication a été portée province par province, en fonction de l'origine de Carloman et de ses complices. Il est intéressant de voir qu'Hincmar ne rapporte pas, dans la rédaction des Annales pour 870, ses efforts de conciliation, mais qu'il adopte violemment le point de vue royal, les méfaits de Carloman ayant été, semble-t-il, en effet, considérables : c'est un fils de Bélial, dévastateur de la Belgique.

⁴⁹⁸ Schrörs 303, 31 janvier 871, Schrörs 305, Schrörs 306. Ces textes ont été révisés par N. Ertl sur le manuscrit Paris BN Latin 1554.

⁴⁹⁹ Schrörs 304, février 871, Mansi XVI, 605 D et PL 126, 255-280. Les deux versions sont médiocres. La révision a été effectuée par N. Ertl sur le manuscrit parisien BN Latin 1594, fol. 42, 44 v. et par W. Gundlach sur Paris BN Latin 5095, 91 v., 92 v., tous deux du IX^e siècle.

fois, en vain, l'appel à la réconciliation a été lancé à Carloman⁵⁰⁰ ; l'excommunication prend effet au début Mars⁵⁰¹ ; elle ne sera suspendue que si ceux qu'elle frappe sont en danger de mort. Adventius de Metz est aussi informé⁵⁰².

Pendant quelques mois, le prélat retrouve l'audience générale qu'il avait en 860 : durant les premiers mois de 870, il adresse à Louis le Germanique, en accord avec les métropolitains de Lyon, de Besançon, de Tours, de Vienne et de Sens, une mise en garde contre sa complicité ou sa passivité devant les troubles provoqués contre Bertolf dans l'archevêché de Trèves⁵⁰³. Hincmar souligne à cette occasion la nécessité pour Louis de respecter l'ordination canonique tout à fait régulière de Bertolf, et de cesser de déclarer qu'elle a été acquise en violation de ses droits⁵⁰⁴. Rarement la prépondérance du ministère sacré s'affirme-t-elle avec plus de force dans les écrits de l'archevêque et rarement l'utilisation rigoureuse des canons couvre-t-elle plus clairement ce qui a été au moins une indélicatesse à l'égard de Louis.

Hincmar n'a pas, cependant, obtenu satisfaction en tous points, même durant cette nouvelle et brève entente avec Charles. Dans les débats qui ont entouré le transfert d'Actard, ancien évêque de Nantes⁵⁰⁵ sur le siège de Tours, rendu vacant par la mort d'Erard⁵⁰⁶, Hincmar a pris, sur le plan canonique, nettement position contre le bien-fondé de la demande d'Actard⁵⁰⁷. Encore une fois, l'archevêque montre son

⁵⁰⁰ « Quem pie domnus noster rex Karolus sed et complices eius benigne et misericorditer sicut in mandato quod eis direxerat potestis relegere, quater studuit reuocare ».

⁵⁰¹ Hincmar a voulu attendre jusque-là le consentement de son neveu.

⁵⁰² Schrörs 312.

⁵⁰³ Schrörs 281, PL 126, 262-264. Texte révisé et complété par N. Ertl d'après Flodoard.

⁵⁰⁴ PL 126, 262.

⁵⁰⁵ Chassé de Nantes à plusieurs reprises, Actard estime, en 868, que la situation y est intenable, du fait des Normands et des Bretons. Il a, dès ce moment (Annales Bertiniani, Grat, p. 144) été question, pour lui, d'une métropole éventuellement vacante : ce qui, si le renseignement que donne Hincmar est exact, peut conduire à accuser Actard d'ambition. Il est effectivement question, dans une lettre de Charles le Chauve à Nicolas I^{er} (PL 124, 875) de l'éventuel transfert d'Actard, porteur des lettres du synode de Troyes à Rome, on le sait. En attendant, Actard a été, pour un temps, placé dans l'évêché vacant de Thérouanne (PL 126, 218).

⁵⁰⁶ L'archevêque disparaît entre les synodes d'Attigny et de Douzy.

⁵⁰⁷ Hincmar expose clairement ce qu'il en pense, après l'installation d'Actard à Tours (cf. PL 126, 218) : installation faite à la demande du clergé et du peuple de cette ville et sur ordre de Rome. Comme dans le cas de Vulfade, Hincmar n'a pas voulu s'opposer par une attitude désagréable à l'égard d'un homme avec lequel il entretient d'excellentes relations, à une décision que prendrait Rome, en violation des canons, selon la procédure qui se développe depuis Nicolas I^{er}. N'écrit-il pas à Adrien II (PL 126, 642) ; « ut petitione clerici ac plebis ipsius ecclesiae et consensu

manque de souplesse en face des « accommodements » humains lorsque les textes canoniques sont en jeu ; encore une fois, il s'oppose ouvertement à une décision royale. C'est, dit Hincmar, une chose que d'être déplacé, c'en est une toute autre que de vouloir être déplacé⁵⁰⁸ : l'Eglise, parfois ordonne des mutations nécessaires⁵⁰⁹. Tel n'était pas ici le cas. Le fait de vivre au milieu des païens ou de persécuteurs ne constitue pas une raison recevable de quitter un siège épiscopal⁵¹⁰. La législation canonique est, en effet, en général défavorable aux transferts⁵¹¹ ; le prélat sait en user. Un évêque, dit-il, après son intronisation, se trouve avec son siège, dans le même type de rapports qu'un mari avec son épouse⁵¹² : il n'est pas là pour sa propre gloire ou sa fortune mais pour le service des fidèles qui lui sont confiés⁵¹³. Actard — seul le jugement de Dieu et la conscience du nouveau prélat sont en cause — a pu céder

nostrae unanimatis ac fauore domni nostri Karoli regis gloriosi a uestra auctoritate eidem incardinaretur ecclesiae » (sur le mot « incardinaretur », voir : M. Andrieu : *L'origine du titre de cardinal dans l'Eglise romaine*, Rome 1946, qui cite la lettre d'Adrien II (PL 122, 1313) : « Nam sicut synodus expostulauerit, plebs et Turonica clerus eum concorditer elegit, per nostrae auctoritatis decretum constituimus cardinalem metropolitanum et archiepiscopum Turonicae ecclesiae atque prouintiae »).

Mais le prélat livre le fond de sa pensée dans un texte adressé à un évêque qui l'a interrogé (PL 126, 210-230). La datation de Schrörs (872) est correcte. Ce texte, fort clair et bien travaillé, n'a cependant pas réclamé d'exceptionnels efforts de lecture. Une faible moitié des auctoritates apparaît pour la première fois. Hincmar a fait appel à plusieurs collections canoniques : D.H., Quesneliana, Collection d'Arles. Ce texte a été conservé par le manuscrit Berlin Philipps 1769, sur lequel la révision a été effectuée.

La position d'Hincmar n'a rien d'exceptionnel : la publication de la collection de Bonneval (H. Mordeck, *Deutsches Archiv*, 1968), montre que tout le titre VII de cette collection rassemble des canons défavorables aux transferts.

Hincmar ne s'est pas montré plus souple, en 876, lorsqu'il s'est agi du transfert de Frotaire, désireux de quitter Bordeaux pour Bourges (voir Annales Bertiniani, Grat, année 876).

⁵⁰⁸ PL 126, 213.

⁵⁰⁹ PL 126, 213-214 : il convient, d'ailleurs, dans ce cas, que la décision soit collectivement étudiée.

⁵¹⁰ PL 126, 228 : Hincmar évoque la situation en Espagne, à Cordoue en particulier.

⁵¹¹ J. Gaudemet : *L'Eglise dans l'Empire romain*, op. cit., p. 359 sq. Nicée et Sardique sont très hostiles, mais Chalcédoine (c. 10) a admis les transferts pour raisons légitimes (Gaudemet, p. 181).

⁵¹² Le thème provient de Gélase. Hincmar pousse l'idée jusqu'au bout : un évêque doit, sauf cas tout à fait exceptionnel, mourir où il a été sacré. Ni le sacrement épiscopal, ni le baptême, ni l'ordination ne se réitérent : PL 126, 212-213.

La même assimilation conduit Hincmar à rejeter la proposition d'Actard de gérer à la fois Tours et Nantes : il y a là une manière d'adultère ! (218-221).

PL 126, 226 : « Nos autem moderni et gallicani episcopi nouos canones facere conamur ut liceat nobis quod grauius est quam carnali commercio, spiritali adulterio, aut duas uxores id est duas sedes simul habere... ». On reconnaît là toutes les préventions du prélat contre les nouveautés, contre toute violation des canons classiques, sauf par la voie autoritaire pontificale.

⁵¹³ PL 125, 211-212.

à l'ambition d'acquérir un siège de plus grande importance⁵¹⁴ et de gérer de plus vastes biens⁵¹⁵. Actard n'a guère manifesté sa vocation au martyre, lui qui n'a ni femme ni enfants, alors que les comtes et les laïcs restent, eux, face aux périls qu'il a fui⁵¹⁶. On ne peut que s'étonner de voir l'archevêque critiquer si vertement une mesure qu'il a, volens nolens, approuvée en 871. Seuls les détours d'une casuistique fondée sur son inébranlable fidélité à la lettre des canons expliquent cette volte face, justifiable dans les principes, non dans les faits.

Peut-être, plus simplement, dès 872, Hincmar glisse-t-il à nouveau, ayant rempli auprès de Charles les rôles dont celui-ci avait besoin, vers l'indifférence retrouvée du roi qui le conduit à une amertume croissante.

III. — 872-876

A) *Du jugement des clercs - Hincmar et les nouveautés canoniques.*

Au sortir de luttes où la science juridique du prélat s'est encore affinée, il est utile de marquer un temps d'arrêt pour examiner l'état de ses positions. Conflits et débats qui ont cerné et concerné Hincmar permettent de dégager ses idées sur quelques points : jugement des clercs et exercice conjoint de deux justices différentes ; apparition de faux juridiques canoniques et laïcs ; et de montrer le cheminement final de sa recherche canonique.

Il existe dans le monde laïque aussi bien que dans l'ecclésiastique, des causes qui sont propres à chacun et qu'ils règlent, chacun pour soi, en fonction de droits différents, devant des justices séparées. Mais ces causes « pures » sont l'exception, dans le monde que nous avons décrit autour d'Hincmar : force est donc, en fait, de compter avec de très nombreux cas qui appartiennent aux deux justices à la fois⁵¹⁷ : quel acte humain répréhensible ne comporte-t-il pas l'ombre au moins d'un péché !

⁵¹⁴ PL 125, 221. Hincmar (col. 223), avec beaucoup d'hypocrisie, rend Actard seul responsable du transfert — en dehors de Rome bien sûr — ; ceux qui ont massivement, lui compris, consenti à l'opération ne sont pas mis en cause. On voit mal comment l'archevêque aurait pu écrire autre chose à son correspondant, mais son argumentation est singulièrement captieuse.

Actard est très vivement pris à partie col. 225-226.

⁵¹⁵ Alors qu'à Nantes le comte et bien d'autres laïcs vivent des biens mis à leur disposition, Actard prétend qu'il ne lui était plus possible de le faire : PL 126, 228-229.

⁵¹⁶ PL 126, 230.

⁵¹⁷ Nous avons déjà rencontré des cas tout à fait caractéristiques : Pépin II d'Aquitaine, Lothaire II, le comte Etienne. Nouvel exemple théorique, en 870 (PL 126, 504) à propos de Nortmann, comte de Laon : « ut si ipse Nortmannus peruasor rerum ecclesiasticarum foret gladio id est uindicta regia puniretur, si sacrilegus comprobatus esset episcopali et canonico iudicio iudicaretur ».

Mais ces justices ne sont ni interchangeables, ni automatiquement compétentes en tout cas : certains aspects des causes concernant des laïcs ne peuvent valablement être examinés et tranchés que par des tribunaux laïques ; un clerc, quelque chef d'accusation que l'on retienne contre lui, ne peut personnellement comparaître, spontanément ou par contrainte, devant un tribunal laïc ; le roi n'a pas à intervenir, en quelque cas que ce soit, dans les poursuites canoniques engagées régulièrement⁵¹⁸.

Le clerc occupe dans la société une place qui symbolise l'ordre⁵¹⁹ auquel il appartient et qui le rend responsable à tout échelon, d'un grand nombre de laïcs ; l'évêque, clerc éminent par son office, est plus qualifié encore pour échapper au jugement direct de ceux dont le salut dépend de lui ; le pape n'est jugé par personne. La fonction cléricale empêche donc de se présenter devant des non-clercs, fût-ce comme témoin⁵²⁰. Cette séparation est radicale, même s'il s'agit d'une cause civile⁵²¹. Tout manquement est pourchassé⁵²² et dénoncé⁵²³. Il ne

⁵¹⁸ Charles le Chauve, par la plume d'Hincmar, l'écrit à Adrien II, PL 124, 893 : « Non est nostri regii ministerii reum et sacrorum canonum iudicio condemnatum... nostra potentia fretum quoque dirigere... ». L'argument est habile, Hincmar ne peut envoyer son coévêque à Rome, par suite de l'absence d'autorisation royale ; le roi ne peut rien faire contre les canons !

⁵¹⁹ PL 126, 591 : « ... contra canones qui ab ecclesiasticis ad maioris auctoritatis ecclesiasticos iudices et *non maioribus ad minores nec ab ecclesiasticis ad saeculares* neque a consensu partium electis prouocari permittunt ».

⁵²⁰ Hincmar n'énonce jamais de théorie organisée sur ces points. Il s'appuie, comme toujours, sur un certain nombre de textes importants, par exemple : synode romain de 854 (Mansi XIV, 1000), canon 13 : « Quamquam sacerdotum testimonium credibile habeatur, tamen ipsi in saecularibus negotiis pro testimonio aut conficiendis instrumentis non regentur, quia eos in talibus rebus esse *non conuenit* » (cité PL 125, 1099). Sur ce point, Charles le Chauve est, nous l'avons vu, sévèrement repris en 868, pour avoir convoqué l'évêque de Laon « ad causas uestras id est ad iudicia saecularia » (PL 125, 1037).

⁵²¹ Hincmar est précis : Gundlach, p. 131 : « ... ut presbyteri publica iudicia non adeant ; ut si presbyteris aliqua *civilis* causa commota fuerit aduocatos suos ante episcopum uel ante archidiaconum donent et sic iustitiam per aduocatos suos, quos leges procuratores vel causedicos appellant aduersum se quaerentibus reddant, sicut ipsi per suos aduocatos adipisci iustitias uolunt... ». L'archevêque sait que l'Eglise a beaucoup hésité en cette matière et qu'elle s'est, finalement, arrêtée à la prohibition absolue (PL 126, 593).

⁵²² Schrörs 514 : Lettre à Folcon, comte du palais : un prêtre de Soissons fuit la justice ecclésiastique et recherche la séculière : ne pas le recevoir.

⁵²³ Cas d'Hincmar de Laon, PL 126, 592 : « Cum sicut ei non licet, de accusatione siue criminalis siue ciuili causae, relicto ecclesiastico, publico purgari iudicio, ita etiam non licet illi postposito uel contempto ecclesiastico iudicio ad saecularia iudicia conuolare... ».

s'agit pas cependant d'un *privilege*⁵²⁴, garantissant la *personne* des clercs contre toute poursuite — on va y revenir — mais d'un système complet de défense des clercs contre eux-mêmes et contre les tentations du monde⁵²⁵ qui permet, du même coup, de sauvegarder la pureté du ministère sacerdotal. Les règles qui découlent de ces principes sont difficiles à appliquer : elles figurent d'ailleurs dans des textes sur lesquels la lumière historique est loin d'être faite⁵²⁶. Un clerc accusé au criminel ne peut être jugé que par un tribunal canonique⁵²⁷. Dans toute cause non criminelle et mixte, si le laïc accepte de se rendre au tribunal ecclésiastique, il doit en être ainsi, sinon le prêtre devra être représenté par un avocat⁵²⁸. Mais, en aucun cas, la personne d'un clerc ne peut être, du fait de ces règles et principes, soustraite à l'action

⁵²⁴ Bien entendu, au regard de *notre* conception de la loi, ç'en est un. Hincmar ne songe cependant jamais, comme les siècles suivants vont y penser, à s'en servir pour *protéger un clerc coupable de toute sanction réelle*.

Il y a dans les canons, dit Hincmar, tout ce qu'il faut pour punir un clerc coupable, quelle que soit sa faute, comme il y a dans les lois civiles de quoi poursuivre tout laïc : « ... habemus inde sacris canonibus decretans quod debeat sustinere... habetur iudicium in capitulis de his... » (PL 125, 1052). Pour l'archevêque, ne l'oublions pas, le clerc, *conuersus*, est coupable devant Dieu, qui le frappe plus durement que toute sanction humaine ne saurait le faire.

⁵²⁵ PL 125, 1109, Hincmar cite encore le synode romain de 854 : « ...ne dum humana lucra attendant aeterna praemia perdunt ». C'est, surtout à la fin de sa vie, l'une des plus constantes préoccupations d'Hincmar que de dégager les clercs de la gestion du monde physique. Les *aduocati* doivent permettre, chaque fois qu'il est nécessaire, de les remplacer dans ce domaine : voir F. Senn : *L'institution des avoueries ecclésiastiques en France*, Paris 1903, qui demeure bien théorique, et surtout J. Balon : *Ius Medii Aevi*, I - 1 - II : *La situation et la gestion du domaine dans l'Eglise au Moyen Age dans l'Europe des Francs*, p. 17 sq., p. 140, p. 255 note 207.

⁵²⁶ Par exemple ceux que cite Hincmar, PL 126, 593 : « Clericus si aliquem lite pulsauerit in foro illius quem ad iudicium prouocat audiatur. Si tamen pulsatus non adqueuerit ad episcopi et presbiteri uenire iudicium » (Novelle Valentinien XXXVI I, citation omise dans notre *Hincmar et la loi*). « Si clerus laicum pulset prius se audiri ab episcopis poscat : tam si petitioni suae laicum uiderit obuiare, ex permissu episcopi sui in saeculi moderatores disceptatione confligat » (Léon à Sarmacianus, Collection Pithou, lettre reproduite dans les manuscrits Berlin 1741 et Paris 12445) ; ces textes mériteraient, avec bien d'autres, une étude d'ensemble sur l'évolution de l'audientia episcopalis de la fin du monde romain à l'époque carolingienne ; on n'a que trop tendance à examiner ce problème à la lumière des notions modernes et à penser à un volontaire et progressif dessaisissement par l'Etat des tribunaux ecclésiastiques et au contraire pour l'époque carolingienne, à un retour offensif « clérical » des tribunaux d'Eglise contre ceux de l'Etat. Les choses sont certainement *beaucoup* moins simples.

⁵²⁷ Gundlach, p. 131 : « ... si autem crimen institutum fuerit presbiteris per se ante episcopum uel ante iudices qui ab eo fuerint constituti (ce qui ouvre la porte à des aménagements) rationem *canonicam reddant*... » : c'est le seul point sur lequel il y ait réellement *privilege*.

⁵²⁸ PL 126, 592.

normale de l'accusation⁵²⁹, celle-ci fût-elle portée par un laïc, car les lois laïques qu'approuve l'Eglise doivent être respectées par les clercs⁵³⁰. Les normes de l'enquête⁵³¹ et du procès canonique ne doivent, en rien, être moins strictes que celles de la justice laïque. Sous des formes différentes, en raison de la nature différente des ordines concernés, les deux justices sont l'exécutif sans faiblesse et sans faille du règne de la loi. Si bien qu'Hincmar se montre extrêmement pointilleux en ce qui concerne la procédure des tribunaux d'Eglise : toutes les formes prescrites par le droit canon ou par les lois civiles que reçoit l'Eglise doivent y être scrupuleusement respectées. L'audition des témoins et leur nombre⁵³², les règles de l'accusation et du jugement, les droits de l'accusé à être entendu⁵³³, sauf s'il est contumax, le préoccupent constamment. Le souci, dans tous les cas, des droits de la défense surprend, si l'on se reporte à l'image que nous ont laissée d'Hincmar tant d'historiens défavorables : celle d'un être autoritaire et cassant. Nulle procédure, pourtant, ne retient plus sa sympathie que la procédure de conciliation⁵³⁴.

Le légalisme d'Hincmar est certes d'une inhumanité souvent révoltante. Mais il a sa grandeur en un siècle de laisser-aller juridique, dans les milieux aristocratiques en particulier. La justice n'est pas, pour le prélat, une institution que l'on bafoue ou une action avec laquelle on triche. L'observation des lois et des canons va jusqu'à leur exécution sans concession. A cet homme cuirassé de références juridiques, de principes et de respect pour les textes qu'on lui a dit de vénérer, certains contemporains opposent un droit nouveau, né de carences du plus ancien. Devant les Faux, quelle attitude prend celui que, cocassement,

⁵²⁹ PL 125, 1105 : « Alioquin si nullus laicus aduersus clericum nullus clericus aduersus laicum accusationem proferre ualebit, secundum illa quae in memorato sermone ex uerbis sancti Siluestri sunt dicta, quomodo quis iudicabitur ab ecclesiae sanctae uel a legum publicarum iudicibus cum nemo uel ecclesiastico uel ciuili iudicio regulariter atque legaliter, nisi cun sententia ordine iudiciario et quae cum integritate profertur, debeat iudicari ? »

⁵³⁰ Mansi XVI, 656 : « ...nulli sacerdoti licitum est ignorare a principibus terrae leges ab ecclesia et pro ecclesia petitas et promulgatas non debuerat leges dissoluere uel eis minime autem militari manu contraire... ».

⁵³¹ PL 125, 1050-1052.

⁵³² PL 125, 680 sq.

⁵³³ Hincmar cite sans cesse Léon le Grand (Epître aux évêques de Maurétanie) qu'il emprunte pour ce passage à Thierry de Cambrai (PL 125, 388) : personne ne peut être jugé s'il n'est « in praesenti positus aut confutatus aut certe confessus ».

⁵³⁴ Voir PL 125, 1035.

on a parfois tenu pour l'un de leurs auteurs ? Au total d'abord, il y fait, lui-même, fort peu appel, en comparaison de la masse impressionnante de textes authentiques dont il se sert ⁵³⁵.

Mais la méfiance du prélat ne repose pas sur les attendus que nous songerions, aujourd'hui, à invoquer. Pour lui, un faux n'est pas du tout ce que nous appelons ainsi : il s'en explique indirectement ⁵³⁶. Pour lui, un faux est un document authentique *falsifié* ⁵³⁷, non point une

⁵³⁵ Le cas de Benoît le Lévite n'est, ici, guère intéressant. Nous avons déjà réglé celui des *Capitula Angilramni* (*Hincmar et la loi*, op. cit., p. 35-38). Restent les Fausses Décrétales. Le tableau des citations est léger : en 852, une *allusion* ; en 857, trois citations ; en 858-860 : seize citations ; de 861 à 867 : trois ; de 868 à 871 : vingt-deux qui ne sont pas toutes destinées à approuver le contenu ; de 872 à 879 : une citation ! ; de 880 à 882 : douze ou treize. Soit au total moins de soixante citations pour l'ensemble de l'œuvre. Encore faut-il aller plus loin : le Pseudo Urbain, si utile, nous l'avons vu, pour les biens ecclésiastiques, est cité dix fois de 857 à 882 ; le Pseudo Anaclet et le Pseudo Lucius, qui accompagnent obligatoirement le Pseudo Urbain sur le même sujet, sont cités, eux, cinq et six fois ; au total donc, le tiers des citations faites par Hincmar concerne la question fondamentale à ses yeux, et pour laquelle il n'a pas trouvé de meilleur garant, des biens ecclésiastiques. Evidemment, Urbain est le plus choyé de ces papes anciens : il est donné à dix-neuf reprises pour « sanctus et martyr ». La citation que Mme Ertl avait cru tirée des Fausses Décrétales (MGH 210, note 3) provient en fait, comparaisons effectuées, de l'*Hispana*.

Il faut encore exclure du total des soixante citations (qui ne représentent d'ailleurs que trente et un emprunts réels, la grande majorité de ces textes n'étant cités *qu'une fois*) les dix citations de trois extraits d'une Pseudo Décrétale de Grégoire le Grand à Félix de Sicile : Hincmar a cité celle-ci d'après un texte proche des Fausses Décrétales, mais il n'a certainement pas soupçonné son caractère. Nous avons un moment hésité à rattacher la Décrétale de Grégoire le Grand à Secondinus, qui figure dans la collection des faux, à cette série : la comparaison des textes ne le permet pas.

⁵³⁶ Dom Lambot, *Revue belge* 1954, p. 289 : en réponse à une attaque de Ratramne de Corbie : « Nos autem innoxii erimus secundum Apostolum, iuxta Gelasii hortamentum cum quando quaedam apocrypha legerimus quae bona inuenta fuerint retinere studebimus ». Il sera bon de garder la formule en mémoire lorsque nous aborderons la *Vita Remigii*. Dom Lambot rappelle d'ailleurs dans le même article (p. 273) que Paschase Radbert fait accueil à toute tradition, vraie ou fausse, lorsqu'elle est destinée à édifier. Il serait intéressant, en face de cette attitude traditionnelle — c'est celle de Grégoire le Grand — d'étudier en détail les attendus de celle d'un Ratramne de Corbie.

⁵³⁷ Quelques exemples suffisent. On se souvient des craintes affichées par le prélat de voir falsifiée sa correspondance avec Rome (voir chap. VII, passim). Il prend contre ce danger de sages précautions : lettre à Egilon, MGH 193 en 866 : « Et habete exemplaria de epistola synodali et de mea epistola ut, si aliqui inde quidam uoluerint dicere postquam illas apostolico dederitis, habeatis earum exemplaria et habeatis eas bene cognitatas. Similiter satagite ut illas epistolas quas domnus apostolicus de ista causa facere iubebit, legatis antequam hae mittantur ne aliquem dolum in eis scriptores sicut dicuntur facere possint imponere ». Nous retrouverons d'ailleurs ces précautions dans la gestion des scriptoria. Dès lors, par une critique interne, intelligente, l'archevêque peut déterminer qu'un document a été falsifié ; voir par exemple PL 126, 590, ce qui concerne un acte falsifié par Hincmar de Laon.

pièce forgée totalement, au moins lorsqu'il s'agit de textes ayant valeur juridique⁵³⁸ ; dès lors, par comparaison et étude interne, Hincmar sait établir qu'un texte est moins recevable qu'un autre⁵³⁹, qu'il a été remanié⁵⁴⁰, *il ne peut le rejeter comme apocryphe*⁵⁴¹, même si son raisonnement constitue parfois le point de départ de celui que nous faisons nous-même pour aboutir à la détection des faux⁵⁴². A la limite, c'est à la *nocivité* d'un texte, à son manque d'harmonie par rapport à ceux qui sont couramment reçus qu'il faut s'en prendre, non à son authenticité : un texte utile, même s'il est faux, peut être gardé en réserve et utilisé si besoin est. Ces critères appliqués aux faux légaux du IX^e siècle ont conduit l'archevêque à la défiance non au rejet. Les Capitula Angilramni présentent un cas simple : leur contenu est contradictoire, choquant, inutile, dangereux. Les Fausses Décrétales ne sauraient être traitées aussi uniformément. Hincmar, peut-être par lecture directe dès 852, peut-être à l'instigation d'autres évêques, en 857, à Quiersy⁵⁴³, a trouvé dans ces faux de fort opportuns décrets contre les voleurs de biens ecclésiastiques. Il ne saurait donc être question, lorsque Rothade de Soissons puis Hincmar de Laon usent de ces textes pour s'affranchir de la tutelle de leur métropolitain, de les déclarer irrecevables parce que faux. En 863, Hincmar a seulement noté que les textes invoqués par Rothade relatifs à la déposition des évêques ne coïncident pas avec ceux qu'il connaît lui-même dans les canons. En 870, ayant réfléchi, il a découvert dans le Pseudo Gélase le moyen de subordonner l'autorité de ces textes à celle des canons, et remarqué aussi que ces textes comportent, entre eux, parfois, des dissonances inquiétantes. Il n'est pas nécessaire d'aller au-delà et de se priver des

⁵³⁸ A ce titre, le pseudo privilège d'Hormisda à saint Rémi n'est évidemment, aux yeux du prélat, qu'un texte édifiant qui ne remplace pas les privilèges *juridiques* de Benoît III et de Nicolas I^{er}.

⁵³⁹ PL 126, 375-376, il met en cause, excellemment, l'authenticité nicéenne des Canons des Apôtres.

⁵⁴⁰ PL 126, 364-366, pour un canon de Nicée « travaillé » par son neveu.

⁵⁴¹ Encore faudrait-il s'entendre sur le sens qu'Hincmar attacherait à ce mot. On trouve dans le manuscrit Vatican Latin 1324, qui n'est pas sans rapports avec l'archevêque, au folio 107 r., cette définition qu'Hincmar n'aurait certes pas reniée et que, peut-être, il a même rédigée : « Apocrifa autem dici ecclesiastici doctores tradunt *non quia omnia mentiantur sed quia dubie et suspecte auctoritatis esse uideantur* ».

⁵⁴² N'écrit-il pas, à propos des Pseudo Décrétales des papes Jules et Félix : « et eadem epistola Iulii per idem tempus (au moment du concile d'Antioche) facta esse dignoscitur, in qua plura capitula modo diuerso collecta tenentur quae si de uno synodo fuissent non taliter dissonarent... Epistola uero Felicis ex epistola Iulii pendet... (les 80 capitula traduits d'une lettre d'Athanase ont été regroupés en 70 par un concile)... si numerantur illa quae in epistola Iulii designata praetermittuntur ; sed et quae in epistola Felicis leguntur plura quam septuaginta et inter se diuersa inueniuntur... » (PL 126, 364).

⁵⁴³ PL 124, 866.

textes fort utiles que contient le recueil : il suffira de veiller toujours à ce qu'ils soient reçus avec assez de respect lorsqu'ils sont utiles⁵⁴⁴ et avec moins de respect lorsqu'ils sont dangereux⁵⁴⁵ ; grâce à quoi, Hincmar peut utiliser, dans le Traité en 55 capitula, des textes extraits des Fausses Décrétales dans des directions contradictoires. Certains de ces textes sont passablement malmenés. Le Pseudo Sylvestre, deux fois cité⁵⁴⁶, est mis en pièces ; la chose n'est pas sans intérêt, si l'on se souvient que ce pseudo-canon cherche à imposer l'interdiction de toute action légale d'un laïc contre un clerc. Le Pseudo Jules⁵⁴⁷ ne connaît pas un sort beaucoup plus enviable.

Ainsi Hincmar use-t-il peu des Fausses Décrétales. Il ne fait largement appel qu'au Pseudo Urbain et ne laisse réapparaître ces textes secondaires qu'à l'occasion du conflit avec son neveu⁵⁴⁸, utilisateur constant, lui, des nouveautés canoniques ; Hincmar, enfin, se sert encore de ces textes à la fin de sa vie et nous aurons à y revenir⁵⁴⁹.

Sans aucune ruse, semble-t-il, sans jamais pousser au terme une critique d'authenticité, avec un art du dosage qu'autorise cet autre faux utile qu'est le décret du Pseudo Gélase, Hincmar sait tirer du recueil nouveau tout ce qu'il apporte d'important, combat ce qu'il condamne et demeure discret sur l'ensemble.

Nous avons cherché à analyser un peu plus avant les rapports éventuels d'Hincmar avec la collection dont il fut un moment question de lui attribuer la paternité. Deux voies ont été explorées. D'abord la

⁵⁴⁴ Ainsi armé, Hincmar peut citer cinq extraits des Fausses Décrétales en 868 (PL 125, 1043) et les réutiliser à loisir. Ainsi peut-il, à l'aide des textes fondamentaux pour la défense des biens ecclésiastiques, combattre en 881 l'évêque intrus de Beauvais. Le passage cité est évoqué ainsi : « secundum sacras regulas » : règles sacrées, n'a jamais été « canons fondés par l'Esprit Saint ». Les apparences sont sauves et la doctrine intacte !

⁵⁴⁵ Négligeant parfois un extrait des Fausses Décrétales (PL 126, 427), l'archevêque adopte ailleurs une position plus ou moins critique à leur égard (PL 126, 364 et 446), mais, le plus souvent, une position neutre, une fois assurée leur relativité (PL 126, 324, 354-355, 444).

⁵⁴⁶ Hinschius, p. 449. Cité en 870, PL 126, 357, et en 876-877, PL 125, 1203-1204. Hincmar constate fort benoîtement que ce texte ne figure pas parmi ceux que « Gélase » recommande de recevoir : « Quapropter credendum non est eumdem sanctum uirum talia constituisse quae in memorato sermone continentur scripta ». Il s'en prend dès lors âprement à la Pseudo Décrétale : « Quae dicta quam aduersa sibi et quam diuersa a sanctis canonibus et sacris legibus sint... ». Dès 870, d'ailleurs, Hincmar avait préparé la distinction entre un Sylvestre recevable et un qui ne l'est point (PL 126, 358).

⁵⁴⁷ 863 : MGH 129, 131 ; 870 : PL 126, 364.

⁵⁴⁸ Quinze cas de citations en 870, soit le quart.

⁵⁴⁹ On distingue trois périodes d'utilisation importante : 857-860 : dix-neuf cas ; 868-871 : vingt-deux cas ; 880-881 : treize cas.

comparaison des citations scripturaires ⁵⁵⁰, ensuite celle des textes tirés de Grégoire le Grand, qui est, elle, totalement négative. Il y a plus encore : dans 40 % des cas les versions des Fausses Décrétales que cite Hincmar ne correspondent pas à celles qu'a publiées Hinschius. Si nous joignons ces résultats négatifs, qui confirment ce qu'ont pensé la plupart des historiens, à bien d'autres observations faites par nous au cours de notre longue enquête, il apparaît aujourd'hui — et nous ne sommes évidemment pas seul de cet avis ! ⁵⁵¹ — que la question des Fausses Décrétales est à reprendre sur des bases nouvelles.

Reste Isidore Mercator. Les comparaisons, dans ce cas encore, sont très négatives. Les emprunts certains sont très rares si quelques coïncidences des versions existent ⁵⁵². Moins d'une dizaine de rencontres et pratiquement aucune certitude d'emprunt ne laissent aucun autre choix que de conclure à la non-utilisation, même si Hincmar a lu cette collection ou a possédé des textes dans des versions comparables à celles qu'elle a retenues.

L'effort accompli pour combattre victorieusement les nouveautés canoniques a conduit le prélat à une science encore plus approfondie qu'en 860. De même qu'il a insisté sur la primauté romaine pour sauvegarder à la fois l'indépendance de son siège et le respect des canons, de même il a lu énormément et attentivement pour fonder sur des textes reçus les opinions qu'il oppose au roi, aux évêques, voire au pape. La correspondance de Grégoire le Grand retient particulièrement l'attention d'Hincmar : elle émane d'un pape prestigieux, plus proche du IX^{ème} siècle que Gélase ou Léon le Grand et l'archevêque l'utilise à la fois comme source canonique et comme autorité patristique ⁵⁵³.

Soucieux de ne laisser passer aucune occasion de répliquer aux fantaisies canoniques de son neveu ou d'enrayer la progression des textes

⁵⁵⁰ Quatre cent soixante-quinze cas ont été examinés. Une ressemblance probable pour un texte non conforme à la Vulgate et deux possibles, quarante-huit extraits de la Vulgate dans le même découpage compensent mal les quatre cent vingt-quatre cas où nulle coïncidence n'a été retrouvée pour des citations cependant caractéristiques. Or les variantes d'Hincmar sont toujours intéressantes : elles reproduisent souvent celles d'auteurs anciens, au point que les anomalies nous ont permis de repérer des citations textuelles de ces auteurs qui n'avaient jamais été signalées.

⁵⁵¹ Un tout dernier état des problèmes dans H. Fuhrmann, *Zur Ueberlieferung des Pittaculus Bischof Hinkmars von Laon* (869), *Deutsches Archiv*, 1971, qui fournit les plus récentes références bibliographiques.

⁵⁵² C. Milève, c. 21 ; C. Agde 506, c. 38 et 61 ; Orléans 511, c. 17 ; Braga II (?) ; Gélase, D.H., c. 20. Le cas des décrétales de Léon le Grand sera étudié à l'Appendice III.

⁵⁵³ On trouvera cependant l'étude relative à ces décrétales dans l'Appendice III consacré au droit canonique.

nouveaux, Hincmar a encore fourni un considérable effort de lecture, comme le montre bien l'étude d'ensemble de ses emprunts au droit canonique ⁵⁵⁴.

Usant rarement de faux avérés, sachant y renoncer, Hincmar a-t-il, au total, été le falsificateur de canons que, d'impressionnante manière, l'érudition allemande et quelques auteurs français l'ont accusé d'avoir été ? Nous avons relevé, pour les repousser, au passage, les reproches de Schrörs ou de Lesne : dans tous les cas qu'ils ont soulignés, on peut trouver d'autres explications que la falsification délibérée et assez stupide. Relevons, parce que, à notre connaissance, on ne les a jamais notés, deux cas de captation du sens de textes. En 872, Hincmar applique aux clercs qui s'efforcent d'obtenir leur transfert d'un siège à un autre, une sanction prévue par le Concile de Chalcédoine ⁵⁵⁵ à l'intention des ravisseurs de femmes ; la captation est nette et abusive ; elle prend cependant son sens si l'on se souvient de l'assimilation, dont Hincmar n'est d'ailleurs pas l'inventeur, entre de tels transferts et l'adultère ou, plus largement, l'infidélité ; stricto sensu indéfendable, elle s'éclaire dans ce contexte de « platonisme canonique » d'origine gélasienne où quelques principes déplaçables de cas en cas suffisent, pour l'essentiel, à réglementer la vie du monde chrétien. Des considérations comparables expliquent l'adjonction de deux mots en 858 à un canon du Concile d'Orléans de 541 ⁵⁵⁶.

Sans doute admettra-t-on que quelques cas sur le millier que nous avons examinés ne représentent pas un fondement solide pour l'accusation traditionnellement portée contre Hincmar.

Il faut aller plus loin. Dire, d'abord, qu'il cite volontiers par paraphrase ⁵⁵⁷ sans trahir le texte ⁵⁵⁸, faisant preuve, ainsi, d'une certaine indépendance d'esprit par rapport aux textes ⁵⁵⁹ ; il lui arrive, c'est vrai, de découper, dans un canon, divers passages intéressants et d'en faire un montage continu, de résumer un passage inutile, d'introduire des incises pour préciser tel détail obscur ; il lui arrive aussi, dans un même

⁵⁵⁴ Voir Appendice III.

⁵⁵⁵ Chalcédoine D.H., c. 27, cité PL 126, 227.

⁵⁵⁶ Gundlach, p. 110 et 112 : « Si quis in agro (oratorium fecerit) et habet aut postulat habere diocesim... ». Il n'est d'ailleurs pas prouvé qu'Hincmar soit l'auteur certain de l'adjonction (voir Appendice III).

⁵⁵⁷ La proportion des citations paraphrasées oscille autour de 10 % par rapport aux citations littérales (avant 860 : 22 % ; 860 : 8 % ; 863-867 : 15 % ; 868-871 : 10 % ; 872-881 : 9 %).

⁵⁵⁸ Un seul cas de paraphrase très éloignée : Nicée, c. 4, MGH 128, en 863.

⁵⁵⁹ Les canons d'Afrique, pour lesquels Hincmar, nous l'avons vu, professe une grande déférence, sont les plus paraphrasés. Rappelons que, lorsqu'il cite littéralement, ses variantes sont presque toujours justifiées par des manuscrits.

traité ou une même lettre, de donner deux versions différentes d'un même canon. Ce sont là des habitudes de plaideur non de tricheur. Il lui arrive — rarement — d'autre part, d'omettre des textes qui le gêneraient, de supprimer un passage qui ne se plie pas aisément à son raisonnement : procédés d'avocat non de falsificateur.

Au total, Hincmar ne mérite pas l'accusation de falsification des textes sous laquelle on l'a accablé⁵⁶⁰ : le seul faux total que l'on puisse sans discussion lui attribuer est le privilège d'Hormisda à Saint-Rémi : c'est un faux édifiant, comme Paschase Radbert et d'autres en ont alors produits, mais inefficace en fait.

B) *L'intransigeance d'Hincmar lasse les princes :*

Sans aucun doute, l'intransigeance canonique et l'inflexibilité dans l'application des principes ont largement détourné le roi de la faveur un moment rendue à l'archevêque, en fonction des urgences lorraine et laonnaise. Charles n'a certainement pas été moins irrité par l'acharnement mis, à nouveau, par le prélat, à réclamer les biens rémois et à protéger partout ceux qui sont censés appartenir à Saint-Rémi. Dans l'Europe en réorganisation, dans la société en transformation, Hincmar fait certainement figure de conservateur d'un ordre ancien et de vieillard irascible : « l'actualité » comme la faveur des princes, à nouveau, s'écartertent de lui. Après le traité de Meersen, il cherche à obtenir une garantie générale des possessions rémoises dans l'ancien et le nouveau royaume de Louis. A cette fin, vers 870 très vraisemblablement, il écrit à l'évêque de Metz⁵⁶¹. A peu près en même temps, probablement, Louis le Germanique reçoit, lui, quatre missives⁵⁶² sur ce sujet, deux autres seulement étant, avant la mort du Germanique, encore envoyées par Hincmar sur des sujets différents⁵⁶³. Charles le Chauve n'a pas été moins régulièrement assailli de demandes, depuis 860, qu'avant cette date⁵⁶⁴. Le 24 Septembre 861, un missus de Charles, Gautselme, restitue

⁵⁶⁰ Sur ce point, voir aussi chapitre VII - III c.

⁵⁶¹ Schrörs 253.

⁵⁶² Schrörs 256 et 258 sur les biens de Thuringe (Flodoard HRE I, 148) ; Schrörs 259 : où Hincmar, probablement à l'occasion d'une tension entre Charles et Louis, souhaite que les biens rémois ne subissent aucun dommage ; Schrörs 375, sur les biens dans les Vosges.

⁵⁶³ Schrörs 255 : où Hincmar remercie le roi de lui avoir envoyé du métal pour fonder une cloche ; Schrörs 347 (874-876) : le roi a écrit à l'archevêque à l'occasion d'une vision qu'il a eue au cours de laquelle son père lui est apparu.

⁵⁶⁴ Tessier : *Actes de Charles le Chauve*, III, p. 5, note 8, signale même la garantie accordée par le roi à un échange de biens effectués par Hincmar et dont la portée nous échappe. Flodoard (HRE II, 49) dit : « Res etiam nonnullus iuraque ecclesia ac mancipia legibus per aduocatos euindicata recepissee reperitur ».

Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique*, II, p. 270, assure que Charles le Chauve aurait restitué, au total, 2.000 manses à l'église de Reims.

à des envoyés d'Hincmar la villa de Condé⁵⁶⁵. En 871, la villa de Vandières-sur-Marne est rendue à Reims⁵⁶⁶ ; à une date inconnue, la cella de Voncq, dédiée à Saint-Martin, l'est aussi⁵⁶⁷. La plus intéressante de ces restitutions date aussi de 871. Trois séries de domaines sont alors remis à l'archevêque⁵⁶⁸ : ils sont situés dans les villae de Neuilly-Saint-Front⁵⁶⁹, Cormicy⁵⁷⁰ et Bairiacum⁵⁷¹ ; s'y ajoutent quelques terres encore dans la vallée de la Retourne et en d'autres lieux. Le retour de Neuilly a été particulièrement laborieux comme l'expose une note rédigée après 876 et qui a été fort commentée, note dans laquelle l'archevêque résume toute l'affaire⁵⁷².

La villa avait été remise, avec toutes ses dépendances, à Sainte-Marie et Saint-Rémi de Reims, à l'époque de l'évêque Tilpin, par Carloman, fils de Pépin, pour le salut de son âme et pour couvrir les frais de sa sépulture dans la basilique de Saint-Rémi de Reims⁵⁷³. Hincmar possède le diplôme de donation de Carloman et aussi celui par lequel Charlemagne a confirmé l'acte de son frère. Tilpin mort, Charlemagne n'en a pas moins pris la décision de faire de la villa un bénéfice, moyennant le versement de dîmes et de nones. Hincmar ne s'élève nullement contre cette mesure : la villa est d'origine fiscale, elle est entrée pleinement, on le verra, dans les biens ecclésiastiques ; mais le roi garde un certain droit de regard sur sa gestion, pourvu que l'église de Reims retire de celle-ci une part raisonnable des revenus qu'elle produit. Le bénéficiaire installé par Charlemagne étant mort, Louis le Pieux a remis la même villa, avec ses dépendances, à un certain Donat. Moins hon-

⁵⁶⁵ Lesne, II, p. 385, d'après Guérard, Polyptyque de Saint-Rémi XXVIII, 66, p. 106.

⁵⁶⁶ Tessier, *Actes*, II, p. 5 : elle avait été concédée à un certain Angelramne qui est, à ce moment, privé de ses biens.

⁵⁶⁷ Flodoard II, 47, Tessier, *Actes*, II, p. 376 et III, p. 5.

⁵⁶⁸ Au début d'octobre, Tessier, *Actes*, II, p. 281 et 3, p. 5.

⁵⁶⁹ Nouiliacum.

⁵⁷⁰ Culmissiacum.

⁵⁷¹ Probablement situé dans la région de la Retourne.

⁵⁷² De uilla Nouiliaco, PL 125, 1121-1124. Le texte paraît datable, par déduction, de la période qui a précédé immédiatement la mort de Charles, en 877 (l'empereur n'y est jamais désigné avec les mots qu'emploie Hincmar lorsqu'il parle d'un disparu), à un moment où le nouveau départ pour l'Italie pourrait faire craindre le retour des troubles concernant la villa.

Le de uilla Nouiliaco a fait l'objet de plusieurs copies aux IX^e et X^e siècles (voir O. Holder-Egger, *Neues Archiv* 1898, p. 198 sq.). La villa a certainement beaucoup d'importance : durant l'été de 876, le prélat proteste auprès de Louis le Germanique (Schrörs 388) dont les troupes inquiètent les hommes de l'archevêque sur le territoire de cette villa ; à cette occasion, le prélat rappelle que Carloman, frère de Charlemagne, a lui-même donné Neuilly à Saint-Rémi dans une intention fondamentale pour lui : assurer son salut.

⁵⁷³ PL 125, 1121-1122.

nête que son prédécesseur, Donat est parvenu à obtenir de Louis la cession en pleine propriété de certaines dépendances⁵⁷⁴. Mais Donat a trahi Louis le Pieux au moment de la guerre civile ; il a été privé de ses biens et charges jusqu'au décès de l'empereur. Charles le Chauve a rendu Neuilly à Donat et a même accepté d'en assurer la passation à son fils⁵⁷⁵. Mais la veuve de Donat et le jeune homme ont, à leur tour, trahi le roi au moment du siège d'Oscel, en 858, et ils ont été privés de leurs biens⁵⁷⁶. Comme s'il s'était déjà agi d'un simple bien fiscal, Charles a, dès 858-60, remis la villa au monastère d'Orbais⁵⁷⁷. Les demandes, probablement immédiates, d'Hincmar n'ont pas abouti onze ans durant ; sans doute faut-il invoquer, pour le comprendre, les difficultés et les discordes qui ont encore accablé le royaume jusqu'en 863-64, puis la brouille entre l'archevêque et le roi. En Octobre 871, Charles passant par Reims, Hincmar l'a conduit sur la tombe de Carloman et lui a montré les diplômes de ses deux ancêtres ; le roi a aussitôt fait droit à la demande de restitution qui lui était présentée⁵⁷⁸. A ce moment, un certain Bernaus était installé comme bénéficiaire dans la villa. Hincmar ne dit à aucun moment que Bernaus a été chassé ; peut-être en est-on revenu à la situation de l'époque de Charlemagne. Mais la restitution a suscité de vives protestations. Sept personnes ont prétendu détenir des parcelles de la villa par donation de Louis le Pieux ou de Charles. Le roi les a convoquées, elles se sont abstenues de paraître. Charles a décidé de confier l'examen de toute l'affaire à un plaid général qui devait se tenir à Douzy⁵⁷⁹. Le plaid a examiné les donations de Carloman et de Charlemagne, le diplôme de restitution de Charles le Chauve ; il a conclu à l'obligation de remettre l'ensemble de la villa, avec toutes ses dépendances et tous ses esclaves, dans l'état où Carloman avait lui-même donné ce bien fiscal, sous Tilpin, à l'église de Reims⁵⁸⁰. Lorsque Charles est parti en Italie⁵⁸¹, son frère

⁵⁷⁴ PL 125, 1123.

⁵⁷⁵ PL 125, 1123.

⁵⁷⁶ Le texte d'Hincmar, qui fourmille de détails concrets — donc aisément vérifiables par les contemporains — illustre bien l'instabilité des milites plus ou moins besogneux, toujours prêts à trahir en échange d'un plus grand avantage matériel, telle que nous l'avons évoquée pour la décennie 850-860.

⁵⁷⁷ Elle ne sort donc pas des biens dont les revenus appartiennent à l'Eglise. Mais elle sort de la part de ceux-ci confiée à l'archevêque rémois. Hincmar a dû engager une action immédiate, avant qu'aucune prescription vienne frapper de nullité les droits de son église.

⁵⁷⁸ PL 125, 1123-1124.

⁵⁷⁹ Il ne peut s'agir que du plaid tenu en 874 à Douzy (Annales Bertiniani, p. 196).

⁵⁸⁰ PL 125, 1124.

⁵⁸¹ En 875.

Louis a, une nouvelle fois, envahi le royaume. Des laïcs ont profité de l'occasion pour obtenir de Richilde et de Louis que leur soit remise la villa ; dès son retour, Charles est venu à Reims ; il a envoyé ses missi régler l'affaire et la villa a été remise au représentant d'Hincmar⁵⁸².

Le texte relatif à Neuilly nous a été conservé : il fait partie de ceux, importants, dont le prélat a régulièrement assuré l'archivage durant les dernières années de sa vie et il représente probablement un exemple particulièrement intéressant, pour les contemporains, de discussion sur le statut des biens d'Eglise.

Mais Charles a certainement été saisi de bien d'autres affaires similaires. D'abord, chaque fois qu'un royaume nouveau échoit au petit-fils de Charlemagne, le prélat l'invite à protéger les biens de Saint-Rémi qui s'y trouvent⁵⁸³. Ensuite, sans doute à l'occasion de telle ou telle difficulté suscitée sur les biens rémois par un laïc, le prélat saisit certainement le roi : c'est probablement à une affaire de ce genre que correspond une lettre sur Mancion de 875-76⁵⁸⁴.

Pourtant le froid réapparaît vite entre les deux hommes, les lettres se font rares et désagréables à recevoir⁵⁸⁵ ou détachées des événements contemporains⁵⁸⁶. Il faut passer à nouveau par l'intermédiaire des conseillers mieux en cour pour obtenir une décision royale⁵⁸⁷ ; les traces du style d'Hincmar, à nouveau, disparaissent des textes législatifs royaux, les Annales retrouvent la sécheresse des années 863 à 867⁵⁸⁸. Tout au plus peut-on penser que le roi recourt encore parfois à la plume du prélat pour une consultation canonique⁵⁸⁹.

⁵⁸² PL 125, 1124.

⁵⁸³ Schrörs 352 : biens du Viennois et de Provence ; Schrörs 406 : biens des Vosges, au moment du règlement de la succession de Louis le Germanique.

⁵⁸⁴ Schrörs 384.

⁵⁸⁵ Schrörs 328 : Hincmar qui désapprouve en droit le transfert d'Actard à Tours, met Charles en demeure de chasser du siège un clerc intrus, après la mort d'Erard, le clergé et le peuple de Tours souhaitant recevoir Actard comme archevêque.

⁵⁸⁶ Schrörs 348 : copie de la lettre à Louis le Germanique évoquée plus haut : elle est évidemment envoyée au roi à des fins édifiantes. Schrörs 402 : lettre envoyée à l'occasion de la mort de Waltaire, comte de Metz ; le résumé de Flodoard incite à penser qu'il s'agit aussi d'une exhortation morale.

⁵⁸⁷ Schrörs 367 : à Willebert de Chalons : qu'il obtienne du roi la convocation d'un synode provincial. On mesure, ici encore, la mainmise étroite, de fait, du roi sur les clercs : ils ne peuvent ni se déplacer ni se réunir sans autorisation royale, du moins à un certain niveau.

⁵⁸⁸ Annales Bertiniani, p. 195 sq. : 874 et 875 sont particulièrement dénuées de renseignements politiques.

⁵⁸⁹ Schrörs 377 : lettre à Agilmar de Clermont, sur l'ordre du roi, pour lui donner conseil sur l'attitude à adopter en face des incestueux et des voleurs de biens ecclésiastiques.

La « grande affaire » de ces dernières années est constituée par l'envoi au roi d'une vie du Pseudo Denys Aréopagite traduite du grec par Anastase le Bibliothécaire⁵⁹⁰. Hincmar, dans la lettre qui accompagne l'envoi, fournit au roi une précision qu'il croit précieuse et décisive. Jadis, un clerc de Saint-Denis, Bodon, élève d'Hilduin, avait confié à son ami Waldemar la mission de recueillir une cantilène sur Saint-Denis. Waldemar a fait mieux ; il a rempli quatre cahiers d'informations sur la vie de saint Sanctinus et a confié ces cahiers à Hincmar pour qu'il les recopie ; jeune moine à cette époque, celui-ci s'est acquitté de cette tâche. Depuis, les Normands ont dévasté Saint-Denis et sans doute détruit le précieux manuscrit. L'archevêque, du moins, en possède une copie qu'il tient à la disposition de Charles ; celui-ci y trouvera la preuve que Denys l'Aréopagite et l'évangélisateur de Paris ne font qu'un⁵⁹¹.

C) *Hincmar hostile, sans appel à la « politique impériale » de Charles le Chauve :*

L'alliance à intérêts réciproques qui lie Jean VIII et Charles le Chauve⁵⁹², l'aventure italienne, ont ouvert entre le roi et le métropolitain une dernière crise ; la plus violente, la plus irréparable, la plus amère. L'ambition impériale de Charles étonne le prélat ; celui-ci, au cours de sa déjà longue vie publique, n'a pratiquement jamais prêté attention au titre impérial : c'est une sorte de relique attachée à la mémoire de Charlemagne ou de son fils et Louis II n'est plus qu'« *imperator Italiae* ». La territorialisation des pouvoirs royaux — bien moindre au demeurant que le fractionnement de l'office épiscopal — n'inquiète pas Hincmar. Elle est inscrite dans la géographie de la défense contre les Scandinaves aussi clairement que dans l'irremplaçable nécessité du contact physique avec les hommes libres. L'empire est une grande idée à laquelle se substitue, plus raisonnablement, celle de peuple chrétien, ce n'est pas une réalité politique. De ce point de vue, Hincmar nous semble remarquablement bon observateur de ce qui se passe en Occident : entre la course au fractionnement et à la décomposition socio-politique en principautés locales qui fait le jeu de l'aristocratie laïque, et le rêve unitaire de certains clercs et du pape, archaïquement attardés au souvenir de Charlemagne, il a fort clairement mesuré que le point où arrêter le fléau de la balance est la constitution de royaumes assez petits pour être *réellement* gouvernés

⁵⁹⁰ Lettre d'envoi, souvent recopiée au Moyen Âge : PL 126, 153-154. C'est le premier indice de la quête, désormais très active, des vieux documents hagiographiques par le prélat rémois.

⁵⁹¹ PL 126, 154.

⁵⁹² Fort bien décrite par Hincmar, Annales Bertiniani, 877, Grat, p. 214 sq. L'archevêque se montre sensible à l'ordre pontifical d'interdire toute action contre les décisions prises, sous peine d'anathème.

et défendus sous la direction d'un seul homme, assez amples pour que l'arbitraire des situations locales n'y substitue pas le règne des coutumes et du bon plaisir à celui d'une loi imposée et garantie par le pouvoir laïque. On a souvent fait d'Hincmar un pré-féodal, et nous avons déjà contesté cette façon de le définir. La crise finale du règne de Charles le Chauve achève de nous convaincre qu'il n'est pas du tout orienté vers de telles solutions. C'est par l'autorité maintenue, respectée, d'un prince conforme au modèle chrétien qu'il entend obtenir la défense de la Francie occidentale et le maintien de l'ordre intérieur, c'est par le respect bilatéral des engagements contractuels pris depuis Coulaines jusqu'à Metz et qui fondent, si le roi en observe les obligations, son droit à exiger l'obéissance, qu'il entend faire régner la loi et la fidélité aux engagements pris, non par l'équilibre toujours rompu des arrangements privés entre seigneurs. La politique de réorganisation du royaume décrite par J. Dhondt pour 875 est tout à fait conforme aux vœux d'Hincmar, le choix de Boson, dans la famille carolingienne, à Mantailles, le serait à la rigueur, le sort lamentable de la royauté carolingienne après 876 ne l'est pas. S'il n'y a — c'est vrai — que l'épaisseur d'un souffle entre le contrat socio-politique dont rêve toujours Hincmar et celui du monde féodal, l'esprit dans lequel l'archevêque souhaite voir le royaume vivre et celui qui préside à son démembrement systématique par les intérêts privés des Grands sont à l'opposé : c'est tout le drame des cinq dernières années de la vie du prélat.

Hincmar sait très évidemment que l'ambition — n'est-ce pas un mot condamné par lui à plusieurs reprises ! — impériale remet en cause l'équilibre de 843 et risque donc de susciter une réaction violente des parents de Charles ; qu'à l'intérieur du royaume aussi, par une véritable trahison au profit d'*étrangers*, les hommes qui ont fait confiance au roi sont abandonnés au triple péril déjà connu en 858 : l'invasion nordique, le raid fraternel et le pillage anarchique : le vieil homme ne supporte plus avec la même intrépidité ce à quoi l'homme mûr a alors fait face.

Devenir empereur, c'est aussi accepter qu'un pouvoir nouveau vous soit remis par le pape. Sous la soumission réelle au pouvoir du successeur de Pierre à l'intérieur de l'ordre ecclésiastique, Hincmar ne parvient jamais totalement à dissimuler une réelle hostilité à l'ingérence de l'évêque de Rome dans les affaires du *regnum* occidental. La préférence du métropolitain, on l'a vu, en toute occasion importante, va vers une formule claire, simple, la concertation des métropolitains, à la tête de leurs coévêques. Ainsi est réalisée la décision collégiale⁵⁹³

⁵⁹³ Toutes les grandes décisions ont été prises de cette façon, au moins depuis 857, ne l'oublions pas : les lettres d'Hincmar en portent témoignage.

qu'en toute occasion le prélat préfère à toute décision solitaire ; ainsi le visage territorial du royaume est-il fidèlement retrouvé dans cette conférence archiépiscopale, qui soude en un seul avis l'opinion de l'office fractionné et donne au roi, unique partenaire laïc, les indispensables éléments d'information, de décision ou de pression. Hincmar là encore, a beaucoup retenu de l'exemple espagnol ; il réinvente, en fait, le fonctionnement conjoint de la royauté wisigothique et des conciles de Tolède. Ce système merveilleusement souple permet, à l'occasion, d'ajouter une ou deux provinces ecclésiastiques en cas d'accroissement limité du royaume. Il ne s'accommode pas de la brutale mutation que constitue l'incorporation de l'Italie, dont sont déjà venus tant de maux pour les Carolingiens ⁵⁹⁴.

Noyé dans le lot « universel » des métropolitains, face au pape dont l'ambigu pouvoir vise aussi bien à réglementer la vie des royaumes qu'à la plénitude du ministère sacerdotal, Hincmar n'est presque plus rien. Si Charles noue dialogue avec le pape, il abandonne ses vieux conseillers de Francie, Hincmar en tout premier lieu. Le choix impérial est donc une faute inadmissible, aux yeux du prélat, contre le royaume, contre les fidèles, contre les conseillers, contre l'archevêque de Reims ! Le premier mouvement demeure cependant loyal et ferme : il ne saurait être question, à l'occasion des désordres qui risquent d'apparaître à nouveau, d'en revenir à 858 et de trahir le roi. Celui-ci se trompe, mais il a droit à la fidélité ⁵⁹⁵. Pourtant, de subtiles différences séparent les attitudes de 858 et de 875 ⁵⁹⁶. Le ton, tout d'abord : nous sommes maintenant dans les angoisses d'un crépuscule ⁵⁹⁷. L'amertume à l'égard de Charles, ensuite : « Nous... (sommes) abandonnés par notre roi et exposés au pouvoir d'un autre » ⁵⁹⁸ ; « Charles a délaissé de sa propre initiative et nous et ce royaume pour gagner l'Italie » ⁵⁹⁹, alors que celle-ci ne le concerne pas : il n'a pas reçu de Dieu la responsabilité

⁵⁹⁴ Hincmar préfigure l'attitude de l'aristocratie allemande durant les siècles suivants : elle aussi va être hostile à un engagement italien qui écarte le roi de Germanie des réalités locales.

⁵⁹⁵ De fide Karolo regi seruanda, PL 125, 961-984 : lettre pastorale adressée aux coévêques. Hincmar limite son action à la province, signe certain de son éloignement des affaires.

⁵⁹⁶ Tout le raisonnement de 875 est exprimé dans le de fide que nous analysons maintenant.

⁵⁹⁷ PL 125, 961 : « De communi anxietate nostra... » ; PL 125, 966 : « Sed et inter haec et undique nos circumstant angustiae ». Col. 974 : « ... nobis in huiusmodi anxietatibus positi... ».

⁵⁹⁸ PL 125, 966 : « nos... a rege nostro *relicti* et alterius potestate expositi... ». L'autre est, bien entendu, Louis le Germanique. Ibidem : « Si enim *relicti* a rege nostro superuenientis regis potestati nos contulerimus, mors nobis est ».

⁵⁹⁹ PL 125, 963 : « ... Karolus nos et regnum istud sponte reliquit et in Italiam perrexerat... ».

de la défendre et d'en sauver les habitants en trahissant les devoirs de sa charge, au moment même où tant de périls assaillent son royaume⁶⁰⁰. Charles est parti sans prendre conseil (inconsulte) et sans prévoir les dispositions nécessaires à la vie du royaume qui dépend totalement de son pouvoir. A l'« inconsulte » qui caractérise l'attitude du roi, le prélat va opposer quatre fois le verbe « consulere » en quelques lignes, pour définir le désir des clercs d'aider au redressement de cette situation⁶⁰¹.

Le grief est puissamment et à plusieurs reprises articulé. On peut y reconnaître aussi bien une lucide conscience des périls auxquels l'absence royale exposait le royaume assiégé par les dangers qu'une forme d'égoïsme régional. L'avenir a tout de même donné raison à Hincmar : l'aventure italienne a, en deux ans, désorganisé le royaume occidental sans profit pour la chrétienté. Le plus important changement d'attitude par rapport à 858 est là : les hommes ont déçu Hincmar. Charles est loin d'être parfait et beaucoup, dans le royaume, l'accusent ouvertement, aujourd'hui de fautes très graves⁶⁰² ; quel est l'homme, réplique le prélat, qui ne pêche jamais. Beaucoup, même dans la province, attendent Louis, qui promet comme en 858 de réformer tout ce qui est déréglé, comme un sauveur⁶⁰³ ; le frère de Charles devrait bien se souvenir qu'une fois déjà il a côtoyé l'abîme pour avoir voulu profiter des fautes fraternelles⁶⁰⁴. Cette fois-ci, la situation peut tourner de bien des manières différentes. Si Louis, au mépris des serments échangés, auxquels Charles, dans l'instant, montre qu'il entend demeurer fidèle⁶⁰⁵, envahit le royaume, les évêques de la province doivent

⁶⁰⁰ PL 125, 967 : « ... non oportuerat regem nostrum regnum istud, a paganis undique circumdatum et intra commotum et non solidum, *inconsulte* dimittere, ac quos regendos et defendendos iudicio Dei suscepit et qui ad hoc illi se commendauerunt relinquere ac deserere ».

Il est piquant de constater que, l'année suivante, Jean VIII va adresser à Charles, par impératrice interposée, des reproches absolument symétriques (Ep. ad Richildem, PL 126, 713) : « A quibus (il s'agit des malheurs qui fondent sur Rome) per tantum imperatorem releuari iam credebamus... ; sed ecce pro peccatis nostris *aliis negotiis implicatus* nobis hactenus distulit ferre praesidium... ».

⁶⁰¹ PL 125, 978.

⁶⁰² PL 125, 980 : Hincmar dresse un tableau précis de ces reproches qui proviennent des milieux aristocratiques laïques aussi bien qu'ecclésiastiques et à quoi se superpose l'accusation de désertion son devoir de protection en Francie occidentale.

⁶⁰³ PL 125, 963.

⁶⁰⁴ Non content d'évoquer 858, Hincmar évoque les allers et retours de la fortune entre 841 et 843 : PL 125, 962-964. C'est du reste pour lui une nouvelle occasion de dénoncer la versatilité des Grands.

⁶⁰⁵ PL 125, 967. On verra quel cas le roi fait, quelque temps plus tard, de ses serments !

être prêts au pire⁶⁰⁶ ; Louis peut exercer sur eux de brutales pressions ; Charles, s'il revient un jour — ce dont le prélat paraît douter un peu — pourra accuser, comme en 858, ceux d'entre eux qui n'auront fait qu'obéir passivement dans des territoires occupés, de l'avoir trahi ; et pourtant nul d'entre eux n'a appelé, aujourd'hui, l'envahisseur éventuel. Ils sont donc tous, en tout cas, entre le marteau et l'enclume et doivent s'attendre, éventuellement, au martyre⁶⁰⁷. Les évêques ne doivent donc, devant l'invasion éventuelle, ni fuir, ni abandonner leurs ouailles, ni se porter au devant de l'envahisseur ; mais Hincmar ne leur demande pas davantage, éventuellement, une attitude de résistance individuelle active. Comme en 858, il bloque toute possibilité de ralliement du clergé en insistant sur deux principes complémentaires : nulle décision ne peut être prise que collectivement et selon les formes voulues ; la situation ne permettant pas, s'il y a invasion, que quiconque quitte son poste⁶⁰⁸, il est impossible de réunir un synode⁶⁰⁹. Mais Hincmar n'évoque plus l'hypothèse d'une excommunication contre un roi pécheur. Souvenir de son échec de 859 ? Changement d'attitude en face du Germanique ? Usage plus prudent que naguère de l'excommunication « médicinale » ?⁶¹⁰. La situation peut évoluer tragiquement : Charles a placé sous les ordres de Richilde et de Louis des *scaræ* capables de s'opposer à l'invasion ; le roi n'a pas pris de dispositions pour que, avec le concours des évêques et des grands, la reine et son fils tiennent

⁶⁰⁶ Le danger que le prélat paraît redouter le plus est le désordre, l'abandon de poste. Sans prise sur l'action des laïques, auxquels il ne s'adresse d'ailleurs pas, il veut fortifier l'esprit d'abnégation de son clergé. Voir PL 125, 968-969. Hincmar cite une admirable phrase de saint Ambroise : « Sane si me uis aliqua abduceret ab ecclesia carnem meam exturbare posse, non mentem : paratum me esse ut si ille faceret quod solet esse regiae potestatis ego subirem quod sacerdotis esse consuevit » (*Sermo contra Auxentium*, c. 1-2, PL 16, col. 1050). Suivent des exempla : ceux des évêques, menacés ou accablés par les Vandales, les Germains, de dangers de toutes sortes, et qui sont demeurés fidèles à leur poste (PL 125, 970 sq.) ; Hincmar redoute que les exemples d'Actard de Nantes et de Frotaire de Bordeaux soient contagieux.

⁶⁰⁷ PL 125, 966 : « Si enim relictis a rege nostro, superuenientis regis potestati nos contulerimus, mors nobis est ; si autem non egerimus ecclesiarum nostrarum et ouium nobis commissarum custodiae inuigilare nequibimus et aut nunc in manum superuenturi regis aut, si rex noster reuersus fuerit in manus illius incidemus... Melius est igitur incidere in manus hominum si Deus ita permiserit quam derelinquere legem id est mandatum Dei ut non deseramus oues nobis a Deo commissas ».

⁶⁰⁸ On n'a jamais insisté sur deux points qui me semblent essentiels. D'une part la lourdeur de la férule royale sur les clercs : ils ne se déplacent ou ne se réunissent pas sans autorisation royale ; d'autre part l'insistance d'Hincmar à empêcher les réunions, même si Charles les convoque, à des périodes dangereuses ou mal commodes : l'hiver, les grandes fêtes, les périls intérieurs ou extérieurs.

⁶⁰⁹ PL 125, 971-972.

⁶¹⁰ PL 125, 976.

le royaume en attendant son retour⁶¹¹. Si la guerre civile⁶¹² se développait, Hincmar recommande très visiblement la neutralité : il faut prier de toutes ses forces pour qu'elle s'éloigne mais refuser toute forme de participation à la lutte entre chrétiens⁶¹³. Il faudrait avant tout, dans ce cas, veiller à ce que le désordre ne s'installe pas. Si, enfin, les ennemis, païens ou faux chrétiens — il s'agit des Bretons — attaquaient, en profitant des circonstances, il conviendrait d'accorder aux responsables de l'armée les hommes dont ils auront besoin, mais avec le maximum de précautions contre le désordre, là encore⁶¹⁴. Dans tous les cas, la hantise visible du prélat est le retour des troubles anarchiques de 858-59, dont il a fallu apaiser les conséquences durant des années. Visiblement, c'est au roi *régulateur de l'ordre*, équilibrant physique d'une société, que le prélat reproche un départ qui est une trahison. Si Charles apprend ce qui se dit de lui, ce qui menace le royaume, peut-être souhaiterait-il revenir et se corriger⁶¹⁵. Les laïcs étant ce qu'ils sont, le roi ayant commis une erreur lourde de conséquences, les clercs ne doivent pas, pour autant, dévier de leurs devoirs⁶¹⁶. Des âmes et des biens leur sont confiés dont ils sont comptables devant Dieu⁶¹⁷ ; ils ne doivent pas les abandonner, quelles que soient pour eux les conséquences de cette primordiale fidélité ; ils n'auront à répondre de leur attitude que devant Dieu : peu importe le jugement des hommes. C'est à ce thème que le prélat consacre les plus larges développements et les plus nombreuses citations ; il conclut par une exhortation solennelle⁶¹⁸.

⁶¹¹ PL 125, 963.

⁶¹² PL 125, 964 : « et plus quam ciuile bellum inter christianos » ; en face d'un tel drame seuls les secours divins sont à espérer : PL 125, 964 : « auxilia diuina per nos nostrasque parrochias ut non effundatur sanguis christianus... ».

⁶¹³ Hincmar fait appel à l'exemple de saint Ambroise qui a refusé toute mission des empereurs auprès de Maxime. estimant que son devoir pastoral était plus important. Il cite un texte qui lui est cher : « Duobus modis non te maculat malus, si non consentias et si redarguas » (Homélie 110 de Maxime de Turin attribuée à saint Augustin). Hincmar insiste : les devoirs de conseil et d'aide s'entendent, pour les évêques, au niveau des responsabilités spirituelles, non point des matérielles (PL 125, 963).

⁶¹⁴ PL 125, 965-966.

⁶¹⁵ PL 125, 963. Mais Hincmar n'affiche plus une grande confiance.

⁶¹⁶ Pour que ses instructions touchent tous les clercs de sa province, Hincmar ordonne aux évêques destinataires de sa lettre pastorale d'en faire tenir l'essentiel, par un résumé écrit, à leurs prêtres (PL 125, 983).

⁶¹⁷ PL 125, 963-964. Toute la fin du mémoire est consacrée aux biens : PL 125, 983-984.

⁶¹⁸ PL 125, 974 : « Haec sunt quae sancti praedecessores ac patroni nostri secundum tramitem sanctarum scripturarum iuxta episcopale ministerium egerunt, et nobis in huiusmodi anxietatibus positus agenda atque sequenda suis posteris reliquerunt ».

Ce devoir essentiel étant clairement placé devant les yeux de ses lecteurs, Hincmar en vient, secondairement, à un autre. Charles a manqué à son devoir royal envers ceux qui l'ont toujours aidé, ce n'est pas une raison suffisante pour imiter sa faute en commettant celle d'infidélité : il serait indigne d'un évêque, le roi absent et par espérance d'un avantage terrestre quelconque, de trahir la foi promise au roi légitime ⁶¹⁹. Il convient au contraire que les évêques expliquent aux hommes libres dont ils sont responsables ce devoir de fidélité inconditionnelle ⁶²⁰ ; nul, le roi absent, ne peut se dégager des engagements pris *et que le roi n'a pas rompus, même s'il a commis une erreur lourde de conséquences* ⁶²¹.

Plus favorable à Charles que n'a été le début, la fin du texte recommande une dernière fois d'attendre la décision divine : si Charles revient — Hincmar est tout prêt à voir dans ce retour une forme de jugement favorable de Dieu ! — on l'accueillera avec joie et on l'aidera à réformer le royaume. S'il ne revient pas, il conviendra de se soumettre aux décisions divines, sans trahir, là encore, les engagements pris ou s'abandonner à l'égoïsme des intérêts particuliers ⁶²². Tous les thèmes d'Hincmar sur le pouvoir et la société sont rassemblés ici.

Quelque chose, tout de même, est cassé chez Hincmar en 875. La fidélité affectueuse à Charles de 858 a disparu. Elle fait place à deux sentiments également puissants. La nécessité de maintenir l'ordre social à tout prix, qui *postule* la fidélité à la personne royale que Dieu a choisie pour assurer cet ordre ; Dieu, cependant, dispose de cette personne de façon mystérieuse ; Hincmar pense que Charles se trompe mais Hincmar n'est qu'un homme et l'avenir va dire si Dieu « est avec Charles » en lui donnant ou non la victoire. Le thème de la justification de la cause par le succès réapparaît ici. L'édifice social d'Hincmar aboutit à l'impasse, de fait : jamais il n'osera se prononcer contre

⁶¹⁹ PL 125, 979. Personne sur terre ne pourrait plus ajouter foi à une parole épiscopale : « ... Si quocumque terreno uero uel inlata iniuria, salua in Deum fide, seniori nostro fidem non seruauerimus ». Les arguments sont forts : interdiction de toucher à l'oint du Seigneur, roi légitime ; respect des engagements à l'égard du senior — et l'on sait, pourtant, qu'Hincmar n'aime pas ce mot.

⁶²⁰ PL 125, 980.

⁶²¹ On retrouve ici, au niveau politique, l'analyse faite en 868 au niveau juridique, au début de la lutte entre le roi et l'évêque de Laon : le roi a commis une *erreur* ; il ne peut être accusé et sanctionné pour une *faute* que s'il s'endurcit dans son erreur, après les avertissements que lui doivent les évêques. La position du prélat est donc bien constante sur ce point, qu'il s'agisse d'un roi, d'un clerc, d'un évêque ou d'un Grand.

⁶²² PL 125, 984 : « Si uero, quod non optamus, aliter iudicio Dei contigerit (c'est-à-dire si Charles ne revient pas) deuotionem et fidem debitam erga illum sinceriter custodientes... ». Mort ou accaparé par l'Italie, Charles est, en tout cas, « dans la main de Dieu ».

le détenteur légitime du pouvoir ; la peur de la révolte et du désordre l'ont définitivement confiné dans une attitude d'obéissance sans faille.

D'autre part, et ce texte révèle pour la première fois la puissance d'un sentiment qui va s'amplifier sans cesse jusqu'en 881, il faut sauver l'ordre ecclésiastique, fût-ce contre lui-même, des compromissions terrestres : pour la première fois aussi clairement, la séparation radicale des offices, des ordres, des responsabilités, des biens, est exposée comme une nécessité fondamentale pour les clercs. S'ils ne doivent refuser aucun des concours que César leur demande, lorsque la demande est justifiée, ils ne doivent entrer à aucun prix dans l'engrenage de l'administration terrestre. Un pas en avant, irréversible, a été franchi vers la séparation radicale des genres de vie et des moyens d'existence entre clercs et laïcs. Les relations qu'entretient désormais Hincmar sont, de plus en plus, essentiellement religieuses⁶²³ : il cherche jusqu'à sa mort, à échapper à l'emprise des affaires temporelles. Il n'y parvient guère, cependant.

Les suites du voyage romain vont, plus profondément encore, séparer Hincmar et son roi. C'est dans une certaine ambiguïté que se maintient le prélat lorsque, à Ponthion, il dépose une plainte canonique⁶²⁴ contre Louis et son fils, coupables l'un et l'autre d'avoir dévasté la province rémoise. Certes il y a faute de leur part, mais l'occasion est saisie, aussi, de demander à Charles, empereur, de prendre des dispositions pour que semblables maux soient, à l'avenir, épargnés au royaume et à Reims. C'est lui rappeler son devoir de roi, tel que l'a défini Hincmar en 875 encore !

Un débat d'une autre ampleur découle de la décision impériale de créer, en Gaule, un vicariat apostolique. Charles, nous le savons, n'a pas moins qu'Hincmar le souci d'éviter les voyages incessants des évêques vers Rome ; le roi en a tiré des conclusions opposées à celles de l'archevêque. En 876, les deux hommes s'affrontent ouvertement. Le roi a proposé au pape de désigner Anségise, archevêque de Sens, le plus jeune des métropolitains, comme primat ; Jean VIII, peu soucieux apparemment de favoriser le vif esprit d'autonomie du clergé occidental, n'a accordé qu'un vicariat⁶²⁵. L'élu aura pour mission de

⁶²³ Schrörs 385, avril 876, par exemple : lettre à Wala de Metz.

⁶²⁴ MGH Capitularia II, p. 350 : « Libellus proclamationis ecclesiae remensis aduersus Hludouuicum regem Carolo imperatori oblatum... ».

recevoir, par délégation, les appels du clergé de Francie occidentale⁶²⁶. Charles tente d'imposer cette décision à Ponthion et de faire reconnaître à Anségise un pouvoir primatial sur tout le royaume.

L'opposition d'Hincmar se manifeste avec le concours d'une partie importante des évêques, au moins dans un premier temps, à deux niveaux. Les principes ne permettent pas une telle création. Le roi viole les canons qui interdisent à un métropolitain plus jeune d'être placé devant ses aînés dans la dignité sacerdotale⁶²⁷. Mais, surtout, Hincmar développe les arguments de 863 et 870 dont Charles n'a pas aperçu la portée : le roi ne propose rien de moins au pape et au concile qu'une nouitas dangereuse et le prélat s'applique à le démontrer⁶²⁸, quitte à laisser, comme toujours, à ses lecteurs, la faculté de violer les règles sacrées s'ils en prennent le risque et la responsabilité⁶²⁹. Toutes les délégations « historiques » du pouvoir pontifical sont attachées à un siège et ne peuvent aller contre les privilèges accordés aux autres sièges. Il n'y a pas d'échelon juridictionnel intermédiaire entre les métropolitains, parfois honorés d'un vicariat ou d'une primatie, et Rome. Le métropolitain est maître en sa province, surtout s'il est honoré d'un privilège spécial⁶³⁰. Le pape, primat des primats, coiffe l'ensemble des métropolitains, égaux en droit s'ils sont parfois inégaux en dignité. Chaque fois que Rome a, dans l'histoire, délégué ses pouvoirs à l'évêché d'Arles, à saint Rémi, à saint Boniface, réserve a toujours été faite des droits des métropolitains et des privilèges des autres

⁶²⁵ Sur ce point, nous nous opposons à Fliche (*La Primatie des Gaules*, p. 333), qui parle du désir du pape de voir créer une primatie. Les textes mêmes que cite Fliche vont contre son interprétation. Fliche est parti d'un présupposé que rien n'appuie : le désir pontifical, fondé sur les Fausses Décrétales, de centraliser, par l'intermédiaire de cet échelon nouveau, la vie de l'Eglise occidentale.

⁶²⁶ Hincmar ne perd pas l'occasion, dans la plainte déposée contre Louis le Germanique, de rappeler — oh paradoxe — que les causes majeures doivent obligatoirement être soumises à Rome : c'est vider de toute substance la mesure proposée ! (MGH Capitularia II, p. 350).

⁶²⁷ Annales Bertiniani, Grat, p. 202 : reproche est fait à Charles d'avoir ordonné à Anségise « ut supergraderetur omnes ante se ordinatos » : de fait le canon 86 d'Afrique (D.H.) interdit une telle pratique... A tous les froissements d'amour-propre que l'on devine chez Hincmar, s'ajoute le fait qu'Anségise est un ancien moine du diocèse de Reims (voir Schrörs n° 309).

⁶²⁸ De iure metropolitānorum, PL 126, 189-210, juin 876.

⁶²⁹ PL 126, 189.

⁶³⁰ Bien entendu le pseudo-privilège d'Hormisda est à nouveau utilisé.

églises⁶³¹. La règle vaut tout autant dans le cas d'Anségise⁶³². Au demeurant, Reims a reçu privilège de ne voir porter appels des sentences de son pasteur que devant le pape. La création d'une primatie juridictionnelle va donc, pour Hincmar, contre les canons⁶³³.

Hincmar propose donc de s'en tenir à la vieille législation : 1° les prêtres sont jugés localement et en appel par la province ; 2° les évêques le sont par la province et peuvent faire appel à Rome conformément aux canons de Sardique ; 3° dans tous les cas très difficiles ou inédits, le pape a le pouvoir de décréter « ex canonibus ».

Charles, lui, veut faire remettre à un seul le soin de trier les appels qui peuvent ou non partir vers Rome⁶³⁴.

Matériellement, la résistance à la volonté royale, exprimée de manière impérieuse et peu agréable probablement, s'est traduite comme toujours, par une discussion procédurière. A la première session du concile⁶³⁵, Charles cherche à obtenir l'approbation à la création d'une primatie⁶³⁶. Les évêques, nous dit Hincmar dans les Annales de Saint-Bertin, ont répondu qu'ils étaient prêts à obéir aux ordres pontificaux, conformément aux canons et aux décrétales, sauf en tout les privilèges de chaque métropole⁶³⁷. Ils ont souhaité avoir connaissance visuelle du texte écrit du pape⁶³⁸, communiqué verbalement par l'em-

⁶³¹ Hincmar cite un bon texte de Symmaque à Césaire d'Arles (Collection d'Arles, Thiel n° 16, p. 728, PL 126, 195) : s'il est légitime qu'Arles se préoccupe de faire respecter ses privilèges, il ne l'est pas moins qu'elle respecte ceux des autres églises. Au passage se trouve ainsi éclaircie l'allusion aux droits arlésiens qui figure dans le pseudo-privilège d'Hormisdas.

⁶³² Drogon lui-même, lorsque, compte tenu de sa naissance et l'occasion aidant, il a reçu un pouvoir exceptionnel dans les régions cisalpines, s'est bien gardé de mettre en usage le pouvoir qu'on semblait lui avoir confié : il a senti l'opposition que suscitait la décision pontificale et a eu la noblesse de ne pas insister (PL 126, 206) ; que l'archevêque de Sens s'inspire de cette modestie (PL 126, 207).

⁶³³ Le prélat demeure logique : il a toujours dit qu'aucune métropole, fût-elle pourvue d'une primatie, ne pouvait recevoir de privilèges de juridiction sur une autre métropole. L'argument n'apparaît donc pas ici pour les besoins de la cause.

⁶³⁴ Ce n'est pas du tout l'esprit de la lettre pontificale et ce n'est peut-être même pas ce que Charles a proposé. Il est très vraisemblable que le vieux prélat s'est ici buté dans une opposition aussi formelle que vouée à l'échec.

⁶³⁵ 21 juin 876 (Mansi XVII A, p. 308).

⁶³⁶ Sur ce point tout le monde paraît d'accord, puisque les Annales de Sens vont ensuite proclamer que les archevêques de Sens détiennent cette primauté depuis 876 (voir A. Fliche, *La primatie*, op. cit., p. 330-332).

⁶³⁷ Annales Bertiniani, Grat, p. 202 : « ...servato singulis metropolitani iure privilegia secundum sacros canones et iuxta decreta sedis romane pontificum ex eisdem sacris canonibus promulgata (on reconnaît la formulation d'Hincmar), domni Iohannis papae apostolici iussionibus oboedirent ».

⁶³⁸ On retrouve ici le désir d'Hincmar de ne se fier qu'à l'écrit.

pereur. Celui-ci a refusé⁶³⁹, décidé de passer outre et fait asseoir Anségise à sa droite⁶⁴⁰.

L'affaire revient en discussion à la septième session⁶⁴¹. Ici les versions divergent. Pour Hincmar, qui dissimule sous un voile de mots l'échec qu'il a essuyé, les prélats ont refusé, une fois encore, faute de connaître le texte de la lettre pontificale et malgré la pression du légat Jean de Toscanella, d'accorder à Anségise la fonction proposée par l'empereur⁶⁴². Les décisions du concile, telles que les rapporte Odon de Beauvais, donnent une toute autre version des faits⁶⁴³ : les évêques réunis à Ponthion ont, unanimement, accordé à Anségise le vicariat *et* la primatie en Gaule et en Germanie. Hincmar a signé les actes de Ponthion. Il a donc finalement dû s'incliner.

Solitaire, celui que l'on a parfois paré du titre ridicule de « Reichskanzler » de Charles, échoue plus gravement que jamais auparavant, le soutien de ses collègues lui faisant *pour la première fois défaut*. Cependant les textes laissent à penser que la guerre d'usure contre la décision impériale s'est prolongée : des textes rédigés au synode montrent que, parfois, Anségise n'a pas signé au rang que lui conférerait sa nouvelle dignité, mais, humblement, comme le plus récent des métropolitains⁶⁴⁴.

La comparaison des décisions prises à Ponthion et de la lettre de Jean VIII⁶⁴⁵ révèle que Charles n'a pas communiqué aux évêques le texte écrit exact de cette lettre : *à aucun moment le pape ne parle de*

⁶³⁹ On le comprend : le mot primatie ne figure pas dans la lettre. Hincmar prend du reste ses précautions, dans le de iure metropolitanorum, quelques jours plus tard : que contient exactement la lettre que l'on cache ? (PL 126, 209) ; Charles serait bien inspiré de ne pas chercher à modifier par une décision purement impériale la hiérarchie de l'Eglise (PL 126, 210).

⁶⁴⁰ Avec, dit Hincmar, avec beaucoup de malveillance, l'accord de Frottaire de Bordeaux qui a fui son siège et cherche à s'installer à Bourges ; le rédacteur des Annales suggère que Frottaire, par cette complaisance, a acheté l'accord de l'empereur. Les Actes de Ponthion confirment le récit des Annales (Mansi XVII A, p. 308).

⁶⁴¹ Annales Bertiniani, p. 201-205.

⁶⁴² C'est la thèse d'Hincmar, Annales Bertiniani, p. 205.

⁶⁴³ MGH Capitularia II, p. 352, cap. VII : « Sicut domnus papa Iohannes sanxit, conuiente et consentiente et condecernente domno et glorissimo Karolo semper Augusto, Ansegisum uenerabilem episcopum, Senonum archiepiscopum, suam uicem tenere et primum ei Galliae et Germaniae contulit in euocando synodo et definiendo canonice si quaelibet insurrexerint necessaria ; et ut grauiora ad ipsius notitiam referat ; et nos unanimiter omni deuotione laudamus et ut ita ipse primum teneat Galliae et Germaniae decernimus et sancimus ».

⁶⁴⁴ Mansi XVII A, col. 310 sq. L'exemple contraire existe (Mansi XVII A, col. 319) : Anségise signe, après le légat, avant Jean d'Arezzo, Hincmar venant au quatrième rang.

⁶⁴⁵ PL 126, 660.

primatie. C'est donc bien Charles qui a voulu cet accroissement de pouvoir. La lettre pontificale est toute *de circonstance* : elle ne constitue nullement un privilège solennel : les affaires de Gaule et de Germanie sont très lourdes pour le pape. Il propose à l'agrément unanime des évêques que soit confié à Anségise, que le pape a trouvé digne de toute confiance⁶⁴⁶, le soin de recevoir, pour les répartir ensuite entre ses collègues, les lettres pontificales⁶⁴⁷, de convoquer les conciles, de faire connaître à Rome, après étude, tous les cas difficiles. Il a fallu, de la part de Charles, une manœuvre assez peu honnête et la dissimulation du texte écrit par le pape pour ajouter une dimension tout à fait différente à la proposition : celle de la primatie sur la Gaule et la Germanie ; on passe de la mesure de circonstance à la structure juridictionnelle, de ce qu'aurait facilement — quoi qu'il en eût — accepté Hincmar à ce que toute sa conception des structures de l'Eglise le conduisait à refuser. La hargne du prélat, sa mauvaise volonté à reconnaître son échec ne doivent pas nous faire oublier la malhonnêteté de la démarche impériale.

L'attitude d'Hincmar, qui a probablement accru l'importance réelle de l'affaire et donné consistance à une délégation d'autorité qui n'en avait visiblement point dans l'esprit du pape, s'enracine profondément dans l'esprit du prélat. D'abord au niveau du respect des canons, si légèrement traités, croit-il, par le roi et peut-être par le pape ; ensuite dans le prestige territorial que l'archevêque cherche, depuis 870 au moins, à donner à Saint-Rémi, premier titulaire connu du siège rémois : c'est l'honneur de sa métropole qu'Hincmar défend en même temps que les privilèges qu'elle a obtenus de Rome. Enfin, peut-être surtout, la primatie vient récompenser celui qui a été l'un des plus actifs agents de l'épanouissement des ambitions impériales de Charles, donc de la « trahison au profit de l'Italie » des devoirs du roi ; moins encore en 876 que l'année précédente, le prélat n'est prêt à oublier la faute commise. L'opposition monolithique d'Hincmar à la politique italienne, à l'élection impériale de Charles, à la dignité accordée à Anségise, a conduit le roi à une nouvelle erreur d'appréciation. Il impose au vieil archevêque un affront blessant et inutile : la prestation d'un serment de fidélité spécial, rédigé en termes qui insultent tout le passé du prélat et qui montrent qu'aux yeux de l'empereur et de son entourage, désormais, ce vieil homme est un suspect. C'est mal connaître le fond du caractère d'Hincmar, mais c'est aussi fort compréhensible dans le

⁶⁴⁶ Anségise a été envoyé à Rome en 870, à l'époque où il était encore abbé de Saint-Mihiel. Il a séjourné plusieurs mois à Rome en 871 (Calmette, *Diplomatie carolingienne*, op. cit., p. 142) et a joué, très vraisemblablement, un grand rôle dans l'amorce de la politique italienne de Charles le Chauve.

⁶⁴⁷ C'est le rôle qu'a joué à plusieurs reprises Hincmar sous Nicolas 1^{er} et Adrien II.

contexte des mois agités que l'on vient de traverser. Le serment ⁶⁴⁸, rédigé probablement par un clerc de l'entourage de Charles qui a trouvé là l'occasion de « régler des comptes » avec Hincmar, justifie totalement l'exégèse indignée qu'en a faite le vieux prélat ⁶⁴⁹. Il est de bon ton d'écrire qu'à cette occasion le métropolitain a manifesté un violent dépit de s'être vu préférer Anségise ⁶⁵⁰ ; nous ne partageons pas, une fois encore, cette façon de voir.

Hincmar fournit tout d'abord le texte même du serment imposé ; suivent les commentaires où celui-ci est, à bon droit, hâché menu. L'auteur se montre présomptueux : sait-il ce que demain Dieu fera faire aux hommes ⁶⁵¹ ; il a de même attribué à Hincmar ce qui ne peut être que de Dieu, lorsqu'il a écrit : « quantumcumque plus et melius sciero et potuero » ⁶⁵² ; mieux valait écrire sous une forme humble : « secundum meum scire et posse » qui affirme que l'homme est objet de l'action de Dieu ⁶⁵³. L'algarade dépasse la querelle de style, elle révèle le total abandon qui se fait jour, chez Hincmar, aux desseins divins : il ne lutte plus et le vocabulaire si souvent employé par lui (secundum meum scire et posse) révèle que cet abandon n'est pas nouveau et qu'il dénote une hantise profonde face à la direction que Dieu donne à la vie des hommes. L'incohérence du style n'est pas davantage épargnée. Pourquoi ne pas appeler Charles roi ou empereur, mais uniquement senior, lui qui est bien plus jeune que le prélat ⁶⁵⁴. Le scribe fait dire à Hincmar qu'il serait fidèle en toutes choses *selon son ministère* ⁶⁵⁵ : qui peut se vanter d'être en tous points impeccable ? comment

⁶⁴⁸ PL 125, 1125 : « Sic promitto ego quia de ista die in antea isti seniori meo, quamdiu vixero, fidelis et oboediens et adiutor quantumcumque plus et melius sciero et potuero, et consilio et auxilio secundum meum ministerium in omnibus ero, absque fraude et malo ingenio et absque ulla dolositate uel seductione seu deceptione, et absque respectu alicuius personae. Et neque per me neque per missum neque per litteras sed neque per emissam uel intromissam personam uel quocumque modo ac significatione, contra suum honorem et suam ecclesiae atque regni illi commissi quietem et tranquillitatem atque soliditatem machinabo uel machinenti consentiam. Neque unquam aliquod scandalum monebo quod illius praesenti uel futurae saluti contrarium uel nocivum esse possit. Sic me Deus adiuuet et ista sancta patrocinia ».

Tout, on le voit, a été prévu dans le détail... !

⁶⁴⁹ PL 125, 1125-1128. Voir : M. David, *Le serment du sacre*, op. cit., p. 79 sq.

⁶⁵⁰ F. Lot : *Le serment de fidélité à l'époque franque*, *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1933, p. 578.

⁶⁵¹ PL 125, 1125 : le rédacteur a inconsidérément écrit : « quamdiu vixero fidelis et oboediens et adiutor in omnibus ero ». Hincmar répond par deux excellents textes de Gélase.

⁶⁵² « Dans toute la mesure où je saurai et pourrai plus et mieux (agir) ».

⁶⁵³ « Selon ce que j'aurai (reçu) de savoir et de pouvoir ».

⁶⁵⁴ PL 125, 1125.

⁶⁵⁵ PL 125, 1126.

imposer une telle fidélité à un prélat : que devrait-il faire si le roi agissait de façon telle qu'un clerc ne pût obéir ⁶⁵⁶ ? Comment un homme peut-il être à la fois fidèle *en tous cas* à un autre et son conseiller actif (adiutor) ? : une plus haute fidélité impose au clerc d'aider le roi à ne pas commettre de péché ⁶⁵⁷. Peut-on, aussi être fidèle sans être, du même coup, adiutor ⁶⁵⁸ ?

N'a-t-on pas, enfin, voulu blesser l'archevêque en lui faisant promettre, à grand luxe de détails, de ne jamais chercher à tromper ou à trahir son roi : tout cela n'est-il pas impliqué par la fidélité ⁶⁵⁹ ? Le rédacteur ne sait-il pas que, pour un évêque, l'énorme faute de complicité est à éviter sans qu'il soit besoin de le souligner. On est allé jusqu'à exiger que le prélat s'engage à ne susciter aucun scandale ⁶⁶⁰.

A la vanité du texte, on a ajouté la vanité de l'acte : un clerc n'a pas besoin de prêter serment, lui à qui les canons disent que « quiconque irait contre sa profession ou sa signature en quoi que ce soit se priverait de son honneur » ⁶⁶¹ : point n'était donc besoin d'autre chose que de la profession épiscopale. Louis le Pieux n'a rien exigé d'autre d'Ebon lui-même que la signature d'un libelle. Hincmar ne s'était jamais vu imposer un pareil acte, lui qui sert depuis si longtemps ⁶⁶² sans contrainte.

Ce texte, l'un des plus nobles qu'ait écrits Hincmar, est serein, contrairement à ce que beaucoup de ceux qui l'ont commenté ont pensé. Le prélat fonde sur une conception très haute du ministère sacerdotal un refus de tout engagement terrestre qui va devenir, jusqu'à sa mort, l'une de ses plus graves préoccupations. Il résume dans la formule du

⁶⁵⁶ PL 125, 1126 : « Si forte domnus noster, quod absit, subreptione aliquid iusserit uel egerit quod episcopali ministerio non conueniat, uidere debuerat hic scriptor sagacissimus si oboediens et adiutor in hoc illi episcopus esse debeat ». On saisit bien, à travers de telles formules, les raisons qui conduisaient, dès 857, Hincmar à préconiser les engagements *contractuels* : l'engagement unilatéral lui paraît, à bon droit, lourd de périls.

⁶⁵⁷ PL 125, 1126.

⁶⁵⁸ PL 125, 1126-1127.

⁶⁵⁹ PL 125, 1127.

⁶⁶⁰ PL 125, 1125 : « Neque unquam aliquod scandalum monebo quod illius praesenti uel futurae salutis contraria uel nociua esse possit ». Le rédacteur, dit Hincmar, n'a pas pu trouver mieux « quia amplius quod adderet inuenire non potuit ».

⁶⁶¹ Dionysio-Hadriana Carthage, c. 13.

⁶⁶² PL 125, 1128 : « ... et a me qui ante professionem ac subscriptionem et post professionem et subscriptionem, professa et subscripta per tantos annos a iuuentute usque ad hanc senectutem seruauit, nunc iuramentum aliud non debuisse requiri ». Hincmar rappelle qu'il a servi Louis le Pieux durant huit ans et Charles trente-six ans jusqu'ici.

serment à laquelle il est toujours demeuré attaché⁶⁶³ et qui lui a survécu⁶⁶⁴ ce qu'il lui semble possible à un clerc de promettre ; au delà de quoi il n'y a que présomption. La comparaison de son texte et de celui du rédacteur anonyme introduit une nouvelle dimension à notre connaissance du personnage ; la maîtrise de la langue n'est pas, pour Hincmar, une simple affaire de style : elle touche au fond des problèmes et ses nuances sont essentielles.

876 apporte une dernière déception à Hincmar : Charles se lance dans une folle politique⁶⁶⁵. Avant, pendant et après Andernach, l'attitude du roi est injustifiable pour le prélat⁶⁶⁶. Charles est allé jusqu'à rechercher un accord avec les Normands, au lieu de les combattre comme son devoir de roi l'y contraint⁶⁶⁷, pour mieux attaquer son neveu.

En 877 encore, les Annales portent témoignage des déceptions suscitées par la conduite du roi. Soucieux de repartir tranquille vers l'Italie, celui-ci a, une fois de plus, fait payer le départ des Normands par son royaume⁶⁶⁸, puis, comme si cette première exaction n'était pas suffisante, l'empereur a rassemblé, pour gagner le Sud, une grande quantité d'or et d'argent, de nombreux chevaux et des vivres fournis par le royaume⁶⁶⁹, tandis qu'un don magnifique est fait au pape : un lourd crucifix d'or orné de pierres précieuses⁶⁷⁰. L'archevêque stigmatise sans cesse la conduite peu courageuse de Charles, qui fuit au lieu

⁶⁶³ PL 125, 1127 : « secundum meum scire et posse iuxta ministerium meum fidelis ero sicut archiepiscopus per rectum imperatori fidelis esse debet ».

⁶⁶⁴ Richer, *Histoire de France*, II, p. 246-247.

⁶⁶⁵ Sur la politique du roi qui l'a conduit au désastre d'Andernach : L. Halphen, *Charlemagne et l'empire carolingien*, p. 428-430 ; l'auteur juge trop peu sévèrement cette équipée.

⁶⁶⁶ Annales Bertiniani, p. 208-209 : récit précis et sobre. Hincmar porte un jugement sévère sur la défaite subie : « Et impletum est dictum propheticum ubi ait : « Qui praedaris nonne et ipse praedeberis ? » Omnia quae praedatores (il s'agit des marchands et des pillards de toutes sortes qui, accompagnant l'armée de Charles, ont dévasté le pays traversé) qui erant cum imperatore habuerunt, sed et ipsi praeda fuerunt, adeo ut qui amminiculo equorum effugere poterant, animas suas haberent pro spolio. Ceteri autem ita sunt a uillanis despoliati, ut ferro et stramine inuoluti uerenda celarent et nudi profugerent, quos insequentes occidere noluerunt. Et facta est plaga magna in populo praedatore ». Le désastre prend une allure de jugement de Dieu : ces marchands et pillards indignes que l'empereur a tolérés ont été l'instrument de sa défaite.

⁶⁶⁷ Ibidem, p. 210-211.

⁶⁶⁸ Annales Bertiniani, p. 213. On doit tout de même remarquer, encore que les circonstances ne soient pas strictement comparables, qu'en 869 pareils scrupules ne sont pas venus à Hincmar.

⁶⁶⁹ Annales Bertiniani, p. 214.

⁶⁷⁰ Ibidem, p. 216.

de se battre ⁶⁷¹ et ne défend plus aucun des hommes dont il a la charge. Charles, homme, a déserté la fonction de roi : il tombe sous le coup des reproches, peut-être des accusations demain, du rigide examinateur qu'est l'évêque de Reims.

Opposant, par principe, à la politique italienne, suspect aux yeux du roi et de son entourage, le vieux prélat n'est toujours pas exclu, cependant, du cercle des agents royaux.

On le voit aussi bien lorsque Charles le charge de correspondre avec des Italiens ⁶⁷² ou lorsqu'Hincmar écrit à ceux-ci, à titre plus personnel ⁶⁷³, qu'au moment où le roi prend, en 877, à Quiersy, de solennelles dispositions en vue d'assurer la défense et la vie du royaume durant sa nouvelle et prochaine absence. Peut-être d'ailleurs, dans ce cas, les remontrances de 875 et de 876 ne sont-elles pas demeurées sans effet sur l'esprit du roi.

La législation de Quiersy ⁶⁷⁴ a connu d'abondants commentaires ⁶⁷⁵. Bien loin de voir dans le célèbre Capitulaire la trace et la preuve d'un conflit entre les grands et le roi, nous y retrouvons l'esprit de contrat qui n'a cessé de se développer depuis Coulaïnes : c'est une *politique concertée* de mise en ordre des affaires royales avant une absence qui risque d'être longue ⁶⁷⁶. Une fois encore, la dernière, à la politique du bon plaisir, Charles fait succéder un retour à la politique préconisée depuis 857 au moins par le prélat rémois. C'est comme seul responsable que l'empereur-roi prend les dispositions les plus graves en vue d'assurer, de loin, le gouvernement de la Francie occidentale ⁶⁷⁷ : seul roi oint, seul lié par les promesses faites, seul apte à recevoir obéissance

⁶⁷¹ Ibidem.

⁶⁷² Schrörs 359 : au clergé de Ravenne sur ordre de Charles le Chauve. Voir Schrörs, note 137, p. 583. Et : Mabillon, *Vetera Analecta*, Paris 1723, p. 213.

⁶⁷³ Schrörs 363 : à Grégoire nomenclator à Rome ; Schrörs 380-381, à l'évêque de Porto, Formose ; Schrörs 383, à Jean d'Arezzo ; Schrörs 385 à Gunderic de Velletri.

⁶⁷⁴ 14 juin 877, MGH Capitularia II, p. 355-361.

⁶⁷⁵ Il n'est pas question de reprendre ici toute une discussion à ce propos. Du point de vue général, nous sommes proches, sans les adopter totalement, des conclusions de L. Halphen et fort éloigné de celles de Bourgeois.

⁶⁷⁶ Cap. 13 (MGH 359). Charles n'envisage-t-il pas l'éventuelle naissance d'un nouvel héritier *durant son absence* : « et si Deus alterum filium nobis *interim* donare uoluerit, quam ipse habeant... ».

⁶⁷⁷ Il exécute les décisions prises depuis Coulaïnes : la garantie est donnée à chacun que son statut ne sera pas arbitrairement violé par le pouvoir royal : il convient donc qu'informé en sa résidence lointaine, l'empereur lui-même règle les questions d'importance essentielle, un moratoire étant jusque-là imposé à toute situation.

des hommes libres liés à lui, le roi est aussi seul comptable devant Dieu de tout ce qui découlera de ses décisions. Nous sommes très loin de toute perspective féodale et, à l'inverse, en plein « hincmarisme ».

Au contraire, pour d'autres questions qui ne touchent pas à l'équilibre structurel du royaume dont Charles est seul chargé, Louis, solidement entouré de conseillers nominalement désignés, peut prendre les décisions nécessaires ; les comtes, enfin, doivent régler les affaires locales ⁶⁷⁸. En somme l'essentiel est de maintenir, l'empereur absent, l'équilibre social qui a garanti la paix depuis une dizaine d'années au moins ; toute cause de rupture, l'invasion des Scandinaves, celle des neveux ⁶⁷⁹, doit être combattue immédiatement. Restant seules en suspens les causes permanentes de déséquilibre — la mort des titulaires des charges étant l'essentielle — il suffit de geler les situations imprévisibles ainsi apparues jusqu'à ce que l'empereur rétablisse l'équilibre par sa décision.

Nous n'hésitons pas, pour notre part, à voir dans ces dispositions la marque de l'influence profonde d'Hincmar. Le roi fait ici son métier et son devoir de régulateur suprême : il cesse « d'abandonner ses sujets », comme en 876, et trace à chacun une claire ligne de conduite. En échange de ses ordres et des promesses qu'il renouvelle, il est en droit d'attendre, cette fois, une obéissance sans faille.

Il nous paraît très caractéristique que le premier capitulum de Quiersy, repris de Coulaines et de Pîtres (869), soit consacré à la défense de l'équilibre des personnes et des biens dans l'Eglise et que la promesse soit imposée à Louis de respecter, lui aussi, les engagements royaux : c'est le triomphe des exigences sans cesse renouvelées par Hincmar depuis 857.

Pour nous, jusque dans le style parfois ⁶⁸⁰, l'influence de la pensée du prélat rémois est prépondérante dans les dispositions prises à Quiersy. Ce sont ses conceptions qui conduisent à l'aménagement provisoire, dans une situation difficile et mouvante, des rapports sociaux contractuels ; ce moindre mal, par rapport à la situation de l'année précédente, rend au roi le pouvoir d'ordonner et la garantie légale d'être obéi.

⁶⁷⁸ Le cap. 19 (MGH 360) indique bien à quel point l'autonomie locale a progressé, avec l'accord du roi : « Si uerra in regno surrexerit quam comes per se comprimere non possit, filius noster cum fidelibus nostris eam quantocius comprimere studeat, antequam malum in regno nostro accrescere possit ».

⁶⁷⁹ Très explicitement prévue au cap. 25 (MGH 360).

⁶⁸⁰ On sait l'importance des expressions du genre « consilium et » dans l'œuvre d'Hincmar. On en retrouve aux cap. 3 et 4, parmi les capitula qui ont fait l'objet d'un débat à Quiersy. De même un « uestrum posse » (cap. 4) correspond bien au style d'Hincmar. Au contraire, aucune trace hincmarienne n'existe dans la longue partie qui énonce les décisions du seul Charles.

Ce sont cependant ces dispositions, dont le texte va être lu, volontairement, à contre-sens, qui vont, Charles mort, permettre et justifier le développement foudroyant des prétentions seigneuriales. Nouveau et amer sujet de méditation pour Hincmar !

Avant son départ, Charles, enfin, prend à Quiersy des décisions de détail très précises⁶⁸¹. Détachons celles qui concernent Hincmar. Il est désigné en tête du petit groupe d'hommes de confiance⁶⁸² qui reçoivent mission d'exécuter les dispositions testamentaires de Charles ou de l'impératrice en cas de décès⁶⁸³. Sans doute Charles, peut-être sensible à la valeur des reproches articulés depuis un an contre lui par le prélat, a-t-il voulu lui manifester, par là, un éphémère retour de confiance ; mais le prélat n'est pas associé — peut-être a-t-il souhaité qu'il en soit ainsi — au groupe de conseillers désignés pour aider Louis⁶⁸⁴. A la réflexion, la décision du roi n'est pas surprenante. Confier à un personnage dont la rigueur est maintenant légendaire le soin d'exécuter les dernières volontés impériales — dont, pour une part, si l'on se place dans le climat moral du IX^e siècle, dépend le salut éternel de Charles — est une garantie que rien ne sera négligé de ce qui doit être accompli. Au contraire, qu'Hincmar lui-même ait refusé de gouverner aux côtés de Louis ou qu'il ait été écarté par Charles, sa non-désignation est conforme à tout ce que nous savons de lui depuis un an ou deux à ce moment. Le gardien des lois est utile pour le testament, non le conseiller politique trop peu souple.

L'éloignement politique n'est cependant point une disgrâce puisque l'archevêque est chargé, comme commissaire impérial, de rédiger une lettre de reproches au comte Amalbert⁶⁸⁵ : celui-ci est sommé de redresser un jugement injuste⁶⁸⁶. Hincmar, durant les derniers mois de vie de l'empereur, joue donc à nouveau un certain rôle de censeur social.

⁶⁸¹ Le capitulaire n'a jamais, à notre connaissance, été étudié d'un point de vue très particulier : Charles effectue une répartition stricte des biens dont il réserve l'usage à lui-même, à l'impératrice, à leur fille et auquel Louis n'a pas le droit de toucher (c'est particulièrement remarquable pour les palatia : cap. 32) et ceux qui sont laissés à l'héritier. De même des dispositions sont prises en vue des successions à divers niveaux, privés ou publics, si l'empereur ou l'impératrice meurent.

⁶⁸² Avec Francon de Lisieux, Odon de Beauvais, l'abbé de Saint-Germain Gauzlin, les comtes Arnulf, Bernard (d'Auvergne), Conrad (de Paris), Adelelme (de Laon).

⁶⁸³ Le trésor du roi et ses livres devront être partagés. Ces derniers iront à Saint-Denis, à Sainte-Marie de Compiègne et à Louis le Bègue.

Ces dispositions illustrent clairement que les biens accumulés par la fonction royale ne peuvent être automatiquement héréditaires entre les personnes de la dynastie.

⁶⁸⁴ Plusieurs de ses amis, toutefois, figurent dans cette liste : Odon de Beauvais, Hildebold de Soissons, Jean de Cambrai.

⁶⁸⁵ Schrörs 408.

⁶⁸⁶ Le comte s'est fait remettre des biens que l'homme jugé voulait voir distribuer en aumônes.

L'expédition italienne, le couronnement impérial, Andernach, ont bouleversé un équilibre assez stable depuis 860. Le mécontentement, déjà fort en 876, le de fide d'Hincmar en porte témoignage, tourne à l'opposition ouverte en 877, malgré les prudences de Quiersy⁶⁸⁷. La mort de Charles le Chauve, le 6 octobre 877, le retour sans gloire de sa dépouille, ouvrent les vannes à un courant irrésistible désormais. La royauté carolingienne est morte avec Charles Le Chauve, en Francie occidentale. Tout au plus, les derniers carolingiens peuvent-ils être des princes territoriaux, comme bien d'autres, de quelque lustre apparent que la dynastie prolonge son impuissante survie. Tout s'effondre de ce qu'Hincmar avait cru définitif et admis par tous. Tous les dérèglements, d'un coup, s'entrecroisent et se superposent. Un long crépuscule de désillusions de plus en plus fortes attend le vieil Hincmar. Tout ce qu'il tente se mue en son contraire sous ses yeux. Quel que soit, désormais, son rôle, il n'a plus de prise réelle sur les événements et l'on va en lire les conséquences dans ses derniers écrits.

La tentation, dès lors, est grande, pour l'archevêque, de punir le père du royaume qui, par son ambition dérégulée, a conduit à ce dérèglement. Charles mort depuis peu de temps, Hincmar fait circuler une vision qui en dit long sur son état d'esprit.

Les clercs de la province sont saisis par leur archevêque d'un fait troublant⁶⁸⁸. Un laïc⁶⁸⁹, Bernold, à l'article de la mort, tient à confier à son confesseur (d'où la confusion établie par le titre de la Patrologie) une vision qu'il a eue et qu'il a reçu ordre⁶⁹⁰ de faire connaître. Il a été enlevé vers un autre temps : il y a trouvé quarante évêques morts, dont Ebon et Enée de Paris, noircis et frigorifiés. Les évêques l'ont prié de se rendre auprès de leurs anciennes ouailles, clercs et laïcs, pour leur demander prières, aumônes et oblations⁶⁹¹. L'homme s'est acquitté de sa tâche. Revenu auprès des évêques, il les a trouvés merveilleusement soulagés. L'homme a alors retrouvé Charles « notre roi » dans un lieu sombre, dévoré par les vers et réduit à l'état de nerfs et d'os⁶⁹². A son tour, le roi demande l'aide de Bernold : « Va

⁶⁸⁷ Sur le développement de cette opposition : J. Calmette, *La diplomatie carolingienne*, p. 177 sq., demeure extrêmement utile.

⁶⁸⁸ De uisione Bernoldi presbyteri, PL 125, 1115-1120. Un seul manuscrit : Bruxelles BR Gheyne 4087-4100 (XII^e ?), fol. 125 r. et v. sur lequel la révision du texte a été effectuée. Le titre est, on va le voir, fort mauvais.

⁶⁸⁹ PL 125, 1115 ; l'homme (homo nomine Bernoldus) est gravement malade. Il demande à son épouse (uiriliter uxori suae ac circumstantibus dixit) d'aller chercher son confesseur.

⁶⁹⁰ PL 125, 1115 : « quae mihi iussa sunt ».

⁶⁹¹ PL 125, 1116.

⁶⁹² PL 125, 1116 : « ... in luto ex sanie ipsius putredinis et manducabunt eum uermes et iam carnem illius manducatam habebunt et non erat in corpore ipsius aliud nisi nerui et ossa ». L'entrée du Paradis a été refusée au roi (PL 125, 1117).

trouver l'évêque Hincmar et dis lui que je n'ai pas su respecter ses conseils et ceux de tous mes fidèles ; pour cette raison, je supporte, pour mes péchés, les tourments que tu vois »⁶⁹³. Hincmar, en qui Charles déclare expressément avoir toujours confiance, doit aider son roi défunt ainsi que tous les autres fidèles. Une nouvelle fois, l'homme s'est acquitté de sa mission : la prière d'Hincmar et de ses clercs⁶⁹⁴ a libéré Charles de sa pénible condition. L'homme poursuit, pour d'autres, ce métier de voyageur et d'intercesseur entre les deux mondes... !⁶⁹⁵.

Hincmar a entendu parler de cette vision. Il n'a pu voir l'homme en question, mais a convoqué le prêtre, digne de toute confiance, qui a reçu la confession ; après quoi, il a relu des textes qui font autorité pour savoir s'il existe des précédents à un tel récit⁶⁹⁶. Les précautions prises par Hincmar nous plongent à nouveau dans la perplexité et l'ambiguïté. S'agit-il, pour lui, d'étayer sur des précédents l'incroyable étalage de vanité que suppose la mise en scène de son propre personnage sous un tel éclairage. S'agit-il, au contraire, du naïf recours aux autorités qui permettent de croire que cette vision est authentique et qu'il ne saurait être question de s'opposer à sa divulgation. Hincmar a-t-il tout inventé ? S'est-il servi d'un récit pour y glisser l'exemple le concernant ? N'est-il, comme il le prétend, que le rapporteur d'une histoire qui s'est répandue dans la province ? Il est difficile à notre mentalité d'admettre, d'une part qu'il ne soit pour rien dans la fabrication de cet opportun voyage dans l'au-delà, d'autre part qu'il ait pu, sans frémir, s'accorder à lui-même un tel rôle. La démesure nous pousse à penser qu'utilisateur intéressé — *ad maiorem Dei gloriam* et *ad maiorem regni utilitatem* — d'un récit commode, il n'en est probablement pas le fabricant. Mais nous touchons là aux limites de l'enquête historique : le champ des consciences nous échappe, hélas, totalement⁶⁹⁷. Du moins les indications fournies permettent-elles de voir ce

⁶⁹³ PL 125, 1116 : « Uade ad Hincmarum archiepiscopum et dic ei quia uides pro culpis meis sustineo ».

⁶⁹⁴ S'il n'ose pas éliminer les clercs, Hincmar ne souffle mot des « autres fidèles ».

⁶⁹⁵ PL 125, 1117 : il a bien fallu « noyer » l'exemplum de Charles au milieu de quelques autres !

⁶⁹⁶ PL 125, 1118 : « ...et in libro Dialogorum sancti Gregorii et in historia Anglorum et in scriptis sancti Bonifacii episcopi et martyris sed et tempore domni Ludouici imperatoris aetate nostra cuidam Uuitino uiro religioso reuelata relegi ».

⁶⁹⁷ Le « climat » existe incontestablement et depuis longtemps. Au niveau populaire, on peut sans peine imaginer que la prédication, répétée depuis des années, des thèmes hincmariens, ait façonné l'inconscient de ses ouailles de telle manière que la « punition du mauvais roi » y ait normalement pris corps. Au niveau intellectuel, les textes montrent bien qu'une tradition existe dont Hincmar — et son entourage à coup sûr — est imprégné. Alcuin place, dans les vers consacrés aux saints de l'Eglise d'York (MGH, PLAK I, p. 189-190, vers 905 sq.), des exemples de descente en enfer qui constituent de bons points de départ pour toute la littérature de ce genre au IX^e siècle. Le concile de Paris 829 (Mansi XIV, 927) porte lui aussi trace de ces

que le prélat a cherché à relire : Grégoire le Grand, Bède, Boniface et la Uisio Wettini⁶⁹⁸.

Hincmar a eu le souci de répondre au désir divin en exposant l'économie de cette mystérieuse vision. Le tourment de Charles, tel qu'il ressort du récit, est d'abord d'être empêché par ses péchés de jouir pleinement de la compagnie et de la félicité des saints, qu'il entroit cependant non loin de lui⁶⁹⁹ ; la torture du roi provient de la conscience qu'il a des conséquences de ses propres fautes. L'exemplum, de large portée sociale, enseigne à ne pas pécher d'abord, à ne pas mourir en état de péché ensuite⁷⁰⁰.

visions. Dans la province rémoise, sous Ebon, un moine d'origine lombarde, Raduin, aurait annoncé, après un songe, la disgrâce de l'archevêque (Flodoard, *Historia Remensis Ecclesiae*, MGH Scriptores XIII, Livre II, 19, p. 472 ; voir aussi : *Neues Archiv* XI, p. 262-263, qui fournit le texte de la Uisio Raduini d'après le Codex Vaticanus Regina Latin 466, fol. 643 ; et W. Levison, *Kleine Beiträge zu Quellen der fränkischen Geschichte* IV, *Neues Archiv* XXVII, p. 331-408).

On peut multiplier ainsi les exemples pour les VIII^e et IX^e siècles et nous avons noté, au passage, qu'Hincmar lui-même commentait en 873 un rêve de Louis le Germanique ou citait des visions dans les Annales de Saint-Bertin. Il y a là un riche champ de recherche et nous n'avons pas voulu y pénétrer. Bornons-nous à signaler qu'à nos yeux la Uisio Raduini se rattache étroitement à l'effort de « valorisation » du culte de Saint-Rémi et pourrait être, de ce fait, rattachée à la province de Reims. Et aussi à souligner l'importance centrale de cette province dans la diffusion des Visions au IX^e siècle ; en dehors de Raduin et de Bernold, un troisième texte majeur est encore rémois : celui de la vision de Charles le Gros (vers 887-888). Voir à ce sujet : R. Poupardin, *Le Royaume de Provence sous les Carolingiens*, 855-933, p. 324-332 ; *Date de la Uisio Caroli tertii*, *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, LXIV, 1903, p. 284-288.

⁶⁹⁸ Le dernier Livre des Dialogues comporte en effet un nombre important de visions. La Uisio Wettini a plus d'intérêt puisque, pour la première fois, Charlemagne y figure en posture d'accusé. Le « moralisme carolingien » dévore le héros de sa propre histoire. Ce texte très ample date de 824 (MGH, PLAK II, p. 267-275) ; il a connu un succès immédiat au IX^e siècle comme en témoigne le nombre des manuscrits. Elle a évidemment pu fournir un modèle excellent pour la Uisio Bernoldi si celle-ci est fabriquée de toutes pièces. Le thème de la recherche d'un intercesseur est particulièrement net et aussi l'accusation d'avaritia portée contre les laïcs.

⁶⁹⁹ PL 125, 1119. Cette conception de la « déficience » par rapport à la félicité des saints comme source du tourment éternel pourrait être d'origine érigenienne. Plus simplement notons, avec Hincmar lui-même, que Charles a été trop proche de l'Eglise, sa vie durant, pour qu'une « damnation » comparable à celle qui frappe Charles Martel soit concevable ; mais aussi qu'aucun péché ne reste impuni. En somme le purgatoire est, dans ce récit, le prolongement post mortem des avertissements multipliés ici-bas par les clercs et, à la limite, de l'excommunication. Il a valeur de réflexion et de rédemption, mais l'ordo sacerdotum est indispensable pour assurer la libération d'un laïc. L'exemplum se moule trop étroitement sur l'ensemble des thèses hincmariennes pour n'être pas, tout de même assez suspect.

⁷⁰⁰ PL 125, 1120. Des bruits sinistres se sont répandus à l'occasion de la mort de Charles.

La Uisio Bernoldi marque, à nos yeux, l'ouverture de la dernière étape de la pensée du prélat. Le recours aux arguments rationnels se révélant désormais inutile, une mutation se dévoile dans les techniques pastorales : l'exemplum qui bouleverse les zones irrationnelles des personnalités se substitue à la volonté de convaincre et de dialoguer. Sur ce point aussi quelque chose a changé après la mort de Charles le Chauve.

La crise de deux ans que vient de traverser le royaume a révélé à Hincmar qu'en vérité la fonction militaire et policière est la plus importante chez le roi. Il s'est rapproché d'Isidore de Séville dans les faits, à la mesure même de l'effacement, chez lui, des conceptions légalistes contractuelles et rationnelles que nous avons soulignées.

Les années 876 et 877 marquent donc une transformation fondamentale des techniques d'action sociale et de la conception même du pouvoir chez Hincmar : au dialogue de l'homme avec l'homme sous le regard de Dieu va se substituer, de plus en plus, l'aveugle puissance du miracle ou de la punition irrationnels, qui contraint l'homme à obéir à Dieu sans plus solliciter son adhésion. La désobéissance du roi, signe et cause de la désobéissance sociale, a dérégulé le monde autour d'Hincmar. Tout l'équilibre est brisé et nul prince n'est là pour le rétablir.

Troisième partie

Il reste, après la mort de Charles, six ans à vivre pour Hincmar. Six années pendant lesquelles va se déstructurer sous les yeux du prélat le monde auquel il a rêvé de donner forme et stabilité. Les princes sont décevants et l'appétit des Grands se révèle sans limites.

Avant de mesurer quelles sont les ultimes réactions du prélat en face de l'échec évident de ses rêves sociaux et de ses actes, il convient d'apprécier le degré de confiance que nous pouvons accorder à la sincérité de l'archevêque en examinant sa conduite des affaires, lorsque celle-ci n'est pas directement sous le regard des princes et des puissants.

Il faudra bien, enfin, tenter de comprendre un peu mieux qui fut cet homme si mal compris dès son vivant et si mal jugé depuis onze siècles.

CHAPITRE X

L'ordre dans le détail

Dès le début de nos recherches, nous avons estimé que la plus sûre vérification de la sincérité d'Hincmar devait se situer au niveau des détails les moins visibles : la vie de la province, celle du diocèse, celle des divers secteurs dont il avait la responsabilité quotidienne à Reims. Il est temps de se demander maintenant si cet homme d'ordre, ce défenseur des canons et des lois, ce procédurier tâtilleur a mis, ou non, la même rigueur et la même vigueur à diriger les affaires non spectaculaires que les affaires appelées à un fort retentissement public. De la province au diocèse, du diocèse à la ville et au monastère de Saint-Rémi, de là jusqu'au détail de la vie des scriptoria et des archives rémoises, nous allons essayer de découvrir si Hincmar a été ou non un imposteur.

I. — GRATIS ACCEPISTIS, GRATIS DATE ¹

Dès 849, l'archevêque récemment ordonné plaçait son siège à la tête de la province en soulignant la sainteté qu'il doit à Saint-Rémi ². Cette conviction n'a cessé de réapparaître chez lui au fil des ans jusqu'à la culmination des dernières années ³. Il y a loin, cependant, lorsqu'il arrive à Reims en 845, de son désir, peut-être déjà formé, à la réalité. Vacant plus de douze ans, le siège a été sous-administré par des personnages de second ordre ; la province a été partagée entre deux royaumes en 843. Les huit ou neuf premières années sont obscures de notre point de vue actuel : sans doute la nécessité de se faire admettre par tous a-t-elle gêné Hincmar. Pourtant, nous l'avons vu ⁴, les premières lettres,

¹ Mathieu X, 8.

² MGH 12.

³ PL 126, 271, 275 et surtout 276 où le lien est établi entre la sainteté et l'autorité de la métropole : « ... Ipsum uero non nesciam quod totius prouinciae cura per sacros canones sit metropolitano commissa ad eandem metropolim suam sicuti ad matrem... ».

⁴ Voir chapitre I.

déjà, manifestent le souci de restaurer la discipline, de faire respecter les usages canoniques, d'assurer la liberté des élections. En même temps, Hincmar dégageait, entre les fidélités apparemment contradictoires à l'empereur Lothaire I^{er} et au roi Charles, une ligne de conduite qui conduisait nécessairement à la confraternité. Celle-ci, en effet, pouvait seule garantir, en dehors d'une conquête impensable, *l'unité pacifique de la province*⁵, objectif fondamental du prélat. En toute occasion grave, Hincmar souligne cette unité : qu'il l'appelle diocèse ou province⁶, la portion de terre chrétienne qui lui a été confiée par Dieu l'a été alors sans cassure et sans restriction.

Au moment où l'enseignement sur la prédestination que dispense Gottschalk menace tous les hommes dont il a la responsabilité spirituelle, Hincmar, une première fois, avertit ceux-ci des dangers qu'ils courent ; autour de Gottschalk c'est la province qui est, conformément aux canons, solidairement consultée et solidairement responsable des décisions prises. Que survienne la crise de 858, c'est à la province que s'adresse encore le métropolitain, c'est elle qu'il solidarise contre Louis le Germanique. Ainsi encore, lorsqu'il s'agit, en 876, de prendre position au moment du départ de Charles le Chauve. En toute occasion, *par l'écrit*, Hincmar fait connaître son avis à tous ceux qui habitent la province et recherche leur concours. A tous les niveaux, nous allons le voir, *l'écrit* devient l'instrument de l'ordre, de la consultation, sur tout le territoire provincial. En 857-858, Hincmar n'en est encore qu'à exiger que le fondateur d'une église garantisse les biens remis à celle-ci par un texte écrit⁷ ; on verra combien, dix à quinze ans plus tard, ses exigences ont pénétré en profondeur⁸. Le diocèse, de ce point de vue, n'échappe pas

⁵ En 860, la doctrine est claire sur ce point, PL 125, 699 : « Hoc autem regnum de multorum manibus in manu parentum nostrorum regnum deo gratias fuerat adunatum et unum regnum una est ecclesia, quae illorum diuisione qui sicut unus homo et unus rector in uno regimine esse debent diuidi nullatenus debent. Nec dici debet ut inter principes nostros de una gente uel de uno regno ad aliam gentem uel ad alium regnum quisque refugiat, sed potius in uno regno, sicut christianos decet et in unitate ecclesiae matris consistent ».

⁶ PL 125, 732. Parrochia designe ce que nous appelons diocèse, c'est-à-dire, en l'occurrence, un évêché suffragant. En 870, Hincmar lui-même montre l'ambiguïté maintenue de ce terme, dans une lettre à Bertolf de Trèves (MGH SS XIII I 516) où il parle de « diocesi uel parrochia sua ». Ce que nous appelons aujourd'hui paroisse rurale porte dans les textes hincmariens le nom d'*ecclesia* ou de *capella*.

⁷ Gundlach, p. 108-109 : « cartam ad ipsam ecclesiam Deo et sancto eius... pro dote simul omnes donarent et subscriptionibus cum testis ex more firmarent ».

⁸ On trouve des traces de cette pénétration de l'écrit sous l'influence du prélat. Signalons par exemple (PL 126, 293-294) que le *descriptio* des biens de l'église d'Attola permet au prélat de fournir des indications précises. Rappelons aussi que la réussite d'Hincmar se mesure au nombre d'inventaires réalisés sous son influence. En dehors du célèbre polyptyque de Saint-Rémi, Cambrai en 868, les monastères d'Orbais, Hautvillers, Avenay, ont dressé des listes de biens et d'églises (Lesne, tome III, p. 47).

aux règles imposées et respectées pour la province : en 877, Hincmar ordonne encore à ses archidiacres d'effectuer une description écrite des chapelles qui existent dans les paroisses rurales⁹. Le principe du respect de l'écrit et des engagements qu'il contient ne s'arrête donc pas au niveau de l'administration du royaume.

A) Gestion des églises et des chapelles :

Aucun problème général ne semble avoir davantage retenu l'attention d'Hincmar, dans sa province et même au-delà, que celui des églises locales que nous appelons paroisses rurales¹⁰. Une fois de plus, une demande royale est à l'origine d'un texte hincmarien¹¹ : l'occasion a été offerte par les opérations arbitraires de division de paroisses effectuées par Rothade de Soissons¹² — encore lui — mais aussi par les libertés prises dans ce domaine, par Prudence de Troyes¹³. Hincmar pose vigoureusement, dès le début de la lettre d'envoi adressée au roi, la question de savoir si chacun peut faire ce qui lui plaît, ou si, là comme ailleurs, il ne convient pas de respecter les textes anciens qui ont établi une jurisprudence précise. La réponse est évidente : toute nouveauté contraire aux textes fait courir les plus grands risques à son auteur¹⁴.

⁹ PL 125, 802. Ordre renouvelé en 881 (Lesne, tome III, p. 5).

¹⁰ Hincmar, lui, parle de *parrochia rusticanae*, Gundlach, op. cit. à la note suivante, p. 95. Il est encore fidèle à l'expression à la fin de sa vie : PL 126, 246 en 882.

¹¹ 857-858 : de *ecclesiis et capellis* (que nous citerons sous le titre de *ecclesiis*), édité par Wilhelm Gundlach, *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, 1889, p. 92-145 ; la lettre d'envoi à Charles le Chauve est reproduite dans MGH 52-53. Voir aussi : Gietl, *Hincmars Collectio de ecclesiis et capellis*, *Historisches Jahrbuch*, 1894, p. 556-573, et A. Gaudenzi, *Scripta anecdota antiquissimorum glossatorum*, Bologne 1892, II, p. 7-23.

Imbart de la Tour : *Les origines religieuses de la France : les paroisses rurales du IV^e au XI^e siècle*, Paris 1910, p. 101 sq., a attaché une grande importance à ce texte. Voir encore : A. Dumas, *La notion de la propriété ecclésiastique du IX^e au XI^e siècle*, *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, 1940, p. 14-34.

¹² Rothade a divisé une paroisse appartenant à un prêtre, Adelold, pour faire créer une nouvelle église : MGH 52. Sur la situation générale à ce moment : W. Goffart, *The Le Mans forgeries*, op. cit., p. 6 sq.

¹³ MGH 53. Hincmar, à une date imprécise mais antérieure à 858, a écrit à Prudence (MGH n° 106, p. 51) ; l'archevêque semble inquiet pour les biens rémois situés dans le diocèse troyen.

¹⁴ La lutte contre les nouveautés est une constante des religions monothéistes, une fois posées les règles du jeu. Le judaïsme, l'islam et le christianisme se sont, sur ce point, montrés tout à fait conservateurs. Pour le christianisme, dès le V^e siècle (cf. E. Griffe, *La Gaule chrétienne*, tome II, p. 150), le principal titre de gloire des divers responsables est de *conserver l'héritage*. Au XVII^e siècle, Bossuet fonde son orgueilleuse fierté d'être catholique romain sur la non-variabilité des textes sur lesquels repose la vie de l'Eglise et considère le protestantisme comme une dangereuse nouveauté. On est donc là en présence de l'un des freins les plus délibérément opposés à toute évolution rapide en Occident chrétien tout particulièrement, du fait de Rome pour l'essentiel. Hincmar, sur ce point, est un chrétien totalement fidèle à l'enseignement romain. A plusieurs reprises dans le de *ecclesiis*, il va rappeler les sanctions prévues par les canons contre les auteurs de nouveautés lorsque celles-ci remettent en cause les canons eux-mêmes.

Elargissant à l'extrême le débat, le prélat fournit au roi un traité théorique complet sur la propriété ecclésiastique à divers niveaux. La démonstration est originale et s'emboîte bien, on va le voir, dans l'ensemble des positions hincmariennes. Premier principe : l'évêque, *par son ordination*, est mis en possession de tous les biens de l'*episcopium* non contestés depuis trente ans¹⁵ ; les paroisses rurales font partie de cet ensemble¹⁶. Du même coup, aucune paroisse, église ou chapelle du diocèse ne peut échapper à l'autorité épiscopale¹⁷. Plus nettement que jamais apparaît la clarté d'esprit du prélat sur ces diverses questions. Il a parfaitement assimilé et la législation romaine¹⁸ et les discussions canoniques antérieures¹⁹ ; il connaît l'importance, toute romaine, de la prescription trentenaire²⁰ et s'y tient, même s'il sait que l'on a parfois parlé de quarante ans et non de trente ans²¹. Il en tire deux conclusions essentielles : l'évêque n'est pas pleinement propriétaire, à titre privé, de ces biens, mais il est garanti contre toutes les usurpations par la prescription trentenaire. Règles claires, simples, de droit classique et qui ouvrent la porte, de très loin, au compromis d'Yves de Chartres sur les investitures, après la parenthèse confuse du « droit féodal »²². Le principe très clairement exposé, Hincmar en fait application au cas des paroisses rustiques et il fonde son raisonnement sur un texte attribué à saint Basile (nous ne l'avons pas davantage identifié que ne l'avait fait Gundlach). Lorsque la chrétienté, à l'époque du pape Urbain (!) a dû sortir de la communauté initiale des biens²³, Dieu a permis que des

¹⁵ Gundlach 95 : « ... omnem parrochiam cum omnibus rusticanis parrochiis, quas per triennium inconcusse possedit, in sua ordinatione... ».

¹⁶ On le verra plus loin, on le sait d'ailleurs, Hincmar ne prétend jamais qu'il s'agit d'une pleine possession *privée* mais d'un *usage* au bénéfice de la communauté des fidèles.

¹⁷ Tous les auteurs (en particulier Arnold et Imbert de la Tour) qui ont travaillé le texte d'Hincmar insistent justement sur son souci de rétablir ou d'établir la totale suprématie juridictionnelle de l'évêque sur toutes les églises du diocèse, quelle qu'en soit l'origine.

¹⁸ Qui a toujours répugné à doter l'évêque en tant que personne et a insisté au contraire sur la remise des biens à la communauté chrétienne, l'*ecclesia*, dont l'évêque n'est que le gestionnaire.

¹⁹ Concile de Séville II 619, Hispana, par exemple. Voir Vivès, op. cit., p. 164, canon 2.

²⁰ Concile de Tolède IV 633, Vivès p. 205, canon 34, qui fait application aux relations entre deux diocèses. Gélase aux évêques de Sicile, Hispana, PL 84, 806 sq. Conciles d'Orléans, 511 canon 23, et 538 canon 13, *Concilia Galliae, C.C.S.L.*, p. 11 et 119.

²¹ Lettre de Grégoire le Grand à Jean de Syracuse, Manuscrit Paris BN Latin 12445, fol. 237 r.

²² Hincmar distingue trois opérations dans l'installation d'un prêtre : « *ordinatio* », « *ecclesiae conseruatio* », « *facultatum et dotium ad easdem ecclesias pertinentium dispositio* ».

²³ Hincmar développe une fois encore ce paradoxe connu à la fin de ce traité, Gundlach, p. 135-136.

revenus soient affectés aux diverses fonctions sociales ; les paroisses rurales sont nées depuis lors et les prêtres y usent, comme chacun, des revenus dont ils doivent disposer sans que quiconque puisse d'une manière quelconque abrégier ces revenus. Une citation des Fausses Décrétales (Pseudo Denys) apporte au prélat la certitude que l'ancienneté des paroisses rend impensable toute modification de leur statut. Ainsi apparaît un deuxième principe, qui va contre l'évidence mais qui rejoint l'immobilisme historique général d'Hincmar : la carte actuelle des paroisses rustiques est d'institution ancienne ; elle est, de ce fait, immuable ²⁴.

Jusqu'à la fin de sa vie, dans ce domaine comme dans tant d'autres, Hincmar a défendu fermement les principes auxquels il croyait. En 869-870, aux prises avec son neveu, il aborde encore le problème des paroisses rurales. Une chapelle, construite dans le Curtis Attola, sur un domaine qui dépend de Laon, se sépare de sa paroisse de rattachement située, elle, sur un domaine rémois ; le prévôt d'Hincmar de Laon fait refuser le versement des dîmes au prêtre paroissial ²⁵ ; ce dernier est donc privé de revenus dont il a besoin et sur lesquels il était en droit de compter ; la mesure est d'autant plus inadmissible que la chapelle est riche comme le montre Hincmar ²⁶. En 877 encore, dans les instructions qu'il envoie aux archidiacres, le prélat rappelle qu'il est interdit de découper ou de regrouper les paroisses rurales, de déplacer les chapelles, de placer une église paroissiale sous la domination d'une autre ²⁷. Jamais, cependant, Hincmar ne fournit une indication sur ce qu'il considère comme un plancher économique de survie pour une paroisse ²⁸.

On peut éclairer les causes de l'attachement d'Hincmar à la stabilité des églises rurales dans leur situation initiale par des considérations qui ne sont pas uniquement canoniques. Hincmar va y venir, mais bien

²⁴ On verra plus loin qu'Hincmar voit cependant s'accroître le nombre des chrétiens. Il en tire des propositions que nous analyserons le moment venu.

²⁵ PL 126, 293. Toute séparation de la chapelle et de la paroisse serait ici illégitime ; aucun des obstacles naturels énumérés dans le de ecclesiis et capellis n'existe entre elles (PL 126, 294).

²⁶ PL 126, 293-294. Deux bonniers et demi de terre arable, plus quatre et demi qui ont été remis par les Francs habitant la villa pour que soit assurée leur sépulture. Au total sept bonniers de terre arable, soit un peu moins de dix hectares. Ni vignes, ni prés, ni pâturages, ni esclaves. Il existe dans la villa neuf manses ingénuiles et onze serviles qui dépendent de Saint-Marie de Laon.

²⁷ PL 125, 802. Le XVI^e concile de Tolède avait interdit de placer plusieurs paroisses sous l'autorité d'un seul prêtre.

²⁸ Il décrit la situation dans la province à la fin de sa vie : PL 125, 1105-1106 : « Sunt enim apud nos presbyteri qui tot parrochianos non habent qui mansa teneant et uxores ac filios habeant quot testes idoneos ad comprobendum presbyterum sermo ille requirit ». Le texte est trop vague pour nous aider. Un capitulaire de 785 a fixé, lui, comme minimum : deux manses et un esclave pour 120 paroissiens libres. Voir aussi, ci-dessous, page 864 : II.

d'autres avant lui l'ont écrit ²⁹ : une église est un tout spirituel *car auprès d'elle sont enterrés les membres de l'ecclesia* ³⁰. C'est rompre l'unité de celle-ci que diviser les biens qui assurent la continuité du culte en faveur des morts ou déplacer le monument ³¹. Il y a, sous-jacent à tout le raisonnement de l'archevêque et de bien d'autres écrivains du Haut Moyen Âge, un reste évident des liens étroits entre la vie de la terre et celle de la sépulture collective. L'archéologie des cimetières germaniques que nous a fait connaître E. Salin met bien en lumière ce que signifie pour un Germain, cet attachement magique du corps mort à la terre où il a vécu et à la sépulture autour de laquelle un ritualisme précis a multiplié les signes de préservation. La bénédiction de l'église locale a remplacé les feux rituels, le respect de la sépulture demeure et avec lui la nécessité de conserver l'église qui la couvre de son ombre ³². Nous trouvons dans ces raisons venues d'un monde encore tout proche l'explication la plus importante des innombrables textes consacrés, au IX^e siècle, aux problèmes de la sépulture chrétienne ³³. Les rapports de l'église — locale ou non — avec la sépulture des membres de la communauté ecclésiale sont, pour nous, primordiaux ; ils éclairent ces autres manifestations de la même volonté de relier entre eux vivants et morts que sont les confréries de prières, les rouleaux des morts, les diptyques, etc... Dès lors, conserver l'église ³⁴ assure la survie spirituelle des défunts et relie ceux-ci, par une solidarité venue du fond des âges, aux habitants du lieu qui descendent d'eux ³⁵. Hincmar ajoute un élément

²⁹ La législation de l'Hispana lutte déjà vigoureusement contre l'abandon des vieilles églises et la création abusive de nouvelles. Hincmar cite d'ailleurs la législation tolédane.

³⁰ Gundlach, p. 105.

³¹ Sur l'importance de la sépulture en terre consacrée, près de l'église, passages très significatifs dans la *Vita Remigii*, MGH, *Passiones Vitaeque Sanctorum*, p. 288.

³² Hincmar écrit très explicitement, en 857, PL 125, 794) qu'il est sacrilège de sortir du tombeau, où il attend la résurrection, le corps d'un chrétien qui y repose en paix : « ... sacrilegum est corpus, indeuote ac irreligiose propter cupiditatem, a sepulcro eicere, ubi quisque dominicam uocationem, ut in aduentu iusti iudicis resurgat, in pace quiescens debuerat expectare ». Le tombeau est donc bien une demeure permanente et inviolable entre le moment de la mort humaine et celui du jugement dernier.

³³ L'étude n'en a jamais été tentée dans l'esprit que nous indiquons ici. Voir des textes dans Lesne III, p. 123 sq.

³⁴ Hincmar est très précis : « in parietibus et in contignationibus et in tectis atque in septa tecti seu in pauimentorum compositionibus... », Gundlach, p. 105. Il rejoint exactement les précisions des conciles tolédans. La législation carolingienne parallèle est aussi explicite sur ce point : voir synode de Savonnières, 859, auquel, on le sait, Hincmar a pris une part très large (Mansi XV, 539) qui précise, dans son canon XI, minutieusement, à qui incombe l'entretien ou la restauration des églises.

³⁵ Gundlach, p. 105 : il ne faut pas déplacer les églises : « quoniam in eis christianorum corpora sunt sepulta... quoniam caput uere christianorum Christus est et ecclesia quae est corpus Christi, cum sanctis angelis de christianis *tam uiuentibus quam et defunctis consistit*... ». Les arguments suivants sont encore plus forts, nous semble-t-il, en particulier p. 106.

encore qui renforce le caractère immuable de l'église consacrée : les reliques des martyrs et confesseurs du Christ qui sont déposées dans l'autel « qui est une image du corps et du sépulcre du Christ » ne peuvent être impunément déplacées³⁶. A la limite, on le voit, il n'est pas de véritable église sans reliques³⁷ et sans doute faut-il voir là un des freins, dans la province de Reims, à la multiplication des paroisses nouvelles, en dehors même de la tendance centralisatrice souvent évoquée, à l'époque carolingienne, qui réunit les fidèles le plus souvent possible autour de l'évêque. Bien évidemment, la pose de la pierre d'autel devient l'un des épisodes les plus importants de la consécration d'une église, dans ces conditions³⁸. Une fois vivante par la consécration de l'autel, l'*ecclesia* locale ne peut vivre sans prêtre : toute forme de vacance, qu'elle qu'en soit la cause, met en péril la famille ecclésiale : Hincmar ordonne à Bertrand, comte de Tardenois de pourvoir au plus tôt au remplacement d'un prêtre probablement défunt dans une paroisse où repose sainte Patricie³⁹, faute de quoi l'archevêque nommera lui-même un desservant⁴⁰.

L'église n'est rien, l'*ecclesia* humaine ne peut vivre, sans les biens nécessaires à leur entretien. Hincmar clôt, sur ce point, son raisonnement en empruntant à Anségise⁴¹ un texte très précis : chaque église doit avoir un territoire strictement *délimité* dont les villae lui paient la dîme. Aux biens propres qui permettent au prêtre de vivre et de subvenir à l'essentiel, se superpose l'impôt levé sur les chrétiens et dont la destination est précisée, elle aussi ; pour éviter toute contestation sur la levée de cette dîme, les limites du ressort paroissial doivent être strictement fixées⁴². Au niveau épiscopal, comme au niveau paroissial,

³⁶ Gundlach, p. 105 : « Nam et reliquie martyrum ac confessorum Christi, seu uirginum caeterorumque sanctorum post consecrationem ecclesiae uel altaris in altari quod est imago corporis Christi sepulcri... reponuntur... ».

³⁷ Gundlach, p. 106 : « ... noua ecclesia non sacratur... si ibidem fuerit corpus humatum, sed post consecrationem corpora uel reliquiae sanctorum in ea ponuntur... ». Hincmar rapporte qu'en 829 les conciles ont pris nettement position sur un cas précis : si survient une discussion qui aboutit à un partage, l'évêque doit retirer les reliques du lieu consacré (p. 108).

³⁸ Dans un oratoire nouveau, le prêtre doit s'installer « cum tabula a suo episcopo sacrata », Gundlach, p. 101. Voir aussi, Gundlach, p. 105-106.

³⁹ Il s'agit probablement d'une relique modeste, car sainte Patricie, morte à Constantinople, est vénérée à Naples.

⁴⁰ Schrörs 544.

⁴¹ I c. 149, Gundlach, p. 96.

⁴² Gundlach, p. 116 : Hincmar, invoquant le concile de Worms 829, explique qu'il est en effet intolérable qu'un chrétien paie la dîme à une autre église qu'à celle à qui il la doit légalement. Il revient (p. 101) sur ce lien rigide entre villae, églises et dîmes, à l'aide de trois citations des Capitulaires carolingiens : Anségise I 87, II 34, II 45.

Voir P. Viard, *Histoire de la dîme ecclésiastique, principalement en France jusqu'au Décret de Gratien*, Dijon 1909, en particulier p. 113-114. La position

le découpage des frontières entre biens appartenant ou payant la dîme à tel ou tel évêque ou prêtre est donc un élément fondamental de l'ordre public, à condition que ces frontières soient invariables, sauf accord écrit et connu de tous éventuellement. Dès les premières lignes de la consultation, la thèse est claire et elle est remarquablement logique.

Le développement va suivre trois axes : règles d'organisation des paroisses rurales en fonction des principes définis plus haut, levée et dévolution de la dîme, devoir des évêques et des prêtres en face des biens.

Prudence de Troyes, imité par ses voisins, a mal interprété les canons ; il a laissé les habitants de son diocèse *diviser les paroisses comme bon leur semblait*⁴³. La faute est essentielle à deux titres différents. L'évêque est totalement responsable de toute fondation, ainsi que le montre clairement la législation espagnole⁴⁴ ; il est interdit par les canons de *diviser* une paroisse existante. Bien entendu, les menaces qui pèsent sur de tels manquements sont généreusement énumérées⁴⁵. Il est donc interdit par les canons, selon Hincmar, de doter une nouvelle église en prenant les biens d'une ancienne⁴⁶, de déplacer d'anciennes paroisses ou de les diviser⁴⁷. En tout cas, c'est au concile comprovincial d'en connaître si un problème se pose sur ce plan⁴⁸. Une vieille église doit être restaurée au lieu où elle a été édifiée⁴⁹. Si la chose est réellement impossible, il faut demander à l'évêque un lieu extrêmement proche apte à recevoir le nouvel édifice⁵⁰. Dans certains cas⁵¹, il faut se résigner

d'Hincmar n'est d'ailleurs nullement exceptionnelle au IX^e siècle : Théodulphe d'Orléans, Rodolphe de Bourges et Erard de Tours reprennent, dans leurs Statuts diocésains, les règles énoncées par les conciles de 813 (Arles c. 20, Mayence c. 41) : « Ut ecclesiae antiquitus constituae nec decimis nec alia ulla possessione priuentur » (Viard, op. cit., p. 115).

⁴³ Gundlach, p. 102. Il a ainsi manqué à son premier devoir d'évêque en n'appliquant pas le canon 17 du 1^{er} concile d'Orléans, qui place les paroisses rurales sous la dépendance de l'évêque.

⁴⁴ Tolède III c. 19, cité p. 102.

⁴⁵ Gundlach, p. 103-104-105 : un bon choix de textes canoniques intéressants.

⁴⁶ Au passage (Gundlach, p. 96-97), l'archevêque a pris, pour les prêtres, la même position de principe qu'il devait, plus tard, adopter à l'occasion du transfert d'Actard de Nantes : un prêtre est, sauf exception, installé définitivement dans son église. Les règles administratives de transfert de siège à siège, de diocèse à diocèse, de province à province, ou vers un siège épiscopal sont clairement exposées. Mais le principe est le même pour les hommes que pour les sièges : pas de transfert.

⁴⁷ Gundlach, p. 104.

⁴⁸ Gundlach, p. 105.

⁴⁹ Il est, en tout cas, interdit de la détruire (Gundlach, p. 102).

⁵⁰ P. 107 : « ut proprinquissimus et conueniens locus obtinendus sit ab episcopo... ». Nul corps ne doit avoir été enterré à l'emplacement choisi.

⁵¹ Gundlach, p. 107 : la présence de brigands, l'impossibilité d'inhumér les morts parce que le terrain est marécageux, l'impossibilité pour le prêtre de s'installer dans le lieu prévu ou, dit Hincmar, toute autre cause raisonnable.

à transférer l'église plus loin : l'évêque doit autoriser le transfert mais sans chercher un avantage personnel à cette occasion.

Cependant, le nombre des fidèles s'accroît et le désir de fonder de nouveaux édifices n'est nullement à rejeter, à condition que les anciens n'en souffrent pas. Hincmar énumère toute une série de causes qui peuvent légitimement justifier l'ouverture avec l'accord de l'évêque d'un *oratoire* nouveau si les populations sont empêchées de venir facilement à l'église métropolitaine⁵². Parfois aussi la foi d'un propriétaire de terres peut le conduire à édifier, pour le salut de son âme, un oratoire dédié aux reliques d'un saint⁵³ : dans ce cas, il faut bien savoir qu'aucun baptistère ne pourra être édifié près de cet oratoire qui ne deviendra jamais une église de plein exercice. Le cas le plus fréquent a été réglé par les conciles de l'époque mérovingienne, à l'époque où les propriétaires terriens cherchaient à multiplier les églises rurales dans leurs domaines ; obligation leur a été faite de doter ces églises nouvelles *de biens suffisants* pour assurer leur existence et l'entretien des bâtiments⁵⁴ ; dans ce cas aussi les évêques, si les conditions de vie décente sont assurées à l'église, ne doivent pas chercher à tirer avantage de la consécration qu'ils accordent⁵⁵. La solution qui a incontestablement la préférence d'Hincmar en matière de création est celle de simples *oratoires*. Il existe peu d'*ecclesiae* de plein exercice et ce sont les anciennes. Les nouvelles chapelles leur demeurent subordonnées⁵⁶.

Il existe donc des églises dont les statuts originels sont très différents. Les unes, celles dont il vient d'être question, sont de statut privé et le demeurent ; à aucun moment l'évêque n'est fondé à en revendiquer la pleine propriété⁵⁷ : convenablement dotées⁵⁸, construites et consacrées, elles doivent jouir de l'immunité qui les fait échapper aux taxes fiscales normales, sous le contrôle des évêques et sous l'administration usu-

⁵² Gundlach, p. 101 : inondations d'hiver qui isolent une région, obstacle difficile à franchir comme une forêt ou un marais ou une distance telle que les femmes enceintes et les malades ne puissent gagner l'église épiscopale.

⁵³ Gundlach, p. 109 : Hincmar cite un texte intéressant de Grégoire le Grand.

⁵⁴ Concile d'Orléans 541, c. 33, C.C.S.L., Concilia Galliae p. 140.

⁵⁵ On voit à quel point Hincmar cherche à extirper toute cause de simonie. Gundlach, p. 110.

⁵⁶ PL 126, 293 : la chapelle d'Attola est subordonnée à l'église de Juvigny. En 857, PL 125, 794, Hincmar semble bien dire que ces chapelles ne reçoivent pas un autel avec reliques.

⁵⁷ Gundlach, p. 110 : « neque inuenitur ut ita sub potestate episcopi maneant quatinus aedificatores ipsarum ecclesiarum dominii nomine et funditus debito earum priuentur obsequio ».

⁵⁸ Hincmar consacre un long développement aux formes et au contenu de cette dotation, en s'appuyant sur la législation carolingienne laïque et religieuse : un manse libre, déchargé de tout service ou redevance doit être remis à chaque église.

fruitière des prêtres ⁵⁹. Hincmar admet, pour le propriétaire qui a créé une église rurale, le maintien de son droit éminent, tant que le laïc en cause n'a pas effectué, par écrit, une donation pleine et entière des biens considérés à l'église ; il met cependant pour condition à cette tolérance que les *revenus* indispensables soient assurés à l'ecclesia locale. Cette position confirme et éclaire celle qu'a adoptée le prélat, plus largement, en ce qui concerne les biens ecclésiastiques. Ce qui importe, en définitive, est beaucoup moins la théorie de la propriété que la stabilité et la certitude que les revenus sont constamment assurés ⁶⁰. L'absence de dépenses non consenties qu'assure le statut d'immunité, les rentrées de revenus depuis trois sources assurent cette stabilité ; revenus directs des terres remises à l'ecclesia locale, oblations, dîmes, constituent ces trois sources.

D'autres églises sont fondées par les évêchés et les monastères ⁶¹ eux-mêmes en fonction du principe fondamental : conserver à chaque ecclesia les revenus dont elle a besoin pour vivre ; en aucun cas ces créations, non plus, ne peuvent être acquises au détriment des églises anciennes ⁶².

Un peu plus loin, Hincmar va évoquer le cas des églises créées sur les terres royales ⁶³ et qui répondent évidemment au même régime ⁶⁴. Des rois, des hommes libres ont parfois fait donation totale, par testament, d'églises qu'ils avaient fait édifier et des biens qui y étaient

⁵⁹ Gundlach, p. 110 : « ... et sub immunitate a tributis fiscalibus liberae maneant sub potestate et dispositione episcoporum et regimine ac dispensatione presbiterorum... ».

⁶⁰ C'est aussi la préoccupation, moins longuement et moins explicitement exposée, de l'archevêque de Bourges : que les fidèles donnent au clergé — par des revenus stables — les loisirs nécessaires pour prier et les moyens de la charité (Viard, op. cit., p. 91).

⁶¹ Bien sûr au passage Hincmar établit à l'aide de quelques textes bien choisis qu'il emprunte à Grégoire le Grand (Gundlach, p. 119-120) que les églises des monastères sont, comme toutes les autres, « sub potestate episcoporum », ce qui ne s'entend point, là encore, au niveau de la propriété mais de la responsabilité juridictionnelle et spirituelle et cette juridiction s'entend qu'il s'agisse des conditions d'édification d'une église nouvelle ou du choix de son desservant.

⁶² Gundlach, p. 110 : « nam et in praediis aliarum ecclesiarum tam de episcopis quam et de monasteriis ex antiquo aedificatae sunt et aedificantur ecclesiae... ».

⁶³ Gundlach, p. 113.

⁶⁴ Hincmar saisit l'occasion de résumer son raisonnement (Gundlach, p. 113) : « ... ecclesiae in uniuscuiusque episcopi territorio positae siue sint de *regia dominatione*, siue sint de *episcopii uel monasterii immunitate*, siue sint de cuiuslibet *liberi hominis proprietate*, saluo unicuique iure debitore possessionis saluaque unicuique iuris debiti legali possessione, ad episcopi in cuius territorio positae sunt pertinent potestatem, uidelicet regularem ordinationem atque iustam in omnibus dispositionem ut singulae rusticarum ecclesiarum parochiae hoc quod constitum est, habeant, et cuicumque donentur uel in cuiuscumque dominio sint, sub immunitate debita maneant et nullum praedictum uel exactionem indebitam ex earundem ecclesiarum dotibus neque de decimis a quoquam presbiteri patientur ».

attachés, à des évêchés ou à des monastères. Eglises et biens sont alors devenus la pleine propriété des personnes morales auxquelles elles ont été transférées⁶⁵. Les prêtres, dans ce cas aussi, les gèrent sous la responsabilité et sous l'autorité des évêques à qui eux-mêmes et leurs églises sont soumis.

Ainsi Hincmar définit très clairement les limites des droits et devoirs de chacun. Les laïques peuvent obtenir, par accord des évêques⁶⁶, si possible en assemblée comprovinciale, la création de nouvelles églises, à condition de les doter convenablement. Ils gardent, tant qu'ils n'y renoncent pas explicitement, la propriété de ces églises à condition d'assurer aux prêtres qui les desservent les revenus stables dont ils ont besoin pour entretenir l'édifice, se nourrir, nourrir les pauvres, assurer le culte ; et de faire payer la dîme à l'église par toutes les villae de son ressort. Le prélat a nettement défini, plus haut, le strict minimum des biens dont une *chapelle*⁶⁷ doit être dotée pour que son édification soit autorisée : un lieu convenable pour édifier l'église elle-même, les moyens de la construire, un atrium où les plus pauvres qui ne peuvent les transporter au loin puissent ensevelir leurs morts, un bâtiment où le prêtre puisse séjourner, entretenir un cheval et loger un matriculaire ; où il puisse aussi entreposer la dîme s'il n'est pas en mesure d'en transporter immédiatement le produit à son propre domicile ; un iugerum de terre, enfin, destiné à faire vivre le matriculaire⁶⁸.

Le prêtre, quant à lui, a des responsabilités précises : vivre des revenus dont il dispose directement et de la part de dîme qui lui revient, entretenir l'église et les pauvres : il est placé sous l'autorité de l'évêque mais, en dehors de la dîme, ne lui doit rien. L'évêque a pleine juridiction sur la personne du prêtre, garantit l'exécution du contrat qui permet à celui-ci de vivre de biens qui ne lui appartiennent pas, mais l'évêque n'a aucun droit de propriété sur ces biens tant qu'ils n'ont pas été donnés à l'*episcopium* par testament⁶⁹.

En échange de la stabilité assurée par les laïcs au prêtre et à son église, dit Hincmar, l'évêque doit vérifier que le prêtre apporte bien aux

⁶⁵ Gundlach, p. 110.

⁶⁶ Cet accord est absolument indispensable : le droit carolingien (invoqué p. 117) l'a établi : hors de cet accord, toute création de chapelle et toute tentative d'installer un prêtre desservant sont frappées de nullité.

⁶⁷ Qui dépend d'une autre église.

⁶⁸ Gundlach, p. 101-102.

⁶⁹ Hincmar va même prendre des précautions explicites pour qu'en aucun cas les évêques ne puissent spolier les églises locales à l'occasion des créations (Gundlach, p. 112-113 avec de bonnes références canoniques) ou au moment de la mort de leurs desservants (Gundlach, p. 121).

laïcs donateurs les secours spirituels qu'ils sont en droit d'attendre⁷⁰ : au premier rang de ces services cléricaux figure l'entretien des bâtiments par le prêtre⁷¹.

De la même manière, l'évêque, sans chercher une quelconque occasion de profit personnel, doit assurer, lorsque les conditions normales d'existence d'une paroisse rurale sont réunies, la vie normale de celle-ci soit en y installant un prêtre présenté par le propriétaire si ce prêtre est digne de cette fonction, soit en désignant un autre clerc, plus digne, si le premier, examiné, a paru inférieur à la responsabilité dont il devait être revêtu⁷².

Des litiges apparaissent inévitablement. Hincmar les examine successivement. Deux prêtres se disputent tout ou partie d'une paroisse rurale : le prélat expose, jusque dans le détail des appels, la procédure à suivre⁷³. Deux évêques peuvent également entrer en conflit. Sur ce point la législation est très claire : les églises dépendent de l'évêque dans le ressort juridictionnel duquel elles ont été édifiées. Hincmar est fidèle à une règle simple, celle de la territorialité de la responsabilité sans chevauchement ni confusion. Le cas le plus classique de « rupture de contrat » est évidemment celui des cohéritiers d'un domaine qui ne parviennent pas à se mettre d'accord pour assurer l'entretien de l'église qui est installée sur leurs terres. Dans ce cas, l'évêque doit retirer les reliques de l'église. Mais il doit bien plus s'efforcer de parvenir à un accord qui sauvegarde la situation du bâtiment, du prêtre et de ceux qui vivent des revenus affectés à cette église. Hincmar fournit un exemple fort intéressant : on a dégagé d'une succession contestée, par une donation irrévocable même par des héritiers lointains, les biens nécessaires à l'église et Louis le Pieux a donné sa garantie à cet accord⁷⁴. On voit à quelle souplesse imaginative conduit la définition, en définitive susceptible de s'adapter à toutes les formes théoriques de propriété, d'un « minimum vital » de revenus par église, à laquelle Hincmar est parvenu dès 858.

Parfois un laïc méconnaît les termes du contrat : il est immédiatement mis à la raison. Leutard, détenteur d'un bénéfice qui appartient à Saint-

⁷⁰ Gundlach, p. 114 : c'est donc bien, une fois encore, d'un *contrat* qu'il s'agit. Gundlach, p. 115 : « Et ideo timere debant presbiteri ne per eorum negligentiam uel insolentiam siue causa erga se seniores et parrochianos suos scandalizent sed, sicut ab eis dotem ecclesiae decimas exigunt, ita omnia obsequia spiritalia illis sine aliqua tarditate ministrent... ».

⁷¹ Longue argumentation assortie de bons textes empruntés au droit carolingien, p. 116-117 : l'évêque doit, au cours de ses inspections, se montrer particulièrement vigilant sur ce point.

⁷² Gundlach, p. 117-119.

⁷³ Gundlach, p. 98 : c'est l'occasion de rappeler les droits du métropolitain.

⁷⁴ Gundlach, p. 108-109.

Rémi de Reims ⁷⁵ dans la villa de Venderesse a expulsé le prêtre desservant de l'église de ce lieu pour en installer un autre venu d'une autre province ; Hincmar place Leutard et son prêtre en interdit en attendant le retour à l'ordre normal ⁷⁶.

Hincmar n'a jamais exposé une théorie de la dîme ⁷⁷. On a bien compris cependant que celle-ci fait partie des revenus dont la stabilité est nécessaire à la vie de l'ecclesia locale, aussi bien qu'à celle de l'episcopium ⁷⁸. Le devoir de versement est ici indirectement et discrètement rappelé ⁷⁹ au même titre que l'existence de la dîme comme revenu a été rappelée dès le début du raisonnement. C'est surtout à la destination de cette dîme que s'attache le rédacteur. Dîmes et oblations, dit Hincmar — et les évêques doivent y veiller — vont nécessairement à la restauration des églises, à l'accueil des hôtes et des pauvres, à l'entretien des matriculaires. Visiblement une discussion très vive agite l'épiscopat carolingien à propos de la répartition des dîmes. D'aucuns prétendent, dit Hincmar, que l'évêque est fondé à exiger des prêtres ⁸⁰ le quart de tout ce qu'ils reçoivent ou perçoivent ⁸¹. C'est, une fois encore, mal comprendre des textes cependant clairs : Gélase n'a jamais rien écrit de tel. Lorsqu'il dit que les revenus doivent être partagés en quatre parts ⁸²,

⁷⁵ Guérard, *Polyptyque*, p. 93.

⁷⁶ Schrörs 509.

⁷⁷ En 874, il lui donne une valeur de rachat, mais nous savons quelles réserves fait Hincmar sur l'automaticité matérielle d'un rachat à l'aide de biens terrestres : « ... partem decimae, quam fideles pro peccatis suis redimendis Domino offerunt ».

Perels (*Die Ursprünge des karolingischen Zehntrechtes*, *Archiv für Urkundenforschung*, 1911, p. 273 sq.) a bien montré que, pour l'archevêque cette « rente » compense — mal — les sécularisations du VIII^e siècle. Il n'y a rien à tirer de l'article de G. Constable, *Nona et decima*, *Speculum* XXXV, 1960, p. 224-250. Viard (*Histoire de la dîme*, op. cit.) fait bien ressortir le passage du don charitable à l'imposition qui ne prend corps qu'à l'époque carolingienne. En tout cas, lorsque vit Hincmar et quelles qu'en soient les motivations, la levée de la dîme est passée dans les habitudes. Non sans susciter, d'ailleurs, des réserves et des tentatives de fraude qu'Hincmar lui-même fustige dans ses Statuts diocésains de 852 à 874. A cette dernière date (PL 125, 799), il a même ordonné des enquêtes à son clergé. Mais nous n'avons aucune « consultation sur la dîme ». Pas davantage Hincmar n'est-il théoricien sur les oblations ou l'offrande des premiers légumes et fruits de la récolte.

⁷⁸ Celui-ci est différent de l'ecclesia locale sur deux points. Qualitativement, il jouit d'une *pleine propriété* sur beaucoup de biens remis par testament, ce qui ne saurait jamais être le cas d'une paroisse rurale ; quantitativement, l'episcopium représente une masse de revenus très supérieure à celle de toute autre ecclesia. Mais la nature de ces revenus est la même dans les deux cas.

⁷⁹ Gundlach, p. 116, par deux citations des capitula 6 et 7 du concile de Worms de 829.

⁸⁰ Gundlach, p. 135. Nous reviendrons sur l'aspect moral de la question.

⁸¹ Gundlach, p. 135 : « ... quoniam de omnibus quae habet presbiter, quarta pars secundum canones episcopi usibus cedi debet ».

⁸² Gélase, Dionysio-Hadriana c. 27 ; Gundlach, p. 135.

il parle des revenus de l'évêque, non de ceux des prêtres⁸³. Tout en insistant fortement sur la différence profonde des niveaux de revenus selon les régions⁸⁴, tout en insistant sur l'inégalité de ces revenus de province à province⁸⁵, Hincmar donne du texte de Gélase une interprétation diamétralement opposée à celle de quelques évêques contemporains. L'évêque, en Gaule, parce que les *episcopia* sont largement dotés, doit répartir les dîmes en parts. L'une de celles-ci, convenable — *congrua*⁸⁶ — doit être répartie « entre nos clercs », une autre va au luminaire des églises, une autre à l'hébergement des pauvres, une aux défenseurs qui sont recensés sous le nom de « *casati* », une part enfin à l'évêque et à ceux qui le servent⁸⁷. Son souci de mettre un frein aux exactions épiscopales n'est donc pas moins remarquable sur ce point que lorsque, quelques instants plus tôt, il déniait tout droit de propriété à l'évêque sur les biens de l'*ecclesia* locale dans la plupart des cas. En définitive, en effet, et c'est ce qui apparaît probablement avec le plus haut relief dans le de *ecclesiis*, l'essentiel n'est pas — position négative — de ne pas violer les règles évidentes que le prélat a rassemblées, mais d'imposer à tous, évêques, clercs et laïcs une conception désintéressée de leur rôle terrestre dans l'usage qu'ils ont à faire des biens. L'exhortation morale occupe la moitié de ce texte. Elle s'adresse pour l'essentiel aux clercs.

Le prêtre, quel que soit son rang, doit songer à servir les laïcs spirituellement, non à copier leur genre de vie⁸⁸. Aucun des revenus qui lui sont confiés ne doit être détourné de son usage : l'église, les pauvres, les matriculaires, pour adoucir la vie personnelle du prêtre⁸⁹. Présence spirituelle *gratuite* pour tous, le prêtre se doit, puisque sa vie est assurée par tous, de rendre, au service spirituel de l'*ecclesia* ce qu'il reçoit temporellement⁹⁰. Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui

⁸³ Ibidem : « et manifeste inuenient non de his hoc decretum fuisse quae habent presbiteri sed ut de his quae habent episcopi ».

⁸⁴ Gundlach, p. 135 : Hincmar compare la situation en Angleterre et en Gaule.

⁸⁵ Ibidem.

⁸⁶ Le destin de ce mot en neuf siècles, du IX^e au XVIII^e, est cocasse. Il a fini par exprimer le contraire de ce que lui fait dire ici Hincmar.

⁸⁷ Gundlach, p. 125, citation d'ensemble : « ... in illis (il s'agit de l'Angleterre surtout) regionibus non sunt episcopia et monasteria sic ditata de rebus ecclesiasticis sicut in istis Gallicis regionibus ; qua de re nec militia de episcopis in illis regionibus soluitur sed ex roga publica militiae stipendia ministrantur ; in istis autem, in nostris regionibus, pro quarta parte quae in illis prouintiis ex redditibus et oblationibus clericis tribuitur, rerum pars congrua nostris clericis deputatur et pars rerum ecclesiarum luminaribus, pars hospitalibus pauperum, pars autem militantibus qui sub nomine casatorum censentur, pars denique episcopo et qui in eius sunt obsequio reductur ».

⁸⁸ Gundlach, p. 114-115.

⁸⁹ Gundlach, p. 115 à 117.

⁹⁰ Ibidem, p. 117.

nous interdit de comprendre directement la signification de la *gratuité* sur laquelle insiste Hincmar. Pour nous ce sont les fonctions scolaires, médicales, de transport, qui constituent les conquêtes essentielles d'une gratuité toute relative garantie par le pouvoir. Pour Hincmar et ses contemporains, l'*essentiel* est le salut des âmes par le baptême, la pénitence, la réconciliation des mourants et l'inhumation en terre commune aux chrétiens en attendant la résurrection de l'*ecclesia* toute entière. Et c'est à assurer la gratuité totale de cet essentiel là qu'il s'emploie, riches ou pauvres se retrouvant égaux dans le service spirituel que leur apporte un prêtre qu'ils entretiennent inégalement selon leur richesse. Vue d'ensemble, cette conception ne prête ni à sourire ni à ne pas y réfléchir.

Le prêtre doit être, à tous les niveaux, un agent de paix ⁹¹. Hélas tous ne répondent pas à cette attente. Des prêtres cherchent toutes les occasions de s'enrichir, même si c'est médiocrement. Mais c'est surtout aux évêques qu'Hincmar s'en prend : non contents de tenter par simonie de retirer quelque avantage de chaque épisode de la vie des paroisses, ils parcourent celles-ci en grand appareil ⁹². Plus riches que bien d'autres, ils cherchent à s'enrichir encore en exigeant des dons inouïs des clercs ⁹³ et vivent dans un luxe simoniaque ⁹⁴. Rien ne manque aux sombres peintures de l'archevêque, ni l'évocation indirecte de la situation du royaume ⁹⁵, ni celle du « bon vieux temps » de saint Rémi où l'on ne se conduisait pas ainsi ⁹⁶.

⁹¹ Gundlach, p. 215 : « Sed et quod rationabile atque possibile est ut debitum seruicium quisque presbiter suo seniori... ualeat et debeat... ut pax et concordia inter illos sit... Nam et episcopi de oblationibus fidelium... regibus et his qui in sublimitate rei publicae sunt, honorem cum orationis instantia uel siue traditione ecclesiastica exhibemus, ut quietam et tranquillam uitam cum pietate agamus ».

⁹² Gundlach, p. 136 : « Nos — dit charitablement Hincmar — autem cum hoste collecta parrochias circumsimus et non iam tantum praedicatores uerbi Dei quantum exactores et exhauritores oblationum fidelium presbiteris commissarum uidemur... ».

⁹³ Gundlach, p. 136 : « Nos autem et ditati rebus et facultatibus ampli adhuc alios mercedes de praedicatione requirimus... ». Exemples de ces exactions condamnables et condamnées, p. 127.

Pages 132-133 : « Ad munia diuina exequenda in populos de eisdem fidelium oblationibus quibus dotate sunt ecclesiae nobis commissae, uiuere non uolumus, sed parentes opibus nostris sacerdotes per parrochias nostros grauamus, expensas tales quaerentes et exigentes quales et quantas in domibus nostris nequaquam accipimus, insuper et quae de acceptis expendere superfluitas eorum prohibet, ad domus nostras reducimus, ut nostras diuitias augeamus ». Il convient de ne pas oublier que ce texte est écrit en 857-858, au moment où les évêques du royaume ne donnent en effet pas l'exemple d'une grande austérité d'attitude, au moment aussi où la situation du royaume est fort dangereuse. Voir encore p. 136-137 : les évêques exigent la remise de deniers par les clercs à l'occasion des synodes et pour cette raison tiennent jusqu'à trois synodes par an ! Ainsi font aussi les archidiacres à leur niveau... Certains vendent le chrême comme baume !

⁹⁴ Gundlach, p. 127 : Or la simonie est une hérésie aux yeux d'Hincmar... et l'on sait ce qu'il pense des hérésies et des hérétiques.

⁹⁵ Gundlach, p. 132.

⁹⁶ Ibidem, p. 129.

A tant d'erreurs, de déviations, de fautes, Hincmar oppose des textes de Grégoire le Grand et de saint Paul que chaque clerc devrait méditer. Et surtout l'image d'une société équilibrée où le clerc vit simplement des revenus qui lui sont assurés pour diffuser largement l'Evangile au lieu de vivre de l'Evangile par tous les moyens⁹⁷. Hincmar conclut son homélie finale en citant un texte lugubre emprunté à Grégoire le Grand⁹⁸ et bien adapté au moment.

Auparavant — et la chose est plus intéressante pour nous — le prélat a décrit les tâches qui incombent à l'évêque, les paroisses étant établies et dotées, pour assurer la diffusion du christianisme. L'évêque doit installer, sans vénalité, des clercs de bonne vie et doctrine, qui ne fréquentent pas la taverne⁹⁹, ne cohabitent pas avec des femmes et ne prêtent pas à médisance, qui évitent constamment de s'enivrer¹⁰⁰ et de participer à des chants indignes¹⁰¹ mais au contraire édifient les autres par leur zèle au service divin, leur souci de diriger leurs élèves loin de toute présence des jeunes filles ; qui ne se livrent pas à l'usure et la proscrivent de leur paroisse ; qui dispensent gratuitement les sacrements en fuyant toute simonie, eux qui sont constitués comme des coministres des évêques¹⁰² ; qui ne soient ni cultivateurs, ni représentants de veuves, ni ne se livrent à aucune activité temporelle lucrative quelconque¹⁰³. Les prêtres doivent encore éviter que les agents du pouvoir affligent les étrangers et les pauvres ; il leur est interdit d'être rédacteurs ou témoins des chartes ou des testaments — fidéjusseurs —, de se rendre à l'audience publique¹⁰⁴ ; ils doivent évidemment veiller — ceci vient tard ! — à l'observance des jeûnes et obligations religieuses de tous.

⁹⁷ Ibidem, p. 136 et surtout p. 128-133.

⁹⁸ Homélie XVII sur l'Evangile, Gundlach, p. 137-144.

⁹⁹ Gundlach, p. 121 : Hincmar va reprendre ici toute une série de détails qui proviennent de ses Statuts de 852 et qui lui tiennent à cœur.

¹⁰⁰ Hincmar insistait beaucoup sur les méfaits de l'ivrognerie dans le de cauendis uitii, nous l'avons vu. Il y revient ici et y reviendra encore. C'est un fléau social si répandu, en apparence, que nous avons été tenté d'en parler à propos de la société (chapitre VI) : cependant les exemples fournis par l'archevêque concernent la province et il nous a donc semblé plus logique d'en traiter ici.

¹⁰¹ En 813 déjà, le concile de Reims (MGH Concilia c. 17) s'efforçait de déraciner l'habitude qu'avaient encore évêques et abbés de laisser se dérouler devant eux des spectacles honteux (turpia ioca). Le Pénitentiel d'Haltigaire et Hincmar ont repris et amplifié l'interdiction.

¹⁰² Gundlach, p. 122 : « ...comministri ita et cooperatores in ministerio diuino a Deo sunt constituti episcopis ». Hincmar dira plus loin, symétriquement, que les évêques ne doivent pas dominer le reste du clergé mais lui servir d'exemple : « quoniam episcopus... non debet dominari in clero sed forma esse gregi... » (p. 126). Cette tendance « démocratique » nous semble avoir assez largement disparu après la crise de 858, encore que nous manquions d'éléments de comparaison.

¹⁰³ Gundlach, p. 123.

¹⁰⁴ Suit la description, bien connue de nous, de la procédure à suivre, en tous les cas, qu'un prêtre soit accusé ou accusateur (Gundlach, p. 123).

Les évêques doivent de même choisir, aux autres échelons de la hiérarchie diocésaine, des archidiaques et des doyens qui, à leur niveau, assurent aussi strictement le respect des règles ; en particulier doivent-ils veiller à ce que les prêtres ne s'appuient pas mutuellement pour dissimuler leurs fautes ¹⁰⁵.

Enfin les évêques doivent veiller à ce que les seigneurs laïcs des prêtres ne les accablent pas de tâches matérielles ou ne les conduisent ni à des gains qui les détournent des récoltes spirituelles ¹⁰⁶ ni à une pauvreté dangereuse qui les condamne à vivre de leur sacerdoce.

Incorrigible Hincmar. Au-delà du traité précis et par bien des côtés remarquable qui est consacré au sujet proposé par le roi, l'atmosphère dans laquelle vit alors le royaume le conduit, sur le modèle grégorien, à une homélie dont chaque morceau est intéressant mais dont la longueur est excessive. L'essentiel sur le plan des biens des églises, est résumé en une formule qui fera fortune : chacun devrait, les revenus étant équitablement répartis, *vivre du sien* ¹⁰⁷.

Tout au long du de ecclesiis et capellis, Hincmar est réellement habité par le souci majeur d'assurer la gratuité du service spirituel aux habitants de sa province ; et aussi de dégager ses clercs de toute forme d'attachement aux biens terrestres.

Deux œuvres ont assurément exercé sur lui une profonde influence, qui vient compléter, au niveau idéologique, l'apport juridique de l'Hispana. Hincmar a fait don, à l'abbaye Saint-Rémi, à une époque indéterminable, d'un manuscrit des Tractatus de saint Zénon ¹⁰⁸. Hincmar ne cite jamais Zénon, mais l'austère contenu des sermons de l'évêque de Vérone a laissé des traces dans sa pensée ¹⁰⁹. C'est bien plus encore le cas pour un texte peu connu de Salvien ¹¹⁰. Hincmar l'a lu et annoté très soigneusement dans un de ses codices ¹¹¹. Si le prélat ne pouvait

¹⁰⁵ Une page entière de détails intéressants leur est consacrée (Gundlach, p. 124).

¹⁰⁶ Gundlach, p. 125.

¹⁰⁷ Hincmar n'emploie pas la formule positivement mais négativement : p. 136 : « Sic et praedicator, si de suo per parrochias uiuere non sufficit, et non superflua sed necessaria potest accipere... ». Mais l'idée est très clairement sous-jacente à tout le de ecclesiis.

¹⁰⁸ Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique*, IV, p. 261, mentionne l'existence de ce codex qui a disparu, comme tant d'autres, dans l'incendie de l'abbaye en 1774.

¹⁰⁹ On trouve chez saint Zénon des formules frappantes : PL XI, col. 257, « Denique tolle peccatum cessat legis imperium ».

¹¹⁰ Timothei libros III ad ecclesiam, C.S.E.L. VIII, Edit. F. Pauly, 1883, p. 224-316.

¹¹¹ Paris BN Latin 2172, fol. I-65 r. Les notanda marginaux se rapportent étroitement aux préoccupations du prélat : par exemple fol. 7 r. : « commodatis enim a deo facultatibus utimur et quasi precarii possessores sumus... » ; 32 v. : « Refugianda est ampla possessio ne consequatur profunda perditio... ». Et il conviendrait d'en relever bien d'autres !

retenir les passages où Salvien se montre sensible au pouvoir de rachat des péchés par l'aumône, il a, de toute évidence, été profondément influencé par la lutte constante contre l'avaritia qui traverse tout le texte de Salvien.

On peut à bon droit s'interroger sur les rapports d'un autre texte avec la pensée du prélat. P. Finsterwalder¹¹² a, le premier, encore qu'avec quelques erreurs¹¹³, signalé la parenté entre l'admonition attribuée à tort à Léon IV et les Statuts diocésains publiés par Hincmar en 852¹¹⁴.

La comparaison est plus intéressante encore avec le de ecclesiis et capellis. Les capitula 16, 17, 18, 23, 24, 25, 26, 27 du Pseudo Léon IV pourraient avoir Hincmar pour rédacteur, tant ils se rapprochent de sa doctrine et de la formulation de celle-ci¹¹⁵. Ces rencontres ne sauraient évidemment être fortuites. Les rencontres avec le de ecclesiis nous paraissent plus importantes encore que les quelques rencontres plus formelles avec les statuts de 852. Au total, le « Pseudo Léon IV » est fortement hincmarien. S'agit-il d'une source d'Hincmar, comme le pensait Finsterwalder ? Nous inclinons plutôt à penser qu'il pourrait s'agir d'excerpta extraits en partie de l'œuvre de celui-ci, soit par lui-même peut-être, soit à son époque même. Bien entendu, sur ce point

¹¹² *Die sogenannte Homelia Leonis IV, ihre Bedeutung für Hinkmars Capitula und Reginos Inquisitio, Zeitschrift für Rechtsgeschichte, Kanonistische Abteilung* LVIII, 1938, p. 639-664.

¹¹³ La référence du texte comparé par nous aux textes hincmariens est : PL 96, col. 1375-1380 (anonyme). Les canons découpés dans ce texte (voir une autre forme PL 5, col. 163-168, sous le nom de pape Eutychianus) se rapprochent plus ou moins de ceux d'Hincmar ; aucun, cependant, n'en reproduit littéralement et complètement le texte. Il y a, d'autre part, beaucoup plus dans les canons hincmariens que dans cette admonition : celle-ci ne saurait donc constituer la source de ceux-là. Ceci étant, la comparaison est intéressante : le c. 1 se rapproche du 15 (PL 125, 779) d'Hincmar (et non du 25 comme le dit Finsterwalder) ; le 10 est assez proche d'Hincmar 7 (PL 125, 779) ; le 14 paraphrase le 14 d'Hincmar (PL 125, 779) ; le 19 se rapproche du 10 (PL 125, 775) ; le 20 et le 21 rappellent, de loin, le 5 et le 11 (PL 125, 774-775) ; il en est de même des c. 30 et 31 par rapport à H. 3 et 1 (PL 125, 773) et du 36 par rapport à H. 7 (PL 125, 774) ; enfin le 46 se rapproche du H. 9 (PL 125, 779) et le 47 recoupe plus directement les 1, 3 et 4 d'Hincmar (PL 125, 773-774). Sur ces divers points l'analyse de Finsterwalder avait été parfois un peu insuffisante.

¹¹⁴ Il a manqué à Finsterwalder un certain nombre d'éléments d'information pour mener plus avant son enquête. Tout d'abord, il a, à tort, placé sur le même plan les « emprunts » hincmariens et ceux de Régino de Prüm. Pour ces derniers, il y a toute chance qu'ils découlent largement d'Hincmar. Et puis Finsterwalder n'a pas songé à comparer ce texte avec le de ecclesiis et capellis.

¹¹⁵ Si l'on songe à tout ce que nous avons déjà dit, dans les chapitres précédents et dans celui-ci, des définitions hincmariennes, il paraît intéressant de citer, à titre d'exemple les cap. 23 et 25 : « Nullus uestrum usuras exigat et conductor sui senioris existat. Res et facultates quas post diem ordinationis uestrae acquisitis ad ecclesiam cui deseruitis pertinere sciatis ». « Nullus plures teneat ecclesias sine aliorum auxilio presbyterorum, nullatenus una ecclesia inter plures diuidatur ».

comme sur tant d'autres, il faut attendre la publication de toutes les sources encore inconnues ou le travail critique nécessaire à la compréhension de beaucoup d'autres déjà publiées et la comparaison entre sources pour conclure définitivement. Mais nous ne pouvions manquer de compléter ici légèrement l'information apportée par P. Finsterwalder.

Le métropolitain de Reims ne s'est pas contenté de définitions théoriques sur les paroisses, leur appartenance à un diocèse et leur dotation en revenus, sa correspondance et ses œuvres en font foi. Nous avons déjà noté les précisions que contient le long mémoire contre Hincmar le Jeune sur ce point, à propos de plusieurs églises dont le statut est compliqué. Sans que nous connaissions le détail de l'affaire en cours, nous savons qu'entre Rothade de Soissons et Erpoin de Senlis (entre 859 et 867) la juridiction sur une paroisse est contestée¹¹⁶. Une autre affaire du même genre a opposé Beauvais et Soissons et le roi s'en est mêlé ; Hincmar ordonne à l'évêque de Châlons, semble-t-il, de procéder à une enquête¹¹⁷ ; il écrit en même temps à Odon de Beauvais¹¹⁸, à Hildebald de Soissons¹¹⁹ ; et à Wenilon de Rouen, sans doute pour lui demander assistance¹²⁰ puisque canoniquement l'archevêque de Rouen n'a rien à voir dans cette dispute ; il semble que la querelle ait été apaisée : nous n'entendons plus parler de rien ensuite.

Dans trois cas¹²¹ (Reims-Laon, Soissons-Senlis, Soissons-Beauvais), nous constatons que les délimitations de « frontières » et les attributions de juridiction ou de propriété prêtent encore à discussion au IX^e siècle. Dans ces trois cas, le métropolitain impose le retour à l'ordre. Il le fait aussi lorsqu'un prêtre est injustement privé par son évêque des revenus ecclésiastiques indispensables. L'évêque de Senlis, Erpoin, s'est rendu responsable de ce délit. Il est très difficile d'établir avec certitude la chronologie de l'affaire qui est allée jusqu'à Rome. Il y a eu concertation à son propos entre Hincmar et Charles le Chauve, et démarches répétées auprès d'Erpoin¹²², sans doute entre 867 et 870 ; puis — ou faut-il penser « en même temps », même « avant » ? — Rome a été mêlée à cette affaire probablement par un appel du prêtre¹²³. Hincmar, en tout état de cause, transmet les ordres pontificaux à l'évêque, en faveur du

¹¹⁶ Schrörs 203 ; MGH, p. 202.

¹¹⁷ Schrörs 249, 869.

¹¹⁸ Schrörs 247, 869.

¹¹⁹ Schrörs 233, 869-873 selon Schrörs ; il est plus logique de penser à 869.

¹²⁰ Schrörs 248.

¹²¹ Flodoard (I.329) expose qu'un autre litige aurait opposé en 814 les évêques de Noyon et de Soissons : cinq paroisses, ou cinq villae, on ne sait, sont revenues à Noyon.

¹²² Schrörs 265 et 266.

¹²³ Adrien II parle de ce prêtre, Herenfrid, le 8 mars 868 (Mansi XV, 826-828) et aussi dans une lettre à Charles le Chauve (MGH EAK VI, p. 733).

prêtre, ordres dont le contenu nous échappe, à une date aussi difficile à préciser que les précédentes mais qui se situe entre 868 et 870 ¹²⁴. L'important pour nous est qu'il existe trace de trois lettres du métropolitain à son suffragant sur une affaire dont Hincmar, dans le de ecclesiis, a souligné l'importance ; cela ressemble fort aux trois sommations canoniques écrites que nous avons déjà rencontrées et que nous allons retrouver encore souvent. En 874, enfin, Hincmar se plaint que les comministri de son diocèse ne veillent guère à la bonne gestion des paroisses ¹²⁵.

A tous les niveaux donc, et particulièrement dans le domaine du temporel des diverses églises, le métropolitain applique à sa province les règles d'ordre, de respect des canons, de rigueur dans la conduite qu'il a énoncées sur d'autres plans. Son attitude est sans faille.

B) La province et ses évêques :

Le métropolitain, Hincmar aime à le rappeler ¹²⁶, est responsable de l'élection, de l'ordination, de la bonne gestion de ses coévêques, de la vie collective de sa province aussi bien, en dernier ressort, que du comportement de chaque clerc et de chaque laïc. Une promesse écrite d'obéissance à la métropole est souscrite par les coévêques au moment de leur ordination ¹²⁷. Hincmar a, nous le savons, toujours veillé, contre vents et marées, à interdire à ses coévêques ou aux prêtres de la province une forme quelconque de recours à un autre métropolitain ¹²⁸.

Fort d'un droit qu'il considère comme prouvé et total, Hincmar a multiplié les interventions dans la vie des diocèses suffragants et dans les monastères de la province. Avant d'en examiner le détail, il convient de formuler cinq remarques de méthode. Une part importante de ces interventions a été examinée déjà, dans notre premier chapitre ; il conviendrait, pour apprécier quantitativement l'importance des relations du métropolitain avec les diocèses, de joindre cela à ceci. Les textes que nous allons analyser concernent tous, plus ou moins, des litiges ;

¹²⁴ Schrörs, 267.

¹²⁵ PL 125, 799.

¹²⁶ Les définitions les plus ramassées ont été données en 870, PL 126, 311-313, en dehors du de iure metropolitano.

¹²⁷ PL 126, 315-316 : « ... ostendens quod metropoli tuae oboedire in me non digneris, qui secundum morem ecclesiae nostrae cum fidei professione ac subscriptione professus fuisti ac subscripsisti, te oboediturum regulariter priuilegio metropolis sedis Remorum ».

¹²⁸ Lettre d'Adrien II (Flodoard I 319) : « Et quod ad nostram notitiam perduxisti quia ad alios episcopos de ipsa diocesi Remensi quidam accipiebant ordinationes et habebant indebita refugia, et hac per omnia prohibemus ; sed, sicut sacra docet auctoritas, et in synodis comprouincialibus conuocandis et faciendis et in ordinationibus ac diiudicationibus, remensis ecclesia et archiepiscopus qui in ea constitutus fuerit, talem habeat auctoritatem sicut sacri canones et huius sanctae ecclesiae constitutiones docent ».

pourtant les relations entre Hincmar et ses suffragants n'ont évidemment pas été exclusivement d'ordre disciplinaire. Les conversations, les délibérations en synode nous échappent presque totalement, en dehors de quelques aperçus livrés par le prélat. Enfin, et ce n'est pas le moins important, nous sommes bien évidemment tributaires de l'état de conservation des archives hincmariennes ; pour remarquables, on le verra, qu'aient été celles-ci, des manques sans aucune doute très nombreux doivent y être déplorés.

Soissons a eu, sous Hincmar, deux évêques, Rothade, dont nous avons déjà beaucoup parlé, Hildebald et un administrateur intérimaire de 862 à 864, Engelmode. A Rothade, qui a doté sa ville de reliques de saint Sébastien ¹²⁹, Hincmar a écrit, encore une fois, probablement avant 862, pour lui signaler l'envoi d'un prêtre pour tenir l'église d'une villa de Tours ¹³⁰. Hildebald n'a pas donné prise à la critique. Hincmar lui transmet, entre 873 et 878, un ordre pontifical relatif à un prêtre du diocèse menacé d'excommunication ¹³¹. En dehors de quoi nous ne possédons qu'une lettre d'absolution envoyée, certainement après 878, par le métropolitain alors malade, à l'évêque lui-même immobilisé par la maladie ¹³². Sans doute Hildebald a-t-il été longtemps malade. Il avait, visiblement, tenté une première démarche vers 876, Hincmar lui a envoyé Odon de Beauvais *et a ordonné de prier pour lui dans toute la province*. Hildebald, peu satisfait, a fait parvenir à son supérieur hiérarchique une confession écrite ¹³³ confiée à un prêtre. Après avoir hésité et consulté les canons, l'archevêque accorde une totale absolution à son coévêque qu'il connaît depuis longtemps et dont il sait la rectitude de vie. Hincmar joint à sa lettre une courte consultation sur la pénitence et la communion. Hincmar demande encore, en 879, au vieil évêque malade de venir à Reims pour assister au débat entre Hincmar évêque déposé de Laon et son successeur Hedenulf ¹³⁴. L'exemple d'Hildebald est intéressant. Il nous aide à comprendre quelles relations spirituelles existaient entre un « bon » évêque selon le cœur d'Hincmar et le métropolitain de Reims ; la province apparaît comme une communauté de prières — une vaste ecclesia — pour l'un de ses membres en danger de mort.

Se sont succédé à Châlons après 858 : Erchamrad (858-863). Willebert (863-878) et Bernon (878-880) ¹³⁵. Hincmar a eu connaissance de

¹²⁹ Dom Marlot, *Histoire de Reims I*, ch. VII, p. 211.

¹³⁰ MGH 202 : vraisemblablement Tours-sur-Marne, dans le diocèse de Châlons : cette église appartenait au diocèse de Soissons.

¹³¹ Schrörs 421.

¹³² PL 126, 172-174.

¹³³ PL 126, 173 : « breviculum confessionis ».

¹³⁴ Schrörs 460.

¹³⁵ Peut-être s'agit-il de Bernon, moine de Saint-Denis puis « educatus et eruditus » à Reims, dont Hincmar parle dans une lettre à Enée de Paris (MGH 203).

bruits fâcheux concernant Erchamrad¹³⁶ : le métropolitain rappelle l'évêque à l'ordre, lui donne des conseils relatifs à sa conduite et lui ordonne de respecter les enseignements apostoliques. Peut-être une autre lettre¹³⁷ nous apprend-elle plus avant quelle est l'erreur de l'évêque : il a manqué de charité et de douceur en privant les habitants d'une ville des secours de la religion à l'occasion d'un crime qu'ils n'avaient pas commis. C'est encore à la modération dans le traitement d'un homme, qu'Erchamrad a excommunié imprudemment et en faveur de qui est intervenu Günther de Cologne, qu'une troisième lettre¹³⁸ invite le coévêque. L'église de Châlons a reçu de Charles et de la reine d'importants dons¹³⁹ : Hincmar en commente la nouvelle à l'intention de Willebert. Le même évêque est en lutte contre un jeune comte, Gangolf¹⁴⁰ : une première fois le métropolitain recommande d'user de bénignité¹⁴¹ ; peu après, vraisemblablement, conseil est donné¹⁴² d'user d'indulgence comme l'a fait le propre père de Gangolf ; la même lettre rappelle les règles sur la pénitence tirées du Pastoral de Grégoire le Grand (III, 29) qui doivent être appliquées à un prêtre coupable. Plus tard, probablement entre 872 et 876, le même évêque est réprimandé pour l'excommunication injuste d'un homme auquel il lui est enjoint d'accorder l'absolution¹⁴³. A Bernon ne sont allées que trois lettres qui ne le concernent pas directement et que nous retrouverons.

Trois pasteurs ont successivement tenu Cambrai, siège important entre tous. Thierry, dont nous avons vu l'influence durant les premières années du pontificat d'Hincmar et qui est mort en 863, Jean (864-878) et Robert. Deux consultations canoniques sont parties à destination de Jean. Hunold, prêtre de son diocèse, soupçonné de concubinage, a refusé le jugement ecclésiastique et veut se purger par serment¹⁴⁴ ; l'évêque l'a frappé d'interdit. Hincmar souhaite que l'affaire soit rapidement et canoniquement réglée. Ou bien on peut établir par la procédure d'accusation, réglée par les canons d'Afrique et le droit carolingien, que le prêtre est coupable et il doit être déposé. Sinon, on peut valablement recourir à la procédure des cojureurs. Dans ce cas, sept cojureurs devront successivement laver le prêtre de l'accusation qui pèse

¹³⁶ MGH 140.

¹³⁷ Ibidem.

¹³⁸ MGH 141.

¹³⁹ Schrörs 246. Divers objets de culte et des reliques ont été donnés pour la cathédrale Saint-Etienne.

¹⁴⁰ L'âge peu avancé du comte est rendu probable par la mention, dans une lettre d'Hincmar (Schrörs 245), du pardon accordé par le père de l'homme en cause à celui-ci.

¹⁴¹ Schrörs 244, 869.

¹⁴² Schrörs 245.

¹⁴³ Schrörs 369.

¹⁴⁴ PL 126, 253-254 - 18-III-874.

sur lui ; il ne devra plus ensuite prêter le flanc le moins du monde à de semblables reproches. De même convient-il de surveiller de très près la conduite des prêtres : certains ont trouvé un moyen commode de vivre avec des concubines. Celles-ci, venues d'ailleurs, travaillent sur les manses des prêtres, lavent leurs vêtements et leur en tissent de nouveaux ; les prêtres leur confient leurs clés et ainsi ont-elles accès, quand les coupables le veulent, à la demeure du prêtre¹⁴⁵. Une autre fois, l'évêque a consulté Hincmar sur le cas d'un prêtre qui s'est mutilé lui-même à la suite de plusieurs visions. Le cas est jugé embarrassant par le métropolitain¹⁴⁶ : les canons sont formels qui punissent la mutilation volontaire, mais peut-être le prêtre les ignorait-il. Dans le doute, mieux vaut par indulgence le laisser momentanément en fonction en attendant la décision d'un synode. Le prélat rémois écrit encore à Jean pour lui conseiller d'user de prudence dans le cas d'un prêtre que l'évêque a placé en interdit alors qu'il avait blessé un homme en se défendant au cours d'une rixe qui a entraîné mort d'homme. Jean de Cambrai s'est montré mauvais administrateur : il a enlevé une portion de dime à une ancienne chapelle pour l'affecter à une nouvelle. Son archevêque l'en blâme et lui ordonne de revenir au statu quo ante¹⁴⁷.

Hincmar envoie à Francon de Tongres deux lettres canoniques. L'une recommande un clerc, Flodulf, élevé à Reims qui souhaite finir son éducation auprès de l'évêque¹⁴⁸ ; la lettre est authentifiée par un sceau à l'effigie de saint Rémi. Une autre, réglementairement rédigée comme lettre formée recommande un prêtre rémois, Gisebrind, que Francon utilisera comme il l'entendra¹⁴⁹. Dans les deux cas, vers ces régions « excentriques » de sa province, Hincmar envoie des lettres qu'il a pris soin d'authentifier plus soigneusement que d'ordinaire.

Adalbert de Thérouanne est le destinataire d'une sorte de consultation, qui a disparu, sur le gouvernement des paroisses rurales, évidemment après 876¹⁵⁰.

Amiens n'a pas eu, après la disparition de Ragenaire en 848, à se louer beaucoup, à en croire Hincmar, du successeur, Hilmerad (849-871),

¹⁴⁵ PL 126, 254 : « Sicut enim uitiosi presbyteri... adinueniunt ut in mansis suis de alode... feminas habeant quae illorum pannos lauant et uestimenta illis faciunt et interdum etiam clauas facultatum illorum praeuideant sicque cum eis inconuenienter cohabitent ».

¹⁴⁶ Schrörs 273.

¹⁴⁷ Schrörs 400.

¹⁴⁸ 858 : PL 125, 276-277

¹⁴⁹ PL 126, 277. C'est la seule occasion où nous pouvons toucher du doigt une « exportation de prêtre » depuis Reims vers les divers suffragants. Alors que de nombreux clercs rémois ont occupé des charges sans qu'il soit facile de suivre leur carrière. On peut se demander si le diocèse de Tongres ne connaît pas, à ce moment, du fait des invasions, une pénurie de prêtres qui expliquerait cet envoi.

¹⁵⁰ Schrörs 461. Autre lettre : Schrörs 563, sur l'administration du diocèse.

dont Loup de Ferrière, cependant, pensait quelque bien ¹⁵¹. En 868, le métropolitain transmet à son coévêque une semonce du pape occasionnée par la plainte d'un prêtre contre l'évêque d'Amiens ¹⁵² ; le métropolitain accompagne la lettre directe d'une série de missives à Odon de Beauvais demandant à celui-ci de surveiller Hilmerad ¹⁵³. Peu après, sans doute, Hilmerad se voit à nouveau tancer : il a injustement, contre les canons, privé de son église un prêtre qui avait arraché des armes des mains d'un homme ivre qui cherchait à le tuer. L'évêque se voit ordonner de rétablir le prêtre en se conformant aux canons. Peut-être est-ce le même prêtre qui est, une nouvelle fois, couvert par l'autorité métropolitaine d'après ce que nous dit une autre missive ¹⁵⁴ ; ordre est donné à Hilmerad de se rendre à un concile sans retard. Le même Hilmerad se voit menacé de jugement par ce concile où le pape a ordonné d'être présent ; s'il s'abstient, on lui appliquera les décisions prises ¹⁵⁵. L'évêque ne semble pas, à la fin de sa vie, avoir surmonté son inertie puisqu'Hincmar lui reproche de sombrer dans la torpeur de la négligence ¹⁵⁶ et d'écouter les conseils des pervers ; au moment où, malade, il arrive au terme de sa vie, il devrait suivre ceux que lui donne son métropolitain.

A Raginelle de Noyon, conseil est donné de rechercher un arrangement à l'amiable avec un de ses amis qui se plaint d'avoir perdu un dépôt fait entre les mains de l'évêque, plutôt que de risquer une condamnation synodale ¹⁵⁷.

Erpoin de Senlis, déjà rencontré plusieurs fois, est convoqué à Reims pour que soit examinée une excommunication injuste lancée par lui contre un laïc ¹⁵⁸ : Hadebert.

Les relations sont évidemment d'un tout autre genre avec Odon de Beauvais, successeur, en 861, d'Ermenfrid, homme de confiance du métropolitain et chapelain du roi ¹⁵⁹. Ici tout n'est que miel, même lorsque le métropolitain doit faire au suffragant quelques remontrances. Il en a été ainsi, sans que la lettre nous soit conservée, en une occasion dont nous ignorons tout ; l'évêque a reconnu ses torts et les a réparés

¹⁵¹ PL 119, 540.

¹⁵² Schrörs 217.

¹⁵³ Schrörs 218.

¹⁵⁴ Schrörs 301.

¹⁵⁵ Schrörs 302.

¹⁵⁶ Schrörs 300.

¹⁵⁷ Schrörs 443.

¹⁵⁸ Schrörs 252.

¹⁵⁹ Lorsque, avant 875 et probablement en 867, Odon fait effectuer un inventaire des biens de son église (Mansi XVII, col. 303 sq.), Hincmar, deux autres métropolitains (Anségise de Sens et Wenilon de Rouen) et sept évêques dont Rothade de Soissons, contresignent l'acte solennellement établi à Soissons.

avec une humilité et une charité dont Hincmar le félicite¹⁶⁰. En dehors des très nombreuses lettres que nous avons déjà eu l'occasion d'analyser ailleurs, il faut encore en signaler deux, datant de 876-878. L'une porte sur une composition d'un abbé Adalard sur le comput pascal¹⁶¹; l'autre félicite l'évêque de ses recherches sur cette même fête¹⁶². On aimerait avoir conservé la missive, sorte de méditation sur la mort probablement, que l'archevêque adresse à son confident entre 878 et 880¹⁶³; elle a disparu.

Avec Laon, l'orage succède à la douceur, du moins lorsque Pardule mort et Hincmar installé, le métropolitain qui a pris grand soin d'aider son neveu à faire excellente figure¹⁶⁴ va de désillusion en désillusion. Quelques mois après le sacre du neveu, les conseils continuent d'affluer et ils laissent déjà à penser, par le contenu qu'en résume Flodoard, que tout ne va pas pour le mieux¹⁶⁵. Donné pour très intelligent par son oncle, le jeune prélat est aussi dépeint, dès ce moment, comme capable du pire. On sait combien, dans la crise qui a éclaté en 868, le métropolitain s'est soucié des formes canoniques. Jusque dans le détail il débusque les erreurs de son neveu : celui-ci n'a-t-il pas, contre les règles, excommunié des habitants d'autres diocèses¹⁶⁶.

Les relations avec Hedenulf, successeur d'Hincmar, ont été plus ternes. Deux lettres, dont le contenu est analysé de manière vague par Flodoard, datent des dernières années de vie d'Hincmar¹⁶⁷.

Intervention de tous ordres, rappel constant aux règles canoniques dans le respect formel de celles-ci, telle nous apparaît cette correspondance bilatérale à de très rares exceptions près. Pour qu'elle cesse de l'être, il faut que le problème ou le scandale soulevé prennent une dimension provinciale : c'est le cas de Rothade ou d'Hincmar de Laon.

Parfois pourtant, comme dans le cas d'Hilmerad d'Amiens, un évêque particulièrement récalcitrant est pris dans la tenaille de démarches encore privées. Erpoin de Senlis, en 869-870, est empêché de se

¹⁶⁰ Schrörs 271.

¹⁶¹ Schrörs 423.

¹⁶² Schrörs 424.

¹⁶³ Schrörs 477.

¹⁶⁴ MGH 58 : instructions précises, selon le résumé de Flodoard, pour conduire les évêchés selon les règles canoniques.

¹⁶⁵ MGH 59 : Hincmar met l'évêque en garde contre les conspirations de ses subordonnés ; mais aussi contre sa propre légèreté, sa jeunesse orgueilleuse et vaine et la certitude qu'il affiche en tous lieux d'avoir toujours raison contre tous.

¹⁶⁶ PL 126, 571.

¹⁶⁷ Schrörs 558 : Hincmar envoie quelques diacres en priant Hedenulf de les élever à la prêtrise ; Schrörs 559, *ibidem* : en faveur d'un orphelin.

rendre à un synode où une accusation est portée contre lui : Hincmar demande à l'ami, Odon de Beauvais ¹⁶⁸, d'arranger les choses entre l'évêque et ses accusateurs ou de faire reporter le débat à une autre réunion.

On retire, à lire cette correspondance, l'impression que de manière croissante l'Ouest de la province et Théroüanne échappent de plus en plus à l'administration et à la surveillance directe d'Hincmar. L'âge de celui-ci y est pour beaucoup, mais aussi l'organisation du réseau routier. Au contraire, surtout à la fin de la vie du prélat, les évêques des régions proches de Lorraine ou de la Marne sont de plus en plus des correspondants privilégiés.

Après Hildegaire ¹⁶⁹, Sigeward de Meaux est l'un de ceux-ci ¹⁷⁰. Et aussi Fulkrich de Troyes, ancien clerc de l'église de Reims ¹⁷¹, et son successeur Ottulf ¹⁷² qu'Hincmar a bien connu au moins depuis 868 ¹⁷³. Le métropolitain informe personnellement Ottulf des décisions prises par Jean VIII concernant Hincmar de Laon ¹⁷⁴ : il n'y a rien là que de normal, Ottulf ayant été mêlé de près au déroulement de l'affaire. Wala de Metz ¹⁷⁵ et Arnold de Toul ¹⁷⁶ font aussi partie de ces amitiés régionales que cultive le vieil Hincmar.

Isaac est, on s'en souvient, un clerc rémois installé à Langres comme évêque. Les relations demeurent importantes entre lui et le métropolitain ¹⁷⁷.

¹⁶⁸ Schrörs 268.

¹⁶⁹ En dehors des textes que nous avons déjà étudiés, Hildegaire reçoit encore, entre 870 et 875, une lettre relative à des diocésains de Troyes qui se sont rendus coupables d'homicide dans le diocèse de Reims (Schrörs 350).

¹⁷⁰ Lettres de 880-882 sur les sacrements (Schrörs 567), sur des problèmes pendants depuis l'époque d'Hildegaire (Schrörs 568) ou sur des prêtres de son diocèse (Schrörs 569).

¹⁷¹ Schrörs 229 (862-869) : Hincmar remercie l'évêque de lui avoir envoyé des manuscrits et lui demande de ne rien faire contre l'Eglise de Reims et Saint-Rémi, ni contre les églises du monastère d'Orbais.

¹⁷² Schrörs 444, sur les malheurs d'Hincmar et la reconstruction en cours de la cathédrale de Troyes. Sur des villae appartenant vraisemblablement à Reims mais situées dans le diocèse de Troyes, Hincmar expose son point de vue (Schrörs 445), les habitants refusant de payer la dîme.

¹⁷³ PL 126, 606.

¹⁷⁴ Schrörs 453.

¹⁷⁵ Schrörs 496 : il conviendrait de refuser l'ordination d'un évêque, à Verdun, si l'élection n'était pas faite selon les règles canoniques.

¹⁷⁶ Schrörs 474, renvoyant pour absolution par leur pasteur des diocésains de Toul qui ont commis des déprédations dans le diocèse de Reims ; là encore, le respect des règles est très remarquable.

¹⁷⁷ Nous ne sommes pas éloigné de penser qu'Isaac a fait hommage à l'église de Reims d'un manuscrit des Statuts diocésains qu'il a rédigés : manuscrit Vatican Reg. latin 994.

Probablement faut-il rattacher à l'une des crises traversées par le royaume une missive d'Hincmar relative certes aux ravages occasionnés par les pillards, mais qui recommande, surtout, de ne pas excommunier à la légère les hommes d'armes si nécessaires à la défense du royaume¹⁷⁸. Trois autres lettres sont relatives à deux neveux d'Isaac, Odalard et Waltaire¹⁷⁹ dont l'éducation a été achevée à Reims¹⁸⁰ puisque leur ordination est prévue par une lettre aux chanoines rémois et à Rodoard¹⁸¹.

Les échanges de lettres avec les autres métropolitains sont assez rares et gardent un tour assez strictement canonique. Les résumés de Flodoard laissent mal deviner, en fait, le contenu réel de certains textes. Liutbert de Mayence, avec qui les relations sont médiocres, reçoit une missive relative à un prêtre prévaricateur¹⁸²; Jean, successeur de Wenilon à Rouen (en 876) est saisi du cas d'un clerc qui ne peut être ordonné à cause de son âge¹⁸³.

La portée exacte d'une lettre à Frotaire de Bordeaux¹⁸⁴ relative à l'ordination de Fulkrich de Troyes se laisse mal deviner.

Après les grands désordres dogmatiques et disciplinaires qu'ont connus certains des monastères de la province, du fait de Gottschalk essentiellement, jusque vers 860, le calme est revenu. Mais la surveillance disciplinaire du métropolitain ne se relâche pas. Pasteur de toutes les âmes, responsable de celles des moines comme des autres, il a vocation à surveiller leurs maisons et à diriger les abbés¹⁸⁵. Il n'y a pas compatibilité entre le genre de vie cloîtré et la desserte des paroisses rurales¹⁸⁶. Les moines doivent rester enfermés dans leur

¹⁷⁸ Schrörs 470. Probablement faut-il dater cette lettre d'une période postérieure à l'annexion du royaume provençal.

¹⁷⁹ A qui est adressée : Schrörs 472.

¹⁸⁰ Schrörs 471 : ils ont été des « nutriti » à Reims.

¹⁸¹ Schrörs 473. Rodoard est peut-être un chanoine rémois. Il n'est connu que comme destinataire de cette unique lettre.

¹⁸² Schrörs 560.

¹⁸³ Schrörs 556.

¹⁸⁴ Schrörs 155.

¹⁸⁵ PL 125, 508 : « Nos quoque pastores et doctores nobis commissarum plebium et episcopi ac gubernatores ecclesiae atque monasteriorum rectores qui uocantur abbates ad nosipsos redire debemus et diligenter attendere... ».

¹⁸⁶ PL 125, 796 : « Constat enim et certum est quia et claustra monasterii atque obsequia debita et quae sunt necessaria plebi in rusticanis parrochiis insimul exsequi nemo ualebit ; quando enim, si in tempestate noctis silentio aut infans natus periclitetur aut infirmus uiaticum munus petierit canonicus a claustris monasteriis exiet et ad uillam infirmorum necessitatibus pergens succurrere praeualebit ? »

Sur ce sujet, Dom U. Berlière, *L'exercice du ministère paroissial par les moines dans le Haut Moyen Age*, *Revue Bénédictine* 1927, p. 227-250 ; Grégoire le Grand a la même position défavorable qu'Hincmar.

clôture¹⁸⁷. On peut toutefois estimer, même si la seule consultation formelle sur ce point ne nous est pas parvenue¹⁸⁸, que le métropolitain admet parfaitement qu'un moine puisse devenir archidiacre ou évêque.

La discipline doit régner aussi dans les monastères. Peu de choses nous sont accessibles relativement à Lobbe, créée en 860 par Thierry de Cambrai¹⁸⁹, ou aux monastères rémois eux-mêmes, directement surveillés par l'impérieux Hincmar. Orbais n'est pas en odeur de sainteté à cause du soutien accordé à Gottschalk. Le prévôt Ratramne ayant fait piller un bien tenu en précaire par le chanoine Amalraüs, Hincmar excommunie le coupable¹⁹⁰. Des moines d'Orbais sont sortis de leur clôture sans autorisation et on les a accueillis à leur retour au monastère : Hincmar en fait remontrance à Hildebald de Soissons¹⁹¹. Hautvillers, non moins suspect, n'est pas mieux traité. Là aussi le prévôt est malhonnête : il enlève arbitrairement et sans aucune compensation des portions de terre aux famuli du monastère. Flodoard ne dit pas quelle sanction prend le métropolitain, ni même s'il en prend une¹⁹². Peut-être, comme le pensait Schrörs¹⁹³, est-ce à Altmann de Hautvillers qu'est destinée une lettre fort dure de date indéterminée : exilé pour désobéissance, le moine en cause, d'après les informations reçues de Besançon, n'aspire qu'aux bénéfices et aux honneurs séculiers ; ordre lui est donné de revenir à Reims¹⁹⁴. Ayant différé de recevoir un de leurs frères coupables, comme c'était leur devoir, les moines de Saint-Médard de Soissons reçoivent l'ordre de le réintégrer après sa soumission au roi¹⁹⁵.

On aimerait connaître le contenu de la lettre à l'abesse d'Avenay¹⁹⁶ (864-868), qui fixe en détail, en accord avec la reine, la richesse de l'abbaye (1.150 manses) et sa capacité d'accueil (20 clercs et 40 moniales).

Durant la vacance du siège de Laon (875-876), Hincmar s'avise que le monastère d'Origny est aux mains d'une intruse, Ricoare. Il ordonne à un prêtre de Laon, Sigebold, de faire enquête et de lui faire un rapport écrit¹⁹⁷. Nous ne savons rien des suites immédiates. Une

¹⁸⁷ Lettre à Hildebald de Soissons. Schrörs 337.

¹⁸⁸ Lettre à Willebert de Châlons. Schrörs 368.

¹⁸⁹ Dom Marlot, *Histoire de Reims, II*, chap. X, p. 253.

¹⁹⁰ Schrörs 543.

¹⁹¹ Schrörs 334.

¹⁹² Schrörs 525.

¹⁹³ Schrörs, *Hincmar*, op. cit., p. 580, note 119.

¹⁹⁴ Schrörs 320.

¹⁹⁵ Schrörs 539. Pour Mabillon (Schrörs, note 172, p. 588), il s'agit de l'un des complices de Carloman condamnés en 853.

¹⁹⁶ Schrörs 551.

¹⁹⁷ Schrörs 379.

lettre, trois à quatre ans plus tard, montre qu'un jugement a été rendu, sur la gestion de Ricoare, par Odon de Beauvais entre autres¹⁹⁸ : il convient de réviser ce jugement. Nous n'en saurons pas plus. Mais l'affaire n'est toujours pas réglée lorsque l'archevêque s'adresse à la principale responsable du désordre, la reine Richilde¹⁹⁹. C'est elle qui, en effet, pendant la vacance du siège, a imposé irrégulièrement une néophyte comme abbesse du monastère avec l'aide d'un prêtre. Hincmar a réclamé la remise en ordre par Hedenulf sans résultat ; il s'est adressé à Charles le Chauve qui n'a pas voulu contrister la reine ; à celle-ci, le prélat montre les sanctions auxquelles l'expose son obstination dans l'erreur.

Même la prestigieuse maison de Corbie n'est pas à l'abri des foudres — lointaines il est vrai — du Rémois. L'abbé Gauthier est tancé pour avoir laissé sortir de la clôture un moine irréligieux ; il faut faire rechercher le fugitif²⁰⁰. Odon de Beauvais n'échappe pas à la critique²⁰¹ lorsqu'il s'agit des désordres qui atteignent Corbie en 869-870.

Au prévôt de Saint-Rémi, Rotfrid, il est ordonné de veiller de près à punir un moine. Odelcalc, dont la faute nous échappe²⁰² ; à l'abbé de Saint-Denis de Reims, Gautsuin, de réparer les torts causés par un moine de son monastère à l'archevêque ; ce dernier, naguère, a acheté la moitié d'une maison dont l'abbaye lui avait déjà cédé la première moitié. Mais un moine s'est installé, comme si de rien n'était, dans cette demeure. L'archevêque tient moins à la maison qu'à l'amitié des moines de Saint-Denis envers qui il a, dit-il, toujours manifesté beaucoup de bienveillance²⁰³.

Là encore, jusqu'au détail, la surveillance est constante, l'intervention obstinée, le respect des règles maintenu à tout prix.

Par chance, il nous est resté quelques fragments du registre dans lequel Hincmar avait imposé, au moins à partir de 860, l'enregistrement des donations d'oblats à Saint-Rémi de Reims²⁰⁴ ; des folios de dates

¹⁹⁸ Schrörs 476, à Odon de Beauvais.

¹⁹⁹ Schrörs 557.

²⁰⁰ Schrörs 475.

²⁰¹ Schrörs 269.

²⁰² Schrörs 516.

²⁰³ Schrörs 399. L'information est importante : dans la ville de Reims même, semble-t-il, l'archevêque *achète* une demi-maison aux moines. Une fois encore toutes les règles sont respectées avec scrupule.

²⁰⁴ Paris BN Latin 13.090, fol. 70-77 r. Ces textes ont été publiés pour la première fois par Léopold Delisle (dans : *Instructions adressées par le Comité des travaux historiques et scientifiques aux correspondants du ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, Littérature latine et histoire du Moyen Age*, Paris 1890, p. 9-17).

très diverses ont été conservées et ils ne sont pas placés dans l'ordre chronologique : il s'agit donc des épaves d'un registre disparu. Du moins, de manière très vivante, y voyons-nous apparaître, au plus tard en 868²⁰⁵, une formule de donation tout à fait rigide dans son texte²⁰⁶. A des nuances de détail près, la formule est demeurée en usage au moins jusqu'en 973²⁰⁷, ce qui nous paraît constituer un singulier indice de l'influence durable et profonde exercée par Hincmar après sa mort sur l'abbaye. Une autre formule très curieuse nous montre quelles rudes épreuves ont attendu, une année durant, un adulte qui souhaitait devenir moine, avant qu'il soit irrévocablement admis à servir Dieu dans l'abbaye²⁰⁸. Ces actes fournissent, enfin, quelques indices, ténus mais non dénués de valeur, sur le personnel humain de la province à diverses dates²⁰⁹ ; ces rencontres montrent que l'on peut tirer parti, avec énormément de précautions et une attention très soutenue, de cette sorte d'informations, pour pénétrer plus avant dans l'histoire de la société carolingienne. L'étude très poussée de ces textes permettrait vraisemblablement de dater ceux qui ne le sont point et de montrer en provenance de quel milieu social et peut-être parfois dans quelles conditions les oblates sont remis à Saint-Rémi.

Il n'est cependant pas de domaine où la surveillance hincmarienne ait été plus victorieusement attentive que celui des élections²¹⁰. Il s'est

²⁰⁵ Folio 77 r. : VIII des Kalendes de Mai 868 et Kalendes de Juin de la même année.

²⁰⁶ Folio 77 r. : Léopold Delisle a transcrit (p. 10) un texte tout à fait identique tiré du folio 72 du codex.

²⁰⁷ Folio 76 v.

²⁰⁸ Folio 73 v. Texte transcrit intégralement par Léopold Delisle (p. 16).

²⁰⁹ Folio 72 : Actes qui se situent vraisemblablement avant 868 : deux témoins, Rotbold et Dodon, sont signalés en 854 parmi les hommes libres qui prêtent serment au roi (MGH Capitularia II, p. 278). Dans un autre cas, au même moment, Odon est peut-être le comte qui est installé à Juvigny en 845 (PL 126, 294 et Lesne, II 2, p. 270).

Folio 77 r. : vers 865-868 ? Flotharius, père de l'oblat, pourrait être le missus du roi à Laon (PL 126, 494), intendant d'un fiscus et juge élu d'Hincmar de Laon en septembre 870 (PL 126, 50). Pour l'acte de juin 868, Gifardus, témoin, n'est-il pas le vassallus de Saint-Rémi signalé dans le polyptyque (Guérard, p. 96).

Folio 75 r. : en 881, un Sigloard, sous-diacre, signe comme témoin. Or, c'est probablement ce personnage même qui tient fonction d'archidiaque et de chef de l'école à divers moments (on le signale déjà en 853) et dont la longévité égale celle d'Hincmar : au même moment, Guntharius, diacre, pourrait être le destinataire, diacre lui aussi, d'une lettre d'Hincmar, en 877 (Schrörs 411). Fol. 75 r. encore, en 882 : Humarus signe comme témoin ; un homme de ce nom était donné pour homme de l'archevêque de Reims par Hincmar de Laon en 870 (PL 124, 980) ; Warinus, témoin, n'est-il pas ce clerc que Louis III a chargé d'un message pour Hincmar le 13 juin 881 ? (PL 126, 117).

²¹⁰ Nous y avons déjà insisté dans le chapitre I.

produit seize vacances dans les évêchés suffragants de 860 à 882²¹¹. Dans neuf cas nous avons conservé la trace de l'intervention du métropolitain²¹², soit dans 60 % des cas. Curieusement Amiens ne figure pas dans ce dossier. Dans toutes les élections difficiles²¹³, l'intervention d'Hincmar est remarquable à tous les niveaux où son action peut être efficace²¹⁴ ; dans les six autres cas, il s'agit de routine canonique et les précisions fournies par Hincmar sont, dès lors, particulièrement précieuses²¹⁵. L'ensemble des documents laissés par Hincmar permet de reconstituer les cinq phases d'une élection.

Après la mort d'un prélat, un visiteur est nommé par le métropolitain²¹⁶. Le visiteur a pour tâche d'assurer la régularité de l'élection, d'en transmettre le procès verbal au métropolitain²¹⁷ — qui peut le refuser pour vice de forme²¹⁸ — accompagné d'une supplique des électeurs demandant la ratification de leur choix. Le visiteur doit veiller à ce qu'aucune simonie n'entache les diverses opérations auxquelles il assiste. Hincmar a désigné comme visiteurs, Hedenulf de Laon à Cambrai en 878²¹⁹, Raginelle de Noyon à Thérouanne en 870²²⁰, Adalberon de Thérouanne à Noyon en 879²²¹, peut-être d'ailleurs de façon moins

²¹¹ Soissons : un en 870 ; Châlons : deux en 868 et 878 ; Cambrai : deux en 864 et 878 ; Thérouanne : deux en 870 et 876 ; Amiens : trois en 871, 875 et 875 ; Noyon : deux en 860 et 880 ; Senlis : un en 873 ; Beauvais : deux en 861 et 881 ; Laon : un en 876.

²¹² Soissons 870, Châlons 868, Cambrai 864 et 878 (Hincmar ne pouvait négliger ce siège si important, même en 878), Thérouanne 870, Noyon 879, Senlis 873, Beauvais en 881, Laon en 876.

²¹³ Cambrai 864, Noyon 879, Beauvais 881.

²¹⁴ Nous avons déjà rencontré le cas de Cambrai — voir chapitre V — à l'occasion des relations avec Lothaire II. Noyon et Beauvais posent des problèmes généraux dont il sera question au chapitre XI.

²¹⁵ Le sujet a paru si intéressant qu'il a été trois fois remarquablement étudié : M. Andrieu, *Le sacre épiscopal d'après Hincmar de Reims*, *Revue d'Histoire ecclésiastique*, 1953, p. 22-73, et H.G.J. Beck, *Canonical election to suffragan bishoprics according to Hincmar of Rheims*, *Catholic Historical Review*, 1957, p. 137-159 ; du même auteur : *The selection of Bishops suffragan to Hincmar of Rheims*, *Catholic Historical Review*, 1959, p. 273-308. Les trois articles se complètent et dispensent de reprendre l'étude détaillée des textes. Nous recevons pleinement les conclusions, corrigées en dernier lieu par Beck, des travaux antérieurs sur ce sujet.

²¹⁶ Beck, op. cit., insiste (p. 141-142) sur le rôle du visiteur. Voir aussi Andrieu, p. 29, note 1.

²¹⁷ Voir en particulier, lettre à Charles le Chauve de 872, PL 126, 267-268.

²¹⁸ Exemple évoqué par Andrieu, p. 33.

²¹⁹ Schrörs 415, PL 126, 268-269. En même temps, Hincmar donne au clergé et au peuple de Cambrai (Schrörs 416, PL 126, 269-270) les informations dont ils ont besoin après le décès de Jean.

²²⁰ Schrörs 277.

²²¹ Schrörs 467 et Schrörs 461.

officielles que dans d'autres cas, puisque Bernon de Châlons est chargé de la même tâche ²²², Hadebert de Senlis à Beauvais en 880. Ni Andrieu ni Beck n'ont relevé que le visiteur est choisi en accord avec le roi ²²³.

L'élection libre constitue le deuxième temps. Il ne faut pas se méprendre, bien entendu, sur le sens de ces mots. Ce qu'Hincmar exige est que le pouvoir n'impose pas son candidat — ce qui ouvre la porte à la simonie — et rien d'autre. Le prélat sait que le choix final doit être concerté avec le roi ²²⁴ tout autant qu'avec le clergé et le peuple qui ont canoniquement sollicité le droit d'élire après le décès de leur pasteur. C'est un choix concerté à l'avance qui, dans la plupart des cas, est proposé au collège des électeurs ²²⁵. L'élu doit en effet réunir toute une série de qualités et de qualifications sur lesquelles Hincmar est très précis ²²⁶. Survient ensuite l'élection proprement dite ²²⁷ qui n'est nullement, contrairement à ce qu'a tenté d'établir Mgr Andrieu, une simple formalité ²²⁸. Des laïcs figurent bien parmi les électeurs. C'est seulement au cas où ce collège mésuse de son droit que celui-ci lui est retiré ²²⁹. Après l'élection, le clergé et le peuple rédigent un procès-verbal rapportant le détail des délibérations ²³⁰ ; il existe des modèles de ces textes.

Saisi de ce procès-verbal et de la demande de ratification de l'élection, le métropolitain met en œuvre la troisième opération : l'examen

²²² Schrörs 466.

²²³ C'était déjà net dans la lettre Schrörs 277. En 872, lors de la vacance de Senlis, Hincmar demande à Charles qu'il souhaite voir désigner : PL 126, 267 (Schrörs 327) ; Hincmar d'ailleurs conseille plus ou moins ouvertement le choix d'Hildebald (Schrörs 327).

²²⁴ Voir PL 126, 267-268.

²²⁵ Des difficultés énormes surgissent justement dans certains cas où il n'en a pas été ainsi et où, par exemple à Noyon en 878, le clergé et le peuple désignent celui qu'ils veulent.

²²⁶ Il doit être au moins diacre et ne peut être directement fait évêque avant d'avoir reçu la prêtrise (Andrieu, p. 27), présenter des garanties sociales et morales très nettes qu'Hincmar énumère, en particulier lors de l'élection si difficile de Beauvais en 881 (Beck, p. 146-147).

²²⁷ Andrieu, p. 24.

²²⁸ Andrieu, p. 27. Contre son avis, Beck, p. 144.

²²⁹ C'est le cas à Beauvais en 881 ; voir Beck, p. 145.

²³⁰ Andrieu, p. 26. En 868, nous apprenons par une lettre à Odon de Beauvais (Schrörs 222) à quel point l'archevêque est soucieux, jusqu'au détail, du respect des règles. Les habitants de Châlons ont procédé très irrégulièrement dès le décès de leur évêque, ils ont écrit *au roi* et non au métropolitain pour demander l'élection libre de Willebert et le procès-verbal de l'élection est tout à fait irrégulier : Hincmar charge Odon de mettre bon ordre à tout cela et lui indique en détail la marche à suivre.

de l'élu ²³¹. Le métropolitain préside la cérémonie ²³². A côté de lui, des coévêques. « — Où as-tu été formé ? — J'ai été envoyé à l'école de Tours pour y étudier les arts libéraux » ²³³. Ainsi commence l'interrogatoire, qui va toucher successivement la naissance, le milieu d'origine, les études, les ordres reçus, les raisons de la présence dans la province de Reims, les charges laïques et ecclésiastiques exercées. Ainsi se trouve justifiée la présence du métropolitain de Tours, qui va être canoniquement consulté, lui aussi, sur les éventuels empêchements qu'il connaîtrait à la consécration et sollicite d'accorder son consentement à celle-ci ²³⁴. Les représentants du peuple et du clergé de Châlons sont présents, eux aussi, car chacun doit pouvoir présenter, s'il en connaît, une objection canonique à la consécration. Un commissaire royal est aussi présent ²³⁵. Les uns et l'autre appuient la demande de consécration. L'examen porte sur divers points : le Pastoral de Grégoire le Grand ²³⁶, les canons que doit connaître l'évêque et divers points de dogme. Puis, diverses lectures ayant été faites, l'élu signe un formulaire qui garantit son obéissance aux devoirs de sa charge, un autre par lequel il confesse sa foi et promet obéissance au métropolitain ²³⁷. Les évêques absents ont validé l'examen par des *tractoria* que présentent leurs délégués. L'examen achevé, le métropolitain fixe le lieu et la date de l'ordination. Elu le 3 novembre 868, examiné le 1^{er} décembre à Quiersy, Willebert, dont il s'agit, on le sait, en l'occurrence, fut sacré le 3 décembre au monastère de Brétigny, près de Quiersy.

²³¹ Nous conservons un exemple, remarquable de précision, d'un tel examen assuré par Hincmar sur la personne de Willebert évêque élu de Châlons en 868 à Quiersy. Sont présents : Hincmar de Reims qui préside, Hincmar de Laon et Odon de Beauvais, les délégués des autres coévêques et divers autres personnages dont le rôle va apparaître. Ce texte célèbre figure dans beaucoup de recueils (*Gallia christiana* X, col. 149 ; Gousset, *Actes de la Province de Reims*, Mansi, etc...). L'étude de ce texte par Mgr Andrieu est si remarquable qu'il est bien inutile d'y revenir (voir p. 31 à 34). Hincmar participe aussi à l'examen de Burchard, élu à Chartres en 853 (Mansi XIV, 879).

²³² Mgr Andrieu y reconnaît non point une observance des *Ordines romani* mais un cérémonial conforme à celui que fixe le Pontifical germano-romain du X^e siècle (op. cit., p. 34).

²³³ Voir E. Lesne, *Les écoles de la fin du VIII^e siècle à la fin du XII^e*, Lille 1940, p. 138, note 37.

²³⁴ Andrieu, p. 33.

²³⁵ Beck, p. 144-145.

²³⁶ Hincmar considère le Pastoral comme la base irremplaçable — encore qu'insuffisante bien entendu — de la fonction de l'évêque : PL 126, 275 : « Pastoralis siquidem regulam beati Gregorii mente ore ac manu quantum sibi Dominus scire ac posse contulerit in cunctis sequi procuret ».

²³⁷ Nous avons conservé l'une de ces professions de foi, celle d'Adalbert de Théroouanne (Labbé et Cossart, *Sacrosancta concilia*, VIII, p. 1881-1884). Après la confession de foi, l'énumération des conciles reconnus et la réaffirmation d'une foi orthodoxe sur la Trinité, l'évêque promet obéissance. La formule est évidemment de la main d'Hincmar : col. 1884 : « Priuilegio etiam metropolis remorum ecclesiae ac eius praesulis secundum sacrosanctos conciliorum canones et decreta

Le sacre épiscopal, quatrième temps, n'est pas moins strictement réglementé que les autres²³⁸. Le métropolitain a choisi les prélats consécrateurs hors de toute intervention étrangère à la province²³⁹. Tous les évêques comprovinciaux sont présents²⁴⁰, et bien sûr le clergé et les fidèles qui vont dépendre du nouvel évêque. La cérémonie, très solennelle, s'achève par la remise de l'anneau destiné à sceller les actes²⁴¹ et de la crosse et par la première messe du nouvel évêque²⁴².

Après le sacre, enfin, deux formalités doivent encore être accomplies par écrit. Un document signé par les consécrateurs et théoriquement daté des années consulaires !²⁴³ et des lettres canoniques d'installation dans le siège, signées par les coévêques et le métropolitain, garantiront le nouveau pasteur contre toute contestation²⁴⁴. Là encore le souci

sedis apostolicae ex sacris canonibus et legibus promulgata (on reconnaît la doctrine !) pro scire et posse (on retrouve l'expression connue) absque dolo et simulatione uel indebita et pertinaci contradictione me oboediturum profiteor... et omnibus suprascriptis... professione subscribo ».

²³⁸ Andrieu, p. 35-65 : c'est évidemment sur ce point que le liturgiste a le plus insisté. La richesse de son étude, encore une fois, permet de résumer à grands traits.

²³⁹ Andrieu, p. 29.

²⁴⁰ On se souvient d'avoir, à plusieurs reprises, rencontré les démarches canoniques pressantes d'Hincmar auprès de tel ou tel de ses suffragants les invitant à se rendre à une consécration épiscopale ou à s'y faire représenter selon les règles. On peut encore signaler : Schrörs 481 : convocation d'Odon de Beauvais pour le sacre d'Hétilon de Noyon en 879 ; Schrörs 338, pour le sacre d'Hadebert de Senlis, à Hildebald de Soissons ; Schrörs 409, à Odon pour Hedenulf de Laon. On voit que, sur ce point encore, Hincmar ne laisse rien au hasard et remplit toutes les obligations qui lui incombent.

²⁴¹ Andrieu, p. 55-56 : cette coutume est venue d'Espagne, selon Mgr Andrieu.

²⁴² Andrieu, p. 65.

²⁴³ Andrieu, p. 71, expose comment la difficulté est tournée.

²⁴⁴ Il faut encore noter quelques textes, sans que l'on puisse dire exactement à quelle phase de l'élection ils se rapportent : Schrörs 272, à Odon sur l'élection d'Hildebald de Soissons (probablement premier semestre 870) ; Schrörs 336, à un comte Boson sur la même élection ; Schrörs 482, au clergé et au peuple de Noyon (879).

Le document le plus explicite est celui qu'Hincmar fait parvenir, en 877, aux clercs et au peuple de Laon, autorisant l'installation canonique d'Hedenulf, en réponse d'ailleurs à la requête envoyée par le clergé et le peuple de Laon (PL 126, 870). La lettre d'Hincmar (Schrörs 410, PL 126, 271-276) souligne que l'enquête a été particulièrement minutieuse : il fallait s'assurer que nulle trace de simonie ne s'était glissée dans le choix du nouvel évêque, car aujourd'hui, dit Hincmar, les charges s'achètent (col. 272). Hincmar rappelle très strictement les obligations et les interdictions relatives à la fonction épiscopale ; il n'oublie pas que Laon a été le théâtre des excès de son neveu et il en décrit à nouveau les inconvénients pour déraciner à Laon les mauvaises habitudes qui y subsisteraient. L'avaritia, l'ivrognerie, la non-gratuité du service spirituel sont fustigées. Il est tout prêt à poursuivre, si nécessaire, l'information du nouvel évêque : PL 126, 276 : « ... ex scrinio sanctae metropolis remorum documentum dare studebimus qualiter se, cooperante Domino, morum probitate et doctrine studio debeat gerere ». Il nous

procéder et la précision d'esprit d'Hincmar de Reims se manifestent efficacement ²⁴⁵.

Ce qui est vrai dans la province ne l'est évidemment pas moins ailleurs et Hincmar, chaque fois que son devoir canonique l'y conduit ou que l'on fait appel à sa science, prend part ou parti dans des élections extérieures ou dans les promotions auxquelles il est tenu de participer²⁴⁶. En 871, une lettre part vers les évêques de la province de Sens ²⁴⁷ à l'occasion de l'élection du nouvel archevêque : Anségise, on le sait, est Rémois d'origine et son métropolitain donne le consentement canonique indispensable. Un autre texte part au même moment sur le même sujet vers Odon, peut-être pour demander au chapelain royal d'informer Charles ²⁴⁸. En 872, Adventius de Metz, ami et correspondant fidèle, a demandé à Hincmar la marche à suivre pour l'ordination d'un métropolitain et pour celle d'un évêque²⁴⁹. En 872 encore, Bertolf de Trèves étant malade, le métropolitain rémois, sur la demande de son collègue, envoie à Willebert de Châlons l'ordre de se rendre auprès de Bérard de Verdun et d'Adventius de Metz en vue d'assurer la consécration d'Arnaud, nouvel évêque de Toul ²⁵⁰.

Dans ce domaine aussi, par conséquent, la collaboration est plus étroite pour Hincmar, avec les évêchés lorrains, rapprochés encore depuis le démembrement du royaume de Lothaire II, qu'avec Amiens, le plus occidental des évêchés comprovinciaux.

A tous les niveaux, dans tous les domaines, canonique ou dogmatique, disciplinaire ou juridique, la même rigueur dans le respect des règles et le maintien de la stabilité sociale se manifeste, tant dans l'administration de la province que dans les « grandes affaires ».

Il est temps d'en venir au diocèse.

semble qu'à l'occasion de l'élection, Hincmar a pu rendre à Laon le manuscrit Paris 12445 qui avait été naguère confisqué et d'où avait été arrachée la cédule signée par le neveu. Ce manuscrit comporte, après la date de son retour possible à Laon, encore des consultations qui peuvent fort bien avoir été adressées par Hincmar à Hedenulf.

²⁴⁵ La lettre d'Hincmar est contresignée par sept coévêques. Ainsi Hincmar demande-t-il le concours du clergé et du peuple pour la surveillance de l'évêque.

²⁴⁶ L'abbé de Saint-Denis a envoyé Bernon, un de ses moines, pour qu'il soit formé à Reims. Il dépend du diocèse d'Enée de Paris qui l'a fait acolyte. Hincmar souhaite faire de Bernon un prêtre dans son diocèse. Il écrit à Enée (Schrörs 199, PL 126, 267 et MGH 203) : « Propterea quoniam sine uestra licentia eum nolumus in nostra ecclesia diutino tempore immorari, petimus dilectionem uestram ut de illo nobis *litteras canonicas* faciatis quatinus eum in ecclesia nostra possimus regulariter ordinare ». Enée semble avoir accédé à la demande.

²⁴⁷ Schrörs 309.

²⁴⁸ Schrörs 310.

²⁴⁹ PL 126, 186-188. Le texte reproduit, à peu de chose près — la nuit de prière de l'élu avant son ordination est la principale nouveauté — les informations déjà analysées par Andrieu et Beck.

²⁵⁰ Schrörs 323.

II. — DE MINIMIS ETIAM CURAT PASTOR

A) Structures du diocèse :

Le diocèse, lui aussi, reçoit périodiquement des lettres pastorales sur divers sujets. Partant du principe que les prêtres ont une faible culture générale et religieuse²⁵¹, concevant son devoir pastoral comme essentiel²⁵², le prélat rédige des notes d'information destinées à uniformiser l'observance ou la croyance²⁵³. Encore une fois Hincmar a constitué l'écrit en règle universelle de fonctionnement interne du diocèse²⁵⁴.

Si le diocèse est très organisé autour de la personne de son évêque, si les paroisses rurales sont, au total, assez peu nombreuses, le prélat ne peut ni tout voir ni tout entendre. Il faut, autour de lui, et à Reims et dans toute la ciuitas rémoise, des cadres intermédiaires qui le secondent. Ces « *comministri* » sont de plusieurs sortes. A Reims même, des chanoines entourent Hincmar²⁵⁵; peu de témoignages nous sont restés de leurs relations avec l'archevêque, peut-être à cause de leur trop grande proximité. L'évêque de Reims transmet à Théodacre, doyen des chanoines, avant 869, l'ordre de remettre à Gislold, à la demande de la reine Ermentrude, tout ce qui lui appartient²⁵⁶. Sans doute est-ce l'aboutissement d'un différend entre Gislold, prévôt des chanoines et l'évêque²⁵⁷.

²⁵¹ PL 126, 355 : « *Uos fratres et filii qui litteras non didicistis...* » leur écrit-il à la fin de sa vie.

²⁵² Vif éloge de Saint-Rémi, excellent pasteur, PL 125, 1192 sq. L'archevêque sait qu'il a besoin des rouages intermédiaires pour atteindre les fidèles. Sans doute ces rouages sont-ils parfois médiocres (PL 125, 116-1168 : « *Nam sunt plerique qui pauca capiunt* ») mais ils assurent la transmission de ce qu'ils ont compris et c'est l'essentiel (ibidem : « *sed tamen haec eadem parua pie annuntiare fratribus non desistunt...* »); en cas d'urgence il peut même être nécessaire de recourir aux moines qui ont reçu la prêtrise : PL 125, 503 : « *Si autem necessitas docendi parochiam exegerit ut per sacerdotes monachos uerbum fiat ad populum, episcopus et sanitatem sensus et humilitatis uirtutem ac sanctae conuersationis soliditatem in eis probare debet et sic ad officium prouocare...* »; quitte à les surveiller de très près.

²⁵³ En dehors de tant d'exemples déjà connus de 858 à 876, rappelons la diffusion d'un traité sur le baptême (PL 126, 106 sq.), vraisemblablement après 857.

²⁵⁴ En 874 : un prêtre soucieux de faire retraite, pour maladie ou pour faire pénitence, dans un monastère, doit en aviser le métropolitain par écrit afin de recevoir l'autorisation d'aller au monastère (PL 125, 796) : on n'entre donc pas plus aisément en clôture qu'on n'en sort ! En 877, l'archevêque envoie un ordre écrit (« *constitutio* ») dans une affaire relative à l'élection d'un doyen (PL 125, 804).

²⁵⁵ Schrörs 442 : lettre aux chanoines et aux prêtres de Reims sur la réception du diacre Adalgaud ; ce dernier a été chaudement recommandé à Hincmar par Louis le Germanique ; il convient de lui réserver le meilleur accueil. Sur les chanoines de Reims : Dom Marlot, *Histoire de Reims*, II, Livre IV, chapitre 29.

²⁵⁶ Schrörs 226. Gislold est probablement un laïc à qui la reine a confié, dit Hincmar, une mission auprès des chanoines de Reims. Ordre est donné de le recevoir comme tel.

²⁵⁷ Schrörs 225.

Le rouage essentiel de l'administration diocésaine est cependant la décanie. Le doyen est « élu » dans des conditions peu faciles à clarifier d'après les textes subsistants ²⁵⁸. Les doyens ont une compétence considérable par délégation de pouvoir ²⁵⁹ et cette compétence est territoriale ²⁶⁰. Les doyens ont remplacé les anciens chorévêques dont la disparition est rapide dans le diocèse de Cambrai ²⁶¹ et dans celui de Reims au IX^e siècle ²⁶². Les doyens réunissent à chaque début de mois les prêtres de leur ressort ²⁶³ et Hincmar ne manque pas une seule occasion de leur signaler que ce ne doit être l'occasion ni de faire bombance ni de comploter. Au cours de cette réunion toutes les affaires de leur petit ressort doivent être ventilées avant que rapport en soit fait à l'évêque ²⁶⁴. Des réunions exceptionnelles sont concevables en cas d'urgence ²⁶⁵. Visiblement, Hincmar a attaché beaucoup d'importance à ces doyens en voie d'installation systématique dans son diocèse dès les premières années. Dès 852, à l'occasion de la grande réunion du 1^{er} novembre où ont été dictés les statuts diocésains dont il sera plus loin question, il a ébauché, sous forme d'un questionnaire extrêmement précis adressé aux doyens, les lignes de sa doctrine de 857-858. Un canevas d'enquêtes très strict, riche en références scripturaires, patristiques et canoniques, leur a été dicté à n'en pas douter ²⁶⁶. Une enquête permanente devait, chaque année désormais, permettre la rédaction d'un

²⁵⁸ Hincmar ordonne en 877 à ses archidiaques : « non inconsiderate decanum eligite », PL 125, 802. L'évêque est-il éloigné, qu'on installe un doyen après élection et Hincmar confirmera ensuite, après examen, *par écrit*, le choix effectué (ibidem, 803).

²⁵⁹ Ils doivent trier, par exemple, le cas de pécheurs publics envoyés par les prêtres avant d'en soumettre certains au prélat (PL 125, 793). A une date impossible à préciser, Hincmar ordonne au doyen Gérard de diriger sur Reims un certain Radulf excommunié pour l'enlèvement d'une moniale (Schrörs 526). Dom Marlot (livre IV, chap. 33) pense que Gérard était doyen vers 850.

²⁶⁰ PL 126, 293, Hincmar parle de son compresbyter Ausoldus « cui delegata est pars parrochia nostrae in qua ipsa capella (il s'agit d'Attola) consistit ».

²⁶¹ F. Toussaint : *Election et sortie de charge du doyen de chrétienté dans les anciens diocèses de Liège et de Cambrai*, *Revue d'histoire ecclésiastique* 1947, p. 52-53.

²⁶² Hincmar leur a constamment été hostile alors qu'Ebon et le concile de Paris 852 maintenaient encore cette institution du IV^e siècle.

²⁶³ 857, PL 125, 793 : « Et semper de calendis in calendis mensium quando presbyteri decaniis simul conueniunt... ».

²⁶⁴ 852, PL 125, 783.

²⁶⁵ Hincmar ne laisse que quinze jours à un coupable dont la faute est prouvée pour accepter de faire pénitence devant le doyen (PL 125, 793).

²⁶⁶ PL 125, 777-792.

rapport d'ensemble que l'évêque devait recevoir pour le 1^{er} juillet ²⁶⁷. Le questionnaire hincmarien est d'une remarquable clarté. Il recoupe très logiquement tous les soucis que nous avons jusqu'ici décelés.

a) Eléments du revenu :

- I : Dans quelle villa ou en l'honneur de quel saint le prêtre a-t-il été installé ? Par qui a-t-il été ordonné ?
- II : A-t-il une manse de douze bonniers ²⁶⁸ en plus du champ réservé au cimetière, et une cour où s'élèvent l'église et sa demeure ? A-t-il quatre esclaves ? ²⁶⁹
- III : Combien y a-t-il, dans sa paroisse, de manses ingenuiles et serviles, d'accolae, d'où il reçoit la dîme ²⁷⁰ ?

b) Vie liturgique :

- IV : Combien possède-t-il de draps d'autel neufs et vieux, et propres ; en quel métal sont recouverts les coffrets et les croix ; les reliques sont-elles soigneusement enfermées dans l'autel ; les coffrets sont-ils munis de serrures ?
- V : Combien de livres possède-t-il et lesquels ; les connaît-il correctement par cœur ?
- VI : Combien et quels vêtements sacerdotaux possède-t-il ? Ces vêtements sont-ils réellement propres et conservés dans un lieu propre ? ²⁷¹
- VII : Y a-t-il un lavabo où vider les vases d'autel lorsqu'on les lave et où le prêtre puisse se laver la bouche et les mains après la communion ? Le prêtre lave-t-il lui même le corporal ou un diacre ou un sous-diacre ?

²⁶⁷ PL 125, 777-778. On notera, une fois de plus, la rigoureuse précision des instructions d'Hincmar. On ne sait guère, malheureusement, quelle suite effective leur a été donnée ; toutefois l'abondance des cas de détail qu'on va relever dans la correspondance nous conduit à l'hypothèse que les ordres ne sont pas demeurés sans conséquences, loin de là. On peut hésiter sur l'interprétation qu'il convient de donner aux mots « omni anno » qui définissent le cadre temporel de l'enquête confiée aux doyens. On pourrait penser à une enquête exceptionnelle, du 1^{er} novembre 852 au 1^{er} juillet 853. Nous adoptons plutôt l'autre interprétation : chaque année, les doyens devront renouveler l'enquête et le rapport.

²⁶⁸ Guillermoz : *De l'équivalence des anciennes mesures à propos d'une publication récente*, Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, 1913, p. 42-45, fournit la superficie d'un tel manse : 16 hectares, 62 ares.

²⁶⁹ Nous sommes donc fondés à considérer que douze bonniers cultivables et quatre esclaves constituent la base strictement indispensable à la vie d'un prêtre et à l'entretien de son église.

²⁷⁰ I, II et III, PL 125, 777.

²⁷¹ IV, V, VI, PL 125, 778.

VIII : En quel métal sont le calice²⁷² et la patène ? Sont-ils soigneusement gardés ? Y a-t-il une pyxide où enfermer le viatique pour les malades ?

IX : Le chrême et l'huile consacrée sont-ils conservés sous clé ?

X : Le prêtre prend-il soin de visiter lui-même les malades et de les faire communier, sans en charger quelqu'un d'autre ? Accepte-t-il de confier éventuellement l'Eucharistie à un laïc pour la porter à un malade ?

XI : Y a-t-il une école tenue par un clerc capable de lire et de chanter ?

XII : Quel est l'état du luminaire et combien y a-t-il de fabricants de cierges ?

c) Les bâtiments :

XIII : Comment est couverte l'église, est-elle voûtée²⁷³ ; les colombes ou d'autres oiseaux n'y font-ils pas leurs nids ?

XIV : Y a-t-il là des statues ? En quel métal ?²⁷⁴

XV : L'atrium²⁷⁵ est-il fermé ? Le prêtre possède-t-il une chambre proche de l'église ? N'y a-t-il pas de petites portes suspectes ?

d) Gestion des revenus :

XVI : Que les prêtres partagent la dîme en quatre parts, selon les canons, en présence et sous le témoignage de deux ou trois fidèles. Qu'ils rendent compte annuellement des dépenses faites sur une part pour l'entretien de l'église.

XVII : Qu'il y ait, si possible, des matriculaires et non point des bouviers ou des porchers, mais des pauvres et des malheureux de la villa elle-même. Exceptionnellement ce peut-être un parent extrêmement pauvre. Pour les autres, qu'il les entretienne sur sa propre part de dîme.

²⁷² Benoît d'Aniane avait refusé l'argent pour les calices et demandé qu'ils fussent en verre ou en bois. Mais, au milieu du IX^e siècle, on a abandonné le bois et le verre et on est revenu à l'argent, au cuivre ou à l'or (E. Lesne, III, p. 221).

²⁷³ La précision vaut sans doute qu'on s'y arrête : combien d'églises de campagne l'étaient-elles au IX^e siècle ? Et cependant il est impensable qu'Hincmar introduise gratuitement cette précision.

²⁷⁴ Autre précision de nature à faire rêver : Hincmar n'évoque pas le cas de statues sculptées dans la pierre.

²⁷⁵ Atrium, il faut le rappeler (cf. A. Bernard, *La sépulture en droit canonique*, Paris, 1933, p. 13) désigne souvent l'espace qui entoure l'église et où est installé le cimetière. Les atria qui entourent l'ecclésiale Saint-Christophe, à Reims, au IX^e siècle, servent de cimetières (PL 125, 1173). Une lettre de Rothade à Nicolas I^{er} nous apprend (Mansi XV, 683) que la cathédrale de Soissons possédait un atrium. Voilà une grande différence avec l'Islam qui a toujours opposé de grands obstacles à l'inhumation dans ou près des mosquées et qui repousse loin de la ville les lieux de sépulture.

XVIII : Le prêtre n'a-t-il pas, n'ayant rien possédé personnellement lors de son ordination, acheté des prés : ceux-ci doivent, canoniquement, appartenir à l'église.

XIX : Le prêtre n'a-t-il pas, sous un autre nom, acheté avec les revenus ecclésiastiques une terre où il a une maison, où s'amassent les revenus de son église, où il vit avec des femmes qui tissent la laine pour lui ? Ce serait cumuler des fautes très graves ²⁷⁶.

e) Les mœurs :

XX : Observer si les prêtres ne fréquentent pas les tavernes et les banquets, s'ils ne recherchent pas à l'excès la compagnie des femmes. Les laïcs posent d'indiscrètes questions sur ces points ²⁷⁷.

Ici se pose, une fois de plus, un problème engendré par l'incohérence des éditions des œuvres hincmariennes : très peu ont fait l'objet de l'enquête critique préalable à une publication correcte. Le capitulum XX auquel nous venons de parvenir fait pratiquement double emploi avec les cinq suivants, qui n'en sont que le très long développement ²⁷⁸. Il faut probablement attendre quelques éclaircissements de la tradition manuscrite. L'une des copies anciennes des statuts de 852 ²⁷⁹, s'arrête à la fin du capitulum XX. L'ensemble des vingt capitula « aide-mémoire » devient beaucoup plus logique : tous ont la même forme concise, leurs longueurs étant adaptées à l'importance du sujet traité. Avec le paragraphe XXI, c'est un autre texte qui commence. Il s'agit d'une consultation totalement rédigée par Hincmar, à n'en pas douter. Elle porte sur les cas de fornication ou de manquement à la chasteté chez les prêtres. On est dès lors conduit à considérer que, lors de la réunion du 1^{er} novembre 852 dont il sera question plus loin, *tous les textes n'ont pas été lus*, qui figurent dans l'édition de la Patrologie.

²⁷⁶ VII à XIX, col. 779.

²⁷⁷ XX, PL 125, 780.

²⁷⁸ XXI à XXVI, PL 125, 780-786.

²⁷⁹ Albi 42, fol. 7 a. Vient ensuite un texte de Théodulf d'Orléans. Le manuscrit d'Albi nous semble apporter la plus ancienne version des Capitula de 852. Son découpage est confirmé par celui du manuscrit de Bruxelles (Gheyn 495-505) qui ne comporte que les capitula destinés aux doyens (fol. I v. sq.) et s'arrête à la fin du capitulum XX de l'édition de la Patrologie. Un troisième codex confirme encore notre découpage : le Bamberg Can. 12 P I I (IX-X^e) ; il contient, lui aussi, le questionnaire dicté aux doyens (fol. 76 v. à 77 v.) : celui-ci s'achève à la fin du paragraphe XX (col. 780) *alors que tout le bas du folio est demeuré blanc*. Ces détails donnent du prix à un dernier témoin : Munich Clm 851 (folio 63 v. - 64 v.) : le questionnaire y suit, comme dans le cas de Bamberg, les Statuts de 852 ; et il s'interrompt, mais cette fois à la quatrième ligne du paragraphe XX, au bas d'une page. Ce dernier manuscrit date du X^e siècle et la version qu'il donne n'est pas sans rapport avec celle de Bamberg. Tous deux proviennent probablement, pour les textes hincmariens, d'un même prototype, car les deux codices n'ont pas le même contenu général.

Une mention très claire indique d'ailleurs bien ce qu'il en a été ²⁸⁰. Seuls les doyens ont reçu le texte intégral qui comporte le questionnaire en vingt points ²⁸¹ ; les cinq capitula supplémentaires ont peut-être été lus ou peut-être simplement remis, comme aide-mémoire, aux doyens ; le texte final est demeuré confidentiel. Il porte en effet sur un point délicat qu'Hincmar a préféré ne pas divulguer. Le bruit court dans son diocèse qu'un prêtre coupable ne doit pas être déposé mais seulement suspendu ²⁸². En quelques paragraphes, l'évêque de Reims rassemble les autorités nécessaires à démentir ce bruit. D'autre part le prélat clarifie les démarches judiciaires confiées aux doyens et, là encore, il lui paraît préférable de ne pas donner une large publicité à ses instructions. Si un prêtre avoue ou confesse un péché grave, qu'il soit déposé ; mais si aucun aveu n'intervient ou si la preuve de ce dont on l'accuse ne peut être apportée, il est impossible de le déposer. Une fois encore, à cet humble niveau, réapparaît l'attitude si moderne du prélat ; c'est à l'accusation d'obtenir l'aveu ou d'apporter la preuve ; tant qu'il n'en est pas ainsi, le prêtre prévenu est réputé innocent. Les siècles suivants ont rarement formulé aussi clairement ce principe ; ils l'ont encore moins respecté.

Il convient vraisemblablement de reconstituer ainsi les dossiers de 852 : un texte général, dont il sera question plus loin, a été lu à tous les prêtres ²⁸³ ; pour assurer l'exécution des consignes archiépiscopales, les doyens ont reçu après lecture publique probablement, un questionnaire en vingt points ²⁸⁴ ; Hincmar avait probablement rédigé avec beaucoup plus de soin une autre consultation, destinée aux doyens et probablement imprudemment accolée sans précision au questionnaire précédent par les éditeurs : cette consultation en quatre capitula concerne les mœurs des prêtres ²⁸⁵ ; enfin une note confidentielle a été remise aux doyens : elle concerne le jugement des prêtres ²⁸⁶ et a été souvent utilisée par la suite par Hincmar lui-même.

Les doyens en tant que rouages, les instructions qu'ils reçoivent en 852, nous mettent en présence du fonctionnement de l'inquisitio épiscopale, telle qu'elle commence alors à se développer ²⁸⁷.

²⁸⁰ PL 125, 786 : « Ab isto loco usque ad finem istius capituli non est datum presbyteris ».

²⁸¹ Le début du memorandum des doyens indique clairement qu'ils doivent s'assurer que les prêtres respectent scrupuleusement les instructions du 1^{er} novembre.

²⁸² PL 125, 786.

²⁸³ PL 125, 773-778.

²⁸⁴ PL 125, 777-780.

²⁸⁵ PL 125, 780-786.

²⁸⁶ PL 125, 786-792.

²⁸⁷ La publication par R. Amiet (*Une « Admonitio synodalis » de l'époque carolingienne, Etude critique et édition, Medieval Studies*, Toronto 1964, p. 12-82) d'un nouveau texte très comparable à celui que nous venons d'analyser et à ceux

Entre l'évêque et les doyens, les archiprêtres et les archidiaques constituent un rouage intermédiaire qui paraît avoir de grandes responsabilités tant est grand le soin qu'Hincmar conseille d'apporter à leur choix ²⁸⁸. Peut-être ont-ils des fonctions intéressantes. En 877 ²⁸⁹, l'évêque a défini les devoirs des archidiaques comme en 852 il avait tracé ceux des doyens. Une fois encore, de vieilles préoccupations resurgissent. Les archidiaques ne doivent à aucun prix regrouper ou au contraire diviser les paroisses rurales, soumettre les églises anciennes, en tant que chapelles, à d'autres églises, ni déplacer vers d'autres églises les chapelles qui dépendent depuis longtemps de vieilles églises. Au contraire, il leur faut procéder à une *descriptio* des vieilles églises, de leurs prêtres et de leurs biens et remettre ce document à Hincmar ²⁹⁰. Nul ne doit recevoir, sans l'accord du prélat, le droit d'ouvrir une chapelle dans sa demeure ; les deux archidiaques concernés devront procéder à un total recensement des chapelles créées depuis l'époque d'Ebon et du temps d'Hincmar et examiner dans quelles conditions ces créations ont eu lieu ²⁹¹.

Les précautions ne sont pas moins strictes qu'en 858 à l'égard des visiteurs de paroisses que sont les archidiaques. Qu'ils ne pèsent jamais sur la vie des prêtres qu'ils inspectent, soit seuls soit en compagnie de l'évêque, en leur demandant une hospitalité excessive ; qu'ils n'amènent pas trop d'hommes avec eux, qui réclameraient nourriture, boisson et fourrage pour les chevaux ; qu'ils ne séjournent pas longtemps dans la même paroisse ; s'ils devaient le faire, qu'ils demandent aux prêtres voisins d'apporter de la nourriture ²⁹² ; qu'ils s'efforcent de ne jamais

que nous allons étudier par la suite, montre bien qu'Hincmar est préoccupé des mêmes choses que les autres évêques. L'*admonitio* en question interdit aussi les calices de bois ou de verre (Amiet, p. 45, c. 19), détaille les vêtements liturgiques et insiste sur leur nécessaire propreté (p. 44-45, c. 16-17-18), interdit aux femmes d'accéder à l'autel et de toucher le calice (p. 45, c. 20) ; les églises doivent être « *bene coopertae et cameratae* » (p. 47, c. 28), l'*atrium* entouré d'une haie (p. 47, c. 29) ; interdiction est faite de laisser porter la communion à un malade par un laïc (p. 49, c. 33) ; il est interdit aux clercs de fréquenter les tavernes (p. 51, c. 39), etc... Ce texte nous réserve d'autres surprises.

²⁸⁸ Lettre à Hedenulf de Laon (Toussaint, op. cit., p. 55, note 2) ; « *Ministros uero id est archipresbyteros et archidiaconos secundum quod prouidere, Domino inspirante et cooperante, ualuerit, tales constituat qui oderint auaritiam et non diligunt munera nec sequantur retributiones* ».

²⁸⁹ PL 125, 799-804. Le texte date de juillet, soit de ce mois où l'évêque demandait un état annuel, selon nous, de son diocèse.

²⁹⁰ Cap. VII, col. 802.

²⁹¹ Cap. VIII, col. 802. Il s'agit de la mise en œuvre stricte de la doctrine de 858. Le prélat veut un état au vrai de tous les lieux du culte et de leurs rapports.

²⁹² Ici comme en tant d'autres occasions, on retire la certitude que cette économie est, dans ses petites cellules de production qui sont probablement la règle, constamment au bord de la pénurie. Le soin mis par Hincmar à limiter les demandes de toutes sortes de l'« appareil diocésain » à l'égard des prêtres n'a pas changé de 858 à 882 : il indique assez que les revenus « ruraux » d'une *ecclesia* locale situent tout juste celle-ci au-dessus du seuil de dépendance qui s'appelle *paupertas*.

être importuns, comme l'évêque lui-même s'efforce de ne pas l'être dans les paroisses qu'il visite ²⁹³. Qu'ils n'essaient pas de vivre des revenus des paroisses pour mieux sauvegarder les leurs, mais s'efforcent au contraire d'édifier prêtres et laïcs par leur attitude et la discrétion de leurs enquêtes ²⁹⁴. Qu'ils ne demandent pas, durant leurs visites, des porcelets, des poissons, des fromages frais, du grain, surtout s'il s'agit pour eux d'en faire provision pour les emporter à leur domicile ²⁹⁵. Qu'ils ne fassent pas paître leurs chevaux et ceux de leurs amis dans les prés des églises rurales et n'exigent ni grains ni fourrage ²⁹⁶. Qu'ils n'exigent pas des deniers des prêtres, aux synodes ou lors de leurs tournées ²⁹⁷.

Il y a plus sérieux encore, bien sûr au niveau moral. Qu'ils n'aillent pas accepter des cadeaux pour fermer les yeux sur les fautes commises. Les formules d'Hincmar se font pressantes : les archidiaques doivent en tout donner l'exemple, faire preuve de « bénignité plus (que) de sévérité ». Qu'ils usent de l'exhortation plus que de la menace, de la charité plus que du pouvoir : « à l'égard des bons et de ceux qui agissent bien, soyez égaux comme des frères ; à l'égard des égarés, soyez correcteurs des défauts, mais aussi des frères » ²⁹⁸. Les archidiaques doivent, sans en commettre eux-mêmes, redresser les erreurs des prêtres. Empêcher ceux-ci par exemple, de faciliter l'accès à la réconciliation des pécheurs négligents ou riches, en échange d'un don ²⁹⁹. Ils ont aussi pour rôle de diriger vers l'évêque tout pécheur public qui serait relaps après sa réconciliation publique ³⁰⁰. Ils ne doivent ordonner aucun clerc contre argent, mais seulement en fonction de sa valeur ³⁰¹. Qu'ils examinent aussi comment les prêtres respectent les canons qui leur ont été remis, l'usage qu'ils font de la part de dîme à consacrer à l'église, la situation des matriculaires ³⁰². Si un doyen s'est révélé indigne de sa charge, qu'ils en désignent un nouveau sous réserve de l'accord de l'évêque ³⁰³.

²⁹³ Il est difficile de penser, à ce niveau de détail et dans un document qui n'est pas destiné à la publicité, qu'Hincmar mente : il serait tellement facile de le prendre la main dans le sac. Ici probablement, à nos yeux, s'enracine le plus sincèrement la loyauté de cet homme. Voir cap. I, col. 800-801.

²⁹⁴ Cap. II, col. 801.

²⁹⁵ Cap. IV, col. 801.

²⁹⁶ Cap. VI, col. 801-802.

²⁹⁷ Cap. V, 801.

²⁹⁸ Cap. III, 801 : « Quia plus ualet apud uos Dei et proximi dilectio quam terrenum lucrum acquirendi occasio. plus benignitas quam seueritas plus commonitio quam commotio plus caritas quam potestas. Erga bonos et bene agentes estote aequales ut fratres, erga prauos estote uitiorum correctores et fratrum amatores ».

²⁹⁹ Cap. IX, col. 802.

³⁰⁰ Cap. X, col. 802.

³⁰¹ Cap. Cap. XI, col. 802.

³⁰² Cap. XII, 802.

³⁰³ Cap. VIII, 802-804.

On peut à bon droit penser que ce luxe de précautions toujours répétées est sans effet sur une situation qui échappe au contrôle du prélat. Ceci reste cependant à prouver : en ce qui concerne l'administration du diocèse, nous n'avons pas du tout l'impression qu'Hincmar n'ait pas eu les choses bien en mains, mais bien plutôt l'inverse et particulièrement après 870. C'est le monde extérieur qui s'effondre autour de lui, non l'administration qu'il a su créer et faire fonctionner. Bien entendu, les hommes du diocèse, clercs et laïcs, ne sont pas meilleurs que les autres, mais la surveillance du prélat est efficace. Et, surtout, pour le moment, il nous importe de montrer à quel point de sévère et attentive minutie va l'effort de mise en ordre de la communauté qui a été confiée à Hincmar par Dieu le jour de sa consécration. Aucune contradiction n'existe entre l'attitude politique ou publique et celle-ci, mais nous découvrons ici encore plus de rigueur, si c'est possible, avec des attendus que nous pouvions prévoir, que dans les grands traités. La démonstration de la loyauté et de l'honnêteté du prélat est en bonne voie.

Dans le détail, l'attitude des archidiacres est surveillée, censurée, corrigée, comme celle de quiconque. Sigloard ³⁰⁴ se voit reprocher d'avoir laissé en liberté un prêtre de Saint-Julien ³⁰⁵ qui avait volé une lampe de l'église de Saint-Rémi : l'arrêter et l'amener à l'évêque ³⁰⁶. Le même Sigloard a mis trop de négligence dans une enquête ³⁰⁷ : on peut raisonnablement penser qu'il s'agit de celle qui lui a été confiée, en même temps qu'à Arnold ³⁰⁸ avec des instructions très précises, enquête qui nous semble se rattacher à la dispute entre l'évêque et son neveu, en 869-870 à propos d'Attola. La lenteur d'exécution a valu à Sigloard un autre rappel à l'ordre ³⁰⁹ : un prêtre ne remplit pas son ministère depuis son ordination et l'archidiacre n'a rien fait. C'est à Sigloard encore qu'est confiée l'enquête sur un prêtre d'Avenay accusé du vol d'un trésor ³¹⁰ ou la divulgation d'un ordre royal d'avoir à jeûner trois jours pour la paix de l'Eglise ³¹¹. A Sigloard encore, et à Rodoald, est confié le soin de rétablir un prêtre dans ses fonctions : le clerc avait passé accord avec l'un de ses élèves pour lui laisser sa charge et déclaré vouloir se retirer (au monastère probablement) ³¹² : cette

³⁰⁴ Sigloard était déjà archidiacre, semble-t-il, en 848 ; voir Guérard : *Polyptyque de Saint-Rémi*, p. 57.

³⁰⁵ Il s'agit d'une paroisse de Reims (Marlot, op. cit., II, ch. 39, p. 687 sq.).

³⁰⁶ Schrörs 533.

³⁰⁷ Schrörs 528.

³⁰⁸ Schrörs 527.

³⁰⁹ Schrörs 529.

³¹⁰ Schrörs 531.

³¹¹ Schrörs 530.

³¹² Schrörs 532.

« coalition » est inadmissible pour l'évêque de Reims. A Rodoald, autre archidiacre, il est reproché d'avoir imprudemment délié ce que son évêque avait lié, en laissant célébrer la messe dans une chapelle contre les instructions d'Hincmar ³¹³.

Loin de se reposer sur les autres, tant que sa santé le lui a permis, Hincmar de Reims a multiplié les visites pastorales dans les paroisses : nous en avons noté plusieurs preuves au cours des lectures répétées des textes du prélat ³¹⁴. Nous le voyons constamment soucieux, jusqu'à la fin, de la situation des paroisses rurales. Il signale au passage, en 875-880, que nombreuses sont les paroisses dans lesquelles on trouverait malaisément 44 personnes en état de porter témoignage selon les textes attribués à saint Sylvestre ³¹⁵. En 871, l'évêque nous apprend, sur un autre plan, qu'un prêtre a détruit une chapelle et en a détourné un pallium, une chasuble, une clochette et un livre ³¹⁶. Pour une fois, grâce à ces détails, nous touchons de près la médiocrité de cette vie des paroisses, si pauvres, si vulnérables aux abus de tous que les menaces épiscopales suffisent à peine à les protéger un peu. Les questions de biens ecclésiastiques reçoivent, à ce niveau, un tout autre éclairage que dans les débats de l'Assemblée Constituante !

Aucun détail n'apparaît jamais indigne d'attention au vigilant prélat, lorsqu'il s'agit de l'ordre matériel et de la vie spirituelle de son diocèse. C'est aux fidèles qu'il s'adresse lorsqu'il faut exposer les causes de la déposition du prêtre Godbald ³¹⁷ qui a vécu en concubinage avec une femme nommée Doda : le synode métropolitain a reçu une accusation parfaitement régulière et a déposé le clerc indigne qui s'était d'ailleurs enfui. Godbald est privé de toute fonction sacerdotale. A titre privé, il sera poursuivi jusqu'à pénitence et il convient donc de rechercher le contumax.

De quel intérêt n'aurait pas été la correspondance d'administration temporelle de ce diocèse ³¹⁸ dont rien, hélas, ne nous a été conservé : la valeur de l'inventaire des biens de Saint-Rémi ne fait qu'aviver nos regrets.

³¹³ Schrörs 517.

³¹⁴ On y reviendra à propos de la Vita Remigii. Il dit, en 870 (PL 126, 293) qu'il a souvent traversé la région d'Attola et que ses habitants sont souvent venus le voir.

³¹⁵ Ce renseignement est de premier ordre sur le plan démographique évidemment. Cela représente vraisemblablement des paroisses de 150 à 200 personnes tout au plus.

PL 125, 1105-1106 : « Nam si presbyteri adprobari non poterit nisi cum tot (44) idoneis testibus, sicut ibidem (Pseudo-Sylvestre, Fausses Décrétales) scriptum est, numquam probabitur. Sunt enim apud nos presbyteri qui tot parrochianos non habent qui mansa teneant et uxores ac filios habeant quot testes idoneos ad comprehendendum presbyterum sermo ille requirit ».

³¹⁶ PL 126, 539.

³¹⁷ PL 126, 254-255.

³¹⁸ Dom Marlot (op. cit., p. 665) signale qu'il n'existe aucune trace de l'activité

B) Les statuts épiscopaux :

Les statuts épiscopaux ne sont pas rares au IX^e siècle. Ils ont rarement connu le succès de ceux d'Hincmar. La tradition manuscrite apporte sept copies des IX^e-X^e siècles³¹⁹. Dès le X^e siècle, les statuts d'Hincmar ont été incorporés, sous forme d'extraits, aux collections de Reginon de Prüm ; puis sont venus les emprunts d'Yves de Chartres³²⁰. Désormais la tradition manuscrite est très faible³²¹. On peut penser que la diffusion des IX^e-X^e siècles est liée à la multiplication des copies dès l'époque d'Hincmar, soit parce que ses prêtres eux-mêmes ont recopié cette « charte » de leur action, soit qu'à la demande d'autres évêques des copies aient été rédigées sur ordre du prélat, ou après sa mort, à Reims même³²².

R. Amiet, en éditant l'Admonitio synodalis dont il a été question plus haut, a remarqué que des similitudes totales existaient entre certains paragraphes de celle-ci et le texte des Statuts d'Hincmar³²³. L'auteur de cette savante édition en retire la conclusion qu'Hincmar recopie l'Admonitio, datée par lui des environs de 813. Nous avons eu en main le texte de R. Amiet trop tard pour entamer une étude critique comparative : il est après tout parfaitement possible qu'il en soit ainsi, mais tout aussi bien peut-on estimer que l'un et l'autre texte ont des sources communes à rechercher dans les synodes réformateurs de 813 et des années suivantes.

du trésorier ou de celle du vidame pour l'époque d'Hincmar. Flodoard atteste que le prélat a dicté de nombreuses lettres relatives à l'administration des domaines, en particulier à des « plebei », c'est-à-dire à ces hommes que les glossaires rémois contemporains (voir par exemple MS Paris 12245, fol. 14 v.) définissent comme « sine dignitate ».

³¹⁹ Albi 42, Cues 14, Munich Clm 3851, Bamberg Can 12 P II, Cologne 118, Heiligenberg 217, Rome BN Christ 598.

³²⁰ Voir Appendice III : l'influence canonique d'Hincmar.

³²¹ Paris BN Latin 3878 (XII^e siècle), Paris 4267 (XIII^e siècle, fragments).

³²² Le manuscrit d'Albi 42 nous pose un problème. Il contient des textes intéressants la province de Reims à l'époque d'Hincmar (Statuts, fol. 1-7. Commentaire sur la dédicace des églises d'Altman d'Hautvillers, fol. 21 r.-42 v.) mais aussi des textes étrangers et à Hincmar et à Reims. Certains éléments de la présentation et de la graphie sont proches de Reims à l'époque d'Hincmar, mais le manuscrit est homogène (organisation des cahiers et numérotation) même si l'on y discerne plusieurs mains. Les chances d'une origine rémoise sont minces (c'est aussi l'avis de B. Bischoff) mais le manuscrit est incontestablement près de tous les textes anciens des Statuts et il a été corrigé avec soin. Signalons deux particularités paléographiques intéressantes : le scribe des Statuts emploie parfois l'a ouvert que l'on donne souvent pour archaïque (fol. 4 r. et 4 v.) ; il a, d'autre part, une propension curieuse à omettre les H (il écrit folio 2 v. : oris pour horis, ospitium pour hospitium, oram pour horam, osque pour hosque, et 3 r. : ospitium encore, proibeant, proibitum) ; sans doute la remarque lui a-t-elle été faite car, saisi de scrupules, il ajoute des h intempestifs à partir du folio 4 r. : honerosum, 4 v. : helemosinis (deux fois). Peut-être de telles observations conduiront-elles à identifier le scriptorium.

³²³ Amiet, p. 53, cap. 44 = PL 125, 774 ; p. 52, c. 42 = PL 125, 775 ; p. 53, c. 45 = PL 125, 775.

Répétons-le, les comparaisons effectuées par P. Finsterwalder entre l'admonition attribuée à Léon IV et les Statuts hincmariens de 852 nous conduisaient à la même réserve que dans le cas présent : rien, à notre avis, ne permet de rejeter l'hypothèse qu'Hincmar soit la source et non la copie. Mais seule une comparaison très stricte de *tous* les textes en cause permettra, à l'avenir, de résoudre ces problèmes, pour le moment. l'équipement informatif dont nous disposons est encore beaucoup trop médiocre.

R. Amiet n'a pas relevé avec la vigueur nécessaire — et sans mettre en cause pour autant sa propre datation — qu'un passage ajouté au XII^e siècle au texte de l'Admonitio ³²⁴ reproduit exactement des textes hincmariens ³²⁵. Cette fois, l'emprunt est littéral — et il faut l'ajouter à tous ceux que nous avons relevés dans l'Appendice III — et provient de Rathier de Vérone ³²⁶. Comparaison faite de l'ensemble des textes en cause, nous avons constaté que cette citation est seule *littérale*, alors que tous les « emprunts » supposés d'Hincmar à l'Admonitio éventuellement antérieure ne le sont pas. La question ne nous paraît nullement tranchée avec la certitude que R. Amiet a cru pouvoir apporter à ses conclusions, ce qui n'enlève rien d'ailleurs à l'intérêt de la comparaison entamée.

Hincmar avait convoqué pour le 1^{er} novembre 852 à Reims une assemblée générale des prêtres du diocèse ³²⁷. Il a été question de bon nombre de textes de droit canon et de diverses affaires ecclésiastiques. Finalement, le prélat a fait recommander — et vraisemblablement dicter — aux prêtres les 17 capitula qui lui semblaient résumer les points essentiels ³²⁸.

³²⁴ Page 51, n° 39 bis, MS P. (Munich Clm 5515, XII^e siècle, provient de l'abbaye de Diessen).

³²⁵ PL 125, 776 et 777.

³²⁶ R. Amiet, op. cit., p. 72.

³²⁷ Le préambule (PL 125, 773) le dit clairement. Ensemble du texte : PL 125, 773-778. Ce n'est pas la première fois qu'Hincmar réunit des prêtres en synode (il écrit, en 852 toujours : « Sicut saepissime interdiximus et interdicimus », col. 780, et « secundum sacros canones in omnibus synodis specialiter interdiximus », ibidem), mais c'est la première réunion aussi solennelle depuis son entrée en fonction. Il n'avait guère eu le temps, on l'a vu au premier chapitre, de penser à ces questions d'ensemble jusque-là.

³²⁸ La forme que revêt le texte, tel qu'il nous est parvenu, appelle quelques réflexions. Il semble s'agir de notes prises un peu en désordre et non point d'un de ces textes en forme auxquels la pensée d'Hincmar aboutit souvent. Nous sommes, il est vrai, au début de l'épiscopat, à un moment où l'attention est beaucoup moins attirée qu'ensuite, chez le prélat, vers la rigueur de construction des traités. Il n'en reste pas moins que le texte de 852 est mal organisé et qu'il est incomplet : sur plus d'un point, il sera vite nécessaire de le compléter et dès 857 Hincmar le fera.

Les connaissances indispensables :

Cap. I ³²⁹ : un prêtre ne peut ignorer ni le symbole des Apôtres, ni, bien entendu, la liturgie dominicale ; ce sont les bases de sa prédication. Il doit connaître la préface et le canon de la messe lui-même et savoir en rendre compte ; connaître et savoir lire les prières de la messe, les Epîtres de saint Paul ³³⁰ et l'Evangile ; savoir réciter les Psaumes par cœur, accompagnés des cantiques habituels ³³¹. Le sermon de saint Athanase « de fide », bien connu, doit fournir l'objet de commentaires en termes simples ³³². Cap. VIII ³³³ : il faut lire attentivement les quarante Homélies de Grégoire le Grand ³³⁴, le sermon du pape sur les soixante-douze disciples(?) ; bien sûr il convient aussi de connaître le comput et les éléments du chant nécessaires au culte au long de l'année ³³⁵.

Cap. II, III et IV ³³⁶ : les prêtres ne peuvent ignorer ni les formes de l'examen prébaptismal (scrutinium), ni l'ordo baptismal, ni les prières

³²⁹ PL 125, 773.

³³⁰ Apostolum, dit simplement Hincmar.

³³¹ S'il emprunte lui-même beaucoup aux traditions irlandaises et anglo-saxonnes en matière d'hymnes, Hincmar a probablement aussi dans sa province la version romaine des cantiques dont il est question ici. En tout cas c'est dans cette version que les conserve un manuscrit rémois du XI^e siècle (BM 15). Voir H. Schneider, *Die altlateinischen biblischen Cantica*, Beuron 1938, p. 58.

³³² Il s'agit d'un Pseudo-Athanase dont l'auteur est Césaire d'Arles ; c'est un texte qu'Hincmar a parfois cité avant 860 et qu'il abandonne ensuite. Le fait que l'évêque demande la « traduction » en termes plus simples est susceptible de deux interprétations opposées : ou bien le « basic-latin » des hommes du diocèse est trop médiocre pour que même la simple langue de Césaire leur soit accessible, ou bien il s'agit d'une véritable traduction en langue germanique ou en dialecte romanique. On se souvient (chap. IV) que nous estimons probable que l'on parlait ou au moins que l'on comprenait un latin élémentaire dans les campagnes rémoises au milieu du IX^e siècle.

³³³ PL 125, 774-775.

³³⁴ Il s'agit des Homélies sur les Evangiles qu'Hincmar a beaucoup citées et dont il a tiré certains versets de la Bible, en particulier après 865.

³³⁵ Dans un capitulaire antérieur à 805 (MGH Capitularia I, p. 235), Charlemagne avait fixé une liste comparable d'obligations pour les prêtres. Le Pseudo-Athanase y figure, le symbole des Apôtres de même, et aussi l'ensemble de l'office dominical que le prêtre doit comprendre totalement, le canon et l'Evangile qu'il doit savoir commenter, les messes des différentes cérémonies annuelles exceptionnelles, et divers recueils liturgiques et canoniques. Le prêtre enfin devait savoir lire et écrire diplômes et lettres (cartas et epistolas) : on peut penser qu'en 852 le niveau général de la population est meilleur de ce point de vue, puisqu'Hincmar interdit à ses prêtres de servir d'écrivains publics du moins lorsqu'il s'agit d'actes légaux. Un mot qui figure souvent dans certaines notices du Polyptyque de Saint-Rémi nous intrigue depuis longtemps : epistolarius, que Du Cange propose de traduire par « porteur de lettres » ; la traduction nous semble ici impossible, s'agissant souvent de femmes et d'enfants et nous pensons qu'il peut s'agir d'une minorité de paysans sachant écrire.

³³⁶ PL 125, 773-774.

d'exorcisme et de bénédiction de l'eau et du sel ; pas plus que les prières à prononcer sur les malades, les exorcismes et les prières pour les catéchumènes, les prières pour la consécration des fonts baptismaux, pour les hommes et les femmes en toutes situations. Le prêtre doit aussi savoir les prières de réconciliation pour les pécheurs pour les cas qui lui sont ouverts, celles de l'onction des malades, les prières à dire en toutes circonstances, spécialement durant les obsèques. On est frappé par le faible niveau des connaissances requises. De quoi dire la messe dominicale et commenter l'Evangile, le sens général de la cérémonie étant clairement perçu³³⁷ ; les prières et les rites qui accompagnent l'homme de sa naissance à sa tombe, c'est là un horizon spirituel qui correspond bien au « service gratuit » que nous évoquions plus haut mais qui est intellectuellement très limité. Le « matériel » nécessaire est lui aussi fort simple, en dehors des reliques, et les livres sont rares dans ces églises : tout au plus peut-on penser à un missel. Et pourtant ces prêtres ont près d'eux des élèves, avec lesquels, parfois, ils chantent les hymnes des différentes heures du jour³³⁸.

L'ordre dans le mobilier liturgique :

Cap. III : tous ceux qui n'ont pas de vasque de pierre pour les baptêmes doivent avoir un vase réservé au baptême, d'autres récipients doivent être exclusivement consacrés à laver le corporal et les draps d'autel.

Cap. IV³³⁹ : chaque dimanche le prêtre doit préparer l'eau bénite dans un vase propre³⁴⁰ : les fidèles en seront aspergés à leur entrée. Ceux qui le désirent peuvent en emporter dans des verres propres pour bénir leurs champs, leurs maisons, leurs vignes, leur bétail, leurs étables et aussi leur nourriture et leur boisson.

Cap. VI³⁴¹ : chaque prêtre doit posséder un encensoir et de l'encens qui est utilisé tandis qu'est lu l'Evangile et à la fin de l'offertoire pour bénir l'encens offert³⁴².

³³⁷ PL 125, 773 : « ... canonem intellegat ».

³³⁸ PL 125, 775 : « aut a se aut ab scolasticis publice compleatur... ».

³³⁹ PL 125, 774.

³⁴⁰ L'adjectif *nitidus* revient sans cesse. Il correspond probablement à un certain degré de saleté habituel !

³⁴¹ PL 125, 774.

³⁴² On peut à bon droit se demander comment était assurée, fût-ce sous forme d'oblation des fidèles, la distribution de l'encens jusque dans les églises rurales. D'où venait-il ? Et en quelles quantités ? Faut-il verser ces détails au dossier toujours ouvert du « commerce oriental » ou penser que l'on avait découvert des substituts à l'encens traditionnel ? En tout cas, il est peu possible d'admettre qu'Hincmar ait fait obligation aux prêtres d'avoir un encensoir si cet objet n'était pas alors d'un usage courant. Nous hésitons sur la traduction de « *super oblationem incensum* » : l'expression est grammaticalement peu nette, mais nous ne voyons pas quel sens

Le refus du gaspillage :

Cap. VII ³⁴³ : chaque semaine, sur les oblations apportées par les fidèles, il demeure d'importants restes après la consécration ; c'est en particulier le cas pour le pain. Le prêtre doit faire rassembler les morceaux de ce pain dans un vase propre, le bénir et le faire distribuer à ceux qui n'ont pas communie ³⁴⁴. Pour donner valeur et signification à ces morceaux distribués et éviter leur gaspillage, le prêtre devra réciter sur eux une prière solennelle.

Vie liturgique et vie quotidienne du prêtre :

Cap. IX ³⁴⁵ : chaque jour, il doit dire sa messe et chanter prime, tierce, sixte et none, seul ou avec ses élèves. Le reste de la journée doit être employé à visiter les malades ³⁴⁶, aux soins à accorder aux hôtes, aux voyageurs, à préparer les obsèques des défunts. Tout ceci jusqu'à l'heure, variable selon les saisons, où le prêtre doit se retirer dans sa chambre.

Cap. X ³⁴⁷ : il faut prendre particulièrement soin des pauvres, des faibles, des orphelins et des pèlerins ; selon ses possibilités, le prêtre doit tendre à les inviter chaque jour à sa table et, en tout cas, leur assurer un gîte.

Cap. XII ³⁴⁸ : il convient de n'enterrer personne à l'intérieur de l'église sans autorisations nécessaires ³⁴⁹.

lui donner en dehors de celui que nous avons retenu. En ce qui concerne l'offrande dominicale d'encens par les paroissiens, nous avons été témoin, récemment, à Lalibela en Ethiopie, d'offrandes de cette nature et à cette occasion ; elles viennent, aujourd'hui, d'une population certainement encore plus pauvre que ne l'était celle des villages rémois au IX^e siècle.

³⁴³ PL 125, 774.

³⁴⁴ On peut voir là un geste symbolique. Nous pensons qu'il s'agit bien plus, dans une société de pénurie, d'éviter la perte de nourriture. La prière de bénédiction de ce pain insiste plus, il est vrai, sur le côté spirituel que sur le côté matériel de la chose.

³⁴⁵ PL 125, 775.

³⁴⁶ Voir H. Netzer : *L'extrême-onction, Revue du clergé français*, LXVIII, p. 185.

³⁴⁷ PL 125, 775.

³⁴⁸ Ibidem.

³⁴⁹ Arnold : *Das Diözesenrecht nach den Schriften Hinkmars von Reims*, Vienne 1935, p. 12, fait remarquer que les prescriptions d'Hincmar reprennent celles d'Aix 836 et de Meaux-Paris 845. Cet historien, qui s'en tient au côté formel du texte, a trop insisté sur ces emprunts à des sources précédentes : il a ainsi perdu de vue les aspects importants des statuts de 852.

Hincmar précise dès ce moment que le prêtre peut enterrer in ecclesia certaines personnes désignées : « huius modi... personis quas singillatim et priuatim in synodo designauimus » : c'est donc une décision prise au cours d'une assemblée et non point par le seul évêque. En 877, Hincmar montre à quel point le désir d'être inhumé dans l'église est vif : il évoque le cas d'un de ses diocésains qui, sa femme étant morte, a demandé qu'elle soit inhumée dans l'église Saint-Rémi de Reims (PL 125, 1177).

Contre les fautes les plus répandues :

Vénalité, simonie, ivrognerie, goinfrerie³⁵⁰ sont, à en croire ce texte, les défauts quotidiens du clergé rémois³⁵¹. Les prêtres engagent auprès des taverniers, des marchands ou de simples particuliers, leurs calices, patènes, draps d'autel ou livres sacrés : il convient qu'ils connaissent l'ampleur de leur culpabilité dans de tels cas³⁵². La simonie peut se glisser dans les actes quotidiens. Par exemple lorsqu'un prêtre exige un cadeau pour célébrer les obsèques d'un défunt³⁵³ ; ou, ce qui est encore plus grave, lorsqu'il accepte d'un pécheur notoire une somme d'argent pour acheter son silence³⁵⁴. Mais l'accent est mis essentiellement sur les péchés de table et le manque de dignité sacerdotale à quoi ils conduisent. Des prêtres participent parfois à des banquets marquant le septième, le trente-troisième jour après la mort d'un personnage ou l'anniversaire de celle-ci. A cette occasion, en général, on s'enivre sans mesure, on s'abandonne au rire et à la plaisanterie indécente, on chante ou bien on rapporte des histoires fabuleuses ; des jeux honteux³⁵⁵, auxquels participent des ours et des jongleurs, se déroulent ; on montre des masques qui représentent des démons³⁵⁶. Tout cela est bien entendu diabolique et interdit aux prêtres. Plus simplement aussi, parfois, des moqueries peuvent conduire le prêtre à se laisser aller à la violence d'une rixe : dans des réunions, avec des laïcs, où l'on boit et mange beaucoup, le diable guette l'occasion de semer la discorde³⁵⁷.

Hincmar s'en prend, dans un passage très souvent commenté³⁵⁸, aux groupes qui portent le nom de guildes ou confréries. Ces associations,

³⁵⁰ Arnold (p. 22) montre bien que les interdits relatifs aux repas de fêtes remontent fort loin dans l'histoire du christianisme et que la législation carolingienne leur a fait place bien avant Hincmar.

³⁵¹ Il en est malheureusement de même pour la société laïque et les lectures faites sur le IX^e siècle carolingien nous interdisent d'estimer qu'Hincmar a porté le tableau trop au noir.

³⁵² Cap. XI, PL 125, 775.

³⁵³ Cap. XII.

³⁵⁴ Cap. XIII, col. 776.

³⁵⁵ Sur ce point, la rédaction de l'évêque reprend celle du concile de Reims de 813 (MGH EAK I, 225), c. XVII : « Ut episcopi et abbates ante se ioca turpia facere non permittent », la règle générale, les canons de 813 ont eu une forte influence sur les textes de 852. De même ceux de Paris 829, les Statuta ecclesiae antiqua et peut-être l'Hibernensis ont influencé la rédaction de certains passages. Peut-être même fait-il penser que les canons de Martin de Braga, souvent si proches des préoccupations du prélat, ne sont pas non plus totalement étrangers à la formation de sa doctrine.

³⁵⁶ PL 125, 776 : « nec laruas daemonum quas uulgo talamascas dicunt ».

³⁵⁷ PL 125, 776.

³⁵⁸ E. Coornaert, *Les Ghildes médiévales (Ve-XIV^e siècles), définition, évolution, premier article* : *Revue historique* 1948, p. 22-55 et 208-243 par exemple ; voir p. 34-35. Et aussi J. Deschamps, *Les confréries au Moyen Age*, Bordeaux 1958, p. 11 sq.

souvent fondées sur un serment mutuel que condamnent constamment les textes d'époque carolingienne³⁵⁹, ont gardé une vitalité considérable dans tout le monde septentrional³⁶⁰. J. Deschamps y voit une sorte de parenté artificielle³⁶¹ et à ce titre le durable succès de ces groupes nous paraît tout à fait normal aux IX^e siècle. Mais, après M. Cahen, E. Coornaert et J. Deschamps ont insisté sur un point qui est particulièrement sensible à l'attention d'Hincmar : ces associations comportent toute une liturgie sociale dont le fondement est l'ivresse partagée³⁶². Passé le sens magique ancestral de la communion par la boisson, l'habitude sociale est restée. Il est temps de nous souvenir que l'archevêque de Reims, à l'image de tant d'autres personnages de l'époque carolingienne, combat l'ivrognerie avec une énergie exceptionnelle³⁶³. Il convient donc, pour Hincmar comme pour les souverains carolingiens, de briser l'association intime, dans les *geldoniae*, d'opérations et de fins parfois recommandables — l'aide mutuelle — et de pratiques souvent condamnables : le repas commun, l'ivrognerie, dont l'habitude est scellée par serment³⁶⁴. Utile en soi, l'association peut devenir une simple réunion de violents qui oppriment les faibles ; elle peut donner lieu, à l'occasion des rencontres de ses membres, à de dangereux excès sociaux qu'il convient d'enrayer : ici s'enracine, dans un bien lointain passé la peur de la « coalition » qui a traversé les siècles jusqu'au triomphe de l'atomisation sociale que constitue la loi Le Chapelier. Hincmar condamne le serment, qui conduit au parjure, les *conuiuia*, occasion d'ivrognerie et d'excès, mais s'efforce de sauvegarder l'esprit d'aide mutuelle. Seules peuvent être licites les associations qui ont pour but, dans le respect total de la religion, de grouper les offrandes, d'échanger des secours,

³⁵⁹ Excellente analyse : J. Deschamps, p. 11 et 21 sq.

³⁶⁰ Coornaert, p. 36 sq., examine en détail les cas anglo-saxons.

³⁶¹ Op. cit., p. 25 : « Si un serment solennel peut créer la parenté artificielle, cela expliquerait peut-être la persistance avec laquelle sont poursuivies les associations per sacramentum... ». L'auteur n'a pas exploité sa propre idée : au moment où, nous l'avons vu, la vieille famille large germanique est en cours de destruction par suite des réformes chrétiennes en matière de mariage, des associations artificielles peuvent représenter de très utiles formes d'aide mutuelle devant les nombreux dangers qui menacent ces sociétés.

³⁶² L'idée avait été esquissée par M. Cahen dans un article célèbre sur la libation dans le monde scandinave, auquel E. Coornaert et J. Deschamps font référence. A en croire certains textes carolingiens, l'ivrognerie commune a pu devenir une fin en soi de ces associations : Coornaert, p. 31, cite un texte de Charlemagne contre ce danger : « De coniuratione bibendi, omnino prohibendum est omnibus ebrietatis malum... prohibemus » (MGH, Leges II - 1, p. 64).

³⁶³ Voir chapitres VI et VIII.

³⁶⁴ Un texte de Charlemagne, cité par E. Coornaert, p. 33, pose bien le problème : « De sacramentis per gildonia inuicem coniurantibus ut nemo facere praesumat... Alio uero modo de illorum elemosinis aut de incendio aut de naufragio, quamuis conuenientias faciant, nemo in hoc iurare praesumat ».

d'assurer l'entretien du luminaire, les obsèques des morts, l'aumône ³⁶⁵. Dans de tels cas, l'un des membres, par exemple, apportera la chandelle offerte par tous au moment de l'oblation. L'éclipse des guildes anciennes annonce l'essor des confréries charitables ³⁶⁶. Même dans ces confréries, il faut éviter soigneusement les repas excessifs et la boisson qui conduisent souvent à l'homicide et à la haine : si un prêtre ou un clerc quelconque se laissait aller à ces fautes en de telles circonstances, qu'il soit privé de son grade ; s'il s'agit de laïcs, qu'ils soient excommuniés jusqu'à réparation. Si cependant il est nécessaire que les confréries se rassemblent et que des prêtres participent à leur réunion, que ce soit dans un climat de modestie et de tempérance ³⁶⁷ : le prêtre distribuera des eulogies à chacun et l'on boira très modérément, après quoi chacun rentrera chez soi ³⁶⁸.

Des modèles de conduite :

Cap. XIV : lorsque des prêtres se rassemblent pour un repas quelconque, que chacun prenne place à la table selon son rang, le doyen en tête. La nourriture bénie, chacun étant assis, qu'une lecture sainte soit faite. Après le repas, le chant d'une hymne précède la séparation. On est loin des joyeuses beuveries du paganisme germanique et le succès d'Hincmar doit être, sur ce point, assez mince.

Cap. XV ³⁶⁹ : à l'occasion des réunions mensuelles, les prêtres ne doivent prendre ensemble qu'un repas léger, en évitant en particulier

³⁶⁵ PL 125, 777 : « ... in omni obsequio religionis... ; in oblatione, in luminaribus, in oblationis mutuis, in exequiis defunctorum, in eleemosynis et caeteris pietatis officiis ».

³⁶⁶ Il est malheureusement très difficile, pour l'époque carolingienne, de savoir quel a été le succès de cet effort général pour déraciner les vieilles guildes et leur substituer des associations charitables. Ce serait cependant un point très important à éclairer pour faire avancer notre connaissance de la société carolingienne. On aimerait savoir comment les laïcs ont réagi, et aussi les clercs pauvres. A en juger par les formes que prend une telle entraide de nos jours, dans des pays très pauvres, il y a gros à parier que les plus pauvres des hommes du IX^e siècle ont cherché protection et consolation mutuelle dans de telles confréries. Nous avons trouvé la trace d'une association charitable de Tours (MS Paris BN Latin 9430, fol. 116 r.) qui, à la fin du IX^e siècle et au début du X^e, regroupait des laïcs et des clercs : nous nous réservons de l'étudier.

Sur les confréries : G. Le Bras, *Les confréries chrétiennes, problèmes et propositions*, *Revue historique de droit français et étranger*, 1940-1941, p. 310-363, et J. Duhr, *La confrérie dans la vie de l'Eglise*, *Revue d'histoire ecclésiastique*, 1939, p. 437-478.

³⁶⁷ Un court passage du manuscrit Munich Clm 3851 (fol. 63 v.) — qui manque dans les autres Codices et qui a, par conséquent, peut-être été ajouté — insiste sur ce point.

³⁶⁸ Cap. XVI, PL 125, 777-778. On voit bien que c'est le repas accompagné d'ivrognerie qui est pourchassé sévèrement. De ces repas dangereux, où le diable est présent, où l'on boit et qui dégénèrent en bagarres, Hincmar dit : « Sicut in-religiosis faciunt », PL 125, 776.

³⁶⁹ PL 125, 777.

les « pastellos »³⁷⁰ qui sont déshonnêtes et coûteux : Lorsqu'ils vont chez un confrère, qu'ils rompent ensemble le pain et ne dépassent pas trois gobelets de boisson.

Cap. XVII³⁷¹ : lorsqu'un prêtre meurt, le voisin ne doit sous aucun prétexte tenter d'obtenir l'église vacante en écrivant au seigneur de qui elle dépend ou en offrant un cadeau à celui-ci. S'il passe outre, il s'expose à perdre et ce qu'il avait, et ce qu'il avait injustement espéré.

On le voit, l'archevêque redoute plus directement encore la vénalité, l'ivrognerie et l'appétit de ses clercs que leur éventuel concubinage. Il a fort à faire. Cette société pauvre n'est pas faite pour accueillir les très nobles sentiments qu'il s'efforce de lui inculquer. Lorsqu'il écrit, ayant fustigé l'exigence des dons à l'occasion des obsèques : « si cependant des dévôts apportent au prêtre des cadeaux, soit à l'autel, soit à l'église, soit chez lui, sans qu'il ait rien demandé (gratis) nous n'interdisons pas de les recevoir avec bénignité »³⁷², il se condamne à être mal compris et il condamne ses prêtres à l'hypocrisie. Une société de pénurie ignore la gratuité dans la quasi-totalité des cas ; elle condamne ses membres à tirer le meilleur parti possible de leur fonction, surtout si celle-ci est rétribuée au juste niveau de la survie. Hincmar de Reims a bien senti qu'il fallait libérer ses clercs de la quête du pain quotidien pour qu'ils soient capables de se consacrer à leur ministère ; il s'est fait de grandes illusions, probablement, sur leur possibilité de renoncer à l'élémentaire tentation du « cadeau ». La pression morale et disciplinaire qu'il a maintenue, comme ses confrères de l'épiscopat d'ailleurs, a masqué ce mal durant le IX^e siècle ; l'effondrement relatif du haut clergé à l'époque suivante va le révéler dans son ampleur. Dans une société qui a faim et où la hantise du pain qui va manquer est présente, le « bon repas » est un défi lancé au destin. Même s'il constitue un manque de modération qu'un Grec antique déplorerait ou un manque de confiance en Dieu qu'Hincmar condamne, c'est évidemment un ressort primaire encore puissant, même chez les clercs, dans cette société très mal christianisée selon nous. Et que cette tentation du repas copieux renaisse dès que vit un groupe est encore plus normal : il s'agit d'un réflexe venu du fond des âges et que les sociétés modernes n'ont pas extirpé. L'ivrognerie enfin, J. Deschamps l'a bien montré, fait partie d'un héritage païen germanique devenu tout à fait inconscient, lorsque la dissolution du ritualisme païen sous la corrosion chrétienne n'a plus laissé en place que des habitudes sociales. Qu'Hincmar ait raison de

³⁷⁰ Ce mot est difficile à comprendre : s'agit-il de festins (Blaise, *Dictionnaire des auteurs chrétiens*, p. 599) ou des pâtisseries comme l'emploi de mots comparables en latin classique conduit à traduire ?

³⁷¹ PL 125, 778.

³⁷² PL 125, 775 : « Si quid autem altari uel ecclesiae aut sibi gratis oblatum fuerit a deuotis quibuslibet, cum benignitate recipere non interdicimus ».

lier, comme il le fait constamment, ivrognerie et violence, cet autre fléau du IX^e siècle, ne change rien au fond du problème : les boissons disponibles, le jeu social, facilitent le dépassement des limites du contrôle individuel et les interdits n'y font probablement pas grand' chose. C'est au total un véritable traité de morale sociale quotidienne qu'en 852 l'évêque a dicté à ses prêtres. Et qui visait juste. Mais on peut demeurer un peu sceptique sur ses effets.

Quelques années passent ; l'évêque mesure les insuffisances du texte de circonstance qui est né des débats de 852. En juin 857 un nouveau fragment est mis au point : il est explicitement donné pour complémentaire des Statuts de 852³⁷³. Trois points insuffisamment développés alors et dont un se retrouve dans le de ecclesiis font l'objet des instructions épiscopales.

Que chaque prêtre accorde la plus grande attention aux cas d'homicide, d'adultère, de parjure ou de tout autre crime public³⁷⁴ commis dans sa paroisse. Dès qu'un coupable est connu, qu'on le presse de se présenter au doyen pour faire pénitence. Sous quinze jours au plus, si l'évêque est dans son diocèse, le pécheur public doit lui être présenté pour que soit accompli le cérémonial pénitentiel avec imposition des mains. Si l'évêque n'est pas dans son diocèse, communication écrite et datée doit lui être faite pour chaque cas, disant quand a eu lieu le péché. quand le pécheur s'est présenté devant le doyen, quand il doit se présenter à l'évêque. Aux calendes de chaque mois, lorsque les prêtres se réunissent sous la présidence du doyen, ils doivent réexaminer la liste des pécheurs publics et rappeler à Reims lesquels sont en cours de pénitence et lesquels doivent être réconciliés. Quiconque ne viendrait pas volontairement à l'audience du doyen quinze jours après avoir commis un péché public doit être séparé de l'Eglise jusqu'à réparation. Si l'évêque de Reims connaît d'un cas de ce genre par un autre que par le prêtre responsable, celui-ci sera suspendu de son ministère, écarté de la communion et réduit au pain et à l'eau autant de jours qu'il s'en sera écoulé jusqu'à réparation totale du péché qu'il aura négligé de signaler. Si, pendant ce délai, le pécheur public non signalé par le prêtre meurt, le prêtre sera dégradé. Que personne n'ose refuser l'ultime viatique à un pénitent qui le demande pieusement sous la seule condition d'avoir à effectuer la pénitence réglementaire s'il guérit et d'attendre dans l'ordo des pénitents la réconciliation normale³⁷⁵. C'est d'un véritable règlement d'ensemble sur l'inquisition, sur les pécheurs publics, sur la pénitence et la responsabilité des divers rouages administratifs du diocèse qu'il s'agit ici. Moins théoricien que cinq ans plus tôt, beaucoup plus précis

³⁷³ PL 125, 793-794.

³⁷⁴ Rappelons qu'en 857-859 Hincmar n'a cessé d'insister sur l'aggravation du dérèglement social dû aux circonstances.

³⁷⁵ Cap. I, PL 125, 793-794.

et pratique, beaucoup moins plein d'illusions, l'évêque a préparé un texte réglementaire qui resserre considérablement les mailles du réseau de surveillance tissé au-dessus des hommes du diocèse, prêtres ou laïcs. Une fois encore se vérifie, chez Hincmar, l'idée que la fonction crée des responsabilités de type particulier.

Les sépultures des morts constituent un deuxième sujet de préoccupation³⁷⁶. Un scandale semble assez fréquent pour que l'évêque demande à ses prêtres de veiller spécialement à l'empêcher : les tombeaux des chrétiens sont vidés des corps qu'ils contiennent, les cuves funéraires détruites et les sépulcres eux-mêmes parfois utilisés comme cheminées³⁷⁷. Pour le reste, il est rappelé aux prêtres qu'ils ne doivent rien exiger pour accorder un lieu de sépulture³⁷⁸ ; il ne leur est cependant pas interdit d'accepter un don effectué gratuitement après les obsèques. Le lieu de sépulture ne doit donner lieu à aucune discussion : il appartient au prêtre seul d'en décider et il se doit d'assurer à tous ses paroissiens une sépulture décente. C'est visiblement la préparation du de ecclesiis qui a conduit l'évêque à porter ces précisions à la connaissance de son clergé.

Il en est de même pour le troisième point envisagé. Des prêtres ouvrent des chapelles, déplacent des autels, restaurent sans autorisation de vieilles églises autres que celle dans laquelle ils sont légalement installés : qu'aucun prêtre n'ait la présomption désormais de dire la messe sur un autel non encore consacré par l'évêque. Cependant, s'il y a urgence, le prêtre peut apporter à Reims, aux fins de consécration, une table d'autel de marbre ou de pierre noire³⁷⁹ ou de toute autre pierre

³⁷⁶ Cap. II, PL 125, 794.

³⁷⁷ « ...ut nullius christiani corpus de sepulcro suo eiciatur et nec sepulcra confringantur uel caminatae sicut solent inde fiant ». Sur le plan archéologique l'information est importante. Il paraît impossible qu'il n'y ait pas inhumation dans des cuves de pierre, de plâtre épais ou de tout autre matériau résistant, si l'on admet que ces sépulcres sont utilisés soit comme cheminées, soit — c'est une autre interprétation possible — comme fours.

³⁷⁸ La précision est nouvelle. La terre de « l'atrium » est, une fois remise par son propriétaire, définitivement consacrée aux morts : jamais un propriétaire ne peut la reprendre. On voit clairement pourquoi l'installation d'une église locale est définitive aux yeux d'Hincmar.

³⁷⁹ Cette mention a généralement échappé aux historiens de l'art et aux historiens spécialisés dans l'économie de ces siècles, alors que l'exportation des « pierres noires » vers l'Angleterre a alimenté les discussions. La lettre de Charlemagne à Offa (MGH EAK II, p. 145) parle en effet de l'exportation de « petras nigras ». Du Cange voulait y voir de l'ardoise. Son interprétation semble un peu improbable, sauf si l'on pense à ces schistes très durs comme certaines carrières ardennaises peuvent en fournir. Il existe des carrières, dans la province rémoise, qui fournissent des pierres très dures et très foncées, veinées de blanc : Saint-Gilles, près de Fismes, et la carrière de schistes de Rimogne dans la région de Givet (nous devons ces informations à M. le chanoine Dricot) ; ces pierres servent encore de nos jours pour les bordures de trottoirs à Reims. Une lettre de la Subdivision des Mines de

d'excellente qualité³⁸⁰. Il pourra ensuite déplacer cette pierre consacrée chaque fois que nécessaire³⁸¹.

Cette fois, on le voit, c'est moins à l'attitude des prêtres eux-mêmes que l'évêque consacre ses efforts qu'à leur rôle de régulateurs sociaux au moment où tant de désordres désolent le royaume.

A nouveau, en juillet 874, un texte est préparé pour les prêtres du diocèse³⁸². Le « nomadisme » des clercs, leur vénalité, leur persistance à vivre avec des femmes sont une fois de plus en cause.

Des prêtres attachés à une paroisse quittent celle-ci tandis que des moines ayant reçu la prêtrise franchissent la clôture pour s'installer plus ou moins durablement dans les paroisses rurales : les uns et les autres ne recherchent que leur intérêt³⁸³ et mettent en péril les membres des ecclesiae en cause³⁸⁴. Certes le scandale n'est pas général : on a signalé des cas de ce genre autour de l'abbaye de Montfaucon³⁸⁵, mais Hincmar saisit l'occasion de rappeler le droit sur ce point et de mettre en œuvre la rigueur des canons contre les récalcitrants. Aucune confusion ne doit exister dans l'esprit de ses presbyteri : il est arrivé que des prêtres viennent d'autres diocèses dans le sien, que d'autres, libres d'attache à une église, soient installés dans une église vacante ou que, même, des transferts aient été autorisés : dans tous ces cas, l'évêque avait donné son agrément et tout s'est passé alors selon les règles canoniques. Que l'on ne se fie donc pas aux apparences, cela ne justifie aucun « nomadisme » clandestin. Toute transgression du droit en ce domaine conduit à l'excommunication du coupable : un prêtre doit servir — et là exclusivement — à l'endroit où il a été installé³⁸⁶ ; s'il passe outre, il sera déposé³⁸⁷.

Charleville-Mézières (17 septembre 1971) confirme que des schistes noirs et durs étaient extraits à Fumay et à Rimogne et signale d'anciennes exploitations à Monthermé, Deville et Renwez. Plusieurs de ces carrières, anciennes ou plus récentes, se trouvent dans des zones où Reims possédait des propriétés.

³⁸⁰ « lithio honestissimus » : c'est visiblement *la dureté* de la pierre qui est en cause.

³⁸¹ Cap. III, PL 125, 794.

³⁸² PL 125, 795-800. Il a été lu à une assemblée générale des prêtres du diocèse : PL 125, 797 : « Unde iterum illud in conuentu uestro uolo recitari ». PL 125, 800 : « Si enim hominis sensum haberitis qui hoc facitis (non enim de omnibus dico)... ».

³⁸³ Cap. I, col. 795-796.

³⁸⁴ Les prêtres, dit Hincmar recherchent une prébende dans un monastère, les moines le revenu des dîmes. Serait-il à sens unique le mouvement aurait peut-être une signification économique ; dans les deux sens il ne semble pas qu'il en soit ainsi.

³⁸⁵ Montfaucon en Argonne, arrondissement de Montmédy.

³⁸⁶ Le mot latin *titulatus* est difficilement traduisible. Il est beaucoup plus fort que l'équivalent que nous lui donnons ici. Hincmar rappelle ici la législation traditionnelle, canonique ou d'origine patristique, qui s'oppose aux transferts.

³⁸⁷ PL 125, 796.

La vénalité, mal plus tenace encore et qui est la racine du précédent, occupe plus longuement Hincmar³⁸⁸. L'évêque a souvent répété ce qu'il en doit être des matriculaires ; en vain. Il est interdit de remplacer la part (de dîme) consacrée à la matricule par des dons, des travaux dans les champs, au service privé du prêtre ; il l'est aussi de vendre aux matriculaires la part de la dîme qui leur revient : cette part est aumône et qui vend l'aumône est semblable à Judas et digne d'être rejeté comme celui-ci. Tout prêtre, donc, qui procèdera ainsi sera déposé et privé de toute ressource, et ne pourra même plus prétendre à un fragment de la part de dîme qui revient aux matriculaires³⁸⁹. La punition est redoutable : c'est condamner le prêtre à la mort par faim ou à la mendicité gyrovague. Plus réaliste encore qu'en 857, Hincmar sait frapper comme il convient l'une des fautes graves que nous l'avons vu dénoncer constamment chez un clerc : le détournement au détriment des pauvres d'une part des revenus qui leur revient légitimement.

Des prêtres du diocèse ont pris l'habitude de négliger leurs églises et d'acheter des alleux où ils découpent des manses sur lesquelles vivent des femmes, de ne jamais laisser à leur église les manses acquis sur les biens ecclésiastiques, mais de les confier à des parents ou à des amis. Il faut que ces prêtres sachent bien que leur évêque mettra tout son soin à juger selon la sévérité canonique quiconque se permet de telles irrégularités³⁹⁰. *« En effet, ni l'évêque ni le prêtre, s'ils veulent vivre selon leur ordre, ne peuvent disposer plus sûrement d'un alleu que celui qui appartient à leur église »*³⁹¹. La formulation d'Hincmar est, dans la forme, un peu ambiguë. Dans le fond, elle est claire : l'archevêque Hincmar souhaite que le prêtre, en tant que personne, vive exclusivement des revenus que lui apporte son église, au nom de la collectivité chrétienne qui la dote et à laquelle elle assure le service spirituel. Hincmar n'a pas oublié l'idéal bénédictin : le prêtre ne doit rien posséder personnellement et il doit, dans les faits, pratiquer à la fois une forme « d'usage pauvre » et vivre ainsi pleinement l'Evangile qui réclame l'abandon à Dieu en toute confiance. Jamais la pensée du prélat n'a été plus nette, sur ce point, qu'à l'occasion de l'assemblée de juillet 874. Si le prêtre est, à cause de ses défauts, déposé, il doit être mis hors d'état de conserver un alleu acquis à l'aide des revenus de son église postérieurement à son ordination. Quant aux doyens et

³⁸⁸ Cap. II, col. 796 ; IV, col. 799 ; V, col. 800.

³⁸⁹ « Et sciatis quia quicumque presbyter ex hoc Iudae latrocinio fuerit reuictus, non solum a presbyterali ordine deicitur sed nec etiam partem de illa decima quam matricularii accipiunt, accipere promerebitur... ».

³⁹⁰ PL 125, 799 : « Unde sciatis quoniam a quocumque hoc fieri comperero, secundum canonicam seueritatem iudicare curabo ».

³⁹¹ PL 125, 799 : « Nullum enim alodem episcopus uel presbyter melius uel firminus potest habere quam qui est ecclesiae attributus, si secundum suum ordinem uiuere uoluerit ».

archidiaques qui ont devoir de visiter chaque année les paroisses et à qui l'évêque, il le rappelle, a interdit de rien exiger des prêtres visités³⁹², ils devront se préoccuper de savoir si de tels détournements ont eu lieu et faire rapport sur l'hospitalité même que leur accordent les prêtres visités³⁹³.

Là encore, les mailles de la surveillance se resserrent singulièrement en même temps que les abus sont mieux connus et cernés. Hincmar a souvent déjà interdit d'essayer d'obtenir une église vacante par des cadeaux — ce qui est simoniaque, rappelle-t-il —. Pourquoi certains de ses prêtres manquent-ils à ce point de bon sens qu'ils préfèrent courir le risque de perdre ce qu'ils ont pour une proie impossible à obtenir et, ce qui est plus grave, de conduire à la damnation ceux qu'ils conduisent dans cette voie ? Dans le diocèse, on le sait bien, nul fidèle ne souhaite voir son église vacante, mais nul non plus ne veut recevoir un prêtre qui n'ait l'agrément épiscopal. Si un laïc estime avoir près de lui, un pasteur étant mort, un clerc digne de le remplacer, le laïc amène le clerc à l'évêque qui l'examine et prend sa décision ensuite ; si aucun clerc n'est présenté qui mérite l'ordination, l'évêque pourvoit lui-même l'église. Il est évident pour tous que les fidèles préféreraient de loin un bon prêtre aux deniers qu'on leur offre pour avoir la place, si des prêtres ne les tentaient en vain³⁹⁴.

Restent les cas de concubinage³⁹⁵. Hincmar tient à rappeler les textes de 852 que certains négligent et les règles juridiques qui frappent les péchés de la chair chez les prêtres. La déposition, une fois encore, menace les fautes, même les plus minces. Nous savons déjà, pour avoir analysé la correspondance hincmarienne sur ce plan, que les menaces ne sont pas demeurées vaines. Une consultation sur un prêtre coupable, Teutfrid, que nous ne pouvons identifier plus précisément³⁹⁶, complète notre dossier, probablement à la fin de la vie du prélat. Teutfrid, qui aurait détourné une tunique donnée par une reine, un bouclier (?) doré orné de pierres, un coffret d'ivoire, un livre d'or et d'autres objets, doit être jugé selon une procédure³⁹⁷ qu'Hincmar a souvent exposée

³⁹² Hincmar ne dissimule pas, au passage, qu'il voit aussi dans cette interdiction un moyen d'éviter la complicité des visiteurs dans le détournement des biens ecclésiastiques par les visités.

³⁹³ Laquelle est, bien évidemment, un « signe de richesse » important.

³⁹⁴ PL 125, 800 : « ... fideles... plus quaerent bonos clericos quam uestros denarios ».

³⁹⁵ PL 125, 797-798 ; cap. III.

³⁹⁶ PL 125, 1111-1116. Le contexte permet de penser qu'il s'agit d'une consultation adressée, sur sa demande, à un évêque d'une autre province, ou que l'accusation portée contre Teutfrid porte sur des faits qui se sont produits en dehors de la province de Reims.

³⁹⁷ PL 125, 1111, avec nombre de citations juridiques qui se retrouvent dans d'autres textes de la fin de la vie d'Hincmar.

et sur laquelle nous aurons encore à revenir à l'occasion de ses dernières années ; le prêtre coupable risque évidemment la déposition. Teutfrid, de plus, a probablement tenté d'échapper au jugement ecclésiastique en demandant l'aide du palais : de ce fait, c'est l'excommunication qui doit le frapper. Enfin le bruit court que Teutfrid a avoué avoir conduit ses paroissiens au parjure. Ce crime est le plus grave ; Teutfrid est responsable du crime de tous ceux qu'il a conduits au parjure, quels que soient les motifs qu'il essaie d'invoquer.

C) *Les laïcs du diocèse :*

Les laïcs n'ont pas été moins surveillés, critiqués, avertis, condamnés.

Il y a, d'abord, ceux dont l'attitude est si publiquement scandaleuse que le métropolitain de Reims doit canoniquement procéder contre eux. Niuinus, venu d'une autre province enlever une moniale³⁹⁸ dans celle de Reims, est excommunié dans toute la province rémoise ; son frère Bertricus, qui ne vaut pas mieux, a été expulsé³⁹⁹. L'affaire a fait scandale en 870 et nous en avons trouvé trace au cours de la lutte entre l'évêque de Laon et son métropolitain⁴⁰⁰. Puis viennent des hommes à qui Hincmar souhaite adresser une mise en garde pour leur éviter de grandes fautes. Tel est le cas de Liutard, pourtant cher au cœur de l'évêque⁴⁰¹. Welf a reçu un homme élevé à Reims et qui s'est conduit de manière indigne : Hincmar veut l'informer des fautes de son visiteur pour lui éviter d'en être complice⁴⁰². De manière moins discernable, Hincmar envoie une lettre au comte de Tardenois, Bertrand, à propos d'un fidèle de l'archevêque : Heriman, cité devant la cour comtale sur ordre du roi⁴⁰³. Il est demandé au comte Hardouin⁴⁰⁴ de s'entendre avec son frère Hadebold pour réprimer les pillages et les crimes des hommes de Wipert et d'intervenir auprès de Girolf⁴⁰⁵, fidèle du roi, qui donne asile à ces malfaiteurs.

³⁹⁸ La culpabilité de la moniale est évidente : avec la complicité d'un portier de la ville, elle se rendait la nuit, pour y rencontrer Niuinus, dans une petite cabane au milieu des jardins qui sont au pied des murs. Convaincue et châtiée comme il convenait dans son monastère, elle a été enlevée par son amant. Celui-ci a envoyé deux de ses hommes qui, à l'aide d'échelles louées, l'ont fait sortir de la clôture. Niuinus et elle ont vécu plusieurs jours au vu et au su de tous dans la maison située sur les terres remises à Niuinus par Hincmar comme bénéfice. Se sachant recherché, Niuinus a fait franchir avec lui les limites de la province à la moniale. Les détails : PL 126, 443.

³⁹⁹ PL 126, 279 et 280.

⁴⁰⁰ Rappelons pour mémoire qu'un autre litige mettant en cause, outre les deux évêques, deux laïcs, Berticus et Amalbertus, a été signalé également en son temps (voir PL 126, 449-450).

⁴⁰¹ Schrörs 547 : loin de mériter l'amitié qu'on lui porte, Liutard vit sans règles et maltraite les clercs. Qu'il prenne garde.

⁴⁰² Schrörs 535.

⁴⁰³ Schrörs 545.

⁴⁰⁴ Schrörs 552 et 553.

⁴⁰⁵ Est-ce le Girulfus qui détient un bénéfice de Saint-Rémi ? (Guérard, p. 93).

L'avertissement va parfois plus loin et s'accompagne de menaces. Ermensinde a fait arrêter et réduire en esclavage un diacre qui avait été, il y a longtemps, légalement affranchi puis ordonné par Hincmar : même s'il avait encore été serf, Ermensinde a perdu tout droit d'agir comme elle l'a fait pour avoir attendu trop longtemps après l'ordination ⁴⁰⁶. Missus royal (en 854), Hincmar cite devant lui un homme du comte Coirann — la lettre est adressée à ce dernier — accusé de grands crimes par son seigneur ⁴⁰⁷. Anselme a accusé un prêtre auprès d'Hincmar et négligé de venir soutenir l'accusation ; le prêtre s'est justifié canoniquement ; Anselme doit cesser de le persécuter ⁴⁰⁸.

Hincmar va plus loin encore s'il le faut. Engilgaire a imposé un serment inutile à Ratramne ; il porte la responsabilité du parjure éventuel ; s'il a été aussi imprudent qu'il y paraît, l'évêque le place en interdit jusqu'à ce qu'il ait, s'il y a lieu, reçu une pénitence puis la réconciliation ⁴⁰⁹. Liutard, encore lui ⁴¹⁰, est menacé pour avoir chassé un prêtre de son église et en avoir installé un autre : ce dernier, étranger, est excommunié dans tout le diocèse. Le comte Théodulf a confisqué, à la mort d'un prêtre, ce que ce dernier avait demandé de distribuer en aumônes et ce qu'il avait légué à son église : le comte a sept jours pour se rendre auprès de l'évêque, sinon la procédure sera engagée à la fois sur le plan laïc par un appel au roi et sur le plan ecclésiastique ⁴¹¹ ; des sanctions conservatoires seront en même temps prises contre le comte coupable, car il n'en est pas à sa première faute ⁴¹². Le même comte, en effet, semble prêt à céder à la simonie ⁴¹³ : qu'il se soumette aux règles, sinon lui-même et son prêtre non agréé par Hincmar demeureront interdits ⁴¹⁴. La lettre d'Hincmar n'était pas partie que la nouvelle lui arrivait que le comte en question avait chassé les matriculaires du prêtre décédé et avait installé un certain Bernarius à leur place : en échange il avait reçu un âne. Hincmar ne peut laisser passer l'occasion de dicter un bel apologue : « S'il en est bien ainsi, non seulement tu as agi de manière très coupable, toi qui, homme laïque,

⁴⁰⁶ Schrörs 524.

⁴⁰⁷ Schrörs 555.

⁴⁰⁸ Schrörs 510.

⁴⁰⁹ PL 126, 256. Engilgaire est un « uir illuster ». Ainsi le prélat combat-il le serment inutile, même entre les laïcs.

⁴¹⁰ Schrörs 521.

⁴¹¹ Encore une confirmation, dans le détail, de la collaboration des justices.

⁴¹² Schrörs 534.

⁴¹³ PL 126, 264. Qu'il sache bien que si un seul denier intervient, jamais le clerc ne sera agréé par Hincmar. « Propterea scias quia si uel unum denarium tibi aliquis clericus pro ipsa ecclesia uel pro alia aliqua in mea parrochia per se aut per immissam personam dederit, per me ordinatus in ea non erit ». La position inflexible est aussi invariable.

⁴¹⁴ PL 126, 265.

as usurpé le ministère ecclésiastique contre toutes les lois et vendu l'aumône, secours des pauvres, et par là vendu Dieu lui-même qui est le secours des malheureux, tout comme le traître Judas : bien plus encore tu ne t'es pas révélé médiocrement indigne, toi qui as accepté comme dédommagement un âne tiré de cette mendicité dont vivent les mendiants, alors que tu es comte et conseiller honoré du roi. Tous ceux qui entendent cela peuvent estimer de quelle manière tu peux, justement et en droiture, par amour et crainte de Dieu et respect de ton ministère, procéder dans toutes les causes (qui te sont confiées), toi qui as exigé d'une telle misère un gain scandaleux sans aucune honte »⁴¹⁵. Les hommes du comte Achadée se rendent coupables de rapines : ils se préparent en particulier à enlever le blé d'une propriété de Saint-Rémi. S'ils accomplissent ce forfait, ils seront excommuniés... et leur comte responsable risque de l'être : le résumé de Flodoard ne le dit pas mais, connaissant Hincmar, il n'est pas difficile de le supposer⁴¹⁶.

Beaucoup plus rarement, les lettres sont d'un ton aimable. A Odalric⁴¹⁷ vont des remerciements pour une action en faveur des fidèles d'Hincmar. A Willigis, envoi est fait d'une bénédiction et de 200 deniers en remerciement d'un service rendu⁴¹⁸.

Ainsi, jusqu'au détail, l'évêque de Reims est attentif à redresser la vie quotidienne de l'ecclesia diocésaine dont il s'estime responsable devant Dieu. L'appareil d'administration remarquable qu'il a su créer ne doit fonctionner ni pour lui-même ni en vain. A l'évêque vers qui tout converge, informations et responsabilités, les moyens d'agir sont donnés par les enquêtes des archidiaques, les réunions mensuelles des décanies, les assemblées probablement annuelles⁴¹⁹ des prêtres du diocèse, les synodes de la province⁴²⁰, les assemblées mixtes où laïcs et clercs se rencontrent. Il est en principe au courant dans les quinze

⁴¹⁵ « Quod si ita est, non solum criminaliter fecisti, quia contra omnes leges ecclesiasticum ministerium homo laicus usurpasti, et eleemosynam id est misericordiam pauperum ac per hoc Deum, qui misericordia miserorum est, sicut Iudas proditor, uendidisti ; sed etiam turpiter in hoc nimis fecisti, ut de mendicitate, de qua mendici uiuere debent, comes et honoratus regi consiliarius in pretio asinum accepisti. Et omnes qui haec audiunt pensare possunt qualiter de aliis causis pro amore et timore Dei, et reuerentia tui ministerii, iuste et recte facis, qui de tali miseria sine ulla uerecundia turpe lucrum requiris ».

⁴¹⁶ Schrörs 546.

⁴¹⁷ Schrörs 389.

⁴¹⁸ Schrörs 398.

⁴¹⁹ La certitude de leur existence n'existe que pour 852 et 874, mais tout conduit à penser qu'elles ont eu lieu un beaucoup plus grand nombre de fois, toujours l'été. Hincmar ne dit-il pas en 874 à ses prêtres : « saepe uos admonui » (PL 125, 797).

⁴²⁰ Rappelons que pour lui un synode est l'occasion donnée à tous ceux qui s'estiment lésés de se plaindre des injustices dont ils pensent avoir souffert (cf. MGH 9).

jours de tout ce qui se passe d'important dans le diocèse. Tout cet effort ne vise ni à l'inquisition malsaine ni à réprimer, mais à moraliser toute une société. Le pasteur est ici instituteur social, jusqu'à la plus infime des affaires qui mettent en cause le salut du peuple qui lui est confié, selon la conception qu'Hincmar a de ce salut.

La gerbe peut être nouée. L'administrateur montre le même souci de rectitude chez les humbles que chez les grands, chez les clercs qu'il faut préserver de l'avaritia que chez les laïcs qu'il faut écarter de la violence ; l'ordre auquel il aspire n'est pas purement contrainte de puissant sur le plan temporel mais espérance égalitaire du salut. Hincmar de Reims est un très grand évêque chrétien.

III. — L'ORDRE DANS LE CADRE MATERIEL

A) *Les villages et les paroisses de la province rémoise :*

Par chance les moyens ne manquent pas, là encore, de vérifier très concrètement si les décisions théoriques d'Hincmar ont eu ou non une portée ⁴²¹.

Il nous a paru nécessaire, tout d'abord, de rassembler sur une carte toutes les informations que sources et études procurent ⁴²².

Quelle que soit la valeur des sources utilisées, elles comportent des noms qui, à l'époque d'Hincmar, représentaient des lieux habités et

⁴²¹ Un bon exemple de détail est apporté en premier lieu par le Polyptyque de Saint-Rémi (Guérard, p. 57) : dès avril 848, Sigloard, l'archidiacre que nous connaissons déjà et Dodon, un vassus d'Hincmar, ont tenu un plaid à Aguilcourt pour dresser l'inventaire des biens et des familles ; ils ont même eu à trancher, avec l'aide de scabins, de difficiles questions concernant les statuts personnels : il s'agit là, évidemment, de l'une des conséquences de la vacance prolongée de l'archevêché.

⁴²² Voir carte n° 1. Cette carte ne peut être considérée comme totalement définitive. Elle tient compte de toutes les informations *sûres* dont nous avons eu connaissance mais laisse la place à bien des questions, à bien des hypothèses. Elle ne comporte pas *toutes* les localisations que les documents les plus divers de l'époque carolingienne permettraient à coup sûr de relever, mais seulement celles qui proviennent directement des études relatives à Hincmar, à la province et des sources les concernant.

Nous avons ainsi utilisé, d'abord et essentiellement le polyptyque de Saint-Rémi, puis Flodoard, les Testaments, les œuvres d'Hincmar, qui apportent de très utiles détails concrets ; Dom Marlot, les études de E. Salin sur la civilisation mérovingienne, *L'histoire de Reims* de Boussinesq et Laurent, *L'histoire de l'église de Reims* de J. Leflon (Reims 1942, p. 106 sq.) nous ont apporté d'intéressants renseignements. Il faut y ajouter encore un bon nombre d'articles dispersés qui figurent dans notre bibliographie et qui apparaîtront, si nécessaire, dans les notes qui suivent. Les vérifications ont été effectuées à l'aide des Index de Guérard et de Longnon : dans quelques cas, surtout en ce qui concerne Longnon, il a été possible d'améliorer les identifications et les localisations proposées.

Même sur ces bases, il demeure des lacunes importantes. Ni Longnon ni Guérard ne sont parvenus — et nous pas davantage — à identifier un certain nombre de

cultivés, connus de tous et c'est cela qui nous importe ici. Nous n'avons cependant retenu que la région de très grande densité, les zones marginales, à l'Ouest comme à l'Est, se révélant très décevantes ; la carte montre bien d'ailleurs combien, dès qu'on s'éloigne sérieusement de Reims, les localisations deviennent moins sûres et beaucoup plus dispersées. L'essentiel de nos observations porte donc sur une région comprise entre la Serre au Nord, l'Aube au Sud, l'Oise à l'Ouest et la Meuse à l'Est ; s'agissant de ce qui nous intéresse le plus, la localisation des paroisses rurales, le périmètre sera plus resserré encore.

La première observation frappante concerne la densité d'occupation du sol entre Aisne et Marne : en bien des points, zone du Tardenois, région au Nord-Est de Reims, région de la montagne de Reims, vallées, elle est presque comparable, qualitativement, à l'occupation actuelle. Quantitativement, les choses se présentent autrement, on le verra. La deuxième observation générale porte, elle, sur la qualité des communications aménagées : Reims bénéficie, on l'a très souvent dit, de la convergence des voies romaines qui, toujours utilisées, la relient aisément à la vallée de l'Oise et au Nord, à celle de la Meuse et à l'Allemagne actuelle, à celle de la Haute-Marne et, par là, au Sud. Mais, à bien y regarder, les communications locales ne sont pas de moins bonne qualité. Saint-Rémi de Reims, par exemple, s'assure les contacts extérieurs nécessaires grâce à deux bateaux, l'un sur l'Oise, à Marizelle ⁴²³, l'autre à Condé-sur-Marne : les deux grands obstacles naturels sont ainsi franchis sans peine par les marchandises et produits divers qui doivent venir à Reims ⁴²⁴. La surveillance des voies, des ponts, des points de passages commodes n'est pas moins nettement inscrite dans le paysage humain que restitue cette carte ; on sait, par exemple, quel soin met Hincmar à surveiller les monastères : sur la route d'Orbais, non seulement, de cinq en cinq kilomètres à peu près, des relais sont

lieux cités : il faudrait ajouter vingt-cinq noms environ à ceux qui figurent sur la carte et des lieux totalement inconnus pour épuiser l'information apportée par les textes ; à quoi s'ajoutent encore une localité située sur ou près de la Retourne (Brancaneus : s'agit-il de Bignicourt ?) qui complète la très intense exploitation de cette vallée au IX^e siècle, une Caucella sur la rivière Livra et Sidra sur la Suippe, autre cours d'eau qui rassemble les hommes ; et encore des lieux dont Flodoard ou Hincmar signalent qu'ils appartiennent à l'église de Reims à la fin du VIII^e siècle ou au IX^e siècle : Dodelini mons, Furuilla, Gramadum, Villa Lucida ; où situer encore ce « Pons » cité par le polyptyque et que Guérard lui-même renonce à identifier, tant sont nombreux les Ponts dans la région. Malgré tout, sur les quelque trois cent cinquante noms identifiés et localisés, le manque à gagner ne représente pas plus de 7 à 8 % ; notre carte permet donc l'étude que nous voulons en tirer.

⁴²³ Ce qui explique la volonté de garder la possession d'Abbecourt, sur la rive droite de l'Oise, en face de Marizelle.

⁴²⁴ Même les communications secondaires font l'objet d'une attention réelle : Gerold détient un bénéfice de Saint-Rémi de Reims à charge pour lui de construire — et probablement d'entretenir — un pont (« ad pontem faciendum », Guérard, p. 23) ; malheureusement la localisation précise est impossible.

assurés, mais la possession de Port à Binson, sur la Marne ⁴²⁵, permet de contrôler toujours le passage. Plus généralement, toutes les petites vallées sont judicieusement utilisées comme axes de passage pour les relations entre noyaux d'exploitation et entre ceux-ci et Reims.

Il ne nous appartient pas de tenter l'étude économique complète que permet cette carte. Les noyaux d'exploitation y apparaissent bien, dont certains sont remarquables ⁴²⁶. A y regarder de près, nous sommes sûr que l'on discernerait à quel point ces noyaux, situés dans des régions géologiques et physiques très diverses, sont complémentaires les uns des autres ⁴²⁷. Bornons-nous à quelques observations qu'apportent les textes eux-mêmes et qui ne sont pas d'un intérêt mineur. Une zone céréalière importante longe l'Aisne : c'est à Epense qu'Hincmar fait stocker du blé ⁴²⁸ en grandes quantités semble-t-il ; c'est à Sault-les-Rethel qu'est située une des interventions de Saint-Rémi ⁴²⁹ contre les villageois : ceux-ci brûlent les meules dont l'évêque de Reims avait ordonné le stockage. Sablonnières-sur-Morin, près de Rebais, a été, dit Flodoard, cédée par Saint-Rémi à l'évêché de Soissons. On peut douter que ce soit sans réserve puisque ce lieu recèle d'excellentes carrières d'une oolithe qui se taille bien et fournit de belles dalles et des sarco-

⁴²⁵ Que complète la possession de Chatillon sur la rive droite.

⁴²⁶ Comme la zone des Pothées entre Serre et Meuse sur laquelle Flodoard insiste à juste titre. Comme celle du Tardenois entre Vesle et Marne, où demeurent de grands massifs forestiers. Comme celle, plus dispersée, entre Vesle et Suippe ou celles de la Suippe et de la Retourne.

⁴²⁷ Nous avons examiné la plupart des cartes géologiques au 1/80.000^e de la région. Elles permettent d'importantes remarques de détail. Malgré les difficultés d'alimentation en eau que semblerait promettre un sol crayeux, les villages, très anciennement, se sont installés au Nord et au Sud de Reims dans des terres à blé de bon rendement. Dans les vallées, la prédilection va, pour la localisation, aux zones de contact entre les argiles plastiques qui fournissent les sources et les calcaires mêlés de sable qui surmontent ces argiles : trente-deux localisations de ce genre ont été repérées dans la vallée de la Vesle, treize dans celle de la Marne, onze dans celles de l'Aisne, de la Suippe, de la Retourne ; en général, si l'on apprécie, de toute évidence, les sols alluviaux qui tapissent les fonds des vallées, on s'en méfie aussi et ce d'autant plus que l'on va vers l'amont des vallées, probablement par crainte des montées excessives du niveau des eaux ; la localisation précédente est jugée préférable, proche des alluvions et déjà un peu éloignée des fonds de vallée ; il n'est pas possible d'exclure que l'attirance pour les couches d'argile — où se trouvent aussi lignites et sables — provienne pour une part de la recherche du matériau de base nécessaire à la fabrication des poteries. A l'Est, c'est le contact entre les alluvions et les calcaires qui est recherché, les couches argileuses étant moins développées dans les régions proches de la Marne. Il est certain qu'en poursuivant et en affinant l'enquête que permettent ces localisations, il serait possible d'étudier très précisément tous les éléments de la vie rurale au IX^e siècle dans les régions qui entourent Reims.

⁴²⁸ Schrörs 546 : un missus, comte turbulent, menace ces réserves.

⁴²⁹ Voir chapitre XI.

phages⁴³⁰. On pourrait, il est vrai, trouver ailleurs dans la province, d'excellents calcaires. Montier-en-Der, qui appartient peut-être à Reims depuis Louis le Pieux, n'a-t-il pas apporté le plomb nécessaire pour couvrir la nouvelle cathédrale⁴³¹. A moins qu'il faille penser à des importations de plomb depuis l'Eifel ou depuis l'Angleterre⁴³², ce qui rend plus nécessaire encore le contrôle des routes et le libre usage des bateaux qui traversent l'Oise, dans le deuxième cas au moins.

Mais ce qui nous concerne le plus directement est la répartition des églises rurales. A première vue elles sont rares et cette constatation mérite d'être approfondie. Nous laisserons de côté le cas des églises de Folembay, Coucy, Juvigny, de Venderesse, de Senuc, de Bazoches, de Fismes, de Braux, dont l'existence est attestée par les textes d'Hincmar en particulier, mais sur lesquelles aucun document ne permet de pousser l'enquête plus avant. Nous soulignerons seulement, pour les trois premières, qu'elles semblent constituer un bon exemple de l'organisation religieuse de l'époque dans une région peuplée : elles sont distantes, respectivement, de quatre et de huit kilomètres. De Braux, nous dirons seulement qu'elle a retenu l'attention d'Hincmar par sa localisation dans la région frumentaire dont nous parlions plus haut, non loin d'Epense dont elle est séparée par six kilomètres ; de Serre, qu'elle a reçu la dépouille d'un évêque de Reims ; de Fismes que l'édifice devait être assez grand pour abriter un synode important en 881⁴³³. A Bazoches se trouvent des reliques des saints Rufin et Valère qu'il a fallu déplacer au moment des grands raids normands de 882⁴³⁴.

Concentrons notre attention sur le cas des églises signalées par le polyptyque de Saint-Rémi de Reims : elles en valent la peine, on va le voir⁴³⁵. Dursinicae fournit un premier exemple, malheureusement non

⁴³⁰ E. Salin, *La civilisation mérovingienne*, II, p. 109. L'archéologie, sur ce point, devrait permettre de répondre. Ce calcaire figure-t-il dans les monuments de Soissons ou dans ceux de Reims ou dans les deux ? Nous ne sommes pas, hélas, en France, à la veille du jour où de telles questions pourront être posées sans une manière de scandale, par les historiens !

⁴³¹ Le document de base, un diplôme de Louis le Pieux, est généralement considéré comme faux. Mais Rousseau (*La Meuse et le pays mosan en Belgique, Annales de la Société Archéologique de Namur*, 1930, p. 99) ne doute pas que la minière ait été exploitée au IX^e siècle.

⁴³² H. van Werveke, *Note sur le commerce du plomb au Moyen Age, Mélanges d'histoire offerts à Henri Pirenne*, II, Bruxelles 1926, p. 653-662.

⁴³³ Voir chapitre XI.

⁴³⁴ J. Leflon, *Histoire de l'église de Reims*, op. cit., p. 106 sq.

⁴³⁵ Une seule ombre au tableau : Dursinicae possède une telle église, mais la localisation de ce lieu est impossible. Le polyptyque le donne pour une dépendance de la Uilla Beconis. Et celle-ci ne peut, tout raisonnement fait, correspondre qu'à Bouconville, près de l'Aisne, dans le canton de Monthois. Or Guérard propose, pour Dursinicae, Doucigny dans l'arrondissement d'Epernay. C'est impossible : Dursinicae est, dans le polyptyque, classé avec la Beconis Uilla et un Uillare non localisé ;

localisable mais qui peut nous donner un modèle pour l'étude des autres. Le polyptyque mentionne, en ce lieu, la présence de 59 personnes dont 57 sont des livres ⁴³⁶ : c'est le point le plus peuplé des trois. Au total, l'église dessert ici, semble-t-il, une population de 127 personnes ⁴³⁷. Les autres églises sont distantes entre elles de quatre à vingt kilomètres. Les distances à parcourir par les villageois devaient donc être fortes, le dimanche, lorsqu'ils se rendaient aux offices obligatoires : on comprend mieux déjà les précisions fournies par Hincmar dans le de ecclesiis et capellis. La solution la plus commode, lorsque l'isolement d'un pays est très grand, est de lui donner une église (c'est le cas de Ville-en-Selve par exemple) ou une chapelle dans la dépendance d'une église proche : c'est le cas, Hincmar nous l'a expliqué en 858, chaque fois que des difficultés de communication peuvent exister ; une illustration précise apparaît : Tours-sur-Marne, dans une région inondable et malcommode probablement, contrôle deux chapelles, l'une à Condé ⁴³⁸, important point de passage nous l'avons vu, l'autre à Chizy ⁴³⁹. Proche de Reims, Taissy n'en a pas moins une église pour une population qui peut être estimée à peu près à 150 habitants ⁴⁴⁰. Rilly dessert probablement les

c'est la plus grosse agglomération des trois, et nous allons le voir, il en est toujours ainsi pour les villages qui possèdent des églises. Il conviendrait donc de localiser Dursinicae dans la région de Bouconville : aucun lieu aujourd'hui ne correspond à ce toponyme médiéval.

⁴³⁶ La composition sociologique de ce lieu est intéressante : fort déficit en femmes : 8 livres et aucune serve contre 17 hommes livres et serfs ; il y a aussi 34 enfants. Villare répond au même type de peuplement : pas de serfs du tout : 12 hommes, 4 femmes, 18 enfants. Au contraire Bouconville a 17 serfs (4 hommes, 2 femmes et 11 enfants) contre 7 livres (3 hommes, 1 femme et 3 enfants) : on y observe le même déficit féminin que dans les deux autres cas. La présence de 10 forestiers serfs à Bouconville nous incite à penser qu'il s'agit d'une région rude en cours de déagrement sur la forêt, où la vie est très dure.

⁴³⁷ Bien entendu ce chiffre, comme les suivants, constitue un minimum puisque ne sont comptabilisés que les habitants qui dépendent de Saint-Rémi de Reims.

⁴³⁸ La chapelle de Condé paraît bien pourvue, au moins en ce qui concerne l'habitation du prêtre : c'est le seul cas, en dehors de Reims, où le polyptyque mentionne l'existence d'une cheminée ! (Guérard, p. 106).

⁴³⁹ Si le polyptyque est muet sur Tours, il nous permet d'apprécier la population de Chizy et celle de Condé. A Chizy vivent près de 100 personnes dont 87 livres (population équilibrée : 17 hommes, 21 femmes, 49 enfants). A Condé, au contraire, sur 114 habitants recensés, il y a essentiellement des serfs : le travail à fournir pour le passage de la Marne était-il particulièrement intense et pénible ? A Marizelle, où l'on traverse l'Oise par bateau, résident également uniquement des serfs.

L'église de Tours-sur-Marne demande, après 870 probablement, l'autorisation de créer une chapelle. Hincmar accorde cette autorisation au prêtre desservant, Adelald, sous réserve qu'aucun préjudice n'en résulte pour l'église de Tours elle-même (Schrörs 554). Le polyptyque étant certainement antérieur à 870, il s'agirait donc d'une troisième chapelle dans cette région, qui s'ajouterait à celles de Chizy et de Condé. Les distances étant faibles entre Condé, Chizy et Tours, il faut penser soit que la région était fort peuplée, soit, plus probablement, que les obstacles naturels, les inondations en particulier, rendaient les déplacements difficiles.

⁴⁴⁰ Le polyptyque n'est pas explicite : 35 manses ingenuiles, 34 serviles et 50 homines forenses, qui représentent probablement la part des hameaux isolés. Taissy comptait, en 1936, un peu plus de 400 habitants.

villae dispersées au pied de la montagne boisée de Reims : l'agglomération est très petite à en croire le polyptyque : 13 personnes y sont recensées ⁴⁴¹.

Au Nord de la Vesle, le polyptyque nous permet d'apprécier la situation des églises de Beine et de Sault Saint-Rémi. Beine, qui contrôle les chapelles de Nauroy et de Prône ⁴⁴², est au centre d'une région vaste : on y vient de loin probablement et même les dessertes des deux chapelles annexes ne soulagent guère les paysans : ils doivent se déplacer beaucoup. La chose est évidemment plus aisée dans cette région ouverte que dans la zone forestière au Sud de Reims ; elle n'en constitue pas moins une cause de fatigue et de perte de temps pour les villageois les plus éloignés. La population desservie par l'église ne compte que 171 habitants recensés par le polyptyque ⁴⁴³. Sault Saint-Rémi compte 60 habitants recensés auxquels s'ajoutent 139 forenses et 3 personnes de statut indéterminé. L'église ⁴⁴⁴ dessert encore, en dehors de ces 202 personnes, des villageois qui viennent du Nord ⁴⁴⁵, du Nord-Est ⁴⁴⁶, de l'Est ⁴⁴⁷ ; au total, ces villageois ajoutent encore 203 personnes.

Les trois derniers cas sont les plus spectaculaires. Gueux, Aguilcourt et Villers devant le Thour représentent chaque fois un exemple très intéressant d'organisation. Gueux date vraisemblablement de la période

⁴⁴¹ Il faut, bien entendu, se souvenir que Saint-Rémi de Reims n'est probablement pas seul propriétaire de ce lieu pour apprécier ce chiffre. Il n'est tout de même guère élevé. Population équilibrée : 6 libres mais sans homme : 1 femme et 5 enfants et 7 serfs (1 homme, 1 femme, 5 enfants). 1.187 habitants en 1936. Dans cette zone, la forêt est assez stable. Flodoard rapporte que saint Mesle, venu de Limoges, s'est arrêté dans le pays de Verzy « ad radices montis Remorum quam nemus inde incipiens obumbrat Rigetium ». Verzy, de nos jours encore, est, comme Rilly, aux limites de cette forêt.

⁴⁴² Dont le polyptyque ne parle pas. Mais une fois encore les conditions posées par Hincmar à la création d'une chapelle sont réunies : aujourd'hui encore, des zones forestières séparent Beine de Nauroy et de Prône.

⁴⁴³ 141 libres au total : 41 hommes, 26 femmes et 24 enfants dans Beine même, aux côtés de 28 serfs (9 hommes, 11 femmes, 8 enfants). Encore une fois le déficit féminin est fort. S'ajoutent les habitants des régions voisines (forenses) : 11 hommes, 12 femmes, 27 enfants et 2 étrangers. Beine comptait 358 habitants en 1936.

⁴⁴⁴ L'église de Sault possède un lieu de sépulture et un oratoire dépendant dédié à la Vierge (Guérard, p. 87).

⁴⁴⁵ Evidemment en suivant la voie romaine : habitants de Vauboisson, Aire.

⁴⁴⁶ Avançon : population équilibrée : 66 libres (33 hommes, 10 femmes seulement, 23 enfants), 61 serfs (22 hommes, 11 femmes, 28 enfants) plus 2 indéterminés. 350 habitants en 1936.

⁴⁴⁷ Roizy, où ne vivent que des libres : 28 hommes, 9 femmes, 33 enfants. 238 habitants en 1936.

des migrations des peuples : c'est une colonie de Goths ⁴⁴⁸. L'église dessert les 10 habitants, *tous masculins*, du lieu, auxquels s'ajoutent 72 forenses ⁴⁴⁹. Les hameaux de Clairizet ⁴⁵⁰, Vrigny ⁴⁵¹, Coulommès ⁴⁵² et d'Ormes ⁴⁵³ ajoutent 39 personnes. Mais cette zone, où l'habitat est morcelé en minuscules ensembles, présente des particularités intéressantes. Il y a là, au total, 5 bûcherons spécialisés, 1 artisan (faber), 2 cuisiniers et 2 oblat. La population globale que dessert l'église de Gueux représente donc 120 personnes très dispersées. Le noyau humain de Gueux mérite qu'on s'y arrête. Il y a là très peu de serfs (15 au total à Gueux et à Clairizet seulement) : c'est une région où les hommes libres l'emportent du fait même de la colonisation récente. Le nombre des forestiers spécialisés laisse à penser soit que l'on est en train de mordre sur la forêt (l'un d'eux est isolé à Coulommès), soit que c'est une zone de grande exploitation de bois de charpente (le faber serait alors un charpentier ?). En tout cas, l'impression d'ensemble est qu'il s'agit d'une zone de peuplement récent et encore peu dense où la forêt l'emporte sur le champ. Que font ici deux cuisiniers spécialisés ? Ont-ils la charge, à Clairizet où il n'y a pas de femmes et à Vrigny, où il n'y en a qu'une, de préparer les repas des hommes ? Aguilcourt est d'un tout autre type. Situé près du confluent de la Suippe et de l'Aisne, ce village contrôle tout un ensemble de localités plus ou moins éloignées, de Berry-au-Bac à l'Ouest à Menneville à l'Est. Il y avait là 254 habitants en 1936. Or les indications fournies par le polyptyque en apportent 498 rien que pour le village lui-même ⁴⁵⁴. S'y ajoutent 457 forenses ⁴⁵⁵. Il faut encore ajouter à ces chiffres — mais les indications du polyptyque ne sont pas claires — 211 libres ⁴⁵⁶, 91 serfs ⁴⁵⁷, 42 *nouveaux serfs* ⁴⁵⁸,

⁴⁴⁸ L'étude des noms fournis par le polyptyque (d'après Th. Morlet, *Les noms de personne sur le territoire de l'ancienne Gaule du VI^e au XII^e siècle*, I, Paris 1968) montre en effet une très forte prédominance des racines gothiques (huit cas) ou saxonnes (deux cas) ; il en est de même pour les dépendances de Clairizet, de Vrigny et de Coulommès. Les sondages effectués pour d'autres villages n'aboutissent pas du tout aux mêmes résultats. L'onomastique confirme que des Goths associés à des Saxons ont peuplé toute la région de Gueux.

⁴⁴⁹ 8 hommes, 18 femmes, qui compensent évidemment le déficit de Gueux même, et 35 enfants libres ; 2 hommes, 5 femmes et 4 enfants serfs. 492 habitants en 1936.

⁴⁵⁰ 12 libres (6 hommes, 6 enfants), 4 serfs (1 homme, 3 enfants).

⁴⁵¹ 10 libres (2 hommes, 1 femme, 7 enfants). 197 habitants en 1936.

⁴⁵² Un personnage mentionné sur lequel nous allons revenir.

⁴⁵³ 12 personnes enregistrées (4 hommes, 2 enfants, 6 femmes) toutes libres.

⁴⁵⁴ 484 libres (3 hommes, 151 femmes, 330 enfants), 4 serfs (1 femme, 3 enfants) et 10 de statut mal défini.

⁴⁵⁵ Tous libres : 145 hommes, 148 femmes, 164 enfants.

⁴⁵⁶ 190 hommes — ce qui rétablit le déséquilibre que comporte la population d'Aguilcourt même — 18 femmes et 3 forenses.

⁴⁵⁷ 28 hommes, 13 femmes, 50 enfants.

⁴⁵⁸ Nouiter repressi : 10 hommes, 8 femmes, 24 enfants.

28 mal déterminés, 26 affranchis⁴⁵⁹ et 2 fabri. Au total c'est une population de 950 à 1.100 personnes que dessert cette fois l'église. Les conditions d'implantation et de vie économique, le genre de production sont ici, à l'évidence, très différents de ce qu'ils étaient dans le cas précédent. Villers-devant-le-Thour, dont dépend peut-être une chapelle est encore un gros village d'homme libres⁴⁶⁰, entouré de dépendances⁴⁶¹. Ici comme à Aguilcourt l'importance du peuplement semble indiquer l'ancienneté et la forme agricole de l'exploitation⁴⁶².

Toutes ces indications appellent quelques commentaires⁴⁶³. Il y a, tout d'abord, une grande disparité entre les communautés desservies par une église : plus de 1.000 personnes dans le cas d'Aguilcourt, 13 dans celui de Rilly, alors que pour les deux chapelles dont on peut chiffrer les dépendants, c'est d'une centaine d'individus qu'il s'agit. La répartition des églises ne se fait pas en fonction du nombre des habitants mais en fonction de critères très différents : ancienneté de l'occupation humaine qui est évidente à Villers, à Aguilcourt ou à Beine, zones de défrichage ou de grandes difficultés dans les relations, du fait de la forêt, qui sont représentées à plein au Sud de la Vesle : Gueux, Rilly, Ville-en-Selve. La densité des églises dépend donc plus des difficultés de circulation que de la densité de la population : nous pouvions nous y attendre après lecture du de ecclesiis et capellis mais celui-ci, à son tour, se trouve éclairé par notre lecture de la carte. On mesure mieux aussi que cette distribution des lieux de culte qui, pour une part, doit être ancienne, correspond mal aux besoins d'une population gênée par les longs déplacements qu'elle lui impose : là encore le de ecclesiis s'inscrit désormais dans un paysage qui le rend compréhensible : « diviser » les paroisses rurales était tentant, mais Hincmar leur préfère la solution de chapelles subordonnées, dont celles qui sont placées sous la surveillance des églises de Tours-sur-Marne, Beine, Villers, au moins,

⁴⁵⁹ 15 femmes et 11 enfants.

⁴⁶⁰ 247 (52 hommes, 55 femmes, 140 enfants) contre 23 serfs (16 hommes, 7 femmes) à qui il faut ajouter 5 epistolarii (?) et 1 cartolarius (?). 520 habitants en 1936.

⁴⁶¹ 109 forenses libres (46 hommes, 63 femmes) contre 7 serfs (5 hommes, 2 femmes) et 4 epistolarii (?), 1 cartolarius (?) et 2 divers.

⁴⁶² Tout, dans la région au Nord et à l'Est de Reims, indique la stabilité et l'ancienneté de l'occupation agricole. La densité de peuplement, l'organisation de l'espace déboisé, les trouvailles archéologiques, confirment qu'il s'agit d'une vieille zone céréalière. Peut-être n'en est-il pas de même plus à l'Ouest et au Nord de l'Aisne et ceci explique-t-il en partie les difficultés rencontrées dans ces zones moins stables par Hincmar.

⁴⁶³ Il convient de ne pas se départir d'une grande prudence dans l'étude des faits démographiques au IX^e siècle, L.R. Ménager (*Considérations sociologiques sur la démographie des grands domaines ecclésiastiques carolingiens, Etudes d'histoire du droit canonique dédiées à Gabriel Le Bras*, Paris 1965, p. 1317-1335) le rappelait récemment avec raison. Mais au niveau très concret où nous nous plaçons, les remarques critiques de cet auteur ne mettent pas en cause nos conclusions.

donnent le modèle. Réciproquement, le seuil inférieur — Rilly mis à part — de peuplement nécessaire à la création d'une église ou d'une chapelle peut être situé aux alentours de 100 âmes⁴⁶⁴ : l'examen des chiffres que permet d'établir le polyptyque montre bien qu'en définitive ce sont tout de même bien les lieux les plus peuplés qui ont chapelles ou églises⁴⁶⁵.

Quel crédit peut-on accorder aux indices que nous venons de dégager ? A rapprocher les nombres d'habitants auxquels conduisent les listes de noms du polyptyque, pour le IX^e siècle, et ceux de la population de 1936 dans les mêmes villages, on s'aperçoit que les premiers *sont tout à fait vraisemblables*. Il nous semble donc bien que la « photographie » physique du diocèse et de ses paroisses que fournit la carte est fidèle à ce que devait être la situation à l'époque d'Hincmar⁴⁶⁶ : elle éclaire en tout cas fort bien son allusion de 875 au fait que nombreux sont les prêtres qui ne peuvent disposer de 44 témoins parmi leurs paroissiens. Qu'il s'agisse de la multiplication des oratoires pour diminuer les distances à parcourir et éviter un trajet aller et retour qui pourrait atteindre aisément quinze à vingt kilomètres, qu'il s'agisse d'une expansion démographique ou du défrichement de zones non encore occupées avant le V^e siècle, le « mouvement » des paroisses est évident à l'époque d'Hincmar et explique les prescriptions qu'il a apportées dans son traité sur les églises et chapelles, beaucoup moins théorique, on le voit, qu'il n'y paraissait. A problèmes concrets, solutions concrètes : le prêtre, itinérant entre les noyaux qu'il doit visiter,

⁴⁶⁴ Les indications fournies par le polyptyque permettent d'établir les chiffres qui suivent : Louvercy 140, Nanteuil 76 (mais les femmes n'ont pas été enregistrées), Marizelle 72, Aigny 68, Gerson 56, Fleury 52, Cernay-en-Dormois 48, Châtillon-sur-Marne 24, La Lobbe 17, Muizon 14, Courmontreuil 12, Longeville 10, Uitlina 4, Aubilly 2, Baconne 1.

⁴⁶⁵ L'exemple unique de l'église de Saint-Hilaire-sur-Suipe contredit, à première vue, ce que nous venons de dire ; le polyptyque mentionne seulement l'édifice, ses biens et les deux serfs qui les cultivent. Un regard sur la carte, joint à l'observation que, dans ce cas, la notice ne mentionne pas les noms des habitants donnés pour tous les autres villages, montre aussi que ce lieu de culte, même isolé, peut rassembler les paysans de tout le haut cours de la Suipe, éloignés de toute autre église.

⁴⁶⁶ On peut pousser encore plus loin l'étude. Ce n'est pas ici notre but. Remarquons seulement encore que :

a) Le nom « Rémi » est très peu utilisé ; nous n'en avons relevé que cinq ou six cas sur les milliers de noms que compte le document ; l'information est intéressante ; Saint-Rémi est très mal connu des paysans au milieu du IX^e siècle encore.

b) On peut suivre bien plus loin l'étude du personnel humain, les noms fournissant probablement des indications importantes, les fonctions étant assez précisées et les statuts méritent une attention moins géométrique que celle que leur a accordée Guérard. L'étude de l'onomastique serait intéressante, en particulier pour Aguilcourt et Villers.

c) Le polyptyque permet de recouper d'autres documents. Il est par exemple intéressant de comparer la liste des hommes libres qui prêtent serment en juin 854 à Reims (MGH Capitularia II, p. 278) et celle des dépendants de Saint-Rémi.

est nécessairement un cavalier⁴⁶⁷ ; il doit disposer d'une charrette s'il transporte les pierres d'autel dont Hincmar nous a parlé. La forme, l'étendue, la nature des biens mis à sa disposition se trouvent dessinées en partie par ces obligations fonctionnelles. Mais aussi se trouve éclairé le soin mis par Hincmar, dans ses statuts et dans le de ecclesiis, à économiser le fourrage, le grain, les prés des prêtres résidents, en interdisant tout abus à l'évêque itinérant et à ses subordonnés. Et encore l'obligation pour ceux-ci de disposer de coffrets qui permettent de transporter à l'abri de la poussière hosties et huiles consacrées. Les paroissiens voyagent aussi. Qu'en est-il d'eux ? Les pieds, le bœuf, l'âne ou le cheval, la charrette aussi leur servent-ils le dimanche pour aller entendre la messe ? De la réponse, découlent des considérations économiques moins simples qu'il n'y paraît⁴⁶⁸.

Le polyptyque de Saint-Rémi de Reims apporte encore une dernière série de précisions qui permettent de vérifier si les instructions d'Hincmar sont exécutées ; il mentionne en effet, pour les églises que nous avons localisées, l'inventaire des objets du culte et des livres. La petite église de Rilly est dédiée à Saint-Rémi⁴⁶⁹. Elle possède une croix couverte d'étain, un calice et une patène d'étain, un lampadaire de même métal, un encensoir d'orichalque. Deux aubes, une « planeta » de soirie noire, divers vêtements liturgiques en un ou deux exemplaires, trois draps d'autel, constituent un médiocre trousseau. Les livres sont peu nombreux, eux aussi ; un missel, dit de Grégoire le Grand, un lectionnaire, un martyrologe et deux autres livres de chant ; soit très exactement le type de livres que nous permettait d'attendre tout ce que nous avons vu plus haut sur le niveau de connaissances exigé par Hincmar de ses prêtres. A Sault-Saint-Rémi⁴⁷⁰ calice et patène d'étain voisinent avec un encensoir de bronze et deux cloches de métaux vils ; trois voiles d'autels et divers vêtements liturgiques dont une chasuble de soie verte et une autre de lin ne laissent pas l'impression d'une plus grande richesse que dans le cas précédent. Le missel grégorien est là, accompagné d'un évangélaire et d'un lectionnaire, de divers livres de chœur, de 40 Homélies de Grégoire le Grand et d'un pénitentiel de Bède. A Beine⁴⁷¹, trois croix recouvertes d'étain, un calice et une patène d'étain, une boîte dorée et une d'étain, deux cloches de fer, constituent un matériel liturgique honorable. Les vêtements sacerdotaux sont en petit nombre. Deux missels dont le Grégorien, un lectionnaire,

⁴⁶⁷ Lesne (VI, p. 154) souligne qu'Hincmar prévoit l'entretien du prêtre *et de son cheval* parmi les obligations créées au fondateur d'un nouvel oratoire.

⁴⁶⁸ Toute une enquête économique peut se développer sur des bases de ce genre. Elle réclame, une fois de plus, un long travail d'équipe : personne n'est en mesure de la mener seul, tant elle suppose de dépouillements peu rentables.

⁴⁶⁹ Guérard, p. 8.

⁴⁷⁰ Guérard, p. 87.

⁴⁷¹ Guérard, p. 62. Eglise dédiée à saint Médard.

un collectaneum, un psautier, un antiphonaire, un volume contenant le commentaire de saint Jérôme sur Mathieu, un ordo de baptême et un manuel de comput constituent la bibliothèque. Une fois de plus ce sont les livres que demandaient de posséder les Statuts de 852, à l'exception de Jérôme. Villers-devant-le-Thour ⁴⁷² est plus riche, nous pouvions nous y attendre. Calice, patène et croix sont encore en étain, mais il existe un coffret couvert d'or et huit draps d'autel. Ici, c'est le sacramentaire gélasien et non le grégorien qui subsiste, avec un martyrologe et un pénitentiel, deux lectionnaires, un psautier, un antiphonaire, le livre des 40 Homélies de Grégoire le Grand (voilà Hincmar obéi) et, chose rare, un recueil de droit canon. Aguilcourt révèle, à son tour, l'importance du lieu de culte qui y est dédié à saint Martin ⁴⁷³. S'il n'y a qu'un calice et une patène, une boîte est recouverte d'argent ; une couronne de lumière en étain est suspendue au-dessus de l'autel et dans l'église existe un lampadaire d'étain. Il y a là trois cloches dont deux de fer, quelques vêtements rares, dont une chasuble verte qui retient l'attention, deux draps d'autel. Le Sacramentaire grégorien est présent mais aussi celui de Gélase, un Évangélaire, un lectionnaire, un antiphonaire, un manuscrit des Epîtres, un autre des Epîtres et des Évangiles, un psautier, deux recueils canoniques et, détail très intéressant, quatre quaternions de gloses dont on peut se demander si elles servent à préparer les sermons ou à faire travailler les élèves ⁴⁷⁴. Il faut, enfin, mentionner le cas d'une dernière église, que nous n'avons pu localiser tant les détails qui la concernent sont imprécis : celle de Vicus ⁴⁷⁵. Elle est plus riche que Rilly ou Beine, peut-être aussi qu'Aguilcourt. Et ceci devrait conduire à son identification. Une croix d'argent, un calice et une patène d'étain, une boîte dorée décorée de cabochons en pâte de verre coloré, constituent les objets d'usage liturgique. Trois draps ou voiles d'autel, un objet de soie mal identifiable (*coopertorium sericum*), une chape de serge rouge et divers vêtements composent une parure de bien faible valeur pour le prêtre et l'église. La bibliothèque comprend : un missel, un évangélaire, un lectionnaire, un antiphonaire, un manuscrit des Epîtres de saint Paul, un commentaire de l'Apocalypse, un autre de Jérôme sur Mathieu, un psautier, un pénitentiel canonique, un quaternion de comput, sept de droit canon sont encore utilisables ; mais il y a aussi un vieux sacramentaire gélasien, un lectionnaire et un antiphonaire usagés.

Ainsi les instructions de 852 ont-elles été scrupuleusement exécutées dans tous les cas connus de nous. Les livres sont là, et aussi la pyxide

⁴⁷² Guérard, p. 38. Eglise dédiée à saint Rémi.

⁴⁷³ Guérard, p. 56.

⁴⁷⁴ Il faut en effet se demander comment ceux-ci sont instruits et où. Nous ne voulons point insister ici sur ce point, mais nous pensons que le polyptyque permet de poser, là encore, des questions importantes.

⁴⁷⁵ Guérard, p. 78.

pour les hosties et les draps et vêtements dont la multiplication souhaitée permet d'assurer la propreté. Et aussi calices, patènes, croix et lampadaires qui appellent, eux, un commentaire plus intéressant. Le verre et le bois ont disparu, l'or et l'argent sont à peu près interdits à ces communautés trop pauvres⁴⁷⁶, mais l'étain est roi. Il est donc abondant et peu coûteux. Or, ni le polyptyque ni aucun texte consulté ne mentionnent qu'on ait pu s'en procurer dans la province. L'indice est important qui conduit à l'hypothèse d'un trafic de ce métal depuis les Iles vers Reims : est-ce l'un des produits qui passent à Marizelle ?

La soie, aussi, est présente, en plus grande quantité qu'on ne s'y attendrait ; le report aux inventaires de Mgr. Lesne⁴⁷⁷ montre que la situation de la province de Reims n'est pas exceptionnelle. Sur ce point encore, il conviendra, à l'avenir, d'apprécier plus exactement qu'on ne l'a en général fait, le volume des importations venues d'Orient que rendent probables de telles informations.

Les textes, Flodoard en particulier, apportent encore d'autres précisions utiles. Les évêques de Reims vivent de revenus tirés d'un certain nombre de biens peu à peu assemblés. Epernay leur a été laissé par saint Rémi⁴⁷⁸ ; ils possèdent aussi des villae des Pothées : Aubigny et Blombay, des terres dans la zone céréalière proche de l'Aisne : Sault et Thugny, Balham, ou sur l'Ardre : Crugny, ou sur la Suippe : Houdilcourt ; au Sud de la Vesle, une partie des revenus de Verzy leur revient ; il est difficile de localiser Berna⁴⁷⁹. Ces localisations sont importantes : les revenus rémois viennent du Nord pour l'essentiel, entre la Vesle et la Meuse ; la vallée de l'Aisne, dont, nous l'avons vu, tout indique qu'elle était riche, joue aussi un rôle majeur. Nulle mention n'est faite de l'ensemble Braux-Epone dans les textes plus anciens : faut-il penser que c'est une zone ouverte par Ebon, qui s'y est le premier intéressé, et par Hincmar ? Notre-Dame de Reims est partiellement entretenue par les revenus de Crugny⁴⁸⁰. Elle les partage avec l'église Saint-Rémi du Vicus qui reçoit aussi ceux de la Fère-en-Tardenois.

Trois églises rémoises encore vivent de ce qu'elles reçoivent de l'extérieur : Saint-Sixte grâce à Plivot, les Martyrs grâce à Perthe et à Voncq, Saint-Martin grâce au lointain Muizon, sur la Meuse.

⁴⁷⁶ Le concile de Reims de 813 en avait recommandé l'utilisation.

⁴⁷⁷ E. Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique*, tome III, p. 245 sq. La précision du vocabulaire est remarquable : elle confirme que les hommes du IX^e siècle sont habitués au maniement des tissus de soie. Cette utilisation générale des vêtements liturgiques de soie va à l'encontre des positions prises par Benoît d'Aniane au début du siècle (Lesne, p. 268).

⁴⁷⁸ Il l'aurait acheté 5000 livres d'argent. Voir chapitre XI.

⁴⁷⁹ Peut-il s'agir de Braine (Brana) ?

⁴⁸⁰ Il est évident que bien d'autres ressources étaient affectées à la cathédrale.

Plus intéressant encore est le cas des personnes. Les pauvres de Reims reçoivent les revenus de Courcelles-Sapicourt ; la villa d'Heutreville entretient quarante veuves contraintes de mendier. La matricule rémoise est alimentée par Saint-Etienne-sur-Suippe, Hermonville et Eclaron, villa éloignée de la Haute-Marne.

De la même manière, Flodoard nous expose que les revenus de la villa d'Anizy vont à Laon, ceux de Sablonnières à Soissons et ceux de Jalons-sur-Marne à Châlons.

B) Les biens rémois hors de la province :

Nous ne sommes nullement surpris, parce que nous savions depuis longtemps quelle importance attachait l'église de Reims à ses biens et à ceux de toutes ses paroisses, de trouver tant d'éléments qui révèlent la totale remise en ordre par Hincmar de ce qui avait été bouleversé par le VIII^e et le début du IX^e siècle. Sans doute est-ce à Hincmar que le diocèse a dû de traverser la tempête féodale dans des conditions moins désastreuses que d'autres. Une fois encore nous n'en sommes que plus amers de ne plus posséder l'abondante correspondance consacrée par l'évêque aux biens rémois situés hors de sa province. Le soin même qu'il apporte à préserver ceux-ci est le gage qu'il a dû s'efforcer, là comme ailleurs, d'imposer de strictes règles d'administration ⁴⁸¹.

Les biens d'Aquitaine n'ont cessé de préoccuper Hincmar. L'archevêque de Tours a, en général, es qualité, été le correspondant de celui de Reims dans ce domaine ⁴⁸². Pas plus qu'ailleurs, cependant, les laïcs ne sont, dans cette région, indifférents aux revenus donnés par ces domaines surveillés de trop loin. Bernard, comte de Toulouse ⁴⁸³, menace les biens rémois, en particulier en Auvergne ⁴⁸⁴ : Hincmar s'adresse à lui à plusieurs reprises ⁴⁸⁵ ; en même temps, l'évêque demande à Bernard d'Auvergne d'empêcher son homonyme de s'emparer des biens

⁴⁸¹ Le polyptyque de Saint-Rémi nous en apporte la preuve pour les treize domaines appartenant à l'abbaye situés dans le diocèse de Liège (Guérard, p. 30-31).

⁴⁸² On peut penser à des échanges de revenus de province à province pour éviter de trop longs trajets.

⁴⁸³ Bien entendu la sagacité de Calmette s'est exercée sur ce sujet (*Les Comtés et les Comtes de Toulouse et de Rodez, Annales du Midi*, 1905, p. 1-26) qui remarque que les biens les plus menacés sont ceux d'Auvergne (p. 14). Plus récemment : J. Dhont : *Etudes sur la naissance des principautés territoriales en France*, 1948, p. 305-306.

⁴⁸⁴ Schrörs 366. Lettre à Grimaire, abbé (cf. Schrörs p. 581-582, note 134).

⁴⁸⁵ Schrörs 364 : Bernard de Toulouse veut prendre ces biens en précaire et cherche à les arracher à Bernard d'Auvergne qui en a la garde. Hincmar le détourne de toute action violente et lui explique, par une autre lettre, le danger qu'il courrait à passer outre (Schrörs 365). Hincmar a refusé (Schrörs 353) la remise des biens en précaire.

rémois⁴⁸⁶ et prie le comte de Poitiers, Immon⁴⁸⁷, d'apporter appui à leur défense. Bernard de Toulouse passe outre. Hincmar demande à l'évêque d'Autun, Adalgaire⁴⁸⁸ de lui apporter aide : qu'il s'entende avec l'évêque de Clermont sur ce point ; Hincmar sait que des biens de Saint-Rémi sont localisés dans les régions de Clermont, Noirmont, Limoges et Poitiers ; mais il n'a plus d'informations sur un dernier domaine : *et il en demande la description à son correspondant*. Ne pouvant venir à bout de Bernard qui ravage les biens en question, Hincmar l'avertit en 877 qu'une plainte a été lancée contre lui auprès du pape⁴⁸⁹.

La situation n'est pas beaucoup plus brillante en Provence. On se souvient de l'alerte qu'avait constituée la menace de saisie des biens rémois, au moment de l'attaque de Charles le Chauve sur le royaume de son neveu⁴⁹⁰. Hincmar, à cette occasion, avait protesté, à bon droit selon nous, de son innocence dans cette affaire et garanti qu'il n'avait jamais songé à avoir d'autre protecteur des biens provençaux que le comte de Vienne, Girard, lui-même⁴⁹¹ : pour couper court à toute difficulté l'évêque de Reims a envoyé un moine-prêtre de Saint-Rémi, temps, bien entendu, une lettre à Berthe, épouse de Girard, expose à temps, bien entendu, une lettre à Berthe, épouse de Girard, expose à celle-ci quel est son devoir dans de telles circonstances⁴⁹³ ; peut-être faut-il aussi rattacher à cette crise une lettre à l'archevêque Roland d'Arles⁴⁹⁴. De loin en loin des missives prouvent qu'Hincmar ne néglige pas ces domaines de Saint-Rémi dont il a souligné que le Testament interdit sous les peines les plus sévères de les dilapider⁴⁹⁵. Pierre veut devenir vassus d'Hincmar pour une partie de ces biens, l'évêque lui envoie des frères qui doivent examiner avec lui tous les problèmes relatifs à son statut et à l'administration des terres au cause⁴⁹⁶. Leudovin, à en croire Flodoard⁴⁹⁷, a reçu fréquemment des lettres relatives aux biens provençaux ; il est donné pour un ami d'Hincmar. Nous ne savons rien de précis sur Lituard et Hilduard, correspondants aussi à

⁴⁸⁶ Schrörs 354.

⁴⁸⁷ Schrörs 378.

⁴⁸⁸ Schrörs 376.

⁴⁸⁹ Schrörs 452.

⁴⁹⁰ Voir chapitre IV.

⁴⁹¹ Schrörs 392 et 343.

⁴⁹² Schrörs 394.

⁴⁹³ Schrörs 343.

⁴⁹⁴ Schrörs 227.

⁴⁹⁵ Voir Schrörs 392.

⁴⁹⁶ Schrörs 519.

⁴⁹⁷ Schrörs 552.

propos de ces mêmes biens⁴⁹⁸. Avec Boson, les choses se gâtent à nouveau. Elles avaient commencé, comme toujours, par une lettre du prélat recommandant les biens de Saint-Rémi à sa vigilance⁴⁹⁹ ; mais Hincmar doit s'adresser bientôt à Ermengarde, femme de Boson, pour lui rappeler l'enseignement des Ecritures sur les biens et lui conseiller de ramener son mari à de meilleures dispositions⁵⁰⁰ ; en même temps, comme il se doit, l'archevêque d'Arles, Rosthan, est saisi de conseils et de demandes⁵⁰¹.

Les Vosges, Douzy, Worms, constituent encore trois sujets de préoccupations et trois occasions de correspondance.

Deux comtes, Erluin et Maingaud⁵⁰², sont, en 874-76, saisis d'instantes demandes de protéger les biens de Saint-Rémi situés dans les Vosges. Il est revenu à l'évêque qu'un certain Landfrid se vante d'avoir obtenu ces biens en bénéfice du roi Charles avec le consentement d'Hincmar : il n'en est rien⁵⁰³ : Hincmar demande à Erluin d'intervenir auprès de Louis le Jeune pour éviter toute atteinte à ces biens⁵⁰⁴ ; une autre lettre détaillait probablement la liste et la localisation de ces biens⁵⁰⁵ ; l'évêque remercie son ami pour l'aide apportée : ces biens sont indispensables à Reims qui en retire en particulier de la poix. Hincmar demande à Erluin de lui faire restituer certains manses injustement confisqués et lui envoie à nouveau un présent d'or et d'argent⁵⁰⁶. Maingaud est prié de protéger une métairie — il en a aussi été question dans les lettres adressées à Erluin — que l'on s'efforce de détacher des biens de Reims : le comte rendrait un grand service à l'évêque en surveillant ce bien jusqu'à ce qu'un accord ait été négocié avec l'archevêque de Mayence⁵⁰⁷. Est-ce à la même série de difficultés que se rattache une missive à Wala, évêque de Metz⁵⁰⁸ ? L'évêque semble avoir couvert quelques tentatives peu honnêtes d'un prêtre chargé par Hincmar de gérer les domaines en cause et qui en a laissé passer quelques uns dans les biens de Metz. C'est en tout cas, bien entendu, à cette crise — vers 876-878 — qu'il faut rattacher la lettre à Liutbert⁵⁰⁹ demandant

⁴⁹⁸ Schrörs 523.

⁴⁹⁹ Schrörs 448.

⁵⁰⁰ Schrörs 447.

⁵⁰¹ Schrörs 446.

⁵⁰² Waitz pense que Maingaud est comte de Nahegau.

⁵⁰³ Schrörs 570. Le classement de Schrörs est parfaitement arbitraire.

⁵⁰⁴ Schrörs 374. Hincmar envoie des vases d'argent à son correspondant.

⁵⁰⁵ Schrörs 372.

⁵⁰⁶ Schrörs 373.

⁵⁰⁷ Schrörs 370-371.

⁵⁰⁸ Schrörs 425.

⁵⁰⁹ Schrörs 429.

la protection de l'archevêque et lui signalant — à toutes fins utiles — le cas d'un homme qui s'était emparé d'un bien vosgien et qui est mort, après avoir perdu la raison, dans de longues souffrances ⁵¹⁰.

Douzy retient encore l'attention, comme avant 860. Louis le Jeune, fils de Louis le Germanique, se voit rappeler l'historique de cette vieille possession de Reims et, par conséquent, ses devoirs ⁵¹¹ ; à Bertolf de Trêves ⁵¹², il est demandé de veiller sur des chapelles situées dans le domaine de Douzy.

S'il est rare de voir Hincmar satisfait des laïcs sur ce plan, notons une lettre à un comte Rainaud qui remercie celui-ci d'avoir recouvré et protégé des biens rémois ⁵¹³.

Ceux-ci sont menacés, nous le savons, plus encore après 865 qu'avant ; malgré les progrès de l'ordre royal, la progressive transformation de la société, sous-jacente à cet ordre apparent, désigne les propriétés ecclésiastiques comme l'une des proies les plus tentantes pour les féodaux qui apparaissent. La correspondance, les menaces canoniques, le raisonnement sont encore employés ; l'exemple de Boson, celui de Bernard de Toulouse montrent que c'est de plus en plus en vain. Il convient de trouver d'autres moyens de protéger les biens. La Uita Remigii va être l'un de ces moyens et nous y reviendrons.

Bien entendu, à l'égard de Charles, la constante demande de réparation de tous les dommages naguère subis par l'église de Reims n'a pas désarmé, après 860.

On a vu ⁵¹⁴ à quel point le comportement royal était constamment surveillé et critiqué tant pour le retard apporté aux restitutions souhaitées que dans le cas de l'affaire laonnaise. Le 24 septembre 861, les envoyés d'Hincmar reçoivent de ceux du roi restitution de la ville de Condé-sur-Marne ⁵¹⁵. En 871, le roi a effectué la restitution attendue de Neuilly ⁵¹⁶ ; en 875, il rend encore la cella construite à Vaucq en l'honneur de saint Martin ⁵¹⁷, juste au moment où Hincmar, inquiet à nouveau de l'évolution générale de la politique des princes, attire à

⁵¹⁰ Nous sommes à l'époque où finit d'être écrite la Uita Remigii et cet exemplum s'en ressent.

⁵¹¹ Schrörs 449.

⁵¹² Schrörs 450.

⁵¹³ Schrörs 518.

⁵¹⁴ Chapitres I et IX.

⁵¹⁵ Lesne, tome II 2, p. 325.

⁵¹⁶ Voir chapitre IX.

⁵¹⁷ Flodoard, III 10, *Actes de Charles le Chauve*, op. cit., tome II, p. 376-377.

nouveau l'attention de ses coévêques sur la nécessité de tenir à jour l'inventaire général des biens ecclésiastiques dont ils sont responsables⁵¹⁸.

Sur la pression du métropolitain, le roi a encore effectué des restitutions à Laon⁵¹⁹ et à Châlons⁵²⁰ dont nous savons peu de choses.

Les précautions prises, le soin mis à bien gérer les revenus de l'église de Reims, ont certainement mis à la disposition d'Hincmar un trésor important dont, malheureusement, la gestion nous échappe. L'évêque de Reims veille avec le même soin sur le mobilier liturgique que sur les biens immobiliers⁵²¹. Il lui paraît licite d'ordonner la fonte d'un vase qui portait une inscription en l'honneur de saint Rémi pour assurer le rachat de captifs détenus par les Normands⁵²².

C) *Reims* :

Il reste à nous demander si Reims elle-même a été l'objet d'une attention aussi vive. C'est, lorsqu'Hincmar en devient évêque, l'une des villes les plus vivantes du royaume⁵²³. Elle a été un lieu de passage et de rencontres importantes sous les règnes précédents⁵²⁴. Cette récente renaissance est largement due, au IX^e siècle, à Ebon, qui a accordé ses soins au scriptorium, à la bibliothèque et à la cathédrale⁵²⁵. Mais la ville n'est pas encore totalement sortie de la longue éclipse qui la sépare du brillant IV^e siècle et Hincmar sait bien que, sur ce point,

⁵¹⁸ PL 125, 983.

⁵¹⁹ *Actes de Charles le Chauve*, tome II, p. 187 (entre 858 et 867 ?).

⁵²⁰ E. de Barthélémy, *Diocèse ancien de Châlons-sur-Marne*, p. 348.

⁵²¹ Lesne, tome III, p. 167, se demande s'il existe ou non des pièces de monnaie dans les trésors : la réponse est positive, la correspondance nous l'a abondamment appris, dans le cas de Reims. Voir aussi, sur les biens, Lesne, III, p. 7 sq.

⁵²² Lesne, tome III, p. 165. Lesne rappelle (p. 156 sq.) qu'Ebon est, en 864, rétrospectivement accusé d'avoir fui Reims vers des terres tenues par les Normands en emportant les trésors de son église. On sait aussi combien Rothade de Soissons, Hincmar de Laon et même de simples prêtres ont été sévèrement accusés pour des délits relatifs aux objets du trésor.

⁵²³ Encore que l'activité industrielle qu'elle avait connue au IV^e siècle ait disparu et que la ville ait probablement été très délaissée sous les Mérovingiens au profit de Metz. Sur Reims avant Hincmar : Leflon, *Histoire de l'Eglise de Reims du I^{er} au V^e siècle*, Reims 1942 ; E. Salin, *La civilisation mérovingienne*, III, p. 200 sq. ; F. Vercauteren : *Etudes sur les civitates de Belgique seconde*, Bruxelles 1934.

⁵²⁴ Eginhard permet de noter que Charlemagne y a reçu Léon III et Louis le Pieux, Etienne II.

⁵²⁵ Lesne, tome III, p. 264 : Ebon a attiré à Reims beaucoup d'artistes à qui il a donné des bénéfices. Flodoard laisse à entendre qu'un maître d'œuvre esclave lui a été donné par Louis le Pieux pour les travaux à effectuer à la cathédrale. Un fabier, orfèvre selon toute vraisemblance, est aussi venu, sous Ebon (Lesne, III, p. 181).

c'est au prestige seul de saint Rémi qu'il peut attacher la gloire de Reims : sur ce point aussi la *Uita Remigii* devient le centre fondamental d'intérêt de ses dix dernières années.

L'archevêque n'a pas, pour autant, négligé d'attirer les Grands et les pèlerins à Reims. Les premières années des relations avec Charles ont été, de ce point de vue, idylliques. Charles passe la Noël de 846 à Reims et y reçoit des ambassadeurs cordouans ⁵²⁶. Octobre 852 voit un triomphe pour le jeune archevêque : le roi assiste au transfert des restes de saint Rémi ; et tous les prêtres du diocèse sont présents à cette occasion, que l'on réunit en synode le 1^{er} novembre. Charles accepte encore de participer à la dédicace de la nouvelle cathédrale le 17 septembre 862. Mais c'en est fini désormais — et ceci confirme ce que nous avons déjà vu des relations entre les deux hommes — : Charles ne séjourne plus qu'une fois, volontairement, dans la ville de Reims, en 870 ⁵²⁷ et c'est pour honorer les légats pontificaux. Toutes les autres fois que lui-même, la reine ou leurs descendants passent désormais par la ville ⁵²⁸, c'est visiblement parce que le réseau des voies romaines les conduit à le faire ⁵²⁹. Si l'on remarque aussi qu'aucun concile marquant, aucun synode provincial ne semble avoir eu lieu à Reims ⁵³⁰, on peut se demander si Hincmar, par économie (?), n'a pas évité de trop dispendieux séjours de pur prestige dans sa capitale. Il est intéressant de noter que beaucoup d'assemblées auxquelles il parti-

⁵²⁶ Toutes les informations qui suivent sont tirées des *Annales de Saint-Bertin*.

⁵²⁷ Il y rejoint les légats pontificaux qu'il a envoyés pour traiter des questions en suspens sur le royaume de Lorraine et sur Hincmar de Laon. Le roi séjourne huit jours à Reims avec un grand concours de fidèles.

⁵²⁸ Au début de 862, Charles passe par Reims pour se rendre à Soissons et à Senlis ; en octobre et novembre 866, à l'aller et au retour d'un voyage vers Verdun, il fait de même ; et en décembre 867 lorsqu'il va du palais de Corbigny vers Auxerre ; en octobre 871, lorsqu'il va d'Orville vers l'Italie ; en août 875, c'est la reine Richilde qu'il renvoie de Douzy vers Servais en passant par Reims, la reine repassant par Reims en mars de l'année suivante pour aller à la rencontre du roi qui rentre d'Italie par Besançon, Langres, Châlons et Reims vers Compiègne. En juin, Charles passe à nouveau par la ville d'Hincmar pour gagner Ponthion. Le 14 août 876, Charles, immobilisé la veille à Châlons par la maladie, se rend dans la journée, de Châlons à Servais en passant par Reims. En juillet 877, pour la dernière fois, Charles le Chauve, de Quiersy, gagne l'Italie par Soissons, Reims, Châlons et Langres. Et il faut attendre, à en croire les *Annales*, mai 880 pour qu'un nouveau passage royal ait lieu : Louis III et Carloman s'en vont, depuis Compiègne, rencontrer leurs cousins.

⁵²⁹ Il paraît impossible d'aller de Soissons à Metz autrement qu'en passant par Reims ; les voyages sont lents : il faut un jour au roi pour aller de Châlons à Servais, douze à Richilde pour se rendre de Servais à Vernierfontaine, près de Genève, soit un peu plus de 400 kilomètres ; Charles fait le même trajet, au retour, beaucoup plus lentement semble-t-il. En 876, le roi met deux jours pleins pour aller de Ponthion à Châlons-sur-Marne, peu distants cependant.

⁵³⁰ Rappelons qu'en 852, 857, 864 probablement et 874, des synodes des prêtres du diocèse ont été tenus à Reims.



cipe ont lieu dans les palatia royaux de l'Oise et de l'Aisne. Nous ne pouvons aller plus loin sur ce point. Reims pourtant a repris du poids dans le royaume : le capitulaire de Quiersy, en 864, nous apprend qu'il y a là un atelier de frappe monétaire agréé ⁵³¹.

Pour les pèlerins et les pauvres, Hincmar, probablement à la fin de sa vie, a fait construire un important hôpital dont il a remis la gestion aux chanoines de Reims ⁵³². Les autres aménagements apportés à la ville ont trop souvent été évoqués par les historiens pour qu'il soit ici nécessaire d'en parler. Rappelons seulement que la construction d'un cloître à côté de la cathédrale a nécessité le détournement d'une voie publique, détournement accordé par le roi ⁵³³ ; et, ce qui est plus important encore, que confirmation a été donnée à Hincmar de l'autorisation accordée par Louis le Pieux à son prédécesseur d'utiliser les pierres des remparts du Bas Empire pour les constructions souhaitées dans la ville ⁵³⁴. On peut toutefois s'interroger sur la portée réelle des destructions opérées ⁵³⁵. L'ampleur même des portes ⁵³⁶ permet de supposer que des murs proportionnés n'ont pas été abattus inconsidérément.

⁵³¹ MGH Capitularia II, p. 315, cap. 12. Cet atelier existait déjà sous Louis le Pieux et il assure la suite de celui de l'époque mérovingienne (Vercauteren, op. cit., p. 55).

⁵³² L'information est donnée par Flodoard. Boussinesq et Laurent, p. 181-182, assurent que cet hôpital se trouvait à l'emplacement actuel du Palais de justice. Charles le Chauve (*Actes*, II, p. 377) a, en 875 probablement, confirmé l'acte de fondation de l'hôpital.

⁵³³ *Actes*, II, p. 377. Flodoard explique qu'il a fallu agrandir le cloître parce que le nombre des chanoines avait augmenté.

⁵³⁴ *Actes*, III, p. 246.

⁵³⁵ F. Vercauteren (op. cit., p. 64) s'interroge déjà sur ce point. Il est certain qu'au XII^e siècle la zone proche de Notre-Dame était ruinée (Vercauteren, *ibidem*). Hincmar lui-même dit qu'attaquée en 882 par les Normands, la ville n'était protégée ni par un mur ni par une force humaine. Faut-il le croire et le désir de magnifier l'intervention de saint Rémi ne le conduit-il pas à une exagération caractérisée. Un indice, difficile à apprécier, nous conduit à être très réservé sur l'étendue des destructions. Hincmar souligne qu'un portier était complice de Niuinus pour permettre à la moniale dont il était l'amant de le rejoindre la nuit (PL 126, 443). S'agit-il — c'est bien peu probable — du portier d'un monastère de femmes ? Ce monastère est-il Saint-Pierre-aux-Nonnes, situé hors les murs, ce qui détruit notre hypothèse ou un monastère intra-urbain ? Quoi qu'il en soit, si le portier est de garde à l'une des portes de Reims, on voit mal pourquoi cette précaution était encore prise si d'énormes brèches avaient été ouvertes dans l'ancien rempart.

⁵³⁶ J. Leflon, *Histoire du diocèse de Reims*, op. cit., p. 58 sq., décrit celle dont les vestiges subsistent encore : la porte de Mars, située au Nord, comportait trois arcades. Sa hauteur devait dépasser 17 mètres, sa façade en mesurait 32. Rappelons qu'il existait trois autres portes, du temps d'Hincmar encore ; à l'Est, l'ancienne porte de Vénus prend, au IX^e siècle, le nom de porte de Trèves ; à l'Ouest, la vieille porte gauloise est souvent appelée porte de Soissons ; au sud, la Collatice, dont Flodoard dit qu'elle était ouverte aux marchands, était peut-être fermée par une herse. Les quatre portes de Reims donnent sur des axes routiers tous très importants, on l'a vu.

Hincmar n'a pas apporté de modifications importantes à la géographie des églises rémoises. En dehors de Saint-Rémi et de la cathédrale, où sa marque personnelle est forte, il n'a pas modifié les bâtiments existants ni leur décoration. Les textes ⁵³⁷ et les quelques informations fournies par l'archéologie permettent de distinguer plusieurs groupes de ces églises, sans que leur localisation exacte sur un plan soit aujourd'hui très aisée ⁵³⁸. Un premier ensemble se trouve dans et autour de la ville fermée. Saint-Symphorien, appelée aussi église des Apôtres et qui fut le siège des premiers évêques, est encore debout au IX^e siècle, à l'Est de la cathédrale. F. Vercauteren cite aussi la basilique des Martyrs, Saint-Martin et Saint-Pierre ⁵³⁹ ; les martyrs sont les saints Vital et Agricole ⁵⁴⁰ et leur église, située au sud-est de Notre-Dame, sert de sépulture à certains évêques de Reims ⁵⁴¹ ; une somme de douze sous est prévue au Testament de Saint Rémi pour construire la voûte de cette église ⁵⁴² ; Saint-Martin est une vieille église du V^e siècle — une des trois dédiées à ce saint, nous y reviendrons — ; Saint-Pierre ne doit pas être confondu avec les monastères du même nom, l'un intra, l'autre extra-muros. Il existe encore, probablement, une ou deux autres vieilles églises à l'intérieur des murs. Sort-on de la ville fermée, trois autres églises situées près de trois portes jouent un rôle important ⁵⁴³ : au Nord, près de la porte de Mars, Saint-Hilaire qui a été jusqu'à sa destruction en 1359, le lieu de sépulture des clercs de l'église de Reims ; à l'Est, l'église dédiée aux saints Crépin et Crépinien, près de la porte de Trèves ; au Sud, une deuxième église Saint-Martin, près de la porte Collatice.

Entre la cité fermée et le uicus de Saint-Rémi qui se trouve au Sud de celle-ci, la longue voie romaine qui joint les deux noyaux urbains est bordée, elle aussi, de quelques édifices religieux. Le plus intéressant, Saint-Maurice, est malheureusement à peu près inconnu.

⁵³⁷ Essentiellement Flodoard. Mais on tire aussi quelques informations d'Hincmar, en particulier de la *Vita Remigii*.

⁵³⁸ Le dernier essai de restitution du plan de Reims au VIII^e siècle se trouve dans M. Hollande, *Essai sur la topographie de Reims*, s.d., p. 7.

⁵³⁹ Op. cit., p. 65.

⁵⁴⁰ Jovin, fondateur de Saint-Vital (Leflon, p. 131), est enterré dans la basilique qu'il a fait édifier.

⁵⁴¹ Leflon, p. 172.

⁵⁴² Une somme aussi dérisoire, le caractère affirmé de basilique pour cette église interdisent bien entendu de penser à une voûte jetée sur les nefs, au moins sur la principale. S'agit-il d'une crypte ? Il faut peut-être ici se souvenir qu'Hincmar demande en 852 de vérifier si les églises *rurales* sont « coopertae » ou « cameratae » (PL 125, 779).

⁵⁴³ F. Vercauteren (op. cit., p. 62) ajoute que *dans* la porte Bazée, saint Rigobert a ouvert un oratoire dédié à saint Michel.

Lorsqu'on parvient au vicus Sancti Remigii, la densité des églises devient considérable. La plus imposante est alors la grande basilique Saint-Nicaise⁵⁴⁴. Victime des Vandales, l'évêque Nicaise a d'abord été enseveli dans une basilique cimetériale du IV^e siècle ; ses reliques ont été dispersées, à la fin du IX^e siècle, vers Tournai et Noyon. L'église rémoise qui lui est dédiée possède une enceinte cimetériale. Flodoard explique que la maison du prêtre desservant est située tout à côté de l'édifice. Hincmar dit d'elle que c'est une basilique⁵⁴⁵ et l'habituelle précision de son vocabulaire nous conduit à le croire et aussi que la basilique était précédée d'un escalier de plusieurs marches⁵⁴⁶. Près de Saint-Nicaise, deux petites églises survivent : Saint-Jean et Sainte-Balsamie.

Au Sud-Ouest de Saint-Nicaise, le grand ensemble de Saint-Sixte et de ses annexes constitue un autre pôle d'attraction⁵⁴⁷. Saint-Sixte comporte une grande enceinte cimetériale à l'intérieur de laquelle se trouve le troisième oratoire rémois dédié à saint Martin⁵⁴⁸. Saint-Sixte a possédé de nombreuses reliques qui ont été transportées de là vers Saint-Rémi au X^e siècle⁵⁴⁹. Dans l'atrium se trouvait un hypogée redécouvert en 1738⁵⁵⁰.

Au Nord de Saint-Sixte, un troisième ensemble s'organise autour de Saint-Timothée. L'archevêque Tilpin a ordonné naguère la restauration de la basilique elle-même, dont le deuxième dédicataire est saint Apollinaire. Saint-Timothée sert d'église paroissiale au vicus ; elle est restée collégiale jusqu'à la Révolution.

Tout à fait à l'Ouest, enfin, de cet ensemble imposant, Saint-Rémi et son abbaye. Une petite église, consacrée à saint Rémi, existait déjà dans cette zone à l'époque de Grégoire de Tours. Hincmar a délibérément bouleversé la topographie du lieu en décidant, dès son arrivée à Reims, de donner à son prédécesseur une sépulture plus remarquable

⁵⁴⁴ Voir J. Leflon, op. cit., p. 147 sq. C'était au Moyen Âge l'une des plus grandes et probablement des plus belles églises de Reims, à en juger par son élévation sur les plans anciens de la ville (Vue et perspective de la ville de Reims du côté de Paris, plan du XVIII^e siècle par Maisonneuve, Reims BM Estampes XXXII I c. 2).

⁵⁴⁵ PL 125, 1150.

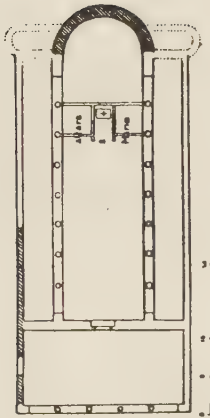
⁵⁴⁶ Ibidem : « Et concito cursu per gradus ante ipsam ecclesiam petris compositos agressus... ».

⁵⁴⁷ J. Leflon, op. cit., p. 123 sq.

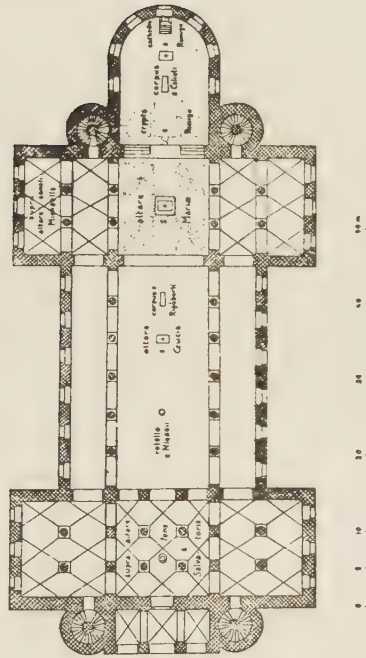
⁵⁴⁸ Voir E. Ewig, *Le culte de saint Martin à l'époque franque*, *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, 1961, p. 6-7 ; ce serait la plus ancienne des trois églises Saint-Martin que comptait l'ensemble rémois à l'époque de Flodoard.

⁵⁴⁹ La paroisse a décliné dès cette époque. Sa suppression en 1688 a conduit en 1726 à la destruction de l'église.

⁵⁵⁰ Voir J. Hubert : *L'architecture religieuse du Haut Moyen Âge en France*, Paris 1952, notice n° 59.



Plan restitué
de la cathédrale primitive
d'après H. Reinhardt



Plan restitué
de la cathédrale carolingienne
d'après H. Reinhardt

FIG. 3. — Plan de la cathédrale carolingienne. Haut et recuvert.

que celle où il reposait, non loin de là, après sa mort. En effet, dans un atrium ⁵⁵¹, où existe depuis longtemps une petite église dédiée à saint Christophe, le corps de « l'athlète du Christ », comme Hincmar va l'appeler, repose discrètement. La crypte inaugurée en 852, le transfert des reliques, ont modifié, au profit de l'église du saint, tout l'équilibre architectural du quartier. Délibérément, les agrandissements qu'Hincmar a souhaités pour l'abbaye autant que pour l'église ont absorbé d'anciennes chapelles dédiées à saint Julien et à saint Germain ⁵⁵². Rien n'est trop beau pour celui qu'Hincmar a véritablement porté au premier rang des saints occidentaux, sans relâcher son effort de 845 à sa mort. Nous ne savons hélas rien des formes architecturales qu'avait alors l'église Saint-Rémi, pas même pour la crypte, ni des plans précis de l'abbaye.

Nous n'avons accordé aucune attention à quelques églises dont la présence est certaine à l'époque d'Hincmar, mais qui n'ont eu aucun rapport ni avec sa vie ni avec son action.

Saint Nicaise avait construit la première cathédrale ⁵⁵³ de Reims, déjà dédiée à la Vierge, à l'emplacement de l'actuelle, « dans la partie la plus haute de la ville » dit Flodoard. L'église comportait une crypte dont Flodoard dit, après Hincmar, que saint Rémi a aimé s'y recueillir ; au IX^e siècle, ce vestige de la première église a été comblé, en même temps que le reste était détruit, pour faire place à la cathédrale d'Ebon et d'Hincmar ⁵⁵⁴ ; pour des raisons peu claires la crypte a été à nouveau dégagée au X^e siècle, puis définitivement murée et abandonnée au XIII^e ⁵⁵⁵. La cathédrale du IX^e siècle n'a jusqu'ici pas livré ses secrets. Les importants sondages de Deneux ⁵⁵⁶, le plan qu'il en a donné ⁵⁵⁷, n'apportent aucune certitude. Les arguments

⁵⁵¹ Uita Remigii, PL 125, 1173.

⁵⁵² Ibidem.

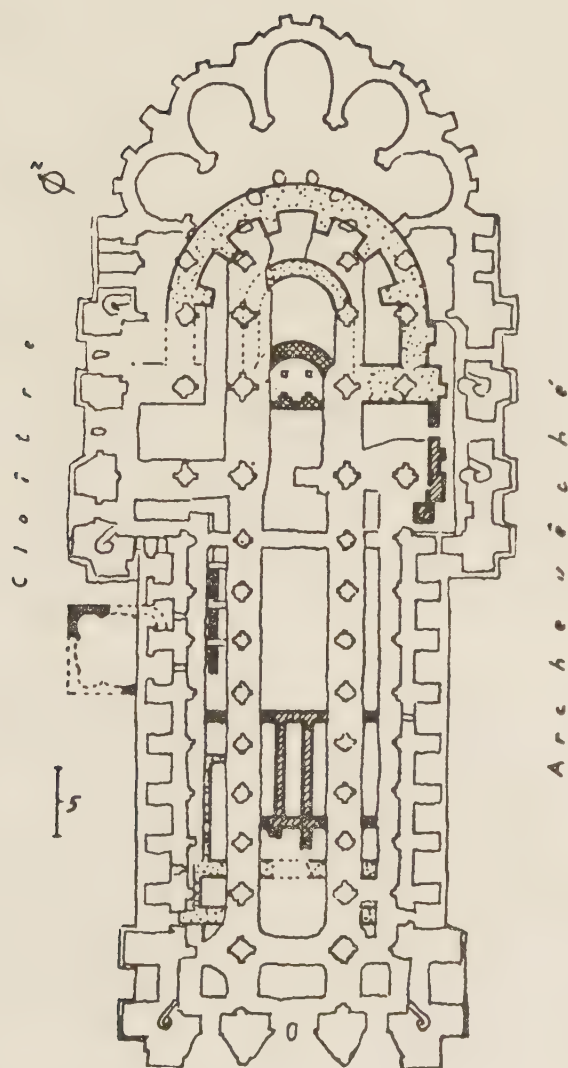
⁵⁵³ Hans Reinhardt, *La cathédrale de Reims*, Paris 1963, p. 19, pense que cette première cathédrale avait d'étroits rapports avec celle, contemporaine, de Genève. Il est très difficile de faire mieux, sur cette question, que le savant auteur de cette monographie, tant que des fouilles ne permettront pas de reprendre l'ensemble de la question. Là comme ailleurs, les églises et les caves de Reims mériteraient une très grande attention de la part des archéologues. Voir en particulier, dans l'ouvrage de Reinhardt, les pages 37 sq.

⁵⁵⁴ Cependant Hincmar la connaît : il en parle dans la Uita Remigii (PL 125, 1163) comme étant située, à l'époque de Saint-Rémi, « retro sedem... ecclesiae sanctae Mariae... ».

⁵⁵⁵ Leflon, op. cit., p. 147.

⁵⁵⁶ H. Deneux : *Dix ans de fouilles de la cathédrale de Reims, 1919-1930*, conférence donnée à la Société des Amis du Vieux Reims, le 1^{er} juin 1946, Reims, s.d.

⁵⁵⁷ Il est reproduit ici d'après J. Hubert : *L'architecture religieuse du Haut Moyen Age en France*, Paris 1952, planche XI, p. 19.



Divers édifices dont les traces ont été reconnues par H. Deneux
lors des sondages effectués dans la cathédrale de Reims

de Jean Hubert⁵⁵⁸ emportent la conviction et il est bien difficile de reconstituer, fût-ce hypothétiquement, le plan de l'édifice du IX^e siècle. L'archéologie ne nous étant, pour le moment, d'aucun secours réel, ayons recours aux textes. A suivre Flodoard, que reprend Reinhardt, Hincmar aurait couvert de feuilles de plomb cet édifice déjà très vaste, lui aurait donné un plafond que Reinhart pense avoir été à caissons, aurait décoré l'intérieur de pavements de marbre et placé des vitraux aux fenêtres⁵⁵⁹. Nous risquons de ne pas en savoir beaucoup plus, mais ces travaux d'aménagement représentent déjà de gros efforts et investissements et une recherche difficile de matière première, au moins pour le plomb. Est-ce à calfater les interstices entre les plaques de plomb que servait la poix tirée des domaines vosgiens ? A l'Ouest, un ensemble architectural comportant une chapelle haute sur voûte⁵⁶⁰ laisse, en l'absence de fouilles satisfaisantes, les commentateurs sur leur faim. S'agit-il d'un Westwerk comme on en trouve encore dans l'architecture ottonienne ? D'une chapelle haute ouverte sur la nef centrale comme à Tournus⁵⁶¹ ? En tout cas cette chapelle avait reçu des fonts baptismaux.

On connaît un peu moins mal certains éléments de décoration apportés par le prélat à la cathédrale. Le plus prestigieux était un devant d'autel en or enrichi de pierreries. Dom Marlot dit avoir vu cet objet qui mesurait 6 pieds de long pour 2 pieds 3/4 de haut⁵⁶². Au centre figurait la Vierge portant le Christ enfant et entourée des quatre Évangélistes ; au-dessus d'elle un crucifix couvert d'une calcédoine ; à gauche, sainte Eutropie, saint Florent et Saint Nicaise. Ce devant d'autel a été fondu en 1790. Hincmar avait préparé pour cette vaste

⁵⁵⁸ J. Hubert, op. cit., p. 57, note 33 : « Il est impossible d'identifier la crypte retrouvée, dont les maçonneries accusent le début de l'époque romane, avec l'oratoire voûté... D'autre part, c'est bien témérairement que l'on s'est autorisé, pour dater les différents travaux, de la présence à 70 centimètres en contrebas du sol actuel, d'une mosaïque de pavement que l'on attribue aux travaux effectués par l'archevêque Hincmar... ».

C. Heitz (*Recherches sur les rapports entre architecture et liturgie à l'époque carolingienne*, Paris 1963, p. 29-30) fait moins de réserves que J. Hubert.

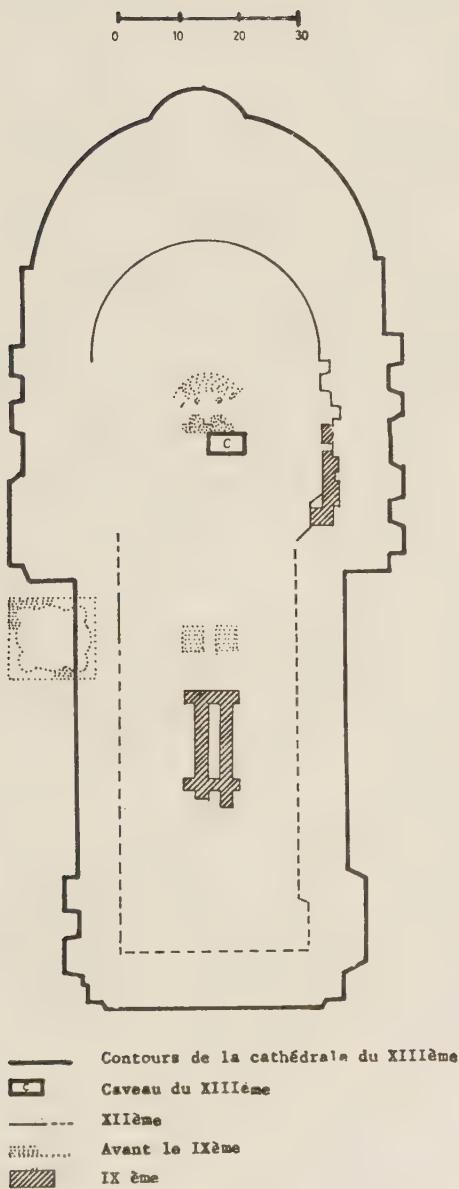
⁵⁵⁹ Faut-il prendre à la lettre le « illustrait » de Flodoard qui se rapporte aux vitraux et penser qu'un essai décoratif a été tenté ?

La présence de vitraux colorés n'a, en soi, rien d'inadmissible, l'archéologie le révèle peu à peu. Le Liber Pontificalis (II, p. 147) signale que Benoît III a fait placer dans une abside reconstruite sur ses ordres « fenestras uero uitreis coloribus... ».

⁵⁶⁰ En 976, dit la Continuation des Annales de Flodoard, Adalbéron a dû faire détruire : « Opus arcuatum quod erat secus ualuos sanctae Mariae Remensi ; supra quod altare Salvatoris habebatur et fontes miro opere erant positi ». (Voir Lauer : *Les Annales de Flodoard*, Paris 1906, p. 160).

⁵⁶¹ M. Eschapasse, *La cathédrale de Reims*, Paris 1967, p. 9, pense à une abside occidentale comparable à celle de Saint-Riquier. Au X^e siècle, Adalbéron l'a remplacée par un clocher porche au-delà de trois travées nouvelles.

⁵⁶² Soit près de 2 mètres de long sur à peu près 90 centimètres de haut. Don Marlot, *Histoire de Reims*, II, p. 394. Prosper Tarbé (*Trésor des églises de Reims*, Reims 1843, p. 44) précise que le crucifix était gravé dans un bloc de cristal de roche.



Les hypothèses de H. Deneux que combat J. Hubert

composition un ensemble de vers qui n'ajoutent rien à sa gloire⁵⁶³. Reims comptait certainement un important trésor de vases sacrés, accumulés depuis saint Rémi. En tout cas, Flodoard nous le dit, Hincmar fit fabriquer par son orfèvre un grand calice d'or, une patène et des croix enrichis de pierres précieuses. Le calice devait être remis pour le tribut aux Normands. Lesne⁵⁶⁴ attribue à Hincmar l'installation de couronnes de lumière dans la cathédrale et le revêtement en argent des chandeliers. Flodoard parle encore de livres reliés en bois recouvert de plaques d'ivoire et d'or, d'un Evangélaire copié en lettres d'or et d'argent et dont la reliure est couverte d'or et de pierres précieuses⁵⁶⁵, d'un sacramentaire et d'un lectionnaire où l'ivoire accompagne l'argent⁵⁶⁶. Hincmar fit encore transcrire et relier précieusement de bois orné d'or et d'ivoire deux textes relatifs à la Vierge, dont le fameux Pseudo-Jérôme dont il a été question plus haut⁵⁶⁷. A Notre-Dame de Reims, comme dans ses textes, Hincmar a donc manifesté une dévotion profonde à la Vierge⁵⁶⁸. Reims est sans doute redevenue sous son impulsion un centre d'orfèvrerie. Flodoard parle d'un reliquaire donné par l'archevêque et qui était si lourd que deux prêtres étaient nécessaires à son transport. On trouve encore à Vienne un reliquaire en forme de bourse qui provient de Reims et date du milieu du IX^e siècle⁵⁶⁹. On a vu⁵⁷⁰ Hincmar soucieux d'assembler dans sa cathédrale

⁵⁶³ Saisi, comme tous ses contemporains, par la manie de versifier, il n'a laissé que des poèmes fort plats dont l'édition complète se trouve dans MGH Poetae latini aevi Karolini, III, L. Traube, Berlin I, 1896, p. 406-420. Les aménagements intérieurs apportés à Saint-Rémi de Reims et que Flodoard décrit en termes peut-être un peu trop similaires à ceux qui se rapportent à la cathédrale ont aussi fourni l'occasion à Hincmar de déployer son activité « poétique ».

⁵⁶⁴ Tome III, 218-219.

⁵⁶⁵ Il s'agit très vraisemblablement du manuscrit Reims 11 à initiales d'or sur parchemin pourpre qui a été donné, dit le Codex, par Hincmar. Le manuscrit a évidemment perdu sa belle parure.

⁵⁶⁶ Peut-être donné par Hincmar encore, selon le manuscrit même : Reims 247.

⁵⁶⁷ Ce texte était très attaqué, on l'a vu, et Ratramne de Corbie le dénonçait vigoureusement pour ce qu'il était. En 868, Hincmar en assure cependant la défense dans une lettre à Odon de Beauvais (*Revue bénédictine*, 1934, p. 269) : mettant indirectement en cause Ratramne, le prélat multiplie les « preuves » de l'authenticité sans nous convaincre. Mais il paraît difficile de penser que, pour lui, le texte n'était pas de saint Jérôme.

⁵⁶⁸ La psychanalyse n'en finirait pas d'étudier de près les poèmes d'Hincmar consacrés à la Vierge ou son attitude en face de celle-ci.

Un seul exemple : sous la Vierge représentée au centre du devant d'autel en or, Hincmar avait fait graver ces mots : « La Vierge tient l'Homme, le Roi et le Dieu né, par l'opération d'une flamme sainte, de ses propres entrailles ».

⁵⁶⁹ Schatzkammer de Vienne, Catalogue de 1956, objet n° 161. En plomb doré pour l'essentiel, avec des flancs en argent doré. Ce bel objet est garni de pierres précieuses et de perles ; il est décoré de médaillons dont les motifs sont traités de manière assez comparable à celle du psautier d'Utrecht.

⁵⁷⁰ Chapitre I.

et dans sa ville le plus grand nombre possible de reliques protectrices ; il ne l'est pas moins d'en éviter la fuite par vols ou cadeaux. Hincmar proteste auprès de l'abbé de Saint-Denis, Louis ⁵⁷¹ contre l'enlèvement clandestin du corps de saint Déodat ⁵⁷² ; la restitution se faisant attendre, Louis est appelé à l'ordre ⁵⁷³.

On aimerait, pour finir, connaître les formes de l'intervention du prélat dans la vie des monastères de sa province. Pour Saint-Rémi, son action est évidente encore que très mal connue. Mais, en dehors des interventions disciplinaires que nous avons notées, qu'en est-il pour Saint-Thierry tout proche, où Hincmar décide, en 872, de faire transférer le corps de saint Rigobert et qui a reçu de lui divers livres ? Qu'en est-il du proche monastère de Saint-Basle, si décadent en apparence à ce moment, de Saint-Denis de Reims ; qu'en est-il d'Orbais, surveillé mais distant, d'Avenay, d'Hautvillers ? Pour ne rien dire des grandes abbayes de l'Ouest sur lesquelles, visiblement, le pouvoir du métropolitain est demeuré nul.

Sur tous ces sujets, les textes sont d'une sécheresse qui confine à l'aridité totale.

Ainsi, au niveau des détails matériels, sent-on encore tout ce que l'impulsion d'Hincmar a modifié, ordonné, organisé, très durablement parfois, dans son immense province et surtout dans son propre diocèse. A nouveau les faits confirment que les déclarations de principe ne sont pas simple façade.

IV. — LES METHODES ET LES INSTRUMENTS DE TRAVAIL

A) *Le lu et le retenu :*

Les méthodes de travail sont reliées au plus intime d'un être ; elles sont révélatrices au même titre que l'aménagement des moyens qui les conditionnent et leur permettent d'entrer en action, des tendances les plus difficilement déguisables. Qu'en sera-t-il de ce nouvel examen à faire subir à Hincmar ?

On s'est demandé comment saint Augustin pouvait à la fois lire tant et écrire si abondamment ⁵⁷⁴. Tout ce que G. Bardy a exposé, exemples à l'appui, s'applique, toutes proportions gardées, à Hincmar. Les sujets s'imposent à celui-ci comme à l'évêque d'Hippone, par la pression extérieure et l'urgence des réponses multiplie les consultations,

⁵⁷¹ Schrörs 185, avant 866 ; MGH, p. 202.

⁵⁷² L'auteur a agi « cupiditate rerum ipsius sancti... ».

⁵⁷³ Schrörs 186. MGH 202.

⁵⁷⁴ G. Bardy, *Les méthodes de travail de saint Augustin, Augustinus Magister*, tome I, Paris 1955, p. 20.

donc les lectures autour d'un thème donné. Mais ce procédé général de travail s'accompagne de la notation matérielle ou de l'enregistrement par la mémoire d'autres passages qui peuvent ressurgir un jour à l'occasion d'une nouvelle urgence, sur un autre thème. La lecture d'Hincmar, comme celle d'Augustin, est très abondante ; elle est sélective, au moment où elle est faite, des passages immédiatement utiles mais elle n'exclut pas l'attention à d'autres. Il faut dès lors d'abord se demander quand Hincmar a trouvé le temps de lire ce qu'il a lu et commenté.

Il est intéressant de vérifier, grâce au tableau simplifié des activités du prélat que les sources permettent de dresser, que les déplacements d'Hincmar sont moins fréquents qu'on ne l'attendait à première vue. Il s'est rendu rarement à des distances assez grandes de son diocèse (855 - 856 - 859 - 860 - 863) et ne séjourne *jamaïs* auprès de Charles, comme évêque de cour ou même comme ami : c'est toujours sur convocation du roi qu'il se rend à un palatium ou dans une abbaye ou une ville pour assister à un plaid, à un synode, un concile ou une entrevue. Il convient d'ailleurs de remarquer que ce tableau confirme que des années entières ont pu n'être marquées par aucune entrevue officielle entre les deux hommes⁵⁷⁵. On peut enfin remarquer qu'Hincmar n'a jamais failli à l'obligation que faisaient aux évêques les textes du début du IX^e siècle de passer Carême et Pâques au milieu de leurs ouailles et qu'on peut compter très vite les cas où le prélat n'a pas passé Noël à Reims (863 et peut-être 877). Enfin, et c'est le résultat le plus spectaculaire de cette enquête, on peut estimer à 20 % au plus le temps passé par Hincmar en des occupations extérieures à Reims entre 845 et 882. Il ne paraît pas déraisonnable de penser que le prélat a passé près de 80 % de son temps dans sa ville, à administrer le diocèse et à s'occuper des tâches pastorales diverses qui lui revenaient. Même si l'on déduit encore des mois à consacrer aux tournées pastorales et à la vie de la province, il reste que l'archevêque a disposé de beaucoup plus de temps qu'il n'y paraîtrait à première vue pour lire, méditer et écrire. L'une des premières difficultés que nous attendions est, par là, levée.

On constate encore que les années de grande production : 857, 860, 868 à 870 par exemple, sont aussi, le plus souvent, les années de plus grande activité. Force est donc bien de penser que l'effort de lecture et d'organisation de la bibliothèque porte aussi sur les années qui environnent les grandes crises et les grands traités ; *mais* — et

⁵⁷⁵ La faible part prise par Hincmar à la vie du royaume jusqu'en 853, entre 856 et 859, de 862 à 866, après 871 et jusqu'à la mort de Charles, confirme les conclusions que nous avons apportées, chemin faisant. Au contraire, il faut probablement estimer que de 877 à 881 la place d'Hincmar a été plus forte que ce tableau ne le révèle.

Tableau simplifié des activités d'Hincmar d'après l'ensemble des sources

Année et mois	Présence à Reims certaine ou probable	Voyages auprès du roi	Autres activités
846 Février Juin	Carême - Pâques Automne - Hiver - Noël	Assemblée à Paris Synode à Epernay	
847	Toute l'année ?		
848	Toute l'année ?		
849 Entre Février et avril	Carême - Pâques et le reste de l'année	Synode à Quiersy	
850	Toute l'année		
851	Toute l'année ?		
852 Octobre Novembre	Toute l'année ? Grandes cérémonies à Reims		
853 Avril Mai Août Novembre	Carême-Pâques (2 avril)	Synode de Soissons Synode de Quiersy Synode de Verberie	Hincmar missus
854	Toute l'année ?		Hincmar missus
855 Août	Carême - Pâques Noël	En Neustrie avec le roi	
856 Octobre	Toute l'année sauf Octobre		Envoyé de Charles auprès des Aquitains
857 Janvier Février	Toute l'année sauf les deux premiers mois	Synode de Quiersy	

Tableau simplifié des activités d'Hincmar d'après l'ensemble des sources
(suite)

Année et mois	Présence à Reims certaine ou probable	Voyages auprès du roi	Autres activités
858	Carême - Pâques - Noël		
859 Mai Juin Décembre	Carême - Pâques Hincmar dit être malade à Reims	Synode de Savonnières	Présence à Metz Voyage à Worms
860 Janvier Juin Oct.-Nov. Nov.-Déc.	Hincmar est encore malade à Reims Carême - Pâques Hincmar est à Reims	Synode de Douzy	Hincmar est à Coblenze
861	Toute l'année ?		
862 Juin Juillet Septembre Novembre	Carême - Pâques Dédicace de la cathédrale de Reims Noël	Assemblée de Pîtres Synode de Soissons	Entrevue de Savonnières
863 Octobre Nov.-Déc.	Carême - Pâques	Synode de Verberie	Voyage d'Hincmar vers la Loire Inspection des biens de Saint-Rémi dans cette région Rejoint Charles à Auxerre
864 Mai Juin	Carême - Pâques Synode diocésain à Reims ? Noël	Assemblée de Pîtres Il n'est pas certain qu'Hincmar y assiste	

Tableau simplifié des activités d'Hincmar d'après l'ensemble des sources
(suite)

Année et mois	Présence à Reims certaine ou probable	Voyages auprès du roi	Autres activités
865 Février	Carême - Pâques et le reste de l'an ?	Hincmar assiste-t-il à l'entrevue de Douzy ?	
866 Juin Juillet Août	Carême - Pâques Septembre à Décembre	Synode de Soissons	Ordination de Jean de Cambrai à Beauvais
867 Mai Juillet Novembre Décembre	Carême - Pâques	Séjour au palatium de Samoussy Hincmar amène son contingent militaire à la levée ordonnée par Charles Synode de Troyes Auprès de Charles au palatium de Corbény	Rencontre de Metz
868 Mai Août	Carême - Pâques Noël	Synode de Quiersy Synode de Pitres	
869 24 Avril Mai Août-Sept. Novembre	Carême - Pâques (Février-Mars et 3 Avril) Hincmar est à la fin du mois de retour à Reims Noël	Synode de Verberie Hincmar convoqué à Servais par le roi Avant le couronnement, Hincmar rencontre probablement le roi à Servais Assemblée de Gondreville	Hincmar couronne Charles à Metz le 9 septembre

Tableau simplifié des activités d'Hincmar d'après l'ensemble des sources
(suite)

Année et mois	Présence à Reims certaine ou probable	Voyages auprès du roi	Autres activités
870 Février Mai Juin Juillet Octobre	Carême - Pâques (Février - Mars) Charles est à Reims Noël	Séjour à Compiègne Séjour à Senlis Synode d'Attigny Synode de Ponthion	
871 Juillet-Août	Tout le début de l'année Carême - Pâques Toute la fin de l'année	Synode de Douzy	
872	Toute l'année ?		
873	Toute l'année ?		
874 Juin Juillet	Carême - Pâques Synode de Reims Toute la fin de l'année	Plaid de Douzy	
875	Toute l'année ?		
876 Juin-Juillet	Carême - Pâques Automne - Hiver - Noël	Synode de Ponthion	
877 Mai Juin Juillet Nov.-Déc.	Carême - Pâques Capitula remis aux prêtres du diocèse	Convocation à Compiègne et plaid Synode de Quiersy A Compiègne après la mort de Charles Couronnement de Louis le Bègue	

Tableau simplifié des activités d'Hincmar d'après l'ensemble des sources
(suite)

Année et mois	Présence à Reims certaine ou probable	Voyages auprès du roi	Autres activités
878 Août	Carême - Pâques Toute la fin de l'année Noël	Concile de Troyes	
879	Toute l'année ?		
880	Toute l'année ?		
881 Avril	Carême - Pâques - Noël		Synode de Sainte-Macre
882 Novembre	Carême - Pâques Mort d'Hincmar à Epernay		

tout nous l'a confirmé — c'est en général en très peu de temps qu'Hincmar prépare les matériaux de base d'un traité futur, au moins jusqu'à la fin de l'année 860. Il faut donc admettre que jusqu'à cette date il a lu beaucoup, particulièrement de 855 à 860, à l'occasion des grandes affaires qui lui étaient confiées, mais que la sélection des passages utiles retirés des ouvrages rassemblés à la bibliothèque s'est faite en quelques mois peut-être à partir de lectures préalables de premier contact.

Après 860 les choses changent. L'archevêque a mieux organisé l'ensemble de son travail et la hâte des derniers moments disparaît souvent, en même temps que s'améliore la qualité des emprunts. Hincmar lit toujours beaucoup et il emmagasine une connaissance très vaste dont l'utilisation, jusqu'en 875 au moins, se fait avec plus d'ordre et moins de hâte que durant la première époque. Après 875, l'âge venant — mais il lit encore, on le verra — l'époque des citations de soi-même vient, qui remplace, de plus en plus fréquemment, le recours à des textes nouveaux. En tout cas, moins bien organisé avant 860 qu'après cette date, Hincmar a eu le temps de lire beaucoup et a lu beaucoup ⁵⁷⁶, l'étude de sa bibliothèque nous le montrera tout autant que nous l'a révélé celle des citations.

⁵⁷⁶ Nous n'avons jamais rencontré chez lui une plainte comparable à celle qui échappe à Paschase Radbert (Peltier, *Paschase Radbert*, op. cit., p. 40) de ne

Hincmar a lu, avant tout nous le savons, les auteurs que Rome reçoit, qu'il s'agisse de droit canon ou de patristique. S'il faut établir de grandes catégories, il révère les Pères anciens et tient compte au plus haut point de leurs traités, sans ignorer pourtant qu'ils peuvent être en désaccord entre eux⁵⁷⁷, mais il a tendresse et respect bien plus encore pour Grégoire le Grand⁵⁷⁸ et pour les auteurs insulaires, dont Bède, plus proche de sa sensibilité. Le souci constant du prélat, nous l'avons vu aussi bien pour le droit que pour les Pères, est de vérifier la valeur des informations reçues d'autrui ou par l'intermédiaire de chaînes d'excerpta. Ajoutons à tant d'autres un exemple que nous n'avons pas encore cité. Hincmar possède un exemplaire de Tyconius⁵⁷⁹ : il a soigneusement lu, annoté, corrigé le manuscrit⁵⁸⁰ mais se garde bien d'utiliser les versions de la Bible que propose ce texte un peu suspect.

Dernier trait saillant : sur un sujet important, la curiosité du prélat n'est jamais arrêtée. De 870 à 871, il a enrichi sa documentation et donc son argumentation sur tous les sujets qui concernent son neveu⁵⁸¹.

Très concrètement, nous nous sommes souvent interrogé, en consultant les livres mêmes que cet homme prodigieux avait fait recopier et qu'il a utilisés, sur sa manière de repérer les passages intéressants. Nous sommes certains qu'il le faisait le plus souvent à l'aide d'une notation marginale abrégée : notandum⁵⁸². Mais notre perplexité a été grande devant la pluralité des types de notanda que nous décou-

pouvoir consacrer que des moments dérobés à son commentaire de saint Mathieu. Tout nous laisse à penser que c'est *d'organisation du temps* qu'il s'agit et qu'en ce domaine, aussi, Hincmar a dû être un prodigieux organisateur, comparativement à la plupart de ses contemporains.

⁵⁷⁷ PL 125, 87 : « Quaedam aliter sanctus Augustinus sensit quam beatus Hieronymus ; et item sanctus Hieronymus quaedam aliter sensit quam beatus Augustinus et ambo inter catholicos doctores preserverant ».

⁵⁷⁸ Ibidem : une phrase qui situe bien la hiérarchie des valeurs : « Et quaedam autem aliter beatus Gregorius de se praecedentium doctrinae floribus quam maxime flauus repletus et dulcedine propensiore professus sensit, quam sanctus Hieronymus et quadam aliter exposuit quam sanctus Augustinus exposuerit uel correxerit et ambos orthodoxes amplectitur et ut doctores ecclesia ueneratur ».

⁵⁷⁹ Liber Regularum Tyconii. Voir F.C. Burkitt, *The rule of Tyconius*, Cambridge 1894, *Texts and Studies. Contributions to biblical and patristic literature*, III I. Cet auteur établit qu'Hincmar a possédé une version de Tyconius qui diffère de celle qu'utilise Isidore de Séville.

⁵⁸⁰ Reims B.M. 384, 37 folios.

⁵⁸¹ Exemples : s'il reprend le texte de 870 en 871 (PL 126, 568), il y ajoute une référence à Zosime ; de même fait-il dans d'autres reprises (PL 126, 572 et 73) où s'intercalent deux extraits de Grégoire le Grand.

⁵⁸² Très souvent accompagnés d'autres signes comme de discrètes apostrophes marginales qui soulignent tout le passage intéressant, les notanda (voir planche 5) de la main d'Hincmar sont tout de même assez identifiabiles. Ils sont parfois remplacés par le X ou par des signes plus rares comme X ou ÷.

na: 
 u Ad delibris quas ro
 211

211.

u  Decepta unde
 Incongrua

ii  Idem in regem
 711  Idem in regem
 711  Idem in regem
 711  Idem in regem


 Designator
 primi hominis

Ad omnibus uocis predicabo: hunc
 est domus mactis eius felicitas
 licet pateris optetis: ad cuius inha
 bitationem natura humana crea
 ta est ad quam per peccatum possum
 dum in omni peccata totum genus
 humanum deducitur paradisi in
 quo posuit esse homo primus sine
 morte transire: In hunc

Exemples de  (notanda) d'Hincmar
 (Manuscrit Reims BM 425, folios 73 v.)

Les notanda d'Hincmar revêtent le plus souvent la forme suivante : ^a

vrions : lesquels étaient d'Hincmar ? Et de quand dataient les autres, cependant si proches ? Un élément de réponse nous est venu peu à peu, qui ne peut être qu'hypothèse, hélas : *Hincmar n'a pas tout lu lui-même*⁵⁸³. Sans doute faisait-il préparer par des clercs de son entourage les textes qu'il considérait comme un peu moins importants, se réservant les plus fondamentaux⁵⁸⁴. Il faudrait, pour aboutir sur ce point, une enquête photographique systématique et longue que nous ne pouvions entreprendre et dont les résultats, au demeurant, nous paraissent un peu secondaires. Il faut retenir ce qui est sûr : directement ou non, Hincmar cochait ou faisait cocher en marge les passages importants pour son raisonnement par des signes divers dont le plus fréquent est : « notandum » ou « notanda »⁵⁸⁵. Au demeurant le prélat nous indique lui-même, en une occasion précise, comment il travaillait. Dans une lettre à Odon de Beauvais qu'a publiée Dom Lambot⁵⁸⁶, il dit à son correspondant qu'il a sérieusement parcouru, sans pouvoir le lire à tête reposée, le mémoire sur les différends avec les Grecs que lui a fait parvenir l'évêque de Beauvais. Tous les passages pour lesquels Hincmar ne partage pas l'avis d'Odon ont été signalés en marge par des signes qui permettent le repérage ; Hincmar a ensuite commenté, sur folio séparé, mais en introduisant ses commentaires par les mêmes signes, ses propres opinions. De la sorte, Odon, s'il le juge utile, pourra réviser ses opinions⁵⁸⁷.

Les lectures faites, que deviennent les extraits choisis ? Tout texte peut être découpé, transporté, habillé, mis en style indirect, qu'il soit scripturaire, patristique ou, à un moindre degré, canonique : jamais nous n'avons trouvé Hincmar en flagrant délit de déformation intéressée systématique. Le plus souvent, lorsqu'elle est utilisée près de sa source écrite, la citation est rigoureusement conforme. Les écarts trouvés s'expliquent par l'adaptation au contexte ou par des erreurs d'appréciation sincères d'Hincmar, *plus souvent encore par l'éloignement de la source à consulter* — ce qui met en cause l'usage de la mémoire⁵⁸⁸ — non par la falsification délibérée. Une preuve de plus à nos yeux consiste dans

⁵⁸³ Sinon certaines omissions de passages particulièrement importants pour lui s'expliquent mal. Lorsque nous avons la certitude qu'il a lu directement, la collecte est beaucoup plus satisfaisante.

⁵⁸⁴ Par exemple certains textes de Bède n'ont été que parcourus par lui, alors que saint Augustin sur l'Evangile de saint Jean est lu très attentivement.

⁵⁸⁵ Voir planche 5.

⁵⁸⁶ *Revue bénédictine* XLVI, 1934, p. 269, d'après Ms Gand B.U. 239, XII^e siècle.

⁵⁸⁷ « Nunc autem transcurri eum sub oculis et... in quibus locis mihi aliter visum fuit, adnotare curavi, ponens uirritim signa, in marginibus paginarum et secundum eadem signa in hac scedula quae mihi uise sunt tuae dilectioni scripsi... ».

⁵⁸⁸ Ajoutons un indice encore, relativement à ce problème de la mémoire : en 860, Hincmar explique qu'il a composé le *diuortio* en rassemblant le plus d'autorités de tous ordres possible : « prout permisit breuitas temporis et occurrit memo-

ce fait que nous avons pu identifier des citations non signalées, fondues dans le texte hincmarien, grâce à la fidélité des emprunts scripturaires⁵⁸⁹ qu'elles contiennent : dans un tel cas, pourtant, il pouvait être aisé de déformer beaucoup !

Très fréquemment, l'emprunt est fait directement dans la source où il a été repéré et ceci éclaire la manière dont Hincmar localise, les uns par rapport aux autres, en les dictant, les divers passages d'une même œuvre. Il fournit exceptionnellement plusieurs références précises, s'agissant d'un texte long, et se contente d'indications qui sont évidemment visuelles : « un peu avant », « quelque peu après » etc...⁵⁹⁰.

Souvent, après 860 surtout, les extraits intéressants, lorsqu'ils proviennent peut-être de manuscrits momentanément prêtés, ont été enfermés dans de courtes collections qui ont toutes un objet unique pour centre d'intérêt. Ainsi en est-il des courtes collections jointes au de *coercendo raptu uiduarum*⁵⁹¹ ou aux actes du synode de 881⁵⁹², mais surtout du remarquable ensemble de textes de ce genre qui a été peu à peu copié dans le manuscrit Paris 12245 après son retour à Reims et dont le rapport avec l'œuvre d'Hincmar est évident⁵⁹³. Nous n'avons certainement gardé qu'une toute petite partie de ces notes de travail qui constituaient le « dossier de fiches » préparatoire à tous les traités et qui expliquent la précision et la valeur de ceux-ci, dans le cas d'Hincmar. Sans aucun doute n'a-t-il d'ailleurs pas inventé lui-même cette méthode : nous l'avons vu, Thierry de Cambrai, qui a eu une forte influence sur le jeune évêque de Reims, a laissé une petite collection de textes divers⁵⁹⁴.

riae... » : ce qui peut signifier soit qu'il a cité par cœur, soit qu'il n'a pas eu le temps de lire des textes qu'il souhaitait consulter et qu'il s'est fié seulement à ceux dont sa mémoire lui apportait les titres.

⁵⁸⁹ La méthode de recherche s'est révélée infailliblement sûre.

⁵⁹⁰ Ses manuscrits sont en effet, le plus souvent, bien écrits mais mal présentés, surtout jusqu'en 860, et les livres et paragraphes des œuvres se détachent mal les uns des autres.

⁵⁹¹ PL 125, 1032-1036.

⁵⁹² PL 125, 1077-1081.

⁵⁹³ Nous envisageons de publier les parties les plus intéressantes de ce manuscrit ou au moins de les étudier totalement. Signalons par exemple que les textes extraits de l'*Epitome Iuliani* qui se trouvent à la fin de ce manuscrit sont ceux qu'Hincmar emploie dans ses œuvres de 876-877 (PL 125, 1109) ; il en est de même pour certaines lettres de Grégoire le Grand.

⁵⁹⁴ Laon, Bibliothèque Municipale 201.

Nul, au IX^e siècle⁵⁹⁵ ni plus tôt⁵⁹⁶, ne songerait à composer son raisonnement autrement qu'à l'aide et avec la caution des auctoritates les plus recevables. Sur ce plan, Hincmar ne se distingue de ses prédécesseurs et contemporains pour l'emploi des citations que par l'abondance sans pareille qu'il y apporte. L'organisation d'un traité c'est, à ses yeux, l'ordre dans le raisonnement et dans le classement d'auctoritates bien choisies : argumentation n'est pas simple compilation⁵⁹⁷. La véritable structure d'un traité hincmarien est à rechercher, en première analyse, *au niveau du classement dialectique des citations relevées*. Travailler à l'aide de tant et tant de textes suppose, soit la consultation toujours renouvelée de sources toujours présentes, soit une prodigieuse mémoire⁵⁹⁸. A plusieurs reprises, Hincmar explique qu'il a dû travailler de mémoire⁵⁹⁹ : il convient donc de s'arrêter sur ces cas. Il peut y avoir ambiguïté pour le de diuortio, il n'y en a pas pour la lettre à Frotaire de Bordeaux et Rodolphe de Bourges sur Etienne⁶⁰⁰ ou pour une de celles qui sont envoyées à Egilon de Sens⁶⁰¹. En 860⁶⁰², la mémoire joue de façon déconcertante : elle déforme, bien

⁵⁹⁵ Alcuin, maître indirect d'Hincmar, a donné l'exemple. Paschase Radbert (Peltier, op. cit., p. 133) ou Raban Maur, Jonas d'Orléans ou Gottschalk, nul ne travaille autrement qu'Hincmar.

⁵⁹⁶ Courcelle (*Les lettres grecques en Occident*, op. cit.) montre bien ce qu'il en est, pour saint Jérôme en particulier (p. 59 à 73). Ni Augustin, ni Grégoire le Grand, ni les sources insulaires n'apportent d'autres exemples à Hincmar.

⁵⁹⁷ PL 126, 312 : « ...in tuis collectionibus potiusque compilationibus... », dit-il à son neveu.

⁵⁹⁸ L'observation constamment faite par nous en Afrique et plus largement dans le monde musulman sur la puissance de la mémoire, si peu utilisée de nos jours en Occident, rend beaucoup plus vraisemblable ce qui va suivre. Nous rencontrons beaucoup d'Africains qui connaissent l'ensemble du Coran par cœur et il n'a pas été rare de voir certains de nos étudiants dakarois apprendre un Que sais-je par cœur ! Hincmar n'hésite pas à demander à Egilon de Sens, en 866, d'apprendre par cœur la longue lettre qu'il porte au pape de la part du prélat, pour éviter toute surprise ou falsification (MGH 190).

⁵⁹⁹ Voir, par exemple, PL 125, 295.

⁶⁰⁰ MGH 90 sq.

⁶⁰¹ MGH 201. Hincmar, pressé par le temps a dicté de mémoire : « ...necessarium duxi accito notario uel haec parua et tumultuario sermone quae mens ori suggestit emissa, uestrae sapientiae intimare ».

⁶⁰² La citation du Commonitorium de Grégoire le Grand à Jean est moins fidèle que dans le de diuortio, mais elle n'était pas, là non plus, totalement conforme au texte original. Ambrosiaster, sur la première Epître aux Corinthiens, est cité fidèlement mais dans un autre découpage que dans le de diuortio ; mais un emprunt à l'Hispana (Léon le Grand LXXIII c. I) comporte la même variante que dans le de diuortio. Pour le reste, les surprises sont grandes : il y a bien sûr neuf citations faites dans le découpage et le texte qui l'entoure dans d'autres œuvres d'Hincmar, en particulier le de diuortio, mais aussi deux cas curieux de plus grande fidélité à l'original ici que dans d'autres emplois par Hincmar : Dionysio-Hadriana, Léon à Rusticus C. 18 et 19 (p. 22) et Augustin, de nuptiis et concupiscentia I 12 (p. 103-104). Et quatorze cas de citation unique dans l'œuvre d'Hincmar et parfaitement

sûr, sans jamais en modifier le sens, un certain nombre de citations, mais elle rapporte fidèlement, semble-t-il, quatorze textes jamais encore employés par Hincmar ! Force est donc d'admettre que l'évêque enregistre très fidèlement des textes récemment lus — c'est le cas pour les augustinien de 860 — et importants ⁶⁰³. Les vérifications faites pour la lettre à Egilon conduisent exactement aux mêmes conclusions. La mémoire joue donc, elle aussi, un rôle dans la préparation des textes ⁶⁰⁴. De fait il nous semble qu'une citation déjà utilisée est souvent citée ensuite de mémoire et, le plus souvent, abrégée au cours de ses emplois successifs. Mais surtout, elle explique les nombreuses citations paraphrasées que l'on note dans l'œuvre du prélat et qui, une fois encore, ne trahissent pas la pensée de leur auteur. Enfin, pour des auteurs aussi familiers que Bède ou Grégoire le Grand, la mémoire explique, probablement, autant que la familiarité même, les citations sans références que nous avons relevées, pour Bède, surtout en 858-860, pour Grégoire, surtout en 869 et 870. Dans les deux cas, la fréquence des emprunts paraphrasés ou cités sans référence est révélatrice de l'intensité des lectures faites, aux deux époques, de chacun des deux auteurs.

B) Composition et style :

La rédaction d'un texte comporte, en dehors des citations qu'il faut disposer au mieux, une part irremplaçable : celle du raisonnement de l'auteur ⁶⁰⁵. S'il est très difficile de savoir comment Hincmar rédige, faute de « brouillons », on peut approcher la manière dont naît un texte. En concile, les canons sont dictés par un évêque à un notaire avant d'être relus et approuvés ⁶⁰⁶. De même, de nombreux indices le montrent, Hincmar dicte ses textes ⁶⁰⁷. Ayant préparé et repéré par les signes

exacte dans le découpage et le texte : trois appartiennent au droit canon, une à l'Ambrosiaster, les dix autres à des œuvres de saint Augustin, dont cinq au de bono coniugali. Treize citations sont visiblement déformées, plus ou moins, par la mémoire et cinq autres ne le sont que très légèrement.

⁶⁰³ Une autre explication peut venir à l'esprit : celle de la correction à Reims, après coup, dans un manuscrit d'archives que nous aurions conservé. Pourquoi dès lors, toutes les déformations n'auraient-elles pas été corrigées ? D'ailleurs, l'état de la traduction manuscrite n'oriente pas vers cette hypothèse.

⁶⁰⁴ Nous ne pensons cependant pas, pour autant, que la mémoire seule explique les anomalies rencontrées, en particulier pour les citations scripturaires, dans le diuortio. Celui-ci comporte un apport considérable de citations nouvelles et a donné visiblement lieu à des recherches importantes dans les sources les plus diverses.

⁶⁰⁵ Hincmar a visiblement emprunté ses techniques de composition aux auteurs qu'il a lus. Peu à peu la mise en place de ses raisonnements s'ordonne, après les premières maladresses. Il nous semble que Prosper d'Aquitaine n'a pas été sans influence sur lui de ce point de vue.

⁶⁰⁶ PL 125, 383.

⁶⁰⁷ PL 126, 265 : « postquam istas litteras dictaui » par exemple. Dès qu'il a appris que son neveu a lancé l'interdit sur le diocèse de Laon, Hincmar a convoqué un notaire et lui a dicté un texte groupant les autorités scripturaires et canoniques sur ce sujet.

dont nous avons parlé les passages à recopier dans un codex, à l'occasion d'un traité ou d'une missive urgente, il laisse parfois le soin au scribe de reprendre, matériellement, la tâche de transcription. Mais, chaque fois qu'il est en mesure de le faire, il relit et corrige. Mais la correction d'un texte est dangereuse : *elle ouvre la porte à toutes les falsifications sur grattage*. L'idéal est que le scribe fasse une copie parfaite d'un texte préalablement parfaitement mis au point⁶⁰⁸. On voit à quelle exigence conduit cette manière de voir en ce qui concerne le travail des scribes.

Le texte dicté, Hincmar ne l'abandonne pas sans précautions, sauf s'il est pris par le temps⁶⁰⁹. En juin 869, il fait parvenir à son neveu un passage recopié d'une lettre précédente estropiée, après la dictée, par le notaire chargé de l'expédition : la dictée était prise non point sur du parchemin mais sur des tablettes (de cire)⁶¹⁰. Est-ce le même personnage, qualifié cette fois de « scriptor » qui est mis en cause dans une lettre à Odon⁶¹¹ pour avoir déformé la lettre précédente destinée à l'évêque de Beauvais ? Tout nous conduit à penser que ces cas de vérification, exceptionnellement relevés par Hincmar lui-même, ne constituent pas l'exception mais la règle.

Très tôt, nous avons été frappés par le tour oratoire du style d'Hincmar : il s'éclaire en partie par là. La dictée favorise plus que l'écriture directe le développement de ce style.

Le de praedestinatione est le premier texte dont il est à peu près sûr, à nos yeux, qu'il a été dicté, tant les tournures stylistiques conduisent à le penser⁶¹². Les phrases ont un tour très ample et oratoire, elles sont

⁶⁰⁸ MGH 68 : « Omnes in quorum manus hoc laboris nostri opusculum uenerit supplici deuotione per caritatis uiscera postulamus ut quoniam de istis scedulis notarium ante emendationem... sub celeritate illud transcribi fecimus et idcirco in locis plurimus eradi et emendari quaedam necessitas compulit, si nacta occasione aliquis aemulus recta hinc eraserit... alienum nobis errorem non imputent ».

⁶⁰⁹ Il s'est excusé, à plusieurs reprises, d'avoir dû envoyer des textes non corrigés.

⁶¹⁰ PL 126, 530 : « Ex hoc capitulo quaedam sunt quae tibi in praemissa rotula scribenda dictaui, sed notarius angustia temporis coartus celeriter, scribens intermisit ; sed ea quae tibi scripseram ad meum opus diligentius scribere iubens de tabulis releuari feci... ».

⁶¹¹ Schrörs 250.

⁶¹² Inversions en début de phrase : « Ait enim... » (PL 125, 116, 123, 125, 126, 434) ou toute autre formule similaire : « audiat et lector quia... » (PL 125, 193). Nous n'avons retenu ici que quelques exemples : la liste de nos relevés est longue. Les tournures oratoires sont souvent frappantes : « Dicant istius reprehensores capituli... » (PL 125, 150) ; elles caractérisent essentiellement la partie polémique du traité. Même pour les phrases les plus simples, Hincmar use d'inversions oratoires : « Item in quinto capitulo dicit hic noster accerimus reprehensor » (PL 125, 369) ; « Pro qua re ad eorum consilium dixit se idem Ebo » (PL 125, 390).

construites sur des adverbes qui font rebondir la parole ⁶¹³. Dès l'abord on est sensible au tour de *plaidoirie* que le prélat a donné à son traité et aux artifices verbaux d'avocat qu'il multiplie ⁶¹⁴. Bien d'autres traités présentent les mêmes caractéristiques, en particulier le long mémoire contre Hincmar de Laon ⁶¹⁵, ou le de cauendis uitii ⁶¹⁶. Le de una et non trina deitate présentait parfois, à un moindre degré, ces caractéristiques ⁶¹⁷ ; celles-ci s'estompent cependant après 865, pour faire place à un style qui ne manque pas, parfois, de grandeur ⁶¹⁸ et qui, peu à peu, se dépouille de ses outrances de jeunesse. Il s'agit, à n'en pas douter, d'un héritage. Les années de formation y sont pour beaucoup. Blaise ⁶¹⁹ a bien montré comment l'emphase a saisi les auteurs chrétiens du haut Moyen Âge ; Bède et Alcuin n'ont pas un style très éloigné, souvent de celui de l'archevêque encore jeune ⁶²⁰. Le tour oratoire n'est donc pas original chez Hincmar, même s'il est renforcé, peut-être, par la dictée de très longs textes.

L'archevêque n'a pas été insensible à la portée et à la valeur du style : il en note la diversité ⁶²¹ chez les auteurs. Il n'est donc pas

⁶¹³ PL 125, 122 : « Ecce ostendunt isti doctores catholici quia homo *nec* ad peccati *neque* ad suplicii malum sit a Deo praedestinatus *sed* ex retributione iustitiae *sicut* et mors corporis *ita* et interitio retributa sit illi debitae ultionis iustitiaeque punitiois ».

⁶¹⁴ Voir en particulier PL 125, 147, 148, 149, 150. PL 125, 387 : « Si tales sunt principes, si tales archiepiscopi si tales per ciuitates sunt ordinati episcopi uae illis terris... Uae peccatricibus ciuitatibus quibus pestes huiusmodi insident uae miseris plebibus qui erroneae et sine pastore non solum dentibus uerum et gutturibus luporum hiantibus sine ullo patent obstaculo... ».

⁶¹⁵ PL 126, 323 par exemple.

⁶¹⁶ PL 125, 934, en bas de colonne, par exemple.

⁶¹⁷ PL 125, 509 : « Caueamus qui alios corrigere et docere debemus ut non... Caueamus ut scripturas non detruncemus... Reuereamur etiam ne ueniat super nos... ».

⁶¹⁸ PL 125, 920 : « Respice altitudinem ipsius : *In principio erat uerbum et uerbum erat apud Deum* (Joan I). Ecce cibus sempiternus. Sed manducant angeli, manducant supernae uirtutes, manducant caelestes spiritus et manducant et saginantur et integrum manet quod eos satiat et laetificat. Quis autem homo peruenire posset ad illum cibum unde cor idoneum illi cibo ? ».

⁶¹⁹ *Manuel du latin chrétien*, Strasbourg 1955, p. 37 sq.

⁶²⁰ Bède, Commentaire sur Luc (PL 92, 305) : « in legis diuinae meditatione... dies noctasque peruigiles ducere sufficit ». Alcuin, Épître 94 (MGH EAK, 138) : « Suscipiat, obsecro, sanctissima pietas uestra... ».

H. Goelzer (*Etude lexicographique et grammaticale de la latinité de saint Jérôme*, Paris 1884, XII, p. 472), lorsqu'il a étudié le style de Jérôme, y a relevé des caractères comparables à ceux que nous décrivons ici (voir en particulier l'introduction, p. 32 sq.). Saint Jérôme, dit Goelzer (p. 36), « avait reçu une éducation oratoire très brillante... il avait appris la rhétorique... s'était exercé à déclamer et... avait cherché à imiter les plus brillants avocats de son temps ». Ses premières lettres sont surtout « une déclamation, un exercice de style tel qu'on en faisait dans les écoles des rhéteurs chrétiens ». Il reste quelque chose de cette formation dans celle qu'a reçue Hincmar.

⁶²¹ PL 125, 1131.

sans intérêt d'accorder quelques instants d'attention au sien. Si l'introduction des phrases par « Ecce »⁶²² ou « etiam » traduit encore les soucis oratoires, la structure de la phrase hincmarienne présente un peu plus d'importance. Les mots sur lesquels Hincmar veut insister, quels qu'ils soient, sont placés soit au début soit à la fin de la phrase⁶²³, désarticulant celle-ci. La construction s'en trouve bouleversée et compliquée⁶²⁴, parfois d'extraordinaire façon⁶²⁵. Les relatives précèdent les principales, les incises se multiplient, des membres de phrase se trouvent éloignés les uns des autres sans nécessité. A la limite le « grand style » devient artificiel et apocalyptique⁶²⁶. La recherche de style n'a, malheureusement, jamais totalement déserté l'esprit d'Hincmar⁶²⁷. Il est de plus caractéristiques « hincmarismes ». Les commentaires personnels, dans une citation, une explication clarifiant un mot difficile, sont introduits à l'aide de *uidelicet* ou de *scilicet* ; quin est réservé aux commentaires à l'intérieur d'une citation. Le mépris s'exprime par des fréquentatifs ou des diminutifs⁶²⁸. Quelques expressions sont typiques

⁶²² « Ecce quid est illud aliud... », PL 125, 154 ; « Ecce quomodo libertatem arbitrii in Adam perdidimus... », PL 125, 193 ; « Ecce habet lector quia libertatem quam... », PL 125, 194 ; « Ecce quomodo sanctus Augustinus consentit... », PL 125, 253 ; « Ecce manifestum est quia leges diuinae et humanae... », PL 125, 389 ; « Ecce peccatores uidet et sustinet... », PL 125, 866.

⁶²³ PL 125, 112 : « Neminem enim Deus dampnat antequam peccet ». PL 125, 121 : « Ad quod etiam malum... non est homo a Deo praedestinatus ». PL 125, 193 : « Quod qualiter et per quem perdidimus et a quo quod perdideramus recipimus... ». PL 125, 208 : « Hoc liberum arbitrium homo primus habuisset... ». Au contraire : « Ut episcopi quietam libertatem suas parrochias circumuendi et praedicandi ac confirmandi atque corrigendi habeant ordinate ». La recherche de l'effet oratoire est, là encore, assez évidente. Dite à haut voix, la phrase laisse une impression beaucoup plus forte, à cause de cette construction, que lorsqu'elle est lue.

⁶²⁴ PL 125, 137 : « Quo exemplo ostenditur quia non homo praedestinator a Deo ad poenam... ». Quae sit autem uniuersitas captiuorum, Apostolus demonstrat dicens... », PL 125, 286. « Quas sequens sententias Florus », PL 125, 105.

⁶²⁵ Exemple très caractéristique : il faut sept lignes de la Patrologie pour arriver (PL 125, 210) à : « ... *illam*... maximam libertatem ut nec peccare neque ab aeternitate desistere possumus neque uelimus, *quam* acceperunt in munere angeli sancti ; *quae* erat arbitrii liberi merces meriti sine interpositione mortis si non peccasset et homini ».

⁶²⁶ PL 124, 889 : « Quis igitur hanc uniuersam legem infernus euomuit ? Quis tartarus de suis abditis et tenebris cuniculis eructauit ? »

⁶²⁷ 860 : PL 125, 200 : « Nunc in spe saluus factus in saeculo tunc in re saluandus in saecula saeculorum ». PL 125, 155 : « uideant et non inuideant ». PL 125, 195 : « Incompositum satis composuit ». PL 125, 277 et 289 : « Scholam dyscolam ». PL 125, 15 : « uiua uoce ueraciter sunt testati ».

868 : PL 126, 178 : « coram missis uestris uiua uoce monstraui ».

869 ? : PL 125, 868 : « uigilans in his uirtutibus contra uitia uicina uidelicet in abstinentia contra uanam gloriam ».

870 : PL 126, 455 : « Et cum te raptum habuit fecit mundus sicut solet facere mundus immundus, cunctos quos accepit decepit, cunctos quibus arrisit inrisit ».

⁶²⁸ MGH 181 : « tantillus homo ».

d'Hincmar : « ad suos sensus... inflectere »⁶²⁹ ; « ante mentis oculos »⁶³⁰ ; « prae sentire »⁶³¹ ; « qua de re flens dico »⁶³² ; « Scire pro certo »⁶³³ ; « Spiritu... repletus »⁶³⁴. L'abréviation souhaitée d'une citation ou d'un raisonnement est annoncée, avec des variantes, par une formule qui renvoie le lecteur à d'autres textes⁶³⁵.

A la fin de sa vie, l'archevêque emploie volontiers « in regem leuare » pour désigner le choix du roi⁶³⁶ ; il tend aussi à remplacer « scriptum est » par « scriptum habetur »⁶³⁷.

Des détails grammaticaux se sont aussi révélés très caractéristiques. Quia et quod, le premier surtout, sont souvent employés dans le sens normal de puisque⁶³⁸, mais aussi comme conjonction de subordination signifiant que⁶³⁹. Quoniam dispute parfois ces emplois, mais à un moindre degré, à quia et quod⁶⁴⁰. Mais quod et quia font l'objet d'un autre emploi après un infinitif⁶⁴¹ ; cette tournure est très caractéristique

⁶²⁹ PL 125, 89, 153, 154, 159, 218, 372, 543, 565 ; MGH 108.

⁶³⁰ Expression qui vient de Grégoire le Grand (par exemple Homélie sur les Évangiles XVII, PL 76, 1145). Hincmar l'utilise essentiellement à la fin de sa vie : PL 126, 11, 12 ; PL 126, 116, 220, 395, 397, 450, 488, 493, 547, 597. Une variante également utilisée est « oculi cordis ».

⁶³¹ PL 125, 79, 209, 404, 533, 821, 824.

⁶³² Exemple PL 125, 1056.

⁶³³ PL 125, 203 ; PL 126, 25, 121, 262 ; MGH 62.

⁶³⁴ PL 125, 592, 599, 600.

⁶³⁵ Le type en est : « Quae plenius et latius... lector quilibet potuit inuenire ». Voir PL 125, 74, 117, 125, 135, 244, 403, 557, 559, 560, 572, 576, 653, 661, 731, 817, 973, 1103.

⁶³⁶ PL 125, 985, 992, 1121.

⁶³⁷ PL 126, 113.

⁶³⁸ Le type en est : « Quae plenius et latius... lector quilibet potuit inuenire ». 860 compris et 786 entre 861 et 882. Souvent cet emploi de quia introduit une citation.

⁶³⁹ Jusqu'en 860 : soixante-quatre emplois relevés ; de 861 à 882, cinquante-trois. On trouve encore quia dans le sens de alors que (une fois), de comme (deux fois), de puisque (trois fois).

⁶⁴⁰ Tous ces emplois sont antérieurs à 861, si nous ne nous trompons pas. Dans le sens de puisque : quarante-sept fois ; dans celui de que : quinze fois.

⁶⁴¹ *Accedere quia* (MGH 47, 856-857) ; *Aduertere quia* (MGH 104) ; *Attendere quia* (PL 125, 685, 700, 701, 702, 860, 885 ; PL 125, 1086, 1124 ; PL 126, 219, 248, 296, 398, 439, 440, 453, 492, 597, 643, 644 (dans ces trois cas, avec le sens : prêter attention à) ; MGH 61, 77 ; Gundlach, p. 272 ; l'emploi de cette tournure se développe beaucoup après 860, alors qu'elle est rare jusque-là. *Audire quia* : PL 125, 1035, 1074 ; PL 126, 264, 323, 479, 612, 613 ; MGH 66, 91 : même observation que dans le cas précédent. *Clamare quia* : PL 126, 523, 869. *Claret quia* : PL 126, 428 et 576-577. *Cognoscere quia* : PL 125, 993 ; MGH 5 ; Gundlach 114. *Confidere quia* : MGH 73. *Constare quia* : PL 125, 709, 753, 1048, 1052, 1134, 1139 ; PL 126, 230, 362, 367, 430, 580 ; PL 124, 580 ; MGH 150, 178, 224. *Credere quia* : PL 125, 206, 282, 862, 885, 987 ; PL 126, 494, 549, 640 ; MGH 48, 149. *Decreuerere quia* : PL 126, 489, 596 ; MGH 54. *Demonstrare quia* : MGH 101 (et *demonstrare quoniam* :

de la dernière époque de sa vie, où elle se développe beaucoup (après 865 surtout), alors qu'elle demeure exceptionnelle jusqu'en 860. « Ut non » tend fréquemment à remplacer « ne », comme non uolens se substitue à nolens⁶⁴². Le génitif se construit, pour Hincmar, un peu plus souvent après le mot dont il dépend mais souvent aussi avant celui-ci⁶⁴³ ; les variations, dans ce domaine, se produisent par grands ensembles cohérents : et dans les textes rédigés avec le plus grand soin et dans ceux destinés à une large diffusion, la construction « après » l'emporte très fortement.

Signalons enfin un emploi assez rare d'infinitifs substantivés⁶⁴⁴.

Ces observations ne sont pas inutiles. D'une part, elles montrent que, là comme ailleurs il y a une régularité, un ordre hincmariens et les

PL 126, 113). *Deponere quia* : MGH 88. *Dicere quia* : PL 125, 271, 423, 551, 554, 564, 575, 581, 583, 650, 665, 673, 674, 711, 733, 757, 821, 885, 985, 996, 1050, 1060, 1102, 1114, 1116 ; PL 126, 23, 111, 112, 180, 253, 280, 290, 301, 379, 426, 430, 449, 457, 488, 492, 509, 510, 511, 520, 521, 527, 538, 550, 556, 561, 585, 589, 604, 606, 611, 612, 614, 621, 625, 628 ; MGH 76, 79, 85, 89, 101, 102, 145 ; Gundlach, p. 135, 137, 276, 289, 290, 293, 294 ; alors que *dicere quoniam est* beaucoup plus rare : PL 125, 1103. *Discernere quia* : PL 126, 497. *Disputare quia* : MGH 230. *Docere quia* : PL 124, 894 ; MGH 155. *Dubitare quia* : PL 125, 967, 1134. *Emittere quia* : MGH 76. *Exigere quia* : PL 125, 1015. *Facere quia* : PL 125, 555. *Fateri quia* : PL 126, 512. *Fertur quia* : PL 125, 1140. *Fieri debet quia* : PL 126, 213. *Fuit opinio quia* : PL 126, 304. *Id est quia* : MGH 150. *In hoc quia* : PL 125, 905. *Insinuare quia* : PL 126, 271. *Intellegere quia* : PL 125, 1140 ; PL 126, 243, 363, 610 ; MGH 17, 132, 157. *Intendere quia* : PL 125, 905. *Inuenire quia* : Gundlach, p. 135. *Legere quia* : PL 125, 634, 668, 815, 969, 971, 975, 984, 985, 991, 992, 995, 1071, 1082, 1150 ; PL 126, 206, 381, 416, 446, 529, 574 ; MGH 139. *Mandare quia* : PL 126, 120, 256, 290, 331, 591, 615 ; MGH 158 ; on trouve aussi, une fois, *mandare ut* (PL 126, 617) et deux fois *remandare quia* (PL 126, 290, 615). *Manifestum est quia* : PL 126, 429, 447 ; MGH 63, 113. *Mirare quia* : PL 125, 1144. *Monstrare quia* : MGH 29. *Notare quia* : PL 125, 694 ; PL 126, 254, 255 ; MGH 22, 133. *Nouere quia* : PL 126, 386. *Obseruare quia* : MGH 152 ; Gundlach, 1030. *Ostendere quia* : PL 125, 1048 ; PL 126, 113, 320, 398, 438, 606 ; MGH 12, 93 ; Gundlach, 104, 123. *Parere quia* : PL 126, 448. *Perpendere quia* : PL 125, 703. *Peruenire quia* : PL 126, 571 ; MGH 15. *Proenoscere quia* : PL 126, 260. *Pro hoc quia* : PL 126, 514. *Promittere quia* : PL 125, 1125. *Putare quia* : MGH 45. *Recordari quia* : MGH 19. *Respondere quia* : PL 126, 15, 116, 450, 496, 544, 561, 586, 624, 625, 634 ; MGH 148, 168. *Sapere quia* : PL 126, 16. *Scire quia* : PL 125, 719, 725, 728, 741, 758, 798, 813, 860, 876, 897, 908, 909, 910, 911, 986, 1104, 1113 ; PL 126, 97, 116, 121, 128, 130, 172, 174, 186, 264, 299, 380, 436, 444, 455, 468, 493, 503, 510, 540, 543, 554, 555, 564, 587, 591, 603, 615, 617 ; MGH 21, 47, 62, 64, 67, 69, 72, 78, 79, 80, 117, 150, 151, 158, 171, 196, 206 ; PL 124, 878, 896. *Silere quia* : PL 125, 1135. *Sperare quia* : MGH 62. *Sufficere quia* : MGH 19 ; Gundlach, 286. *Suggerare quia* : PL 126, 175, 178, 646 ; MGH 65. *Testare quia* : PL 126, 232. *Timere quia* : PL 126, 303 ; MGH 64. *Uidere quia* : PL 120, 250, 441, 506, 520, 554, 597 ; MGH 190. *Uolere quia* : MGH 145.

⁶⁴² PL 126, 123, 124, 265, 456 ; MGH 177. C'est, une fois encore, une forme qui n'apparaît qu'en 860.

⁶⁴³ 142 cas relevés contre 120.

⁶⁴⁴ « Scire et posse » : PL 125, 184, 204, 209, 804, 1126 ; PL 126, 125, 178, 275, 292, 509, 559, 588 ; MGH 189, 216 ; « uelle » à peu près aux mêmes endroits et PL 125, 989. Voir encore : PL 125, 195.

indices rassemblés nous ont plus d'une fois aidé à distinguer, par exemple, les probables emprunts des passages authentiquement rédigés par Hincmar ; et aussi à reconnaître ses textes, même anonymes, ou à rejeter, au nom de ce critère et de quelques autres, des textes qui lui sont injustement attribués. D'autre part, nous savons, après cette enquête, à quel point serait fondamentale une étude de la stylistique et du vocabulaire au IX^e siècle, tant nous y avons constaté de changements en cours sur les deux plans. Au niveau des habitudes de travail, comme à celui de la personnalité d'Hincmar, ces sondages nous ont beaucoup apporté.

Hincmar s'est beaucoup cité lui-même et ce fut une de nos principales surprises que de mesurer l'ampleur des extraits donnés par la suite des œuvres qu'il considérait, à situation égale, comme bien adaptées aux besoins surgis quelques années après leur rédaction. Il s'agit parfois de très menus emprunts⁶⁴⁵ ou de mosaïques difficilement reconstituables⁶⁴⁶. Mais, en très grande quantité au contraire, des morceaux entiers ont été reproduits, parfois à de très longs intervalles, comme le montre bien le tableau joint. Et nous n'estimons pas que cette liste soit complète⁶⁴⁷. Les reprises de textes anciens se développent à partir de 860⁶⁴⁸, mais elles concernent des textes de toutes époques. Les Statuts diocésains de 852, le de diuortio, la lettre synodale de 860 à Douzy, le de cauendis uitiiis et le de ordine palatii constituent les principales sources d'emprunts. Hincmar ne réutilise ni n'importe quoi ni n'importe comment. La citation littérale l'emporte certes mais elle s'accompagne des réaménagements rendus éventuellement indispensables par le changement du contexte général et du contexte proprement dit⁶⁴⁹.

Cette situation met en évidence des données qui ont des conséquences majeures pour toute la vie à Reims : Hincmar conserve, au moment où il le fait parvenir à son destinataire, au moins un double de tout texte important et le problème de ses archives se trouve par là

⁶⁴⁵ Un seul cas notable : en 869 probablement (PL 125, 867) trois lignes reviennent en mémoire, selon toute vraisemblance, d'un texte de 852 (PL 125, 752).

⁶⁴⁶ Les lettres à Nicolas I^{er} présentent cette caractéristique de foisonner d'emprunts à d'autres textes d'Hincmar.

⁶⁴⁷ Nous n'avons pas tenu compte ici des reprises de citations scripturaires, patristiques ou canoniques qui augmentent considérablement les cas d'emprunts ; nous avons retenu seulement les passages assez longs de *texte hincmarien* pour que la certitude de l'emprunt existe.

⁶⁴⁸ Près de vingt-cinq cas de 860 à 874, trente-cinq au moins de 875 à 882.

⁶⁴⁹ Dans 64 % des cas il s'agit d'une reprise totale, dans 23 % de réaménagements plus ou moins forts de l'ancien texte, le reste constituant la part des emprunts de citations très caractéristiques et en général groupées, qu'Hincmar déplace d'un texte à l'autre.

Principaux exemples de reprise par Hincmar d'un texte antérieurement rédigé

Date de départ		Date de réutilisation	
852 Statuts diocésains	PL 125, 779 PL 125, 780 PL 125, 781 PL 125, 782-783 PL 125, 784 PL 125, 784 PL 125, 785 PL 125, 785 PL 125, 790	878-882	PL 125, 1110, deux fois avec des variantes PL 125, 1110 PL 125, 1096-1097 PL 125, 1097-1098 avec variantes PL 125, 1099, deux fois PL 125, 1100 PL 125, 1101, deux fois PL 125, 1102 PL 125, 890
855 Ferculum Salomonis	PL 125, 829	869 ?	PL 125, 916 = reprise de citations sans le contexte
857 Lettre au nom de Charles le Chauve	PL 124, 865 PL 124, 865 PL 124, 865-866-867	860 881 881	PL 126, 127 et 130 partiellement PL 125, 1073-1074 PL 125, 1075-1077
857 De una deitate	PL 125, 555 PL 125, 527 PL 125, 532 et 585	? 870 877	PL 126, 109 (de baptismo) PL 126, 351 PL 126, 1144-1148 de manière diffuse et 1145 dans un passage précis
858 Lettre à Louis le Germanique			C'est le point de départ de toutes les lettres aux rois après 876

Principaux exemples de reprise par Hincmar d'un texte antérieurement rédigé

Date de départ		Date de réutilisation	
859 Lettre à Charles le Chauve	MGH, 63 MGH, 63	881 881	PL 125, 1074 pour les citations PL 125, 1074 scripturaires et 1076, trois fois
860 De praedestinatione	PL 125, 366-367 PL 125, 411 à 413	860 870	PL 126, 130-131, reprend en grande partie les citations PL 126, 355-356, avec des modifications de détail
860 De diuortio	PL 125, 648-651 PL 125, 648-649 PL 125, 694 PL 125, 704 PL 125, 663 à 672	? 860 860 860	Manuscrit Paris 12445, 185 r./187 v. MGH, 92 PL 126, 131 PL 126, 129 PL 126, 162 à 171, avec de légères variantes col. 167
860 Lettre synodale de Douzy	PL 126, 127 à 132, utilisé par fragments PL 126, 128 PL 126, 128 PL 126, 129 PL 126, 130	878-882 881 881 881 881	Mansi XVII A, 287 PL 125, 1112 avec légères variantes PL 125, 1088-1089 PL 125, 1074 PL 125, 1076-1077, reprise des citations et d'un fragment de texte PL 125, 1076 PL 125, 1077 : une citation d'Augustin PL 125, 1077 : une citation du concile de Gangres PL 124, 865

Le de diuortio est en rapport étroit avec le de coerendo raptu uiduarum

Principaux exemples de reprise par Hincmar d'un texte antérieurement rédigé

Date de départ		Date de réutilisation	
863 Mémoire contre Rothade	MGH, 126 sq. MGH, 130 MGH, 130 MGH, 130 MGH, 139-140	870 869 869 871 870	PL 126, 343 sq. avec des aménagements importants PL 126, 513, partiellement PL 126, 535-536, avec des aménagements importants PL 126, 595-596, toujours avec des aménagements PL 126, 354
869 ? Lettre à Hincmar le Jeune	PL 126, 524-525	869	PL 126, 530-531 : passage oublié par le scribe dans une lettre précédente
869 ? De caueudis uitiis	PL 125, 865-866 PL 125, 867 PL 125, 883 PL 125, 911 PL 125, 915-916 PL 125, 928 PL 125, 928 PL 125, 969 à 971	878-882 877 869	Mansi XVII A, 294 Mansi XVII A, 294 PL 125, 1113, qui suit le texte du de caueudis mais en le réaménageant. Un emprunt littéral. PL 125, 1153, avec légères variantes PL 125, 1148-1149, très librement utilisé PL 125, 1149 PL 126, 72 PL 126, 214 et 216
870 55 Capitula contre Hincmar le Jeune	PL 126, 341-342	875	PL 126, 198, avec adjonction de citations nouvelles
Lettre à Adrien II	PL 125, 636-637		PL 124, 880 (au nom de Charles le Chauve)
874 Statuts	PL 125, 797	878-882	PL 125, 1110

Principaux exemples de reprise par Hincmar d'un texte antérieurement rédigé

Date de départ		Date de réutilisation	
876 Lettre à Jean VIII	PL 126, 238 PL 126, 242	878-882	PL 125, 1096, très proche PL 125, 1106
876 De iure metropolitano- rum	PL 126, 200	877	PL 125, 1129 avec de légères variantes
881	PL 125, 1071 PL 125, 1083	881 881	PL 125, 1088 PL 125, 1092
881 Lettre à Louis le Bègue	PL 126, 112 PL 126, 112 PL 126, 115	881	PL 125, 1088 PL 125, 1091 PL 125, 1094, reprise d'une citation
De ordine palatii	Ce texte est en rapport étroit avec le « ad episcopos » de la même année sur le couronnement de Carloman		

La Uita Remigii pose un problème particulier dans le domaine examiné ici. Hincmar s'est servi, pour l'écrire, de très nombreux textes antérieurement rédigés par lui (au moins sept ou huit). Il a fréquemment paraphrasé ou repris les idées de ces écrits anciens. Parfois il les a directement recopiés.

C'est le cas :

MGH Uita Remigii, p. 269 : — PL 125, 914, texte de 869
 « « p. 269 : — PL 125, 790, texte de 852 ou PL 890 en 869
 « « p. 287 : — PL 125, 665, texte de 860
 « « p. 305 : — PL 126, 473, texte de 870
 « « p. 314 : — PL 125, 900, de 869 : paraphrase
 « « p. 318 : — PL 125, 180, de 860 : paraphrase

posé ; il est, nous allons le voir, encore plus intéressant que cet indice ne permet de le penser. Ainsi se trouve aussi posé, ipso facto, le problème des scriptoria qui travaillent à Reims.

C) Les archives :

Hincmar a eu le souci, rare à son époque, de conserver la trace des textes qu'il recevait ou qu'il envoyait, lorsque ceux-ci revêtaient, à ses yeux, une réelle importance⁶⁵⁰. Dans ce domaine, d'ailleurs, Hincmar a bénéficié, comme en plusieurs autres cas, du soin apporté par son prédécesseur à conserver manuscrits précieux et archives⁶⁵¹. N'ayons pas trop d'illusions malgré tout : l'habitude était, semble-t-il, assez répandue de conserver les textes à l'endroit où ils avaient été rédigés ou utilisés et non point dans un dépôt central organisé par leur auteur. Du moins Hincmar considère-t-il comme normal qu'un évêque ait sous la main tous les textes importants⁶⁵² : c'est une indication précieuse. Il a bien sûr suivi cette direction et rassemblé à Reims tous les textes dont il avait besoin. C'est ici du scriptorium ou des scriptoria qu'il s'agit et nous y reviendrons plus tard.

Pour l'instant, il faut retrouver les traces certaines d'*archives* des œuvres d'Hincmar lui-même, organisées sur sa demande et sur ses directives. Il dit lui-même, explicitement, qu'il conserve un double de ses lettres⁶⁵³. Mais nous sommes en 870 déjà. De fait, les allusions ou les traces de l'organisation des archives n'apparaissent guère avant 860. Il ne donne son plein épanouissement à son effort qu'après la grande crise qui l'oppose à Nicolas I^{er}.

Nous avons conservé au moins cinq — et probablement bien plus — manuscrits ou fragments de manuscrits actuels qui nous semblent avoir appartenu aux archives d'Hincmar. Avant d'en comparer les caractéristiques, que met en évidence le tableau joint, il convient de dire quelques mots de chacun.

⁶⁵⁰ D'une manière plus générale encore, Hincmar attache beaucoup d'importance à la préservation des textes — encore une façon de révéler l'écrit ! — il en parle longuement dans la préface de la *Vita Remigii*, pour déplorer que la négligence des hommes s'unisse aux causes naturelles pour détruire les codices.

⁶⁵¹ Flodoard (HRG II, 19-467) explique qu'Ebon avait fait construire un solide édifice pour les archives de Reims, au-dessus d'une crypte où se trouvaient des reliques.

Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique*, III, p. 121, rappelle, sans fournir plus de précision, que Reims possédait un archium restauré par Ebon.

⁶⁵² Il écrit à Gunther de Cologne en 860 et lui envoie une copie de l'accord de Meersen de 851 : il en détient évidemment un exemplaire dans ses archives.

Nous avons signalé (voir *Hincmar et la loi*, op. cit.) que commande était passée, à l'époque d'Hincmar, de manuscrits juridiques — Ansgise par exemple — aux scriptoria rémois. On comprend mieux pourquoi il en était ainsi, lorsque l'on constate l'importance de l'effort hincmarien pour organiser des archives.

⁶⁵³ PL 126, 566 : « ...quem multis epistolis quarum habeo exemplaria... corripui ». Ibidem, trace d'un autre texte, à lui adressé : « Sed et petitione Berthari diaconi Laudunensis, mihi aduersus eum directa, cuius exemplar hic habeo... ».

Le Bruxelles Gheyn 2606 ⁶⁵⁴ est certainement le plus complexe. Il mêle des textes qui concernent Hincmar ⁶⁵⁵ à d'autres qui sont en rapport beaucoup moins immédiat ou évident avec lui. De toute évidence, la numérotation des cahiers révèle que ce manuscrit a rassemblé après coup des membres épars d'autres codices ⁶⁵⁶. La conclusion qui s'impose est que ce codex, constitué en dehors de Reims, comporte quelques éléments qui correspondent bien, statistiquement, à ce qu'étaient les normes de fabrication des manuscrits d'archives à Reims, mais qu'il est, pour une large part, étranger à ces archives elles-mêmes.

Le Paris BN Latin 1594 est particulièrement intéressant. La présence des textes relatifs au synode de Douzy de 871 fournit le terminus a quo. Les corrections très importantes nous paraissent, le plus souvent, de la main d'Hincmar ⁶⁵⁷ ou au moins antérieures à sa mort ⁶⁵⁸ : le terminus ad quem s'impose : 882. Voici donc un manuscrit très précisément datable et spécialement précieux pour l'étude des écritures

⁶⁵⁴ Voir : *Archiv VII*, p. 865-868, *Neues Archiv XXIII*, p. 662, *XXVI*, p. 15, *Scriptorium VI*, 1959, p. 290. *Sacris Erudiri V*, 1953, p. 174-192, rapproche ce manuscrit des suivants : Paris 5609, dont nous aurons à parler, Reims 2 - 3 - 4 - 6 - 70 - 83 - 99 - 101 - 118 - 376 - 377 - 382 - 384 - 385 - 390 - 392 - 393 - 425 - 434 ; Montpellier 334.

⁶⁵⁵ Lettre de Nicolas I^{er} (fol. 1 à 14) — qui constitue un premier ensemble autonome (I quaternion et 5 feuilles : repli de 9 sous 14 v.) que le pape avait adressée à Hincmar, en lui demandant de la diffuser, à propos des relations avec les Grecs ; déposition de Rothade (fol. 34 - 41 v.) — qui constitue un ensemble autonome (I quaternion numéroté IIII) — ; Concile de Soissons de 853 (fol. 50-62), toujours autonome (13 folios dont le premier était vierge d'écriture).

⁶⁵⁶ Le seul ensemble cohérent se trouve entre les folios 63 et 94 où les cahiers sont des quaternions réguliers et numérotés régulièrement. Au folio 109, l'écriture change totalement et aussi la régleure des lignes par page.

⁶⁵⁷ La conclusion s'impose pour la première partie des textes : la déposition de l'archevêque à Douzy en 871 (fol. 1 à 102 v.). Des passages importants ont été révisés avant la lecture de la déposition : tous les passages corrigés ici sont passés ensuite dans les autres codices et dans les éditions (PL 126, 566-634) sous la forme corrigée sur grattage, non sous la forme initiale. C'est en particulier, spectaculairement, le cas pour un passage totalement supprimé après avoir été barré (le trait est encore visible) au folio 67 r. dans le capitulum XXVI. La lecture aux U.V. ne permet malheureusement pas de restituer le texte primitif, qui serait ici d'un considérable intérêt.

Cette déposition revêtait une très grande importance pour Hincmar. Il est donc normal qu'il en ait révisé le texte jusqu'au dernier moment (voir par exemple, ajout fol. 77 pour préciser le sens d'une phrase, fol. 81 v., précision importante ajoutée après coup, etc...). Ce qui nous conduit à voir dans le premier fragment de ce codex, le manuscrit même de la déposition de 871, revu et corrigé par l'archevêque avant le procès. Double information puisque nous tenons, si nos conclusions sont exactes, à la fois un manuscrit datable à l'année près et des traces manuscrites certaines de l'archevêque.

⁶⁵⁸ La révision — la censure ! — d'un passage de la lettre adressée au nom de Charles le Chauve à Adrien II, que nous avons analysée au chapitre IX, ne peut avoir qu'Hincmar pour auteur et ce « détail » nous conduit à dater le fragment correspondant du codex d'avant 882.

CARACTERISTIQUES	BRUXELLES GHEYN 2606	PARIS BN LATIN 1594
Composition et cahiers	1 q, 5 F * 1 q * 1 q * 1 q * 13 F * 4 q * 6 F * 1 q * 9 F * 1 q ?	Trois grands fragments : 1 : fol. 1 à 102 v. : cahiers très irréguliers 2. : fol. 103 à 195 v. : majorité de cahiers irréguliers 3. : fol. 196 à 227 v. : quaternions
Signature des cahiers	22V : VI 41V : IIII 49V : VIII 78V : II 86V : III 94V : IIII 100V : VI	1. : III (coupé) VII VIII 2. : néant 3. : I - II
Réglure	4 traits découpant un rectangle central où s'inscrit le texte. Réglé ligne par ligne .	1. : comme Bruxelles 2606 2. : dédoublement du trait vertical de gauche en colonne 3. : retour à 1
Format	H : de 19,4 à 18,7 L : de 16 à 15,4	1. et 3. : H : 19,6 (coupé) L : 17,5 2. : H : 19,6 L : 17,5
Marge du haut	2,5 à 1,7	3 à 2,4
Marge du bas	4,5 à 3	4,3 à 4
Marge interne	2 à 0,7	2,3 à 2
Marge externe	4,2 à 2,2	4 à 3,8
Nombre de lignes par pages	de 18 à 25-26	17
Espacement entre les lignes	de 0,62 à 0,51	0,76
Observations	manuscrit fait de cahiers étrangers les uns aux autres	
Datation proposée	855-900 et au-delà	871-882

BERLIN PHILLIPS 1769	OXFORD BODLEIAN E MUSEO 157	LAON 407
4 q, 1 T, 2 q, 4 F, 7 F, 3 F, 2 q, 3 F, 1 q, 7 F, 1 q, 5 F, 10 F, 6 F, 4 F, 3 F, 6 F.	7 F, 11 F, 8 F, 12 F, 10 F, 8 F, 9 F, 8 F, 11 F, 7 F, 6 F, fin confuse.	1 q * 2 + 7 F * 9 F * 5 + 5 F * 4 + 10 F * 1 q + 2 F + 3 q, 1 T * 1 q, 4 F, 2 q * 1 q + 9 F * 9 F * 5 F * 1 q + 1 T + 10 F + 4 F * 4 F * 10 F + 7 F + 10 F + 2 F *
XV XVI	Numérotation régulière mais assez confuse à partir du folio 93.	10V : XIII 42V : III (coupé) 62V : VI 70V : X 78V : XI 88V : XII
Identique à celle du Bruxelles 2606	Identique à celle du Bruxelles 2606	Comparable à celle du Bruxelles 2606 pour une part, mais aussi dédou- blement des deux traits verticaux procurant 2 col.
H : 18,9 (coupé) L : 16,7	H : 18,5 (coupé) L : 16,7	H : 19,4 L : 16,7
2,8	2	2,7
3,5	4,8	3,8
1,9	1,7	1
3	4,2	4,7
de 16 à 22	16	16
de 0,76 à 0,63	0,76	0,72
± 882	875-882	866-870

Légende : Toutes les dimensions sont données en centimètres.

H : hauteur / L : largeur / q : quaternion / T : trinion / F : folio

Les * séparent les ensembles différents à l'intérieur d'un même codex.

rémoises et des méthodes de travail d'Hincmar. Une fois de plus il n'est pas homogène, s'il est, pour nous, tout entier antérieur à la mort d'Hincmar ⁶⁵⁹. Les trois fragments que permet de distinguer l'étude des cahiers, des réglures, des textes, sont probablement de dates un peu différentes. En tout cas, ils sont autonomes. Le premier se suit logiquement et devait être composé de 11 cahiers très irréguliers : le document a été préparé sur des folios rassemblés : le format 20/17, 5 auquel conduit la logique est probablement assez « standard » dans la correspondance ou la préparation des actes officiels d'Hincmar ; sans doute est-il économique en parchemin ; il est en tout cas très maniable et la lecture du texte qui y est écrit est agréable et aisée. Le deuxième ensemble est, lui aussi, tout à fait hétéroclite quant aux cahiers ; il ne comporte aucune signature. Sa réglure est un peu différente de celle du premier. Les changements de textes ne correspondent qu'exceptionnellement à des changements de cahier. C'est un *dossier* volontairement joint, le format et le sujet y poussant, au premier fragment, après le synode. Le troisième fragment, dont la réglure reprend celle du premier, est, lui, composé de quatre quaternions ; tous quatre devaient être signés de 1 à 4 ; les deux premiers le sont encore, les deux autres sont très abîmés ; ce troisième fragment, préparé comme le premier, écrit d'une main voisine, est donc cependant autonome : seul le désir de réaliser un « dossier Douzy 871 » a conduit à rassembler, très tôt, probablement, les trois parties de ce codex hincmarien.

Le Berlin Phillips 1769 ⁶⁶⁰ est, comme les précédents, un codex composite comme le révèle bien la succession de cahiers très hétéroclites ⁶⁶¹. Il a rassemblé, vraisemblablement à peu près au moment de la mort d'Hincmar, des cahiers isolés jusque-là.

⁶⁵⁹ A l'exception de quelques ajouts des X^e et XI^e siècles sur des folios demeurés blancs, bien entendu, par exemple, fol. 172.

⁶⁶⁰ Donné par le catalogue de V. Rose pour originaire de Dijon.

⁶⁶¹ Voir tableau. La mention VII en bas du folio 84 conduit à remonter à peu près au folio 39 pour trouver un premier folio de codex correspondant : il y a de fait au folio 39 un changement de main dans l'écriture. De même, l'apparition à 110 v. d'un numéro XV ne correspond nullement à la normale (102 : X) : il y a donc encore une cassure entre 102 et 103, avec changement de main. Le folio 116 r. est blanc et ceux qui suivent apportent un changement du nombre de lignes donc encore une cassure entre 102 et 103, avec changement du nombre de lignes par folio. Encore une fois, par conséquent, les fragments séparés correspondent à des morceaux épars qui ont été ensuite rassemblés. Mais il s'agit cette fois, totalement, d'œuvres d'Hincmar. Ce sont les suivantes, dans la pagination actuelle du codex : de presbyteris criminosus (fol. 1 - 24 v.) ; lettre sur la translation d'Actard de Nantes (fol. 25-38 v. et 69 à 87 r.) ; lettre sur le mariage d'Etienne (fol. 39 r. - 58 v.), lettre de 860 (Douzy) sur les voleurs de biens ecclésiastiques (fol. 59 - 68 r.) ; consultation à Hildegaire de Meaux (fol. 88-102) ; lettre sur l'affaire de Beauvais 881 (fol. 103-115) ; lettre à Louis III (fol. 116 v. - 125 v.) ; lettre à Louis III (fol. 126 r. - 131 r.), texte sur les devoirs d'un évêque (fol. 131 r. - 138 v.), de baptismo (fol. 139 v. - 146). Le manuscrit se décompose en deux grands ensembles. L'un,

Le manuscrit d'Oxford pose un peu moins de problèmes⁶⁶². Ce codex est continu et a été fait d'un seul morceau pour contenir les textes hincmariens⁶⁶³. Mais il présente les mêmes anomalies que les précédents dans la composition des cahiers⁶⁶⁴. Il se dégage ainsi une observation générale qui contraste vivement avec celle que nous avons faite dans bien d'autres cas : ces manuscrits « mémoire » sont souvent constitués de folios isolés recollés. Autrement dit, Hincmar, si nos interprétations sont correctes quant aux dates, faisait conserver les folios isolés, les chutes et s'en servait pour faire recopier ses archives. Ce manuscrit nous apprend plus encore. Au folio 47v., le scribe a manqué de place et a beaucoup serré son texte : donc le 48 était déjà écrit ; ces textes étaient donc confiés à plusieurs scribes chargés des cahiers successifs ou de groupes de cahiers. Peut-être y a-t-il changement de main au folio 48r.⁶⁶⁵ Un phénomène inverse s'est produit

du folio 1 au 102 v., comporte des textes légèrement antérieurs au second (entre 860 et 880) ; il est lui-même compliqué par l'adjonction intempestive, entre les folios 38 et 39 *anciens*, de cahiers (2 quaternions, 4 folios, 7 folios, 3 folios) comportant des œuvres de 860, entre les folios *actuels* 39 et 68 ; ce n'est pas tout : à la fin du texte sur Actard, au folio 87 actuel, le cahier est signé VIII : cela ne peut correspondre à un début de manuscrit actuel (il y aurait alors 13 cahiers irréguliers à numéroter), à la rigueur au contraire cela correspondrait au début d'un ensemble allant du folio 1 au folio 57 *anciens* qui aurait bien comporté huit cahiers irréguliers (3 q, 1q, 1T, 2q, 3F). Du folio 103 au 146, les cahiers se suivent logiquement ; mais ils sont irréguliers ; les œuvres datent de 878 environ à 882, sauf peut-être le de baptismo.

On voit que ces manuscrits n'ont pas une histoire simple (les choses sont encore un peu plus compliquées dans le détail, pour ce codex, si l'on considère les *anomalies de reliure* des cahiers entre eux).

⁶⁶² Il est daté, à tort selon nous, d'après 882 par Carey, dans une étude sur le scriptorium de Reims dont il va être question plus loin, et par le catalogue d'Oxford.

⁶⁶³ Lettre d'envoi du de cauendis uitiis, lettre de Grégoire le Grand à Reccardè qui a fourni le prétexte au de cauendis lui-même.

⁶⁶⁴ 7F, 11F, 12F, 10F, 10F, 9F (66 à 74 : 68 ajouté dans un quaternion), 11F (83-93 : 91 ajoutés dans un cahier de 10), 7F (94-100 : le dernier folio d'un quaternion a été coupé), 6F (101-106 : 101 et 102 feuille double, puis 103, 104, 105, 106 : folios isolés collés sur le recto de 101), etc...

⁶⁶⁵ Nous avons à dessein presque totalement écarté les discussions paléographiques de nos analyses. Il y a trois raisons essentielles à cela. La plus importante est que la paléographie est, scientifiquement étudiée, une technique très difficile et qui réclame, pour aboutir à des conclusions solides, une expérience que nous n'avons pas : une chose est, de lire les textes, une autre de tirer de leurs écritures des conclusions historiques. Nous avons lu trop d'absurdités éclatantes dans ce domaine pour être tenté d'en ajouter. La deuxième raison est que nous avons voulu montrer que l'étude des manuscrits peut être tentée selon d'autres lignes d'enquête que la seule paléographie et que « tout compte » de ce qui a conduit à leur naissance. La troisième raison est que nous avons observé tant de changements de manière d'écrire dûs à l'énerverment du scribe, à la hâte, au changement de plume, entre autres choses, que nous sommes sceptiques, sauf étude très détaillée et statistiquement fondée sur la graphie des lettres caractéristiques, sur la notion de changement de main. Nous avons observé, statistiquement, le maintien de graphismes d'une même main dans des graphies apparemment différentes et l'inverse n'est pas moins vrai.

entre les folios 57v. et 58r. : le scribe, cette fois, a trop de place, 57v. est partiellement blanc. Malgré les imperfections d'exécution à certains moments, ce codex a la double caractéristique d'avoir subi des corrections sur grattage et de comporter des ajouts rectifiant les oublis du scribe. Enfin, il fournit un nom : fol. 34, à demi effacé, en marge : « Fr. duinus scripsit » et deux fois, fol. 117v., le monogramme de St Rémi qui figure aussi dans d'autres codices rémois.

Le Laon 407 est célèbre ⁶⁶⁶ : F. Lot ⁶⁶⁷ et Léon Levillain ⁶⁶⁸, se sont interrogés sur la portée des notes marginales qui commentent les lettres de Nicolas I^{er} que contient — entre autres choses — ce codex. Disons tout de suite que, comme L. Levillain, nous pensons que ces notes sont de la main d'Hincmar. Ce fait est d'autant plus précieux à nos yeux que, s'il date ce codex d'avant 882, il date, du même coup, dans une large mesure, la série à laquelle il appartient d'avant la mort d'Hincmar ⁶⁶⁹. Encore une fois les anomalies déjà signalées se retrouvent ⁶⁷⁰. Ce codex constitue un double dossier mais tourne autour d'un thème unique : les relations avec Nicolas I^{er}. Nous y voyons le dossier réunissant des textes relatifs à Gottschalk et à l'ensemble des questions relatives à Ebon, dossier assemblé par Hincmar au moment où il se sentait le plus menacé : d'où notre proposition de datation. A des degrés différents, à des moments différents, ces cinq manuscrits — il y en a d'autres, moins caractéristiques — constituent un bon échantillonnage des archives d'Hincmar. Il reste qu'ils ont pu être assemblés après la mort de l'archevêque : ceci n'infirme en rien notre raisonnement, on va le voir, mais le renforcerait plutôt encore.

La comparaison de ces cinq codices fait ressortir des ressemblances troublantes. Le format tout d'abord. Tous sont d'un format carré très maniable et très comparable : au point que les calques des folios et

⁶⁶⁶ Il a servi de modèle à deux autres : Dublin, Trinity College C 1/20 du XVII^e siècle, et Paris, Collection Dupuy 9, XVII^e siècle.

⁶⁶⁷ F. Lot, *Une année du règne de Charles le Chauve, année 866, Le Moyen Age*, 1902, p. 437.

⁶⁶⁸ L. Levillain, in *Annales de Saint-Bertin*, édition F. Grat, J. Viellard et S. Clémencet, p. XIX.

⁶⁶⁹ Bien entendu ce n'est pas le seul critère de datation du manuscrit de Laon 407. L'écriture conduit à la période 850-880. B. Bischoff a bien voulu me confirmer qu'il est d'accord sur le troisième quart du IX^e siècle comme date de ce manuscrit.

⁶⁷⁰ Les cahiers sont tout à fait irréguliers et souvent composés comme ceux du manuscrit d'Oxford, de folios isolés ; leurs signatures, une fois encore, montrent que le codex actuel est fait de morceaux séparés à l'origine. Les modifications internes de réglure montrent aussi que l'on a utilisé ici — nous en avons trouvé d'autres exemples — du parchemin préreglé pour d'autres usages et qui n'avait pas été utilisé, à côté de feuilles réglées spécialement au « format archives ».

de leur réglure se superposent aisément ⁶⁷¹. Compte tenu des conditions dans lesquelles de tels codices étaient réalisés matériellement, ceci nous semble permettre de dégager une première conclusion : Hincmar a imposé un format uniforme pour ses archives. C'était, en gros, un format 20 x 17 cm. La chose devient plus remarquable encore si l'on admet que les codices en cause n'ont pas été conçus comme tels, mais sont le produit du rassemblement de cahiers isolés ⁶⁷². La contre-épreuve apparaît dans le fait que, dans le Bruxelles 2606, on a taillé à la dimension des cahiers « hincmariens » ou les plus anciens ou les cahiers les plus récents (X^e siècle) du codex en voie de constitution. A contrario, enfin, les autres manuscrits écrits à Reims sous la direction vigilante d'Hincmar présentent des caractéristiques différentes quant au format. Nous tenons donc, théoriquement, un bon critère d'identification des manuscrits d'archives réunis sous Hincmar.

Nous attachons une grande importance à la réglure. Elle est toujours très soignée dans les manuscrits hincmariens. Gravé à la pointe sèche, le cadre dans lequel, sauf rares exceptions, le scribe tient enfermée la partie écrite est toujours caractérisé par certaines constantes. La réglure est faite à la pointe sèche sur l'intérieur de la peau ; la réglure ligne par ligne est très stricte, en général, et donne une élégante régularité à la graphie des textes contenus. En général les pointes destinées à la réglure ligne par ligne sont plantées un peu en dehors des réglures verticales, mais aussi parfois au bord des folios ; parfois, rarement, en dehors. Cette réglure ligne par ligne donne un grand intérêt à l'espacement laissé entre chaque ligne. Les folios destinés à recevoir un texte simple reçoivent un simple cadre plus ou moins carré ; ceux qui doivent comporter des colonnes sont réglés en deux ou quatre colonnes verticales ; ceux qui comportent des numéros importants de chapitres, par exemple, comportent une colonne à l'intérieur du folio ; parfois, plus rarement, il y a deux colonnes. Dans tous les cas les marges sont caractéristiques des instructions données par Hincmar — et ceci est vrai de toutes les sortes de manuscrits que nous avons consultés ⁶⁷³ —. Les marges du haut et de l'intérieur, larges très raisonnablement, sont beaucoup moins développées que l'extérieure et surtout l'inférieure : il n'est pas rare que celle-ci dépasse les 4 cm, voir les 5 ou 6 cm.

⁶⁷¹ De 19, 6 peut-être 20 (le Paris 1594 est coupé en hauteur comme tant d'autres manuscrits rémois) à 18, 5 (également codex coupé), l'écart des hauteurs est faible. Elle n'excédait pas certainement 1,5 cm lorsque tous étaient à leur format normal. Dans les largeurs, l'écart est de même nature (15,4 à 17,5).

⁶⁷² Nouvelle observation souvent faite : de tels cahiers comportaient en général un premier folio blanc, toujours au recto et parfois au verso, et un dernier blanc au verso, qui servaient de couverture. Or de telles particularités se retrouvent à l'intérieur des codices dont nous parlons en ce moment.

⁶⁷³ Sauf bien entendu lorsqu'ils ont été coupés. Ce qui est arrivé *très souvent* et a eu pour conséquence soit de faire disparaître la signature des cahiers, soit de couper les ex-dono, soit de mutiler des commentaires.

C'est là une caractéristique très remarquable des « Reims-Hincmar ». Ces marges considérables aèrent les pages, permettent la mise en place de gloses ou de repères de lecture et Hincmar, on le sait, ne se prive pas d'en mettre. Surtout, avec les éléments d'organisation du texte que nous avons décrits, elles donnent aux manuscrits dont la fabrication a été dirigée, — nous n'en doutons pas — avec beaucoup de soin par l'ancien moine de Saint Denis, une allure claire et ordonnée qui permet souvent de reconnaître au premier coup d'œil un manuscrit rémois du IX^e siècle ⁶⁷⁴. Bien sûr toutes ces caractéristiques se retrouvent dans nos cinq manuscrits comme le montre bien notre tableau n° 3. Les marges supérieures — pour les parties qui sont certainement d'époque hincmarienne — sont de 2 à 2,8 cm, les inférieures de 3 à 4,8 (mais elles sont souvent coupées), les internes de 0,7 à 2,3 et les externes de 2,2 à 4,2. L'espace disponible pour le texte est assez remarquablement uniforme ⁶⁷⁵ et on y loge de 16 à 22 lignes, l'espacement entre les lignes variant de 0,51 à 0,76 cm ⁶⁷⁶.

Il nous semble permis de conclure qu'Hincmar a veillé *jusqu'au détail* à la fabrication et à la rédaction des manuscrits dont il avait besoin dans ses archives.

Il a certainement existé — et il existe encore d'autres codices du même genre ⁶⁷⁷. Nous ne pouvions et ne voulions pas tenter, sur ce point, une étude exhaustive, mais indiquer les premières conclusions auxquelles nous a conduit l'étude d'une partie, importante croyons-nous, de ce qui subsiste de la production rémoise du IX^e siècle. Il convient d'ailleurs, dès maintenant, de comparer aux cinq cas que nous venons d'étudier cinq autres exemples encore, tous parisiens d'ailleurs aujourd'hui.

Le Paris BN Latin 2865 se rapproche beaucoup des codices précédents. Il peut être placé, chronologiquement, entre 870 et 900 ⁶⁷⁸. Il en

⁶⁷⁴ Tout ceci est d'autant plus remarquable que les normes de fabrication contrastent — format et régleure — avec celles de l'époque d'Ebon. Et que, d'autre part, elles ont longtemps survécu, pour autant que nos sondages aient pu nous l'apprendre, à Hincmar lui-même.

⁶⁷⁵ De 12,2 à 13,2 en hauteur sur 10,2 à 11,8 en largeur.

⁶⁷⁶ La rencontre dans quatre des cinq codices d'un espacement de 0,72/76, nous semble très remarquable.

⁶⁷⁷ C'est certainement à ce fait que nous devons d'avoir conservé *certaines* lettres intégralement et non d'autres. En fait, Hincmar n'a probablement pas conservé un double de *tous* ses textes, mais certainement une trace de chacun : Flodoard n'existerait point sans cela. Seules les « affaires » ont donné lieu à la préparation de véritables dossiers.

⁶⁷⁸ Ce codex contient la plus ancienne copie du traité en LV chapitres contre Hincmar de Laon. Son format a été à plusieurs reprises réduit. Le folio 112 permet de restituer ses dimensions anciennes, peut-être pas ses dimensions initiales d'ailleurs ; coupé en haut, en bas et en largeur, le folio permet d'attribuer 20,7 centi-

est à peu près de même pour le Paris BN Latin 2866 en tout cas antérieur à la mort d'Hincmar⁶⁷⁹.

Trois autres codices parisiens encore méritent de retenir l'attention à cette place. Le Paris BN Latin 11 379, fol. 25-36v. fournit, nous semble-t-il un bon échantillon de lettre envoyée par Hincmar en 876 : les caractéristiques sont curieusement proches de celles des « manuscrits-mémoires » dont il vient d'être question⁶⁸⁰. Le Paris 13 090⁶⁸¹ montre, lui aussi, la fidélité dans les méthodes de travail adoptées, entre 850 et 855, à Reims. Le Paris 13764, enfin, (folios 73-85), rémois lui aussi, se rattache totalement au groupe des manuscrits d'archives⁶⁸². Sans

mètres de hauteur au codex ; le folio 222, lui, permet de dire que l'ancienne hauteur atteignait 22 centimètres au moins. La conséquence de ces ravages apparaît clairement pour les signatures des cahiers qui ont disparu ou ont été coupées.

⁶⁷⁹ Un peu plus grand que le précédent (24,8 à 29,4 × 18 cm), ce codex a cependant des caractères un peu comparables. Mais il se rapproche plus encore du Paris 1594 analysé plus haut, en particulier pour la réglure et les signatures de cahiers. La copie du de diuortio que contient ce manuscrit n'est certainement pas l'original dans sa version officielle. Il s'agit d'une mauvaise copie, probablement remise par Hincmar à la cathédrale et à Saint-Rémi (fol. 1 A Liber Si Remigii Remensis. Liber Sae. Mariae). Le nombre des corrections nous conduit à penser que le codex, même si sa copie se situe dans la vie d'Hincmar, a été révisé par l'archevêque. Nous ne croyons guère au terminus a quo : 860, mais beaucoup plus à l'autre : 882. Pour nous ce codex est un bon exemple du travail fait à Reims, durant la dernière décennie de la vie d'Hincmar.

⁶⁸⁰ La hauteur et la largeur, la justification du texte, les marges, la réglure à quatre traits perpendiculaires, l'espacement entre les lignes rapprochent ce court fragment des codices d'archives. Il peut, soit constituer — c'est notre hypothèse — l'original d'une lettre envoyée par Hincmar à Laon en 876, soit faire partie d'un ancien codex d'archives démembré. En tout cas, il constitue une nouvelle preuve de l'effort fourni par Hincmar pour adopter des *normes* pratiques, simples et précises, pour son secrétariat probablement tout autant que pour son scriptorium. L'uniformité de ces normes, en particulier en matière de réglure, facilitait la circulation et le réemploi des feuilles de parchemin préreglées d'un atelier à l'autre.

⁶⁸¹ Les folios qui nous intéressent (70 à 77) ont été analysés plus haut. Ils apportent, en matière de préparation du parchemin, de réglure, de justification du texte, de largeur des marges, la preuve de l'uniformisation des méthodes rémoises, lorsqu'il datent du IX^e siècle.

⁶⁸² Par le format (19,2×17), le nombre de lignes par page, l'espacement entre elles, la réglure, les marges. Ce manuscrit permet même de faire une constatation qui conduit à une hypothèse. Les dimensions des folios qui le composent *varient* ; la réglure est uniforme, si elle n'est pas toujours à la même place sur le folio ; par contre la justification du texte demeure stable en hauteur et en largeur : on est conduit à se demander si, pour accélérer les opérations de réglure, on ne disposait pas d'une forme métallique, en bois ou en toute autre matière, à la dimension de la justification voulue. Il y aurait lieu, pour vérifier cette hypothèse, de mesurer systématiquement *toutes les réglures* des manuscrits d'archives. On voit où aboutissent nos observations ; il nous a été impossible d'aller jusque-là dans un premier temps.

doute encore faudrait-il ajouter à cette première liste de manuscrits d'archives, ou assimilables à ceux-ci, fabriqués sur l'ordre d'Hincmar, le codex Bruxelles Gheyn 5413-22 analysé par H. Silvestré⁶⁸³, au moins pour une partie de son contenu. Et, sans aucun doute encore, d'autres codices s'ajouteront-ils à cette liste à l'avenir.

On s'est souvent demandé comment Flodoard avait utilisé les textes hincmariens. La comparaison de son Histoire avec les manuscrits dont nous venons de parler est intéressante : Flodoard, qui n'a eu entre les mains, c'est évident, aucun des grands traités d'Hincmar, à l'exception du long mémoire contre Hincmar de Laon, a utilisé, habilement, exclusivement la correspondance conservée⁶⁸⁴. Et il s'est servi de nos dossiers, — ou de leurs équivalents, — pour chacun des développements importants qu'il a consacrés à Rothade, à Gottschalk, aux clercs d'Ebon, à Hincmar de Laon. L'utilisation du Laon 407, de l'Oxford, du Berlin est patente. Et aussi celle du Paris 1594 et des textes que contiennent les manuscrits parisiens 5095 et 2865. Il a eu recours, en dehors de ceux-ci, probablement à un ou deux manuscrits contenant des lettres à Charles le Chauve et au manuscrit original du *de regis persona*, aujourd'hui disparus. Son matériel documentaire nous est donc presque totalement accessible aujourd'hui encore⁶⁸⁵.

Mais il a cassé ses dossiers pour en extraire, dans sa propre organisation des choses⁶⁸⁶ ce qui l'intéressait.

D) *Le travail du scriptorium :*

Qu'en était-il du scriptorium que contrôlait directement Hincmar et qui a produit tous les autres manuscrits conservés jusqu'à nos jours ? Où était ce scriptorium ?⁶⁸⁷.

⁶⁸³ *Notices et extraits des manuscrits 5413-22, 10 098-105 et 10 127-44 de la Bibliothèque Royale de Bruxelles, Sacris Erudiri* 1954, p. 178-187. Les dimensions (19×16), le caractère des cahiers, le contenu des folios 1 à 62 v., apparentent bien ce codex à ceux dont nous venons de parler.

⁶⁸⁴ C'est particulièrement net dans tous les passages qu'il consacre à la querelle sur la prédestination.

⁶⁸⁵ Cela rend l'étude comparée très tentante.

⁶⁸⁶ Le classement de Flodoard est fort intéressant en soi. Il examine d'abord les lettres aux rois, puis viennent, dans un ordre révélateur, les archevêques et évêques, Hincmar de Laon (avec utilisation des manuscrits Paris BN 1594, 2865, 5025), des évêques encore, des abbés, les simples prêtres et les monastères, les laïcs, les reines... et les subordonnés d'Hincmar !

⁶⁸⁷ Nos conclusions dans ce domaine, sont provisoires, mais déjà nettes. Saint Thierry échappe très largement aux instructions du prélat. Saint Rémi vraisemblablement sous son contrôle, dans des conditions difficiles à préciser. A nos yeux, les ateliers de copie des actes et de la correspondance et ceux où étaient écrits les codices se tenaient proches de la cathédrale, sous le regard immédiat du prélat. C'est là, dans des conditions d'étroit contrôle, qu'une part importante des codices aujourd'hui conservés a été fabriquée.

Sur le scriptorium de Saint-Thierry, auquel nous n'avons pu prêter attention

Nous ne saurions ici aborder toutes les questions qui nous sont venues, en foule, à l'esprit, durant notre longue enquête sur les manuscrits. D'abord parce qu'il serait téméraire, alors que B. Bischoff n'a pas encore publié ses conclusions sur ces sujets si difficiles, de ne pas attendre celles-ci avant d'aller le plus loin possible dans l'étude de la production rémoise. Ensuite parce que nous nous sommes interdit tout un secteur de recherche : celui des manuscrits décorés. Il y a là des techniques d'approche, des éléments d'information avec lesquels nous sommes trop peu familiarisé pour nous hasarder dans ce domaine à formuler la moindre hypothèse. L'examen de l'Évangélaire d'Egmont⁶⁸⁸ nous a comblé de joies diverses et posé plus d'un problème mais nous ne saurions en faire état ici⁶⁸⁹. De même n'accorderons-nous qu'un regard — admiratif mais bref — au Reims 11, sur vélin pourpre, qui a perdu toutes ses peintures mais gardé sa reliure originale — plaques d'ivoire, or et pierres en moins —. Il a toutes les caractéristiques que nous avons déjà reconnues aux manuscrits d'Hincmar⁶⁹⁰ mais c'est un manuscrit si exceptionnel qu'il se prête très mal à l'étude statistique qui nous intéresse ici⁶⁹¹.

mais qui nous a paru toujours très en marge des préoccupations et des instructions d'Hincmar (les manuscrits Reims 85, 116, 296, 394, 421, qui sont de saint Thierry, sont aussi des sources très irrégulières, difficilement identifiables d'Hincmar) : L. Demaison : *Une école de copistes à Reims au IX^e siècle*, Travaux de l'Académie Nationale de Reims, XCII, 1894, p. 221-222 ; et aussi : U. Robert, *Communication sur certaines particularités de l'école calligraphique de Reims au IX^e siècle*, Bulletin de la Société des Antiquaires de France, 1895, p. 172-174.

⁶⁸⁸ La Haye 76 f 1, n° 43.

⁶⁸⁹ Notons tout prosaïquement que nous y avons relevé des habitudes rémoises que nous avons commencé d'analyser : régularité des cahiers en général, signature de ceux-ci ; mais aussi un élément nouveau : des signes d'assemblage entre divers cahiers (folios 70 v. - 71 r. ; 99 v. - 100 r. ; 156 v. - 157 r. ; 207 v. - 208 r. ; 213 v. - 214 r.) que nous avons retrouvés dans un autre manuscrit rémois : Saint Gall 106. Les folios sur lesquels se trouvent les peintures ont été exécutés hors cahiers. Ceci suppose que le peintre était différent du scribe, mais favorise, en cas de désarticulation de la reliure, le vol des feuillets peints. La graphie des scènes représentées fait appel au fantastique, si souvent présent à Reims au IX^e siècle ; les couleurs sont l'or, le vert, l'orange et le violet — si fréquent à Reims — dans lequel on a versé de la poudre d'argent. Ces couleurs correspondent-elles à l'usage du *vermiculum* que, nous dit Guérard, les habitants des villas dépendant de Saint-Rémi devaient à l'abbaye chaque année : on se demande toujours ce qu'était ce produit et quelle était sa couleur réelle. Deux superbes arcs outrepassés aux folios 41 et 42 ont encore retenu notre regard. Remarquablement écrit et réglé, cet Évangélaire nous semble avoir été produit durant la grande période du scriptorium, entre 860 et 875.

⁶⁹⁰ Hauteur 34, largeur 25,8, marge du haut 6,2, marge du bas 8. Deux folios de garde blancs. 20 Q, 1 T, cahiers de 9 F, 7 F et folios isolés (62 - 66 v.).

⁶⁹¹ Notons qu'Hincmar ne semble pas avoir cherché particulièrement à produire de beaux et nombreux manuscrits à peintures. C'est une activité, semble-t-il, un peu moins importante à ses yeux que de faire copier des manuscrits utiles. Du point de vue artistique, la période d'Ebon est certainement plus remarquable que celle d'Hincmar.

Avant même d'en venir à l'examen d'un certain nombre de cas, il faut tenter de cerner les types d'activité et l'évolution générale de l'activité du scriptorium. Les tâches dévolues à celui-ci — et probablement à ceux qui travaillaient sous la surveillance directe d'Hincmar et de ses représentants — étaient nombreuses. La copie des beaux manuscrits — Bible, Pères, Droit — représente la plus apparente de ces tâches mais n'est assurément pas la plus absorbante. Si l'on se rappelle la multiplicité des textes qu'expédie Hincmar, en plus de sa propre correspondance, à toute occasion où le droit canon lui en crée le devoir, par exemple, on mesure qu'il devait y avoir une activité quotidienne intense de copie. Se situait-elle au niveau du scriptorium ? On peut en douter. Hincmar, nous l'avons vu, nous a, à plusieurs reprises, familiarisés avec une scène où on le voit dicter à un notaire qui prend ses notes sur une tablette de cire avant de retranscrire le texte sur parchemin⁶⁹². Même en 866, à un moment où la correspondance est importante au départ de Reims, il semble bien qu'un seul personnage ait joué ce rôle de notaire auprès d'Hincmar⁶⁹³. Contrairement aux apparences donc, ce service, détaché du scriptorium proprement dit, nous semble-t-il, n'est pas composé d'un personnel nombreux. Et pourtant de là sortent des parchemins de diverses natures : lettres de plusieurs folios que l'on appelle *quaternions*⁶⁹⁴, quel que soit le nombre de ces folios, rouleaux⁶⁹⁵ destinés à être lus à l'occasion d'une consécration ou simplement à la correspondance⁶⁹⁶, feuilles isolées

⁶⁹² La prise des notes pose le très intéressant problème des procédés d'abréviation. Les notes tironiennes sont connues — et bien — à Reims au IX^e siècle. Un Psautier entier est écrit de cette façon (Londres, B.M. Additional 9046) qui, une fois de plus, a toutes les caractéristiques retenues au IX^e siècle. C'est un petit manuscrit (15,2×11,4) composé de folios isolés en majeure partie (on peut penser à une utilisation des chutes) : il porte un numéro d'inventaire du XIII^e siècle à Saint-Rémi. Les notes tironiennes ont non seulement conduit à la rédaction de plusieurs manuscrits rémois ainsi abrégés, pendant et après l'épiscopat d'Hincmar, mais ce dernier les utilisait lui-même fréquemment pour annoter les codices dont il disposait. Voir : P. Legendre, *Etudes tironiennes, Commentaire sur la IV^e Eglogue de Virgile, tiré d'un manuscrit de Chartres, Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes* 1907, XII - 88 p. Sans doute aussi, à en croire E. Chatelain (*Introduction à la lecture des notes tironiennes*, Paris 1900, p. 140), le jeune Hincmar avait-il été formé, lui aussi, à leur maniement. Le manuscrit de Laon 444 comporte une note ainsi rédigée et où Hincmar est vraisemblablement désigné. Mais utilisait-on ces abréviations difficiles pour la prise des notes dictées ?

⁶⁹³ Il s'excuse de ne pouvoir envoyer à Egilon copie de tous les textes dont celui-ci aurait besoin... « quae etiam scripta uobis non ad ostendendum sed ad habendum mitterem si notarius noster infirmus ille transcribere concurrisset » (MGH 191).

⁶⁹⁴ Ou, à la rigueur, quaterniuculi (PL 124, 896).

⁶⁹⁵ MGH 165 : « Accipe frater et fili, islam rotulam... ». PL 126, 187, Hincmar fait allusion à une « rotula consecrationis ».

⁶⁹⁶ PL 126, 441 : Hincmar emploie ce mot à propos de longs textes envoyés par son neveu.

— cartae — qui contiennent un bref message, cédulas — diploma — de caractère officiel ⁶⁹⁷. Nous n'en saurons jamais plus, ni si Hincmar avait un embryon de chancellerie, lui qui scellait ostensiblement d'un anneau à l'effigie de saint Rémi ⁶⁹⁸ les actes très solennels qu'il expédiait. Il est en tout cas impensable que le sérieux de son secrétariat n'ait pas eu une réputation qui dépassait les Alpes : n'oublions pas qu'à plusieurs reprises les papes, Nicolas I^{er} et Adrien II, chargent Hincmar de faire recopier en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire les lettres qu'ils destinent au clergé de Francie occidentale ⁶⁹⁹. Le « secrétariat » d'Hincmar serait donc considéré, à Rome, comme un relais de valeur. Hincmar lui-même démultiplie, nous en avons la preuve ⁷⁰⁰, la responsabilité qui lui est ainsi confiée. Cette activité rémoise, enfin, a survécu à Hincmar : Foulques est, en 892, encore chargé par Rome de convoquer un synode à Worms. De forts indices existent donc d'un travail constant, à un niveau de grand détail, presque quotidiennement à certains moments, du « secrétariat » courant. Il y a là, c'est sûr, grosse consommation de parchemin, mais aussi consommation des chutes laissées par le scriptorium « noble ». Nous aimerions posséder quelques-uns de ces textes. Aucune certitude ne nous a cependant semblé permettre de ranger ceux que nous avons rencontrés dans cette catégorie ⁷⁰¹.

A un autre niveau se situe la copie des textes amples, importants, qui doivent être d'autant plus soignés que, souvent, l'original dont on part est un texte d'écriture médiocre et dont la langue laisse aussi beaucoup à désirer. Nous devons à Hincmar, bien plus qu'à Ebon, de ce point de vue, la première grande bibliothèque rémoise ⁷⁰², prestigieuse à plus d'un titre. Ici le temps compte un peu moins que dans le cas

⁶⁹⁷ Hincmar emploie le mot à plusieurs reprises : ainsi du document lu devant le synode de Soissons en 853 : « et hoc diploma coram omnibus in eadem synodo relegi feci... ». et il en parle un peu plus loin, comme de « haec perlecta schedula ». Le 26 janvier 860, il demande à Aduentius de donner lecture au synode d'Aix « huius diplomatis » (MGH 75). Voir encore Annales Bertiniani, Grat, p. 227 : « Quod diploma Iohannes... ».

⁶⁹⁸ PL 126, 277.

⁶⁹⁹ Attestée dans plusieurs cas (outre la lettre sur les Grecs, voir PL 126, 594 — cas de Carloman — et PL 126, 185 par exemple), cette attitude corrobore les constatations faites — et soulignées par Parizot (*Histoire de Lorraine*, op. cit., p. 217, 228, 302, 305, 309, 311) — sur l'unicité de destinataire, très fréquemment, d'un ensemble de lettres pontificales. Le destinataire est chargé, soit d'en assurer la redistribution, soit dans le cas rémoise et dans quelques autres, d'en faire effectuer le nombre nécessaire de copies.

⁷⁰⁰ Schrörs 390 : lettre à Willebert de Châlons. Hincmar charge l'évêque de diffuser les actes du synode romain dont il a assuré la transcription après réception de l'exemplaire parvenu à Reims.

⁷⁰¹ Sauf peut-être les quelques folios du Paris 11379 étudiés plus haut.

⁷⁰² Nous tenterons, au chapitre XII, d'en dessiner les contours. Voir aussi les divers Appendices sur la culture patristique d'Hincmar, le droit canon, la Bible et notre article sur Hincmar et la loi.

précédent et tout le soin d'Hincmar vise à obtenir des manuscrits excellents. Qu'on y songe : deux grandes crises en un siècle, sous Charles Martel et après la déposition d'Ebon, ont, semble-t-il, fort malmené la bibliothèque ancienne de Reims, si elle a existé ⁷⁰³. Surtout, l'infrastructure matérielle nécessaire au fonctionnement du scriptorium a, sans aucun doute, été désorganisée, à l'époque de la vacance de douze ans qui suit le départ d'Ebon. Nous entendons par infrastructure matérielle, d'une part les scribes, d'autre part l'ensemble des objets indispensables à la production d'un codex. Le problème des scribes est peut-être, en apparence, le plus aisé à résoudre : le peu d'expérience que nous avons des scriptoria du IX^e siècle montre que les échanges étaient fréquents entre scriptoria. Les difficultés surgissent après l'arrivée des scribes, lorsqu'il convient de les plier aux conditions matérielles et techniques de la production locale. C'est à ce dernier niveau qu'interviennent les objets et leur traitement, que le fonctionnement d'un scriptorium carolingien révèle son unité ou son mauvais fonctionnement. Pour Reims, l'unité, on va le voir, est forte et voulue par Hincmar. Il est très difficile, du moins tant que les procédés très scientifiques et très détaillés d'analyse des écritures — au laser par exemple — ne permettent pas de classer sûrement les mains et d'étudier leurs variations en fonction du matériel utilisé et de l'âge du scribe, il est très difficile donc d'identifier ceux qui tenaient la plume.

Nous aimerions qu'il fût un jour possible à une équipe de chercheurs d'apprécier la quantité de bêtes abattues que représentait annuellement la consommation en parchemin d'un scriptorium : dans le cas de Reims, dans les périodes de plein rendement, c'est certainement à plusieurs centaines de têtes qu'il faut songer. D'où venait l'encre et en quelles quantités fallait-il préparer cette encre rémoise, si stable qu'elle a résisté au temps. D'où venaient les couleurs : le rouge des titres rubriqués si caractéristique des manuscrits importants, des numéros des capitula souvent, le jaune, le vert qui fourrent certaines lettres ? D'où tirait-on le fer des pointes sèches et tant d'autres produits de détail que nous avons oubliés aujourd'hui mais qui figuraient dans l'arsenal du scribe. Où tannait-on les peaux ⁷⁰⁴, avec quels produits ? Bref, tout un support matériel était nécessaire à l'ouverture et au fonctionnement régulier d'un scriptorium, qui nécessitait l'ordre dans l'administration des biens et la régularité dans le versement des prestations des paysans de tous statuts. On peut penser, sans grand risque d'erreur, qu'Hincmar a mis plusieurs années, après 845, à rétablir toutes les connexions rompues de la chaîne de fabrication des manuscrits. De fait, nous ne

⁷⁰³ Nous sommes dans l'état actuel — évidemment incomplet — de nos connaissances, enclin à ranger parmi les manuscrits antérieurs à Hincmar une trentaine de manuscrits tout au plus.

⁷⁰⁴ Adalhard mentionne, dans les Statuts de Corbie, la présence d'un parcheminier (cf. H. Peltier, *Paschase Radbert*, op. cit., p. 38).

notons qu'une activité très faible, pour ne pas dire inexistante, entre 845 et 852-3. La situation s'améliore alors lentement et, après 855⁷⁰⁵, le « décollage » est flagrant. Jusqu'en 860 se situent les grandes années du scriptorium que contrôle Hincmar ; en qualité et quantité, la production est remarquable au moins jusqu'en 875. Si l'on note un fléchissement relatif de 877 à la mort du prélat, l'essor réapparaît, pensons-nous, dès les premières années de son successeur⁷⁰⁶. Il est même certain que les normes, imposées par Hincmar, qui sont évidentes, ont duré au-delà de sa vie physique⁷⁰⁷.

Il nous reste, vraisemblablement, une centaine de manuscrits écrits à Reims sous Hincmar⁷⁰⁸. Nous en avons examiné soixante-quinze environ et notre raisonnement porte sur une cinquantaine⁷⁰⁹. Nous tenons à souligner, d'entrée de jeu, que notre enquête ne permet pas de formuler, dans les domaines où nous le souhaitions au départ, des conclusions décisives. Nous ne le disons pas pour nous mettre à l'abri de toute critique, mais parce que nous avons peu à peu mesuré quel type de recherche, minutieuse jusqu'à l'infime détail, ample et longue par suite de la dispersion des manuscrits, il fallait mener pour conclure valablement. Sous peine de choquer, nous disons que, souvent, il faut trois visions d'un manuscrit pour qu'il commence à donner les informations de tous ordres qu'il contient sur les méthodes qui l'ont fait naître et dont la photo laisse échapper l'essentiel. Si l'on veut bien considérer qu'il y a des manuscrits hincmariens dans plus de vingt-cinq dépôts, on mesure de quels moyens il faut disposer pour mener à terme une enquête de ce genre qui constitue une fin en soi.

⁷⁰⁵ Un indice intéressant, au moins au niveau du retour à la rigueur dans les fonctions des notaires : en 855, Reims fournit à Charles le Chauve un nouveau notaire, Folchricus, qui a pour mission de remettre de l'ordre dans la chancellerie royale (cf. Tessier, *Actes de Charles le Chauve*, op. cit., III, p. 122-123).

⁷⁰⁶ Disons tout de suite que l'examen global des caractères de ces manuscrits étant mis en rapport avec tout ce que nous savons d'Hincmar, nous sommes assez tenté de placer à une époque qui précède ou suit de peu sa mort tout un ensemble de manuscrits littéraires dont nous aurons l'occasion de reparler.

⁷⁰⁷ De ce point de vue l'enquête à faire sur la *totalité* des manuscrits subsistants à partir des hypothèses que nous évoquons ici, doit porter sur une large tranche chronologique : au moins de 850 au début du XI^e siècle.

Nous ont, par exemple, paru caractéristiques du maintien de l'influence hincmarienne après 882 : Paris BN Latin 1597 A, 2721, 2873 A, 10-758. Reims 6 et 408 (folio 99 à la fin).

⁷⁰⁸ Le repérage en est beaucoup facilité par l'étude de F. Carey (*The scriptorium of Reims, Classical and Medieval Studies in honor of Edward K. Rand, New-York* 1938, p. 41-60). Les conseils de B. Bischoff nous ont plus d'une fois aidé, en confirmant ou en corrigeant nos conclusions. Cette partie de notre enquête, indispensable à ce niveau et aussi pour connaître au moins dans ses grandes lignes la bibliothèque d'Hincmar, n'a pas été la plus aisée, loin de là.

⁷⁰⁹ Nous excluons maintenant les dix codices examinés plus haut et les manuscrits à peintures, le Londres en notes tironiennes et quelques autres qui ne nous paraissent pas sûrs quant à la date.

Nous n'avons pas pensé, pour autant, qu'il était inutile de porter à la connaissance des chercheurs les directions de recherche suivies et les résultats, qui comprennent une bonne part d'hypothèse parfois, auxquels nous sommes parvenus. Ne serait-ce que pour amorcer le débat sur des points ordinairement très négligés en France. Les remarquables recherches entreprises depuis plus de vingt ans par B. Bischoff, les efforts courageux des chercheurs associés aux travaux de l'Institut de Recherche et d'Histoire des Textes, n'ont pas jusqu'ici l'écho et l'influence qu'ils méritent d'avoir, en dehors du petit cercle des spécialistes.

Nous nous sommes d'abord demandé, à partir de constatations faites sur les manuscrits d'archives, si un classement d'après les *formats* n'avait pas quelque chance d'être intéressant. En tenant compte des cas où les manuscrits ont, à l'heure actuelle, des dimensions différentes de celles qu'ils avaient à l'origine et que l'on peut parfois reconstituer et au moins souvent estimer, nous avons abouti à six catégories distinctes qui se répartissent en trois ensembles plus grands.

I : Un premier ensemble correspond à un format in folio. Il se subdivise en quatre catégories.

A : L'une correspond à des manuscrits de grande taille ⁷¹⁰ dont la largeur est dans un rapport élevé avec la hauteur : un peu plus de 8/10^e pour le plus carré (Reims 129) et un peu plus de 6/10^e pour le plus long (Reims 382). Malgré tout, l'ensemble laisse une impression qui ne rejoint pas, statistiquement, celle de la « *forma quadrata* », souvent considérée comme très caractéristique des manuscrits rémois au IX^e siècle. Ceux-ci, nettement moins allongés qu'à l'époque d'Ebon, ne sont cependant pas carrés, surtout si l'on songe que la plupart d'entre eux ont perdu une part appréciable de leur hauteur par réduction de format pour des causes diverses.

⁷¹⁰ Par ordre décroissant de formats : Reims 75, Paris Latin 12445, Laon 84, Vatican Regina Latin 1046, Reims 83, Reims 116, La Haye KB 75 B.24, Reims 129, Berlin Phillips 1741, Vatican Regina Latin 1283, fol. 95-96, Reims 390, Reims 70, Cambridge Pembroke 308, Bruxelles Gheyn 932, fol. 47 v. 141, Reims 118, Reims 382, Vatican Regina Latin 272.

Aucun de ces manuscrits n'avait moins de 28 centimètres de hauteur (le Bruxelles Gheyn 932 est de ce point de vue très intéressant : s'il a aujourd'hui 25,7 centimètres de hauteur et 21,5 centimètres de largeur, les folios 78, 79, 102, 119, 122 et 124 permettent de lui restituer, pour la partie que nous considérons comme hincmarienne, ses dimensions anciennes : 29×23), ni moins de 21 centimètres de largeur (une seule exception : le Reims 382, qui a un format plus allongé que les autres : il a aujourd'hui 27,2×19,1 centimètres et il devait être sensiblement plus haut à l'origine).

B : Un deuxième groupe comprend trois manuscrits très allongés par rapport aux précédents ⁷¹¹. Deux au moins de ces trois codices sont à situer au début du pontificat d'Hincmar ⁷¹².

C : Le troisième groupe est un peu plus fourni ⁷¹³. Aucune hauteur n'y est inférieure à 25 cm, aucune largeur à 21,3.

D : Il faut classer à part le Reims 101 ⁷¹⁴ qui n'appartient à aucun des trois groupes.

Nous espérons, au départ, qu'un type de format correspondrait à un type d'œuvre. Il n'en est rien, absolument, et ce critère doit être abandonné. Par contre, il nous semble que des informations intéressantes se dégagent des études faites. La première concerne le glissement progressif d'une forme plus allongée, héritée d'Ebon, à une forme plus carrée, caractéristique en effet des années 865-875, même si elle n'est pas l'idéale forma quadrata souvent évoquée. Ceci ne semble pas mis en cause par les éléments de datation que nous a procurés le contexte. Secondairement, il apparaît que le choix du format pour un codex dépend non pas de l'œuvre mais de l'usage qu'on veut en faire *et peut-être plus encore des disponibilités en parchemin*.

II : Un deuxième grand ensemble comprend des manuscrits que nous classerions aujourd'hui sous la rubrique in-4° ⁷¹⁵. Si la même observation paraît pouvoir être faite sur le glissement de formats plus longs à des formats plus carrés, elle est tout de même moins nette que dans le cas précédent. Les textes reproduits ne sont pas plus spécifiques du format que dans l'autre grand ensemble. Il s'agit, cette fois, simplement de manuscrits de travail comme en fait foi l'abondance des annotations marginales qu'en général ils contiennent.

⁷¹¹ Saint Gall 727 (31,4×20,9 cm), Reims 247 (30,2×21,4), Reims 99 (29,5×21,7).

⁷¹² B. Bischoff considère le premier et le troisième comme très caractéristiques des débuts du scriptorium réorganisé par Hincmar.

⁷¹³ Toujours en ordre décroissant : Reims 374 (fol. 52-59), Reims 296 (fol. 66-155), Reims 74, Reims 100, Reims 393, Reims 377, Leiden Voss Lat. Q. 72 (le folio 56 lui restitue ses anciennes dimensions : 25×22). Le rapport de la largeur à la hauteur est ici toujours supérieur à 8 dixièmes. On se rapproche plus que dans les deux autres catégories de la forme quadrata.

⁷¹⁴ 28,7×18.

⁷¹⁵ Toujours en ordre décroissant : Reims 1351, Reims 385, Vatican Latin 1347, Valenciennes 166, Wurzburg Mp Theol. fol. 38, Bamberg Hist. 162, Berlin Phillips 1762, Reims 392, Reims 384, Reims 421, Vatican Reg. Lat. 845 (dimensions réelles aux folios 48 et 64 : 23,5×19,2), Reims 376, Reims 391, Valenciennes 203, Venise 143 a, 210.

III : Le troisième ensemble est peu fourni ; il regroupe des manuscrits de format plus petit et un peu disparates entre eux ⁷¹⁶.

Au total il apparaît que, sur l'ensemble de la vie d'Hincmar, la tendance à aller vers des formats carrés est nette, en particulier après 855, que trois grands formats sont retenus : in folio pour les codices les plus nombreux, in 4° pour des œuvres importantes auxquelles on revient souvent, un troisième format caractérise les archives et des documents d'usage encore plus courant. En règle générale, il nous semble qu'Hincmar a progressivement recherché des formats commodes et pour le travail et pour le rangement et évité les très grands et les petits manuscrits.

Nous avons pensé, ensuite, que la réglure pourrait aussi être un guide intéressant. Nous ne reviendrons pas sur les observations déjà mentionnées plus haut sur les techniques de réglure et les marges : elles sont *toujours* vérifiées dans les cas étudiés maintenant et constituent d'une part un bon repère pour l'identification des manuscrits hincmariens, d'autre part, incontestablement, la preuve que l'archevêque a imposé des normes strictes de fabrication à ses scribes et à ceux qui préparaient pour eux le parchemin. Ici encore, dans le détail, l'influence d'Hincmar est souveraine. Nous devons cependant bien avouer que cette partie de l'enquête n'apporte que très peu d'indices à certains niveaux. Les certitudes sont évidentes et méritent seulement d'être rappelées : les folios destinés à recevoir des capitula, des tables des matières sont réglés autrement que les autres ⁷¹⁷ et comprennent soit deux soit quatre colonnes verticales entre deux traits pour les chiffres ; en règle générale la réglure est toujours faite en fonction du texte, mais elle paraît avoir évolué dans le temps. Les premières années apportent, nous semble-t-il, une grande variété de réglures. Peu à peu il apparaît que deux ou trois types l'emportent. En tout premier lieu, une réglure très simple et très belle de deux traits verticaux et horizontaux en pleine page, qui encadrent un texte réglé ligne par ligne ⁷¹⁸ ; elle comporte des variantes qui paraissent en général, plus anciennes ⁷¹⁹.

⁷¹⁶ Leiden BPL 141 (de 21,7 à 22 en hauteur $\times$ 15,5 à 15,7 en largeur), Reims 394 (19,1 $\times$ 14,7), Montpellier 410 (17,7 $\times$ 15). Il faudrait ranger ici aussi le Psautier en notes tironiennes de Londres.

Et l'on peut signaler, si l'on a le goût des records, le plus petit de ces codices : Reims 408 (14,6 $\times$ 10,5).

⁷¹⁷ Il arrive de ce fait que l'on retrouve de telles réglures dans des folios *ajoutés* à des quaternions par exemple : ce sont des restes de parchemins réemployés.

⁷¹⁸ Nous l'avons trouvée dans les manuscrits : Berlin Phillips 1741, Leiden BPL 141 et Voss Latin q. 72, Paris BN Latin 2865 - 2866 - 11 379 - 13 090 - Reims 70 - 99 - 129 - 247 - 374 - 392 - 393 - 1351, Saint Gall 727, Valenciennes 203, Vatican Regina Latin 272.

⁷¹⁹ Les deux traits verticaux partent du trait horizontal supérieur jusqu'en bas du folio : Bruxelles Gheyn 932 (folios 47 v. 141), Leiden BPL 141 (deuxième frag-

La réglure à deux colonnes verticales comporte, elle aussi, des variantes ⁷²⁰ ; là encore la plus régulière — pleine page — paraît un choix un peu plus récent à partir de diverses possibilités un peu plus anciennes. Des réglures beaucoup plus compliquées répartissent le texte en deux, trois ou quatre colonnes verticales par page ; lesquelles sont séparées les unes des autres par des colonnes vides, entre deux traits verticaux ⁷²¹. Ces réglures, parfois très compliquées, semblent en général anciennes pour l'époque d'Hincmar et l'archevêque paraît avoir conduit ses régleurs à y renoncer, tant elles devaient faire perdre de temps assez inutilement : très rares, au demeurant, sont les textes qui nécessitent cette mise en page. Une série assez particulière consiste en la définition de l'espace réservé au texte par quatre traits qui ne se recoupent pas et ne se rattachent pas au bord du folio. Le cadre rectangulaire, au centre de la page, était certainement plus long à tracer, par la précision des mesures qu'il suppose, que bien d'autres. On trouve cette réglure dans cinq manuscrits qui ne paraissent cependant guère avoir de rapports entre eux, au moins sur le plan chronologique ⁷²². L'un de ces manuscrits porte un nom de scribe : Odalricus ⁷²³.

Dans un seul cas la réglure, peut-être, conduit à une approche un peu plus sérieuse. Trois manuscrits et deux parties de manuscrits ⁷²⁴ ont la même réglure (deux traits horizontaux pleine page, deux traits verticaux et une colonne centrale pleine page). Or ces manuscrits se rapprochent par d'autres traits. Le 83 et le 290 ont un format très proche, à peu près le même espacement entre les lignes ⁷²⁵, des cahiers très réguliers ⁷²⁶ et des signatures de cahiers très comparables par la graphie. Les trois autres sont également proches des deux précédents, mais plus proches entre eux que de leurs voisins, spécialement par

ment), Montpellier 410, Reims 70 (folio 57 à fin), 116, 118. Les deux traits verticaux encadrent les deux horizontaux : Vatican Latin 1347. Le trait vertical extérieur est dédoublé en colonne : Cambridge Pembroke 308.

⁷²⁰ Pleine page : Berlin Phillips 1762, Reims 383. Un trait supprimé à la colonne interne : Reims 394. Les deux colonnes partent du trait supérieur jusqu'au bas du folio : Bamberg Hist. 162, Berlin Phillips 1471, Reims 101, 116, 385. Les deux colonnes s'inscrivent entre les deux traits horizontaux : Reims 74, ou les dépassent légèrement et assez irrégulièrement (indice d'ancienneté à Reims sous Hincmar que cette négligence) : Reims 421, ou s'inscrivent en formes plus fantaisistes : Reims 376, Vatican Reg. Lat. 845.

⁷²¹ La Haye KB 75 B 24, Laon 84, Reims 75, Berlin Phillips 1741 pour quelques folios ; Reims 425 qui est le plus compliqué.

⁷²² Reims 100, 296, 377, 391 ; Valenciennes 166. En règle générale, il ne s'agit cependant pas de manuscrits très anciens.

⁷²³ Reims 296 : Vie de saints ; entre 865 et 882 selon nous.

⁷²⁴ Reims 83, 390, 392 (fol. 1-32), 425 (fol. 207-266), Vatican Regina Lat. 1046.

⁷²⁵ 31,6 (restitué 33 ?) × 26,4 × 30 × 26 ; 34 lignes à la page : 0,70 et 0,67.

⁷²⁶ 18 quaternions, 1 trinion d'une part ; 16 quaternions, 2 fois 4 f. d'autre part.

leurs signatures des cahiers très comparables⁷²⁷. Il reste à rapprocher les écritures. L'examen, malheureusement incomplet, auquel nous avons pu procéder nous a montré que des parentés graphiques existent entre le début du 425 et le 392 et la partie du Vatican Reg. lat. 1046 rédigée par Moïse⁷²⁸. Nous suggérons, *avec beaucoup de prudence*, que Moïse pourrait être, à des époques diverses⁷²⁹ le rédacteur de ces différents manuscrits et de quelques autres assurément. On le voit, au total, l'examen des réglures n'apporte que des indices intéressants sans aucune certitude⁷³⁰. Il est probable qu'Hincmar a recherché dans ce domaine comme dans tant d'autres, une normalisation pratique, qu'il a imposé à ses ateliers deux ou trois types de réglure strictement définis, mettant ainsi un terme à l'anarchie individuelle antérieure et permettant la préparation en série du parchemin et surtout l'uniformité du travail pour les différents scribes attachés parfois à un même manuscrit. Tout au plus peut-on trouver dans cette simplification un guide chronologique, très relatif d'ailleurs. Mais il serait hasardeux de s'appuyer sur ce seul critère pour identifier le scribe ou dater le manuscrit. Ce qui ne veut pas dire que l'étude des réglures soit négligeable, très loin de là.

Les manuscrits rémois, comme tous ceux que nous avons vus d'ailleurs, sont parfois faits d'un seul jet⁷³¹ mais très souvent composites⁷³². Ils rassemblent parfois, pour une même œuvre, des codices assez différents ; c'est le cas, par exemple, pour les *Moralia* de Grégoire le Grand⁷³³. S'ils ont été faits au même moment⁷³⁴ ces trois codices

⁷²⁷ Les formats sont différents : deux des manuscrits entrent dans notre première catégorie, un dans la cinquième. L'espacement des lignes demeure fort.

⁷²⁸ Il est intéressant de souligner que la rencontre, pour la signature de codices, concerne justement le cahier « Moïse » du manuscrit du Vatican.

⁷²⁹ Si nous nous en tenons aux critères de datation externe : contexte historique, place dans l'œuvre d'Hincmar, nous sommes conduits à proposer des dates assez écartées pour ces manuscrits : 815-882 pour le Reims 425, 850-860 pour les Reims 83 et 390 et pour Vatican Regina Latin 1046, 860-869 pour le Reims 392. Il convient donc d'affiner considérablement les critères et de rendre beaucoup plus scientifique la méthode d'enquête, avant de conclure.

⁷³⁰ Nous nous sommes encore demandé si ces réglures, faute d'être caractéristiques d'une époque, ne le seraient pas de l'un ou l'autre des scriptoria rémois. Sur ce plan non plus aucune indication claire ne se dégage des comparaisons.

⁷³¹ Par exemple : Leiden Voss lat. q. 72, Montpellier 410, Reims 74 (Stephanus indignus clericus scripsit ab initio usque ad finem), 75, 129, 391, 393, Valenciennes 203, Vatican Regina Lat. 272.

⁷³² Par exemple Leiden BPL 141, Reims 70, 116, 118.

⁷³³ Reims 99, 100, 101. Différents par le format (99 : 29,5×21,7 ; 100 : 26,7 à 27,2 × 21,7 à 21,9 ; 101 : 28,7 × 18) par les réglures, par la signature des cahiers, par le nombre de lignes par page (99 : 24, 100 : 22, 101 : 29), ils se rapprochent plus, chacun, d'autres manuscrits du scriptorium de Reims qu'entre eux.

⁷³⁴ Ce pourrait être entre 850 et 865 compte tenu des notanda marginaux qui semblent souvent être de la main d'Hincmar et de l'emploi des citations des *Moralia* par celui-ci.

ont des copistes très différents ⁷³⁵ ; mais il paraît plus probable que le 101 soit antérieur à Hincmar et que l'archevêque ait ordonné d'écrire les deux autres, tôt dans son pontificat probablement, pour reconstituer une œuvre complète. C'est là un bon exemple, en tout cas, de la complexité très fréquente des manuscrits à étudier.

D'autres terrains sont plus solides. La régularité de composition des cahiers est, à Reims, une caractéristique importante des manuscrits soignés : une très grande majorité de quaternions apparaît et aussi quelques trinions ⁷³⁶. Lorsque des irrégularités apparaissent, elles sont toujours relativement explicables par la date — les plus anciens manuscrits hincmariens sont moins soignés que les plus récents — par le fait que des folios d'un cahier, inemployés, ont été parfois, ensuite, coupés aux siècles suivants ⁷³⁷ ou sur le moment même ⁷³⁸.

La numérotation des cahiers — que l'on a tendance à nommer toujours quaternions, quel que soit le nombre de folios ⁷³⁹ — est visiblement imposée rigoureusement. Elle est de manière quasi absolue effectuée en chiffres romains. Parfois quelques éléments s'ajoutent, comme le q de « quaternion » et des signes purement graphiques d'encadrement de la signature. Des lettres de l'alphabet sont exceptionnellement utilisées.

La tentation est grande, nous l'avons connue, de considérer ces signatures comme un repère sûr pour l'identification des scribes. Ce peut être vrai dans quelques cas ⁷⁴⁰. Mais il apparaît vite que, d'une part tous les cahiers sont souvent signés de la même façon, lors même

⁷³⁵ Nous avons souvent observé la survie d'archaïsmes, dus à des scribes plus âgés, coïncidant, parfois dans le même manuscrit, avec des caractères plus récents dus à des scribes plus jeunes. La rencontre de caractères différents dans ces trois codices ne s'oppose donc pas définitivement à ce qu'ils aient été copiés en même temps. Le manuscrit 100 a été refait, entre les folios 41 r. et 60 v., à une date peu éloignée de l'original.

Des archaïsmes de graphie, nous semble-t-il, dans le Leiden BPL 141 (de ecclesiis et capellis d'Hincmar).

⁷³⁶ On peut dire que la règle est l'utilisation de quaternions ; elle souffre exception.

⁷³⁷ Exemples nombreux. Parfois aussi ces folios libres ont été utilisés aux X^e et XI^e siècles pour copier des fragments d'un texte. Voir par exemple Vatican Latin 1347, folios 73 v. - 74 v. : écriture du XI^e siècle.

⁷³⁸ C'est le cas, nous semble-t-il, dans le Vatican Latin 1347, fol. 143-144 : deux folios subsistent d'un cahier de quatre, mais le texte se suit au folio 145, d'une seule main (?) ; le scribe a donc eu deux folios de trop et les a supprimés. Sans doute tenons-nous ici l'une des sources en folios isolés réemployés pour compléter des cahiers si nécessaire, pour le courrier et les manuscrits d'archives. Même phénomène dans le même manuscrit fol. 165 et fol. 174.

⁷³⁹ Reims 74, folio 121 r. : « Sunt quaternion. XVI ». Or le codex contient des cahiers de 9 f. et de 6. Voir aussi Reims 75, fol. 111-114.

⁷⁴⁰ Comme le Reims 118 ou les exemples cités plus haut, relatifs à Moyse

que des scribes différents participent à la rédaction, d'autre part il n'est pas impossible que les cahiers aient été signés, avant même la rédaction, pour éviter les disparitions. Il faut donc, encore une fois, en rabattre !

Plusieurs cas révèlent que la rédaction a été confiée, dès le début et simultanément ⁷⁴¹ à plusieurs scribes : ce qui devait évidemment gagner beaucoup de temps mais supposait une grande rigueur dans les procédés de découpage du parchemin et de mise en place de la réglure. Le prédécoupage des manuscrits en parts, à copier par différents scribes est évident dans plus d'un cas. Il a des conséquences intéressantes ⁷⁴², même sur le plan de la paléographie ⁷⁴³. Nous sommes certains de ce prédécoupage dans trois cas. Pour le Vatican latin 1347 nous ne connaissons malheureusement pas le nom des scribes ; il n'en est pas de même pour le Reims 377 et le Cambridge 308. Deux des trois scribes qui ont réalisé le premier sont connus : Aderhardus ⁷⁴⁴ et Berulfus ⁷⁴⁵. Neuf mains se retrouvent dans l'autre cas : ... marus, Saluionus, Hramnigilus, Bernardus, Hrotoldus (un étourdi qui fait des fautes d'orthographe et accumule les barbarismes), Hrimonus, Adehardus, Ansoldus ⁷⁴⁶. D'autre part, nous connaissons aussi le nom d'Amalricus, rédacteur du premier volume de la Bible d'Hincmar ⁷⁴⁷ ; et aussi de Froduinus (?), rédacteur du manuscrit d'archives d'Oxford ⁷⁴⁸, de Gifardus, qui avait écrit un manuscrit perdu depuis la deuxième guerre mondiale ⁷⁴⁹, de Gualamnus, autre rédacteur de la Bible, de Moysse que nous avons déjà cité ⁷⁵⁰. En général la mention des noms de scribes

⁷⁴¹ Ainsi seulement peuvent s'expliquer les anomalies rencontrées : pages blanches avant la fin de la « part » d'un scribe ou, au contraire, obligation pour lui de serrer son texte. Le Cambridge Pembroke comporte même, curieusement, une « pars communis » finale.

⁷⁴² Parfois un scribe n'a pas réussi à faire tenir sa part dans les folios qui lui ont été remis ; on le voit alors serrer l'écriture, voire les lignes, dans le ou les derniers folios du cahier qui précède celui de son collègue. Parfois, au contraire, sa graphie a été trop fine et il reste un ou deux folios blancs à la fin du cahier : exemple intéressant dans le Cambridge 308, fol. 121, à la fin de la part de Bernard.

⁷⁴³ Notre attention a été attirée sur la multiplication des abréviations à laquelle conduit une telle situation par l'exemple très caractéristique du Paris BN Latin 1594, fol. 174 v. Nous avons, à plusieurs reprises, constaté ailleurs l'existence du même phénomène.

⁷⁴⁴ Folio 63.

⁷⁴⁵ Fol. 109. Dans le cas du Reims 377, les trois quarts constituent *trois œuvres différentes* ; il s'agit donc de la normalisation du *futur codex* qui doit les rassembler.

⁷⁴⁶ Fol. 1 et 47 v., 48 r. et 71 v., 72 r. et 95 v., 96 r. et 121 v., 122 r., et 153 v., 154 r. et 177 v., 178 r., 205 r.

⁷⁴⁷ Reims 1.

⁷⁴⁸ Oxford Bodl e Museo 157, fol. 36 v.

⁷⁴⁹ Berlin latin Qu. 687. On retrouve son nom sur le Londres BM Royal 15 A XXXIII, qui est postérieur à la mort d'Hincmar.

⁷⁵⁰ Vatican Reg. lat. 1046, fol. 102 v. : pars Moysi.

nous paraît postérieure à 865/70 : beaucoup paraissent avoir vécu encore après 882. N'est-ce pas un signe de l'aboutissement des efforts d'Hincmar ? Après quinze ou vingt ans de travail, les scribes sont devenus excellents. On le remarque, avec déception, un seul nom se retrouve deux fois : Adehardus est-il l'Aderhardus du manuscrit de Cambridge ?

Il est du moins certain que le jour où l'on pourra étudier avec toute la minutie nécessaire l'écriture de chacun de ces scribes nommés, on pourra probablement regrouper de manière plus satisfaisante les codices hincmariens et ceux de la fin du IX^e siècle.

Retenons en tout cas, les efforts de rationalisation et de *simplification* du graphisme imposés par Hincmar. Les traditions établies, là encore, lui ont survécu ; nous n'hésitons pas à placer après sa mort nombre de manuscrits qu'on attribue parfois à ses commandes et qui portent toujours trace de son influence formelle ⁷⁵¹.

Il faut enfin porter au crédit de l'effort d'organisation mené à bien par Hincmar l'excellente présentation des manuscrits, la présence de titres rubriqués ⁷⁵², de numéros bien détachés pour les *capitula* et surtout de tables des matières en début de volume qui devaient faciliter beaucoup la consultation. Elles paraissent avoir été systématiquement placées, chaque fois que nécessaire, au moins après 860.

L'ensemble des critères de travail imposés par Hincmar nous conduit, à l'aide aussi des comparaisons de citations effectuées, à tenter de proposer, dans un certain nombre de cas, une chronologie pour la rédaction des manuscrits ⁷⁵³.

⁷⁵¹ Nous rangeons dans cette catégorie par exemple — pour plusieurs séries de raisons d'ailleurs — les manuscrits suivants : Berne 83 (partiellement), 109, 199, 370, 427, 522, Leiden BPL 88, Londres BM Royal 15 A XXXIII et 15 B (fol. 36-115), Vatican Regina latin 191, Vatican latin 326.

⁷⁵² Par exemple, parmi bien d'autres, Vatican Reg. lat. 845, latin 1347, Montpellier 407, Reims 129.

⁷⁵³ Dans la liste qui suit, les flèches indiquent la possibilité, à nos yeux, d'étendre vers l'amont ou vers l'aval chronologique la date de fabrication.

845-855 : Berlin Philipps 1741 (—>), Reims 75-85 (<—), 99, 100, 376 (—>), 390, 408 (<—), 421 (—>), 1094 (<—), Valenciennes 166.

855-860 : Bruxelles Gheyn 932, Laon 84 (—>), La Haye KB 75 B 24, Leiden BPL 141 (<—), Paris BN Latin 12445 (—>), Reims 1 et 2, 74 (<—), 377, 385, 393, Vatican Regina latin 272.

860-865 : Reims 382 (fol. 79-171), 384 (—>).

860-882 : Paris Latin 2866.

865-870 : Valenciennes 203 - Laon 407.

865-876 : Montpellier 410, Reims 46 (—>), 116, 392, 1351 (—>).

865-882 : Reims 296 (fol. 64-135).

Cette série d'enquêtes nous a, avouons-le, profondément intéressé. Nous avons ressenti, les poursuivant sur des années, à la fois combien elles apportaient de certitudes et de recoupements à une histoire carolingienne qui en a tant besoin et combien, aussi, elles confirmaient qu'Hincmar est globalement sincère et rigoureux dans son attitude. Nous savons maintenant par quelles voies passera nécessairement un progrès important dans le travail à accomplir sur le IX^e siècle.

D'autre part, surtout en ce qui concerne notre actuelle étude, la preuve est fournie de l'honnêteté d'Hincmar. Aucune faille ne nous est apparue dans le long examen critique détaillé auquel nous venons de nous livrer. L'intransigeance, la clarté d'esprit, la netteté des attitudes, le respect des règles sont conformes à ce que nous attendions. Jusqu'à l'extrême détail, Hincmar est un organisateur, un scrupuleux qui ne laisse rien au hasard, un inquiet, qui pense qu'une attitude n'est cohérente que si rien n'échappe à l'orientation qu'un homme veut donner à sa vie.

Hincmar a, en 876, environ 70 ans. Il est tout autant — et peut-être bien plus — maître de sa pensée que vingt ans plus tôt. Mais, autour du vieux prélat, un monde s'écroule ou se déforme qui laisse l'effort de l'archevêque rémois en croissant porte à faux. Comment va réagir le vieil homme ?

870-875 : Montpellier 407.

875-882 : Bamberg Hist. 1628 E III 5, Berlin Phillips 1769, Reims 374 (fol. 52-59), Vatican Regina latin 845, Oxford Bodl e Museo 157.

870-900 : Paris BN Latin 2865.

On notera que, dans quelques cas, cette liste ne coïncide pas exactement avec celle que nous fournissons à l'Appendice IV. Partant de critères très différents dans l'un et l'autre cas, nous avons maintenu volontairement ces quelques différences.

CHAPITRE XI

Retour à l'irrationnel

Les six dernières années

Prélat chargé d'ans, reconnu malgré les papes, comme l'un des plus remarquables esprits de son siècle, Hincmar, Charles le Chauve mort, devrait jouir enfin d'un repos moral qu'il n'a guère connu depuis 845 et finir ses jours dans la retraite et la méditation. Il n'en est rien et ce n'est pas le moindre des paradoxes de cette vie qui en est pleine. Deux textes majeurs vont encore montrer les orientations du vieil archevêque : la *Uita Remigii* et le *de ordine palatii*. Deux textes qui ont beaucoup fait pour la célébrité de leur auteur et qui ont attiré sur lui les foudres de l'historiographie allemande, particulièrement au XIX^e siècle. Deux textes qui ont été souvent et longtemps recopiés, lus, commentés.

Hincmar ne peut même pas se borner à écrire ; il doit agir ; la situation du royaume, les incartades de princes trop jeunes, les intrigues des Grands, qui désormais ne rencontrent plus d'obstacles, la réapparition du désordre, les Normands aidant, lui imposent d'être, *comme jamais auparavant*, l'organisateur de la vie politique de la Francie occidentale. Si jamais Hincmar a mérité la qualification — très relative — de ministre, c'est durant ces dernières années et non point, nous l'avons montré, avant 876. Et la lassitude d'avoir à se mêler sans cesse des affaires temporelles et de devoir tenir en mains une société qui fuit entre les doigts comme sable va déterminer un mouvement général de la pensée d'Hincmar. Sous nos yeux, le puzzle va se déformer et les testaments de tous ordres prendre des formes souvent peu prévisibles vers 860.

Trois étapes dans cette transformation. L'une, déterminante, est ce combat politique et social incessant contre la montée des ambitions, des intérêts individuels, des défaillances du clergé et des princes ; sous les yeux d'Hincmar, tous les rouages dont il avait si soigneusement analysé le fonctionnement se dérèglent, simultanément. Rien désormais n'est plus conforme aux ambitions hincmariennes. La crise est particulièrement forte dans trois domaines : les invasions qui déchaînent le

désordre anarchique et les ambitions privées, le retour des hommes libres aux habitudes de pillage, le non respect des règles, en particulier dans le domaine des élections épiscopales.

Face à cette société qu'il ne « sent » ni ne « tient » plus, Hincmar doit procéder à une réévaluation totale de ses définitions. L'ordre dans le clergé et la responsabilité des clercs à tous les échelons, les rapports entre les pouvoirs, l'ordre dans le palais vont être ses derniers sujets de méditation et d'action.

Rien n'y fait. Depuis longtemps Hincmar sait que, certaines barrières étant franchies, — et elles le sont maintenant — tous ceux qui contribuaient à l'ordre social et à la paix peuvent se retourner contre cet objectif, dès que le roi, les Grands et le clergé ne remplissent plus leur rôle en quelque sorte organique. Il sait qu'alors aucun raisonnement n'endigüe plus les réactions individuelles libérées de toute contrainte et que la loi est impuissante sans consentement. Il a, depuis plusieurs années déjà, le dessein de protéger au moins sa province de l'anarchie qui décompose une société sous ses yeux et la vie de saint Rémi va remplir cet office. Puisque ses contemporains n'entendent plus raison, Hincmar en revient, très consciemment, aux armes irrationnelles dont il s'était jusque-là assez peu soucié : saint Rémi va se substituer au roi comme protecteur de la partie du royaume dont le prélat a la responsabilité.

I. — LE CONSEILLER MALGRE LUI : SOLLICITATION DU QUOTIDIEN

A) Politique proposée à Louis le Bègue :

La mort de Charles le Chauve a ouvert les vannes à l'impatience des Grands. Ils n'ont pas attendu longtemps pour monnayer leur attachement au nouveau roi : les occasions de s'enrichir à bon compte étaient devenues plus rares sous la double surveillance de Charles et de l'Eglise. Le jeune Louis, très inexpérimenté et désireux de régner sans problème, n'est pas, dans les premiers temps — rappelons-le — soutenu par les conseils d'Hincmar : celui-ci n'a pas été, à Quiersy, inscrit parmi les conseillers. Les Annales de Saint-Bertin montrent bien comment les choses se sont passées¹ : dès qu'il a reçu la nouvelle de la mort de son père, Louis a rassemblé le plus grand nombre possible de fidèles et il a commencé à leur distribuer, à la demande, abbayes et comtés². Puis il se rend vers Saint-Denis — il était en Normandie à Orville — pour assister aux obsèques de son père. Alors éclate le mécontentement

¹ Grat, Annales 877, p. 218 sq.

² « dans eis abbatias et comitatus ac uillas secundum uniuscuiusque postulationem ».

des Grands de l'entourage de Charles, dépossédés dans le plus parfait désordre par le jeune prince de biens qu'il a remis à d'autres et voyant disposer des honneurs et bénéfices hors de leur conseil, ce qui est contraire aux dispositions prises à Quiersy. De longues tractations, qu'Hincmar décrit très précisément, ont lieu entre les deux factions militaires — les amis de Louis d'un part, les conseillers de Charles et de Richilde d'autre part — désormais rivales en appétit. La négociation aboutit, sans que nous en suivions le déroulement. Mais nous allons en connaître le résultat. Ainsi, à nouveau, les biens constituent la pomme de discorde entre les laïcs ; la stabilité de leur attribution contractuelle ou leur libre disposition « au bon plaisir du prince » sont en cause.

Hincmar n'est pas demeuré longtemps silencieux. Deux missives sont très vite parties à l'intention de Louis le Bègue : l'une pour lui fournir les moyens de poursuivre la politique paternelle³, l'autre à propos d'une levée financière prévue pour payer les Normands⁴.

Surtout, le prélat revient vite à son habitude : au roi qui erre par inexpérience, il ne doit pas refuser conseil et aide ; une lettre très solennelle va exhorter le jeune roi à se conduire comme doit le faire le titulaire d'un telle dignité, installé dans un pouvoir si décisif et chargé d'un ministère si essentiel à l'ordre social⁵. Louis a demandé à Hincmar de se rendre auprès de lui en hâte. Avant même de le faire, le prélat veut fixer certaines idées sur le parchemin et conseille à son jeune correspondant d'y réfléchir. Tout d'abord, l'arbitraire qu'il a apporté à organiser la succession de son père est doucement mais fermement condamné. Toute succession, rappelle Hincmar, entraîne conflits et contestations⁶. Mais les bons rois, entourés de leurs conseillers, ont toujours su passer ce cap. Ainsi jadis Pépin mourant n'a pas manqué de prendre accord des Grands du royaume pour assurer la succession à Charles et Carloman. Carloman mort, les Grands de son royaume se sont, à de rares exceptions près « dont il n'est pas nécessaire de parler... », ralliés à Charles. La mort de Charlemagne n'a pas non plus entraîné de drame, toutes les dispositions ayant été prises par contrat avec les Grands. A la mort de Louis, ce sont les Grands de Lothaire, qui, ne respectant plus les règles d'un jeu très clair, ont poussé leur seigneur à voler les parts de l'héritage qui revenaient à ses frères : il a bien fallu, pour finir, diviser le royaume en trois parts garanties par serments. La démonstration se poursuit, qui violente quelque peu l'histoire : mais c'est une thèse que défend Hincmar, non un livre d'histoire qu'il écrit. La conclusion montre bien où il tend : il existe

³ Schrörs 414. Avant septembre 877.

⁴ Schrörs 413. Il est très difficile de savoir quelle solution préconise Hincmar. La suite laisse plutôt à penser qu'il est très hostile au fait de payer sans combattre.

⁵ Schrörs 417, PL 125, 983-990. Novembre 877.

⁶ PL 125, 985.

dans le royaume, associée par contrat à la vie de celui-ci et liée au roi par des engagements bilatéraux irréformables, une aristocratie de gouvernement et d'administration qui constitue la plus solide garantie collective contre le désordre d'une société anarchique par essence.

Certains commentateurs de cette lettre qui, nous semble-t-il, n'avaient pas une connaissance d'ensemble suffisante de la pensée hincmarienne, ont écrit qu'à cette occasion le prélat avait pris le parti des Grands contre le roi. Rien n'est plus inexactement exact. S'il est bien vrai qu'Hincmar appuie la protestation de ceux qui, lésés dans leurs intérêts mais aussi garants d'un accord contractuel, protestent contre le « style nouveau » de Louis, à aucun moment Hincmar n'appuie l'attitude de ce groupe social en tant que tel. Il sait que les Grands sont indispensables au royaume. Il les sait aussi dangereux et il le dit : en 843, *tous* les Grands se sont mis à piller et à rechercher leur avantage personnel, de quelque parti qu'ils fussent⁷. Sans le roi qui les domine et les harmonise, grâce aux bons conseillers qu'il choisit et qui ne sont pas fatalement des Grands⁸, ces derniers reviennent à leur vocation qui est l'égoïsme des horizons personnels.

Or il vient de se passer ce qui peut être le plus dangereux dans une succession : des hommes jeunes probablement, ambitieux et cupides, ont cherché à profiter du changement de règne pour enlever aux vieux membres de cette aristocratie établie une partie des biens dont elle vit. N'oublions jamais que ces biens ne sont pas illimités, ni même extensibles et que, tout appauvris qu'ils aient dû consentir à être pour assurer leur sécurité, les Carolingiens du IX^e siècle ne peuvent accepter, sous peine de sombrer, que les biens dont ils disposent descendent au-dessous d'un certain niveau de sécurité, sous peine de risquer, dans le rapport de force qui les oppose constamment à tous les autres hommes libres, l'aventure qui a coûté le trône aux Mérovingiens. Hincmar le sait tout aussi bien qui a été le théoricien du *double intérêt* que comporte *le double engagement* pris, depuis 845, par le roi et les Grands, de maintenir stabilité et équilibre par le respect des engagements pris. Les hommes qui sont avec Louis, Grands ou aspirant à le devenir, doivent avant tout, dit le prélat, veiller à tempérer leurs appétits, « afin de ne pas susciter le scandale, auprès des autres grands de ce royaume, par

⁷ PL 125, 985 : « ... coeperunt... singillatim certare de honoribus quique illorum unde maiores et plures possent obtinere... ». Certes les plus coupables sont ceux de Lothaire qui, au mépris des serments échangés « ... immiserunt illum in hoc ut fratres suos exhaeredaret et regni primores qui cum illis erant annullaret... ». Il est clair qu'un homme qui porte un diagnostic si sévère ne peut être « membre du parti des Grands » !

⁸ La distinction est très claire tout au long des dernières années du prélat et même dans cette lettre : PL 125, 984-985.

leur cupidité ou leur négligence »⁹ ; sinon c'est exactement le processus de 843 qui va recommencer. L'analyse nous paraît singulièrement forte chez un homme de 70 ans qui n'a pas lu Marx !

Charles le Chauve avait pris, à Reims d'abord en présence de la plus grande partie des Grands, à Quiersy ensuite avec leur plein accord, les dispositions nécessaires à assurer sa succession. A Quiersy, le roi avait même fixé le nom des conseillers que devait prendre Louis, dont Boson. Il convient donc, dit Hincmar, et avant toute autre préoccupation, de respecter les règles fixées ainsi par l'accord général, de convoquer les Grands qui n'ont assisté ni à l'assemblée de Reims ni à celle de Quiersy — et qui sont nommés¹⁰ — pour qu'une assemblée réellement générale confirme les dispositions antérieures¹¹ et prenne les mesures nécessaires à leur respect. Il est très clair que la première préoccupation du prélat est de réunir « l'assemblée générale de tous les actionnaires de la Société Francie Occidentale » dont Louis est le nouvel administrateur. En attendant cette réunion, le premier impératif est le maintien de l'ordre : qu'aucun de ceux qui doivent venir à l'assemblée ne pille ni ne dévaste le royaume¹². Si une telle politique est bien envisagée et réalisée, Hincmar mêlera très volontiers sa voix à celle des autres, si son aide est de quelque utilité, « car il est nécessaire que vous discutiez et décidiez avec les fidèles de Dieu¹³ et les vôtres¹⁴ ». Mais il ne saurait seul et hors de l'accord des autres, conseiller utilement le jeune roi¹⁵.

Déjà — nous connaissons Hincmar — s'ébauchent les bases du futur accord contractuel. Premièrement : il faudra fixer l'ensemble des besoins de tous ordres qui apparaissent pour que Louis soit pleinement et honorablement installé dans la fonction royale¹⁶. Deuxièmement : il con-

⁹ PL 125, 986 : « sic seipsos et suas uoluntates contempnerent ne alios istius regni primores ad scandalum per suam cupiditatem aut neglegentiam prouocent ».

¹⁰ PL 125, 987 : Hugues et Gauzelin abbés, Boson, Conrad et deux Bernard.

¹¹ Puisque, dit Hincmar, Charles n'a pas estimé bon, se sentant mourir, de modifier celles-ci par un texte nouveau qu'il aurait fait tenir à son fils. Le but de la réunion est très clair : PL 125, 987 : « ...ut communi consilio de communi necessitate et utilitate tractatis qualiter illa capitula quae pater uester proxime in Carisiaco annuntiauit ad effectum pruenire possint... ».

¹² PL 125, 987.

¹³ Expression intéressante qui va développer sa signification durant les dernières années de la vie d'Hincmar. Il s'agit évidemment des clercs. La grammaire ne peut laisser aucun doute sur la traduction.

¹⁴ PL 125, 987 : « ...libenter conueniam et, si aliquid utilitatis ualuerim conferre uoluntarie faciam, quia necesse est ut cum Dei et uestris fidelibus tractatis et disponatis ».

¹⁵ PL 125, 990. La position est formelle. L'âge et la maladie servent de prétexte à l'échappatoire mais la doctrine est solide.

¹⁶ PL 125, 987. Contrairement à ce que laissent penser certaines traductions trop rapides et qui n'épuisent pas la signification de la langue hincmarienne, il ne s'agit pas ici seulement des biens matériels.

viendra, bien entendu, de mettre en application les dispositions de Quiersy relatives au respect des églises, de la personne des clercs et des biens ecclésiastiques et de supprimer les diverses exactions qui pèsent depuis vingt ans sur les églises du royaume et qui n'existaient pas « au temps de Pépin, de Charles et de Louis¹⁷ » ; voici qu'apparaît un thème nouveau : celui du bon vieux temps. Le retour en arrière que constitue le de ordine Palatii se prépare. Troisièmement : il faudra examiner à quelles conditions les Grands peuvent être stables à la fois dans leur vie et dans leurs devoirs à l'égard du roi¹⁸. Mais il ne faut pas négliger, pour autant, les hommes libres d'un rang inférieur et c'est ici que le système politico-social du prélat n'apparaît pas comme la défense égoïste d'une caste nantie. « Que tous les autres hommes nobles aient sécurité dans le royaume, de telle sorte qu'ils ne soient pas dépouillés par divers artifices des charges qu'ils pourraient avoir »¹⁹. Car, rappelle Hincmar, lorsque le vent de la cupidité se lève dans le royaume, nulle stabilité n'existe plus.

Ces préalables théoriques doivent ouvrir carrière à un programme d'action qui n'est pas moins net. Il faut avant tout faire cesser, en accord avec les Grands, les rapines, les invasions, les exactions de tous ordres qui frappent le peuple du royaume depuis des années²⁰. Hincmar règle des comptes : l'expédition italienne n'est pas oubliée, ni ce qu'elle a coûté au royaume. Il est temps de revenir à la raison. Voilà plusieurs années qu'aucune défense n'est organisée dans le royaume et qu'on se contente de payer les Normands²¹. L'appauvrissement est réel, semble-t-il, qui atteint, dit Hincmar, non seulement les hommes pauvres, mais même des églises naguère riches²². Il est hors de doute que l'archevêque a figuré au rang des conseillers qui ont conduit les derniers Carolingiens à reprendre avec vigueur la lutte contre les Normands, leur véritable rôle, au lieu de chercher l'aventure au Sud des Alpes. Il faut aussi rétablir le sens et la possibilité du conseil : là encore Hincmar laisse transparaître ses rancœurs récentes. Depuis quelques années, les

¹⁷ Ibidem.

¹⁸ PL 125, 987 : « qualiter regni primores cum debita securitate ac honore erga uos consistere possint ».

¹⁹ Ibidem : « ... et caeteri nobiles homines in regno securitatem habeant ne per diuersa ingenia a suis opibus quas habere potuerint despolientur ».

²⁰ PL 125, 987-988.

²¹ PL 125, 988 : « quia usque modo iam ante plures annos locum in isto regno defensio non habuit sed redemptio et tributum ».

²² Une fois encore, et de manière intelligente, le prélat se montre concerné par les mouvements économiques globaux dont il observe les effets collectifs et qui, de toute évidence sont particulièrement perceptibles, par l'usage des biens d'Eglise en faveur des paupères. Un « processus de paupérisation » a sans aucun doute été entamé par les mauvaises années 873-875 (voir chapitre VI) et les expéditions italiennes. Ce processus désagrége, à sa base, la société toute entière, en mettant en péril le statut des paupères.

meilleurs conseillers ont préféré se taire, empêchés qu'ils étaient de parler par un arbitraire royal dont le prélat ne dit mot mais qui transparaît derrière son texte, ou trop craintifs pour le faire. Et bien des choses sont allées de mal en pis à partir de là. Il faut rétablir la consultation et la confiance²³. En politique « extérieure », enfin, en revenir à une confraternité avec les cousins que — une fois encore il n'est ni nommé ni explicitement condamné, mais son action est clairement mise en cause — l'ambition de Charles a compromise²⁴.

La lettre va s'achever sur une exhortation morale personnelle adressée à Louis. Hincmar lit à ce moment plus qu'auparavant certains livres de la Bible. Michée lui fournit une longue citation et une expression. « iusticia et iudicium », qu'il emploie à plusieurs reprises cette année-là. Que Louis, fuyant les tentations humaines, s'efforce de vivre comme un modèle que ses sujets aient envie d'imiter²⁵. Hincmar enfin promet — fidélité maintenue à la lignée des Carolingiens — de ne pas manquer au devoir de conseil si quelque événement extraordinaire survenait, sur lequel Louis voudrait le consulter²⁶.

Pour autant qu'on n'ait pas déjà plus tôt accusé Hincmar d'avoir développé les structures féodales du royaume, on a souvent interprété cette lettre comme apportant son ralliement à cette société féodale en cours d'organisation. Nous pensons que c'est tout confondre. Sans entrer dans des discussions théoriques sur le « féodalisme » ou le « mode de production » féodal, nous voudrions ici esquisser notre réponse sur ce problème. Le propre de l'organisation féodale de la société, à nos yeux, c'est le passage des relations contractuelles du niveau collectif et public au niveau bilatéral et privé. Or jamais Hincmar n'a admis un tel passage. Quelle qu'en soit la formulation, les contrats dont il parle sont toujours abstraits, collectifs et publics : ils lient entre eux, comme des garanties réciproques, les divers échelons de l'ordo laïc qui, sous le pouvoir du roi, régissent la marche matérielle de la société terrestre. Il s'agit, à nos yeux, d'un véritable pacte constitutionnel qui a le fonctionnement de l'Etat pour but et la sauvegarde temporelle de la *republica* pour fin. Dans cette perspective, les biens mis à la disposition de chacun *et dont*

²³ PL 125, 988.

²⁴ Ibidem.

²⁵ Les thèmes connus du *de cauendis uitiiis* sont rapidement repris ici. L'*auaritia* et les désirs de la chair sont les pièges les plus menaçants pour le roi (PL 125, 989-990).

²⁶ En attendant l'assemblée conseillée, « si autem, quod Deus auertat, interim alicuius perturbationis causa euenerit et mihi notum facere dominationi uestrae placuerit, pro scire et posse et consilio et auxilio in uestro obsequio fideliter laborabo ».

*le libre usage est garanti tant que la fonction est correctement remplie*²⁷ constituent un véritable salaire (et donc ne doivent — le développement et la progression étant nuls — jamais être accrus) non point une possession privée qu'il faut à tout prix accroître. Roi compris, chacun n'existe dans ce pacte constitutionnel que dans la mesure où il est un ministre irréprochable de la volonté divine d'ordre social. Aucun ministre n'est libre ni de ses actes ni de ses biens. Ceci est tout à fait opposé à l'évolution féodale, même sur le plan économique.

Au contraire, il est parfaitement exact de dire que le prélat glisse, consciemment ou non, vers un système de gestion aristocratique qui s'est, historiquement, incarné dans la principauté territoriale. Celle-ci, d'ailleurs, à nos yeux, est un frein décisif, là où elle a réussi, à l'évolution complète de la société vers des formes féodales parfaites, c'est-à-dire « anarchiques ». Hincmar admet qu'une minorité — le roi et les Grands qui l'aident directement — gère, *sans la léser mais sans la consulter*, la masse des libres qui, désormais, n'a plus part à la décision. Par là, Hincmar ouvre la voie à une conception du pacte gouvernemental et administratif qui va, en effet, apparaître dans la « curia » des temps féodaux, auprès des princes territoriaux et des rois ; qui, surtout, va circonscrire, jusqu'au XVIII^e siècle, le débat politique réel entre le roi et ses agents, « le peuple » n'ayant aucune part à ce débat. Ceci n'a rien de spécifiquement féodal.

Très simplement, avec beaucoup de réalisme, en 877-878, Hincmar considère que, désormais, le roi, seul, ne peut rien contre l'anarchie générale et qu'il lui faut des alliés fidèles pour le maintien de l'ordre social. Ces alliés doivent être payés de leurs efforts et de leur aide, en échange de quoi le roi peut exiger leur fidélité totale et l'Eglise leur moralité sans faille.

Les faits ont apporté la réponse à la lettre d'Hincmar. Son point de vue s'est imposé parce qu'il décrivait la seule voie ouverte à Louis en dehors du risque d'un conflit social grave. Le 8 décembre 877, la situation étant redevenue normale, Louis est « consacré et couronné dans la fonction royale »²⁸ par Hincmar à Compiègne. Les négociations qui ont précédé ont évidemment été conduites par l'archevêque. Tout dans l'ordonnancement des cérémonies dénote son influence, tout reflète

²⁷ Ainsi se justifie bien la défense de l'hérédité éventuelle de ces biens et l'opposition à l'arbitraire manifesté par les premiers Carolingiens dans la saisie des biens sans justification réelle.

²⁸ Annales Bertiniani, Grat, p. 219 : « consecratus et coronatus est in regem ». L'expression décalque très exactement ce que le prélat pense des rapports de la personne et de la fonction.

sa doctrine²⁹. Comme l'a bien souligné Schramm, la profession de Louis le Bègue marque le triomphe des idées hincmariennes : « Moi... je suis constitué roi par la grâce de notre Dieu *et l'élection du peuple* »³⁰. Contre l'hérédité automatique que n'a jamais admise Hincmar, on le sait, le principe du contrôle de la gestion royale par ceux qui confient le pouvoir — « le peuple » — ou le consacrent — les clercs — est clairement reconnu par le nouveau roi. Rien pour nous d'imprévu, compte tenu de ce que nous avons dit de la conception du pouvoir royal chez Hincmar. Instruit par l'expérience, il tente d'imposer, ici, dans les faits, une forme de monarchie contractuelle qui n'est point sans importance pour l'avenir lointain du pouvoir en Occident. En 845 ou en 857, il n'avait pas le moyen d'imposer ; en 869, il s'était contenté d'un engagement solennel ; en 877, il lie les mains de celui qu'il consacre par ce texte et par la promesse jurée qu'il exige et obtient.

Il existe une contradiction quant à la chronologie des cérémonies, entre l'ordo conservé par la volonté d'Hincmar³¹ et la version qu'il en donne dans les Annales de Saint-Bertin³².

Pour l'ordo, la promesse royale précède le sacre et c'est ce qu'ont retenu tous les commentateurs. Les Annales de Saint-Bertin conduisent à une autre vision des choses. La consécration et le couronnement y apparaissent en premier lieu. Puis vient l'acte solennel d'allégeance : les évêques engagent dans la recommandation au roi leurs personnes, leurs biens et leurs privilèges et s'engagent, selon leur pouvoir et savoir, à lui être fidèles comme l'impose leur ministère ; les abbés et les primores du royaume, les vassaux royaux se recommandent au roi et lui promettent, selon la coutume, leur fidélité par serment. Lorsqu'on connaît le souci de la précision qui hante Hincmar, ce texte est à lire de très près et on l'a rarement fait³³. Hincmar dit ensuite : *Quand* Louis fut couronné roi à Compiègne, les évêques firent une demande qui fut reprise par le roi sous forme de promesse. Nous inclinons, malgré la tentation contraire, malgré la version de l'ordo évidemment intéressée à dire le contraire, à penser que les choses se sont passées

²⁹ Voir sur ces questions : Percy E. Schramm : *Die Krönung bei den Westfranken und Angelsachsen von 878 bis zu 1000*, 1934. Et aussi : *Der König von Frankreich, das Wesen der Monarchie vom XI. zum XVI. Jahrhundert. Ein Kapitel aus der Geschichte des abendländischen Staates*, Weimar 1939, p. 22 sq.

³⁰ MGH Capitularia II, p. 364. Schramm, p. 56. Il faut comprendre « et l'accord des Grands ».

³¹ PL 125, 809-812.

³² Grat, p. 219-221.

³³ Grat, p. 219 : « Et episcopi se suasque ecclesias illi ad debitam defensionem et canonica priuilegia sibi seruanda commandauerunt, profitentes secundum suum scire et posse et iuxta suum ministerium consilio et auxilio illi fideles fore ; abbates autem et regni primores ac uassali regii se illi commendauerunt et sacramento secundum morem fidelitatem promiserunt ».

dans cet ordre et qu'il faut prendre *quand* au sens de après que et non point au sens de « le jour où ». Ainsi se trouverait diminuée la solennité exceptionnelle de la promesse *aux seuls clercs*, celle-ci étant ramenée au rang des engagements contractuels pris, une fois la fonction royale revêtue, entre le nouveau roi et tous les hommes libres, laïcs et religieux. Que l'ordo ait, par la suite, insisté sur la promesse, la chose est d'autant plus compréhensible que l'évolution très rapide vers le désordre féodal a conduit les clercs à valoriser encore un tel engagement. Mais nous pensons qu'en décembre 877, à Compiègne, la promesse est venue après le sacre ³⁴.

La pétition des évêques ³⁵ a évidemment été rédigée par l'archevêque de Reims : son style et ses idées y éclatent. Le texte en est, pour l'essentiel, repris dans la promesse royale ³⁶ : le texte de référence que s'engage à appliquer Louis est le capitulum I de Quiersy, dont Hincmar rappelle régulièrement le libellé dans les Annales ³⁷. Il ne s'agit de rien d'autre que de la protection toujours demandée pour les biens et les personnes contre tout arbitraire ou vol.

Quatre jours après le sacre, semble-t-il, le roi a renouvelé, en l'élargissant, sa promesse du 8 et il l'a signée ; il s'est engagé à respecter toutes les règles religieuses et à maintenir également les lois qui régissent le peuple ³⁸.

Les prières du couronnement du 8 décembre ³⁹ sont entièrement orientées vers l'idée que Dieu doit emplir le roi du sérieux de sa fonction. Il est oint de l'huile même qui a oint les prêtres, les rois, les prophètes et les martyrs : cette co-onction souligne la gravité de la cérémonie. Elle doit pénétrer Louis jusqu'au cœur ⁴⁰ : il y a là toute une magie d'association qui assimile Louis à Saül, à David et à tous les autres personnages types dont la prière fait mention. La couronne est dite « de justice », le sceptre « de vertu » ⁴¹. Une prière spéciale

³⁴ La version, à peine ambiguë étant donné l'habituelle précision d'Hincmar, des Annales a plus de valeur à nos yeux que celle de l'ordo. Les Annales, document officiel que pouvait consulter le roi, pouvaient plus difficilement déformer ce qui s'était passé qu'un document purement liturgique conservé à Reims. Léon Levillain (Annales Bertiniani, Grat, p. 227, note 1) partageait notre point de vue.

³⁵ MGH Capitularia II, p. 384. Annales Bertiniani, p. 219.

³⁶ Ibidem.

³⁷ P. 220.

³⁸ Grat, p. 221 : « Polliceor etiam me servaturum leges et statuta populo, qui mihi ad regendum misericordia Dei committitur, pro communi consilio fidelium nostrorum... animo inuiolabiliter tenenda et obseruanda... ».

³⁹ PL 125, 809-812.

⁴⁰ PL 125, 810 : « Cuius sacratissima unctio super caput eius defluat atque ad interiore eius descendat et cordis illius intima penetret ».

⁴¹ Ibidem.

appelle l'aide de Dieu sur Louis pour qu'il soit victorieux et triomphe des ennemis visibles et invisibles⁴². Comme dans tous les autres cas, l'ordo rédigé par Hincmar reflète exactement les préoccupations du moment. A un instant décisif, Hincmar l'a encore emporté sur les nombreux conseillers, tel Hugues l'Abbé, qui attirent le roi loin de l'observance stricte des règles juridiques et sociales qu'Hincmar a tenté de définir et d'imposer.

Le Rémois poursuit sa tâche auprès du jeune roi Louis. Il l'invite, en décembre 877 vraisemblablement, à garder une certaine modération dans le châtement à infliger à des factieux⁴³, à ne pas aller contre les canons ni ordonner à un évêque quoi que ce soit qui y contredise⁴⁴. Voilà qu'aussi réapparaît l'habitude de conseiller les palatins ou de garder avec eux un contact amical⁴⁵. Et celle aussi d'intervenir dans toutes les affaires qui risquent de prendre une tournure dangereuse⁴⁶. C'est le cas, en particulier, d'une révolte locale menée par Hugues, fils de Lothaire et de Waldrade, en Neustrie au printemps de 878⁴⁷. Hincmar écrit au jeune homme, le menace d'excommunication s'il persiste, le rappelle au souvenir de son auguste famille — dont le jeune Hugues a bien peu sujet de se sentir solidaire ! — et lui demande une réponse franche et sincère⁴⁸. Francon de Tongres⁴⁹ et Louis le Bègue⁵⁰ sont informés de la démarche auprès de Hugues.

La venue du pape Jean VIII en Francie Occidentale va se traduire par une déception pour lui : nul n'entend poursuivre la politique italienne conseillée par Anségise et fâcheusement mise en œuvre par Charles le Chauve. Par égoïsme régional ou par réalisme, il est difficile

⁴² PL 125, 812.

⁴³ Schrörs 430. Voir Schrörs 439 ou Grat, p. 228 qui fournissent probablement la clé de l'affaire.

⁴⁴ Schrörs 431.

⁴⁵ Le comte Thierry est avisé du nom des hommes qu'envoie Hincmar à une expédition pour le « service du roi » (toujours le souci d'exactitude et de précision) : Schrörs 435 ; il est averti que l'archevêque envoie de l'argent au roi pour venir en aide aux régions dévastées par les Normands : Schrörs 436. C'est encore à Thierry, à une date difficile à préciser (879-882 ?) que l'archevêque s'adresse pour obtenir du roi une audience en faveur d'un évêque : Schrörs 561.

⁴⁶ Schrörs 439. Lettre à l'abbé de Saint-Denis, Gauzelin ; le neveu de celui-ci a la réputation de préparer un complot contre le roi : que son oncle le modère. Gauzelin paraît n'avoir guère répondu à l'attente d'Hincmar puisque, en 878-879, le prélat se plaint auprès de lui de n'avoir plus de ses nouvelles (Schrörs 452).

A Evrard qui a abandonné le service du roi, des conseils sont donnés pour éviter une vengeance de Louis (Schrörs 498) ; en même temps une lettre part vers la sœur d'Evrard, Hildegarde (Schrörs 499).

⁴⁷ Annales Bertiniani, Grat, p. 228.

⁴⁸ Schrörs 432.

⁴⁹ Schrörs 433.

⁵⁰ Schrörs 434.

d'en décider, les conseillers de Louis le Bègue vont dans le sens où allait Hincmar. Il est salulaire de s'occuper d'abord du royaume avant de songer à l'Italie lointaine⁵¹. Jean VIII, après avoir rencontré Boson, a convoqué Louis le Bègue à Tours, le roi a envoyé quelques évêques à sa rencontre⁵² ; Hincmar est du nombre⁵³. Le pape appelle à se réunir en concile les évêques des Gaules et des Belghiques⁵⁴. Dès qu'il en est informé, Hincmar procède à l'envoi des lettres canoniques de convocation à ses suffragants⁵⁵. Le concile de Troyes déroule ses discussions durant les mois d'août et de septembre 878. Il fournit au pape l'occasion satisfaisante de voir l'ensemble du clergé confirmer d'éclatante manière sa soumission à Rome, de le voir aussi approuver les excommunications lancées contre les fauteurs de désordre de la région romaine⁵⁶. Hincmar est, en fait, l'interlocuteur principal du pape⁵⁷ et il fait triompher, une fois de plus, ses points de vue. Sur des points de détail d'abord. Les problèmes pendants dans la région rémoise ont été rassemblés dans un document dont nous ne connaissons plus que le résumé qu'en donne Flodoard⁵⁸. Hincmar se justifie de toutes les accusations portées contre lui de non-soumission à Rome — il n'a, nous le savons bien, aucun mal à convaincre sur ce point — et demande le règlement du problème pendant de Laon⁵⁹. Le concile décide d'autre part de régler une question d'attribution de paroisse disputée entre Troyes et Langres⁶⁰ et d'interdire

⁵¹ De ce point de vue, le rappel par Jean VIII, en Concile, des promesses faites à Rome par Pépin le Bref et Charlemagne (Actio IX, Mansi XVII A, fol. 347 sq.) n'est qu'une satisfaction platonique accordée au pape.

⁵² Annales de Saint-Bertin 878, Grat, p. 223.

⁵³ Il rend compte à Liutbert de Mayence (Schrörs 451) de son entrevue avec le pape à Tours ; il engage Liutbert à venir voir Jean VIII.

⁵⁴ Il s'agit des provinces que gouverne Louis. Le pape garde l'espoir à ce moment de voir le jeune roi poursuivre la politique paternelle. L'essai, tenté par Hincmar, d'associer Liutbert à cette réunion est intéressant dans la mesure où cette tentative peut apparaître justement comme un moyen supplémentaire de faire échec à l'aspect politique du voyage du pape pour en souligner, au contraire, les aspects sociaux et religieux valables pour tout le peuple chrétien.

⁵⁵ Flodoard a conservé de brefs résumés d'une lettre à Hildebald de Soissons (Schrörs 438) et d'une autre à Odon de Beauvais (Schrörs 437).

⁵⁶ Fort habilement Hincmar affecte de considérer que la recherche de cette approbation constituait l'objectif essentiel du voyage pontifical (Annales de Saint-Bertin, p. 223) ; cela le dispense de parler des buts politiques évidents du pape et lui permet d'amorcer la discussion qui lui tient à cœur, celle de l'excommunication des fauteurs de troubles en Francie occidentale, sur la base d'un échange de bons procédés avec l'évêque de Rome.

⁵⁷ Il répond au discours du pape et présente à celui-ci l'adhésion de foi et de discipline des évêques présents. Actio III, Mansi XVII A, col. 367 sq.

⁵⁸ Schrörs 440.

⁵⁹ Voir chapitre IX.

⁶⁰ Actio V, Mansi XVII A, 347.

tout transfert d'évêque d'un siège à un autre ⁶¹. C'est, encore aux mêmes définitions que celles qu'a retenues Hincmar concernant la dotation des paroisses rurales que Jean VIII recourt ⁶². Hincmar enfin ne peut que se sentir solidaire du pape lorsque celui-ci menace Louis le Bègue de perdre son trône s'il ne sait pas combattre les ennemis du peuple chrétien ⁶³, même si l'archevêque pense aux Normands et le pape aux Sarrasins ! Mais le triomphe théorique — et dans les faits, tout platonique — d'Hincmar réside dans l'accord solennellement obtenu de Jean VIII à un document majeur contre les voleurs de biens ecclésiastiques. Le texte de la supplique au pape a été, très évidemment, rédigé par l'archevêque, spécialiste de cette question depuis 857 au moins ⁶⁴. Bien équilibré, le document, après avoir approuvé les décisions romaines de Jean VIII, en vient à l'essentiel et Hincmar introduit ce passage par un « sed » révélateur de sa pensée. Nous demandons, dit-il, que votre autorité promulgue un texte ⁶⁵ disant comment nous devons agir à l'égard de ceux qui dévastent nos églises, afin que, armés par la censure du siège apostolique, nous soyons en mesure, nous et nos successeurs, plus forts et plus prompts désormais, de nous appuyer sur une sentence uniforme contre les voleurs pervers et les dévastateurs de biens ecclésiastiques, les contempteurs du ministère épiscopal sacré... ⁶⁶ Hincmar recherche le sceau de l'autorité pontificale pour des mesures draconiennes contre le désordre qui se développe. Mais, et on l'a beaucoup moins remarqué, il se sert de cette autorité pontificale *pour contraindre l'ensemble du clergé occidental à adopter une attitude dure sur ce point* ; il a constaté depuis plusieurs années — et il va s'en

⁶¹ Ibidem. Dans les deux cas, ce sont des préoccupations hincmariennes qui réapparaissent au grand jour et les solutions adoptées sont celles d'Hincmar : le statut de Jean VIII (Mansi, col. 350) reprend le parallèle hincmarien entre les bigames et les évêques qui changent de siège. Frotaire qui a abandonné le siège de Bordeaux a été spécialement invité par le pape à venir s'expliquer (Mansi XVII, 2, 353).

⁶² Lettre à l'archevêque de Tours, Mansi, 354.

⁶³ Mansi XVII A, 355.

⁶⁴ Texte : Annales de Saint-Bertin, Grat, p. 224-225. Les formules d'Hincmar sont reconnaissables entre toutes : « ... in sanctam matrem nostram ac magistram omnium ecclesiarum... », « ... iuxta sacros kanones spiritu Dei conditos et totius mundi reuerentia consecratos ac secundum eiusdem sanctae romanae sedis pontificum decessorum uestrorum decreta... » ; Hincmar n'est certainement pas fâché de placer cette formule qui, on le sait, résume sa doctrine en la matière (voir chap. IX) sous les yeux du pape. La grammaire, le style, eux aussi, confirment pleinement qu'Hincmar est rédacteur de la demande au pape.

⁶⁵ Lequel texte est bien entendu déjà rédigé par le même Hincmar !

⁶⁶ Annales Bertiniani, Grat, p. 225 : « ... petentes ut promulgetis capitulum uestrae auctoritatis, qualiter nos erga ecclesiarum nostrarum peruasores agere debeamus, ut censura apostolicae sedis muniti, robustiores ac promptiores deinceps, Domino opem ferente, contra peruersos ecclesiasticarum rerum ac facultatum raptores ac uastatores sacrique ministerii episcopalis contemptores nos successoresque nostri persistere concordi sententia ualeamus... ».

expliquer trois ans plus tard environ — que les évêques manifestent une tendance grave au relâchement dans l'exercice de leur ministère. La décision pontificale les frappera tout autant qu'elle permettra de contraindre les laïcs ⁶⁷.

Le pape a accepté et Hincmar cite, bien entendu, dans les *Annales*, le texte de l'excommunication à terme lancée contre les détenteurs abusifs de biens ecclésiastiques ⁶⁸. Les fautifs sont placés sous anathème jusqu'à totale satisfaction accordée à l'Eglise. L'excommunication les frappera définitivement s'ils n'ont pas restitué les biens usurpés avant le 1^{er} novembre. L'anathème frappe de même ceux qui méprisent l'autorité épiscopale. Le refus de la sépulture chrétienne sera appliqué à ceux qui sont en situation de faute contre ces décisions. Hincmar précise bien que le pape ayant lu et signé ce texte *l'a fait signer par tous les évêques présents* ⁶⁹. Ainsi la défense des biens ecclésiastiques est-elle, pour la première fois, posée dans un texte pontifical authentique qui définit leur vol comme un péché « ad mortem ». Hincmar possède une arme plus redoutable que les précédentes. Encore faut-il qu'elle soit reçue comme une menace grave par ceux qu'elle veut frapper : le problème du « consentement à la loi » que nous avons évoqué plus haut se pose de plus en plus gravement après 877. Il suffit pour empêcher l'efficacité de cette loi qu'une majorité d'hommes libres l'ignore ou adopte une attitude de refus ou de défi. Dans l'instant elle semble avoir provisoirement porté ses fruits puisque, par exemple, elle a permis de régler le sort de Bernard de Gothie dont Hincmar avait eu à se plaindre gravement ⁷⁰. De même le concile a excommunié Hugues, fils de Lothaire II, devenu chef de bande.

Malgré ces succès, malgré ce regain d'influence, Hincmar n'est jamais devenu le conseiller en titre de Louis le Bègue. D'autres hommes apparaissent maintenant en pleine lumière qui vont occuper le devant de la scène jusqu'à la fin du IX^e siècle ⁷¹. Du moins, au témoignage même des *Annales* de Saint-Bertin, le programme de novembre 877 est-il appliqué : Louis redistribue les honneurs au cours des tournées où il est accompagné des membres du palatium et il se rapproche de Louis le Jeune avec lequel est signée une nouvelle convention de confraternité en novembre 878, à Fouron ⁷². Ce traité remet en vigueur

⁶⁷ De ce point de vue, il faut accorder un poids très fort aux mots « *nos successoresque nostri persistere concordī sententia ualeamus...* ».

⁶⁸ *Annales*, p. 225-227. Le texte reprend les formules hincmariennes mais ne place pas, subtilement, les décrétales à un niveau inférieur à celui des canons : si l'original est hincmarien, le pape l'a fait corriger.

⁶⁹ *Annales*, p. 227.

⁷⁰ *Annales Bertiniani*, Grat, p. 229-230.

⁷¹ C'est le cas, en particulier, d'Hugues, abbé de Tours.

⁷² *Annales Bertiniani*, p. 230-233.

les dispositions les plus importantes des accords anciens de Meerssen et prévoit les formes d'aide aux héritiers des deux rois en cas de mort de l'un d'eux. Rendez-vous est pris aussi pour février 879 : il est prévu que tous les princes carolingiens devront alors se rencontrer.

Louis le Bègue ne devait jamais revoir son cousin. Il meurt, épuisé par la maladie, le 10 août 879.

B) Recherche d'un protecteur pour la Francie occidentale :

Aussitôt les tractations entre les Grands recommencent : les dépouilles sont partagées durant l'interrègne et chacun essaie de s'assurer des positions de force en vue de la négociation, inévitable, et du nouveau contrat ⁷³. Un parti se forme qui s'oppose à la succession pure et simple de Louis, fils de Louis le Bègue ; ce parti, dit Hincmar, propose de faire appel à Louis, fils du Germanique, de qui l'on attend les honneurs non obtenus jusque-là ⁷⁴. Sans aucun doute, pour Hincmar, c'est le retour à l'esprit factieux, à la prééminence des intérêts personnels sur ceux du royaume, c'est-à-dire le retour à 858, l'appel au roi germanique ayant les mêmes causes intéressées et égoïstes qu'alors ⁷⁵. Les factieux ayant demandé l'intervention de Louis vont à sa rencontre, dévastant tout sur leur passage jusqu'à Verdun. Louis, arrivé à Metz, se comporte de telle manière dans les terres traversées que ses méfaits dépassent ceux des païens ⁷⁶. Les palatins fidèles au jeune roi Louis envoient à leur tour une délégation auprès de Louis de Germanie, installé à Verdun : ils lui offrent la part du royaume de Lothaire annexée en 869, en échange de sa non-intervention en Francie occidentale. Malgré les pressions des factieux, les troubles qui commencent dans son propre royaume conduisent Louis à accepter ce compromis.

Hincmar ne dit rien de son rôle dans cette affaire. Il n'est cependant pas demeuré inactif. C'est à cette crise, plutôt qu'à celle très brève du début de 880 à laquelle Schrörs songeait, pour l'essentiel, à les rattacher, qu'il nous semble nécessaire de rapporter des lettres importantes qui

⁷³ Annales Bertiniani, p. 235.

⁷⁴ Ibidem, p. 236 : « His autem qui conuenerunt persuaserunt ut Hludouuicum Germaniae regem in hoc regno conuocarent et eius largitione honores quos actenus obtinere non potuerunt sine ulla dubitatione haberent ».

⁷⁵ On pourrait songer à une autre interprétation : celle de l'exécution du traité de Fouron. Mais, d'une part nul ne semble avoir défendu cette thèse au témoignage des textes que nous possédons ; d'autre part le traité ne prévoyait que l'assistance par l'aide et le conseil et non point l'intervention physique dans le royaume d'autrui, encore moins pour y défendre des intérêts privés. Certes les personnages qui organisent la faction sont antipathiques à Hincmar qui ne le cache pas. Mais il est difficile, une fois encore, de donner tort à la conception élevée du prélat qui oppose à la médiocrité des ambitions personnelles la vie de tout un peuple abreuvé de malheurs et de désordres.

⁷⁶ Annales de Saint-Bertin, Grat, p. 236.

n'ont malheureusement pas été conservées ⁷⁷. A Thierry, comte du palais fidèle à Louis et à Carloman, le prélat a écrit tout de suite après la disparition de Louis le Bègue ⁷⁸ en insistant, selon le résumé de Flodoard, sur la nécessité de veiller sur les jeunes princes et surtout sur le consentement indispensable du peuple au choix du prince ⁷⁹. Nous ne savons pas davantage par le menu ce que contenait une autre lettre aux évêques, comtes et abbés, qui n'aurait pas moins d'intérêt pour nous que la précédente⁸⁰. Les suffragants n'ont pas été oubliés. Hildebald de Soissons ⁸¹ et Hétilon de Noyon ⁸² ont reçu des instructions précises dont il ne reste plus que des traces. A Gauzelin, abbé de Saint-Denis et membre de la faction qui fait appel à Louis de Germanie, Hincmar demande comment lui qui a été élevé à Reims a pu devenir l'ennemi de cette métropole — c'est mal poser le problème — ; il l'invite à cesser de préparer la guerre civile et à se repentir ⁸³. Gauzelin a répondu, après coup, au souhait du prélat puisque celui-ci le félicite, plus tard, de son repentir ⁸⁴.

Comme en 858, comme en 876, le roi germanique est aussi directement averti des dangers qu'il court à intervenir injustement. Les menaces sont claires, à en croire Flodoard, dans la lettre qui l'atteint durant l'été 879 ⁸⁵. Louis se voit demander d'épargner Reims s'il envahit la Francie occidentale ⁸⁶ et l'évêque de Toul est informé des démarches effectuées par l'archevêque de Reims auprès du roi ⁸⁷.

⁷⁷ Il semble que le prélat ait pris moins de soin — ou qu'il n'ait pas eu les moyens d'en accorder autant — à la conservation des archives ordinaires de cette époque qu'à celle des textes antérieurs à 875. Il est vrai cependant que Flodoard a pu consulter, un siècle plus tard, les plus intéressants au moins de ces documents. Mais sous quelle forme ?

⁷⁸ Schrörs 456.

⁷⁹ Il est très regrettable que ce document ait disparu. Il présentait évidemment un énorme intérêt puisque, a posteriori, il éclairait la phrase dont l'adoption avait été imposée en décembre 877 à Louis le Bègue et par laquelle il reconnaissait la part prise par « le peuple » dans sa désignation. En somme, sur ce point, Hincmar n'est pas totalement éloigné de la position provençale face à Boson, sauf sur deux points, essentiels il est vrai : 1°) les évêques ne peuvent *seuls* faire un roi ; 2°) la légitimité *familiale* a toujours été reconnue par Hincmar et Boson n'est qu'un allié pas un membre de la famille carolingienne. Ces deux nuances ont suffi pour ranger Hincmar dans le camp des adversaires de Boson, en dehors des griefs personnels qu'il entretenait depuis longtemps contre ce personnage orgueilleux et peu efficace, contre sa sœur Richilde et contre sa femme dont les Annales disent bien la vanité mondaine.

⁸⁰ Schrörs 459.

⁸¹ Schrörs 458.

⁸² Schrörs 487.

⁸³ Schrörs 483.

⁸⁴ Schrörs 492.

⁸⁵ Schrörs 457.

⁸⁶ Schrörs 489.

⁸⁷ Schrörs 488.

Le contact est gardé constamment avec les fidèles de Louis III et Carloman, comme en témoigne le résumé plus précis d'une lettre à Hugues l'Abbé⁸⁸ et l'envoi d'une autre au comte Goiran⁸⁹.

Passées les crises, grave de 879 et plus courte du début de 880, Louis III et Carloman ayant été consacrés et couronnés dans la fonction royale — comme dit Hincmar — à l'abbaye de Ferrières⁹⁰, Hincmar peut, à nouveau, se consacrer au petit royaume qui reste désormais entre les mains des fils de Louis le Bègue. Pour l'archevêque, la rétrocession, en 879, de la part de Lotharingie annexée en 869, a un peu l'allure d'un drame personnel : c'est le retour à la dangereuse division de la province rémoise, qui lui avait valu tant de soucis. Les mots dont se sert Hincmar sont ici éloquentes. En 881, il parle de cette « *particula regni* »⁹¹ que gouverne Carloman ; dès 880, l'annale rend compte très précisément du partage entre Louis et son frère ; le premier a reçu ce qui subsiste de la Francie naguère comprise dans le royaume de son père et la Neustrie avec leurs marches, Carloman garde la Bourgogne et l'Aquitaine avec leurs marches⁹². Tout l'appareil de gouvernement carolingien est d'ailleurs en train de se décomposer : Boson s'installe en Provence⁹³, Hugues, fils de Lothaire II, tente de reprendre à Louis de Germanie le morceau de royaume qu'il vient d'occuper⁹⁴. Charles, frère de ce même Louis, s'empare, après une entrevue avec Louis III et Carloman, de toute l'Italie du Nord⁹⁵.

Le royaume occidental a le plus grand besoin que ses rois s'occupent sérieusement de la situation catastrophique qui s'y est développée depuis 875. La défense contre les Normands l'emporte sur toute autre préoccupation. Hétilon de Noyon se voit encouragé à la résistance et à apporter son appui aux jeunes rois⁹⁶. Rentrant de leur entrevue avec Charles le Gros, Louis III et Carloman ont vaincu, sur la Vienne, un groupe de Normands ; il n'en faut pas plus pour que le rédacteur des Annales souligne ce fait d'armes, obtenu avec l'aide de Dieu, sans perte pour les Francs⁹⁷. Même Louis de Germanie est félicité d'avoir bousculé ces ennemis au retour de son expédition manquée en Francie occidentale

⁸⁸ Schrörs 486.

⁸⁹ Schrörs 555.

⁹⁰ Annales de Saint-Bertin, p. 239.

⁹¹ PL 125, 1045.

⁹² Annales de Saint-Bertin, p. 241 : « ...quod de Francia residuum erat ex paterno regno... ».

⁹³ Annales, p. 239.

⁹⁴ Annales, p. 239.

⁹⁵ Annales de Saint-Bertin, p. 240.

⁹⁶ Schrörs 485.

⁹⁷ Annales de 879, p. 240.

au début de 880⁹⁸. C'est, avec la lutte contre les usurpateurs, le leit-motiv constant des dernières années. Les Normands attaquent sans cesse et partout. La Saxe, la région de Gand, la zone entre Scarpe et Escaut, le Rhin sont dévastés constamment et les rois s'efforcent de porter secours à cette région si visitée. Louis III, son homonyme germanique, Carloman après 882, font face avec constance mais sans beaucoup de succès. Peut-être Hincmar est-il sévère dans son appréciation très péjorative du combat de Saucourt⁹⁹ et dans celle qu'il porte sur les mesures défensives prises par Louis III et le manque de courage de ses contemporains¹⁰⁰. Le grand assaut normand est commencé, qui va aboutir à la fuite d'Hincmar et à sa mort, au siège de Paris et, plus tard, à l'occupation de la Normandie. Il ne faut jamais oublier cette toile de fond pour apprécier les efforts dérisoires désormais, que le prélat fait encore pour réanimer la confraternité ou imposer le respect des vieilles règles auxquelles il croit. La marée du désordre et de l'anarchie sociale va tout emporter sous les yeux d'Hincmar.

Hincmar s'est efforcé d'attirer l'attention bienveillante et la protection de Charles le Gros, devenu empereur, sur Louis et Carloman. On a parfois vu dans cette attitude une forme de trahison à l'égard de Louis le Bègue et de Charles le Chauve et de ralliement à une solution « germanique ». C'est, croyons-nous, mêler le nationalisme français à une question où il n'a rien à voir. Hincmar ne s'est jamais opposé à Louis le Germanique ou à son fils comme à des « Allemands », mais au nom d'une conception de la confraternité née en 843 et dont l'intérêt même des Carolingiens commandait qu'elle fût poursuivie. Il s'agit de la même chose après 880. Les deux jeunes princes sont très faibles, menacés par leur propre jeunesse, par l'abusives pression de conseillers intéressés, par la menace de leur cousin Louis ; ils ont déjà cherché à se rapprocher de Charles avant son départ en Italie et Hincmar, sur ce point, cherche seulement à assurer, *quoi qu'il arrive*, un défenseur du royaume occidental si malmené. Nous n'avons conservé que l'une des deux lettres adressées à Charles Le Gros¹⁰¹. Elle constitue un long exposé de ce que Charles devrait dire et faire pour aider les enfants-rois si fragiles à ne pas se damner et à organiser correctement leur Etat.

⁹⁸ Annales de 880, p. 241.

⁹⁹ Voir Annales de Saint-Bertin, p. 244, note 3.

¹⁰⁰ Annales de Saint-Bertin, p. 245. Hincmar dit de la forteresse de bois édiflée à Etrun qu'elle l'a été bien plus pour apporter appui aux païens que pour secourir les chrétiens puisque personne n'a — comble de lâcheté — accepté de garder cette forteresse.

¹⁰¹ Schrörs 495 et 566. Dans Schrörs 566, Hincmar recommande à Charles Le Gros un de ses fidèles, Sigebert ; une copie de la lettre est expédiée à Hugues l'Abbé à qui il est conseillé de pousser Charles Le Gros à adopter Louis III et Carloman et à les aider à gouverner leurs royaumes. La seule conservée : Schrörs 495, PL 125, 989-994.

Cette lettre, une des dernières écrites par le prélat, constitue une méditation morale, un miroir du prince de plus. Hincmar a entendu parler des bonnes dispositions affichées par Charles à l'égard de ses parents ; il tient à lui donner quelques conseils de nature à assurer son règne ici-bas et son salut par la suite¹⁰². Que l'empereur d'abord, aide à relever, par son aide et conseil, l'Eglise que le Christ a créée de son sang et qui est répandue par le monde. Qu'il consolide l'organisation actuelle du royaume¹⁰³, qu'il unisse les Grands et pourchasse les auteurs de dissensions¹⁰⁴, qu'il considère les jeunes orphelins comme ses fils et aide à réorganiser avec les Grands le royaume démantelé sous leurs prédécesseurs ; qu'il s'en prenne à ceux qui agissent contre l'ordre, la paix et la stabilité et défende ces jeunes gens contre tous leurs ennemis de l'extérieur¹⁰⁵. Que Charles impose à ses cousins des conseillers mûrs, prudents et sobres qui haïssent l'avaritia et s'efforcent de rendre aimable la justice par leur exemple¹⁰⁶. Ils ont une tendance évidente à se croire, parce que jeunes et rois, supérieurs à chacun. Il faut leur apprendre l'humilité, la soumission au conseil d'autrui et le respect des clercs, des privilèges et des biens des églises¹⁰⁷ ; leurs conseillers doivent s'y employer. Cette précision laisse à penser qu'Hincmar n'est, en fait, pas présent à la cour et pas très écouté, son style le montre. Charles doit imposer un entourage aux rois et cet entourage doit leur répéter ce qu'Hincmar expose¹⁰⁸ ; c'est de la direction de conscience par personnes interposées et nous verrons bientôt pourquoi Hincmar en arrive là. Réapparaît aussi une phrase à laquelle, nous le savons bien, le prélat tient tout spécialement : « Qu'ils — les conseillers — leur apprennent... à conserver à chacun dans son ordre propre, les primores du royaume et tous les autres fidèles, les défenseurs de la sainte église, la loi qui leur est particulière et la justice... »¹⁰⁹ ; la formule n'a pas varié depuis 857. Malgré les drames et les déceptions, Hincmar continue d'estimer qu'elle est la seule convenable. Le reste de la lettre ressortit au genre moralisateur habituel. Les princes doivent lire souvent le 9^e degré du Pseudo Cyprien, vivre sobrement et chastement, méditer sur l'Ecriture et sur les textes de Grégoire le Grand.

¹⁰² PL 125, 989 et 994.

¹⁰³ PL 125, 989 : « et regni diuisionem consolidatis... ».

¹⁰⁴ Ibidem. Hincmar sait que la faction de 879 n'a pas désarmé.

¹⁰⁵ PL 125, 990.

¹⁰⁶ PL 125, 991.

¹⁰⁷ PL 125, 991.

¹⁰⁸ PL 125, 991 : « Doceant eos » ou Proponant eis... » dit à trois reprises Hincmar.

¹⁰⁹ PL 125, 991 : « Doceant eos uerbo et exemplo regni primoribus et caeteris regni fidelibus atque sanctae ecclesiae defensoribus, unicuique in suo ordine, competentem legem et iustitiam conseruare... ».

Le destinataire n'était pas à la hauteur des espérances que le prélat rémois plaçait en lui. Les jeunes rois de Francie guère davantage. Là se situe le plus définitif échec du prélat : la fonction royale, pour garder l'éclat dont il a voulu l'entourer, réclamait des personnalités exceptionnelles. Il n'a plus affaire qu'à de jeunes aristocrates semblables aux autres. Et c'est cette désertion de la fonction par les hommes qui explique l'effondrement de l'institution royale après 882, non point l'affaiblissement du ministère royal lui-même, intact au niveau théorique et prêt à toutes les résurgences deux siècles plus tard.

Dès que Louis III et Carloman ont été sacrés, Hincmar a pris contact avec eux ¹¹⁰, leur rappelant qu'il a aidé à leur reconnaissance par les Grands et leur apportant, sans doute, les conceptions que nous connaissons sur les rapports du pouvoir royal et de l'Eglise. Il répond, une autre fois, à une demande de Louis III en encourageant le jeune homme à prendre souvent conseil ¹¹¹. Mais très vite le ton change. Hincmar est mécontent des jeunes princes dont l'éducation lui a été confiée par leur père. Le prélat le leur dit ¹¹² et répond à ce qui est probablement devenu une campagne de dénigrement contre lui dans l'entourage royal, puisqu'il parle aussi de son attitude à l'égard de leur mère, Ansgarde, et de la séparation de leurs parents ¹¹³.

Louis III déclenche un violent conflit en refusant de respecter les règles auxquelles Hincmar avait plié ses prédécesseurs en matière d'élections épiscopales ¹¹⁴. L'archevêque, on l'a vu, a constamment tenu la main à la régularité absolue des élections lorsqu'une vacance se produisait dans sa province ¹¹⁵. Une première vacance s'est produite à Noyon en 879. Louis le Bègue mort, le métropolitain s'adresse immédiatement aux jeunes princes et demande la libre élection ¹¹⁶. L'évêque de Châlons, Bernon, est chargé d'intercéder auprès des rois pour qu'ils fassent bon accueil aux représentants du peuple et du clergé de Noyon ¹¹⁷. Hugues l'Abbé est prié, lui aussi, d'exhorter les princes à se comporter selon les règles ¹¹⁸ ; Hincmar insiste auprès de lui pour que les rois se plient aux lois canoniques ¹¹⁹. Bernon doit, à nouveau,

¹¹⁰ Schrörs 479.

¹¹¹ Schrörs 465.

¹¹² Schrörs 480.

¹¹³ Voir chapitre V.

¹¹⁴ Le conflit est bien étudié, encore que d'un point de vue très théorique, par G. Ehrenforth : *Hinkmar von Reims und Ludwig III von Westfranken*, *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, XLIV, 1925, p. 65-98. Voir en particulier p. 73 sq.

¹¹⁵ Chapitre X.

¹¹⁶ Schrörs 462.

¹¹⁷ Schrörs 463.

¹¹⁸ Schrörs 464.

¹¹⁹ Schrörs 468.

intervenir à la demande d'Hincmar ¹²⁰. L'élection ayant eu lieu, dans des conditions de surveillance moins efficaces que d'ordinaire semble-t-il, de la part du métropolitain, Hincmar s'adresse encore aux rois qui, lui a-t-on dit, ont vu d'un mauvais œil la manière dont il a dirigé l'affaire ¹²¹. Sans aucun doute le candidat choisi par le clergé et le peuple de Noyon, Hétilon, ne se révèle-t-il pas égal à ce que le prélat en attendait : une lettre à Sigebert, prêtre, reproche à celui-ci, à qui Hincmar a fait confiance, les incartades supposées de l'évêque de Noyon : des bruits fâcheux sont parvenus à Hincmar à son sujet ¹²². Du moins, cette fois, les choses ont eu toutes les apparences de la régularité.

Odon, le fidèle ami et l'excellent suffragant de Beauvais, meurt au début de 881. Le métropolitain ne peut demeurer indifférent à l'élection : Beauvais, on l'a vu, joue en quelque sorte le rôle de surveillant de la partie occidentale de la province. Le métropolitain écrit tout de suite au clergé et au peuple de Beauvais ¹²³ ; puis il désigne Hadebert de Senlis comme visiteur, après avoir obtenu, semble-t-il, l'accord du roi ¹²⁴. En mars le métropolitain sollicite du roi l'autorisation d'élire librement le successeur d'Odon ¹²⁵. Au synode de Fismes ¹²⁶, on a connaissance du choix des habitants et du clergé de Beauvais ; ils ont élu un clerc indigne, Fromold, et les évêques comprovinciaux refusent de prendre en considération cette désignation ; clercs et peuple de Beauvais renouvellent leur choix malhonnête ou stupide à deux reprises encore sur Rodolphe puis sur Honorat ¹²⁷. Du fait de leur légèreté irresponsable, les Beauvaisiens perdent le droit d'élire. Les comprovinciaux, en présence d'évêques et d'archevêques des provinces voisines ¹²⁸, choisissent un

¹²⁰ Schrörs 465.

¹²¹ Schrörs 478.

¹²² Schrörs 564.

¹²³ PL 126, 258-261. Il annonce l'envoi d'un de ses coévêques comme visiteur, recommande une enquête sérieuse pour dégager, *dans le diocèse*, le meilleur candidat possible. S'ils ne trouvent personne, ce qui est invraisemblable, la province fournira un candidat. S'ils désignent un prêtre, il sera examiné canoniquement par la province entière. Hincmar insiste sur les critères du choix : la dignité des mœurs, l'absence de simonie, la régularité dans la promotion aux grades ecclésiastiques, ne suffisent pas ; il faut aussi que le candidat n'ait jamais été au service d'un autre homme, soit comme serf soit par des voies plus détournées, n'ait pas subi de pénitence publique et ne soit ni bigame ni époux d'une veuve ; ni illettré, ni suspect d'hérésie, ni emporté, ni capable de se livrer à des trafics suspects... Dès ce moment, Hincmar informe les habitants de Beauvais (col. 260) que, s'ils font un mauvais choix, ils perdront le droit à l'élection.

¹²⁴ Schrörs 500, PL 126, 269.

¹²⁵ Schrörs 502. Il faut évidemment placer cette lettre, contrairement à ce que pensait Schrörs, avant le synode de Fismes.

¹²⁶ Qui débute le 1^{er} avril.

¹²⁷ PL 126, 115. Dans une lettre à Louis III dont il va être question.

¹²⁸ PL 126, 110.

candidat « utile à l'Eglise » et « avantageux au royaume ». On prépare le compte rendu canonique de l'élection et on l'envoie au roi en lui demandant d'approuver ce qui a été fait et d'envoyer les lettres royales nécessaires à l'ordination. Toutes les règles canoniques ont été scrupuleusement respectées et rien, dans la décision prise, ne va contre l'honneur du roi et l'intérêt du royaume¹²⁹. Louis se montre peu pressé d'acquiescer. Sur conseil de son entourage, il oppose au « droit » dont les évêques prétendent être les interprètes, un autre droit égal : celui, pour le roi, de désigner le successeur d'Odon, les électeurs normaux ayant perdu la possibilité de le désigner. Surtout, Louis III estime que l'un et l'autre des droits en présence reposent sur l'interprétation des textes, non sur des textes inattaquables et clairs. Hincmar ne l'entend évidemment pas ainsi. Un avertissement sévère est adressé au roi, probablement entre le milieu de mai et de début de juin¹³⁰. Le ton est rude mais protecteur : c'est à un enfant que s'adresse le prélat¹³¹. Lui qui est « de plus faible pouvoir, âge et sagesse » que ses ancêtres¹³², qu'il ne se mêle donc pas de ce qui ne le regarde pas. Or le roi a utilisé un ton qui ne convient pas et proposé une solution inacceptable. Il a demandé, dans sa réponse aux évêques de Fismes, que ceux-ci joignent leurs efforts aux siens¹³³ pour trouver une solution. Qui est-il pour parler ainsi : n'a-t-il pas pris, lors de son sacre, l'engagement de respecter les clercs et leurs décisions¹³⁴. On le conseille mal et il n'a pas la sagesse nécessaire pour s'en rendre compte¹³⁵ ; ne dit-on pas que, très mal informé, Louis III déclare que sera élu qui il ordonne d'élire et qu'il peut remettre les biens ecclésiastiques à qui bon lui semble. La législation de ses ancêtres s'oppose à ses prétentions¹³⁶. De plus, à ce roi qui pose tant de questions, de détail ou générales, il suffirait de lire très attentivement les décisions de Fismes pour savoir comment se conduire. Lui qui détient un pouvoir dérisoire, qu'il n'oublie pas que celui-ci ne lui a pas été confié seulement à des fins temporelles, mais essentiellement pour la protection de l'Eglise¹³⁷. Louis III a très

¹²⁹ PL 126, 110.

¹³⁰ Schrörs 504, PL 126, 110-117.

¹³¹ Il emploie un langage assez pénible ; le roi contriste le Saint Esprit en s'opposant à ceux en qui il habite ! PL 126, 113. Les parents et les ancêtres sont constamment invoqués comme des autorités à qui Louis III ne peut se dérober. Et si cela ne suffit pas : plus de 630 évêques dont les noms sont inscrits dans le ciel... et dans nos livres ! ... réunis à Chalcédoine ont édicté des règles à quoi le présomptueux jeune homme ne saurait s'opposer seul.

¹³² PL 126, 112.

¹³³ PL 126, 113.

¹³⁴ Voici un ton nouveau chez Hincmar et nous nous en expliquerons plus loin (PL 126, 112).

¹³⁵ PL 126, 114.

¹³⁶ Hincmar cite Anségise, I c. 77-78.

¹³⁷ PL 126, 111 : « ...uobis non ad solum mundi regimen sed maxime ad ecclesiae praesidium esse collatam... ».

maladroitement suggéré que le peuple et le clergé de Beauvais étant d'accord sur le nom d'Odacre, celui-ci devait être considéré comme élu ¹³⁸. Il oublie, d'une part que les électeurs se sont totalement déconsidérés par leurs trois choix inacceptables, d'autre part que les canons interdisent de différer de plus de trois mois l'ordination d'un évêque élu ; or, un évêque a été désigné en mai à Fismes. Plus personnel et plus émouvant le ton de la fin de cette lettre ramène aux temps passés. Louis a demandé au prélat de se montrer aussi fidèle et dévoué à son égard qu'il a su l'être aux rois qui l'ont précédé. L'archevêque désire certes qu'il en soit ainsi mais que le roi se garde de lui rendre le mal pour le bien : on cherche à le persuader que le prélat vieillissant s'écarte des règles « ce que je n'ai fait jusqu'ici ni par amour terrestre ni par cupidité ni par crainte » ¹³⁹. S'il agit autrement et cède au roi sur des points qui ont été solennellement proclamés tant le jour de sa propre ordination que le jour où Louis a été sacré, il se perdra sans le sauver. Ainsi ne peut-il répondre au vœu royal et consacrer Odacre qualifié cependant de fils cher. Si Odacre devait passer outre ¹⁴⁰, qu'il soit bien clair que les règles canoniques lui interdiraient ensuite, Hincmar vivant ou mort, d'exercer toute fonction religieuse dans le diocèse de Reims ¹⁴¹. On peut penser que Louis a joué d'un argument de poids en laissant entrevoir la possibilité de faire appel à des amis d'Hincmar et de les honorer ¹⁴² : je ne connais, répond le prélat, lorsque j'exerce mon ministère (in hoc episcopali ministerio) ni proche par la chair, ni ami ; seuls sont dignes d'être pris en considération ceux qui se plient totalement aux règles.

L'entêtement formel du prélat semble n'avoir été du goût ni du roi, bien entendu, ni de Hugues l'Abbé ni du comte Thierry ¹⁴³ : des trac-tations ont eu lieu durant plusieurs semaines probablement, un envoyé de la cour cherchant à fléchir la rigueur de l'inflexible juriste. Rien n'y fait ; Hincmar lassé prend à nouveau la plume ¹⁴⁴. On a cherché à faire pression sur lui par tous les moyens. Louis lui a écrit le 13 juin pour lui soumettre un verset de saint Jean : il ne convient jamais au père de repousser la juste demande de son fils chéri. Certes, dit Hincmar, mais Jacques conseille de repousser cette même demande si elle est injuste ; or, celle-ci l'est. Louis a prié l'archevêque de se plier à ce qu'il veut ; désirez, lui répond celui-ci, désirez ce que Dieu veut et je

¹³⁸ PL 126, 115.

¹³⁹ PL 126, 115.

¹⁴⁰ Devenant ainsi simoniaque, en même temps que le roi lui-même, PL 126, 117.

¹⁴¹ PL 126, 115-116.

¹⁴² PL 126, 116 : « ... eos quos mihi cariores et familiariores cognoueritis honorare in omnibus curabitis ».

¹⁴³ C'est ce que laisse clairement deviner une nouvelle lettre d'Hincmar fin juin 881.

¹⁴⁴ Schrörs 505, pL 126, 117-122.

serai heureux d'obéir¹⁴⁵. On a aussi fait courir le bruit que le prélat résiste à son roi : il n'en est rien. L'archevêque s'est longuement expliqué sur ce point dans sa lettre précédente : il n'a pas été élu par Louis mais lui-même, avec ses collègues, a élu le jeune roi, sous la condition expresse qu'il observerait les lois¹⁴⁶. L'expression dont se sert Hincmar prête à discussion. Elle est très ambiguë. Affirme-t-il pour la première fois aussi expressément, que le collège des Grands, laïcs et ecclésiastiques, fait le roi à la condition formelle que celui-ci respecte ses engagements. C'est l'interprétation forte de ce texte. Nous persistons à penser que, sans être rejetée, elle doit être replacée dans une lumière existentielle et qu'Hincmar use de l'expérience acquise depuis son arrivée à l'épiscopat. Il n'en reste pas moins que jamais aussi clairement qu'en 881 la doctrine de la monarchie contractuelle n'avait encore été exposée. Louis III aurait même menacé de faire examiner la conduite du prélat par un synode général : Hincmar, lorsqu'il sait respecter purement et simplement les canons, ne craint rien d'un tel synode, pas même d'un concile où siégerait le pape¹⁴⁷. Hincmar ne pliera pas davantage devant une menace. Dieu, s'il le veut, le fera sortir de son vieux corps et le prélat n'a pas peur ; la force se retournera contre qui l'emploiera¹⁴⁸. En ce qui concerne Odacre, aucun fait nouveau n'étant intervenu, Hincmar n'a rien à changer à ses positions antérieures¹⁴⁹. Il accepte seulement de recevoir « votre Odacre » et ses électeurs et de tenir une assemblée avec les évêques qui étaient à Fismes et le roi. Odacre qui sait bien qu'il n'est pas dans son droit n'ose pas se présenter devant son archevêque. S'il persiste dans sa désobéissance, il sera privé de tout grade¹⁵⁰. La lettre s'achève par un étonnant argument de plaidoirie qui lie les mains mêmes du roi. De toutes façons, dit Hincmar à Louis, si je me suis trompé en vous faisant roi contre le gré de beaucoup, « je me réjouis d'en recevoir le châtiment par vous-même et non point, dans le futur, par Dieu »¹⁵¹.

Odacre n'a pas cédé. Une missive canonique en forme est adressée à tous les recteurs et fidèles de la sainte Eglise, avec le concours des

¹⁴⁵ PL 126, 117-118.

¹⁴⁶ PL 126, 118 : « Non uos me elegistis in praelatione ecclesiae sed ego cum collegis meis et caeteri Dei ac progenitorum uestrorum fidelibus uos elegi ad regimen regni sub conditione debitas leges seruandi ».

¹⁴⁷ PL 126, 120. On sait que le concile de Troyes a singulièrement renforcé l'autorité morale du vieux prélat.

¹⁴⁸ PL 126, 120.

¹⁴⁹ PL 126, 118.

¹⁵⁰ PL 126, 121-122.

¹⁵¹ PL 126, 121 : « Nam quia contra plurimorum uoluntates et minas atque suggestiones, in electione uestra consensi opto et gaudeo ut si inde peccauit, Domino permittante, hic per uos in futuro per dominicum talionem recipiam... ».

coévêques, pour signifier l'excommunication de cet « inuasor sedis »¹⁵², qui est d'autre part privé de tout grade ecclésiastique. L'argumentation n'ajoute rien que nous ne connaissions déjà, elle a la vigueur et la précision habituelle des textes d'Hincmar. Il a 75 ans.

A l'automne 882, quelques semaines avant sa mort, l'archevêque intervient une dernière fois dans la vie du royaume pour assurer à Carloman, après la disparition de Louis III, la pleine autorité sur l'ensemble du royaume en même temps qu'il lui donne, ainsi qu'aux évêques, ses ultimes conseils de gouvernement. Le dernier acte public d'Hincmar sera, ensuite, de mettre à la disposition du roi, pour combattre les Normands, tous les hommes valides du diocèse, privant ainsi Reims de ses défenseurs au moment où l'attaque normande s'en approche...¹⁵³ Ce au moment où de nombreux Grands marchandent leur concours...¹⁵⁴

L'allocation de novembre 882¹⁵⁵ rappelle d'abord que, depuis le Christ, seul rex et sacerdos, la collaboration des deux offices est indispensable, chacun demeurant strictement sur son terrain : la séparation des responsabilités est beaucoup plus affirmée que durant la décennie 860-870 et nous aurons à y revenir. Très sensible aux événements les plus récents, Hincmar précise d'abord que les évêques doivent être élus sans aucune vénalité et conformément aux canons¹⁵⁶. Ce que doit être un clerc est excellemment défini par un certain nombre de textes de Grégoire le Grand dont le prélat rappelle les titres¹⁵⁷. Quant au roi, il lui est rappelé qu'il doit être un régulateur social, à l'aide de longs extraits du Pseudo Cyprien, de saint Ambroise, de saint Augustin et de Grégoire le Grand¹⁵⁸. Le prince, rappelle une dernière fois Hincmar, ne doit se laisser affaiblir par aucune affection humaine¹⁵⁹. Justice inflexible et piété qui la tempère doivent toujours constituer les bases de l'action royale¹⁶⁰. C'est aux agents du pouvoir que l'attention la plus minutieuse est prêtée ; c'est bien eux, en effet, qui se montrent le plus faible rouage du royaume en 882. Il faut les choisir tels, qu'ils ne mettent pas en péril, par la responsabilité qu'il a de leur choix, celui qui les désigne ; mais surtout tels qu'ils aient le sens du service du peuple

¹⁵² Schrörs, PL 126, 254-253.

¹⁵³ Annales de Saint-Bertin, Grat. p. 250 : « ...homines de potestate remensis episcopii cum Karlomanno erant... ».

¹⁵⁴ Ibidem, p. 249 : « Karlomannus non habuit unde Nortmannis posset resistere, quibusdam regni primoribus ab ipsius auxilio se retrahentibus ».

¹⁵⁵ Schrörs 572, PL 125, 1017-1018.

¹⁵⁶ PL 125, 1010.

¹⁵⁷ PL 125, 1010.

¹⁵⁸ PL 125, 1011-1014.

¹⁵⁹ PL 125, 1014.

¹⁶⁰ PL 125, 1015 et 1016-1018.

chrétien et non le goût de le dominer ¹⁶¹. Lucide sur la situation du royaume, l'archevêque dénonce les exactions auxquelles donne lieu la situation sous couvert des levées militaires et qui conduisent à « l'oppression des pauvres » ¹⁶². Comtes, vicaires et même des doyens ! convoquent à des plaids et lèvent des amendes sur ceux qui ne s'y rendent pas. Tous les procédés judiciaires leur sont bons pour extorquer de l'argent aux pauvres ¹⁶³.

Constamment mêlé, jusqu'à sa disparition, aux affaires du royaume, constamment sollicité par un parti, par un roi ou par sa conscience, d'intervenir dans toutes les affaires de quelque importance, l'archevêque de Reims a gardé jusqu'à la fin ce rôle de conseiller lointain, cassant, intransigeant, redouté mais inévitable, fidèle mais suscitant la défiance, puissant de tout son poids en tout moment décisif et cependant jamais courtisan et jamais pleinement admis. Rien n'est plus étranger à Hincmar que la carrière d'un cardinal-ministre. Et ses dernières prises de position théoriques vont achever de nous en persuader.

II. — LE TESTAMENT DE LA RAISON

La société repose sur l'accord des offices. Le premier, le plus responsable, celui des clercs, ne doit jamais, moins encore que l'autre, faillir à son devoir sous peine de damner tout le peuple chrétien. Hincmar va le lui rappeler. Mais, la situation ayant beaucoup changé, le second office est maintenant aux mains de roitelets. Hincmar a beau vouloir se persuader, en bon militant, que l'exercice des vertus royales suffit à faire un bon roi, que la personne du roi importe peu tant qu'elle ne conduit pas à trahir la fonction par le péché ; il a beau considérer que la fonction royale est l'équilibrant presque abstrait de la société et qu'est de faible poids le talent positif de son titulaire ¹⁶⁴ ; il se trouve devant une situation de fait : le pouvoir se morcelle de plus en plus, les titulaires de la couronne meurent de plus en plus jeunes, comme il l'écrit lui-même à Louis III, et la fonction royale a de moins en moins le poids majeur qu'elle doit avoir pour équilibrer, à elle seule, les défauts sociaux et l'action temporelle du diable. Par voie de conséquence, les Grands laïcs obéissent moins et pillent plus et, pour rétablir l'équilibre, on l'a bien vu au concile de Troyes, l'intervention des clercs doit être beaucoup plus forte à tous les niveaux de l'action

¹⁶¹ PL 125, 1015-1016.

¹⁶² PL 125, 1016.

¹⁶³ Ibidem.

¹⁶⁴ Il y a chez lui une conception assez désincarnée du rôle du « rouage social militant » qui, curieusement, l'apparente à certaines tendances des régimes modernes où règne aussi l'illusion qu'une formation idéologique rigoureuse tient lieu de vertu et de talent et même d'intelligence.

temporelle. Une option est ainsi imposée au clergé : s'engager dans la gestion de plus en plus directe de la vie temporelle du peuple chrétien ou garder les mains propres en n'acceptant pas les compromissions qu'impose cette gestion. Sur tous les points, le déplacement de l'un des vecteurs du parallélogramme des forces qui dominent la société entraîne le déplacement de l'ensemble des facteurs. Cela n'échappe nullement au prélat et il se prononce sur tous les problèmes ainsi apparus.

Trois textes, inséparables dans l'analyse, reflètent les pensées ultimes d'Hincmar. Le plus important, de très loin, est né des délibérations épiscopales de Fismes. Hincmar le dit dans la courte préface qui précède les résolutions arrêtées à Sainte-Macre¹⁶⁵, lui-même et bien d'autres évêques songeaient à une réunion si nécessaire ; le nom de ces évêques, dit encore Hincmar, figurait au bas du document original¹⁶⁶ ; mais très longtemps retenus par les décisions qu'il faut prendre chaque jour à cause des Normands et des désordres entretenus par les mauvais chrétiens, ils ont dû différer cette rencontre. Elle a eu lieu enfin en avril 881. Les capitula de Sainte-Macre¹⁶⁷ montrent clairement où en est à ce moment parvenue l'analyse hincmarienne en matière de responsabilité des offices et de collaboration entre eux. H. Anton, récemment encore, croyait voir dans ce texte l'expression de la doctrine constante du Rémois. Il nous semble qu'il y a anachronisme sérieux à projeter vers le passé cette conception si caractéristique de 881.

Un deuxième texte est à joindre à celui-ci : il est consacré pour l'essentiel à l'office ecclésiastique mais, par bien des points, constitue un commentaire des textes de Fismes¹⁶⁸.

Le troisième est le plus célèbre ; il a été inlassablement édité¹⁶⁹ et commenté¹⁷⁰. Comme dans bien d'autres cas, il a reçu un titre¹⁷¹ absurde qui a orienté, une fois encore, les commentateurs vers des

¹⁶⁵ PL 125, 1069-1071.

¹⁶⁶ PL 125, 1069. Aucun manuscrit, hélas, ne nous l'a conservé. Hincmar, très accaparé en 881 par cette réunion et par l'affaire de Beauvais ne nous dit rien dans l'annale extrêmement brève qu'il consacre à cette même année.

¹⁶⁷ PL 125, 1069-1086, Mansi XVII A, 537-556.

¹⁶⁸ Il s'agit du texte assez stupidement intitulé « de officiis episcoporum » dans la Patrologie, PL 125, 1087-1094 : à multiplier ces titres « significatifs » on a rendu rigide une pensée qui ne l'est point et dissocié des textes que leur contenu même rapproche et compare.

¹⁶⁹ M. Prou, Paris 1885, V. Krause, MGH, 1894, Patrologie Latine 125, 993-1008 ; sans compter toutes les plus anciennes, dont la première, de 1602, faite sur un manuscrit perdu ensuite.

¹⁷⁰ Le dernier commentaire en date avant la deuxième guerre mondiale était celui, fort utile, de Louis Halphen, *Revue historique* 1938, p. 1-9 et *A travers l'histoire du Moyen Age*, Paris 1950, p. 83-91.

¹⁷¹ C'est à Sirmond que l'on doit ce titre : de ordine palatii.

hypothèses théoriques, institutionnelles, alors que c'est, une fois encore, dans les circonstances précises de 882 que l'œuvre prend son sens. Dans ce cas comme dans tant d'autres, l'historiographie allemande avait accusé Hincmar d'avoir inventé de toutes pièces le traité ancien d'Adalhard dont il prétendait se servir. Un opuscule récent a remis ce dogme en cause¹⁷². Les conclusions de Jakob Schmidt, qui recoupent largement les nôtres, en particulier quant au style et à la logique des développements du de ordine, nous semblent devoir être admises pleinement. Schmidt a remis les éléments de la discussion dans leur perspective vraie. Certes les passages du traité antérieur, cités exactement ou remaniés par Hincmar, échappent désormais à l'œuvre de celui-ci. Mais les onze premiers capitula du de ordine n'en prennent que mieux leur relief réel, surtout lorsqu'on les compare aux deux textes précédemment retenus par nous. Et, d'une portée toute différente, le texte d'Adalhard, écrit, si l'on en croit le titre que lui donne Freher au XVII^e siècle, « pour l'instruction des générations futures », redevient un témoin autonome et important de la pensée politique du premier quart du IX^e siècle. Nous ne parlerons presque pas de la partie « Adalhard », que le traité soit authentique comme l'a, croyons-nous, bien démontré Schmidt, qu'il ait été remanié par Hincmar ou que, selon les affirmations anciennes, il ait été inventé de toutes pièces par celui-ci, il a suscité tant de commentaires¹⁷³, qu'il serait outrecuidant d'en ajouter un pour le plaisir d'écrire sur le sujet. Au contraire, la partie proprement hincmarienne du texte mérite qu'on s'y arrête attentivement.

Comme tous les grands textes hincmariens, les actes de Sainte-Macre sont construits avec rigueur et il suffit de les suivre pour voir se dérouler le raisonnement implicite qui les soutient. Le pouvoir, sur terre, rappelle Hincmar, a, depuis le Christ, dernier roi et prêtre, été divisé entre deux offices, celui des prêtres et celui des rois. L'expression de leur solidarité prend, en 881, une forme beaucoup plus précise qu'auparavant : la division a été voulue par le Christ « de telle sorte que les rois chrétiens aient besoin des prêtres pour acquérir la vie éternelle et que les prêtres doivent user des dispositions prises par les

¹⁷² J. Schmidt : *Hinkmars « De ordine palatii » und seine Quellen*, *sd.*, *sl.* L'ouvrage est assez difficile d'accès. Il est donc intéressant d'en résumer ici succinctement les conclusions. L'ouvrage d'Adalhard, dit l'auteur, existait encore au XVI^e siècle. Marquard Freher s'en sert et en fournit le titre — un titre bien curieux, nous semble-t-il — dans ses *Origines palatines* de 1686. Schmidt, après diverses analyses linguistiques, stylistiques et de contenu, décompose le traité d'Hincmar en plusieurs tronçons. Du capitulum I au XII^e, il s'agit d'un texte dont l'archevêque est l'unique auteur en 882. Les chapitres 13 à 28 reposent largement sur ceux d'Adalhard mais Hincmar les a réécrits. Au contraire, les chapitres 29 à 36 sont littéralement ceux d'Adalhard. Hincmar n'a pas menti et il a conservé intégralement, en modifiant quelques éléments pour des raisons de vraisemblance, le traité d'Adalhard.

¹⁷³ Bibliographie à jour dans l'opuscule de Jakob Schmidt, p. 54-56.

princes terrestres pour le cours des choses temporelles : afin qu'ainsi l'action spirituelle se tînt éloignée des détours de la vie charnelle et que, attentif à servir Dieu, le prêtre soit impliqué aussi faiblement que possible dans les tâches matérielles ; afin que, aussi, réciproquement, on ne voie pas présider à des tâches divines celui qui serait lié aux tractations du siècle »¹⁷⁴. Ces définitions ont semblé si importantes qu'Hincmar les a reprises dans le texte de 881 consacré essentiellement au problème de Beauvais, mais dont la portée, on le verra, est beaucoup plus large¹⁷⁵. La formulation s'est singulièrement clarifiée et amplifiée depuis une dizaine d'années. Nous savions l'exigence de la coopération des offices mais jamais on n'en avait encore dégagé un fondement aussi théologique. Plus encore peut-être, l'affirmation vigoureuse que le clerc doit être totalement étranger aux choses terrestres, mille fois rencontrée prend ici une valeur et une portée nouvelles¹⁷⁶. Et Hincmar, pour que nul, ni le roi ni les prêtres, ne puisse douter que sa préoccupation la plus forte est, désormais, de dégager les clercs des engagements temporels qui se multiplient dangereusement pour eux, va consacrer à ce thème le point suivant de son propos. L'essentiel de son texte consiste en une large citation de Grégoire le Grand qui condamne très fermement la négligence spirituelle des clercs consécutive à leur implication dans des tâches quotidiennes¹⁷⁷. Le synode a montré immédiatement, par un exemple, ce qu'il entend lorsqu'il souhaite que les clercs soient dégagés des charges temporelles. C'est, tout d'abord par la stabilité de leurs revenus et des biens qu'ils contrôlent que passent leur liberté d'esprit et leur possibilité d'apporter au roi et à ses ministres le plein concours spirituel qu'ils attendent d'eux¹⁷⁸. C'est aussi à une collaboration constante des deux offices qu'Hincmar appelle le roi, en ce qui touche l'ordre et la stabilité dans l'Eglise. Les missi doivent aider les évêques à inspecter monastères et communautés canoniales, à faire restaurer les édifices détruits faute de surveillance, à en faire construire d'autres, à assurer le vêtement et la nourriture aux hôtes et aux pauvres, à faire rédiger l'inventaire des biens et des vêtements et à adresser les brefs au roi. Des précisions d'extrême

¹⁷⁴ PL 125, 1071 : « ... ut et Christiani reges pro aeterna uita pontificibus indigeant, pontifices pro temporalium rerum cursu regum dispositionibus uterentur ; quatenus spiritalis actio a carnalibus distaret incursibus et ideo militans Deo minime se negotiis saecularibus implicaret ; ac uicissim non ille rebus diuinis praesidere uideretur qui esset negotiis saecularibus implicatus ».

¹⁷⁵ PL 125, 1088.

¹⁷⁶ Il est difficile d'écarter l'idée que, sur ce point, l'influence de Nicolas I^{er} s'est profondément exercée sur Hincmar. Voir J. Roy, *Principes du pape Nicolas I^{er} sur les rapports des deux puissances*, *Etudes d'Histoire du Moyen Age dédiées à G. Monod*, Paris 1896, p. 95-105, qui cite des textes importants envoyés en France occidentale par le pape.

¹⁷⁷ PL 125, 1072.

¹⁷⁸ PL 125, 1073.

détail ¹⁷⁹ montrent que, loin de courber la tête sous les orages qui s'accumulent, le clergé franc, par la plume d'Hincmar, veut renforcer encore les tâches de mise en ordre et de surveillance si remarquablement multipliées, au moins à Reims, depuis le milieu du siècle. Ni les services sociaux de l'Eglise, ni ses fonctions spirituelles ne sauraient être interrompus et le roi doit aider à y veiller. Pourtant les circonstances sont dramatiques et les actes de Fismes vont s'y consacrer longuement. Les voleurs de biens, les fauteurs de désordre doivent être ramenés à la raison, parce que c'est, pour eux, la seule voie du salut éternel : il ne convient pas de punir mais de contraindre au salut ¹⁸⁰. Hincmar reprend, pour structurer cette partie de son raisonnement, des extraits de ses textes anciens ¹⁸¹ ; la doctrine n'a rien perdu de sa violence : les voleurs sont comparables à Judas et ne sauraient communier sans absorber leur condamnation ¹⁸². Hincmar reprend, en l'amplifiant, le raisonnement de 858 : s'ils communient en méprisant ce sacrement solennel, ils se condamnent ; mais ils se condamnent tout autant en se tenant écartés de la communion ! Seul le roi est en mesure — on le lui rappelle — de les contraindre, sans crainte et sans considération de cas personnels ¹⁸³ ; un choix de textes impériaux ou royaux ¹⁸⁴ lui permettra de considérer à quel point ses ancêtres ont pris au sérieux cet aspect de leur responsabilité. La crainte du désordre et de ses conséquences l'emporte sur toute autre définition antérieure de l'action royale : Hincmar se trouve amené à une véritable schématisation de sa pensée : sans ordre pas de vie sociale, sans roi pas d'ordre, sans collaboration volontaire du roi avec l'Eglise qui ne doit pas se mêler directement des tâches temporelles, pas de salut pour quiconque.

Les textes de 881 s'amplifient en une exhortation solennelle à l'ensemble du peuple chrétien : « Nous tous par conséquent, et vous et nous et le peuple de tout le royaume, faisons retour en nos consciences. Corrigeons par une pure confession et les fruits de la pénitence tout ce que nous aurions pu penser, dire ou faire contre la volonté et les préceptes de Dieu » ¹⁸⁵. Il faut qu'un peuple entier expie par la confession, la pénitence, les larmes et les aumônes, les pensées coupables qui

¹⁷⁹ PL 125, 1073.

¹⁸⁰ PL 125, 1073-1074.

¹⁸¹ Texte de 857, PL 124, 865-867, cité PL 125, 1074, 1075-1076 et 1076-1077 ; texte de 859, MGH 63, cité PL 125, 1076 ; texte de 860, PL 126, 127 à 130, cité PL 125, 1074, 1076, 1077.

¹⁸² PL 125, 1074-1075.

¹⁸³ PL 125, 1077.

¹⁸⁴ Dont deux faux. PL 125, 1077-1081.

¹⁸⁵ PL 125, 1082 : « Omnes igitur nos et uos et totius regni populus recurramus ad conscientias nostras, et quicquid contra uoluntatem et mandatum Dei cogitauimus, parabolauimus et fecimus, per puram confessionem ad dignos paenitentiae fructus... expurgemus... ».

s'abritent en chacun de ses membres. Car, dit Hincmar, si nous procédions autrement « nous ne pourrions posséder ni la force de dominer les mauvais chrétiens, ni la victoire sur les païens »¹⁸⁶. Nul, pas même les relaps, n'est à exclure du bénéfice de la pénitence et ne doit se considérer comme condamné par ses péchés, même grands, même renouvelés¹⁸⁷. Amorce du « de ordine », une exhortation au roi termine les Actes de 881. Qu'il sache prendre conseil, à l'imitation de Charles son ancêtre¹⁸⁸ ; la prudence lui est plus indispensable qu'à quiconque, lui qui, très jeune a de tels compétiteurs dans cette toute petite partie du regnum où il règne bien plus de nom que par son courage¹⁸⁹. Il lui est bien sûr rappelé tout ce qui a été dit en 877, avant et depuis, de la nécessaire stabilité des engagements et des statuts sociaux. Et aussi de la nécessité de combattre l'avaritia, car, dit Hincmar, l'esprit de lucre s'est développé dans le royaume au point que « nul ou presque ne peut acquérir ou tenir un honneur ou quelque autre bien que ce soit sans le payer » ; tant qu'il en sera ainsi, le royaume ne connaîtra ni paix ni justice¹⁹⁰.

Quelles que soient les circonstances — et elles sont réellement dramatiques — Hincmar ne renonce ni à ses définitions, ni à sa conception du rôle du roi, s'il cherche, bien plus que naguère, à dégager le clergé de toute tentation d'administration directe ou de participation à la vie du siècle¹⁹¹ ; il faut, à ses yeux, que les clercs réveillent la conscience et l'esprit d'action des laïcs et non point qu'ils les remplacent.

Il n'y a pas lieu de s'étonner que ce texte synodal parle, unilatéralement, des conditions que les clercs découvrent et exposent pour le retour à l'ordre et à la paix. L'office sacerdotal fait ainsi son devoir, comme il l'a fait depuis 829. En regard nul laïc ne nous a laissé de textes comparables qui définiraient les positions de l'ordo laicalis et cette carence,

¹⁸⁶ PL 125, 1083 : « Nam aliter nec super prauos christianos uirtutem nec contra paganos habere poterimus uictoriam ».

¹⁸⁷ Très longs développements qui montrent bien que la fréquentation eucharistique, comme en 858, fléchit au moment des troubles, les « coupables » s'écarteraient volontairement d'un sacrement dangereux à leurs yeux.

¹⁸⁸ PL 125, 1085. Ici apparaît un topique du « bon vieux temps » sur lequel nous allons revenir. Le choix des conseillers va être l'un des grands thèmes du « de ordine ».

¹⁸⁹ PL 125, 1085 : « qui adhuc in aetate immatura estis et tantos comparticipes atque aemulos in ista particula regni habetis ut nomine potius quam uirtute regnetis ». Tout dans le ton d'Hincmar décèle la désolation de voir le royaume dans l'état où il est : « et istud regnum quondam nobile atque amplum in seipsum diuisum est... ». PL 125, 1086 : et gouverné, en un tel moment, par un trop jeune homme.

¹⁹⁰ PL 125, 1085.

¹⁹¹ Wala de Metz combat à cheval contre toute règle : Annales de Saint-Bertin, Grat, p. 247 : « ...et Ualam Mettensem episcopum contra sacram auctoritatem et episcopale ministerium armatum et bellantem... ».

due aux situations culturelles du IX^e siècle, conduit à l'impression que la *revendication* cléricale est incessante et lassante. Vue dans la perspective de la collaboration intime des offices, la *définition* cléricale est un devoir qui, en effet, n'a pas de fin, tant qu'une cause de désordre ou de péché existe. A ce genre appartient le texte de Fismes.

Mais Hincmar, nous le savons, a aussi, plus fragmentairement, exposé, au cours de sa vie, une politique de l'ordo laicalis. Qu'en est-il en 881 ? Entr'acte entre deux temps plus forts, le texte du printemps ou de l'été 881¹⁹² tourne autour du conflit qui oppose l'archevêque au roi à propos de l'élection de Beauvais. Le conflit sert de point d'ancrage au texte. A tout ce qu'il a déjà dit, le prélat ajoute deux pièces maîtresses. D'abord le privilège accordé naguère par Nicolas I^{er} à Odon, sous le règne de Charles aujourd'hui défunt, pour son église, est cité intégralement¹⁹³ : il spécifie que toute tentative de saisir tout ou partie du temporel de l'évêché sera frappé d'anathème. Charles le Chauve a d'ailleurs approuvé cette disposition par un diplôme accordé, aussi, à Odon¹⁹⁴, sous la seule réserve que les sanctions ne frapperaient que ceux qui connaissent le contenu du texte¹⁹⁵. D'où la nécessité, pour Hincmar, de divulguer celui-ci très largement, comme il l'avait fait en 870, pour les privilèges rémois. S'appuyant à l'évidence sur l'anathème de Troyes, Hincmar précise bien que quiconque par action ou consentement porterait atteinte aux biens beauvaisiens serait automatiquement frappé d'excommunication comme sacrilège¹⁹⁶. La notion du sacrilège a été établie un peu plus tôt, par la citation d'un extrait de lettre de Grégoire le Grand¹⁹⁷. Dirigé contre Odacre, le texte est aussi un avertissement très paternel à Louis III qui vient de participer à une communion de réconciliation et qui doit plus que jamais veiller à ne

¹⁹² Schrörs pense à juillet 881. On peut hésiter à être aussi précis et nous préférons étendre sur six mois la période où le texte a pu être rédigé. Au demeurant, s'agissant d'un texte plus théorique qu'engagé dans l'événement, la précision importe moins que dans d'autres cas.

¹⁹³ PL 125, 1091-1092.

¹⁹⁴ PL 125, 1091.

¹⁹⁵ Ibidem : « ... Si quis... hanc constitutionis paginam cognoscens, contra eam uenire temptauerit ».

¹⁹⁶ PL 125, 1094 : « qui autem res et facultates ecclesiasticas beluacensis ecclesiae ipsius (il s'agit d'une pression royale exercée sur l'évêque) consensu uel fauore pessumdare praesumpserint... suprascriptas sacrorum canonum sententias ab omnibus nobis episcopis ad quorum notitiam ipsorum sacrilega peruenerint intentatas, suscipiat et ab omni christianorum societate modis omnibus separentur ».

¹⁹⁷ Grégoire à Sabinus, MGH Epistolae II, Epître IX, 89, Indictio II : « Sacrilegum et contra leges est si quis quod uenerabilibus locis relinquitur, prauae uoluntatis studiis suis temptauerit compendiis retinere », PL 125, 1089 ; c'est la première fois qu'Hincmar cite ce texte ; il a donc, encore une fois, lu et relu avant d'écrire.

pas enfreindre les règles sacrées¹⁹⁸. Mais toute cette affaire est aussi l'occasion d'élargir le débat et d'écrire, à propos d'Odacre, un traité d'ensemble des devoirs des évêques comprovinciaux. L'évêque doit : célébrer des messes publiquement, consacrer le chrême, dispenser le baptême et veiller à ce que les prêtres le fassent aussi selon les règles ; ordonner les prêtres, les diacres et tous les autres ministres de l'Eglise sans recevoir la moindre rétribution de quiconque. Tenir les synodes de prêtres sans rien exiger d'eux. Se rendre chaque fois qu'il y est convoqué au synode provincial ou à l'ordination d'un nouvel évêque ou s'y faire régulièrement représenter par un prêtre ou un diacre selon les règles. Veiller à la bonne vie du clergé, tant sur le plan matériel que sur le spirituel, veiller à l'entretien des luminaires, des édifices, des couvertures. Recevoir les pauvres ou les hôtes dans les hôpitaux ouverts à cet effet et auxquels doit être affecté le personnel nécessaire. Se préoccuper des monastères, des paroisses rurales et des matricules qui doivent être tenus selon les règles. Annoncer la parole de Dieu à ses diocésains, les enseigner par la parole et par l'exemple et les conseiller. Suit un rappel des règles que nous connaissons depuis le de ecclesiis et capellis concernant les tournées. Il doit encore veiller à l'organisation des divers types de pénitences, veiller sur chacun des biens qui lui sont confiés et fournir au roi une milice pour la défense de l'Eglise¹⁹⁹. Hincmar n'a rien cédé, rien abandonné des définitions antérieures. Selon une habitude que nous connaissons bien, il va multiplier les citations canoniques et juridiques qui sanctionnent tout manquement aux devoirs de l'évêque²⁰⁰. La formule qui annonce les textes canoniques est devenue plus dramatique que naguère : ils sont dictés par l'Esprit Saint et confirmés par le sang du Christ²⁰¹ ; tout, dans le style et dans le comportement, nous montre la dramatisation en cours dans l'esprit du prélat. Bien entendu, dominés par une longue expérience, les textes canoniques classiques ou espagnols sont remarquablement choisis.

882 apporte des compléments encore à ces positions partiellement nouvelles. Le ton est, depuis 876, de plus en plus nostalgique. De plus en plus apparaît le mythe d'une époque lointaine où les choses allaient

¹⁹⁸ PL 125, 1092 : « ... maxime post hanc uisitacionem Dei qua per confessionem et paenitentiam et reconciliationem sacerdotalem illum credimus emendatum... » ; il peut s'agir tout aussi bien de Pâques 881 que d'une communion exceptionnelle qui aurait suivi l'abandon d'Odacre par Louis III.

¹⁹⁹ PL 125, 1087.

²⁰⁰ Plusieurs de ces textes sont utilisés aussi dans d'autres lettres ou traités hincmariens à peu près contemporains. Les Fausses Décrétales sur les biens ecclésiastiques sont reproduites dans leurs contextes des périodes antérieures. Des capitulaires, en particulier ceux qui concernent les élections épiscopales et l'interdiction de diviser les biens ecclésiastiques, apparaissent.

²⁰¹ PL 125, 1089. La même dramatisation se retrouve dans les canons de Fismes (881) à propos de l'Eglise « rachetée par le sang du Christ » (PL 125, 1073).

mieux : l'attention portée au personnage royal conduit à magnifier exagérément Charlemagne, vers qui Hincmar se retourne avec plus de sympathie qu'aux époques précédentes de sa vie. Déjà dans la *Uita Remigii*²⁰² figure une allusion à l'attitude « exemplaire » de Charles. Fismes a fait à « l'ancêtre » une place qu'il n'avait jamais trouvée dans les textes conciliaires du milieu du siècle : le mythe est en train de naître et Hincmar n'est ni insensible ni étranger à sa naissance. De ce point de vue, le « de ordine » est évidemment un remarquable point d'arrivée. Un autre thème se développe aussi depuis 868, où nous l'avons rencontré pour la première fois. C'est celui de l'autorité des vieillards. Au monde des très jeunes gens que sont Louis III, Carloman et même leur impérial cousin, l'archevêque tend de plus en plus à opposer la sagesse des vieux²⁰³, quitte à dire parfois que la sagesse n'est pas obligatoirement une question d'âge... Des hommes bons et sages ont demandé à Hincmar de rédiger à l'intention de Carloman un recueil de conseils au moment où le jeune homme reprend en mains l'ensemble du royaume après la mort de son frère²⁰⁴. C'est sans aucun doute à la longue expérience de l'archevêque que l'on a voulu faire appel ; il a connu tous les « grands ancêtres », Charlemagne compris, et il est le seul, en 882, à pouvoir en parler d'expérience²⁰⁵. On lui a demandé de fournir à Carloman et à ses conseillers tous les éléments d'une réorganisation du palatium royal et de l'Eglise²⁰⁷. Bien entendu il conviendra, souligne l'archevêque, de se reporter aussi aux décisions prises à Fismes et communiquées à Louis III²⁰⁸ : cette démarche est symptomatique : le « de ordine » n'est qu'un document de circonstance qui complète et commente ceux de l'année précédente. La tâche actuelle consiste, dit Hincmar, à rapporter ce qu'il a lui-même appris, par la parole ou par lecture, des conseillers les plus sages de Charles ou

²⁰² PL 125, 1170.

²⁰³ Au couplet de 868 (PL 125, 1052-1053) répond celui qu'Hincmar emprunte, en 881, aux *Moralia* de Grégoire le Grand (PL 125, 1086). Le thème va réapparaître dans le « de ordine ».

²⁰⁴ PL 125, 993 : « ... posteriores tempore boni et sapientes uiri rogatis... ».

²⁰⁵ Il ne faut jamais oublier, pour comprendre l'extraordinaire puissance morale de ce vieillard en 882, que sa longévité même lui confère un caractère exceptionnel. Il n'est pas surprenant, à un moment où le « retour-arrière » est flagrant vers les origines du monde carolingien, qu'on s'adresse à lui avec respect et très fréquemment. Hincmar parle très directement de cette longue expérience, PL 125, 993 : il a été mêlé de près à la vie du royaume à l'époque où celui-ci était un et prospère, a reçu l'enseignement de ceux qui dirigeaient alors l'Eglise avec sainteté et justice, a été témoin des efforts faits pour consolider encore le royaume et a reçu l'enseignement des anciens par ces artisans de la grandeur carolingienne ; par la suite, après la mort de Louis, il a œuvré de son mieux au maintien de la concorde entre les frères.

²⁰⁶ PL 125, 993 : « ... ad institutionem istius iuuenis et moderni regis nostri... ».

²⁰⁷ Ibidem.

²⁰⁸ PL 125, 1008.

de Louis²⁰⁹. Mais il ne lui appartient pas de participer à la réforme elle-même : « Les dispositions de vos esprits vous permettent de prévoir par quelles personnes, selon leurs mœurs et qualités, pourront être redressés les éléments du royaume qui auraient dévié du droit chemin. Je sais en effet que nul ne survit de ceux que j'ai connus, procureurs du palais et préfets du royaume, à l'époque de Louis... »²¹⁰. La volonté de ne plus participer du tout à la gestion du royaume est formellement exposée : ce n'est pas pour lui-même qu'Hincmar plaide lorsque, sans cesse au cours des deux ou trois dernières années, il souhaite que le roi s'entoure de bons conseillers²¹¹.

Il faut tenir le plus grand compte de cet éclairage pour apprécier ce testament désintéressé²¹². Même Louis Halphen voyait en Hincmar, qu'il admirait cependant, un esprit très machiavélique. Plus nous avons progressé dans la connaissance intime de ce personnage et plus, au contraire, ses maladresses sont devenues pour nous le gage de sa sincérité abrupte et de son désir d'être utile au royaume sans compromettre, par le mensonge ou la palinodie, un salut éternel auquel il attache une importance réellement primordiale. C'est dire que les éléments psychologiques, que nous avons souvent invoqués, une fois de plus vont à l'encontre de la thèse qu'a détruite Schmidt : l'intérêt qu'aurait eu Hincmar à inventer le traité d'Adalhard est nul ; sa propre autorité, son conseil désintéressé en 882 pouvaient aisément se passer de ce truchement ; il eût été lu, cru et probablement admiré, sans qu'il fût besoin de forger, à la fin de sa vie, alors que les affaires le pressent encore, alors que l'angoisse l'étreint au spectacle des invasions et des désordres, un faux de cette longueur. Aux arguments de Schmidt, qui a comparé la langue du traité repris par Hincmar avec celle des Statuts de Corbie rédigés par le même Adalhard, il faut en ajouter d'autres encore, sur le plan linguistique d'abord. Le style et le vocabulaire ne sont pas ceux d'Hincmar, particulièrement, comme Schmidt l'a partiellement fait remarquer, dans les capitula XVI à XXVII : il y a là des mots et des tournures qu'on ne retrouve jamais chez Hincmar. Les plus significatifs de ces mots ne sont évidemment pas ceux qu'Hinc-

²⁰⁹ PL 125,1008 : « ... sicut scriptis et uerbis seniorum didici et ipse adhuc in adulescentia mea uidi, deuote iussioni uestrae oboediens obtuli ».

²¹⁰ PL 125, 1008 : « Personas autem hominum et mores ac qualitates illorum per quos si aliquo sunt collapsa restituantur, uestra solertia prouidebit ; quoniam de his quos tempore domni Hludouici imperatoris uidi palatii procuratores et regni praefectos, neminem scio esse superstitem... ».

²¹¹ Le thème réapparaît dans les lettres à Louis III, dans les Actes de Fismes.

²¹² PL 125, 1008 : « scio tamen de illorum (les grands commis de l'époque de Louis) nobilitate natos pro patribus filios (il s'agit toujours de cette sorte de compromis entre les fonctions et l'hérédité qui caractérise la position d'Hincmar aussi bien au niveau de la royauté qu'à celui des charges du regnum) licet illorum mores ac qualitates ignorem ».

mar aurait glissés dans le texte pour « faire archaïque » ; au premier rang de ces mots figure par exemple « apocrisiaire », dont parlent à peu près tous les commentateurs²¹³. Il serait, au contraire, possible de détecter le faux au niveau des mots de liaison les plus simples, de certains qualificatifs automatiques, qui font un style dans ses détails, à l'insu de leur utilisateur le plus souvent²¹⁴. On peut, par contre, estimer, toujours avec Jakob Schmidt, que certaines formules sont venues commenter et compléter le texte ancien, très particulièrement dans les premiers capitula de celui-ci. Il faut probablement penser à Hincmar lorsqu'on lit, au capitulum XXXI, une définition du conseiller idéal qui ressemble beaucoup, en tout cas, à celle qu'il aurait lui-même donnée²¹⁵. Qu'il soit, comme nous le croyons avec Schmidt, un traité authentique d'Adalhard remanié dans quelques passages par Hincmar, ou que ce soit, comme l'a cru longtemps l'érudition occidentale, un texte forgé par l'archevêque, le « de ordine » proprement dit²¹⁶ complète, sur des points importants, la pensée du métropolitain. Lorsque mourait un ministerialis ou un conseiller (au palais de Louis le Pieux) un autre, également apte à la fonction et utile, était aussitôt mis à sa place²¹⁷. Ainsi, alors qu'Hincmar insiste constamment sur la stabilité des Grands comme corps social, alors que, depuis 877, il semble même admettre que l'hérédité de ce corps charnière — parce que gardi — soit

²¹³ Contre tant d'autres qui voient dans l'emploi du mot qui trahit le faux, Max Buchner (*Die clausula de unctione aus dem Jahre 880*, Paderborn 1926, et : *Das Vizepapstus Denis*, Studien sur « Offenbarung des Papstes Stephan II » (Anhang (« gesta »), zugleich ein Beitrag zum fränkischen born 1928, p. 184-185) montre bien que le mot était utilisé où Hincmar y était moine. Voir aussi Dag Norberg : *M médiéval*, Paris 1968, p. 43-45.

²¹⁴ Col. 999 : nostrates, que nous n'avons jamais relevé notre part ; col. 1001, paragraphe XXIII : segnes, etc... Surtout les expressions utilisées pour parler des strates sociales ne correspondent pas à Hincmar : « maxime tamen de viduis et orphanis tam s mot qu'aime l'archevêque) quamque et mediocrium (nous emploi) uniuscuiusque secundum suam indigentiam (il aur qualitatem... ». Une étude de détail, menée par les procédés linguistique, permettrait, nous en sommes sûr, d'aller plus loin dans les divergences.

²¹⁵ PL 125, 1004 : « Consilarii autem, quantum possit laici, tales eligebantur qui prius secundum suam quisque c Dei timerent deinde talem fidem haberent ut, excepta i regno praeponerent, non amicos, non inimicos, non pare non blandiantes, non exasperantes, non sophisticate ue sapientiam huius saeculi, quae inimica est Deo sapiente intellegentiam scientes qua illos qui in supradicta humi habuissent pleniter per iustam et rectam sapientiam non ditus opprimere potuissent ».

²¹⁶ C. XII à XXXVI : PL 125, 998-1008.

²¹⁷ Cap. XXVI : PL 125, 1003.

le
pres-
celles
as un
autre
n) uel
herche
at des

i quam
sterium
regi et
dantes,
undum
rtiam et
n suam
sed fun-

indispensable, le conseiller n'est pas automatiquement qualifié par son rang social et sa fonction n'est pas héréditaire. A la coopération des Grands, chevilles ouvrières de l'ordre social organisé et garanti par le roi, se superpose *le conseil des meilleurs*, choisis par le seul souverain en fonction de leurs seules qualités morales²¹⁸ : la véritable aristocratie pour Hincmar est celle de l'esprit et de la fidélité à l'enseignement moral de l'Eglise ; elle ne saurait être héréditaire. Il faut longtemps pour distinguer les qualités d'un bon conseiller et le roi ne doit pas se laisser abuser par les apparences ; à deux reprises, en 881 et 882²¹⁹, Hincmar a cité l'exemple d'Alexandre le Grand dont les mœurs ont été déformées si durablement par son pédagogue que jamais, devenu un conquérant redouté, Alexandre n'est parvenu à vaincre en lui-même cet héritage²²⁰. Il faut qu'un conseiller ait été longuement éprouvé par la valeur de sa vie avant qu'on lui fasse confiance et, de ce fait, les hommes mûrs sont fatalement plus aptes à remplir ce rôle que les plus jeunes²²¹.

La partie du texte de 882 qui est entièrement de la main d'Hincmar nous intéresse bien davantage. L'archevêque commence par inciter ses auditeurs ou lecteurs éventuels à pénétrer l'esprit du roi de l'importance de sa charge : qu'il comprenne bien à quel office il a été porté²²². Le Christ a divisé son autorité entre les clercs²²³, dont le rôle est une fois de plus analysé, et les rois²²⁴. Selon l'Ancien Testament, lorsque les princes des prêtres consacraient les rois dans la royauté²²⁵ par l'onction sacrée, ils posaient sur leur tête la couronne significative de victoire et plaçaient en leur main la loi par laquelle ils devaient se diriger eux-mêmes, corriger les pervers et diriger les bons dans la voie droite²²⁶. Ainsi les rois sont-ils les oints du clergé et Hincmar l'avait déjà vigoureusement rappelé en 881, à plusieurs reprises, avec un relief qu'il n'avait jusque là jamais apporté à cette définition ; cette situation est

²¹⁸ Sur les conseillers : capit. XXXI, col. 1004-1005.

²¹⁹ PL 125, 990-991 et 993.

²²⁰ L'exemplum est emprunté à saint Jérôme : lettre à Laeta, PL XXII, Ep. C VII, paraphrasée à plusieurs reprises par Hincmar. Faut-il penser qu'il peut s'appliquer à la lettre à Carloman et que l'entourage de celui-ci paraisse, du point de vue des mœurs, dangereux à Hincmar.

²²¹ Ibidem en 881 et 882.

²²² PL 125, 994 : « Intellegat igitur dominus rex ad quod officium prouectus ».

²²³ Long développement, déjà analysé (voir chap. VI) sur l'office ecclésiastique.

²²⁴ La distinction nécessaire entre les deux offices, si nettement rappelée l'année précédente, est de nouveau affirmée. Chacun des deux voit sa fonction caractérisée par des extraits du De duodecim abusionis gradibus du Pseudo-Gélase.

²²⁵ PL 125, 995 : Hincmar utilise la très significative expression que nous connaissons : « ... reges in regnum sacrabant... ».

²²⁶ PL 125, 995 : Hincmar ne renonce pas, on le voit, à l'autorité d'une loi — ici le Décalogue — comme régulateur social.

sans réciprocité : « les rois ne peuvent consacrer les pontifes » ²²⁷. D'une certaine manière le déséquilibre s'est beaucoup accentué, en 881-882, entre les deux offices et Hincmar pencherait, à en croire divers commentaires, vers une conception beaucoup plus « isidorienne » ou « augustinienne » qu'auparavant. Nous ne pensons pas, tout compte fait, que la modification qui est incontestablement survenue soit de fond, mais bien de forme. Les circonstances l'expliquent assez. Hincmar est frappé, il le dit, de la brièveté du temps de passage d'un prince au pouvoir ²²⁸. Chaque fois, tout est à recommencer, puisque chaque fois — et c'est l'ambiguïté fondamentale des positions d'Hincmar sur la royauté — le dialogue entre l'homme et sa fonction permet seul de savoir si les capacités du roi sont à la hauteur de sa charge. L'office royal, égal à l'autre, est rendu vulnérable par l'unicité de son dépositaire, même si, on voit bien pourquoi, Hincmar s'efforce de mitiger cet inconvénient majeur par un entourage d'excellents conseillers. Au contraire — et sa longévité conduit intuitivement Hincmar à cette remarque dont les fondements rationnels sont évidents — l'office sacerdotal, collectif dans ses délibérations, ses choix, ses décisions, bénéficie d'une impressionnante « stabilité » : « Vous allez vite disparaître, écrit-il encore à Louis III ²²⁹ et la sainte Eglise avec ses recteurs va demeurer en permanence sous la direction du Christ ». On voit où l'ensemble des analyses d'Hincmar sur la structure interne des deux offices le conduit en définitive. L'efficacité commande, à ses yeux, l'unicité de direction dans l'office temporel, mais cette unicité que tempère mal la délibération concertée et l'observance de la loi rend cet office instable. La stabilité dont doit jouir l'office des surveillants du monde que sont les prêtres postule la collégialité et rend Hincmar hostile à la monarchie pontificale. A la fin de sa vie, toutes les clés de ses positions nous apparaissent clairement. Mais le constat de la faiblesse intrinsèque de l'office royal ne s'accompagne pas, chez Hincmar, de la tentation d'humilier celui-ci devant les prêtres parce qu'il refuse, nous l'avons vu, avec vigueur l'administration directe par le clergé et la confusion des offices : « Chacun doit donc attentivement, dans son ordre ou sa profession, être attentif au nom que portent ceux-ci et veiller par dessus tout à ce que l'office ne soit pas en discordance avec ce nom ²³⁰. Et la définition

²²⁷ PL 126, 119 : « Pontifices reges consecrare non possunt ».

²²⁸ PL 126, 120, en 881. Lettre à Louis III : Louis le Pieux n'a pas vécu aussi longtemps que son père Charles, ni Charles le Chauve que Louis ; encore moins Louis le Bègue : ceci doit conduire un prince à l'humilité : « inclinate oculos ubi iacet pater vester... et non exaltetur cor uestrum ante eum qui mortuus fuit pro vobis et pro nobis omnibus... ».

²²⁹ PL 126, 120 : « Uos cito deficietis et sancta ecclesia cum suis rectoribus sub Christo rectore secundum promissionem eius permanebit... ».

²³⁰ PL 125, 995 : « Diligenter igitur quisque debet in ordine et professione sua quo nomine censetur attendere et magnopere providere ne a nomine discordet officio ».

de l'office royal, que nous avons jusqu'ici différé d'utiliser, n'est, à Fismes en 881, inégale ni en majesté ni en nécessité à celle de l'office des clercs : « La responsabilité des rois dans les choses terrestres *est plus lourde que celle des clercs*, du fait que le poids leur est imposé par le Roi des rois de promulguer les lois et de veiller à leur application, pour l'honneur, la défense et la tranquillité de la sainte Eglise et de ses recteurs et ministres »²³¹. Avant de conclure, trop vite, que le roi est donc bien au service des clercs, il convient de rappeler que pour Hincmar l'Eglise n'est pas le monde clérical mais le peuple chrétien et qu'il vient, quelques lignes plus tôt, d'insister sur l'inséparable solidarité des services dans la séparation des offices. C'est par un véritable contresens sur le mot Eglise qu'on a parfois voulu voir dans ces textes de 881-882 je ne sais quel glissement théorique vers une forme de théocratie plus ou moins avouée. Sur le fond, Hincmar n'a rien changé à ses conceptions, telles qu'elles nous sont apparues vers 860-870. Mais les circonstances, en 881-882, l'ont conduit à insister momentanément, à son habitude, sur des aspects momentanément importants du problème. A ce moment, les questions les plus graves sont posées pour le peuple chrétien, par les erreurs de jugement, les faiblesses ou la jeunesse des princes. Une rupture profonde de l'équilibre entre les deux offices menace. Il est donc plus nécessaire que naguère d'insister sur l'office laïc et sur le ministère royal et d'endiguer les imprudences que des rois inexpérimentés sont tentés de commettre, en particulier en empiétant sur les fonctions et droits de l'autre office. Hincmar réagit toujours, dialectiquement, en fonction des *situations*, jamais en fonction d'une théorie préconçue qu'il plaquerait sur ces situations²³². En 881-82, la situation appelle un complément d'explications sur le pouvoir royal qui n'avait pas été nécessaire, dans la forme écrite, vingt ou trente ans plus tôt. Un mot essentiel réapparaît dans le de ordine : *une loi* était remise aux princes de l'Ancien Testament. Le prélat consacre encore de longs développements aux lois. Loi des clercs d'abord, dont il dit à nouveau qu'ils ne peuvent ni l'ignorer ni aller contre elle et qui régleme toute leur vie, dès leur entrée dans le ministère religieux. Les circonstances imposent en 881-82 de souligner le cas des élections épiscopales : Hincmar n'y manque pas²³³. Loi dont on ne saurait

²³¹ PL 125, 1071 : « et tanto humanis rebus cura est propensior quam sacerdotum, quanto pro honore et defensione ac quiete sanctae ecclesiae ac rectorum et ministrorum ipsius, et leges promulgando ac militando a Rege regum est eis curae onus impositum ». Ce texte se trouve déjà, au même titre que celui qui concerne l'office des clercs, dans les lignes consacrées en 881 à l'affaire de Beauvais (PL 125, 1088).

²³² Cette forme d'esprit, si caractéristique d'Hincmar, rend difficile la reconstruction des positions synthétiques du prélat. Sa pensée est faite de pièces dont chacune est passablement déformée en fonction du raisonnement du moment.

²³³ PL 125, 996.

s'éloigner sans risquer le schisme ou l'hérésie, également abominables ²³⁴. Lois des laïcs ensuite, à propos desquelles Hincmar rappelle d'abord que « nul ne doit les ignorer » ²³⁵ et que tout être humain tombe sous leur emprise. Les rois, leurs ministres, ont leurs lois et ne sont nullement libres d'en interpréter l'exécution selon leur bon plaisir. Aucune des idées d'Hincmar n'est absente de ce paragraphe essentiel ²³⁶, si différent par le ton de la confuse description d'Adalhard qui va suivre. Après ce résumé remarquable de tout ce que l'archevêque a enseigné trente ans durant, le conseil donné au roi de choisir avec soin les comtes et les juges retient moins sérieusement notre attention que celle d'Hincmar ²³⁷. Il convient cependant de souligner à quel point, durant ses dernières années, le prélat insiste sur l'importance de la justice ²³⁹, sur la nécessité pour le roi d'entendre la plainte des pauvres, des faibles contre les abus dont ils sont victimes ²³⁹. Aristocratie dans le conseil, structurée selon des strates sociales rigides, sa société n'est pas fermée et ne doit pas être organisée au profit des plus forts : seule la justice royale peut mettre en échec l'égoïsme de ceux qui détiennent le pouvoir matériel. Sur ce point aussi saint Louis est le roi d'Hincmar.

III. — LE TESTAMENT IRRATIONNEL :

SAINT-REMI AU SECOURS DE LA PROVINCE ET DU ROYAUME

A) *Nécessité de la Uita Remigii* :

Parce qu'il ne renonçait, sur le plan théorique, à aucune des définitions de base qui caractérisent l'équilibre des offices dans la vie du peuple chrétien, parce qu'il devait bien constater que sa constante pression en faveur du respect de la loi, de l'ordre et de la paix se soldait par un échec croissant depuis l'expédition de Charles le Chauve en Italie, Hincmar s'est senti contraint d'équilibrer autrement la société de sa province et si possible du royaume. A l'équilibre de la raison accepté par concertation, il a progressivement substitué celui de la contrainte métaphysique dont saint Rémi a été l'instrument. C'est, à nos yeux, une première et capitale cause de la rédaction de la vie de l'évêque du V^e siècle. Une deuxième réside dans le désir de ne voir à

²³⁴ Ibidem.

²³⁵ PL 125, 996 : « ita legibus sacris decretum est ut leges nescire nulli liceat ».

²³⁶ Capitulum IX, PL 125, 997-997. Evidemment le cas des biens ecclésiastiques et celui des élections sont particulièrement mis en relief.

²³⁷ Capitula X-XI, PL 125, 997-998.

²³⁸ Allocution d'Epernay, 882 : PL 125, 1013-1014.

²³⁹ PL 125, 1015 : « Oportet enim ut qui iudex est iudicum pauperes ad se ingredi permittat et diligenter inquirat, ne forte illi qui ab eo constituti sunt et uicem eius agere debent in populo iniuste aut neglegenter pauperes pati oppressiones permittant... ». C'est une reprise presque littérale du canon 56 du concile de Paris 829 (MGH Concilia, p. 652).

aucun prix le récent passé de Reims réapparaître : les VII^e et VIII^e siècles, l'affaire d'Ebon, ont laissé des traces qu'à aucun moment de son pontificat l'archevêque Hincmar n'a oubliées. Il faut prémunir la province, par l'intermédiaire du saint qui l'a honorée, contre tout danger de retour à l'anarchie, après trente ans de lutte pour l'ordre intérieur ; du même coup, assurer à la métropole rémoise — sancta ecclesia remensis — le prestige moral auprès des suffragants, qu'Hincmar de Laon lui a un moment disputé ²⁴⁰ ; protéger enfin les biens « de saint Rémi » par une sorte d'assomption de la propriété comparable à celle que, quarante ans plus tard, on va rendre institutionnelle pour Cluny. Peut-être enfin Hincmar a-t-il été sensible à un dernier aspect de la situation qu'occupait, dans le royaume, le saint rémois. Saint Denis, dont l'archevêque s'est occupé aussi, saint Martin surtout, sont beaucoup plus connus et populaires que saint Rémi ²⁴¹. A Reims même, où en 845 le tombeau de Rémi est si discrètement situé dans une minuscule chapelle, saint Martin dispose vraisemblablement de trois oratoires ²⁴². Il y a là une manière de scandale. Martin appartient au monde romain, il est étranger à la Gaule par l'origine, tout comme Denis, si l'on admet que, pour Hincmar, l'identification entre le saint parisien et le Pseudo-Aréopagite est une évidence. Au contraire Rémi qui, Grégoire de Tours en témoigne aussi bien que la Uita très brève qu'on attribue à Fortunat ²⁴³, a ouvert aux Francs les portes du salut en convertissant leur roi et trois mille guerriers, celui qui mérite, dans la Gaule franque, plus que quiconque le titre d'Apôtre du royaume et la vénération qui s'y attache, celui-là est un saint régional obscur et dont les restes ne sont honorés d'aucun pèlerinage comparable, même de loin, à celui de Tours. Il y a là, pour le réel respect que porte Hincmar à son prédécesseur, une anomalie que l'archevêque se doit de faire cesser. L'esprit dans lequel va être préparée et rédigée la Uita Remigii découle de cet impératif aussi bien que des objectifs précédents.

L'attention d'Hincmar a été très tôt attirée, on le sait, sur saint Rémi. Sept ans après sa prise de fonction, il procédait au premier acte de la réhabilitation historique qu'il entendait de plus en plus assurer à son prédécesseur. Mais, en 852, c'est par des vers seulement que la mémoire du saint était magnifiée ; déjà cependant la vocation universel-

²⁴⁰ Voir chapitre IX. On retrouve l'écho de cette lutte dans la Uita.

²⁴¹ Jacques Fontaine a utilisé pour son édition de la *Vie de Saint Martin de Sulpice Sévère, Sources Chrétiennes* n° 133, 3 tomes, 1967, quatre manuscrits de la première moitié du IX^e en provenance des territoires francs (voir p. 222). Alcuin lui-même a réécrit une *Vie de Saint Martin* (PL 101).

²⁴² E. Ewig : *Le culte de Saint-Martin à l'époque franque. Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, 1961, p. 6-7.

²⁴³ *Acta Sanctorum*, octobre, p. 128-131.

le de Rémi est déclarée²⁴⁴ et aussi la qualité de thaumaturge²⁴⁵ et le mérite de la conversion des Francs²⁴⁶ ; mais ce sont fleurs de rhétorique encore et non points d'un programme à développer systématiquement.

C'est incontestablement entre 868 et 870 qu'est né le dessein de rédiger une vie de Rémi²⁴⁷. En 868, le titre d'apôtre des Francs apparaît pour la première fois ; en 869, la référence à Rémi est plus nette encore dans les gestes du couronnement de Metz : la conversion des Francs par leur apôtre est évoquée très officiellement et aussi l'origine miraculeuse du chrême par lequel Clovis a été oint²⁴⁸. La contestation violente à laquelle s'est livré Hincmar de Laon quant à l'ancienneté de son siège par rapport à celui de Reims²⁴⁹ a achevé de convaincre Hincmar qu'il était temps de donner corps à un portrait apologétique de l'apôtre des Francs.

Le siège de Reims, Hincmar le sait et le dit fort honnêtement²⁵⁰, n'est pas d'origine apostolique. L'apôtre des Francs doit donc ruisseler de vertus et de qualités telles qu'il s'impose à l'égal des grands convertisseurs et martyrs. Si un culte régional existe²⁵¹, les textes sont indigents. La vie de saint Rigobert²⁵² n'apporte que des informations, souvent exploitées par Hincmar, sur les drames du VIII^e siècle ; c'est aussi à Charles Martel que se consacre le rédacteur de la *Uita Eminonis episcopi*²⁵³ qui rapporte une vision de cet évêque. Sur saint Rémi lui-même, en dehors de la liturgie²⁵⁴, il faut se contenter de l'indigente

²⁴⁴ MGH, *Poetae latini aevi Karolini*, tome III, p. 413 : « Istius urbis honor praesul et orbis amor ».

²⁴⁵ MGH, *Poetae latini aevi Karolini*, tome III, p. 413 : « Uitam defunctis reddens quoque lumina caecis ».

²⁴⁶ Ibidem : « Sicambrae gentis regia sceptrasacrans ».

²⁴⁷ Après les durs moments de la querelle avec Nicolas I^{er} où Hincmar a mesuré la fragilité même des textes les plus solennels, devant les orages de la société terrestre.

²⁴⁸ PL 125, 806 : « ... ex progenie Hludouuici regis Francorum inclity, per beati Remigii Francorum apostoli praedicationem cum integra gente conuersi et cum tribus Francorum millibus, exceptis puellis et mulieribus, uigilia sancti Paschae in remensi metropoli baptizati, et coelitus sumpto chrismate, unde adhuc habemus, peruncti et in regem sacrati... ».

²⁴⁹ Voir chapitre IX.

²⁵⁰ PL 126, 334 : le premier évêque de Reims a été envoyé par Sixte II (au III^e siècle). C'est Flodoard qui, le premier, a cherché à rattacher l'église rémoise à Saint-Pierre (Leflon, *Histoire de Reims*, p. 82 sq.). Leflon ne contredit pas la thèse d'Hincmar.

²⁵¹ Leflon, p. 230 sq. : dès 585, saint Rémi est fêté au début d'octobre ; dès 589, une communauté de prêtres s'attache à desservir sa chapelle ; dès le VI^e siècle, des miracles lui sont attribués et l'on invoque sa protection contre la peste : en cas de danger ses restes sont promenés en procession dans Reims ; au VII^e siècle apparaît le thème de la Sainte Ampoule miraculeuse.

²⁵² MGH, *Scriptores rerum merouingicarum* tome VII, p. 54-80.

²⁵³ MGH, *ibidem*, VI, p. 465-466.

²⁵⁴ Sur laquelle nous aurons à revenir.

notice attribuée à Fortunat ²⁵⁵ et de quelques allusions de Grégoire de Tours ²⁵⁶. Or la mode est, depuis le VIII^e siècle au moins, à la rédaction de Vies de Saints : rien ne peut qualifier davantage un prélat ou un moine que cet exercice de piété ²⁵⁷. Hincmar lui-même aurait ordonné à Altmann, abbé de Hautvillers, de rédiger les vies de saint Nivard et de saint Sindulphe ²⁵⁸. Et l'archevêque a déjà payé d'exemple en s'attachant à la gloire du martyr dédicataire du monastère où, jeune moine, il a été formé. La lettre à Charles le Chauve relative à l'identification « scientifique », proposée par Hilduin et affirmée par Hincmar, entre l'apôtre de Paris et Denys l'Aréopagite n'ajoute pas à la gloire de l'archevêque de Reims. Elle a néanmoins été considérée par des générations comme un document sûr ²⁵⁹. La lettre d'Hincmar sur le Pseudo-Denys concerne directement la préparation de la Uita Remigii. Hincmar y trouve l'occasion d'analyser une expérience mystique ²⁶⁰ et de s'abandonner à un climat de fidéisme irrationnel, peu habituel

²⁵⁵ Acta Sanctorum Octobre I, p. 128-131.

²⁵⁶ *Histoire des Francs* : tous les passages intéressants ont été littéralement repris par Hincmar. De gloria confessorum, chapitre 19 : description de l'épidémie de peste qui s'est répandue après la mort de saint Rémi.

²⁵⁷ Laon s'est illustré, avant 707, par la rédaction de la *Vie de Sainte Sadalberge*.

²⁵⁸ Dom Marlot, p. 675.

²⁵⁹ Tradition manuscrite régionale mais durable. XII^e siècle : Paris BN Latin 5569, fol. 15-16 v., qui provient vraisemblablement de Saint-Rémi de Reims où se trouvent aussi les Gesti Dagoberti. Paris BN Latin 2445 A, fol. 37 v. - 38 r. XIII^e siècle : Paris BN Latin 2447, Paris BN Latin NA 1509. Le 2447 provient de Saint-Denis : fol. 1, lettre d'Hincmar à Charles le Chauve. Bruxelles Gheyn 318 (Colin 7483-7486) : fol. 85 v. - 87 r. Fin XV^e siècle : Paris BN Latin 2827.

Sur le dossier complexe relatif à Saint-Denis au IX^e siècle, en dehors des ouvrages que nous avons déjà eu l'occasion de signaler, il faut revenir aux études érudites de Max Buchner : *Die Aeropagitika des Abtes Hilduin von Saint-Denis und ihr kirchenpolitischen Hintergrund, Historisches Jahrbuch*, LVI, 1936, p. 441-480, 1937, p. 31-60, LVIII, 1938, p. 55-96 et 361-400). Buchner, contre Levillain, accordait une place importante, aux côtés d'Hilduin, au jeune moine Hincmar dans la rédaction des Miracula Sancti Dionysii, mais non point dans celles des Gesta Dagoberti (op. cit., p. 446-447 de 1936, note 21). Nous sommes d'accord avec les conclusions de Buchner.

Nous pensons, de plus, que l'exercice, encore très scolaire, des années 30, a laissé chez Hincmar des traces profondes et des habitudes qui vont réapparaître dans la Uita Remigii. Hincmar s'efforce, dans celle-ci, d'établir que Rémi, qui n'a pas connu le martyre, mérite au moins la palme du martyre moral : les lauriers dionysiens l'empêchent évidemment d'être muet sur un point si capital. Comme Hilduin, Hincmar utilisera la liturgie ancienne pour trouver trace des actes glorieux de son héros. Comme Hilduin, il introduira dans son récit des procédés oratoires spectaculaires. La lecture de la vie rédigée par Hilduin (voir en particulier Acta Sanctorum Octobre IV, fol. 792-794) est riche d'éléments de comparaison avec la Uita Remigii. Par exemple : « O sancta et uere laudenda fraternitas... O furtum laudabile quod cuiquam non intulit damnum sed magis omnibus beatum contulit lucrum », ou aussi : « Infirmis salus, debilibus gressus, caecis uisus, surdis auditus et mortis redditur sermo... », qui constitue un procédé descriptif repris par Hincmar.

²⁶⁰ PL 126, 325 : Denys l'Aréopagite a été « raptus usque ad tertium caelum » : c'est dans de telles extases qu'il a conçu ses livres.

lorsqu'il parle des choses de la terre mais très normal, au contraire, pour lui ²⁶¹ lorsqu'il examine des éléments métaphysiques. Dès qu'il aborde l'univers non physique, nul miracle, nulle invraisemblance ne vont poser de problèmes à cet esprit si rationnel sur d'autres plans, nous le savons bien. Il le dit d'ailleurs formellement dans la *Uita Remigii*, à propos de la contestation que paraît susciter l'apport miraculeux par une colombe du chrême destiné à l'onction de Clovis : « Une opération divine, si elle est comprise par la raison n'est pas admirable et la foi n'a aucun mérite pour celui à qui la raison humaine apporte le soutien du constat » ²⁶². Nous voici prévenus. Il existe un univers de la raison : celui de la terre. Il est régi par des lois concrètes, objectives et intouchables. L'homme visible doit être un homme de raison qui s'appuie sur l'expérience. Mais l'autre monde — nous le savions déjà — n'est pas moins réel. Et en lui *tout est possible* de ce qui échappe à la raison. La liberté de Dieu est totale face aux limites de l'intelligence humaine. Hincmar retrouve, au médiocre plan de l'apologétique, la grande argumentation de toute métaphysique.

B) Tradition manuscrite de la *Uita Remigii* - Sa composition :

L'étude de la *Uita Remigii* soulève des problèmes plus redoutables que n'en posait celle des autres œuvres d'Hincmar. Certes elle a été aussi souvent éditée que celles-ci. On la retrouve dans la Patrologie latine ²⁶³ mais dans une version ignoble, déformée, amputée, inutilisable en fait aujourd'hui ; et aussi dans les *Acta Sanctorum* ²⁶⁴ dont le texte, un peu meilleur, ne vaut cependant pas beaucoup mieux que celui de la Patrologie. On se tourne d'ordinaire, dans un tel cas — pour ne rien dire des versions plus anciennes — vers les *Monumenta germaniae historica* : la remarquable collection contient une édition critique — à tous les sens du mot ! — de la *Uita* qui a longtemps fait autorité ²⁶⁵. Hélas l'expérience que nous en avons aujourd'hui nous permet de conclure que cette édition aussi — quoique incomparablement moins que les deux autres — est insuffisante et doit être remplacée. C'est qu'il se produit pour la *Vita* un phénomène qui n'existe point pour les autres œuvres d'Hincmar. Elle a été très recopiée et très bouleversée, le temps passant. Dès le X^e siècle des interpolations l'ont considérablement déformée ²⁶⁶. Si bien que toute étude de la Vie de saint Rémi

²⁶¹ Voir chapitre VI.

²⁶² PL 125, 1161 : « Diuina operatio si ratione comprehenditur non est admirabilis : nec fides habet meritum cui humana ratio praebet experimentum ». Il s'agit d'un emprunt à Grégoire le Grand : Homélie sur les Evangiles XX.

²⁶³ PL 125, 1129-1198.

²⁶⁴ Octobre I, 131 sq.

²⁶⁵ B. Krusch : *Uita Remigii episcopi Remensis, auctore Hincmaro, MGH, Scriptores rerum merouingicarum, Passiones uitaeque sanctorum*, III, p. 239-341.

²⁶⁶ Les plus célèbres sont celles qui concernent le transfert des reliques par l'évêque Moderamus et l'adjonction de miracles nouveaux (Krusch, op. cit., introduction, p. 245).

doit passer par une analyse sérieuse de la tradition manuscrite. Krusch l'avait bien vu, qui a fourni une classification des manuscrits, demeurée classique depuis ²⁶⁷. Cette classification minutieuse et sûre a de gros défauts. Le plus grave est certainement qu'elle repose sur des critères purement externes et ne permet nullement d'esquisser l'histoire de la traduction manuscrite de ce texte, histoire très importante cependant, nous essaierons de le montrer ; mais il n'est guère moins grave que Krusch ait négligé pour son édition une part importante des manuscrits existants ²⁶⁸. Enfin, Krusch a apporté à ce travail un esprit de géométrie qui nuit gravement, nous semble-t-il, à l'intelligence de l'œuvre. C'est dire que tous les préalables n'ont pu être levés par nous et que nous avons clairement conscience de la part d'hypothèse qui demeure dans notre vision des choses.

Sur un point — mais il ne s'en est pas expliqué — nous rejoignons Krusch, si tel a bien été son avis : la tradition a, selon les moments, des valeurs très différentes. Nous n'avons plus de manuscrits anciens ²⁶⁹ de la Uita : les deux plus anciens sont déjà très déformés par rapport à l'original qu'a reconstitué Krusch avec patience et, le plus souvent, bonheur. Nous verrons plus loin que la nature même de l'orientation donnée par Hincmar à son texte explique cette situation. Krusch a donc fait — et il a eu raison — confiance à des manuscrits des XI^e et XII^e siècles pour retrouver le texte original. Mais il a probablement fait confiance sans un discernement suffisant à ces textes déjà très éloignés des originaux, sur des points dont il n'a pas du tout aperçu l'intérêt. On peut dire que jusqu'au XII^e siècle la tradition a gardé le reflet, déjà très souvent déformé, des intentions du rédacteur : comme toujours ces intentions étaient très précises comme le texte même le montre. Mais au-delà, c'est de copies de pure routine qu'il s'agit : la Uita s'est intégrée à des lectionnaires, à des Livres d'Heures ou à des recueils de Vies des saints et les copistes agacés par les digressions du prélat rémois ont taillé, souvent à tort et à travers, dans le texte qu'ils avaient mission de recopier. Ces coupures sont, à elles seules, intéres-

²⁶⁷ MGH, op. cit., p. 244-148. A quoi s'ajoute une liste supplémentaire : MGH, SRM, VII, p. 814-817. Krusch a distingué deux grands types de manuscrits : X, les meilleurs, et Y. Dans X, deux sous-catégories : 1 et 2 se subdivisent encore, pour la seconde au moins. Dans Y, trois séries : 3, 4 et 5, qui se subdivisent encore. Deux groupes, 6 et 7, constituent un moyen de classer les textes incomplets et déformés gravement.

²⁶⁸ Nous avons renoncé à les voir tous nous-même, tant la dispersion est grande. Mais il faudra se résigner, si l'on veut établir un jour une version scientifique satisfaisante de la Uita, à un très gros travail de recension et de collation. Cependant, une quinzaine au moins des versions qui ont échappé à Krusch ont été examinées par nous dont certaines, on le verra, avec profit.

²⁶⁹ Le manuscrit de Stavelot (Bruxelles-Gheyn 3316) que Krusch a classé dans sa catégorie 3 et un manuscrit parisien (BN Latin 5595) d'origine inconnue datent du X^e siècle.

santes ²⁷⁰. Texte hétérogène par la faute même de son créateur, la Uita a été maltraitée jusqu'à l'indécence parfois ²⁷¹ par les siècles médiévaux : il est donc très difficile mais très intéressant d'en étudier la tradition. La tâche est cependant si ample que nous avons dû y renoncer. Contentons-nous de souligner ici qu'à l'exception des versions proposées à l'Italie à cause du légendaire transfert de reliques de Moderamus ²⁷², la Uita n'a été admise, contrairement à ce que souhaitait Hincmar, que dans un espace limité par la Seine et le Danube jusqu'au XIII^e siècle au moins. Si elle a conquis Trèves, Cologne, la Bavière, elle n'a pas trouvé audience en Italie, en Espagne ou même dans le sud de la France. Cluny ²⁷³, Cîteaux ²⁷⁴ n'ont pas non plus assuré le succès de cette œuvre. Instable, la Uita a été très mal comprise : hors de la province de Reims où Hincmar lui a imprimé un style liturgique précis, elle n'a pas été volontiers admise, parce que saint Rémi n'est pas devenu, contrairement aux espérances d'Hincmar, un saint très populaire ; partout, le temps passant, les longues digressions où le prélat avait résumé toute sa pensée sur tous les points qui lui tenaient à cœur, ont semblé insupportables et ont été plus ou moins sacrifiées, résumées ou déformées. Plus que toute autre, cette œuvre hincmarienne a donc, quant au texte, subi l'outrage des ans. Au demeurant, l'œuvre d'Hincmar n'a pas bonne réputation auprès des Bénédictins qui, au XX^e siècle, se sont efforcés de purifier les traditions relatives aux saints ²⁷⁵.

²⁷⁰ Nous avons par exemple examiné en détail, à Munich, l'ensemble des textes recopiés dans les abbayes et évêchés bavarois, du XI^e (trois cas) au XV^e siècle : les coupures abusives, fidèlement passées à partir du premier fautif dans les différents scriptoria, permettent de suivre avec précision le cheminement de l'œuvre. Mais ceci n'intéresse pas directement notre propos actuel.

²⁷¹ Un exemple exceptionnel est fourni par le manuscrit rémois 1417 qui bouleverse l'ordre du texte pour des raisons délibérément fixées, puisque le codex est homogène, bien préparé par le scribe et bien rédigé. Comme presque tous les manuscrits du XI^e, celui-ci supprime, au profit des passages de portée liturgique, les méditations ajoutées par Hincmar. Il ajoute les miracles écrits après la mort d'Hincmar et surtout une « lettre de saint Benoît à saint Rémi » (folio 61 A) qui mérite de retenir l'attention ! Ce manuscrit, d'inspiration royale nous semble-t-il, vaudrait, à lui seul, une étude, tant sont révélateurs les changements introduits.

²⁷² Un manuscrit de Nonantola date du XI^e (Collection privée Londres : Phillips 12.268). Nous remercions ici M. Philip Robinson qui a consenti à nous le laisser consulter. Ce codex (p. 259-273) contient une bonne version mais très abrégée, du corps même de la Uita. Il faut ensuite noter au XII^e siècle un manuscrit de Turin vu par Krusch et un autre, à Volterra (S 293) qu'il n'a pas vu. C'est peu.

²⁷³ Un manuscrit contient la Uita : il a été vu par Krusch.

²⁷⁴ Cîteaux, d'ordinaire favorable à Hincmar, n'a pas, du moins en France, semble-t-il à première vue, fait un sort à la Uita. Krusch a vu un manuscrit du XIV^e siècle.

²⁷⁵ Vie des saints et des bienheureux selon l'ordre du calendrier par les RR PP Bénédictins de Paris, tome X, Octobre, Paris 1952, p. 13-17. Si saint Rémi est considéré comme un personnage très vénérable, la Uita d'Hincmar est très critiquée et donnée pour dénuée de toute valeur traditionnelle...

Pourtant, on va le voir, la survie de l'esprit a été moins décevante que celle de la lettre.

Si la rédaction définitive ne peut être antérieure à 877 ²⁷⁶, Hincmar a travaillé, des années durant, à ce qu'il a, de toute évidence, considéré comme son œuvre la plus importante. Il s'est entouré de modèles dont la lecture, on peut en être certain, a été attentive et patiente. Il est difficile, mais possible, de reconstituer les lectures certaines ou probables que le prélat a effectuées avant de prendre la plume. Il convient d'abord de retenir un certain nombre de modèles directs qui sont incontestablement présents, à des niveaux très divers, dans la *Uita*. Les *Dialogues* de Grégoire le Grand ont une influence évidente sur le style général ²⁷⁷. Bède, une fois encore, a fourni matière à réflexion et à citations. Le poème d'Alcuin ²⁷⁸ consacré aux saints de l'église d'York a fourni des allusions importantes aux miracles de guérison, à la conservation exceptionnelle du corps des saints ²⁷⁹. Hincmar y a lu qu'Edwin avait, en 627, fait fondre une « ampulla » d'or qui servait à conserver le vin de la consécration : le mot et la chose ne sont pas perdus... ; plus directement encore il y a trouvé l'exemple d'un « miracle » qui va être directement reproduit dans la *Uita* : un cavalier pécheur tombe de son cheval et sa main est prise dans la pierre à cause de sa faute ²⁸⁰. D'autres textes ont certainement aussi laissé des traces, plus difficiles à discerner cependant. Plus ou moins directement, nous avons la certitude qu'Hincmar les a lus. C'est le cas des *Dialogues* de Sulpice Sévère ²⁸¹, de la *Vie* de saint Ambroise rédigée par Paulin de Nole ²⁸², de la *Passion* de saint Apollinaire ²⁸³, de la *Vie* de saint Basile attribuée à Amphilo-

²⁷⁶ Hincmar rapporte la guérison obtenue par le diacre Radon, en 852, d'un tenace mal de dents. Il écrit (MGH, p. 326) : « sicut post uiginti quinque annos idem referre curauit ».

²⁷⁷ Dès 860 Hincmar pratique ce texte et lui emprunte des citations (PL 125, 670-671).

²⁷⁸ MGH, *Poetae latini aevi Karolini* I, p. 189 sq. Hincmar en possédait un manuscrit, Paris BN Latin 9.347

²⁷⁹ MGH, p. 187 et vers 149 sq.

²⁸⁰ MGH, p. 195 vers 1180 sq.

²⁸¹ C.S.E.L. tome I, Vienne 1866, édition C. Halm. Hincmar en cite trois extraits en 876 (PL 125, 972-973). Il n'est pas certain qu'il en ait possédé le manuscrit. Ses leçons sont proches de celles d'un manuscrit de Freising et d'un autre, conservé à Munich ; peut-être s'agit-il, comme dans bien d'autres cas, de copies d'un ancien codex rémois ?

²⁸² PL 14, 27-46, citée trois fois en 876 ; PL 125, 973 à 978. Encore une fois la certitude n'existe pas qu'Hincmar a possédé le manuscrit intégral.

²⁸³ Citée par Hincmar en 866 (MGH 194) dans une version différente de celle des *Acta Sanctorum* (Juillet V. 345). Encore une fois la possession d'un manuscrit n'est pas certaine.

cus²⁸⁴, peut-être aussi de la vie de saint Jean de Réomé²⁸⁵. S'il y a peu de chances pour qu'Hincmar ait lu la vie de saint Martin rédigée par Paulin de Périgueux, qui lui aurait fourni un excellent exemplum²⁸⁶, l'influence de l'Histoire de la translation des saints Marcelin et Pierre, rédigée par Eginhard²⁸⁷ est très vraisemblable et celle de la vie de saint Nivard²⁸⁸ curieusement évidente²⁸⁹. Il faut attendre 875 pour qu'Hincmar soulève le voile qui couvrait ses lectures. Dans le *de fide Karolo regi seruanda*, où est évoquée la conversion de Clovis²⁹⁰, il cite une liste des *Uitae* qu'il a lues²⁹¹. Enfin, sa bibliothèque a compris un certain nombre de manuscrits porteurs de vies moins illustres mais qui n'ont pas, pour autant, une moindre influence. Neuf textes hagiographiques au moins s'ajoutent ainsi à tous ceux que lisait et annotait le prélat²⁹².

²⁸⁴ Cette vie, apocryphe selon la majorité des auteurs, nous est parvenue en trois versions latines. Aucune ne correspond réellement aux très longues et très précises citations d'Hincmar (PL 125, 721 à 725 en 860). Il faut donc, une fois de plus, admettre qu'une quatrième version circulait dans la province rémoise si elle ne figurait pas à Reims même. Voir *Acta Sanctorum* Juin II, p. 938-957, PL 73, col. 293-312 et *Bibliotheca Casinensis* III, 1877.

²⁸⁵ Hincmar cite en 860 (PL 125, 678) le titre de cette *Uita* « *Johannis Monachi* », sans plus. Voir MGH, *scriptores Rerum merouingicarum*, III, p. 502.

²⁸⁶ C.S.E.L. tome XVI, p. 143-144.

²⁸⁷ *Acta Sanctorum* Juin I, p. 170-209.

²⁸⁸ *Acta Sanctorum* Septembre I, p. 267-305.

²⁸⁹ Le style et le découpage de cette *Uita* se rapprochent de ceux de la *Uita* Remigii de manière troublante. Hincmar n'aurait-il pas réécrit cette *Uita* dont il parle dans sa lettre à Charles le Chauve sur le Pseudo-Denys ?

²⁹⁰ PL 125, 970.

²⁹¹ PL 125, 967-981 : Ambroise, Hilaire de Poitiers, Paulin de Trèves, Denis de Milan, Eusèbe de Vercueil, Jean de Constantinople, Loup de Troyes, Martin de Tours, Basile de Césarée.

La preuve existe qu'Hincmar a lu ces textes ; il explique lui-même qu'il a tiré des vies des saints Hilaire, Paulin de Trèves, Denis de Milan, Eusèbe de Vercueil, Jean de Constantinople et Ambroise des exemples édifiants de résistance à des ordres injustes du pouvoir politique (PL 125, col. 968-969).

²⁹² Vie de saint Hubert, réécrite par Jonas d'Orléans d'après Walcaud ; manuscrit donné par Hincmar à Saint-Rémi de Reims : Paris BN Latin 5609 ; *Acta Sanctorum* Novembre I, p. 816-818 ; voir MGH *epistolae aevi Karolini* III, p. 347, note 2. Vie de Marie l'Egyptienne, dans le manuscrit de Berne BM n° 705, qui a appartenu à Sainte-Marie de Reims et date d'Hincmar (folio 1 v. à 43 r.) ; le manuscrit bernois est intéressant, la signature des cahiers révélant que cette uita faisait partie d'un ensemble plus large, aujourd'hui disparu (signatures : fol. 8 v. : XII ; 19 v. : XIII ; 28 v. : XV ; 36 v. : XVI ; 43 v. : XVII). Le manuscrit de Reims 296, fol. 66 à 135 date du IX^e siècle ; il apporte les Vies de sainte Eugénie, vierge et martyre (PL 73, 605-620), de saint Julien (*Acta Sanctorum*, Mars II, p. 422-424), de sainte Colombe (il s'agit probablement de la uita inédite de sainte Colombe de Sens signalée par le *Catalogus codicum hagiographicum* II, 1886, p. 302-306), de sainte Brigide (*Acta Sanctorum* Février I, p. 118-135). Le manuscrit Berlin Phillips 1741, fol. 202-210, apporte une vie de sainte Théodosie qui, d'après Lowe (*Codices latini antiquiores*, tome VIII, n° 825) doit être rapprochée, par la graphie et par la date, d'un autre codex qui figurait aussi parmi les ouvrages consultables par Hincmar : Reims 1424, que Lowe date du VI-VII^e siècle et qui contient une passion de saint Pionius (*Acta Sanctorum* Février I, p. 40-42).

Dans cet énorme ensemble de textes, Hincmar a choisi. Il a écarté, comme modèles possibles, les *uitae* trop anciennes²⁹³ : aucune n'a retenu son attention. Il a écarté les textes trop strictement historiques comme la vie de saint Basile²⁹⁴, trop brefs comme celle de Paulin de Trèves²⁹⁵. Plus largement, son dessein étant bien arrêté d'insister beaucoup sur les miracles accomplis par son héros, il a écarté les vies des martyrs qui ne comportent pas de récits de miracles²⁹⁶. Il en va tout autrement des textes retenus et qui, curieusement, ont des structures comparables. Les vies de saint Julien, de sainte Brigide, de saint Ambroise, de saint Martin, de saint Hilaire²⁹⁷, de saint Loup de Troyes²⁹⁸ et de saint Hubert lui ont fourni un canevas commun qu'il a scrupuleusement respecté. La vie d'un « athlète » ou d'un « soldat »²⁹⁹ de Dieu y suit un itinéraire constant :

1^{re} étape : Naissance et éducation, jusqu'à l'élection épiscopale ou à la vocation religieuse publique ;

2^e étape : Vertus et premiers miracles : en général guérison de possédés et aveugles recouvrant la vue ; lutte contre les hérétiques ;

3^e étape : Vie publique au contact des grands problèmes ;

4^e étape : Nouveaux miracles : arrêt d'inondations ou d'incendies surtout ;

5^e étape : Annonce de la mort ; mort et sépulture ;

6^e étape : Miracles posthumes ; translation.

Il est rare, quel que soit le découpage apparent, que la structure profonde s'écarte beaucoup de cela.

Ces *uitae* lui ont aussi fourni des occasions de méditer sur les vertus dont saint Rémi devait obligatoirement être paré pour faire figure, lui qui était jusque là si obscur, auprès de si illustres compagnons³⁰⁰. La

²⁹³ Aucune de celles qui figurent dans Th. Ruinart, *Acta primorum martyrum*, Amsterdam 1713, p. 140-151.

²⁹⁴ *Acta Sanctorum* Juin II, p. 814-933. C'est aussi le cas pour Denis de Milan et Jean de Constantinople.

²⁹⁵ *Acta Sanctorum* Août VI, p. 676-679.

²⁹⁶ La vie de sainte Marie l'Égyptienne, par exemple, n'a pas retenu son attention ni celle de sainte Eugénie.

²⁹⁷ Par Fortunat, PL IX, col. 183-200.

²⁹⁸ *Acta Sanctorum*, Juillet VII, p. 72-82.

²⁹⁹ Vie de saint Loup de Troyes, c. 2.

³⁰⁰ Loup de Troyes a protégé sa ville d'Attila ; Hilaire de Poitiers a chassé des serpents (Rémi va faire de même), ressuscité un enfant mort sans baptême, guéri des lépreux, mais surtout — quel dangereux rival — eu la prescience de la gloire de Clovis converti. Hubert a stoppé pluie et incendie menaçants, sauvé ses compa-

vie de saint Martin, fournit aussi l'occasion d'une allusion³⁰¹. Il faut enfin, pour tenter de cerner les lectures d'Hincmar, ajouter qu'il nomme lui-même l'Histoire ecclésiastique de Rufin³⁰² et la vie de saint Evurce³⁰³. Sur les modèles nous sommes donc bien renseignés. Mais sur Rémi lui-même la récolte est loin d'être aussi belle. Pourtant Hincmar a inlassablement enquêté³⁰⁴. Il a demandé à Adon de Vienne³⁰⁵ toutes les informations que celui-ci pourrait posséder ; de même pour Lantard³⁰⁶, prêtre du diocèse de Reims, éloigné de la métropole depuis la déposition d'Ebon : Hincmar a entendu dire qu'il possède des écrits sur saint Rémi, il recevra donc ce prêtre avec plaisir si celui-ci accepte de revenir à Reims. Mais la quête s'est révélée vaine et Hincmar le dit clairement, dès le début de son prologue³⁰⁷.

La querelle violente qui a opposé jadis Kurth et Krusch à propos des sources consultées par Hincmar pour rédiger la *Uita Remigii* est aujourd'hui apaisée. Elle était, nous le verrons, parfaitement vaine. Acerbe à l'égard d'Hincmar en bien d'autres cas, l'érudition allemande du XIX^e siècle s'est déchaînée contre la *Uita Remigii*³⁰⁸. Pour ces esprits « objectifs », positifs et scientifiques, ce texte est un tissu d'inventions hincmariennes qui le disqualifient autant qu'elles déshonorent

gnons d'un naufrage, mais surtout été informé par Dieu de la date de son décès. La vie de saint Hubert, réécrite par Jonas, nous semble le modèle le plus proche de ce qu'a voulu faire Hincmar.

Saint Martin a, lui aussi, lutté contre le feu et guéri une jeune fille : Rémi va le surpasser sur ces deux points.

³⁰¹ MGH, *Uita Remigii*, p. 299.

³⁰² MGH, p. 299.

³⁰³ Ibidem.

³⁰⁴ C'est ce que souligne F. Baix (*Les sources liturgiques*, op. cit. infra) qui rappelle, lui aussi, quelles ont été l'ampleur et la longueur de l'enquête. Baix (p. 266) a même identifié l'un des manuscrits où Hincmar, vraisemblablement, a fait consigner les textes dont il s'est servi : Reims, BM 1395, fol. 38 à 45 v.

³⁰⁵ Schrörs 351. Voir G. Kurth, *Etudes franques*, p. 238. L'appel à Adon est tout à fait logique. L'évêque a rédigé un martyrologe (il y mentionne Rémi : *Acta Sanctum* Octobre I, p. 60) ; il devait donc posséder plus d'informations, s'il travaillait correctement, que ses contemporains.

³⁰⁶ Schrörs 396. Voir G. Kurth, op. cit., p. 237.

³⁰⁷ MGH, *Uita Remigii*, p. 253 : il aurait depuis longtemps rédigé ce texte si l'espoir ne l'avait trompé, aux dire de quelques-uns, qu'il trouverait en tel ou tel lieu un gros livre sur les vertus et la vie de Saint-Rémi. Chaque fois il s'est adressé à l'endroit indiqué et son espoir a été déçu.

³⁰⁸ P. Roth : *Die Fälschungen Hincmars von Rheims. Beylage IV in Beneficialwesen von den ältesten Zeiten bis in zehnte Jahrhundert*. Erlangen 1850, p. 461-462. B. Krusch, *Reimser Remigius Fälschungen*, *Neues Archiv* 1895, p. 509-568, essentiellement destiné à lutter contre les tentatives plus raisonnables de Godfried Kurth (*Etudes franques*). Sans aucun doute la palme de la violence malveillante revient-elle à la préface donnée par le même Krusch à l'édition de la *Uita* dans les *Monumenta (Scriptores Rerum Merovingicarum, Passiones Vitaeque Sanctorum II, p. 241 sq.)*.

leur auteur³⁰⁹. Entendons-nous bien : les erreurs relevées par Krusch existent réellement, mais elles n'ont ni le sens ni l'importance qu'il leur a accordés³¹⁰. Et l'étude des sources et des emprunts³¹¹ demeure fort intéressante. Cette critique, nous semble-t-il, manquait en partie son but, dès l'époque où elle était formulée. Reprocher à Hincmar ses méthodes de travail, l'utilisation des exempla et ne pas faire de même pour l'autorité consacrée qu'était Grégoire le Grand était injuste moralement et faible sur le plan scientifique : la *Uita Remigii* ne se comprend que dans la lignée des Dialogues. Mais, sur le fond, l'insuffisance de cette critique nous paraît plus inadmissible encore. On s'en est pris à Hincmar pour des erreurs chronologiques « impardonnables » : Roth lui reprochait, par exemple³¹², d'avoir parlé de Clovis comme vivant trois ans après sa mort. C'était oublier ce qu'est la notion de temps pour un homme du IX^e siècle : les certitudes du temps mathématiquement mesuré ont, au XIX^e siècle fait oublier à l'homme d'Europe occidentale ce qu'avait été jusque là le temps très subjectif de la mémoire pour tous ses ancêtres. Le temps, au IX^e siècle, est celui que l'on vit, autour d'un personnage pilote : il y a, pour Hincmar, l'époque de Charlemagne, celle de Louis, celle de Charles le Chauve, celle du vide qui suit 876 ; et toutes organisent les souvenirs selon des systèmes séquentiels et globaux, relativement discontinus entre eux. Le temps de Charles le Chauve ou de Louis est encore, en 880, celui du souvenir « historique » dont sont capables quelques hommes à la longévité exceptionnelle. Celui de Charlemagne est déjà un temps *mythique* où tout se confond hors de toute chronologie dans une image sensible et utile du « bon empereur ». Le souvenir et la légende de Charles, si remarquablement étudiés par R. Folz, sont tributaires aussi des étapes progressives de la déformation des souvenirs par la mémoire des survivants puis par l'absence de survivants. S'il en est déjà ainsi pour des

³⁰⁹ L'étonnant acharnement apporté à la critique d'Hincmar conduit par exemple Krusch (p. 517) à reprocher à la fois à l'archevêque d'avoir écrit qu'il abrégait ses emprunts, laissant au lecteur le soin de se reporter aux sources intégrales, et d'avoir fait de larges emprunts à ces mêmes œuvres, en particulier à Grégoire de Tours et à Frédégaire ; à reprocher aussi l'utilisation d'une mauvaise version de la Vulgate (p. 518) : on sait (voir Appendice I : *Hincmar et la Bible*) combien le problème est plus complexe que ne l'imaginaient les savants du XIX^e siècle.

Pour Krusch, la *Uita* n'était qu'un défolement de l'orgueil du prélat après les batailles de la décennie écoulée (p. 536). Bien entendu, on l'a déjà vu (chapitre I), le Testament constitue la cible de choix plus encore que la *Uita* elle-même. La préface donnée par Krusch à son édition de la *Uita* (MGH, op. cit., p. 239-243) est certainement ce qui a été écrit de plus violent contre Hincmar. Et de plus inutile, tant l'outrance du parti pris détruit ici les qualités critiques de Krusch.

³¹⁰ Il souligne une erreur de date relative à saint Rigobert (p. 515) et la rapproche de sa source : la lettre d'Adrien à Tilpin ; pour lui, cette lettre était falsifiée par Hincmar ; pour nous, on le sait, il ne peut en être ainsi : l'erreur demeure, sa source est connue, mais la signification, pour Hincmar, est nulle.

³¹¹ Krusch, p. 527 sq.

³¹² Roth, op. cit., p. 462.

faits du IX^e siècle, au IX^e siècle, alors qu'aucune solution de continuité dramatique n'est intervenue, on peut comprendre que ce qui s'est passé trois siècles plus tôt soit déformé par des erreurs et écrasé quant à l'exactitude chronologique. D'autant plus que, si, pour l'époque romaine, il existe de nombreux textes sûrs qui permettent à un esprit cultivé du IX^e siècle de posséder quelques points de repère certains, il n'en est pas du tout de même après la fin du IV^e siècle. Reprocher à Hincmar une erreur *inévitabile* — de notre point de vue — c'est faire, du même coup, preuve d'insuffisante pénétration des schémas mentaux qui étaient les siens. Bien d'autres que lui, d'ailleurs, commettent les mêmes erreurs. Ne voit-on pas, un siècle et demi après la mort d'Hincmar, un scribe bavarois connaître assez mal ce qui l'a précédé pour donner comme titre au de cauendis uitiis : « Lettre d'Hincmar de Reims à l'empereur Charlemagne »³¹³. Le Moyen Age, à en croire ces exemples, n'aurait donc été peuplé que de faussaires ou d'ignorants et seul le XIX^e siècle aurait eu le privilège de démasquer leur imposture par sa sèche et triomphante érudition. On a certes le devoir, par la recherche historique, de détecter les erreurs que contient la *Uita Remigii* ; on n'est guère fondé à les *reprocher* à Hincmar si l'on veut bien considérer que ces erreurs *ont un sens* — qui n'est pas celui de la falsification délibérée — ou qu'elles sont sans commune importance avec les objectifs poursuivis par le rédacteur.

Roth, Krusch et bien d'autres ont donc reproché au prélat rémois d'avoir délibérément inventé, n'ayant pour base que la Vie attribuée à Fortunat et les emprunts faits ouvertement et longuement à Grégoire de Tours et à Frédégaire, tout ce qui était utile à son propos. Pour l'archevêque, rien n'était assez beau pour Rémi. N'en soyons pas dupes, mais tentons de comprendre sa démarche ! Pour ses détracteurs ni la naissance extraordinaire, ni la guérison de la jeune toulousaine demandée par une lettre de saint Benoît³¹⁴, ni la « Sainte Ampoule », ni tant d'autres traits merveilleux n'étaient admissibles, faute pour eux de s'interroger sur les mobiles du prélat. Il a fallu attendre la publication

³¹³ Manuscrit Munich Clm 14.427, folio 1, en provenance de Saint-Emmeran de Ratisbonne.

³¹⁴ C'est l'un des reproches le plus fréquemment articulés contre Hincmar. Il insiste sur ce détail — le maladroit ! — à deux reprises : à l'occasion du miracle et un peu plus loin dans la *Uita* (MGH, V.R., p. 285 et 313). Et la seconde fois pour bien souligner sa gaucherie, il place cette nouvelle allusion à côté du pseudo-privilège d'Hormisda... ! C'est prêter bien de la naïveté à celui qu'on cherche à faire passer pour un filou. En fait, cette fameuse lettre qui, bien entendu, n'a jamais existé trouve ailleurs l'explication de sa mention. Au XII^e siècle, nous l'avons vu, les moines rémois, las peut-être de la voir contestée, l'ont écrite eux-mêmes !

par Dom Lambot ³¹⁵ et le chanoine F. Baix ³¹⁶ de très importantes sources liturgiques de la vie de saint Rémi pour que les idées reçues commencent à changer. Ces textes essentiels, le second surtout, prouvaient, à l'évidence, qu'Hincmar n'avait pas inventé : il a emprunté à la liturgie rémoise du VIII^e siècle et l'histoire de la jeune toulousaine et celle de la Sainte Ampoule, et bien d'autres choses. A partir de là, les attaques insensées de Krusch s'effondrent et l'on peut replacer la Uita dans son éclairage réel.

Peu nous importe que l'on se soit battu, il y a un peu moins d'un siècle, sur l'existence ou l'absence d'une Vie de saint Rémi antérieure ou non à celle qui est attribuée, depuis le VIII^e siècle au moins, à Fortunat. En définitive, à bien relire Hincmar, on s'aperçoit qu'il a cru à l'existence d'un tel livre, qu'il l'a cherché, qu'il a cru en trouver trace dans les vestiges informes d'un codex rémois ³¹⁷ mais qu'il ne prétend pas, pour cause, s'en être servi. Il était donc assez vain de se battre, comme le fit courageusement Kurth ³¹⁸ pour prouver qu'une Uita Remigii existait avant celle « de Fortunat », à partir des descriptions d'Hincmar puisque, au total, celui-ci ne dit jamais qu'il s'est servi d'elle et qu'il ne la mentionne que comme un objet vénérable mais inutilisable. Si elle a existé, elle n'a pratiquement aucune incidence sur le texte du IX^e siècle. Si Hincmar a inventé cette affaire, c'est uniquement pour donner à sa propre Uita une garantie morale d'ancienneté, non d'authenticité ³¹⁹.

³¹⁵ Dom Lambot : *Œuvres théologiques et grammaticales de Godeslac d'Orbais, Spicilegium sacrum Lovaniense*, Louvain 1945, p. 454-455, dans une pièce de Gottschalk : *Aduersaria in librum responsale*.

³¹⁶ F. Baix : *Les sources liturgiques de la Uita Remigii d'Hincmar, Miscellanea Historica in honorem Alberti de Meyer*, Louvain 1946, p. 211-227.

³¹⁷ Hincmar rapporte longuement que ce livre est celui d'où l'évêque Egidius, quatrième successeur de saint Rémi, aurait demandé à Fortunat, poète voyageur, d'extraire un certain nombre de passages destinés à être récités par le peuple — Hincmar confirme ici la vocation pastorale et liturgique de la « Uita de Fortunat » sur laquelle ont insisté Dom Lambot et F. Baix —. On a peu à peu cessé de lire ce gros livre pour ne retenir que les extraits. A l'époque de la guerre entre Raganfred et Charles Martel, les clercs rémois ont dû, pour survivre, gagner leur vie par le négoce. Ils ont alors utilisé feuilles de parchemin et feuilles de manuscrits pour envelopper les deniers qu'ils gagnaient : l'histoire est certainement trop belle pour être vraie. Il n'en demeure pas moins, et c'est là ce qui nous importe, que la bibliothèque de Reims n'a, en effet, presque pas de manuscrits antérieurs au IX^e siècle et qu'il faut donc bien penser que, pour une cause peut-être différente de celle qu'évoque Hincmar, des codices nombreux ont disparu. Le fameux livre sur saint Rémi n'échappe point au sort commun : divisé, désarticulé, il a été en large partie perdu, grignoté par les souris ou rongé par la moisissure : peu de folios ont survécu (voir MGH, Uita Remigii, p. 251-252). Pourquoi Hincmar se serait-il donné tant de mal pour parler d'une source dont il ne se sert pas ? C'est sur ce point que Krusch et Kurth se sont tant battus.

³¹⁸ G. Kurth : *Etudes franques*, p. 239.

³¹⁹ J. Leflon : *Histoire de Reims*, p. 174 sq. et 191 sq., a fort bien résumé ce que l'on peut tenir pour historique dans les informations très légendaires relatives à la vie de saint Rémi.

Les sources invoquées par l'archevêque sont autres : « Quant à nous, beaucoup d'autres sources étant perdues, nous disposons de plusieurs textes que ne contient pas (la Vita de Fortunat) relativement à la naissance, la vie, les vertus et la mort de notre très saint père et protecteur Rémi, dans certaines histoires et dans divers « pittaciola » et dans divers récits oraux »³²⁰. Cette allusion, pour Krusch et pour les historiens du XIX^e siècle en général, ne pouvait faire référence qu'au fameux manuscrit détruit. Elle a engendré l'hypothèse de l'invention par Hincmar de ce vieux codex comme source de ses propres ajouts à la Vita « de Fortunat ». Les récits oraux³²¹ sont probablement relatifs aux miracles récents. Depuis l'étude du chanoine Baix, nous savons que les sources liturgiques, si proches au demeurant de « Fortunat » en plus d'un cas, constituent l'autre grande réserve d'information où a puisé Hincmar. Au demeurant, il n'est pas seul, alors, à utiliser pour écrire une vie de saint les sources liturgiques et la tradition orale³²². Se souciait-il de reconstituer l'histoire de son héros, comme nous chercherions aujourd'hui à le faire ? La réponse est bien évidemment négative. Nous savons déjà par Hincmar lui-même que « l'histoire » doit édifier et qu'elle atteint son but si elle édifie³²³. Seules doivent être pourchassées les fables vaines³²⁴. La Vita n'est pas un ouvrage critique reconstituant avec soin l'histoire authentique de saint Rémi — pour cause ! — : elle est destinée à l'édification du royaume et de la province³²⁵. Hincmar a pris son bien là où il l'a trouvé³²⁶ et il l'a utilisé

³²⁰ MGH, V.R., p. 253.

³²¹ Le Moyen Age n'a pas répugné, comme l'historiographie des XIX^e et XX^e siècles, à utiliser la tradition orale sans laquelle nous n'aurions probablement ni les plus anciennes sagas ni bien d'autres textes. Hincmar lui-même montre, dans la lettre à Charles le Chauve sur Saint-Denis, cette fixation en cours. Il évoque l'ordre donné par un évêque, en 823, à un clerc du palais, Wandelmar, de fixer par écrit une cantilène célèbre de Teugaire (PL 126, 154).

³²² Jonas d'Orléans lui a donné l'exemple. H. Peltier (*Paschase Radbert*, op. cit., p. 116-117) rapporte que Radbert en tournée dans le Soissonais, à Bazoches, s'est vu demander par les paysans de réécrire l'histoire de leurs saints patrons, toute déformée dans les versions qu'ils lui présentent « soit à cause de l'antiquité, soit à cause de la mauvaise qualité du scribe » (PL 120, 1489). Et nous savons déjà ce qu'il en est d'Adon de Vienne.

³²³ Hincmar paraphrase un passage de l'*Historia ecclesiastica* de Bède : MGH, p. 253 : « Uera est lex historiae simpliciter ea quae famae uulgante colligitur, ad instructionem posteritatis litteris commendare » ; mais cette fixation de la tradition orale ne comporte pas, pour lui, les exigences de la critique moderne et ses buts ne sont pas les nôtres.

³²⁴ C'est ce qu'il conseille de faire à ses prêtres dès 852 : PL 125, 776.

³²⁵ MGH, p. 253-254.

³²⁶ MGH, V.R., p. 253 : il répète une deuxième fois ce qu'il a écrit plus haut : « ... et sic tam ea quae in historiis a maioribus editis de illo inueni quam de illo quae in diuersis scedulis dispersa repperi uerum et illa in serie digerens quae uulgata relatione percipi ».

sous la forme où il l'a trouvé³²⁷, dit-il. Et il annonce que, dès lors, la diversité des styles gênera peut-être le lecteur³²⁸. Là encore on a voulu voir, au XIX^e siècle, une preuve de sa mauvaise foi : n'avait-il pas « fait archaïque » une fois de plus, pour tromper les historiens des siècles futurs !

Si elles gardent leur indispensable valeur scientifique, les discussions de pure érudition sur les sources d'Hincmar sont impuissantes à nous mettre au contact des intentions du prélat.

La Uita Remigii est un monument à la gloire d'un lointain prédécesseur qui a comblé l'archevêque du IX^e siècle de bienfaits³²⁹. Un « Tombeau » comme disaient les musiciens du XIX^e siècle soucieux d'honorer les ancêtres. Elle poursuit des objectifs précis : assurer la gloire de « l'Apôtre des Francs », jusque-là beaucoup moins connu et révééré que saint Martin par exemple, assurer la vénération liturgique perpétuelle de saint Rémi bien au-delà des textes assez indigents dont disposait Reims jusqu'en 850, fournir l'occasion, dans un texte de large lecture, de faire connaître les doctrines orthodoxes dans un milieu qui ne l'est point encore totalement, les débordements de Gottschalk l'ont bien montré. Il va se produire de ce point de vue un curieux phénomène : le gonflement, souvent déraisonnable, des passages purement théologiques va leur donner en définitive, à certains moments, plus de poids, dans l'œuvre, que n'en a le récit propre à Rémi. La pluralité des objectifs a pour principale conséquence l'hétérogénéité de l'œuvre et le prélat s'en est, une fois le travail terminé, parfaitement rendu compte. Il a donc pris ses précautions pour éviter, à l'avenir, l'éclatement de son texte³³⁰ : c'est peut-être à cela, d'ailleurs, en définitive, que nous devons le long passage liminaire consacré à l'éclatement malheureux de la « vieille Uita » dont « Fortunat » avait tiré des extraits sur l'ordre d'Egidius. Hincmar avait besoin, à des fins liturgiques, de textes assez courts, destinés aux « lectures » faites habituel-

³²⁷ Les sources directes, relatives à Saint-Rémi, de la Uita sont : les sources liturgiques relevées par F. Baix, la « *Vita de Fortunat* », « *l'Historia francorum* ». Il s'y ajoute, sur un tout autre plan, des extraits de divers Pères de l'Eglise que, le plus souvent, Krusch n'avait pas relevées.

³²⁸ MGH, V.R., p. 253 : « In quibus omnibus lectorem diuersitas styli non perturbet, quoniam ea quae de historiis maiorum assumam et ea quae in antiquis scedulis reperiam ita ut inuenta fuerint ponam ». Il y aura lieu de revenir sur ce point.

³²⁹ MGH, V.R., p. 253 : « uolens quiddam debiti mei obsequii in laude, quoniam non indiget, offerendo ipsi beneficiari meo retribuere pro omnibus quae indigens inibi gratis potius tribuit quam meritis ullis retribuit ».

³³⁰ Fustel de Coulanges (*Histoire des Institutions politiques de l'ancienne France, La monarchie franque*, Paris 1888, p. 10) remarquait déjà à propos des Vies des Saints : « Comme la biographie du personnage était lue de siècle en siècle, chaque siècle aussi la recopiait en y faisant des remaniements et des additions ».

lement à l'occasion des célébrations particulières ³³¹ ; s'il voulait remplacer les très médiocres textes qu'a révélés F. Baix ³³², la structure primaire de la Vita devait être celle-là. Il ne pouvait, d'autre part, en dehors de lectures officielles, renoncer à émailler son texte de commentaires édifiants de portée pastorale : il le pouvait d'autant moins *que la base des lectures lui était fournie par les sources consultées* ³³³ au moins pour la période antérieure à la mort de saint Rémi. Hincmar n'était pas homme à se contenter d'une simple réécriture des lectiones : il souhaitait tirer de celles-ci l'occasion de commentaires édifiants pour tout son clergé. Enfin, surtout peut-être, il n'a pas voulu laisser échapper l'occasion, que lui fournissaient les épisodes traités, de résumer sa doctrine personnelle sur les grands problèmes du siècle. Ces commentaires personnels, très étrangers en fait au reste de l'œuvre, ne pouvaient, sous peine d'accabler les lecteurs et auditeurs, être lus ou récités durant les cérémonies liturgiques.

La complexité même du texte conduisait nécessairement son organisateur à y préparer, distinctement, trois niveaux de lecture différents : celui des lectiones, celui des méditations pastorales qui les accompagnent et les étendent, visiblement destinées à servir de trame éventuelle à la prédication, celui des lectures savantes. On se condamne à ne pas comprendre la portée et surtout l'histoire de la Vita Remigii, si l'on n'analyse pas, d'abord, ce texte en fonction des desseins poursuivis par son rédacteur. Hincmar a lui-même organisé son texte : il espérait lui rendre ainsi, par un prédécoupage, l'unité que son hétérogénéité lui faisait perdre et le préserver de la désagrégation : la lecture des autres Vitae consultées lui avait clairement indiqué qu'il n'y avait aucune commune mesure entre leur édifiante beauté et la prolixité de la sienne.

Il nous faut ici revenir à la fois à l'édition de Krusch et à la tradition manuscrite. Krusch a fourni ³³⁴ ce qu'il appelle curieusement « l'autre préface » et que nous préférons considérer comme le guide

³³¹ L'étude des calendriers liturgiques médiévaux nous a montré que le nombre de lectures varie, bien sûr, avec l'importance du personnage : douze pour les Apôtres de premier plan à la rigueur, mais en tout cas pour le Christ et la Vierge, neuf pour les très grands personnages, Apôtres, Martyrs et Saints, six pour les très vénérables d'un rang un peu inférieur.

³³² Baix fait justement remarquer que la Vita attribuée à Fortunat est en fait un document liturgique populaire — ce qui confirme les interprétations d'Hincmar, soit dit en passant — (voir Baix, p. 220) dont il étudie les relations étroites avec la liturgie rémoise : du même coup se trouve éclairé aussi le double appel d'Hincmar à celle-ci et à celle-là pour la rédaction de ses lectures.

³³³ Il faudra tenir compte de ce fait pour une réédition, bien plus encore que ne l'avait fait Krusch : si l'on ajoute les informations fournies par F. Baix à celles de Krusch la certitude apparaît, physiquement, que la trame des lectiones n'est pas d'Hincmar.

³³⁴ MGH, V.R., p. 258-259.

de lecture de la Vita. Elle succède, dans de très rares manuscrits ³³⁵, à la liste très précieuse des capitula ³³⁶. Hincmar s'explique très clairement. Il a fait annoter, dans les manuscrits, par des signes marginaux spéciaux ³³⁷ les passages qu'il faut lire lors des deux grandes fêtes annuelles de saint Rémi. Neuf lectures tirées de la Uita doivent accompagner la cérémonie de la déposition — mise au tombeau — du saint ³³⁸; six autres, complétées par trois passages d'une homélie sur l'Evangile, seront lues à l'occasion de la commémoration de sa translation dans le caveau où il repose maintenant ³³⁹; ces lectures sont réparties en deux groupes : avant le décès de Rémi dans le premier cas, miracles posthumes dans le second ³⁴⁰. Hincmar a donc organisé avec un souci extrême du détail la commémoration liturgique du saint dont il voulait répandre le culte ³⁴¹. Que s'est-il, en fait, produit ? L'examen de quelques

³³⁵ C'est le critère le plus sûr de classement de ceux-ci, pour une réédition, tout en tenant compte des résultats acquis par Krusch, que de considérer la fidélité des copistes sur deux points : l'insertion ou non des capitula de l'ouvrage et celle, ou non, du guide de lecture. Les manuscrits des classes 4, 5, 6, 7 de Krusch ont sacrifié les uns et l'autre. Il en est aussi parfois de même dans les manuscrits des classes 2 et 3. Le guide de lecture a plus vite disparu encore que les capitula.

³³⁶ On sait que c'était une habitude rémoise, sous Hincmar, de faire précéder tout ouvrage important d'une table des matières qui en facilitât la lecture. Ici ces capitula (MGH, V.R., p. 254-258) permettent à la fois de retrouver l'organisation ancienne de la Uita, au moins pour les 31 premiers, car nous ne sommes pas du tout sûr que les 32^e et 33^e soient originaux, et de vérifier le contenu de chaque capitulum.

³³⁷ ✕ : des astérisques en l'occurrence.

³³⁸ Fêtée le 13 janvier (Acta Sanctorum Octobre I, p. 59. Voir aussi : J. Dubois, *Le Martyrologe d'Usuard*, Bruxelles 1965, p. 159).

³³⁹ Fêtée le 1^{er} octobre. Voir H. Ménard, *Diui Gregorii papae huius nominis primi cognomento magni Liber Sacramentorum*, Paris 1612, p. 181 et 182.

³⁴⁰ MGH, V.R., p. 258 : « ... per lectiones ad legenda in duabus festiuitatibus, scilicet depositionis et translationis huius domni et patronis nostri determinatas : ut in depositionis solemnitate nouem lectiones ab exordio usque ad obitum eius legantur et in eius translationis festiuitate sex lectiones de his quae post obitum illius ostensa sunt et tres de omelia lectionis euangelicae legantur... ».

³⁴¹ Hincmar n'a évidemment pas eu là une idée originale. Toute commémoration d'un saint passe par un office spécial, plus ou moins développé et la liturgie du Haut Moyen Age, de quelque origine qu'elle soit, en porte témoignage. Plus directement, F. Baix, op. cit., a fait remarquer qu'il existait une double trace liturgique dont l'une en neuf leçons consacrées à Rémi, dans les documents dont disposait l'archevêque pour écrire la Uita. L. Delisle, *Mémoire sur d'anciens sacramentaires*, Paris 1886, note la présence d'un manuscrit liturgique rémois, copié entre 798 et 800 par Godelgaud et qui comportait une image peinte de saint Rémi (op. cit., p. 87 sq.). Dom H. Quentin (*Les Martyrologes historiques du Moyen Age*, op. cit., Paris 1908, p. 121) note que le martyrologe poétique de Luc d'Achery avait pour base indirecte un manuscrit rémois, recopié par Mabillon et qui a disparu, probablement dans l'incendie de 1774. Le codex aurait été écrit sur ordre d'Ebon par un scribe nommé Bertigarius.

U. Chevalier (*Sacramentaires et martyrologe de l'abbaye de Saint-Rémi, martyrologe, calendrier ordinaire et prosaire de la métropole de Reims, VIII^e-XIII^e siècles, publiés d'après les manuscrits de Paris, Londres, Reims et Assise*, Paris 1900) étudie l'ensemble des manuscrits liturgiques rémois des VIII^e et IX^e siècles.

manuscrits nous a apporté une « révélation » à laquelle nous nous attendions un peu : ils sont généralement donnés comme « résumés » de la Uita. Un manuscrit londonien ³⁴² nous a apporté un premier indice : il contient le résumé de certaines au moins des lectiones de la première commémoration liturgique imposée par Hincmar ³⁴³. Un manuscrit de Montpellier ³⁴⁴ est encore plus précis : c'est la liturgie de la « depositio » qu'il nous apporte ³⁴⁵ ! Les lectiones suivent, dans l'ordre indiqué par l'archevêque, mais le texte en est différent de celui qu'apporte le manuscrit londonien. Une lectio est consacrée à la naissance ³⁴⁶, une deuxième à la formation et à l'élection épiscopale ³⁴⁷, une troisième à la familiarité du saint et des oiseaux ³⁴⁸ ; la quatrième, comme dans le manuscrit de Londres, est relative à un exorcisme : elle reproduit beaucoup plus fidèlement le texte d'Hincmar que les précédentes ; la cinquième se rapporte, comme dans le cas de Londres, à l'incendie de Reims arrêté par saint Rémi : elle reprend des passages entiers d'Hincmar ; la sixième, toujours comme à Londres, se rapporte à la guérison de la jeune fille de Toulouse : une fois encore le texte d'Hincmar est partiellement repris mais complété de commentaires et d'une longue prière demandant l'intercession du saint. On voit se dessiner toute une méthode d'enquête sur la tradition manuscrite, que nous ne pouvions mener à son terme, tant elle implique de mois de travail. Les « résumés » ont toute chance de n'être, en général, que l'intégralité ou l'abréviation des lectiones choisies par Hincmar ³⁴⁹ : on tient donc, s'il y a lieu d'y revenir, un guide sûr pour retrouver les lectiones originales ³⁵⁰. Or nous avons le plus grand besoin d'un tel moyen de

³⁴² British Museum Additional 41.069, fol. 35 r., col. 2 à 35 et col. 1.

³⁴³ Cette constatation nous conduit réciproquement, à reconnaître dans les cinq passages en question de probables lectiones de la Uita : ce sont *chaque fois des exempla* et non point les commentaires qu'en donne Hincmar et ceci est conforme à l'esprit même de sa préface.

³⁴⁴ Montpellier BM 156, fol. 79 v. - 84 r. Liber passionalis du diocèse de Langres : on sait que Langres est lié étroitement à Reims au IX^e siècle. Au fol. 79 v. : Incipit Uita Sancti Remigii episcopi et confessoris.

³⁴⁵ Fol. 79 v. : Baetissimi Remigii antistitis depositio sancta nobis hodierna die mystice festa sollemnitatis exhibuit quae annis singulis, dum in se cursus temporum uoluitur, nostris desideriis innouatur.

³⁴⁶ C'est un résumé fidèle mais très libre du texte d'Hincmar.

³⁴⁷ Même observation, avec des emprunts littéraires. Le passage utilisé est le même que dans le codex londonien.

³⁴⁸ Comme dans le manuscrit londonien.

³⁴⁹ Ce qui renforce notre conviction dans ce domaine est le fait que les lectures retrouvées dans le manuscrit de Montpellier coïncident bien avec les indications fournies par les manuscrits intégraux, lorsque ces indications existent et sont raisonnablement critiquées.

³⁵⁰ D'autre part, bien entendu, l'étude systématique de ces résumés serait du plus haut intérêt pour connaître la diffusion de la liturgie de saint Rémi en Occident et le choix, s'il y a lieu, entre les deux célébrations proposées par Hincmar. Disons que, au premier abord et sans que nous ayons poussé très loin le sondage, il semble

vérification : l'édition de Krusch est, sur ce point, rien moins que satisfaisante. Il n'a pas vu l'importance de cette « seconde préface » et il a reproduit *cumulativement* sans aucun souci critique réel, les signes marginaux observés par lui dans des manuscrits du XI^e et du XII^e siècles.

Parvenus à ce point de notre enquête et sans chercher à la mener jusqu'au terme final indispensable à la solidité des conclusions, il nous a paru intéressant de confronter, dans un tableau d'ensemble, les résultats que nous avons obtenus par la consultation d'un certain nombre de manuscrits ou d'ouvrages³⁵¹.

Le tableau comparatif apporte, pour des enquêtes futures, des informations importantes :

1^o) Au XIII^e siècle, on n'a plus, même à Reims, qu'un souvenir lointain de ce qu'avaient été les instructions liturgiques très précises de l'auteur de la Uita. Les liturgistes du XIII^e siècle (Reims 299 et 303) ont redécoupé le texte de telle manière qu'il est impossible de retrouver la moindre trace sûre des lectures originales³⁵².

Nous avons du reste vérifié, dans les manuscrits rémois, qu'il en était de même pour les siècles suivants. Nicolas de Larisville, au XV^e siècle, a taillé dans la Uita, de la plus libre manière, un certain nombre de méditations en l'honneur de Rémi³⁵³.

2^o) Au XII^e siècle, l'écho du découpage hincmarien existe probablement encore, comme le révèlent certaines rencontres avec des témoins antérieurs ou plus fidèles. Mais déjà, dans le cas de Reims 300 en particulier, des redécoupages partiels défigurent l'ancien cadre de lecture.

que dès le X^e siècle il y ait eu confusion : on a célébré le 1^{er} octobre une fête de saint Rémi où les lectures utilisées étaient celles de la fête de la déposition, prévue par Hincmar en janvier.

³⁵¹ Imprimés : l'édition de Krusch, et Baix (La liturgie) ; manuscrits : ceux de Londres (BM Additional 41.069) et de Montpellier (156) déjà cités. S'y sont ajoutés : Bruxelles Gheyn 3316 (olim II 2568) X^e siècle en provenance de Stavelot ; Krusch le classe dans sa troisième catégorie mais signale seulement son existence (MGH, SRM, VII, p. 816-817 ; ce manuscrit présente l'intérêt majeur d'être le plus ancien de tous ceux qui nous fournissent les indications marginales en cause et de provenir d'une abbaye proche de la province de Reims, où les intentions liturgiques d'Hincmar ont quelque chance d'être conservées ; malheureusement les marques de ce codex ont été coupées et bon nombre de notes ont de ce fait disparu ; Laon 261 (XI-XII) qui comporte à la fois une vie de sainte Cîlinie (fol. 130 - 135 v.) et les lectures à faire à l'occasion de la Translation de saint Rémi ; Reims BM 300 et 302, XII^e siècle, qui contiennent des lectures directement découpées dans la Uita ; Reims BM 299 et 303, XIII^e siècle, dont l'analyse révèle un découpage plus complexe de lectures dans la Uita.

³⁵² U. Chevalier, *Sacramentaire*, op. cit., Paris 1900, p. XXXI, signale que le XIII^e siècle a vu, à Reims, une forte rénovation liturgique, en liaison avec la construction de nouveaux bâtiments monastiques. Les manuscrits confirment totalement : non seulement ceux que nous avons examinés, mais aussi le Reims 326 qui est le point de départ d'une nouvelle liturgie rémoise et que signalait U. Chevalier.

³⁵³ Reims, BM 1418.

	Pages MGH	BAIX	Signes Krusch	Mont- pellier 156	Londres Add. 41069	Gheyn 3316	Laon 261	Reims 300	Reims 302	Reims 299	Reims 303
	259	1 passage long	✱					Lectio I	I	I II III	
	260	2 lignes		Lectio I				Lectio II III	II	IV V	
	261	2 passages de 2 lignes							III	VI	
	262	4 mots	✱ ✱	Lectio II							
	263	1 membre de phrase ↓	✱ ✱ ✱					Lectio V	Lectio IV	VII VIII	
	264	haut 264	✱								
	265							I II	II		
---	266		✱	Lectio III = cap. 5		Lectio III = cap. 5		Lectio III IV	III IV		
	267							V VI	V		
	268							VII	VI		
	269										
	270										
---	271	2 passages ↓	✱	Lectio IV = cap. 6	Lectio IV = cap. 6			VI			
	272								V		
	273		✱					VII VI		VI	
	274										

	Pages MGH	BAIX	Signes Krusch	Mont- pellier 156	Londres Add. 41069	Gheyn 3316	Laon 261	Reims 300	Reims 302	Reims 299	Reims 303
	275										
	276										
	277										
	278										
---	279	3 passages		Lectio V = cap. 8	Lectio V = cap. 8		I	I	I		
	280							VII	VII		
	281										
	282										
	283										
	284							VII	VII		
---	285	1 extrait		Lectio VI = cap. 9	Lectio VI = cap. 9		I	I	I		
	286	Fragments importants						VII	VIII		
	287										
	288		✱			cap. XII					
	289										
	290	Fragment important	✱				I				

Pages MGH	BAIX	Signes Krusch	Mont- pellier 156	Londres Add. 41069	Gheyn 3316	Laon 261	Reims 300	Reims 302	Reims 299	Reims 303
291		✱				I				
292		✱ ✱ ✱								
293		✱ ✱								
294		✱ ✱			Lectio VII = cap. 13					
295		✱					IX	IX		
296	Fragment important	✱ ✱								
297	Fragment important						X	X		
298										
299		✱					I			
300		✱								
301		✱								
302		✱					IV			
303		✱								
304							VI			
305		✱								

	Pages MGH	BAIX	Signes Krusch	Mont- pellier 156	Londres Add. 41069	Gheyn 3316	Laon 261	Reims 300	Reims 302	Reims 299	Reims 303
---	306		✱			Lectio VII = cap. 17		 			
	307		✱ ✱								
	308		✱								
	309		✱								
	310		✱ ✱								
	311	Fragments	✱			cap. XX					
	312										
	313	2 lignes	✱ ✱								
	314										
	315		✱			cap. XXII					
	316										
	317		✱ ✱								
	318										
---	319					Lectio XII = cap. 24					
	320							  	  		
	321		✱			cap. XXV				 	 
	322		✱					 			 

	Pages MGH	BAIX	Signes Krusch	Mont- pellier 156	Londres Add. 41069	Gheyn 3316	Laon 261		Reims 300	Reims 302	Reims 299	Reims 303
	323		✱ ✱						I ^{VI}			I
	324											
---	325		✱						I ^{VII} ?	I ?	I ^{VII}	I
	326										I ^{VIII}	I
	327								I ^{IX}			I
	328		✱			Lectio III =cap. 31			X I ^{XI}			I
	329											
	330								XII			I
	331		✱									
	333		✱									

Ceci revient à dire qu'on ne peut guère compter sur les manuscrits postérieurs à 1100, à l'avenir, pour retrouver les lectures originales d'Hincmar.

3° La méthode de Krusch, qui a placé 52 * en marge de son édition — sans compter les signes de cette nature grattés ou corrigés —, est évidemment absurde. Elle ne conduit qu'à l'incohérence. Krusch ne peut en être tenu pour responsable, mais il faut, de toute évidence, renoncer à utiliser les informations qu'il nous a laissées : en général, nous l'avons soigneusement vérifié, elles sont très éloignées des notations originales d'Hincmar.

4° Pour retrouver celles-ci, il reste quelques éléments sûrs. La comparaison, entre elles, des colonnes Baix, Montpellier, Londres, Gheyn et Laon, montre que des coïncidences existent, qui ne sauraient être fortuites. Malheureusement, elles nous permettent seulement de repérer *le début* d'un certain nombre des lectiones hincmariennes :

Lectio III = MGH, p. 266 = cap. 5 = Cum enim inter domesticos.

Lectio IV = MGH, p. 271 = cap. 6 = Accidit autem.

Lectio V = MGH, p. 279 = cap. 8 = quia humani generis.

Lectio VI = MGH, p. 285 = cap. 9 = quaedam puella.

Au-delà de ces rencontres, si l'on fait confiance au manuscrit de Stavelot, on peut encore définir :

Lectio VII = MGH, p. 294 = cap. 13 = Factum est autem.

Lectio VIII = MGH, p. 306 = cap. 17 = Hludouuicus rex.

Lectio XII = MGH, p. 319 = cap. 24 = cum funus sanctissimum.

Cette dernière lectio paraît mal signalée dans le codex de Stavelot ; elle correspondrait mieux à une lectio I « post mortem Remigii » ; c'est d'ailleurs dans ce sens que conduisent à conclure les témoignages des manuscrits Reims 300 et 299.

Enfin :

Lectio III de la deuxième série correspondrait au cap. 31, MGH, p. 328 = Uideamus etiam...

Au total l'incertitude demeure forte, mais notre conviction est grande que la marge d'erreur ou d'ombre peut être encore considérablement restreinte par la mise en œuvre de cette méthode pour l'ensemble des manuscrits susceptibles de s'y prêter.

Si, enfin, l'on joint à nos observations, celles que l'on peut retirer, par une lecture critique sérieuse, de l'édition de Krusch, on parvient au

tableau suivant, encore hypothétique bien entendu, des initia des anciennes lectiones :

cap. 1	= lectio I	
cap. 2	= lectio II ?	
cap. 3		
cap. 4	= lectio II ?	
cap. 5	= lectio III	
cap. 6	= lectio IV	lectiones in depositione
cap. 8	= lectio V	Si Remigii
cap. 9	= lectio VI	
cap. 13	= lectio VII	
cap. 14 Die uero passionis	= lectio VIII ?	
cap. 17	= lectio VIII	
cap. 22	= lectio IX	
cap. 24	= lectio I ?	
cap. 25	= lectio II ?	lectiones in translatione
cap. 29	= lectio III ?	Si Remigii
cap. 31	= lectio IV ?	

On peut mesurer tout le travail qu'il reste à fournir pour reconstituer la liturgie initiale décidée par Hincmar. Dès maintenant, à comparer les textes, nous avons constaté la grande place que tiennent les emprunts à l'ancienne liturgie, signalée par F. Baix, dans les lectiones.

Il reste d'ailleurs une forte marge d'incertitude sur la méthode même du prélat. Avait-il signalé par un ✕ le *début* seul des lectiones, laissant à ses prêtres et à ses successeurs le soin de choisir la fin de la lecture ? Avait-il au contraire — ce qui serait plus conforme à son tempérament — placé le même signe aussi à la fin de la lecture choisie ? En tout cas, les précautions prises par le prélat n'ont pas simplifié les choses pour les scribes qui ont eu à recopier la Uita Remigii et sans doute tenons-nous là une des clés de l'incertitude, assez remarquable, de la tradition manuscrite de ce texte. Distinguées clairement³⁵⁴ ou non, les lectures étaient probablement de longueurs fort inégales : il pouvait être tentant, à la longue, de modifier et d'équilibrer ces longueurs : d'où la multiplication des signes ✕ ou les grattages dont Krusch a été victime. D'autre part, les siècles passant, les scribes n'ont probablement plus rien compris aux raisons qui avaient poussé le prélat rémois à choisir tel début ou telle fin de lecture³⁵⁵. Le hasard, l'incompréhension, l'incohérence ont, en deux siècles, déformé les instructions du prélat rémois. De telle façon qu'au XII^e siècle on a, le plus souvent, délibérément renoncé à ces signes marginaux qui compliquaient la tâche, lors même

³⁵⁴ C'est en particulier le cas pour la Lectio III de la première série.

³⁵⁵ Bon exemple, MGH, V.R., p. 293, de choix contradictoires des scribes.

qu'on maintenait la copie du « guide de lecture »³⁵⁶. A cette solution difficile et emplie d'embûches, on a évidemment préféré la copie séparée des lectiones, plus faciles d'ailleurs à insérer dans un lectionnaire : les « résumés » ont remplacé les procédés voulus par Hincmar et abouti, à l'inverse de ce qu'il souhaitait, au démembrement de sa Uita. Née dans une large mesure de la volonté de fixer une liturgie jusque là insuffisante dans un cadre plus digne de saint Rémi, la Uita mérite donc une étude systématique nouvelle, au niveau de la tradition manuscrite, dans ce premier domaine. En tout cas la survie des lectiones est remarquable. Si la rigueur géométrique de la liturgie qu'a voulue Hincmar ne lui a, semble-t-il, guère survécu, c'est par d'autres voies que les traditions qu'il avait ressuscitées et amplifiées ont traversé les siècles. Entre autres résultats attendus, Hincmar espérait, au moins dans la province, modifier profondément la célébration liturgique de saint Rémi jusque-là fort désuète.

Dès la parution de la Uita, les sacramentaires de la région de Reims, ont semble-t-il, été réorganisés en fonction des instructions du prélat³⁵⁷. La survie liturgique des lectiones a cheminé, des siècles durant, de façon souvent imprévisible. H. Jadart³⁵⁸ a étudié la longue postérité liturgique rémoise des textes hincmariens jusqu'au XVI^e siècle en particulier, bien entendu, le baptême de Clovis et la conversion des Francs ont retenu l'attention des auteurs d'hymnes et de séquences. Le Mystère de saint Rémi que l'on représentait à Reims aux XV^e et XVI^e siècles suit les épisodes de la Uita³⁵⁹. Nous avons, par hasard, retrouvé aussi une trace fugace de ces emprunts dans un manuscrit du XIII^e siècle³⁶⁰. A Reims même, la liturgie a maintenu la tradition voulue par le prélat dans la forme sinon toujours dans le contenu. Pour ne rien dire des cérémonies prévues au XIII^e siècle³⁶¹, au XV^e³⁶², il est intéressant de noter qu'au XVII^e on lâchait — souvenir hinc-

³⁵⁶ Krusch avait noté cette tendance ; un excellent exemple des modifications survenues entre le XI^e et le XII^e siècle sur le plan liturgique est celui du manuscrit de Bruxelles, Gheyn 3282 (II 932) XII^e siècle, que Krusch n'avait pas vu. Il est en rapport étroit avec le Bruxelles 3316 mais les signes marginaux ont disparu. La chose est d'autant plus intéressante que le manuscrit 3282 semble bien provenir d'une abbaye de la province de Reims ou très proche de celle-ci.

³⁵⁷ Le manuscrit Reims BM 213 qui date de la deuxième moitié du IX^e siècle provient de Saint-Thierry de Reims. La messe prévue pour la vénération de saint Rémi (folio 185 r.) est encore fort brève : elle insiste cependant beaucoup sur le titre « d'apôtre des Francs » qu'Hincmar a contribué à rendre populaire.

³⁵⁸ H. Jadart, *La vie de saint Rémi dans la poésie populaire*, Reims 1895. Jadart souligne, p. 21-27, la place de saint Rémi dans les messes votives et l'emprunt de textes d'Hincmar pour le 1^{er} octobre (translation) (p. 23-25).

³⁵⁹ Jadart, p. 42-43. Manuscrit du Mystère, Paris Arsenal 3364 Gd 4^o, 117 folios.

³⁶⁰ Il s'agit de l'épisode de la jeune Toulousaine ; Paris BN Latin 2498.

³⁶¹ Manuscrits Reims BM 328-329.

³⁶² Manuscrit Reims BM 336.

marien — le jour de la Pentecôte, un pigeon blanc amené sur les lieux de la cérémonie dans une pomme de cuivre garnie de fleurs³⁶³ ! et qu'au XVIII^e siècle l'archevêque Le Tellier organisait très solennellement la cérémonie commémorative de la Translation de saint Rémi³⁶⁴ ; un ordo de saint Rémi³⁶⁵ fixe la fête du saint comme « double de première classe avec octave », c'est-à-dire comme de toute première importance. Hincmar a fait de saint Rémi un saint de large réputation.

Les textes ont joué aussi leur rôle dans la transmission des lectiones hincmariennes, de plus en plus déformées d'ailleurs. La Légende Dorée est pour quelque chose, bien entendu, dans cette transmission. Mais plus encore les versions françaises de la Uita rédigées aux XVI^e et XVII^e siècles. Si la version du XVII^e³⁶⁶ n'est qu'une paraphrase d'Hincmar, celle du XVI^e³⁶⁷ présente plus d'intérêt. Elle comporte quatre parties : un long résumé en français³⁶⁸, le Testament de saint Rémi³⁶⁹, quelques miracles posthumes du saint³⁷⁰ et le poème composé en 852 par Hincmar³⁷¹. La première partie est la seule qui mérite commentaire. Elle consiste en une bavarde paraphrase des neuf lectures imposées par Hincmar pour la liturgie de la première fête en l'honneur de Rémi³⁷². Ainsi se trouve confortée l'hypothèse que nous formions plus haut : la liturgie du IX^e siècle a survécu au moins sept siècles dans le diocèse de Reims ; mais, les manuscrits du XI^e siècle tendaient déjà à l'indiquer, seule la liturgie de la première fête a survécu ; l'autre semble être tombée rapidement en désuétude.

Enfin, l'art a, lui aussi, retenu l'essentiel des lectiones d'Hincmar. Sans doute, du vivant même du prélat (?), une plaque de reliure de

³⁶³ Reims BM 332, fol. 17.

³⁶⁴ Reims BM 244 : ornements blancs, extraordinaire spectacle théâtral ; les litanies chantées sont celles du IX^e siècle ! il n'y a pas trace de lectures cependant.

³⁶⁵ Reims BM 317 (1754), fol. 1.

³⁶⁶ *L'Histoire de la vie de saint Rémi, archevêque de Reims*, du Père Jean Dorigny, publiée à Châlons en 1714 (conservée aussi comme manuscrit : Paris BN Latin 3501) est une défense et illustration ardente de la Uita écrite par Hincmar.

³⁶⁷ Vatican Regina Latin 394, folios 10 v. - 27 r.

³⁶⁸ Vatican Regina Latin 394, folio 10 v. - 19 v.

³⁶⁹ Vatican Regina Latin 394, folio 19 v. - 26 r.

³⁷⁰ Vatican Regina Latin 394, folio 26 r. - 26 v.

³⁷¹ Vatican Regina Latin 394, folio 26 r. - 27 r.

³⁷² Nouveaux indices pour l'identification des lectures initiales d'Hincmar. Ce texte fournit les indications suivantes : Lectio I = MGH, p. 259-261 - 262 - 262-263. Lectio II = p. 263-264. Lectio III : MGH, p. 266 = cap. 5. Lectio IV : MGH, p. 271-272, 273-275, 279-280 = cap. 6 - 7 - 8. Lectio V : MGH, p. 285-286 - 290 = cap. 9. Lectio VI = MGH, p. 291-294 = cap. 11 et 12. Lectio VII = MGH, p. 294-297, 300-302, 302-304 = cap. 13 - 14 - 15-16. Lectio VIII = MGH, p. 306-307, 308-309, 310-311, 311-314 = cap. 17-19. Lectio IX = MGH, p. 315-316, 317, 317-318 = cap. 22 et 23.

manuscrit sculpté dans l'ivoire³⁷³ a-t-elle accueilli quelques scènes caractéristiques³⁷⁴. On a beaucoup hésité sur la date de cet ivoire³⁷⁵ : nous ne serions pas surpris qu'Hincmar en ait passé commande pour la reliure de la Uita elle-même. Une autre rencontre est beaucoup plus spectaculaire : celle qu'apportent les grandes tapisseries commandées, au début du XVI^e siècle, par l'archevêque de Reims, Robert de Lenoncourt³⁷⁶. Les grands personnages tissés ont fait descendre jusqu'à nos jours la trace figurée des lectures liturgiques composées par Hincmar, avec quelques ajouts empruntés, cependant, aux textes de langue française que nous avons analysés³⁷⁷. La liturgie a donc pu, malgré tout, bouger quelque peu, quant au contenu, depuis le IX^e siècle, certains épisodes de la Uita se substituant parfois à ceux qu'avait initialement retenus Hincmar. Les passages liturgiques de la Uita ont donc connu un très durable succès. Or ce sont ceux où Hincmar s'est le plus réellement effacé derrière ses sources. Ils sont purement narratifs et constituent un simple développement de la Uita « de Fortunat », des sources liturgiques antérieures, de Grégoire de Tours et de Frédégaire. Il y aurait lieu de prolonger une telle enquête, dans la province de Reims et au-delà, par la recherche du nombre des toponymes consacrant la vénération de saint Rémi et de leur date. Par celle aussi de la diffusion, très faible au IX^e siècle on l'a vu, des prénoms dans la population. On mesurerait ainsi la portée exacte de l'entreprise de vulgarisation du culte rémois à laquelle Hincmar a consacré des années de travail. Il faut d'ailleurs, avant d'en venir au fond le plus substantiel de la Uita, souligner, enfin, que le texte tout entier a connu un long succès, lui aussi. H. Jadart³⁷⁸ s'est efforcé de rassembler les ouvrages qui, de près ou de loin, reproduisent, en fait, la Uita. Son travail, fort sérieux, est évidemment loin

³⁷³ Cet objet se trouve aujourd'hui au musée d'Amiens. Voir R. de Lasteyrie, *Album archéologique des Musées de province*, Paris 1891, p. 109-116 et planche XXIV et, plus anciennement : Paul Lacroix, *Les arts au Moyen Age et à l'époque de la Renaissance*, Paris 1869, p. 335.

³⁷⁴ Miracle de la guérison de la jeune Toulousaine, Baptême de Clovis et, selon Lasteyrie (p. 114), un miracle qui ne se trouve que dans la Uita rédigée par Hincmar.

³⁷⁵ Du VI^e au XI^e siècle.

³⁷⁶ M. Sartor : *Les tapisseries, toiles peintes et broderies de Reims*, Reims 1912 ; M. Guy : *Les tapisseries de Reims... Les dix tapisseries de la vie de saint Rémi*, Reims 1967, p. 39-57.

³⁷⁷ Les tapisseries se rapportent comme suit aux textes en cause : I = lectio I ; II = lectio II + un fragment de la lectio IV ; III = lectio III, V, IV partiellement et un fragment de la Uita qui était dans les lectiones du X^e mais que n'a pas retenu le manuscrit du Vatican que nous avons analysé ; IV = lectio VI ; V = lectiones VII, VIII, VI ; VI = ne figure pas dans la Uita Remigii ; VII = lectio IX plus un passage de la Uita ; VIII, ne provient pas des lectiones mais de fragments de la Uita plus, pour un part, lectio IX ; IX = lectio IX et miracles posthumes ; X = lectio IX avec ajouts du XVI^e siècle.

³⁷⁸ H. Jadart, *Bibliographie des ouvrages concernant la vie et le culte de Saint-Rémi*, Reims 1891, 45 p.

d'être exhaustif ³⁷⁹. Nous n'avons pas davantage la prétention de l'être. Il est tout de même intéressant de signaler la traduction italienne, réalisée dès 1594, d'une version partielle de la Uita ³⁸⁰. L'auteur, prieur de l'église Saint-Rémi de Florence, ne tarit pas d'éloges sur cette vie « très longue, remarquablement composée, écrite dans un très beau style, emplie d'une grande doctrine et de nombreux documents chrétiens » ³⁸¹. Plus tôt, déjà, Hincmar impressionne ses lecteurs : la vie de saint Berchaire, rédigée au X^e siècle, est influencée par celle de saint Rémi ³⁸² ; Sigebert de Gembloux retient comme titre de gloire essentiel pour Hincmar d'avoir rédigé la Uita ³⁸³. Plus près de nous, et de manière moins admissible, des auteurs du XIX^e siècle ont considéré la Uita comme un document historique sûr et se sont contentés de la paraphraser ³⁸⁴.

On comprend mieux l'irritation de Krusch, celle des Bénédictins de Paris, devant ces excès.

Hincmar s'était préoccupé, dans son guide de lecture, de signaler à l'attention d'un tout autre public d'autres passages de son œuvre.

Ayant signalé les lectiones par le signe ✕, dans lequel il voit une étoile dont les rayons doivent illuminer les moins savants, il désigne les passages les plus savants, réservés aux plus éclairés, par un ¶ qui signifie paragraphe et les clot par un > ou antisimma ³⁸⁵.

³⁷⁹ Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur*, II, p. 224, 328, 480 et 760 fournit d'autres exemples d'emprunts à la Uita à Liège, Trèves etc..., par Hermann de Reichenau.

³⁸⁰ *Vita di S. Remigio arcivescovo di Reims città metropolitana di Francia scritta da Hincmaro arcivescovo della medesima città*, R.M. Francesco Falconcini, Florence 1594.

³⁸¹ Page 2 : « é molto copiosa, benissimo composta, e tirata con bellissimo stile, ripiena di gran dottrina e di molti documenti cristiani ». Les circonstances et la personnalité de l'archevêque de Guise, alors installé à Reims et auquel s'adresse le traducteur, ne sont peut-être pas sans effet sur l'opinion de celui-ci... !

³⁸² *Acta Sanctorum*, Octobre VII. Berchaire fut le premier abbé d'Hautvillers.

³⁸³ *Libër de scriptoribus ecclesiasticis*, PL 160, 569.

³⁸⁴ T.P. Armand, *Histoire de Saint-Rémi*, Paris 1846, par exemple. Ou Ch. Cerf, *Vie des saints du diocèse de Reims*, II tomes, Reims 1898, qui aurait même tendance à enjoliver encore...

³⁸⁵ MGH, V.R., p. 258-259 : « His miraculorum praemissis capitulis quedam sunt insequenti opusculo de sanctis scripturis et catholicorum dictis. Sed et de historiis ad instructionem et exhortationem interposita, quae ut ad recitandum omnia in populi audientia non increscent : cui pro captu audientium mensuram uerbi conuenit ministrari ; et ut excepta per se alia lectioni studiosorum non depereant sicut quondam contigisse hac occasione, in praefatione huius operis commemorauit, per lectiones ad legenda in duabus festiuitatibus... Subsciue distinctione notis antiquorum peritia inuentis quantum inde, populo audiente, legantur et que instructoribus et studiosioribus quando sibi licuerit uel libuerit legenda seruentur designare curauit ; eo uidelicet modo ut illa que populo recitanda sunt nota quae asteriscus ✕ uocatur non ut ea quae omissa fuerant inluscant sed ut quasi stellae radii minus

Lorsqu'on se reporte à l'édition Krusch, et si on compare celle-ci aux résultats qu'apporte, de son côté, le manuscrit Gheyn 3316, on s'aperçoit qu'une fois encore les déformations ont été considérables, à l'évidence, aux X^e et XI^e siècles ; et que, d'autre part, une fois encore, en procédant par accumulation de tous les signes rencontrés dans l'ensemble des manuscrits, Krusch a faussé totalement les données du problème. A lire sa version, on voit que tout ce qui n'est pas désigné par des astérisques l'est par le signe des paragraphes ³⁸⁶. Il nous semble évident que, si Hincmar avait simplement voulu dégager les passages réservés aux lectiones de ceux dont la lecture était plus difficile, il lui suffisait d'un double usage des astérisques : il ne nous a habitués aux complications gratuites dans aucun cas. Encore que, nous le reconnaissons, son texte guide soit peu clair sur ce point, nous pensons que l'emploi des ¶ et > dégage un troisième niveau de lecture et pas seulement un deuxième. Le deuxième est constitué par des textes, aisément identifiables en général, qui tirent, sans aucune science particulière, l'enseignement moral de la lectio ³⁸⁷. Hincmar nous paraît avoir réservé à des lectures plus savantes, où il se livre à des exégèses recherchées, où il parle de la prédestination, du baptême, etc... l'emploi des signes distinctifs dont il parle.

Comme dans le cas des lectiones, nous avons le sentiment de ne pouvoir, à l'heure actuelle, aboutir qu'à des conclusions provisoires. Cependant, à partir du double constat que Krusch avait, là encore, procédé par une accumulation peu justifiable des informations et que le manuscrit Gheyn 3316 nous conduisait à des conclusions fort différentes, nous avons dressé un tableau, très hypothétique encore, des lectures savantes.

Au demeurant, la distinction des niveaux 2 et 3 est moins importante que l'identification préalable des lectiones : elle nous semble pourtant correspondre à la réalité ³⁸⁸. Le niveau des commentaires, unique ou

scientes illuminent praenotetur. Eis uero que per dei gratiam inluminatis legenda reseruari debent nota paragraphus ¶ praeponatur ad separandas res a rebus quae in coniunctione concurrunt. Antisimma uero > subiungatur ubi sunt finienda que paragraphus praenotauit ».

³⁸⁶ Une fois encore Krusch commet une erreur flagrante : p. 300, il retient ¶ contre l'évidence alors que deux versions vont contre la sienne. Dans ce cas, d'ailleurs, le manuscrit de Bruxelles confirme Krusch : c'est tellement absurde puisqu'il s'agit d'un court passage narratif qu'il faut réparer cette erreur.

³⁸⁷ A ce type appartiennent à coup sûr des passages que Krusch a signalés d'un ¶ p. 324 et 326, et bien d'autres aussi.

³⁸⁸ Comment admettre qu'Hincmar considère comme difficile, par exemple, le court passage consacré au baptême, p. 279, celui, simplement destiné à illustrer l'exemplum qui précède, qu'il tire, p. 280, des Ecritures, celui de quatre lignes, p. 285, qu'il consacre à la désobéissance d'un homme à saint Rémi et à la peine encourue de ce fait, celui de la p. 302 sur les résurrections racontées par l'Ecriture, celui des pages 309-310, qui est de simple pastorale, celui de la p. 311, qui a six lignes

double, n'avait, pour Hincmar, pas moins d'importance que celui des exempla consignés dans les lectiones³⁸⁹ ; il en a eu beaucoup moins pour la postérité qui a taillé impitoyablement dans ces longs excursus.

Pages MGH	Début des lectures	Fin des lectures	Confirmation par MS Gheyn 2316
261	Singularis autem		oui
262	Merita igitur	uidelicet pessimis	
264	O uirum	p. 266 : intellegentur	
266	Sed et non		oui
267	Sunt et alia	p. 268 : se reliquit	
272	Qui ergo	p. 273 : contradicit	
274	Miramur quia		
275	Nunc ad iustitiam	p. 278 : pro nobis	
280	A quem ignem	p. 285 : esse diuersum	oui
287	Ceterum quia	p. 288 : timendo praeueniamus	oui
288	Sed et conueniat		
290	Quam fratres	p. 291 : singillatim infudit	
297	Legimus sanctum	p. 299 : super caput eius perseuerare facit	oui
304	Quapropter nemo	experimenta	
306	Et ne quis	morborem	oui
314	Peccantes inquit Apostolus		oui

et commente simplement un texte du 3^e livre des Rois déjà commenté plus haut, justement dans un passage difficile. En fait, cette fois encore, la confusion s'est évidemment introduite peu à peu, les scribes se trompant, les lecteurs ajoutant probablement des **¶** à des passages qui avaient retenu leur attention. Cela nous paraît très évident pour le passage de la page 324 : quelle tentation de trouver là une réponse toute faite et qui n'a absolument rien de savant à la question classique de tous les fidèles sur la raréfaction des miracles à l'époque où ils vivent !

³⁸⁹ Hincmar s'abrite derrière le patronage et l'exemple de Grégoire le Grand pour justifier ces longues digressions : MGH, VR, p. 254 : « ... his autem quae descriptis uirtutum miraculis a Domino per beatissimum, pro modulo intellectus mei, de catholicorum dictis subiungere studebo. Uestigia beati Gregorii, licet non ualeam, prosequi moliar, qui describens sanctorum actus prauorumque casus, exhortatione inde assumpta, secundum sapientium sibi a Deo datam, multa necessaria et utilia legentibus ac audientibus interposuit ».

Ainsi la Vie de saint Rémi a été composée certainement à deux niveaux de lecture différents, très vraisemblablement à trois. Les lectures constituent l'enseignement populaire que le prélat tient à dispenser, à la gloire de saint Rémi et pour la sauvegarde de Reims, par l'intermédiaire d'une liturgie obligatoire. D'autres textes constituent — ils sont en général brefs et simples — des méditations utiles pour le clergé, dans la suite directe des exempla ; la troisième catégorie, d'une toute autre portée, résume les opinions hincmariennes sur les grands sujets débattus au IX^e siècle.

Lisons donc, maintenant, la Uita Remigii comme Hincmar souhaitait qu'elle le fût.

C) Le « tombeau de saint Rémi » :

Il ne nous faut, pour autant, ni être prisonniers de sa structure apparente, ni céder aux facilités de celle que Krusch a cru pouvoir donner dans son édition. La Uita se divise, semble-t-il en deux parties très inégales : la vie du saint et ses miracles posthumes. Sa construction réelle est plus subtile. Elle repose sur un texte que cite Hincmar au milieu de la Uita, dans une lectio. Il y avait en Gaule, au moment de l'arrivée des Francs, un certain Rémi, homme savant et très saint, rhéteur distingué, remarquable par les vertus, qui rendait la vue aux aveugles, restituait la vie aux morts, chassait les démons et apportait le soulagement à tous ceux qui souffraient d'un quelconque mal³⁹⁰. De là découle évidemment une *première séquence*, entièrement consacrée à la vie de saint Rémi *avant les Francs*. Il a suffi d'ajouter les passages relatifs à la naissance et à l'élection à ceux qu'évoquait le résumé de Grégoire de Tours.

Neufs fragments, répartis en cinq lectures constituent les exempla de ce premier grand fragment. La prédestination de Rémi, nécessaire à Reims et à la Gaule dans le terrible climat de catastrophe qu'évoque Hincmar³⁹¹, la mission annonciatrice du moine Montanus constituent la première occasion de faire réfléchir le lecteur³⁹². Il faut aussi, en passant, régler le compte d'une tradition tenace qui, à elle seule, détruirait une bonne partie du raisonnement d'Hincmar : Rémi, nous

³⁹⁰ MGH, p. 292 : « Erat enim sanctus Remigius uir sapiens atque sanctissimus, egregius rhetoricus, praeclarus in uirtutibus, caecis uisum restituens, mortuis uitam reparans daemonia eiiciens, omniumque infirmitatum languoribus medelam praebens ». Ce texte est emprunté à l'*Histoire des Francs*, aux cinq derniers mots près.

³⁹¹ MGH, p. 259-261, 262 : F. Baix a dégagé les sources liturgiques de ce passage (op. cit., p. 214-215). Aucun détail caractéristique n'est de l'invention du prélat. « Fortunat » fournit ce que ne donne pas la liturgie.

³⁹² MGH, p. 261-262 : il faut insister sur la rencontre providentielle, voulue par Dieu, des grands hommes de l'histoire et des situations qui réclamaient leur présence, aussi bien que sur la prédestination du nom à l'homme dans sa fonction (MGH, p. 262).

dira-t-il bientôt, a été ainsi nommé par la volonté de Dieu. Or des textes circulent encore où l'on s'obstine à le nommer « Remedius »³⁹³ : cette tradition est tout à fait incorrecte³⁹⁴. Puis vient le récit de l'éducation³⁹⁵, celui de l'élection, imposée par des prodiges divins car non canonique³⁹⁶. Le mécanisme constant « d'explication » est une première fois employé ici³⁹⁷ : Dieu bouscule, quand il le veut, l'ordre normal des choses. Toute l'économie de la Uita va reposer là-dessus, jusqu'à l'affirmation, empruntée à Grégoire le Grand et déjà relevée plus haut, de la nécessité de croire au miracle, hors de toute analyse rationnelle. La familiarité de Rémi avec les oiseaux constitue un court exemplum³⁹⁸ : le commentaire d'Hincmar est, ici, bien plus intéressant. Viennent ensuite les miracles, qui constituent tous une transgression voulue par Dieu de l'ordre naturel par l'intermédiaire de Rémi : guérison d'un aveugle — cas évoqué par le texte de Grégoire de Tours — à Chaulmouzy³⁹⁹, multiplication du vin à Celse⁴⁰⁰, lutte contre l'incendie⁴⁰¹, guérison de la jeune Toulousaine⁴⁰² où éclate l'orgueil rémois : à Rome la guérison n'a pas été obtenue et saint Benoît lui-même a conseillé de voir Rémi, le démon ayant assuré qu'il ne quitterait le corps de la jeune fille que sous l'effet de la prière rémigienne. A l'occasion du baptême d'un mourant, enfin, Rémi obtient la multiplication sur-naturelle de l'huile exorcisée nécessaire⁴⁰³. Le commentaire d'Hinc-

³⁹³ Acta Sanctorum, Octobre I, p. 60 : des martyrologes d'Auxerre, de Corbie, de Gellone le nomment ainsi, et Raban Maur lui-même... !

³⁹⁴ MGH, p. 262.

³⁹⁵ MGH, p. 262-263.

³⁹⁶ MGH, p. 263. Rémi n'a pas reçu les ordres mineurs. Hincmar a trouvé l'allusion aux merveilles qui ont désigné Rémi dans la liturgie (Baix, p. 224).

³⁹⁷ Notons que la démarche mentale d'Hincmar est ici strictement parallèle à celle qu'il a suivie dans les affrontements qui l'ont opposé à Nicolas I^{er}, en matière de droit canon : il existe un ordre normal des choses, c'est celui que définit la loi. Le pape peut, par l'autorité spéciale dont il est dépositaire, non point modifier la loi — pas plus que Dieu, dans les faits, ne modifie les éléments naturels — mais en modifier le cours normal : il convient que cet acte soit souligné comme étant de caractère et d'essence exceptionnels.

³⁹⁸ MGH, p. 266.

³⁹⁹ MGH, p. 271. Bases : « Fortunat » et la liturgie (Baix, p. 215).

⁴⁰⁰ MGH, p. 273. Base : Liturgie (Baix, p. 224).

⁴⁰¹ MGH, p. 279. Bases : « Fortunat » et la liturgie (Baix, p. 216 et 224).

⁴⁰² MGH, p. 285-286. Bases : « Fortunat » et la liturgie (Baix, p. 217). L'Antienne utilisée dit : « Remigius meritis gloriosus Benedicti filiam Alarici precibus ». Benedicti ne peut être pris pour un adjectif : il faudrait alors admettre qu'il qualifie l'hérétique Alaric ! Il est difficile de penser que c'est le complément de nom de filia et qu'il s'agit d'une moniale : Hincmar a strictement repris le texte qu'il avait sous les yeux et, n'en déplaise à Krusch, n'a fait que compléter l'indication fournie en mentionnant les lettres de saint Benoît à Rémi.

⁴⁰³ MGH, p. 290. Base : liturgie ancienne (Baix, p. 224).

mar ⁴⁰⁴ ne laisse aucun doute : le saint pouvait consacrer lui-même cette huile — l'archevêque ne se demande pas si les conditions liturgiques étaient réunies — mais il a préféré obtenir un miracle qui manifestât, aux yeux du catéchumène, la puissance de Dieu. Le hasard n'ayant point de place dans une bonne construction dialectique, ce miracle a précédé tout justement l'arrivée des Francs.

Les lectures, même si elles ont d'innombrables garants, ont été entièrement rédigées par l'archevêque : il est impossible de n'y pas reconnaître son style et son vocabulaire. Par souci d'archaïsme (?), il y emploie l'imparfait ou le plus-que-parfait, alors qu'il revient au présent ou au parfait pour les commentaires. Ceux-ci méritent que nous nous y arrêtions aussi quelques instants. Hincmar y manifeste une constante préoccupation : trouver dans la Bible les précédents qui garantissent toutes les actions rapportées, que Rémi en soit l'auteur ou le bénéficiaire ⁴⁰⁵. Brodant et renchérissant sur le texte « de Fortunat », il médite sur les vertus du saint ⁴⁰⁶, superbement présent aux autres mais détaché des choses du monde. Ses vertus étaient telles qu'avant sa mort, déjà, il était un exceptionnel intercesseur. Il serait bien mesquin et bien stupide de lui reprocher sa familiarité avec les oiseaux : tous les saints ont montré, par leur attachement aux plus petites créatures que de tels « détails » doivent compter pour l'homme ⁴⁰⁷. Une explication beaucoup plus savante, précédée d'un ¶ va d'ailleurs suivre. Puis Hincmar, nous semble-t-il, en revient à une méditation morale ⁴⁰⁸, exhortant ses lecteurs au détachement des biens terrestres et à la charité envers les pauvres, les démunis, les imprévoyants ⁴⁰⁹. La libération de l'aveugle fournit le prétexte à une envolée : Rémi — oh grâce ineffable de la piété — a obtenu un triple remède durant son séjour à Chaumouzy : il a nourri un indigent, lui a rendu la vue et a libéré son âme du démon. Par ce miracle insigne, il a manifesté la Trinité en un seul pauvre ⁴¹⁰. Comment ne pas réfléchir, faire l'examen de ses fautes et se repentir lorsqu'un intercesseur aussi puissant peut donner sa pleine valeur à une pénitence sincère. Le miracle de Sault, s'il est l'occasion d'un long commentaire

⁴⁰⁴ Ibidem. Curieusement c'est à cette occasion qu'Hincmar rapproche le miracle obtenu de celui des Noces de Cana.

⁴⁰⁵ Ainsi pour la prédestination du nom, pour la naissance miraculeuse, etc...

⁴⁰⁶ MGH, p. 264-266.

⁴⁰⁷ MGH, p. 266 : « Delectatio namque... manciparent ».

⁴⁰⁸ MGH, p. 268-271. Il y effectue des emprunts à plusieurs textes qu'il a antérieurement écrits.

⁴⁰⁹ Deux formules heureuses : « Plus gaudentes de bono opere quam de bona possessione », « Et quo pretio sit redemptus non meminit, qui ima querit ». L'essentiel nous semble ici emprunté à des commentaires des Ecritures qu'il faut retrouver.

⁴¹⁰ MGH, p. 272 : « ... per hoc insigne miraculum sanctae Trinitatis mysterium ut cum apparuit unus in paupere, Trinitas se ostenderet in salute ». Le texte est largement emprunté à la liturgie (Baix, p. 216).

savant, suscite aussi quelques lignes de portée plus modeste : du type... « demandons à Rémi de multiplier en nous... » ⁴¹¹. Lorsque Rémi a lutté contre le feu à Reims, en sortant de l'église Saint-Nicaise où il venait de prier, son pied s'est imprimé dans la pierre — l'empreinte bien entendu demeure visible du temps d'Hincmar —. Ce n'est pas la première fois, la Bible l'atteste, que Dieu a permis un miracle aussi significatif. En l'occurrence, il annonce à l'évidence que le poids du saint est seul capable d'amollir la dureté de cœur des Francs païens. Tandis que les flammes signifient, on pouvait s'en douter, le péché menaçant contre lequel il faut demander l'aide de Rémi ⁴¹². La délivrance et la résurrection de la jeune Toulousaine méritent d'être méditées : deux morts menacent l'homme, comme le montre bien cet exemple, celle de l'âme et celle du corps : bien sûr, seule la première est grave ⁴¹³. Nous avons déjà mentionné le commentaire relatif à la multiplication de l'huile exorcisée.

On le voit, chaque exemplum fournit au prélat l'occasion d'un développement, assez bref en général, qui cherche à en dégager la portée au niveau moral et pastoral. Plus largement encore, il s'agit pour Hincmar de conduire ses lecteurs à l'idée qu'au point focal de l'Histoire dirigée par Dieu, c'est-à-dire la rencontre des Francs et de leur Apôtre, c'est un personnage de taille exceptionnelle que Clovis va trouver comme interlocuteur. Tout est prêt pour la deuxième séquence.

Avant d'y venir, il faut, en rompant le rythme de l'analyse horizontale, en venir au troisième niveau de cette première séquence. La désignation de Rémi par son nom avant la naissance, la grâce qui, en sa faveur, précède l'adhésion du libre arbitre sont, on l'imagine, des problèmes théologiques réels pour Hincmar et ses lecteurs. Un premier développement y fait face ⁴¹⁴. Chaque fois qu'il veut montrer aux hommes qu'il va se passer quelque chose d'important, Dieu modifie, sous leurs yeux, l'ordre normal des choses. Ainsi en a-t-il été pour Rémi. Dieu a voulu qu'il fût nommé « pour cette raison qu'il était destiné à diriger, entre les vagues fracassantes du monde, l'Eglise qui devait croire en lui » ⁴¹⁵. La familiarité des oiseaux mérite une exégèse ⁴¹⁶. Un exemple emprunté à Cassien ⁴¹⁷ montre la familiarité de saint Jean Baptiste et d'une perdrix. Mais surtout Hincmar se lance dans une

⁴¹¹ MGH, p. 279.

⁴¹² MGH, p. 280 et p. 285.

⁴¹³ MGH, p. 286-287.

⁴¹⁴ MGH, p. 261-262 et 262.

⁴¹⁵ MGH, p. 261 : « Ita ergo et beatus Remigius ab eo quod ecclesiam sibi credendam inter fluctuagos mundi rectorus esset anfractus, Remigii cognomen a Deo assecutus est ».

⁴¹⁶ MGH, p. 266-268.

⁴¹⁷ MGH, p. 268.

explication sur les animaux symboliques dont il paraît avoir contracté le goût à l'époque où Louis le Germanique lui avait demandé de commenter un passage du Psaume 101 ⁴¹⁸. Les passereaux ⁴¹⁹, dit-il, sont des oiseaux qui vivent près des hommes mais ne se mêlent que très difficilement à leur existence tant ils sont prudents. Avec d'autres oiseaux, plus naturellement familiers, le miracle n'aurait pas été significatif. Au contraire, les passereaux, symbole de prudence, représentent parfois le Christ et le choix de Rémi est très heureux. Peu d'oiseaux, dit encore Hincmar, sont désignés plus souvent dans la Bible que le passereau, la colombe et la tourterelle. Le passereau est d'une grande sagacité : on ne le prend pas aisément dans les lacs et on ne peut le tromper par le besoin qu'il a de se nourrir : il représente bien l'âme juste qui n'est pas trompée par les pièges du démon ⁴²⁰. La colombe et la tourterelle, dit-il encore, qui ont un chant si triste, signifient la plainte des saints dans ce siècle et l'espérance de l'autre monde ⁴²¹. Ce n'est pas sans hésitation que nous rangeons dans cette catégorie la méditation qui suit le récit du miracle de Chaumouzy ⁴²² : c'est une nouvelle réflexion sur le détachement et sur la pénitence. A Sault, Rémi a surabondamment obtenu la multiplication du vin : nous, lecteurs de ce miracle, dit Hincmar, devons renoncer aux ivresses de ce monde et rechercher celles de la vie spirituelle ⁴²³. Mais, curieusement, le propos va dévier vers la Trinité et fournir le prétexte à l'exposé qu'Hincmar souhaitait intégrer, sur ce sujet, à la Uita. Rien n'y est substantiellement neuf, par rapport aux textes déjà connus ⁴²⁴. Tout aussi artificiellement, le mot « feu » qui sort de l'exemplum relatif à l'incendie qu'a éteint Rémi va servir de point de départ à un autre énorme excursus relatif, cette fois, à la prédestination et à la volonté salvatrice universelle ⁴²⁵.

⁴¹⁸ Hincmar a fait allusion en deux autres occasions encore à des animaux « significatifs » : le caméléon (PL 126, 114) (probablement d'après l'Hexaméron de saint Ambroise ou d'après les Origines d'Isidore de Séville) et l'épervier (PL 125, 200).

⁴¹⁹ Les développements d'Hincmar sur ce thème se retrouvent dans un commentaire de Rémi d'Auxerre sur le Psautier. MS Reims 132, fol. 14 r.

⁴²⁰ L'exégèse d'Hincmar semble lui être personnelle. Elle ne doit rien, en tout cas, pas plus d'ailleurs que dans les autres cas, au Physiologus (*Francis de Carmody, De bestiis et aliis rebus and the latin Physiologus, Speculum* 1938, p. 153-159) Patrologie grecque 43, 517-534.

⁴²¹ Très proche d'Hincmar : Grégoire le Grand, *Moralia* XXXII (PL 76, 636).

⁴²² MGH, p. 272-273. L'appel à deux textes de Grégoire le Grand, à la fin de ce passage, nous y décide malgré tout. Mais le ton est plus moral que théologique ou exégétique.

⁴²³ MGH, p. 274-278.

⁴²⁴ Hincmar reprend même, littéralement ou non, des textes de 857, de 860 et de 869.

⁴²⁵ MGH, p. 280-285.

Nous avons fait usage de ce texte ⁴²⁶. Il convient seulement ici de souligner deux choses. La première est qu'en 877 l'archevêque a pris soin de réécrire totalement ce qu'il pensait de ce sujet sans emprunter un seul passage, littéralement, à ses œuvres antérieures : il a même poussé le scrupule jusqu'à apporter quinze textes scripturaires nouveaux ⁴²⁷ à l'appui de sa thèse. Il fonde ainsi largement celle-ci sur les Ecritures ⁴²⁸ puisqu'il ne fait appel qu'à un seul texte patristique ⁴²⁹. La seconde : à la fin de sa vie, Nicolas I^{er} étant mort, nul ne pouvant plus lui reprocher d'enseigner ce qu'il pense de ce problème, l'archevêque croit de son devoir de combattre encore « l'hérésie prédestinatrice » dont il soupçonne la persistance ⁴³⁰ ; force nous est de constater que, pour lui, une fois encore, il s'agit du vêtement théologique d'un problème social, l'irresponsabilité dans le désordre à laquelle mènent la résignation et le fatalisme des uns et le cynisme des autres. On comprend que, deux siècles plus tard, de tels passages n'aient plus eu grande signification pour ceux qui avaient à les recopier ou même à les lire.

La guérison de la jeune Toulousaine a donné, une nouvelle fois, l'occasion de développer une méditation théologique. Rémi a vaincu deux morts : celle du corps et celle de l'âme et a assuré à la jeune fille deux résurrections : celle du corps et celle qui conduit au salut. Il faut avoir ces exemples présents à l'esprit, en particulier au moment de la mort et penser aussi que ceux qui meurent ayant commis de trop lourdes fautes les expient, en tout cas, après leur décès, au purgatoire. Le thème de la gravité de certaines fautes — en particulier, bien entendu, le vol des biens d'Eglise — va traverser toute la Uita. De nombreux exemples de la troisième séquence vont illustrer la tendance esquissée dans cette méditation : même réconciliés, ceux qui ont commis une lourde faute contre les biens de Saint-Rémi subissent d'abord la mort physique, ensuite des peines temporaires. Il était donc important, pour Hincmar, d'attirer l'attention de ses lecteurs les plus instruits sur cet aspect des choses qui conditionne une bonne lecture des exempla futurs. A un niveau plus élevé, Hincmar développe les conclusions auxquelles il est parvenu quant au feu éternel, au purgatoire et au paradis ⁴³¹. Et aussi

⁴²⁶ Voir chapitre III.

⁴²⁷ Esther 13, 9 : Psaume 37, 21 : Psaume 110, 2 : Isaïe 53, 12 : Mathieu 16, 27, 25, 41, 26, 28, 27, 27 : Marc 2, 17 : Luc 10, 10, 23, 34 ; Romains 10, 15 ; Hébreux 2, 9, 2, 14, 15, 3, 18, 19.

⁴²⁸ Il est d'ailleurs nécessaire de souligner que l'emploi des Ecritures est remarquable et très systématique dans tous les passages de ce niveau : à la fin de sa vie, ayant beaucoup lu pour affermir sa doctrine, Hincmar en revient au texte central du christianisme.

⁴²⁹ Augustin, Sermon CC XIV.

⁴³⁰ Il parle encore (MGH, p. 280) des « ueteri et moderni praedestinatiani ».

⁴³¹ MGH, p. 287, 288.

sur la sépulture idéale à rechercher, près de saint Rémi ⁴³² ; Hincmar oppose les joies que procurent l'obéissance et la vénération attachées à saint Rémi aux malheurs qui menacent ceux qui ignorent le saint et ses ordres. Encore une fois cette méditation, la dernière de cette nature avant le passage aux Francs, n'est ni sans intention ni sans portée. Les plus longues, les plus intensément voulues par le prélat des méditations de troisième niveau se trouvent dans cette première séquence.

Les bases étant très solidement établies, le deuxième acte du Mystère peut commencer, car c'est bien de théâtre qu'il s'agit ici.

Dans la deuxième séquence, les lectures recommandées sont d'un tout autre type : c'est « d'histoire » maintenant qu'il s'agit. Tout d'abord ⁴³³, bien sûr, il faut faire entrer en scène les Francs. Hincmar a vraisemblablement emprunté à Frédégaire la légende de leur origine troyenne, mais avec une variante importante ⁴³⁴. Il s'agit là d'un topique répandu du IX^e siècle ⁴³⁵ et qui est évidemment destiné à souligner la noblesse et l'antiquité de cette race qu'allait soumettre Rémi au joug du Christ. C'est en même temps un choix antiromain ⁴³⁶ et toute la suite le prouve. Hincmar n'a rien de commun avec Syagrius ou avec les attardés d'une domination qui lui est étrangère : son monde commence avec les Francs et, sans retour, il est membre d'un regnum qui a rompu avec le passé. C'est une raison de plus, pour lui, de préférer Rémi à Martin. Il n'est pas moins nécessaire d'insister sur la dévastation de la Gaule et la férocité des Francs païens ⁴³⁷. Tout est dialectiquement mis en place pour assurer le triomphe de l'Apôtre des Francs. L'épisode si célèbre du vase de Soissons n'occupe qu'une place secondaire dans ce tableau général de la brutalité franque antérieure à l'action de la grâce sur le cœur du roi ⁴³⁸.

Le récit de la conversion et du baptême du roi constituant l'exemplum central de la Uita, il n'est pas question de ne pas en lire l'intégralité à la population. Mais Hincmar y glisse deux textes privilégiés :

⁴³² MGH, p. 288-289.

⁴³³ MGH, p. 291.

⁴³⁴ Chez Frédégaire, ils fondent une ville près du Rhin : pour Hincmar, cette fondation a lieu en Pannonie.

⁴³⁵ Ermoldus Nigellus, Panégyrique de Pépin d'Aquitaine (A. Ebert, *Allgemeine Geschichte der Literatur des Mittelalters im Abendlande*, Leipzig 1880, II, p. 199, note 2) : « Si Ueneris soboles Priami si filius adsit Hector et Aeneas cedet uterque tibi ». Voir aussi : Annales Bertiniani, Grat, p. 163, note 2.

⁴³⁶ On renoue avec les « vraies origines » en sautant totalement par-dessus toute l'histoire de Rome.

⁴³⁷ MGH, p. 292 : « Eo tempore multae ecclesiae a Hludouici exercitu depraedatae sunt. Erunt autem, sicut et rex illorum, fanatici et pagani ».

⁴³⁸ MGH, p. 292.

l'un relatif, on pouvait s'y attendre, à la Sainte Ampoule ⁴³⁹, l'autre aux premières victoires consécutives au baptême ⁴⁴⁰ : quelle heureuse incitation peut-on donner ainsi aux rois carolingiens et, qui sait, aux nouveaux païens venus du Nord. Autres temps forts sur lesquels l'attention est vivement attirée : la lettre du pape Hormisda et la longue durée de l'alliance entre les Francs et l'Eglise. Hincmar introduit ici la fausse lettre d'Hormisda : où serait-elle mieux à sa place puisque le pontife félicite l'apôtre du merveilleux travail effectué ⁴⁴¹. Mais la raison la plus profonde de cette dangereuse citation est ailleurs. L'Histoire des Francs apporte le récit de l'envoi à Clovis par le basileus Anastase d'un diplôme et d'une couronne ⁴⁴². A cet honneur reçu par le détenteur local de l'office laïc, ne peut pas ne pas correspondre une distinction honorifique égale destinée au vicaire désigné — ainsi s'éclaire le vicariat ⁴⁴³ — du pape : l'office ecclésiastique agit symétriquement à l'autre. Toute la géométrie d'Hincmar se retrouve là ! L'Histoire des Francs souligne — et Hincmar saisit la balle au bond — le maintien de l'entente entre saint Rémi et les successeurs de Clovis : l'alliance est devenue celle de l'Eglise et du roi et elle dure toujours. Mais la coopération « historique » des deux ministères n'exclut pas le respect affiché par le laïc pour l'ecclésiastique : la multiplicité des marques de déférences royales à l'égard de saint Rémi est conforme à « l'ordre naturel des choses » ⁴⁴⁴.

Tous les temps forts « historiques » étant marqués, suivons le fil des exemples qu'il reste à noter et qui se distribuent, pour l'époque antérieure à la maladie de saint Rémi, en trois lectures. Celles-ci, cette fois, sont démesurées. Tout est si important à rappeler qu'elles l'emportent largement sur les deux autres niveaux de commentaires. Le mariage de Clovis, les prières de Clotilde pour conduire son époux au christianisme, la bataille contre les Alamans, les divers épisodes du baptême sont longuement narrés ⁴⁴⁵. La remise des biens dont dispose le saint à l'évêché de Laon, sa cité natale, fournit à Hincmar l'habile prétexte de rappeler la subordination de cette dernière à la métropole rémoise, subordination que va renforcer encore l'exposé complaisant de la vie de saint Gennébaud, artificiellement greffé sur le corps principal du

⁴³⁹ MGH, p. 296-297. Emprunt, rappelons-le, à la liturgie préexistante (Baix, p. 218 et 219, où l'auteur fait de très importantes remarques).

⁴⁴⁰ MGH, p. 300 et 310-311.

⁴⁴¹ MGH, p. 312-313.

⁴⁴² MGH, p. 311-312.

⁴⁴³ Nous avons en son temps — voir chapitre IX — souligné la signification du « vicariat » dans le domaine ecclésiastique. Ici, il est, de toute évidence, symétrique du « consulat » attribué à Clovis.

⁴⁴⁴ MGH, p. 313.

⁴⁴⁵ MGH, p. 293 sq.

récit⁴⁴⁶. Rémi manifeste, une fois de plus, une puissance spirituelle extraordinaire : contre les canons — et nous allons voir Hincmar y revenir — il accorde pardon et restitution à l'évêque dont la pénitence a été exemplaire⁴⁴⁷. La longue marche commune du saint évêque et du roi des Francs est exposée. Elle est émaillée de nouveaux signes de l'élection de Rémi et de la faveur qu'il attire sur le roi : à deux reprises, Rémi fournit à Clovis un vin merveilleux⁴⁴⁸ qui l'aide à vaincre les Burgondes⁴⁴⁹ puis Alaric⁴⁵⁰ et à extirper l'arianisme de la Gaule. Une source liturgique⁴⁵¹ impose le récit relatif à un concile imaginaire où saint Rémi réduit au mutisme par sa seule présence un évêque arien, le convertit et lui rend la parole⁴⁵². Faut-il deviner là quelque nostalgie hincmarienne ?... Déjà cependant une nouvelle ligne mélodique se développe. Les dons affluent entre les mains de Rémi. Après le baptême, le roi, les Francs, lui ont remis des cadeaux pour le remercier⁴⁵³. Rémi, pour édifier les générations futures a immédiatement réparti ceux-ci entre diverses églises du royaume « afin que les Francs ne puissent penser que c'est par cupidité des choses temporelles qu'il les a appelés au christianisme...⁴⁵⁴ ». L'amorce étant merveilleusement mise en place, Rémi peut accepter d'autres dons, avec des précautions constantes, cependant, afin d'éviter, à jamais, le reproche de vénalité. Sauve-t-il par exemple Euloge du glaive royal en obtenant de Clovis la personne et

⁴⁴⁶ MGH, p. 300-302, 302-304 et court passage p. 305 : c'est évidemment un exemplum à lire au peuple rassemblé. Hincmar règle à la fois la question de l'orgueilleuse revendication par son neveu quant à l'ancienneté de Laon et impose aux clercs de sa province, rebelles à la continence, l'image de la longue pénitence — sept ans — qui les attend éventuellement.

⁴⁴⁷ En fait cette péripétie est un indice sérieux de l'ancienneté de la tradition relative à Génébaud. Maître, totalement, de son texte, Hincmar aurait fait déposer le coupable, purement et simplement, quitte à le faire mourir en odeur de sainteté dans le monastère où il se serait retiré.

On peut, à la rigueur, penser qu'une tradition orale existait sur ce point : Hincmar écrit, en 870, à son neveu qui n'a jamais contesté ce point : « ex quo beatus Remigius sanctum Genebaudum in Laudunensi castello episcopum non solum constituit, sed etiam ut ostendit antiqua traditio et monimentum reclusionis qua eum propter excessum notissimum secundum regulas reclusit, post dignam satisfactionem restituit », PL 126, 337-338. Mais Hincmar a incontestablement beaucoup brodé sur ce fond éventuel. Laon ne semble pas avoir boudé sa version puisque, très tôt, la vie de saint Génébaud y est recopiée (Ms Laon 261, fol. 12 sq.).

⁴⁴⁸ Sont-ce déjà les vertus du vin champenois qui se manifestent ?...

⁴⁴⁹ MGH, p. 310. Hincmar est discret — pour cause — sur les suites...

⁴⁵⁰ MGH, p. 310-311.

⁴⁵¹ Baix, p. 225.

⁴⁵² MGH, p. 313-314.

⁴⁵³ MGH, p. 300. Cette fois, c'est Hincmar seul qui compose ce passage. Il est trop profondément conforme à tout ce que nous savons de sa pensée pour que nous nous en étonnions.

⁴⁵⁴ MGH, p. 300 : « ... quos ipse per diuersas ecclesias tradidit ne Franci eum rerum temporalium cupidum esse et ob id ad christianitatem eos uocasse putarent... ».

les biens de ce personnage repentant, Rémi refuse le don de ses biens et en achète une part pour cinq mille livres d'argent : ainsi entre Epernay dans le temporel rémois ⁴⁵⁵ et il convient que chacun dans la province chaque année soit amené à s'en souvenir, laïc ou prêtre. Avec les biens des Vosges — qui, nous le savons, ont causé beaucoup de soucis à l'archevêque — le thème progresse ⁴⁵⁶ : saint Rémi a acquis une partie de la forêt vosgienne et y a fait construire des demeures près des rivières Cosla et Gleni. Les hommes qui habitent là dépendent d'une ville donnée à saint Rémi par les Francs : Berna ⁴⁵⁷. C'est de là que vient, chaque année, le poisson dont a besoin l'évêché de Reims. Pour délimiter à jamais ce domaine, Rémi a placé dans une cavité naturelle où l'on peut la toucher de la main mais d'où on ne peut la retirer, une pierre de bornage. Or, voici qu'un présomptueux a voulu retirer cette pierre de force ; n'y parvenant pas, il a cherché à élargir la cavité. Son bras droit qui tenait la hache a été déchiré et il est devenu aveugle. Voici l'un des premiers actes de représailles du saint contre ceux qui veulent voler ou contester les biens de Reims ⁴⁵⁸. D'autres vont suivre. Clovis, après sa victoire sur Syagrius, a donné à Rémi le droit de posséder tout le territoire de la région de Soissons que le saint pourrait délimiter lui-même durant la sieste royale ⁴⁵⁹. Rémi se met en marche et place des bornes en tous les lieux vacants. En un de ces lieux, un homme possède un moulin ; il en refuse l'abandon ; Rémi propose le partage : l'homme refuse ; Rémi fait tourner le moulin à l'envers puis, malgré les supplications de l'homme, un fossé se creuse en ce lieu, tel que désormais aucun moulin ne peut plus y être placé ⁴⁶⁰. Un peu plus loin c'est un petit bois qu'on lui refuse : une malédiction comparable en frappe les propriétaires. Puis, toujours marchant, Rémi arrive à Chavigny ⁴⁶¹, les habitants le repoussent ; ils sont frappés d'indigence perpétuelle malgré leur travail. Clovis, réveillé, attribue les terres délimitées dont les centres sont Juvigny ⁴⁶² et Coucy ⁴⁶³. Le thème ainsi

⁴⁵⁵ MGH, p. 308.

⁴⁵⁶ MGH, p. 309.

⁴⁵⁷ Ces lieux sont mal identifiés. Voir MGH, p. 309, notes 3 et 4 : mais nous ne sommes pas définitivement certain des localisations proposées.

⁴⁵⁸ MGH, p. 309.

⁴⁵⁹ Le thème universel de la délimitation miraculeuse d'un territoire est ici mis au service du christianisme par Hincmar.

⁴⁶⁰ L'histoire repose peut-être sur une tradition ; il s'agit à l'évidence d'une meule de pierre et non point d'un moulin à eau.

⁴⁶¹ Le contexte permet de penser à Chavigny, Aisne, au nord de Soissons, plutôt qu'à Chavignon.

⁴⁶² Juvigny, à quelques kilomètres de Chavigny.

⁴⁶³ La délimitation des terres, très isolées en effet dans l'ensemble des propriétés rémoises (cf. carte générale) et l'organisation de leur exploitation autour de Coucy et Juvigny — qui possédaient l'une et l'autre une église — correspondent exactement aux données du texte transposées sur la carte.

lancé — Rémi protège ses biens en frappant de malédiction ceux qui leur portent atteinte — va se développer en symphonie dans la fin de la Uita.

Les commentaires moraux sont ici moins développés encore que dans la première séquence, tant les exempla parlent par eux-mêmes. Ils sont, d'ailleurs, le plus souvent, de simples paraphrases des précédents. L'accent est mis, à propos du renoncement aux biens, sur les excellents exemples de détachement donnés par le saint, mais aussi par des laïcs, rois, princes ou grands, comme Euloge⁴⁶⁴. Bien entendu l'exemple de Génébaud fournit l'occasion d'exalter la pénitence sincère, véritable résurrection, mais aussi l'efficace intercession des chrétiens les uns pour les autres et l'humilité que doit en tout cas garder celui qui s'efforce de conformer sa conduite aux normes chrétiennes. L'attitude de saint Rémi à l'égard des biens préoccupe, on s'en doute, son panégyriste. Tout d'abord, la Bible le montre bien, le droit d'un saint à maudire un lieu ou des hommes qui échappent à sa décision, si celle-ci est juste, est parfaitement fondé⁴⁶⁵. Ensuite l'attention prêtée jusqu'au détail à la gestion et à la préservation des biens n'est pas du tout un signe de coupable attachement aux choses de la terre⁴⁶⁶ : c'est un devoir pour chacun, prêtre en tête, d'établir un équilibre entre obligation spirituelle et tâches temporelles. Gérer les biens dont on a la charge revient à se préoccuper de ceux que l'on doit, d'ordre divin, nourrir.

Le troisième niveau d'intérêt est un peu plus riche mais incomparablement moins que dans la première séquence. Il faut bien qu'Hincmar lui-même se rassure avant de rassurer ses lecteurs : cette affaire de colombe porteuse du chrême miraculeux a beau provenir de la liturgie ancienne, elle est un peu difficile à admettre⁴⁶⁷. Lors du baptême du Christ déjà, dit Hincmar, une colombe a matérialisé, au-dessus de sa tête, la présence de l'Esprit⁴⁶⁸. Le miracle dont saint Rémi a été le bénéficiaire cherchait à édifier les infidèles et à frapper l'imagination des simples. Dieu se manifeste matériellement chaque fois qu'il est nécessaire pour lui de convaincre : ainsi de la colombe porteuse d'un rameau d'olivier à la fin du Déluge. D'autres saints : Basile, le pape Fabien, Euvurce

⁴⁶⁴ C'est, pour Hincmar, l'occasion de citer un passage de la 4^e Homélie de Grégoire le Grand sur les Evangiles auquel il tient beaucoup : MGH, p. 309. Et de glisser un autre texte auquel il a sans cesse fait référence : « *Gratis accepistis, gratis date* » (Mathieu 10, 8).

⁴⁶⁵ MGH, p. 307 : Malédiction de David sur le Mont Gelboe.

⁴⁶⁶ MGH, p. 309-310.

⁴⁶⁷ Rappelons pour mémoire cependant qu'avant toute exégèse, le prélat rappelle la phrase non équivoque de Grégoire le Grand : si un miracle peut être compris par la raison il n'est pas admirable et la foi n'a plus aucun mérite (MGH, p. 297). Le thème de la figuration de l'Esprit par la colombe, symbole de simplicité et d'innocence, se trouve déjà dans Hildefonse de Tolède, De cognitione baptismi, PL 96, 137.

⁴⁶⁸ MGH, p. 297 sq.

d'Orléans, ont bénéficié de miracles comparables. La réinstallation, pénitence accomplie, de Génébaud pose un problème canonique : la législation que connaît Hincmar s'oppose, en tout état de cause, à un tel acte. Ayant rappelé les inépuisables réserves d'indulgence à l'égard d'un pécheur repentant, dont Dieu fait preuve ⁴⁶⁹, Hincmar sent bien la nécessité de maintenir d'une main ferme la législation normale en de tels cas ⁴⁷⁰, réserve faite des cas exceptionnels comme le fut, justement, celui de Rémi. La conversion de l'évêque arien fournit une dernière occasion ⁴⁷¹ : Rémi a lié un coupable et délié un converti ; il a assumé pleinement la fonction épiscopale.

Son œuvre achevée, averti par Dieu de son décès proche, Rémi consacre à se préparer à la mort ⁴⁷² la même attention qu'il avait toujours manifestée à obéir à Dieu et à marcher dans sa voie ⁴⁷³. Son trépas fournit l'occasion d'un développement très curieux. Hincmar, qui approche de cet âge, fait mourir Rémi à 75 ans. Il se lance dans un éloge des septuagénaires et des octogénaires : leur patience et leur tolérance se sont développées et ils ne sont point, contrairement à ce que l'on dit parfois, diminués dans leurs facultés ⁴⁷⁴. Quant à Rémi, confesseur de la foi par sa mission, harassé par le travail fourni, vaincu au combat, il a mérité moralement aussi la palme du martyr ⁴⁷⁵.

Nous sommes loin de 845 : Rémi est désormais apôtre, confesseur de la foi et martyr ! Les obsèques d'un tel homme ne sauraient évidemment être ordinaires. Il choisit lui-même, par des signes éclatants, le lieu de sa sépulture ⁴⁷⁶. Et, bien sûr, à peine mort, il protège sa ville de l'épidémie de peste qui la menace ⁴⁷⁷. Enfin, lorsqu'est prête la crypte où il doit être déposé, ce sont les anges qui l'y transportent ⁴⁷⁸.

Le premier grand objectif d'Hincmar, exalter la mémoire de son prédécesseur, étant rempli, le rédacteur va consacrer toute une troisième

⁴⁶⁹ MGH, p. 304.

⁴⁷⁰ MGH, p. 306.

⁴⁷¹ MGH, p. 314-315.

⁴⁷² Non sans avoir rédigé un testament (MGH, p. 317-318).

⁴⁷³ MGH, p. 317-318.

⁴⁷⁴ MGH, p. 318 : « Bene autem patientes sunt, ut adnuntient, quia caelestia praedicantes tanto robustius adversa tolerant quanto et per tolerantiam suam animarum comoda locupletius reportant ».

⁴⁷⁵ MGH, p. 318 : « ... confessor officio, martyr quoque studio, inuictus certamine, palmam querens sanguine, beatus athleta Dei, quametsi gladius persequentium non tetigit, dignitatem martyri non amisit ». N'y a-t-il pas des martyrs d'intention aussi bien que d'action !

⁴⁷⁶ MGH, p. 319-320.

⁴⁷⁷ MGH, p. 320, d'après Grégoire de Tours.

⁴⁷⁸ MGH, p. 321.

séquence ⁴⁷⁹ de son travail au second de ses buts, non moins essentiel : la défense des biens de l'épiscopat par leur légitime propriétaire, Rémi. Il n'y a place dans cette troisième séquence que pour des exempla. Pas de commentaires savant et fort peu de développements moraux ⁴⁸⁰. L'importance des exempla rapportés est si considérable pour le maintien du temporel rémois qu'Hincmar a découpé six lectures, dans cette seule partie, destinées à la fête du 1^{er} Octobre. La nature si particulière de ces lectures aide à comprendre qu'elles soient tombées beaucoup plus vite en désuétude que les neuf premières. Ni le clergé du X^e, ni a fortiori les laïcs, ne devaient trouver agréable le rappel de telles menaces. Le thème unique de ces dernières pages va subir d'étonnantes variations. Rémi vieillissant a la révélation que de difficiles années se préparent. Il donne l'ordre aux habitants de Sault-les-Rethel d'amasser des meules de blé. Le village se trouve comme entouré d'une enceinte de ces meules. Les habitants se demandent pourquoi un tel ordre leur a été donné ; ils mettent le feu à certaines d'entre elles. Leur stupidité et leur égoïsme sont durement punis : les hommes sont, à perpétuité, frappés de la goutte et leurs épouses de goîtres ⁴⁸¹. Et, dit Hincmar, cette malédiction pèse encore sur Sault ⁴⁸². Il est moral qu'il en soit ainsi : une faute grave est héréditaire, comme le montre bien le péché d'Adam ! Et pour faire bon poids, il « démontre » que la culpabilité des épouses, par solidarité, n'est pas moins « normale » ⁴⁸³. Un homme s'est permis d'occuper une terre dépendant de l'église où est enterré Rémi. Rappelé à l'ordre par l'évêque, il a négligé l'avertissement. Le coupable tombe de son cheval, paralysé des mains et de la langue, les yeux clos. Il cherche à acheter par de l'or le pardon de saint Rémi. Le pauvre qui a été privé des revenus du champ supplie le saint de ne pas entendre cette mauvaise prière. Rémi l'exauce : non pardonné, le coupable meurt et ses biens vont à l'Eglise ⁴⁸⁴. Pépin le Bref cherche à prendre à Laon la villa d'Anizy ⁴⁸⁵. Rémi apparaît durant le sommeil royal et fustige durement Pépin. Enfiévré pour de longs jours, le roi s'enfuit et nul n'a plus tenté pareille opération. Il est discrètement

⁴⁷⁹ MGH, p. 315-336. Cette troisième séquence commence, à nos yeux, avant même la mort de saint Rémi.

⁴⁸⁰ La préparation du saint à sa mort fournit le prétexte à quelques passages édifiants (MGH, p. 316-317). Ensuite n'apparaissent plus que deux commentaires intéressants. L'un (MGH, p. 325) s'achève sur un constat utile pour tous les prédicateurs : « Licet enim non fiant nobis tam frequentia ac reueranda per hunc seruum suum miracula, tamen certi esse debemus quia non subtrahuntur ciuitati suae ac nobis ciuibus suis continua intercessionum eius auxilia... » ; l'autre décrit... longuement la surabondance des vertus rémigiennes (MGH, p. 326-328).

⁴⁸¹ MGH, p. 315.

⁴⁸² Ibidem.

⁴⁸³ MGH, p. 316.

⁴⁸⁴ MGH, p. 320-321.

⁴⁸⁵ MGH, p. 321-322.

suggéré que la défaite de Louis le Germanique, en 858, serait due au fait que le roi s'est installé dans une villa appartenant à saint Rémi.

Du vivant d'Hincmar, un colon de Plumbea Fontana ⁴⁸⁶ est opprimé par les agents du fisc de Rozoy. Aucune plainte n'y fait. Il va demander secours à saint Rémi ⁴⁸⁷. Celui-ci extermine le bétail de Rozoy tandis que les bergers se battent et s'enfuient. Les habitants du fisc royal, repentants, se gardent bien désormais d'opprimer le pauvre de saint Rémi. Mettant le comble à ses bienfaits, son protecteur extermine les serpents qui infestaient sa demeure. Si nous avions une foi comparable en saint Rémi, dit Hincmar, comme nous serions vite délivrés des serpents de la tentation... A l'époque de Louis le Pieux, deux bûcherons francs ont pénétré indûment dans la forêt vosgienne qui appartient à saint Rémi. L'un est mort en tombant de cheval, l'autre a été aveuglé par des éclats de pierre ⁴⁸⁸. Dans le Nivernais — autre région où les biens rémois sont en situation délicate — un homme noble a édifié un oratoire dédié à saint Rémi. Les Grands d'Aquitaine, peu soucieux d'obéir, ont opprimé les paysans à un point tel que ceux-ci ont cherché refuge dans cette chapelle. L'un des Grands a voulu faire sauter la serrure de la porte d'un coup de pied : son pied est resté collé au bois et il est tombé. Repentant, ses complices s'étant enfuis, l'homme a promis de ne plus agir comme il l'avait fait : il a donné un cheval à la chapelle. Après une confession, des larmes, une profession de foi et un vœu, son pied a été libéré mais il est demeuré boiteux ; peu à peu la gangrène s'est emparée de sa jambe et il est mort ⁴⁸⁹. Lorsque le royaume fut divisé entre les trois frères, Charles a cherché à diviser les biens de l'évêché de Reims que tenait alors Folcon. Un certain Richuin a reçu en bénéfice la villa Iuliacum ⁴⁹⁰. Saint Rémi est à trois reprises apparu en songe à l'épouse de Richuin pour l'avertir qu'il fallait déguerpir ⁴⁹¹. Elle n'en a tenu aucun compte. La troisième fois, le saint l'a touchée de la verge qu'il portait et son corps s'est couvert d'une vaste tumeur ⁴⁹².

⁴⁸⁶ La localisation est difficile. Cette villa est donnée comme proche de la Serre. L'allusion au fisc de Rozoy convient bien : Rozoy se trouve en effet sur la Serre, affluent de l'Aisne. Peut-être faut-il penser à Plomion, au nord de cette même rivière, mais à une quinzaine de kilomètres de Rozoy, ce qui est beaucoup. Nous n'avons porté aucune indication relative à ce lieu sur notre carte.

⁴⁸⁷ MGH, p. 322. Le détail des opérations vaudrait d'être conté tant la précision des croyances magiques en cause est grande.

⁴⁸⁸ MGH, p. 323.

⁴⁸⁹ MGH, p. 323-324. C'est certainement l'un des exempla les plus intéressants. Les Grands sont en cause et l'on sait ce que cela veut dire en ce qui concerne Hincmar. Mais, surtout, la pénitence et le repentir n'effacent pas entièrement la faute : la mort physique punit tout de même le coupable.

⁴⁹⁰ Juilly.

⁴⁹¹ On retrouve le nombre des avertissements canoniques et aussi le chiffre magique de tous les contes.

⁴⁹² Une fois encore le miracle a lieu par contact.

Elle est morte après de longues souffrances. Richuin a fait porter son corps à l'église de Saint-Rémi et l'y a fait enterrer⁴⁹³. Certains s'étonnent, dit Hincmar, que Rémi, qui avait durement frappé cette femme, ait accepté de voir inhumer sa dépouille dans son église⁴⁹⁴ : c'est ne pas comprendre le but du saint : il les afflige ici-bas, lorsque les hommes sont coupables, pour leur épargner le châtiment éternel que leur vaudrait leur méfait. C'est d'ailleurs ce qu'a très bien compris, finalement, Richuin lui-même. Naguère un certain Blithgaire a obtenu contre argent du custode Bernard un manse de la villa de Thenailles ; il en a chassé les fidèles de saint Rémi. A peine Blithgaire s'était-il moqué de la demande de secours qu'ils adressaient à saint Rémi que son corps s'est mis à enfler et qu'il est mort : craignons que nos blasphèmes, s'écrit Hincmar, reçoivent pareil châtiment⁴⁹⁵.

Hincmar lui-même n'hésite pas à employer le mot de vengeance pour ces actions violentes de Rémi contre les hommes qui, de près ou de loin, transgressent ses ordres⁴⁹⁶. Tout le Haut Moyen Age, depuis l'époque mérovingienne, a conçu l'action des saints sous une forme matérielle directe, qu'il s'agisse de l'intercession favorable ou de la vengeance tirée « au nom de Dieu » des transgresseurs de la loi. Il y a lieu de s'en affliger peut-être, de s'en étonner certainement pas. Et Hincmar n'est pas prêt à renoncer à cette arme, la seule dont il dispose à vrai dire, pour la difficile défense d'un ordre toujours menacé, lorsqu'il invite ses lecteurs à croire que Rémi ne les abandonne pas : « Bien que des miracles aussi fréquents et aussi redoutables ne soient plus procurés de nos jours par l'intermédiaire de ce serviteur (de Dieu), nous n'en devons pas moins être sûrs qu'il n'a pas ôté à sa cité et à nous, ses habitants, le secours permanent de son intercession »⁴⁹⁷. A quoi répond le triomphe dans les larmes des dernières lignes des Annales : Reims, que personne ne défendait, a été protégée, cependant, des Normands⁴⁹⁸.

Il reste à rappeler, par une lecture expressément désignée pour la liturgie, qu'en 852 le transfert solennel des restes de Rémi a eu lieu

⁴⁹³ MGH, p. 324. Inutile de souligner longuement quel type de réparation le mari en attend, pour sa femme, au contact du saint.

⁴⁹⁴ MGH, p. 324-325.

⁴⁹⁵ MGH, p. 325. Thénailles est au Nord de la Serre, comme Plombea Fontana. Cette région où Reims a peu de biens, comme le montre la carte générale, est plus difficile à protéger des convoitises que celles qui entourent directement Reims. L'intervention de Rémi y est plus nécessaire.

⁴⁹⁶ MGH, p. 324-325 : il étudie précisément les conditions de cette vengeance (*vindictas in delinquentis...*).

⁴⁹⁷ MGH, p. 325.

⁴⁹⁸ Annales Bertiniani, Grat, p. 250 : « ...sed ciuitatem quam nec murus nec humana manus defendit, Dei potentia et sanctorum merita ne illam ingrederentur defenderunt ».

dans une crypte nouvelle et à consigner les vers composés à cette occasion pour en finir avec l'opus magnum qui clôt l'œuvre d'une vie.

Le rappel — combien long — des vertus du saint ne peut appeler aucun commentaire.

Œuvre irritante pour l'érudition du XIX^e siècle, qui est cependant, nous semble-t-il, totalement passée à côté de sa signification, la Uita est révélatrice de tout Hincmar, à y bien réfléchir. Directement d'abord puisque, au moins aux plans pastoral et théologique, toutes ses préoccupations y trouvent reflet. Mais aussi, plus subtilement, de bien d'autres points de vue. Elle est, cette vie, écrite comme a été vécue celle d'Hincmar ; au temps de la méditation monastique succède celui du contact avec un roi de grande carrure. Lui mort, la scène historique se vide, ici comme là, et le personnage reste seul en face de lui-même. Il ne faudrait pas aller très loin dans l'analyse pour découvrir qu'Hincmar se regarde dans le miroir de son écrit. Et sans aucun doute avoir écrit les passages qu'il consacre à la mort de son héros l'a aidé à se préparer à sa propre mort dans le renoncement.

Le style lui-même de la Uita mériterait une étude selon les méthodes de la linguistique scientifique. A l'examen superficiel, les emprunts d'Hincmar, prodigieux assimilateur, à des œuvres lues et utilisées sont flagrants. S'il est vrai qu'il a incorporé des passages entiers, empruntés à d'autres ⁴⁹⁹, il est vrai aussi qu'ils les a fondus dans un tissu linguistique qui lui appartient. S'il est vrai qu'il a lu beaucoup, il a emprunté aussi les expressions les plus frappantes qu'il avait lues et que sa mémoire avait enregistrées ⁵⁰⁰.

Sur bien des points, la Uita Remigii est un raccourci de la pensée d'Hincmar.

Était-il besoin de jeter contre celui-ci l'anathème des possesseurs de science critique ; ne valait-il pas mieux, tout en déchargeant sa mémoire, et la science critique aujourd'hui le permet, de bien des chefs d'accusation, tenter de retrouver les lignes de la sensibilité qui lui a dicté cette œuvre ?

Nul monde n'est mieux placé que celui du XX^e siècle pour comprendre pleinement la portée d'un tel instrument idéologique et sa

⁴⁹⁹ Ceux que Krusch avait, fort bien, signalés, d'autres que nous avons découverts et bien d'autres qu'il reste certainement à identifier.

⁵⁰⁰ F. Baix (p. 219) a bien noté, par exemple, le cas du « coelitus sumpto chrismate » venu de la liturgie et reproduit à Metz en 869, lors du couronnement de Charles le Chauve, aussi bien que dans la Uita. « Ad propria redire » lu dans Grégoire de Tours (MGH, p. 311) s'est transformé en « ad propria remeare » (MGH, p. 322) ; de même pour « terga dedere » (MGH, p. 294 et 311) qui fait résurgence dans les Annales en 876, à l'occasion du récit de la bataille d'Andernach.

valeur pédagogique : notre monde, chaque jour, produit de semblables défis à la raison et à la « vérité historique ». Il est plus important de comprendre *pourquoi* il en est ainsi, et en a été ainsi au IX^e siècle, que de déplorer, certitudes érudites en mains, qu'il en ait été ou qu'il en soit ainsi.

A la marée de la désobéissance, de l'égoïsme, du bon plaisir irrationnel, Hincmar a, en définitive, opposé la seule barrière qui pût tenir contre elle : la puissance des mythes et des menaces invisibles. On peut estimer, onze siècles après, dans la perspective d'une théologie très épurée et très sereine, que la sienne est assez faible. Hincmar, lui, a estimé, probablement à juste titre, que l'essentiel était de sauver, corps et biens, la puissance qui lui était confiée, du désordre et de l'auto-destruction, pour conduire au salut les âmes dont il était responsable.

Hincmar s'est, à l'évidence, préparé à la mort. Il avait fait construire son tombeau dans l'abbaye de Saint-Rémi ⁵⁰¹.

PLANCHE 6



Relief latéral du tombeau d'Hincmar
(état au XVIII^e siècle)
d'après une gravure de B. de Montfaucon
(*Les monuments de la monarchie française*, planche XXVIII).

Par un détour inattendu, il n'est pas mort à Reims et sa dépouille n'y est pas immédiatement revenue. Les Annales de Saint-Bertin narrent clairement comment il a dû fuir Reims, ouverte aux assauts des Normands tout proches, en novembre 882, de la vieille métropole, pour se réfugier à Epernay. Avec lui était transporté le sarcophage de saint Rémi qui ne devait, lui aussi, réintégrer Reims que quelques mois après la mort de l'archevêque. Ayant pris soin, disent les Annales, de disperser, pour les protéger, moniales, moines et chanoines, l'archevêque malade

⁵⁰¹ A. Kingsley Porter : *The tomb of Hincmar and Carolingian sculpture in France*, *The Burlington Magazine*, CCLXXXVII, 1927, p. 75-91.

mais toujours lucide fut porté en litière jusqu'à destination. Le 21 décembre selon les uns, le 23 selon les autres, il mourut à Epernay ⁵⁰².

Ce jour-là prenait fin aussi l'œuvre la plus anonyme du prélat : la partie des Annales qu'il a rédigée. Ce document si important dont un exemplaire était conservé par le roi ⁵⁰³ a été attribué à l'archevêque de si magistrale manière par Léon Levillain ⁵⁰⁴ qu'il y a peu à ajouter pour conforter encore les certitudes fournies par cet auteur ⁵⁰⁵.

Hincmar mort, le connaissons-nous ? L'assez désastreuse impression que laisse à un historien l'étude de la *Vita Remigii* est-elle compensée par tout ce qui l'a précédée, par le courage aussi du prélat durant les trois très dures dernières années de sa vie ? Attaqué de son vivant, attaqué par les auteurs les plus divers, rarement loué sans réserve, qui fut Hincmar ?

⁵⁰² Les dernières phrases des Annales ont les rougeoiements funèbres d'un crépuscule des espérances. Charles le Gros refuse de se battre et livre aux attaquants plusieurs milliers de pièces d'or et d'argent arrachées au trésor de Saint-Etienne de Metz ; Hugues, fils de Lothaire et de Waldrade, pille les biens de la même région messine, seul Carloman tente de se battre, seul, sans appui des Grands qui, à nouveau, marchendent leur aide ; pendant que le jeune roi fait montre d'un courage inefficace, en Bourgogne Richard arrondit ses biens.

Les Normands, eux, signe victorieux du déséquilibre du monde, brûlent Laon et marchent sur Reims...

⁵⁰³ MGH 196 : Hincmar explique à Egilon : « *Ipsium autem annale quod dico rex habet et ipse est ille liber quem coram uobis in ecclesia ubi uos nobis commandauit, coram uobis ab illo mihi praestitum, ei reddidi* ».

⁵⁰⁴ Introduction à l'édition due à Félix Grat, Jeanne Vieilliard et Suzanne Clément, Paris 1964, p. V - LXXVIII.

⁵⁰⁵ Il s'agit essentiellement des comparaisons de citations avec le reste de l'œuvre d'Hincmar que Levillain n'avait pu faire, à l'évidence ; ces comparaisons, pour les Ecritures, pour le droit canon, confirment totalement le diagnostic de Levillain. Le style enfin, tel que nous en avons esquissé l'étude plus haut (chap. X) apporte, lui aussi, sa pleine confirmation.

De l'archevêque à l'homme : qui fut Hincmar ?

A tous moments, en toute occasion, Hincmar, nous l'avons vu, n'a cessé d'exalter la *gratuité du service*. Cette constante tension caractérise évidemment toute son action, le plus profond de sa réflexion sur la responsabilité et de sa montée inquiète vers le salut par le détachement sincère de tout attachement terrestre.

Mais cet homme demeure un homme et il est inégalement serein devant l'événement, inégalement heureux dans les attitudes, inégalement justifiable dans ses parti pris et ses luttes. Il nous reste à le suivre, plus globalement que nous ne l'avons fait jusqu'ici, dans quelques itinéraires, sans oublier ses faiblesses, mais en essayant aussi de comprendre le moins mal possible ce qu'est un homme du IX^e siècle lorsqu'il est moine de vocation et archevêque par élection.

Rien peut-être ne découpe mieux une silhouette que le comportement culturel de son porteur. Et nous n'avons pas encore eu l'occasion de dégager d'ensemble le comportement culturel d'Hincmar. Mais rien ne peut être plus décisif pour nous que de le replonger, caractérisé à l'aide des moyens d'information dont nous disposons, dans le réel qui fut le sien et dans la société qui l'entoura. Les vraies questions pour un homme, toujours, sont celles de son insertion sociale et de son action sur les autres, non de sa psychologie ou de ses pensées intimes.

I. — L'HOMME DANS SON EXPRESSION CULTURELLE

A) *Un « barbare » chrétien devient-il fatalement un romano latin de culture ?*

Nous savons déjà l'importance de l'appel à l'héritage chrétien. Au-delà de la quantité impressionnante ¹ des emprunts à toutes les branches de cet héritage, la qualité est frappante. A relire après Hincmar les sources dont il s'est servi, on est convaincu de la valeur de ses choix.

¹ Voir Appendices. Rappelons qu'Hincmar utilise plus de quatre mille *extraits différents* de la Bible, des Pères, du droit canonique et qu'il cite ces extraits au moins six mille fois dans l'ensemble de son œuvre.

Mais qu'en est-il de l'autre héritage que le christianisme transporte aussi de siècle en siècle et qui vient d'avant lui ? Carey ² a cru pouvoir attribuer au prélat une hostilité de principe à cette culture ancienne. A la différence d'un Loup de Ferrières ou d'un Rémi d'Auxerre, il aurait à son égard une attitude de rejet. La question mérite qu'on s'y arrête. Les emprunts d'Hincmar à cette culture sont en effet assez peu nombreux, en comparaison de ceux des hommes que nous venons d'évoquer. Des titres et des noms sont cités parfois dans son œuvre, dont nous n'avons pas l'assurance qu'ils soient autre chose que des titres et des noms pour lui ³. Il faut aller plus loin et caractériser les emprunts effectués.

De plus en plus nettement à partir de 860 ⁴ Hincmar manifeste un goût certain pour les locutions de type proverbial. Détachées de tout contexte, des phrases de Grégoire le Grand ⁵, d'Augustin ⁶, de Jérôme ⁷, de Pomère ⁸, de Clément d'Alexandrie ⁹, avoisinent celles que le prélat

² Carey, *Scriptorium de Reims*, op. cit., p. 44. Carey part d'une observation intéressante et sur laquelle nous reviendrons : l'absence de manuscrits, en nombre important, d'œuvres classiques à Reims jusqu'à la mort d'Hincmar. Mais il en a tiré beaucoup trop vite la conclusion qu'il s'agissait d'une *hostilité systématique* du prélat à la culture antique.

³ C'est le cas d'Eutropius en 870 (PL 126, 334), qualifié de *uerax historiographus*, de Plutarque, cité en 860 (PL 125, 758) de la Vie des XII Césars de Suétone, citée également en 860 (PL 125, 758). Rien ne nous a permis, au cours de notre enquête, de mesurer la connaissance qu'Hincmar avait, éventuellement, de ces auteurs.

⁴ Si l'on classe ces emprunts par années : cinq sont antérieurs à 860 ; treize datent de 860 ; douze se situent entre 861 et 870 ; sept de 871 à 882.

⁵ « Et lenis sibilus equos mitigat, catulos instigat », cité d'après Grégoire, probablement à travers le concile d'Aix 816 (MGH EAK, p. 345, c. 24) en 860 : PL 125, 120, 175, 424, paraphrasé en 859 (MGH 64). De même, dans les conditions d'origine et de citation : « Panis... uitam fortium roborat paruulorum necat ». « Cogitationes... iracundi uiperæ sunt », PL 125, 1057 en 868, d'après Grégoire, *Moralia* V 45 (PL 75, 725).

⁶ « Qui iniuste iudicant iuste iudicati condempnabuntur » : paraphrase de Cité de Dieu XXI 11-12, PL 125, 988 en 877. « Carpe botrum, caue spinam » d'après Augustin, In Iohannem, 46, 6.

⁷ « Bos lassus fortius figit pedem », cité par Jérôme, *Epître* 57, 12, cité par Hincmar en 870 (PL 126, 555) et en 881 (PL 126, 118). Hincmar ne parle pas de Jérôme. En 870, il écrit : « ut antiquo prouerbio dicitur ».

« Malae arboris nodo fortissimum cuneum opponere » ; Hincmar, qui ne cite pas Jérôme (*Epître* 69, 5-1), explique qu'il s'agit d'un antique proverbe ; Jérôme fournit une version légèrement différente (« Malo arboris nodo malus cuneus requirendus est ») et en dit qu'il cite d'après un proverbe populaire.

⁸ « Uenenum mors est homini et uita serpenti », 859, MGH 64 et 860, PL 125, 120 probablement à travers saint Boniface.

⁹ « Nam idem sol ceram liquet et lutum stringit ». Cité sous des formes variables. 860, PL 125, 120 et 424, 866, MGH 199. Extrait des *Stromates* VIII 9-32.

emprunte à Ovide¹⁰, Nemesien¹¹, Perse¹², Juvénal¹³, Térence¹⁴, Cicéron¹⁵ ou Lucrèce¹⁶.

Parfois les emprunts proviennent de sources plus anonymes¹⁷, d'auteurs contemporains¹⁸, de traditions orales plus populaires aussi¹⁹.

¹⁰ « Latebat sub melle uenenum » (858, PL 116, 12) : Ars Amandi I, 8, 104 : « Latent sub melle uenena ».

« Quoque magis tegitur tectus magis aestuat ignis », Métamorphoses IV 64, Uita Remigii, MGH, p. 301, en 877.

¹¹ « Mille uias tristesque labores Discursusque citos, securi praelia ruris », Cynegetica MGH Poeta latini minores III, cité par Hincmar en 870, PL 126, 383. Voir P. de Woestjine : les Cynégétiques de Nemesien, Anvers 1937, p. 33. Hincmar attribue l'ouvrage à Aurélien de Carthage (cf. PL 126, 383).

¹² « Quicquid calcaueris rosa fiat », dans une lettre écrite au nom de Charles le Chauve, PL 124, 883 ; Hincmar montre qu'il connaît la source : « ... sibi cantare cum Persio ».

¹³ « Crescit amor nummi quantum ipsa pecunia crescit », PL 125, 873 ou 869 ?, Satire 14 de Juvénal. Hincmar l'a emprunté à une source intermédiaire. On peut penser à Césaire d'Arles (Sermon CCXXII, CCSL Morin 1 2, p. 836). En fait le contexte prouve que c'est par l'intermédiaire de Bède que ce texte est parvenu à Hincmar (in Marcum 1-4, PL 92, 169). Il y avait, autour d'Hincmar, des manuscrits susceptibles de lui fournir cette citation : le Laon 55 qui la comporte, dans le commentaire de Bède sur les Proverbes, au folio 88 r. à Valenciennes subsiste un folio d'un Juvénal de Saint-Amand (Valenciennes 405) mais il date de la fin du siècle. Il est possible mais non certain qu'il y ait eu un Juvénal à Reims : Montpellier BEM 125.

¹⁴ « Obsequium amicos, ueritas odium parit », « ut comicus dicit », dit Hincmar, PL 125, 1059 et 833. Il y avait probablement un manuscrit de Térence à Reims, Paris BN Lat. 7899.

¹⁵ « De uirtutibus tuis nec admirabilior nec gratia misericordia est », PL 125, 845-846, en 876 ? ; mais Hincmar cite d'après Augustin : Epître à Nectarius (CSEL II T. XXXIV, n° 104, p. 593, avec une légère variante).

¹⁶ « Prima leo postrema draco media ipsa chimera », d'après Lucrèce V 905, cité en 860, PL 125, 114 et en 870, PL 126, 118. Hincmar l'a peut-être tiré d'une lecture de saint Jérôme : Epître 125, 18-3, CSEL 56 1918, p. 137. Voir P. Antin, *Revue bénédictine* 1959, p. 342-348.

¹⁷ L'Anthologie latine fournit une citation : « Cattus in obscuris cepit pro sorice picam », 860, PL 125, III (A. Riese et Baeheler, *Anthologia latina siue poesis latinae supplementum I : Carmina in codicibus scripta*, Leipzig 1894, n° 181, v. 3. Sur les possibilités de transmission de tels textes : A. Ebert, *Histoire générale de la littérature latine au Moyen Age en Occident*, II, p. 26 : Alcuin paraît avoir joué un grand rôle dans ce domaine. Ce proverbe est cité au X^e siècle encore : les éditeurs de l'Anthologie notent sa présence dans un codex de Bruxelles (10.470) : Miconis Leuitae libelli prosodiaci.

Pseudo Caton, Collatio monostichorum (Poeta latini minores, A. Baehrens, Leipzig 1881, p. 237-238-239) : « Audit quod non uult qui peregit dicere quod uult.

.....
Ulcus proserpit quod stulta silentia celant.

.....
Tolle mali testes leuius mala nostra feremus ».

V 10, V 59 et V 35, cités PL 126, 379 en 870.

¹⁸ Théodulf d'Orléans, Parenesis ad iudices, vers 833 sq., cités PL 125, 663 en 860.

¹⁹ C'est le cas pour « Impedimenta saeculi fecerunt eos miseros ». Ce texte, attribué par Hincmar, très à la légère, à saint Ambroise (MGH 216 en 867) a été souvent reproduit dans les sermons de saint Césaire (Morin CCSL, p. 3, 5, 92, 201),

Le nombre est grand, dans les textes hincmariens, de ces locutions plus ou moins littéraires²⁰, plus ou moins bibliques²¹ ou morales²²,

mais toujours « mundi » remplace saeculi et Césaire n'est donc pas la source d'Hincmar (voir A. d'Alès : *Impedimenta mundi fecerunt eos miseros*, chez Césaire d'Arles, *Recherche de science religieuse*, Paris 1938, p. 290-298). Le texte d'Hincmar se retrouve dans la Règle du Maître (Sources chrétiennes, Paris 1964-65, cap. LXXXVI II, p. 350).

Plus curieusement, Hincmar évoque un proverbe gothique : « Capra lusca hortum uidet sepem nusquam » (PL 125, 565, 857) dont l'origine et la transmission sont demeurées indéchiffrables pour nous. Et encore : « Inter malleum sunt et incudem », ce qui est, d'après un proverbe populaire rappelle Hincmar (PL 135, 965), une situation peu enviable. Hincmar ne signale pas que saint Jérôme emploie l'expression « inter malleum et incudem » dans son Commentaire sur Ezéchiel (XXII 17, col. 211).

Parfois encore il s'agit d'un texte connu au IX^e siècle et cité sans référence : « Dolus an uirtus quis in hoste requirit », cité en 876, PL 125, 952, peut-être d'après Jérôme. Raban Maur (PL 110, 699) qui cite aussi ce texte le considère comme un proverbe populaire.

²⁰ 858, PL 126, 9 : « Qui iubet impossibile facit se contemptibilem », « sicut longe ante nos dictum », dit Hincmar, ce qui ne nous a nullement facilité l'identification de l'auteur ! Un autre « quidam sapiens » se voit aussi attribuer, toujours en 858 (PL 126, 18) : « Secundum mores domini erit familia custodita ». En 860, et sans aucune référence (PL 125, 297) : « Sicut solent sortiariae facere ad ora uasculi mella et in inferioribus partibus uenena supponere » : aucun des nombreux instruments de vérification ou auteurs que nous avons consultés ne nous a apporté la réponse ; A. Otto (*Die Sprichwörter und sprichwörtlichen Redensarten der Römer*, Leipzig 1890) nous a fourni seulement : Ovide, *Ars Amandi* 1 - 8 - 104 : « Impia sub dulci melle uenena latent » et Jérôme, *Epître* 15-4 : « Sed mihi credite uenenum sub melle latet ». 870 apporte une belle moisson (PL 126, 325) : « ut iam longe ante nos dictum est : perfectio incrementorum et adiectionem plenitudo non recipit » ; PL 126, 380 : « quanto iuniores tanto perspicaciores, quanto iuniores tanto perucaciores » ; PL 126, 300 : « In discendo mora nulla est » : toutes nos recherches se sont révélées vaines.

En 872, c'est à un « quidam catholicus doctor » que le prélat dit emprunter (PL 126, 210) : « Inuidiae siquidem maculam de sese non abluunt qui alteri conferre denegat hoc quod sentit ». Un an avant (PL 126, 607), sans référence, il est dit que : « Fas est enim ut quae uni probantur et omnibus ».

En 875, une sorte de monstre culturel joint d'évidents emprunts à plusieurs auteurs dont Tércence (Phorm 138) : PL 125, 966 : « sicut quidam sapiens dixit : Feramus aequo animo et utamur foro donec inuicta felicitas finem malis imponat » ; Tércence fournit : « quod fors feret feremus aequo animo » et le Pseudo Sénèque (*Epître à Paul* 12) : « donec inuicta felicitas finem malis imponat », Plaute (*Miles* 1343) : « Fer aequo animo », et Tércence encore (*Ad* 738) : « Animo aequo fero ». « Sicut quidam scriptit » dit encore Hincmar (PL 125, 1050) « nisi uitulus nutriatur, bos aratro non iungitur » et rien ne nous a permis de retrouver la piste de ce veau et de ce bœuf ! En 880, enfin, « ut longe ante nos dictum est : Non est facile dimittendus cui est proximus commitendus » (PL 126, 260).

²¹ Par exemple, PL 126, 450 : « Dei uirtus et Dei sapientia a cuius facie est sapientia et intellectus » qui n'a aucun correspondant exact.

PL 125, 533 : « Mel plus comedere uolens quam sufficit » emprunte ses éléments aux Proverbes (XXIV 13 et XXV 27).

²² 870, PL 126, 553 : « Qui humiliter etiam pro peccatis suis flagella suscipiunt, post flagella ad requiem sublimiter suscipiantur », qui correspond vaguement à des textes de saint Augustin (Cité) ou de Grégoire le Grand (*Dialogues*).

870 encore, PL 126, 450 : « Qui fecte quaerunt Deum inuenire Deum numquam merentur » : H. Walther, *Lateinischen Sprichwörter und Sentenzen des Mittelalters*,

parfois attribuées à un auteur nommé²³, le plus souvent anonymes et presque impossibles à restituer à leur inventeur. L'archevêque a visiblement beaucoup goûté ces formules à mi-chemin de la sagesse prudhommesque et de la méditation²⁴, au point que nous pensons devoir lui attribuer l'une d'elles : « La vérité n'a pas d'angles »²⁵ ; et peut-être aussi quelques autres qui n'auraient pas été indignes de la considération des générations suivantes²⁶. Hincmar apprécie, de toute évidence, le contenu antithétique de nombre de ces emprunts : le soleil liquéfie la cire et durcit l'argile, le sifflement doux apaise les chevaux et excite les chats, la vérité crée les ennemis, le mensonge les amis, et bien d'autres encore. L'archevêque, peu soucieux de références précises dans de tels cas, cherche une image forte, dans le style fermement balancé qu'il affectionne. Il n'est ici point question de culture : celle-ci n'intervient que comme réservoir d'informations utiles à la démonstration poursuivie, non point comme une fin en soi. D'un autre côté, le prélat n'utilise ces textes — nous avons fait la même observation pour le droit — que lorsqu'il a affaire à des lecteurs cultivés ou cherchant à le paraître : Gottschalk, les rois, les évêques du royaume, Hincmar de Laon. Plus qu'en aucun autre cas, c'est à clouer le bec d'un prétentieux qui étale ses connaissances culturelles que le prélat applique le traitement des citations antiques. Bien d'autres traces existent, au fil des phrases hincmariennes, de ces souvenirs culturels tellement intégrés à la pensée qu'ils n'ont plus de racines reconnaissables, tellement secondaires aussi en face de l'essentiel qu'est le problème de fond, théologique

cite, sous le n° 24.088, un proverbe médiéval proche : « Qui ficte quaerunt dominum non scire merentur » et le texte même d'Hincmar se retrouve, à la fin du Xe, chez Egbert de Liège (*Fecunda ratis*) ; Hincmar en est donc, actuellement, le plus ancien témoin.

²³ Jérôme se voit reconnaître : PL 125, 385 et 126, 300 : « Ignoratio scripturarum ignoratio Dei est » ; PL 126, 502 : « Priuilegia singulorum communem legem facere non possunt », sage maxime que les générations qui ont suivi Hincmar n'ont pas toujours méditée avec assez de soin... ; PL 126, 555 : « Prouerbiū est quod seruiū non potest qui nulli seruiuit ».

Léon le Grand, lui, en plus de tant d'autres textes déjà signalés ailleurs, reçoit encore : PL 125, 383 : « Qui habuerit malum initium difficile bonum habebit processum » et PL 125, 381 : « Neque enim numerus testimoniorum sed auctoritas ualet » qui laisse un peu rêveur l'historien d'Hincmar.

²⁴ Une formule lui plaît visiblement, venant encore d'un « quidam sapiens » que nous n'avons pu identifier : « Qui semper uincit non semper bene uincit » (PL 126, 457).

²⁵ PL 125, 114 : « Ueritas angulos non habet » ; le point de départ est vraisemblablement à rechercher dans le Pastoral de Grégoire le Grand (III-XI, PL 77, 66) mais la mise en forme nous paraît hincmarienne.

²⁶ C'est par exemple le cas pour sa définition de l'avare, inquiet de sa fortune au point d'être indisponible pour tout autre sujet : « Torpet ab utili opere quia fatigatur illicita cogitatione » 862 ?, PL 125, 868.

Ou encore : « Scientia sine caritate inflat, caritas, autem cum scientia sana aedificat », PL 125, 829. Et : « Nemo ego plus sibi arroget sapere quam oportet sapere », PL 125, 504.

ou canonique, politique ou moral, qu'elles ne constituent plus que des automatismes de langage²⁷. Cailloux épars d'une culture « classique »²⁸ dont l'archevêque ne manifeste pas la nostalgie, ces mots, ces membres de phrase attestent qu'au départ la formation du prélat a été fort solide mais qu'un choix, qu'il nous faut éclairer, ne l'a pas conduit à devenir un homme cultivé « en humanités » et fier de l'être.

Il nous paraît, immédiatement, plus remarquable de souligner que cette culture, dont il est fait un faible usage jusqu'en 860, est ancienne cependant. Hincmar lui-même nous livre les indices nécessaires pour conforter cette affirmation. Cite-t-il les *Cynegetica*, il raconte que c'est une lecture d'enfance²⁹ ; en 881, il a le souvenir — peut-être moins sûr — d'avoir lu, enfant, un proverbe qu'il cite³⁰. Force nous est d'admettre qu'en ce domaine comme dans bien d'autres, la mémoire étonnante du prélat joue un grand rôle³¹. Cet appel à la mémoire, pour des incises secondaires et qui n'ont, en elles-mêmes, aucune valeur

²⁷ Citons : « Aurum probatum atque examinatum », qui se trouve dans Grégoire de Tours (*Historia Francorum* IV 42, MGH, p. 177) et qu'Hincmar utilise sans référence. En 860, Hincmar accuse un adversaire de n'avoir pas prêté à un texte l'attention qui convenait, sans doute parce que le lecteur était « Silenico cantharo debriatus » (PL 125, 204) : c'est un souvenir de Virgile (*Eglogue* 6 - 17) ou peut-être aussi de Martianus Capella. Un « uenenato dente rodere » (PL 125, 201) passe sous sa plume qui provient probablement de saint Jérôme ; un « columbino oculo ostendens » (PL 125, 200) venu d'Augustin ou de Grégoire le Grand ; un « transuerso ungue », « ut dicitur », qu'ont pu fournir Cicéron et surtout l'Épître 127 de saint Jérôme : la « lethargica passio », citée PL 125, 204, vient d'Augustin ou de Césaire d'Arles ; seul a échappé à nos découvertes : « non accipitris unguibus carpere » utilisé en 860 (PL 125, 200).

²⁸ La possibilité existait évidemment que ces emprunts épars proviennent d'Isidore, si riche en citations antiques. Nous n'avons trouvé qu'un ou deux indices de concordance, donc d'emprunt possible : au contraire, les non-coïncidences sont de très loin majoritaires. Même sur ce plan, Hincmar n'a pas accordé crédit à l'illustre espagnol.

²⁹ PL 126, 383 : « ut uenatores ferae lustra sequentes agere auditu et lectione puer scholarius in libro qui inscribitur *Cynegeticon* Carthaginensis Aurelii didici ».

³⁰ PL 126, 118 : « quod in antiquorum libris iuuenis legeram ».

³¹ Hincmar cite Isaïe XXXIV 15 : « Ibi habuit foueam ericius » ; il est cependant incapable de retrouver l'origine de ce « proverbe » qu'il attribue à Grégoire le Grand (Gousset, *Actes de la province de Reims*, p. 419) ; il en est de même pour un emprunt des *Moralia* (V 45 en 868, PL 125, 1057) qui reproduit un texte plus ancien ; cette fois, de plus, apparaît le « passe-partout introductif » courant de ces emprunts : « ut quidam sapiens dicit ».

J. Fontaine, *Isidore*, op. cit., p. 751, souligne que son héros cite des extraits d'extraits, dus à la progressive accumulation de ceux-ci depuis un millénaire : cette situation éclaire bien la raison qui conduit à écrire « ut ait quidam » pour éviter une longue et inutile recherche. Manuel C. Díaz i Díaz (*La cultura de la España visigótica del siglo VII, Semaines de Spolète* V, Spolète 1958, p. 822-823) insiste aussi sur le fait qu'Isidore utilise la culture antique à travers des compendia.

Hincmar, parfois, connaît le nom de l'auteur mais situe vaguement l'emprunt dans l'œuvre de celui-ci : il attribue aux Homélies sur Ezéchiel ou aux *Moralia* des textes qui proviennent en réalité du Pastoral (860, PL 125, 120).

culturelle, explique les quelques variations de texte rencontrées³², l'imprécision des références et parfois la confusion entre auteur et transmetteur³³. Il explique aussi le flou de certains emprunts, fort difficiles aujourd'hui à identifier³⁴. Cette culture de base, faite de citations simples, de topiques adaptés à toutes les situations, reflète bien une formation rhétorique. Ces extraits ne correspondent en rien à une véritable culture : ils constituent de simples réflexes de mémoire, comparables à ceux que laisse aujourd'hui dans l'esprit des élèves la citation, souvent déformée, d'un vers de Corneille ou de La Fontaine. Ils sont présents chez le prélat, depuis les années de formation, mais ne prennent jamais une autre valeur et une autre signification qu'instrumentales. Il serait inconvenant — ses lecteurs le sentent bien — de consacrer à l'étalage de ces connaissances plus de temps qu'il n'en faut pour balayer, grâce à elles, les prétentions des interlocuteurs.

L'attitude d'Hincmar est la même lorsqu'il s'agit des représentants les plus remarquables de la culture latine. Il n'élimine pas Virgile ; c'est cependant toujours à travers des textes carolingiens qu'il effectue ses rares citations virgiliennes³⁵ ; alors qu'il est à peu près impensable qu'il n'ait pas, tout jeune, lu et travaillé le latin virgilien comme tous les écoliers des monastères carolingiens. Notons aussi une nuance d'agacement lorsqu'il voit son neveu jongler avec les textes virgiliens cités à tort et à travers : il oppose à Hincmar de Laon, à son tour, un extrait de l'Enéide, accompagné d'une allusion à « ton Seruius »³⁶ qui ne laisse guère de doute sur la sévérité du jugement qu'il porte sur de

³² Voir les citations d'Ovide par exemple.

³³ Elles sont fréquentes, on l'a vu plus haut.

³⁴ C'est le cas en particulier pour : « *Simplicitas sine rectitudine fatuitas est* » en 852, PL 125, 786. Hincmar rapproche cette phrase de la Bible, où elle ne figure pas, et la fait suivre d'un commentaire emprunté à des « *catholici doctores* ». Ni Alcuin ni Grégoire le Grand ne fournissent directement la solution. Il y a dans l'Homélie XXX de Grégoire (PL 76, 1224) une phrase qui a pu servir de point de départ à celle que fournit Hincmar. Il faut probablement penser à un topique qui circulait dans les conciles et rencontres carolingiens ; un manuscrit de Fleury (Orléans 90, fol. 203) du IX^e siècle comporte cette phrase : « *simplicitas sine rectitudine dissoluta est et stulta. Rectitudo sine simplicitate austerat est et dura* ».

³⁵ Enéide I 301 : Hincmar emprunte à Virgile l'expression « *remigio alarum* » : MGH, Uita Remigii, p. 262 : VI 646 : « *Obloquitur numeris septem discrimina uocum* », 870, PL 126, 383 ; X 318 : « *claua Herculea* » en provient qu'utilise le prélat en 860 (PL 125, 147 et 263) mais à travers un relais : Alcuin, Epître 139, MGH, 221 ; X 639 : « *Dans sine mente sonum* », où Hincmar transforme « *dat* » en « *dans* » (860, PL 125, 91 et 597) : une fois encore l'emprunt à Alcuin (Epîtres 130, MGH, 209) est probable ; Hincmar écrit : « *sicut longe ante nos dictum est* » pour Bucoliques III 92 : « *qui legitis flores* », 860, PL 125, 125 et 429, peut-être d'après Bède ; III 93 : « *« Frigidus, o pueri, fugite, hinc latet anguis in herba »*, 849-850, MGH 14 et Gundlach 262.

³⁶ PL 126, 383.

tels jeux littéraires. Horace n'est pas davantage ignoré³⁷. Cité avec plus de complaisance que Virgile, il n'est pas davantage nommé que celui-ci. Hincmar admet que ces textes sont sages — le mot vient parfois sous sa plume pour caractériser les auteurs antiques — ; mais il ressent vivement le fait qu'ils ne figurent pas dans l'arsenal de la culture chrétienne. Ils aident à la formation du langage et de la pensée mais ne sont que des béquilles intellectuelles insuffisantes pour le chrétien. S'en servir est licite à condition de les maintenir dans la pénombre de l'anonymat et de ne pas abuser de leur emploi. Ce n'est certes pas *la culture antique dans sa forme* qui est en cause, mais la méfiance à l'égard des valeurs dont elle était porteuse et dont Hincmar se défie³⁸ tout autant que Bède ou Alcuin. Acquérir, dans ce domaine plus encore que dans d'autres, un savoir supérieur aux besoins est une faute d'orgueil, une forme d'avaritia ou d'ambitio que le prélat sanctionne autour de lui et où il évite de tomber : « Que personne donc ne s'avise de savoir davantage qu'il ne convient de savoir »³⁹. Bien plus encore que dans le cas des proverbes, les emprunts à Virgile ou à Horace n'apparaissent donc que rarement, en réponse à une « provocation » de l'interlocuteur, par nécessité évidente ou par résurgence fugace de quelques mots⁴⁰.

³⁷ Epodes I, Épître 2 : « Quod semel est imbuta recens seruabit odorem Testa diu... »

cité en 880 : PL 125, 991 et 993 et MGH, Capitularia II, 518 ; Hincmar ne parle pas de l'auteur : « ut quidam sapiens scripsit » ; l'emprunt peut provenir de la Cité de Dieu (1-3, PL 41, col. 16). Satire I 8-46 : « Ut displosa sonat quantum uessica sonaret » cité en 870, PL 126, 451 : une fois encore Hincmar n'écrit que « antiquus poeta » pour désigner l'auteur. Satire I 10-34 « ne forte foras in siluam ligna » en 865 (MGH 170) et 870 (PL 126, 379) ; cette fois l'intermédiaire est vraisemblablement Alcuin, MGH, Poetae Aevi Karolini I, p. 187.

³⁸ A trois reprises au moins cette défiance est ouvertement exposée. Connus à travers les commentaires de saint Jérôme sur les Ephésiens, les philosophes cyniques sont brutalement condamnés (860, PL 125, 692) ; l'Assyrie, patrie de Zoroastre, est notée d'infamie, comme génératrice de faiseurs de sorts et de magiciens (860, PL 125, 718) ; la culture antique, plus globalement encore, est mise en cause par le prélat : lorsqu'il parle « ... de sermone haereticorum et philosophorum qui sunt diaboli organa » (860, PL 125, 720), alors que, quelques lignes plus haut, Hincmar admettait qu'il y eût des « pagani doctores et christiani » (Ibidem, 718). Dans les cas cités ici, il s'agit d'opposer aux excès du monde laïc, encore tenté par le paganisme religieux ou culturel, une infranchissable barrière d'orthodoxie chrétienne. Le rejet sans nuances s'éclaire par la situation de concurrence où est encore impliquée la société du IX^e siècle entre valeurs païennes et valeurs chrétiennes.

³⁹ PL 125, 504.

⁴⁰ Six fois en 860, une en 865, deux en 870, une en 877, deux en 880. Nous n'avons pu déceler d'où Hincmar tire en 860 (PL 125, 114) une allusion à la barbe d'Esopé.

A comparer la maigre récolte que nous venons de rassembler aux moissons des époques précédentes⁴¹ ou à celles qu'apportent certains contemporains d'Hincmar, le jugement sévère de Carey semble justifié.

B) Les « pères » intellectuels d'Hincmar :

On ne saurait en rester là. D'autres éléments d'information permettent de clarifier ce débat. Il n'y a certes rien de surprenant à voir Hincmar emprunter à saint Jérôme des passages non patristiques⁴² ; Jérôme comme Cassiodore ou Rufin traducteur d'Eusèbe, sont des sources orthodoxes auxquelles il est légitime de demander une information « historique ». Il est plus intéressant de voir figurer, dans les traités hincmariens, de larges extraits d'Arator⁴³, de Boèce⁴⁴, de Marius Victorinus⁴⁵, d'Orose⁴⁶, de Prudence⁴⁷, de Rufin⁴⁸ ; de voir cités

⁴¹ P. Riché, *Education et culture dans l'Occident barbare*, op. cit., p. 166, note 79, relève soixante citations de Virgile chez Ennode de Pavie, deux cents chez Arator, soixante chez saint Avit ; il insiste sur l'importance des emprunts à Tércence, Silius Italicus, Ovide, Horace, Tibulle, Cicéron, Salluste, César et Valère Maxime.

⁴² Par exemple, à l'Épître 74, citée en 880 et 881 (PL 125, 990 et 993 et MGH, Capitularia II, p. 518) est emprunté un long récit de la vie d'Alexandre, attribué à tort, d'ordinaire, par les éditeurs d'Hincmar, à Quintilien. Jérôme a paraphrasé ce dernier et c'est Jérôme que copie Hincmar.

⁴³ De Actibus Apostolorum, cité dix fois en 857 (PL 125, 562 et 563). Il est très vraisemblable qu'Hincmar possédait au moins un manuscrit de cette œuvre : le Paris 9347 (que Th. Gottlieb donne pour le volume III de saint Rémi) comporte les versions d'Hincmar dans plusieurs cas ; malheureusement pas les plus décisives : il s'agit de passages qui manquent, aujourd'hui, dans le codex (folios 61 à 66). Un autre manuscrit parisien (2773) contient aussi Arator dans les versions hincmariennes.

⁴⁴ De consolatione philosophiae cité quatre fois en 860, 870 et après 870 (PL 125, 384, 276, 886 et PL 126, 303) ; Hincmar cite le début des livres II-III, V et VIII ; aucun manuscrit ne paraît correspondre à la source utilisée par Hincmar.

⁴⁵ Epistola ad Candidum V 31 (Sources chrétiennes, T. 68, p. 172) citée PL 125, 536. Hincmar présente l'auteur avec complaisance : « Uictorinus rhetor urbis Romae et magister beati Hieronymi... ». La comparaison avec le Ms. Bamberg Patr. 46 n'est pas décisive ; cette version se rapproche de celle d'Hincmar sans plus. Voir P. Hadot, *Marius Victorinus et Alcuin, Archives d'histoire doctrinale et littéraire du Moyen Age*, XXIX, 1954, p. 5-19 : les références d'Alcuin sont différentes de celles d'Hincmar.

⁴⁶ Hincmar, qui cite le titre de l'ouvrage d'Orose, lui emprunte un long passage sur Xerxès (LXI, c. 9), PL 125, 843-844 en 876. Hincmar cite d'après des textes qui lui ont été fournis par Charles le Chauve pour commentaire. Ogilvy (*Books known to anglo-latin writers*, op. cit., p. 65) souligne la popularité d'Orose dans les milieux anglo-saxons.

⁴⁷ Catherimeron cité 857, PL 125, 528 et 529 (Hymne 5 V 157-161-162-163 et V I).

⁴⁸ Histoire ecclésiastique (E. Schwartz, *Eusebius Werke II. Die lateinische Übersetzung des Rufinus, I*, Leipzig 1903) IIII 14-6, cité PL 125, 416 en 860. Ce texte est évoqué aussi en 863, MGH, 133.

Quintilien ⁴⁹, Sedulius ⁵⁰, le Pseudo-Sénèque ⁵¹. Aucune gêne n'existe à l'égard d'une tradition pleinement intégrée aux valeurs du christianisme. Il n'en reste pas moins, l'exemple de Sedulius le montre bien, qu'Hincmar recourt tout de même le moins possible au style poétique, même s'il est parfaitement orthodoxe et véhicule d'importantes affirmations théologiques, parce que les contraintes propres à ce style conduisent aisément à des déformations de la pensée plus fortes que dans le cas de la prose ⁵². Nous voici prévenus : le style n'est, lui non plus, pas sans importance dans l'héritage, Hincmar d'ailleurs le montre, qui fait, à plusieurs reprises, preuve de ses connaissances en matière de rhétorique et de grammaire. Certes Hincmar n'est pas prêt à soumettre les paroles de la Révélation à l'autorité des règles de Donat ⁵³ ; il est pourtant latiniste rigoureux et bon connaisseur des règles, car il n'a pas oublié qu'Augustin recommande l'étude de la grammaire même aux chrétiens ⁵⁴.

⁴⁹ Une citation, peu fidèle d'ailleurs et très paraphrasée, se trouve dans une lettre écrite au nom de Charles le Chauve (PL 124, 888) : « Floribus uafricia nebulonum uenificatis apes mortuas esse quibus mellificandum fuerat ». Il s'agit de la substance, non de la lettre, de la Controverse XIII (*De institutione oratoria*, édit. Meister 1887). Quintilien a été admis avec faveur par l'époque carolingienne (Loup de Ferrières en demande le manuscrit à Altig d'York. Voir P.S. Boskoff, *Quintilian in the Middle Age*, *Speculum* 1952, v. 71-78 : l'auteur en question a été connu surtout par des florilèges et ce fait explique probablement la nature de la citation d'Hincmar. Voir encore : J. Cousin, *Quintilien au Moyen Age*, *Dictionnaire des lettres françaises au Moyen Age*, 1964, p. 612-614). Sans doute cette faveur provient-elle du fait qu'un Pseudo-Jérôme (ad Praesidium de caereo paschali II-2, cité dans G. Lehnert, *Quintiliani quae feruntur declamationes XX maiores*, Teubner, Leipzig 1905) parle justement du passage évoqué par Hincmar : « puto te Quintiliani controuersiae recordari in qua pauper causatur dolens ob interitum apum flores ab impotantissimo diuite venenatos ».

⁵⁰ Hincmar aime Sedulius, qualifié d'« egregia poeta » (PL 125, 530) même s'il n'est pas nommé. Deux emprunts, qui proviennent très vraisemblablement d'un manuscrit dont disposait le prélat (Paris latin 9347) sont faits au Carmen Paschale : PL 125, 564 en 857 : « quod simplex triplicet quodque est triplicabile simplet » : PL 135, 86 en 860 : « Ambo errore pares quamquam diuersa sequentes ».

Le deuxième passage a été cité, avec une légère déformation : « diuersa loquentur » en 857 (PL 125, 530).

Les deux proviennent du livre I, vers 298 et 325, PL 19, 584 et 587 ; ils se trouvent dans un long texte consacré à Arius et aux Sabelliens, texte qu'Hincmar a très évidemment lu attentivement.

⁵¹ Les citations extraites du Pseudo-Sénèque (Lettres à Paul) nous laissent perplexe. L'une est authentique. Mais nous n'avons pas retrouvé trace de la seconde : PL 126, 378 en 869, attribuée explicitement à Sénèque « pene christianus et apostolo Paulo familiaris : Uidendum ne per quae admiratio paratur radícula et odiosa sint ».

⁵² Hincmar s'en explique très clairement, dès 857, à propos d'Arator et de Sedulius.

⁵³ Fontaine, *Isidore*, op. cit., p. 32, emploie cette expression à propos d'Isidore.

⁵⁴ Ibidem. Il s'agit d'une recommandation formulée dans le de doctrina christiana.

En fait, les citations hincmariennes, dans ce domaine, ne sont qu'exceptionnellement empruntées à des ouvrages théoriques⁵⁵. La « culture » du prélat, dans ce domaine au moins, est attachée, bien plus qu'à des traités en forme, à des dictionnaires de synonymes⁵⁶, à des glossaires⁵⁷. Il convient de rappeler ici qu'Hincmar a lui-même fait

⁵⁵ Un texte relativement long, attribué par Hincmar à Donat (PL 125, 540-541) en 857, provient en fait d'un commentaire du célèbre grammairien. On peut hésiter entre Probus (Keil IV 1, p. 120), Cledonius (Keil V, p. 43) et surtout Pomponius Festus (Keil V, p. 158 à 168) ; peut-être aussi Consentius (Keil V, p. 348). Hincmar possédait le manuscrit des œuvres du troisième et du quatrième.

Pourtant Hincmar souligne lui-même que Donat s'apprend en même temps que l'alphabet : « rudimenta artis grammaticae id est Donati doctrinam... quam sicut alphabetum initia uidelicet elementorum in schola discunt pueruli... », PL 125, 540.

⁵⁶ A ce genre appartient le de compendiosa doctrina de Nonius Marcellus, auquel le prélat rémois est le premier, au Moyen Âge, semble-t-il, à demander un texte. PL 126, 317 : « uulgauit honeste positum uile habuit et quasi in uulgus dedit » ; c'est une citation littérale (W. Lindsay, *Nonii Marcelli de compendiosa doctrina libri XX*, p. 268). Hincmar a fait copier le manuscrit de cette œuvre : Leiden Voss latin q. 116 ; sa citation se trouve fol. 68 v. ; mais le prélat n'a probablement pas lu très attentivement Nonius Marcellus : il en aurait certainement tiré beaucoup plus si le loisir lui avait été laissé de travailler ce texte en détail.

Les Synonyma Ciceronis (MS Reims 425) appartiennent aussi à cette catégorie. Hincmar dit en tirer, en 870 (PL 126, 317), le texte suivant : Proditum memoriae traditum, promulgatur, promulgauit exposuit *prodidit* elocutus est affatus est retulit narrauit nuntiauit indicaui locutus est uerbum fecit disseruit disputauit tradauit sermonem habuit orationem habuit orsus est ». Nous avons séparé, pour la commodité de l'identification, les trois passages empruntés par des virgules ; on les retrouve dans l'édition de J. Mahne (*M. Tulli Ciceronis (quae uulgo feriuntur) Synonyma ad Lucium Ueturium*, Leiden 1850) : n° 1 : p. 53, n° 389 ; n° 2 : ibidem, n° 390 ; n° 3 : p. 17, n° 125. Nous avons souligné deux expressions qui ne se trouvent pas dans l'édition de Mahne.

A Isidore est attribuée une autre collection de synonymes (870, PL 126, 317) : « Isidorus quoque... exposuit dicens » qui se trouve dans le manuscrit Reims 425, folio 206 r. mais où nous n'avons pas retrouvé la citation d'Hincmar. Celui-ci comment d'ailleurs une autre erreur d'attribution en donnant à Paul « in glossis suis » (PL 126, 317) ce qui revient à Pomponius Festus : « promulgari leges dicuntur cum in uulgus eduntur » (W.M. Lindsay, *Sexti Pompei Festi de uerborum significatu*, Leipzig 1933, p. 251) ; mais les *Glossaria latina*, édit. J.W. Pirie et W.M. Lindsay, volume IV, Paris 1930, p. 330, montrent que le passage en question circulait aussi sous le nom de Paul.

Hincmar cite encore Placidius (PL 126, 317) : « Promulgatum est foras prolatum vel constitutum ut lex dicitur promulgata, promulgatum autem ad (Placidius : in) omnium notitiam et totius uulgi intimatum » ; les *Glossaria latina*, volume IV, p. 31, n° 21, fournissent l'original de ce texte conforme à un mot près à la citation hincmarienne. Voir aussi Goetz, *Corpus glossariorum latinorum*, V, Leipzig 1894, p. 95.

Il est, enfin, fait appel à des gloses de Priscien (qui se rattachent bien plus au MS Leiden Voss lat. 0 37 qu'au Reims 1094), PL 125, 317.

⁵⁷ Hincmar attribue à des « glossae antiquorum » (PL 126, 317) le texte suivant : « promulgans porrigens, promulgare edere, promulgat profert, promulgat crescit, incrementat, promit, praedicat, pronuntiat, promulgata prolata deprompta *propagata patefacta* ». Comme nous l'avions fait plus haut, nous avons isolé entre des virgules les emprunts différents, pour les identifier plus aisément.

Les références sont tirées de Goetz, *Corpus glossarium*, op. cit., tome I, *Glossarium Ansileubi*, tome IV : *Glossae codicum Vaticani 3321 (VIII^e)*, *Sangallensis 212*, *Leidensis 67 F*, *Glossae Affatim*, *Chartres 299 (IX^e siècle)*, *Berne 258 (IX^e siècle)*,

ou laissé recopier un glossaire intéressant, qui figurait dans le manuscrit Reims 671 et qui a été reproduit dans le Paris 12445⁵⁸ ; on y trouve encore une fois de nombreux synonymes, dont quelques-uns en germanique⁵⁹. On peut se gausser de cette utilisation d'instruments culturels aussi rudimentaires. Pour nous elle a une très grande signification. D'une part, nous l'avons déjà dit, le passage d'une langue à une ou plusieurs autres pose probablement des problèmes très difficiles à ces hommes et la multiplicité des instruments de passage s'explique bien par là ; d'autre part, dans le maniement du latin, langue artificielle et levier d'acculturation, les glossaires latin-latin et les dictionnaires de synonymes jouent un rôle irremplaçable. Nous y revenons une dernière fois : la langue « latine » ne prend son essor, après un long siècle de flottement, que durant le dernier quart du IX^e siècle ; c'est aussi le moment où elle s'appauvrit en figeant la fluidité antérieure en formules stéréotypées qui vont alimenter la langue médiévale, et d'abord celle du juridisme féodal.

Il n'est plus possible aujourd'hui d'ignorer que l'enquête linguistique est fondamentale pour qui veut, dans les années futures, pénétrer plus scientifiquement l'histoire du Haut Moyen Age. Quelques tentatives

Leiden Voss Fol. 26 (VIII^e-IX^e), Glossae Abauus (MS du IX^e siècle : Paris 7690, Berne 258, Voss latin 82).

Et *Glossaria latina*, tome I : *Glossarium Ansileubi*, Paris 1926, tome II, W.M. Lindsay, R.G. Austin, M. Laistner, J.-F. Mountford. Paris 1926 : *Abauus* ; tome III, W.M. Lindsay, H.J. Thomson, Paris 1926 : *Abstrusa* ; tome V, C. Theander, M. Inguenez, C.J. Fordyce, Paris 1932 : A.A...

1 : Goetz I, n° 2444.

2 : Goetz I, n° 2445.

3 : Goetz I, n° 2449. IV : C. Vatican 3321, fol. 123 v., Affatim : Goetz p. 556. *Glossaria latina* III, p. 70, n° 50.

4 : Goetz I, n° 2447.

5 : Goetz I, n° 2448.

6 : *Glossaria latina* III, p. 70, n° 50.

7 : Goetz I, n° 2451.

8 : Goetz I, n° 2452 - 6 - 11.

9 : *Glossaria latina* III, p. 70. *Abstrusa*, n° 55, Goetz IV : p. 149 et Affatim, p. 556.

Les deux derniers mots, soulignés, ne figurent pas dans les glossaires consultés.

De nombreux codices de la province, à l'époque d'Hincmar, contenaient de tels glossaires. Par exemple Laon 445, folio 64 r. : « promulgans porrigens, promulgare pronuntiare et aperire propalare manifestare deuulgare, prouulgauit diffamaui propalauit ».

⁵⁸ Il en est question dans Elias Steinmeyer et Eduard Sievers, *Die althoch-deutschen Glossen*, Berlin 1879, tome IV, p. 598.

⁵⁹ Fol. 13 v. - 17 du Paris 12.445 : saltim = dhoh dhoh, inpudenter = unsca-malih, ita dumtaxat = sodhannero, sollicitare = halori, suggestionem = manunga, obnoxius = scolo, inhumanitas = unmanna hetti, pernitiōsa est = freisa est, etc... et au folio 17 : promulgata.

partielles récentes⁶⁰ révèlent déjà l'importance, à tous les niveaux — politique, religieux, social, culturel — des résultats que l'on peut ainsi obtenir. La consultation attentive des fichiers de Beuron (*Vetus latina*) nous a révélé à quel point les modifications de vocabulaire, conscientes ou non, volontaires ou non, étaient importantes dans la transmission du texte de la Bible.

Les phénomènes linguistiques étaient donc, à juste titre, une préoccupation plus légitime, pour Hincmar, que l'art du beau parler ou du style asianique⁶¹. Formé en latin⁶², parce que c'est la langue de la liturgie, du dogme, de la patristique, Hincmar tient à ce que ce latin soit simple, clair, universel et à ce que les passages d'un latin à un autre, des latins⁶³ de divers niveaux que l'on parle autour de lui aux germaniques toujours sous-jacents, soient contrôlés. Hincmar a, sur ce plan, le même souci de préservation des langues réellement parlées que Loup de

⁶⁰ Jeremy Duquesnay Adams, *The populus of Augustine and Jerome*, New Haven et Londres, 1971, Yale University Press (VIII - 278 p.), montre à quel point le traitement statistique d'une telle information est générateur de résultats nouveaux et sûrs. Voir aussi Jean Batany, *Tayon de Saragosse et la nomenclature sociale de Grégoire le Grand*, *Bulletin du Cange*, XXXVII, 1970, p. 174 sq., qui apporte d'importants exemples de nomenclature sociale. Et encore : K. Huber, *Les éléments latins dans l'onomastique de l'époque carolingienne*, *Vox romanica*, 1964, p. 239-255, où l'on voit à la fois se former les noms de l'époque carolingienne et où l'auteur (p. 240) souligne que, à ses yeux, « de vastes parties des archidiocèses de Reims, Cologne... devaient être encore bilingues... ». Plus anciennement déjà, Hermann Rönisch (*Itala und Vulgata, das Sprachidiom der urchristlichen Itala und der katholischen Vulgata: unter Berücksichtigung der römischen Vokalsprache*, Marburg-Leipzig, 1869) avait montré à quel point les études systématiques étaient importantes au niveau de la transmission du vocabulaire biblique.

⁶¹ Hincmar de Laon a reçu de son oncle, au moment de son ordination, un glossaire que l'archevêque tenait lui-même d'Anselme, cousin du jeune Hincmar. L'archevêque conseille à son suffragant d'y retrouver les définitions du mot promulgare : « ... et inuenies dixisse ueteres promulgo, promo uulgo, siue primum in uulgo; edo... », PL 126, 316. Malheureusement, il ne s'agit pas du glossaire contenu dans le Paris 12445, dont il a été question plus haut. Mais ce constat renforce, à nos yeux, l'intérêt de la transmission de *plusieurs glossaires* à Hincmar de Laon. Voir ci-dessus note 332, p. 874.

⁶² Hincmar se sent « latin » lorsqu'il oppose « sa » langue à l'ignorance où il est du grec : 860, PL 125, 538 : « Nobis autem latinis et graecae linguae ignaris... ». Cela ne l'empêche pas de se souvenir d'une autre langue « patriotica » : PL 125, 1037 en 868, à Charles le Chauve : « requisita est quam patriotica lingua nominamus exonia ». Il signale volontiers des germanismes, chemin faisant : « quas uulgo orcas uocat », en empruntant l'expression à Grégoire de Tours (*Historia francorum*, IV 43, MGH, p. 177).

⁶³ A l'expérience, nous ne doutons pas qu'il faille reprendre pour Hincmar et pour la province de Reims la distinction qu'établit Abbon de Saint-Germain (De Bruyne, *Etudes d'esthétique médiévale*, Bruges 1946, p. 184) entre le beau langage (*latinitas*) et des formes plus ou moins abâtardies de latin que parlent les divers niveaux sociaux de la population, selon leur origine et leur fonction. Abbon explique que ses sermons s'adressent aux hommes qui comprennent le latin vulgaire.

Ferrières^{63/1}. Il reproche à son neveu, en 870, d'ignorer sa langue maternelle et de lui préférer les fioritures du « beau style » latin^{63/2}. Le souci d'un véritable bilinguisme existait donc chez l'archevêque. Au-delà des règles, c'est visiblement aux auteurs chrétiens qui ont christianisé l'instrument grammatical que le prélat est bien plus encore disposé à faire confiance. A l'occasion, il ne dédaigne pas de donner à d'imprudents stylistes des leçons de rigueur grammaticale. Hincmar de Laon a stupidement écrit « si quis contra Romanorum pontificum decreta obloqui praesumpserit ». Chacun sait, lui répond son oncle, qu'il faut dire soit « contra » et « loqui » soit simplement « obloqui »⁶⁴. Gottschalk n'a pas été moins malmené qui avait oublié les règles les plus simples de Donat⁶⁵. Mais, dans chacun des deux cas, le recours à la grammaire couvre une critique de fond beaucoup plus essentielle, disciplinaire dans le premier cas, doctrinale dans le second. Une seule fois, Hincmar se laisse aller à plus de gratuité, lorsqu'il reproche à son benêt de neveu d'avoir donné à « auctor » un féminin « aucricem » qui est grammaticalement impossible⁶⁶. Encore, cette fois aussi, la gratuité n'est-elle qu'apparente : il s'agit de lutter contre la multiplication des mots et l'invasion du bizarre qui caractérisent l'esprit du neveu.

S'agissant de rhétorique, Hincmar n'est ni moins rigoureux ni moins rigoriste, ni moins préoccupé de plier l'actif culturel à la démonstration idéologique qu'il poursuit. Lui oppose-t-on, contre la deitas unique, le titre d'un sermon d'Augustin « de una trinitate trina unitate », il trouve immédiatement la parade : l'évêque d'Hippone a cédé à l'attrait d'une figure bien connue de rhétorique, la métonymie ou trope⁶⁷. Arator, Prosper, Sedulius ont fait de même⁶⁸.

La dialectique, enfin, ne lui est pas non plus étrangère. Sa réfutation du canon 7 du concile de Valence, en 860⁶⁹, constitue une excellente construction dialectique : 1°) le rédacteur de ce canon dénonce les maux

^{63/1} Loup de Ferrières, *Correspondance*, éditée et traduite par L. Levillain. Tome I, p. 157-159 (lettre à Marquard) : « Je désire envoyer à votre sainteté, pour apprendre la langue allemande (germanica lingua), le fils de Gagon, mon neveu et votre parent et avec lui deux autres jeunes enfants nobles qui, un jour, si Dieu le veut rendront d'utiles service à notre monastère ; ils se contenteraient de deux maîtres seulement pour eux trois ».

^{63/2} PL 126, 448 : « ... qui enim linguam, in qua natus es non solum non loqui uerum nec intellegere nisi per interpretem posses... ».

⁶⁴ PL 126, 383.

⁶⁵ PL 125, 540-541.

⁶⁶ PL 126, 612.

⁶⁷ PL 125, 515 : « tropo illo qui metonymia id est transnominatio dicitur ».

⁶⁸ PL 125, 564. A cette occasion, Hincmar déclare trouver la métonymie partout, même dans les Ecritures : le fait est si fréquent qu'il est bien inutile, d'en donner un exemple...

⁶⁹ PL 125, 386-387.

qui frappent universellement le médiocre clergé carolingien ; 2°) Dieu merci, Dieu a laissé subsister un homme — le rédacteur — capable de les dénoncer ; 3°) n'en déplaise à cet orgueilleux, les choses sont moins noires qu'il ne le prétend et il existe encore des clercs capables de dire la saine doctrine.

Ainsi, à tous les stades, les bases du triuim sont-elles bien maîtrisées par l'archevêque de Reims, tout autant qu'il se révèle capable de demander à la culture ancienne les informations nécessaires à ses démonstrations. Mais il n'est jamais l'esclave de cette connaissance-outil.

Si nous avons, chemin faisant, relevé des traits importants qui caractérisent l'attitude d'Hincmar par rapport à la culture antique, nous discernons encore insuffisamment ce que pourrait être la définition de son attitude culturelle. Essentiellement parce que, empirique sur ce point comme sur tous les autres, il a négligé de s'en expliquer, contrairement à une mode répandue dans la génération qui l'a précédé. Une fois encore, il faut donc prendre des détours pour tenter d'arriver au but. Peu à peu, au cours des enquêtes de divers genres que nous avons menées, l'idée s'est développée que la bibliothèque d'Hincmar constituait un élément essentiel d'analyse de son attitude culturelle. Il n'est pas aisé, onze siècles après, de reconstituer cette bibliothèque et sur plus d'un point nous sommes demeurés sur notre faim. Du moins les résultats atteints sont-ils tout de même assez révélateurs. Il nous a fallu classer les œuvres utilisées par Hincmar en trois catégories : celles dont il possédait un manuscrit qu'il a travaillé, parfois annoté ; celles dont il possédait vraisemblablement un manuscrit aujourd'hui disparu ; celles dont il est peu probable qu'il ait possédé une copie et qu'il n'a parfois pas lues directement ; dans ce dernier cas seulement, on peut estimer que la tradition orale, la mémoire ou les chaînes de citations ont joué un rôle.

Bien entendu, la liste des livres dont nous pensons qu'ils ont figuré dans la bibliothèque du prélat ⁷⁰ ne résulte ni de choix arbitraires ni de classements automatiques. Elle provient de l'examen comparé des citations d'Hincmar, des manuscrits eux-mêmes, des listes d'ouvrages que possédaient d'autres bibliothèques contemporaines ⁷¹. Malheureusement aussi un tel travail comporte nécessairement une part trop importante

⁷⁰ On trouvera cette liste en Appendice IV.

⁷¹ On peut, grâce à plusieurs ouvrages, serrer d'assez près la composition des bibliothèques du IX^e siècle. Bien entendu, il faut encore revenir à Th. Gottlieb, *Über mittelalterlichen Bibliotheken*, Graz 1890 et réédition 1955. Mais on peut aller plus avant par une lecture prudente des Catalogues des Bibliothèques publiques de France.

MANUSCRITS ANNOTÉS PAR HINCMAR

Hæc opta aliter uenit ad interpretat² quatuordecim ipsa Johab⁶
 Nicolaus op¹ seruius seruorū diuotissimus & sanctiss¹
 mo confratri n^o hincmaro archiep^o remensi; Ep¹ tam
 beatitudinis sup¹ cū opta sinodi missa p¹ legatū eiusdem

a

Laon 407 : folio 105 r.

Ue
 ni
 pu
 di
 H
 tu
 or
 lu
 H
 hæc dicta
 n^o sup¹ tuora
 Contra Diffinitionem hincmaro

b

Laon 407 : folio 101 v.

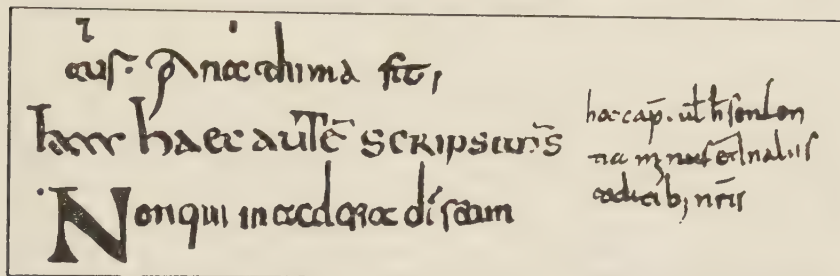
156
 158
 Hæc quid dicitur
 e¹ scripta sua mor
 dente in serri facit
 rup¹ q¹ sinceri
 p¹ scandalu ponit
 n^o uenit ad interpretat²

c

Laon 407 : folio 158 r.

PLANCHE N° 7

MANUSCRITS ANNOTÉS PAR HINCMAR



Berlin Phillipps 1743 : folio 8 r.

L'écriture d'Hincmar varie en fonction de l'âge du prélat et des plumes utilisées.

Elle présente cependant certaines constantes :

- le **a**, le plus souvent, a une forme très caractéristique : **2**
- le **e** est également très reconnaissable par son allongement et sa boucle de faible dimension : **e**
- le **r** « rémois » : **r**
- les **m** et **n** ont en général un dernier jambage légèrement rentrant et un crochet de liaison avec les lettres suivantes
- les abréviations sont nombreuses et intéressantes

d'hypothèse voire d'incertitude ; tant les difficultés ⁷² et l'interminable lenteur constituent des obstacles souvent décourageants, dans l'état de sous-équipement où est aujourd'hui la recherche historique sur de tels

⁷² Les difficultés sont fortes pour les bibliothèques rémoises. Il n'existe pas de bon catalogue ancien, comme c'est le cas pour d'autres fonds du IX^e siècle. Pour Saint-Rémi, les traces de l'inventaire du XIII^e siècle se retrouvent grâce aux mentions alors portées sur les codices : « Liber Sancti Remigii volumen ». Rappelons-le, le grave incendie de 1774 a dévasté l'essentiel de la bibliothèque abbatiale. Pour Notre-Dame, le catalogue du XV^e siècle établi par le chapitre de Reims (Ms Reims RM 1992) ne signale aucun manuscrit ancien. Du XVI^e au XVIII^e siècles, les travaux d'édition ont contribué à désarticuler les bibliothèques et parfois, plus gravement, les manuscrits eux-mêmes. Il n'est pas exceptionnel que des cahiers aient été distraits, alors, du volume où ils étaient conservés depuis longtemps et envoyés à un correspondant qui manifestait le désir de les consulter. La Révolution a dispersé les fonds rémoises (H. Jadart, *Les anciennes bibliothèques de Reims, leur sort en 1790-91 et la formation de la bibliothèque publique*, Reims, 1891) ; la III^e République les a rassemblés en un fonds unique et remarquable. H. Jadart nous indique (op. cit., p. 5) que la bibliothèque du chapitre a fourni alors 636 manuscrits : parmi eux figure encore une part importante des nombreux codices donnés par Hincmar à la cathédrale.

problèmes. Nous pensons cependant que, telle que nous l'avons établie, cette liste permet de progresser encore dans la connaissance du prélat et c'est ce qui, dans l'instant, nous importe.

La première observation d'ensemble à laquelle, lentement, nous avons été conduit porte sur la fonction et la composition de cette bibliothèque. Pour Hincmar, il ne s'agit point d'un *instrument systématique de conservation d'une culture* ; à aucun moment nous ne l'avons vu soucieux d'organiser méthodiquement un ensemble cohérent et exhaustif. Le coût d'un manuscrit, les difficultés que soulève sa copie — difficultés évoquées plus haut — la lenteur du travail, expliquent certainement pour une part cette attitude. Il y aura lieu de se demander à l'avenir si elle ne caractérise pas, en définitive, toute constitution de bibliothèque jusqu'à l'apparition des grands ateliers de copistes et surtout de l'imprimerie. La bibliothèque est, au contraire, pour le prélat, *un instrument de travail*, constamment adapté aux recherches qu'il poursuit. Celles-ci sont elles-mêmes fonction des affaires auxquelles il est mêlé. Tout au plus, de ce point de vue, notons-nous un certain changement d'attitude après 875 ; à ce moment, nous semble-t-il le prélat se soucie un peu plus d'accroître les disponibilités d'information de ses armoires en faisant copier, pour la première fois, des œuvres jamais utilisées jusque là ⁷³. Mais cette nouveauté ne constitue pas une modification radicale de l'attitude antérieure : jusqu'à la fin de sa vie le prélat fait copier des textes sur lesquels l'enquête est permanente, par exemple les Décrétales, ou ceux qui sont bien adaptés aux situations nouvelles dont il a à connaître. Instrument de travail à la disposition du pasteur responsable de la province, le manuscrit est légitimement exécuté aux frais de celle-ci dans les scriptoria que contrôle le prélat. Non moins légitimement, il ne saurait devenir la propriété privée de ce dernier et il est donc remis à Notre-Dame ⁷⁴. Le manuscrit n'étant qu'un instrument de travail, la copie doit en être soignée quant au texte ; le support lui, n'a besoin que d'être solide et de permettre de multiples consultations. Le caractère des manuscrits hincmariens de travail s'éclaire par là. Autant les Bibles, les manuscrits précieux sont soignés, autant le livre de référence est, à Reims, sous Hincmar, résistant, pratique, bien relié et de bonne qualité quant au texte ⁷⁵. Le codex-

⁷³ C'est le cas par exemple pour le de officiis de saint Ambroise et plus largement pour beaucoup d'autres textes du même auteur, pour certaines lettres de saint Agustin, etc...

⁷⁴ L'abondance, la mise en place systématique à intervalles réguliers des « ex dono Hincmari » constituent des repères très importants. Ces signes ont aussi conduit au vandalisme dans plusieurs cas : les possesseurs plus ou moins légitimes de ces codices, redoutant l'anathème que recèle souvent la formule de l'ex dono, ont coupé des marges inférieures en grand nombre pour faire disparaître toute trace d'origine.

⁷⁵ Ainsi s'explique, pour nous, la défiance du prélat à l'égard des codices venus de ses prédécesseurs et dont les versions laissent souvent à désirer : nous l'avons noté dans notre catalogue de la bibliothèque, un certain nombre de doubles emplois se justifient ainsi.

instrument de travail est, non moins légitimement, annoté par celui qui, le lisant, y repère les passages dont il souhaite la copie dans une œuvre personnelle en cours de préparation : Hincmar travaille comme nous, à cette différence près que ses fiches se retrouvent dans les manuscrits lus. Cette habitude nous fournit deux indications précieuses. Celle des « notanda » caractéristiques du prélat, celle des titres marginaux et commentaires autographes que l'on peut aujourd'hui encore retrouver. Dans les deux cas, la coïncidence avec l'œuvre propre de l'archevêque lève les doutes et nous permet de suivre l'itinéraire hincmarien depuis la découverte d'une œuvre par lecture d'une chaîne ou d'un traité de Bède ou d'Augustin jusqu'à l'insertion de ses extraits dans un ouvrage hincmarien, en passant par la recherche du manuscrit, la copie de celui-ci, le travail sur lui. Il est rare que l'on puisse aller aussi loin dans ce domaine et ce n'est possible que pour quelques cas précis, mais le schéma abstrait de la démarche hincmarienne ne fait, pour nous, aucun doute.

Ainsi conçue, la bibliothèque sert donc à *compléter une connaissance* en fonction des besoins, non à servir de support idéal à la transmission d'une culture. Elle vient compléter deux autres éléments d'information pour lesquels la mesure quantitative et qualitative est infiniment difficile : la lecture d'ouvrages empruntés momentanément⁷⁶ ou d'ouvrages figurant dans des bibliothèques momentanément accessibles⁷⁷ et, plus largement encore, ce que J. Fontaine a justement appelé « cette bibliothèque mentale »⁷⁸ qui meuble la mémoire, étonnante pour nous, de ces hommes⁷⁹. Dans ce dernier domaine, nous pensons que conciles

⁷⁶ Sans aller jusqu'à l'insatiable curiosité d'un Loup de Ferrières, Hincmar, nous l'avons souvent noté, demande à plusieurs correspondants de lui prêter des ouvrages d'accès difficile pour lui. Notre sentiment, enquête achevée, est cependant, dans ce domaine, qu'il ne faut probablement pas exagérer le volume de la circulation des manuscrits. Certes les échanges ont lieu, mais l'investissement de travail matériel et d'information que constitue un codex rend probablement beaucoup de prélats peu soucieux de faire voyager dangereusement celui-ci. Ils tombent alors, il est vrai, dans une forme déguisée d'avaritia !... Même Hincmar, riche en moyens, a certainement préféré faire recopier des codices à l'intention de correspondants (voir J. Devisse, *Hincmar et la loi*, op. cit., p. 64 sq. ou les codices remis à Hincmar de Laon) plutôt que de faire circuler ceux que, laborieusement, il avait rassemblés à Reims. Il y a, sur ce point, toute une enquête à faire, que facilitera la publication des catalogues de B. Bischoff. Sur une enquête comparable : Manuel C. Diaz y Diaz, *La circulation des manuscrits dans la Péninsule ibérique du VIII^e au XI^e siècle*, *Cahiers de civilisation médiévale*, 1969, p. 219-241 et p. 383-392.

⁷⁷ Nous avons souvent été amené à penser que le prélat consultait certains textes dans la collection royale. N'en est-il pas de même lorsqu'il se déplace vers d'autres évêchés ou d'autres provinces ?

⁷⁸ J. Fontaine, *Isidore*, op. cit., p. 322.

⁷⁹ Le problème qui surgit, dès lors, et que nous aborderons plus loin, est celui de leur formation : de quels outils disposent-ils à leur entrée en charge ?

et synodes étaient l'occasion d'échanges d'informations — du titre d'ouvrage à la fiche précise — nombreux et précieux⁸⁰.

Sous le mot, identique à celui dont nous usons, c'est donc une réalité très différente de la nôtre qui apparaît. La bibliothèque hincmarienne n'est probablement pas localisée en un lieu unique : Notre-Dame, Saint-Rémi, les autres abbayes rémoises, Laon peut-être — qui constitue un centre culturel si important — y sont présents selon les moments et les besoins. Ainsi redéfinie, la bibliothèque dont a usé Hincmar de Reims comprend donc : ses souvenirs de lecture personnels qui remontent à l'enfance et sur lesquels il y aura lieu de revenir, les lectures faites en divers points et d'où sont sorties, probablement les notes rapides qui fournissent citations uniques ou peu nombreuses d'une œuvre⁸¹, les lectures beaucoup plus approfondies de manuscrits momentanément utilisables ou recopiés par Reims, qui fournissent les citations nombreuses et remarquablement choisies, en général, quel que soit le domaine. Il est donc intéressant de s'interroger sur la stratification des acquisitions culturelles du prélat ; au moins en ce qui concerne quelques grands auteurs. Tradition manuscrite et citations permettent de dire que le contact le plus ancien qu'ait eu Hincmar avec la patristique concerne saint Jérôme. De 850 à 856 environ, c'est l'auteur dominant. L'ensemble de manuscrits qui subsiste, à Reims essentiellement, de la bibliothèque hincmarienne montre que plusieurs ont été hérités des évêques précédents — ce qui est rarement le cas pour d'autres Pères, en particulier pour saint Augustin — et que les compléments proprement hincmariens ont été apportés très tôt. Difficile, décevant parfois, — l'aventure du de induratione cordis pharaoni a marqué Hincmar — Jérôme est progressivement éclipsé par saint Augustin, le grand personnage central de la bibliothèque, de 856-857 à 860. Plus dense, plus riche, plus explicite,

⁸⁰ Après chaque rencontre, dans les faits et sans qu'il soit jamais question explicitement d'un changement quelconque, les citations d'Hincmar se modifient, s'enrichissent, se trouvent amputées de textes douteux.

Sur un autre plan, quelle est la part de la collectivité en travail dans l'actualisation de certains souvenirs : nous avons noté, à plusieurs reprises, la part de la mémoire dans la rédaction, par exemple, de la lettre collective à Louis le Germanique en 858. Quelle est alors la paternité des citations ? Individuelle, pluri-individuelle ou collective ? Et cette mémoire collective, si remarquable qu'elle permet, nous l'avons vu, des citations textuelles, ne joue-t-elle pas un rôle majeur dans la transmission d'une culture ?

⁸¹ Très souvent, dans ce cas, le prélat n'a pas eu le temps de lire le texte du traité — s'il n'a pas, même, utilisé une chaîne de citations — : il a laissé passer des textes au moins aussi importants pour sa démonstration que ceux qu'il a retenus.

Au total nous pensons que l'usage des chaînes a été *exceptionnel* chez Hincmar et que les citations isolées proviennent plutôt de lectures rapides ou de conversations au cours des conciles et synodes. En tout cas ces citations peu nombreuses sont à nos yeux un indice sûr de la non-présence d'un manuscrit de l'œuvre à Reims ; lorsqu'il a un manuscrit entre les mains, Hincmar le lit attentivement et l'annote et il est rare qu'il n'y repère pas *tous* les éléments utiles. Nous fournirons un exemple de son attention de lecture à propos de saint Jérôme.

Augustin est alors l'objet d'une véritable boulimie de lecture de la part du prélat⁸². La bibliothèque augustinienne de Reims non inégale à bien d'autres plus anciennes, sort de la volonté du prélat de connaître cet auteur fondamental. Après 860, Augustin demeure présent⁸³, mais la diversification des lectures conduit à s'intéresser à des textes d'abord plus négligés comme les Sermons — le plus souvent apocryphes — ou les lettres.

Ambroise a connu deux moments d'intérêt très différents. De 850 à 860, mais très en arrière d'Augustin, il apporte des éléments un peu secondaires à l'information du prélat. An contraire, après 870, la lecture attentive d'œuvres brèves comme les sermons et les lettres, ou celle du de officiis enrichissent une réflexion alors plus orientée vers les problèmes du pouvoir laïc ou de ses relations avec l'Eglise.

De tels constats, qu'il faudrait multiplier, conduisent, on le voit, à considérer la structuration de la pensée hincmarienne sous un jour neuf. Jusqu'à la fin, l'appétit de connaissance du prélat est demeuré vif mais sa nourriture culturelle a varié d'époque à époque en fonction des questions qui lui étaient posées par ses contemporains et des réponses qu'il demandait au passé culturel. Il devient donc important d'étudier plus avant la structure de la bibliothèque elle-même, sans oublier la stratification chronologique dont nous venons de parler.

Si l'on élimine la Bible et le droit canonique, qui constituent des secteurs très particuliers, on peut diviser une bibliothèque carolingienne en cinq grands secteurs : patristique et dogme, culture littéraire et grammaticale, hagiographie, auteurs contemporains, instruments de travail⁸⁴.

Patristique et dogmatique tiennent de loin la première place : 65 % si l'on évalue la proportion par rapport au total des manuscrits certains, probables ou possibles, 50 % encore par rapport aux manuscrits certains. Compte tenu de l'usage qu'Hincmar entend faire de ses codices et des problèmes qui se posent autour de lui, cette proportion n'a rien de surprenant. Elle est particulièrement écrasante pour les années 855-860 où elle dépasse très certainement 80 %. Les « grands auteurs » que nous avons évoqués plus haut y dominent, Augustin très spéciale-

⁸² Il convient de souligner fortement (voir Appendice II, tableau 2) qu'Augustin est l'auteur le plus lu et le plus cité par Hincmar, pour en finir avec les légendes dans ce domaine comme dans plusieurs autres.

⁸³ Après 860, Hincmar demande à ses correspondants de lui faire parvenir des manuscrits augustiniens. Sur tous ces points, voir Appendices II et IV, aussi bien pour Augustin que pour les autres auteurs.

⁸⁴ Nous rangeons dans cette catégorie les commentaires des Ecritures aussi bien que les recueils de citations, glossaires, etc...

ment, mais il faut leur joindre Grégoire le Grand⁸⁵ très représenté, Bède, aussi présent à la mémoire, souvent, que sur les rayons de la bibliothèque⁸⁶, Hilaire de Poitiers, Prosper d'Aquitaine, Jean Chrysostome et Grégoire de Naziance⁸⁷. Au total les neuf auteurs⁸⁸ cités ici et plus haut constituent l'ossature même de la bibliothèque dans ce premier domaine⁸⁹.

A ce moment de l'enquête, il est intéressant de se demander si l'attitude d'Hincmar à l'égard de ces diverses autorités — attitude que nous ont révélée les emprunts effectués à l'époque de la querelle sur la prédestination⁹⁰ — est confirmée ou non, pour l'ensemble de son œuvre, par ce que l'on peut appeler les automatismes de révérence. C'est-à-dire par la définition de ces personnages par Hincmar lorsqu'il les cite. Nous avons relevé systématiquement les qualifications retenues et en avons dressé le tableau final⁹¹. Il faut, pour le commenter, remarquer tout d'abord que « sanctus » n'a pas la valeur technique et hiérarchique

⁸⁵ Un détail souligne le côté progressif de la lecture par Hincmar : entre la rédaction du deuxième texte sur la prédestination et celle du troisième, il a eu le temps de lire attentivement la vingt-deuxième Homélie sur les Evangiles dont il ignorait auparavant l'importance (PL 125, 282).

De même l'augmentation des emprunts scripturaires à des textes de Grégoire le Grand après 860 conduit à placer entre 860 et 870 la lecture ou la relecture la plus attentive des œuvres du grand pape par Hincmar.

⁸⁶ Bède est donné comme « doctor catholicus et antiquorum lectione peritissimus... ». Dom Lambot, *Revue bénédictine* 1934, p. 269, vers 869) : il constitue donc un relais auquel on peut accorder pleine confiance, pour l'étude de ce qu'il est encore important de savoir dans ce qui vient des siècles païens. Bède est, avec Grégoire le Grand et certainement plus que lui, l'auteur pour lequel les pertes de codices sont les plus évidentes dans la bibliothèque aujourd'hui reconstituée.

⁸⁷ Nous avons eu l'occasion d'expliquer les causes de ces choix qui recourent l'exceptionnelle abondance des citations tirées de l'Evangile de saint Jean par Hincmar.

⁸⁸ Il faut évidemment joindre les apocryphes qui leur sont attribués.

⁸⁹ Les chiffres qui suivent représentent les proportions par rapport aux manuscrits-sources identifiés avec certitude. Ils ne reflètent ni la situation réelle (il faut ajouter les manuscrits très probables, probables ou possibles) ni les lectures du prélat : Augustin : 35 %, Jérôme et Ambroise : 10,5 % chacun, Bède et Grégoire : 7,5 % chacun, Hilaire : 5,5 %, Prosper et Grégoire de Naziance : 1,5 %, Jean Chrysostome : 0,7 % ; au total 81 % de la bibliothèque.

⁹⁰ Voir chapitres II et III.

Désignation	Sanctus	Beatus	Nom seul
Hilaire de Poitiers	75 %	8 %	17 %
Jérôme	49 %	23 %	26 %
Cyprien	46 %	35 %	11 %
Grégoire le Grand	45 %	42 %	11 %
Augustin	40 %	33 %	24 %
Ambroise	38 %	28 %	34 %
Jean Chrysostome	30 %	20 %	50 %
Prosper	24 %	9 %	65 %
Bède	5 %	5 %	46 %

que lui ont donnée les siècles catholiques ultérieurs ⁹². Il semble tout de même intéressant de constater que le coefficient global de vénération (*sanctus et beatus*) va d'abord à Cyprien et à Grégoire le Grand ⁹³, qu'Augustin ⁹⁴ vient, tout de suite après Hilaire de Poitiers, devant Jérôme ou Ambroise, que Prosper, admiré pour son attitude sur la prédestination, retrouve, dans l'ensemble, une place plus modeste que les grands docteurs, que Bède, enfin, plus volontiers désigné comme « *uenerabilis* » ⁹⁵ est situé à sa place normale de transmetteur respecté de la tradition septentrionale. Au-delà des apparences ⁹⁶, les chiffres de cette arithmétique inconsciente confirment les choix d'Hincmar. Grégoire, le grand pape, Cyprien l'Africain, Augustin et Bède l'emportent sur tout autre ⁹⁷. Ces relevés — qui ne concernent pas seulement les emprunts de textes et qui comprennent bien entendu les apocryphes — confirment, enfin, la répartition chronologique et l'importance relative des lectures que nous évoquions plus haut ⁹⁸ : Bède, Prosper et Jérôme sont lus essentiellement avant 860, Augustin durant toute la vie du prélat, Cyprien et surtout Grégoire le Grand de plus en plus après 858.

⁹² Jean Batany, *Tayon de Saragosse*, article cité, p. 175, fait remarquer que *praedicator* est souvent synonyme, pour Tayon, de « *sanctus uir* » et cette expression souvent équivalente, elle-même, de « *pauper* » ! Hincmar lui-même ne dit-il pas, du confesseur de Teutberge, peut-être point sans ironie d'ailleurs : « *ille pius et sanctus uir* » (PL 126, 634). Hincmar, encore, écrit (PL 125, 535) une fois : « *Et sanctus Alcuinus, ex uerbis beati Augustini...* ».

⁹³ Donné trois fois comme « *doctor* » — seuls Cyprien, Augustin et Bède partageant avec lui cet honneur — et une fois comme « *gloriosus papa* ».

⁹⁴ Toutes sortes de désignations flatteuses lui sont accordées : huit fois « *doctor* » (*mirificus, eximius, mirabilis, egregius, catholicissimus et subtilissimorum rerum inuestigator, solertissimus, famosissimus*) ; il bénéficie trois autres fois encore d'épithètes louangeuses. C'est le plus varié de tous les « *palmarès* » hincmariens.

⁹⁵ Trente-et-une fois désigné ainsi (sur soixante-dix-neuf cas relevés). Bède est, une fois, donné pour « *doctor mirabilis* ».

⁹⁶ Hilaire de Poitiers arrive en tête du palmarès de la « *sainteté* », mais il n'est cité que quarante-et-une fois au total, dont trente-et-une fois comme « *sanctus* ». Ni Jérôme, ni Jean Chrysostome, ni Prosper, ni Hilaire de Poitiers ne suscitent l'apparition d'épithètes louangeuses comparables à celles que nous avons soulignées dans les quatre cas précédents. Léon le Grand, que nous n'avons pas retenu dans ce tableau, est très souvent donné comme « *sanctus* ».

⁹⁷ Indirecte confirmation des choix hincmariens, Fulgence est cité cinq fois par le nom seul, deux fois comme « *beatus* » et une fois comme « *domnus* » ; jamais comme « *sanctus* ».

⁹⁸ Mentions	jusqu'en 860 compris	de 861 à 882
Bède	79	—
Jean Chrysostome	25	1
Prosper	124	6
Jérôme	62	19
Hilaire	34	7
Ambroise	159	42
Augustin	479	134
Cyprien	12	16
Grégoire le Grand	232	318

Les codices porteurs de traditions culturelles moins directement chrétiennes représentent 24 % du total (manuscripts identifiés). Mais trois faits frappent ici. D'une part la dispersion considérable : dix-neuf auteurs se trouvent dans cette catégorie et chacun d'eux n'est donc représenté, le plus souvent, que par un titre. Deuxième caractéristique : c'est dans cette catégorie que, probablement, la disproportion est la plus forte entre les manuscrits certains (vingt-sept cas) et les probables (deux cas), alors que dans la catégorie précédente, les deux rubriques sont à peu près équivalentes en nombre. Troisièmement, ces codices portent très rarement la marque d'un travail hincmarien. Il n'y a donc pas lieu de penser qu'ils ont tous été rassemblés sur l'ordre personnel du prélat et à des fins comparables à celles que nous discernons pour la patristique et la dogmatique. Cette partie de la bibliothèque comprend très peu d'œuvres antiques⁹⁹ et beaucoup plus de grammairiens et compilateurs de la période de transition IV^e-VIII^e siècle, Isidore de Séville compris¹⁰⁰. Cette situation est parfaitement conforme à ce que nous permettait d'attendre l'attitude d'Hincmar devant les citations antiques et devant le *triumm*. Les outils ne doivent pas se substituer, en volume, aux méditations de la culture proprement chrétienne.

L'hagiographie représente aujourd'hui, en survivance, un pourcentage faible : moins de 7 %. Ce chiffre n'est en rien représentatif de l'effort de lecture et probablement de copie réalisé à Reims au moment où l'archevêque préparait la rédaction de la *Vita Remigii*¹⁰¹. Les instruments de travail — au demeurant assez peu utilisés en apparence — n'ont guère plus de place : à peine 9 %.

La dernière part revient — 9 à 10 % — aux auteurs des VIII^e et IX^e siècles. Beaucoup ne figurent qu'une fois ; seuls Alcuin¹⁰², Paulin

⁹⁹ « Sénèque », Juvénal, « Cicéron », Perse, Térence. Il est intéressant de comparer ce petit nombre à l'ensemble classique que compte Corbie au IX^e siècle : voir B. Bischoff, *Hadoardus and the manuscripts of classical authors from Corbie*, Didascalia, 1961, p. 52-54. Voir aussi : A. van de Vywer, *L'évolution scientifique du Haut Moyen Âge*, Archeion 1937, tome XIX, p. 15.

¹⁰⁰ Représenté seulement par un manuscrit des Origines.

¹⁰¹ Voir chapitre X.

¹⁰² Trop ancien pour être connu par cœur, trop important pour ne pas figurer dans la bibliothèque, Alcuin n'est cependant pas un maître à penser que l'on suit sans prudence. Il n'a en rien un rôle comparable à celui de Bède, présent, lui, dans toute l'œuvre d'Hincmar.

Pourtant Alcuin joue, lui aussi, un rôle capital comme relais de la culture antique. Hincmar a lu et pratiqué le catalogue contenu dans les *Uersus de sanctis Eboricenis ecclesiae* (MGH, P.A.K. I, p. 203-204 - Le texte se trouve dans Paris BN latin 9347, fol. 39, qui est aussi la source d'Hincmar sur bien d'autres points). Ce catalogue contient, du point de vue hincmarien, les auteurs qu'il faut ou que l'on peut lire.

MGH, P.A.K. I, p. 203, vers 1540 sq. : Jérôme, Hilaire, Ambroise, Augustin ; p. 204 : Athanase, Orose, Grégoire I^{er}, Léon I^{er}, Basile (de Cappadoce), Fulgence, Cassiodore, Chrysostome, Jean (?), Aldhelm, Bède, Marius Victorinus, Boèce, Pom-pée, Pline, Aristote, Cicéron, Sedulius, Juvenius, Alcimus, Clément, Prosper, Arator,

d'Aquilée et peut-être Raban Maur¹⁰³ dépassent la présence par un titre.

Soucieux de n'introduire dans sa bibliothèque et de ne lire attentivement que des auteurs recommandés par Rome¹⁰⁴, Hincmar a écarté beaucoup de titres qui figurent dans les armoires de ses contemporains¹⁰⁵. Son désir d'orthodoxie le conduit naturellement à négliger les traditions espagnoles¹⁰⁶, peu sûres à ses yeux, on l'a constamment vu ; et même ce qui vient d'Italie n'est, le plus souvent accueilli qu'avec réserve. Après le catalogue des œuvres à recevoir établi par Gélase, c'est à Grégoire le Grand et aux traditions issues de lui qu'il faut faire confiance¹⁰⁷. Les Insulaires sont, de ce point de vue, les meilleurs transmetteurs de ce que Rome considère comme orthodoxe¹⁰⁸.

Fortunat, Lactance, Virgile, *Lucain*, Probus, *Donat*, *Priscien*, *Servius*, Euticius, *Pompeius Festus*, etc...

Nous avons souligné les noms des auteurs qui se sont trouvés certainement ou très probablement dans la bibliothèque d'Hincmar. La comparaison nous semble éloquent. Les absences, notons-le, concernent surtout les « classiques ».

De fait, Hincmar paraît demeurer très insensible à l'expression poétique de la culture latine que donne Alcuin dans le même texte (MGH PAK I, p. 203, vers 1535 sq.) :

« Quicquid habet pro se Latio Romanus in orbe,
Graecia uel quidquid transmisit clara latinis
Hebraius uel quod populus bibit imbre superno
Africa luciflua uel quidquid lumino sparsit ».

¹⁰³ A son égard, Hincmar manifeste cependant une réserve visible : il possède deux textes au moins mais ne les cite pas. Peut-être garde-t-il le mauvais souvenir des erreurs que la médiocre information patristique de Raban Maur lui a fait commettre dans l'affaire de la prédestination. Peut-être aussi se méfie-t-il de la trop forte imprégnation origénienne des textes du Mayençais.

¹⁰⁴ Le décret du Pseudo-Gélase « de libris recipiendis » figure dans le manuscrit Reims 85. Il a guidé les pas du prélat à tout instant.

¹⁰⁵ Origène est absent et aussi Fulgence de Ruspe, rarement représentés au IX^e siècle il est vrai.

¹⁰⁶ C'est bien la culture hispanique qui est en cause, non la péninsule ibérique. Hincmar, informé probablement de ce qui se passe dans ce pays à l'occasion des ambassades échangées avec Cordoue (il en fait mention, à trois reprises, dans les *Annales* : 863, Grat, p. 104 ; 864, p. 114 ; 865, p. 124), peut faire allusion à la situation du clergé « in partibus infidelium » : PL 126, 228 en 872.

¹⁰⁷ Rappelons-le, par un automatisme révélateur, très important jusqu'en 860 mais qui subsiste après cette date, Hincmar cite des passages de Bède ou de Grégoire le Grand sans aucune référence, ce qu'il ne fait pratiquement jamais pour les autres Pères. Cette culture insulaire est profondément enracinée chez lui et date sans aucune doute d'avant 845 pour une large part.

¹⁰⁸ Rappelons une dernière fois qu'Hincmar est très conscient de cette filiation MGH, 49 en 856-857 : « Eorum etiam sententias qui diuina dignatione, postquam ipse canon a beato Gelasio conscriptus est, sensu et doctrina catholica et sanctitate conuersationis in ecclesia floruerunt et ab ipsorum orthodoxorum patrum, qui in eodem sermone adnotati sunt, fideli quia catholica doctrina nihil dissonum nihil diuersum scripserunt uel docuerunt reuerentia poni amplectimur, ueluti uenerabilis Bedae presbiteri a discipulis sancti papae Gregorii catholica fide imbuti et a sancto Theodoro archiepiscopo, utriusque linguae, graecae uidelicet et latinae, perito et a sancta romana ecclesia ad Anglos post discipulos beati Gregorii ad eruditionem transmissio non mediocriter instructi ac uenerandae memoriae Paulini patriarchae Aquileiensis parrochiae atque Alcuini uiri religiosi et docti... ».

Ainsi définis les critères du classement de la culture recevable, dans son expression la plus noble : dogme et morale sociale, encore faut-il savoir comment lire. Rien ne nous a davantage révélé qu'Hincmar se considère non comme un transmetteur d'héritage culturel mais comme un instituteur social qui fait appel aux garants passés dans la mesure où ils sont encore vivants et adaptés, que sa lecture de saint Jérôme. Utilise-t-il — et fort bien — les Commentaires hiéronymiens sur Amos et sur les Psaumes, l'archevêque est frappé et gêné par le caractère anachronique des imprécations contre les païens et les Juifs. Chaque fois, il a totalement écarté tout emprunt anachronique pour ne retenir que les passages proprement théologiques et bien adaptés aux situations dans lesquelles il vit. Le Commentaire sur les Psaumes, très fréquenté entre 855 et 860, a laissé ensuite, dépouillé de tout son arsenal proprement historique, des citations courtes, bien frappées, faites de mémoire probablement, entre 878 et 882 en particulier.

Il est temps de tenter une première définition de ce qu'est la culture, au total, pour l'archevêque de Reims. Elle s'appuie, au départ, sur les outils du langage et du raisonnement. Pour forger ceux-ci il est encore nécessaire de faire appel à l'héritage d'une inquiétante époque païenne, heureusement trié, déjà, par les générations précédentes. Mais le véritable effort culturel commence au-delà. Au niveau de la morale sociale, du façonnement pastoral d'une société selon les normes, alors neuves, d'un christianisme pas encore réduit en formules. A sa manière, Hincmar est un moderne. La culture n'est pas un héritage figé qu'il faut transmettre inchangé, forme et fond, mais une réflexion vivante, capable de modeler un monde différent de l'ancien et où l'apport des « autorités » — lorsqu'elles sont reconnues par Rome — sert de point d'appui à l'action. La culture d'Hincmar est agissante, non point conservatrice des valeurs. La limite s'en rencontre partout très vite : entre le modèle que fournissent les autorités et les cas concrets que révèle peu à peu une société turbulente, il faut choisir entre la fidélité à une image abstraite de la vie sociale, morale et dogmatique et un empirisme total et inconfortable. Hincmar, tout de même, a choisi le confort culturel, quelles qu'aient été parfois ses intuitions des changements en cours.

Au total l'archevêque apparaît comme un « barbare » latinisé, de culture christiano-franque et non point romano-chrétienne.

Nous sommes maintenant en mesure de cerner globalement l'attitude culturelle d'Hincmar de Reims. De l'héritage antique, les Pères ont dit ce qu'il convenait de retenir et il n'est pas nécessaire de s'aventurer au-delà. Depuis Grégoire le Grand surtout, l'Eglise d'Occident, dans ses régions septentrionales, a poursuivi sur un plan concret et pratique, l'œuvre de tri culturel conseillée par Augustin. Nous ne sommes pas surpris des techniques d'acquisition des connaissances que nous avons

découvertes peu à peu chez Hincmar. C'est à Alcuin ¹⁰⁹, à Bède ¹¹⁰, à Raban Maur ¹¹¹, aux conciles carolingiens ¹¹² que le prélat demande non point une culture théologique dont il mesure qu'elle est chez eux trop rudimentaire, mais la culture de base qu'il n'éprouve plus le besoin d'emprunter à Pline, pas même à Isidore. Tout un travail reste à faire sur les notanda d'Hincmar et le développement de sa propre information, clandestine pour nous tant que ses manuscrits ne sont pas exploités, des années durant. C'est là qu'il faut rechercher la véritable « culture de base » du prélat, acquise à Reims, donc non présente auparavant dans sa formation. Il convient de joindre quelques codices contenant des textes de saint Jérôme ou de saint Augustin à ceux que nous venons de citer.

Ainsi, à la base, au-delà du savoir lire, décrire et raisonner, la culture est-elle faite de définitions utiles à la discussion religieuse et s'acquiert-elle dans les textes indiscutables du point de vue chrétien. Hincmar n'a pas à adopter une attitude d'*hostilité* à l'égard de la culture antique : il *l'ignore* parce que, désormais, l'écran des choix chrétiens s'interpose entre lui et la véritable culture latine. Même dans ce cercle fermé où ne pénètre plus l'esprit païen, le réflexe d'Hincmar, lorsqu'il se veut « culturel », est médiocre et conservateur. L'exégèse, mis à part l'honorable texte adressé à Louis le Germanique en 865, est d'une platitude pénible ¹¹³. Le plus souvent les images et les mots sont empruntés à Bède ¹¹⁴ ou à Grégoire le Grand à qui d'ailleurs, finalement, Hincmar renvoie son lecteur ¹¹⁵. La géographie du monde n'a pas davantage l'heur de susciter le lyrisme et la recherche. Lorsqu'elle n'est pas simple énumé-

¹⁰⁹ Notanda intéressants, même s'ils ne sont pas tous d'Hincmar : Vatican Regina latin 272.

¹¹⁰ Reims 434 où quantité de définitions ont été notées. C'est là par exemple, qu'Hincmar a appris ce qu'est la véritable pourpre (citée PL 125, 826 et MS 434, folio 104 v.). Peut-être est-ce aussi de là qu'Hincmar a tiré l'esprit de la maxime dont nous parlions plus haut : « Mel plus comedere... » : Bède (Reims 434, fol. 65 r., passage annoté par Hincmar) ne dit-il pas : « Sicut qui mel multum comedit non est bonum... ».

¹¹¹ Les deux manuscrits présents à Reims (voir Appendice IV) ont connu le même sort que ceux dont nous venons de parler.

¹¹² Reims 789 : concile d'Aix 816, où se trouvent quelques notanda du prélat.

¹¹³ Citons un seul exemple : le Christ, pour nourrir les hommes, a dû passer par des états insoupçonnables : « Oportebat ergo ut mensa illa lactesceret, ut paruulis proueniret. Unde autem fit cibus lac ? unde cibus in lac conuertitur, nisi per carnem traiciatur ? Nam mater hoc facit. Quod manducat mater hoc manducat infans ; sed quia minus est idoneus infans qui pane uescatur ipsum mater incarnat et per humiditatem mamillae in lactis succum de ipso pane pascit infantem ». 869 ? PL 125, 920.

¹¹⁴ Par exemple *tinctio* pour désigner le baptême (PL 126, 106 et Bède : commentaires sur les Actes I 5).

¹¹⁵ Par exemple PL 125, 676.

ration des provinces, tirée classiquement de la *Notitia dignitatum*¹¹⁶, elle demeure d'une sécheresse désolante. Hincmar aborde-t-il en 870, le thème si riche en développements lyriques ou mystiques chez beaucoup d'auteurs médiévaux, de l'*orbis quadratus*¹¹⁷, c'est pour le christianiser totalement et avec une grande sécheresse dans l'exposé de ce qui n'est que parenthèse dans son texte¹¹⁸. Treize ans plus tôt, en 857, le même thème était déjà apparu, accompagnant celui des régions du monde¹¹⁹ sans susciter davantage d'intérêt : une fois encore c'est à la récupération chrétienne de ces notions que le prélat s'était attaché¹²⁰.

Quant à l'histoire, Hincmar ne lui consacre pas beaucoup plus d'attention ni ne lui réserve un meilleur sort. Les emprunts d'Hincmar à des historiens sont rares et, lorsqu'ils sont littéraires, proviennent toujours d'auteurs chrétiens ou admis par le christianisme¹²¹. Certes le prélat a lui-même « écrit l'histoire »¹²², mais c'est sa conception de

¹¹⁶ PL 125, 352-353.

¹¹⁷ Peut-être l'a-t-il retenu de la période dionysienne de sa vie. On trouve ce thème par exemple chez Fortunat (MGH, *Auctores antiquissimi* IV, p. 151) et chez Aldhelm (MGH, *Auctores antiquissimi* XV, de laudibus uirginum G, p. 181).

¹¹⁸ PL 126, 328 : « Propterea quippe duodenario numero saepius ecclesia figuratur, quia per orbem quadratum in fide consistit sanctae Trinitatis. Ter enim quaterni decus dipondius faciant... (les Apôtres) missi sunt enim per quadratum mundum praedicare fidem... ». Le rapport est rapidement établi entre les quatre bras de la Croix et l'*orbis quadratus* et Hincmar passe à la suite.

¹¹⁹ Il s'agit pourtant d'une discussion fondamentale dans l'Antiquité. Des noms aussi illustres que Macrobe ou Martianus Capella, pour ne rien dire de plus anciens, ont transporté dans la tradition latine les débats antérieurs sur le monde, la terre, leur faune, les continents. Chez les Byzantins, faut-il le rappeler, Cosmas Indicopleustes consacre un ouvrage entier à ces questions. Le silence d'Hincmar, significatif de son propre manque d'intérêt pour un tel sujet, l'est plus encore, assez tragiquement, de l'enfermement carolingien dans un monde physiquement clos et culturellement sans contacts.

¹²⁰ PL 125, 351-352 : « ...edocti etiam a perfecto ter quaterno apostolorum numero perfectique in fide Trinitatis et doctrina atque euangelica uita, per undecim regiones orbis terrae sedentis in tenebris et umbra mortis, id est Italiam, Galliam, Africam, Hispaniam, Illyriam, Thraciam, Asiam, Orientem, Pontum, Aegyptum, Britanniam : quae ad numero denarium quippe excedentes, ad duodenarium non peruenerant... » ! ... « quoniam quicumque in praefatis tribus orbis dimensionibus, Europae uidelicet Asiae et Africae et in quatuor mundi partibus, in undecim quoque regionibus et in his centum decem et tribus prouintiis, in nomine Patris et Filii Spiritu sancti renatus ex aqua... ».

¹²¹ Cassiodore, Eusèbe traduit par Rufin. Hincmar cite Hegesippus « uerax historiographus » (PL 125, 462) mais ne lui emprunte aucun texte. C'est à Jérôme qu'il emprunte les allusions à Alexandre déjà vues ou le récit de l'incendie du temple d'Ephèse, trois fois cité (849-853, Gundlach 264 = MGH, p. 15 ; 860, PL 125, 195-196 ; 870, PL 126, 303). Prosper, en 860, enfin, est rapidement évoqué pour son *Epitoma* de chronicon.

¹²² En dernier lieu, sur les *Annales* : F.L. Ganshof, *L'historiographie dans la monarchie franque sous les Mérovingiens et les Carolingiens, Monarchie franque unitaire et Francie occidentale, Semaines de Spolète XVII*, 1970, p. 631-685, en particulier p. 681.

l'évolution historique qui doit ici nous retenir. Elle est totalement conforme à celle que décrit H.I. Marrou comme inventée par Orose ¹²³. Comme Orose, Hincmar part d'Adam, comme Orose, il reçoit les calculs « savants » sur les années qui séparent Adam d'Abraham, Abraham des empereurs romains. La chronologie ne l'intéresse pas plus qu'Orose. Le centre d'attrait du drame historique est à une autre échelle. « Il y a trois temps, dit un sermon d'Augustin ¹²⁴, l'un avant la loi, un autre sous la loi, un troisième sous la grâce » ; nous retrouvons exactement le découpage hincmarien de l'histoire des sociétés humaines. Mais de ces trois temps, le seul qui concerne réellement l'archevêque est celui qui « sub gratia » laisse à chaque homme toutes les chances de salut. Le sort des hommes antérieurs à la venue du Christ ne le préoccupe guère. Dans le déroulement de l'histoire post-chrétienne, saisissant ou non la grâce offerte, chaque homme vit sa propre histoire, dont la chronologie ne se réduit pas, elle non plus, à quelques années, puisqu'elle débouche sur un sort éternel dont la nature, pour Hincmar, dépend du seul choix de chaque homme. « L'histoire » se situe à ces niveaux, non à ceux du récit des événements ; elle ne prend de sens que si elle consiste à éclairer l'immense dialogue de Dieu et de ses créatures ; mais ce dialogue n'a cessé d'être obscur et hasardeux pour l'homme que depuis moins de mille ans lorsque vit le prélat ¹²⁵.

Ces nouvelles touches achèvent de dégager la silhouette du prélat. Il n'est ni un intellectuel capable de méditer sur le sens profond d'un texte — nous ne lui devons aucun traité « théorique » — ni un chercheur ni un commentateur qui ne répond qu'à la pression de son intelligence. A tout cela Hincmar est étranger parce qu'homme d'action et pasteur. La culture n'est pour lui ni un passe-temps ni une occasion de méditation mais le levier d'une action vers autrui. Si son exercice n'est pas gratuit, le désir de la mettre en œuvre pour le salut de la société dont le pasteur est responsable est, lui, la manifestation la plus pure de la gratuité. Une culture refermée sur soi ou sur les livres est auaritia ; la culture qui agit sur et pour les autres est caritas ; mais le meilleur exercice de cette caritas exige l'accroissement indéfini de la culture personnelle. Mais à ces qualités s'opposent de lourdes ombres. Le christianisme a dévoré, chez Hincmar, le désir et la possibilité de la connaissance : en définitive, la culture n'est pour lui qu'un outil de prédication de la société chrétien-

¹²³ *Saint Augustin, Orose et l'augustinisme historique, Semaines de Spolète XVII*, 1970, p. 59-88.

¹²⁴ PL 38, Sermon 110, qui se trouve dans MS Paris BN Latin 2721, fol. 2 r. : « ... tria sunt tempora unum ante legem, alterum sub lege, tertium sub gratia ». Voir : H.I. Marrou, *L'ambivalence du temps de l'histoire chez saint Augustin*, Montréal-Paris 1950, 84 p.

¹²⁵ De ce point de vue, Hincmar est très éloigné des spéculations métaphysiques de saint Augustin telles que les restitue H.I. Marrou (*L'ambivalence*, article cité, p. 22 sq.).

ne et rien de plus. C'est dire à quelle stérilité conduit cette conception. C'est expliquer aussi, probablement, pourquoi, au-delà des circonstances qui les ont fait naître, les remarquables plaidoyers d'Hincmar ont connu un si long oubli, faute de contenir, à première vue, une réflexion dense et de portée durable.

Hincmar a connu énormément de choses empruntées à divers domaines culturels, mais il n'a pas eu le loisir ou la volonté de devenir un homme de culture.

C) Les « enfants d'Hincmar » : les écoles de Reims.

Quelle formation, quelle éducation, quelle culture pouvait proposer un tel homme à tous ceux qui, jeunes clercs, étaient formés à Reims, à l'école de la cathédrale ou dans les monastères ? Lorsqu'on tente, par analyse directe des sources ou par lecture des études faites¹²⁶, de dessiner le profil de ce que pouvait être l'enseignement à Reims sous Hincmar, le résultat est à peu près nul. Riche en prescriptions de tous ordres sur tous les aspects de la vie de la province, le prélat ne nous a rien laissé qui se rapporte à la vie d'une ou de plusieurs écoles à Reims. A la même époque, Laon brille de tous ses feux grâce à Jean Scot mais aussi à de plus anonymes professeurs¹²⁷.

Au demeurant, de quelles écoles peut-il s'agir ? Hincmar lui-même recommande à ses prêtres de se faire aider pour le chant des offices par les scholastici là où il en existe¹²⁸. Lorsque, après la tourmente normande, Foulques¹²⁹ réorganise l'enseignement rémois presque totalement disparu¹³⁰, il le fait à deux niveaux différents : une école est

¹²⁶ L. Maître, *Les écoles épiscopales et monastiques en occident avant les universités*, 768-1180, deuxième édition, Paris 1924, s'est contenté des indications les plus superficielles collectées dans deux ou trois textes (p. 18, p. 43 sq. et p. 124).

E. Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique*, tome IV, p. 276-277, ne va pas plus loin et ne s'intéresse réellement qu'à Foulques, reconstruteur des écoles à la fin du IX^e siècle.

¹²⁷ L'influence insulaire s'y exerce à plein au IX^e siècle encore comme en témoigne plus d'un manuscrit conservé aujourd'hui encore à la Bibliothèque municipale, tel ce Laon 26 où le scribe a porté en vieil Irlandais des notes toutes personnelles (« il fait beau aujourd'hui », « j'ai du bon parchemin », « ma plume est mauvaise »...).

En 868-869, Charles le Chauve y envoie un moine-prêtre de Saint-Denis pour enseigner (PL 126, 315 : renseignement fourni par Hincmar). Les écoles de Laon sont en effet, aux yeux du roi et du prélat, probablement suspectes de trop de liberté et de trop de rêveries dogmatiques ou culturelles. N'est-ce pas à leur contact qu'Hincmar le Jeune a laissé épanouir les désastreuses habitudes de préciosité inutile et d'asianisme que lui reproche si fréquemment son oncle ?

¹²⁸ PL 125, 775.

¹²⁹ E. Lesne, tome IV, op. cit., p. 276-277.

¹³⁰ « Iam pene delapsus » dit Flodoard.

ouverte pour les clercs ruraux et une autre pour les chanoines¹³¹. Il est alors fait appel probablement pour la seconde de ces écoles, à des disciples de Jean Scot, Rémi d'Auxerre et Hucbald de Saint-Amand. Ceux-ci forment une nouvelle génération de clercs dont Seulf qui devient archevêque de Reims en 922¹³². La continuité, jamais étudiée avec le soin désirable — c'est-à-dire à travers les manuscrits, leurs copies et recopies, les citations des auteurs — paraît assurée jusqu'à l'époque de Flodoard puis de Gerbert : cette fois, nous tenons, pour le X^e siècle, un fil directeur qui mériterait d'être suivi¹³³ : Lesne, fort curieusement¹³⁴, affirme que les mathématiques et la musique n'étaient pas enseignées à Reims durant la première moitié du X^e siècle ; or Flodoard souligne que Hucbald était versé dans la musique et la poésie autant que dans la dialectique. Ce même Flodoard manifeste que la culture acquise par lui est fidèlement intégrée à son œuvre, avec une légèreté parfois que n'aurait pas appréciée Hincmar¹³⁵.

Il est bien évident que « l'école » évoquée par Hincmar dans ses statuts diocésains n'a rien à voir avec celle où Flodoard s'est formé après tant d'autres. N'y aurait-il donc à Reims, sous Hincmar, que des écoles tout à fait élémentaires où les clercs apprennent à lire, à écrire et à parler — un trivium simplifié — et quelques éléments du quadriuium adaptés aux besoins de la desserte des paroisses ou de la cathédrale. La chose est impensable pour nombre de raisons. Les conciles carolingiens n'ont cessé d'insister sur l'importance des écoles. L'un d'eux, en 859¹³⁶, et l'on a moins souvent souligné l'importance de sa législation que dans d'autres cas plus spectaculaires, recommande l'entretien d'écoles épiscopales où soient assurées deux formations parallèles. L'une consacrée aux Ecritures, l'autre à la « littérature humaine »¹³⁷. Partout, dit ce canon, où il est possible de trouver des professeurs capables d'enseigner dans ces deux domaines¹³⁸, il convient d'ouvrir des écoles publiques de telle sorte que la connaissance des deux cultures fassent fleurir l'Eglise¹³⁹.

¹³¹ Lesne, op. cit., p. 277.

¹³² Ibidem.

¹³³ Le médiocre opuscule de Péchenard, *De schola remensi saeculo decimo*, Reims, 1875, 86 p., ne répond évidemment pas aux exigences de la recherche actuelle.

¹³⁴ Ibidem.

¹³⁵ Lauer, *Les Annales de Flodoard, Collection de textes pour servir à l'enseignement de l'histoire*, Paris 1906, p. VI, souligne l'importance des emprunts à : Tite-Live, César, Salluste, Eutrope, Orose, Ethicus, Isidore de Séville (souvent intermédiaire pour l'évocation des auteurs plus anciens, en particulier pour Tite-Live), Lucain, Virgile, Aemilius et Fortunat.

¹³⁶ Synode de Toul (juin 859), canon 10, Mansi XV, 539.

¹³⁷ « ... scholae sanctorum scripturarum et humanae quoque litteraturae... ».

¹³⁸ « ... idoneos ad docendum id est fideliter et ueraciter intellegentes... ».

¹³⁹ « ... constituentur undique scholae publicae scilicet ut utriusque eruditionis, et diuinae scilicet et humanae, in ecclesia Dei fructus ualeat accrescere... ».

Il est impossible qu'Hincmar n'ait pas donné suite à cet appel, à la rédaction duquel il a d'ailleurs probablement participé, en admettant qu'avant 859 l'école « supérieure » qui est ici en cause n'ait pas existé. Or, elle existait : en 847 nous connaissons le nom de l'écolâtre Sigloard¹⁴⁰. Il est vrai aussi que, par la suite, nous ne trouvons plus trace d'un écolâtre. La liste des moines envoyés à Reims pour y être formés¹⁴¹ suffit à attester que l'école en question fonctionne¹⁴². Peut-être, directement, n'en saurons-nous jamais davantage.

Le cas d'Hincmar le Jeune mérite qu'on s'y arrête quelques instants. Enfant, il a appris la grammaire à l'école avec d'autres enfants¹⁴³ sous la surveillance personnelle de l'archevêque. La formation élémentaire collective est donc assurée à Reims et Hincmar tient la main à ce qu'elle soit rigoureuse, on peut en être assuré. Il n'enseigne pas seul, en tout cas¹⁴⁴, même lorsqu'il s'agit d'un neveu à la formation duquel il a été particulièrement attentif. Dès son adolescence, le jeune Hincmar a manifesté un goût désastreux pour l'insolite, en particulier dans l'utilisation des figures de Porphyre¹⁴⁵ où il recherchait les mots les plus obscurs et les plus inutiles¹⁴⁶. Hors d'état de combattre ce pen-

¹⁴⁰ Polyptyque de Saint-Rémi, op. cit., p. 57 : « caput scolae sanctae remensis ecclesiae... ».

En 853. Sigloard est donné pour faisant fonction d'archidiaque : « seruans locum archidiaconi rhemensis ecclesiae », Mansi XIV, 983.

Nous avons signalé (chapitre X) la probable et exceptionnelle longévité de cet homme. S'il en est ainsi et s'il a gardé la charge d'écolâtre, la confiance que lui a visiblement manifestée Hincmar explique peut-être que, nul problème grave n'ayant traversé la vie de l'école épiscopale, nous n'en entendions jamais parler. Mais c'est là pure hypothèse malheureusement.

¹⁴¹ Elle est rappelée par Lesne, op. cit., p. 276 : Hincmar, évêque de Laon — il y a lieu de revenir sur son cas — les neveux d'Isaac de Langres, Bernon moine de Saint-Denis, Gozlin futur abbé de Saint-Germain-des-Prés.

¹⁴² La lettre d'Hincmar à Enée de Paris (Schrörs 199 - PL 126, 267) montre bien qu'il s'agit d'une formation de bonne qualité : « Nostri fratres de monasterio sancti Dionysii, per licentiam domini abbatis Hludouici, ad educandum atque erudiendum commiserunt mihi quemdam adulescentem nomine Bernonem... ». Renvoyé à Paris pour y être fait acolyte, Bernon, si l'on répond aux vœux d'Hincmar, devrait revenir dans la province de Reims pour y être ordonné.

¹⁴³ PL 126, 555 : « ... ad cunas infantilis grammaticae redires : hoc enim quod mihi scribis respondere solebas in scola, quando nomina uel pronomina seu uerba declinare, me iubente, insinuaris ; cum enim te conscolarius puerulus interrogabat hoc uel illud quae pars erat... ».

¹⁴⁴ PL 126, 437 : « ... litteris per me et per quoscumque potui erudiui... ».

¹⁴⁵ Voici qu'apparaît l'usage d'un manuscrit de la bibliothèque hincmarienne : Porphyre, Liber Hisagogarum, Berlin Latin Qu 687.

¹⁴⁶ PL 126, 448 : « Hunc namque morem etiam a pueritia habuisti in his quae te dictare rogabam maxime autem in uersibus et praecipue in figuris porphyriacis in quibus uerba linguae alienae atque obtrusa impropria et utilitate sensus carentia quae nec ipse intellegebas studiose ponebas. Quod mente percipiebam et mihi admodum displicebat. Sed cum uiderem te per iactantiam amore laudis flagrare et me non posse sentirem in aetatis adolescentia te ad tantum robur mentis accendere, ut ad

chant sans provoquer l'abandon de tout travail par l'adolescent, impuisant à détourner l'attention de celui-ci vers la versification — qui apparaît ainsi comme un exercice de rigueur et de maîtrise de soi et de la langue — Hincmar a laissé faire, espérant que l'homme corrigerait les défauts de l'adolescent. Au-delà de l'anecdote et de la personne du neveu, ce texte nous ramène à Hincmar, à la culture et à l'école. La formation donnée à Reims s'étend sur de nombreuses années, de l'enfance à l'âge de l'ordination. Elle comporte donc nécessairement des niveaux successifs de plus en plus savants. Nous sommes certains, grâce à ce texte, qu'Hincmar n'a pas laissé dépérir la fonction d'enseignement dans sa ville. Peut-être la présence de certains manuscrits que nous avons relevés dans la bibliothèque s'éclaire-t-elle par là. Porphyre, nous l'avons vu, est évoqué ; le Pseudo-Cicéron - *Synonymes*¹⁴⁷ ; *Consentius - Ars de partibus orationis*¹⁴⁸ ; *Fortunatianus - Ars rethorica*¹⁴⁹ ; *Priscien - gloses extraites de son œuvre*¹⁵⁰ et *Institutio grammaticorum*¹⁵¹ ; *Pompeius Festus - extraits*¹⁵² ; *Servius - de litteris*¹⁵³, trouvent une place normale dans ce contexte.

Une telle formation ne doit pas déboucher sur le discours. L'opposition d'Hincmar à la « *iactancia* » est intéressante. Outil de base, cette formation ne doit jamais devenir centre d'intérêt en soi. La versification, chrétienne par le sujet, n'est pas, pour le prélat prétexte à l'épanchement lyrique ou à la recherche précieuse — la présence d'un Sidoine Apollinaire à Reims surprend¹⁵⁴, son non-emploi par Hincmar ramène les choses dans leur logique — ; elle sert à canaliser avec rigueur les inutiles élans de la jactance. Nous sommes loin d'Hucbald et de tant de poètes contemporains. Il n'y a pas lieu, dès lors, de s'étonner de voir Hincmar prêter attention à la clarté et à la rigueur du langage. Les mécanismes que nous avons relevés dans le sien correspondant à une schématisation voulue, à une structuration de la pensée que le prélat s'est imposée et a, de toute évidence, imposée dans son école. Toute fantaisie littéraire, toute recherche de style, toute jonglerie

discendi ac uersificandi studium te prouocarem et iactantiae a te prauitate eraderem, ne acriori correptione fractus reuocaribus ab studio, permisi te interim tantum, ut studio litterali inkomberes, de scientia iactitare, donec in maturiori aetate ab illo etiam uitio possem compescere... ».

¹⁴⁷ Reims 425.

¹⁴⁸ Leiden Voss lat. O 37.

¹⁴⁹ Berlin lat. Qu. 687.

¹⁵⁰ Leiden Voss. lat. O 37.

¹⁵¹ Reims 1094.

¹⁵² Leiden Voss lat. O 37.

¹⁵³ Leiden Voss lat. O 37.

¹⁵⁴ Reims 413 : ce manuscrit est d'ailleurs antérieur à Hincmar.

linguistique, sont condamnées et pourchassées. Hincmar n'est pas dupe de la fausse science qui s'étale sous ses yeux, à grand renfort de glossaires et de mots obscurs ¹⁵⁵.

Dans tous les domaines relatifs à la formation, nous retrouvons donc les mêmes perspectives, la même tenue rigoureuse, la même maîtrise de soi et de la culture à inculquer aux autres que lorsqu'il s'agit du prélat lui-même. On peut tenir, en tout cas, pour assuré qu'Hincmar a formé, à son image, d'excellents clercs qui ont perpétué, longtemps après lui, les leçons et les instructions du grand prélat ; mais aussi que fort peu de chercheurs, de poètes ou d'érudits sont sortis, à son époque, de l'école épiscopale. Il demeure surprenant qu'Hincmar ne nous ait laissé aucune autre trace de la vie des écoles rémoises. N'attachait-il qu'une importance médiocre à cette phase de la formation qui fait encore tant — trop — appel à des exercices vains et à la limite dangereux ? A-t-il manqué de temps, passées les premières années, pour s'en occuper ? ceci ne lui ressemble guère. Hélas Flodoard ne nous apporte rien qui comble notre curiosité : nous ne savons même pas clairement si Notre-Dame entrerait en concurrence avec Saint-Rémi sur ce plan. Négativement, on peut toutefois dégager l'idée que l'organisation de l'école, son fonctionnement, la copie de manuscrits destinés à enrichir son fonds n'ont pas été des préoccupations dominantes pour le prélat. Cette constatation, tôt faite au cours de nos recherches, nous conduit à éliminer du champ de ses initiatives la copie d'une belle série de manuscrits littéraires que Carey situait parfois à son époque ¹⁵⁶. A nos yeux, ils ont été copiés soit en dehors de son contrôle, et particulièrement à la fin de sa vie — ce qui est difficilement concevable — soit, beaucoup plus probablement après la crise de 882 et probablement à l'époque où Foulques a réorganisé les écoles.

Qu'il s'agisse des références à la culture de l'époque païenne, de la composition de la bibliothèque et de son utilisation, de la conception du rôle de l'école, la ligne d'Hincmar est, une fois de plus, sans détours et sans concessions. Il est temps de tenter de le connaître tout à fait, dans son passé, dans ses racines, pour achever de nous faire une opinion sur ce qu'il était.

¹⁵⁵ PL 126, 449, en 870 : « Nos etiam moderni glossarios graecos, quos suatim lexico uocari audiimus sed et sapientum scripta de nominibus obstruis habemus ; et adeo sensatuli sumus, ut nostras dictatiunculas eo usque circumducere et producere possimus, quatinus uerba graeca uel obstrusa de glossariis assumpta in admirationem uel stuporem nescientibus seu scalpentes aures habentibus proferre posimus... ».

¹⁵⁶ Dans cette catégorie nous classons : Berne 83 - 109 ? - 370 (gloses de Lucain qui ont pu servir à la formation de Flodoard !) - 427 - 522 ; Einsiedeln 172 (fol. 1 - 110) ; Leiden BPL 88 ; Londres BM Royal 15 A XXXIII et 15 B XIX ; Paris lat. 8780 ; Wolfenbüttel Gud lat. 294. Mais il y a lieu de réexaminer cette liste, en fonction de travaux éventuels sur l'école après Hincmar. Elle n'est, à nos yeux, que négative, faite de manuscrits rejetés par nous pour l'époque hincmarienne.

II. — QUI FUT HINCMAR ?

A) Un moine remarquable :

Mal armé pour les batailles dogmatiques auxquelles il a été immédiatement mêlé, contraint à près de 50 ans d'acquérir une connaissance profonde d'Augustin, inquiet jusqu'en 870 au moins de développer ses connaissances dans tous les domaines où il a choisi d'être présent, l'archevêque Hincmar ne devait-il rien au moine qu'il a été avant 845, à l'enfant et à ses origines ? « Homme élevé et instruit parmi les fidèles et par des fidèles, remarquable connaisseur des écrits des Pères... »¹⁵⁷, tel apparaît Hincmar sous la plume de saint Rémi de Lyon. Nous savons ce qu'il en est de la connaissance — très relative — des Pères en 845. Hincmar a cependant la réputation d'avoir reçu une formation exceptionnelle, à en croire ce témoignage et bien d'autres.

Avant 845, nous pouvons reconstituer deux étapes de la carrière du futur prélat. Présent à Saint-Denis depuis une date qu'il est impossible de préciser mais qui ne peut guère être située avant 813-814, il a reçu une formation de base probablement très comparable à celle que nous avons évoquée à propos de son neveu¹⁵⁸. Sans aucun doute l'écolier, enfant puis adolescent, a reçu à cette époque l'enseignement de la grammaire, de la rhétorique et de la dialectique dont la maîtrise lui est demeurée jusqu'à sa mort. Amené alternativement à apprendre par cœur et à copier¹⁵⁹, il a probablement, durant la seconde partie de sa formation, lu beaucoup¹⁶⁰ et retenu tout autant.

Faut-il situer entre 820 et 830 le moment où, devenu homme, il a reçu de plus lourdes responsabilités ? C'est vraisemblable sans être certain. Il a été, à un moment mal défini, mêlé de près à la vie des grands clercs : il a lors, adolescent¹⁶¹ — dit-il — connu le vieil Adalhard, abbé de Corbie¹⁶². A ce moment aussi, proche collaborateur de l'abbé de Saint-Denis, Hilduin¹⁶³, Hincmar poursuit son travail de

¹⁵⁷ PL 121, 1022 : « homo inter fideles et a fidelibus nutritus et eruditus et in ecclesiasticorum patrum scriptis non parum exercitatus... ».

¹⁵⁸ Il est très intéressant de confronter les résultats de nos enquêtes avec : J. Boussard, *Influences anglaises sur l'école carolingienne* (*Semaine de Spolète*, 1972, p. 421 sq.) : voir en particulier ce que dit l'auteur de la culture de base de Bède, p. 435 sq.

¹⁵⁹ Il nous dit lui-même du de ordine palatii d'Adalhard « legi et scripsi », PL 125, 998.

¹⁶⁰ C'est certainement à cette époque qu'il faut rattacher la lecture des *Cynegetica* dont il signale qu'elle date de sa jeunesse : « et lectione puer scholarius... didici ». PL 126, 383.

¹⁶¹ P. Riché, *Education et culture*, op. cit., p. 433, nous a bien montré ce qu'il faut penser de telles affirmations : Alcuin, à 36 ans, se donne pour adolescent.

¹⁶² PL 125, 998.

¹⁶³ Schrörs, *Hincmar*, op. cit., p. 12, nous dit qu'en 822 Hincmar accompagne Hilduin à Aix.

formation. Déjà remarqué par les palatins, il a ensuite l'occasion de compléter ses lectures au palais ¹⁶⁴ ; c'est là, nous dit-il, qu'il a lu les Livres Carolins ¹⁶⁵. Et cette lecture a dû laisser des traces importantes : dans le texte qu'il cite en 870, Hincmar recopie un passage qui a constitué la base même de sa réflexion sur le corps ecclésial : « lorsque les prélats de deux ou trois provinces se réunissent ensemble, si, appuyés sur l'institution des canons antiques, ils décident quoi que ce soit en matière de pastorale ou de dogme qui ne s'éloigne pas, cependant, des dogmes des Pères antérieurs, ce qu'ils font est catholique et peut à bon droit être dit universel » ¹⁶⁶. Deux racines de son attitude plongent évidemment dans cette lecture : l'Eglise est une communauté de provinces travaillant dans l'unanimité de la législation catholique ; un synode est catholique tant qu'il ne recherche pas les nouveautés et se contente de l'enseignement des Pères ¹⁶⁷. Dès l'époque où Grégoire IV intervient dans la querelle qui divise les Carolingiens, le jeune homme se souvient de cette doctrine. Plus encore en use l'archevêque dans les grands conflits, de 850 à 880.

Le jeune moine, issu d'une famille assez aristocratique et doté lui-même de qualités assez remarquables pour qu'on lui donne, au palais, une instruction comparable à celle de tous les autres jeunes palatins, y a probablement appris le droit, tout comme le futur Charles le Chauve l'a fait quelques années plus tard, lui qui a été « instruit dès l'enfance, dans les lettres sacrées et les lois tant ecclésiastiques que divines » ¹⁶⁸. C'est dans un climat d'exceptionnelle attention aux lois que se façonne la personnalité du moine. Aux lois canoniques, certes, que le clergé consulte et recopie sans cesse, à l'époque où, de 813 à 829, d'incessants synodes et conciles définissent fermement les cadres de la vie religieuse réformée ; mais aussi aux lois carolingiennes que rassemble Anségise, aux lois romaines que connaissent bien Charles et donc ceux qui l'ont formé. Cette atmosphère est évidemment décisive pour l'orientation de

¹⁶⁴ Sans doute est-ce à ce passage, au moins partiel, à la vie du palais qu'il faut rattacher ce que dit Hincmar lui-même : « qui in monasterio ubi et ipsis rudimentis infantiae sub canonico habitu educatus indeque eductus in palatio domini Hludouici imperatoris, non tempore modico mansi », MGH 210 en 867.

¹⁶⁵ PL 126, 360 : après le concile de Francfort, dit-il, on a mis au point « non modicum uolumen quod in palatio *adolescentulus* legi... ».

¹⁶⁶ PL 126, 360 : « cum ergo duarum et trium prouintiarum praesules in unum conueniunt, si antiquorum canonum institutione muniti, aliquid praedicationis aut dogmatis instituunt, quod tamen ab antiquorum patrum dogmatibus non discrepat, catholicum est quod faciunt et fortasse dici potest uniuersale ». MGH, Concilia Aevi Karolini, tome II, 2, livre IV, cap. XXVIII, p. 228.

¹⁶⁷ PL 126, 360 : « Et si haec synodus uocum nouitatibus careret antiquorum patrum dogmatibus contenta, uniuersalis dici poterat ; non autem antiquorum patrum dogmatibus contenta est, non igitur uniuersalis dici potest ».

¹⁶⁸ PL 124, 881 : lettre écrite par Hincmar au nom de Charles le Chauve : « sacris litteris ac legibus tam ecclesiasticis quam secularibus ab infantia eruditum... ».

la pensée du jeune homme : une société entière, sortie des empirismes de la conquête et de la construction, cherche et fixe les règles d'une vie commune que l'on souhaite durable et pacifique.

Peut-être aussi est-ce à ce moment qu'Hincmar a subi le plus profondément l'imprégnation de l'enseignement alcuinien, fidèlement maintenu, à n'en pas douter, à l'école du palais. Nous avons observé, à propos de la bibliothèque rémoise, le rôle un peu ambigu qu'y joue Alcuin, trop vieux pour n'être pas présent, trop jeune pour être une autorité d'une dimension exceptionnelle. A lire les textes d'Alcuin sur la rhétorique¹⁶⁹, on retrouve le mode même de découpage des futurs traités d'Hincmar. N'a-t-il pas acquis cette pratique lors de ses études palatines ?

Cette première longue et déjà brillante étape prend fin en 830, quinze ans avant l'épiscopat, un peu plus de quinze ans probablement après l'entrée au monastère. Hincmar a environ vingt-quatre ans. Il sait du droit, de la grammaire, des lettres tout ce qu'il faut à un palatin doué et visiblement promis à une carrière brillante. L'exil d'Hilduin à Paderborn puis à Corvey interrompt momentanément le cours de cette formation. Le jeune clerc demande à partager l'exil de son maître et obtient progressivement, selon toute vraisemblance, la grâce de celui-ci. En août 832, Hilduin et Hincmar sont de retour à Saint-Denis.

Une autre époque s'ouvre alors : plus mouvementée que la première, elle coïncide avec les grands drames que connaît la famille carolingienne et va marquer l'homme jeune qu'est Hincmar de manière indélébile.

Peu adapté, semble-t-il, aux soubresauts du monde laïc, le jeune moine a choisi, au retour de Saxe, de réformer Saint-Denis qui en a grand besoin¹⁷⁰. Il y applique, dit Flodoard, toute sa foi et la vertu de l'exemple. Même si l'on tient compte du parfum apologétique du texte du X^e siècle, nous connaissons assez Hincmar pour être certain que, sur ce point comme sur les autres, il n'a pas dû faire les choses à moitié. Louis le Pieux n'a certainement pas renoncé à distinguer cet homme à qui il confie deux abbayes dans des conditions mal connues¹⁷¹.

¹⁶⁹ C. Halm, *Rhetores latini minores*, Leipzig 1863, p. 525-550.

¹⁷⁰ Flodoard HRG III, I, MGH 55, XIII, p. 475 : « Ibique prout potuit cum imperatore et praefato abbate sub episcoporum auctoritate laboravit ut ordo monasticus in praedicto monasterio quorundam uoluptuosa factione diu delapsus restauraretur. Et ut opere quoque adimpleret quod sermone suadebat etiam ipse religiosae conversationis cum aliis se subdidit, castigans corpus suum et spiritali subiiciens seruituti ».

¹⁷¹ Sainte-Marie près de Compiègne et Saint-Germain près de Beauvais.

Pourtant Hincmar, à l'évidence, souhaite vivre la vie monastique. Diacre et moine, il figure dans la liste des moines de Saint-Denis liés par une association de prières à ceux de Saint-Rémi de Reims en 838 ¹⁷².

L'actif jeune moine est convaincu, déjà, de la nécessité de la rigueur et de la logique dans le comportement : la manière dont il prend en mains la communauté de Saint-Denis le prouve. Mais un autre trait, aussi, apparaît à ce moment. Contraint aux loisirs politiques, Hilduin consacre tout son temps à écrire. C'est l'époque, vraisemblablement, où s'achève l'effort de réflexion sur les œuvres du Pseudo-Denys Aréopagite, l'époque aussi où prennent naissance les textes d'Hilduin qu'a étudiés Buchner ¹⁷³ et tout spécialement où aboutit la rédaction des *Gesta Dagoberti* ¹⁷⁴. A cet effort, Hincmar est associé, il le rappelle lui-même à plusieurs reprises par la suite, de très près, probablement même au niveau de la rédaction. C'est à ce moment, dans ces conditions, qu'il a appris l'hagiographie dont nous avons vu la résurgence prodigieuse en 876. C'est certainement aussi à ce séjour dionysien qu'il faut rattacher la bonne connaissance de la liturgie que manifeste Hincmar tout au long de sa vie ¹⁷⁵. De cette connaissance, des recherches récentes confirment

¹⁷² Molinier, *Obituaires de la province de Sens*, I, tome II, p. 1023-1024. Le texte de l'acte d'association entre Saint-Denis et Saint-Rémi de Reims, où figure le nom d'Hincmar, diacre et moine, se trouve dans le manuscrit Paris BN latin 13090, fol. 70 sq., qui est d'origine rémoise.

¹⁷³ Max Buchner, *Die Areopagitika des Abtes Hilduin von Saint-Denis und ihr kirchenpolitischer Hintergrund*, *Historisches Jahrbuch* 1936, 1937, 1938.

¹⁷⁴ Les *Gesta Dagoberti* ont soulevé une vive discussion entre érudits au début du XX^e siècle. L. Levillain voulait les attribuer à Hincmar (voir : *Le formulaire de Marculf et la critique moderne*, *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1923). Nous avons nous-même entamé l'étude comparative des *Gesta* et des textes hincmariens lorsque nous avons pris connaissance de l'article de Buchner que nous citons à la note précédente. Nous avons été frappé par quelques ressemblances de style et de fond entre les *Gesta* et les œuvres d'Hincmar, mais bien plus encore par de sérieuses difficultés à maintenir l'attribution proposée par L. Levillain, tant pour des raisons de style — tout à fait différent de celui du prélat — que de fond. La solution proposée par Buchner : c'est un texte rédigé à Saint-Denis sous l'autorité d'Hilduin, et Hincmar a probablement pris part à sa rédaction, convient tout à fait pour résoudre les contradictions qui nous étaient apparues. Elle explique aussi que, devenu archevêque, Hincmar ait eu le souci de faire recopier les *Gesta Dagoberti*, au même titre que les vies des saints connues jadis à Saint-Denis, pour sa bibliothèque. Mais il faut renoncer à compter les *Gesta* au nombre des œuvres du prélat.

¹⁷⁵ Dans ce domaine, l'enquête n'est pas très aisée. Le foisonnement des publications ne clarifie qu'apparemment la situation, tant il manque, sur ce point, l'essentiel : les codices anciens, très dispersés et très divers encore au lendemain du premier effort d'unification imposé par les Carolingiens sur la demande de Rome.

Il nous a donc été possible d'identifier certaines citations d'Hincmar, difficile ou impossible de retrouver la source de certaines autres.

Aucun problème pour la citation du *Te Deum* de Nicetas de Remesiana (qu'Hincmar attribue à saint Ambroise), PL 125, 290 en 860 : « Tu Patris sempiternus es Filius. Tu ad liberandum suscepturus hominem, non horruisti Uirginis uterum. Tu, deuicto mortis aculeo aperuisti credentibus regna caelorum » ; ni pour l'extrait

l'importance, en même temps qu'elles soulignent, une fois de plus, l'attention toujours en éveil du prélat ; nous savons maintenant que les liturgies de saint Jacques et de saint Basile — il est question de cette dernière dans l'œuvre d'Hincmar¹⁷⁶ — étaient connues dans l'entourage de Charles le Chauve¹⁷⁷.

Les événements n'accordent pas de répit au moine, voué cependant par sa propre volonté à une vie de méditation. En 833 il faut à nouveau

du Liber responsalis cité en 869 et 870 (PL 125, 859-860 et PL 126, 484 = PL 78, 758) avec de plus ou moins fortes variantes ; ni pour les huit extraits du Liber Sacramentorum :

- PL 78, 28 = PL 125, 603.
- PL 78, 81 = PL 125, 362 et 973.
- PL 78, 89-90 = PL 125, 379 (deux citations différentes).
- PL 78, 110-111 = PL 125, 573 : ce texte se trouvait dans le Sacramentaire rémois de 798-800 (voir U. Chevallier, op. cit., p. 335).
- PL 78, 123 = PL 125, 362 et 473.
- PL 78, 222-223 = PL 126, 319.
- PL 125, 362 et 473 en 860 correspond à de vieilles versions mais pas littéralement (voir K. Mohlberg et A. Baumstark, *Die älteste erreichbare Gestalt des Liber Sacramentorum anni circuli der römischen Kirche*, Cod. Vatican Pal. 0 47, fol. 11 r. - 100 r., Münster 1927, p. 9, n° 95).

Un emprunt à Bède (*Historia ecclesiastica*, PL 95, 80) non signalé (Hincmar dit : « Gestis romanorum pontificum » qui pourrait indiquer aussi un emprunt au Liber Pontificalis, I, p. 312) fournit : « Ut dies nostros in saecula (L.P. : tua) pace disponat... grege numerari », cité en 860, PL 125, 170.

Les choses sont plus difficiles déjà lorsqu'il s'agit des paroles de la Consécration (citées MGH, 67 en 859 ; MGH, 199 en 866 et PL 125, 924 en 869 ?) : Hincmar môle Mathieu XXVI 28-29 à la version du Liber Sacramentorum, PL 78, 27.

Nous n'avons pu retrouver avec certitude l'origine des textes suivants : PL 125, 774 : « ... Domine sancte Pater, omnipotens aeterna Deus, benedicere digneris... in unitate spiritus sancti per omnia saecula saeculorum. Amen », qui se rapproche de plusieurs formules de bénédiction de cierges.

Un extrait d'une messe de saint Basile (« in offerenda missae Graecorum composita a beato Basilio ») nous a longtemps fait chercher sans résultat. Hincmar souligne (PL 125, 530) que l'expression basilienne « Trisagion umnon » serait traduite par les « savants », non point « trinum sanctum » mais « ter sanctum hymnum ». La Patrologie grecque 31 où se trouve le texte de saint Basile ne fournit aucune explication intéressante ; une vieille version latine de la messe en question (F. Claudio de Saintes, *Liturgiae siue missae sanctorum patrum*, Paris 1560, p. 34) ne fournit pas le passage cité par Hincmar, mais donne : « Deus sanctus qui in sanctis requiescis et ter sancta uoce a seraphim laudaris ».

Enfin, nous n'avons pas retrouvé un hymne en l'honneur de saint Loup de Troyes : « Dum bella cuncta perderent orando Trecas muniuit » (PL 125, 971) qui faisait évidemment partie d'un codex contenant la vie de Saint-Loup.

La liste de nos ouvrages de référence pour cette enquête se trouve dans la bibliographie.

¹⁷⁶ PL 125, 530 en 855-856. Les vérifications effectuées dans les versions latines actuellement disponibles de la liturgie basilienne n'ont pas confirmé l'information fournie par le prélat rémois (F. Claudio de Saintes, *Liturgia seu Missa*, 1560, p. 34 et 41 ou E. Renaudot, *Liturgiarum orientalium collectio*, Paris 1716, tome I, et B. Bobrinskoy, *Liturgie et ecclésiologie trinitaire de saint Basile, Eucharisties d'Orient et d'Occident*, tome II, Paris 1970, p. 197-240).

¹⁷⁷ A. Jacob, *Une lettre de Charles le Chauve au clergé de Ravenne*, *Revue d'Histoire ecclésiastique*, 1972, p. 402-422.

choisir. Il doit obéir au pape ou rester fidèle à l'empereur. Rompant *définitivement* avec le parti des Grands, il refuse l'obéissance à Grégoire IV ¹⁷⁸ et maintient sa fidélité à Louis. L'homme de 858 et de 876 est déjà formé aux décisions politiques qu'il faut prendre à chaud dans les vents contraires et les marées de l'abandon. A nouveau Louis le Pieux requiert l'aide de ce fidèle entre les fidèles dont la rectitude de jugement n'a pas fléchi. A nouveau, à contrecœur probablement, Hincmar est mêlé aux affaires du siècle durant quelques années ¹⁷⁹. Puis il regagne Saint-Denis pour s'y enfermer à jamais.

Ce qui vient de se produire en sept ou huit ans a bouleversé l'homme : il parle encore, trente ans plus tard, avec une émotion profonde, de la guerre civile qui a rompu l'unité carolingienne et la paix du peuple chrétien. L'émotion a sa part dans la fidélité qu'il va marquer à Charles, aux aventures de qui il est constamment mêlé durant des années. Au-delà de l'émotion, la réflexion politique s'éveille. Il est impossible d'atteindre à la stabilité nécessaire à la paix et à l'unanimité du peuple chrétien sans qu'un pouvoir fort s'impose à l'esprit d'anarchie des Grands et des laïcs mal christianisés. La définition du pouvoir royal est en germe. Mais ce pouvoir ne doit jamais abuser de sa force et disposer des autres selon son bon plaisir : la valse des « honneurs » au caprice de Louis selon les partages hasardeux que prévoit l'empereur a suscité désordre et mécontentement et Hincmar sent qu'il y a là la source d'une perpétuelle remise en cause de l'ordre social. Le roi doit donc respecter ses propres engagements comme il fait respecter tous ceux des autres. L'idée contractuelle, base du système politique hincmarien, sort des « leçons de choses » de 830 à 843.

Parallèlement, une autre réflexion s'approfondit. Le droit lie tous les hommes à l'exercice de leur ministère ou de leur office. Le clerc n'est pas moins responsable de l'ordre du peuple chrétien que le roi et il doit, lui aussi, connaître le droit qui le dirige sur la voie droite. Nous ne doutons pas que ces années — 832-845 — soient celles d'un premier gros travail d'Hincmar en matière de droit canonique ¹⁸⁰, celles où il entame l'effort de rassemblement et de comparaison des textes qu'il va poursuivre jusqu'en 881.

¹⁷⁸ Flodoard HRE III : MGH 55, XIII, p. 475. « Uoluit eum praememoratus abbas suus in obsequium suum contra fidelitatem imperatoris ducere : quod nequam potuit ab eo exigere ».

¹⁷⁹ MGH, 210 : « ...adsumptus familiaribus obsequiis praefati imperatoris ac episcoporum conuentibus pro sola oboedientia mihi iniuncta inseruiens post aliquot annos monasterii quietem repetii ».

¹⁸⁰ Un indice nous paraît bon : PL 126, 329, il dit à son neveu : « Prius enim quam formaueris in utero illa (il s'agit de lettres de saint Léon) nouimus et antequam exires de uulua saepissime legimus, et, discretius quam tu scripturas sacras et canones sacros intellegas, intelleximus ». Hincmar le Jeune est né probablement vers 838-840 ; nous sommes bien ramenés à la période que nous évoquons ici.

Une réflexion politique qui dégage déjà, probablement, les lignes essentielles des contrats futurs (Coulaines-Meersen), une science canonique en progrès constant : ce sont là des qualités et des qualifications qui désignent plus que jamais Hincmar pour les rôles essentiels. Cependant il revient au monastère où d'autres tâches l'attendent et d'autres méditations. Hilduin, avant sa mort en 840, a achevé la traduction du Pseudo-Denys l'Aréopagite et Hincmar, attentif certainement à ce travail, va se considérer comme le dépositaire — sa lettre au roi Charles le montre bien, plus tard — de la mission hagiographique et intellectuelle. Et sans doute est-il alors, même s'il comprend mal les écrits du Pseudo-Denys, frappé par ce que l'on a appelé la « théologie négative » de celui-ci : l'Enfer n'est que l'éloignement de Dieu, comme le péché n'est que la déficience de l'homme par rapport au bien que, normalement, il devrait faire. Un certain comportement théologique et social découle assurément de cette vision des choses, qui fait du Bien la seule valeur absolue et réelle, le Mal n'étant qu'une déficience par rapport au Bien. Jean Scot Erigène est profondément imprégné d'esprit pseudo-dionysien, l'optimisme individuel d'Hincmar ne l'est pas moins, nous semble-t-il.

Plus brutal qu'aucune des crises précédentes, l'affrontement fratricide qui suit la mort de Louis arrache encore une fois l'homme de 35 ans à ses méditations et à sa retraite. La prise de position en faveur de Charles, l'aide apportée à celui-ci ne font aucun doute et Flodoard s'en souvient¹⁸¹. Mais il est impossible — nous n'avons pu progresser sur ce point — de savoir comment s'est traduite cette aide. Présent au synode de Verneuil en décembre 844¹⁸², Hincmar est certainement connu de tout le clergé de Charles. Joue-t-il le rôle de secrétaire ? de conseiller ? Nulle période, en dehors de l'enfance, n'est plus difficile à cerner que celle-ci. Comme il serait important, cependant, de connaître la part du moine Hincmar dans les décisions de Coulaines : en est-il l'auteur ou n'a-t-il fait que reprendre la balle au bond. Tout nous conduit à penser qu'il a eu l'initiative mais la preuve matérielle manquera sans doute toujours.

Carrière de palatin cassée par la volonté du moine, attitude exemplaire, s'il faut en croire Flodoard, de renoncement au monde après 832, instruction supérieure à celle de bien des clercs, brûlures ineffaçables laissées dans la sensibilité et la pensée par des événements impensables lorsqu'Hincmar était encore adolescent et qu'il a connus, homme, c'est une vie déjà bien pleine qui se trouve close en 845 par le choix du synode de Beauvais. Pour les amis de Charles, pour les palatins, pour les Grands, l'un des leurs s'installe à Reims avec la

¹⁸¹ Flodoard HRE II, MGH 55 XIII, p. 178 : « ... dum in ipsius (Charles) ante episcopatum moraretur seruitio ».

¹⁸² MGH Leges I, p. 383.

faveur royale ; d'où la fureur des adversaires. Pour les envieux, Hincmar est un évêque du roi et cela lui est longtemps reproché. Pour le moine, sans préparation réelle à la charge qui lui incombe désormais, commence une aventure redoutable. Il n'y est préparé que sur un point : sa connaissance, déjà exceptionnelle certainement, du droit canon. Pour le reste, il a les connaissances moyennes d'un palatin — ni plus ni moins que celles de Charles — ou d'un évêque — celles de Raban Maur — en particulier dans le domaine patristique. Et sur ses épaules vont tomber coup sur coup la non reconnaissance par Rome et le problème des rapports avec la papauté, la querelle sur la prédestination, qui ne peut se résoudre à l'aide de quelques pauvres textes conciliaires et de beaucoup de conviction. Le moine mal préparé va devoir, en quelques années, devenir un prélat écouté et respecté. Les qualités de réflexion et de décision acquises entre 832 et 845 vont l'y aider, sans aucun doute. Peut-être aussi n'est-il pas, socialement, un homme nouveau sans puissance et ses origines l'aident-elles, pour une part, à ne pas être seul dans le siècle, lui qui avait choisi d'être solitaire dans une communauté réformée.

Les origines d'Hincmar demeurent mystérieuses. Son nom¹⁸³ le rattache à des racines gothiques¹⁸⁴ ou saxonnes¹⁸⁵, en tout cas totalement germaniques. L'aspect « barbare latinisé » se trouve confirmé. Sous prétexte que son neveu et homonyme est né dans le pays de Boulogne¹⁸⁶, on attribue souvent cette région comme berceau familial à l'archevêque lui-même.

De ses parents, tôt quittés, s'ils étaient encore vivants à son entrée au monastère, nous ne savons rien. On conviendra que l'enquête est ici décourageante. Ni lieu ni date de naissance, ni milieu social défini. Une seule certitude : Hincmar est un Germain et il est de naissance libre. La famille qui a entouré Hincmar est un peu moins mal connue. Une sœur, Hildegundis, a elle-même un fils ou un gendre, Evrard, possesseur de biens en Alémanie. Une autre, vraisemblablement, est la mère d'Hincmar de Laon et d'une fille qui a, elle-même, épousé Sigebert (probablement l'homme de Trépail)¹⁸⁷. Deux parents, dont les liens sont mal connus, occupent des comtés plus ou moins importants :

¹⁸³ Th. Morlet, *Les noms de personnes sur le territoire de l'ancienne Gaule du VI^e au XII^e siècle, I : Les noms issus du germanique continental et les créations gallo-germaniques*, Paris 1968, p. 14 et p. 145.

¹⁸⁴ Th. Morlet : le gothique Mereis a donné en vieux haut allemand Mâri qui signifie célèbre.

¹⁸⁵ Schöenfeld, *Wörtenbuch der altgermanischen Personen und Völkernamen*, Heidelberg 1911, p. 147, signale chez les Inguaeones un nom de personne proche : Inguiomerus.

¹⁸⁶ PL 126, 294, il dit à son neveu : « Nam Atrebatiss Uirromandis et Bononia ex cuius territorio es natus ».

¹⁸⁷ PL 126, 637.

Bertrand dans le Tardenois et Bernard II à Toulouse. Sans être précise et sans permettre de longues déductions, cette deuxième série d'informations situe Hincmar socialement dans un milieu d'aristocratie germanique traditionnelle. Il y a certainement trouvé l'appui matériel d'alliances laïques à plus d'un moment mais il n'appartient pas à l'une de ces familles de potentes qui, par le tissu de leurs relations régionales, dominent l'empire carolingien, au mépris des frontières de chaque royaume. Et cette absence de solidarité avec les plus puissants potentes, avec cette aristocratie « internationale » qui défie l'autorité des rois après 843, éclaire probablement l'intransigeance d'Hincmar dans la lutte contre ces Grands toujours prêts à trahir leur fidélité au profit d'une autre plus fructueuse ou plus commode. Là encore 858 s'explique bien.

Implantée régionalement dans le Nord de la France et plus exceptionnellement à Toulouse, cette famille de moyenne puissance ne peut prétendre à la direction des grandes affaires au même titre que les Grands évoqués il y a un instant. La relative faiblesse de son milieu laisse une grande liberté à Hincmar. On ne sait comment il est devenu moine, mais il trace sa route, apparemment, sans aucun appui familial et il s'invente peut-être une famille nouvelle autour d'Hilduin.

L'archevêque n'est pas davantage gêné par sa parenté qu'il domine de haut. Ni Bertrand de Tardenois ni Sigebert de Trépais n'ont occasionné de difficultés sérieuses à leur célèbre parent. S'il a, avec une affection dont nous avons tenté de relever les témoignages, aidé son neveu, à son rang de moyen-puissant, à devenir un évêque digne et utile, le prélat n'a pas fait passer le sens de la famille avant celui de la fonction et il a, peut-être à son cœur défendant, condamné ce trop léger parent. A aucun niveau donc, nous ne trouvons trace d'une action réelle, profonde, d'une famille sur l'homme. Hincmar est un homme seul et cela explique probablement beaucoup de ses apparentes insolences.

B) L'homme :

Nous connaissons mieux les conditions dans lesquelles l'homme s'est peu à peu formé et les raisons de ses choix. Le caractère d'Hincmar n'a pas donné lieu à moins de discussions et de prises de positions contradictoires que son œuvre elle-même. Hypocrite toujours soucieux de flatter plus fort que lui et d'écraser ses subordonnés pour les uns, il a, pour d'autres, la carrure personnelle et l'attitude d'un Bossuet. Il y a peu de chances pour que l'une ou l'autre de ces positions extrêmes soit exacte.

Il nous paraît bon, avant tout, de revenir une dernière fois sur l'accusation la plus lourde qui ait été souvent lancée contre Hincmar : celle de la falsification, contigüe à celle d'hypocrisie. Face à tant d'assauts érudits, il convient d'abord de rappeler les quelques 4.000 cas de citations que nous avons vérifiées une par une et qui plaident toutes en faveur d'une scrupuleuse fidélité du prélat à ses sources. Peut-on

en opposer autant qui plaident en sens inverse ? Surtout, rappelons-le aussi, dans bien des cas que nous avons étudiés et cités, les manuscrits-sources, les collections consultées¹⁸⁸, rendent directement compte des « falsifications » trop vite attribuées au prélat¹⁸⁹. Au risque de surprendre et sous réserve d'une faible marge quantitative de vérifications qui n'ont pu aboutir sur des citations paraphrasées, nous sommes en mesure de dire, aujourd'hui, que nous n'avons jamais trouvé de *falsification délibérée* du texte, par modification, altération, ou captation du sens, qu'il s'agisse de l'Écriture, du droit canon ou de la Patristique. Nous estimons être en mesure de rejeter en bloc l'accusation de falsification systématique portée, tant en Allemagne qu'en France, si souvent, contre Hincmar¹⁹⁰.

Il devient plus indispensable, dès lors, d'être attentif aux techniques de travail, de rédaction, de restitution des textes d'auteur qui ont été siennes. Nous l'avons dit, le prélat, jusqu'en 860, a souvent cité de mémoire et avec des références incomplètes, sans références parfois ; il suffit ici de rappeler que les citations ainsi prises pouvaient, dans certains cas, prêter le flanc à des critiques que ses contemporains ne lui ont pas épargnées.

Mais il y a plus. Hincmar a l'habitude de supprimer, dans une citation, particulièrement lorsqu'elle vient de l'Écriture, les adverbes inutiles, en particulier au début de la phrase, et les passages qui n'ont aucun sens dans son propre contexte. Autrement dit, il traite parfois les « autorités » comme des outils, exactement comme nous l'avons vu faire pour les citations antiques. Parfois même, il modifie le mode ou le temps d'un verbe pour adapter la citation à un contexte donné¹⁹¹ ; on peut lui reprocher de ne pas respecter à la *lettre* un texte « sacré », non de le falsifier. Sur ce point aussi, nous sommes formellement d'avis qu'Hincmar garde, en face des mots, la *liberté* convenable, sans jamais en trahir l'esprit¹⁹².

¹⁸⁸ Nous n'hésitons pas à voir, aujourd'hui, l'élément le plus décisif de notre enquête dans cette recherche comparative des citations d'Hincmar et des manuscrits du IX^e siècle. C'est en tout cas, selon nous, la seule voie qui puisse, à l'avenir, ouvrir des perspectives *sûres* à la recherche.

¹⁸⁹ Voir le cas de la Uita Remigii.

¹⁹⁰ Qu'on nous entende bien : la fabrication du Pseudo-Privilege d'Hormisdas, dont rien ne nous conduit à dire qu'Hincmar n'est pas l'auteur, nous semble « anodine ». Ni les Testaments, ni les textes de base de la Uita Remigii, ni les privilèges romains, ni le droit canonique, n'ont été falsifiés par ce « faussaire impénitent » que désignaient Krusch et Paul Roth. C'est cela qu'il convient aujourd'hui de retenir.

¹⁹¹ On retrouve des exemples dans l'Appendice I sur la Bible.

¹⁹² Il a d'ailleurs pour lui toute la tradition patristique, à commencer par les textes de saint Augustin, où la Bible se trouve singulièrement adaptée dans plus d'un cas, en particulier dans le *de dono perseverantiae*. La fréquentation, des semaines durant, du merveilleux fichier de Beuron, nous a montré jusqu'où allait la liberté des clercs jusqu'à ce qu'apparaisse l'uniformisation stérilisante du conformisme post-

Parfois Hincmar coupe, dans une très longue citation, des phrases entières, des paragraphes sans valeur à ses yeux. Certes il oublie — crime majeur aux yeux des érudits modernes — de signaler la lacune par des points de suspension... Le lui reprocher n'est-il pas, une fois encore, prendre les choses au pied de la lettre et oublier l'essentiel ?

Autre habitude, peut-être plus critiquable, en tout cas vivement critiquée par Mgr. Lesne comme par Pertz, le « montage ». Rarement — mais ne cherche-t-on pas à prendre le prélat en défaut sur un ou deux cas, sans voir les milliers d'autres — Hincmar rapproche divers passages d'un concile en un seul texte¹⁹³. Soyons sérieux : n'est-ce pas oublier les conditions de travail propres au IX^e siècle, particulièrement en synode ; n'est-ce pas, une fois encore, masquer la forêt des authentiques derrière le feu de paille de ce qui est, à l'extrême rigueur, contestable. Sur ce point non plus, nous ne retenons plus les accusations de nos prédécesseurs. Certes, au regard de l'érudition moderne, le procédé n'est pas satisfaisant, mais il ne suffit pas d'en relever un ou deux emplois pour mettre en cause l'honnêteté d'Hincmar.

Chose curieuse, on n'a jamais relevé, à notre connaissance, que ce procédé du « montage » est systématiquement employé parfois lorsqu'Hincmar fait appel à Grégoire le Grand par exemple. Pourtant, sans qu'il y ait falsification là encore, nous savons bien aujourd'hui ce que montage veut dire et combien le procédé permet de plier les textes à une démonstration¹⁹⁴.

En fait, si l'on veut aller jusqu'au bout de la logique hincmarienne, c'est l'ensemble de son œuvre qui ressortit au procédé du montage. Nul problème sur lequel il soit *neutre*, nul sur lequel il se contente, comme une certaine conception de l'histoire voudrait qu'on le fit, d'accumuler les textes contraires sans prendre position. Si sa culture est vivante et engagée, ses choix parmi les autorités ne le sont pas moins,

alcuinien. Sur ce point, Hincmar est donc fidèle à la grande culture patristique et dépasse de cent coudées les exercices scolaires de pas mal de ses contemporains.

A la limite, dans trois cas on peut admettre qu'Hincmar a sollicité le *sens* du texte : il s'agit d'un canon de Milève (c. 21) dans la version de l'Hispana, du canon 27 de Chalcédoine, du canon 8 de Sardique ; mais la sollicitation ne va en aucun des trois cas jusqu'à une falsification.

¹⁹³ Cas le plus remarquable et le plus attaqué : les morceaux de canons différents — authentiques, notons-le — de Nicée sont rapprochés dans une citation unique sans référence complète et détaillée. Voir Pertz, *Neues Archiv*, 1922, p. 81. Nous avons déjà parlé de ce cas dans notre chapitre X. La Dacheriana fournit beaucoup d'exemples comparables.

¹⁹⁴ Exemples intéressants : *Moralia* XX 22, PL 125, 170 ; XXV 8, PL 125, 434-435 ; XXXII, 10, PL 125, 264-265. Le premier de ces exemples est certainement le plus significatif : il constitue en effet un réel montage du texte grégorien, sans aucune trahison littéraire mais en rapprochant des passages parfois éloignés du chapitre en question. Souvenons-nous de la date — 860 — des condition de hâte dans lesquelles a été rédigé l'énorme de *praedestinatione*, avant d'accabler l'archevêque.

nous l'avons vu, et tout texte prend chez lui l'allure d'une plaidoirie où les arguments sont soigneusement triés et dialectiquement montés. Faire, peu ou prou, le procès du montage — lorsqu'il n'est pas falsification — c'est reprocher à Hincmar d'exister et d'écrire. Nous n'aurions garde de le faire...

Cet homme a vécu dans la hantise de la falsification¹⁹⁵, l'a reprochée vertement à son neveu¹⁹⁶. Certes, si c'est un parfait hypocrite, il faut admettre qu'il reproche aux autres ce qu'il pratique lui-même. Mais, tout nous l'a montré, il n'est pas hypocrite. Et il n'est pas faussaire.

Nous avons, de ci de là, tenté de dégager les traits de caractère, de noter ceux qu'on lui attribuait. Les mots d'ambiguïté, d'autoritarisme sont sans doute ceux qui sont le plus souvent apparus. Cet homme a-t-il été un calculateur qui ne dévoile pas ses desseins, laisse toujours planer le doute et use de l'ambiguïté de ses attitudes ; est-il un dominateur froid, implacable, qui ne recule stratégiquement que pour mieux écraser ensuite ceux qui ont fait obstacle à ses plans ? Certes, et plus d'une fois, l'attitude externe du prélat déconcerte et laisse subsister un doute sur la pureté de ses intentions. Mais nous aimerions tenter de l'éclairer, maintenant, d'une manière différente, plus synthétique et probablement plus secrète. Nous n'avons pas l'ambition de tracer de lui un portrait psychologique, fatalement très incomplet, flou pour l'essentiel, conjectural sur plus d'un point. Seulement allons-nous chercher, à travers toute l'œuvre, le ressort général, le plus vraisemblable de son attitude.

Il nous apparaît, en fin de compte, que ce ressort est l'inquiétude. Inquiétude dans les relations psychologiques et sociales avec autrui, des années durant : tant qu'il ne « sent » pas son interlocuteur, Hincmar multiplie les démarches secondaires auprès de lui. Rappelons, par exemple, son habitude initiale de multiplier les démarches auprès des femmes des princes carolingiens ; plus tard ce sont les conseillers écoutés qui remplacent celles-ci auprès des princes, auprès des papes aussi. Il y a là un trait si constant qu'il nous dévoile la crainte d'Hincmar de n'être pas compris et pas pris en considération. Cet orgueilleux a l'humilité malade des orgueilleux : ne pas être jugé digne de considération.

Inquiétude manifestée avec franchise — et que l'on a prise, à tort, pour de la flagornerie et de l'humiliation sans dignité — dans la grande crise de 866 qui l'oppose au pouvoir pontifical en la personne de Nicolas I^{er}. Hincmar a soudain découvert le gouffre où il pourrait tomber

¹⁹⁵ PL 125, 93, à propos de Macarius d'Antioche.

¹⁹⁶ PL 126, 329 : Hincmar le Jeune a extrait d'une décrétale de Léon le Grand, un fragment de lettre de saint Clément à l'évêque de Jérusalem sans dire d'où il le tirait. Ce reproche n'est guère recevable, dans ce cas, lorsqu'on se souvient que, souvent avant 860, Hincmar a cité des textes patristiques sans référence précise. Il ne l'a pas fait, il est vrai, pour les textes canoniques.

si le pape le souhaitait. la rupture de la communion entre Rome et lui. Pour un homme dont toutes les pensées, tous les actes, jusqu'au moindre, visent à rechercher cette communion, c'est le péril le plus grave puisqu'à ses yeux il met en cause le salut de son âme. N'en jugeons point mais constatons qu'Hincmar, sa vie durant, a eu la hantise du schisme tout autant que celle de l'hérésie et qu'il voit dans l'une et l'autre une certitude de damnation¹⁹⁷. La simonie ne le tараude pas moins qu'il combat sans cesse, nous l'avons vu, jusqu'au moindre détail et qu'il dénonce dès 845¹⁹⁸. Nous avons suffisamment insisté sur ces thèmes, chapitre après chapitre, pour ne plus les développer ici. Retenons seulement, car un autre trait apparaît, que la peur de la damnation, inéluctablement engendrée par les trois fautes dont il vient d'être question, conduit, par le caractère absolu, irréversible de cette damnation, à l'excès dans les attitudes de rigueur, à la condamnation sans nuance. L'inquiétude a engendré la peur qui conduit à l'intolérance. Hincmar est « tenu » spirituellement par ces peurs et sa rigueur s'en trouve éclairée. Mais aussi sa peur de 866.

En serait-il de même, par hasard, sur le plan de la morale : la peur du péché le conduirait-elle à la vertu et à l'imposition de la vertu par hantise de l'Enfer ? Ce serait réduire la psychologie du prélat à un aspect bien linéaire que de le penser. Son sens de la liberté du choix de l'homme face au péché et à la grâce le sauve de pareille simplicité. Il a peur du diable, il est inquiet du péché, mais il n'a pas en face d'eux une peur primaire et automatique. L'homme *choisit* d'être schismatique, hérétique, simoniaque ou pécheur et il ne lui est pas difficile de ne pas l'être. Il est subtilement engagé dans le combat métaphysique qui régit la société, où la tentation prend pour lui des formes qu'Hincmar décrit intelligemment¹⁹⁹. Modifions le vocabulaire religieux et nous allons nous trouver en présence d'une bonne observation des degrés de toute délinquance : de l'acte secret à l'acte public commis sans honte et, si l'impunité est accordée, à l'habitude, sans aucune gêne, de la faute publique²⁰⁰. En face du péché, l'inquiétude se transforme en vigilance personnelle et sociale, en devoir d'avertir puisque le péché, nous le savons bien, est, pour Hincmar, faute sociale autant qu'individuelle.

¹⁹⁷ Dès sa profession de foi (MGH, 1) il écrit : « Haereses uero et scismata, quae catholica ecclesia anathematizat et quicquid sacrae fidei aduersatur condempno respuo et anathematizo ».

¹⁹⁸ Lettre à Charles le Chauve (MGH, 3) : « ...episcopum contra canonicam institutionem non tam benedicere quam aeterna secum maledictione maledicere ».

¹⁹⁹ MGH, 13 : Le démon... « cotidie in unoquoque homine agit et temptat illum *suggestione* in corde. Qui si *suggestionem recipit*, temptat *delectatione* in carne ; illa non repulsa temptat et superat ligatum per *delectationem consensione in mente* et iam unculis peccatorum inretitum deuincit defensionis audacia in praesumptione ».

²⁰⁰ MGH, 13 : « Prius decipit nos (le diable) in occulta peccati operatione deinde in perpetratiōne facinoris publica sine confusione, deinde in absque rubore peccandi consuetudine.

Mais l'homme ici n'est pas seul et il n'est pas menacé par une fatalité. Hincmar ne va-t-il pas jusqu'à écrire : « le péché est le mal et le mal n'existe pas par nature, par là il n'existe pas substantiellement »²⁰¹ : on reconnaît la trace du Pseudo-Denys et de Jean Scot Erigène. En face de cette « déficience » de la Création qu'est le mal et de l'adhésion volontaire qu'y peut donner l'homme en pleine conscience, il y a mille remèdes et mille protections que la société chrétienne, pour Hincmar, doit multiplier. A la différence de Calvin, il ne cherche pas à rendre l'homme vertueux de force, mais à l'empêcher de nuire, pécheur, à ses semblables.

L'inquiétude ne redevient panique en face des conséquences du péché que lorsque l'endurcissement au péché, tous avertissements et conseils rejetés, place le coupable, assimilable dès lors à l'hérétique, au schismatique, au simoniaque, dans la condition de damnation. Mais, on le sent bien, pour Hincmar, c'est l'endurcissement à la faute qui conduit là et, paradoxalement, son attitude humaine est optimiste, tant il a confiance dans la grâce. Il n'y a donc pas lieu de *craindre* le péché, mais de s'en préserver par la stricte observance des règles²⁰².

Inquiet, donc vigilant en face du péché de l'homme ordinaire, Hincmar voit son inquiétude s'accroître lorsque l'homme pécheur, par son ministère, est responsable des autres hommes. Son inquiétude grandit à proportion du niveau où est situé le coupable dans l'un des offices.

S'il se tourne vers sa propre responsabilité de pasteur, l'inquiétude n'est pas moins grande, qui conduit constamment Hincmar à se sentir coupable des fautes de tous ceux qu'il doit diriger vers leur salut. Profonde, constante, cette peur de n'être pas à la hauteur de la tâche de pasteur transparaît en plusieurs occasions, dont une fois dans une lettre qui ne doit pas donner lieu à lecture publique et qui, dès lors, nous paraît un bon témoin²⁰³. Peur aussi, d'être jugé sur la non-cor-

²⁰¹ PL 125, 648 : « quoniam peccatum malum est et malum natura est ac per hoc substantiale non est ».

²⁰² A toutes celles que nous avons eu l'occasion d'évoquer, ajoutons-en une, plus inattendue peut-être : Hincmar a horreur de la saleté. L'un des reproches faits à Gottschalk (MGH, 196) est de ne plus se laver et de répandre une odeur insupportable ; noirceur physique, noirceur de l'âme, couleur noire des damnés telle que la restituent les visions, c'est un univers mental qui est en cause et qui oppose déjà le blanc et le noir comme vertu et vice, salut et damnation : « ... postquam in eadem mansionem intrauit, non solum corpus lauare noluit uerum nec manus nec faciem... ».

²⁰³ PL 126, 172, en 879-882, tard il est vrai : « quia non in me bona merita quae nulla sunt sed uirtutem ministerii immerito mihi commissi... ». PL 126, 173 : « ... et per eosdem apostolos suos ipsorum (des Apôtres) successoribus quorum uices, licet indigni, tenemus et si non merito tamen nomine atque officii susceptione... ».

Plus tôt, en 860, et peut-être avec un peu plus d'ostentation : MGH, 90 : « Et idcirco non quasi nescientibus haec quae sequuntur uobis necessaria, nec ut arrogans mihi auctoritatem specialis scientiae uel iactans diffinitionis audaciam, sed ut ecclesiae ac uester omnium uidelicet seruorum Domini seruus et plebis dominicae famulus, quamquam non ut debui tamen ut potui deuotionis oboedientia colligere et collecta uobis transmittere procurauim ».

rection des fautes chez autrui alors qu'on est responsable de lui. Nous avons souvent souligné la qualité de la notion de responsabilité chez le prélat ²⁰⁴. Elle commence avec la conscience du problème et crée le devoir d'avertir puis celui de sanctionner dans la limite où la responsabilité légale — c'est-à-dire ministérielle — existe. Cet engrenage explique pourquoi cet homme s'est trouvé mêlé à toutes les questions importantes de son temps : il ne pouvait se taire, conscient ou consulté ²⁰⁵ ; il ne devait cesser d'agir qu'ayant amené le pécheur à renoncer à son péché, si sa responsabilité était en jeu.

Par là s'explique le caractère de ses écrits, torrentueux, surchargés de citations : il *faut* convaincre l'homme pour vaincre la tentation en lui. Cette prolixité qu'on lui a tant reprochée ²⁰⁶ et qui n'est qu'apparente, tant les structures de détail de ses œuvres sont intéressantes, découle de son inquiétude face à sa responsabilité de pasteur. Bien plus encore, nous pensons que l'allure même de son exposé découle de là : il ne se résigne pas aisément à sacrifier une autorité, en cherche de nouvelles d'une consultation à une autre ; est-il contraint, par crainte de la prolixité, de faire « plus court », il est conduit à couper dans ses citations des morceaux entiers pour ne garder que les passages réellement topiques : le montage découle de l'inquiétude. Est-il attaqué, il lui faut s'abriter, pour ne pas courir le risque de l'erreur qui mène au péché, derrière toutes les autorités possibles ; on le voit bien à chaque crise, lorsque la provocation d'autrui le conduit à des lectures sans fin et à la recherche de toutes les protections qu'apportent les textes reçus par Rome ²⁰⁷.

L'inquiétude revêt chez le prélat des formes moins nobles, moins recevables. Tout d'abord lorsqu'elle se transforme en cet esprit soupçonneux qui lui fait craindre des complots de toutes sortes de gens ²⁰⁸. Certes, les débuts difficiles, l'hostilité ouverte de Léon IV et de Lothaire I^{er} qu'il a fallu vaincre, l'hostilité certaine des Lorrains de 860 à la mort de Lothaire, celle de Charles, plus inadmissible, de 864 à 868, donnent du corps à cette inquiétude de voir remise en cause une

²⁰⁴ PL 126, 458 : « Et si homini saeculari potestate praedito sic utique est agendum, quid nos miseri sacerdotes in iudicio Dei dicemus, qui loco sacerdotali deuincti, non nostras ullo modo sed diuinis iniurias cum misericordia et discretione in alios et cum seueritate in nosmetipsos uindicare debemus, si ad euindicationem parati semper existimus... ».

²⁰⁵ Le de diuortio et les consultations sur les mariages sont les plus intéressants exemples.

²⁰⁶ Rothade, par exemple, Hincmar nous le dit, lui reprochait que « nihil aliud facere sciebam nisi ei meos libellos tota die ostendere... » (MGH 148).

²⁰⁷ Le mécanisme est particulièrement clair dans les deux occasions où l'attaque a été le plus violente : la prédestination et le conflit avec Hincmar de Laon.

²⁰⁸ L'un des premiers conseils donnés au nouvel évêque de Laon, Hincmar, est de se méfier des complots.

ordination régulière et d'être en butte aux attaques de tous ceux qui, dans la guerre des trois frères, reprochent au moine sa fidélité à Charles. Certes le censeur inflexible ne « plaît » guère. Mais l'accusation de complot, le soupçon porté sur chacun, le roi, Actard, tant d'autres, montrent que l'archevêque a cédé un peu trop à ce goût du drame, de la catastrophe qui le saisit parfois dans l'adversité et qui est une autre forme de sa démesure personnelle, contrôlée, surveillée, mais sous-jacente.

Si, incontestablement il connaît bien les faiblesses des hommes, s'il est capable de noter avec finesse que seule l'épreuve trempe et révèle les caractères ²⁰⁹, il manifeste probablement, dans le cas de son insupportable neveu, une hâte un peu trop forte à se blanchir de l'accusation de népotisme ²¹⁰ et à condamner cet encombrant personnage. Hincmar nous répondrait, il est vrai, sans difficultés sur ces points, qu'il se doit d'être plus sévère pour un homme qu'il a formé et qui est son parent que pour quiconque, lui qui exhorte le roi à une sévérité sans faille mais sans violence à l'égard de ses propres fils ; et aussi qu'avant d'être oncle il est métropolitain : jamais l'exemple mauvais, d'où qu'il vienne, ne doit être épargné, sous peine de corrompre tout le corps social ²¹¹. Éternel débat.

Certes aussi l'homme est impérieux et tolère mal l'opposition. Mais il le sait et c'est probablement l'un des domaines où ses réactions ont été le plus consciemment contrôlées. Il s'en explique en 860 : il n'a pas voulu, par défiance de son premier mouvement, répondre sans réfléchir mûrement à la lettre pénible que lui avait envoyée Gunther de Cologne ²¹². Il a donc le souci de laisser opérer en lui une réflexion éclairée par les lectures avant de prendre position. Nous le soupçonnons un peu de se servir de cette méthode dilatoire — encore un réflexe de timide — chaque fois qu'il se sent un peu trop pressé de devoir fournir une réponse personnelle. Il est souvent malade, cet homme dont la vigueur intellectuelle étonne et dont la longévité, probablement, scandalise et gêne ; on le voit à plusieurs reprises faire mention de son immobilisation à Reims, par des rhumatismes en particulier ²¹³. L'ennui est que ces grandes maladies correspondent toujours à une crise dans laquelle le

²⁰⁹ PL 125, 679.

²¹⁰ PL 126, 439-440.

²¹¹ PL 125, 485 : « quia pastoralis necessitas habet ne per plures serpant dira contagia, separare ab ouibus sanis morbidam ab illo cui nihil impossibile ipsa forsitan separatione sanandum ».

²¹² MGH 82 : « ... timui ne, si inconsulte ac praeopere responderem, in carnalem intellectum deciderem, quia, occupatem ad alia cor meum me dereliquerat et lumen intelligentiunculae serenum mihi uel mecum non erat... ».

²¹³ Par exemple en 865-866, dans ses lettres à Nicolas 1^{er}, ou au printemps de 869, lorsqu'il précise à Charles qu'il est retenu à Reims « quia reumatisme ualidissime impeditus ».

prélat cherche à se donner le temps de la réflexion : 860, visite d'Aduentius de Metz à propos de Lothaire II ; en 865, crise avec le pape ; 869, crise à l'occasion du différend entre Charles le Chauve et l'évêque de Laon. Sans doute Hincmar ne ment-il pas : nous ne l'avons pas pris, de ce point de vue, en défaut ; mais sans doute aussi sait-il jouer de ce répit que la maladie lui donne — Freud y trouverait une fois encore son compte — pour réfléchir avant les décisions graves.

Mais ceci nous ramène à une considération beaucoup plus honorable. L'opinion personnelle d'Hincmar compte peu, à ses propres yeux. Ce qu'il lui faut dégager — et il le fait toujours avec beaucoup d'intelligence — *c'est la position que les autorités recevables commandent d'adopter*. Hincmar n'est que le serviteur, responsable au plus haut degré dans le ministère où Dieu l'a conduit, des opinions collectives que l'Eglise a dégagées avant lui. Il n'est pas libre de choisir, sinon entre les bonnes et les mauvaises autorités. Le paradoxe est que son intelligence ait été assez souveraine pour qu'il ait choisi, en général, des solutions importantes et surtout de valeur. La distance que met Hincmar entre le monde et lui, entre le fait et la réponse qu'il doit y apporter est le temps du nécessaire recours aux autorités qu'il faut interpréter et classer pour apporter une réponse autorisée et responsable au problème social posé.

C) *L'homme socialisé :*

Tel étant l'homme, à nos yeux, quelle place tient-il dans son siècle ? Pouvait-il, tout d'abord, devenir ce « cardinal-ministre » que tant d'historiens ont cru deviner en lui.

A aucun moment, rappelons-le, nous ne l'avons trouvé soucieux d'être un simple exécutant des décisions royales. Pas même n'a-t-il cherché à façonner et à influencer celles-ci : ni en 856-857, ni après 860, ni entre 868 et 875, nous n'avons jamais trouvé Hincmar prêt à modeler la politique royale.

Il a même récusé, à l'avance, l'image que certains ont voulu donner de lui. En 876, il insiste très fort sur le refus opposé par saint Ambroise d'être associé à la vie de l'Etat romain²¹⁴. Faut-il finalement trouver dans ce repli sur la fonction pastorale le secret de la non présence d'Hincmar dans le conseil de régence de 876 ? Combien de fois, jusqu'à la fin de sa vie, n'a-t-il pas répété, sous des formes variables, la mise en garde contre l'attrait pour les responsabilités de la terre et les entraves qu'elles créent lorsque les pasteurs sont en cause : « Nous savons bien que nous devons éviter dans les affaires spirituelles (d'être tenus) par

²¹⁴ PL 125, 973.

une charge, liés par la main, la parole ou l'obéissance. De ces charges dont Dieu dit, par le prophète : « Celui qui libère mes mains de toute charge, celui-là habitera dans les cieux ²¹⁵ ».

Sa responsabilité est ailleurs. Pasteur d'une province dont l'importance stratégique-politique est énorme et qui est, plus que bien d'autres, exposée aux dangers intérieurs et extérieurs, représentant le plus brillant, sans doute, de sa génération, « ancêtre » redouté mais respecté aussi, Hincmar a de sa responsabilité morale une conception qui concilie son inquiétude et son orgueil. Plus cultivé que la plupart des évêques, plus travailleur aussi, plus courageux certainement que beaucoup d'entre eux, il est naturellement, sans le chercher, conduit à diriger l'épiscopat franc. A ce niveau, il est à son aise dans un personnage, assez rarement présent dans l'histoire, de conseiller, de censeur de la société. S'il agit — son tempérament l'y porte — ce n'est jamais sur les terrains réservés aux laïcs, mais sur ceux du conseil moral, de la consultation juridique, où il excelle et où son autorité est sans égale. Cet homme d'action que rien de ce qui se passe ne laisse indifférent ne peut agir, *son ministère le lui imposant*, qu'à l'aide des armes et sur les terrains propres aux clercs. Hincmar est avant tout ministre de Dieu, pasteur d'hommes, non point ministre d'un homme. Et il n'a que peu de sympathie pour les clercs de cour qui perdent leur droit de dénoncer les défauts du pouvoir en s'en faisant les clients, puis les serviteurs. Son neveu est de ceux-là qui n'a pas respecté la nécessaire *indépendance* du clerc. Au fond, Hincmar est bien près de formuler, à la fin de sa vie, une théorie de *la séparation* des ministères, la fonction d'examen des clercs devant maintenir à tout prix sa liberté face à la fonction d'exécution royale ²¹⁶.

L'engagement du clerc sur une telle voie le contraint à devenir un modèle ou à être un hypocrite parfait. En tout cas, Hincmar n'admet pas la *désertion*. Installé par Dieu dans sa fonction en un lieu immuable, le clerc de tout niveau doit y vivre, y mener le combat et y mourir. Son hostilité à Actard de Nantes trouve ici une explication plus

²¹⁵ PL 125, 387 : « Sciamus enim quod in spiritalibus deuitare debemus munus esse a manu, munus a lingua, munus ab obsequio, unde Dominus per prophetam dicit : « Qui excutit manus suas ab omni munere iste in excelsis habitabit ». Il s'agit, cette fois, de fuir la simonie, mais Hincmar utilise la même expression, empruntée à Grégoire le Grand, dans d'autres cas de contact avec les affaires et les engagements séculiers. Il répète aussi très souvent les passages des Homélies sur les Evangiles ou du Pastoral qui mettent les clercs en garde contre les engagements temporels.

²¹⁶ Nous ne saurions taire l'intérêt qu'a pour nous le fait que l'un des hommes du XX^e siècle pour lesquels nous avons le plus d'admiration, Sun Yat Sen, a été conduit à prévoir, lorsqu'il a élaboré les grandes lignes de la constitution qu'il entendait donner à la Chine républicaine, un quatrième pouvoir, strictement séparé des autres, qu'il nommait pouvoir d'examen et qui était chargé d'apprécier l'attitude de gestion des trois autres pouvoirs. Il y aurait beaucoup à dire sur ce point, au niveau de la science politique d'une part, de la vie de la Chine contemporaine d'autre part.

cohérente que nous ne le pensions. Et il n'est pas, probablement, peu attentif à l'exemple que lui donnent les clercs de Syrie ou d'Espagne, présents, malgré tout, en terre d'Islam ²¹⁷. Nous sommes loin du cardinal ministre !

A quelque rang qu'il soit placé de l'échelle des devoirs et des responsabilités, le clerc doit être un modèle de ce que devrait être l'homme. Sa foi le protège des tentations, mais il ne doit pas se contenter de s'en protéger égoïstement.

Un double mouvement caractérise son attitude : le rejet de toute auaritia et la gratuité de la charité. Ici réapparaît le moine réformateur de Saint-Denis, après les années de combats, d'engagement mal toléré dans les querelles du siècle. L'auaritia c'est le goût des richesses et des puissances qu'elles procurent, bien sûr, mais aussi celui du pouvoir et de la domination des autres qu'elle permet : et encore celui des affections humaines par lesquelles on se laisse enchaîner par délectation, complaisance ou complicité. Le clerc d'Hincmar est un homme seul, maîtrisé, qui a aboli les passions humaines sans cesser d'être vivant. Il y a chez Hincmar et dans son image du clerc, du héros cornélien avant la lettre.

Libéré — en principe — non seulement de l'attrait du péché, mais aussi de toute forme d'attachement à toute sorte de possession, le clerc devient disponible totalement pour donner aux autres, en plein gratuité, ce que toute sa formation le conduit à donner. Les secours matériels et spirituels voire la nourriture aux indigents, les sacrements à ceux qui en ont besoin, mais aussi les rudes conseils ou remontrances et les avertissements publics devenus, en certains cas, nécessaires.

Comparativement à ce programme, le prêtre Hincmar est toujours très supérieur à l'homme Hincmar. Celui-ci n'est pas sans défauts. Si l'archevêque enseignant du *de diuortio* nous semble inattaquable de sereine autorité canonique, le prélat qui donne des leçons à Nicolas I^{er} est probablement quelque peu attaché à sa propre opinion et soucieux d'avoir raison. Si le métropolitain de 858 écrit, avec ses collègues, à juste titre, qu'il est scandalisé par la cupidité du Germanique et des Grands, l'archevêque de 876, même si politiquement et militairement il a raison de reprocher à Charles son départ vers l'Italie, laisse percer quelque rancœur « régionaliste ». Dans l'insuccès, Hincmar n'est pas à la hauteur du personnage qu'il a délibérément choisi d'être et sa charité n'est pas sans failles.

Les qualités du prêtre qu'Hincmar a voulu être dans sa société méritent bien davantage de retenir l'attention.

²¹⁷ PL 126, 228, un évêque a de nombreux devoirs. Mis hors d'état de les remplir, il doit au moins agir comme le font : « ... Hierosolymis patriarchae et uiri religiosi ac fideles in Corduba et in aliis ciuitatibus per Hispaniam... ».

Il n'est pas fréquent dans l'histoire qu'un puissant, quelle que soit la source de sa puissance, définisse l'image qu'il a de celle-ci en termes de devoirs plutôt qu'en termes de droits. Toute fonction, pour Hincmar, à commencer par la sienne, mais aussi celle du prêtre rural ou du roi, doit permettre à qui l'occupe de vivre décemment. Mais elle ne doit jamais conduire à s'enrichir grâce à elle, en opprimant les autres et en les dépouillant. Il n'est point si fréquent qu'un détenteur de pouvoir ne considère pas celui-ci comme un bon marchepied pour sa fortune personnelle. La fonction doit être remplie comme une charge dont on a l'usufruit et qui est essentiellement transitoire, non en s'en attribuant la propriété à titre privé. Et l'exercice doit en être assuré, le juste salaire qu'elle comporte étant acquis, *gratuitement*. Jamais elle ne peut devenir, par un usage habile et des pressions opportunes, l'occasion de pressions lucratives. Il n'est point fréquent de voir tant insister sur la gratuité d'une charge, sur les devoirs qu'elle comporte, au niveau moral surtout, à l'égard des autres. C'est en fait une véritable idée du service public, telle que les Etats modernes se sont efforcés de la dégager, qu'a eue Hincmar, dans un contexte idéologique éminemment différent du nôtre, mais avec non moins de lucidité que les légistes modernes. Il n'est point fréquent de lire, sous la plume d'un puissant, que l'homme est fait pour la fonction, non la fonction pour satisfaire les passions et les besoins de l'homme. Et qu'indigne d'elle, il doit la quitter. Certes ces définitions sont totalement intégrées à une perspective eschatologique qui en éclaire le sens pour un chrétien. Il nous paraît important que ce soit elles, au fond, que recherchait Rousseau après Montesquieu lorsqu'il pensait que la démocratie a besoin de vertu. Il nous paraît important, au-delà des complaisances auxquelles les sociétés politiques se sont accoutumées, que ce soit aussi ces notions que redécouvre le militantisme politique contemporain ; ces notions qu'un prélat du IX^e siècle a exprimées clairement, calmement, audacieusement, dans un monde où commençaient à régner l'avaritia et que déchirait déjà l'affrontement des intérêts. Avouons-le, c'est cette exigence de gratuité qui est, pour nous, le côté le plus remarquable de la pensée du prélat.

Un autre rêve hincmarien nous retient : celui de l'unité du peuple chrétien, parallèle à cette autre : l'unanime communion de l'Eglise. Ce rêve peut être dangereux. A l'extérieur, il peut servir, nous l'avons vu, à souder contre un « autre » païen ou musulman en l'occurrence, un peuple chrétien solidaire. Où, cependant, dans l'histoire, une unité s'est-elle faite sans que ce soit par rapport à une image négative et détestée ? A l'intérieur, le mythe de l'unité sert souvent d'alibi à tous les régimes conservateurs ; ce mythe est cependant si puissant dans la pensée humaine que, notons-le, il est l'aboutissement même de la société rêvée par les marxistes, localement ou universellement.

Sans aucun doute cependant faut-il se demander, tout en gardant conscience des dangers que recèle le rêve d'unité, se demander s'il n'a pas, malgré tout, une signification majeure au IX^e siècle. Au moment

où tout sépare ces hommes, la nature, l'administration locale, le fractionnement des royaumes, la guerre, les pillages et les mille exploitations de l'homme par son semblable que l'on devine dans ce monde violent, cette idée simple n'est-elle pas la seule image qui rassemble face aux facteurs de dispersion et de division. N'a-t-elle pas, d'ailleurs, fait l'Europe des deux siècles suivants avant de devenir un outil dangereux et pervers aux mains d'hommes sans imagination et sans cœur ? Rêve carolingien né des crises des décennies 30 et 40, l'unité du peuple chrétien s'enracine dans une conception presque mystique de l'Eglise. Quelques-uns des grands moments de la civilisation en sortent jusqu'au XIV^e siècle au moins.

Qu'il s'agisse de l'éloignement du ministère clérical par rapport aux affaires du siècle, de l'héroïcité des vertus dans l'exercice de la fonction ou de l'unité nécessaire, les idées hincmariennes, même si le prélat lui-même donnait l'exemple de leur mise en pratique, n'ont pas séduit, il faut le reconnaître, ses contemporains. Elles sont, de même, demeurées longtemps enfouies sous l'utilisation intéressée des œuvres du prélat par les siècles qui ont suivi.

L'image qu'Hincmar avait de la vie sociale réclamait la paix, l'ordre et surtout des hommes d'une trempe exceptionnelle. Dès le départ, les conditions de base n'existant pas, on peut s'attendre à voir l'or pur devenir plomb. Les contradictions fondamentales de la vie carolingienne traversent en la déchirant l'image hincmarienne, tout en dévoilant les contradictions propres à Hincmar lui-même.

L'échec des idées est patent. Et sans doute n'est-il nulle part plus éclatant que dans le domaine de la politique fondée sur le contrat. Qu'il soit ou non directement responsable du « pacte de Coulaines », l'archevêque a insisté constamment sur l'idée que nulle stabilité n'était concevable dans le peuple chrétien, sans un respect total des engagements pris et jurés²¹⁸. Rois et Grands sont constamment ramenés à l'observance de ce devoir : celui-ci peut se résumer en une phrase des conciles de Carthage qu'Hincmar utilise contre les clercs mais aussi contre les laïcs : « Quiconque va contre un texte signé par lui se prive de son honneur »²¹⁹. A cette maxime se rattachent tous les pactes politiques, de Coulaines à Quiersy, dans l'esprit d'Hincmar. Mais l'analyse du prélat, pour intelligente et vigoureuse qu'elle soit, coïncide de moins en moins avec l'évolution sociale. Ce qui était vrai, du point de vue des rapports de force entre le roi et les Grands en 857, ne l'est

²¹⁸ Il faut certainement garder ici en mémoire ce qu'a vu et vécu Hincmar de 817 à 843 et qui l'a convaincu que l'arbitraire, *d'où qu'il vienne*, face aux textes signés et jurés, est la cause la plus grave du désordre politique et social.

²¹⁹ Carthage : D.-H., c. 13. Souvenons-nous ici de ce que dira Montesquieu : « l'honneur est la pierre angulaire des régimes monarchiques ».

plus en 876. Encore reine à Quiersy, l'idée contractuelle bascule sous la pression des faits, quelques mois plus tard, du domaine public au domaine privé. Et paradoxalement le monde féodal va se révéler momentanément bien plus apte à lui donner un sens concret que les dynastes carolingiens. Toutefois, l'idée contractuelle, telle que l'a conçue Hincmar, réapparaîtra, plus tard, dans l'évolution politique de la France, au niveau du contrat de droit public et constitutionnel.

L'échec, de 876 à 882, conduit à un réexamen, plus réaliste, des analyses socio-politiques, non point à la renonciation au schéma contractuel idéal qui liait tous les ministères, tous les offices et tous les échelons du peuple chrétien dans la pensée d'Hincmar. Ce dernier, qui ne peut et ne veut se substituer au pouvoir royal, se retire de toute responsabilité politico-temporelle, pour conserver au clergé la majesté indispensable à sa magistrature morale.

Mais en même temps, le vieux prélat ressent durement que la démission du pouvoir royal vide l'ancien contrat, celui de Coulaines, de sa substance. Et, tout comme le font ensuite les clercs de Mantailles, ceux d'Allemagne, ceux du royaume capétien, il ne cesse de rechercher jusqu'à son dernier souffle, le rééquilibrage du contrat politico-social par la réapparition d'un pouvoir royal compétent et fort, *quel qu'en soit le détenteur*. Il n'a eu comme interlocuteur que des princes jeunes ou assez légers pour entrer dans le jeu précaire des équilibres de marchandage, contraire par définition au majestueux et stable équilibre contractuel dont a rêvé Hincmar.

Lucide et forte, l'analyse d'Hincmar — dont vivent encore nos sociétés — veut que les fonctions politiques soient occupées par des hommes compétents, capables de faire face aux situations imprévues que le hasard, l'évolution des rapports de forces ou le diable... font apparaître, par des hommes respectueux des engagements pris, à tous les niveaux. Cette analyse est l'essence même de notre droit constitutionnel. Elle ne peut donc être considérée comme sans valeur sous la plume du prélat. Mais les circonstances l'ont rendue inapplicable, inopérante, dès les dernières années de sa vie. Cette fois, c'est à une réflexion de science politique que nous sommes invités : les faits, les situations sociales ne sont-ils pas plus « têtus » que les idées qu'on prétend leur imposer et ne rendent-ils pas, faute de les prendre en charge, ces idées inutiles. L'histoire n'est-elle pas aussi un long ruban de rendez-vous manqués entre l'évolution des sociétés et celle des idées, l'exception remarquable étant constituée par les rares moments où les idées ont trouvé dans les situations sociales ou dans une partie du corps social des résonateurs assez puissants pour qu'elles y prennent racine ? L'échec de l'idée contractuelle d'Hincmar, c'est l'échec à quoi toute idée est, à travers l'histoire, condamnée si elle ne correspond pas au moment voulu à l'évolution d'une société. Cette évolution, parce qu'elle constitue la masse vivante de l'histoire, a toujours raison des idées mal adaptées ; l'inverse est rarement vrai.

Tout ceci n'enlève rien à la valeur des conceptions hincmariennes et il est bon, pour l'avenir de la réflexion humaine, qu'un homme du IX^e siècle les ait conçues et exposées.

Evident au niveau politique, l'échec d'Hincmar ne l'est pas moins dans le domaine social. Le prélat espère aboutir — sans trop y croire — à une société stable, ordonnée ; le moyen le plus évident d'y parvenir, en dehors de la lutte contre l'avaritia, est le refoulement impitoyable de la violence. Ici encore, Hincmar est tout imprégné de l'atmosphère qui entourait les premières années de sa vie, de la législation de Charlemagne sur la lutte contre la faida, sur l'éradication de toutes les formes locales de la violence physique. Plus chrétien déjà que germain, Hincmar n'a pas senti, nous semble-t-il, à quel point cette violence était une valeur pour les sociétés germaniques en cours de transformation lente par le christianisme.

Pour Hincmar, le temps passant et le prélat progressant dans les réflexions sur le christianisme, l'image de la nocivité de la violence s'est faite plus précise et plus dangereuse. Autour d'Hincmar le monde n'a guère changé et la violence, sous toutes ses formes, demeure la règle quotidienne de vie d'une société encore imprégnée des valeurs culturelles germaniques et mal tenue en mains par des pouvoirs arbitraux trop peu efficaces pour supprimer le recours à la violence.

On peut dès lors se demander si Hincmar, là encore, a clairement compris l'attitude de ses contemporains. Poser ce problème, au niveau du réalisme politique, c'est poser celui de *l'information* du prélat. Or celle-ci, nous l'avons vu, est remarquable, chaque fois qu'il est maître des mesures destinées à faire venir vers lui cette information. Ce qui frappe chez Hincmar c'est justement la prescience qu'il a eue du rôle décisif de l'information pour la décision et la direction socio-politique. Le rédacteur des Annales n'est point moins attentif, dans ce domaine, que le conseiller des rois lorsqu'il conseille à ceux-ci d'échanger régulièrement des nouvelles relatives à l'attitude de leurs dissidents respectifs. Ce n'est pas à ce niveau que réside la cause de l'échec : Hincmar a su tout ce qui se passait dans son diocèse, dans sa province encore. Peut-on lui reprocher, au IX^e siècle, de n'avoir pas toujours su tout ce qui se passait dans l'ensemble du monde carolingien !

L'analyse idéologique de la violence, à travers le christianisme, est incompatible, apparemment — de là l'échec — avec les analyses parallèles mais contraires du monde germanique : devoir de vengeance, lutte pour le pouvoir, ivrognerie communionnelle, etc...

Une fois encore, dans les faits, l'évolution de la société a bousculé les deux analyses théoriques, sans justifier ni l'une ni l'autre et en révélant les contradictions propres à l'organisme social vivant en cours de transformation.

En période d'instabilité, la violence individuelle devient collective. Elle est, selon les cas, l'occasion à ne pas laisser passer ou la condition d'une survie difficile. Il est bien certain que le fléau le plus accablant pour la masse des paysans du IX^e siècle se trouve là. Même si les invasions n'ont pas eu l'effet universellement dévastateur que leur ont trop vite attribué les clercs carolingiens, il est sûr que, par l'effet multiplicateur considérable des désordres sociaux qu'elles ont *permis*, elles ont joué un rôle essentiel dans les transformations sociales en cours. Très sensible à l'injustice que crée la violence anarchique pour les faibles, pour les veuves, les moniales, les clercs, les enfants, Hincmar a lutté contre cette violence à l'aide de toutes les armes canoniques et légales dont il disposait. Il a légué, avec bien d'autres prélats contemporains, aux X^e et XI^e siècles, les thèmes et les textes de protection contre la violence. Mais il échoue, sur deux plans, dans l'immédiat. Lutter contre la violence suppose l'ordre, la paix ou *au moins* un pouvoir royal fort et non complice de cette violence : ces conditions ont été très rarement réunies. Il faut aussi, pour que la lutte ait un commencement de succès, le concours d'une partie au moins de la société. Or, ce concours fait défaut. Ce qui, probablement, se dégage le plus nettement entre 870 et 920-930, c'est le consentement à peu près général au rapport de force violent. Cette société est entrée, clercs et laïcs, dans ce monde de la violence physique et collective.

Une autre contradiction est présente au cœur de cette société, que reflète l'œuvre d'Hincmar : depuis plus de trois générations, l'idée est ancrée par l'empereur et les prêtres dans les consciences individuelles qu'à la violence est associé le péché et qu'elle est œuvre diabolique. Depuis Louis le Pieux, la valeur suprême, proclamée constamment, et dérisoirement démentie par ceux-là mêmes qui ont charge de la préserver, est la paix. Toute une société a été façonnée à être non-violente alors que tout, autour et à l'intérieur d'elle, respire la violence : les invasions, les rapports entre les rois, les rapports entre les Grands, les rapports sociaux, les rapports entre sexes et bien d'autres formes encore de la vie quotidienne sont, pour l'essentiel, violents. L'un des troubles les plus réels de ce monde nous apparaît dans la consultation qui a motivé la rédaction par Hincmar du de regis ministerio : *la violence peut-elle parfois être légitime ?* Hincmar, nous le savons, a répondu par l'affirmative. La solution ne serait-elle pas — son texte y conduit — de créer, dans la société carolingienne, *une fonction chargée d'exercer la violence*, pour mieux extirper celle-ci du reste de la société ? Jusqu'au milieu du IX^e siècle, sans qu'on y ait pris garde, chaque homme libre est, à la fois, dans la paix un non-violent sévèrement surveillé au moins par les clercs et à la guerre un violent sûr de l'impunité, quoi qu'il fasse. La solution ne serait-elle pas dans *la spécialisation pour la guerre de certains hommes libres*, les autres cessant de vivre dans l'ambiguïté antérieure ?

C'est tout le problème de la société en évolution de 870 à 930.

Mais il a été résolu à titre privé et non point, comme l'aurait voulu Hincmar probablement à titre public. La fonction militaire, le *miles* du monde féodal, va progressivement se détacher comme type social nouveau, chargé des opérations violentes, de la masse des hommes libres. De nouveaux clivages sociaux vont en résulter qu'il ne nous appartient pas d'analyser ici mais qui sont très riches de changements importants. Au demeurant, il va devenir beaucoup plus aisé pour l'Eglise d'agir sur ce petit nombre de « militaires » que de lutter contre la violence diffuse si caractéristique du IX^e siècle.

Sur le plan immédiat de la lutte contre la violence, Hincmar, une fois encore, a échoué gravement : il peut paraître ridicule de le voir tonner contre les violents au milieu du déferlement de plus en plus fort des rapports violents. C'est oublier qu'il a eu, probablement, l'intuition de ce qui va se passer et des solutions que, là encore, la société féodale va adopter, faute d'avoir vu les rois les pratiquer les premiers.

Analysant les causes de la violence, Hincmar en a, longtemps avant bien d'autres philosophes de l'histoire, découvert, comme tant d'autres théologiens, la racine dans l'esprit d'accaparement. Il est plus intéressant encore peut-être que sur les autres points d'analyser ici les formes de l'échec hincmarien dans la lutte contre l'accaparement violent des biens.

Sans jamais l'exprimer, Hincmar a senti que l'ordre social, donc politique, dépend de l'existence d'une masse importante d'hommes libres. Ceux-ci constituent à la fois le « vivier » où le roi peut puiser de nouvelles fidélités si les anciennes sont défaillantes, le clergé trouver une réserve de clercs, la société un équilibrant aux prétentions des potentes. Hincmar, déjà rêve d'une classe moyenne de paysans libres, soutiens fidèles du régime... Il sent bien que la trop grande concentration de moyens matériels entre les mains d'un trop petit nombre d'hommes déséquilibre toute la société et met en péril le contrat entre ces hommes et le roi.

Son attention au sort des hommes libres provient assurément pour une part de ses origines germaniques, mais aussi de la certitude que l'endroit où l'Eglise est, en général, le mieux écoutée, sa morale le mieux suivie, c'est justement ce monde des « moyens » assez attachés à leur liberté pour s'efforcer de la sauvegarder, assez craintifs pour respecter, beaucoup mieux que les Grands, les règles du nouveau jeu social. Du moins tant que la situation ne se tend pas au point de mettre ce groupe social en devoir de choisir entre ce respect et les conditions de sa survie. Gage de stabilité, cette « classe moyenne » des hommes libres est aussi la plus dangereuse aux moments de grande tension militaire ou sociale. Certes l'entrée en servage constitue un pis-aller acceptable pour pas mal de ces hommes : ayant renoncé à la liberté, ils se trouvent vraisemblablement du même coup à l'abri des risques de pénurie qui rendent si inconfortable la situation des pauperes. Si

bien que, sans aucun paradoxe, nous pensons que l'entrée en servage²²⁰ apparaît au IX^e siècle comme *une bonne solution économique* aux problèmes dramatiquement conjugués de l'économie de pénurie, des troubles anarchiques régionaux, des mobilisations ruineuses. Aussi, et la chose nous a longtemps intrigué, Hincmar ne s'y oppose-t-il pas par principe. Ainsi s'ouvre sous nos yeux une contradiction de plus dans son insertion à la société qui l'entoure. Le Germain, le prélat tendent à sauver, par l'usage des biens d'Eglise, les pauperes de la servitude ; pourtant celle-ci n'est point considérée comme le mal à combattre à tout prix, tant elle apporte, économiquement, de soulagements immédiats. L'Eglise elle-même d'ailleurs a favorisé l'entrée en servitude à son propre service, puisque cette servitude ne comporte plus les *apparences insupportables* de l'inégalité esclavagiste et qu'elle permet un bon rendement des biens d'Eglise en expansion.

Mais, à supposer que le mouvement s'accélère sous les yeux du prélat et des contemporains — ce que nous ne savons pas et ne saurons probablement jamais — il comporte un risque majeur : celui de faire disparaître la masse des hommes libres nécessaires à la vie sociale et, dans l'instant, à la vie militaire. Au demeurant, le servage ne comportant pas l'obligation du service armé, il ne constitue pas une bonne solution pour le pouvoir en période de danger international. Il faut donc maintenir en survie la masse des hommes libres. Ici, Hincmar laisse échapper un échelon capital du raisonnement. Il n'a jamais eu conscience du fait que le processus de regroupement des biens fonciers qui était, semble-t-il, en cours, était responsable des maux de ces hommes libres. Il a constamment analysé, les capitulaires l'y aidant, tous les moyens d'oppression dont disposent les plus puissants pour concentrer à leur profit les biens fonciers et la main-d'œuvre, il n'a jamais franchi le pas qui consistait à analyser les formes et les conséquences de cette concentration. Cette forme de violence-là, plus lente, plus insidieuse que l'autre, lui a probablement échappé : ou du moins n'en a-t-il pas vu le mécanisme d'ensemble.

Il a tout de même condamné, mais sans en avoir les moyens hors de l'action royale et du consentement social de faire respecter ses condamnations, les formes d'enrichissement par le vol qu'il avait sous les yeux.

Son attention s'est fixée plus fortement sur un autre point. Les biens d'Eglise constituent, nous y avons beaucoup insisté, le réservoir de régulation socio-économique le plus puissant, s'ils sont gérés dans l'esprit de gratuité souhaité par Hincmar. Le seul remède aux maux

²²⁰ Cette « entrée en servitude » peut prendre des formes qu'il conviendrait d'étudier du point de vue social, par exemple la remise des enfants comme oblates aux monastères.

des pauperes est là, du moins tant que subsiste un ordre social. Ils peuvent trouver là un secours provisoire et éviter l'asphyxie par les plus grands propriétaires, du moins tant que leur situation n'est pas *durablement* dangereuse sur le plan économique.

La seule autre solution pour les pauperes est la guerre, civile ou extérieure, la guerre dévoreuse de l'ordre social mais qui rapporte des biens. Le détenteur du pouvoir, quel qu'il soit, cherche en effet toujours à remettre à ceux qui le servent militairement des terres qui leur permettent de vivre et de s'équiper. Or le roi, lorsqu'il s'agit de lui, n'a, pour ces distributions, que des réserves de plus en plus maigres, que ce soit dans les biens fiscaux ou dans ses biens propres. Il est donc conduit, très régulièrement, à puiser, à cette occasion, dans les biens d'Eglise : ainsi ont fait Charles Martel, Pépin, Charlemagne, et ainsi fait encore Charles le Chauve ; ainsi feront les féodaux. Hincmar, dès lors, est contre la guerre qui ne résoud pas, à long terme, les difficultés des pauperes, sans transfert *définitif* des biens d'Eglise entre leurs mains. Transfert qu'Hincmar refuse parce qu'il ruine les églises et parce qu'il ruine, à long terme, les pauperes et parce que, en définitive, il alimente à nouveau les possibilités d'accaparement privé offertes aux Grands. Ce débat est fondamental : il tourne autour d'un « stock » de biens assez restreint dont le sort préoccupe le roi, les clercs et les Grands. Les biens ecclésiastiques ne sont donc à l'abri qu'en période calme. En période de crise économique — train de mauvaises années —, de crise sociale — guerres intercarolingiennes —, en cas d'invasion, ces biens sont tout naturellement visés par chacun : le roi y trouve un moyen de s'assurer les concours militaires dont il a besoin ²²¹, les pauperes un gage d'indépendance, les Grands une belle occasion d'arrondir leurs biens sans grand danger. L'attention portée par Hincmar à défendre cette « frange vulnérable » des biens fonciers que constituent les biens ecclésiastiques aurait pu et dû le conduire à une analyse plus large du problème. Il ne l'a pas fait.

Mais il a contribué à poser en termes nouveaux le problème de la *propriété*. Lorsqu'il constate que l'auaritia domine les hommes, quoi qu'en ait l'Eglise, au point de les conduire à rechercher toujours plus de terres, du moins à un certain niveau social, Hincmar sent bien qu'il n'y a que deux mécanismes susceptibles d'enrayer les progrès de cette gangrène sociale. La puissance d'un roi fort et désintéressé : Charles cède à l'auaritia lorsqu'il cherche à son tour des surcroîts de puissance en dépouillant les fils du Germanique ! L'autre solution, plus sûre, consiste à sacraliser les biens de telle sorte que leurs voleurs redoutent

²²¹ Sans aucun doute la remarquable fidélité d'Hincmar dans l'accomplissement des devoirs militaires à l'égard du roi repose-t-elle, comme une contrepartie, sur l'idée contractuelle que, la loi ne touchant pas aux biens rémois, le prélat doit en échange lui fournir des guerriers.

un châtement terrible. Il n'est évidemment pas possible de sacraliser toute propriété sous peine de retomber dans le circuit infernal de l'appétit pour un bien consacré et de voir, par là même, annulés les effets de la sacralisation. Hincmar a recherché la sacralisation d'une partie seulement de ces biens, ceux qui sont le plus exposés et sa formulation mérite considération : ce qui les sacralise aux yeux de Dieu, c'est l'usage qui doit être fait de leurs revenus en faveur des pauvres et, généralement, de tous ceux qui sont en situation économique difficile.

Il y a donc une catégorie de biens à destination sociale, collectivisés dans l'usage qui est fait de leurs revenus et qui sont destinés à diminuer les tensions insupportables que connaît la société carolingienne. Au moment où Hincmar exprime ces idées, elles sont généreuses et fortes. Elles vont, cinquante ou soixante ans plus tard, déboucher dans le système de la propriété fictive remise entre les mains d'un saint (l'idée existe explicitement dans la Vie de saint Rémi) et permettre à l'Eglise, en toute bonne conscience ou inconscience, de devenir à son tour accapareur de biens. La mainmorte sort d'Hincmar mais au prix d'un détournement de signification extraordinaire, équivalent au moins à celui que nous avons constaté pour l'idée de contrat. Nous ne doutons pas, pour notre part, de l'honnêteté et de la sincérité d'Hincmar dans tous les cas, mais nous comprenons fort bien qu'on ait pu voir en lui plus d'une fois, faute de tenir le lien général qui noue la gerbe, un hypocrite parfait, soucieux de réduire le roi à une dépendance totale vis-à-vis des Grands et d'accaparer pour son église le maximum de biens terrestres.

Il est un point encore de la violence sociale contemporaine qui a frappé le prélat : l'inégalité de la condition de la femme qui fait de celle-ci un objet dans le mariage. Sur ce point encore, sa réaction est intéressante, encombrée d'attendus canoniques et de positions morales qui constituent le tribut à une situation historique donnée. Hincmar n'en défend pas moins — et pas seulement dans le cas de Teutberge, nous l'avons vu — l'idée que la femme est, dans l'union, l'égale spirituelle de de l'homme. Peut-être d'ailleurs le mot de « spirituelle » explique-t-il beaucoup de choses. Hincmar a toléré, comme chacun autour de lui, le servage, l'esclavage sans doute maintenu, l'inégalité des conditions sociales même si elle est moins criante dans une telle société que dans une société censitaire — et probablement même l'inégale répartition des droits humains de la femme et du mari. Tout cela parce que, en fait, la proclamation de l'égalité spirituelle, dans l'espérance en un même destin futur, est pour lui l'essentiel. Nous retrouvons ici le point le plus faible de toute la systématique hincmarienne : la résignation sans critique ni révolte aux conditions de la vie terrestre, quelles que soient celles-ci. Par là Hincmar nous est totalement étranger, alors qu'il apporte des idées très fécondes sur tant d'autres plans, quitte à les voir caricaturer par les siècles suivants.

Formé à la méditation monastique et à la vie de clôture, Hincmar s'est trouvé, archevêque, mêlé intimement à l'évolution qui entraînait tumultueusement, obscurément, la société carolingienne vers les formes nouvelles de la vie féodale où tant des idées qu'il avait exprimées se trouveraient reprises. après avoir traversé le prisme des valeurs propres à cette nouvelle société. Il a, sur tous les points, pratiquement, échoué dans ses tentatives de canaliser et de moraliser l'évolution en cours. Il a compris celle-ci mais pas au point d'en devenir le moteur et d'en analyser les composantes exactes. Pour agir sur cette évolution, il lui aurait d'ailleurs fallu être roi, non évêque. Or tout dans sa forme d'esprit, dans sa fonction — laquelle dépend le plus de laquelle ? — le conduit à refuser l'action directe, à se méfier de tout ce qui ne comporte pas une somme suffisante de garants empruntés à la tradition chrétienne.

Intelligent, plus qu'aucun de ses contemporains, il n'a pas su aller au bout de ses analyses, en particulier sur le plan social. Sans doute la crainte des nouitates, la crainte d'être hors du courant catholique, ont-elles conduit le prélat à s'enfermer dans le rôle de rassembleur de dossiers remarquables, là où nous aurions aimé voir surgir le théoricien personnel et lucide d'une société en plein changement. Mais la *respublica* de ce monde ne vaut pas qu'on s'y attache plus que de raison lorsqu'on est prélat carolingien, alors que le devoir est d'ouvrir à chacun le royaume éternel. Une double limitation, dogmatique et culturelle a, inconsciemment sans doute, empêché Hincmar de donner à ses idées, potentiellement si remarquables, le tour systématique que nous aurions aimé lui voir donner. La limitation théologique s'éclaire d'elle-même. L'autre nous ramène au conditionnement culturel du prélat et à sa place dans le courant général du IX^e siècle, sur ce point aussi.

E. de Bruyne lorsqu'il s'est efforcé de dégager les courants antagonistes en matière culturelle, entre le V^e et le IX^e siècle²²², a noté l'existence d'une tendance plus rigoriste qu'il a nommée *atticisme* et celle d'une tendance plus imaginative, amie des courbes et des détours, l'*asianisme*²²³.

Point n'est besoin de beaucoup d'efforts pour sentir où se place Hincmar par son horreur de la *iactancia*, sa méfiance à l'égard du parfois insolite Isidore, ses emprunts modérés aux grands auteurs antiques et à leurs héritiers complaisants²²⁴. Sur ce point, Hincmar n'a point suivi

²²² E. de Bruyne, *Etudes d'esthétique médiévale*, Bruges 1946.

²²³ Sans doute la définition la plus utile qu'en donne de Bruyne pour notre actuel propos est-elle celle-ci : « Victoire de la parure sur la fonction ». De Bruyne cite Quintilien (p. 112) : « Les beaux ouvrages sont, comme les beaux corps, produits sans efforts par la nature, les compositions asianiques ont une beauté anormale : plus ils sont monstrueux et plus on les admire... ».

²²⁴ De Bruyne, op. cit., p 112 sq. : Tertullien, Martianus Capella, Sidoine Apollinaire, jamais cités, Fortunat peu familier, etc... jusqu'à l'Anthologie latine à laquelle Hincmar n'a fait qu'un emprunt probablement indirect.

les Insulaires²²⁵, amis des langages ésotériques ou ampoulés. Au niveau même du langage, la simplicité artisanale des mots-outils recherchés par Hincmar va à l'encontre des jeux auxquels se livrent nombre de ses contemporains. Comment s'étonner de voir Hincmar reprocher à son neveu trop de complaisance à ces jeux intellectuels vains, au contact des Scots de Laon²²⁶.

Sur ce point comme sur bien d'autres, les modèles d'Hincmar s'inscrivent sur un axe différent ; et ce sont en même temps les modèles de la rigueur dogmatique et canonique qu'il admire et imite : Bède et Alcuin²²⁷.

Il y aurait, à partir de là, beaucoup à dire, probablement, dans des domaines que nous n'avons pas voulu aborder. Nous avons par exemple le sentiment qu'Hincmar s'est révélé peu favorable à la prolifération des manuscrits peints, alors que son prédécesseur leur avait accordé un intérêt constant. Il serait intéressant, à la lumière des conclusions que nous avons dégagées, de réétudier la production artistique rémoise en matière de peinture, pour l'époque d'Hincmar. En matière d'art, Hincmar n'a probablement pratiqué ni le rigorisme du dépouillement systématique ni le refus du beau. Mais dans ce domaine séparé — futile par rapport à tant d'autres — il a vraisemblablement recherché la simplicité efficace comme dans d'autres domaines. Il serait fort intéressant de savoir quels étaient ses goûts personnels en matière de poésie, de musique, de peinture. Rien ne nous a permis d'ouvrir cette porte secrète²²⁸.

Ne serait-ce pas encore une forme d'attachement à la terre que de confesser l'amour du beau ? Ou bien Hincmar n'a-t-il attaché qu'une importance médiocre à ces questions²²⁹ ? Ou bien a-t-il entouré de

²²⁵ De Bruyne, p. 116 sq., étudie les excès de l'asianisme chez les Anglo-Saxons et surtout chez les Irlandais.

²²⁶ De Bruyne, p. 182. Sans doute peut-on trouver dans cette méfiance la cause de l'éloignement manifesté par Hincmar à l'égard des écrits de Jean Scot, même si les deux hommes ont été liés par la sympathie.

²²⁷ Même sur ce point, Hincmar ne va pas aussi loin qu'Alcuin, par exemple, dans l'admiration de l'Antiquité (De Bruyne, p. 187 sq.) ; il est étranger aux recherches esthétiques et à l'interrogation sur la valeur du beau. Tout au plus admet-il comme ses maîtres qu'une forme claire et construite est indispensable à la démonstration recherchée.

²²⁸ Alors qu'Alcuin, Agobard, Raban Maur et tant d'autres se sont clairement exprimés sur ce point.

²²⁹ Son activité artistique vise — architecture ou poésie — à glorifier la Vierge et saint Rémi. Ses poèmes, utilitaires oh combien, sont dénués de tout ressort esthétique : ils sont construits sur mesure pour un objet précis. Raban Maur, cité par de Bruyne (op. cit., p. 203) ne dit-il pas : « Du moment que le vers se déroule entre les limites fixées par l'art, qu'il observe les règles imposées à l'expression, qu'il fait ainsi remporter des triomphes au beau langage, le poète qui célèbre le vrai compose des poèmes plus beaux que ceux de Virgile et du sublime Ovide ». Le réalisme

secret une partie de sa personnalité parce qu'elle ne lui paraissait pas avouable ? N'est-il, en définitive, que ce « carolingien moyen » dont E. de Bruyne définit en quelques termes simples les valeurs culturelles²³⁰ ?

« Le contenu prime la forme » fait dire à Raban Maur l'auteur que nous venons de citer²³¹. Tout Hincmar est là. C'est un homme sérieux, conscient d'une responsabilité écrasante, un « notaire » dressant le constat, constamment, des faillites et des fautes qui cassent l'essor du peuple chrétien et sa marche vers Dieu, un *pasteur* aussi qui, constamment, cherche à renouer le fil cassé du dialogue entre l'homme, souverainement libre de choisir Dieu, et la grâce ineffablement accordée par celui-ci à celui-là. Qu'est-il besoin, en ces matières essentielles, des gracieusetés d'une culture « gratuite » : la gratuité, pour Hincmar, se situe à de plus hauts niveaux d'exigence. L'asianisme est encore une forme d'avaritia, de complaisance aux délices de la terre : il ne convient pas d'accorder plus de place à cette futilité qu'elle n'en doit avoir, dans quelques domaines de distractions, sans jamais détourner l'homme de l'essentiel : son salut. Le contenu est trop sérieux dans tous les dialogues que noue l'homme avec son présent et son avenir pour que la forme puisse prendre une autre importance que la lisibilité de l'expression.

Responsabilité, sens de la liberté de l'homme, goût du contrat font d'Hincmar un très grand esprit, même s'il est mal adapté dans les faits aux réalités du temps. Conviction que la responsabilité pastorale est écrasante, honnêteté devant la fonction, intransigeance jusqu'au détail dans le respect des règles, austérité personnelle, en font un très grand pasteur. Sa charité a manqué de la chaleur nécessaire pour qu'il devienne un saint aussi bien que sa lucidité sociale s'est révélée trop peu capable d'agir en son temps pour qu'il ait laissé une trace profonde dans la conscience de ses contemporains et la trace cohérente d'une analyse personnelle.

Mais tel quel, ambigu, constamment susceptible d'être compris de plusieurs manières, cohérent seulement — non sans ombres encore — au niveau de l'analyse globale, Hincmar demeure un être profondément attachant, même après des années de vie commune !

pictural pratiqué en URSS durant plusieurs décennies peut se réclamer de Raban Maur.

²³⁰ Op. cit., p. 206 : soumission réaliste à la vérité et à la nature, saine jouissance des plaisirs sensibles (sur ce point, Hincmar, malgré l'amour des plats de poissons que lui a reproché Pardule de Laon avant 855, semble plutôt ascète que gourmet), sens de la mesure et de l'équilibre, amour désintéressé de toutes les valeurs en soi, rapportées toutefois à Dieu, leur fondement dernier et en fonction de ces principes : assimilation sélective et chrétienne de l'Antiquité.

²³¹ P. 233.

Conclusion

Il m'est arrivé bien des fois, au cours de ce long itinéraire de décryptage d'une pensée, d'une vie, d'une époque, de m'interroger sur l'utilité d'un tel travail.

L'utilité intime, personnelle, m'est très vite apparue mais il est sans intérêt d'en parler ici, sauf en ce qui concerne la méthode historique. Au niveau méthodologique le plus humble, celui de l'enquête en cours de développement, il ne m'apparaît pas inutile, aujourd'hui, de souligner quelques conclusions. Tout d'abord l'appareillage technique et scientifique indispensable n'existe pratiquement pas. Il faut avoir, des heures durant, cherché un passage dans l'œuvre de saint Augustin ou de Grégoire le Grand pour mesurer à quel point l'outil élémentaire que constitueraient des index des œuvres en question, fait presque totalement et cruellement défaut. Le temps *perdu* à chercher, de manière artisanale et assez stupide, est au moins dix fois ce qu'il devrait et pourrait être dans ce domaine. Si l'aide précieuse et généreuse de l'Institut de Recherches et d'Histoire des Textes de Paris, du Centre de recherches sur la Uetus latina de Beuron, des Monumenta Germaniae Historica à Munich, du Thesaurus linguae latinae parfois aussi, m'a souvent aidé à économiser un temps précieux et à le consacrer à une recherche plus utile, il me faut déplorer ici que la médiocrité des instruments de travail diminue le rendement d'une recherche de cette nature d'une manière telle que, souvent, le découragement m'a saisi. Aujourd'hui il n'y a plus pour moi de doute : sans un vigoureux effort d'équipement collectif en instruments de travail, pour la période carolingienne, l'asphyxie est certaine et définitive, tant il faut de patience et de passion, des années durant pour rassembler les premiers éléments statistiques sur lesquels raisonner avec certitude. Qu'il s'agisse de vérifications de citations — vérifications sans lesquelles je ne me sentais pas capable de dégager autre chose qu'une série *d'impressions* sur un homme — ou de la recherche des manuscrits, des centaines d'heures de travail pouvaient, assurément, être économisées et mieux employées pour des résultats plus vastes et plus sûrs.

Une deuxième remarque, à peu près au même niveau, porte sur l'isolement dans lequel cette recherche a dû être poursuivie, faute de support collectif ou pluridisciplinaire. Quelle n'aurait pas été l'efficacité

d'un travail mené, sur des terrains voisins, dans des disciplines connexes, par d'autres chercheurs en même temps que moi. Là encore, je ressens profondément, au moment de clore cette étape de ma recherche, la lacune que représente cette absence de coopération et de contacts.

Plus techniquement, passé l'apprentissage nécessaire de la lecture des manuscrits, hincmariens ou non, je compte pour un temps inutilement perdu, les longues heures de lecture et de collation des textes. S'il est nécessaire que le chercheur sache faire *aussi* cela, il n'est peut-être pas indispensable qu'une part non négligeable de son temps soit consacrée à ce travail inévitable mais fort peu rentable pour la découverte proprement historique.

Bien d'autres réflexions de méthode nous sont venues, au fur et à mesure que nous progressions, qu'il convient de ne pas formuler maintenant puisqu'elles ne concernent pas directement cette enquête et qu'il ne faut pas bousculer d'un coup un trop grand nombre d'habitudes et de tabous. A un niveau plus élevé de réflexion, ce que, peut-être, cette recherche m'a le plus totalement permis de réaliser c'est qu'en histoire comme ailleurs, ce sont les décalages, les différences qui sont féconds. Que les rythmes de la pensée et ceux — beaucoup plus lents — des faits collectifs ne soient pas comparables, nous le soupçonnions depuis longtemps. L'exemple d'Hincmar nous en a fourni une illustration très remarquable.

Très particulièrement, j'ai retenu de ce travail la notion qu'à un même moment, sous le pont de l'instant chronologique, passaient des masses d'eau animées de vitesses très différentes. Qu'au total c'était la masse lourde qui donnait le rythme réel de l'écoulement ; il en est d'une société en transformation comme d'une troupe en marche longue : ce sont les plus lents qui, en définitive, donnent la cadence dès lors qu'on n'est pas décidé à les sacrifier. Qu'aussi des flux plus libres évoluent plus vite, quitte à créer des turbulences dangereuses là où se chevauchent les rythmes différents. Et que, sur la longue durée, l'évolution d'une société, peu lisible dans l'événement et sur la courte durée, était le facteur le plus intéressant à retenir parce que c'était, par son poids collectif, la plus déterminante des possibilités et impossibilités de tous ordres qui se traduisent dans les événements. L'étude de ces évolutions lentes et longues, traversées de turbulences, de réactions, de contradictions, est la base du travail historique ; elle éclaire seule, l'événement en lui enlevant son caractère hasardeux, fatal, mécanique, absurde. Mais cette évolution lente, la plus passionnante à reconstituer, est aussi la plus invisible, même de nos jours et, pour le IX^e siècle, celle qui comporte le plus d'incertitudes sur le plan de la documentation.

Plus largement encore, il m'est apparu que faits et analyses changent de signification, de manière déconcertante, dans le temps et l'espace. L'un des principaux problèmes de la restitution historique consiste dès

lors à faire réapparaître les mutations de significations de ces faits et analyses ou à montrer les regards différents portés sur eux en un même moment. Pirandello et Picasso deviennent pour l'historien des exemples fructueux à méditer. L'histoire globale est à ce prix. Mais que reste-t-il du mythe de la « vérité historique » ? N'y a-t-il pas autant de vérités, aussi vraies, que de regards authentiques sur ce qui se produit. La leçon est utile à l'homme d'aujourd'hui, dans un univers où la contradiction est reine, où la « vérité » se trouve éclatée entre mille regards, où le montage de l'information fait dire au fait tout et n'importe quoi. N'existerait-il donc, en définitive, qu'un seul terrain sur lequel la vérité puisse être établie avec solidité : celui de la matérialité du fait. C'est à la fois l'honneur et la faiblesse de l'école érudite européenne du XIX^e siècle d'avoir ressenti la nécessité de fixer par une méthode sûre les faits sur lesquels l'accord se réalisait. C'était oublier, et parfois nier du même coup, que l'histoire existait même là où les faits n'avaient pas le support habituel du document écrit pour base sérieuse de restitution. Qu'elle existait peut-être surtout en dehors des faits, dans des évolutions dont les traces n'affleurent que de loin en loin et pas dans le document. Qu'elle existait dans la multiplicité contradictoire mais complémentaire des regards que des hommes situés à divers niveaux d'analyse sociale ou intellectuelle portaient au même moment sur les mêmes faits. Qu'elle existait, enfin, tout autant sinon plus qu'au niveau des faits et de la manière dont les avaient vécus et interprétés les contemporains, dans notre regard sur les uns et les autres.

Sans même évoquer l'histoire de régions du monde qui ne se fonde pas sur la conception privilégiée qu'a eue le XIX^e siècle du document écrit, il est clair, aujourd'hui, même en Occident, que l'histoire n'a chance d'être un peu plus fidèle à ce qui s'est passé que si trois facteurs sont rassemblés, qui en compliquent singulièrement l'exposé. D'abord des faits sûrs et critiqués scientifiquement — c'est l'apport de l'érudition du XIX^e et du XX^e siècle — ; ensuite la définition, beaucoup plus pirandellienne, des regards portés sur ces faits et de la signification donnée à leur enchaînement par ceux qui les ont vécus et parfois causés : psychologie collective, psychologies individuelles, idéologies interviennent à ce niveau (selon des dosages malaisés à approcher avec certitude) ; enfin notre propre regard qui rassemble dans une vision synthétique et facilement systématique — c'est notre tentation — ce qui était épars et analytique pour la plupart des hommes du passé. Pour eux, ce que nous concevons comme un engrenage normal *puisqu'il* a fonctionné n'était qu'un tumulte plein de bruit et de fureur et illisible d'où pouvaient sortir beaucoup de directions fort différentes. Pour eux, l'évolution gardait une apparence — peut-être illusoire — de liberté future, là où nous ne voyons qu'une dialectique *fatale*. Mais cette possible illusion éclaire leurs erreurs d'appréciation, leurs paris, leurs tâtonnements et leurs contradictions ; là tout est, pour nous, figé dans une résultante dont nous n'imaginons plus, sans grand effort, les composantes de départ.

Cette double approche des mêmes situations historiques — celle des hommes du IX^e siècle et la nôtre — est très enrichissante, d'abord, dans le domaine de la méthode historique. Au-delà, le « pirandellisme » que nous avons constamment invoqué pour éclairer les attitudes et les jugements d'Hincmar, tourne évidemment le dos à toute histoire linéaire ; surtout, il éloigne de toute conception mécanique et fataliste de l'histoire *mais aussi du présent*.

Nous avons sans cesse ressenti le poids, dans la vie et l'œuvre d'Hincmar, de la tension entre des logiques contraires, de la contradiction, au moins apparente, entre situations, attitudes, analyses du prélat. Bien sûr au niveau idéologique toutes ces tensions, toutes ces contradictions se résolvent dans le dessein divin concernant l'homme. Mais ce point de vue ne peut nous retenir ici. Au niveau historique, tensions et contradictions sont l'essence même du personnage hincmarien, de son action, de la société dans laquelle vit l'archevêque. Et peut-être rarement société plus déchirée de tensions et de contradictions que la nôtre a-t-elle été capable de « sentir » ce qu'était le foisonnement de possibilités de celle du IX^e siècle.

Trouver dans la recherche que l'on poursuit, au-delà du découragement, répété en vagues, des premières années, où l'on met sans cesse ses pas dans les traces d'autrui, une occasion profonde de réflexion personnelle à divers niveaux est une chance réelle. Mais c'est peut-être aussi une forme très égoïste de satisfaction. En quoi cette étude sur ce que l'on appelle encore, stupidement, le « Moyen Âge » pouvait-elle concerner mes contemporains ?

D'abord, peut-être, en ajoutant un maillon, modestement, à la chaîne de relecture du passé des hommes qui permet de donner une dimension continue et majestueuse à leur propre réflexion sur leur vie, sa signification et son avenir. En somme, soit une forme de ce culte des ancêtres que l'Afrique m'a permis de redécouvrir, vivant comme dimension culturelle, soit une « distraction » laborieuse mais inoffensive, soit un essai de comprendre ce qui meut les sociétés humaines, dès lors qu'on se refuse au confort des explications automatiques, aussi rassurantes pour le croyant politique d'aujourd'hui que les Indulgences pour le chrétien du XVI^e siècle. Sans aucun doute, l'époque carolingienne a-t-elle encore beaucoup à nous apprendre, tant il est vrai que, depuis trente ans, elle a été peu étudiée, comparativement à d'autres. Pour ne citer qu'un exemple, nous ne savons encore pas ce qu'a signifié le développement du servage dans cette société. Dès lors qu'on renonce à donner de ce développement une explication mécaniciste et linéaire, il est fondamental pour les dix siècles qui suivent de comprendre ce qu'ont été les racines de cette forme de vie sociale, mouvante et contradictoire, tolérée au X^e, désagréable au XI^e, insupportable dès le XII^e ici ou là, subie dans bien des cas jusqu'au XIX^e siècle. Nous avons, chemin faisant, esquissé un certain nombre d'interprétations de cette évolution

sociale, tourbillonnaire, plus assimilable aux caprices des fronts et des perturbations, que la météorologie moderne nous a appris à connaître, qu'au schématisme abstrait des explications toutes faites.

Sans aucun doute c'est le sentiment que dans cette période qui va de 850 à 950 se sont nouées quelques-unes des plus durables habitudes de la vie européenne qui m'a définitivement lié à ce « Moyen Age » tant décrié et tant redouté à cause de sa difficulté. Comme c'est la certitude que j'y trouverais les clés de bien des points de l'évolution historique africaine qui m'a définitivement attaché à l'archéologie et à l'histoire de l'Ouest africain après le VII^e siècle. A qui cherche à embrasser des panoramas aussi vastes que possible pour mieux comprendre, ces « balcons » privilégiés apportent un angle de vue exceptionnel.

Pourquoi n'en devrait-il pas être de même pour d'autres que moi ? En quoi cette recherche ne les concernerait-elle pas, aboutie, à leur tour ? Ce fut une première raison, d'ordre très général, de m'attacher à poursuivre dans cette voie, après avoir pensé à travailler sur le XVI^e ou sur le XIX^e siècle.

Engagé dans cette direction, je me suis demandé s'il existait un héritage hincmarien direct. Si l'intérêt que pouvaient avoir attaché les « héritiers » à la pensée de l'ancêtre était un signe éventuel de l'intérêt de celle-ci. L'idée de travailler sur la « tradition » d'Hincmar était née de là. On a vu¹ combien décevante est l'utilisation du prélat par les siècles suivants. Quelques textes — pas les meilleurs — ont été reproduits sous forme manuscrite, l'un d'eux seulement atteignant le XV^e siècle. La « relance » de l'intérêt n'a pas eu que des motivations érudites aux XVI^e et XVII^e siècles ! Mais au fond n'en est-il pas de même de tout personnage historique. Si l'on faisait le même travail sur Alcuin, sur Raban Maur, sur bien d'autres, les résultats seraient sensiblement identiques. Et notre époque de résurrection des « intégrales » d'auteurs anciens, qu'ils soient poètes, philosophes ou musiciens nous révèle assez que les choix de nos ancêtres ont été, dans leur propre héritage, arbitraires, hasardeux, souvent médiocres. Par la voie de l'héritage direct, conscient, par l'utilisation de la « réédition », je n'aboutissais qu'à des résultats décevants parce que j'en avais attendu davantage, mais normaux, à la réflexion.

D'autres formes de transmission de l'héritage existaient aussi qu'il fallait découvrir. Nous en avons noté quelques exemples à propos de la Uita Remigii. J'ai eu l'occasion² de souligner qu'une faible part de

¹ Voir introduction.

² Voir Appendice III.

l'effort canonique d'Hincmar était passée, déformée et souvent trahie³, dans les collections du XI^e siècle et des siècles suivants. L'héritage direct, par reproduction des textes hincmariens, ou indirect, par intégration de fragments de ceux-ci à des documents ultérieurs s'est donc révélé médiocre et décevant. Sans doute existe-t-il une influence diffuse du prélat sur les siècles suivants, difficile à apprécier, à étudier et à mesurer ; tout en pressentant qu'il existait là une voie de recherche originale, nous avons évité de nous y engager.

Il est cependant évident, en dehors même de l'influence directe et profonde qui survit au prélat, à Reims et dans la province, que sur deux points au moins les choix d'Hincmar ont pesé sur les siècles proches de lui.

La conception et la législation relatives au mariage lui doivent beaucoup, sans que, là encore, les traces de l'héritage soient immédiatement discernables. Il conviendrait, pour clarifier de telles questions, pour débrouiller aussi le problème de l'investiture laïque, dont la solution, nous l'avons vu au passage, a peut-être été un peu trop vite portée au crédit d'Yves de Chartres, de travailler avec soin et patience le long cheminement canonique de 850 à la renaissance grégorienne du XI^e siècle. Sans doute, à nos yeux au moins, y découvrirait-on Hincmar beaucoup plus présent qu'on ne le pense en général.

Le choix d'une « voie moyenne » adopté à Douzy en 860, en partie à l'initiative d'Hincmar, dans le domaine apparemment secondaire de la prédestination, n'a pas moins de conséquences. Cette question est, métaphysiquement, théologiquement et moralement, essentielle pour un croyant. Elle n'a pas moins d'importance, en fait, sur le plan social. L'abandon de l'individu à un destin tracé en dehors de lui et sans sa participation est non seulement le problème majeur des relations de l'homme et de la grâce⁴ mais celui, transposé du domaine métaphysique

³ Il faut rappeler ici l'assez incroyable usage fait par le jésuite Turriani de textes hincmariens amalgamés à bien d'autres « ad maiorem Dei gloriam ».

⁴ L'Islam a creusé profondément le débat dans ce domaine jusqu'à mettre en relief mieux que ne le font les théologiens occidentaux chrétiens et mieux que ne l'a fait Gottschalk, que l'acceptation par l'homme d'un univers où temps et espace n'ont aucune signification mesurable par lui, l'hétérogénéité totale des notions divines et des notions humaines, rendent acceptable cette conception *sans diminuer pour autant la responsabilité personnelle et sociale de l'homme*. Il y faut une réflexion proprement métaphysique, qui insiste sur l'unité insécable de Dieu et l'incapacité de l'homme à accéder à la moindre parcelle de connaissance de Dieu sans que Dieu lui-même en communique la teneur par sa parole.

Le christianisme est, *par essence*, hors d'état de raisonner ainsi qui noue, par le Christ incarné et par les saints, d'innombrables liens décisifs entre Dieu et l'homme. La prédestination prend dès lors dans le christianisme une signification très différente de celle qu'elle peut avoir dans l'Islam et les difficultés d'ordre théologique s'accumulent, faute d'une métaphysique aussi tranchée que celle des Musulmans.

à celui de la physique politique, des sociétés dans lesquelles nous vivons. Le fatalisme n'est, dans le domaine de l'économie, de la vie sociale ou personnelle, ni moins menaçant ni moins actuel pour nous que pour la société du IX^e siècle, s'il a changé de plan de référence. En tout cas, les siècles qui suivent Hincmar révèlent, par des signes dispersés et intermittents, que l'idée de prédestination et les conséquences sociales qu'elle entraîne par la résignation au fatalisme ne sont pas absentes en Occident après le IX^e siècle. Déjà les « purs » les Cathari, sont nommés dans la législation canonique classique que tout évêque, parfois quelques prêtres, lit ou lisent au IX^e siècle⁵ ; d'autres signes, aux X^e et XI^e siècles, manifestent la survivance de l'aspect social du prédestinationisme, avant les grands épanouissements du XII^e siècle. Sur ce point, comme sur le précédent, l'étude est possible ; elle est nécessaire si l'on veut comprendre mieux les « hérésies » de la deuxième moitié du XI^e et du XII^e siècle. Cette survivance correspond évidemment à quelque chose d'important dans la vie de la société occidentale.

On peut, ici, esquisser deux réponses bien différentes à titre d'hypothèses. L'une de ces réponses consiste à voir dans le succès du fatalisme un phénomène caractéristique des classes pauvres — des moines aux serfs —, le phénomène serait alors la *conséquence* d'une situation économico-sociale donnée, le sens de la liberté religieuse étant l'orgueilleux apanage des plus puissants qui jouissent et de la liberté économique et de la liberté personnelle. Hélas, rien ne nous convainc dans cette vision des choses. Les moines, même au IX^e siècle, ne nous paraissent pas, par référence à l'économie de pénurie générale, des *pauvres* mais au contraire, d'une certaine manière, des nantis. D'après ce que nous savons aujourd'hui du développement des idées prédestinatiennes, celles-ci semblent bien plus liées à des cercles étroits seigneuriaux assez oisifs qu'à des milieux populaires⁶.

L'autre hypothèse repose sur le constat mille fois vérifié que l'homme s'abandonne volontiers à une volonté qui le dépasse⁷, de quelque

⁵ On le retrouve dans les manuscrits canoniques d'Hincmar.

⁶ Même si je déplore, et je le déplore, les « méthodes de dialogue » entre l'Eglise et les hérétiques à la fin du XII^e siècle et au XIII^e siècle, même si la Croisade et l'Inquisition ne me paraissent pas davantage des méthodes acceptables que la torture au XX^e siècle, même si je regrette qu'une civilisation ait disparu en Languedoc sous les coups des barons du Nord, dussé-je choquer tous ceux qui se croient à la mode, je ne parviens pas à faire du catharisme, phénomène de classe riche et d'élite cultivée, un grand mouvement populaire de résistance à l'oppression d'une Eglise aristocratique. Et tout ce que je note, de-ci de-là pour le moment, entre le IX^e et le XII^e concerne de mêmes des groupes restreints. Il ne faut pas, sous peine de tout confondre commodément mais abusivement, superposer pour les besoins de la cause la Pataria au catharisme !

⁷ Tous les progressistes du monde arabe recherchent aujourd'hui une porte de sortie à l'Islam *économico-social* dans lequel ce monde s'est longtemps endormi. Si tous les penseurs du monde arabe ne vont pas jusqu'à rejeter l'Islam comme respon-

nom qu'il la nomme⁸, parce que cet abandon le dessaisit de sa liberté certes mais d'abord de sa responsabilité. Se révolte-t-il parfois contre ce qu'il a d'abord admis, sa révolte est « piégée » dès l'abord, par son caractère fragmentaire, occasionnel et existentiel, alors que les principes qui servent à l'abattre sont essentiels et permanents. Hincmar, dans son lointain IX^e siècle, a parfaitement compris deux choses fondamentales. La première est que l'excès d'abandon détruit tout ressort chez l'homme en même temps que les bases de sa responsabilité sociale ; la deuxième est que l'excès de misère ne peut conduire l'homme qu'à l'abandon fataliste ou à la révolte qui, finalement, ramène un peu plus fortement à cet abandon. Il y a là, en matière d'histoire sociale, de fécondes observations.

En fait, l'étude des diverses mutations subies par l'influence d'Hincmar sur les siècles suivants nous a conduit à trois conclusions intéressantes mais peu fructueuses pour notre recherche elle-même.

L'écho direct des écrits hincmariens s'est répercuté jusqu'au XI^e siècle compris : c'est exactement ce qui se produit, dans tous les domaines, pour l'ensemble des valeurs du monde carolingien ; celles-ci survivent, structures sociales, conceptions politiques, conceptions culturelles, jusqu'à la transformation profonde qui commence en Occident, au cours de la deuxième moitié du XI^e siècle. Hincmar n'a donc rien d'exceptionnel. Le XII^e siècle a effectué un tri dans l'héritage carolingien

sable de l'immobilité des nations qui le composent, beaucoup admettent qu'une déformation humaine de la métaphysique évoquée plus haut, a absolument stérilisé l'effort de *développement* après des siècles de cueillette marchande qui ont enrichi une mince pellicule sociale du monde musulman durant quelques siècles avant d'enrichir indirectement l'Occident.

Qu'on tourne les choses comme l'on voudra, lorsque Marx dénonce, au XIX^e siècle, l'aliénation religieuse, il souligne que celle-ci est un frein non seulement à la révolte des pauvres et des prolétaires mais aussi un frein à une conception du développement de la terre au profit des hommes que nous commençons seulement aujourd'hui à découvrir et auquel, chose révélatrice, les chrétiens s'intéressent passionnément après y avoir été étrangers vingt siècles durant. Le rêve de l'âge d'or marxiste dans une société d'abondance rejoint celui des philosophes du XVIII^e en y ajoutant une première réflexion sur les moyens économique-sociaux de parvenir à cet âge d'or. Le parcours, depuis, s'est révélé plus difficile qu'on ne le pensait au XIX^e siècle mais, paradoxalement, Marx, comme Hincmar !, lutte contre la soumission de l'homme à la fatalité et, paradoxalement, cet homme de 1848 sent le prix de la liberté comme fondement de l'initiative humaine.

⁸ Il y a quelque chose de déconcertant et de très moderne dans l'analyse de l'archevêque Hincmar. L'homme, pour lui, est immergé totalement dans une société où il partage pleinement la responsabilité de chacun dans la gestion d'ensemble ; mais il est aussi, quant à son destin spirituel, curieusement *seul* et responsable totalement de tous ses choix. Ni la famille, ni les cadres idéologiques terrestres ou spirituels, ni l'encadrement social, ne peuvent et ne doivent diminuer cette responsabilité.

C'est pourtant le même Hincmar qui élève l'obéissance à la hauteur d'une vertu cardinale !

en fonction de situations nouvelles. Il a fait de même en ce qui concerne Hincmar. L'aspect édifiant — de *cauendis uitis* — ou l'hagiographie — *Uita Remigii* — ont une valeur intemporelle pour ces hommes qui n'ont gardé ni le *de diuortio*, ni tant d'autres textes qui plongent désormais avec une société abolie que seule peut redécouvrir « l'archéologie sociale ».

Les choix du XVI^e et du XVII^e siècle n'ont, eux non plus, rien à voir ni avec Hincmar ni avec le monde carolingien. Les hommes de ces deux siècles ayant, jusqu'à la perversion, le goût du « précédent historique », c'est à l'histoire — qui n'en peut mais — qu'ils demandent souvent des armes pour leurs combats présents ou — ce qui est encore plus dangereux — pour leurs prévisions d'avenir. De ce dernier point de vue, Dieu merci, l'histoire ne sert à rien, mais peu d'hommes, encore, ont le courage de le reconnaître et de lui découvrir d'autres attraits. En plein historicisme abusif, les hommes du XVI^e se sont tournés vers le passé pour découvrir un militant de la lutte contre la prédestination et le jansénisme, hérésies toujours renouvelées puisque, par définition « il n'y a rien de nouveau sous le soleil »...⁹

Quant au XIX^e siècle, il n'a fait — jusqu'à Schrörs — que compliquer le problème en projetant ses propres discussions sur les fondements du pouvoir, les relations franco-allemandes, les rapports avec le cléricalisme, sur le passé carolingien et spécialement sur Hincmar.

J'étais donc contraint, si je voulais découvrir une raison quelconque de considérer la pensée hincmarienne comme ayant une valeur *actuelle*, de chercher dans d'autres directions que celles de l'héritage, très déformé de période en période. Mais j'avais appris, au passage, à me méfier des héritiers¹⁰ et la leçon n'était inutile ni sur le plan de la méthode historique ni sur celui de la vie actuelle.

Il ne pouvait être question de donner pour fin à l'enquête la connaissance d'un individu isolé. Sans poser le problème — faux et irritant — du rôle plus ou moins grand des personnalités en histoire (comme si, sur ce plan, ni plus ni moins d'ailleurs que sur aucun autre, il pouvait être établi une règle simple et uniformément valable), il ne nous a jamais semblé qu'une entreprise qui aurait pour seul but de faire le tour d'un homme aurait une valeur suffisante. Ce type d'enquête est à la rigueur celui du psychologue ou du romancier, pas de l'historien. Nous souhaitons donc, dès le départ, placer le plus souvent possible en situation de rapport dialectique Hincmar et ce qui l'entourait. Tout nous

⁹ Nous en avons décrit le cours dans notre *introduction*.

¹⁰ De nos jours l'héritage de Lénine n'est-il pas disputé entre diverses « orthodoxies » qui s'excommunient mutuellement en cherchant dans le passé et chez les « ancêtres » les « preuves » de la justesse de leur cause. Ce qui, comme au XVI^e siècle, dispense de regarder en face une situation présente et de la comprendre.

y conduisait, à commencer par l'œuvre même du prélat, entièrement consacrée aux situations contemporaines, jamais à l'autobiographie. Parmi les thèmes de réflexion dégagés par l'archevêque lui-même ou à partir de lui, quelques-uns nous paraissent d'une actualité remarquable et méritent que nous y insistions.

La recherche de l'unanimité est certainement l'un des phénomènes les plus frappants de la discussion politique depuis deux siècles. À regarder de très haut tous les mécanismes étudiés depuis Rousseau, les sociétés modernes sont toutes en quête d'une conciliation entre des données apparemment inconciliables. L'élaboration de la décision politique ou législative est différente en régime parlementaire de type occidental et en régime de type soviétique. L'Occident admet que, la pluralité des options étant un postulat de base, la liberté formelle de discussion conduit, après un débat où tous participent également à dégager une majorité et une minorité. Dans le système de valeurs soviétique le présupposé est différent : la démocratie occidentale n'est en apparence nécessaire que parce que la diversité des opinions résulte de l'affrontement des classes, lui-même causé par l'organisation de l'économie. La suppression du mode de production capitaliste rend, du même coup, caduque la procédure de la consultation préalable. *Mais* les deux systèmes se rejoignent dans l'affirmation plus ou moins explicite que, le débat achevé ou le débat n'étant plus nécessaire, *l'unanimité se fait sur la décision prise*. Ni ici ni là, personne n'a jamais durablement accepté qu'un schisme social plus ou moins définitif puisse apparaître. Pour la démocratie de type occidental ce serait reconnaître peu ou prou la légitimité de la lutte des classes, pour la démocratie de type soviétique ce serait admettre la non-disparition des classes par la transformation du mode de production.

Le mythe de l'unanimité — Rousseau l'avait bien senti qui avait brodé sur le thème à l'aide de cette notion commode et vague qu'est la volonté générale ¹¹ — hante toute société humaine. Le succès actuel du « maoïsme », supposé avoir réalisé l'unanimité socialiste de sept cents millions de Chinois, est là pour nous le rappeler ; au même titre, a contrario, que la recherche de mythes unificateurs dans les pays récemment indépendants. La « communion » d'un peuple uni par une idéologie a pris des formes successives depuis Hincmar : la nation a remplacé, humainement parlant, le Dieu du IX^e siècle, puis le messianisme du prolétariat la nation. Mais le souci d'afficher une unanime communion, même s'il ne correspond pas à la réalité, ne préoccupe pas moins les hommes en ce XX^e siècle qu'il ne préoccupait l'archevêque du IX^e siècle.

¹¹ L'histoire de cette notion rousseauiste est à écrire. Il n'est que de voir ce que les totalitarismes du XX^e siècle en ont tiré pour se convaincre qu'elle n'est pas simple et que Rousseau, consciemment ou non, a soulevé là un problème explosif.

Et la réflexion sur sa réflexion ne m'a pas semblé étrangère à celle qu'il me faut jour après jour porter sur le monde où je vis.

Aujourd'hui comme au IX^e siècle, si « l'unanimité » résulte, à quelque niveau que ce soit, dans quelque système que ce soit, de l'application à la collectivité des décisions prises arbitrairement par quelques-uns « au nom de la volonté générale », elle n'est qu'artifice dangereux. Aujourd'hui comme au IX^e siècle, elle n'a comme contrepoids nécessaire que la consultation, sur laquelle, nous l'avons vu, Hincmar insiste constamment, la consultation constante, à tous les échelons, pour l'élaboration de la décision. L'unanimité ne peut être « interprétée » ni par un homme ni par un groupe humain, Eglise ou parti.

Ici s'ancrent probablement les plus intéressantes contradictions apparentes d'Hincmar. Son homme n'est pas libre religieusement, puisque la damnation le guette, mais il est libre de la choisir ou de la refuser ; son homme n'est pas libre socialement, puisqu'il n'a aucun droit à la révolte et doit se soumettre à son sort économique-social, mais il peut discuter, s'il est de statut libre, et attendre des garanties de son statut social, de la part du roi et de la part de l'Eglise. L'homme d'Hincmar est, comme nous le sommes, le point géométrique des contradictions de tout ce qui l'entoure et le conditionne ; Hincmar qui analyse les libertés de cet homme et les interdits qui lui sont opposés est, lui aussi, conditionné par un cadre de vie, une société, un stade de l'évolution qui n'appartiennent qu'au IX^e siècle. Les conclusions positives d'Hincmar ne peuvent être les nôtres. En insistant sur le rapport intime de la liberté et de la responsabilité, Hincmar a mis le doigt sur l'une des valeurs les plus oubliées par le monde actuel. Même s'il le fait à travers un prisme idéologique auquel nos sociétés sont moins ou pas sensibles, il soulève une idée féconde. Nulle destinée n'étant, collective ou individuelle, fatale ou prédéterminée, la responsabilité de chacun, qui justifie *seule* l'exercice de sa liberté, est de choisir, dans chaque cas, l'attitude qu'il convient de prendre. L'idéal électoral démocratique mais aussi le but profond de la désaliénation de l'individu recherché par Marx, par l'école laïque ou par la psychanalyse, sont en germe dans cette attitude. La liberté de chacun d'admettre ou d'adhérer, à Dieu pour Hincmar, à chacun des actes qui l'engagent dans sa vie pour nous aujourd'hui, n'a de sens que si elle s'accompagne de la responsabilité correspondante. L'itinéraire de l'homme hincmarien vers la grâce qu'il ne reçoit que s'il l'a choisie illustre bien ce que nous voulons dire. Il n'est pas de liberté dans le refus, dans l'ignorance, dans l'abandon ou dans l'immobilité, mais dans l'action et le dépassement. Humainement, socialement, politiquement, le couple hincmarien « liberté-responsabilité » est primordial.

La vie d'une société est conditionnée par deux séries de facteurs, au niveau intellectuel au moins : l'acceptation des valeurs communes et le pacte qui lie les individus les uns aux autres dans la vie sociale. Ce pacte — Rousseau, une fois encore, l'a bien décrit — consiste dans l'aliénation d'une part de la liberté de nature pour chacun au profit

d'une liberté sociale garantie par le droit public. Le code des valeurs change selon les périodes de l'histoire humaine. Il aboutit, soit à une loi constitutionnelle, écrite ou admise, qui règle, dans l'accord général, le fonctionnement politique de la société, soit à l'affrontement de valeurs opposées qui s'incarnent en classes, groupes ou partis rivaux.

Lorsque la majorité des puissants d'une société ne respecte plus le pacte social, c'est-à-dire viole la loi publique, lorsque, de plus, l'affrontement des codes de valeurs opposés accroît la tentation de nier la valeur contraignante de toute espèce de loi, la société risque l'éclatement violent. Le XX^e siècle fournit d'importantes illustrations. C'est aussi, très exactement, le cas du monde dans lequel vit Hincmar. Et celui-ci a fort clairement vu et dit qu'en de telles situations il importe d'imposer un code de règles du jeu social qui garantira chacun contre l'excès des heurts des égoïsmes et des habiletés. Sa lutte en faveur de l'unicité de la loi reconnue par tous et au besoin imposée à tous par une pression idéologique constante rejoint le réflexe de Dracon, de Solon, des vieux législateurs romains, des empereurs chrétiens.

Hincmar n'a pas inventé le « règne de la loi » et il n'a pas prévu les développements formels insupportables que peut fournir la loi-alibi à la conservation des privilèges de la minorité. Le légalisme venait de la Rome païenne à travers la Rome chrétienne et l'usage de la loi à des fins de défense des intérêts d'un groupe n'est pas d'actualité au IX^e siècle, nous semble-t-il. Mais il a insisté sur l'idée simple que, hors du respect de la règle écrite et transmise, ou modifiée par consultation il n'y a qu'arbitraire individuel du puissant ou violence dangereuse de l'opprimé.

Dans une période où la dispersion extrême des opprimés leur interdit toute chance de se grouper fortement pour résister à une oppression victorieuse des potentes, c'est donc surtout contre cette dernière que la loi est invoquée comme barrage aux caprices privés. N'est-ce pas la démarche de Dracon et de Solon en face des grandes familles athéniennes ?

Il y a lieu de réfléchir beaucoup à cet héritage hincmarien. Quelle est donc la valeur intrinsèque de la loi ? A quel moment, pour quelles raisons, un groupe ou un individu peuvent-ils s'affranchir de son observance ? Hincmar répond à la deuxième question par refus total et définitif ; nos sociétés s'interrogent plus que lui sur ce point. A partir de quels seuils, dans quelles conditions, la loi elle-même cesse-t-elle d'être cet instrument *juste* qui a contenu les déferlements préjudiciables à la vie d'une société pour devenir à son tour oppressive et illégitime ? Même sur ce point Hincmar a eu le sentiment qu'il fallait apporter une réponse. S'il insiste sur le caractère permanent et universel de la loi, il dit aussi, s'agissant d'une loi humaine, qu'il faut la changer *si les circonstances qui lui ont donné naissance se trouvent profondément modifiées*. Tout le mécanisme moderne de la législation est en place.

Hincmar ne divinise pas la loi comme l'ont fait tant de juristes après lui. Création de l'homme, lorsqu'elle n'est pas *la* loi répandue par Dieu dans son enseignement aux hommes, elle est soumise aux faiblesses, aux imperfections et à la nécessaire révision comme toutes les autres actions de l'homme. Elle n'est permanente et universelle que tant qu'elle correspond à une nécessité sociale en fonction de situations précises. Et elle oblige alors tout le monde. S'il est nécessaire d'en modifier le contenu, ce qui se produit plus d'une fois au IX^e siècle, ce ne peut être que par consultation et délibération, non par l'autorité d'un seul. Le concile permet la décrétale, la délibération prépare le capitulaire.

On peut être tenté d'objecter, et à Hincmar et à nous, que la loi en cause est sans commune mesure avec la majesté du droit constitutionnel ou du droit public modernes, catéchisme de sociétés immobiles qu'apprennent des générations d'étudiants. Hincmar connaît tous les niveaux de la loi humaine, des codes impériaux aux plus humbles textes carolingiens. Dans tous les cas son attitude est la même : *la loi est un instrument de pédagogie sociale non une fin en soi.*

Quelles réflexions ne sortiraient pas, aujourd'hui, d'une reprise en considération de telles perspectives !

Attentif à consolider l'indissolubilité du mariage chrétien, Hincmar n'a pas perçu les conséquences sociales qui découlent inéluctablement de la nouvelle définition du couple. Cassant, après Grégoire III et avant les conciles du XI^e siècle, la famille large venue de la Méditerranée aussi bien que de l'Europe germanique, il a indirectement provoqué l'apparition à terme des fausses familles féodales et des fausses familles marchandes. Mais l'important n'est pas là probablement. Le terme de l'évolution du couple propriétaire qui naît au IX^e siècle, c'est le Code civil. Et il n'est peut-être pas inintéressant de s'interroger aujourd'hui sur cette association apparemment fatale et objet de tant de critiques dans tant de classes d'âge, de régions du monde ou de catégories sociales, qui lie le couple humain à la possession du maximum possible de biens. L'*avaritia*, que combat Hincmar, a été surexcitée par la croissance économique et la compétition entre familles. L'appropriation privée de biens est-elle la base la plus respectable de la vie terrestre du couple humain ? Et si oui, est-il légitime que cette appropriation dépasse le cadre des moyens nécessaires à la vie de ce couple, pour déboucher sur l'accaparement des instruments de production — quelle que soit la forme prise par cet accaparement — qui prive d'autres couples d'une redistribution des biens terrestres ? Hincmar ne dit pas autre chose que ce que nous venons d'écrire et qui, aujourd'hui encore, fait scandale, lorsqu'il s'en prend violemment à l'accaparement des biens par les potentes au détriment des paupères. Il est vrai qu'il est mort depuis onze siècles...

Elargissant lui-même le débat, le prélat — décidément plus moderne qu'il n'y paraît — réalise très clairement que la vie d'une société repose

sur deux pôles contraires : l'ordre et la justice. Contraires, mais inséparables. Il sait qu'à tendre l'exploitation des autres par quelques-uns on engendre, par excès d'injustice, la révolte et la violence. Il sait aussi qu'il n'y a plus de justice possible, mais le règne de la force seulement, là où, quelles qu'en soient les causes, l'ordre n'est pas, dans l'ensemble, maintenu. Il faut vivre dans une société de pénurie comme les sociétés africaines le sont encore souvent, pour réaliser à quel point est concret, dans de tels cas, le problème des rapports contraires de l'ordre et de la justice, à quel point il était concret pour Hincmar au IX^e siècle. Il faut réaliser que la « révolution chrétienne » étant derrière lui et aucune autre ne s'annonçant, Hincmar ne pouvait fonder son analyse de l'ordre et de la justice que sur les catégories chrétiennes de péché et de vertu. Il a tenté très matériellement d'empêcher le franchissement des deux seuils de l'excès de désordre par la violence des opprimés et d'injustice par l'excès de violence des oppresseurs.

Mais il a aussi parfaitement saisi que l'excès de misère conduit à la révolte, contre l'intérêt futur de l'homme puisqu'il pêche ¹² (c'est son analyse) et aussi contre son intérêt matériel, puisque la puissance des puissants trouve dans la révolte des pauperes une occasion et une justification de son accroissement.

Les désordres sont d'autre part autant d'occasions que se donnent à eux-mêmes les potentes d'écraser un peu plus les pauperes. Puisque la mode est aujourd'hui de donner à Marx ancêtres et prédécesseurs, comme Ibn Khaldun par exemple, pourquoi pas Hincmar !

La globalité du diagnostic hincmarien, même s'il est non explicite, nous saisit. Aucun paramètre n'y manque, exprimé ou observé : ni la faible production d'une société sans croissance économique, ni la mutation sociale en cours, ni l'affrontement des morales anciennes et chrétiennes. Et de cette peinture globale découle aussi l'analyse politique globale : dans ce cas, à ce moment, ordre et justice garantissent la stabilité, la loi en assure le respect par chacun, le roi est le garant de l'équilibre. « Une foi, une loi, un roi » aurait eu un sens singulièrement plus fort sous la plume d'Hincmar que huit siècles plus tard !

Et l'étude globale par l'archevêque des facteurs qui conditionnent et permettent la vie d'une société n'est évidemment pas sans importance, quant à la méthode, pour l'historien ou pour l'observateur politique : aucune société ne peut se comprendre, peut-être encore moins se gouverner, par secteurs analytiques, sans tenir compte des constantes ruptures d'équilibre qui se produisent en son sein. Onze siècles avant Lucien Febvre et Marc Bloch, Hincmar connaissait l'analyse globale.

¹² Retenons-en une idée singulièrement moderne, elle aussi : l'excès d'injustice subi conduit au rejet des valeurs officielles de la société qui s'en rend responsable ou coupable.

Mais aussi, en insistant sur l'ordre comme garant de la vie de la société et la justice comme essence de l'action du pouvoir, il a défini, une fois de plus, un couple essentiel de la vie des sociétés politiques jusqu'à nos jours. Ceci donne à Hincmar, encore une fois, une étrange résonance. Ce qui le rend « inactuel » consiste en deux choses : l'insistance mise exclusivement sur la destinée eschatologique de l'espèce humaine et, par voie de conséquence, l'absence de toute perspective de développement économique par action sur la nature.

Frappé, enfin, par la présence de la violence autour de lui — voilà qui n'est pas pour surprendre un homme du XX^e siècle ! — Hincmar s'est interrogé sur celle-ci. Nous l'avons vu cheminer vers la proposition d'un « métier militaire » chargé, dans la société, des tâches de violence. Ce qui peut nous conduire à nous interroger aujourd'hui sur cette « valeur » plus ou moins hypocritement substituée à la responsabilité de toute une société. Une génération qui a connu la deuxième guerre mondiale, les guerres d'Indochine et d'Algérie et tant d'autres manifestations de la violence « légale » ou « légitime » peut à bon droit se poser certaines questions.

Mais il convient d'insister sur un autre aspect du problème. Hincmar, contrairement à ce que tant d'auteurs trop rapidement prévenus contre lui ont affirmé, est hostile à la mise à mort d'êtres humains, fût-ce après jugement. Qu'il préfère la réclusion perpétuelle dans un monastère est évidemment la conséquence de l'époque où il vit ; qu'il estime préférable de laisser à Dieu le jugement de l'âme du coupable découle de sa croyance. Il n'en reste pas moins que ce chrétien, trois siècles avant les bûchers de l'Inquisition, pense que la mise à mort d'un coupable n'est ni un droit ni un devoir et que les seules choses qui comptent sont de l'empêcher de nuire à ses contemporains et de sauver son âme.

Mais, sans doute, aucune des idées d'Hincmar ne m'a davantage impressionné que celle de l'universel contrat. Contrat entre les hommes qui composent une société, contrat entre l'homme et Dieu que l'homme peut rompre, contrat, plus remarquablement analysé, entre l'homme, chaque homme, et sa fonction sociale. Chacun de ces contrats peut être refusé ou, pour ce qui est des contrats humains, révisé ; mais chacun doit être respecté dans tous ses termes tant que n'apparaît ni cause de rupture ni droit de rompre. Et toute rupture injustifiée conduit aux sanctions que supporte la personne responsable. L'idée est remarquable, même si elle est exprimée dans un contexte austère et avec un vocabulaire parfois peu supportable.

Déconcertant Hincmar, moderne par tant d'aspects, préoccupé de questions qui sont encore brûlantes pour nous, si irrémédiablement carolingien par tant d'autres côtés.

Conservateur, il l'est, sans aucun doute, des valeurs du christianisme et de la vision globale qu'il en retire. Cela le rend attentif à ne s'écarter

en rien de la ligne. Jusqu'au juridisme le plus étroit, jusqu'à un tempérament de notaire pointilleux parfois, il est un « militant de l'Eglise chrétienne » en cours d'incarnation sociale. Mais l'homme fait craquer le vêtement du personnage à tout instant. Doit-il composer l'ordo liturgique d'un couronnement, il réinvente les textes et les adapte à la circonstance. Loin du réflexe frileusement timoré des faiseurs de missels, il vit une liturgie chaque fois nouvelle. La vie a plus d'importance pour lui que le rite, l'esprit que la lettre, dès lors que la fidélité aux règles est totale. Parle-t-il de la prédestination, du mariage, du contrat social, il accumule les auctoritates et, sans oser le dire explicitement, en tire des conclusions dont l'écho n'est pas assourdi jusqu'à nous.

Insupportable dominateur de sa province, tatillon jusqu'au détail, il montre une qualité dans la conception de son ministère qui en fait un exceptionnel administrateur, très moderne là encore. Pasteur infatigable, il s'efforce d'avertir, de mettre en garde, d'éclairer, *d'informer*, par la parole, l'écrit, avant ou après l'événement, que celui-ci soit collectif ou individuel, avec une constance et une patience qui nous semblent exemplaires. Hincmar a été un très grand pasteur.

S'intéresse-t-il à ce que peut être l'Eglise, il en fournit, tout en se trompant historiquement, une définition dont se réclame plus d'un clerc du XX^e siècle et à laquelle Vatican II a tendu à donner vie. A tel point que j'ai parfois eu le sentiment, très irrité, que l'on pourrait penser, me lisant, que ma description de l'Eglise selon Hincmar n'était qu'une projection de préoccupations actuelles vers le IX^e siècle. Heureusement les textes sont là et les définitions d'Hincmar gardent encore, hélas, une valeur prospective.

Ce qui nous éloigne d'Hincmar, historiquement au moins, est évidemment dû à son immersion dans un monde radicalement différent du nôtre. Encore convient-il de reconnaître que mis, par son éducation, en situation de réagir comme la plupart de ses collègues dans l'épiscopat, Hincmar a réagi avec une singulière force, par rapport à eux, contre l'envahissement des ambitions et des comforts égoïstes dans le monde qui l'entourait. Il n'a joué à peu près aucune des cartes que son milieu de naissance, son éducation et sa carrière auraient, logiquement, conduit un médiocre à jouer. C'est un esprit libre, au maximum, par rapport à tout ce qui l'entoure. Il ne reconnaît de juge que Dieu, s'il admet que Rome puisse le censurer.

Mais chez cet homme si intelligent, le cœur n'est pas toujours, apparemment, ouvert à la compassion et à la compréhension autant que l'intelligence permettrait de l'espérer. Chez cet être de réflexion, le rassemblement systématique de la pensée n'existe pas, la plupart des conclusions, évidentes cependant, ne sont pas explicitement tirées. Est-ce humilité ? incapacité ? volonté réfléchie de laisser le lecteur libre de conclure ?

Le pasteur se laisse percer, le carolingien montre ses limites, l'intelligence éclaire le visage de l'archevêque ; l'homme, après des années, demeure indéchiffrable dans ses apparentes contradictions et son ambiguïté difficile à détruire sans arbitraire. Il est probablement conforme à l'image qu'Hincmar souhaitait laisser de lui-même qu'il en soit ainsi à jamais pour les hommes.

Achevé d'imprimer
sur les presses de l'Imprimerie Sopizet - 74200 Thonon
en Mai 1976

